

ÉDOUARD PETIT

HISTOIRE UNIVERSELLE
ILLUSTRÉE
DES
PAYS ET DES PEUPLES



Quillet
Éditeur

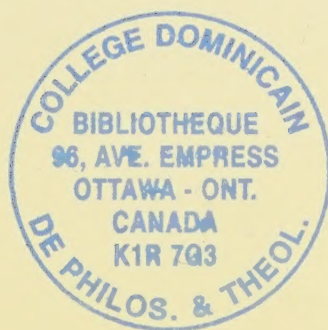
D
20
.P46
H57
1913
4

HISTOIRE UNIVERSELLE

ILLUSTRÉE

des Pays et des Peuples

TOME QUATRIÈME



Tous droits réservés pour tous pays, y compris la Hollande et la Scandinavie.

Copyright by Aristide QUILLET, éditeur, Paris, 1914.

26207
ÉDOUARD PETIT

INSPECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

HISTOIRE UNIVERSELLE

ILLUSTRÉE

des Pays et des Peuples

HISTOIRE DE LA FORMATION DE LA TERRE — ÉVOLUTION DES RACES ET DES NATIONS
HISTOIRE DE LA CIVILISATION ET DU PROGRÈS

PUBLIÉE AVEC LA COLLABORATION DE MM.

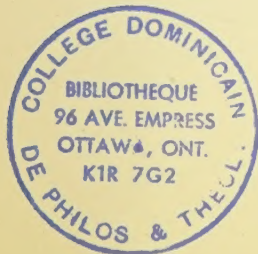
Jean Alazard, agrégé de l'Université, chargé de conférences à l'Institut français de Florence; **Allain**, professeur d'histoire et de géographie; **Allix**, agrégé de l'Université, professeur au lycée de Grenoble; **Jacques Ancel**, professeur agrégé de l'Université; **Paul Bondoïs**, agrégé d'histoire, professeur honoraire au Lycée Buffon et au Lycée Molière; **Bouniol**, professeur agrégé d'histoire au Lycée Janson-de-Sailly; **Félicien Challaye**, professeur agrégé; **Chaufour**, directeur du Collège français de Beyrouth; **Crévellier**, agrégé d'histoire, inspecteur d'Académie; **Paul Degouy**, publiciste; **M^{me} Degouy-Wurmser**, professeur agrégé au Lycée Racine; **Duffart**, géographe; **Ernout**, professeur à la Faculté des Lettres de Lille; **Faubert**, professeur à l'École J.-B.-Say; **S. Faye**, professeur de l'Université; **Fichelle**, agrégé de l'Université, professeur à l'Institut français de Pétersbourg; **La Flize**, professeur agrégé au Lycée Lakanal; **Girard**, agrégé de l'Université, professeur au Collège Chaptal; **Georges Guy-Grand**, professeur de l'Université; **Émile Hinzelin**, publiciste; **M. Hollebecque**, professeur de l'Université; **Henri Labrousse**, agrégé d'histoire, docteur ès lettres; **M^{me} Esther Leroy-Vidaud**, professeur agrégé; **Leyritz**, professeur d'histoire; **Maillefer**, syndic de la ville de Lausanne; **Marchand**, professeur d'histoire et de géographie; **Meyer**, professeur agrégé au Lycée d'Amiens, boursier du Tour du Monde; **Mossé**, professeur à l'École supérieure Arago; **Mousset**, ancien élève de l'École des Chartes, chargé de mission; **Jean Nouaillac**, agrégé de l'Université, docteur ès lettres; **Nouvel**, professeur à l'École Alsacienne; **Camille Pelletan**, sénateur, ancien élève de l'École des Chartes; **G. Renaudot**, astronome, attaché à l'Observatoire de Juvisy; **Louis Ripault**, professeur au Lycée Louis-le-Grand; **Robert-Pimienta**, publiciste; **Rolland**, professeur à l'École Lavoisier; **Louis Villat**, professeur agrégé d'histoire au Lycée de Nantes.

406
P
ARISTIDE QUILLET


ÉDITEUR

278, Boulevard Saint-Germain, 278

PARIS



15485



Digitized by the Internet Archive
in 2025

https://archive.org/details/bwb_T3-CBR-606

GRANDES DIVISIONS DES CHAPITRES

TOME QUATRIÈME

CAMILLE PELLETAN

I. — La Révolution.

Le Déclin de la Monarchie.

La Constituante.

La Législative.

La Convention.



II. — Directoire, Consulat et Empire.

Le Directoire.

Le Consulat.

L'Empire.



III. — De la Restauration au Second Empire.

La Restauration.

Le Règne de Louis-Philippe.

La Seconde République.

Le Second Empire.



IV. — La Troisième République.



LA RÉVOLUTION

DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

Decretée par l'Assemblée Nationale le 26 août 1789, et confirmée par le peuple le 3 septembre 1789.

PRÉAMBULE

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les droits naturels, inhérents et sacrés de l'homme, sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. Le but de toute association politique est la conservation de ces droits. Tout pouvoir émane du peuple. Tout citoyen a le droit de participer à sa formation, au contrôle de ses agents et à la réforme de la constitution. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans le peuple. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. L'liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. L'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits; ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits naturels, inhérents et sacrés de l'homme et du citoyen.

ARTICLE PREMIER

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les droits naturels, inhérents et sacrés de l'homme, sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

II

Le but de toute association politique est la conservation de ces droits. Tout pouvoir émane du peuple. Tout citoyen a le droit de participer à sa formation, au contrôle de ses agents et à la réforme de la constitution.

III

Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans le peuple. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

IV

L'liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. L'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits; ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

V

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne point.

VI

La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation; elle doit être la même pour tous; tout qui elle protège, sans qu'elle puisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, ils sont également admissibles à toutes les dignités, emplois publics, selon leur capacité, et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents.

Nous sommes en possession de nos droits naturels, inhérents et sacrés de l'homme, nous ne pouvons les perdre. Les droits naturels, inhérents et sacrés de l'homme, sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. Le but de toute association politique est la conservation de ces droits. Tout pouvoir émane du peuple. Tout citoyen a le droit de participer à sa formation, au contrôle de ses agents et à la réforme de la constitution.

En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits naturels, inhérents et sacrés de l'homme et du citoyen.

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne point.

La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation; elle doit être la même pour tous; tout qui elle protège, sans qu'elle puisse.

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne point.

La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation; elle doit être la même pour tous; tout qui elle protège, sans qu'elle puisse.

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne point.

La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation; elle doit être la même pour tous; tout qui elle protège, sans qu'elle puisse.

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne point.

La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation; elle doit être la même pour tous; tout qui elle protège, sans qu'elle puisse.

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne point.

La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation; elle doit être la même pour tous; tout qui elle protège, sans qu'elle puisse.

AUX REPRÉSENTANTS DU PEUPLE FRANÇAIS.

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les droits naturels, inhérents et sacrés de l'homme, sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. Le but de toute association politique est la conservation de ces droits. Tout pouvoir émane du peuple. Tout citoyen a le droit de participer à sa formation, au contrôle de ses agents et à la réforme de la constitution. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans le peuple. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. L'liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. L'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits; ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

D'après une gravure de Le Barbier conservée à la Bibliothèque nationale.

**Le Déclin de la Monarchie.
La Constituante.
La Législative.
La Convention,**

par

Camille Pelletan.



La Bastille en 1780.

Gravé par Borgnet d'après un dessin de Gudin (Bibliothèque nationale).

LE DÉCLIN DE LA MONARCHIE

I. — La philosophie du dix-huitième siècle.

On peut dire que la Révolution de 1789 était, en quelque sorte, accomplie dans les esprits longtemps avant de passer dans l'ordre des faits. Elle avait été préparée par tout le travail intellectuel du dix-huitième siècle : il ne restait plus qu'à réaliser le programme dont les grands écrivains de cette époque avaient tracé les lignes, et autour duquel ils avaient rallié l'immense majorité de l'opinion publique.

Le mouvement d'idées qui devait emporter la vieille monarchie avait commencé dès la mort de Louis XIV, en 1715. Dans les dernières années, le règne, si glorieux à tant d'égards, de celui qu'on appelait Louis le Grand, avait pesé d'un poids effroyable sur la France. A des guerres malheureuses, à la ruine de nos finances, à des misères atroces, s'était ajouté le despotisme dévot le plus lugubre et le plus écrasant.

Dès que le grand Roi fut mort et qu'on eut porté son cercueil à Saint-Denis, au milieu des feux de joie du peuple, il y eut dans toute la France un sentiment de délivrance. C'était le temps de la Régence; le nouveau Roi, Louis XV, étant encore enfant, le royaume était gouverné par son grand-oncle, le duc d'Orléans, lui-même fort heureux d'échapper à la tyrannie que Louis XIV exerçait aussi rigoureusement sur sa famille que sur le pays tout entier. Alors commença une époque de gaité étincelante, mêlée de débauches dont le Régent donnait l'exemple. Mais, si les vices jusque-là contenus ou cachés s'étalèrent au grand jour, le profond sentiment de liberté du génie français se sentit affranchi, lui aussi. On recommença à parler, à penser et à rire tout

haut. Il y eut un mouvement irrésistible de réaction contre l'étroite bigoterie du despote disparu, et l'esprit critique se réveilla avec une puissance qu'il n'avait jamais eue jusque-là.

C'est alors qu'on commença à railler d'abord, à discuter ensuite, les abus du régime auquel la France était soumise. Un grave magistrat, Montesquieu, donna un des premiers et un des plus célèbres exemples de ces brillantes et cruelles satires des pouvoirs jusque-là les plus redoutés, qui allaient se multiplier dans tout le cours du dix-huitième siècle. Sous la forme de lettres écrites par le personnel d'une ambassade persane, envoyées de France à ses amis restés en Asie, il traça des mœurs de nos pères et des vices de la monarchie et de l'Église une peinture dont les audaces, parfois très grandes, étaient sauvées par le caractère fantaisiste du cadre où elles étaient placées. Génie à la fois profond et étincelant, l'auteur des *Lettres persanes* devait plus tard donner des œuvres d'une portée plus considérable. Son *Esprit des Lois*, où il discutait les mérites des diverses formes de gouvernement, est resté comme un modèle de philosophie politique. Voltaire disait de ce livre immortel : « Le genre humain avait perdu ses titres : Montesquieu les a retrouvés. »

Celui qui parlait ainsi devait jouer un rôle encore beaucoup plus vaste dans le mouvement des idées de son temps. Malade et se croyant mourant toute sa vie, Voltaire fut, pendant une existence de plus de quatre-vingts ans, brûlé du feu d'un génie ardent qui électrisait encore sa dernière vieillesse et ne lui laissa pas une seule minute de répit. Épopée, théâtre, histoire, romans, contes, questions de philosophie, questions de science, il n'est rien dont cet esprit infatigable et insatiable ne se soit emparé dans son labeur prodigieux de près d'un siècle. Homme de combat autant que Montesquieu était paisible, tout, chez lui, se tournait en apostolat pour ses convictions. Depuis les héros qu'il mettait en scène dans ses œuvres dramatiques, jusqu'aux brillantes fantaisies de ses contes les plus spirituels, il n'était rien qui ne fût dirigé par une même pensée de lutte sans trêve et sans merci contre ce qui lui apparaissait comme les superstitions, les abus, les tyrannies légués à son époque par le passé. Outre ses grandes œuvres d'histoire, de philosophie, ses poèmes et ses tragédies, — qui auraient déjà suffi à remplir la vie de plusieurs des écrivains les plus féconds, — son génie, toujours en éruption, semait incessamment par centaines des productions plus légères, qui n'ont pas eu une moindre action, petits vers, petits pamphlets, petites feuilles de polémique, auxquelles s'ajoutaient des milliers de lettres incomparables par lesquelles sa pensée se répandait de toutes parts. Avec l'irrésistible clarté de sa vaste intelligence qui jetait sur les questions les plus obscures une lumière merveilleusement brillante et limpide, ses grandes puissances, c'étaient son esprit sans égal, les terribles railleries dont il transperçait ses adversaires, son don merveilleux de faire jaillir d'une plaisanterie étincelante l'évidence de la vérité. Mais ce serait se faire une idée bien incomplète de sa physionomie, que de n'y voir que ce rire terrible que ses portraits et ses statues nous ont habitués à imaginer sur son masque décharné. Aucun autre n'a eu plus brûlante, plus déchirante que lui, l'éloquence de l'indignation. L'injustice le transportait de colère. Les condamnations iniques, que multipliait la justice barbare de cette époque, bouleversaient et révoltaient sa conscience. Il prenait en main la cause des victimes, avec une admirable passion ; et telle était la force de son génie, que dans cette lutte, en apparence si inégale, contre les tribunaux si redoutés de l'ancien régime, il eut souvent le dernier mot, et obligea ces juges orgueilleux de leur pouvoir irresponsable à réparer ce qui était encore réparable dans leurs plus odieuses condamnations.

Nulle figure plus différente que celle de Rousseau, son rival de gloire. Ce fut une curieuse destinée que celle de ce fils d'un petit horloger de Genève, s'échappant de sa famille et de son pays à seize ans pour courir les aventures ; — tour à tour laquais, professeur de chant, copiste de musique, secrétaire de l'ambassade de France à Venise ; — n'ayant guère d'autre instruction que celle qu'il avait ramassée au hasard sur les grands chemins ; — puis se révélant soudain, du premier coup, un de nos plus grands écrivains ; ne cessant d'errer d'asile en asile, pourchassé qu'il était moins peut-être encore par les persécutions réservées sous l'ancien régime à toute pensée libre, que par les soupçons qui hantaient sans cesse son esprit chagrin et inquiet. Les contrastes les plus singuliers se rencontraient dans cette étrange nature, partagée entre une timidité malade qui lui faisait fuir la société, et un besoin irrésistible d'étonner le public par tous les défis aux habitudes et aux idées reçues. Mais cet esprit puissant et solitaire, au travail

difficile, tournant, retournant longuement et péniblement ses idées et ses phrases, donnait de loin en loin au public des ouvrages dont chacun était un événement : soit qu'il prêchât à une époque de luxe et de plaisirs mondains le retour à la nature, soit qu'il jetât, à la France monarchique, la théorie et la formule d'une politique républicaine. Par la nouveauté et la force de sa pensée, par l'énergie condensée de ses sentiments et de ses passions, par la prestigieuse magie de son style, par ses bizarreries elles-mêmes, il finit par exercer sur son temps une influence énorme, et par y inspirer des admirations fanatiques. Après sa mort, son action sur les hommes de la Révolution fut considérable. Robespierre et Saint-Just, notamment, ne juraient que par lui.

Diderot n'eut, ni de son temps ni dans la plus grande partie du siècle qui suivit, une gloire comparable à celle de Voltaire et de Rousseau. C'est qu'avec sa prodigieuse intelligence et son cœur d'une générosité incomparable, il n'eut guère le loisir de songer à lui-même, et se prodigua toute sa vie pour ses idées et pour les autres. Il n'a même pas publié de son vivant quelques-uns de ses plus grands chefs-d'œuvre; et plusieurs, comme le *Neveu de Rameau* et le *Rêve de d'Alembert*, n'ont été retrouvés dans ses papiers que longtemps après sa mort. C'est le grand penseur Auguste Comte, c'est le grand historien Michelet, qui lui ont les premiers rendu sa véritable place. Homme universel, à un plus haut degré que Voltaire lui-même, en dehors de ses romans, de ses contes, de ses fantaisies éblouissantes, l'histoire, la philosophie, la critique littéraire, la critique d'art qu'il créa, les sciences où il eut des vues d'avenir extraordinaires, ne suffisaient pas encore à sa passion de tout embrasser : il n'était pas de métier dont il n'eût voulu pénétrer les secrets. C'est une figure unique peut-être dans l'Histoire, que celle de ce génie en ébullition perpétuelle, répandant sans cesse pêle-mêle autour de lui, avec une sorte d'enthousiasme toujours brûlant et toujours fécond, le monde inépuisable des pensées, parfois profondes, souvent audacieuses, qui fermentaient tumultueusement dans son puissant cerveau. Ses contemporains affirment que ses œuvres écrites ne donnent qu'une idée encore imparfaite de son génie qui éclatait



Aux Mânes de J.-J. Rousseau.

Gravure de Vidal, d'après une allégorie de Mounet.

Cette estampe allégorique est un hommage rendu à la mémoire de l'immortel J.-J. Rousseau pour l'heureuse révolution qu'il a opérée dans les esprits, en délivrant l'enfance des entraves cruelles qui l'exposaient aux plus fâcheux accidents. Dans le milieu, on voit la Nature implorée par des enfants, comme une mère tendre et sensible, l'Orgueil humain, indigné de voir ses préjugés anéantis, veut s'opposer aux bienfaits qu'elle va répandre : il la saisit par les cheveux pour l'arrêter, et met un pied sur l'estomac d'un enfant, comme pour désigner la partie de son corps qu'il prétend surtout accabler par des liens odieux. La Vertu, armée d'un sceptre, vient au secours de la Nature et réprime les efforts outrageants de l'Orgueil. A côté d'elle, la Vérité s'élance dans les airs, dissipe les nuages et laisse voir un ciel serein. Dans le lointain, derrière les enfants, on voit le tombeau de Jean-Jacques.

plus éblouissant encore dans ses causeries, si l'on peut appeler causeries les espèces de monologues à peu près ininterrompus, dans lesquels il répandait sur son auditeur, quel qu'il fût, le flot débordant de ses idées.

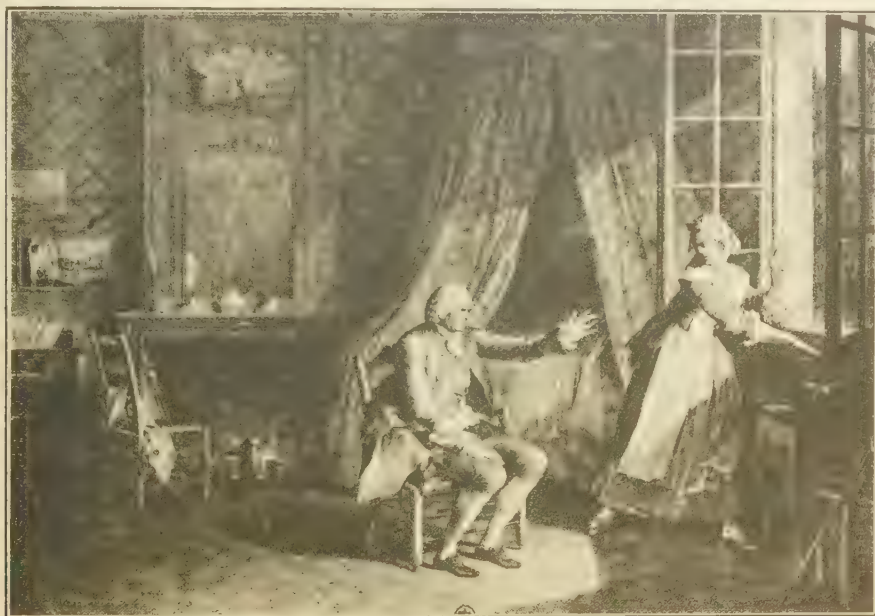
C'est Diderot qui eut le rôle principal, dans la fameuse *Encyclopédie*. On sait que cette expression désigne de vastes ouvrages où toutes les connaissances humaines sont exposées et classées. On avait déjà essayé de faire des encyclopédies : aucune n'avait l'importance de celle-ci, à laquelle les écrivains et les savants les plus illustres du siècle, les Voltaire, les Rousseau, les Montesquieu, les Buffon, les Turgot, apportèrent leur contribution, chacun suivant sa compétence. Mais on devine sans peine que derrière cette œuvre colossale, il y avait une pensée de combat, et qu'une propagande voilée, mais active, pour les idées nouvelles, était mêlée aux renseignements que l'on mettait à la portée de tous. Aussi le nom d'« encyclopédiste » était-il donné comme celui de philosophe aux soldats de la petite armée intellectuelle qui avaient intrépidement engagé la lutte contre les forces religieuses et politiques du passé. Diderot était tout désigné pour diriger une telle œuvre : n'était-il pas, lui-même, une *Encyclopédie* vivante ? Il y épuisa ses forces, dans un labeur colossal, dans des démêlés avec les libraires, dans les difficultés avec le pouvoir, dans un monde de travail et de tracas de toute sorte.

Diderot partagea cette terrible tâche avec son ami, le grand mathématicien d'Alembert, qui écrivit, pour l'*Encyclopédie*, une introduction restée une des œuvres les plus admirables de la philosophie des sciences. Nombre d'écrivains de valeur prenaient part au combat, à côté de ces chefs glorieux ; quelques-uns, fort aventureux dans leur doctrine, comme Helvétius et d'Holbach. On peut dire qu'ils avaient su associer à leur propagande à peu près toute la littérature et toute la science de leur temps. Chose étrange ! le vieil ordre de choses sur lequel ils frappaient à coups redoublés, les croyances séculaires qu'ils attaquaient, le rire aux lèvres, les autorités toutes-puissantes dont ils sapaient les fondements chancelants, ne trouvèrent durant le dix-huitième siècle aucun défenseur digne des principes vieillis, mais qui avaient eu leur grandeur, menacés par le mouvement des idées nouvelles. Ces philosophes n'eurent pour adversaires que des prélats parmi lesquels on eût cherché vainement, je ne dis pas un Bossuet, un Fénelon, un Fléchier ou un Massillon, mais un écrivain ou un orateur de quelque mérite, ou des pamphlétaires d'une médiocrité égale à leur antipathique violence.

Il ne leur en fallait pas moins une vaillance singulière, pour mener, comme ils le firent, le combat contre toutes les puissances, jusque-là incontestées, qu'ils trouvaient devant eux : l'Église, le despotisme royal, la justice barbare d'alors, l'accumulation d'abus et de préjugés dont se composait l'ancien régime. Leurs livres, dont ils étaient réduits à faire imprimer le plus grand nombre dans la libre Hollande, étaient le plus souvent interdits et condamnés par le Parlement à être brûlés par la main du bourreau. Presque tous firent la connaissance des cachots : Diderot fut enfermé au donjon de Vincennes. Rousseau n'évita le même sort que par la fuite. L'*Encyclopédie* elle-même fut frappée d'une interdiction qu'on ne fit lever qu'à grand-peine. Voltaire, dans sa jeunesse, avait été enfermé à la Bastille, avant d'être obligé de s'exiler quelque temps en Angleterre. Parvenu au comble de la gloire et de la puissance, il ne trouva de sécurité qu'en allant se réfugier pendant de longues années à Ferney, au pied du Jura, où il avait en quelque sorte un pied en France, un pied dans l'État républicain de Genève.

La philosophie de ces grands esprits offre un caractère spécial : on l'a accusée d'être superficielle, comme si une pensée superficielle pouvait porter en elle les résultats d'une grandeur incomparable qu'elle a préparés ! La vérité est qu'elle était moins ambitieuse que ne le fut en d'autres temps la pensée humaine, poussée par une sorte d'attraction irrésistible vers les problèmes métaphysiques les plus ténébreux, ou vers les sublimités éthérées du mysticisme. Celle-ci ne voulait ni se perdre dans les nuages du ciel ni s'enfoncer dans les obscures profondeurs, où notre pauvre intelligence s'est si souvent perdue : elle voulait rester sur la terre aux rayons du grand soleil. La clarté a toujours été une des qualités distinctives du génie français ; il a fait de notre langue la langue humaine par excellence, celle qui, dans son incomparable limpidité, dégage l'idée de tous les brouillards, et la fait transparaître dans toute sa netteté. Jamais elle ne fut si limpide que quand elle fut façonnée par une génération d'écrivains, qui tenaient avant tout à voir clair dans leur propre pensée. Les choses religieuses, politiques, administratives, qui

dominent le monde, semblent réservées, par leurs complications, par leurs obscurités, par leurs difficultés techniques, à des sacerdoces, à des bureaucraties, à des corps spéciaux, qui ont longtemps gouverné ainsi les peuples sans contrôle possible, nul regard profane ne pénétrant leurs savants secrets. Débrouiller ces questions en apparence inextricables, pour les mettre à la portée des profanes; les inonder de lumière, pour les rendre accessibles aux yeux de la foule; les traduire de la sorte devant le tribunal du bon sens de tous, et créer par là la souveraineté de l'opinion publique : telle fut l'œuvre maîtresse de nos « encyclopédistes ». Ils formèrent ainsi d'admirables générations auxquelles ils avaient enseigné le souci des idées. L'habitude de raisonner, une singulière rectitude de jugement, et qui donnèrent à la fin du siècle, non seulement dans les arts du gouvernement et de la guerre, mais encore dans toutes les sciences, une pléiade d'hommes incomparables, parce qu'ils avaient l'esprit clair et juste. Avec eux, le public se mit à s'intéresser aux questions, qui jusque-là semblaient les plus spéciales et les plus abstruses,



Les dernières paroles de J.-J. Rousseau.

Gravure de Guttemberg, d'après Moreau le Jeune (Bibliothèque nationale).

mais qu'ils savaient rendre intéressantes pour tous les esprits; on fouilla, on discuta les institutions et les lois.

L'influence que les encyclopédistes exercèrent devint bientôt irrésistible. Sous l'ancien régime, c'étaient les hautes classes qui lisaient, c'était pour elles qu'on écrivait; joignez-y quelques bourgeois riches de la capitale, « la cour et la ville », comme on disait sous Louis XIV. Nos philosophes surent conquérir les hautes classes; ils mirent de leur côté une puissance sans égale, sur laquelle se brisent les pouvoirs les plus absolus, celle de la Mode. La noblesse d'alors était légère et infatuée, mais spirituelle, vaillante et généreuse. Dans une société au fond sceptique, il devint de bon ton d'être incrédule, à tel point que nombre de prêtres et même d'évêques auraient cru de mauvais goût d'affecter une foi trop profonde. Un petit nombre de salons élégants donnaient le ton au mouvement intellectuel : les philosophes régnaient sur ces salons, où n'avaient garde de manquer, avec de fort grands seigneurs, les ambassadeurs des monarchies étrangères. Combien on était loin des salons des précieuses et des femmes savantes, si cruellement raillées par Molière ! La petite élite qui fréquentait ceux-ci se passionnait pour les ques-

tions les plus sérieuses, et en apparence les plus rébarbatives, mais sans pédantisme, parce qu'on avait su les rendre claires et amusantes. Les élégantes s'éprirent de philosophie, abordèrent les plus graves problèmes politiques, discutèrent même sur le commerce des blés, quand ce fut la discussion du jour. On vit ainsi l'aristocratie s'engouer de tout ce qui devait la détruire, se jeter dans le mouvement où elle allait sombrer, et courir, les yeux bandés et le sourire aux lèvres, aux plus tragiques convulsions de la Révolution.

En même temps, la propagande des « philosophes » gagnait la classe bourgeoise, qui prenait dans la société une importance toujours grandissante, à mesure que le commerce et l'industrie se développaient et s'enrichissaient. Elle était d'autant plus ouverte aux idées nouvelles, qu'elle était plus blessée des privilèges nobiliaires, et qu'elle avait tout à attendre de leur destruction. Le temps n'était plus, où notre grand poète comique mettait si puissamment en scène, dans son *Monsieur Jourdain*, la caricature du marchand enrichi du milieu du dix-septième siècle, ignare et vaniteux, voulant se donner une éducation pareille à celle de l'aristocratie et ne se donnant que des ridicules de plus. La grosse bourgeoisie de la seconde moitié du dix-huitième siècle, fort lettrée, ayant conscience de sa valeur, se sentant digne de jouer le grand rôle qu'elle allait prendre, était ulcérée des passe-droits gothiques qui lui refusaient sa place légitime. Nous la verrons pendant la Révolution exercer son action quelquefois prépondérante. Elle ne ressemblait guère à ses successeurs de la bourgeoisie de 1830 qui, ayant enfin arraché le pouvoir à l'ancienne aristocratie, s'attacha aussi passionnément à ses privilèges, qu'elle avait combattu passionnément les privilèges de la noblesse supplantée par elle. A ce moment, ses intérêts, comme l'esprit qui l'animait, la rapprochaient du peuple : comme elle était naturellement ennemie des abus dont elle souffrait aussi, les philosophes qui les dénonçaient devaient trouver en elle un public acquis d'avance à leurs doctrines.

Quoi qu'il en soit, on peut dire que, dès la fin du règne de Louis XV, la Révolution était prête. Son programme de réformes, non seulement sur les plus hautes questions de principe, mais encore sur la plupart des problèmes techniques et des points de détail, avait été étudié et élaboré par les grands penseurs du siècle. Ils avaient rallié à ce programme l'immense majorité de la France et l'avaient répandu au dehors. Le vieux despotisme royal et clérical était frappé au cœur. Ses agents mêmes avaient été, en grande partie, gagnés aux idées nouvelles : plus d'un magistrat, qui faisait brûler par la main du bourreau les livres des encyclopédistes, les gardait dans sa bibliothèque, les lisait avec joie et était acquis aux idées qu'ils contenaient. Quand le Parlement eut condamné Jean-Jacques Rousseau à la prison, ceux qui étaient chargés de l'arrêter à « l'ermitage », près de Montmorency, le croisèrent sur la route par laquelle il fuyait la peine dont il était frappé, le regardèrent avec un sourire amical, et allèrent gravement constater qu'il n'était pas chez lui.

II. — Les débuts de Louis XVI.

J'ai dit que le mouvement des esprits, d'où était sortie la Révolution, avait éclaté dès la mort de Louis XIV : je pourrais dire que l'histoire de la Révolution commence dès l'avènement de Louis XVI.

Louis XVI était honnête : il avait une certaine sensibilité ; mais sa timidité lui donnait l'air dur, quoiqu'il fût bon. Son intelligence était aussi bornée que son caractère était faible, et son éducation sommaire, qui l'avait fait surtout étroitement dévot, l'avait laissé absolument étranger aux choses et aux idées de son temps, et l'avait attaché à la cause de tous les privilèges et de tous les abus. Gros et lourd, avec un profil de mouton, il avait besoin d'exercices violents pour ne point devenir obèse. Il vivait à la chasse, passait ses journées à suivre à cheval le cerf ou le chevreuil et rentrait épuisé pour s'endormir à table. Il avait en outre une plus bizarre passion : celle de la serrurerie ; et quand il ne courait pas les forêts, il se hâtait de s'enfermer avec l'ouvrier dont il prenait des leçons pour manier, pendant des heures, la lime, le marteau et le ciseau. Une telle existence ne lui laissait guère de temps pour le travail du gouvernement,

auquel d'ailleurs il était absolument impropre. Jamais plus maladroit pilote ne prit la barre à l'heure des plus redoutables tempêtes.

Marie-Antoinette d'Autriche qu'il avait épousée, n'était pas mieux faite pour rendre le trône populaire. On les avait mariés tout jeunes, et il est aisé de concevoir que Louis XVI faisait un triste mari. La jeune Reine était légère, frivole, irréfléchie, passionnée pour les plaisirs; elle avait appris à la cour d'Autriche le mépris des foules et de l'opinion publique. Elle s'entoura d'une petite cour de favoris et de favorites élégantes et avides auxquels elle prodigua scandaleusement les millions dans la détresse du trésor public, au milieu de la misère du peuple. Ce



- Oppression du peuple français par les classes privilégiées.

Caricature anonyme de l'an 1789.

monde doré s'amusait fort, parfois sans souci du « décorum » royal; et l'on apprit que la Reine se hasardait, déguisée, au bal de l'Opéra. En vain sa mère, l'impératrice Marie-Thérèse, et son frère, le futur empereur Joseph II, chapitraient et grondaient l'insouciant jeune femme; elle semblait prendre plaisir à se moquer du qu'en dira-t-on. On a attribué à une de ses favorites un mot cruel qui devait avoir de tristes échos dans les masses souffrantes. Comme on lui disait que le peuple n'avait pas de pain : « Eh bien, répondit-elle, qu'il mange de la brioche ! » Les légèretés de la Reine étaient tournées en fautes pires par les monstrueux pamphlets que de l'étranger on répandait en France, et, il faut le dire, par les calomnies envenimées des ennemis qu'elle avait dans la famille royale : le duc d'Orléans, et même un frère du Roi, le comte de Provence, le futur Louis XVIII. Il n'était pas jusqu'à son origine, qui ne la rendît antipathique. L'alliance de l'Autriche, sous Louis XV, avait été funeste à la France; il y avait dans le public, à la cour, et

jusque dans le Gouvernement, un mouvement de protestation contre les influences autrichiennes. On savait que l'impératrice Marie-Thérèse voulait se servir du mariage de sa fille pour peser sur la politique de la France. Aussi, le Roi lui-même se défiait de la femme qu'il avait épousée; quant au peuple, il ne l'appelait que « l'Autrichienne », un sobriquet qui lui restera et qui lui sera fatal.

Il est de règle qu'au début, un souverain doit se rendre populaire : chose facile au successeur de Louis XV, dont la mort avait paru à la France une délivrance. Louis XVI prit, comme conseiller et comme premier ministre, un vieillard plus que septuagénaire, disgracié depuis une vingtaine d'années; — un habile homme, brillant, roué et superficiel, M. de Maurepas. Celui-ci comprit que, pour commencer, il fallait donner de larges satisfactions à l'opinion du siècle : il fit confier les finances à Turgot, près duquel vint bientôt se placer Malesherbes, comme ministre de la maison du Roi et de la province. Avec eux, c'était l'esprit philosophique, l'esprit de l'Encyclopédie, l'esprit des réformes les plus hardies qui arrivait au pouvoir.

Nul, mieux que Turgot, ne réalisa l'accord d'un grand esprit et d'un grand caractère. L'homme de gouvernement complétait en lui le penseur et l'écrivain. Il a offert peut-être le premier modèle de la race d'hommes qui devait rendre l'œuvre de la Révolution si grande et si vaste; la race de ceux qui exercent le pouvoir avec une foi absolue dans l'idée, et pour appliquer leur doctrine tout entière. Passionné pour le bien public, ennemi irréconciliable des routines et des injustices, d'une droiture et d'une énergie rares, il avait, comme intendant du Limousin, entrepris et mené à bien la suppression de nombre d'abus. C'est l'œuvre que, comme ministre, il allait entreprendre sur un théâtre plus vaste. Malesherbes, sans avoir le génie de Turgot, était digne d'être son collaborateur. Il avait, lui aussi, dans les postes qu'il avait occupés, soit comme président de la Cour des Comptes, soit comme directeur de la librairie, combattu les iniquités fiscales, les lettres de cachet et fait à la liberté de la presse la part la plus large qu'elle pût avoir sous l'ancien régime.

Turgot se mit aussitôt à l'œuvre. Son programme comprenait la réforme des impôts odieux de l'ancien régime, la suppression des corvées, remplacées par un impôt auquel seraient assujettis les biens des classes privilégiées, l'unité des poids et mesures, la liberté de l'industrie et du commerce réalisée par la suppression des « jurandes et des maîtrises », corporations investies du monopole de fabriquer et de vendre; la liberté de conscience, avec restitution de leurs droits aux protestants, etc., etc... Il passa rapidement aux actes et publia bientôt six édits qui réalisaient une partie de ce programme.

Que serait-il arrivé, s'il avait pu poursuivre son œuvre, et si la vieille royauté, assez sage pour corriger elle-même des abus devenus intolérables, était entrée volontairement dans la voie des progrès nécessaires? Ces réformes, opérées de la sorte, auraient-elles pu être assez complètes et assez profondes pour détourner de la monarchie la tempête terrible qui s'amassait sur sa tête? Et les convulsions révolutionnaires qui allaient ensanglanter les dernières années du siècle auraient-elles pu être épargnées à la France? Nul n'en peut rien savoir. Et toutes les conjectures, sur ce point, sont forcément incertaines. Ce que l'événement a démontré, c'est que l'ancien régime était incapable de se corriger lui-même. Louis XVI aimait son grand ministre; il disait de lui : « Il n'y a que M. Turgot et moi qui aimions le peuple. » Et pourtant, enveloppé, assailli par la foule des privilégiés que les réformes menaçaient, il le renvoya au bout de deux ans, non sans regret peut-être. A Malesherbes, qui quittait le pouvoir avec Turgot, il dit cette curieuse parole d'un homme faible qui comprend sa faute et n'a pas la force de ne point la commettre : « Vous êtes heureux, vous, vous pouvez vous en aller. »

Il avait dorénavant perdu sa dernière chance d'éviter avec l'esprit du siècle les conflits où il devait périr; il était condamné à provoquer la Révolution jusqu'à ce qu'elle le broyât.

Au moment où la royauté refusait d'accepter l'œuvre de réformes devenue nécessaire, elle n'était déjà plus en état de s'en passer. Financièrement, elle était à bout de ressources, et elle ne pouvait plus trouver d'argent qu'en sacrifiant les abus qu'elle s'obstinait à maintenir. On conçoit sans peine qu'un régime qui ne lève d'impôts que sur les pauvres, et qui prodigue aux riches les millions pris sur la misère, vide rapidement les caisses de l'État et ne peut plus les remplir. Il est vite réduit à vivre d'emprunts; mais comme il a perdu toute confiance, il arrive

plus vite encore à ne plus trouver de prêteurs. La monarchie roulait sur la pente de la banqueroute : pour l'y arrêter, il fallait prendre l'argent là où il était, c'est-à-dire chez les privilégiés, et cesser de le gaspiller en largesses aux gens de cour. C'est ce que le faible Louis XVI ne pouvait ni éviter ni consentir. De là, une suite incohérente de velléités et d'avortements de réformes.

Turgot avait remis un peu d'ordre dans les finances; mais il était à peine parti que le désordre et la routine y renaissaient triomphalement. On est bien obligé d'entendre raison quand la bourse est vide. Force fut au vieux Maurepas d'avoir encore recours à un ennemi des abus. Il avait fait chasser Turgot en 1776 : il appela Necker la même année.

Necker était un Genevois venu à dix-huit ans à Paris pour chercher fortune et qui avait rapidement gagné, en effet, une fortune considérable dans la banque et dans le commerce. Il avait fait avec le Gouvernement de grandes opérations financières, qui l'avaient désigné au choix de Maurepas. Bien qu'il fût étranger et qu'il fût protestant, dans un temps où la religion protestante était encore proscrite en France, on le fit d'abord directeur du Trésor, puis directeur général des Finances.

Necker n'avait ni l'envergure intellectuelle ni l'élévation morale de Turgot. Très personnel, prodigieusement vaniteux, gonflé par le succès, exaspéré par la disgrâce, il ne rappelait que de loin son glorieux prédécesseur. On trouvera plus tard en lui un politique médiocre et un caractère sans énergie. Mais il avait une grande intelligence des affaires, une solide honnêteté, la haine des abus et du gaspillage. Il eut bien vite rétabli l'ordre dans les finances, réalisé de grosses économies et inspiré au public assez de confiance pour réussir tous ses emprunts. On en avait besoin, car c'est pendant son administration que la France s'engagea dans la guerre de l'Indépendance américaine. C'est Necker qui tourna, pour la soutenir, des ressources à notre armée et à notre flotte. Sur tout il ouvrit en France une ère nouvelle, par le fameux « Compte rendu » qu'il publia, comme ministre, pour faire connaître au pays tout entier la situation détaillée de ses finances. Sous une monarchie absolue, c'est là un secret gouvernemental que la nation ne doit point connaître. En le livrant au public, Necker inaugurerait chez nous les mœurs des régimes de liberté.

C'en était assez pour liguier contre lui tout ce qui enveloppait et exploitait la royauté! Necker eut vite le sort de Turgot. Maurepas, en 1781, se débarrassa de lui et en débarrassa la cour. Seulement, l'opinion publique parlait déjà plus haut que cinq ans auparavant. Une grosse popularité le suivit dans sa retraite, et son renvoi souleva un puissant mouvement de mécontentement.



Le « Compte rendu ».

Allégorie conservée au musée Carnavalet.

La monarchie, si malade, ne voulait pas de médecin : on appela un empirique. M. de Calonne, auquel on eut recours après deux ans de médiocres expédients ministériels, était homme à prendre gaîment son parti de la débâcle où on le chargeait de conduire la monarchie. C'était un merveilleux mystificateur, spirituel, fascinateur, fécond en expédients, se moquant du lendemain, cherchant, non à résoudre les difficultés, mais à les escamoter le plus longtemps possible, courant avec une parfaite insouciance à la culbute finale, sauf à s'en tirer personnellement par une pirouette. Tels ces prodiges qui, près de la ruine, gaspillent hardiment leurs dernières ressources pour faire illusion quelques instants de plus, et avoir un peu de bon temps avant la chute prochaine. Il avait trouvé le Trésor presque sans un sou : au moyen d'expédients désastreux, il se mit à donner à pleines mains, comme si les millions affluaient dans ses caisses. Ce n'est pas lui qui eût rien refusé aux appétits dévorants de la cour. On raconte qu'il répondait à Marie-Antoinette qui lui adressait une demande : « Madame, si c'est possible, c'est fait; si c'est impossible, ce sera fait. » Comment s'y prenait-il ? Il jetait de la poudre aux yeux; il ramenait une espèce de confiance par son assurance audacieuse; il empruntait à des conditions d'autant plus tentantes pour les prêteurs qu'elles étaient plus ruineuses pour l'État; il ne payait point les dépenses publiques, et laissait se creuser d'énormes arriérés dans tous les services. On sait le mot de l'homme qui se jette du haut des tours Notre-Dame : quelques secondes avant de se briser sur le pavé, et mollement caressé pendant sa chute par l'air qui l'enveloppe : « Ah ! dit-il, pourvu que cela continue aussi agréablement ! » Le malheur, c'est que cela ne peut pas continuer. Au bout de quelques années, Calonne, à bout d'expédients, fit la pirouette finale, vint confesser hardiment au Roi la ruine complète du Trésor, et, avec une merveilleuse désinvolture, lui proposer des réformes du même genre que celles qui avaient fait renvoyer ses deux illustres prédécesseurs. « Mais, dit Louis XVI stupéfait, c'est du Necker tout pur que vous me donnez là ! » Et en effet, il fallait bien y venir; que dis-je ? il était déjà trop tard : on allait être obligé d'ouvrir la porte toute grande à la Révolution.

Pendant que ces diverses combinaisons ministérielles se succédaient autour de la vieille monarchie aux abois, se déroulaient des événements bien propres à donner toute sa force et tout son élan au soulèvement prochain de la France contre l'ancien régime.

Tout d'abord, les colonies anglaises de l'Amérique du Nord se révoltaient, dès 1775, contre la monarchie de la Grande-Bretagne : elles allaient conquérir leur indépendance et fonder au delà de l'Atlantique la puissante République des États-Unis. Leur révolte inspira à la France des sympathies enthousiastes : d'une part, nos guerres malheureuses contre l'Angleterre pendant le règne de Louis XV, et la perte d'une grande partie de nos colonies conquises par elle, avaient développé chez nous de violentes antipathies contre nos voisins d'outre-Manche; d'autre part, les rêves ardents de liberté qu'avait répandus la philosophie du siècle avaient préparé l'opinion à se passionner pour la révolte des Américains. Jean-Jacques Rousseau avait mis les idées républicaines à la mode. A l'heure où la Révolution était près d'éclater, il semblait que l'Amérique nous donnât l'exemple et que le vent qui soufflait de l'ouest sur nos rivages semât, en passant sur le vieux sol français, les germes de la démocratie future.

Quand la paix fut conclue avec l'Angleterre (1783), une question de théâtre passionnait Paris. La comédie de Beaumarchais, appelée le *Mariage de Figaro*, serait-elle, oui ou non, jouée au Théâtre-Français ?

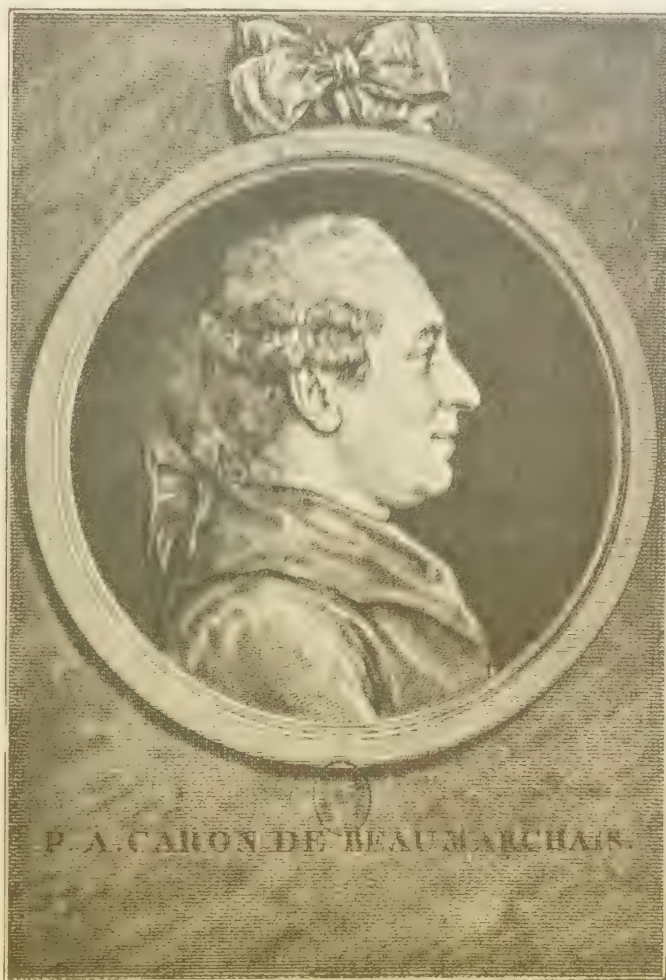
C'était une étrange et puissante figure que celle de Caron de Beaumarchais, homme d'affaires, homme de lutte, avant de devenir un de nos grands écrivains dramatiques; aiguillonné par un génie infatigable de spéculation, d'intrigues et de combat; jeté par une activité dévorante dans tous les métiers et dans toutes les aventures; fils d'un horloger parisien, et lui-même d'abord horloger, inventant à seize ans un mécanisme nouveau pour les montres; puis musicien, perfectionnant les instruments dont il joue, et devenant le professeur des filles de Louis XV; financier, et faisant tout jeune une assez grosse fortune; marchand de bois, pour couper et vendre les arbres d'une forêt de l'État qu'il a achetée; agent secret de Louis XV et de Louis XVI, pour aller obtenir et payer le silence des pamphlétaires de l'étranger; libraire et papetier, pour publier le premier les œuvres complètes de Voltaire; fournisseur de guerre et armateur, pour aller porter des fusils, des canons et des munitions aux armées américaines; courant sans cesse en Espagne,

en Angleterre, en Hollande, tantôt pour accomplir ses missions secrètes, tantôt pour confondre un coquin qui a trompé sa sœur par une vaine promesse de mariage; c'est, on peut le dire, à ses moments perdus qu'il a donné à notre scène française deux de ses plus grands chefs-d'œuvre.

Il avait déjà su inspirer à la France et à l'Europe un intérêt passionné pour ses affaires personnelles à propos d'un procès qu'il avait perdu, aux dernières heures du règne de Louis XV. Il n'était pas homme à se résigner : il avait intrépidement engagé la lutte contre la terrible justice du temps. Sous prétexte de présenter à l'autorité judiciaire des « Mémoires » à l'appui de sa cause, il avait écrit et jeté au public une série de pamphlets merveilleux d'éloquence et de verve satirique, qui mettaient sur la sellette, dans la personne d'un de ses juges, la magistrature de l'ancien régime. L'effet avait été prodigieux, et ce fut dans toute la masse de l'opinion publique l'explosion tumultueuse de toutes les indignations lentement amassées contre les abus judiciaires.

Peu après, il donnait au Théâtre-Français une comédie d'un esprit et d'un entrain incomparables : le *Barbier de Séville*, où il créait les types immortels de Figaro et de Basile. Puis l'idée lui vint d'écrire une suite au *Barbier de Séville* : le *Mariage de Figaro*. Mais l'inspiration de ce nouveau chef-d'œuvre était bien différente. Ce n'était plus la fantaisie inoffensive de l'œuvre précédente : le joyeux barbier, dans l'intervalle, avait respiré les premiers souffles de la Révolution prochaine; sa gaité était armée en guerre contre le régime qui allait crouler.

Aussi la pièce fut-elle interdite; mais Beaumarchais n'était pas homme à abandonner la partie. Il fit assaillir Louis XVI de tous côtés. Le Roi lut la pièce et la trouva impossible : il donnait cette raison singulière que, si on la jouait, il faudrait supprimer la Bastille. Et il entendait la garder, tant il tenait aux pires et aux plus cruels abus! Mais Beaumarchais comptait bien être plus fort que le Roi, et il le fut. Il sut intéresser à sa cause jusqu'aux princes, jusqu'à la Reine, chez laquelle on représenta la pièce en petit comité. Et, après deux ou trois ans de



Beaumarchais.

D'après une estampe conservée à la Bibliothèque nationale.

lutte, elle fut jouée au Théâtre-Français, avec un succès prodigieux : « C'était déjà la Révolution en action », a dit plus tard Napoléon, qui lui, probablement, à la place de Louis XVI, n'aurait pas levé l'interdiction.

Sous ses costumes espagnols de fantaisie, le *Mariage de Figaro* évoque, avec une merveilleuse intensité, la vision des dernières années de la monarchie française. Ceux qui ont traversé



Une scène du *Mariage de Figaro*.
Dessin de Saint-Quentin. Comédie-Française (Phot. Braun).

cette époque aimaient à dire ensuite que, quand on ne l'avait pas connue, on ne savait pas ce que pouvait être la joie de vivre. Il y a toujours eu une sorte de fièvre heureuse, et comme une pléthore de vie, dans toutes les générations qui ont senti en elles-mêmes la gestation d'une grande œuvre et d'un grand idéal. A ce moment, le glorieux mouvement intellectuel du siècle se combinait encore avec les mœurs élégantes, aimables et luxueuses de la royauté qu'il allait détruire. L'attente d'on ne sait quelle énorme rénovation se mêlait à la vie joyeuse et brillante du temps. On s'élançait vers un avenir inconnu, dans un tourbillon d'idées et dans un tourbillon de plaisirs. L'œuvre de Beaumarchais donne toute vive l'impression de ces instants fugitifs. L'intrigue y court, au milieu de ses rapides péripéties, avec une sorte de vie endiablée. Les personnages semblent s'agiter dans une atmosphère chargée d'électricité, et de leurs contacts, de leurs froissements, de leurs querelles, jaillissent des étincelles éblouissantes de mots. Les

sots eux-mêmes y ont de l'esprit. Ce fut le caractère de cette époque, de penser, de préparer, de faire les plus grandes choses le plus gaîment du monde. L'esprit de répartie ne fut jamais si brillant qu'alors. Nul ne prévoyait les sanglantes convulsions dont la France devait payer la Révolution qu'elle allait accomplir, et c'est en riant qu'on se précipitait vers les plus tragiques bouleversements.

Les applaudissements qui saluaient le *Mariage de Figaro* retentissaient encore, quand éclata un scandale inouï. Le cardinal de Rohan, archevêque de Strasbourg et grand aumônier de la

cour, était peut-être le prélat le plus colossalement riche, et assurément un des plus dissolus de ce temps. Homme de plaisir, il ne feignait même pas de respecter la religion, au nom de laquelle il avait obtenu les plus hautes dignités, et avec ses énormes richesses il était couvert de dettes.

Une aventurière de bas étage dont il subissait l'influence le poussa à se déclarer, à cinquante ans, amoureux de Marie-Antoinette. On voulait lui faire acheter pour la Reine un merveilleux collier de diamants, que des joailliers avaient fabriqué pour le vendre à la dernière maîtresse de Louis XV et qui leur était resté pour compte à la mort de ce Roi : un collier de 1.600.000 francs. On ménagea au cardinal une entrevue la nuit, dans le parc de Versailles, avec Marie-Antoinette, ou plutôt avec une fille payée pour en jouer le rôle. On lui fit croire qu'il entretenait une correspondance avec la Reine, au nom de laquelle on fabriquait de fausses lettres. Bref, le collier fut acheté et livré par les joailliers, mais comme le cardinal ne put pas verser à l'échéance convenue le premier paiement, les joailliers se plaignirent : l'affaire s'ébruita, le Roi le sut. Il fit mettre son grand aumônier à la Bastille et, malgré la Reine, le fit comparaître en accusé devant le Parlement. C'était faire éclater le scandale dans toute la France, ou plutôt dans le monde entier.

Certaines obscurités pèsent encore sur cette étrange affaire, et quelques détails ont pu inciter les malveillants à soupçonner que tout ne s'était point passé à l'insu de la Reine, et qu'elle s'y était peut-être plus compromise qu'on ne l'avouait. Elle était impopulaire, sa réputation de légèreté était faite : une grosse fraction de l'opinion publique, tout au moins, prit parti contre elle pour le prélat indigne, qui était le triste héros de cette incroyable aventure. Après une longue instruction et de longs débats, le Parlement sembla encourager ce singulier engouement ; il acquitta le cardinal, auquel on fit de véritables ovations ; il mit hors de cause quelques-uns des acteurs de cette vilaine intrigue, et en frappa d'autres de peines si légères, qu'il semblait ne pas croire leurs propres aveux. Celui qui reconnaissait avoir fabriqué les fausses lettres de la Reine fut seulement banni du royaume. Tout ce jugement était un véritable soufflet pour Marie-Antoinette. On devine s'il retentit dans toute l'Europe. Le plus grand poète allemand, Goethe, encore jeune alors, mit en pièce de théâtre l'affaire du Collier. On l'a vu plus d'une fois dans le cours de l'histoire : les scandales qui, en temps normal, auraient peut-être été étouffés ou tout au moins n'auraient point exercé une action décisive, portent des coups mortels à un régime, quand ils éclatent à l'heure où ce régime est chancelant et que l'esprit public est prêt à se saisir de toutes les armes contre lui. Or, ici, le scandale était d'une formidable importance. On eût cru qu'une implacable fatalité s'acharnait sur la monarchie.

III. — La convocation des États généraux.

Nous avons vu Calonne avouer à Louis XVI qu'il n'y avait plus de salut que dans les réformes. L'heure approchait où la royauté ayant épuisé tous les expédients serait obligée de consulter la nation et de convoquer une assemblée élue par la France. Elle ne s'y résigna pas sans résistance et sans lutte. Mais elle y avait été invinciblement poussée par la force des choses.

L'ancienne monarchie avait connu des assemblées de ce genre : on les appelait les États généraux. Dès le Moyen Âge, les rois y avaient eu recours, soit quand ils cherchaient contre des adversaires redoutables l'appui du peuple entier (comme Philippe le Bel contre le Pape), soit, plus souvent, quand ils avaient des besoins pressants d'argent, et qu'ayant déjà trop pressuré le pays pour essayer de lui imposer des charges nouvelles sans compensation, ils jugeaient nécessaire de se couvrir du consentement de ses représentants élus et d'acheter, par des concessions aux griefs des diverses classes de la nation, les ressources qu'ils voulaient en obtenir. Ces assemblées n'avaient rien de régulier ; les rois ne les convoquaient que quand ils le jugeaient à propos. Ils avaient des raisons de les redouter. Au quatorzième siècle, les États généraux, sous la direction d'Étienne Marcel et de Robert Lecoq, avaient tenté une véritable révolution démocratique. Au seizième siècle, sous l'impulsion de la Ligue, ils avaient donné le signal

de la révolte contre Henri III. Aussi la royauté devenue toute-puissante avec Richelieu et Louis XIV s'était-elle bien gardée d'en convoquer de nouveaux. Les derniers États généraux dataient de 1614. On s'en était passé pendant plus de cent soixante-dix ans. Il est à peine besoin d'ajouter que cette institution du Moyen Âge, gardait le caractère du temps où elle avait été créée. Chacune des trois classes de la société ou, comme on disait, chacun des trois ordres : l'Église, la noblesse, et la masse du peuple qu'on appelait le Tiers État, avait ses représentants distincts, qui délibéraient à part, et formaient comme trois Chambres séparées dans la même assemblée. Les deux premiers ordres s'arrogeaient une insolente suprématie; surtout aux États généraux de 1614, le Tiers État avait été abreuvé d'humiliations.

Quand la royauté ne voulait pas recourir aux États généraux, elle consultait parfois ce



Clergé.

Noblesse.

Tiers État.

Costumes de cérémonie de MM. les Députés des trois ordres aux États généraux, d'après une estampe conservée à la Bibliothèque nationale.

qu'on appelait des « notables », c'est-à-dire des représentants peu nombreux des trois ordres, qu'elle choisissait elle-même. Calonne aux abois convoqua une assemblée de « notables » pris surtout parmi les privilégiés. Sur les cent quarante-quatre membres de cette assemblée, les prélats, les princes du sang, les nobles, la haute magistrature avaient une majorité écrasante. C'est dire qu'elle était peu disposée à adopter les réformes nécessaires. Des voix s'élevèrent pour réclamer des États généraux : d'abord celle d'un M. de Castillon, puis celle de Lafayette, le héros de la guerre d'Amérique, qui demanda une « Assemblée nationale » pour 1792. Les notables, d'ailleurs, ne firent rien. Au bout de quelques semaines, ils s'en remirent à la « sagesse du Roi » pour le choix des meilleurs impôts. Appelés pour le conseiller, ils lui donnaient le conseil de ne consulter que lui-même.

Réunis le 22 février, ils se séparaient le 25 mai sans avoir abouti à quoi que ce fût, si ce n'est à faire rire le public à leurs dépens.

Calonne avait déjà été renvoyé depuis plus d'un mois. Si Louis XVI avait eu quelque



Ouverture des États généraux le 5 mai 1789.

D'après le tableau de Ch. Cochin.

bon sens, il aurait rappelé Necker. On ne put l'y décider. Il remplace Calonne par l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, qui ne devait pas mieux réussir.

Dès le début, Loménie se heurte au Parlement.

Telle est la puissance que Loménie de Brienne allait trouver devant lui, sans réussir à la briser.

Il apportait pour les faire enregistrer, toute une série d'édits, dont les premiers, consacrés à des réformes réclamées depuis longtemps : liberté du commerce des grains, création des assemblées provinciales, abolition de la corvée, passèrent sans difficulté. Mais à l'édit suivant, qui établissait un impôt de timbre, le conflit éclata. Le Parlement refusa l'enregistrement des édits fiscaux, en déclarant que la « Nation » représentée par les États généraux avait seule le droit d'accorder au Roi les ressources qu'il réclamait. C'était proclamer le principe de l'impôt voté par des assemblées élues (16 juillet 1787).

Le Parlement était résolu à une résistance obstinée contre les impôts nouveaux qui tous, forcément, portaient atteinte aux immunités fiscales dont jouissaient les privilégiés; mais il se gardait bien d'avouer la véritable raison de son opposition, qu'il couvrait sous des motifs populaires; et l'on eut ainsi ce singulier spectacle, des défenseurs des privilèges les plus usés, réclamant en véritables révolutionnaires la création d'une représentation nationale que la plupart, sans doute, comptaient bien ne jamais voir réalisée, une fois qu'elle leur aurait fourni des prétextes pour faire échouer toutes les réformes qu'ils redoutaient.

Louis XVI voulut agir d'autorité. Il manda le Parlement à Versailles le 6 août, et, dans un lit de justice, fit enregistrer de force les deux édits contestés. Mais le Parlement avait d'avance protesté contre cet enregistrement, qu'il déclarait illégal. Il ne s'en tint pas là; il commença des poursuites contre Calonne, contre « ses dilapidations » et « ses abus d'autorité ». Les parlements de province faisaient chorus, tandis que dans la rue la foule se livrait à des manifestations violentes et chansonnait « Madame Déficit » (c'était la Reine). Le Roi voulut avoir le dernier mot et exila le Parlement à Troyes. Le seul résultat fut d'aggraver le soulèvement universel; les tribunaux, et même la Sorbonne, envoyaient des députations pour affirmer leur sympathie aux exilés; les parlements de province haussaient la voix; celui de Besançon allait jusqu'à menacer le Roi d'une révolution. « Les coups d'autorité répétés, disait-il, *pourraient rompre les liens qui attachent le souverain aux sujets et les sujets au souverain.* » Louis XVI, effrayé, capitula bien vite. Il retira les deux édits contestés et rappela le Parlement à Paris, au milieu des violentes manifestations de la foule qui fit illuminer les maisons, brûla, place Dauphine, un mannequin figurant Calonne, et, au milieu des huées, en promena un autre qui représentait M^{me} de Polignac, la favorite de la Reine.

Au surplus, la paix ne devait pas durer, ce n'était qu'une trêve. Loménie avait dû renoncer aux impôts nouveaux puisqu'il ne pouvait les obtenir que d'une représentation nationale; il était réduit à vivre d'emprunts; il apporta donc une proposition comportant 420 millions d'emprunts échelonnés sur quatre ans, avec promesse de réunion des États généraux avant 1792, comptant bien que d'ici là on esquiverait la promesse. C'étaient de tristes ressources que celles qu'on demandait à des dettes nouvelles. Pour faire passer la proposition, il y ajoutait une mesure populaire : la restitution d'un état civil régulier aux protestants qui, jusque-là, vivaient sur le territoire en proscrits, sans que la loi reconnût ni leurs mariages ni la naissance de leurs enfants. Mais il se méfiait encore; il organisa une sorte de stratagème pour enlever l'enregistrement.

Louis XVI, en personne, apporta au Parlement les édits nouveaux; puis, tandis qu'on opinait, le Garde des sceaux dit soudain : « Les édits sont enregistrés. » C'était une façon de lit de justice, non annoncé et introduit par surprise. Alors, le duc d'Orléans (qui affectait de jouer

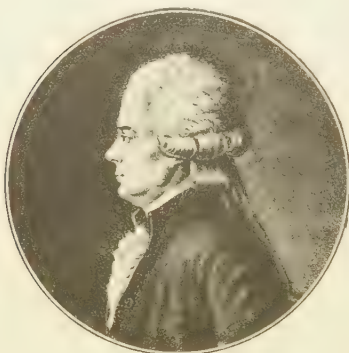


C. F. de Loménie de Brienne.
Gravure de S. Valles, d'après Paillet.
(Cabinet des estampes.)

un rôle d'opposition libérale) répondit : « Sire, cet enregistrement ne me semble pas légal. » Sur quoi, Louis XVI : « Ça m'est égal. » Puis : « C'est légal, puisque je le veux. » Il fallait de rudes illusions pour s'imaginer qu'un tel tour passerait. C'était de nouveau mettre le feu aux poudres.

Alors, le Parlement, après avoir accepté l'édit en faveur des protestants pour se concilier l'opinion publique, partit de nouveau en guerre contre le Gouvernement royal; et cette fois il ne se contentait plus de protester contre un enregistrement irrégulier : il prit une attitude franchement révolutionnaire; il s'attaqua aux pires abus du régime; aux châtimens arbitraires, aux lettres de cachet « contraires au droit public et au droit naturel », il alla, dans ses remontrances, jusqu'à viser la Reine. « De tels moyens, Sire, disait-il au Roi, ne sont pas dans votre cœur : ils viennent d'une autre source », dénonçant ainsi l'influence de l'impopulaire Marie-Antoinette.

Louis XVI et Loménie étaient naturellement décidés à aller jusqu'au bout. Ils avaient préparé une sorte de coup d'État comportant toute une vaste réorganisation du pouvoir judiciaire qui, sans supprimer les parlements, les désarmait et les réduisait à l'impuissance. Une vague promesse de convoquer des États généraux « toutes les fois que les besoins de l'État l'exigeraient » était jointe au projet que le Gouvernement élaborait dans le plus grand secret.



Charles Duval d'Épréménil.

Gravé par Levachez (Cabinet des estampes).

Mais les secrets d'État sont mal gardés aux heures de grosses effervescences populaires. Un des ouvriers qui imprimaient les décrets, en livra le texte à l'un des membres du Parlement, Duval d'Épréménil. Ce Duval était un curieux exemple de passions contradictoires, brûlé qu'il était à la fois d'un violent esprit révolutionnaire et d'un violent esprit de réaction : le plus véhément dans la lutte contre le Roi, le plus furieux contre la liberté religieuse, il venait de combattre en fanatique aveugle l'édit pour les droits des protestants.

Aussitôt, Duval d'Épréménil fit convoquer le Parlement, pour délibérer « sur l'état où se trouvait la chose publique ». Cette fois le Parlement prit, pour ainsi dire, l'attitude d'une Constituante : il rendit un arrêté qui semblait l'ébauche d'une véritable déclaration des droits de l'homme et ajouta que, « s'il était dispersé par la force », il remettrait le « dépôt inviolable » des principes qu'il avait

énoncés dans les mains, non seulement du Roi, mais des futurs États généraux et de chacun des ordres réunis ou séparés qui forment la nation. C'était presque l'appel à l'insurrection.

L'ordre avait été donné d'arrêter Duval d'Épréménil et un autre conseiller nommé Goislard. Mais ils avaient été avertis et s'étaient réfugiés au Parlement, où ils avaient passé la nuit. Quand le marquis d'Agoult, chargé d'exécuter l'arrestation, vint les y chercher en séance et demanda qu'on les lui désignât : « Arrêtez-nous tous, répondirent les magistrats d'une seule voix, nous sommes tous Duval et Goislard. » A la fin, de guerre lasse, tous deux se désignèrent eux-mêmes, Deux jours après, le Roi, dans un lit de justice à Versailles, faisait enregistrer de force les édits et mettait tous les Parlements en vacance, ce qui les empêchait de se réunir légalement.

Cette fois, la France se souleva : moins à Paris, où l'on fut relativement tranquille. « Le peuple, disait Lafayette, a été si engourdi que j'en suis malade. » Mais toute la province prenait feu. Ce fut partout une violente effervescence; çà et là une véritable insurrection. Dans les Pyrénées, les paysans accourent des plaines, descendent des montagnes, et, mêlés à la noblesse, rouvrent à Pau le palais de Justice fermé par l'autorité royale, puis, comme le Roi envoie là M. de Guiche pour rétablir l'ordre, ils vont au-devant de lui en portant devant eux le berceau de Henri IV enfant, pieusement conservé au château.

En Bretagne, quand le Parlement de Rennes délibère sur ses protestations, le peuple protège sa délibération contre la troupe : quinze gentilshommes se battent en duel contre quinze officiers. Un régiment tourne du côté du Parlement; la jeunesse de Nantes s'arme, marche sur Rennes pour s'y joindre au peuple; l'intendant de la province s'enfuit tandis qu'on le pend en effigie.

Mais c'est en Dauphiné que se déroulent les événements les plus considérables. A la première nouvelle du coup d'État royal, le peuple court aux armes et appelle à lui les habitants des

campagnes voisines ; les deux régiments de la garnison sont refoulés, l'hôtel du gouverneur envahi ; on menace de le pendre au lustre de son salon s'il n'invite pas le Parlement à reprendre ses séances. Le Parlement fut épouvanté de trouver de tels défenseurs, et ses membres, en gens prudents, s'enfuirent d'eux-mêmes au lieu d'exil que le Gouvernement avait assigné. Alors, le peuple, maître de l'Hôtel de Ville, résolut d'y convoquer les États du Dauphiné (qui depuis longtemps ne fonctionnaient plus). Le Gouvernement fait marcher sur le Dauphiné vingt mille hommes, sous les ordres du maréchal de Vaux ; mais celui-ci écrit à Versailles qu'« il est trop tard » et demande la permission de laisser les États se réunir. Il les autorise en effet, à condition qu'ils se réuniront, non à Grenoble, mais à Vizille. Là, on décrète l'Union du Dauphiné et des autres provinces, avec le refus de tout impôt jusqu'aux États généraux prochains. On marque d'infamie ceux qui accepteront des places dans les nouveaux tribunaux créés par le Roi. On proclame que le Dauphiné est prêt à sacrifier tous ses privilèges, et ne revendique que les droits de tous les Français. Tout ce puissant mouvement était conduit par deux hommes d'un rare mérite : en première ligne, Mounier, que nous verrons peu après jouer un grand rôle à l'Assemblée constituante, et un jeune avocat, Barnave, qui y sera parfois le rival de Mirabeau.

Tandis que toutes ces révoltes se succédaient, Loménie de Brienne avait espéré trouver au moins un appui dans l'Église, dont il était l'un des dignitaires, et avait convoqué une Assemblée du clergé. Mais voilà que le clergé lui-même prend parti pour les Parlements, et réclame des États généraux !

Ainsi, par une étrange anomalie, on voyait d'un côté, le peuple se soulever pour ces Parlements qu'il avait tant de raisons de détester, mais dans lesquels il n'apercevait plus que les adversaires passagers du despotisme royal, et de l'autre côté, les représentants des privilèges, Parlements et clergé, appeler l'Assemblée élue par la nation qui allait les détruire, tant le courant tumultueux qui emportait la France vers la Révolution était profond et irrésistible !

Maintenant, il fallait bien que Louis XVI se soumit. Le 8 août, Loménie de Brienne fixait la convocation des États généraux au 1^{er} mai suivant. Il avait déjà, un mois avant, invité les États provinciaux, les officiers municipaux, les juristes, les savants, etc., à lui envoyer leur avis sur le mode d'élection de la future Assemblée, provoquant ainsi lui-même une vaste agitation de presse sur ces questions brûlantes.

Puis, le premier ministre offrait les finances à Necker ; mais celui-ci n'avait garde d'entrer dans un ministère ruiné devant l'opinion. Loménie se décida à donner sa démission, et Louis XVI dut se résigner à subir, comme premier ministre, le Genevois qu'il avait chassé quelques années avant.

Necker, revenu au pouvoir, rétablit aussitôt nos finances, grâce à son crédit personnel qui ne l'avait pas abandonné, et à sa grande entente des affaires. Son seul retour fit remonter les fonds publics de 30 %, et il trouva moyen de pourvoir aux besoins extraordinaires que créait une cruelle disette. Mais il montra, une fois de plus, combien il avait peu d'esprit politique et comprenait mal le mouvement qu'il représentait au pouvoir. Une de ses premières idées fut de rappeler les notables, qui avaient si piteusement échoué sous son prédécesseur, et de leur demander leur avis sur les questions posées par la convocation des États généraux. Parmi ces questions, il en était une qui passionnait l'opinion publique. Les deux ordres privilégiés, noblesse et clergé, comptaient quelques centaines de milliers de personnes ; le reste de la nation, qu'on appelait le Tiers État, se chiffrait par des millions. On était bien modeste, en demandant pour ces millions autant de représentants qu'en auraient les deux autres ordres réunis ; équitablement, ils auraient dû en avoir dix fois plus. C'est ce qu'on appela la « double représentation du Tiers ». Il fallait être bien imbu de l'esprit du Moyen Âge pour repousser une réclamation aussi modérée ; c'est pourtant ce que firent les notables.

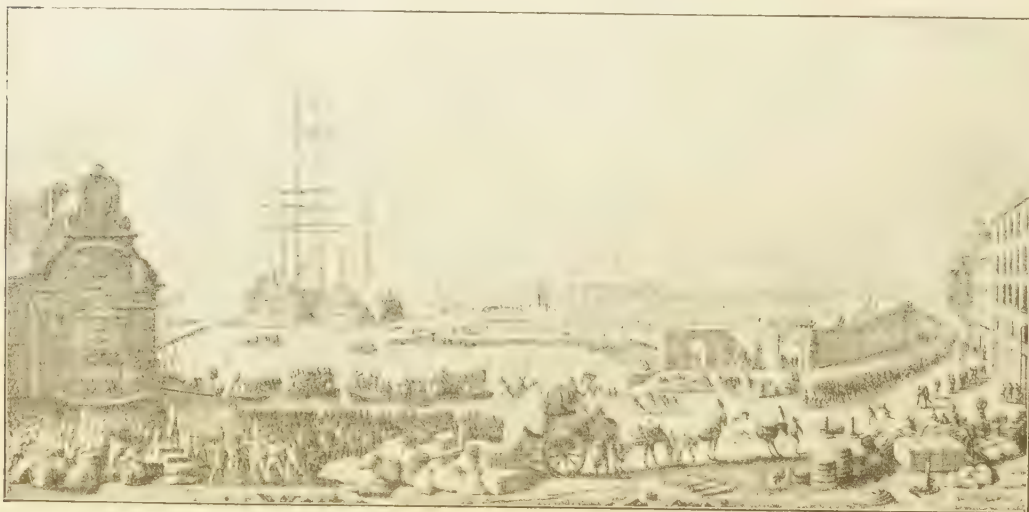
Mais l'invitation adressée par Loménie à toutes les personnes compétentes de donner leur avis sur cet ordre de questions avait mis tous les esprits en mouvement ; les brochures, les mémoires, les publications de toute sorte se multipliaient. L'une d'elles, surtout, fit un effet prodigieux. Son titre seul était bien fait pour frapper le public : *Qu'est le Tiers État ? — Tout. — Qu'a-t-il été jusqu'ici dans l'ordre politique ? — Rien. — Que demande-t-il à être ? — Quelque chose.*

L'auteur, qui conquit aussitôt une grande célébrité et une autorité singulière, était un abbé

de quarante ans, mais un abbé malgré lui. Sa famille avait fait de Sieyès un prêtre, contre sa vocation. Il ne put se résigner à sa profession; il ne voulut jamais ni prêcher ni confesser. En revanche, ses rares aptitudes lui avaient rapidement assuré une situation importante dans les fonctions administratives du clergé. Il semblait que son éclatant début lui présageât un rôle de premier ordre dans la Révolution. On se serait trompé : il excellait à trouver des formules saisissantes qui faisaient croire à la profondeur de sa pensée; on lui attribuait sur les questions constitutionnelles une science qu'il gardait secrète. La sorte d'isolement dans lequel l'enfermait son caractère, peu fait pour communiquer avec les autres hommes, augmentait encore son prestige. Prudent, réservé, le plus souvent silencieux, il répugnait à l'action; on verra qu'il n'eut quelque influence sur les événements que dans les premières semaines des États généraux.

La poussée irrésistible de l'opinion décida Necker à accorder la double représentation du Tiers (décembre 1788). Paris illumina pour célébrer cette victoire. Et les opérations électorales commencèrent avec l'année 1789.

Les dispositions adoptées pour les élections étaient assez libérales. Elles étendirent très largement le droit de vote. Pour le clergé, les grands dignitaires, les prélats furent loin d'obtenir



Soulèvement en Bretagne.
D'après la gravure de Berthault.

une influence prépondérante; les curés qui, on l'a vu, étaient partisans de profondes réformes, purent faire nommer nombre des leurs; en sorte que les éléments démocratiques de l'Église obtinrent près de la moitié des représentants de leur ordre. Dans la noblesse, tous votèrent. Pour le Tiers État, on se rapprocha du suffrage universel; tout ce qui payait une contribution fut admis au scrutin; mais l'élection était au moins à deux degrés : les citoyens ayant droit de vote choisissaient parmi eux des électeurs qui, à leur tour, nommaient des députés.

Ce fut aussitôt un mouvement universel, qui souleva jusqu'aux couches les plus profondes du peuple; qui mit en branle la province comme Paris, les campagnes comme les villes; qui unit, dans un même esprit, riches et pauvres, bourgeois, ouvriers et paysans; qui entraîna même une importante partie des classes privilégiées, et qui créa, dans plus des neuf dixièmes de la nation, une sorte d'unanimité passionnée des cœurs et des intelligences.

Les rares résistances qui furent tentées échouèrent misérablement. Il n'y en eut guère que sur deux points, dans les vieux États provinciaux. Elles furent écrasées aussitôt. A Besançon, le 27 janvier, un conflit s'élevait entre la noblesse et le Tiers État : le peuple mit le holà. A Rennes, où nous avons vu le Parlement, les États de Bretagne et le peuple unis contre le despotisme royal, les choses avaient bien changé : dans les États, le haut clergé, la noblesse portaient en guerre pour la défense de l'ancien régime. D'où conflit avec la jeunesse de Rennes, les étudiants

en droit contre lesquels les nobles lancèrent leurs domestiques armés, grossis des pauvres gens que l'Église et la richesse tiennent dans leur dépendance. Mais le tocsin sonne : le peuple se lève pour la cause des étudiants ; les villes de la région envoient de petites armées de volontaires au secours des Bretons ; d'abord neuf cents Nantais ; et on apprend que Poitiers, Caen, Angers se mettent en marche. Les femmes mêmes s'en mêlent. Les « mères, épouses, sœurs et fiancées » des jeunes gens d'Angers se réunissent, et annoncent qu'elles se joindront aux hommes qui vont défendre la cause de l'avenir ; et la noblesse est heureuse de prendre prétexte d'un ordre du Roi pour capituler.

Cependant, dans toute la France, on procédait à la rédaction des « cahiers ».

C'était la tradition de nos vieux États généraux, — tradition qui avait du bon, — qu'en même temps qu'ils choisissaient leurs représentants, les électeurs arrêtaient eux-mêmes la liste des abus qu'ils voulaient voir supprimer et des réformes qu'ils réclameraient ; en un mot, rédigeaient le programme que leurs élus devraient soutenir. C'était ce qu'on appelait les « cahiers ». Les « cahiers » de 1789 honorent le pays et le temps où ils furent rédigés : ils donnent une haute idée de ce qu'était l'esprit français à la fin du dix-huitième siècle.

Le Gouvernement avait eu l'idée malheureuse, et probablement un peu perfide, de rejeter les élections de Paris à une date plus tardive que celles du reste du pays, comme s'il avait redouté pour ces dernières l'influence de la capitale et le rayonnement de ses idées. Des incidents violents vinrent troubler à Paris la période électorale. Il y avait, au faubourg Saint-Antoine, un industriel, Réveillon, fort détesté des ouvriers ; il avait dit brutalement que c'était assez de les payer quinze sous par jour. Brusquement, sa maison fut assaillie et pillée par une foule furieuse. Heureusement pour lui, il était absent et put chercher un refuge à la Bastille. La troupe ne vint rétablir l'ordre que les jours suivants ; mais la répression fut cruelle et sanglante, et elle tomba sur des malheureux qui n'avaient fort probablement pris aucune part aux violences qu'elle châtiât. La négligence du Gouvernement, qui avait laissé le pillage se produire sans envoyer de forces en temps utile, la rigueur de la revanche prise ensuite sur des innocents, et d'autres détails fort singuliers, ont suggéré l'idée que la police avait elle-même fomenté secrètement les violences, et que, tout au moins, elle les avait volontiers laissées s'étendre pour effrayer la classe bourgeoise, rallier les modérés aux idées d'autorité, et peser ainsi sur les élections. Si tel était son calcul, il échoua misérablement. Le mouvement était trop puissant pour qu'un désordre des rues pût l'arrêter.



D'après une gravure de l'époque.
Collection Aristide Quillet.



A CONSTITUANTE

I. — Le commencement de la Constituante.

Les États généraux étaient convoqués à Versailles, pour la date du 4 mai. C'est ce jour-là que les élus de la France se rendirent en corps à la messe solennelle d'inauguration qui devait être dite à l'église Saint-Louis. Une foule immense, toute brûlante de passion, regardait défilér et saluait au passage, dans les larges et majestueuses avenues de la ville royale, ce cortège aux mille têtes qui portait en lui la plus grande révolution de l'histoire : le clergé, la noblesse dans ses brillants costumes, étincelants au soleil, avec la masse sombre et profonde des députés du Tiers, vêtus de noir.

Parmi ces derniers, qui à peu près tous étaient encore inconnus, on en distinguait un, dont le nom avait déjà fait quelque bruit. C'était un homme vigoureux, au masque d'un puissant laideur, tout criblé par la petite vérole. Malgré la place qu'il occupait parmi les représentants de la bourgeoisie et du peuple, celui-là n'était pas un roturier; il descendait d'une des plus vieilles familles de Provence : c'était le comte de Mirabeau.

Sa famille avait son château sur les bords de la Durance, et on eût dit qu'elle avait pris à l'impétueuse rivière son caractère de violence torrentueuse. C'était une lignée d'hommes d'une énergie sauvage et indomptable. Le père du grand Mirabeau avait une intelligence remarquable, mais bizarre; homme à systèmes, fantasque, orgueilleux, despotique, pétri de contradictions, réformateur et féodal, écrivain vigoureux et plein de mépris aristocratique pour les écrivains; philanthrope (il s'intitulait l'Ami des Hommes), et le plus cruel ennemi de son fils. Celui-ci, dès l'enfance, sentait le génie déborder en lui; mais, avec le génie, des passions incoercibles, et, il faut bien le dire, malgré son esprit élevé, le bouillonnement de vices désordonnés. Chose redoutable avec un tel père, armé des droits atroces que l'ancien régime donnait aux chefs de famille. Ce terrible père s'acharna sur son fils jusqu'à ce qu'il eût trente-cinq ans. A peine celui-ci eut-il atteint l'âge d'homme que son père demanda contre lui une lettre de cachet et le fit enfermer à l'île de Ré. Il le maria à vingt-trois ans. Mais comme le nouveau marié dépense trop largement la dot de sa femme, il le fait interdire et enfermer dans la petite ville de Manosque. Mirabeau s'en échappe, pour aller venger à Toulon une de ses sœurs outragées. Son père le fait enfermer au château d'If, d'où on le transfère à la sinistre prison du fort de Joux, dans les sombres montagnes du Jura. Mirabeau s'en évade, en enlevant la femme du marquis de Mounier, avec laquelle il fuit en Hollande. Là, tous deux vivent dans la dernière misère, et il faut que Mirabeau se mette aux gages des libraires, pour qu'ils ne meurent pas de faim. Mais on obtient son extradition, il est livré et jeté au donjon de Vincennes. Ainsi, ce fils des classes privilégiées, sentant éclater en lui toute la puissance du génie, a passé les dix plus belles années de la vie humaine dans les cachots ou dans la sombre détresse d'un prisonnier évadé, pourchassé et sans ressources.

Enfin, le voilà libre; mais c'est pour voir sa femme demander contre lui la séparation de corps. L'affaire se juge à Aix : c'est lui-même qui plaide sa cause, et c'est alors qu'on s'aperçoit qu'il a dans la poitrine tous les tonnerres de l'éloquence. Dans son plaidoyer, pendant des heures, il laisse déborder sa passion en flots oratoires incomparables; il argumente, il presse, il supplie, il rugit, il sanglote. Il transporte la foule d'enthousiasme; mais il ne convainc pas ses juges, acquis d'avance à ses ennemis, et il perd sa cause.

Il s'était jeté dans les combats de plume; apprenant avec sa large et rapide intelligence, ou plutôt dévorant les questions à mesure qu'il les abordait; meublant d'avance pour les futures luttes de tribune, et sans pouvoir les prévoir encore, son cerveau, « ce vaste magasin d'idées », comme dira plus tard Camille Desmoulins; attaquant avec les abus de l'ancien régime quelques affaires d'argent (non peut-être de façon très désintéressée), et mis ainsi aux prises avec Beaumarchais dans une polémique retentissante; répandant sur ces œuvres improvisées le fougueux torrent d'éloquence qui est propre à son génie (car il reste avant tout orateur, même la plume en main); enfin, obtenant une mission d'agent secret en Prusse pour y observer la situation nouvelle à la mort du grand Frédéric. Mais il publie ses rapports et son livre est condamné et brûlé par la main du bourreau.

Vient la convocation des États généraux, et il se jure d'en être. Il court se présenter à la noblesse de Provence, mais elle l'exclut : en la quittant, il la foudroie de sa brûlante parole, après lui avoir rappelé la façon dont toutes les aristocraties se sont acharnées sur les hommes de leur caste qui se sont ralliés à la cause du peuple : « Ainsi, s'écrie-t-il, périt le dernier des Gracques; mais, en mourant, il jeta une poignée de poussière au ciel, et de cette poussière naquit Marius; Marius moins grand pour avoir vaincu les Cimbres, que pour avoir écrasé dans Rome l'aristocratie de la noblesse ! »

Les gentilshommes ne veulent pas de lui : il se tourne vers le peuple. Il le conquiert, il le transporte par son ardente passion

oratoire; il soulève des explosions d'enthousiasme, il apaise une émeute d'un mot; là où il va, on sonne les cloches pour le recevoir; il est élu deux fois par le Tiers État, à Marseille et à Aix. Et le voilà à Versailles, où il va être tout d'abord l'âme de la Révolution.

Dès le début, se posait pour les élus du pays une question de procédure à la fois difficile et décisive : aux États généraux, voterait-on « par ordre » ou « par tête » ? En d'autres termes, les membres des États généraux, prêtres, nobles ou roturiers, ne formeraient-ils qu'une seule Assemblée, où tous délibéreraient ensemble ? ou y aurait-il trois Chambres distinctes : l'une du clergé, l'autre de la noblesse, la troisième du Tiers État, qui discuteraient et voteraient séparément ?



Gabriel-Honoré Riquetti, comte de Mirabeau.
D'après un portrait de J. Boze, gravé par Belsson.

Tout l'avenir dépendait de cette question. On a vu que le Tiers État, à lui seul, comptait autant de membres que le clergé et la noblesse réunis. Si l'on ne formait qu'une seule Assemblée, le Tiers État y avait d'avance la moitié des voix : avec la portion, très importante du clergé, composée surtout de curés de campagne qui, comme le Tiers, détestait les privilèges, et le petit nombre de nobles qui partageait cet état d'esprit, on était certain d'une forte majorité pour entreprendre et accomplir une œuvre de vastes et profondes réformes.

Si, au contraire, on délibérait séparément, chacun des trois ordres formant une chambre distincte, il ne servait plus de rien au Tiers État d'avoir obtenu à lui seul autant de membres que les deux autres ordres réunis; on s'était joué de l'opinion publique en lui accordant cette concession, accueillie avec tant d'enthousiasme, de la double représentation du Tiers; avec un chiffre deux fois plus fort d'élus, le Tiers ne formerait qu'un ordre, et, par suite, ne disposerait que d'une voix sur trois; les alliés qu'il pouvait avoir dans les deux autres fractions y resteraient à l'état de minorités impuissantes et inutiles; les deux ordres privilégiés, bien qu'ils ne représentassent, au point de vue numérique, qu'une portion infime de la nation, conserveraient l'avantage de posséder deux voix contre une seule. On devrait renoncer à la destruction des abus dont ils profitaient trop pour être disposés à en consentir la suppression de bonne grâce. Ce serait l'avortement complet de la Révolution.

Il fallait donc, à tout prix, obtenir le vote par tête, et le conflit s'engageait sur une simple formalité. Toute assemblée, avant d'aborder sa tâche normale, doit commencer par « vérifier les pouvoirs » de ses membres, c'est-à-dire par s'assurer que tous ceux qui se présentent pour en faire partie ont été valablement élus et ont des titres réguliers pour y siéger. Si secondaire que fût en elle-même l'importance de cette opération préliminaire, il était trop clair que, si chaque ordre vérifiait ses pouvoirs séparément, il délibérerait séparément ensuite, et qu'il fallait procéder à cette vérification en commun, si l'on voulait, après, délibérer ensemble. Ainsi la lutte décisive commençait sur une question toute spéciale de procédure dont il pouvait sembler difficile de faire saisir toute la portée à un peuple harcelé de besoins terribles, exaspéré par la famine et pressé de voir ses élus mettre un terme à sa détresse. Et il fallait combattre avec la dernière énergie, sans être sûr ni d'être compris ni soutenu par la foule, sur ce qui risquait de paraître une formalité.

Nous avons vu la messe d'inauguration célébrée le 4 mai. Le 5, la séance d'ouverture avait lieu dans une vaste salle qu'on appelait la salle des menus et qui, outre les membres des États généraux, contenait des milliers de spectateurs dans ses galeries. Les nouveaux députés y subirent trois discours, peu faits pour leur donner ni espoir ni confiance. Louis XVI leur dénonça « le désir immodéré d'innovation qui risquait d'égarer l'opinion » et leur vanta ce qu'il appelait « le caractère distinctif de la nation, l'amour pour ses rois ». Le Garde des sceaux leur déclara qu'on ne pourrait délibérer en commun que si les ordres privilégiés y consentaient et si le Roi le permettait. Necker, durant trois heures, accumula les lieux communs de morale ou parla de l'état des finances. Un détail révéla l'état d'esprit du Roi. A un moment, il se couvrit et, selon l'étiquette reçue, le clergé et la noblesse se couvrirent aussi. On n'avait pas prévu que le Tiers État voudrait en faire autant : il eut cependant cette audace. Louis XVI aimait mieux se découvrir de nouveau que de laisser des roturiers usurper sur l'aristocratie l'égalité de la coiffure. Dès le lendemain, 6 mai, le conflit commençait. Les deux ordres privilégiés, réunis à part, décidaient de vérifier leurs pouvoirs séparément, la noblesse par 188 voix contre 47, le clergé, seulement par 144 contre 113, tandis que le Tiers État les attendait dans la grande salle à moitié vide.

Alors s'ouvrit une période de lutte qu'au dehors l'opinion publique suivait avec passion. A quatre lieues, Paris bouillonnait. C'était, entre Versailles et la grande ville, un mouvement perpétuel; Paris venait en foule se mêler aux membres du Tiers et assister aux péripéties du conflit, qui avaient aussitôt leur écho dans l'âme ardente de la capitale.

Tout d'abord, les jours, les semaines s'écoulèrent en délibérations sans effet, en vaines tentatives de pourparlers. Les choses traînèrent ainsi jusqu'aux derniers jours de mai. On pouvait cependant espérer que la fraction démocratique du clergé (qui en formait presque la moitié) finirait par se réunir au Tiers. Les prélats voyaient le mouvement se dessiner; ils eurent recours

au Roi. Le 28 mai, Louis XVI ordonnait par lettre aux trois ordres de nommer des commissions de conciliation, qui essaieraient de trouver un compromis sous la présidence du Garde des sceaux, et avec l'intervention éventuelle du pouvoir royal. Le piège était habile et redoutable. Le compromis était indiqué d'avance : les trois ordres délibéraient, tantôt ensemble, tantôt séparément, les privilégiés gardant le droit de délibérer à part quand il s'agirait de privilèges qu'ils regardaient comme leur propriété. Dans ces conditions, que pouvait faire le Tiers État? S'il acceptait de préparer une telle conciliation, c'en était fait des réformes; s'il refusait, il se mettait en état de révolte contre le Roi, et il prenait la responsabilité d'un refus qui retarderait indéfiniment les travaux utiles de l'Assemblée. Déjà on essayait de tourner contre lui le peuple affamé. Des évêques apportaient au Roi, avec un cri de pitié, un morceau de l'affreux pain noir que mangeaient les pauvres. Ils demandaient qu'on constituât des commissions des trois ordres qui chercheraient des remèdes à la misère du peuple, et le Roi les y encourageait. C'était faire reconnaître la distinction des trois ordres, sous prétexte de zèle pour le soulagement de cruelles souffrances. Les abus essayaient de colorer leur propre défense d'un semblant d'humanité.

Le Tiers État était fort embarrassé pour sortir de ces difficultés. Sur les commissions de conciliation, il fut tiré d'affaire par la noblesse elle-même, qui, dans son intransigeance, prit sur elle de repousser toute entente. A la proposition des évêques, on répondit que s'ils voulaient chercher des remèdes à la misère des foules, ils n'avaient qu'à venir délibérer en commun; et surtout, qu'ils n'avaient qu'à renoncer à une partie de leurs énormes biens.

On avait ainsi traîné jusqu'au 10 juin; plus d'un mois avait été perdu : il était temps d'agir. « Coupons le câble », dit Sieyès, l'homme politique auquel sa fameuse brochure donnait le plus d'autorité; et il proposa au Tiers État de se constituer en Assemblée active; de sommer les membres du clergé et de la noblesse de se rendre dans la salle des États, pour procéder à la vérification des pouvoirs en commun et d'y procéder aussitôt sans tenir compte des absents. L'Assemblée adopta la proposition de Sieyès, vota une adresse au Roi pour lui notifier ses résolutions, et commença l'examen des pouvoirs de ses membres, en faisant l'appel de tous les députés, clergé et noblesse compris. Le 13, trois curés venaient se joindre au Tiers : c'était un début.

Le 16, Sieyès propose d'aller plus loin, de se constituer et d'entrer en fonctions : c'est-à-dire que le Tiers État, grossi de quelques curés, va prendre hardiment le rôle d'une véritable représentation du pays, sans attendre les nobles et les prêtres qui se sont exclus eux-mêmes en ne se rendant point à son appel. Mais quel titre se donner? Comment choisir un nom qui convienne à une Assemblée parlant au nom de toute la nation, quand la moitié des élus restait obstinément en dehors? On s'ingénia à trouver des formules habiles, les unes compliquées, telle autre équivoque, qui permît au Tiers d'agir comme s'il était à lui seul les États généraux. Sieyès proposa : Assemblée des représentants connus et vérifiés de la nation française, n'admettant pas comme valable la vérification isolée des privilégiés. Mounier proposa : « Assemblée législative des représentants de la majeure partie de la nation, agissant en l'absence des représentants de la moindre partie. » Il indiquait par là que les élus de l'immense majorité de la France avaient assez d'autorité, sans ceux du reste. Mirabeau voulut qu'on l'appelât : « Représentation du peuple français », profitant du double sens du mot « Peuple », qui signifie tantôt la nation dans son ensemble, tantôt les classes populaires seules. Ce fut un inconnu qui proposa le vrai



Sieyès.

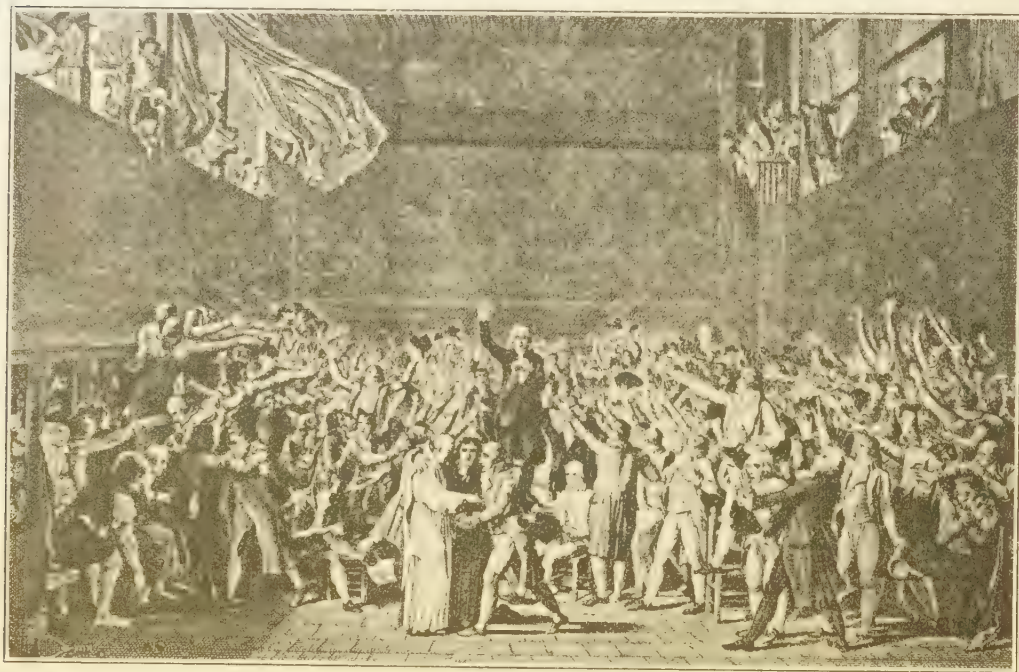
D'après un portrait gravé conservé à la Bibliothèque nationale.

nom : « Assemblée nationale. » Les représentants du Tiers, c'est-à-dire de presque toute la France, contre quelques centaines de mille de nobles ou gens d'Église, avaient le droit de dire et disaient fièrement : c'est nous qui sommes les élus de la nation.

Puis, par un acte encore plus hardi, la nouvelle Assemblée nationale vote que tous les impôts levés jusqu'à ce jour étaient levés illégalement (puisqu'ils n'étaient pas consentis par des représentants des contribuables) et qu'elle en autorisait provisoirement la perception mais seulement jusqu'au jour de sa première séparation, « qu'elle qu'en fût la cause », faisant ainsi appel au refus de l'impôt, si on la dispersait par la force.

Dans ses décisions, elle prenait le langage d'un souverain : « L'Assemblée entend et décrète... »

Il fallait une audace singulière et une foi bien intrépide à la poignée d'hommes pour la plupart inconnus, qui, isolés et comme perdus dans la ville du despotisme royal, enveloppés de ses troupes, à l'ombre même de son palais, sans force matérielle d'aucune sorte, jetaient sans



Serment du Jeu de paume.

D'après une gravure de Couché fils (Bibliothèque nationale).

trembler ce défi à une monarchie séculaire, au nom de la souveraineté d'une nation jusque-là écrasée sous le pouvoir absolu de ses maîtres.

On avait emmené le Roi à Marly, à quelques kilomètres de Versailles, sans doute pour le garder tout entier sous l'influence de la Reine et de la coterie la plus intransigeante de la cour. C'est là que les prélats, les nobles, effrayés, vinrent le trouver, lui dénoncer les entreprises du Tiers, le supplier d'écraser cette révolte. Il fut aisé de l'y décider : on prépara une séance royale, où Louis XVI parlerait et agirait en maître. Si faible que fût Necker, il ne pouvait pas s'associer à une telle opération. On se débarrasserait de Necker.

En attendant, sous prétexte de préparatifs pour la prochaine séance royale, on fit fermer la salle où la nouvelle Assemblée nationale tenait ses séances. Le 20, quand les députés vinrent y siéger, ils trouvèrent la porte bien close et bien gardée. Et voilà les représentants de la France errant dans les vastes boulevards de Versailles, en quête d'un abri où ils puissent délibérer.

On leur indiqua le local du Jeu de paume, rue Saint-François : énorme salle vide aux murs nus, à peine meublée d'une table et de quelques bancs de bois, avec de larges baies ouvertes sous le

toit, au haut des murailles. Les députés s'y rendirent, escortés par la foule. Tous se groupèrent debout, autour du président Bailly, un homme grand et maigre, de figure grave, qui, sur la proposition de Mounier, d'une voix sonore et solennelle, leur lut la formule du serment, par lequel ils juraient, quoi qu'il arrivât, de ne point se séparer avant d'avoir donné une Constitution à la France.

Alors, dans un mouvement unanime d'enthousiasme, au milieu d'une indicible émotion, quatre cents voix crièrent : « Je le jure. » Ce fut un moment sans égal d'union dans un même transport. Il y avait, parmi ceux qui prêtaient ensemble ce serment sublime, des hommes bien différents de caractère, d'opinions bien diverses, les uns modérés, profondément royalistes, les autres entraînés vers les idées les plus ardentes et les plus audacieuses; ils avaient commencé à se diviser parfois, ils devaient se diviser plus tard plus gravement encore; mais, à ce moment, ils n'eurent qu'un cœur, qu'une âme et qu'une voix; et de leur serment devaient sortir toutes les libertés de la France, je puis dire : une bonne part des libertés du monde.

Le serment une fois prêté, tous, sauf un, le confirmèrent par leur signature.

La réponse de la cour fut prodigieuse de petitesse et d'impertinence. Quand, le lendemain, les députés revinrent au Jeu de paume, ils ne purent pas entrer. Le frère du Roi, le comte d'Artois, avait fait dire qu'il voulait jouer, retenu la salle et impérieusement interdit au propriétaire d'y laisser entrer les représentants de la nation.

Voilà de nouveau l'Assemblée errant dans les rues de Versailles; mais on lui dit alors que le clergé est réuni dans l'église Saint-Louis : elle y va. Ce n'étaient point choses extraordinaires, sous l'ancien régime, que des réunions toutes politiques dans les églises. Le clergé occupait le chœur : l'Assemblée se plaça dans la nef, où la partie démocratique du clergé, prélats en tête, vint bientôt le rejoindre; la réunion était faite et définitive.

C'est le 23 juin qu'eut lieu la séance royale où Louis XVI devait briser les entreprises du Tiers et le réduire à une humble soumission. Avec les mesquines habitudes d'esprit de la vieille cour, on fit précéder la séance d'un blessant détail d'étiquette. Le clergé et la noblesse furent introduits d'avance dans la salle, tandis qu'on laissait les quatre cents députés du Tiers se morfondre longuement sous la pluie, devant une porte fermée.

Enfin, ils purent entrer; la séance s'ouvrit, et Louis XVI, qui n'avait plus Necker à ses côtés (le Genevois faisait ses paquets pour partir), parla en maître à ces roturiers, qui osaient s'insurger contre son autorité. Il leur dit que les cahiers, dans lesquels cinq millions d'électeurs avaient inscrit leurs revendications, n'étaient que des indications; que les décisions de l'Assemblée nationale étaient illégales et frappées de nullité; que les trois ordres pourraient se réunir, mais seulement pour les « affaires générales », où ne figurent ni la constitution des prochains États, ni les propriétés féodales, ni les privilèges d'argent et d'honneur; que le clergé aura, contre les deux autres ordres, un droit spécial de refus, pour tout ce qui touche la religion, le régime de l'Église et des couvents; que, dans les délibérations communes des trois ordres, il suffira d'une réclamation des deux tiers d'un seul ordre pour que la décision soit remise au Roi. Défense de toucher à l'« institution de l'armée », donc d'ouvrir l'accès des grades aux soldats; vote de l'impôt; publicité des finances; mais, pour les dépenses, les États ne donneront que « des indications »; le Roi jugera si elles « s'accordent avec la dignité royale »; égalité de l'impôt, seulement si la noblesse et le clergé y consentent; maintien des dîmes et des droits seigneuriaux; le Roi n'abandonne même pas complètement les odieuses lettres de cachet; on verra si l'on peut concilier leur abolition avec les exigences de l'« honneur des familles ». On cherchera aussi les moyens de concilier la liberté de la presse avec le « respect dû à la religion ». Impossible d'imaginer un défi plus hautain et plus insolent, jeté à l'esprit du siècle et à l'attente de toute la France.

Puis Louis XVI ajoutait cette menace : « Si vous m'abandonnez dans une si belle entreprise, seul je ferai le bien de mes peuples; *seul, je me considérerai comme leur véritable représentant.* »

Après quoi il sortit : la noblesse et le clergé le suivirent. Le Tiers État resta. Alors, le maître des cérémonies, M. de Brézé, vint dire au président : « Monsieur, vous avez entendu les ordres du Roi. » On n'était point disposé à y obéir et le président lui répondait qu'il ne pouvait disperser l'Assemblée, sans qu'elle en ait délibéré; quand Mirabeau, d'un geste foudroyant et d'une

voix tonnante : « Nous avons entendu les intentions qu'on a suggérées au Roi, et vous, Monsieur, qui ne sauriez être son organe auprès de l'Assemblée nationale, vous qui n'avez ici ni place, ni voix, ni droit de parler, vous n'êtes pas fait pour nous rappeler son discours. Allez dire à ceux qui vous envoient que nous sommes ici par la volonté du peuple, et que nous n'en sortirons que par la force. »

Brézé, écrasé, confondu, sortit silencieusement. Le Tiers continua sa délibération; il décréta l'inviolabilité de ses membres. C'était sa réponse à Louis XVI dont, du reste, la violente énergie fut de courte durée. Dès le soir, la nouvelle de la séance avait exaspéré la foule à Paris et à Versailles. Des milliers d'hommes se dirigeaient vers le palais. La Reine, épouvantée, suppliait le Roi de céder. Le pauvre Sire, dont il avait fallu assaillir et obséder la faiblesse pour lui faire prendre une attitude si provocante, répondit : « Mais, je n'y tiens nullement, moi, à cette déclaration », et tout de suite, il rappelait Necker, à qui la foule faisait une prodigieuse ovation.

Au surplus, on tenait si peu de compte de ses ordres que, dès le lendemain, 24, la majeure partie du clergé, avec un archevêque, Lefranc de Pompignan, à sa tête, venait à l'Assemblée nationale pour faire vérifier ses pouvoirs en commun; et que le surlendemain, quarante-sept membres de la noblesse en faisaient autant, avec le duc d'Orléans, prince du sang. Il est curieux que la noblesse ait fait preuve d'un esprit de résistance beaucoup plus violent et plus obstiné que le clergé, où, dès le début, des prélats, comme l'archevêque de Toulouse et l'évêque de Chartres, s'étaient ralliés au mouvement.

Alors le Roi, débordé et impuissant, prit le parti de se retourner et de se soumettre, au moins provisoirement. On l'a vu, le 23, enjoindre aux trois ordres de siéger séparément; le 27, il ordonna par lettre aux ordres privilégiés de venir siéger à l'Assemblée nationale, qui, dès lors, fut à peu près au complet, bien qu'un peu plus d'une centaine de nobles aient continué à protester.

Ainsi, la question capitale du vote par tête était enfin résolue. Sitôt qu'on l'apprit, il y eut dans les populations de Paris et de Versailles une irrésistible explosion d'enthousiasme. A Versailles, on fit des feux de joie : chose extraordinaire, on acclama jusqu'à la Reine, si impopulaire ! C'eût été pourtant une étrange illusion de croire que la cour, et le Roi que la cour dominait, s'étaient résignés de bonne foi à laisser suivre un cours pacifique à l'œuvre de rénovation. Ils avaient manqué leur première opération : ils étaient résolus à en tenter une plus sérieuse. Ils enveloppaient peu à peu de leurs troupes la capitale et l'Assemblée. Ils devaient n'avoir qu'une confiance médiocre dans les soldats français, cruellement victimes des abus de l'ancien régime, et trop intéressés aux réformes pour devenir un instrument un peu sûr d'un coup de force qui les aurait détruites dans leur germe. Mais la vieille royauté avait des troupes recrutées dans les pays étrangers, des Suisses, des Allemands, qui ne connaissaient de la France que ses maîtres, qui n'avaient rien de commun avec le peuple, qui en baragouinaient à peine la langue. Les régiments de Royal Cravate (c'est-à-dire Croate), de Reinach, de Diesbach, de Nassau, Esterhazy, Cramer, etc..., étaient disposés autour de Paris et allaient bientôt venir jusqu'à Sèvres, jusqu'à Issy, jusqu'à l'École militaire. La Garde suisse restait autour du Roi et avait des hommes à la Bastille. Si la force seule pouvait venir à bout de la Révolution, on recourrait à la force.

Mais le peuple de Paris allait entrer en scène.

Derrière le Palais Royal, derrière l'Hôtel de Ville, l'industriel et populaire faubourg Saint-Antoine, avec ses masses profondes d'ouvriers, abritait dans ses fabriques et dans ses misérables logements les forces populaires qui allaient donner à l'armée de la Révolution son audacieuse avant-garde, celle qu'on verra y jouer le rôle décisif, aux heures décisives, rôle que le vieux faubourg devait conserver pendant plus d'un demi-siècle.

Entre tous les corps militaires qui se trouvaient à Paris, c'étaient les « gardes-françaises » qui se sentaient le plus étroitement unis au peuple. On pouvait voir, dans leurs rangs, l'un sous l'uniforme de sergent, l'autre sous l'uniforme de simple soldat, deux des plus intrépides, deux des plus purs, parmi les futurs généraux de la Révolution, que l'Histoire devait couronner de la gloire la plus éclatante : Hoche et Marceau. Des gardes-françaises se mêlaient à la foule qui encombra le Palais-Royal. Quelques-uns avaient juré entre eux de n'obéir à aucun ordre contraire à ceux de l'Assemblée. Pour les en punir, leur colonel, M. du Châtelet, en avait fait jeter onze à l'Abbaye, vaste et sombre prison qui s'élevait alors à l'ombre de Saint-Germain-des-Prés.

Et, trouvant encore sans doute le châtimement trop doux, il allait les faire transférer à Bicêtre, immonde et infâme cachot, où les pires criminels pourrissaient sous les coups de fouet.

Le Palais-Royal l'apprend et s'émeut; quelques milliers d'hommes se mettent en mouvement; on s'arme de maillets, de haches, de barres de fer; on force les portes de l'Abbaye; on délivre les gardes-françaises. Des hussards, des dragons arrivent au galop pour écraser l'émeute : mais on s'explique; ils ont vite compris que c'est la cause des soldats que la foule défend. On apporte du vin; ils ôtent leurs casques et l'on boit ensemble « au roi de la nation ».

Il est aisé de comprendre que la cour fut exaspérée; l'Assemblée elle-même était fort troublée et fort hésitante devant ce qui lui apparut comme une intolérable révolte militaire, sans se douter qu'aussitôt après une révolte plus grave allait la sauver.

Pourtant, tout en blâmant l'atteinte portée à la discipline, et à la demande des députations



Le peuple faisant fermer l'Opéra, le 12 juillet 1789.
Gravure de Berthault, d'après Prieur (Bibliothèque nationale).

qu'elle recevait de la capitale, elle envoya au Roi, pour faire appel à sa « clémence », une députation qui comprenait l'archevêque de Paris. Le Roi fut bien obligé de promettre de « pardonner » sitôt qu'on se serait soumis. Les gardes-françaises rentrèrent en prison et en sortirent graciés aussitôt après. Mais, cette fois, Louis XVI était résolu à toutes les violences d'un véritable coup d'État.

C'est alors que les troupes étrangères enveloppèrent Paris de plus en plus près, et firent peser sur l'Assemblée et sur le peuple la menace de leurs sabres, de leurs fusils et de leurs canons. On avait fait venir, pour les mettre à la tête de l'entreprise, le maréchal de Broglie, un vieux chef militaire de soixante-douze ans, qui jadis avait fait preuve d'une rare énergie à la guerre de Sept ans, et un ancien ambassadeur, un ancien ministre, homme d'aspect brutal, M. de Breteuil, qui avait toute la confiance de la Reine. L'Assemblée réclamait en vain l'éloignement des troupes : le Roi répondit qu'elles étaient là pour la protéger, et (non sans ironie sans doute) lui offrit de se transporter à Noyon ou à Soissons : c'est-à-dire de se mettre à la merci de tous

les coups d'État. Puis, quand tout fut prêt (11 juillet), Louis XVI chassa Necker, lui ordonna de s'éloigner à l'instant, et M. de Broglie devint premier ministre, tandis que le Genevois gagnait au galop la frontière la plus proche, vers Bruxelles.

C'était la déclaration de guerre du Roi à la France.

II. — La prise de la Bastille.

L'Assemblée répondit au renvoi de Necker en déclarant qu'il emportait les regrets de la nation. En même temps, elle réclamait de nouveau l'éloignement des troupes qui l'enveloppaient ; elle rendait « personnellement responsables » des malheurs publics « les conseils du Roi, quels qu'ils fussent », formule qui comprenait la Reine et les princes ; enfin, comme l'expulsion du ministre genevois semblait ôter tout moyen régulier de sortir des difficultés financières et condamner la France à une banqueroute dont la cour ne semblait pas repousser l'idée, elle décrétait que nul pouvoir n'avait le droit de prononcer ce mot infâme.

Comment le pouvoir royal riposterait-il ? On devait s'attendre à toutes les violences ; nombre de députés n'osaient plus coucher chez eux ; un des secrétaires avait mis les archives en sûreté. L'Assemblée déclara la séance permanente : elle allait durer soixante-douze heures, avec de courtes interruptions. C'est dans la salle des séances que les élus du pays voulaient attendre les entreprises royales.

Mais déjà Paris s'était soulevé.

La nouvelle du renvoi de Necker n'arriva au Palais-Royal que le lendemain, le dimanche 12 juillet, au moment où le petit canon du jardin allait, selon son habitude, allumer sa minuscule charge de poudre aux rayons du soleil pour sonner midi à sa façon. Ce fut aussitôt une émotion tumultueuse, une explosion indicible. Un jeune homme encore inconnu, brandissant un sabre d'une main, tenant un pistolet de l'autre, était monté sur une table, et, avec une éloquence entraînante, quoique mêlée d'un peu de bégaiement, appelait le peuple aux armes. Puis, comme il fallait une cocarde à la révolte qu'il prêchait, il s'en fit une avec une feuille qu'il arracha à un arbre du jardin : et la foule, à son exemple, arbora la cocarde couleur d'espérance que les éclatantes frondaisons de juillet offraient à la Révolution. Cet inconnu, c'était Camille Desmoulins, bientôt le plus grand journaliste du temps, qui souffla le premier l'esprit de combat dans les heures de péril, qui le premier devait répandre l'esprit de pitié après la victoire et mourir pour cette noble cause.

On alla au cabinet des figures de cire ; on y prit un buste de Necker ; des agents du duc d'Orléans y joignirent un buste du prince, on les voila de crêpe : puis un long cortège armé d'épées, de bâtons et des armes que le hasard avait fournies, les porta par les rues, par les boulevards, jusqu'à la place Vendôme où une charge de dragons le dispersa, mit les bustes en morceaux et tua un garde du corps. Un peu après, aux Tuileries, un détachement de cavalerie, sous les ordres du prince de Lambesc, se jetait sur la foule inoffensive, renversait des femmes et blessait un vieillard. Le soir, des gardes-françaises échappés de leur caserne prenaient parti pour le peuple et vengeaient leur camarade tué, par la mort de trois cavaliers.

Le lendemain, Paris chercha à s'armer ; il avait vu les promeneurs sabrés par le prince de Lambesc, les Suisses campés aux Champs-Élysées avec des canons ; il était de toutes parts investi, bloqué par des troupes étrangères qui rendaient incertaines, par cent vexations, ses communications avec le dehors ; qui allaient certainement (ce n'était peut-être qu'une question d'heures) venger dans le sang l'autorité royale méconnue ; qui, en attendant, au milieu d'une terrible disette, mettaient de cruels empêchements à l'arrivée des vivres et avaient, à en croire Mirabeau, arrêté les farines apportées pour soulager la détresse de la grande ville : et puis, avant tout, Paris brûlait de livrer le bon combat pour la liberté.

Mais où trouver des armes et des munitions ? Il y avait, disait-on, de la poudre à l'Arsenal. On y va : on reçoit cette réponse qu'elle n'y était plus. On part : mais quelques-uns, méfiants, restent pour surveiller la porte et en voient sortir des poudres qu'on allait embarquer. Ils courent à l'Hôtel de Ville pour provoquer l'ordre de les faire saisir. Et toute la nuit, elles

sont distribuées au peuple : détail curieux, c'était un prêtre, l'abbé Lefebvre d'Ormesson, qui faisait la distribution.

Il fut plus difficile de trouver des fusils : dès le matin, on était allé à l'Hôtel de Ville en demander aux électeurs qui, comme on l'a vu, s'étaient emparés de l'autorité municipale. Les électeurs répondent que, si la ville a des fusils, c'est Flesselles, le prévôt des marchands, qui peut les donner. Mais Flesselles est, au fond, un ennemi ; il n'a garde de le laisser voir : il caresse, il amuse le peuple et ne donne que des indications fausses. On cherche en vain : on fouille le couvent des Chartreux qui, disait-on, avait des armes cachées : les moines n'ont pas de peine à montrer qu'ils n'ont rien. C'est seulement le 14 au matin qu'on se décide à aller aux Invalides, où, en effet, il y avait de quoi armer des milliers de citoyens. Dès 9 heures, il y a trente mille hommes devant les Invalides. Sombreuil cherche à les éconduire, et il allait y réussir, quand un



Camille Desmoulins au Palais-Royal.
D'après une gravure conservée au Musée Carnavalet.

inconnu, par son énergie, décida la foule à exiger. Elle envahit l'hôtel et en rapporte vingt-huit mille fusils et vingt canons.

Déjà des masses profondes se dirigent vers le lieu du combat. Ce lieu, qui l'avait désigné ? personne : aucune des autorités révolutionnaires, aucun des meneurs du Palais-Royal, aucun homme dont on puisse donner le nom. Une même pensée, en quelque sorte, avait jailli spontanément de l'âme de tout un peuple et donné un même rendez-vous à tous ceux qui voulaient, ouvriers, bourgeois ou soldats, aller au feu pour la cause de la Révolution.

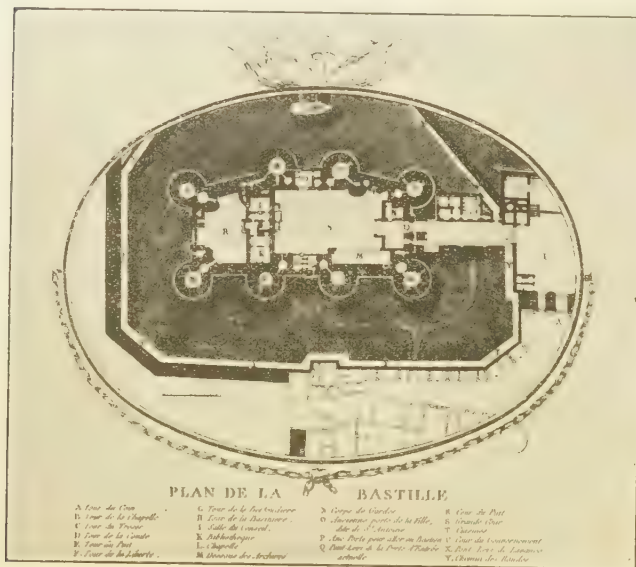
En ce temps-là, au bout de la rue Saint-Antoine, et à l'endroit où, aujourd'hui, du haut de la colonne de Juillet, le génie de la Liberté prend si hardiment son vol en plein ciel, un énorme château fort du Moyen Age dressait sa masse sombre, formidable et détestée. Imaginez un carré long formé de noires murailles d'une hauteur vertigineuse, contre-buttées sur leurs quatre faces par huit tours. Ces murailles étaient entourées de tous les côtés par un large et profond fossé sur lequel pouvait s'abaisser le pont-levis qui formait l'unique accès à l'intérieur du château. Cette sinistre forteresse avait été construite au quatorzième siècle, pour défendre une des

portes de Paris. Mais depuis longtemps la Bastille n'avait plus été qu'une prison, et la plus exécrée des prisons : celle qui avait enfermé les plus ténébreux mystères de la raison d'État avec le Masque de fer, et avec Voltaire la libre pensée moderne; celle qui avait enseveli les souffrances, les désespoirs et l'agonie de tant de malheureux arrêtés sans jugement, gardés, parfois oubliés là jusqu'à leur mort, peut-être sans motif sérieux, sinon qu'ils y étaient. Les révélations de l'avocat Linguet, qui y avait passé deux ans, et les dramatiques aventures de Latude, si difficilement relâché il y avait à peine deux ans, sous la pression impérieuse de toute l'opinion publique, après trente-cinq années de cachot, avaient fait haïr la Bastille d'une façon furieuse. Elle apparaissait à l'entrée de la grande ville vivante et joyeuse, comme le plus sinistre des symboles de la plus odieuse tyrannie.

Mais il semblait que ce fût folie à une multitude indisciplinée et à peine armée d'attaquer la Bastille. Ses murailles aveugles et sourdes, qui avaient étouffé tant de sanglots et de cris de rage, avaient une épaisseur de plusieurs mètres, et leur hauteur défiait les escalades. Alors même qu'on aurait pu franchir ses fossés, on serait arrivé dans des cours étroites, sortes de puits profonds où plongeraient à l'aise les coups tirés des fenêtres. Il semblait qu'une poignée d'hommes bien armés pouvaient indéfiniment et impunément, de l'intérieur de ces terribles maçonneries, semer la mort dans les masses qui en battraient le pied de leurs flots humains, et qu'il aurait fallu un miracle pour donner la victoire au peuple.

Ce château avait une faible garnison de trente-deux Suisses et de quatre-vingt-deux « Invalides »; mais ses murailles se défendaient d'elles-mêmes. Les Suisses, étrangers, et comprenant à peine notre langue (ils étaient recrutés dans la Suisse allemande), n'avaient aucune hésitation à verser le sang français.

Tout d'abord, un charron, ancien soldat, était monté sur le toit d'un petit corps de garde; et là, sous une grêle de balles, avait coupé les chaînes du pont-levis qui s'était abattu. La foule, alors, était entrée dans la cour : mais à quoi bon? Là, elle recevait les balles qu'on lui envoyait du haut des murs, par les fenêtres, par les meurtrières. Impossible de faire un pas de plus. De tous les côtés, des maçonneries compactes sur lesquelles rien ne pouvait mordre; de tous les côtés, une fusillade continue, l'un tombant après l'autre. Cela dura pendant quatre ou cinq heures; cela pouvait durer indéfiniment, sans cette puissance mystérieuse et irrésistible qui se dégage de tous les grands mouvements populaires.



La Bastille (Plan conservé au musée Carnavalet).

Raisonnez les événements d'après le calcul des forces matérielles, et la plupart des victoires du peuple vous sembleront incompréhensibles. Comment, en 1789, la foule a-t-elle pris la Bastille? Comment, au 10 août, prendra-t-elle les Tuileries? Comment, en 1830, escaladera-t-elle la colonnade du Louvre et pénétrera-t-elle, de là, jusqu'au palais de Charles X? Comment des hommes indisciplinés et mal armés enlèvent-ils des monuments, dont leurs balles peuvent à peine érafler la pierre, pendant que des troupes disciplinées, bien protégées derrière de solides abris, les criblent à leur aise de leurs mortels projectiles? Il faut, pour le comprendre, penser à la force morale qui est dans l'air et qui souffle dans le vent à ces heures de tempête; qui

électrise les assaillants; qui lasse, qui use, qui brise l'énergie de leurs adversaires. La clameur de révolutions est comme la trompette de Jéricho : elle fait tomber les murailles.

La centaine de soldats qui défendait la Bastille pouvait, du haut des murs, voir son isolement, au milieu d'une mer de têtes humaines, de flots vivants d'ennemis à perte de vue; depuis des heures, elle versait le sang, dans une boucherie barbare, qui, à la longue, devait écœurer les plus endurcis; nul secours à l'horizon : les gardes-françaises mettaient des canons en batterie. Le capitaine des Suisses se décida à traiter et montra de loin aux assaillants un billet où il demandait de sortir avec les honneurs de la guerre. Pour l'aller prendre, on jeta une longue et mince planche en travers du fossé. Le premier qui tenta d'y passer tomba, le second rapporta la demande.

Des chefs improvisés avaient pris quelque autorité sur les assaillants : un chasseur du



La Journée mémorable du mardi 14 juillet 1789.

« Tous les citoyens réunis aux Braves Grenadiers et Soldats du Régiment des Gardes-Françaises, après avoir conquis la Bastille en 4 heures de tems, coupèrent la tête à M. de Launay, Gouverneur de ceste citadelle effroyable, ainsi que celle de M. de Flesselles, Prévôt des Marchands de Paris. Les promènèrent en triomphe, de la Grève au Palais-Royal et les remirent à la Morte où ils furent exposés à la Vue du Public pendant plusieurs jours et jectés ensuite dans la Rivière. C'est ainsi que tôt ou tard la Justice Divine punit les Traîtres. »

D'après une gravure conservée à la Bibliothèque nationale.

marquis de Conflans, Hullin, un homme de force colossale, dont la brillante livrée fit l'effet d'un uniforme ; un officier de fortune, Élie, du régiment de la Reine. Hullin et Élie refusèrent la sortie avec les honneurs de la guerre, mais promirent la vie sauve. C'était plus qu'ils ne pouvaient tenir. Le caractère sauvage du combat, la vue d'une centaine de cadavres, d'une centaine de blessés, avait exaspéré la foule. Les femmes des morts attisaient les colères. Nul ne peut arrêter les sanglants hasards qui se produisent dans une foule exaspérée, où l'ivresse des passions fait tourner les têtes; où sont mêlés les hommes de sang et les coquins qui forment, en temps normal, les bas-fonds de la société, et que les grands bouleversements font remonter à la surface; où parfois, les plus doux, les plus calmes sont pris de subites folies de violence; où dans la cohue et dans le tourbillon des événements et des passions, nulle direction ne peut

prévaloir. Un des soldats fut tué à la Bastille même; deux prisonniers, dans la foule, sur la route de l'Hôtel de Ville, vers lequel se dirigeaient les masses humaines qui venaient de la Bastille. Hulin faisait les derniers efforts pour sauver de Launay, le gouverneur de la Bastille : il fut renversé par une poussée formidable... Quand il se releva, il vit la tête de de Launay au bout d'une pique. A l'Hôtel de Ville, la foule avait envahi la salle Saint-Jean, où siégeaient les électeurs; on avait amené là Flesselles, le prévôt des marchands, celui qui avait, la veille, amusé, trompé le peuple. On voulait le mener au Palais-Royal, pour y être jugé; de guerre lasse, il se laissa faire : à peine sorti, il fut tué d'un coup de pistolet.

Il faut regretter ces quelques taches de sang jetées sur la victoire du peuple, en reconnaissant qu'elles étaient inévitables dans le pêle-mêle de la journée, et après la tuerie de la Bastille.

Le peuple avait délivré les prisonniers qui se trouvaient dans les cachots. Deux étaient devenus fous. L'un demanda des nouvelles de Louis XV : il le croyait encore vivant.

C'est de cette immortelle journée que datent nos trois couleurs nationales. La cocarde verte cueillie par Camille Desmoulins sur les arbres du Palais-Royal n'avait pas duré : on s'en fit une aux couleurs de la Ville de Paris, bleue et rouge. Plus tard, on y ajouta le blanc emprunté au vieux drapeau de la France royale.

Les nouvelles de la bataille arrivaient morcelées et défigurées à Versailles. La cour s'y préparait à une bataille décisive. La Reine et Mme de Polignac allaient à l'Orangerie exciter les troupes; les soldats buvaient, dansaient, formaient des rondes. Enfin, on apprend la victoire du peuple... Louis XVI à qui on cachait la gravité des événements n'y comprenait encore rien, et s'en fut tranquillement se coucher de bonne heure, suivant son habitude. Il fallut que le duc de Liancourt allât le réveiller, pour lui dire l'imminence du danger. Sur quoi le Roi : « Mais, c'est donc une révolte? — Sire, c'est une Révolution! »

Pourtant, le lendemain, il ne semblait pas encore avoir compris : il fallut que l'Assemblée lui rédigeât une adresse, réclamant le renvoi des ministres vaincus et le rappel de Necker. Comme les députés chargés de la porter au Roi allaient sortir de l'Assemblée, Mirabeau se dressa et leur cria :

« Dites au Roi que les hordes étrangères dont nous sommes investis ont reçu hier la visite des princes et des princesses, des favoris et des favorites, et leurs caresses, et leurs exhortations, et leurs présents. Dites-lui que, toute la nuit, ces satellites étrangers, gorgés de vin et d'or, ont prédit, dans leurs chants impies, l'asservissement de la France, et que leurs vœux brutaux invoquaient la destruction de l'Assemblée nationale. Dites-lui que, dans son palais même, les courtisans ont mêlé leurs danses aux sons de cette musique barbare, et que telle fut l'avant-scène de la Saint-Barthélemy... Dites-lui que ce Henri dont l'Univers bénit la mémoire, celui de ses aïeux qu'il affectait de vouloir prendre pour modèle, faisait passer des vivres dans Paris révolté, et que ses féroces conseillers font rebrousser les farines que le commerce apporte dans Paris fidèle et assiégé. »

Mais le Roi s'était enfin décidé à venir lui-même à l'Assemblée et à lui promettre d'éloigner les troupes; il fut ramené au palais au milieu des acclamations. Combien de fois donna-t-il à un peuple, qui ne demandait qu'à l'adorer, des espérances qui se traduisaient par des explosions d'enthousiasme, et qui furent toujours trompées!

Cependant l'Assemblée envoyait à Paris cent de ses membres, dont sept archevêques ou évêques, qui allaient attester et sceller son union avec les vainqueurs de la Bastille. Ils traversaient les rues au milieu d'une émotion et d'une joie indescriptibles. A l'Hôtel de Ville, on proclame Bailly maire de Paris, Lafayette commandant en chef de la Garde nationale qu'on organise. Puis on fut à Notre-Dame, entendre le *Te Deum* célébré par l'archevêque. Étrange anomalie! Tel était l'élan de la victoire populaire, que l'Église célébrait et bénissait solennellement la défaite de l'ancien régime et la sienne.

Mais c'était le Roi que Paris attendait. Il se risqua à y venir le lendemain, non sans tristesse ni sans crainte. Avant de partir, il avait pris ses précautions religieuses et politiques, communiqué, remis à son frère aîné sa nomination de lieutenant général, pour le cas où lui-même serait tué ou gardé. Puis il se mit en marche, au milieu de trois ou quatre cents députés, Lafayette à cheval à la portière de son carrosse. Bailly qui le reçut à la porte de Paris, lui dit une parole signi-

ficative. Comme il lui présentait les clefs de la ville, les mêmes qui avaient été remises à Henri IV : « Alors, lui dit-il, le Roi avait reconquis son peuple : aujourd'hui, c'est le peuple qui a reconquis son Roi. » Mot qui, sous une apparence aimable, rappelait que le Roi venait en vaincu. Il était, en effet, fort gêné, fort empêché. A l'Hôtel de Ville, où il fut reçu, après avoir monté l'escalier sous deux rangs d'épées croisées au-dessus de sa tête (la « voûte d'acier » des francs-maçons), il semblait hors d'état de prononcer un mot. Bailly dut parler pour traduire la pensée du Roi. C'est à grand'peine qu'à la fin il put répéter la banale formule : « Mon peuple peut toujours compter sur mon amour. »

Il s'était enfin résolu à renvoyer ses ministres et avait choisi quatre de leurs successeurs parmi les prélats et les nobles de l'Assemblée nationale.

Telles furent les premières suites de la victoire du peuple. Mais elle avait une bien autre



Assassinat de Flesselles.
Dessin de Prieur, gravé par Berthault.

portée. C'était la défaite définitive de la royauté d'ancien régime. On le comprit si bien que déjà les plus violents de la cour, le second frère du Roi, le comte d'Artois, les Condé, les Conti, les Polignac, le prince de Lambesc, le maréchal de Broglie étaient en fuite.

Ils cherchaient un refuge à l'étranger, où ils allaient exciter contre leur pays toutes les monarchies d'Europe et préparer près d'un quart de siècle de guerres colossales.

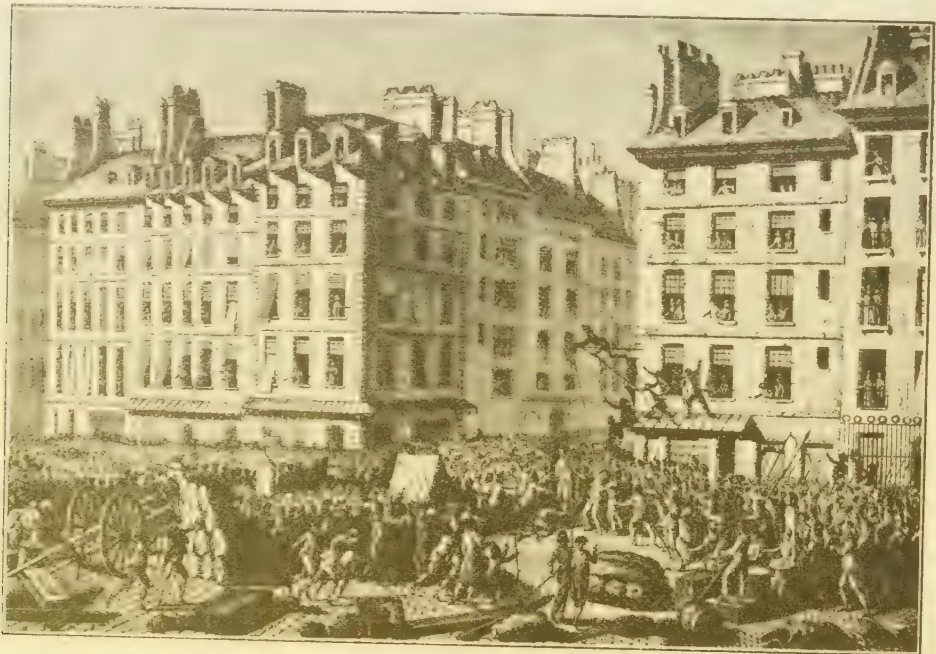
Dans toute la France, la prise de la Bastille eut un écho formidable. Tout un peuple se sentit affranchi : depuis les villes qui commencèrent à organiser leurs libertés locales jusqu'au fond des campagnes, où les paysans allaient devancer la suppression du régime féodal et assaillir les châteaux. Il faut dire plus, l'Europe entière tressaillit; on eût dit qu'elle pressentait confusément, dans la chute de notre Bastille à nous, l'ébranlement de ses Bastilles. Le comte de Ségur, ambassadeur en Russie, raconte que, même à Pétersbourg, on s'abordaît en disant : « Quelle joie ! la Bastille est prise ! » Ce n'est pas sans raison que la France a fait, de l'anniversaire de cette victoire décisive, le jour de sa « fête nationale ».

On se hâta de démolir, de raser au niveau du sol le vieux château fort conquis par le peuple. Sur ses débris, on installa des berceaux de verdure, de joyeuses guinguettes, des bals populaires, des fêtes d'enfants.

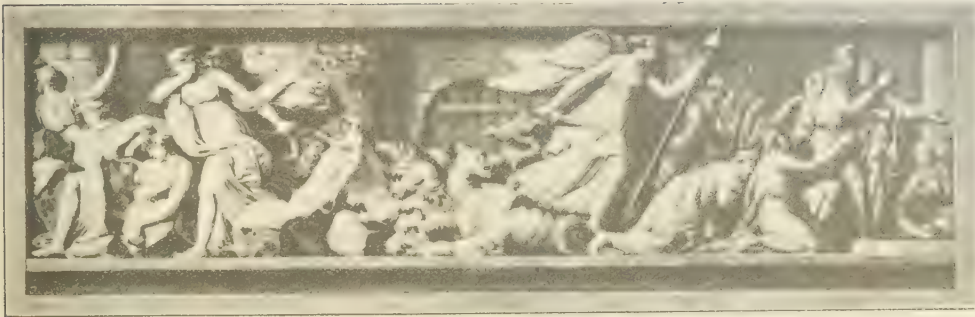
III. — De la prise de la Bastille à la journée du 6 octobre.

Les décrets de l'Assemblée nationale avaient répandu dans toute la France une grande émotion : elle devint plus violente encore à la nouvelle de la prise de la Bastille. Dans les campagnes comme dans les villes, la nation entière sentait que c'était son sort qui allait se décider; les conflits qui se déroulaient à Versailles et à Paris avaient leur contre-coup dans les points de contact, et la grande lutte engagée au centre de la monarchie se compliquait d'innombrables batailles locales. Partout, le peuple avait suivi, avec une angoisse mêlée de colère, les tentatives de la cour contre l'Assemblée, partout il triompha de la victoire à Paris. On a vu que, dans cette grande année de 1789, une cruelle disette sévissait sur le pays, à la suite d'une très mauvaise récolte; on souffrait cruellement de la faim; on soupçonnait des accaparements de blés combinés pour exploiter la détresse publique, et ces souffrances, jointes à ces soupçons, ajoutaient un nouvel élément aux violentes passions du temps.

Il y eut des désordres parfois sanglants à Caen, à Lyon, à Saint-Germain-en-Laye, à Poissy, etc... A Paris, deux ennemis du peuple tombèrent victimes des haines qu'ils avaient amassées contre eux. Le financier Foulon et son gendre Bertier, intendant de Paris, avaient été fort mêlés aux projets de coup d'État du ministère de Broglie. Tous deux étaient détestés : Bertier pour sa dureté, Foulon pour un mot de lui qui avait fait tapage. On racontait qu'il avait dit du peuple, à propos de la disette : « Qu'il mange du foin ! Mes chevaux en mangent bien. » Aussi, la Bastille prise, le bon père s'était caché, après avoir répandu le bruit de sa mort. Le gendre s'était enfui. Le premier fut découvert chez l'ami où il était réfugié; le second fut arrêté



Supplice de Foulon, à la Place de Grève, le 22 juillet 1789.
Gravure de Berthault, d'après Prieur (Bibliothèque nationale).



Allégorie sur les Droits de l'Homme.

Grave en 1791, d'après un dessin de Molff, sculpteur.

L'Aristocratie et ses agents sont enterrés sous les ruines de la Bastille. Du sein de ses ruines s'élève la Liberté armée d'un glaive et foulant aux pieds l'hydre. Les prisonniers, victimes du pouvoir arbitraire, se prosternent en action de grâces devant l'autel de la Patrie.

Nous ne vous Craignons plus,
Subalternes Tyrans
Vous qui nous Opprimez
Sous cent Noms différents

Les Droits de l'Homme
Étoient méconnus depuis des siècles ;
Ils ont été rétablis
Pour l'humanité entière.

par la population de Compiègne. Foulon, conduit à l'Hôtel de Ville, était entouré d'une foule exaspérée. Il fut pendu à une des lanternes de la place. Quelques heures plus tard, Bertier, ramené à Paris, était tué d'un coup de sabre (22 juillet). Il y avait dans la foule des coquins féroces jusqu'à la plus affreuse sauvagerie. L'un promena, au bout d'une pique, la tête de Foulon après lui avoir mis du foin entre les dents. Un dragon promenait de cette hideuse façon le cœur de Bertier, arraché à son cadavre. Ses camarades indignés lui dirent qu'il avait déshonoré le corps, et qu'ils se battraient avec lui l'un après l'autre, jusqu'à ce qu'il fût tué. Il périt le jour même.

Il semblait que les événements les plus extraordinaires se précipitaient comme pour affoler l'esprit public, enfiévrer les soupçons et pousser à toutes les colères.

Les populations demandaient des armes. On avait appris dans toutes les campagnes que l'Assemblée allait supprimer les privilèges féodaux ou ecclésiastiques, que le peuple venait de remporter une victoire décisive sur leurs défenseurs. Il semblait aux masses paysannes, avec leur esprit simpliste, que tous les vieux abus fussent tombés avec la Bastille, et qu'elles n'avaient pas à attendre les lois qui établiraient un ordre de choses nouveau. Elles se soulevaient de tous côtés, assaillaient les châteaux et, une fois qu'elles s'en étaient emparées, prenaient, brûlaient les papiers et les parchemins où étaient inscrits les privilèges odieux qui les avaient si longtemps écrasées.

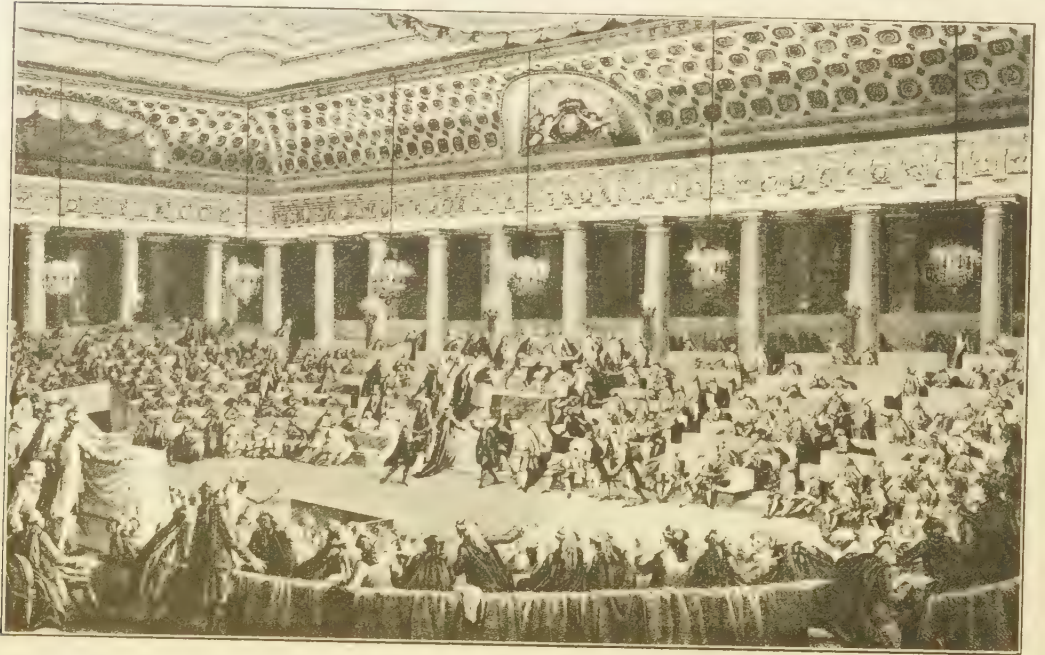
En d'autres temps, ces violences auraient fort risqué de produire un funeste mouvement d'effroi et de recul, de rendre toute sa force à l'esprit de réaction, tout leur nerf aux idées de répression rigoureuse, et de briser, au moins passagèrement, l'élan du courant qui portait la France vers un magnifique avenir de réformes et de libertés. Ce fut le contraire qui se produisit, et ce qui sortit de ces orages, ce fut l'incomparable nuit du 4 août.

A cette date, dès le début de la séance que tenait tous les soirs l'Assemblée nationale, un noble d'une des plus grandes familles de la vieille monarchie, le vicomte de Noailles, proposa d'abolir tous les droits féodaux moyennant rachat. Il avait pris cette idée à un autre noble, le duc d'Aiguillon, le plus riche après le Roi en propriétés féodales, et qui, au club des députés libéraux dont il faisait partie, avait annoncé l'intention de faire une proposition semblable. Le duc d'Aiguillon reprit aussitôt sa généreuse idée ; il rappela qu'il avait, la veille, voté des mesures sévères pour étouffer les émeutes populaires, il se demanda si les foules soulevées étaient bien coupables ; et ce descendant des grands seigneurs qui avaient le plus profité des privilèges les plus exorbitants de la vieille monarchie, ce duc qui leur avait dû une fortune presque sans égale, se mit à prononcer lui-même, contre les tyrannies dont les institutions du passé avaient

formé sa grandeur, un acte d'accusation dicté par la plus noble passion de la justice et par le plus généreux esprit d'abnégation.

Alors, ce fut dans toute l'Assemblée, pendant cinq ou six heures, une sorte d'ivresse sublime, une façon d'enthousiasme de sacrifice de tous les privilégiés aux misères et aux droits du peuple. Chacun venait offrir au plus haut idéal de justice humaine l'abolition des abus dont il bénéficiait. C'étaient les noms les plus fameux de l'ancien régime : un Guiche, un Mortemart, un La Rochefoucauld, qui se succédaient pour abandonner chacun un abus de plus. L'archevêque d'Aix, des évêques, des curés ; puis un magistrat ; puis enfin les représentants de tous les droits des provinces et des villes se pressaient, l'un après l'autre, pour réclamer eux-mêmes l'abolition de quelque une des inégalités dont se composait l'ancien régime.

Au moment où cette glorieuse nuit s'achevait, on résolut de faire dire, pour la célébrer, des



Assemblée nationale. Abandon de tous les privilèges à Versailles, séance de la nuit du 4 au 5 août 1789.

Gravé par Helman, de l'Académie des Arts, de Lille, d'après C. Mounet, peintre du Roi (Bibliothèque nationale).

Te Deum dans toutes les églises de France, et de faire frapper une médaille pour en perpétuer le souvenir. Puis Lally Tollendal fit décider, aux acclamations de l'Assemblée, de proclamer Louis XVI « restaurateur » des libertés françaises. Hélas ! loin d'être pour rien dans l'œuvre qu'on venait d'accomplir, le Roi allait faire les derniers efforts pour la détruire.

On avait, dans la nuit du 4, un peu laissé de côté les redevances et les bénéfices dont l'Église profitait : les prélats avaient surtout abandonné les privilèges de la noblesse ; un noble, le 8, proposa de revenir à ceux du clergé ; c'est le 10 qu'on vota la suppression des dîmes, sous réserve, bien entendu, que cette suppression n'aurait lieu en fait que quand on aurait voté aux prêtres d'autres ressources. Enfin, le 11, on votait définitivement le texte des décisions adoptées le 4 et le 10, auxquelles était jointe la résolution d'élaborer les projets de loi nécessaires pour les détails d'application de ces décisions, dès que la Constitution serait votée.

Aussitôt après, on revenait à la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ». Le texte définitif en était adopté le 27 août. Ce fut, de la part des Constituants, une pensée bien haute et bien digne d'esprits formés par la philosophie française du dix-huitième siècle, que de

placer en tête des dispositions de la loi fondamentale, l'exposé des principes sur lesquels toutes les institutions doivent se modeler, et la formule des droits humains que toute loi digne de ce nom doit garantir. On a estimé avec raison, depuis, que cette déclaration des droits, si élevée par les idées qu'elle consacre, si précise et si juste dans sa rédaction, devait survivre à la Constitution dont elle était le préambule et rester la base de nos institutions populaires. On sait que la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » est affichée dans toutes nos écoles.

Ainsi, dès le premier mois où l'Assemblée, délivrée des menaces, des agressions et des pièges qui l'avaient mise en péril à ses débuts, put enfin se mettre efficacement au travail, elle avait accompli deux œuvres d'une grandeur incomparable : l'abolition du régime féodal et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Pourtant, que de besognes urgentes l'accablaient à la fois ! Tandis qu'elle entreprenait l'établissement de la Constitution, le peuple avait faim ; c'est à grand-peine que Paris avait chaque jour la provision de farines indispensable : on manquait de pain. En même temps, le Trésor était épuisé, Necker était à bout de ressources. Il fallait que l'Assemblée s'occupât de la question des subsistances et trouvât d'urgence les millions nécessaires au Trésor.

Elle avait voté un important décret sur la libre circulation des grains, presque en même temps que la déclaration des droits. Necker, revenu de Belgique et replacé à la tête du ministère, lui apportait en même temps ses projets financiers. Mais il ne retrouvait plus ses succès d'autrefois ; le crédit de l'État avait sombré dans la tempête ; les emprunts qu'il faisait voter par l'Assemblée n'étaient pas couverts ; il en venait à la résolution désespérée de proposer une contribution forcée du quart de tous les revenus, n'exceptant que ceux qui n'atteignaient pas 400 francs ! L'Assemblée hésitait devant cette ressource extrême... Chose imprévue, ce fut Mirabeau, grand adversaire de Necker, qui lui apporta son concours : dans un discours justement fameux, il fit triompher son projet. C'est là qu'il prononça la parole célèbre : « La banqueroute, la hideuse banqueroute est là qui menace d'engloutir vous, vos propriétés, votre honneur..., et vous délibérez ! » D'ailleurs, on ne put pas lever cette contribution exorbitante.

L'Assemblée avait abordé la discussion de la loi constitutionnelle. Là, elle eut une étrange défaillance, et Mirabeau n'y fut point étranger. On discuta la question de savoir si le Roi aurait le droit de « veto » sur les lois votées par l'Assemblée ; en d'autres termes, s'il aurait le droit de refuser de les accepter. Les uns voulaient que, quand il n'aurait pas consenti à les sanctionner, ces lois fussent définitivement annihilées ; les autres, que le « veto » ne fût que suspensif, c'est-à-dire qu'il pût arrêter ces lois pour un temps plus ou moins long, tout en étant obligé de les accepter à la fin si les élus du pays les votaient de nouveau au bout d'une période déterminée. Il est étonnant que la question se soit seulement posée : on avait sous les yeux l'exemple d'une monarchie parlementaire, l'Angleterre, où les Rois ne prétendaient pas s'arroger un tel droit. Laisser à ce Louis XVI qui, quelques semaines avant, essayait de disperser l'Assemblée par la force et de noyer la Révolution dans le sang, le droit d'annuler, au moins pour longtemps, toutes les réformes qu'accomplirait la représentation nationale, c'était se condamner à de perpétuels avortements, susciter des conflits incessants, gros de troubles et peut-être de guerres civiles. On comprit la mortelle absurdité d'une pareille prérogative quand, la France étant en guerre avec l'Europe, on vit le Roi se servir du droit de « veto » pour paralyser toutes les mesures de défense nationale et pour livrer le royaume aux armées étrangères qui venaient rétablir son pouvoir absolu.

Pourtant, Mirabeau, resté au fond très royaliste, soutint le « veto », et le veto absolu, avec la dernière énergie. Et l'Assemblée commit la lourde faute de l'adopter, non, il est vrai, dans les termes où Mirabeau le proposait. On décida que le Roi, par son « veto », pourrait arrêter une loi votée pendant deux législatures.

Au moment même où on mettait cette arme redoutable dans la main de Louis XVI, son entourage l'avait ramené à ses vieilles idées de résistance et de coup de force pour écraser la Révolution. Il éludait par des formules évasives toutes les invitations à donner sa sanction au décret qui consacrait les résolutions de la nuit du 4 août ; il ne se décidait même pas à accepter la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ». En même temps, de nouveaux mouvements de troupes faisaient renaître les mêmes anxiétés qu'à la veille du 14 juillet ; on revoyait

les uniformes des soldats étrangers momentanément écartés. Le bruit courait (et probablement avec raison) que le Roi se préparait à aller se réfugier au milieu du corps d'armée commandé par M. de Bouillé, ennemi connu du mouvement populaire. Deux scènes bien faites pour frapper les esprits révélèrent l'étendue du danger et soulevèrent l'opinion publique.

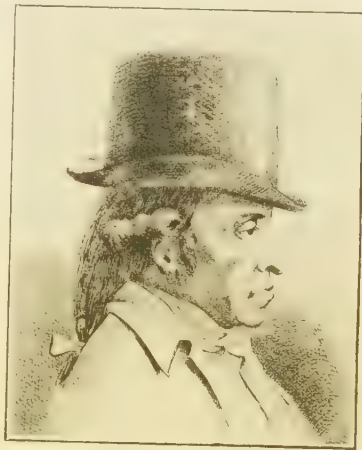


Marquis de Bouillé.
D'après une lithographie de Delpech.
(Cabinet des estampes.)

On avait organisé, pour le 1^{er} octobre, un grand banquet des gardes du corps. Le Roi avait donné, pour cette fête, la salle de spectacle du Palais de Versailles, commencée pour M^{me} de Pompadour, continuée pour M^{me} Dubarry, et achevée pour Marie-Antoinette. La somptueuse et coquette élégance du dix-huitième siècle n'a pas laissé d'œuvre architecturale plus merveilleuse que cette salle toute brillante d'argent et d'or, avec sa légère colonnade, ses lustres aux cristaux étincelants, ses génies ailés, ses amours et ses trophées d'opéra sculptés de toutes parts. C'est là qu'on avait dressé les tables pour les gardes du corps. Les têtes s'échauffèrent bien vite : on but au Roi, à la Reine, au Dauphin ; on refusa de boire à la nation. A la fin, paraissent le Roi et la Reine, tenant son enfant dans ses bras, tandis que la musique joue : « O Richard, ô mon roi, l'univers t'abandonne. » Alors,

un véritable transport s'empare de ces têtes surexcitées par la passion, par le vin, par les ardeurs communicatives des foules. On arrache ses cocardes tricolores, on les retourne pour en faire des cocardes blanches : quelques-uns arborent la noire cocarde autrichienne. Deux jours après (3 octobre), nouveau repas : mais on va plus loin. Les dames, les demoiselles entourent les officiers, n'en laissent plus aucun porter les trois couleurs, les décorent de leur main de cocardes de l'ancien régime qu'elles font avec leurs mouchoirs et leurs rubans. Il y avait là des officiers de la Garde nationale récemment créée par la Révolution : on leur fait honte de leur uniforme ; de gré ou de force, on leur met la cocarde blanche.

On devine ce que ces défis hautains, indices trop manifestes des projets les plus menaçants, suscitèrent soudain d'anxiétés et de colères. L'Assemblée qu'on invitait à agir, craignit de provoquer un éclat immédiat et fit la sourde oreille. Mais Paris fut moins patient. On a vu qu'il avait faim, que les farines y arrivaient difficilement et insuffisamment, que la disette y attisait les colères. Le mouvement parisien eut cette fois un caractère étrange, et probablement unique dans l'histoire. Il fut conduit et presque exclusivement fait par les ménagères ; ce fut une journée féminine et comme une bataille politique livrée par les Parisiennes. Le 5 octobre, dès l'aube, dans le quartier des Halles, des centaines de femmes accouraient au bruit du tambour, sur lequel une jeune fille battait le rappel. Elles vont à l'Hôtel de Ville, où elles sont vite des milliers, demandant à grands cris du pain et des armes. La municipalité était fort embarrassée pour leur répondre. Alors parut, pour la seconde fois, un personnage singulier, qui devait paraître encore une troisième, et dans des circonstances plus tragiques. On l'avait vu à la prise de la Bastille ; on le reverra au massacre de septembre 1792. C'était un grand homme maigre, sec, grave, tout vêtu de noir : un huissier nommé Maillard. D'où vient l'ascendant que cet homme prenait soudain sur les foules les plus tumultueuses ? on ne sait : les troubles révolutionnaires ont de ces énigmes. Il proposa aux officiers municipaux d'emmener ces milliers de femmes à Versailles, et il le fit.



Maillard, ancien huissier au Châtelet de Paris,
président des Septembriseurs.
Dessiné d'après nature, par Gabriel.
(Cabinet des estampes.)

C'était un cortège bizarre que celui qui prit alors la route qui conduit à la ville de Louis XIV. En tête, Maillard, avec huit ou dix tambours; derrière lui, sept à huit mille femmes; quelques centaines d'hommes armés; une arrière-garde formée par une compagnie des volontaires de la Bastille; tout cela avec quelques canons. Toute cette foule avait faim et ne trouvait pas de vivres sur la route. Vers 3 heures de l'après-midi, elle arrivait aux grilles de Versailles, harassée et tumultueuse.

Ce qu'elle venait faire, elle ne le savait sans doute pas bien exactement elle-même. La journée se passa au milieu de scènes d'une confusion singulière. Tout d'abord, les femmes allèrent à l'Assemblée nationale, où l'on en fit entrer un certain nombre : mais il semble que peu à peu elles envahirent la salle en masse : « Nous voulons, disaient-elles bizarrement, voir, entendre *notre petite mère Mirabeau*. » Celui-ci se déroba comme il put à leurs sympathies. Elles apostrophaient le président et les orateurs. Leur chef, Maillard, discutait avec eux. L'Assemblée finit, au bout de longues heures de trouble, par lever cette étrange séance.

Le reste errait dans les larges avenues de Versailles ou autour du Palais. La Garde nationale amie du peuple, d'un côté, les gardes du corps et les troupes royales de l'autre, se trouvaient face à face, sans que le sang ait coulé dans cette première journée. Les femmes désarmèrent même un régiment, le régiment de Flandre, pénétrant dans les rangs des soldats, les gagnant un à un. A leur tête, Théroigne de Méricourt, enthousiaste de la Révolution, et qui suivait assidûment les séances de l'Assemblée, une figure singulière, en chapeau d'amazone, en redingote rouge, un sabre au côté par-dessus ses jupons, fit si bien, au milieu des rires de la troupe, que le régiment se mit à fraterniser avec la Garde nationale.

Louis XVI était à la chasse, suivant son habitude : il courait le cerf ou le sanglier, tandis que les Parisiennes venaient assiéger son palais. On le fit prévenir sitôt qu'il fut revenu, il reçut une délégation de femmes; celle qui devait porter la parole en fut si émue qu'elle s'évanouit presque et sortit de là royaliste, ce qui la fit accuser de trahison par celles qui étaient restées dehors.

Cependant, à Paris, Lafayette avait fini par se décider à convoquer la Garde nationale, et se résolvait un peu tard à partir pour Versailles à la tête de quinze mille hommes. La Cour était doublement épouvantée, et par l'étrange armée féminine qui l'enveloppait, et par l'approche de la milice parisienne. On pressait le Roi de fuir de Versailles avec sa famille : l'aurait-il pu? Cela est douteux : le palais était entouré, et on n'eût sans doute pas laissé sortir les voitures. D'ailleurs, le Roi ne voulait pas : « Un roi en fuite! murmurait-il, un roi en fuite! » Sous la pression des événements, il se résigna enfin à signer l'acceptation de la « Déclaration des droits de l'homme ». On se hâta de l'annoncer à l'Assemblée. « Mais, dit une femme, cela nous donnera-t-il du pain? »

La nuit était déjà tombée depuis quelques heures sur Versailles envahi. Une triste nuit d'octobre, humide et froide de la pluie qui était tombée dans la journée et qui continuait. On avait à peine pu trouver quelques morceaux de pain pour la foule qui errait dans Versailles; on ne put pas plus lui trouver des abris. Les quinze mille gardes nationaux de Lafayette, arrivant vers minuit, mirent le comble à la confusion.

Quand le jour se leva, une foule, armée au hasard de piques, de broches et de faux, assiégeait les grilles du château. Peu à peu, par une poussée irrésistible, elle força les grilles, pénétra dans les cours, força l'entrée des appartements, non sans laisser quelques cadavres sur la route : il y eut une douzaine de morts, à peu près moitié hommes du peuple et gardes nationaux de Versailles, moitié gardes du corps, tombés dans les efforts opposés de l'attaque et de la résis-



Théroigne de Méricourt.

Gravé d'après un portrait de Ch. Devritz.
(Cabinet des estampes.)

tance, heureusement sans qu'il y ait eu une lutte véritable, qui eût abouti à un massacre. Déjà la foule assaillait les appartements de la famille royale. Chez la Reine, on eut juste le temps de verrouiller l'entrée, tandis qu'elle passait un jupon et se réfugiait chez le Roi. Mais là encore la foule frappait aux portes : les gardes du corps se barricadaient derrière avec des bancs et des meubles. Fort à propos, les gardes-françaises, ces amis du peuple, vinrent au secours de leurs camarades royalistes. Enfin, M. de Lafayette arriva. Le Roi se montra au balcon : ce fut assez pour faire pousser de formidables clameurs de : « Vive le Roi ! » à la masse populaire qui assiégeait le palais, tant sont subits les revirements des foules ! On demandait la Reine à grands cris : elle parut au balcon, tenant ses deux enfants, tandis qu'à côté d'elle, Lafayette lui baisait la main. Et l'on cria de plus belle : « Vive la Reine ! » Restaient les gardes du corps, les insulteurs de la cocarde nationale, détestés entre tous. Lafayette en prend un, l'amène sur le balcon, lui dit de prêter serment, de montrer les trois couleurs de sa cocarde, et l'on crie : « Vivent les gardes du corps ! » Tel était le peuple, exaspéré par la faim, par les complots de la cour, par les scan-



Les dames de la Halle partant pour aller chercher le Roi à Versailles, le 5 octobre 1789.
Gravure de Berthault, d'après Prieur (Bibliothèque nationale).

dales des récents banquets, au fond nullement ennemi du Roi, et prêt à lui revenir pour un geste de bonté.

Le péril immédiat était passé, et il s'était fait une sorte de réconciliation, au moins passagère. Mais ce n'était point assez : la foule des Parisiens était venue chercher Louis XVI pour l'arracher aux complots incessants de la cour et pour avoir en lui une garantie contre les affameurs. Il fallait, pour en finir, qu'il revînt avec elle à Paris. Ce fut dur, pour lui, de s'y résigner : mais la secousse du matin avait été assez forte pour vaincre sa répugnance. A 1 heure, il s'était décidé, et les femmes, parties la veille de l'Hôtel de Ville, y ramenaient la famille royale, on peut dire prisonnière de guerre. Ainsi, après plus d'un siècle, la royauté rentrait dans la capitale au milieu du peuple. Naturellement, l'Assemblée allait l'y suivre.

C'était un étrange cortège que celui qui, la veille, était venu à Versailles; plus étrange encore était celui qui revenait à Paris par les routes boueuses : la famille royale dans son carrosse; à la portière, Lafayette à cheval; autour d'eux, cent députés; devant, derrière, une foule énorme, les femmes portant des miches de pain au bout de leurs piques, ou des branches de peuplier; chacun revenant comme il pouvait, qui à cheval, qui en fiacre, ou sur des charrettes, ou sur des affûts de canon. Les femmes criaient en riant : « Nous amenons le boulanger, la boulangère et le petit mitron. »

IV. — L'Assemblée constituante à Paris.

Voilà donc le Roi et l'Assemblée à Paris. Ils sont là dans un milieu tout préparé pour exercer sur la marche des choses une puissante action.

Tout d'abord, depuis le mois de mai, un grand événement s'est produit dans la grande ville : le journalisme français y est né. Cette puissance incomparable, la presse, a soudain surgi, tout armée, des orages qui se sont succédé pendant cinq mois. On peut dire que là, l'initiative appartient à Mirabeau. Deux jours avant la réunion de l'Assemblée, il commençait la publication d'un *Journal des États généraux*. Le Gouvernement le supprima aussitôt, non sans de violentes protestations de l'opinion publique et des « électeurs » qui, on l'a vu, exerçaient alors dans Paris une sorte d'autorité municipale. Pour s'abriter derrière son titre de représentant, le puissant orateur reprit la publication sous le titre de *Lettres du comte de Mirabeau à ses commettants*, estimant qu'on ne pouvait lui interdire de rendre à ses électeurs un compte public de ce qu'il faisait en leur nom. Puis, après la prise de la Bastille, il adopta le titre de *Courrier de Provence*, journal auquel il fit travailler avec lui de nombreux collaborateurs dont il s'était entouré, et auxquels il donnait une large part dans la préparation de ses discours eux-mêmes.

D'autres feuilles se fondèrent de bonne heure pour renseigner le public sur les séances de l'Assemblée. Mais bientôt, de jeunes et ardents combattants se jetaient dans la mêlée. Les premières journées de la Révolution avaient en fait affranchi la presse. Pour ne citer que les feuilles les plus importantes, en juillet paraissaient : le *Patriote* de Brissot et les *Révolutions de Paris*, du libraire Prud'homme, bientôt rédigées par Loustalot, — en septembre, l'*Ami du peuple*, de Marat (d'abord intitulé le *Publiciste Parisien*) ; — en novembre enfin, les *Révolutions de France et de Brabant* de Camille Desmoulins.

Les écrivains qui entraient ainsi dans la lutte étaient des hommes ardents, d'opinions hardies, passionnés pour l'œuvre de la Révolution. Brissot, deux fois enfermé à la Bastille pour des pamphlets qu'on lui attribuait, et qui avait vécu longtemps en Angleterre et en Amérique, était dès lors un des très rares républicains qu'il y eût en France, car les révolutionnaires d'alors ne songeaient pas à détruire la royauté. Nous le verrons plus tard jouer un grand rôle dans les disputes des partis et tomber parmi leurs premières victimes.

Marat, qui allait conquérir une popularité formidable, avait une sensibilité malade, vite tournée à la violence, et un esprit hanté de sombres soupçons. Il avait, lui aussi, vécu à l'étranger, avait écrit des ouvrages de philosophie politique, puis s'était occupé de travaux scientifiques sur la lumière, l'électricité, le feu, convaincu qu'on méconnaissait ses découvertes et traitant de charlatans les plus illustres savants du siècle. Il avait obtenu une place de médecin des écuries du comte d'Artois, puis de médecin des gardes du corps, quand la Révolution éclata. Dès le début, dans sa méfiance universelle, il se mit à attaquer avec une violence extrême non seulement la cour, mais les hommes les plus en vue de la Révolution : Lafayette, Bailly, une grande partie de l'Assemblée, la Garde nationale. Il fut poursuivi, réduit à se cacher, même à



Jean-Paul Marat.

D'après une peinture de l'époque (Musée Carnavalet, à Paris).

fuir quelque temps en Angleterre; et les persécutions exaspérèrent son cerveau irritable et soupçonneux. On le verra bientôt dire qu'en coupant cinq ou six cents têtes, on aurait assuré le repos, la liberté et le bonheur de la France. Ce ne fut qu'un début, et le chiffre des têtes à couper, suivant lui, ne cessa d'augmenter avec le temps. Tout d'abord, une violence si sauvage ne trouva pas d'écho. Mais si les soupçons de Marat frappaient ou semblaient frapper au hasard dans le commencement, le cours torrentueux des choses dépassa, mécontenta bien vite tant des meilleurs ouvriers de la première heure, et suscita dans le parti révolutionnaire tant de défections et même de trahisons, que les soupçons de Marat apparurent souvent comme confirmés par l'événement et que les masses finirent par avoir une confiance singulière dans sa clairvoyance.



Camille Desmoulins et sa famille.
Peinture de David (Musée de Versailles).

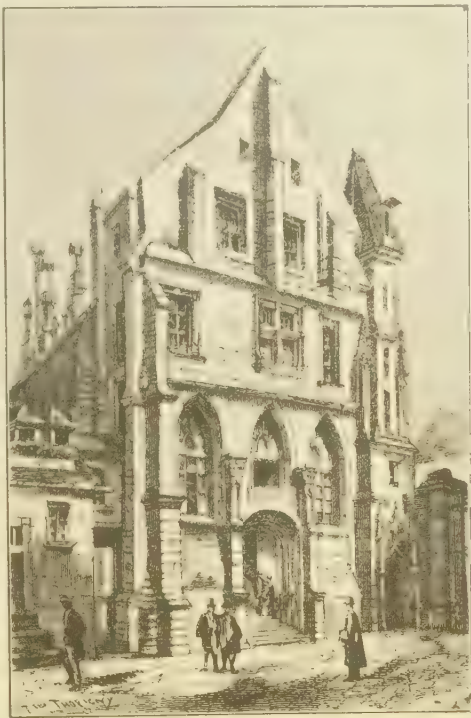
Parmi tous les noms illustres de la Révolution, Camille Desmoulins est de ceux dont la gloire est entourée du plus puissant rayonnement de sympathie. Nulle figure n'est plus touchante que celle de ce vaillant et généreux jeune homme, au cœur chaud, à la plume étincelante. Nous l'avons vu, la veille de la prise de la Bastille, au Palais-Royal, cueillant aux arbres la cocarde de l'insurrection. A ce moment, sa passion révolutionnaire était doublée d'un amour profond. Très pauvre, élevé grâce à une bourse obtenue pour lui au collège Louis-le-Grand, où il avait eu pour camarades Robespierre et le grand poète André Chénier, il s'était épris d'une adorable jeune fille, Lucile Duplessis, qu'il avait rencontrée au jardin du Luxembourg, et dont il était aimé, mais sans obtenir encore le consentement du père à leur mariage. Une première publication, la *France libre*, où il faisait audacieusement le procès de la royauté, l'avait déjà fait connaître et mis en rapport avec Mirabeau, quand il commença la publication de son journal : les *Révolutions de France et de Brabant*. A ce moment, des troubles graves venaient d'éclater aux Pays-Bas : troubles d'un caractère mixte et un peu équivoque, où la révolte contre le des-

potisme de la maison d'Autriche se greffait sur une révolte dévote contre les réformes anticléricales de l'empereur Joseph II. Camille Desmoulins associait les deux Révolutions. Ce fut un journaliste admirable, mêlant aux plus généreuses passions de cette époque tempétueuse le spirituel et lumineux sourire, digne de l'Athènes antique, qui avait brillé d'un éclat si incomparable dans les chefs-d'œuvre du dix-huitième siècle. Peu après, il allait épouser cette Lucile qui devait être sa compagne dans la mort, comme dans la vie.

Entre tous les journalistes d'alors, Loustalot était celui qui devait le plus vite conquérir la confiance du public. C'est qu'avec son dévouement enthousiaste à la cause de la Révolution, c'était le plus pondéré, le plus mesuré de tous. Étonnamment désintéressé, jusqu'à sacrifier le souci de sa réputation et de sa popularité (car il ne voulut jamais mettre son nom au bas de ses articles), il accomplissait sa fonction de journaliste comme un grave devoir, comme une haute et noble mission, se gardant des emportements et des préventions, ne laissant la parole qu'à la raison. Son succès fut prodigieux. Son journal atteignit parfois un tirage de 200.000 exemplaires. Il était condamné à mourir jeune. Il succomba, au bout d'un an (en septembre 1790), à une maladie aggravée par la douleur de voir la cause de la liberté passagèrement compromise par des événements que nous verrons bientôt se dérouler. Toutes les sociétés populaires portèrent son deuil.

Les royalistes, eux aussi, se jetaient dans les combats de presse. Leur journal le plus lu, rédigé par un groupe d'ennemis furieux de la Révolution dont le plus connu, Rivarol, était déjà célèbre par ses bons mots, s'appelait les *Actes des Apôtres*. Ils dépensaient beaucoup d'esprit dans cette feuille satirique; mais, en même temps, ils y faisaient preuve d'une violence inouïe; ils y multipliaient, sans respecter même les femmes, les attaques personnelles les plus outrageantes et les plus calomnieuses; leurs plaisanteries les plus ordinaires consistaient à vouer les hommes du parti opposé au bagne ou à la potence. On eût dit que le plaisir de se venger de leurs adversaires par l'injure et la diffamation avait pour eux plus de prix que le souci de ramener l'esprit public. C'est souvent le travers des aristocraties, infatuées de la supériorité qu'elles s'attribuent, de substituer de méprisantes insultes aux raisons dans les luttes de presse, comme si leurs adversaires ne leur semblaient pas dignes d'une discussion sérieuse, et comme si elles prétendaient les traiter en laquais révoltés.

Le Paris d'alors n'avait pas seulement ses journaux : il avait ses clubs. Tout d'abord, le Club des Jacobins. Dès le début des États généraux, à Versailles, quelques députés de Bretagne avaient pris l'habitude de se réunir pour se concerter entre eux. Leur réunion fut appelée le Club Breton. Bientôt, un certain nombre de députés les plus importants se joignirent à eux. Mirabeau, Bailly, Lafayette, le duc de La Rochefoucauld, formaient la société des Amis de la Constitution, qui s'assemblait dans une salle de Versailles appelée le « Reposoir ». Quand le Roi et l'Assemblée furent à Paris, c'est là qu'il fallut chercher un local. Il y avait rue Saint-Honoré, à la hauteur du marché actuel, un couvent de Dominicains, ou, comme on disait, de « Jacobins ». La société s'y installa, à la Bibliothèque d'abord, puis dans l'église, quand bientôt



Club des Cordeliers (devenu le Musée Dupuytren).
(Musée Carnavalet.)

après les couvents furent supprimés; et, une fois à Paris, elle ouvrit ses rangs à des membres pris en dehors de l'Assemblée. Le Club des Jacobins (tel était désormais son nom) allait étrangement se modifier et s'étendre; de nombreuses sociétés de province se créèrent, s'affilièrent à la société parisienne, entrèrent en correspondance avec elle, surveillèrent pour elle la France et y transpirent son impulsion. En même temps, à mesure que le cours de la Révolution se précipitait, des éléments plus avancés envahissaient les Jacobins et y devenaient les maîtres; en sorte que les modérés de la première heure, avec Bailly et Lafayette, durent faire scission, et former à côté le Club des « Feuillants ». Ainsi s'établit peu à peu cette formidable puissance des Jacobins, formant comme une autre Assemblée sans titre officiel, à côté de l'Assemblée élue, sur laquelle elle exercera une influence souvent décisive, étendant sur le territoire tout entier son réseau de sociétés filiales, dont chacune conquerrait une forte action locale, et destinée à devenir, dans les orages de l'avenir, une sorte de gouvernement de fait, jusqu'au jour où la chute et la mort de Robespierre entraîneront sa destruction.

Un autre club, d'un caractère différent, devait prendre une action considérable sur l'histoire de la Révolution. Si l'on suit la rue de l'École-de-Médecine, en se dirigeant vers le boulevard Saint-Michel, on voit à droite, dans une vaste cour, un bâtiment gothique, reste d'un ancien couvent, qui abrite aujourd'hui un musée médical. Le couvent était celui des Cordeliers : le bâtiment servait de lieu de réunion au club du même nom. Dans celui-ci, plus de députés, mais les éléments populaires y pénétraient largement. Là, l'influence maîtresse appartenait à un avocat aux Conseils, de trente ans, encore inconnu, qui, jouissant d'une situation aisée (il avait acheté cher une charge qui lui rapportait d'assez gros bénéfices), n'en sentait pas moins brûler dans sa poitrine toutes les passions des foules. C'était un homme d'une prestance et d'une force athlétiques, d'une puissante laideur (il avait eu, dit-on, le nez écrasé dans son enfance), né pour répandre autour de lui la flamme qui l'embrasait, et pour exercer sur les hommes une action souveraine. Rien d'étrange comme son éloquence haletante, orageuse, incohérente, pleine de brusques soubresauts, brûlante comme l'éruption d'un volcan, roulant pêle-mêle dans un désordre d'arguments passionnés des formules éclatantes comme des coups de foudre. Nul développement, nulle suite préparée dans les idées, et pourtant, quand on attache les regards à une page d'un recueil de ses discours, on est pris, on se sent comme soulevé et emporté, et l'on va jusqu'au bout, si imparfaites que puissent être les reproductions qui nous restent de ces hasardeuses improvisations. Mais, derrière cet orateur ardent, dont la parole avait tout l'élan tumultueux de la Révolution, il y avait, avec un cœur généreux, un politique aussi clairvoyant qu'énergique, je puis dire tout le génie d'un véritable homme d'État. Il n'était point porté aux œuvres méditées, il n'écrivait guère : c'était un homme d'inspiration et un homme d'action. Son influence était encore restreinte à un groupe peu nombreux; mais il formait autour de lui un état-major d'hommes de grande valeur. Dès lors, il était lié à Camille Desmoulins par une amitié étroite qui n'allait pas sans une certaine domination. Il semble que Mirabeau l'a connu, apprécié et peut-être employé. Cet homme était Danton, qui devait être plus tard, après Mirabeau et aux heures les plus terribles, l'âme de la Révolution.

V. — L'œuvre de l'Assemblée constituante.

L'Assemblée nationale avait « remis à la disposition de la nation », c'est-à-dire repris à l'Église et livré à l'État, ces biens ecclésiastiques et monastiques qui, s'accroissant sans cesse dans le cours des siècles, avaient fini par s'étendre sur une portion démesurée du territoire et par envahir une part énorme de la fortune de la France.

On l'a accusée d'avoir ainsi fait œuvre de spoliation et violé le principe de la propriété individuelle. Si cela était vrai, elle aurait étrangement manqué à ses plus profondes convictions : car elle était, à peu près tout entière, passionnément attachée à ce principe. La vérité est qu'elle a voulu abolir ce qu'on appelle communément la propriété de mainmorte, sorte de propriété tout à fait différente de la « propriété individuelle » véritable.



LA CONSTITUTION FRANÇAISE.

Cette dernière est celle que les êtres humains acquièrent par leur travail ou reçoivent, soit par don, soit par héritage. Elle est, en quelque sorte, attachée à leur personnalité; elle est souvenue la récompense de leurs efforts; elle reste un des éléments de leur liberté; elle est garantie par le droit de chacun, comme tout ce qui relève légitimement de son individualité. Transmise à mesure que les générations disparaissent aux générations suivantes, elle reste toujours dans le mouvement vivant des sociétés, comme une sorte de patrimoine laissé par les ancêtres à leurs descendants, et que ceux-ci accroissent sans cesse.

En est-il de même des biens qu'un homme a donnés de son vivant ou légués après sa mort, pour fonder soit un couvent, soit même une œuvre d'utilité publique, comme un hôpital? A dater de ce moment, ces biens n'ont plus aucun propriétaire véritable de chair et d'os. S'il s'agit d'un couvent, les moines n'en sont nullement propriétaires; ils ont même fait vœu de ne rien posséder; ils vivent, il est vrai, sur les revenus du couvent, mais pour y obéir à la même pensée religieuse qui a dicté le testament du fondateur. S'il s'agit d'un hôpital, qui en est propriétaire? Ni les malades, ni le directeur, ni les médecins, ni les infirmiers. Les premiers en profitent passagèrement; les autres sont au service de la pensée du créateur de l'établissement; mais l'hôpital n'est à aucun d'eux. En réalité, le véritable propriétaire, dans un cas comme dans l'autre, c'est la volonté, c'est la pensée du mort qui a autrefois consacré une partie de ses biens à une œuvre qu'il jugeait utile; pensée qui lui survit dans l'institution qu'il a dotée. Au Moyen Age, nombre de testaments faits en faveur des établissements religieux étaient ainsi rédigés : « Je lègue à Dieu et à Saint Pierre », ou « à Dieu et à Saint François ». Les propriétaires qui bénéficiaient du legs étaient dans le ciel.

Il est aisé de comprendre le caractère anormal d'une telle propriété. Logiquement, pour que la loi humaine soit tenue de garantir une propriété, il faut qu'elle trouve devant elle un propriétaire vivant, une personne réelle ayant qualité pour faire valoir ses droits, et non une idée abstraite, une croyance ou une institution religieuse ou laïque. Assurément, dans la doctrine des lois actuelles et dans les limites de leurs prescriptions, chacun a le droit de disposer de sa propriété pour la donner de son vivant, ou la laisser à sa mort à toute personne qu'il lui semble bon d'en faire bénéficier. Mais encore faut-il que celui à qui il la fait passer soit un être ayant qualité pour la recevoir; et il ne peut appartenir à un particulier, quel qu'il soit, de faire de la croyance qui lui est chère ou de l'œuvre qu'il veut réaliser une sorte de personne morale, de personne légale, capable de devenir propriétaire de ce qu'il veut lui donner. Nos lois, il est vrai, reconnaissent à certaines institutions, à certains corps, à certains ensembles d'hommes unis pour une œuvre commune, une telle personnalité fictive ou morale qui leur confère les droits des personnes réelles et leur permet de posséder, d'acquérir, de recevoir, d'avoir et d'administrer des biens. Mais elles le font dans un but d'utilité publique, et comme c'est la loi seule qui leur attache ce caractère, la loi peut le leur retirer, sitôt que le législateur ne reconnaît plus, à l'institution qui en profite, l'utilité qui a motivé cette mesure exceptionnelle.

On voit sans peine combien il serait dangereux qu'il en fût autrement. Chaque donation, chaque disposition testamentaire consentie en faveur d'une institution religieuse ou laïque, ôte une part des biens de toute une nation aux générations qui se renouvellent sans cesse, pour l'immobiliser dans les propriétés d'une institution qui ne meurt pas et qui les garde à travers les âges. Michelet a dit des biens de mainmorte : « Oui, mainmorte pour lâcher, mais terriblement vivante pour prendre. » Il en résulte que, si l'État ne peut rien sur les biens de cette nature, ils vont fatalement grossissant d'un accroissement perpétuel, accaparent graduellement la fortune du pays, et dévorent, de par la volonté des testateurs morts peut-être depuis une longue suite de siècles, la part de richesses des générations nouvelles. C'est ce qui était arrivé à la fin de l'ancien régime. Turgot comparait ces biens, dont avaient disposé à jamais des hommes couchés depuis longtemps dans le sépulcre, à des tombeaux qu'ils auraient élevés à leurs croyances ou à leurs volontés; et il écrivait éloquentement : « Si tous les hommes qui ont vécu avaient eu un tombeau, le sol serait couvert de leurs sépultures; il faudrait les détruire pour pouvoir cultiver la terre, et disperser les cendres des morts pour nourrir les vivants. »

C'est en effet le grand Turgot, le ministre de Louis XVI, qui, dans un article de l'*Encyclopédie*, avait magnifiquement formulé la doctrine que l'Assemblée appliqua en reprenant les

biens du clergé; et Mirabeau, à la tribune, ne crut pas pouvoir mieux faire, pour justifier cette mesure, que de répéter textuellement un long passage de l'article de Turgot.

En prenant une mesure si importante, l'Assemblée ne donnait pas seulement à la France une fortune qui allait devenir son trésor pendant une longue suite de guerres terribles, et qui allait disperser les biens d'Église dans les mains laborieuses de la démocratie rurale; elle détruisait dans leur principe les biens de mainmorte, incompatibles avec les sociétés modernes. Au reste, elle allait assurer les moyens de vivre au clergé dépossédé, en lui accordant un budget de 134 millions : 12.000 à 50.000 francs aux évêques, 6.000 à 1.200 francs aux curés. La part des prélats était extrêmement diminuée : elle restait pourtant assez belle. Celle des curés était fort grossie : on a vu que, sous l'ancien régime, nombre d'entre eux avaient à peine de quoi vivre : 300 ou 400 francs par an. En leur assurant un minimum de 1.200 francs (avec la valeur de l'argent d'alors), l'Assemblée améliorait considérablement leur sort.

Peu après, elle interdit les vœux monastiques et supprima les couvents.

Puis elle entreprit une œuvre plus profonde et plus hasardeuse : celle de réorganiser, d'après les principes conformes à l'esprit nouveau, l'ensemble de l'Église catholique. Tel fut le but de la « Constitution civile du Clergé ».

Mais la Constituante n'arrêtait pas là son activité. En même temps, elle réorganisait de fond en comble la vieille France.

Dès l'automne de 1789, elle détruisait les anciennes provinces et, à leur place, établissait les départements actuels. Soucieuse d'effacer le souvenir des privilèges incohérents, des institutions bigarrées, des inégalités locales que l'ancien régime avait maintenues dans les diverses parties du territoire et de donner à la France pleine conscience de son unité, elle prit soin, en déterminant les nouvelles subdivisions, de les faire chevaucher sur les frontières des anciennes, et de répartir les populations de façon différente. On a reproché, à ce sujet, à l'Assemblée nationale d'avoir méconnu les affinités naturelles et historiques des diverses fractions de la France, de leur avoir substitué des groupements factices; d'avoir ainsi affaibli la vie locale au profit d'une centralisation excessive; et on a même songé quelquefois à rétablir les anciennes provinces. Il n'en faut pas moins constater que la France a pris l'habitude des départements actuels, que les populations qui y sont réunies se sont accoutumées sans difficulté à vivre ensemble, et qu'on aurait grand-peine aujourd'hui à changer les frontières tracées par la Constituante.

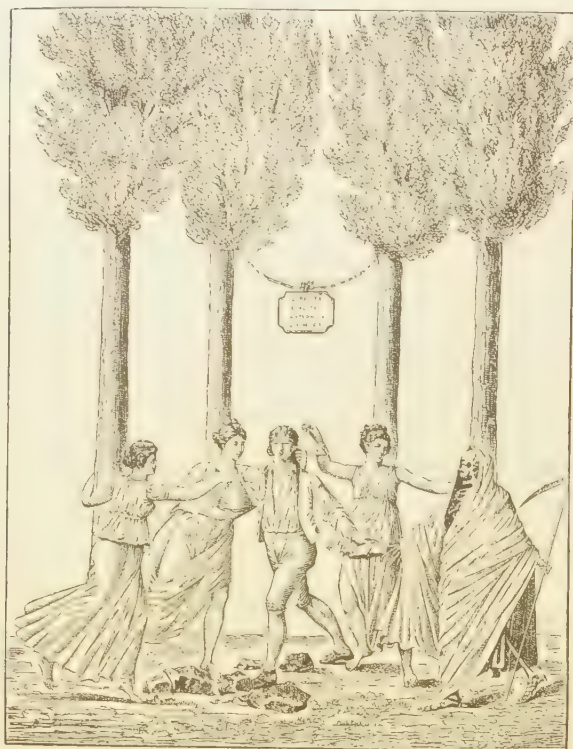
L'Assemblée établit dès l'origine la division des départements en arrondissements (alors appelés districts) et en cantons. C'est donc à elle que remonte l'organisation qui existe encore aujourd'hui. Fidèle au principe de liberté, elle décida qu'il y aurait dans toutes les communes des municipalités élues par la population, qui choisiraient chacune pour deux ans leur maire, à côté duquel un autre magistrat, également électif, le « procureur de la commune », était chargé de poursuivre les affaires et de défendre les intérêts de la communauté. Ajoutez, dans tous les districts, douze administrateurs; dans chaque département, trente, répartis entre une assemblée locale, appelée Conseil, et un « Directoire » chargé de la gestion des affaires. Point de préfets, point de sous-préfets; rien que des pouvoirs émanant du peuple et renouvelables à bref délai. Dans chacune des subdivisions du territoire, grande ou petite, la nation s'administrait elle-même.

Il fallait aussi organiser la Justice. Déjà l'Assemblée nationale avait hardiment réformé les abus les plus odieux de l'ancien droit pénal. Elle avait aboli la torture; elle avait décrété la publicité des débats; elle avait rendu les châtiments plus humains. Au printemps de 1790, elle procéda à une vaste et puissante organisation judiciaire. Là encore, elle ne craignit pas d'introduire dans sa réforme le principe électif. Elle ne voulut point de magistrats nommés par le pouvoir et rendus irresponsables par l'inamovibilité. Elle remit au peuple le droit de nommer ses juges. Elle avait un grand exemple sous les yeux. Dans la jeune République américaine des États-Unis, les juges étaient nommés par les électeurs; ils le sont encore aujourd'hui.

L'Assemblée établit un tribunal par district, c'est-à-dire par arrondissement. Comme elle ne voulut ni priver les justiciables du droit de faire reviser un jugement, suivant eux mauvais, ni créer une hiérarchie et une inégalité entre les tribunaux, elle établit un droit d'appel d'un tribunal d'arrondissement à un autre. En matière criminelle, elle emprunta à l'Angleterre l'excellente institution du jury, qui, au point de vue des faits, fait juger les accusés par des citoyens

tirés au sort. Elle divisa en deux les fonctions remplies chez nous par le ministère public. Des magistrats élus par le peuple furent chargés de la recherche et de la poursuite des délits et des crimes. Des magistrats inamovibles, nommés par le Roi, eurent la mission de défendre devant les tribunaux le respect des lois.

Elle compléta enfin cette organisation par deux institutions excellentes. Au sommet, elle institua un tribunal suprême, destiné non à juger lui-même les procès, mais à fixer et à maintenir la véritable interprétation des lois, en cassant les jugements contraires à cette interprétation et en renvoyant l'affaire à un autre tribunal. A la base, elle établit une juridiction plus humble, plus simple, procédant plus rapidement et à moins de frais, et s'efforçant d'amener les parties à une conciliation : celle des juges de paix. Sauf le principe de l'élection, cette organisation subsiste encore aujourd'hui dans ses traits essentiels.



Liberté, Égalité, Fraternité ou la Mort.
(Collection du baron Vinck d'Orp, à Bruxelles).

L'Assemblée avait voté aussi la loi électorale. Là, elle semble avoir obéi à un sentiment médiocrement démocratique. Elle restreignit l'usage des droits politiques, et se montra moins large qu'on ne l'avait été pour les votes dont elle était sortie. Elle ne se borna pas à maintenir l'élection à deux degrés, la masse des citoyens choisissant parmi eux des électeurs qui, à leur tour, nommeraient les membres de l'Assemblée; elle décida que pour être « citoyen actif », c'est-à-dire électeur du premier degré, il faudrait payer un impôt égal à la valeur locale de trois journées de travail, et pour être électeur du degré le plus élevé, un impôt égal à dix journées. Pour être éligible, il fallait payer une contribution directe égale à la valeur d'un marc d'argent, et, en outre, avoir une propriété foncière quelconque.

Ainsi, elle s'éloignait du suffrage universel, au lieu de s'en rapprocher. Elle obéissait, il est vrai, à des préoccupations qu'on peut comprendre, puisqu'un historien tel que notre grand Michelet, passionné entre tous pour la cause de la démocratie, l'a louée d'avoir établi ces

restrictions. Michelet estime qu'en laissant le bulletin de vote à l'ensemble des malheureux que la misère plaçait dans la dépendance des seigneurs et des riches, elle aurait permis à ceux-ci, par leur pression sur les suffrages, d'introduire dans la prochaine Assemblée un grand nombre d'ennemis de la Révolution. Rien de pareil, il est vrai, ne s'était produit pour les élections des États généraux. Mais alors un souffle irrésistible de réformes passait sur toute la France; il y avait dans le pays une sorte d'unanimité; nul ne prévoyait de quel pas la Révolution marcherait; on n'avait guère songé nulle part à entrer en lutte contre le mouvement des esprits. Maintenant, le conflit était ouvert partout entre les privilégiés si rapidement, si hardiment dépossédés, et le peuple rentré en possession de ses droits, conflit qui ressemblait déjà à une sorte de guerre civile, éclatant çà et là en incidents violents. Il y avait lieu de craindre qu'aux élections prochaines, les ennemis du mouvement populaire ne missent en œuvre, pour préparer leur revanche, tous les moyens que leur assuraient leur ancienne domination et leur situation de fortune encore prépondérante.

En matière financière, l'Assemblée, dès le mois de décembre 1789, avait créé les assignats. C'était une idée toute naturelle, dans les embarras du Trésor, que d'avoir recours à une monnaie de papier, assez bien garantie pour garder son crédit auprès du public. A cet égard, on était fort en retard en France. Déjà, depuis la fin du dernier siècle, l'Angleterre avait une banque d'État, qui escomptait le papier des commerçants, qui émettait en échange un papier reçu comme monnaie dans tout le royaume, et avait pu de la sorte faire d'importantes avances au Gouvernement.

On avait essayé, dans les années qui précédèrent la Révolution, d'établir à Paris une banque d'escompte. Necker, au milieu de ses embarras financiers, voulut en faire une banque d'État, et l'Assemblée adopta sa proposition. Mais ce n'est pas au milieu d'une crise comme celle qu'on traversait alors, quand, dans le bouleversement du pays, les affaires étaient comme suspendues, qu'une telle institution pouvait s'acclimater et réussir. L'Assemblée songea à un autre moyen d'émettre et de gager un papier-monnaie. Elle avait « mis à la disposition de l'État » des biens d'une valeur énorme, les biens d'Église, auxquels elle ajouta le domaine royal. C'est sur ces biens fonciers qu'elle gagea ses « assignats ». En attendant qu'ils fussent vendus, elle créa un papier-monnaie qui représentait une partie de leur valeur, et avec lequel on pouvait les payer quand on les achetait.

Au bout de quelques années, les assignats se trouvèrent dépréciés dans des proportions formidables : ils tombèrent au centième de leur valeur et donnèrent lieu à d'épouvantables agiotages. Mais ils avaient fourni à la France les ressources nécessaires pour soutenir une lutte de géants contre toute l'Europe coalisée. Il eût été surprenant qu'aucune ressource financière, si solide qu'elle fût, eût pu résister à un effort aussi colossal et aussi prolongé. La guerre que les États-Unis d'Amérique ont dû soutenir contre l'Angleterre, et avec le secours de la France, était assurément bien peu de chose en comparaison. Le papier-monnaie avec lequel ils en avaient fait les frais n'en eut pas moins le même sort que les assignats.

On peut même dire que ceux-ci eurent à lutter contre une cause de ruine beaucoup plus redoutable. Dès que le conflit armé eut éclaté entre la France révolutionnaire d'un côté, l'Europe, les émigrés et les insurrections de l'intérieur de l'autre, les ennemis de la France nouvelle n'éprouvèrent aucun scrupule à employer contre elle le faux et la fausse monnaie. Il y avait une machine à fabriquer de faux assignats dans les bagages des émigrés qui entrèrent en France avec la première armée d'invasion, dès 1792. Il y eut longtemps une fabrication de faux assignats à Jersey. On en introduisit ainsi pour des sommes énormes.

Ainsi, sans une longue suite de guerres terribles que nul alors ne pouvait prévoir, et sans la honteuse fabrication de fausse monnaie qui en fut la conséquence, les assignats auraient probablement réussi. Même avec leur lamentable dépréciation, ils n'en furent pas moins un instrument de salut pour les libertés et l'existence même de la patrie française.

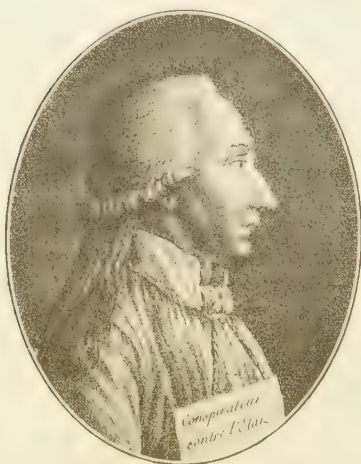
Ajoutez à cela quelques mesures de justice, comme la restitution de leurs droits politiques aux protestants, aux juifs et aux comédiens; telle fut l'œuvre accomplie par l'Assemblée nationale, entre son retour à Paris au mois d'octobre, et l'anniversaire de la prise de la Bastille, c'est-à-dire dans les neuf premiers mois où elle ait pu se mettre à l'œuvre à l'abri des entreprises de la cour, réduite à l'impuissance.

Quelle œuvre ! Et à quelle époque en accomplit-on une pareille, je ne dis pas dans un aussi court espace de temps, mais en un siècle entier ? Une immense réorganisation religieuse, administrative, judiciaire; une organisation financière qui devait armer la France contre ses ennemis; une formidable destruction d'abus; la reconstruction d'une société faite de privilégiés, sur les bases du droit; et tout cela si solide et si durable, que les réactions qui ont suivi n'ont pu en démolir la plupart des dispositions essentielles; et tout cela accompli hâtivement, au milieu de troubles, de désordres, d'alarmes, d'attaques et d'insultes furieuses ! Quelles qu'aient été les erreurs qui se sont mêlées à cette œuvre immortelle, nous pouvons dire avec orgueil qu'aucun peuple n'a rien de pareil dans ses annales. Assurément, il convient de remarquer qu'une pareille œuvre aurait été impossible, si la philosophie du dix-huitième siècle n'en avait à la longue préparé les éléments. Mais c'était une bien admirable génération que celle qui a pu introduire dans notre histoire le souvenir d'une si glorieuse rénovation.

VI. — La Constituante. — Conflits et défections.

Pendant que l'Assemblée accomplissait cette œuvre prodigieuse, les éléments de résistance s'irritaient, se resserraient et tentaient de se révolter : d'abord, le clergé, les parlements, les particularismes provinciaux.

Dès l'automne de 1789, on essayait de soulever cette Bretagne, que son esprit local, très fort, sa dévotion encore fervente, ses mœurs et sa langue distincte de la nôtre, le souvenir encore vivant de son existence propre à peu près séparée jusqu'au seizième siècle de celle de la France, semblaient désigner comme la plus propre à un conflit avec la Révolution, et qui devait, en effet, plus tard, soutenir contre elle une lutte acharnée. Le 14 octobre, l'évêque de Tréguier publiait une sorte de manifeste de guerre civile, déclarant le Roi captif et la religion détruite. Les nobles excitaient les paysans, les embrigadaient avec leurs gens. Poussés par eux, des révoltés arrêtaient à Lannion les blés destinés à Brest. Le parlement de Rennes, en même temps, attisait l'esprit de rébellion, au nom des vieux privilèges de la province. Mais, dans les campagnes, le mouvement n'était pas encore mûr. Et toutes les villes étaient passionnément attachées à la cause des libertés nouvelles. Les plus proches s'armèrent et marchèrent en masse; les autres offrirent de l'argent pour organiser la lutte. Le convoi de blé fut repris; le manifeste de l'évêque de Tréguier échoua, et le parlement de Bretagne, mandé à la barre de l'Assemblée, dut venir y recevoir la leçon qu'il méritait.



T. M. Favras, exécuté le 19 février 1790, place de Grève, accusé d'avoir projeté l'enlèvement du Roi et de sa famille.
Gravure de Bonneville, conservée au Cabinet des estampes.

D'autres tentatives analogues échouaient plus misérablement encore. On a vu, avant la réunion des États généraux, le Dauphiné prêcher d'exemple et prendre l'initiative d'un véritable mouvement révolutionnaire. L'un des chefs du mouvement était Mounier. Maintenant, Mounier se jetait dans la réaction; fugitif, il essayait dans le Dauphiné un mouvement contraire et tentait, contre l'Assemblée, une convocation des États provinciaux. La tentative avorta piteusement, comme celle des parlements de Toulouse et de Bordeaux. Le peuple, les municipalités étaient debout et accusaient, confondaient, réduisaient à

l'impuissance ces velléités de résistance.

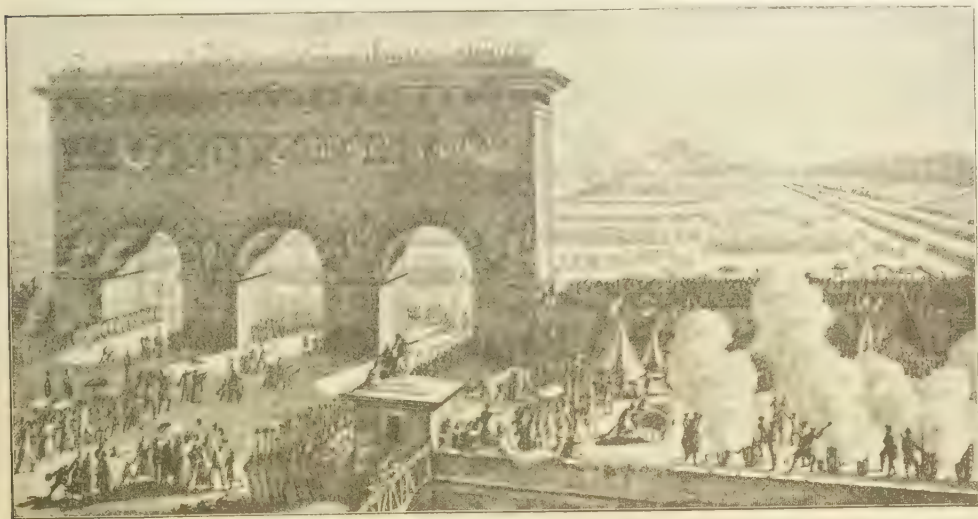
Les complots n'avaient pas plus de succès. Un certain marquis de Favras en avait organisé un pour enlever le Roi. Il semble même qu'il voulait assassiner Bailly et Lafayette. Ce marquis de Favras paraît avoir été l'instrument de Monsieur, frère du Roi (le futur Louis XVIII). Le complot fut découvert, et son auteur arrêté. Abandonné par la cour et renié par ceux qui probablement l'avaient mis en avant, il fut traduit devant le Châtelet, qui venait d'exaspérer l'opinion en renvoyant absous les organisateurs de la tentative de coup d'État préparée à la veille de la prise de la Bastille, et qui, par voie de compensation peut-être, fut impitoyable pour Favras. Celui-ci fut condamné à mort. On l'exécuta le 18 février sur la place de Grève. Le peuple était venu en foule voir pendre un marquis. Il eut le courage de mourir sans dénoncer ni compromettre personne. Le mois suivant, on découvrait un nouveau complot : celui-ci organisé par M. de Maillebois, probablement l'agent d'un autre frère du Roi, le comte d'Artois.

D'autres ennemis de la Révolution avaient renoncé à lutter contre elle en France : ils abandonnaient à ses destinées le grand pays où le mouvement populaire se déroulait avec une force irrésistible, et cherchaient un refuge à l'étranger. On a vu l'émigration commencer dès le lendemain de la prise de la Bastille, par les princes du sang et les familiers de la Reine. Elle se développa à mesure que les semaines, que les mois s'écoulaient; un certain nombre de membres de

l'Assemblée, parmi ceux qui siégeaient à droite, suivirent l'exemple qu'on leur avait donné de haut. Nombre d'officiers aussi quittaient déjà la France.

En même temps, des divisions et des défections se produisaient dans le parti même de la Révolution. Bon nombre des ouvriers de la première heure trouvaient que le mouvement auquel ils avaient collaboré allait trop vite et trop loin. Lafayette, Bailly, Sieyès étaient de ceux-là. Quoique les souvenirs les plus glorieux de sa vie le rattachassent à la République américaine, Lafayette était resté royaliste. Effrayé du tour que prenaient les événements, il avait fait des avances à la cour. Il y avait au Palais-Royal un club dit Club de 1789, où Lafayette, Bailly, Talleyrand se réunissaient avec ceux qui trouvaient qu'il était temps d'enrayer le mouvement.

La Révolution avait perdu son plus puissant champion : Mirabeau. Mirabeau lui-même s'était livré à la cour. On l'avait déjà vu, notamment à propos du « veto », laisser percer l'aristocrate attaché à la royauté, qui chez lui restait bien vivant sous le tribun. Il ambitionnait le pouvoir, et rien de plus légitime. On s'était obstiné à lui en fermer l'accès. L'Assemblée nationale avait décidé qu'aucun de ses membres ne pourrait ni devenir ministre ni exercer aucune



La Fête de la Fédération au Champ-de-Mars.
Dessin de Prieur, gravé par Berthault.

fonction, méconnaissant ainsi étrangement les conditions naturelles du gouvernement d'un pays libre. Décider que ceux qui exerceraient le pouvoir resteraient étrangers aux élus du pays, qui perdrait ainsi le moyen de prendre sur la marche des choses, par ses représentants autorisés, une influence efficace, c'était presque forcément mettre aux prises dans l'État deux actions contraires, et laisser le pouvoir exécutif en dehors et à l'abri de la volonté nationale. C'était surtout ménager au Roi, dans son antagonisme plus ou moins dissimulé, mais notoire et certain, contre l'esprit de la Révolution représenté par l'Assemblée, les moyens d'opposer à son aise les ministres dont il s'entourerait au mouvement populaire contre lequel il résistait. Dans tous les gouvernements parlementaires, les Assemblées élues par le pays ont le moyen de faire pénétrer l'esprit qui les anime dans le pouvoir exécutif, responsable devant elles, et où leurs membres ont accès. Et l'exemple déjà séculaire de l'Angleterre aurait pu enseigner à l'Assemblée nationale qu'il y avait là une condition essentielle de gouvernement du pays par lui-même.

Les méfiances et les jalousies inspirées par Mirabeau ne furent sans doute pas étrangères à cette décision. Il n'allait pas tarder à justifier au moins les méfiances. Dès le 15 octobre 1789, il s'offrit à la cour par l'intermédiaire de son ami La Marck. De longs mois devaient pourtant s'écouler avant que le traité fût conclu. La famille royale et la cour, dans leur esprit étroit, ne

pouvaient ni surmonter leur profonde aversion contre tous ceux qui avaient joué un grand rôle dans la Révolution, ni comprendre la force précieuse qu'ils pouvaient leur apporter. Les préventions contre Mirabeau et Lafayette étaient trop fortes pour qu'on se rapprochât d'eux.

Chose étrange ! Il fallut que ce fût l'Autriche qui décidât Marie-Antoinette à accepter les offres de Mirabeau. Il voulut avoir une entrevue avec la Reine, lui demanda la permission de lui baiser la main, et lui dit : « Maintenant, Madame, la monarchie est sauvée. » En échange de ses services, il recevait des sommes considérables, et cela avec une telle audace, que lui, qu'on savait couvert de dettes criardes, il afficha brusquement un luxe exorbitant.

Si la Révolution était menacée par les résistances et les révoltes qu'elle rencontrait, par les émigrés qui allaient lui chercher des ennemis au dehors, par les défections qui se produisaient dans les rangs de ses premiers amis, le peuple, sur toute la surface de la France, se levait et s'organisait pour la défendre. Contre la crainte des brigands d'abord, puis contre les tentatives d'agressions réactionnaires, les villes et les villages des diverses provinces s'entendaient, se concertaient, faisaient des réunions de leurs délégués, et formaient des sortes de ligues locales, armées pour la cause du peuple. C'est ce qu'on appela les « fédérations ». Bientôt, par un mouvement absolument spontané, le territoire fut couvert de ces organisations formées pour affirmer l'idée nationale et pour défendre les libertés nouvelles. On eut l'heureuse pensée de célébrer le premier anniversaire de la prise de la Bastille par une vaste solennité pour laquelle on réunirait à Paris les fédérations de toute la France. Telle fut l'origine de notre fête du 14 juillet, que la République a rétablie et que nous célébrons tous les ans.

C'est le Champ-de-Mars qui fut choisi pour la célébration de la première fête de la Révolution. Aussitôt des milliers d'ouvriers se mirent à l'œuvre pour adapter le terrain à la solennité projetée. Ouvriers volontaires, pour la plupart. Des maires arrivaient en tête de leurs administrés, des curés à la tête de leur paroisse, pour manier la pioche, la pelle et la brouette. Des femmes même, et des femmes élégantes, s'offraient au travail. La statue de Louis XIV sur la place des Victoires avait, autour de l'image du grand Roi, des statues des provinces conquises par lui et qu'on avait placées à ses pieds avec l'insolence de l'orgueil royal. On les fit disparaître, pour que rien ne rappelât le souvenir humiliant de la force brutale aux bons Français qui venaient s'offrir librement à l'unité nationale, créée en partie à l'origine par la violence des armes.

Toutes les provinces envoyèrent par milliers leurs représentants à la fête. Ce fut une magnifique journée, toute débordante d'enthousiasme, et sur laquelle planait l'âme de la Patrie française enfin en possession de toutes ses libertés et de la plénitude de son existence nationale. Une messe solennelle y fut célébrée, sur un autel élevé au milieu du Champ-de-Mars, par l'évêque d'Autun ; un bien étrange évêque, fort peu religieux, et alors tout acquis à la cause de la Révolution. C'était ce Talleyrand, encore tout jeune, qui devait, après avoir jeté sa soutane violette aux orties, jouer un si grand rôle dans les gouvernements de Napoléon, de Louis XVIII et de Louis-Philippe.

A cette grande et belle journée devait succéder bien vite une journée qui fut singulièrement douloureuse pour les partisans les plus passionnés du mouvement populaire. Dans l'armée, plus peut-être que partout ailleurs, des divisions acharnées séparaient les amis et les ennemis de la Révolution. Les soldats, si humiliés, si abaissés, si dépouillés sous l'ancien régime, se trouvaient en face de leurs chefs, tous pris dans la classe nobiliaire, presque tous pleins de leur orgueil de caste, presque tous remplis d'une haine furieuse contre le nouvel ordre de choses. Ajoutez que, parfois, des malversations au détriment des soldats étaient commises alors par ces derniers. A Nancy, trois régiments « patriotes », comme on disait alors, c'est-à-dire amis de la Révolution, deux régiments d'infanterie, Chateaufort et le régiment du Roy, un régiment de cavalerie, Mestre de Camp, se plaignirent de méfaits de cette nature. L'Assemblée nationale ordonna une enquête : mais elle fut confiée à un officier partial, brutal et provocant, Malseigne, qui répondit par des menaces et des injures. Le commandant de Nancy adressa à l'Assemblée des plaintes contre ses soldats. Huit soldats, envoyés à l'Assemblée pour répondre, furent jetés en prison par ordre de Bailly et de Lafayette. La Garde nationale soutenant auprès de l'Assemblée les griefs de la troupe, celle-ci décida l'envoi de deux de ses membres pour vérifier les faits. Mais ils n'eurent pas le temps d'arriver. Le commandant en chef de cette partie de l'armée,

Bouillé (celui qui était dès lors mêlé à tous les projets d'enlèvement du Roi), marcha sur Nancy, y pénétra de vive force et joncha les rues de la ville de trois mille cadavres. Il paraît que cela ne lui suffisait pas. Trente-deux soldats de Chateaufort furent condamnés à mort et fusillés, quarante-deux envoyés aux galères pour trente ans. L'Assemblée nationale eut le triste courage de féliciter les « sauveurs de l'ordre » par un vote.

On a vu que les hommes qui avaient eu le plus grand rôle au début de la Révolution étaient successivement dépassés par le mouvement irrésistible des événements et des idées. Necker le comprit à son tour; à la suite d'un vote de l'Assemblée, qui malgré lui décida l'émission de huit cent millions d'assignats nouveaux, il donna sa démission; mais, plus sage que d'autres, il ne passa point à la cause opposée; il prit sa retraite, retourna en Suisse et termina son existence dans la vie privée.

Après son départ, le ministère était entièrement livré à la cour; l'Assemblée aurait eu



Affaire de Nancy. — Mort de Désilles, le 31 août 1790.
Gravure de Berthault, d'après Prieur (Bibliothèque nationale).

une belle occasion de constater la faute qu'elle avait commise, en laissant entièrement le Gouvernement en dehors de toute influence de la représentation nationale. Ce ne fut pas elle, pourtant, qui s'aperçut de l'absurdité d'une telle situation. Le 10 novembre 1790, une députation de la commune de Paris venait lui dénoncer le ministère presque tout entier composé d'ennemis. Bailly était à la tête de cette députation; on put penser qu'il s'y trouvait à contre-cœur et n'avait pu se refuser à l'accompagner. Mais celui qui porta la parole était Danton, qui commença ainsi son rôle public. Louis XVI recula devant cette manifestation, et les ministres impopulaires furent remplacés.

De graves symptômes annonçaient que les ennemis de la Révolution n'avaient point désarmé. C'est l'épée et le pistolet à la main que les fidèles de la royauté s'attaquaient aux représentants attachés à la cause du peuple, même les plus modérés. C'étaient des duels continuels. Déjà Lameth avait été grièvement blessé dans une rencontre avec de Castries. Le peuple pilla l'hôtel de Castries à la suite de cette affaire. Bientôt une question plus grave allait être posée par un incident nouveau : celle de l'émigration. Les tantes de Louis XVI elles-mêmes

partaient pour passer à l'étranger avec un passeport signé par le Roi. Elles furent arrêtées en route, en Bourgogne. L'Assemblée rendit un décret pour leur permettre de continuer leur voyage. Mais, en même temps, elle vit le péril et chargea un de ses Comités de lui présenter un projet de loi sur l'émigration.

C'était l'inviter à résoudre un problème insoluble. Il est évident, d'une part, que le droit de voyager à l'étranger est un droit élémentaire qu'on ne peut nier sans une violation manifeste de la liberté. Il n'était guère moins évident, à ce moment, que ceux qui quittaient la France se déclaraient par là-même les ennemis de la France nouvelle et se préparaient à la combattre. Cela n'était point douteux, surtout quand on voyait les membres de la famille royale s'éloigner du Roi, non sans espoir, assurément, qu'il viendrait les retrouver. La situation devait bientôt être éclaircie quand les émigrés eurent réussi à armer les monarchies étrangères contre la Révolution et marchèrent contre elle dans leurs rangs. Mais au mois de février 1791, on était encore en pleine paix.

Le 28 février, Le Chapelier apporta à l'Assemblée un projet contre l'émigration, en l'avouant « contraire au principe ». Robespierre le combattit, Mirabeau le combattit plus violemment encore. « Si vous votez une telle loi, s'écria-t-il, je jure de lui désobéir. » L'Assemblée, indécise, renvoya la question à son Comité. Elle devait, quelques semaines après, abolir la liberté des émigrations à la suite d'un nouveau rapport.



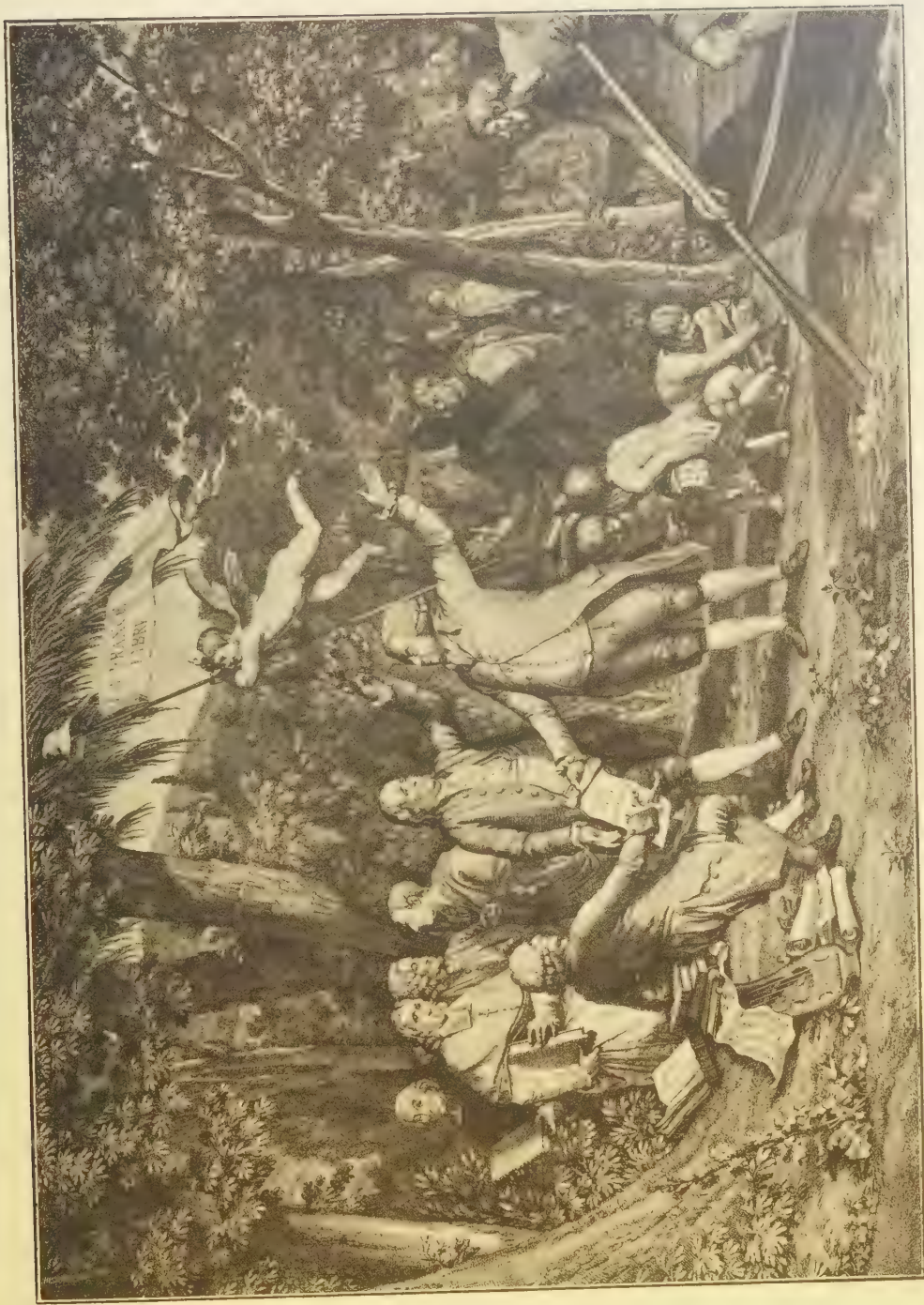
Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord.
D'après une gravure sur cuivre de Levachez.

Déjà, à la fin de 1790, on avait procédé à l'élection des nouveaux magistrats; et les choix du peuple avaient prouvé qu'il était fort capable d'en faire de bons. Quelques mois plus tard (mars 1791), on élut les nouveaux évêques. Le vaillant et honnête curé Grégoire, qui avait été des premiers à réclamer la réunion du clergé aux communes, et qui avait joué un rôle important dans les débats de l'Assemblée, fut nommé évêque de Blois. Parmi ceux qui figurent dans les événements postérieurs, il faut citer aussi Lamourette élu à Dijon, et Gobel à Paris. Ces élections donnèrent le curieux spectacle d'un évêque de l'ancien régime excommunié. Talleyrand, issu d'une des grandes familles de l'ancienne royauté, avait été nommé évêque d'Autun à trente-quatre ans. Toute sa vocation ecclésiastique consistait en ce malheur qu'il était boiteux, ce qui l'empêchait d'avoir une carrière militaire. Il fallait donc qu'il fût d'Église. D'ailleurs ami du plaisir, profondément

sceptique, prodigieusement spirituel, dénué de tout principe et de toute conscience, avec une intelligence supérieure. Il prêta le serment exigé par l'Assemblée, sacra les nouveaux évêques, et encourut pour cela l'excommunication spéciale prononcée par le Pape à l'occasion de la réorganisation de l'Église. D'évêque, il allait devenir diplomate et jouer un grand rôle à ce titre pendant un demi-siècle.

Le schisme religieux qui devait naître de la « Constitution civile du clergé » commençait à se déclarer. La plus grande partie du clergé refusait le serment, même sur les bancs de l'Assemblée, et l'agitation dévote qui allait produire tant de troubles et tant de déchirements se propageait dans le pays.

Cependant, on commençait à apercevoir les conséquences du pacte, encore inconnu, qui liait Mirabeau à la cour. Le peuple ne reconnaissait plus son grand orateur. On était stupéfait de le voir consacrer son éloquence à soutenir les causes les plus contraires à l'esprit de la Révolution. Il s'aliéna surtout l'esprit public quand, le droit de déclarer la guerre étant venu en discussion, il soutint la thèse qui consistait à l'accorder au Roi; comme s'il pouvait dépendre de la volonté d'un seul de jeter un grand pays dans les aventures d'un conflit sanglant, et d'ôter ainsi à la nation le droit de disposer de ses destinées; on sait que le Roi avait dès lors toute l'Europe monarchique comme alliée contre la Révolution, c'est-à-dire contre le peuple qu'il gouvernait.



Mirabeau arrive aux Champs-Élysées

Gravure de L.-J. Masquelier, d'après J.-M. Moreau jeune (Bibliothèque nationale).

Sur sa tête plane le Génie de la liberté portant une banderole avec cette inscription : « La France libre ». Il s'avance vers J.-J. Rousseau ; Franklin lui pose une couronne de chêne sur la tête ; Montesquieu, Voltaire, Mably et Fénelon viennent le recevoir. Sur sa droite, Cicéron s'entretient de l'orateur français et le contemplant ; des Génies le suivent chargés de ses œuvres.

prendre à la religion catholique l'église du Panthéon, et d'en faire la sépulture et comme le temple des grands hommes dont la France se glorifie. Mirabeau inaugura le Panthéon national, où bientôt Voltaire et Rousseau devaient venir le retrouver. On sait que notre République a repris l'idée de la Constituante pour y ensevelir ses grands hommes, et Victor Hugo le premier.

Au moment où nous en sommes arrivés, déjà l'orage s'amassait en Europe et menaçait la France révolutionnaire. Les monarchies voisines ne pouvaient pas voir sans crainte et sans colère notre nation conquérir toutes ses libertés et donner l'exemple à leurs sujets. Les prétextes ne manquaient pas pour nous chercher querelle. La suppression des droits féodaux avait lésé certains princes étrangers qui en possédaient chez nous, et le roi de Prusse avait promis de soutenir leurs revendications. Avec le Pape, le conflit était plus grave. Il ne résultait pas seulement des lois religieuses votées par l'Assemblée; on sait que le Souverain Pontife possédait en France, depuis le Moyen Age, une partie de la Provence, Avignon et le territoire qui l'entoure, et qu'on appelait le Comtat-Venaissin.

Les populations si françaises du Comtat-Venaissin n'avaient pu rester indifférentes au



Triomphe de Voltaire, le 11 juillet 1791.

Gravure de Berthault, d'après Prieur (Bibliothèque nationale).

grand mouvement populaire de la Révolution. Elles demandaient à l'Assemblée leur réunion à la France. L'Assemblée, tout d'abord, n'osa pas se prononcer et ajourna la question; mais elle devait bientôt y revenir.

VII. — La fin de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale avait accompli son œuvre presque entière, quand Mirabeau mourut. Pourtant la question qu'elle discuta aussitôt après était parmi les plus importantes. Il s'agissait du droit de tester. C'est sur cette question qu'elle entendit, lu par Talleyrand, le discours préparé par le grand orateur. La Révolution devait restreindre dans d'étroites limites le droit du mourant à avantager un de ses héritiers naturels, alors que les régimes monarchiques, en avantageant l'aîné ou en permettant de l'avantager, créaient au détriment des cadets la perpétuité des grandes fortunes nobiliaires. Elle a ainsi puissamment contribué à démocratiser la propriété, et établi un régime de justice entre les enfants d'une même famille. Le discours de Mirabeau était conçu en ce sens. Mais, cette fois, l'Assemblée ne prit pas de décision et ajourna la question.

C'est dans cette dernière partie de sa carrière qu'elle dotera la France d'un nouveau système d'impôts. Elle avait, à ses débuts, donné de l'impôt, dans un peuple libre, une formule admirable : chacun devant contribuer aux dépenses publiques « suivant ses facultés ». C'était la formule même de l'impôt sur le revenu. Elle y resta fidèle en supprimant tous les impôts indirects, qui taxant les besoins plus que les ressources, pèsent sur le pauvre plus que sur le riche ; — moins fidèle en maintenant les droits d'enregistrement. Ses impôts directs furent très mal conçus. Son comité, présidé par le duc de La Rochefoucauld, subissait l'influence d'une doctrine, visiblement fausse dès lors, et dont le développement des faits économiques a prouvé l'absurdité : que toutes les richesses, en réalité, venaient de la terre ; et que la terre, en conséquence, devait supporter tous les impôts. En conséquence, elle chargea les propriétés foncières d'une contribution exorbitante, de 20 %, devant donner 240 millions en principal, 300 millions en tout. Et c'est par une concession forcée, ce qu'elle considérait comme des préjugés, qu'elle y ajouta une contribution (de 60 millions seulement) sur les biens mobiliers, et un très petit impôt des patentes : les deux sans recherche du revenu réel, et calculé d'après les loyers. Ce système ne fonctionna guère sous la Révolution ; dans les convulsions terribles de cette époque bouleversée, on payait peu les impôts : le Trésor vivait des assignats ; mais il devait peser ensuite sur notre organisation fiscale et surcharger très injustement l'agriculture.

Une brusque surprise mit la France en émoi. On apprit soudain, le matin du 21 juin, que toute la famille royale s'était enfuie des Tuileries. Déjà, de vagues rumeurs avaient, depuis quelque temps, fait craindre cette fuite. Une correspondance d'Allemagne au journal le *Moniteur*

l'avait annoncée trois jours avant. Comme il était aisé de comprendre que si le Roi prenait un tel parti, ce serait pour aller se mettre à la tête d'un corps d'armée resté royaliste, on s'était inquiété de l'esprit des officiers. L'Assemblée avait commencé à penser aux réformes militaires : toute l'armée d'ancien régime restait intacte, avec ses cadres recrutés dans la caste nobiliaire, et doublement ennemi de la Révolution, à cause de leur origine et parce qu'ils voyaient leur privilège menacé. C'était un étrange aveuglement, de la part de l'Assemblée, de s'imaginer qu'elle pourrait impunément conserver comme chefs à l'armée de la France de véritables ennemis de la France nouvelle. L'Assemblée se refusa à adopter les propositions qui auraient pu mettre notre corps d'officiers en harmonie avec le nouvel état de choses. Elle se borna à leur imposer un serment. Elle aimait ce procédé : elle l'avait adopté pour le clergé ; elle avait elle-même multiplié les serments. Elle n'avait pas encore l'expérience que les événements ont donnée aux générations suivantes, et qui ont fait avec grande raison abolir les serments politiques par les Républiques de 1848 et de 1870.

On en était là, quand on apprit que Louis XVI, la Reine, leurs enfants, la gouvernante des enfants, et Madame Élisabeth, n'étaient plus aux Tuileries. Ils avaient quitté Paris la nuit, dans une grande voiture de voyage. M. de Bouillé avait échelonné des troupes depuis Châlons-sur-Marne, pour leur servir d'escorte. A Châlons, comme ils étaient en retard, le détachement de



Arrestation du Roi à Varennes, le 22 juin 1791.

Dessiné et gravé par Couché fils, terminé par Lejeune (Cabinet des estampes).

cavalerie qui devait les protéger, las d'attendre, était parti. A Sainte-Menehould, comme on relayait, Louis XVI mit la tête à la portière et fut reconnu par le maître de poste Drouet, un ancien dragon. Drouet alla avertir la municipalité. On se mit à la poursuite de la voiture, et on la rattrapa à Varennes. Là arrivait un détachement, envoyé par Bouillé, qui offrit au Roi de l'enlever de force : il ne voulut pas risquer l'aventure et se résigna mélancoliquement à reprendre le chemin de Paris.

Jamais Roi n'eut peut-être une aussi singulière escorte pour revenir dans son palais. Une foule armée de fusils, de bâtons et de fourches entourait la voiture et la gardait à vue. Entre Dormans et Épernay, on rencontra les trois membres de l'Assemblée, que celle-ci s'était hâtée d'envoyer au-devant de la famille royale : Pétion, l'un des députés les plus avancés, et qui alors était souvent aux côtés de Robespierre; Barnave qui, à la suite de ses luttes contre Mirabeau, avait acquis la réputation d'être un des plus fermes de la gauche, et un député plus obscur, nommé Latour-Maubourg. Pétion et Barnave montèrent dans la voiture. Il était écrit que la cause de la Révolution perdrait nombre de ses fidèles. Barnave, voyageant avec la Reine, ne résista pas au spectacle de deux beaux yeux mouillés de larmes. Il revint converti et passionnément royaliste.

En revanche, la fuite de Louis XVI mettait à une rude épreuve le royalisme de l'Assemblée. Elle n'en resta pas moins fidèle à ses opinions profondément monarchistes. Respectueuse de l'inviolabilité et de l'irresponsabilité du souverain, elle s'obstina à croire ou à feindre de croire qu'il avait été enlevé malgré lui, et qu'il fallait traduire en justice les compagnons ou les complices de sa fuite en le mettant hors de cause. Un tel procès eût été absurde : on se délivra vite de l'embarras de l'intenter. Louis XVI étant venu à l'Assemblée annonça qu'il acceptait la Constitution qu'on venait d'achever et promit de lui être fidèle; on l'acclama et on se hâta de voter une amnistie qui effaçait légalement les faits et les responsabilités de la fuite de Varennes.

Un affreux malheur suivit de près le retour du Roi. Une pensée s'était présentée à beaucoup d'esprits : la déchéance de Louis XVI. Il semblait, en effet, assez naturel de proclamer qu'il n'avait plus de droit au trône qu'il avait déserté, et sur lequel on l'avait ramené malgré lui. Une pétition fut rédigée en ce sens : elle devait être déposée au Champ-de-Mars, sur l'autel de la Patrie, le dimanche 17 juillet, pour recevoir les signatures qu'on voudrait lui apporter. Deux misérables, ce jour-là, s'étaient cachés sous l'autel, probablement dans une intention fort licencieuse. La foule les découvrit, les prit pour des conspirateurs et se rua sur eux de telle sorte qu'ils périrent dans la bagarre. On fit la lourde et coupable sottise d'aller les représenter à la municipalité comme deux défenseurs de l'ordre massacrés par une émeute. Celle-ci fit marcher la Garde nationale. On sait que Bailly et Lafayette n'étaient alors que trop disposés à frapper les révolutionnaires. L'Assemblée, pour le rétablissement de l'ordre, avait voté une loi implacable à la suite de l'assassinat d'un boulanger accusé d'accaparement et tué par la foule. Pour étouffer les émeutes, on devait arborer le drapeau rouge qui fut ainsi celui de la répression avant de devenir celui de la révolte. Après trois sommations, si la foule ne se dispersait pas, on sévissait.

Que se passa-t-il alors? Qui le saura jamais? Quand la foule et la troupe sont en présence, qui peut dire d'où est sorti le premier coup qui a déchaîné de sanglants malheurs? Il y eut, dit-on, des pierres jetées à la Garde nationale. Il y eut même un coup de pistolet. La Garde tira en l'air d'abord, à ce qu'on assure, puis sur la foule. Il y avait devant ses fusils, avec les hommes du parti avancé venus pour signer la pétition, les milliers de promeneurs d'un dimanche parisien que la curiosité réunit là où doit se produire quelque chose de curieux. En un instant, le sol fut rougi de sang et semé de cadavres et de blessés.

Cette fois encore, l'Assemblée félicita les auteurs de la répression; pourtant rien de ce qui s'était passé ne justifiait une telle exécution; rien ne pouvait légitimer la tuerie aveugle de nombre de curieux; enfin il était absurde de traiter en insurgés des hommes réclamant par les moyens légaux la déchéance d'un Roi qui venait d'essayer de passer dans les rangs ennemis. Ajoutez qu'une triste réaction suivit; il y eut des citoyens emprisonnés : beaucoup s'enfuirent.

Il était grand temps, pour sa gloire, que l'Assemblée se séparât. Au bout de deux ans, elle n'était déjà plus en communion avec l'opinion populaire. Elle vécut pourtant assez pour assister aux premières menaces des puissances étrangères. Dès la fin du mois d'août, le roi de Prusse

et l'empereur d'Autriche se réunirent à Pilnitz, et, à la suite de conférences auxquelles assista le comte d'Artois, signèrent une convention par laquelle ils s'engageaient à faire le nécessaire pour rendre à Louis XVI ce qu'ils appelaient ses droits. C'eût été la déclaration de guerre presque immédiate, si les deux souverains, jaloux l'un de l'autre et en train d'accomplir le criminel partage de la Pologne, n'avaient eu, jusqu'à nouvel ordre, d'autres préoccupations. Mais la France de la Révolution savait dès lors ce qu'elle avait à attendre de l'Europe monarchique.

L'Assemblée consacra la plus grande partie de ses dernières semaines à achever la Constitution. Elle l'avait déjà votée à peu près tout entière par fragments. Il lui restait à en coordonner et à en reviser les diverses parties. De grands efforts furent faits à droite pour l'amener à faire, en cette occasion, œuvre de recul : ces efforts furent déjoués. C'est même à ce moment que l'Assemblée vota une mesure libérale, en réduisant à la valeur de trois journées de travail les impôts qu'un citoyen devait payer pour être éligible. En terminant, elle décida qu'avant trente ans aucun changement ne pourrait être apporté à la Constitution, décision contraire aux droits de la nation souveraine.

Le 3 septembre, une délégation de soixante membres porta la Constitution à Louis XVI, qui vint, le 14, annoncer lui-même à l'Assemblée qu'il l'acceptait et jurait de lui être fidèle. On a déjà vu que l'Assemblée avait, peu avant, voté les mesures d'amnistie politique qui mettaient hors de cause les auteurs et les complices de la fuite de Varennes. Dans les quelques jours qui lui restèrent, elle adopta quelques dispositions intéressantes : l'une qui rendait aux israélites la plénitude de leurs droits civiques ; l'autre qui interdisait aux sociétés populaires de s'affilier et de communiquer entre elles ; celle-ci fut illibérale, mais encore plus difficile à appliquer, et resta à l'état de lettre morte. Elle avait, le 14, pris une décision d'importance capitale : elle s'était enfin résolue à voter l'annexion à la France d'Avignon et de son territoire, jusque-là terre papale, décision devant laquelle, on s'en souvient, elle avait reculé quelques mois plus tôt.

Enfin, le 30 septembre, elle se sépara définitivement, après avoir été haranguée par le Conseil municipal de Paris et avoir reçu la visite du Roi.

Ainsi finit cette grande Assemblée nationale, qui s'est assurément trompée quelquefois, — c'est la loi fatale de l'humanité — mais qui n'en a pas moins accompli pour le droit humain, la justice et la liberté, l'œuvre la plus colossale qu'ait jamais accomplie aucune assemblée politique. Nous pouvons dire, sans nous laisser égarer par l'amour-propre national, qu'elle n'eut d'égale que la Convention, mais pour une tâche différente. Celle de la seconde fut surtout une tâche de combat et de salut de la Patrie française ; celle de la première fut une tâche de création pacifique.



La Tour du Temple.

D'après une gravure conservée à la Bibliothèque nationale.



Prise de Verdun ; mort de Beaurepaire, le 2 septembre 1792.
D'après un dessin de Desfontaines, gravé par Berthault (Bibliothèque nationale).

LA LÉGISLATIVE

I. — Les débuts de la Législative.

Entre la Constituante et la Convention, la Législative apparaît dans l'histoire comme une Assemblée moindre; et pourtant, ce fut aussi une grande Assemblée; il est surprenant qu'après l'exclusion légale de tous les membres de la première, la France ait trouvé tant d'hommes de haute valeur à y envoyer.

Les éléments qui avaient formé la droite de la Constituante en étaient à peu près complètement exclus. Il n'y avait plus, sur ses bancs, de parti de l'ancien régime. Le pays n'avait nommé que des hommes qui acceptaient l'œuvre accomplie depuis 1789. Il ne semble pas qu'on se soit divisé entre opinions ennemies devant les électeurs. Et pourtant, les événements allaient mettre aux prises, dans l'Assemblée nouvelle, une droite et une gauche : c'est que, dans les conflits violents où la France de la Révolution allait entrer, les cadres de la Constitution royaliste allaient forcément se trouver trop étroits. Les uns, se refusant à aller plus loin et attachés avant tout à la monarchie et à Louis XVI, allaient, sans partager les idées de la cour et sans avoir sa confiance, se faire les alliés de la contre-révolution; tandis que les autres suivraient et conduiraient le mouvement populaire. Les hommes tels que Lafayette, qui après avoir contribué à donner la première impulsion à la Révolution, étaient effrayés de sa marche et voulaient l'arrêter, étaient, hors de l'Assemblée, les véritables chefs de la droite de la Législative. Les forces des deux partis opposés se balançaient à peu près, et les voix des flottants y faisaient passer la majorité tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

L'avantage du talent était tout entier du côté de la gauche, et les chefs de la droite et du centre : les Ramond, les Vaublanc, les Stanislas de Girardin, les Pastoret, les Mathieu Dumas, étaient tous des hommes de second ordre.

L'élément principal du parti avancé était formé par ce qu'on a appelé beaucoup plus tard le parti girondin, parce que la députation de la Gironde lui a fourni quelques-uns de ses orateurs

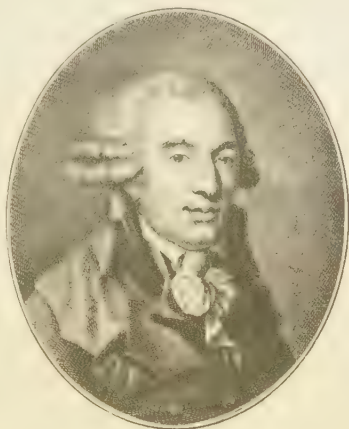
les plus éminents. Parmi eux, la première place appartenait à Vergniaud; on peut dire qu'il fut, entre Mirabeau et Danton, la grande voix de la Révolution. Nulle éloquence n'eut un plus large et plus superbe coup d'aile, et ne prit son essor dans les tempêtes politiques, parmi les bourrasques et les éclairs, d'un vol plus élevé et plus puissant. Par l'éclat des images, par la force et l'ampleur du courant oratoire, autant que par la vigueur de l'idée politique, Vergniaud est l'égal des plus grands. Un souffle d'un lyrisme magnifique donne l'impulsion au mouvement des abondantes périodes qui drapent dans leurs plis majestueux le mouvement de son argumentation et de sa pensée. Nul caractère plus noble, nulle passion plus sincère, nul esprit plus convaincu et plus haut. Mais Vergniaud était un modeste et, il faut le dire, un indolent, que seuls le péril pressant et l'inspiration impérieuse pouvaient jeter dans le combat. Répugnant à toutes les intrigues, étranger à toutes les manœuvres, il fut l'ornement et l'honneur de son parti; il fut aussi sa force aux moments décisifs; il ne songea jamais à exercer sur lui ni une direction ni une influence soutenue.

Guadet avait été son rival d'éloquence au barreau de Bordeaux et le fut parfois à la tribune. Dans la même députation de la Gironde, Gensonné, Ducos furent aussi les orateurs d'une sérieuse valeur. Mais celui dont les discours devaient avoir, après ceux de Vergniaud, le plus grand retentissement, était un Provençal de la frontière d'Italie, Isnard, de Grasse. Esprit impétueux et en quelque sorte volcanique, qu'entraînaient fougueusement des emportements quelque peu inconséquents. Son éloquence brûlante, aux phrases courtes, aux formules éclatantes, se laissait aveuglément conduire par des passions changeantes et trop souvent sans mesure : comme le taureau de combat, elle fonçait tête baissée dans les sens les plus divers. Isnard eut des inspirations superbes pour servir la cause de la Révolution : il en eut de déplorables, qui le compromirent gravement, et il devait plus tard les combattre avec une violence furieuse.

Le chef du parti, si l'on peut dire que le parti avait un chef, était ce Brissot que nous avons vu fonder un des premiers journaux de la Révolution et qui, l'un des premiers, professa des idées républicaines. Il avait vécu longtemps hors de France, il avait vu les États-Unis et l'Angleterre, il était fort instruit des choses de l'étranger, surtout de celles de ces deux pays. Travailleur infatigable, profondément convaincu et dévoué à ses idées, fort honnête et resté pauvre, il fut un des hommes les plus calomniés d'un temps où la calomnie faisait rage.

Sans s'être positivement enrôlé parmi les Girondins, Condorcet marchait d'habitude avec eux. Condorcet est un des plus grands noms du dix-huitième siècle, et le dernier en date des grands penseurs du temps de Voltaire. Tout avait d'abord semblé lui sourire : il était né dans l'aristocratie, sa haute intelligence l'avait fait connaître à l'âge où d'ordinaire on débute. Quand la Révolution eut éclaté, il n'hésita pas à s'attacher à la cause du peuple et fut comme Brissot des premiers à se dire républicain. Méditatif, tranquille, froid en apparence, très passionné au fond (un volcan sous la neige, disait d'Alembert), il avait, malgré ses précoces succès, trop de timidité pour être vraiment orateur; et pourtant sa parole était écoutée de tous avec un respect singulier et produisait une grande impression.

On le voit, ce n'étaient pas les hommes de haute valeur qui manquaient au parti qu'on appelle celui des « Girondins » : on disait plutôt alors les « Brissotins ». Passionnément attachés à la philosophie du dix-huitième siècle, ils avaient pour eux la pensée et l'éloquence. Ils étaient moins faits pour l'action; trop indépendants pour s'astreindre à aucune discipline, on les verra se diviser sur les questions les plus graves. Et ils se perdront pour avoir donné, aux heures tragiques, l'impression qu'ils étaient incapables des résolutions nécessaires au salut de la nation.



Pierre-Victor Vergniaud.
Portrait gravé par H. Lips, d'après F. Bonneville
(Cabinet des estampes).

Déjà, à côté d'eux, commençait à se dessiner un parti d'une nuance plus ardente : celui qui allait former la Montagne. Aucun de ses chefs ne figure à la Législative. Robespierre en était exclu comme Constituant; ni Danton ni Marat n'avaient encore été élus. Les futurs Montagnards nommés en 1791 sont de moindre importance. C'est d'abord l'impotent Couthon, qu'on était obligé de porter à la tribune et chez qui on ne voyait pas paraître encore le futur terroriste; c'est Merlin de Thionville, plus brave qu'éloquent, mais très énergique, et qui sera un héros à Mayence et en Vendée; c'est Basire, homme de cœur, ardent révolutionnaire, et son indigne ami, Chabot, le cynique capucin défroqué, bientôt mêlé aux plus tristes affaires véreuses.

Deux hommes, qui seront des Montagnards, mais modérés, et qui rendront des services éclatants à la France de la Révolution, sont aussi parmi les élus à la Législative. L'un est Cambon, qui sera le financier des moments les plus terribles, et dont la haute capacité, la sévère probité dans la question de la fortune publique, armeront la défense nationale des milliards des assignats; Cambon, le créateur du grand-livre de la dette publique. Le plus grand et le plus illustre est un officier bourguignon, qui déjà s'est fait connaître comme un grand mathématicien, et que le Pas-de-Calais où il est en garnison a envoyé à la Législative. Il s'appelle Carnot.

Malgré son titre, la Législative recevait des événements une besogne moins de législation que de combat. Parmi les Français, elle trouvait devant elle l'émigration qui s'aggravait de jour



Merlin de Thionville.

Lithographie de Delpech, d'après un portrait de Maurin (Cabinet des estampes).

en jour, le départ de ceux qui allaient en nombre croissant chercher au dehors, moins un refuge contre les institutions nouvelles et les mouvements populaires, que l'appui de l'étranger contre la Révolution. Elle trouvait aussi les prêtres dont la Constitution civile du clergé avait fait des ennemis déclarés, et qui, après avoir refusé le serment, prêchaient partout la révolte au nom du fanatisme religieux. Au delà des frontières, elle trouvait devant elle des princes qui ouvraient leurs États aux émigrés, non seulement comme des asiles, mais encore et surtout comme des foyers de conspirations publiquement favorisées en attendant un concours plus actif. Surtout, l'électeur de Cologne avait fait de la place forte de Coblenz, au confluent du Rhin et de la Moselle, comme le centre et la citadelle des menées contre-révolutionnaires. D'ailleurs, l'empereur autrichien d'Allemagne et le roi de Prusse avaient fait connaître et scellé par un engagement précis leur résolution d'attaquer la Ré-

volution à main armée. Tout annonçait déjà les guerres civiles et les guerres étrangères qui allaient pendant si longtemps ensanglanter la France et l'Europe.

L'Assemblée eut d'abord à s'occuper des prêtres réfractaires et des émigrés. A la suite de débats qui l'occupèrent pendant les mois d'octobre et de novembre, et où les orateurs de la Gironde, Isnard avec son éloquence colérique, Vergniaud qui fit là ses débuts, avec sa puissance oratoire sans égale, se dressèrent en accusateurs redoutables, l'Assemblée décida que les prêtres seraient mis en demeure de prêter, dans les huit jours, le serment civique exigé par la loi; que, s'ils ne le faisaient point, ils seraient privés de toute pension et de tout traitement; qu'ils seraient surveillés comme suspects de révolte contre le régime légal; que le directoire du département pourrait, par arrêté, les expulser de leur domicile, et qu'en cas de provocation à la désobéissance aux lois et aux autorités constituées, ils seraient punis de deux ans de prison. Quant aux émigrés, on déclara suspects de conspiration contre la patrie les Français rassemblés au delà des frontières; on les somma de rentrer en France avant le 1^{er} janvier, sous peine de mort; on décréta que, quand ils seraient condamnés, leurs revenus seraient perçus au profit de la nation, sous réserve des droits des femmes, des enfants et des créanciers. Déjà, le frère puîné du Roi avait été invité à rentrer sous peine de perdre ses droits à la Régence.

Pour l'exécution de ces mesures, l'Assemblée nommait un comité de surveillance composé de ses membres les plus énergiques : Isnard, Merlin de Thionville, l'ex-capucin Chabot, etc., etc. Quelques semaines plus tard, elle organisait la Haute Cour pour les crimes contre l'État. Mais

ses décrets, pour avoir force de loi, avaient besoin de la sanction royale, et Louis XVI ne la donnait pas. Il répondait qu'il « examinerait », et traînait en longueur, s'épargnant ainsi l'embarras d'un refus formel.

Une autre question se posait aussitôt après et allait diviser les amis les plus ardents de la Révolution : celle de la guerre.

Si la France d'alors avait eu réellement le choix entre la paix qui lui permettait de développer tranquillement ses libertés, en réduisant leurs ennemis à l'obéissance, et une guerre qui ne lui donnerait la chance de répandre au dehors des principes nouveaux qu'au prix de périls et de malheurs sans nombre, il aurait fallu un aveuglement singulier pour ne point préférer la paix ou plutôt pour ne point s'y attacher avec la dernière énergie. Mais telle n'était point la situation, tant s'en faut ! On a vu que, sur nos frontières et sous la protection de petits princes allemands, on préparait ouvertement des attaques armées contre notre Révolution. On a vu qu'une convention avait été signée entre les deux grandes puissances allemandes, pour étouffer cette Révolution par les armes. Tout cela constituait de la part de nos ennemis éventuels les éléments d'une véritable déclaration de guerre, et donnait la certitude d'une attaque plus ou moins prochaine. Fallait-il attendre cette attaque ou la devancer ? Valait-il mieux tolérer patiemment, en fermant les yeux, les actes flagrants de connivence avec des Français révoltés que multipliaient les souverains étrangers, jusqu'au jour où ils prendraient ouvertement les armes contre nous, ou les mettre en demeure de remplir les devoirs que le droit des gens consacre entre puissances amies, et soutenir, en cas de refus, cette mise en demeure à coups de fusil ? On comprend que de très bons citoyens se soient divisés sur la question ainsi posée, suivant leur tempérament, ou suivant ce qu'ils croyaient savoir de l'état de nos forces militaires et de la situation des puissances qu'on pouvait dès lors qualifier d'ennemies.

Les Girondins, dès le début, se prononcèrent passionnément pour la guerre : Brissot surtout prit en quelque sorte l'initiative et y apporta une véhémence singulière. Robespierre, au retour d'un repos de quelques semaines qu'il avait pris dans son pays, l'Artois, se prononça en sens contraire avec une grande énergie. La tribune des Jacobins, à ce moment, doublait et devançait souvent celle de l'Assemblée ; elle avait cet avantage, qu'elle était ouverte à ceux que la décision de la Constituante, déclarant ses membres non rééligibles, excluait passagèrement du Parlement, comme Robespierre, et à ceux qui n'y figuraient pas encore, comme Danton et Desmoulins. Des discussions considérables par le nom de ceux qui y prirent part et par l'éloquence qui y fut déployée, s'engagèrent là sur la guerre. Le malheur voulut qu'elles divisassent irrémédiablement le parti avancé. Il ne fallait demander aux hommes d'alors, avec la flamme qui les consumait, ni mesure dans leurs querelles ni justice pour les opinions contraires aux leurs. Dans leur fanatisme pour le salut de la Révolution, quiconque ne pensait pas comme eux était vite soupçonné de trahison. De part et d'autre on s'accusa, on s'invectiva, on échangea des imputations injustes et des paroles violentes. De part et d'autre on se laissa aller à ces attaques qui laissent après elles de cruelles blessures, dont la cicatrice reste cuisante. Les Girondins d'un côté, surtout Brissot et Isnard ; de l'autre, ceux qui allaient former le parti des Montagnards, Robespierre en tête, commencèrent là une rupture qui devait devenir sanglante et mortelle pour presque tous ; et Camille Desmoulins écrivit son cruel pamphlet, son « Brissot démasqué » qu'il devait plus tard regretter jusqu'aux larmes.

Au reste, l'Autriche faisait ce qu'il fallait pour amener une rupture. En janvier, l'empereur Léopold promettait à l'électeur de Trèves de le soutenir contre la France, comme pour lui faire retirer sa récente promesse de dissiper les rassemblements d'émigrés. Le 25, l'Assemblée invitait le Roi à avertir l'Empereur que, si, avant le 3 mars, il n'avait pas renoncé à toute convention dirigée contre l'indépendance de la France, son silence serait considéré comme une déclaration de guerre. La réponse de Léopold se fit attendre, et elle fut dérisoire. C'était une attaque contre « la secte pernicieuse des Jacobins » sans aucune promesse sérieuse. Il semblait que nos royalistes l'eussent rédigée ; il est probable qu'elle était concertée avec eux.

Louis XVI crut le moment venu de reprendre l'offensive. Il s'était décidé, quelques mois avant, à constituer un ministère de conciliation : Narbonne à la Guerre, Cahier de Gerville à l'Intérieur. Il est vrai que le ministre des Affaires étrangères, de Lessart, était un ennemi déclaré.

On l'avait soupçonné d'être l'auteur de la réponse de Léopold. Soudain, on apprit que Narbonne était renvoyé, Cahier de Gerville démissionnaire, et qu'ils étaient remplacés par de francs adversaires. Déjà le Gouvernement royal avait licencié les gardes-françaises, amis du peuple, que nous avons vus à l'œuvre au 14 juillet. On avait formé une « maison militaire du Roi » recrutée



Portrait grave de
Louis XVI.

parmi les plus violents ennemis du nouvel ordre de choses. A défaut de fusils, le peuple s'armait de piques, pour se défendre contre cette troupe de l'ancien régime. Ainsi Louis XVI semblait partir en guerre contre la France et la Révolution en même temps que son beau-frère autrichien.

L'Assemblée répondit par la mise en accusation de de Lessart qu'on avait gardé, bien entendu, dans le nouveau Cabinet. Vergniaud fit sentir dans cette occasion tout le poids de son éloquence. Après avoir rappelé comment Mirabeau disait un jour que, de la tribune de l'Assemblée, il voyait la fenêtre d'où, à la Saint-Barthélemy, Charles IX tirait sur les protestants, il ajouta qu'il voyait, lui, de cette même tribune, le palais où des conseillers perfides essayaient de tourner le Roi contre le peuple, et terminait par ces redoutables paroles : « L'épouvante et la terreur sont sorties trop souvent de ce palais fameux au nom du despotisme : qu'elles y rentrent, maintenant, au nom de la loi. »

Elles y rentrèrent en effet : le Roi se hâta de congédier son ministre de combat et appela Dumouriez.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères, alors à peu près inconnu et qui allait jouer un si grand rôle pendant quelques mois, avait à ce moment cinquante-deux ou cinquante-trois ans. C'était un de ces aventuriers sans principe, débordants d'activité, étincelants d'intelligence, bons à tout et prêts à tout, comme la seconde moitié du dix-huitième siècle en a tant vu. Cornette de cavalerie à dix-huit ans, réformé à vingt-quatre, à peu près sans ressources, malgré les vingt-deux blessures qu'il avait reçues en se défendant héroïquement, seul, contre vingt hussards ennemis, cherchant la fortune dans toutes les causes, offrant ses services pour et contre la Corse, alors en révolution, écrivant un plan de défense de la Bastille, et se jetant dans le mouvement de 1789. On aimait alors les hommes d'esprit et de hasard, on leur donnait, non seulement des besognes confidentielles d'un caractère louche, mais même des charges publiques. Un ministre de la Marine avait confié le soin d'inspecter nos vaisseaux de guerre à l'aventurier vénitien Casanova, sorcier de son métier et joueur trop habile. Après avoir couru l'Europe jusqu'en Pologne et jusqu'en Suède, pour des missions secrètes de Louis XV, et avoir tâté de la Bastille, Dumouriez, pour un bon mémoire sur le port de Cherbourg, y avait été nommé commandant.

Qui donna l'idée au Roi d'improviser ministre des Affaires étrangères cet inconnu si versatile et d'opinion si incertaine ? On ne sait, mais sans doute il s'en repentait vite.

Dumouriez, qui avait connu le Girondin Gensonné au cours d'une mission en Vendée, se donna tout entier à son parti. Pour débiter, à peine ministre, il allait, en quelque sorte, se faire sacrer au Club des Jacobins et s'y coiffait du bonnet rouge. Il fit bientôt appeler à côté de lui des hommes du parti de la Gironde : Clavière et surtout Roland, mari d'une femme dont l'esprit et le salon exerçaient sur les Girondins une très grande influence, Roland qui scandalisa jusqu'à



Mme Roland.

D'après une gravure de Dieu.
Cabinet des estampes.)

l'horreur les gardiens du cérémonial monarchique, en se présentant au palais avec des souliers attachés avec des rubans. Le Gouvernement, pour quelque temps, était résolument du côté du parti avancé.

Dumouriez n'était pas homme à reculer devant la déclaration de guerre. L'empereur d'Allemagne Léopold venait de mourir, mais son successeur, François II, n'était pas disposé à apaiser les choses. Le 14 avril, le Roi lui écrivait une nouvelle mise en demeure. Le 19, on apprenait que l'Empereur réclamait de nouveau satisfaction pour les princes allemands, à raison de leurs prétendus droits en Alsace, et pour le Pape, au sujet du territoire d'Avignon. Le 20, Louis XVI venait à l'Assemblée avec tous ses ministres. Après la lecture d'un long rapport de Dumouriez, le Roi, d'une voix altérée et les yeux pleins de larmes, proposa la guerre contre l'Empereur.



Mort de L'Escuyer dans l'église des Cordeliers, à Avignon, le 16 octobre 1791.

Gravure de Berthault, d'après Prieur (Bibliothèque nationale).

Elle fut adoptée à l'unanimité moins sept voix. Merlin de Thionville avait dit : « La guerre aux rois ! La paix aux peuples ! »

Le sort en était jeté.

Nous avons laissé de côté deux événements d'un ordre différent. D'abord, les troubles d'Avignon. Une partie de la Provence avait alors des mœurs violentes et portées aux plus aveugles accès de colère, — surtout Nîmes et Avignon. La ville papale avait notamment une population dont un des principaux éléments était formé par une corporation privilégiée de portefaix et qui se divisait en confréries de « pénitents » fort peu religieux et furieusement ennemies l'une de l'autre ; population sujette à de monstrueux emportements de férocité. Leur cri étrange et sinistre de « Zou zou » devait être plus d'une fois, dans nos luttes politiques, le signal et l'accompagnement de sanglantes boucheries. Le conflit entre les partisans de la France et la minorité fidèle à la domination du Pape donna bientôt lieu aux scènes les plus atroces. La minorité papale égorgea, dans l'église des Cordeliers, Lescuyer, secrétaire

de la commune d'Avignon. La revanche fut hideuse. Une bande de misérables, conduite par un certain Jourdan, se mit à rechercher et à arrêter les ennemis de Lescuyer, ou ceux qu'elle jugeait tels, et en remplit la prison. Ici, la prison était une des tours du vieux Château des papes, dont la formidable masse de maçonnerie, presque nue, et d'un aspect singulièrement imposant, reste une des plus puissantes expressions de l'orgueil théocratique au Moyen Âge. Là, on les massacra tous avec une monstrueuse férocité (octobre 1791).

L'autre événement est heureusement d'un caractère tout différent. On a vu, à la fin de la Constituante, l'affaire de Nancy, et comment Bouillé avait fusillé nombre de soldats, qu'il traitait en révoltés, tandis que d'autres étaient envoyés aux galères. Par une odieuse violation de la loi, on n'avait pas fait bénéficier ces derniers de l'amnistie votée par la Constituante dans ses derniers jours. Le 31 décembre 1791, la Législative ordonna que cet oubli volontaire fût réparé. Le peuple de Paris résolut de recevoir solennellement les victimes d'une répression qui, on l'a vu, avait été inique. Cette résolution exaspéra les royalistes et les modérés qui avaient fait féliciter Bouillé par l'Assemblée pour sa cruelle exécution. La fête projetée n'en eut pas moins lieu le 15 avril, et elle fut très belle. Le 9, les Suisses amnistiés avaient été reçus à la barre de l'Assemblée législative.

II. — La Patrie en danger. — Le dix août.

C'est les larmes aux yeux que Louis XVI avait déclaré la guerre; nos ennemis se battaient pour lui rendre la plénitude de son pouvoir royal; il était de cœur avec eux; il faisait pis : le Roi et la Reine restaient en communication avec l'Autriche, et l'avertissaient de nos projets militaires et des mouvements de nos troupes.

Nos soldats étaient ardemment attachés à la Révolution. Mais il faut que les soldats soient encadrés pour aller au feu.

Il n'est pas surprenant que, dans de telles conditions, les débuts de la guerre aient été désastreux. On avait résolu d'envahir les Pays-Bas qui étaient alors provinces autrichiennes, et forment aujourd'hui le royaume de Belgique. Ils s'étaient soulevés tout récemment contre la domination autrichienne, et l'on pouvait compter y réveiller facilement une révolution mal étouffée. Mais le premier corps d'armée qui marcha, sous les ordres de Biron, se débânda sans combat, entre Mons et Cambrai, et les troupes massacrèrent un de leurs officiers, Dillon. Un de nos généraux, Rochambeau, donna sa démission après nos premiers échecs. Luckner, il est vrai, entra sur le territoire ennemi et y prenait, sans grande peine, Ypres, Menin et Courtrai. Mais c'était pour abandonner peu après, à la fin de juin, le territoire conquis et pour battre en retraite sans motif, laissant comme souvenir à des populations amies l'incendie d'un faubourg de Courtrai.

Il était facile de voir que l'ennemi avait à la cour des amis et, dans le pays, des alliés qui tentaient de soulever les populations. Le 23 mai, les Girondins Gensonné et Guadet dénonçaient à l'Assemblée le « Comité autrichien » qui, du milieu même de Paris, s'entendait avec l'étranger. Mais ce Comité autrichien, c'étaient Louis XVI, la Reine et leur entourage. Le 27, sur la proposition de Vergniaud, l'Assemblée votait de nouvelles mesures de rigueur contre les prêtres réfractaires qui, de tous côtés, soufflaient la révolte. Elle donnait aux directoires des départements le droit de les déporter sur la dénonciation de vingt citoyens actifs. Le 29, elle se déclarait en permanence, comme on le fait dans les temps de péril pressant. Le 4 juin, le ministre de la Guerre proposait de former, à côté de Paris, un camp de 20.000 « fédérés » des départements, ce que l'Assemblée votait le 8. Le 16, sur la proposition de Carnot, elle décidait de distribuer 300.000 fusils aux gardes nationales, surtout près de la frontière.

Mais déjà Louis XVI, encouragé sans doute par les échecs de nos armées, avait repris l'offensive; il avait renvoyé le ministère « patriote » qu'il subissait à regret. Il avait commencé par chasser Roland, Clavière et Servan. Dumouriez y avait consenti, leurré de l'espoir de voir approuver en échange les décrets auxquels le Roi n'avait pas encore voulu accorder sa sanction. Mais la promesse n'était pas tenue, et Dumouriez allait bien vite rejoindre ses collègues. Le Roi s'entoura

alors d'un ministère composé de personnalités peu connues, prises dans le parti des Feuillants, et tout à sa dévotion. Dès le lendemain, 19 juin, il refusa expressément sa sanction aux deux décrets.

Le jour même où le nouveau cabinet était nommé et comme en vertu d'un concert, l'Assemblée recevait une lettre incroyable, où Lafayette, du camp de Maubeuge, au milieu de ses soixante mille soldats, la sommait de supprimer les sociétés populaires, et ajoutait cette menace mal déguisée : que « les sentiments timides n'étaient pas permis au milieu de sa brave armée ». L'Assemblée d'un peuple libre ne peut, sans une mortelle déchéance, admettre les injonctions d'un général qui se permet de donner, du droit de son sabre, des ordres à la représentation nationale. Il y avait là un acte évident de révolte militaire, qui ne pouvait sans danger rester impuni. Mais on a vu que la majorité de l'Assemblée était incertaine et le prestige de Lafayette était encore énorme. L'Assemblée ne fit rien que de renvoyer la lettre de Lafayette à une commission.

Au dehors, on prenait autrement les choses. Dans son large et gros bon sens, le peuple, comme cela lui arriva plus d'une fois, fut plus clairvoyant et plus énergique que l'Assemblée.

Le 20 juin, de grand matin, il se rassemblait, il accourait de toutes parts. C'était un étrange pêle-mêle de gardes nationaux avec leurs fusils, d'hommes armés de piques et de bâtons, d'ouvriers, de bourgeois, de femmes et d'enfants. Deux bataillons de la Gironde, qui se rendaient à la frontière, marchaient avec la foule. Tout ce monde alla d'abord à l'Assemblée par la rue Saint-Honoré. Celle-ci lui ouvrit ses portes et laissa défiler les délégations à sa barre. La municipalité, à la tête de laquelle était Pétion, semble avoir été de cœur avec le mouvement. On laissa péné-

trer la foule dans le Carrousel et, de là, dans la cour d'honneur des Tuileries. La gendarmerie elle-même ne résistait point. Bientôt le palais fut envahi. On conseilla à Louis XVI de se montrer : il se rendit dans la pièce dite « de l'Œil de bœuf » et en fit ouvrir les portes : les masses populaires défilèrent devant lui. « Sire, n'ayez pas peur », lui dit un grenadier. Le Roi lui fit sentir son cœur avec la main pour montrer qu'il ne battait pas plus fort. On lui tendit un bonnet rouge au bout d'une pique, et il s'en coiffa. A un autre moment, comme il faisait étouffant, il reçut une bouteille de vin des mains d'un garde national, et but à même à la santé du peuple de Paris et de la nation. Dans ces deux occasions, il y eut pour lui des manifestations sympathiques. Comme la foule passait ensuite devant la Reine, qui était dans un salon voisin avec ses enfants, elle coiffa à son tour le jeune Dauphin du bonnet rouge. En somme, la journée s'était passée sans violence et sans marque de haine.



La Patrie déclarée en danger (1792).
D'après une peinture de Raifet (Cabinet des estampes).

Le maire de Paris n'arriva qu'à 6 heures. Louis XVI lui reprocha amèrement sa complaisance pour le mouvement. Il est probable que Pétion était peu disposé à l'empêcher; mais l'aurait-il pu? L'histoire est là pour attester que, quand les flots profonds du peuple de Paris se soulèvent, tous les obstacles sont emportés par leur vaste et puissant courant.

Si Louis XVI avait été clairvoyant, il aurait tiré profit de la leçon qu'on venait de lui donner. Loin de là, il multiplia les plaintes les plus acerbes; le lendemain, Pétion, mandé au château, y fut insulté et presque maltraité; les royalistes prétendirent que le Roi avait subi de coupables violences; le directoire de Paris réclama des poursuites, non seulement contre les auteurs du mouvement, mais contre les magistrats qui ne s'y étaient pas opposés.

Lafayette fit pis : il quitta son armée et vint le 28, à Paris, se présenter à l'Assemblée pour la mettre en demeure d'ordonner des poursuites contre le mouvement du 20, et de détruire la « secte » qui, d'après lui, usurpait la souveraineté. Les Girondins voulurent en vain demander de quel droit il avait abandonné ses troupes, et s'il avait eu un congé régulier du ministre de la Guerre. Devant un tel défi porté par un général en activité de service, l'Assemblée eut une incroyable défaillance; elle n'y répondit qu'en admettant le coupable « aux honneurs de la séance », comme on disait alors.

Ainsi, l'Assemblée elle-même semblait livrer la France et la Révolution. Le contre-coup se fit sentir dès le soir aux Jacobins. Girondins, Montagnards se trouvèrent réunis par le péril commun, pour réclamer la mise en accusation de Lafayette qu'aussitôt après le peuple brûlait en effigie au Palais-Royal. Le sentiment de la véritable situation de la France se faisait jour avec plus de force de moment en moment. On avait devant soi, du côté des Pays-Bas, les troupes autrichiennes; mais l'ennemi contre lequel on se battait à la frontière était installé au cœur du pays, à la tête du Gouvernement, dans la famille royale. La première bataille à livrer, c'était la bataille contre les Tuileries.

C'est le sentiment que Vergniaud, dès le début de juillet, allait traduire à la tribune avec une éloquence incomparable. Je ne sais pas d'exemple plus saisissant de la puissance de la parole humaine que ce formidable discours, dont le mouvement ample, pressé, toujours grandissant, se déroule d'un bout à l'autre, avec une force d'entraînement irrésistible. Il aboutit à une phrase interminable, la plus longue période, peut-être, qu'il y ait en aucune langue, et que Michelet compare à ces immenses fleuves d'Amérique, emportant tout dans la masse énorme de leurs flots. Ce discours, c'était déjà le 10 août accompli à la tribune. Vergniaud, plus orateur qu'homme d'action, put paraître plus tard hésiter, reculer devant les conséquences de sa parole : il n'en a pas moins, ce jour-là, lancé la Révolution qui allait renverser le trône.

Tel est le prestige de l'éloquence, que toute l'Assemblée fut comme transportée, et que des royalistes même mêlèrent, dit-on, leurs applaudissements à ceux des partis avancés. Mais la Législative était flottante au vent du jour; moins d'une semaine après le discours de Vergniaud, un évêque, dont le nom semblait prédestiné, Lamourette, invitait en termes touchants tous les partis à oublier leurs divisions et à s'embrasser dans une réconciliation générale. Voilà l'Assemblée émue, presque jusqu'aux larmes; on était fort sujet, en ce temps, aux effusions de sentimentalité : les adversaires se jettent dans les bras l'un de l'autre. Peu après, Louis XVI arrive et bénéficie de cet élan de réconciliation universelle. Bien entendu, ce fut l'affaire de quelques heures; les événements étaient plus forts que les entraînements passagers. Il ne resta de cette scène singulière qu'une locution proverbiale : on appela « baisers Lamourette » ces réconciliations de quelques instants entre partis condamnés à se combattre jusqu'au bout. Deux jours après, Brissot disait à la tribune que l'ennemi était « non à Coblenz, mais aux Tuileries ».

Et le 11, l'Assemblée proclamait la « Patrie en danger ».

De toutes parts, les forces vives de toutes les provinces venaient grossir les rangs des « patriotes » de la capitale (À ce moment, le mot de « patriote » désignait, non sans raison, les amis de la Révolution). On était à la veille de la Fête nationale, fixée, on le sait, dès lors à l'anniversaire de la prise de la Bastille. Nous avons déjà vu les « fédérations » formées dans toutes les parties du territoire, dès les derniers mois de 1789, par tous les partisans du mouvement populaire. Des points les plus reculés de la France, « les fédérés » venaient en bataillons nombreux prendre part à la fête.

La journée du 14 juillet montra ce qu'étaient devenus les sentiments du peuple pour Louis XVI; il y fut accueilli par un silence glacial. En revanche, la journée fut triomphale pour Pétion. Le directoire (fort royaliste) du département de la Seine venait de le suspendre de ses fonctions de maire; on sait que les amis de la cour ne lui pardonnaient point d'avoir laissé, au mois de juin, le peuple entrer aux Tuileries, et avaient prétendu le faire mettre en accusation. Cette provocation mit le comble à sa popularité; il devint, pour quelque temps, l'idole de la foule. Pour peu de temps : les choses allaient vite, en ces terribles années.

Ce n'est qu'après le 14 juillet qu'arrivèrent à Paris les fédérés qui allaient jouer le plus grand rôle dans la prochaine victoire du peuple : les Marseillais qu'avait appelés à Paris, pour les luttes qu'on prévoyait, leur jeune compatriote Barbaroux. Sur leur route, ils avaient fait répéter à tous les échos un chant entraînant qui allait devenir celui de nos armées. Dès le début de la guerre, un officier qui se trouvait alors à Strasbourg, Rouget de L'Isle, avait, dans un soir d'enthousiasme, improvisé sur son vio'lon cet incomparable chant de combat. Quel hasard avait porté ce chant des bords du Rhin aux bords de la Méditerranée? On ne sait. Ce qui est certain, c'est que ce sont les fédérés de Marseille qui l'ont apporté à Paris, et qu'il en a gardé le nom de *Marseillaise*.

Huit jours après la fête, le 22 juillet, avait lieu la proclamation de la « Patrie en danger » ordonnée par l'Assemblée. Rien de si émouvant que cette solennité à la fois triste et guerrière, et l'on devine quel écho elle trouvait dans les passions ardentes des foules d'alors.

La proclamation se faisait au son du canon qui grondait à intervalles réguliers. Un long cortège se déroulait dans les rues, Garde nationale à cheval, des tambours, des pièces de canon attelées, douze officiers municipaux en écharpe, quatre huissiers à cheval portant ces inscriptions : Liberté, Égalité, Constitution, Patrie. Une grande bannière tricolore flottait avec ces mots : Citoyens, la Patrie est en danger! Quand on arrivait sur la place, le cortège s'arrêtait. Un roulement de tambour faisait faire silence. Un officier municipal lisait d'une voix grave le décret de l'Assemblée.

Puis, on élevait sur les places publiques des estrades pour recueillir les enrôlements volontaires. Au-dessus des banderoles tricolores, des couronnes de chêne; pour table, une planche sur deux tambours; aux deux côtés, deux drapeaux; devant, deux pièces de canon; une musique guerrière au centre. Tout autour, la foule se pressait, se bousculait pour s'offrir à la patrie; même des hommes aux cheveux gris, et, près d'eux, presque des enfants, qui essayaient de faire croire qu'ils avaient l'âge requis : seize ans.

Saluons avec admiration ces estrades improvisées! Elles vont faire sortir des entrailles de la France les plus admirables armées du monde. Ces volontaires qui se serrent autour d'elles, ce sont les soldats qui vaincront toute l'Europe coalisée, porteront le drapeau tricolore triomphant aux sommets des Alpes et dans les Pyrénées comme dans les marais de la Hollande, et couronneront notre histoire de victoires presque miraculeuses. Ce sont ces soldats de l'an II,



Enrôlement des volontaires (1792).
Eau-forte de Frilley, d'après Raffet (Cabinet des estampes).



Le général Jean-Baptiste Kléber.

Desaix, Marceau, Murat, Joubert, Ney, Gouvion-Saint-Cyr : voilà les noms de quelques-uns des volontaires de 1792. L'épopée napoléonienne est peut-être la plus prodigieuse épopée guerrière de l'histoire. Mais ce sont ces volontaires qui lui ont fourni le meilleur de ses chefs et de ses soldats.

Il était temps que la France levât des armées pour se défendre. Le 28 juillet, éclatait le manifeste du duc de Brunswick, qui passait pour avoir grand Frédéric.

On lisait dans ce manifeste que les habitants de Paris étaient punis sur-le-champ à Louis XVI, et que tous les événements, sur leurs remement, et sans espoir de l'Assemblée nationale, des nationale de Paris », etc. Et fait « la moindre violence, le Majestés le Roi, la Reine et Paris serait livrée à une exécution militaire et à une subversion totale.

Ce langage furieux, ce langage sauvage, qui outrageait toutes les lois de la guerre reconnues dans les pays civilisés, et qu'on ne pouvait tenir que contre une bande de brigands, n'était pas en réalité celui du duc de Brunswick, homme d'un esprit très modéré. Il n'avait fait que signer, et non sans regret, une pièce où les émigrés avaient épanché leurs colères et leurs haines. Mais il apprenait à la France ce qu'elle avait à attendre de l'invasion, et des fureurs implacables auxquelles les victoires de l'ennemi donneraient le pouvoir de s'assouvir. Il lui rappelait en même temps que c'était pour Louis XVI, et au nom de Louis XVI, qu'on la menaçait des plus barbares violences. Et maintenant, une armée de cent mille hommes était prête, de l'autre côté de la frontière, à entrer sur notre territoire pour réaliser ces menaces.

Jamais le salut public n'exigea plus impérieusement des mesures décisives. Déjà, le 17 juillet, les fédérés, reçus à la barre de l'Assemblée, avaient réclamé la suspension des pouvoirs du Roi, le remplacement des chefs de nos armées, et des poursuites contre Lafayette. L'Assemblée traîna, ajourna sa réponse sur ce dernier point, le seul sur lequel

chantés par le poète, qui, souvent sans pain et sans souliers, élevés, pour ainsi dire, au-dessus de toutes les épreuves, de tous les malheurs et de toutes les souffrances, dans une sorte de gaité héroïque, auraient, comme dit Victor Hugo, escaladé les nues, s'ils avaient vu derrière eux « la grande République montrant du doigt les cieus ».

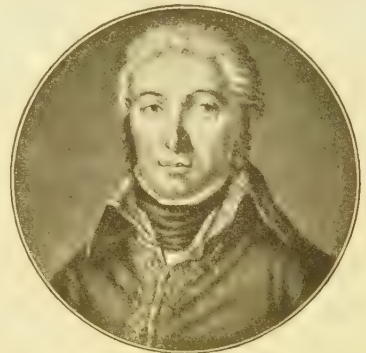
De ce pays, tant de fois, hélas ! battu sur les champs de bataille de la monarchie au dix-huitième siècle, la Révolution faisait jaillir des armées incomparables. Et quelle pléiade de grands généraux, parmi les inconnus qui apportaient leur nom encore obscur à ces estrades de la Patrie en danger ! Quel pays, quelle époque a pu se glorifier de tant de grands hommes de guerre ? Hoche et Moreau, les deux rivaux de Bonaparte pour le génie des combats, Kléber, Masséna,



Lazare Hoche.

wick, le fameux général prussien, le meilleur lieutenant du

feste que les habitants des se défendre contre les troupes le-champ suivant la rigueur maisons démolies et brûlées ». sommés de « se soumettre On rendait « responsables de têtes, pour être jugés militaires, pardon, tous les membres de autres corps électifs, la Garde l'on annonçait que, s'il était moindre outrage » à « Leurs la famille royale », la ville de



Jean-Victor Moreau.

Les généraux de la République pendant la première coalition. D'après les gravures de Levachez.



Le Vain en juin 1792 par E. D. P.

gravé d'après le tableau de Bouché


JOURNÉE MÉMORABLE DU 20 JUIN 1792

ries par toutes les artères de la capitale. L'arrestation, puis la mort de Mandat, qui devait garder le Pont-Neuf, avaient laissé la voie libre à la population de la rive gauche. Les canonniers chargés de défendre le pont passèrent à l'insurrection.

Les Tuileries avaient une garnison formidable. Un décret en avait éloigné les gardes-suisses; mais ils avaient été casernés aux portes de Paris, et le Roi en avait fait revenir un millier. Ils avaient avec eux ces royalistes fanatiques, hommes de haine et hommes d'épée, dont Louis XVI avait, comme on l'a vu récemment, composé sa garde. Un décret l'avait dissoute. Mais un grand nombre étaient restés ou étaient revenus auprès du Roi. Ajoutez de la gendarmerie, des gardes nationaux d'un dévouement certain, au total, près de cinq mille hommes, résolus et bien armés pour défendre la place, abrités derrière de fortes murailles et tirant de là, à leur aise, sur la foule.

Ce fut un triste et sanglant combat : le peuple de Paris, avec les bataillons des fédérés marseillais, des Bretons, des Allobroges, avait pénétré sur la place du Carrousel, puis dans la cour encombrée de barrages en bois. Tout d'abord; on put croire qu'il y aurait à peine lutte. La foule avait pénétré dans le palais, au bas de l'escalier qui menait à la chapelle, et où les Suisses étaient postés. On allait s'entendre avec eux, quand au bruit d'une fusillade partie d'une fenêtre du château, ils tirèrent : leur feu plongeant tuait à coup sûr. La foule en fuyant laissa des centaines

*Le Roi ordonne aux Suisses de
déposer à huit heures leurs armes, et de
se retirer dans leurs casernes.*



Fac-similé d'un autographe conservé au musée Carnavalet.

de cadavres étendus sur le pavé. Alors une bataille acharnée s'engagea dans la cour, au milieu de l'incendie des baraquements en bois, aux quels on avait mis le feu. M. d'Hervilly, envoyé par Louis XVI avec l'ordre de faire cesser le feu, excita au contraire les troupes du Roi à lutter

sans merci. Enfin le peuple pénétra au cœur de la place par la longue galerie du bord de l'eau, qui réunit les Tuileries au Louvre. C'était la victoire. On a évalué à cinq mille le nombre des morts qu'il avait laissés sur la place. Il n'est pas étonnant qu'une soixantaine de Suisses aient été tués, après la victoire, au milieu des colères de la foule : il eût mieux valu qu'on respectât les prisonniers; mais c'est une vertu qu'on ne peut pas toujours attendre d'hommes qui ont vu les leurs tomber par centaines à leurs côtés, et qui ont pu croire à une véritable trahison.

Le peuple, maître du palais, y montra la rigoureuse probité qu'il devait montrer plus d'une fois dans des conditions semblables. Il fit lui-même justice, et une justice impitoyable, des pillards et des voleurs.

Il y avait longtemps que Louis XVI était parti. Accompagné de la Reine et de ses enfants, il avait, dès le matin, quitté les Tuileries pour chercher un refuge à l'Assemblée nationale. Vergniaud, qui présidait la séance, lui avait dit qu'il pouvait compter sur la fermeté de l'Assemblée « pour la défense des droits du peuple et des autorités constituées ». Les événements allaient déchirer cette formule de convenance. On plaça le Roi dans la loge d'un journal appelé le *Logographe*. Et l'Assemblée continua la séance, tandis que le Roi s'étant fait apporter à boire et à manger, faisait un repas mêlé de quelque angoisse. Son règne était fini. L'Assemblée le suspendit de ses fonctions. Logé d'abord au Luxembourg, il allait être bientôt transféré à la Tour du Temple, reste presque unique du couvent fortifié élevé au Moyen Age par les Templiers.

La France allait enfin avoir les mains libres pour sa défense contre l'étranger : l'allié de ses ennemis ne serait plus installé à la tête du pouvoir.

III. — La fin de la Législative.

Si royaliste qu'eût été la majorité de la Législative, elle ne pouvait résister ni au fait accompli ni aux exigences impérieuses de la situation. Elle comprit elle-même que ses pouvoirs expiraient avec la Constitution monarchique. Dès le 10 août, elle établit le suffrage universel et décida la convocation d'une « Convention » nationale qui lui succéderait au plus tôt et déciderait des mesures à prendre « pour assurer la souveraineté du peuple et le règne de la Liberté et de l'Égalité ». Cela ressemblait terriblement à la République; mais la Législative ne la proclamait pas elle-même; elle se bornait à suspendre les pouvoirs du Roi, à décider que les décrets qu'elle votait n'avaient plus besoin de sa sanction, et à établir un ministère nouveau sous le nom de Conseil exécutif provisoire. Les Girondins y rentraient au pouvoir, avec Roland à l'Intérieur, Servan à la Guerre, Clavière aux Finances; mais ils avaient fait une place à un élément plus hardiment révolutionnaire : Danton devenait ministre de la Justice.

Le jour même du 10 août, l'Assemblée avait une grande pensée : en même temps qu'elle soutenait la guerre contre les gouvernements monarchiques, elle faisait entrer, en quelque sorte, dans la patrie française, les plus grands esprits des nations étrangères. Elle donnait le titre de citoyens français aux penseurs, aux poètes les plus illustres : aux Anglais Priestley, Bentham, Wilberforce; aux Allemands Schiller et Klopstock; à Washington; au défenseur de la patrie polonaise égorgée, Kosciusko.

En même temps, les chefs de nos armées étaient changés. L'un d'eux s'exclut lui-même, Lafayette. Il poussa l'aberration si loin qu'au moment où l'ennemi allait entrer en France, il essayait d'entraîner ses troupes à Paris pour rétablir Louis XV. Le fâs il entraîna les commissaires envoyés par l'Assemblée législative à le traiter en grand commandant. Il se vit un sot perdu; et tandis que l'Assemblée le mettait en accusation, il s'entayait avec son étui-major et cherchait un refuge dans l'armée ennemie. Il faut dire, à son honneur, qu'il n'y fut pas accepté, comme d'autres le seront plus tard, en tant qu'en alibi. Les Autrichiens l'envoyèrent dans un cachot à Olmütz, où il expia, par de longues et dures années de captivité, des fautes impardonnables et inexplicables chez un tel homme.

Il fut remplacé par Kellermann. A peu près en même temps, le Comité exécutif remplaçait par Dumouriez, à la tête de l'armée du Centre, l'incapable Luckner, auquel on ne laissait qu'un vain titre honorifique.

La situation n'en restait pas moins effroyable. Les troupes ennemies étaient entrées sur le territoire français le 10 août. Leurs forces montaient à un peu plus de quatre vingt mille hommes, chiffre faible pour nos armées contemporaines, important pour celles de ce temps : quarante-deux mille Prussiens, vingt-neuf mille Autrichiens, quelques milliers de Hessois, à peu près autant d'émigrés français. Au surplus, il n'entraît pas dans les idées des envahisseurs qu'ils auraient à affronter les chances d'une véritable guerre. Le résultat des premières hostilités était bien fait pour leur donner l'idée que nos troupes ne leur opposeraient pas de résistance sérieuse. Ils étaient d'ailleurs persuadés que la grande majorité du pays était exaspérée contre le 10 août, et les recevaient comme des libérateurs. L'idée de trouver devant eux les volontaires récemment engagés leur faisait hausser les épaules. On était encore sous l'impression des victoires du grand Frédéric; on croyait à la force invincible des armées composées non seulement de soldats de métier, mais d'hommes dressés à coups de bâton à devenir de véritables machines de combat, des façons d'automates de chair et d'os, manœuvrant avec une précision mécanique.

Les débuts encouragèrent cette illusion. La première place que les ennemis trouvèrent sur leur route, celle de Longwy, capitula dans les trois jours. Une place singulièrement plus importante, Verdun, fut investie le 30. Verdun pris, la route de Paris était ouverte aux alliés. Le commandant de Beaurepaire voulait défendre la ville. Mais la ville ne voulait pas être défendue. Dans la nuit, Beaurepaire désespéré se tua d'un coup de pistolet. Le lendemain, 2 septembre, la place se rendit. A l'entrée des Prussiens, un grenadier tira sur eux et se noya en se jetant dans la Meuse. Mais la plus grande partie de la population faisait fête aux ennemis. Quatorze jeunes filles, des

plus belles de la ville, venaient haranguer le roi de Prusse, et lui offrir des fleurs et des fruits. Elles devaient, hélas ! payer plus tard de leur tête cet outrage au patriotisme.

On devine quelles passions bouillonnaient dans Paris, durant ces terribles semaines. Il semblait que les ennemis n'eussent plus qu'à marcher sur la capitale, tant les défenses élevées à sa frontière tombaient vite devant eux. Et ce n'étaient pas les malheurs, si affreux qu'ils fussent, d'une guerre ordinaire qu'on avait à redouter ; le manifeste de Brunswick annonçait toutes les horreurs qu'on pouvait attendre, en d'autres temps, des plus féroces invasions des barbares. Le 28 août, Danton s'écriait à l'Assemblée : « Ce n'est que par une grande convulsion nationale que nous ferons reculer les despotes. » Et, comme l'Assemblée avait parlé des « lâches et des traîtres », il ajoutait qu'il fallait les arrêter sur l'heure, « fussent-ils trente mille ».

En effet, l'Assemblée, pour rechercher les ennemis de l'intérieur, ceux qui appelaient de



Prise des Tuileries (10 août 1792).

Tableau de J. Bertaux (Musée de Versailles).

leurs vœux les victoires de l'ennemi et étaient prêts à y collaborer, avait ordonné dès le 28 août des visites domiciliaires et l'arrestation des suspects : visites et arrestations faites dans la nuit du 19 au 20 août.

Quelques jours après, Vergniaud disait : « Ce n'est plus le temps de discourir ; il faut piocher la tombe de nos ennemis, ou chaque pas qu'ils font piochera la nôtre. »

Et Danton, dans un mouvement sublime : « Le tocsin qu'on va sonner n'est pas un signal d'alarme, c'est la charge sur les ennemis de la patrie ; pour les vaincre, que faut-il ? De l'audace, de l'audace, et encore de l'audace ! »

La surexcitation des esprits était portée à ce point, qu'un homme de grand courage et qui ne fut jamais parmi les furieux de violence, Merlin de Thionville, proposait à plusieurs reprises de saisir comme otages les femmes et les enfants des émigrés ; mesure barbare qui, bien entendu, fut repoussée.

Si tel était l'état d'esprit des dirigeants, quelles pouvaient être les colères et les angoisses des foules ! A ce moment, justement, une autorité singulièrement envahissante se dressait en

face de l'Assemblée législative. On a vu que, dans la nuit qui précéda le 10 août, les sections de Paris avaient nommé un « Conseil de la Commune » révolutionnaire, auquel le Conseil légal avait cédé la place, et qui avait joué un rôle important dans le mouvement sous lequel la royauté avait succombé. Le lendemain, ce Conseil était d'autant plus puissant que l'Assemblée s'était plus discréditée. On a vu celle-ci couvrir d'une indulgence qui ressemblait à de la connivence, les pires provocations de Lafayette. Elle avait semblé subir la victoire du peuple qui avait renversé Louis XVI plutôt qu'y prendre part. Tout cela avait semé dans la foule des méfiances trop explicables, et ôté à la Législative beaucoup de son autorité morale. Au contraire, la « Commune de Paris » pouvait revendiquer une bonne part de la victoire populaire. Elle se dressa bien vite en face de l'Assemblée, comme un pouvoir rival. Et quand la Législative voulut la dissoudre et faire procéder à de nouvelles élections, la Législative dut reculer.

Il y avait alors, hors de l'Assemblée, en vertu de la loi absurde qui en avait exclu les membres de la Constituante, un des hommes les plus considérables de la République, un des plus populaires, Robespierre. Il devait essayer de se faire un instrument de ce pouvoir nouveau, et en effet, c'est lui qui porta la parole en son nom, quand il vint à la barre de la Législative, réclamer contre le décret qui renvoyait le Conseil devant les électeurs : décret qui fut aussitôt rapporté. « Il faut, disait-il au nom de la Commune, que ceux que le peuple a choisis lui-même pour ses magistrats aient toute la plénitude du pouvoir qui convient au souverain. » Étrange langage qui attribuait la souveraineté de la nation, par-dessus l'Assemblée qu'elle avait nommée, aux élus d'une seule commune ! Mais telles semblaient, en effet, les prétentions du Conseil communal. On le vit ainsi traduire à sa barre un journaliste qui l'avait attaqué et, plus tard, pousser l'audace jusqu'à ordonner des perquisitions chez Brissot, membre de la Législative, l'un des chefs du parti qui exerçait le gouvernement.

Ainsi parut, pour la première fois, une tentative pour faire exercer, au nom de Paris, un pouvoir dictatorial sur la France. Parmi ceux qui soutenaient cette tentative, se trouvait naturellement Marat. Il dénonçait chaque jour les « infâmes pères Conscrits du Manège » (c'est ainsi qu'il désignait les membres de la Législative). Marat avait acquis une sérieuse influence sur les masses. Malgré ses odieuses folies, on lui savait gré de sa passion, de sa sincérité, de ses soupçons maintes fois justifiés par l'événement. On savait qu'il avait la sauvage monomanie de demander qu'on versât le sang à flots. Il s'était d'abord contenté de deux cents têtes : il en voulait maintenant mille fois plus. Il n'y aurait de salut, disait-il, que dans une dictature. Il acclamait le gouvernement d'un seul homme ou d'un triumvirat : d'un maître absolu, mais qui aurait « un boulet au pied » et qui n'aurait de tâche et de pouvoir que pour de féroces proscriptions. En temps ordinaire, il y avait peu de chance pour qu'on vît se répandre des idées si révoltantes. Mais elles devenaient plus dangereuses, dans une heure d'affolement, où l'on voyait de jour en jour s'avancer les ennemis qui venaient détruire Paris et noyer la Révolution dans des flots de sang. « Quel est le devoir du peuple ? » écrivait Marat, à ce moment tragique. « Le premier est de presser le jugement des traîtres détenus à l'Abbaye, et, si les traîtres sont blanchis, *de les massacrer sans balancer avec le nouveau tribunal, et les scélérats faiseurs de perfides décrets* ; le dernier parti, et le plus sage, est de se porter en armes à l'Abbaye, *d'en arracher les traîtres*, principalement les Suisses et leurs officiers, et de *les passer au fil de l'épée*. Quelle folie de vouloir leur faire leur procès ! Il est tout fait. »

Ces lignes odieuses avaient paru plus de dix jours avant que le conseil fût suivi. Et ce serait exagérer le crédit qu'elles purent avoir, que d'y chercher toute l'explication des horreurs qui suivirent. Les perpétuelles excitations de Marat y furent pour quelque chose ; mais il y eut, dans l'accès de fureur qui s'empara d'une partie du peuple, une explosion spontanée de terreurs tournées en colères féroces.

Chaque étape des armées d'invasion exaspérait ses anxiétés et ses haines ; les funérailles solennelles des morts du 10 août venaient de surexciter ses passions ; la nouvelle de l'investissement de Verdun mit le feu aux poudres. On venait d'arrêter les hommes suspects de faire cause commune avec l'étranger : c'est sur eux que se tourna la rage populaire. La foule, d'abord, massacra vingt prêtres, arrêtés pour refus de serment, qu'on conduisait à l'abbaye de Paris ; la fureur de la tuerie, une fois déchaînée, ne s'arrêta plus. On força l'entrée des prisons ; on mas-

sacra dans toutes : aux Carmes, à l'Abbaye, au Châtelet, à la Force, à la Conciergerie, à la Salpêtrière.

Une sorte de folle ivresse de sang paraissait s'être emparée de la foule. Chose hideuse ! elle dura quatre jours entiers, remplissant Paris d'épouvante. Le 9 (sept jours plus tard), par un dernier réveil de cet esprit de rage, une foule en partie venue de Paris immola une cinquantaine de prisonniers à Versailles.

Des épisodes d'une férocité particulièrement hideuse se mêlèrent à l'horreur de ces affreuses journées. Parmi les victimes se trouvait une des plus élégantes amies de Marie-Antoinette, une de ses anciennes favorites, M^{me} de Lamballe. Des misérables, après lui avoir coupé la tête, jeune



Massacres des 2-6 septembre 1792.

Dessin de Prieur, gravé par Berthault.

encore et charmante, la promenèrent au bout d'une pique, sous les murs du Temple, où la famille royale était enfermée, pour que la Reine eût l'affreuse douleur de voir ce sanglant trophée.

A un moment, le massacre se régularisa en quelque sorte ; il y eut un choix, et des simulacres de jugement. Une des figures les plus étranges du temps reparut à cette occasion : c'était l'huissier Maillard qu'on a déjà vu à la prise de la Bastille, puis à la manifestation des femmes allant chercher Louis XVI à Versailles, et qui rentra dans l'ombre après chacune de ces apparitions. Maillard, toujours sec, froid et calme, présidait le sinistre tribunal de l'Abbaye.

La Commune de Paris semble avoir été débordée à ce moment, comme toutes les autres autorités. Mais elle avait établi un « Comité de surveillance », où les plus violents s'étaient introduits, qui paraît avoir, non seulement accepté, mais encouragé le massacre. Deux de ses membres surtout, Panis et Sergent, signèrent des ordres meurtriers. Marat, de son autorité privée, s'était adjoint à ce Comité et n'avait garde de le décourager. Robespierre, avec sa correc-

tion et son esprit de conduite, n'était assurément pas homme à se fourvoyer dans cette sanglante convulsion. Mais il prit le moment où la foule massacrait aveuglément pour dénoncer absurdement aux Jacobins les Girondins comme coupables d'un complot ourdi pour porter le duc de Brunswick au trône de France. Et il nomma le journaliste Carra et Brissot, chez lequel la Commune allait ordonner aussitôt après des perquisitions. Il essaya de se justifier plus tard en disant que dénoncer, n'était pas « tuer ». Dans les heures de barbarie sauvage, une dénonciation peut facilement devenir mortelle.

Mais, d'une façon générale, tous les pouvoirs de ces temps d'orage assistèrent impuissants, avec un mélange d'horreur et de stupeur, à cette orgie de tueries. Les quelques démarches qu'on fit, soit du côté de l'Assemblée, soit du côté de la Commune, pour arrêter ou restreindre cette boucherie, échouèrent misérablement. Il y avait là comme une trombe de fureurs féroces qui passait, comme une monstrueuse vague de fond roulant irrésistiblement et couvrant le rivage de sa sanglante écume. Nul ne songea, et ne put songer ensuite, à des recherches ou à des poursuites qui auraient risqué de soulever une guerre civile devant l'invasion. Il ne resta de cette explosion de rage meurtrière qu'une affreuse tache de sang sur une page de notre histoire.

Quand on se fut réveillé de ce rêve épouvantable, il semble que tous les esprits en aient été bouleversés. Ceux qui avaient le plus détesté le massacre en parlaient avec une étrange faiblesse, quand ils en parlaient, comme si on ne sait quelle terreur continuait à peser sur eux. Ceux qui y avaient participé essayaient des sortes de désaveux, jusqu'à Marat. Mais la Commune ne paraît pas avoir renoncé à chercher, dans ces journées monstrueuses, une force nouvelle. Son comité de surveillance, y compris Marat, adressait en son nom, en province, contre le décret de l'Assemblée qui la renvoyait devant ses électeurs, une protestation où, après avoir dit qu'« une partie des conspirateurs féroces détenus dans les prisons avaient été mis à mort par le peuple » il ajoutait que la Commune de Paris, « fière de jouir de la confiance nationale, s'empresserait de se soumettre au niveau de la commune la moins nombreuse de l'Empire, dès qu'il n'y aurait plus rien à redouter ». En d'autres termes, elle prétendait exercer une sorte de dictature tant que dureraient des périls qui, il était aisé de le prévoir, continueraient pendant des années.



La princesse de Lamballe.
Portrait de Marck, gravé par Mme Fournier.
(Cabinet des estampes.)

Cette prétention révolta les hommes les plus avancés de la Législative. Ce n'est pas un Girondin, c'est un Montagnard, Cambon, qui demanda à la tribune si l'Assemblée céderait la souveraineté à la Commune. « Je frémis, disait-il, sur le sort de la Patrie. » Et il accusait ceux qu'il dénonçait d'être plus criminels et plus barbares que les étrangers qui envahissaient le territoire; il les qualifiait de « Syllas français ». Il appelait au secours de la loi les républicains du Midi. Une situation redoutable allait être léguée à la Convention que le pays nommait à ce moment.

Cependant, l'ennemi, maître de Verdun, avançait; mais il avançait lentement, et il avait donné au nouveau général, Dumouriez, le temps de prendre ses mesures. L'Argonne, où il comptait arrêter l'invasion, peut nous paraître une faible barrière : ce n'est qu'une succession de hauteurs couvertes de forêts qui n'ont rien de bien redoutable; mais le passage n'y était praticable alors que par cinq routes où il semblait aisé d'arrêter une armée. Dumouriez eut le temps de les garnir de troupes, et, évoquant le souvenir du défilé fameux qui donnait entrée en Grèce, et où cinq cents Spartiates, sous Léonidas, avaient, vingt-deux siècles avant, arrêté quelque temps l'immense armée des Perses, sauf à périr jusqu'au dernier, il écrivait à la Convention : « J'aurai ici mes Thermopyles; mais je serai plus heureux que Léonidas. » Il se trompait. La négligence d'un officier livra une des cinq routes : l'armée française allait être tournée; il ne lui restait plus qu'à se retirer au plus vite, tandis qu'il en était encore temps.

Dumouriez ne se découragea pas; il eut alors une idée d'une audace extraordinaire et d'une intelligence militaire rare. Après avoir fait sa jonction avec les troupes de Kellermann, il porta ses forces derrière l'endroit où les ennemis devaient passer pour marcher sur la capitale et leur offrit le combat, chacune des deux armées coupant les communications de l'autre. Il est bien évident que, dans ces conditions, les ennemis ne pouvaient pas continuer leur route en laissant notre armée derrière eux : il leur fallait la vaincre et la réduire à l'impuissance avant de pénétrer plus avant sur notre territoire.

Les Français occupaient une colline sur laquelle se trouvait un moulin à vent, près de Valmy. La journée (20 septembre) fut surtout une longue canonnade. De part et d'autre, l'artillerie ne cessa presque pas de tonner. On brûla tant de poudre que, par un effet singulier observé plus d'une fois, l'haleine enflammée des bouches à feu dissipa les nuages et arrêta la pluie. Il y avait, dans l'armée prussienne, le plus grand poète de l'Allemagne, Goethe, encore jeune, et attaché



La canonnade de Valmy, le 20 septembre 1792.

Dessin de Martinet, gravé par Cazenave.

dès lors à la personne de grand-duc du Saxe-Weimar. Il a laissé un récit de ses impressions durant la bataille, et décrit cette tempête d'artillerie.

Les Allemands ne pouvaient s'imaginer que les troupes qui s'étaient si vite débandées au début des hostilités, et à plus forte raison les soldats improvisés qu'étaient les volontaires, les « savetiers », comme ils les appelaient, tiendraient sous cette tempête de feu. S'il faut se jeter sur l'ennemi, l'élan de l'attaque peut entraîner des soldats novices. Mais tenir bon pendant de longues heures, sous une grêle de boulets, cela semble le fait de troupes aguerries. Un projectile ennemi avait fait éclater deux caissons, au pied même du moulin, et Kellermann avait eu un cheval tué sous lui. Brunswick crut qu'après une telle canonnade il aurait bon marché des nôtres. Par deux fois, il assaillit la colline, par deux fois les Français repoussèrent vaillamment l'attaque au cri de : « Vive la Nation ! »

Les ennemis avaient échoué.

Nombre de batailles, dans l'histoire militaire, ont eu une importance singulièrement plus grande au point de vue de leurs péripéties, du génie qui les a conduites, du sang versé, des trophées conquis, que cette canonnade manquée sur un moulin à vent. Aucune peut-être n'eut un

plus grand effet moral et ne pesa d'un si grand poids. L'armée ennemie arrivait, lassée de longs jours de marche dans la boue, sous les pluies interminables de ce triste automne, mais soutenue par la certitude de la victoire, ou plutôt par la conviction qu'on la recevrait à bras ouverts, et que les nôtres fuiraient devant elle presque sans combat. Valmy crevait d'un coup toutes les illusions. Il ne restait plus aux envahisseurs qu'à retourner chez eux.

Ici, il faut laisser la parole à Goethe :

« Le matin, on n'avait songé qu'à embrocher et à manger en masse tous ces Français : maintenant on n'osait plus ni parler ni se regarder, et si on s'adressait la parole, c'était pour maudire cette expédition. Il faisait déjà complètement nuit lorsque je me trouvai enclavé dans un vaste cercle au milieu duquel on n'avait même pas osé allumer de feu. Le plus grand nombre des hommes dont se composait ce cercle gardaient un morne silence ; quelques-uns exprimaient leurs craintes sur les résultats de cette journée, puis on finit par me demander ce que j'en pensais.

« — Je pense, dis-je, qu'à cette place, et à partir de ce jour, commence une nouvelle époque dans l'histoire du monde ; et nous pourrons dire : « J'étais là. »

En effet le génie indifférent, égoïste, aristocratique, mais profond et pénétrant du poète de cour, avait percé la vérité : à Valmy, le 20 septembre 1792, s'ouvrait l'ère des peuples.

La retraite des Prussiens se fit quelques jours après. Retraite lamentable, confuse, qui couvrait de voitures, de chevaux, de soldats en désordre, les routes où l'on enfonçait dans la boue. La pluie ne cessait pas ; on manquait de vivres ; les chemins étaient encombrés ; on semait la route de cadavres de chevaux, de chariots embourbés et, au milieu de ce désastre, les méthodiques généraux prussiens recommandaient à leurs troupes affamées de faire provision de craie pour astiquer leur uniforme. Dumouriez aurait pu aisément changer cette retraite en déroute. Il y a eu ici, quelque chose d'inconnu : peut-être des négociations restées secrètes expliquent-elles que cette retraite ait pu se faire sans plus de difficultés. En tout cas, l'armée d'invasion s'en allait définitivement. Ce n'étaient pas les souverains qui noieraient la République dans le sang : c'était la République qui irait chez les souverains.

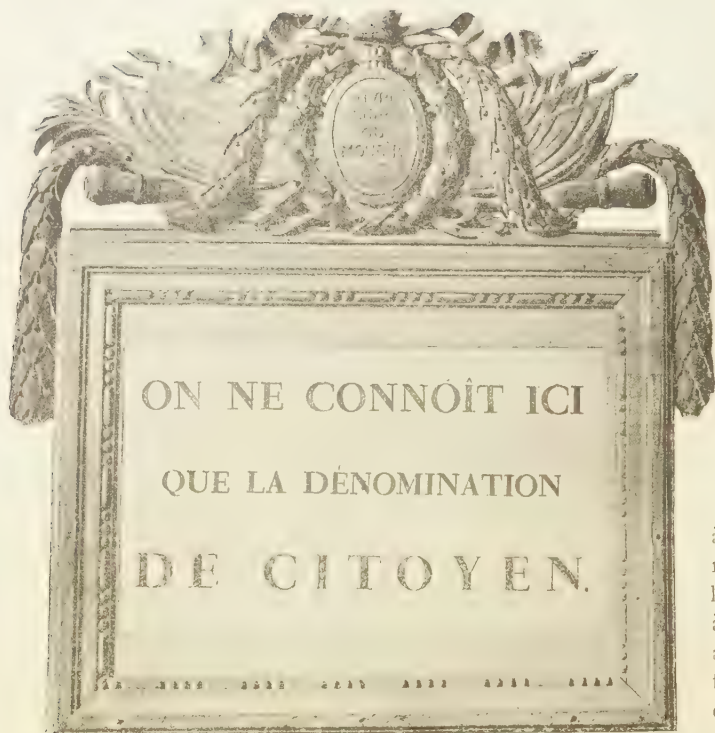
La Législative terminait sa carrière le jour même de la bataille de Valmy. Au moment de se séparer, elle avait achevé l'œuvre de laïcisation de la Constituante, en ôtant au clergé, pour les confier aux municipalités, les registres de l'état civil, et en inscrivant le divorce dans nos lois. Mais déjà la Convention entraînait en scène.



La Convention soutenue par le peuple.

Allegorie dessinée et gravée par L.-J. Allais (Musée Carnavalet).

L'Union et la Liberté couronnent d'olivier et de chêne le peuple Français qui debout une main armée de sa massue, soutient de l'autre la Convention nationale figurée par un rocher.



(Collection du Musée Carnavalet.)

LA CONVENTION

I. — La Convention. Ses débuts.

Le corps électoral avait donné à la Convention une grosse majorité au parti des Girondins. C'était lui qui avait joué le rôle principal à la Législative; ses orateurs y avaient été l'honneur de la tribune française, et quelques-uns de ses chefs entraient à l'Assemblée nouvelle, élus par plus d'un département. On vit donc rentrer à la

Convention : Brissot, Condorcet, Vergniaud, Guadet, Gensonné, Ducos, etc. Mais de nouveaux venus avaient grossi leurs rangs. Buzot avait fait partie de la Constituante où il n'avait joué qu'un rôle assez secondaire. Il allait se montrer un des orateurs remarquables de la Convention. Barbaroux était encore tout jeune, le plus jeune de la Convention avec Saint-Just : il n'avait que vingt-cinq ans. Secrétaire général de la mairie de Marseille, et envoyé par elle, malgré son âge, auprès de la Législative, pour y soutenir les intérêts de la grande cité provençale, il avait provoqué l'envoi des fameux « fédérés marseillais » qui avaient joué un rôle si important dans la prise des Tuileries. Aussi, avec le caractère hyperbolique du Midi, représentait-il un peu le 10 août comme son œuvre, bien qu'il fût resté, dit-on, chez lui pendant la bataille.

Louvet avait été d'abord célèbre comme écrivain. Il avait publié, à la veille de la Révolution, un roman à la fois sentimental et licencieux, le célèbre *Faublas*, qui avait eu un énorme succès. C'était la mode du temps; on admirait également les vertueuses sévérités de Rousseau dans ses ouvrages, et tel poème fort libre de Voltaire; le puritain Robespierre avait écrit de petits vers galants, et l'implacable Saint-Just avait débuté par une imitation des poèmes de Voltaire que je viens de rappeler. A la nouvelle de la prise de la Bastille, Louvet était accouru à Paris pour se jeter dans la politique; il était entré au « Comité de correspondance » des Jacobins, ce Comité qui, par ses relations épistolaires avec les provinces, avait une si grande part de la direction politique de la France. Un discours qu'il avait prononcé à la Législative, comme délégué de la section des Lombards, pour demander un décret d'accusation contre les princes, avait été fort remarqué : il avait fondé un journal d'une espèce singulière (mais il n'était pas le seul alors) qui s'affichait sur les murs : la *Sentinelle*. On dit que le ministère girondin en faisait les frais. Quoi qu'il en soit, le journal eut du succès, et Louvet fut envoyé à la Convention par les électeurs du Loiret.

Le ministre de l'Intérieur, revenu au pouvoir avec la Gironde, Roland, avait aussi été élu. On sait qu'il avait une femme beaucoup plus jeune que lui, et qui était appelée à un très grand rôle.

Mme Roland avait une brillante intelligence et une foi ardente en la cause de la Révolution. Mais, si elle possédait beaucoup de vertus républicaines, elle y joignait quelques défauts féminins. Elle voulait briller et diriger; elle mêlait à la politique d'ineffaçables préventions personnelles.

Son salon devint bientôt le centre du parti girondin; elle y prit une influence souveraine sur quelques-uns des membres du parti, qui ne virent plus que par ses yeux : Buzot lui avait voué une affection pure, mais passionnée : Barbaroux et Louvet se firent aussi ses porte-parole : Mme Roland reste une grande figure de la Révolution, et sa mort tragique sur l'échafaud a dignement couronné sa vie, mais on peut estimer qu'elle eut parfois une action funeste sur son parti.

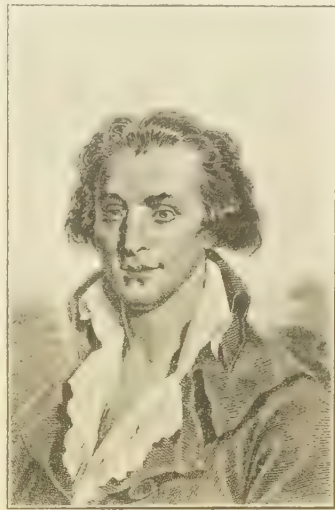
Pétion, maire de Paris, ne semble pas avoir été un homme de grande envergure; mais, à un moment, sa popularité a été presque sans égale. On l'a vu triomphalement acclamé le 14 juillet 1792. Comme Robespierre, il était l'idole du parti avancé; mais c'est dans le parti de la Gironde qu'il prit place à la Convention, probablement à la suite de ses dissentiments avec la Commune insurrectionnelle du 10 août.

Si les départements avaient donné la majorité aux Girondins, Paris, dès lors, s'était tourné contre eux. La division qui s'était produite dans le parti avancé de la Législative, si elle n'avait pas encore pénétré dans l'ensemble de la France, passionnait le peuple de la capitale. Tout ce qui tenait au parti girondin y fut battu aux élections; ce fut la Montagne qui triompha, à tel point qu'on la confondit quelque temps avec la députation de Paris.

La Montagne, qui devait finir par s'emparer de la Convention, comptait dans ses rangs trois hommes que l'on regardait comme ses chefs : on a même raconté qu'ils avaient formé une sorte de triumvirat, et leurs ennemis politiques leur attribuèrent, en effet, le projet d'en former un qui exercerait un pouvoir dictatorial, supposition absurde, car ces trois hommes avaient entre eux trop de différence, et, je puis dire, d'antipathie de nature pour pouvoir être associés dans une telle entreprise.

Le premier était Danton, qui, en ces heures de suprême péril, eut, on peut le dire, dans la poitrine tout le génie de la Révolution. Cette grande et puissante figure, au masque bouleversé, à la voix tonnante, aux muscles d'athlète, à la parole volcanique, domine les commencements de la Convention.

Autour de lui, et suivant ses inspirations, se serre un groupe d'hommes de valeur à des points de vue très différents. J'ai déjà parlé du grand écrivain de la Révolution, Camille Desmoulins, qui reste inséparable de Danton, bien qu'il subisse encore parfois l'influence de son cher camarade de collège, Robespierre. Mais, à côté de Camille, j'aperçois les hommes venus des côtés les plus opposés. Tel, comme Héroult de Séchelles, sort des rangs de l'aristocratie. Tout jeune, et dix ans avant la Révolution, il a été un des premiers favoris de Marie-Antoinette, et sa rapide fortune judiciaire, servie, il faut bien le dire, par de précoces et éclatants succès oratoires ou littéraires, mais où la faveur de la cour avait sa large part, lui a valu bien des jalousies dans la magistrature. Avant trente ans, il était avocat général au Parlement de Paris, et la Reine lui envoyait une écharpe brodée de sa main. Cela ne l'a pas empêché de rompre avec la cour, dès le début de la Révolution, et de s'attacher à la cause du peuple; il fut même, dit-on, un des combattants du 14 juillet. Ce transfuge de l'aristocratie fait, dans l'entourage de Danton, un étrange contraste avec le boucher Legendre qui, après avoir été mousse et avoir traversé dix ans d'aventures sur mer, a ouvert un étal rue des Boucheries-Saint-Germain; ce fut dès la première heure, un des soldats passionnés du mouvement révolutionnaire, un entraîneur de foules qui a été de toutes les batailles, qui, bien que peu lettré, avec la puissance de ses poumons et sa parole déclamatoire, mais forte, aura quelques succès de tribune. L'intime de Danton, son secrétaire au ministère de la Justice, est Fabre d'Églantine, l'écrivain dramatique qui a eu un des grands succès du temps avec *Philinte* ou la *Suite du Misanthrope*, et, détail curieux, l'auteur de la romance restée célèbre : « Il pleut, il pleut, bergère ». Ajoutez Merlin de



Fabre d'Églantine.

Gravure de Frilley, d'après Deveria.
(Cabinet des estampes.)

Thionville, Basire, Chabot, Philippeaux. Tel était ce qu'on peut appeler l'entourage de Danton; mais on peut dire que c'est vers lui que se tournaient les plus utiles et les plus désintéressés parmi ceux qui faisaient de bonne besogne pour la France envahie.

Nul contraste plus grand que celui de cet homme au génie orageux et large, et le sage, l'avisé Robespierre. A la tribune, on ne peut imaginer deux éloquences plus contraires. Robespierre avait assurément une grande puissance oratoire. Mais ses discours, polis et repolis, limés, méthodiques, laborieusement composés suivant les formules de Jean-Jacques Rousseau, n'ont pas une étincelle de flamme. Propret, correct comme sa parole, soigneux avant tout de sa popularité, il a su grandir continuellement, grâce à une tenue, à une prudence, à un esprit de conduite singuliers. Pauvre, et faisant toujours valoir sa pauvreté, vertueux et n'ayant à la bouche que sa vertu, aussi habile à se réserver que Danton était fougueux à se prodiguer, ayant, dès le début de la Constituante, travaillé à se donner la réputation de l'homme des principes, il a semblé faire son possible pour devenir une idole, et il y a réussi. Il avait ses dévots et même ses fanatiques. Ce n'était pas un homme d'action : on ne l'avait vu au combat dans aucune des grandes journées de la Révolution; on ne peut lui attribuer aucune part décisive prise à l'organisation des forces révolutionnaires ni au dedans, ni en face de l'ennemi; mais sa rectitude avait toujours fait grandir sa fortune politique.

Les élections l'avaient doublé d'un lieutenant de haute valeur. Saint-Just venait à peine d'avoir l'âge requis pour être élu quand il était entré à la Convention. Mais c'était un bien étrange jeune homme, et d'une maturité bien précoce, que cet homme d'une énergie et d'un sang-froid effrayants, à la figure d'une raideur, d'une sévérité impassibles, et d'une allure si solennelle qu'on a dit de lui « qu'il portait sa tête comme un Saint-Sacrement ». Son éloquence implacable avait le tranchant froid de l'acier, et sa forte pensée se resserrait en formules absolues qu'on eût dit faites, dans leur hauteine et rigoureuse concision, pour être gravées sur l'airain : éloquence le plus souvent sinistre, qui s'abattait comme un couperet sur la tête d'illustres victimes. Cet homme, dès sa première jeunesse, avait un caractère incroyablement trempé, une énergie singulièrement calme et forte, et toute l'autorité du commandement. On le verra, envoyé en mission à Strasbourg et aux armées, y déployer des qualités gouvernementales aussi puissantes que son rôle à la Convention fut meurtrier. Indissolublement attaché à Robespierre, il était destiné à frapper avec lui, à tomber et à mourir avec lui : tué avant trente ans, et laissant dans l'histoire un étrange souvenir de convictions farouches et de grandeur inhumaine.

Le troisième homme politique qu'on désignait comme un des chefs de la Montagne était en réalité un isolé, autant par la furieuse divagation des idées qu'il exprimait que par son caractère « insociable »; on l'a appelé « un porc-épic » : c'était Marat. Marat, malgré l'action qu'il exerça sur les foules, était et devait rester un solitaire, enfermé et comme séquestré qu'il était dans son orgueil, dans ses idées fixes de sang et de dictature, dans la terrible mission qu'il s'attribuait. Tout entier à sa tâche de soupçons, épouvantablement sincère, consumé par un travail surhumain, se refusant jusqu'au sommeil, usant toutes ses heures à dépouiller les lettres de dénonciation qui lui venaient de toutes parts, à recevoir et à entendre tous ceux qui assiégeaient sa porte en accusateurs, à faire les enquêtes et les recherches que tant d'accusations lui suggéraient, enfin à accomplir la besogne écrasante du journal dont il portait tout le poids; convaincu que seul il voyait clair et pouvait sauver la Révolution. Thiers a dit de lui qu'il avait toutes les vanités, même celle de la modération; et en effet il eut des éclairs, bien courts, de modération, en ce sens qu'il étendit parfois au parti des enragés ses soupçons perpétuels. Son élection à la Convention surprit et fut contestée. Il est bien évident que son sauvage et perpétuel tocsin de furie répugnait à la majorité des électeurs. Mais on le traitait en exalté dévoué à la cause des patriotes. L'incontestable talent d'écrivain, souple, vivant, sans emphase, qu'il consacrait à répandre ses cruelles conceptions, contribuait, avec l'étrangeté paradoxale de ses excitations, à faire lire sa feuille sanguinaire : sa visible et effroyable sincérité, la façon dont il avait été pourchassé, et surtout, hélas ! la confirmation par l'événement de nombre de ses soupçons contre les hommes qui avaient été les plus aimés des foules, depuis Mirabeau jusqu'à Lafayette, lui avaient donné, à défaut d'une suite de disciples, une énorme popularité. Un peuple si souvent trahi perd sa répugnance pour la monomanie du soupçon : des foules assaillies des plus affreux dangers et des

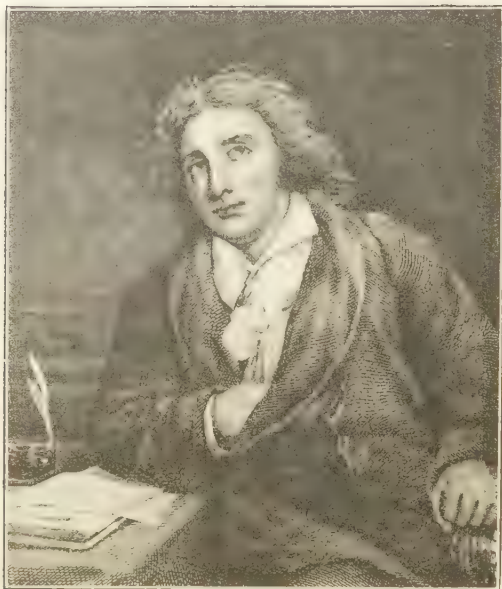
plus cruelles angoisses, entre les menaces de mort de l'invasion et les trahisons de l'intérieur, glissent aisément sur la pente des plus sanglantes répressions. Marat fut un peu nommé comme un excentrique : les attaques qu'on lui prodigua lui firent de triomphantes revanches ; le coup de couteau qui le frappa devait lui valoir une sorte d'apothéose.

D'autres Montagnards devaient jouer un rôle important dans l'histoire de ce temps, avec moins de sincérité peut-être. Barère n'avait guère de conviction solide ni un caractère bien vaillant. Il avait flotté de la Gironde à la Montagne. Mais il eut ses heures de succès prodigieux, quand il fut chargé de faire à la Convention, sur les opérations militaires, ces rapports qu'on appelait ses « Carmagnoles » et où il faisait aux victoires de la République une toilette littéraire assez brillante, quoique de valeur médiocre. Il avait une extraordinaire facilité de travail, savait faire causer les hommes compétents ou les esprits supérieurs au sien et excellait à mettre en œuvre leurs idées. Tallien, d'abord simple prote du *Moniteur*, avait joué un rôle violent dans la Commune de 1792, dont il était secrétaire. Ce devait être un terroriste enragé, avant de passer de l'autre côté. Sans avoir fait de vœux, Billaud-Varenne avait été préfet des études au collège de Juilly, tenu par la Congrégation de l'Oratoire, et s'en était fait chasser. Il s'était attaché à Danton, dont il avait été secrétaire, et qu'il ne devait pas moins proscrire. Il avait quelque peu encouragé les massacres de septembre. On le verra prendre part tour à tour, avec une passion meurtrière, aux sanglantes opérations qui immolèrent successivement les Girondins, les Dantonistes et le parti de Robespierre. C'était un petit bourgeois « têtue et rangé », mais sanguinaire. Collot d'Herbois avait été acteur et auteur dramatique. Il était arrivé à la Convention par les Jacobins, où il avait eu des succès oratoires, et resta leur homme. Lui aussi devait se couvrir de sang pendant la Terreur. Il faut mentionner enfin l'oratorien défroqué, Fouché, bien que cet homme de ruse, un des plus grands coquins de son temps et de tous les temps, n'ait joué à la Convention qu'un rôle de second plan. C'est plus tard que ce maître intrigant, sans scrupules d'aucune sorte, né pour les basses besognes de police et de trahison, devait, à la honte de notre histoire, y prendre un rôle considérable.

D'autres hommes de la Montagne sont d'un rang moral singulièrement plus élevé : ce sont ceux qui ont accompli la bonne besogne, pour le salut de la France, sans se mêler aux déchirements de la Convention : Carnot, l'illustre « organisateur de la victoire », qui dirigea magnifiquement les campagnes de la Révolution ; Dubois de Crancé, trop oublié, qui eut le rôle principal dans l'organisation de ses armées ; Cambon, l'honnête homme sur qui pèsera jusqu'au bout le poids écrasant de ses finances ; Jean Bon Saint-André, qui reconstituera à la France une marine. D'autres sont illustres à d'autres titres, comme Lakanal, qui se donna pour tâche la création de l'instruction, et Romme, le mathématicien, le républicain passionné. Sur les bancs de la Convention siégeait le grand David, celui qui, dès le règne de Louis XVI, avait ramené dans l'art le style le plus sévère de la Grèce ancienne et les plus hautes inspirations de l'antiquité ; qui avait ainsi (quoiqu'il détestât les Académies) créé un art académique dont l'influence dominatrice devait s'étendre pour longtemps à toute l'Europe. Ses œuvres, il est vrai, ne se ressentaient que trop de ce que cette manière archaïque avait de convenu et de factice : mais on y voit percer malgré tout, surtout dans les portraits et les sujets contemporains, un tempérament singulièrement puissant de peintre bien moderne, à travers l'attirail archaïque où il s'emprisonne volontairement. Il arrive souvent qu'aux époques les plus créatrices, à la marche la plus hardie vers l'avenir se mêle l'imitation systématique d'un passé lointain, un parti pris d'en évoquer les souvenirs, d'en prendre le langage, d'en copier les costumes et les dehors. La grande Renaissance du seizième siècle était mêlée d'un retour à l'antiquité païenne ; plus tard, le romantisme devait affecter de revenir au Moyen Âge : sous la Révolution, on avait sans cesse à la bouche Sparte ou Rome. Ce que les écrivains et les orateurs faisaient à la tribune ou dans la presse, avec leurs perpétuelles



Lazare-Nicolas-Marguerite Carnot.
D'après la gravure de J.-B. Compagnie.



Marie-Joseph Chénier.
Portrait gravé conservé à la Bibliothèque nationale.

que la publication de ces poèmes inachevés devait révéler quel poète la France avait perdu en lui. Marie-Joseph était déjà célèbre pour sa tragédie de *Charles IX*, où l'on sentait un souffle révolutionnaire, et qui avait soulevé des luttes passionnées à la fin du règne de Louis XVI. Il a trop disparu derrière le génie de son frère, il a eu de très vigoureuses inspirations poétiques, il a fait des vers superbes et l'on ne peut oublier qu'il est l'auteur de l'admirable *Chant du départ*.

Il y avait à la Convention une droite conservatrice ou réactionnaire, restée secrètement royaliste. Mais elle était impuissante; elle n'avait guère d'hommes de valeur à mettre en ligne; elle manquait absolument d'énergie et de courage, et elle joua un rôle, non seulement effacé, mais un peu honteux. L'homme le plus remarquable ou le plus connu de ce parti était Sieyès, qu'on a vu exercer une si grande action aux débuts de la Révolution. Il semble qu'il se soit terré pendant toute cette période. On raconte qu'à quelqu'un qui lui demandait ce qu'il avait fait pendant la Terreur, il répondit : « J'ai vécu. » Il a nié cette parole : mais elle traduit exactement cette partie de sa vie, et elle a bien la forme tranchante qu'il aimait à donner à son langage. Sa réputation un peu usurpée de profondeur lui fit attribuer un rôle important d'influence cachée, et Robespierre l'appelait la « taupe de la Révolution ». Mais on ne voit guère de trace de cette influence. En général, les hommes de cette opinion ne se vantaient pas, comme les grands révolutionnaires, d'avoir

évoqueries de Lycurgue ou de Caton, David le faisait en peinture. C'est lui qui, de son crayon génial, traçait les décors et les costumes des fêtes républicaines, et leur donnait leur aspect un peu archaïque, sévère et beau.

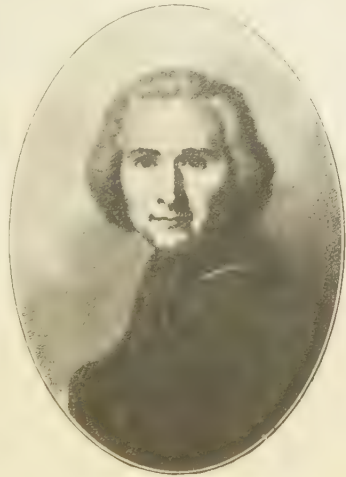
Si la Révolution avait son peintre officiel sur les bancs de la Convention, elle y avait aussi son poète. La réputation de Marie-Joseph Chénier a été éclipsée par la gloire posthume de son frère, le merveilleux génie qui rajeunit, on pourrait presque dire ressuscita la poésie française, en puisant aux sources vives de la Grèce antique, qui donna à notre vers la vivante et harmonieuse souplesse, la grâce exquise et simple, la divine mélodie de la poésie hellénique, et fut, chose étrange, en revenant aux plus pures traditions classiques, le précurseur et l'un des maîtres du romantisme. Mais André Chénier était encore inconnu, ou plutôt, on ne le connaissait que comme journaliste royaliste : car les deux frères s'étaient rangés dans les camps politiques les plus opposés. Ce n'est que longtemps après sa mort, sous la Restauration,



André Chénier.
(Cabinet des estampes.)

fait un pacte avec la mort. Pendant la tempête, ils ne songeaient qu'à vivre, ou plutôt à survivre, se mettant silencieusement à la remorque du plus fort : à la suite des Girondins d'abord, puis sans résistance, à celle de Robespierre. On avait baptisé leur parti des noms de « Ventre » ou de « Marais », on les appelait les « Crapauds ». Ces qualifications étaient plus méprisantes qu'injustes.

Les premiers membres arrivés à la Convention avaient tenu une sorte de séance préparatoire le jour même où la Législative avait achevé ses travaux. Mais c'est le lendemain qu'eut lieu la première séance effective, et la Convention débuta en abolissant la royauté. Danton venait de faire adopter deux propositions : celle de soumettre la Constitution future à la ratification du peuple (pour faire évanouir les fantômes de dictature) et celle de déclarer que toutes les propriétés seraient éternellement maintenues (pour rassurer contre les idées de loi agraire), quand Collot d'Herbois proposa de détruire le régime monarchique. Alors Grégoire, le vaillant curé démocrate devenu évêque constitutionnel de Blois : « Les rois sont, dans l'ordre moral, ce que sont les monstres dans l'ordre physique. L'histoire des rois est le martyrologe des nations... » La royauté fut abolie à l'unanimité, aux cris de « Vive la nation » poussés par les tribunes. Chose curieuse, le nom de la République n'avait pas été prononcé. C'est dans les rues, quand on y proclama le soir aux flambeaux le décret de la Convention, que jaillit de toutes parts le cri de « Vive la République ! » Le lendemain, 22 septembre, Billaud-Varenne faisait décider de dater les actes publics de « l'an I de la République » au lieu de l'an IV de la liberté.



L. — (1793).
Gravé par Le Comte, d'après S.-J. Le Gros.
(Cabinet des estampes.)

La Convention allait perdre ses premières semaines dans de funestes querelles. Girondins et Montagnards s'y retrouvaient aux prises. On n'avait désarmé ni d'un côté ni de l'autre. Les éléments parisiens, qui avaient permis à la Commune d'usurper le pouvoir, gardaient toute leur animosité contre la Gironde. Dès le 15 septembre, à la nouvelle des élections, Marat écrivait : « Français, qu'attendez-vous d'hommes de cette trempe ? Si vous ne les dépouillez du talisman funeste, l'inviolabilité ;... si vous ne les livrez au glaive de la justice populaire dès l'instant qu'ils viendront à manquer à leur devoir..., c'en est fait de vous pour toujours. » Et le 21 septembre : « Une réflexion m'accable, c'est que tous nos efforts pour sauver le peuple n'aboutiront pas sans une nouvelle insurrection. »

Les Girondins se sentaient en force. Ils avaient une grande majorité dans la Convention. Ils étaient les maîtres du Gouvernement, Danton ayant dû abandonner, après un décret du 29, son portefeuille incompatible avec le mandat de membre de la Convention. Ils étaient encore sous l'impression des massacres de septembre. Ils avaient vu l'Assemblée élue par la France impuissante devant les usurpations de la Commune. Ils jugeaient l'heure propice pour restaurer et mettre en sécurité l'autorité légale, non sans quelques idées de revanche, surtout parmi les intimes de M^{me} Roland.

De part et d'autre on échangeait des accusations calomnieuses. La Gironde accusait la Montagne de nourrir des projets de dictature et de triumvirat, étendant ainsi à tout le parti les rêves insensés de Marat. La Montagne accusait la Gironde d'être « fédéraliste », c'est-à-dire de vouloir détruire l'unité de la France, parce que, élue par les départements, elle s'appuyait sur eux.

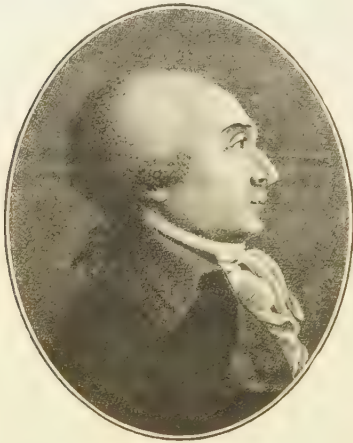
Des deux côtés, les meilleurs essayaient d'arrêter ces funestes divisions. Du côté girondin, des hommes tels que Condorcet et Vergniaud, les gloires du parti, se tenaient en dehors de ces animosités. Du côté des Montagnards, Danton fit, jusqu'au bout, jusqu'à la fatale journée du 2 juin, des efforts constants et énergiques pour rétablir l'union. Ils furent, hélas ! impuissants.

L'attaque commença dès le 23 septembre par la proposition de Buzot, l'ami, l'admirateur passionné de M^{me} Roland, de donner à la Convention une garde prise dans les quatre-vingt-trois départements. C'était traiter Paris en ennemi. La Convention vota la nomination des commis-

saires, pour lui présenter un projet en ce sens. Mais le 25, Merlin de Thionville protesta. Alors Danton : « C'est un beau jour, dit-il, que celui qui amène une explication fraternelle au sein de cette Assemblée. » Puis, reconnaissant qu'il y avait eu des exagérés, et désavouant Marat assez rudement, rappelant qu'il appartenait, non à Paris, mais à un département qu'il aimait, invitant la Convention à punir de mort quiconque prétendrait à la dictature ou voudrait détruire l'unité de la France, écartant les deux accusations dont les deux partis se chargeaient : « Ce ne sera pas sans frémir, dit-il, que les Autrichiens apprendront cette sainte harmonie : alors nos ennemis sont morts. »

Hélas ! cette sainte harmonie n'était pas près de s'établir. Buzot suspectait jusqu'à la déclaration de Danton sur la dictature. Barbaroux accusait Robespierre, en rapportant un propos qui était démenti. Marat intervenait : « J'ai, dans cette assemblée, un grand nombre d'ennemis. » (Tous ! Tous ! lui répondait-on.) Et il se vantait d'avoir sans cesse réclamé la dictature et le triumvirat. C'était la guerre déclarée.

La bataille reprenait le 29 octobre. Roland, toujours ministre de l'Intérieur, apportait un rapport de dénonciation contre Paris, fait avec des documents de police. Et comme Robespierre, visé, répondait que personne ne l'accusait en face, Louvet : « Je demande la parole pour l'accuser ! » Louvet préparait depuis quelque temps un réquisitoire contre Robespierre, et peut-être le rapport de Roland avait-il été concerté pour lui fournir l'occasion de le produire. En vain Danton intervint encore, adjurant la Convention de renoncer à ces accusations réciproques, disant que Roland, dans une bonne intention, avait pris pour un complot « de petites et misérables intrigues » ; que tous ceux qui parlaient de la « faction Robespierre, étaient des esprits prévenus ou de mauvais citoyens ». Louvet fit ensuite un réquisitoire, morceau assez éloquent où les mots « Robespierre, je t'accuse » revenaient comme un refrain, mais auquel manquaient les griefs précis et probants. Robespierre demanda huit jours pour répondre, et les obtint. Cette agression fit mauvais effet, même sur quelques Girondins. Dans son journal, Condorcet, sous sa signature, blâma le rapport de Roland et le réquisitoire de Louvet. Et quand, au jour fixé, Robespierre se fut défendu avec habileté, la Convention vota l'ordre du jour pur et simple qu'il demandait.



Jacques-René Hébert.

Gravé par E. Bovinet, d'après un dessin de F. Bonneville (Cabinet des estampes).

Ces attaques, terminées par un échec, n'eurent d'autre résultat que de donner à la Gironde des airs agressifs qui ne pouvaient pas lui profiter et de la présenter comme animée d'une violente hostilité contre le peuple de Paris. D'ailleurs, ses ennemis profitaient de toutes les occasions pour soulever les esprits contre elle. Tous les éléments violents qui avaient, à la fin de la Législative, fait campagne avec la Commune, ne cessaient de la dénoncer et de l'assaillir. Un de leurs chefs, Hébert, y mettait une animosité particulière. Hébert était un homme de talent qui avait fait le triste calcul d'affubler sa littérature politique des mots les plus grossiers de la langue poissarde. La dénonciation était sa guerre habituelle, et chaque numéro de son journal portait en tête : « La grande colère du Père Duchêne contre ... » Le nom seul variait, la colère était toujours aussi furieuse, et elle entremêlait ses éclats de f..., de b... de j...-f... et de tout le vocabulaire des charretiers. Vice plus grave que cette grossièreté voulue dans les termes, il était monstrueux dans ses attaques, et ses outrages aux femmes étaient révoltants.

Il n'était pas besoin des infamies qu'il prodiguait à Mme Roland pour rendre bien vite le ministre et sa femme violemment impopulaires. L'action dirigeante qu'un salon cherchait à prendre sur la politique du pays fournissait un thème trop facile aux attaques contre la Gironde. L'opinion n'aime pas ces influences occultes, surtout dans une démocratie. La calomnie s'en mêlait : on répandait des légendes fantastiques sur les « dîners de Roland » qui vivait très modestement, comme un homme sans fortune, et dont la probité était au-dessus de tout soupçon.



Types des principaux assignats et mandats territoriaux émis pendant la Révolution.

Il devint bientôt, avec Brissot, la tête de Turc du parti extrême. Et les « Girondins » étaient qualifiés de « Rolandistes » et de « Brissotins ».

D'affreux malheurs eussent peut-être été évités, si, du côté des Girondins, on avait su comprendre les généreux efforts de Danton pour la « sainte harmonie » des révolutionnaires. C'est là à ce qu'il semble, que Mme Roland eut une influence bien funeste. Elle avait une antipathie de femme contre ce génie mâle et populaire, antipathie si absurdement haineuse que, comme un vol considérable avait été, dans cette période, commis au garde-meubles, vol dont les deux partis essayèrent de se rejeter la responsabilité, tant les inimitiés d'alors étaient aveugles, elle disait et elle écrivait que Danton seul avait assez d'audace pour le commettre. Elle contribua à faire échouer la réconciliation des forces vives de la Révolution. C'est une faute que, hélas ! elle a cruellement expiée.

Un débat d'un haut intérêt occupa la Convention dans cette période. Le 13 novembre, Cambon proposa la suppression de l'impôt des patentes et une très grosse réduction de l'impôt foncier : il équilibrait le budget en proposant la suppression du budget des cultes qui montait à cent millions. C'était la première apparition de la séparation des Églises et de l'État.

Cette proposition, que la Convention devait très sagement adopter plus tard, reçut d'elle, à ce moment, le plus mauvais accueil. Danton lui-même, qui en philosophie semble s'être rapproché des opinions de Diderot, et qui ne reconnaissait, disait-il, « d'autre culte que celui de la Justice et de la Liberté », Danton fut épouvanté de l'effet qu'une telle mesure aurait sur les populations des campagnes, qu'il croyait plus dévotes qu'elles n'étaient. Il fallait, disait-il, attendre que « la lumière ait pénétré dans les chaumières », et il allait jusqu'à qualifier de « crime de lèse-nation » la tentative d'ôter au peuple « des hommes dans lesquels il peut trouver des consolations ». Il semblait ne point comprendre qu'en ôtant à une Église reniée par le Pape le privilège qui exaspérait les croyants fidèles au Vatican, on aurait fait œuvre de prudence, même au point de vue religieux.

La façon dont Robespierre combattit la même mesure avait un tout autre caractère. Elle portait la trace d'une singulière religiosité, et d'une sorte de pensée d'alliance entre le catholicisme et « le culte de l'Être suprême », selon Jean-Jacques, dont il devait sembler plus tard le souverain Pontife. Il vantait *ces dogmes imposants* qui prêtent leur appui à une *sublime et touchante doctrine d'égalité* ; il allait jusqu'à dire que *si la Déclaration des droits de l'homme était déchirée par un tyran, nous la retrouverions encore dans ce Code religieux que le despotisme sacer-*



Maximilien Robespierre au Club des Jacobins.
Gravé d'après le tableau de Buchez (Cabinet des estampes).

dotal présentait à notre vénération. Le journal de Condorcet traçait de lui, à ce sujet, un curieux portrait. Après s'être demandé pourquoi Robespierre avait tant de femmes autour de lui, il disait : « *C'est un prêtre* qui a des dévotes... Il est grave, fier, mélancolique, exalté à froid..., il vit de peu et ne connaît pas les besoins physiques..., il a des gardes pour sa personne; il harangue les Jacobins quand il peut se faire des sectateurs, il se tait quand il pourrait exposer son crédit..., il s'est fait une réputation d'austérité qui vise à la sainteté..., il parle de Dieu et de la Providence, se dit l'ami des pauvres et des faibles d'esprit, reçoit gravement leurs adorations et leurs hommages, il disparaît avant le danger, et on ne voit que lui quand le danger est passé : Robespierre est un prêtre, et ne sera jamais qu'un prêtre. »

C'est une caricature plus qu'un portrait : mais elle est touchée de main de maître.

II. — Les premières conquêtes.

Pendant que la Convention se livrait à ses divisions, nos armées marchaient de victoire



Bombardement de Lille.

Tableau de Leconte (Musée de Versailles).

en victoire. Valmy avait ouvert une série de triomphes. Il faut bien le dire : les idées de la Révolution avaient, dans ces succès foudroyants, autant de part que la vaillance des soldats et que le mérite des généraux; car aucun des grands hommes de guerre que la Révolution devait produire n'avait encore paru.

Tandis que les Prussiens faisaient leur lamentable retraite vers le Rhin, du côté des Alpes, Montesquiou entra en Savoie, le 25 septembre, avec 1.800 hommes, et les troupes sardes se retiraient sans combat. Quelques semaines après, la Savoie était réunie à la France. On ne peut

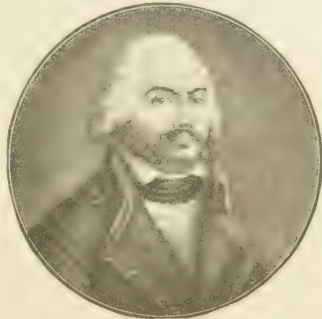
pas dire qu'elle fut conquise : elle se donna avec enthousiasme à la nation à laquelle elle appartenait par le sang. « Ce fut, dit Michelet, un élan de fraternité. » Les populations allaient au-devant des soldats, acclamaient le drapeau tricolore et chantaient la *Marseillaise*. Le 14 novembre, elles éalisaient une « Assemblée nationale souveraine des Allobroges » (on sait que tel était dans l'antiquité le nom des habitants du pays). Et cette Assemblée votait aussitôt l'annexion de la Savoie à la France républicaine. La Savoie avait appartenu, jusque-là, à la famille souveraine du Piémont, celle qui règne aujourd'hui sur l'Italie, et dont elle était le berceau. Mais elle était française de race, de langue et de cœur. On sait qu'elle devait le rester de fait jusqu'à la chute du premier Empire, et le redevenir sous le second, par l'expression de sa libre volonté. A la Savoie il faut associer Nice, où Anselme entra le 28 septembre sans combat, et dont on ne tarda pas non plus à proclamer la réunion à la France.

Les Autrichiens avaient commencé le siège de Lille à peu près à la même époque où les Prussiens envahissaient la Lorraine. Siège atroce qui eût fait croire que les ennemis voulaient réaliser le manifeste du duc de Brunswick. En une semaine de bombardement, ils firent pleuvoir sur la malheureuse ville soixante mille boulets rouges. L'archiduchesse Christine eut la cruelle curiosité de vouloir assister à ce beau spectacle. La population fut héroïque : elle resta intrépide sous une pluie de feu, au milieu des incendies. Elle narguait les instruments de mort dont on l'accablait. On raconte qu'un barbier, près duquel une bombe venait d'éclater, en ramassa un fragment pour s'en faire un plat à barbe. Valmy survint, il fallait compter avec l'armée victorieuse de Dumouriez : les Autrichiens levèrent le siège et détalèrent, laissant la ville en partie brûlée, mais délivrée et restée française.

Les nôtres étaient déjà entrés en Allemagne : le chef de l'armée d'Alsace, Biron, courageux, mais irrésolu, laissa à son lieutenant Custine, nommé chef de l'armée des Vosges, l'initiative et l'honneur de l'expédition. Custine était un noble, très brave, très populaire parmi ses soldats. Sa tournure martiale l'avait fait surnommer « le général Moustache ». Il entra hardiment sur le territoire ennemi.

L'Allemagne avait déjà subi l'influence de la Révolution française. A cette époque, elle était loin de former une nation ; le morcellement politique, le maintien d'un régime économique absurde paralysaient toutes les activités industrielles. Cependant, entre une noblesse insolente et une population rurale écrasée sous un servage monstrueux, vivait et pensait une minorité bourgeoise, le cerveau de l'Allemagne, qui allait élever très haut la gloire du génie national. Ceux qui faisaient partie de cette élite s'étaient pris d'enthousiasme pour les grandes idées du dix-huitième siècle français ; ils connaissaient Voltaire, ils admiraient surtout Rousseau. Le plus grand d'entre eux, Goethe, s'inspirait dans ses premières œuvres de l'histoire contemporaine de la France. Présent à Valmy, il avait compris qu'un monde nouveau naissait de la grande victoire républicaine. Schiller, dans son premier drame des *Brigands*, fondait la république moderne plus libre que la république antique. La Déclaration des droits de l'homme avait trouvé un écho passionné de l'autre côté du Rhin ; le poète Klopstock, qui avait eu jusque-là peu de sympathie pour les Français, conseillait à ses compatriotes de les imiter ; Kant, le célèbre philosophe de Königsberg, célébrait les libertés nouvelles, ainsi que les trois grands philosophes de la génération suivante, Fichte, Schelling et Hegel. On conçoit dès lors que la Législative ait pu donner le titre de citoyen français à quelques Allemands illustres. Si tel était l'état général des esprits, il est aisé de comprendre que quelques-uns se soient attachés à notre Révolution avec une passion plus véhémement et plus durable. De ce nombre était Pestalozzi, le grand réformateur de l'enseignement des enfants, qui lui resta fidèle jusqu'au bout. De ce nombre était aussi Foster, bibliothécaire de l'Université de Mayence, très connu pour avoir fait, vingt ans avant, le voyage du tour du monde avec l'Anglais Cook, et pour avoir écrit un très beau récit de son voyage. Nous verrons ce dernier très étroitement associé à la politique française en Allemagne.

On s'explique ainsi que Custine, sur les bords du Rhin, n'ait guère trouvé plus de résistance



Le comte Adam-Philippe de Custine.

que Montesquiou en Savoie. Le 30 septembre, il entra à Spire; le 5 octobre à Worms. Les lettrés de Mayence y appelaient les Français, qui y entraient sans combat, la garnison se rendait à la première sommation, à condition de sortir avec les honneurs de la guerre (21 octobre). Et presque aussitôt après, Francfort-sur-le-Mein ouvrait ses portes. Nous étions maîtres de toute la rive gauche du Rhin, et déjà nous occupions, au delà de sa rive droite, la plus grande et la plus riche cité commerçante de la région. Ainsi, aux deux extrémités, du côté de l'Italie, du côté de l'Allemagne, la République française, qui venait de naître, étendait rapidement ses victoires sans combats, et commençait une carrière inespérée de conquêtes pacifiques où la force morale de l'idée révolutionnaire semblait avoir plus de part que la force matérielle des armes.



Entrée de l'armée française à Mayence (22 octobre 1792).
Peint par V. Adam et gravé par Samuel Cholet (Bibliothèque Nationale).

Cependant, Dumouriez entra dans les Pays-Bas. C'était là, on l'a déjà vu, qu'il était naturel d'aller attaquer l'Autriche, contre laquelle ces provinces éloignées, séparées par d'énormes espaces du reste de la monarchie, s'étaient tout récemment révoltées.

Dès les premiers pas, Dumouriez rencontrait l'armée autrichienne, inférieure en nombre, il est vrai, mais retranchée dans une position formidable. On se battit le 6 novembre. L'ennemi s'était établi tout à côté de la ville de Mons, sur les pentes de collines escarpées, sa gauche appuyée à la chaussée de Valenciennes, sa droite formant équerre et appuyée au village de Jemmapes qui devait donner son nom à la bataille. Ces hauteurs boisées, en amphithéâtre, étaient hérissées de trois étages de redoutes armées d'une formidable artillerie : canons de gros calibre, ca-

nons de campagne, obusiers : en tout, cent pièces, d'après le rapport de Dumouriez : chiffre qui paraîtrait modeste dans nos armées modernes, mais important pour le temps. Les pentes étaient coupées et palissadées d'abatis. Les nôtres avaient passé la nuit au pied de ces puissantes positions, dans des prairies humides. « Du fond de ces prairies, dit Michelet, nos soldats, grelottant au froid du matin, purent voir, au couronnement des redoutes, aux maisons crénelées, aux villages qui semblaient descendre à eux, leurs redoutables ennemis : les hussards impériaux dans leurs belles fourrures, les grenadiers hongrois dans la richesse barbare de leur costume étrange, les dragons autrichiens majestueusement drapés dans leurs manteaux blancs. »

On commença par se canonner toute la matinée, comme à Valmy. Puis, à midi, toute l'infanterie monta en colonnes à l'assaut des positions ennemies. Le premier étage de redoutes fut emporté d'un élan superbe. Mais, ensuite, les obstacles s'accumulaient; les difficultés se multi-

pliaient; la cavalerie ennemie débouchait en plaine, pour prendre les nôtres par le flanc. Envoyé par Dumouriez, le jeune « Égalité », le fils du duc d'Orléans et le futur Louis-Philippe, rallia les troupes qui fléchissaient et les entraîna à l'attaque du second rang des redoutes. Tandis qu'un prince du sang prenait à la victoire cette part que Dumouriez eut grand soin de faire valoir, un simple domestique du général en chef, Baptiste Renard, ralliait une brigade en déroute et la ramenait au feu. Les généraux Beurnonville, Dampierre faisaient merveille et chassaient la cavalerie ennemie dont le premier bataillon de Paris repoussait les charges. Jemmapes était pris; le second rang des redoutes était emporté. Le troisième le fut alors rapidement, et après un combat moins difficile. Vers 2 heures, les Autrichiens effectuaient leur retraite en désordre.

III. — La mort de Louis XVI.

La Convention allait commencer le procès de Louis XVI.

Elle avait résolu de le juger elle-même; on ne voit guère, en effet, devant quel tribunal elle aurait pu le traduire. Née à la suite d'une révolution qui avait fait table rase, et ayant reçu de la France le mandat de représenter intégralement la souveraineté nationale, elle ne pouvait s'abriter derrière aucune autre responsabilité pour un acte si grave : elle devait prendre courageusement sur sa tête tout le poids du jugement, quel qu'il fût.

Louis XVI avait une responsabilité singulièrement lourde : celle d'avoir voulu, pour restaurer son pouvoir absolu, profiter du secours de l'étranger, je dis trop peu : des ennemis auxquels il avait déclaré la guerre au nom de la France. Ses juges n'avaient pas, sur les culpabilités qu'il encourut à cet égard, les preuves qu'ont fournies les publications des documents secrets des divers pays, depuis livrés à l'Histoire, et qui montrent le Roi et la Reine se concertant avec les ennemis, leur fournissant des indications sur les plans de notre action militaire et la direction de nos troupes. Mais ils en savaient assez, soit par les pièces trouvées aux Tuileries, soit par l'évidence même des situations et des faits, pour n'avoir pas de doutes à cet égard. Les armées d'invasion se proclamaient les alliées du Roi; c'était au nom du Roi et pour lui que nos officiers désertaient et passaient dans les rangs ennemis; on avait vu le Roi paralyser par son « veto » les mesures de défense et chasser les ministres qui organisaient la lutte de bonne foi; le peuple avait versé son sang pour ôter à l'invasion la forteresse qu'elle avait notoirement dans le palais du Roi, au cœur de Paris. Qui pouvait ne point voir une entente, dont tout criait la réalité?

Ce fut le crime de Louis XVI : crime que ne suffisent pas à excuser les préjugés les plus invétérés. La fiction monarchique veut que le souverain qui exerce son pouvoir en vertu de titres héréditaires soit, par sa naissance même, la plus haute incarnation de la nation. Raison de plus pour qu'elle ne le justifie pas de livrer cette nation à l'étranger. La faute est encore plus grave, quand celui qui la trahit ainsi reste à sa tête. Le Roi avait l'autorité la plus haute sur les armées; il nommait, par ses ministres, les généraux qui les commandaient; c'était son Gouvernement qui décidait de leurs mouvements. S'il employait à préparer leur défaite les moyens que son pouvoir lui donnait pour leur assurer leurs victoires, il commettait devant l'éternelle et universelle morale humaine un crime qu'aucun droit monarchique ne peut pallier.

Toutes les législations punissent un tel crime sans pitié : c'est que son châtement est, pour toutes les nations, une condition de vie ou de mort. La rigueur des principes hésite en face d'un homme comme Louis XVI, cherchant sincèrement à être bon; emprisonné dans des préjugés anciens et dans un entourage de fanatiques; trop faible de caractère et d'intelligence pour se soustraire aux uns ou aux autres, asservi par sa dévotion à des prêtres qui lui montraient dans la Révolution une œuvre satanique, enfin, voyant la compagne de sa vie et la mère de ses enfants dans une étrangère restée attachée par le sang et par toutes ses affections de famille à l'une des monarchies qui nous combattaient. Mais ce sont là des circonstances atténuantes peu faites pour être appréciées par un peuple que les armées ennemies avaient menacé des plus affreuses et des plus sanglantes destructions.

Le rapport sur le procès du Roi avait été présenté le 7 novembre par Mailhe. Le 13, Saint-Just se révélait, on peut le dire, par un discours où son éloquence meurtrière apparaissait tout

entière et qui peut se résumer ainsi : il ne faut pas juger le Roi; il faut le tuer. « Juger, disait-il, c'est appliquer la loi; la loi est un rapport de justice : quel rapport de justice y a-t-il entre l'humanité et un Roi?... Le procès doit être fait au Roi, non point pour les crimes de son administration, mais pour celui d'avoir été Roi. On ne peut pas régner innocemment. » Et un peu après, Robespierre reprenant la thèse de son disciple : « Les peuples ne rendent pas de jugement : ils foudroient. Ils ne condamnent pas les rois, ils les replacent dans le néant. » La Convention écarta cette doctrine implacable et vota qu'elle jugerait.

Le ministre Roland, aussitôt avant le procès, avait découvert et apporté à la Convention des pièces importantes. Louis XVI avait fait fabriquer une armoire de fer, pour y déposer ses papiers les plus graves. Il avait employé à ce travail secret un seul ouvrier, Gamain, celui même avec lequel dans sa jeunesse il se livrait à sa bizarre passion pour la serrurerie. A peine ce travail



Comparution du roi Louis XVI à la barre de la Convention.

D'après le tableau de P. Miller, gravé par L. Schiavonetti.

achevé, Gamain fut frappé d'un mal étrange, qui faillit le tuer. Il fut persuadé qu'il avait été empoisonné, et, par vengeance, révéla à Roland l'existence de la fatale armoire. Ce sont les documents qu'on y trouva qui firent connaître comment Mirabeau avait été acheté. Et on en tira aussi des pièces prouvant que Louis XVI avait continué à payer sa Garde, officiellement licenciée, et servait des pensions à des émigrés.

Louis XVI était assisté par Malesherbes, son ancien ministre, celui qui naguère avec Turgot avait donné à la France l'espoir bientôt trompé de voir s'ouvrir une ère de réformes pacifiques. Tronchet était adjoint à Malesherbes. Tous deux étaient auprès du Roi comme conseils; un jeune avocat, nommé Desèze, devait plaider sa cause. Le Roi détrôné comparut deux fois devant la Convention. Il avait, à son siège d'accusé, sa placidité habituelle et ne manifestait ni colère ni émotion. Desèze fit pour lui un plaidoyer habile. Il sut tirer parti de ce qu'un tel procès avait d'anormal. « Je cherche des juges, dit-il, et je ne vois que des accusateurs. » Et il insista sur l'étrange situation de l'ancien souverain, qui n'avait, devant le tribunal par lequel

il était jugé, ni les prérogatives d'un monarque ni les garanties d'un simple citoyen. Louis XVI ajouta quelques mots, pour dire que son cœur était déchiré de voir qu'on l'accusait d'avoir voulu faire répandre le sang du peuple, lui qui avait donné tant de preuves de son désir d'épargner ces tragiques malheurs.

Il était évident qu'il serait condamné : mais une grave question était posée : la Convention soumettrait-elle sa condamnation à la ratification de la nation ? Accorderait-on à Louis XVI le droit d'appel au peuple ? Ce n'était pas comme institution judiciaire, à proprement parler, que la Convention s'était saisie du procès. C'était comme ayant reçu des événements et de la nation la plénitude de la souveraineté nationale dont relève le pouvoir judiciaire, comme tous les autres pouvoirs : et il y avait là une conséquence assez exceptionnelle et assez lointaine du mandat reçu par les élus du pays, pour qu'on songeât à la soumettre à l'approbation des mandants. On invoquait le caractère irréparable de la peine de mort. Si le peuple trouve que les représentants ont voté une mauvaise loi, il peut la faire abroger par leurs successeurs : il ne peut plus rien sur une peine capitale.

A ces raisons de principe se joignaient des raisons politiques. On ne pouvait que trop prévoir les conséquences de la condamnation de Louis XVI. C'était la guerre, non plus contre deux puissances, mais contre toute l'Europe monarchique. « Nous vaincrons ces nouveaux ennemis, je le crois, disait Vergniaud ; cependant, résistons un peu à l'ivresse de nos premiers succès. » Et il montrait le conflit formidable où l'on se précipitait, la nécessité de créer de nouveaux milliards d'assignats et, par conséquent, d'aggraver l'enchérissement de toutes les denrées, dont souffrait déjà cruellement le peuple, la nécessité d'appeler sous les armes un chiffre formidable de soldats qui épuiserait toutes les forces vives du pays. « Je ne parle pas de défaites et de revers, ajoutait-il, j'éloigne de ma pensée tout présage funeste. Craignez qu'au milieu de nos triomphes, la France ne ressemble à ces monuments fameux qui, dans l'Égypte, ont vaincu le temps. L'étranger qui passe s'étonne de leur grandeur. S'il veut y pénétrer, qu'y trouve-t-il ? des cendres inanimées et le silence des tombeaux. »

« L'appel au peuple » était proposé par les Girondins (pas par tous, quelques-uns s'y opposaient) ; et leur grand orateur Vergniaud le soutenait de son incomparable éloquence. A ses belles paroles, Robespierre répondait par des accusations empoisonnées. On voulait « détruire l'ouvrage des héros de la liberté », en faisant casser le jugement de Louis XVI par « les plus lâches et les plus corrompus » qui voteraient seuls, tandis que les bons patriotes seraient aux armées. « Voilà, disait-il, le but que l'hypocrisie la plus profonde, disons le mot, *la friponnerie la plus éhontée*, cache sous le nom de la souveraineté du peuple, qu'elle veut anéantir. » Alors Vergniaud : « On nous écrase, on nous dénonce, comme on faisait le 2 septembre, au fer des assassins. Nous savons que Tiberius Gracchus périt par les mains d'un peuple égaré qu'il avait constamment défendu. Son sort n'a rien qui nous épouvante. Notre sang est au peuple. Nous n'aurons qu'un regret : c'est de n'en avoir pas davantage à lui offrir. » Cette fois encore, ces paroles n'étaient que trop prophétiques.

Il faut bien le dire : l'appel au peuple soulevait de lourdes objections. Il donnait, il est vrai, à la condamnation du Roi une puissance largement nationale, si elle était confirmée. Mais il mettait toutes les passions aux prises dans le pays pendant qu'il était assailli par l'étranger. On conçoit que beaucoup aient hésité devant les aventures et les troubles qui pouvaient suivre une telle décision.

On décida alors de mettre aux voix, par appel nominal, ces trois questions : 1^o Louis est-il coupable de conspiration contre les libertés de la nation et d'attentat contre la sécurité de l'État ? 2^o le jugement, quel qu'il soit, sera-t-il renvoyé à la sanction du peuple ? 3^o quelle peine lui sera



Louis XVI à la lanterne.
D'après une gravure anonyme du temps.

infligée? Chaque député était appelé à donner son opinion, en la motivant s'il le voulait. Le vote commença le 15 janvier. Sur 749 membres de la Convention, tous ceux qui votèrent, 671, déclarèrent Louis coupable de complot et d'attentat. Puis 423 voix contre 286 repoussèrent l'appel au peuple. Mailhe fit alors une proposition subsidiaire : celle de retarder l'exécution du jugement, si la mort était prononcée. Quelques-uns indiquèrent comme délai la ratification de la Constitution par le peuple.

Alors on arriva au vote solennel : le vote sur la peine. Les Girondins les plus illustres votèrent la mort, entre autres Vergniaud, Brissot, Gensonné, les deux premiers avec sursis. Deux d'entre eux se prononcèrent, en principe, contre la peine de mort, « peine aussi inutile que barbare » ;

avec des conclusions opposées Pétion n'en avait pas moins déclaré que, puisque cette peine existait encore dans nos codes, « il obéissait en gémissant à une loi indigne d'un peuple libre ». Condorcet avait voté pour la peine la plus grave dans nos codes, et qui ne soit pas la mort ». Lanjuinais (futur royaliste) disait : « Comme homme, je voterais la mort de Louis. » Mais, pour des raisons politiques, il concluait à la détention.

Au total, sur 721 votants (abstraction faite des malades, des absents envoyés hors de Paris comme commissaires et de 5 qui s'abstinrent volontairement), 361 votèrent la mort pure et simple ; 46, la mort avec sursis ; 286, la détention ; 4, les fers ou le bannissement. En comptant ceux qui n'avaient pas fait du sursis une condition absolue, la majorité pour la mort était de 56 voix.

On a dit que ce vote avait été dicté par la menace et consenti par la peur. Rien ne semble moins exact. Nul ne fut ni menacé ni maltraité pour l'indulgence de son vote, tandis que, le soir même, Lepelletier de Saint-

PROCLAMATION

DU

CONSEIL EXÉCUTIF

PROVISOIRE

*EXTRAIT des Registres du Conseil, du 20
Janvier 1793, l'an second de la République.*

Le Conseil exécutif provisoire délibère sur les mesures à prendre pour l'exécution des décrets de la Convention nationale, des 13, 17, 19 & 20 janvier 1793, sur les déportations forcées.

1. L'exécution du jugement de Louis Capet se fera demain lundi 21.

2. Le lieu de l'exécution sera la Place de la Révolution, ci-devant Louis XV, entre le piédestal & les Clampeuses.

3. Louis Capet partira du Temple à huit heures du matin, de manière que l'exécution puisse être faite à midi.

4. Des Commissaires de Département de Paris,

des Commissaires de la Municipalité, deux membres du Tribunal criminel assisteront à l'exécution, le Secrétaire-greffier de ce Tribunal en dirigera le procès-verbal, & lesdits Commissaires & Membres du Tribunal, assistés après l'exécution confédérée, viendront en rendre compte au Conseil, lequel restera en séance permanente pendant toute cette journée.

Le Conseil exécutif provisoire.

BRILLANT, CLAYBERG, MONGE, LEBRUN, GARRY, PUSCH.

Par le Conseil, GROUVELLE.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXÉCUTIVE DU LOUVRE, 1793

(Musée Carnavalet.)

Fargeau, rencontré dans un restaurant par un ancien garde de Louis XVI, Pâris, comme celui-ci lui demandait quel avait été son vote et qu'il déclarait avoir voté la mort, tomba assassiné par son interlocuteur. Ceux qui attentaient à la vie du Roi savaient à quelles représailles ils s'exposaient si la fortune changeait. Assurément, ils n'obéissaient pas aux inspirations de la lâcheté.

A un dernier vote, le sursis réclamé par Buzot et Brissot fut repoussé par 380 voix contre 310.

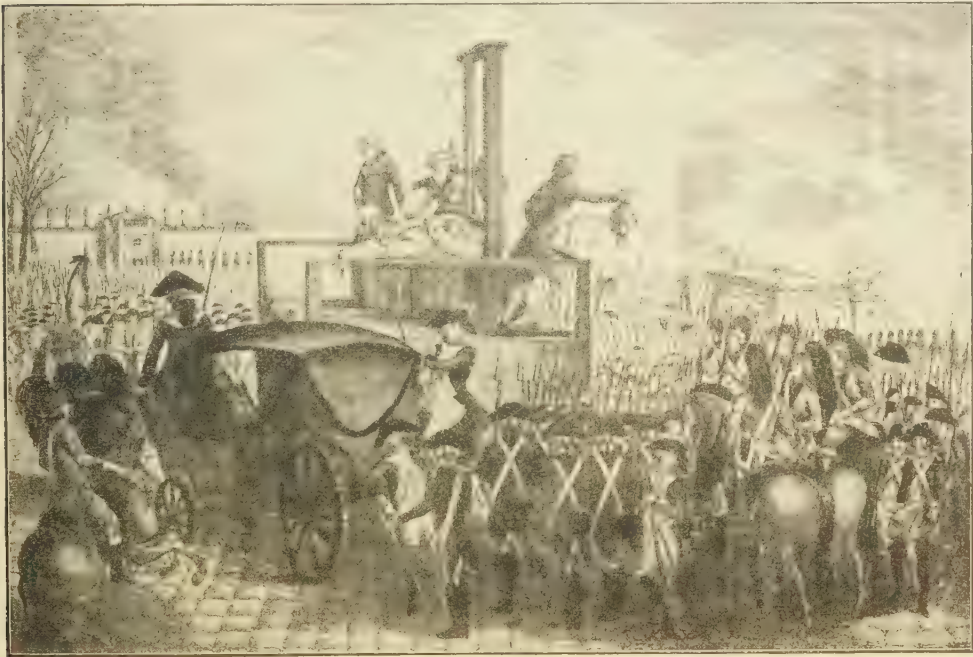
L'exécution était fixée au lundi 21 janvier. La municipalité avait ordonné, par précaution d'ordre, que les maisons resteraient éclairées la nuit. Rien de sinistre comme ces rues endormies, muettes et illuminées. On eût dit ces flammes mortuaires qui brûlent autour des catafalques. Louis XVI avait fait, dès la veille, ses adieux aux siens. Jusqu'à 2 heures du matin, il veilla avec son confesseur, puis dormit jusqu'à 5 heures. La voiture du maire le conduisit de la prison du Temple à la place de la Révolution (notre place de la Concorde), où l'échafaud était dressé.

Dans le trajet, il lisait les prières des agonisants et les psaumes de David. Paris était tranquille; point de foule dans les rues. Sur la place, l'échafaud était entouré de bataillons de Garde nationale qui maintenaient au loin les spectateurs. Louis, du haut de l'échafaud, s'avança pour parler au peuple : « Je meurs innocent, dit-il; je pardonne à mes ennemis; je désire que mon sang soit utile aux Français et apaise la colère de Dieu. » Un roulement de tambours couvrit sa voix.

IV. — Échecs et périls.

Pendant qu'on jugeait Louis XVI, la situation changeait au dehors. Aux jours de triomphe succédait une période de difficultés qui préparait les revers.

En Belgique et en Allemagne, l'acceptation chaleureuse de la conquête française était vite



L'exécution du roi Louis XVI, le 21 janvier 1793.

D'après une estampe de l'époque.

compromise. La tentative violente pour faire accepter nos idées et nos institutions, qui suivit le décret du 15 décembre, trouvait des populations mal préparées à la subir. En Belgique, l'opposition de deux actions en sens contraire aggravait la situation. Tandis que les commissaires envoyés par la Convention, et Danton en tête, essayaient de répandre l'esprit de la Révolution, Dumouriez protestait, résistait et couvrait les résistances de son autorité. Les populations étaient dévotes; leur révolte contre l'Autriche avait été cléricale; elles étaient peu disposées à la reprise des biens ecclésiastiques. Puis elles éprouvèrent une vive irritation quand on leur imposa les assignats par le cours forcé. Bref, elles devinrent nettement hostiles.

En Allemagne, l'élite intellectuelle qui s'était prononcée pour la France restait un état-major sans armée. Le peuple la suivait passivement. Foster, le chef du parti français, avait avec lui quelques professeurs, quelques médecins, quelques prêtres amis du progrès, très peu de bourgeois. Le professeur Böhmer avait organisé une sorte de referendum, avec deux registres : un noir

garni de chaînes, pour les adversaires de notre Révolution, l'autre rouge, à tranche tricolore, pour les amis. Nul ne fut tenté de s'inscrire sur le registre noir, et l'on obtint ainsi une unanimité apparente qui ne prouvait rien. Francfort fut vite repris par Brunswick. Merlin de Thionville et deux autres membres de la Convention étaient arrivés à Mayence le 1^{er} janvier. On fit élire en février une « Convention des Pays rhénans » qui vota en mars la réunion à la France; mais plus de moitié des élus étaient absents. Dans les premiers temps, la modération de Custine avait fait aimer notre conquête, mais des contributions forcées levées sur le pays nous l'aliénèrent rapidement.

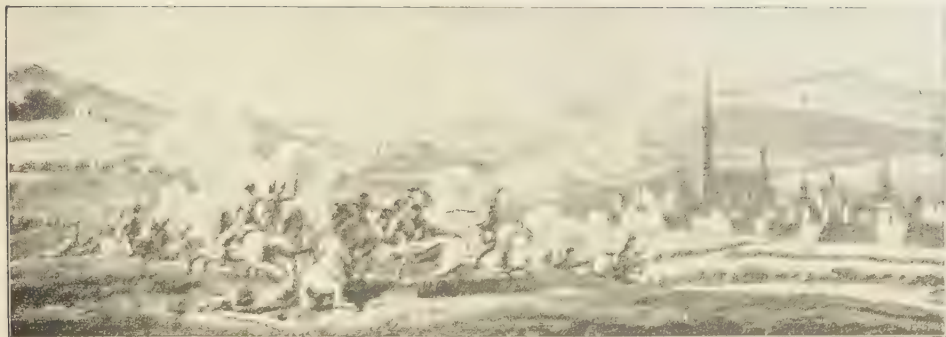
Comme on l'avait prévu, l'exécution de Louis XVI aggrava singulièrement la situation. Elle nous valut trois ennemis de plus : l'Angleterre, l'Espagne dont le Roi était alors un Bourbon, Naples, dont la Reine, sœur de Marie-Antoinette, décida son époux à nous déclarer la guerre. Dès le 13 janvier, à Rome, l'envoyé français, Basseville, ayant arboré les emblèmes républicains à la place des fleurs de lys, était assassiné dans une émeute populaire à laquelle les troupes papales n'étaient pas étrangères. Dans le Gouvernement anglais, la France de la Révolution allait trouver son ennemi le plus acharné, le plus redoutable et le plus obstiné.

Il semblait pourtant que l'Angleterre dût être la dernière à prendre les armes contre nous. Elle a toujours eu pour politique de ne point se mêler des choses de l'étranger, et ses institutions semblaient la préparer à ne point combattre au dehors les libertés qu'elle avait conquises pour elle-même. Chose étrange et pourtant certaine ! Ce sont ces libertés elles-mêmes qui lui inspirèrent, contre notre Révolution, une haine implacable. Elles ouvraient le pays plus largement à l'expansion des idées françaises qui les dépassaient étrangement. Notre Révolution avait eu de l'autre côté de la Manche beaucoup plus d'écho encore que de l'autre côté du Rhin, et il y avait là un peuple pour en appliquer les principes. La jeunesse frissonnait d'enthousiasme au spectacle que donnait la France. L'Angleterre avait ou allait avoir toute une génération de grands poètes.



Assassinat de Basseville, à Rome, le 13 janvier 1793 ou 23 nivôse an I de la République.

Gravure de Berthault, d'après Swebach-Desfontaines (Bibliothèque nationale).



Bataille de Neerwinden, le 18 mars 1793.
D'après la gravure de Berthault.

Quelques-uns, tout jeunes encore, Wordsworth, Coleridge, Southey, exprimaient cet enthousiasme en vers magnifiques.

Des manifestes présentés au nom de milliers d'Anglais, de délégations, même des concours d'argent arrivaient à la France en armes. Des associations libérales, comptant des armées d'adhérents, se prononçaient hautement. Un souffle de démocratie passait sur l'aristocratie Anglaterre, souffle d'autant plus menaçant, qu'au même moment s'y produisit un puissant mouvement pour la réforme du système électoral de la Grande-Bretagne. Le premier ministère Pitt s'était lui-même rallié à l'idée d'une réforme qu'il avait essayée sans succès.

Devant notre Révolution et le contre-coup qu'elle avait chez eux, les privilégiés tremblèrent pour leurs prérogatives, non seulement les conservateurs, mais nombre de libéraux, habitués à faire au Gouvernement une opposition qui restait loin du programme réalisé chez nous. Ce fut l'un d'eux, Burke, qui commença les attaques contre notre Révolution presque dès ses débuts, et rompit, pour donner libre cours à sa passion, avec ses meilleurs amis. Bientôt, les défenseurs de notre République, parmi lesquels se trouvaient les grands orateurs Fox et Sheridan, furent isolés et impuissants dans le Parlement. Le chef du Gouvernement était alors le fameux Pitt, le fils du grand ministre et du grand orateur Lord Chatham, dont il devait éclipser le souvenir. Pitt était arrivé au pouvoir presque avant d'avoir l'âge d'homme : son esprit énergique et lucide, l'autorité et la puissance de sa parole, lui donnaient une force sans égale. Il se tourna contre notre Révolution avec une décision passionnée ; il devait en incarner la haine jusqu'à son dernier soupir et la léguer à ses successeurs. Sous sa direction d'abord et, on peut dire, sous son impulsion ensuite, l'Angleterre engagea contre la France une lutte implacable de vingt-deux ans, pour laquelle elle donna infatigablement les millions de ses contribuables et le sang de ses soldats ; on la verra, non contente de ses efforts directs, ranimer contre nous les haines qui se lassaient et solder les armées des puissances trop ruinées pour supporter les frais écrasants d'un si long conflit ; pour poursuivre son œuvre jusqu'au bout, elle s'imposera une dette monstrueuse, et jusqu'alors sans exemple, de vingt milliards de francs.

Au moment où les ennemis se multipliaient, nos armées se désorganisaient : les volontaires qui en faisaient la force ne s'étaient engagés que pour un temps assez court ; beaucoup avaient achevé leur temps et quittaient les troupes. Dumouriez, comme on l'en pressait, était entré en Hollande le 20 février. Ses débuts y furent heureux. Tandis que Miranda surveillait les ennemis du côté de Liège, et Valence du côté d'Aix-la-Chapelle, il prit assez vite Bréda et Gertruidenberg où nos soldats dansèrent sur les remparts la « Carmagnole », la danse des sans-culottes. Mais Maëstricht, assiégée par Miranda et vigoureusement défendue par les émigrés français, tenait bon, et l'armée autrichienne, reconstituée, allait reprendre la campagne sous un médiocre général en chef, Cobourg : mais il avait d'excellents lieutenants, parmi lesquels se trouvait l'archiduc Charles. Elle eut facilement raison de nos troupes disséminées, battit Valence à Aldenhoven,



prit Aix-la-Chapelle, et marcha sur Miranda qui, se trouvant découvert, dut lever le siège de Maëstricht. Les troupes étaient rejetées en désordre sur Tongres et Saint-Trond; les soldats se dispersaient et désertaient en grand nombre; il fallait une victoire, ou l'on marchait à un désastre. Dumouriez, après avoir réuni ses forces, chercha cette victoire à Neerwinden (18 mars). Mais il fut battu. Il fallut se retirer, puis évacuer la plus grande partie de la Belgique; on se contenta de garder la ligne de l'Escaut.

On a vu plus tard les généraux de la Révolution réparer des échecs aussi graves : mais la foi républicaine de Dumouriez n'avait pas assez de solidité pour être à l'épreuve d'un échec. Battu, il se résolut aussitôt à trahir. Il entra en pourparlers avec les Autrichiens, s'entendit avec eux, leur livra les quatre membres de la Convention et le ministre de la Guerre, Beurnonville, son intrépide compagnon d'armes à Jemmapes, qui venaient lui enjoindre de se rendre à Paris pour s'expliquer devant la Convention et, en cas de refus, pour lui ôter son commandement. Carnot, qui devait être là, fut sauvé par un heureux hasard qui le mit hors de la portée du traître. Quelle perte eût été pour la France la captivité du futur « organisateur de la Victoire » ! Son crime accompli, Dumouriez essaya d'entraîner son armée : il harangua une partie de ses troupes qui lui répondirent par le cri : « La République ou la mort ! » Partout il échoua, et il fut réduit à se sauver précipitamment avec le jeune Égalité. Sa carrière était finie; l'Autriche refusa de reconnaître les conditions acceptées en son nom.

Les Conventionnels l'avaient remplacé par le brave Dampierre.

Nos échecs en Belgique eurent pour conséquences des échecs égaux sur le Rhin. Là, les Prussiens du duc de Brunswick et les Autrichiens de Wurmser n'eurent qu'à marcher de l'avant pour reprendre le territoire perdu. Le 27 mars, ils passaient le Rhin à Baccharach et à Lorch.

Custine, avec son armée très affaiblie, n'essaya même pas de leur tenir tête. Il revenait à Landau le 1^{er} avril. L'ennemi occupait de nouveau Worms, Spire, les provinces rhénanes. Seule, Mayence résista. Il y avait là une forte garnison française, avec des chefs admirables et deux commissaires de la Convention d'une rare énergie. Dès le mois d'avril, Mayence était bloquée et assiégée.



Stofflet.

D'après une lithographie du Cabinet des estampes.

Ainsi les événements se précipitaient avec une rapidité vertigineuse. Quatre monarchies européennes allaient

assaillir notre territoire. A ce moment, un dernier péril venait se joindre à tous les autres : la guerre civile. L'insurrection de Vendée avait éclaté.

La partie de la France qui borde l'Océan, au sud de la Loire, était alors une des plus inaccessibles aux mouvements généraux des esprits dans le pays. Peu ou point de ville importante, pas de grandes routes, une région sauvage, coupée d'inextricables chemins creux que cachaient les feuillages des petits arbres qui les bordaient; des populations restées très dévotes et violentes où abondaient les « faux sauniers » (ceux qui faisaient la contrebande du sel avant que la Révolution eût aboli l'odieux impôt de l'ancien régime, et que la réforme accomplie laissait sans ouvrage). La « Constitution civile du clergé » les avait exaspérées; leurs prêtres, en révolte contre la nouvelle Église nationale, avaient été en grand nombre déportés en Espagne; mais beaucoup restaient cachés et soufflaient la haine du nouvel ordre de choses. On devine quel effet avait produit l'exécution de Louis XVI. Ce ne fut pas pourtant la raison décisive de la révolte. Ce qui la détermina, ce fut la levée de trois cent mille hommes ordonnée par la Convention pour tenir tête à nos nouveaux ennemis. Pour ces ruraux enracinés à leur sol, quitter leur village et leur métairie, s'en aller porter le fusil dans des régions inconnues, loin des siens, loin des campagnes coutumières, et s'en aller porter le fusil pour une cause détestée, c'était une destinée intolérable.

L'explosion fut formidablement spontanée et exclusivement paysanne. Dès le début de mars, le tocsin sonna, en quelque sorte de lui-même, dans toutes les églises, et les « gars » se sou-

levèrent. Explosion double : en Vendée, en Anjou. Ils improvisèrent des chefs parmi eux : un perruquier, Gaston, un garde-chasse, Stofflet, et, le plus influent, Cathelineau, originaire du Pin-en-Mauge, charretier, colporteur, sacristain à l'église. Il était en train de pétrir son pain quand le mouvement éclata : il passa sa veste, quitta sa pâte, et se mit à la tête des révoltés. Nul plan, nul concert, autant d'armées que de pays : armée de la Basse-Vendée, armée du Centre, armée d'Anjou.

Les nobles de la région étaient fort royalistes; beaucoup avaient été défendre le Roi aux Tuileries, et étaient rentrés depuis dans leurs châteaux. Cependant, au premier moment, ils se réservèrent. Ils attendirent que le mouvement tout populaire se dessinât. Mais on ne tarda pas à s'adresser à eux, et ils se jetèrent dans la guerre civile. Ceux du Poitou s'adressèrent à d'Elbée, homme d'une intrépidité froide, bigot jusqu'à porter des images des saints cousues dans ses vêtements, ceux d'Anjou, à Bonchamp, qui avait combattu en Amérique. Deux de ces chefs nobles, surtout, devaient devenir fameux. Dans le Marais, Charette, ancien lieutenant de vaisseau, s'était retiré dans son manoir de Machecoul. Il passait sa vie dans les bois, à la poursuite des bêtes sauvages. Il allait devenir chasseur d'hommes. Intrépide, rusé, féroce, âpre, méfiant, ce fut le plus cruel des chefs vendéens. Nul contraste plus saisissant que celui de cet homme de proie et Henri de Larochejaquelein, aussi généreux que brave. Ce dernier n'avait que vingt ans, et se cachait comme suspect dans un château de son cousin M. de Lescure, quand on le pressa de soulever le pays de Châtillon où sa famille avait une grande influence. Il y courut, et se mit à la tête des révoltés qui l'adoraient. « Je ne suis qu'un enfant, leur dit-il, mais, par mon courage, je me montrerai digne de vous commander. Si j'avance, suivez-moi; si je recule, tuez-moi; si je meurs, vengez-moi. »

Les révoltés étaient fort sauvages, et l'insurrection prit, dès le début, un caractère atroce; elle fusillait ses prisonniers ou les assommait à coups de bâton; et ces prisonniers, ce n'étaient pas seulement les soldats contre lesquels elle s'était battue : au commencement, on n'avait pas de troupes à leur opposer : c'étaient des gardes nationaux; c'étaient surtout des adversaires politiques, tel qui avait été à la messe de prêtres assermentés. Comme cela arrive parfois, dans le bouleversement nerveux des temps de révolution, des femmes, des enfants étaient parmi les plus féroces. Un enfant avait un cor de chasse : il en sonnait dans la rue quand passait un « patriote ». C'était le signal pour l'assommer. Alors il sonnait l'hallali. Ailleurs, les prisonniers étaient attachés à une longue corde que les insurgés appelaient « leur chapelet », conduits à une prairie, devant un fossé où on les obligeait à s'agenouiller : puis on les fusillait. Il y eut des malheureux enterrés vifs, des cadavres auxquels on arrachait le cœur, comme si des hordes de sauvages s'étaient abattus sur le pays. Les villes, les bourgs qui avaient échappé à la brusquerie de la première attaque, se mirent en défense. Les Nantais infligèrent quelques échecs aux insurgés. On peut dire que Nantes, Fontenay, Les Sables-d'Olonne ont puissamment contribué au salut de la France. Mais le péril était immense. Les Anglais, une armée d'émigrés, pouvaient, tandis que notre pays était assailli sur toutes ses frontières, débarquer pour le prendre à revers. Comme l'a dit Michelet, la France faisant face à l'Europe entière recevait dans le dos le coup de poignard de la Vendée.



Charette.

D'après une estampe conservée à la Bibliothèque nationale.

V. — La Convention jusqu'au 2 juin.

Dans le pressant et terrible péril de la France, battue en Belgique, refoulée sur le Rhin, attaquée par toute l'Europe, la Convention vota d'énergiques mesures de salut. L'effectif de nos armées était tombé à un chiffre à peine supérieur à 200.000 hommes. Elle décréta une nouvelle levée de 300.000 (24 février). Dès lors, Dubois de Crancé soutenait l'idée, inconnue jusque-là, que le service militaire était obligatoire pour tous les citoyens : idée à laquelle la Convention viendra six mois plus tard, et qui est devenue celle des grandes nations modernes. On n'osa, cette fois, aller jusque-là. On fixa son contingent à chaque département, d'après sa population, laissant aux autorités départementales le soin de le répartir entre les communes, et à chaque commune le soin de recruter dans son sein les soldats, soit par tirage au sort, soit par désignation au scrutin.

En même temps, la Convention commençait à construire l'organisation politique, non moins puissante avec son caractère nouveau et en apparence si anormal, qui lui permit d'accomplir, dans un pays enveloppé d'ennemis, en grande partie soulevé par la révolte ou déchiré par la guerre civile, sans hiérarchie de pouvoirs réguliers, et avec des pouvoirs locaux souvent hostiles, de véritables miracles de force gouvernementale dont les despotismes les mieux obéis et servis par les organisations administratives les plus savantes n'ont jamais donné d'exemple.

On eut alors ce spectacle singulier d'une Assemblée prenant directement en main le pouvoir. Dès le début, elle avait désigné les ministres : puis elle les avait mis sous la surveillance d'un « Comité de défense » de vingt-quatre de ses membres. Mais la machine gouvernementale ne marchait qu'avec des tiraillements. Le 6 avril, elle créait ce terrible « Comité de Salut public », de souvenir, hélas ! si tragique, mais qui devait mériter son nom, puisqu'il a sauvé notre pays de l'invasion étrangère servie par des révoltes intérieures. C'était un Comité de neuf membres, qui se divisa en quatre sections : 1^o Affaires étrangères, 2^o Guerre, 3^o Marine, 4^o Intérieur, Finances, etc., et qui prit d'une main de fer la direction de tous les rouages du Gouvernement. Le premier Comité de Salut public comptait Danton parmi ses membres, et représentait son influence. A côté, il y avait un « Comité de Sûreté générale » pour surveiller avec rigueur les complots et les trahisons.

Déjà, depuis près d'un mois (9 mars), la Convention avait envoyé un certain nombre de ses membres en mission dans les départements, pour faire comprendre la nécessité de la levée de 300.000 hommes et veiller à ce qu'elle fût effectuée. Ces représentants en mission devaient se multiplier et jouer un grand rôle dans notre histoire. La Révolution avait rendu électifs tous les pouvoirs locaux ; c'est par ses « commissaires » c'est-à-dire par ses membres envoyés dans les départements ou aux armées, que la Convention exerçait partout sa surveillance et son pouvoir. Commissaires investis d'une autorité illimitée, sous le contrôle de l'Assemblée souveraine, presque partout, ils prenaient comme collaborateurs, pour s'informer ou pour agir, les « sociétés populaires » passionnées pour la cause de la Révolution. Dans ce pays si affreusement bouleversé, il se dégagea, de ce pêle-mêle de pouvoirs improvisés et confus, mais passionnés pour leur œuvre, au milieu des désordres et des excès de tout genre, une puissance que l'obéissance mécanique des rouages administratifs ne donne pas aux gouvernements ordinaires.

Une institution, qui a laissé un souvenir sinistre, compléta cette organisation. Comme, le 10 mars au soir, les membres de la Convention se retiraient, Danton cria d'une voix tonnante : « Je somme tous les bons citoyens de ne pas quitter leur poste. » Et il proposa la création d'un « tribunal extraordinaire », celui auquel reste attaché le nom de Tribunal révolutionnaire. Danton avait deux motifs : on était enveloppé de complots et de trahisons ; il estimait qu'il fallait un organe judiciaire spécial pour châtier et pour effrayer. Mais, surtout, il se rappelait les journées de septembre, et il voulait empêcher que, dans l'avenir, des foules qui se sentaient trahies et qui attendaient en vain la punition des coupables, ne fussent encore entraînées aux violences les plus affreuses. « Ce tribunal, disait-il, doit suppléer au tribunal suprême de la vengeance du peuple. Soyez terribles pour dispenser le peuple de l'être... » Il est juste d'ailleurs de recon-

naître qu'au début, le Tribunal révolutionnaire n'eut pas le caractère atrocement meurtrier que l'on devait lui donner plus tard. Il était alors composé de cinq juges, d'un accusateur public, de deux substituts nommés par la Convention, et de jurés pris dans tous les départements. Il jugeait sans appel et sans recours en cassation.

Le peuple parisien était alors en proie à une violente irritation. Aux angoisses que faisaient peser sur lui les affreux périls du moment s'ajoutaient les souffrances et les misères causées par l'enchérissement de toutes choses : les vivres dont le prix avait monté à un taux énorme, malgré de très belles récoltes, et les matières premières de tous les travaux : les blanchisseuses elles-mêmes venaient se plaindre à la Convention de ce que le prix du savon les ruinait. La dépré-



Un comité révolutionnaire sous la Terreur.

D'après une estampe du temps.

ciation des assignats était pour beaucoup dans cette situation; il semble incontestable que l'agiotage y avait aussi une grande part. Il y eut, dès le début de la Révolution, un développement singulier de spéculations véreuses. Les temps modernes commençaient avec la plaie moderne des affaires louches; les pêcheurs en eau trouble pullulaient dans ces heures de tempête. Des fortunes scandaleuses poussaient hâtivement comme des champignons vénéneux, avec l'agiotage sur les assignats, les achats de biens nationaux, les fournitures aux armées, l'accaparement des marchandises. On le sentait; les colères s'allumaient, attisées par des agitateurs tels que le prêtre Jacques Roux. Il y avait là des irritations qu'on pouvait tourner en révolte. La Convention, sous la poussée du cri public, s'était décidée à voter un prix maximum pour les grains, quelque répugnance qu'elle eût pour les mesures de cette nature. Mais l'agitation continuait contre les agitateurs et les accapareurs.

Toutes ces causes d'agitation prolongeaient l'ébullition des esprits. Le pouvoir envahissant de la Commune continuait à aggraver la situation. De nouvelles élections avaient eu lieu, dès le début de la Convention. La Gironde y avait d'abord eu un succès avec l'élection du maire

Chambon, mais pour subir un échec décisif aussitôt après; Chaumette, violent ennemi des Girondins, avait été nommé procureur de la Commune; Hébert, le fameux *Père Duchêne*, l'homme des basses et grossières injures, des excitations furieuses, avait été nommé substitut du procureur; et Chambon dut bientôt donner sa démission.

La Commune elle-même, pourtant, semble avoir longtemps hésité à prendre la direction du mouvement. Mais elle était poussée par un parti très actif, très âpre d'« enrégés » qui agitaient les « sections » (c'est, on le sait, le nom qu'on donnait aux quarante-huit quartiers de Paris). En tête des meneurs, on voit d'abord le prêtre Jacques Roux et un certain Varlet : mais tous deux fort déconsidérés, et bientôt désavoués par les Jacobins et la Commune, chassés à plus d'une reprise, conservent pourtant obstinément leur action secrète.

La grande majorité des Parisiens ne venaient plus dans les sections. Un nombre infime d'« enrégés » agissait en leur nom et organisait un véritable mouvement contre les Girondins.

Des députations menaçantes venaient à la Convention demander l'exclusion ou la proscription des vingt et un membres les plus influents du parti. On préparait à peu près ouvertement une insurrection contre la Convention. Par un étrange abus de mots, on osait parler d'un « nouveau Dix août ». La province s'émut. La municipalité et la société populaire d'une grande ville connue par son dévouement héroïque à la Révolution, Nantes, toute à son combat contre les Vendéens, qu'elle avait déjà repoussés et contre lesquels elle allait bientôt sauver la France, publiaient une adresse terrible à la Convention, contre les agitateurs parisiens qu'elles dénonçaient comme des alliés de la Vendée insurgée, et sous le coup de leurs périls offraient des défenseurs à la Convention. Mais la province était trop loin. Et la campagne des « enrégés » n'en continuait pas moins. La Commune s'y associait ouvertement.

Au mépris des lois, le 15 mai, elle décidait la création d'une armée révolutionnaire soldée, qui resterait dans sa main, et lui nommait un commandant en chef.

Camille Desmoulin s'associait à la campagne contre la Gironde par un pamphlet d'une violence inouïe, qu'il fit approuver le 19 mai par les Jacobins. Il est probable qu'il subissait, cette fois, moins l'influence de Danton, dont on a vu l'attitude, que celle de Robespierre, son « cher camarade de collège ». Rien de fantastique comme cette « histoire des Brissotins ou histoire secrète de la Révolution », où il montrait Pitt machinant le soulèvement de la France contre la royauté, et même poussant Louis XVI à l'échafaud pour venger l'Angleterre de la part prise autrefois par Richelieu à sa révolution et à la mort de Charles I^{er}. Puis Pitt trouve qu'on va trop loin et veut enrayer : Brissot est son agent pour les deux opérations. Tout cela est d'une folie invraisemblable. On raconte que Camille Desmoulin disait avec sérénité de son pamphlet : « Quiconque l'aura lu dira : où est l'échafaud ? » Plus tard, quand l'échafaud se dressera réellement pour les Girondins, Camille fondra en larmes en s'écriant : « Malheureux ! c'est mon Brissot dévoilé qui les tue ! »

Cependant, les provocations, les menaces, la préparation à ciel ouvert de l'insurrection, passaient la mesure. A la suite d'une arrestation illégale ordonnée par la Commune, le 18 mai, Guadet proposa à la Convention de casser le Conseil communal et d'organiser éventuellement, au centre de la France, à Bourges, une assemblée formée par les députés suppléants (qui alors étaient élus en même temps que les députés en fonctions) dans le cas de violences exercées par Paris sur l'Assemblée souveraine. Le Comité de Salut public (où l'on a vu l'influence prépondérante de Danton) obtint, sur l'intervention de Barère, qu'on renonçât à cette décision de guerre civile, et qu'on se bornât à nommer, pour examiner la situation, une commission de douze membres. Cette commission, formée en majorité de Girondins, la plupart obscurs (les plus connus étaient Rabaut Saint-Étienne, et Boyer-Fonfrède), ordonna aussitôt quatre arrestations : d'abord celle d'Hébert qui écrivait peu avant, dans un numéro intitulé « La grande colère du *Père Duchêne* contre Jérôme Pétion » : « L'heure de votre mort va sonner, avant qu'il soit l'âge d'un petit chien, tous les avocats de Capet (Louis XVI, j'ai déjà dit qu'on accusait les Girondins de l'avoir défendu), tous les avocats de Capet iront le rejoindre. La poire est mûre; il faut qu'elle tombe, f... ! » Deux « administrateurs de la police » de la Commune, Marino et Michel, avaient proposé à une réunion de délégués du Comité d'enlever la vingtaine de Girondins dénommés, de les tuer et de répandre le bruit qu'ils avaient émigré. Le Comité des Douze décida aussi leur

arrestation. On leur adjoignit le plus enragé des enragés, Varlet, auquel d'ailleurs personne ne s'intéressait.

Dès le lendemain, les délégués de la Commune venaient dénoncer la Commission des Douze à la Convention. Isnard qui présidait se laissa follement emporter par l'explosion de sa passion volcanique. Parlant des violences possibles de la population de Paris sur la représentation nationale : « Si un tel crime était commis, je vous le déclare au nom de la France, s'écriait-il, Paris serait anéanti; bientôt on chercherait au bord de la Seine si cette ville a existé. » Parole abominable, où sonnait comme un écho de l'odieux manifeste du duc de Brunswick. Danton essaya vainement de réparer ce mot irréparable et de le faire retirer avec l'expression de sentiments d'union. Il était trop tard : cette provocation au grand Paris allait partout déchaîner la colère.

Rien n'était négligé pour soulever la foule contre le coup d'autorité des Douze. Elle avait osé « porter la main sur un magistrat du peuple » (Hébert, substitut du procureur de la Commune). Robespierre fut des plus violents. Robespierre, qui, lorsque Hébert recommença contre lui, avec moins de violence, ce qu'il faisait contre les Girondins, devait l'envoyer non en prison, mais à la guillotine, disait aux Jacobins qu'il fallait « vouer la Commission à l'exécration publique et l'anéantir sans retour ». Mais surtout, il dénonçait avec fureur Vergniaud (qui n'était pas de la Commission) et appelait le peuple à l'insurrection. Et Marat se joignait à lui pour accabler « la faction des hommes d'État ». Il proposait seulement de changer un ou deux noms dans la liste de proscriptions dressée par les sections.

La Convention recula devant le bouillonnement de Paris et relâcha les prisonniers. Les deux policiers étaient déjà, depuis le début, en liberté provisoire; Hébert sortit de prison au milieu de bruyantes manifestations. On avait même arraché un vote de suppression de la Commission des Douze, mais à un moment de désordre, où les bancs de l'Assemblée étaient envahis par une foule de pétitionnaires : il est fort douteux que ce soient les députés, alors pêle-mêle avec la foule, qui aient émis ce vote sur lequel la Convention revint le lendemain. D'ailleurs, les ennemis de la Gironde voulaient plus. Pour le combat, la Commune nomma, au mépris de la loi, un nouveau commandant de la Garde nationale, Hanriot, qui sera, jusqu'au bout, le bras et le sabre de Robespierre. De toutes parts, on se réunit, on délibère, on s'organise pour marcher contre la Convention.

Le 31 mai, avant l'aube, dès 3 heures du matin, le tocsin de Notre-Dame sonne dans la nuit; sur quel ordre? c'est probablement Marat qui l'a fait sonner. Bientôt, s'y joignent les roulements de tambour de la générale; Hanriot donne l'ordre d'y ajouter le grondement sinistre du canon d'alarme, mais il faut, pour le tirer, un ordre de la Convention; les canonniers refusent d'obéir à Hanriot; ce n'est que vers 2 heures que la voix du canon se fait entendre. Dès le matin, Paris s'est armé sans savoir pourquoi on le convoque; on prend son fusil, sa pique; on met les canons en mouvement, chacun se rend à son poste. Au signal qui l'appelle, toute la grande ville s'est levée et est en armes; mais elle ignore ce qu'elle vient faire. Des bataillons, une foule énorme remplissent les rues, le Carrousel et les abords de la Convention, mais hésitants, incertains, tiraillés en sens contraires. La Convention s'est réunie à la hâte. Danton la presse de donner satisfaction au mouvement, de supprimer la Commission des Douze, fidèle à sa politique invariable de rester avec le peuple, d'amener la Gironde à ne point rompre avec lui, tantôt soutenant, tantôt excusant les passions des foules, mais en adjurant ceux qu'elles menacent de ne point se faire briser par elles : « Si vous êtes législateurs, si vous êtes politiques, dit-il, loin de blâmer cette explosion, vous la tournerez au profit de la chose publique, d'abord en supprimant la Commission, puis en sauvant le peuple de sa propre colère. » Et si quelques hommes veulent prolonger le mouvement après cette satisfaction, « Paris les fera rentrer dans le néant ».

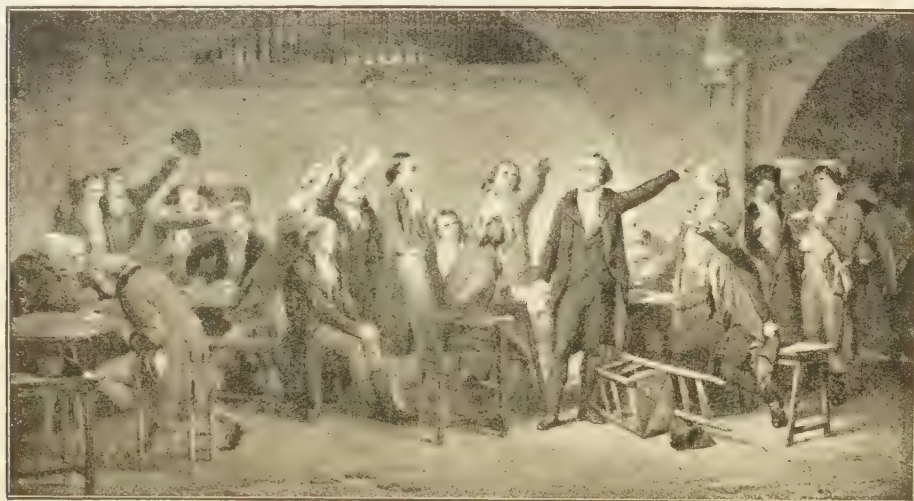
Vergniaud obéit à une inspiration analogue. Il a vu l'aspect des rues. Il a constaté que la grande masse des citoyens est loin d'obéir aux excitations des enragés. « Paris ne s'est point insurgé », dit-il; et il propose, lui, la grande voix de la Gironde, de décréter que « Paris a bien mérité de la Patrie ». La proposition de Vergniaud est adoptée à l'unanimité. Et sur un rapport de Barère, au nom du Comité de Salut public, on supprime la Commission des Douze.

Cela ne fait point l'affaire de Robespierre qui veut frapper les Girondins d'un coup mortel. Il dit que la suppression de la fameuse Commission ne lui suffit pas. « Concluez », lui crie Vergniaud.

« Oui, je conclus, et contre vous; contre vous qui, après la révolution du 10 août, avez voulu conduire à l'échafaud ceux qui l'ont faite; contre vous qui avez conspiré avec Dumouriez. » Et, après ces paroles quelque peu calomnieuses, il réclame un décret d'arrestation contre les chefs des Girondins.

Mais il perd sa peine. Voilà qu'à la fin de la séance, un flot de peuple envahit l'Assemblée; on apprend que la Commission des Douze est supprimée. C'est une explosion de joie; on s'embrasse, on fraternise; et l'on sort aux cris de « Vive la Convention » ! Paris n'a voulu ni mutiler la Convention ni servir l'animosité des meneurs contre de grands républicains.

Leurs ennemis étaient résolus à prendre leur revanche. Un mois après, on accusera devant les Cordeliers Danton et son ami Legendre d'avoir fait avorter la journée, de s'être opposés aux moyens révolutionnaires, d'avoir, par leur coupable résistance, réduit les bons citoyens « au modérantisme » dans la journée du 31 mai. En attendant, on se concertait : on se préparait à une action décisive; le Comité de l'Évêché prenait des décisions destinées à la publicité, et des



Les Girondins à la Conciergerie.
D'après le tableau de Paul Delaroche.

« décisions secrètes ». Et puisqu'on n'avait pas pu atteindre les hommes, on s'en prenait aux femmes : on arrêtait Mme Roland.

C'est Hanriot qui, le 2 juin, fit l'opération. Cette fois, il ne s'en fia plus au peuple de Paris. Il fit envelopper la Convention par les bataillons dont il était sûr : environ cinq mille hommes. Il posta aux portes de la salle des séances des hommes armés de piques. Des canons étaient en batterie dans les alentours. C'était le coup de force militaire pur et simple. Danton eut beau crier : « Le peuple français vient d'être outragé dans la personne de ses représentants; il lui faut une réparation éclatante. » Barère eut beau dire que « ce n'est pas à des esclaves à faire des lois », et demander la tête du coupable; on eut beau mander à la barre Hanriot qui refusa de comparaître; la Convention eut beau essayer de sortir en masse (mais Hanriot refusa de retirer ses troupes, tant qu'on n'aurait pas livré les députés dénoncés), la Convention dut obéir, le couteau sur la gorge; elle livra vingt-neuf des siens, qui durent rester en état d'arrestation à leur domicile; tous les chefs, tous les orateurs illustres de la Gironde; dans le nombre, deux ministres, Lebrun et Clavière. La première mutilation de la représentation nationale était consommée; la Révolution commençait à dévorer les siens.

On a essayé de justifier cet acte de violence armée en disant que le salut public obligeait d'écarter la Gironde, trop molle et opposée aux mesures énergiques qu'exigeaient les périls de la France. Il est certain qu'il y avait dans ce parti plus d'orateurs éloquents et d'hommes de pensée

que d'hommes d'action; qu'il se dessinait, parmi eux, ou tout au moins parmi certains, une tendance au modérantisme qui convenait peu aux circonstances; enfin que quelques membres du parti lui avaient fait beaucoup de mal par leur rage de querelles personnelles contre les membres de la Montagne. Les hommes qui savaient organiser et agir étaient ailleurs, non parmi leurs ennemis implacables, mais parmi les Montagnards sans animosité, tels que Carnot, Cambon, Dubois de Crancé, ou à côté du puissant Danton. Mais, n'y a-t-il point quelque injustice à prétendre qu'ils paralysaient l'œuvre nécessaire au salut du pays et à dire, comme l'a fait Michelet lui-même, bien qu'on ne puisse l'accuser de partialité contre eux, qu'ils avaient fait perdre cinq mois dans de stériles récriminations? La première partie de cette période est remplie par les triomphes de la Révolution, puis par le procès de Louis XVI. Mais, nous avons vu, sitôt que viennent les temps de péril, la Convention arrêter les traits essentiels de sa grande œuvre, avec la réorganisation des armées, avec le Comité de Salut public, avec les représentants en mission; et cela, dans une période où les Girondins sont encore en possession de la majorité et du pouvoir. Le Tribunal révolutionnaire lui-même date de ce temps. Peut-on dire que leur part de collaboration fut nulle ou médiocre? C'est une commission girondine qui a préparé le projet de la Constitution de 1793, la plus démocratique qui ait jamais été; et si les Montagnards l'ont modifiée plus tard, c'est seulement sur des points particuliers et sans la rendre plus démocratique. Condorcet, qui avait eu la part principale dans ce projet, faisait en même temps son magnifique plan d'enseignement public, qui fut plus tard gâté ou plutôt perdu après lui; il est vrai qu'il n'était pas des vingt-neuf frappés par le 2 juin. Mais il ne devait pas tarder à partager leur sort.

Il est donc un peu excessif de dire que le peuple de Paris a sauvé la Révolution en mutilant la Convention par l'exclusion de la Gironde, d'autant plus qu'il est difficile de confondre les quelques milliers d'hommes de Hanriot avec le peuple de Paris.

A deux points de vue, le mouvement du 2 juin fut désastreux. L'exécution de Louis XVI avait tourné contre nous trois monarchies étrangères, et surtout l'Angleterre, la plus redoutable. Mais elle avait été plutôt le prétexte que le motif saisi par des ennemis qui se seraient probablement déclarés contre nous dans tous les cas. L'attentat commis contre la représentation nationale ne pouvait point ne pas aliéner, et aliéna en effet, pour un temps, les deux tiers de notre pays au gouvernement de la Révolution, étendit la guerre civile à une grande partie du territoire et fit courir à la défense nationale autant de dangers que les armées étrangères. Puis elle ouvrit la trop longue série des mutilations de la Convention, des proscriptions successives des plus énergiques défenseurs de la République.

VI. — Guerre civile et guerre étrangère.

Lyon était troublé depuis de longs mois. Le parti populaire avait à sa tête un enthousiaste, passionnément aimé des travailleurs, porté sinon vers des théories socialistes précises, au moins vers les revendications sociales qui sont nées, on peut presque le dire, dans la grande cité où fourmillait un peuple très misérable et très exploité, Chalier, intrépide, dévoué, brûlé de passions mêlées à des sentiments généreux, mais aussi avec un médiocre esprit de conduite politique. Chalier, d'abord battu aux élections par les Girondins et les modérés, l'avait à la fin emporté, sous la pression de trois commissaires de la Convention. Mais c'était une victoire passagère. Lyon s'était révolté contre ses autorités montagnardes, dès le 29 mai. Chalier était arrêté le lendemain. Presque aussitôt après, le 2 juin avait singulièrement aggravé les choses. Le 15 juillet, les modérés, auxquels se mêlaient les royalistes, prirent pour maire un M. de Rambaud, ancien juge de la sénéchaussée. On pressa le jugement de Chalier contre lequel on avait réussi à tourner même ce peuple, qu'il aimait tant. On le condamna à mort, sans pouvoir alléguer une raison sérieuse, en prenant pour prétexte une pièce fausse : « Je vais mourir pour la liberté, écrivait-il, je vais verser mon sang pour la cause de l'humanité. » Bientôt après, la révolte lyonnaise leva le masque, se donna un général royaliste et appela les Piémontais.

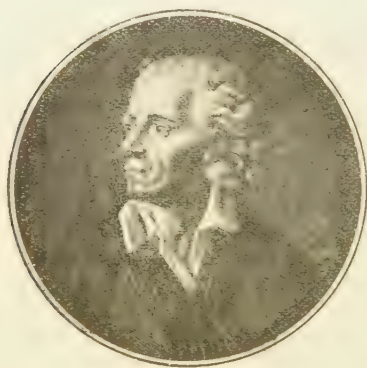
Marseille, aussi, s'était soulevée. Les Montagnards y avaient été les maîtres; mais les pouvoirs des élus, qui leur assuraient la suprématie, avaient été contestés par une fraction de leur

propre parti et cassés par les commissaires de la Convention, qui, à leur tour, avaient été blâmés par le Comité de Salut public. A la nouvelle du 2 juin, les sections s'étaient soulevées contre la municipalité, avaient créé un tribunal révolutionnaire de leur façon, ou plutôt anti-révolutionnaire, et avaient levé des troupes qui s'étaient mises en marche pour aller se joindre aux forces que Nîmes avait armées pour le même motif. On devait se réunir à Pont-Saint-Esprit, et de là aller donner la main aux Lyonnais. Au dernier moment, les Nîmois, ébranlés, rentrèrent chez eux; mais Marseille s'obstina dans sa révolte.

Toulon s'insurgeait à son tour en juillet, emprisonnait les deux conventionnels en mission, proclamait Louis XVII, et finissait par appeler les escadres de l'Angleterre et de l'Espagne, tandis que la Corse, dont la conquête récente n'était pas encore acceptée par la population, se soulevait, on peut le dire, moins contre la Révolution que contre la France, et se donnait aux Anglais.

Ainsi tout le Sud-Est était en feu, tandis que dans l'Ouest la guerre civile vendéenne devenait de plus en plus formidable.

Guerre étrange, et faite par une étrange armée! Le paysan vendéen était d'un courage, d'une énergie, d'une férocité terribles; il se battait, il massacrait en enragé. Mais il avait des exigences. Il lui fallait, de temps à autre, rentrer chez lui. De loin en loin, soudain, cette énorme armée se dispersait, s'évanouissait en quelque sorte. Puis, on reprenait le fusil, on repartait, parfois on emmenait sa femme et ses enfants. Et l'armée surgissait à nouveau, toujours confuse, d'ailleurs, et tiraillée entre ses chefs qui se jalousaient et se querellaient. Ces sortes d'intermittences augmentaient la difficulté même qu'on eut à en venir à bout. Comment saisir cette force, qui disparaissait, reparaisait, et reconnaître, dans le paysan d'aujourd'hui, le soldat d'hier et le soldat de demain?



Châlier, promoteur de la Commune, à Lyon.
Portrait gravé par Levachez (Cabinet des estampes).

Mais, à ce moment, la Révolution n'avait pas encore de forces régulières à opposer à la Vendée. Paris avait bien envoyé dans l'Ouest des volontaires, mais organisés par la Commune, par les amis d'Hébert dont le ministre Bouchotte subissait l'influence et avait rempli ses bureaux. Un témoin a laissé un tableau curieux et lamentable des chefs mili-

itaires, des officiers, des administrateurs de guerre improvisés parmi lesquels force gens de théâtre et les pires aventuriers. Ils allaient, étonnant les petites villes de leurs moustaches formidables, de leurs panaches, des grands sabres qu'ils traînaient à grand bruit sur le pavé; souvent les scandalisant de leur sans-gêne. « Il semble, dit un témoin (Mercier du Rocher), que tous les roués de Paris se soient donné rendez-vous dans ces malheureuses provinces pour attirer la guerre civile et y dépouiller les habitants. »

Les Vendéens s'emparèrent de Saumur mal défendu, sans difficulté. Dorénavant, la route leur était large ouverte. Où iraient-ils? Sur Paris? C'était trop s'éloigner du coin de terre où leur pensée avait pris racine. La capitale, pour eux, c'était Nantes, la cité riche et patriote, qu'ils connaissaient, qu'ils touchaient. Et voilà toutes les bandes vendéennes affluant vers Nantes, flairant la magnifique proie, voyant déjà le pillage des opulents magasins et la mise à sac de la ville révolutionnaire. Ils accouraient de toutes parts, comme les corbeaux au champ de mort.

Nantes n'était pas fortifiée : comment la défendre? Et si elle succombait, que d'horreurs, et quel désastre! Les Anglais auraient un port en France, et la route de Paris serait ouverte. Pour se défendre, la ville avait, avec les Nantais, cinq bataillons de cinq régiments différents et des gardes nationales de quelques départements bretons et normands, ou même de départements assez éloignés, comme Seine-et-Marne et Seine-et-Oise. Il y avait dans la ville deux conventionnels en mission, Merlin de Douai et Gillet, qui avaient en vain demandé secours au Comité de Salut public. Les chefs vendéens, contre eux, amenaient 50.000 ou 60.000 hommes après à la curée.

Un ouvrier ferblantier, Meuris, qui avait formé un bataillon de 500 Nantais, eut une part décisive au salut de la ville. Il couvrait Nantes, dans une localité voisine, à Nort. Son bataillon s'y fit hacher. De cinq cents hommes, il en resta une trentaine; mais il avait donné à la ville menacée huit heures de répit.

L'attaque retardée n'en fut pas moins furieuse, mais elle fut repoussée. Le commandant en chef de toute l'armée vendéenne, et le plus populaire, se glissait dans la ville, quand un savetier, de sa mansarde, vit son panache blanc et tira; Cathelineau tomba; sa mort, sans doute, ne contribua pas peu à décourager les Vendéens, et la terrible armée se dispersa (23 juin).

Peu après, des troupes républicaines arrivaient sous les ordres de Westermann, un des hommes du 10 août et de Valmy. Westermann remportait sur les Vendéens une victoire éclatante le 3 juillet, mais il était mis en déroute aussitôt après. Une autre colonne républicaine, victorieuse le 15, était battue le 18. La débandade se continuait jusqu'à Saumur. Le péril vendéen devenait terrible pour la République.

La France fut sauvée par les auteurs de l'attaque étrangère.

Deux villes assiégées, par leur héroïque résistance, firent perdre de longs mois aux ennemis : Mayence, Valenciennes.

Mayence était assiégée dès avril. Custine n'essaya rien pour la secourir; la garnison fut laissée à ses propres forces.

Heureusement, elle avait d'admirables soldats commandés par des chefs admirables. L'un d'eux est devenu illustre : Kléber. C'était un Strasbourgeois. Fils d'un maçon élevé par charité, il avait commencé ses études d'architecte, puis était entré à l'école militaire de Munich, avait fait la guerre aux Turcs dans l'armée autrichienne, était revenu en France avant la Révolution. Enfin, il s'était engagé en 1793. C'était un cœur fier, une âme franche et généreuse, un général d'un sang-froid intrépide. Aubert-Dubayet, qui s'était battu pour la République américaine, Meunier, qui devait périr en héros dans ce siège, commandaient les troupes avec lui. On a vu que la Convention avait envoyé à Mayence deux de ses membres : Merlin de Thionville et Rewbell.

Il y a eu de bien grandes figures parmi ces représentants en mission qui partageaient les périls du soldat; l'une d'elles est restée grande entre toutes : Merlin de Thionville.

Merlin, avant la Révolution, était un avocat au Parlement de Metz. En 1792, il avait trente et un ans. Il avait été député, d'abord à la Législative, puis à la Convention. Il s'était battu au 10 août. Il montra à Mayence ce que pouvaient valoir à la guerre certains avocats. Le poète Goethe, qui le vit là, décrit sa figure guerrière avec « sa barbe et son regard sauvage ».

« Il combattit comme un lion », disait de lui Kléber. Les soldats allemands le reconnaissaient de loin au rouge de son panache tricolore. Ils l'appelaient « le diable de feu ».

Le siège fut une des plus belles pages des guerres révolutionnaires. « Si l'on peut me prouver, disait plus tard Merlin de Thionville à la Convention, qu'il y avait dans Mayence une place large comme un chapeau où l'on ait pu être en sûreté pendant une heure, je porterai ma tête sur l'échafaud. » Kléber disait : « Nous avons vécu six semaines sous une voûte de feu. »

Mais on attendait en vain des secours. Nous savons dans quelle situation désespérée la France était en ce moment : la garnison de Mayence, bloquée, l'ignorait. Après quatre mois de résistance héroïque, les représentants se décidèrent à traiter, non pour s'épargner les souffrances suprêmes, mais pour garder une armée admirable à la République. Et, en effet, la France avait besoin de cette armée-là contre la Vendée. Ils posèrent de fières conditions : la garnison put sortir avec armes et bagages; elle s'engageait à ne pas servir d'un an contre les coalisés, ce qui ne l'empêchait pas de servir contre les révoltés de l'Ouest. Et cependant, malgré leurs chefs, les soldats de Mayence ne voulaient pas quitter la ville. La sortie se fit le 2 juillet; les héros de la République défilèrent fièrement au milieu de l'armée allemande et des curieux. Les officiers prussiens ne purent s'empêcher de complimenter les Français; mais la foule les menaçait parfois. Merlin, en costume de hussard, fut entouré de cris et de menaces. Il répondit à la foule : « Je vous conseille de vous modérer..., ce n'est pas la dernière fois que vous me verrez ici. »

A Valenciennes, le général Ferrand commandait la place; deux représentants du peuple étaient auprès de lui; tous rivalisèrent de courage. Ce fut un terrible siège; des batteries formidables couvraient la ville de fer et de feu; elles crachèrent sur Valenciennes quatre-vingt-quatre

mille boulets, vingt mille obus, huit mille bombes; ces terribles engins de mort sifflaient, bourdonnaient dans l'air sans relâche, tuant, fracassant, pulvérisant, brûlant tout; des incendies éclataient à chaque instant; ce n'étaient pas seulement les soldats, c'était la population entière qui vivait sous cette pluie de fer. Une grande partie de la ville fut détruite. On ne cessa pas de lutter : les habitants, organisés en compagnies de canonniers, secondaient la garnison. On résista ainsi pendant quarante et un jours de bombardement. Les murs ne tenaient plus; deux brèches étaient ouvertes. C'est alors que l'on se rendit (28 juillet). La garnison sortit, désarmée mais libre, avec les honneurs de la guerre, à condition de ne point servir d'un an contre les coalisés.

La chute de Mayence et de Valenciennes ouvrait le cœur de notre pays aux ennemis; mais ils songèrent tout d'abord à se nantir de places fortes : Cobourg, avec ses Autrichiens, alla investir Le Quesnoy, le duc d'York, avec 20.000 hommes, assiéger Dunkerque.

Déjà, depuis juillet, les troupes espagnoles envahissaient notre territoire aux deux extrémités des Pyrénées, par Perpignan et Bayonne, et les Français, du côté des Alpes, avaient subi un échec dans une tentative manquée pour s'emparer du camp de Saorgio et repousser les Piémontais au delà du col de Tende.

On voit combien, vers le milieu du mois d'août, la situation de la France semblait désespérée.

VII. — La fin de Quatre-vingt-treize.

Au lendemain du 2 juin, la Convention, pour apaiser la province soulevée, avait commencé par voter la Constitution nouvelle, voulant rassurer la France sur l'espèce de dictature que prenait violemment le peuple de Paris, et lui montrer qu'elle était encore souveraine.

La Constitution de 93, même remaniée, apparut comme l'effort le plus considérable accompli pour remettre à une nation l'entière disposition de ses destinées. Et son souvenir vivait profondément dans le groupe d'hommes qui, à travers les réactions monarchiques, gardaient le culte de la Révolution et de la démocratie, comme le souvenir des Tables de la Loi populaire, hélas ! perdues. Un de ses articles, d'une bien haute fierté nationale dans un pays envahi, disait : « Le peuple français est l'ami et l'allié des peuples libres; il ne s'immisce pas dans le gouvernement des autres nations; il ne supporte pas que d'autres nations s'immiscent dans le sien... Il ne fait point la paix avec l'ennemi qui occupe son territoire. »

« Avez-vous donc fait un pacte avec la victoire ? » cria une voix au vote de cet article.

« Non, répondit Basire; mais nous avons fait un pacte avec la mort. »

Mot superbe, et d'une vérité magnifiquement tragique, qui résume et semble dominer cette grande époque.

La Constitution fut soumise au vote de la nation les dimanches 14 et 21 juillet. On devine qu'il y eut peu de votants dans ce pays déchiré et bouleversé. On compta dix-huit cent mille suffrages pour, et onze ou douze mille seulement contre. On est en droit de présumer qu'elle contribua puissamment à désarmer l'esprit de révolte, à rallier autour de la Convention la grande majorité de la France, et à confiner l'insurrection sur les quelques points où elle prit un caractère franchement royaliste.

La Convention avait fait apporter à Paris les résultats des votes par des délégués des assemblées primaires de toute la France. Il en était venu huit mille. C'est avec ces délégués qu'à l'anniversaire du 10 août, on célébra magnifiquement la fête de la Constitution. La Révolution donnait un grand éclat à ces fêtes populaires, pour lesquelles les meilleurs artistes dessinaient les décorations des rues, des places, la pompe des cortèges, tout cela dans le goût antique du jour, mais d'un grand style, tandis que poètes et musiciens composaient les chants patriotiques qui devaient y retentir. Notre admirable *Chant du Départ*, le rival de la *Marseillaise*, avec ses très beaux vers de Marie-Joseph Chénier et son incomparable musique de Méhul, a été composé pour l'une de ces solennités. Celle-ci fut des plus belles. Un cortège imposant se déroulait dans les larges artères de Paris; en tête les sociétés populaires; puis les membres de la Convention, avec des bouquets d'épis et de fruits; le maire, quatre députés portant sur un brancard une arche où la Constitution était enfermée; puis des délégués de tous les départements, enlacés d'un cordon

tricolore et portant une branche d'olivier et une pique, fragment du faisceau symbolique, imité de l'ancienne Rome, et qui représentait l'unité française; après cela, la masse du peuple, chacun portant les instruments de son métier, comme pour une glorification du travail; enfin, des chars, dont l'un, traîné de huit chevaux blancs ornés de guirlandes et de couronnes civiques, avec des cassolettes brûlant tout autour, et une musique militaire faisant éclater la voix guerrière des cuivres, portait les restes de combattants morts pour la Patrie.

Le cortège était parti de la place de la Bastille, où se dressait sur les décombres de la forteresse, une statue colossale de la Nature, une coupe à la main avec deux sources d'eau jaillissant des pointes de ses seins. « O Nature ! dit le président de la Convention dans une très belle invocation, ce peuple est digne de toi : il est libre. C'est dans tes sources sacrées qu'il s'est régénéré... Que ces eaux fécondes qui jaillissent de tes mamelles, consacrent dans cette coupe de fraternité et d'égalité le serment que te fait la France en ce jour, le plus beau qu'ait éclairé le soleil ! »



Acceptation de la Constitution républicaine, le 10 août 1793 ou 23 thermidor an I de la République.

Gravure de Berthault, d'après un dessin de Swebach-Desfontaines (Bibliothèque nationale).

Puis le cortège s'était mis en marche sur les boulevards et la place des Invalides, suivant une route ornée de loin en loin d'arcs de triomphe, d'arceaux de verdure, de statues symboliques et était arrivé au Champ-de-Mars, où la Constitution et les procès-verbaux des votes de la France avaient été déposés sur l'autel de la Patrie; après quoi, sous des tentes dressées à cet effet, le peuple s'était assis à un banquet fraternel.

La Convention semble avoir eu un instant l'idée d'appliquer immédiatement la Constitution nouvelle, de faire procéder à de nouvelles élections, et de se donner des successeurs. C'était impossible à cette heure de suprêmes périls. Les délégués des départements eux-mêmes en dissuadèrent l'Assemblée. Le 28 août, au nom du Comité de Salut public, Barère montra qu'il fallait attendre d'être sorti des convulsions de l'heure présente. Ce n'est que le 10 octobre que la Convention résolut la question en décidant que « le Gouvernement resterait révolutionnaire jusqu'à la paix ». Mais avant la paix, la réaction thermidorienne devait venir et apporter avec elle une autre constitution d'un esprit tout différent. La Constitution de 1793 ne devait jamais être appliquée.

Un grave événement s'était produit la veille du jour où la France votait la Constitution : le 13 juillet, Marat avait été assassiné.

La jeune fille qui l'avait frappé, Charlotte Corday, reste une des figures héroïques de notre histoire. Elle avait l'âme républicaine, comme si elle avait gardé au cœur quelque chose de l'héritage intellectuel de notre grand poète Corneille, dont, dit-on, elle descendait. Elle avait l'esprit hanté de la pensée des hommes illustres de l'antiquité, glorifiés pour avoir tué des tyrans. Elle détestait dans Marat l'homme qu'elle regardait comme le proscripteur des Girondins. Dans toute la beauté et la pureté de sa radieuse jeunesse, elle sacrifia sa vie pour délivrer la République de l'homme qui lui apparaissait comme son mauvais génie. Elle vint de Caen à Paris et demanda une audience à Marat. Il la reçut dans son bain : elle le frappa d'un coup de couteau ; puis, sans chercher à fuir, attendit d'être conduite à la mort, qui ne tarda pas. Condamnée par le tribunal révolutionnaire, elle porta sans une minute de défaillance sa tête gracieuse sous le couperet.



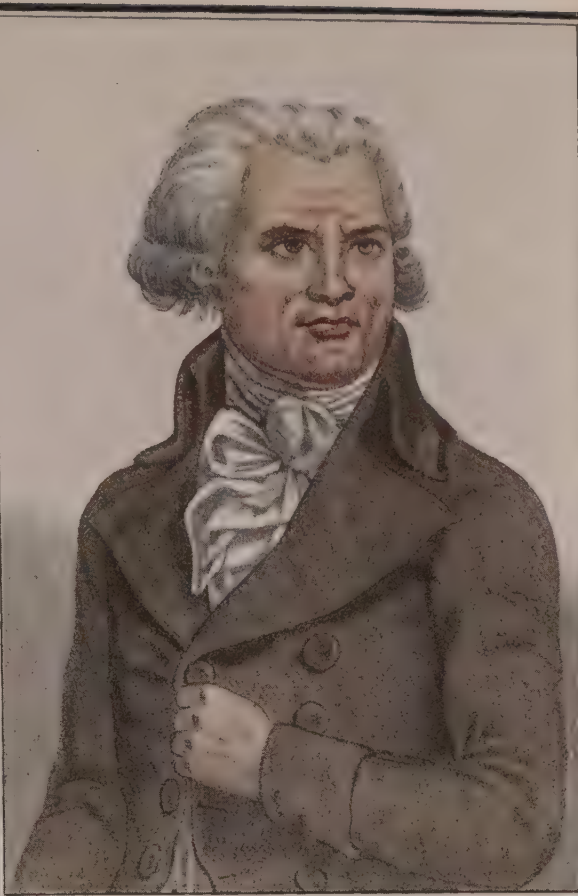
Assassinat de Marat par Charlotte Corday.

D'après le dessin de Desfontaine, gravé par Berthault.

Elle a, dès lors, soulevé l'enthousiasme de tout ce qui haïssait les passions meurtrières mêlées à la Révolution ; elle a laissé à la postérité un noble et touchant souvenir ; et il est difficile, en effet, de trouver réunies plus de circonstances propres à faire amnistier l'assassinat politique. Mais il est difficile, en même temps, de trouver un exemple qui montre mieux combien il est, au fond, mauvais et funeste. La vaillante et généreuse jeune fille croyait détruire en Marat la fureur des tueries politiques, et elle lui donnait plus de force ; elle croyait venger les grands républicains proscrits le 2 juin, et son coup de couteau les frappait, par ricochet, autant que Marat lui-même. La loi qui dit : tu ne tueras pas, domine impérieusement l'histoire. Marat assassiné devint une sorte de saint de la Révolution : on le porta bientôt au Panthéon ; aussitôt après sa mort, son cœur embaumé fut suspendu comme une relique, à la voûte du Club des Cordeliers. Le parti des « enragés » (qu'il n'aimait pas) s'empara de sa succession. Un Hébert, un Jacques Roux, fort durement traités par lui, se vantèrent imprudemment de le continuer et couvrirent de son nom des excitations moins sincères et plus sanguinaires encore que les siennes. La foule des déshérités, qui aimait Marat vivant et qui, selon la loi commune, l'aima plus encore mort d'une



ROBESPIERRE



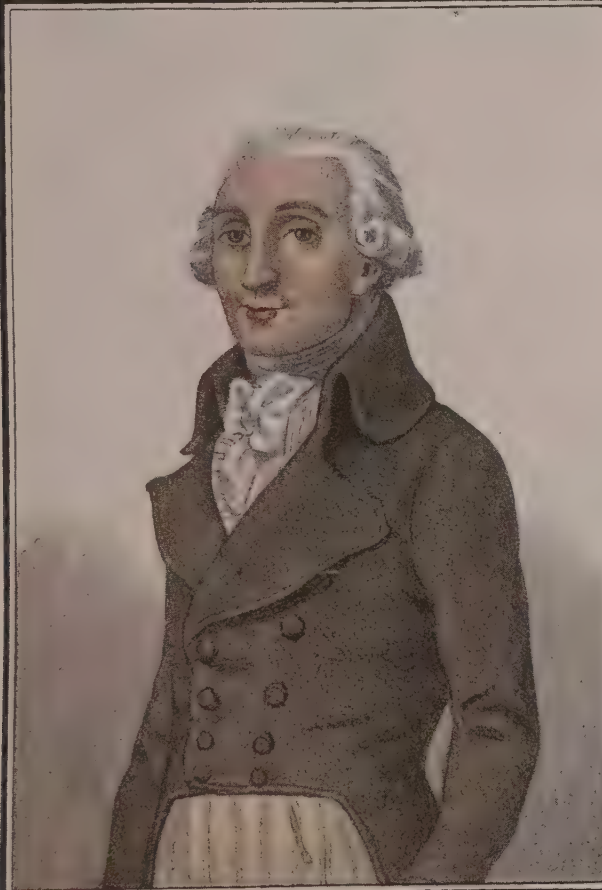
DANTON



CAMILLE - DESMOULINS



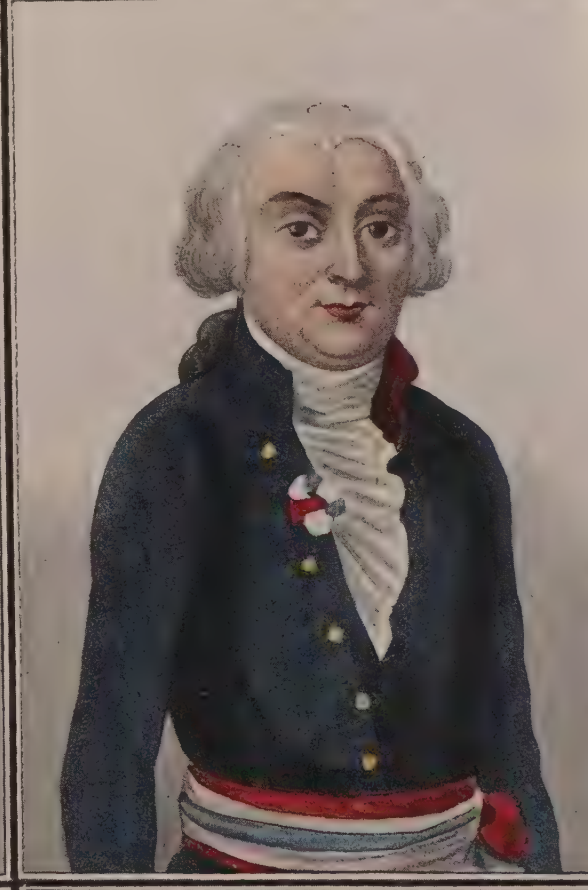
SAINT-JUST



COUTHON



CARNOT



PÉTION



BILLAUD - VARENNES

Les grands Conventionnels.
D'après des gravures coloriées de l'époque.

mort tragique, eut soif de vengeance et se sentit plus portée aux sentiments d'impitoyable revanche.

Les circonstances donnaient une force nouvelle à la poussée des violents qui suivaient Hébert. L'anxiété publique, que les mauvaises nouvelles rendaient de plus en plus fiévreuse, les colères que le malheur et les trahisons faisaient gronder dans les foules, le prestige donné à la mémoire de Marat dont il se prétendait le successeur, le souvenir du 2 juin, et les flots mal calmés de la tempête qui avait brisé les portes de la Convention, servaient étrangement ses sanguinaires excitations, et permettaient aux « enragés » dont on avait subi la victoire de peser lourdement sur la situation. Hébert n'avait pas la sinistre sincérité de Marat, son orgueilleux dévouement à une idée fixe, féroce, mais inspirée par la passion ardente de la Révolution. Probablement sceptique, au fond, avec des goûts de succès, de plaisir et d'élégance sous son masque populacier; basement cynique, injurieux et calomniateur, il s'était fait une sorte de métier et de spéculation de souffler l'esprit de haine et de tuerie. Les convulsions que l'on traversait, devaient, hélas ! donner à la guillotine une affreuse activité. Mais il contribua à la rendre plus meurtrière.

Jusqu'au mois d'août 1793, le Tribunal révolutionnaire était loin de mériter le souvenir horriblement tragique qu'il a laissé à l'Histoire; s'il était déjà rigoureux, il jugeait en conscience, et il acquittait souvent. Il avait même acquitté le général Miranda, grand ami des Girondins, et compromis par ses relations avec Dumouriez.

Mais c'eût été une étrange illusion que d'en attendre quelque indépendance, soit devant la poussée populaire, soit devant les désirs du pouvoir. Il était dans la main de deux magistrats de l'ancien régime, prêts à se charger de toutes les tâches. Fouquier-Tinville y exerçait les fonctions d'accusateur public. Cet homme, qui fera de la justice un véritable instrument de massacre, ne semble avoir été ni féroce ni même cruel par goût; il était indifférent à tout sentiment d'humanité, et assez docile au plus fort pour deviner, peut-être pour devancer ses volontés. Le président, Hermann, était du pays de Robespierre et soumis à son influence. On a vu les nouvelles des désastres s'accumuler au début du mois d'août; la Convention se sentit débordée par les passions orageuses que les événements soulevaient, que les violences surexcitaient.



Fouquier-Tinville.
(Cabinet des estampes.)

C'est ainsi qu'elle prit, le 1^{er} août, une série de mesures violentes; elle décréta à la fois le renvoi de Marie-Antoinette devant le Tribunal révolutionnaire, la déportation de tous les Bourbons, la confiscation des biens de toutes les personnes mises hors la loi, et même la destruction des sépultures de Saint-Denis, comme si elle avait à sévir contre les restes des rois morts depuis longtemps.

Custine allait porter sa tête sur l'échafaud, pour n'avoir point essayé de secourir Mayence assiégée, ouvrant ainsi la série des généraux condamnés pour leurs fautes militaires. Il fut exécuté le 28 août. Pour hâter les opérations du Tribunal révolutionnaire, la Convention l'avait porté à quatre sections le 5 septembre. Il allait bientôt envoyer Marie-Antoinette à la guillotine. Il n'était pas douteux que la Reine eût, plus encore que Louis XVI, travaillé à faire battre nos armées en conspirant avec les ennemis de la France. Depuis lors, la publication de sa correspondance a prouvé qu'elle renseignait l'Autriche pour lui permettre de vaincre nos troupes. Les contemporains n'en pouvaient pas douter. Hébert rendit plus vifs les sentiments muets, mais profonds de pitié, que sa mort devait exciter par les infâmes et ordurières calomnies dont il souilla son procès. Elle fut exécutée le 13 octobre.

Puis le procès des Girondins allait venir. On les gardait prisonniers depuis le 2 juin; il fallait adopter une solution : ou les laisser rentrer à l'Assemblée ou les poursuivre. Les enragés, Hébert en tête, les pourchassaient avec une haine infatigable; la Convention les avait livrés dès le 28 juillet. Elle avait mis hors la loi (c'est-à-dire déclarés tuables sans jugement) ceux qui avaient fui

pour éviter de déserter le genre civique, elle avait renvoyé onze des prisonniers au Tribunal révolutionnaire. Mais il fallait bien que le nombre y fût : c'est contre une vingtaine qu'avant le 2 juin partaient les accusations, on compléta la vingtaine, un peu artificiellement.

Le chiffre exact est soixante et un. On voulait y joindre d'abord soixante-quinze qu'on avait su de leur peur avec eux. Robespierre les sauva; on l'a vu des plus violents contre les têtes du parti et les véritables Girondins; il ne voulait pas perdre une petite troupe de trembleurs, dont la peur faisait à la Convention ses plus dociles instruments. Il le laissa entendre aux Jacobins : « Depuis le 2 juin, il y a plus de Marais, » disait-il (c'est, on le sait, le nom injurieux donné au modérantisme).

Quel chef d'accusation trouver contre les Girondins? On n'en avait aucun. Le seul crime qu'on put imputer au parti était le crime de ceux des leurs qui avaient été provoquer la révolte au province. Mais il était visiblement absurde de l'étendre à ceux qui étaient restés à la disposition de la justice, refusant de suivre l'exemple de leurs amis.

Aussi fallait-il recourir à toute apparence de procès véritable. L'affaire traînait; en sept jours, on n'avait entendu que quelques témoins. On eut recours aux Jacobins; on obtint qu'ils proposassent une députation pour demander à la Convention, que, au bout de trois jours, le

jury pût se déclarer suffisamment éclairé, et condamner sans entendre. Michelet affirme que Robespierre avait rédigé la minute du décret, qui s'est retrouvée. Mais il ne parut pas. Un député obscur proposa ce décret odieux; il fut voté, et il arriva à 8 heures du soir au tribunal; le jury se déclara éclairé, il ferma la bouche aux accusés, tous furent condamnés à mort.

Ce fut un transport de colère chez les victimes, une effrayante stupéfaction dans l'auditoire. Un des condamnés, Valazé, se perça le cœur.

Il était près de minuit.

Les Girondins rentrèrent

dans leur prison en chantant la *Marseillaise*. Un ami leur avait envoyé les éléments d'un repas qui fut leur repas funèbre. Ils passèrent la nuit dans un suprême banquet avec le cadavre de Valazé à côté d'eux. Le matin suivant (30 octobre), cinq charrettes portaient à la guillotine à travers les rues ces hommes qui avaient tant aimé la France et la République; ce Vergniaud, qui avait été avec Mirabeau la grande voix de la Révolution, Gensonné, l'éloquence de la logique réfléchie et forte, Brissot qui avait jeté à l'Europe monarchique le gant de la France républicaine; ceux en qui la nation avait si longtemps mis sa confiance et ses espérances. Des cinq charrettes s'élançait la *Marseillaise*, chantée en chœur par tous les condamnés. Ils continuaient encore à la chanter sur l'échafaud. Mais une des voix de ce chœur tragique s'éteignait chaque fois que le couperet tombait sur une tête. A la fin, la voix de Vergniaud fut seule à faire chanter, sous la hideuse charpente, l'hymne sublime :

Allons, enfants de la Patrie,
Le jour de gloire est arrivé!

Et en effet, il sortait de la vie pour entrer dans la gloire. Puis, la dernière voix se tut. La noble tête de Vergniaud avait roulé à son tour dans le fatal panier.



Tribunal révolutionnaire. Jugement de Marie-Antoinette.
(Cabinet des estampes.)

Le 9 novembre, c'est Mme Roland que le tribunal envoyait à l'échafaud. Comme elle arrivait dans la sinistre charrette devant la statue de la Liberté : « Liberté, s'écria-t-elle, que de crime on commet en ton nom ! »

Une sombre et sanglante fatalité s'acharna sur les restes du parti. Roland, apprenant le lendemain, dans l'Eure, la mort de sa femme, se tua, fou de douleur. Manuel était exécuté le 14 novembre, Rabaut Saint-Étienne, le 5 décembre; Clavière se suicidait le 8 décembre. Lebrun était guillotiné le 28. D'autres, longtemps errants, cachés, traqués, au milieu de quelles angoisses ! n'en tombaient pas moins à la fin sous le couperet de la guillotine, Salle et Guadet à Bordeaux, le 19 juin 1794, Barbaroux, le 25. Le 26, on trouvait, près de Saint-Émilion, les cadavres de Pétion et de Buzot à moitié dévorés par les loups.

Le grand Condorcet qui d'abord n'avait pas été compris dans la proscription de la Gironde, avait été décrété par la Convention le 8 juillet 1793, sur une dénonciation du lâche Chabot. Une femme de grand courage le cacha de longs mois, dans une mansarde de la rue Servandoni, à l'ombre de Saint-Sulpice. De sa cachette, hantée par toutes les tortures de l'angoisse et déjà enveloppée par l'ombre de la mort, sortit une œuvre magnifique, toute pleine de foi dans les destinées de l'humanité et dans la pensée de la Révolution. Condorcet écrivit là une large et puissante ébauche de l'histoire universelle sur laquelle plane la confiance dans l'avenir du genre humain, et où, pour la première fois, la théorie des progrès indéfinis du monde est nettement et largement dégagée. Il y montre, avec une extraordinaire puissance de pensée clairvoyante



Banquet des Girondins.
D'après une peinture de J. Boilly (Bibliothèque nationale).

et de nobles espoirs, comme le terme le plus récent de l'évolution de l'humanité, l'ère de liberté et d'égalité qu'ouvre pour toutes les nations la Révolution française. C'est proscrire, en quelque sorte sous le couperet de l'échafaud, au milieu des sanglantes horreurs de l'heure présente, qu'il la salue, cette grande ère, avec une foi philosophique superbe d'élévation et d'intrépidité. Comme il terminait son œuvre, il trembla d'exposer aux derniers périls sa vaillante hôtesse et s'enfuit, malgré elle, de son abri, sous un déguisement. Il fut pris et arrêté aux portes de Paris, près de Bourg-la-Reine, et se tua dans sa prison, avec le poison qu'il portait dans sa bague, refusant à la guillotine cette tête admirable, habitée par une si magnifique pensée.

Des Girondins marquants, Isnard et Louvet avaient seuls échappé.

Après Custine, le général Houchard avait été condamné par le Tribunal révolutionnaire. Nous verrons plus loin qu'il avait remporté une victoire : plus peut-être par le mérite de ses lieutenants que par le sien; mais qu'il n'avait pas su en profiter; qu'il n'avait pas exécuté les instructions qu'il avait reçues; qu'il avait ensuite essuyé un grand échec. On peut croire que l'inimitié de la coterie hébertiste qui dominait au ministère de la Guerre, contribua à perdre Houchard et Custine. Il fut exécuté le 17 novembre.

Des sortes de condamnations rétrospectives se mêlaient à celles qui étaient prononcées pour des événements du temps. On poursuivit la maîtresse de Louis XV, M^{me} du Barry. Vengeance bien tardive. Presque seule entre tant de victimes, elle mourut lâchement, le 8 décembre 1793. Le duc d'Orléans avait été guillotiné un mois avant. Il ne lui servit à rien d'avoir renié sa naissance, pris le nom d'Égalité, envoyé son cousin Louis XVI à la mort, et flatté le parti extrême. On le condamna comme *complice des Girondins*, qui l'avaient constamment dénoncé, tandis que la Montagne le soutenait. Enfin, en décembre, le Tribunal révolutionnaire envoya à l'échafaud des hommes de la Constituante, sortis de la politique depuis quelque temps : Barnave et Bailly.

Je n'ai rien dissimulé de la tragique horreur du régime de la Terreur, de la part qu'y ont eue de sauvages excitations, de l'esprit de vengeance contre des fautes ensevelies dans le passé que les passions du temps y ont mêlées. Mais on ne doit pas oublier que, s'il y a eu des excès, une rigueur impitoyable était nécessaire au salut de la France, ouverte à l'invasion sur ses frontières, travaillée à l'intérieur par des complots et des révoltes. Nos pères, dans une situation désespérée, étaient réduits à paralyser par l'épouvante toutes les inimitiés cachées, prêtes à se tourner en trahison. La France était alors, sur toute l'étendue de son territoire, dans la situation de ces villes assiégées où la loi impérieuse de la guerre fait taire toutes les autres lois; où tout est ou doit être sacrifié à l'intérêt primordial de la défense. De là le régime farouche d'exception qui, quelles qu'aient été ses fautes, a atteint son but, puisqu'il a sauvé la patrie.



La comtesse du Barry.

Gravé par Beauvarlet, d'après une peinture de Drouais (Cabinet des estampes).

Ce régime, dès septembre 1793, avait été complété par deux lois qui, en temps normal, auraient été jugées, l'une absurde, l'autre révoltante. D'abord, la loi du maximum. J'ai dit comment des spéculations coupables cherchaient à exploiter le bouleversement de toute chose, à rançonner la misère, et à tirer des malheurs publics des profits scandaleux. L'agiotage sévissait; les marchandises se cachaient; l'accaparement faisait un désastre national de l'enchérissement de tous les produits. La Convention résolut d'imposer par la loi des prix à toutes les marchandises nécessaires : vivres, vêtements, objets usuels, matières premières des industries. Quiconque détenait une quantité quelconque de ces marchandises fut obligé de les déclarer et les offrir en vente. S'il ne le faisait pas, l'État les saisissait et les vendait pour lui. Les prix ne pouvaient pas dépasser ceux que

la loi devait établir, en majorant, dans une proportion raisonnable, les prix correspondants en 1791. Un maximum mis en harmonie avec les prix de la vie, d'après la loi nouvelle, était fixé pour les salaires des ouvriers. Il est difficile d'imaginer une législation plus contraire aux doctrines de l'économie politique; il est d'ailleurs probable qu'elle aurait été partout esquivée et tournée sans les sanctions effrayantes devant lesquelles le régime d'alors pouvait faire trembler tout le monde. La vérité est, qu'en dépit des économistes, la loi de maximum atténua effectivement le mal contre lequel elle était dirigée.

La loi des suspects, bien qu'elle fût l'œuvre d'un conventionnel fort modéré, Merlin de Douai, jurisconsulte éminent, était vraiment féroce. Étaient considérés comme suspects, tous ceux qui, soit par leur conduite, *soit par leurs relations, soit par leurs propos et leurs écrits*, s'étaient montrés partisans de la tyrannie de la royauté ou du fédéralisme, et « ennemis de la liberté ». Avec la vague de la formule, qui pouvait être sûr d'échapper? Le soin de dresser les listes et de faire les arrestations était laissé aux comités révolutionnaires et aux comités de surveillance.

Ainsi fut constitué un gouvernement d'une force terrible pour écraser les inimitiés intérieures. Mais c'est la création et l'organisation des armées qui constituaient la tâche principale de la Convention pour l'œuvre de salut qu'elle avait à accomplir. Tout d'abord, le 16 août, elle adopta la « levée en masse ». On se rappelle que, dès le début de l'année, Dubois de Crancé avait proclamé le principe du service obligatoire.

On ne prit d'abord qu'une partie des forces que le principe mettait à la disposition de la République; on n'appela que les non mariés et les veufs sans enfant, de dix-huit à vingt-cinq ans. On procédait par « réquisition ». La première réquisition fournit 450.000 hommes. A la fin de 1793, il y avait 642.000 hommes sous les armes. L'Histoire, depuis bien des siècles, n'avait pas souvenir d'un si formidable effort militaire. En même temps on continuait, on étendait l'application de l'« amalgame », l'admirable organisation que Dubois de Crancé avait adoptée dès février. Dans les premiers mois de l'année suivante, on avait 196 demi-brigades (ou régiments) de ligne, 22 demi-brigades d'infanterie légère, 27 régiments de grosse cavalerie, 59 régiments de cavalerie légère, sans compter l'artillerie et le génie, avec un effectif total de 850.000 hommes.

Ces masses formidables, il fallait les armer et les nourrir. Robert Lindet, spécialement chargé au Comité de Salut public de l'approvisionnement des troupes, fut pour Carnot un précieux collaborateur. Il sut organiser les réquisitions, dans toute la France, suivant un plan méthodique, en réduisant les charrois imposés aux cultivateurs. Mais le plus magnifique effort fut celui qui fut consacré à créer, pour ces armées d'un chiffre jusque-là inconnu, des armes et des munitions. Les savants les plus illustres, les gloires de la science française, de véritables créateurs de la chimie moderne, les Berthollet, les Fourcroy, les Guiton de Morveau, les Monge se mirent à l'œuvre. Berthollet, pour la défense de la France, découvrit qu'on pouvait trouver le salpêtre dans les matières qui s'accumulent sur les vieux murs. Fourcroy inventa des procédés nouveaux pour fondre l'acier, pour fabriquer des sabres et des baïonnettes. Des cours, où professaient les savants les plus éminents, furent institués pour enseigner ces découvertes à ceux qui devaient les mettre en pratique. Toute la France devint un immense atelier de préparation à la guerre. On établit partout des forges, des ferreries, des fonderies. Paris seul eut 258 fonderies, 15 ferreries, et fournit un millier de fusils par jour. En un an, on fabriqua sept mille canons de bronze et treize mille pièces de fonte. La routine n'avait plus voix au chapitre : les inventions les plus aventureuses étaient accueillies. L'abbé Chappe avait proposé à la Législative le premier projet de télégraphe : celui que devait détrôner le télégraphe électrique, et qui transmettait les nouvelles de colline en colline par des signes que dessinaient sur le ciel d'immenses bras mobiles, installés au sommet de constructions placées sur des hauteurs et visibles l'une de l'autre. Le savant conventionnel Romme fut séduit par le projet qu'il retrouva; les premières expériences, ordonnées par la Convention, eurent lieu le 12 juillet 1793. Un peu plus d'un an après, la première ligne fut construite et fonctionna. C'est aussi à ce moment qu'on eut l'idée d'utiliser les ballons pour la guerre; les premières expériences eurent lieu à Meudon, où plus tard le commandant Renard devait reprendre les mêmes études avec les ballons dirigeables; une compagnie d'aérostation avait été créée; on verra l'aérostat jouer bientôt un rôle à la bataille de Fleurus.

Au milieu de toutes ces tâches, la Convention trouvait le temps d'accomplir une réforme toute différente. Elle voulait mettre sur toute chose la marque de la Révolution. Au vieux calendrier elle substitua un calendrier nouveau, œuvre de Romme pour la partie scientifique, de Fabre d'Églantine pour ce que je pourrais appeler la partie littéraire. Tout fut changé, le point de départ de l'année, les noms, la longueur et les subdivisions des mois. L'année commença, non plus le 1^{er} janvier, mais le 22 septembre, jour de la fondation de la République et de l'équinoxe d'automne. Douze mois, tous exactement de trente jours, se succédaient régulièrement, chacun composé de trois fractions de dix jours, qui remplaçaient les semaines en les ramenant au système décimal. Chaque jour portait des noms tirés, non plus de ceux des dieux anciens, comme mardi, mercredi, mais de leurs numéros d'ordre, primidi, duodi, tridi, etc. Le dixième appelé décadi remplaçait le dimanche et était le jour du repos. Les douze mois ne comptaient que 360 jours



Claude-Louis Berthollet.
D'après un portrait de P. Sudré.
(Cabinet des estampes.)

sur 365. Les cinq derniers formaient ce qu'on appela les jours complémentaires. Les noms des mois dont la dernière syllabe changeait suivant les saisons avaient une signification descriptive pour le peuple. Pour l'automne, vendémiaire, brumaire, frimaire désignaient l'époque des vendanges, des brumes et des frimas. L'hiver, avec ses neiges, ses pluies et ses vents, était dépeint par les termes de nivôse, pluviôse et ventôse. Au printemps, germinal, floréal, prairial rappelaient les moments où les germes éclatent, où les fleurs éclosent, où les prairies sont dans toute leur splendeur. En été, les noms de messidor, thermidor, fructidor étaient donnés aux époques des moissons, des chaleurs de la canicule et des fruits mûrs. Il y avait des idées charmantes dans ce calendrier qui peignait en quelque sorte aux yeux l'aspect des diverses périodes de l'année; et les poètes n'ont pas oublié les noms des mois révolutionnaires. Mais ils avaient un grave inconvénient : celui de n'être vrais que pour un seul climat. Déjà en France, ils n'étaient pas exacts partout. Ni le mois de la moisson ni celui de la vendange ne sont les mêmes dans le Sud et dans le Nord. Hors de l'Europe, ce calendrier descriptif n'a plus de sens. Le calendrier républicain ne devait être en vigueur que douze ans. Napoléon, devenu empereur, le supprima en 1806.



Antoine-François, comte Fourcroy.
Gravé d'après un ancien tableau.
(Cabinet des estampes.)

Une violente tentative, non plus contre le clergé, mais contre le culte catholique, s'était produite dans la période dont nous venons d'exposer les événements et les œuvres. Les Hébertistes professaient une haine violente contre toute idée religieuse. Quelques-uns, dont Chaumette, le procureur de la Commune de Paris, arrivèrent à convaincre Gobel, évêque constitutionnel de Paris. Gobel avait occupé des positions importantes dans le clergé de l'ancien régime : il avait été, avant la Révolution, évêque de Lydda *in partibus* et suffragant de l'évêque de Bâle. C'est un signe du bouleversement des esprits, dans ces temps d'orage, qu'il ait pris l'initiative du mouvement le plus violent contre le catholicisme, dont il était depuis longtemps un des dignitaires.

Le 7 novembre 1793 (17 brumaire an II), il se présenta à la Convention, entouré de tous ses vicaires, accompagné de Chaumette, de Momoro et de Pache, et après avoir déclaré qu'il ne devait plus y avoir « d'autre culte national que celui de la Liberté et de la Sainte Égalité », il ajouta que ses vicaires et lui « renonçaient à exercer leurs fonctions de ministres catholiques ». Il supprimait ainsi, en deux phrases, sa propre religion. Aussitôt, les ecclésiastiques membres de la Convention suivirent son exemple. Seul, l'évêque constitutionnel de Blois, l'énergique et courageux Grégoire, se refusa à cette apostasie. Comme pour braver les passions antireligieuses, il siégea jusqu'au bout à la Convention en costume d'évêque. L'ancien curé révolutionnaire donnait cette leçon au prélat de l'ancien régime.

Aussitôt, la Commune organisa à Notre-Dame, prise au christianisme, une religion nouvelle, le culte de la Raison. Une grande fête fut organisée pour l'inaugurer le 10 octobre. Dans la vieille cathédrale de Paris, une actrice de l'Opéra, en costume tricolore, assise sur un trône de verdure, à la place de la « ci-devant Sainte Vierge » reçut les hommages des fidèles de la nouvelle déesse. On la porta à la Convention où Chaumette prononça un discours. Puis la déesse reçut les « baisers fraternels » du président et des secrétaires.

Nul signe des temps n'est plus significatif que la rapidité avec laquelle le nouveau culte soi-disant philosophique, avec sa physionomie de mascarade, se répandit dans toute la France. A coup sûr, l'action de certains commissaires de la Convention, fort voisins des Hébertistes, y fut pour quelque chose. Déjà, avant qu'on eût inventé le culte nouveau, Fouché, l'ancien professeur de l'Oratoire et le futur ministre de l'Empire, avait ordonné de faire disparaître des routes et des places tous les insignes religieux et décidé qu'on ne mettrait plus dans les cimetières qu'une « statue du Sommeil ». Mais l'action de quelques-uns ne suffit pas à expliquer les contre-coups soudains qu'eurent au loin les incidents irréligieux de Paris. De tous côtés, des prêtres sui-

vaient l'exemple de Gobel. Des fêtes de la Raison eurent lieu, presque aussitôt, à Nancy, à Rochefort, à Lille, à Bourges, à Toulouse, à Bordeaux, à Brest, à Rouen, etc. Le mouvement s'étendit aux campagnes. Assurément, beaucoup étaient indignés des mascarades antichrétiennes. Mais on ne voit pas qu'elles aient soulevé dans ce pays, où l'insurrection à peine éteinte couvait encore sous la cendre, le puissant mouvement de révolte qu'on devait redouter. Elles ne se heurtèrent pas à plus de colères que le clergé « constitutionnel ». L'incrédulité du dix-huitième siècle avait plus profondément pénétré dans les masses que Danton lui-même ne le croyait.

A Paris, la Commune poussait son entreprise jusqu'au bout. Le 23 novembre, sur la proposition de Chaumette, elle décrétait que « toutes les églises ou temples de toute religion ou culte seraient fermés »; que celui qui demanderait l'ouverture d'une église ou d'un temple serait arrêté comme suspect; que les ministres de tous les cultes seraient personnellement responsables de tous les troubles « causés par des opinions religieuses ».

Mais la Convention mit le holà. Le 21 novembre, Robespierre dénonçait aux Jacobins « les hommes qui, sous prétexte de superstition, veulent faire une sorte de religion de l'athéisme lui-même ». Sur une nouvelle manifestation, à la barre de l'Assemblée, Danton criait : « Je demande qu'il n'y ait plus de mascarades antireligieuses dans le sein de la Convention. » Celle-ci votait, le 5 décembre, un décret proclamant la liberté des cultes. Le mouvement avait duré à peu près six mois; la proscription des Hébertistes allait bientôt en effacer les dernières traces.

VIII. — Les victoires de la Défense nationale.

Cependant, on sauvait la France.

Avec l'automne de 1793, commence une guerre toute nouvelle; j'entends nouvelle par les méthodes, nouvelle par les hommes qui la commandent. Des généraux improvisés surgissent de toutes parts et arrivent au commandement en chef avec une rapidité vertigineuse; les uns étaient encore sous-officiers trois ou quatre ans avant; d'autres simples volontaires, celui-ci étudiant en droit, cet autre apprenait la peinture; ils franchissent les grades au galop, d'après leur conduite au feu, deviennent en quelques mois chefs de bataillon, généraux de brigade, puis de division, et sont mis à la tête d'une armée. Et de ces choix tumultueux sort une pléiade d'hommes de guerre, comme peut-être aucune nation n'en eut jamais.

Les généraux nommés en 1793, la plupart à l'entrée de l'automne, et qui hier étaient dans les grades inférieurs, s'appellent Hoche, Kléber, Marceau, Jourdan, Moreau, Pichegru, Masséna, Gouvion-Saint-Cyr, Desaix, Championnet, Bernadotte; après eux viendront Soult, Ney, Augereau. Ils sortent de tous les rangs de la société : Desaix, de la meilleure noblesse; tel autre est fils de marchand de vin ou bâtard de maître de postes. Le plus vieux, Kléber, a trente-neuf ans; les plus jeunes, vingt-quatre ou vingt-cinq. Ils ont derrière eux la guillotine où Custine a péri; sur leur tête, un pouvoir qui, pour la moindre faute, les destitue et les emprisonne; au cœur, la passion brûlante de la Révolution. Certes, ce n'étaient pas de médiocres organisateurs de la guerre que ceux qui, dans la masse confuse de l'armée, ont su reconnaître ces admirables chefs militaires : les héros qui feront triompher la Révolution, les maréchaux de la future épopée napoléonienne.

Avec ces hommes nouveaux, avec Carnot qui les dirige, on inaugure une guerre presque inconnue jusque-là. Aux procédés méthodiques du vieil art militaire, à la façon prudente, minutieuse et lente d'opposer sur tous les points détachement à détachement, on substitue une sorte de guerre foudroyante, qui jette brusquement des masses énormes sur le point décisif. Les combinaisons audacieuses frappent sur l'ennemi de soudains coups de tonnerre. Une grande part, dans ces méthodes nouvelles, revient assurément à Carnot, qui semble les avoir conçues et

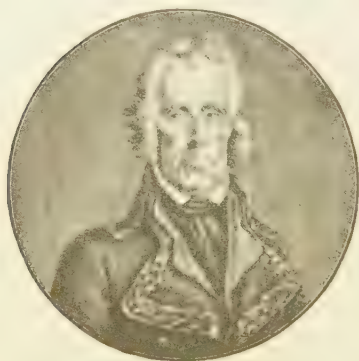


Le comte de Paluse (Gaspard Monge).
D'après un portrait de J. Boilly.
(Cabinet des estampes.)

exprimées dès le début; une grande part revient aussi à Hoche, que nous verrons les pratiquer en maître dès ses premières opérations, et qui les pratiquera jusqu'à la mort. Mais on peut dire surtout qu'elles ont jailli du génie de la Révolution et de son effort désespéré de salut public. Napoléon portera à leur plus haut degré de puissance ces procédés de guerre foudroyante de nos armées républicaines; mais ce n'est pas lui qui les a inventés; il les a reçus des grands initiateurs qui l'ont précédé.

Carnot fit une première tentative de ces méthodes nouvelles avec Houchard, nommé au commandement de l'armée du Nord à la place de Custine. Au risque d'affaiblir les autres armées, il lui mit soixante mille hommes dans la main, pour écraser York qui assiégeait Dunkerque, couvert par quinze mille Hessois à Rousbrugg sous les ordres de Freytag, et par autant de Hollandais à Menin. Houchard, fort courageux, mais médiocre, ne prit avec lui que vingt-cinq mille hommes et attaqua Freytag, au lieu d'attaquer York. On se battit trois jours (6-8 septembre). Houchard remporta la victoire, grâce surtout à des lieutenants vigoureux tels que Jourdan et Vandamme, à l'énergie des commissaires de la Convention, Levasseur et Delbret, et aux sorties vigoureuses par lesquelles la garnison de Dunkerque, conduite par Hoche, empêcha les troupes d'York de porter secours à Freytag. Mais il perdit ensuite l'occasion de jeter à la mer les corps

ennemis qui s'étaient retirés à Furnes; et s'il battit les Hollandais à Menin, il se fit battre à Yseghem. Une panique éclata dans ses troupes : les fuyards ne s'arrêtèrent qu'à Lille. On a vu que, malgré sa victoire, Houchard avait payé ses fautes de sa tête.



Jean-Nicolas Houchard.

Son lieutenant Jourdan le remplaça à la tête de l'armée du Nord : un ancien combattant de la guerre d'Amérique qui, rentré à Limoges, sa ville natale, y avait ouvert une boutique de mercerie. C'était un volontaire de 1792. Maubeuge était bloquée par les Autrichiens, commandés par Cobourg. Jourdan avait dû commencer par chercher à réunir une armée; puis il marcha contre les Autrichiens; cette fois, Carnot vint lui-même surveiller l'exécution de ses plans, avec son frère et Duquesnoy.

L'ennemi était posté sur des hauteurs, dans des villages entourés de bois; il s'était fortifié par des abatis d'arbres

et des batteries de canons. Le général autrichien, Cobourg, dans cette formidable situation, disait : « S'ils viennent ici, je me fais sans-culotte. »

C'est pourtant là que Carnot et Jourdan l'attaquèrent le 15 octobre. Attaque furieuse, désespérée. Les nôtres, d'abord, renversèrent les ennemis à la baïonnette, mais ils se trouvèrent sous le feu des canons qui les criblaient de mitraille. Jourdan, exaspéré, essaya en vain de se faire tuer. Après un effort héroïque, il fallut reculer.

Ainsi Cobourg était vainqueur?... Non : le lendemain le combat recommença.

Carnot et Jourdan avaient formé un plan d'une audace extraordinaire. Laissant devant l'ennemi la moitié de l'armée pour l'occuper, au risque de faire anéantir cette moitié si l'ennemi s'en était aperçu, ils allaient, avec l'autre moitié, prendre le village de Wattignies, qui leur assurait la victoire.

Trois colonnes montent à l'assaut, toutes trois ont leur artillerie volante; les corps de fantassins s'ouvrent et se referment tour à tour, pour laisser les canons cracher leurs boulets à l'ennemi; trois régiments autrichiens sont mis en pièces. Une de nos brigades, il est vrai, fléchit sous une charge furieuse de la cavalerie ennemie : alors les représentants du peuple, Carnot et Duquesnoy, destituent le général, prennent le fusil, et montrent la route aux soldats.

Cobourg était battu, et Maubeuge était délivrée. Cette fois la victoire était décisive : la France était sauvée au nord.

Carnot voulait que Jourdan entrât tout de suite en Belgique. On était au 16 octobre; l'hiver approchait; Jourdan jugea l'expédition impossible à cette époque de l'année. On ne désobéissait pas impunément, fût-on un victorieux. Jourdan fut destitué. Il rentra sans murmurer à Limoges,

où il reprit son commerce de mercerie. On dit seulement qu'il suspendit son épée au fond de sa boutique avec cette inscription : Épée de général en chef.

Au bout de quelques mois, du reste, il avait repris son épée; il commandait une armée nouvelle.

Sur le Rhin, cent mille Prussiens ou Autrichiens, les premiers sous Brunswick, les seconds sous Wurmser, n'avaient devant eux que des armées affaiblies, découragées, mal conduites. On mit à leur tête deux des nouveaux généraux : Pichegru et Hoche.

La Convention avait en même temps quatre de ses membres à ces deux armées : à l'armée de la Moselle, Baudot et Lacoste, qui surent comprendre et soutenir Hoche; à l'armée du Rhin et à Strasbourg, deux amis de Robespierre, alors tout-puissant : Saint-Just et Lebas.

A Strasbourg, Saint-Just servit puissamment son pays.

Tout en ses fortes mains dut obéir aux nécessités de la défense. Il épouvanta à la fois et les royalistes et certains hurleurs qui exploitaient la Révolution. Il faisait exposer les plus compromis



Bataille d'Hondschoote, les 6-9 septembre 1793, où le général Houchard battit les Anglais commandés par le duc d'York.
D'après le dessin de Martinet, gravé par Delignon.

sur la plate-forme de la guillotine, puis il les envoyait à Paris. L'armée n'avait pas d'équipement: il frappa un impôt forcé sur les villes et il équipa l'armée. Bref, en peu de temps, il répandit la crainte parmi les amis des ennemis, et mit les troupes en état de marcher.

Les ennemis assiégeaient la place de Landau, que les nôtres occupaient encore sur le territoire allemand; de ce côté, la rivière la Lauter qui va se jeter dans le Rhin, après avoir baigné la petite ville de Wissembourg, forme la frontière de l'Alsace. La ligne de défense que son cours donnait à la France avait été doublée de travaux étendus de fortification. C'est ce qu'on appelait les lignes de Wissembourg : lignes maintes fois disputées et arrosées du sang des armées. L'ennemi allait les occuper. D'ailleurs, Landau une fois tombé en sa possession, la frontière française lui était ouverte. Le Comité de Salut public ordonna de débloquer la ville assiégée, et nos soldats marchèrent en criant : Landau ou la mort.

Les Prussiens étaient retranchés à Kaiserslautern. Hoche se jeta sur eux avec toute son énergie. La bataille eut lieu le 28 novembre; malgré leur acharnement, les républicains sont repoussés. Que fait Hoche? Il recommence le lendemain une attaque plus furieuse. Et les Prussiens ont encore le dessus. C'était une rude épreuve. D'autres, cette fois, y eussent renoncé.

Hoche, deux fois battu, livra une troisième bataille. Tant de constance méritait bien un succès. Et pourtant les Français essuyèrent un troisième échec.

Il y a des défaites glorieuses. Celle-ci l'était assurément, par la force invincible qu'elle révélait dans le nouveau général. Le Comité de Salut public le comprit : il donna pour la première fois des éloges à un vaincu.

Mais voilà les nôtres battus trois jours de suite, ayant perdu trois mille hommes, en présence d'un ennemi rassuré et victorieux. L'hiver arrive, la partie est bien perdue, il faut céder au malheur. Eh bien ! non... Sous le coup de la défaite, Hoche a une inspiration soudaine. Tandis qu'il se battait contre les Prussiens, Pichegru harcelait ailleurs les troupes autrichiennes. Tout d'un coup, Hoche fait abandonner les bagages à son armée, la jette en plein hiver dans les difficiles chemins de cette âpre région, court à travers le froid et les montagnes tomber sur les Autrichiens, les bat à plate couture à Wœrth, le 22 décembre, et réunit son armée à celle du Rhin.

Il arrivait tout bouillant de patriotisme, d'enthousiasme républicain, sentant la victoire dans ses mains. Déjà ses soldats ont rejoint ceux de Pichegru. Ils vont former une masse irrésistible. Hoche se précipite dans les bras de son camarade ; puis, étonné de sa froideur : « Qu'est donc cet homme ? » écrivait-il, ses joues m'ont semblé de marbre. » On comprendra bientôt pourquoi. N'importe. Maintenant les Français n'avaient qu'à tomber tous ensemble sur Brunswick. Les représentants Baudot et Lacoste donnent à Hoche le commandement des deux armées ; il revient devant Wissembourg et remporte cette fois une victoire éclatante et définitive le 26 décembre. Les Autrichiens s'en vont d'un côté, les Prussiens de l'autre ; les deux généraux, Brunswick, Wurmser, s'accusent réciproquement de la défaite, que ce dernier ressent au point de donner aussitôt sa démission. Landau est débloqué ; les Français prennent Germersheim, Spire et Worms. Hoche de ce côté avait sauvé le pays, comme Carnot et Jourdan de l'autre.

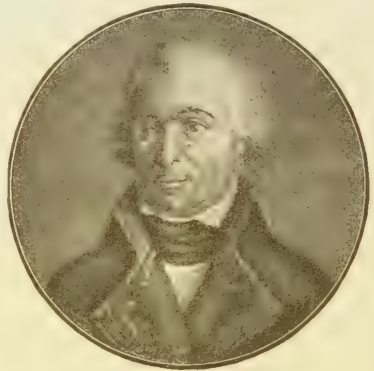
Il ne restait qu'à poursuivre la victoire. Mais, en ce moment, Hoche est mis en disgrâce. Pichegru avait la ruse d'un paysan madré et l'âme d'un traître. Il avait su capter Saint-Just, alors tout-puissant. Il étalait son zèle pour Robespierre qu'il allait renier et son dévouement à la République qu'il allait trahir. Il dénonça, il calomnia Hoche, lui vola l'honneur de la victoire, et le loyal vainqueur, chargé d'accusations qu'il ignorait, fut arraché à son triomphe. On n'osa pas l'arrêter au milieu de son armée qui l'adorait. On feignit de l'envoyer à l'armée d'Italie ; mais il partait pour une prison, qui, heureusement, devait bientôt s'ouvrir.

C'est sur le Nord et sur le Rhin qu'avait porté le principal effort. Cependant Kellermann avait repoussé en Savoie les Piémontais qui venaient au secours de Lyon révolté par les deux cols du Mont-Cenis et du Petit Saint-Bernard. Aux Pyrénées, s'était révélée une figure originale. Le général Dagobert était un officier de l'ancien régime ; il avait cinquante-six ans, mais il était intrépide et infatigable. C'était chose curieuse de le voir marcher à la tête de ses troupes tête nue, ses cheveux blancs flottant au vent. Il fit d'abord, en Cerdagne, une guerre de coups de main audacieux. Destitué sur son refus d'entreprendre une expédition que voulaient les représentants en mission, il alla se justifier au Comité. Mais nous eûmes alors de nouveaux échecs de ce côté.

Pendant ces quelques mois, la Convention avait, on peut le dire, reconquis la France. Marseille, la première, avait ouvert ses portes. On sait qu'elle avait levé une petite armée



Jean-Baptiste Jourdan.



Charles Pichegru.

qui devait, à Pont-Saint-Esprit, rejoindre les milices de Nîmes; mais que celles-ci, sur les oburgations des commissaires de la Drôme, et sous la pression des sociétés populaires, étaient rentrées chez elles. Carteaux avec quinze cents hommes détachés de l'armée des Alpes descendit le Rhône, fut reçu à Avignon rallié à la Convention par le décret du 25 juin qui en faisait le chef-lieu du nouveau département de Vaucluse, battit le 24 août les Marseillais, et entra le lendemain dans la grande ville que les royalistes se préparaient à livrer aux Anglais.

Lyon résista plus énergiquement. On y avait d'abord envoyé Dubois de Crancé, qui, avec quelques milliers de soldats auxquels il joignit quelques milliers d'hommes levés à la hâte, mena le siège avec une grande énergie et bombarda la ville; mais il ne pouvait pas réussir avec si peu de forces. La Convention fit là ce qu'elle venait de faire en Provence : elle créa un département de plus, celui de Rhône-et-Loire (aujourd'hui la Loire) dont Montbrison devint le chef-lieu. Elle s'assura ainsi la ville dont Lyon tirait ses approvisionnements, puis elle y envoya de nouveaux représentants, dont Couthon. Il passa par l'Auvergne, son pays, où il était fort aimé, et y prêcha une véritable croisade contre les révoltés alliés à l'étranger. Il y trouva des soldats



Siège et prise de la ville de Lyon, le 7 octobre 1793 ou 17 vendémiaire an II de la République.

Gravé par Berthault, d'après Swebach-Desfontaines (Cabinet des estampes).

par milliers. Avec ces forces nouvelles il eut vite raison des insurgés. Le 8, ils demandaient à capituler; le 9, les troupes républicaines entraient dans la ville. Le 12, la Convention rendait un décret d'une rigueur sauvage, ordonnant la destruction de Lyon. On ne devait conserver que « les maisons des pauvres, les habitations des patriotes égorgés ou proscrits, les édifices spécialement employés à l'industrie, et les monuments consacrés à l'humanité et à l'instruction publique ». Ce qui resterait de Lyon s'appellerait Commune affranchie. Couthon, qui fut fort modéré dans la victoire, n'eut garde d'appliquer ce décret barbare, et se borna à faire démolir quelques maisons de la place Bellecour. Les enrégés lui reprochaient même d'avoir laissé fuir quelques milliers d'insurgés avec les chefs du mouvement.

La dernière ville révoltée qui résista fut Toulon. On sait que les royalistes, et à leur tête l'amiral Trogoff, y avaient appelé les flottes d'Angleterre et d'Espagne. L'amiral anglais Lord Hood avait déclaré prendre possession de la place, sauf à la recéder au roi de France remis sur le trône. La Convention y envoya deux de ses membres, Barras et Fréron, puis, bientôt après, Salicetti et Robespierre jeune qui y montra de sérieuses qualités. Mais ce n'est qu'après la prise de Lyon qu'elle put consacrer au siège des forces suffisantes. Le commandement avait été confié à Dugommier, un créole de la Guadeloupe, ancien lieutenant-colonel dans l'armée de l'ancien

régime, mais fort ardent révolutionnaire, député à la Convention par la Martinique, et qui avait quitté son siège de représentant pour reprendre du service dans les armées de la République. Dugommier conduisit le siège avec beaucoup d'énergie et d'intelligence. Il semble qu'un hasard singulier hâta le succès. Le commandant de l'artillerie avait été blessé : il fallait le remplacer. Vint à passer un tout jeune officier corse, un capitaine d'artillerie inconnu, et qui n'avait pas encore fait la guerre. Il allait à l'armée d'Italie; on le garda pour le siège de Toulon et on lui donna la place devenue vacante. Cet inconnu s'appelait Napoléon Bonaparte.

On assure qu'il trouva l'emplacement décisif pour une batterie qui devait faire tomber les défenses de la ville. Le fort de l'Éguillette fut pris d'assaut le 18 décembre; Robespierre jeune et Salicetti avaient été au feu avec le général. Dès lors, Toulon ne pouvait plus se défendre. Les Anglais se rembarquèrent, mais auparavant leur amiral fit mettre le feu à l'arsenal et aux vaisseaux français.

Toulon était devenu le refuge des royalistes du Midi : d'Aix, de Marseille, de toute la Provence. Il y en avait plus de vingt mille. Les Anglais les abandonnaient aux inévitables vengeances des vainqueurs. Au milieu de l'incendie, aux lueurs des sinistres flammes, les malheureux, entassés sur les quais, tendaient en vain les mains vers les escadres qui allaient partir. Enfin l'amiral espagnol en eut pitié et les reçut sur ses vaisseaux, ce qui amena l'Anglais à en faire autant.

Les républicains trouvèrent la ville presque déserte et notre flotte brûlée. Il ne restait que dix-neuf vaisseaux ou frégates sur cinquante-six.

Ainsi, dans les derniers jours de décembre, on en avait fini avec les révoltes du Sud-Est. Que s'était-il passé en Vendée?

La discorde existait parmi les chefs républicains : d'abord Rossignol et Ronsin, soutenus par les Hébertistes, puis Kléber et Merlin de Thionville, à la tête des Mayençais, enfin Westermann et Marceau. Kléber fut repoussé à Torfou par les Vendéens supérieurs en nombre; Ronsin fut appelé par ses amis de Paris et nommé général de l'armée révolutionnaire créée par la Commune. Kléber et Westermann, libres de leurs mouvements, résolurent de refouler sur la Loire les révoltés de Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire, de Vendée, des Deux-Sèvres. Westermann trouva une partie des Vendéens à Châtillon et brûla la ville. Les Vendéens s'en-



Le général Marceau.
D'après une gravure de Levachez.
(Cabinet des estampes.)

fuirent devant l'incendie, vers le fleuve.

La bataille décisive eut lieu à Cholet. Kléber, Marceau, Merlin de Thionville enlevèrent la victoire. Ils avaient vingt mille hommes, dont une partie lâcha pied. C'est avec treize mille qu'ils battirent les Vendéens triples en nombre. Trois des chefs les plus célèbres de l'insurrection furent, là, blessés à mort : de Lescure, d'Elbée, Bonchamp qui, dit-on, à la dernière minute empêcha ses hommes de fusiller leurs prisonniers.

Alors, toute cette masse d'hommes qui, traînant avec elle des femmes et des enfants, ressemblait autant dans sa confusion à une migration barbare qu'à une armée, arriva pêle-mêle, ayant les vainqueurs à ses trousses, jusqu'à la Loire qu'elle passa comme elle put. On croyait les troupes de l'insurrection définitivement détruites ou dispersées; elles s'étaient reformées de l'autre côté du fleuve. Les Vendéens en campagne ne rompaient pas le lien qui les attachait à leur glèbe natale, où ils aimaient à revenir entre deux batailles. Mais, séparés de leur pays par la largeur du grand fleuve, ils se sentirent égarés, désemparés, et ne savaient où aller. Ils s'enfoncèrent dans les confins de la Bretagne et de la Normandie, surprenant les villes qu'ils atteignaient. On les poursuit; on les rattrape à Laval : mais l'incapable Léchelle, rebelle pour une fois aux conseils de Kléber, fit battre l'armée républicaine, qui dut reculer pour se reconstituer. Il est destitué et emprisonné, et mourut, peut-être de sa propre main, dans sa prison.

Les Vendéens, vainqueurs, flottaient indécis dans un pays qu'ils ne connaissaient pas. Ils essayèrent de surprendre le port normand de Granville, qui leur aurait ouvert les communica-

tions avec l'Anglererre; on mit le feu au faubourg où ils s'étaient jetés. Ils renoncèrent à Granville, et s'en furent vers la Bretagne. A Dol, ils soutinrent contre les républicains un combat acharné. Ils obtinrent une dernière victoire : victoire stérile. Cette cohue de combattants se sentait perdue, si loin de ses prés et de ses chemins creux : l'hiver arrivait, la faim sévissait, les maladies s'abattaient sur ces masses en désordre, qui allaient en long défilé, traînant leurs blessés et leurs infirmes comme elles pouvaient. Elles revinrent vers leur pays et essayèrent de prendre Angers pour y passer la Loire; elles échouèrent. Alors, comme il leur fallait une grosse ville riche pour s'y refaire, les Vendéens se dirigèrent sur Le Mans et s'y établirent.

L'armée républicaine leur donnait la chasse. Westermann arrivait en tête; il entra au Mans le soir du 12 décembre et, tout de suite, la nuit, avec une poignée d'hommes, attaqua les Vendéens sur la grande place de la ville. Marceau arrivait derrière lui. Tous deux, avec si peu de troupes contre tant de Vendéens, risquaient d'être cernés. Mais Kléber averti se hâta avec le reste de l'armée. Il arriva au point du jour. Les malheureux Vendéens furent hachés.

Il ne restait plus, de ce qui avait été l'armée des révoltés, qu'une énorme cohue de malheureux éperdus, dénués de tout, pourchassés par les vainqueurs. Ce fut une poursuite terrible; les pauvres gens fuirent ainsi à travers la Bretagne, presque jusqu'à l'Océan. A Ancenis, ils firent un dernier effort pour passer la Loire. Leurs chefs, Larochejaquelein, Stofflet, franchirent le fleuve pour aller chercher des bateaux. On ne les revit plus. Ils avaient été poursuivis sur l'autre bord, et les républicains étaient survenus pendant qu'on les attendait encore. Les débris des Vendéens furent poursuivis en déroute jusqu'au marais de Savenay, où ils furent exterminés le 23 décembre.

Ainsi, quand sonna la première heure de l'année 1794, la Révolution était partout victorieuse. Trois mois avaient suffi pour conjurer les plus affreux périls que la France eût traversés depuis des siècles.



Henri de Larochejaquelein,
général des armées de la Vendée.
Gravure de C. Hourdain, d'après une peinture
de Guérin (Cabinet des estampes).

IX. — Proscription des Hébertistes et des Dantonistes.

A la fin de 1793, les affreux périls d'où était sorti le régime de la Terreur étaient en grande partie conjurés; mais le régime de la Terreur continuait; il était même plus sanglant que jamais. On conçoit sans peine que les révoltes qui avaient failli perdre la France aient été suivies de répressions rigoureuses : mais il y en eut d'épouvantablement féroces. Et tel conventionnel envoyé avec des pouvoirs de proconsul fut pris d'une sorte de manie du massacre, soit par ce fatal vertige de la toute-puissance dont l'Histoire offre tant d'exemples, soit par les excitations furieuses des haines locales dont il subissait l'action.

Tallien, qui avait été envoyé à Bordeaux, et qui d'abord y avait fait preuve de l'humeur implacable qu'on pouvait attendre d'un ancien agent de la Commune lors des massacres de septembre, y avait été assez vite apprivoisé. Il avait tiré de prison une femme d'une beauté et d'un esprit remarquables, une Espagnole, femme divorcée d'un émigré, qu'il devait épouser bientôt après, Thérèse Cabarrus. Elle avait pris sur lui une influence dominante et l'avait ramené à la douceur, ce qui l'avait fait surnommer par les Bordelais « Notre Dame de Bon-Secours ». En revanche, en Provence et à Toulon, le conventionnel Fréron, pourtant l'ami de Camille Desmoulins, semble avoir été porté à de cruelles rigueurs, bien qu'il dût devenir, deux ou trois ans après, un des plus violents meneurs de la jeunesse royaliste à Paris.

On a vu que Couthon avait été fort modéré à Lyon; mais Collot d'Herbois et Fouché, qui y furent envoyés après lui, devaient y laisser d'affreux souvenirs. Pour eux, la guillotine ne tuait pas assez : ils avaient imaginé de faire fusiller et mitrailler en masse sur la place des Brotteaux. En deux jours, les 4 et 5 décembre, ils la jonchèrent de plus de deux cent quatre-vingts cadavres.

Mais Carrier, à Nantes, les dépassa tous. Malade, brûlé par la fièvre, exaspéré par ses insomnies, il semblait possédé par les furies meurtrières des pires césars romains; il avait la folie de la tuerie. Il avait emprunté à Néron l'idée de l'embarcation machinée au moyen de laquelle le fameux empereur essaya d'assassiner sa mère, et qui était agencée pour se briser au milieu des eaux et noyer ceux qu'elle portait. Il chargeait ses victimes sur des bateaux qui s'ouvraient et les précipitaient dans la Loire. Il en riait : « Quel fleuve révolutionnaire ! » disait-il. Nantes fut livrée à cette sorte de fou monstrueux jusqu'au 8 février 1794. Il y était depuis le 8 octobre.

Il y avait des « tribunaux révolutionnaires » dans quatre ou cinq villes, des « commissions révolutionnaires » dans autant, sans compter des « commissions militaires » dans quelques villes de l'Ouest. Les révoltes avaient été bien criminelles; mais la vengeance était impitoyable. Et il est, hélas ! probable qu'elle frappait souvent à l'aveugle.

Tant de victimes ne suffisaient pas encore à Hébert et à son parti. Ils ne cessaient de souffler



Fusillades de Lyon, commandées par Collot d'Herbois, le 14 décembre 1793 ou 24 frimaire an II de la République.

Gravure de Choffard, d'après Duplessis-Bertaux (Bibliothèque nationale).

la colère, de dénoncer l'indulgence au milieu des rigueurs les plus impitoyables et de pousser à la tuerie. Ils étaient très forts; et, par la feuille ordurière et sanguinaire d'Hébert, le *Père Duchêne*, qui avait pris sur les éléments les plus ardents du peuple une influence très redoutable, et par leurs liens étroits avec la très puissante Commune de Paris, et par leur action sur le Gouvernement : le ministre de la Guerre, Bouchotte, était à leur dévotion, et des ballots de numéros du journal d'Hébert étaient envoyés aux armées aux frais de l'État. Quelques conventionnels étaient au moins fort voisins de l'hébertisme. Il y avait dans leurs rangs des fanatiques sincères, passionnément dévoués à la Révolution. Hébert, lui, était aussi ambitieux que cynique : il avait probablement, dès lors, et il devait bientôt laisser voir la pensée de recommencer contre les Montagnards et contre Robespierre lui-même, accusés à leur tour de modérantisme, ce qu'on avait fait le 2 juin contre les Girondins, et de s'emparer du pouvoir par une insurrection parisienne. Parmi les Hébertistes, un des plus violents et des moins scrupuleux était Ronsin, d'abord au ministère de la Guerre, puis général de l'armée révolutionnaire créée par la Commune de Paris en septembre 1793.

Mais, en face de l'hébertisme, et contre lui, se dressait un groupe d'hommes qui avaient une

profonde horreur de ce régime sanglant, continué absurdement, alors que les angoisses qui l'avaient fait naître avaient disparu. C'était le groupe de Danton et de ses amis. Danton lui-même semble avoir été, dans toute cette période, attristé, abattu et comme paralysé. Son influence avait cessé d'être prépondérante depuis le mois de juillet; bien qu'il eût, après coup, accepté le 2 juin, pour conserver toute sa force à la Révolution, il l'avait déploré, et il avait déploré encore plus la mort des Girondins; il ne voulait pas suivre et il hésitait à combattre une politique où l'influence de Robespierre était toute-puissante, et qui révoltait ses larges sentiments d'humanité. Il venait de se remarier à une jeune fille de seize ans : il cherchait à se retremper et à se consoler dans son amour, durant des séjours dans la petite ville où il était né.

Mais Camille Desmoulins se jeta à corps perdu dans la lutte. Au début de décembre 1793, il annonçait qu'il reprenait la plume de journaliste et fondait le *Vieux Cordelier*, qui reste son titre de gloire le plus éclatant. Tout d'abord il s'attaquait exclusivement à l'hébertisme; il criblait le chef et le parti de traits étincelants et mortels, avec l'approbation secrète, et, dit-on, sur les conseils de Robespierre, qui, sans oser encore rompre avec eux, les détestait et les craignait; mais bientôt, c'est tout le système de la Terreur qu'il accable sous une série de pamphlets dont l'éloquence, à la fois railleuse et indignée, avait un éclat incomparable, et non sans atteindre indirectement, par contre-coup, le Comité de Salut public, et Robespierre lui-même.

Dès les premiers numéros, Camille fut dénoncé aux Jacobins. Robespierre affecta de le défendre dédaigneusement. « C'est un enfant », disait-il... Puis, il proposa de brûler les numéros du *Vieux Cordelier*. A quoi Desmoulins : « Brûler n'est pas répondre. » Alors, il fut exclu des Jacobins; mais ils revinrent quelques jours après sur leur décision.

Ainsi, la guerre était ouverte — guerre acharnée — entre les Dantonistes pour mettre un terme à la Terreur, et les Hébertistes pour la perpétuer et la rendre plus implacable. Lequel des deux l'emporterait? Robespierre forma alors un dessein qui le laissait seul maître : c'était de les frapper les uns et les autres.

Il commença par tomber sur Fabre d'Églantine, l'ami de Danton. Le 10 janvier, il l'attaquait aux Jacobins : « Je demande que cet homme, qui s'entend si bien aux intrigues de théâtre, veuille bien s'expliquer ici. Nous verrons comment il sortira de celle-ci. » Il n'expliquait rien : cette brusque sortie étonna. Trois jours après, Fabre était arrêté. Robespierre croyait le tenir, Fabre avait dénoncé les manœuvres véreuses de la Compagnie des Indes et obtenu contre elle un décret. La Compagnie avait employé la corruption pour faire falsifier, à son profit, le texte du décret. Un misérable, le conventionnel Chabot, avait reçu les sommes destinées à la corruption, puis, épouvanté, avait tout dénoncé à Robespierre. Il y avait un faux dans la transcription du décret. Robespierre en accusait Fabre. On ne pouvait l'en accuser qu'à condition de cacher la pièce : le faux n'était pas de son écriture; la pièce ne fut jamais montrée.

On a vu que Desmoulins, dans le *Vieux Cordelier*, protesta avec énergie contre l'arrestation; Danton, à la Convention, protesta aussi sans succès. Nul ne pouvait prévoir où tendait ce coup d'essai.

Puis, le 15 février, Robespierre disparut pour près d'un mois, prétextant sa santé. Mais Saint-Just, revenu de l'armée du Nord, continua ses attaques contre les Dantonistes. Ce jeune exalté qui, dans des notes intimes, écrivit que « le Dieu protecteur de l'innocence et de la vérité l'avait conduit parmi quelques pervers, sans doute pour les démasquer », n'hésitait pas à dire publiquement : « *Ce qui constitue la République, c'est la destruction totale de tout ce qui lui est opposé.* » Et, répondant à ceux qui attaquaient les exécutions de la Terreur : « *L'inquisition d'Espagne n'en a-t-elle pas fait plus?* » Étrange exemple à offrir à la République française! Puis, c'est Danton qu'il dénonçait clairement en disant que, soit souci de se ménager l'indulgence de la royauté si elle revenait, soit crainte de se voir « consumé » s'il se produisait « un degré de plus de chaleur et de sévérité dans l'opinion », il y avait « quelqu'un qui, dans son cœur, ourdissait le dessein de faire rétrograder la Révolution ». Il terminait par un appel étrange aux convoitises de la misère, lui, si éloigné des idées socialistes, disant qu'il fallait aller « jusqu'à donner aux pauvres qui luttent pour la liberté, les biens de tous ceux qui la menacent », imaginant un socialisme étrange, fondé sur la proscription politique, et promettant ainsi aux pauvres le partage des biens des riches.

Les Hébertistes acclamaient et triomphaient. Ils ne soupçonnaient pas qu'ils seraient les premiers immolés. Ils avaient, il est vrai, dans l'intervalle, laissé paraître leurs arrière-pensées d'insurrections nouvelles. Au Club des Cordeliers, leur centre, on avait voilé le tableau de la Déclaration des droits de l'homme, pour marquer qu'il n'y avait plus d'espoir que dans un soulèvement populaire. Mais tout cela s'évaporait en paroles et en démonstrations quand, quinze jours après son premier discours, le 13 mars, Saint-Just monta à la tribune pour envoyer les Hébertistes à l'échafaud.

Cette fois encore, il dénonçait les Dantonistes; son discours était comme un couperet à deux tranchants pour frapper les deux partis contraires. Il accusait deux complots : l'un pour pousser à des « atrocités » qui déshonoreraient la Révolution, l'autre pour conseiller « une parricide indulgence » (le mot n'est-il pas stupéfiant ?). Il affirmait absurdement que les deux « complots » étaient de connivence. « Ce sont des vagues qui semblent se fuir et qui se mêlent cependant... ; les deux factions ne paraissent se combattre que pour que l'opinion se combatte entre elles : elles se rapprochent ensuite pour étouffer la liberté entre deux crimes. » Bien entendu, les deux partis étaient accusés d'être les agents de l'étranger.



Noyades dans la Loire, 1793.

D'après la gravure de Berthault.

Le soir même, Hébert, Momoro, Ronsin étaient arrêtés, et Robespierre sortait de sa retraite pour aller aux Jacobins. Pour faire équilibre, on arrêtait aussitôt après un ami de Danton, Hérault de Séchelles.

Aux Hébertistes, on adjoignit après coup un homme d'idéal, un grand cœur, Anacharsis Cloots. Cloots était un baron prussien, ayant quelque fortune. Ni sa naissance ni sa situation ne l'avaient empêché de concevoir pour notre Révolution un enthousiasme sans borne. Ame généreuse, esprit dénué de tout sens pratique, il avait conçu l'idéal fort utopique d'une république universelle : les frontières qui séparent les nations étaient pour lui des monstruosité ; il rêvait d'étendre la Révolution française au genre humain. Sa haine violente de toute religion l'avait rapproché des Hébertistes, bien qu'il n'eût rien de leur esprit d'impitoyable colère. Il devait mourir victime de son idéal chimérique mais singulièrement élevé.

Suivant le procédé odieusement perfide plus d'une fois suivi dans cette période, on avait, pour le procès, mêlé aux Hébertistes quelques intrigants véreux avec qui ils n'avaient aucun rapport, comme pour les calomnier par la promiscuité de l'échafaud.

Accusés, ils étaient condamnés d'avance. Il y eut foule pour assister à leur supplice ; et ce n'était pas la pitié qui la réunissait. On loua assez cher les places pour voir aller à la guillotine cet Hébert qui y avait fait envoyer tant de malheureux. On apercevait là un juste retour des choses,

et les insultes ne lui manquèrent pas sur la route; il pleurait. Mais derrière lui, il y avait des fanatiques sincères, comme Momoro, qui, au moment de mourir, écrivait à sa femme d'élever son fils en républicain, comme il l'avait été lui-même.

Sept jours après l'exécution des Hébertistes, les Dantonistes étaient arrêtés. Ils avaient été maintes fois avertis. On pressait Danton de fuir : « Croyez-vous donc, dit-il, qu'on emporte sa patrie à la semelle de ses souliers ? » Les Comités de Salut public et de Sûreté générale avaient été convoqués dans la nuit du 30 au 31 mars. Saint-Just tira un manuscrit de sa poche : c'était le réquisitoire contre Danton et ses amis, réquisitoire terrible pour nombre de membres des Comités, qui écoutaient dans une morne stupeur. Mais ils étaient devenus les instruments passifs de Robespierre. Tous, sauf trois, signèrent l'ordre d'arrestation. Il semble qu'un seul protesta, Robert Lindet, qui, on le sait, était chargé de la subsistance des troupes. « Je suis ici, dit-il, pour nourrir les citoyens, et non pour tuer les patriotes. » Carnot, hélas ! signa le troisième; Robespierre l'avant-dernier.

Le lendemain matin, à 6 heures, Danton, Camille Desmoulins, Philippeaux, Delacroix étaient arrêtés et emprisonnés au Luxembourg. On sait que Fabre d'Églantine et Héault de Séchelles étaient déjà sous les verrous.

Le coup fut rude pour la Convention. Faire tomber sous le couperet du Tribunal révolutionnaire Danton, l'âme de la Révolution ! Son ami, le boucher Legendre, demanda au moins qu'il fût entendu. Robespierre, froidement menaçant, monte à la tribune : « Pas de privilège ! Pas d'idole ! » dit-il. Un privilège, d'être entendu avant d'être livré au bourreau ! Puis : « Qui-conque tremble est coupable ! Jamais l'innocent ne redoute la surveillance publique. On défend les conspirateurs. Pourquoi ? Parce que l'on conspire. » C'était indiquer clairement que qui défendrait Danton irait le rejoindre. La Montagne était sourdement irritée. Mais Robespierre était fort de l'appui des « crapauds du Marais », ces modérés qu'il avait sauvés, qu'il sauvait de la guillotine, et que la peur mettait à ses ordres. Legendre fut épouvanté et, lâchement, se retourna contre Danton.

Pour le procès, on avait adjoint aux Dantonistes, avec Basire, Westermann, le héros de la Vendée, qui pouvait montrer aux juges sa poitrine labourée de blessures non encore cicatrisées, regues en face pour la République. On leur avait aussi mêlé, avec l'odieuse perfidie que nous avons déjà rencontrée, tout un groupe de corrompus et d'hommes véreux : Chabot, Delaunay, des hommes d'affaires louches de toute nature. On juxtaposait, on confondait deux procès : Danton, Camille Desmoulins, Westermann, Héault de Séchelles, etc., étaient poursuivis, chose fantastique ! pour complots royalistes ; Fabre d'Églantine, pour corruption avec les financiers véreux (Nous avons déjà dit par quel odieux abus d'une pièce qu'on ne montrait pas : elle l'aurait justifié). Pour Héault, on avait fabriqué un faux. On disait avoir lu son nom, cité comme celui d'un ami secret, dans un document royaliste trouvé à Toulon par Robespierre jeune ; son nom n'est pas sur ce document ; on l'y ajoutait pour les besoins de la cause.

À l'interrogatoire traditionnel Danton répondit fièrement : « Ma demeure sera demain dans le néant et mon nom dans le Panthéon de l'Histoire. » Il se défendit superbement pendant des heures, ou plutôt il écrasa ses ennemis, rugissant, déiant ses accusateurs absents, les sommant de comparaître : par les fenêtres ouvertes, sa voix formidable remuait la foule qui assiégeait le tribunal. Dans un tel procès, qui eût été grotesque s'il n'avait été si odieusement tragique, on ne savait comment faire pour condamner ; les accusés réclamaient des témoins ; les jurés mêmes étaient résistants. On eut recours au procédé ordinaire : on étrangla le procès. Le président du tribunal, Hermann, avait demandé secours à ses chefs. Saint-Just fait voter à la Convention que « tout accusé qui résiste sera mis hors des débats ». Le décret arrive le soir du 4. Le 5 au matin, Hermann déclare les débats clos. « Mais, s'écrie Danton, vous n'avez pas lu de pièces, pas entendu de témoins. » Vaine protestation. On trouva qu'en se défendant, ils s'insurgeaient contre le tribunal. Ils protestent, crient. On les arrache de leurs bancs, de force, et on les condamne à mort.

L'atreuse charrette conduisit à la guillotine ces hommes qui avaient représenté, peut-être, ce que la Révolution eut de plus ardent et de plus magnanime : Danton, qui fut, entre tous, son souffle et sa flamme ; Camille Desmoulins, son grand écrivain, un fils de Voltaire, qui, à son esprit étincelant, mêla des inspirations sublimes ; Westermann, le soldat fougueux et intrépide

sur les champs de bataille de la guerre civile; et Fabre d'Églantine, et Hérault de Séchelles. Sur la hideuse charpente, Hérault voulut se jeter dans les bras de Danton; on les sépara : « Imbécile, dit Danton, tu n'empêcheras pas nos têtes de se baiser dans le panier. » Puis, quand son tour vint, il dit au bourreau : « Tu montreras ma tête au peuple, elle en vaut la peine. »

X. — La guerre. — Bataille de Fleurus. — Le « Vengeur ».

Pendant qu'à Paris se multipliaient les immolations, au dehors, l'effort prodigieux de 1793 continuait à porter ses fruits : la victoire restait fidèle à la Révolution.

C'était du côté des Pays-Bas que se déroulaient les événements les plus considérables : Souham commandait l'armée du Nord, en l'absence de Pichegru qui, croyant que le danger était à l'armée des Ardennes, était allé la diriger. Il avait d'admirables lieutenants : Moreau, Vandamme, Macdonald. Les nôtres, par de très belles marches forcées (17 et 18 mai), se concentrèrent autour



Bataille de Fleurus.

D'après une gravure conservée à la Bibliothèque nationale.

de Tournay et battirent les ennemis encore dispersés. Puis, Pichegru, revenu à la hâte, battit Clerfayt à Hoogdele, et prit Ypres (17 juin).

C'est de l'autre côté des Pays-Bas qu'eurent lieu les opérations décisives. L'armée des Ardennes y fut renforcée de l'armée de la Moselle. Ainsi fut formée cette admirable armée de Sambre-et-Meuse, si glorieuse par son héroïsme, par ses victoires éclatantes, par ses mœurs républicaines, par son dévouement à la Révolution. Le maréchal Soult, qui y avait servi, en a laissé ce tableau : « Les officiers donnaient l'exemple du dévouement : le sac au dos, privés de solde, ils prenaient part aux distributions comme les soldats; on leur donnait un bon pour toucher un habit ou une paire de bottes; cependant, aucun ne songeait à se plaindre. Dans les rangs des soldats, c'était la même abnégation. C'est l'époque de guerre où il y a eu le plus de vertu dans les troupes. » Ce témoignage d'un des plus illustres maréchaux de l'Empire montre assez ce qu'étaient les armées de l'an II. Jourdan, qui commandait celle-ci, y avait auprès de lui Kléber, Marceau, Championnet, Ney alors à ses débuts. Saint-Just, si fatal dans nos luttes intérieures, si beau d'énergie et de sang-froid devant l'ennemi, accompagnait l'armée avec Lebas. L'armée avait d'abord la Sambre à passer : cinq fois elle fut repoussée de l'autre rive par les ennemis. Mais cinq échecs ne brisaient pas la résolution des hommes d'alors. La sixième tentative réussit.

A l'endroit où les nôtres avaient passé la Sambre se trouve la ville fortifiée de Charleroi. Il fallait l'assiéger : le général du génie, Marescot, poussa le siège si la place était à bout. L'assiégé envoya un officier avec une lettre au général français. Le conventionnel Saint-Just refusa d'ouvrir la lettre : « Ce n'est pas un chiffon de papier, dit-il, c'est la ville qu'il nous faut. » Et la ville se rendit : la garnison sortit le soir même.

Il était temps : l'Autrichien Cobourg arrivait avec 70.000 hommes pour chasser les Français des hauteurs qu'ils occupaient. Il n'avait pas eu le temps d'apprendre que Charleroi était aux nôtres. Ce fut une énorme et magnifique bataille, étendue sur dix lieues de collines toutes en feu (25 juin). Kléber, Jourdan, Marceau, Lefèvre, Championnet y furent admirables. Il y a un village nommé Lambusart, qui se trouve près de la Sambre et qui fut le théâtre de l'une des plus vastes demi-cercle de hauteurs où la bataille se livrait.



Héroïsme de l'équipage du vaisseau le *Vengeur* (4 juin 1794).
D'après une gravure de Mouilleron, conservée à la Bibliothèque nationale

fuite; Marceau prend quelques bataillons restés en ordre et se jette en désespéré dans ce village pour y mourir. C'était le point décisif; les ennemis y accourent, les nôtres aussi; de part et d'autre, chacun y accumule ses forces : il est pris, repris; c'était une mêlée épouvantable, au milieu du village déchiqueté, au milieu des cadavres, des blessés, des incendies.

Des troupes ennemies, s'approchant de Charleroi, sont étonnées de voir la ville tirer sur elles. La nouvelle en arrive à Cobourg : c'est ainsi qu'il apprit que la place était à nous. Alors il se décida à battre en retraite. Nous étions vainqueurs; les Autrichiens avaient perdu près de 10.000 hommes.

Cette bataille porte le nom d'un village qui n'y a joué qu'un rôle secondaire : Fleurus, peut-être en souvenir d'une victoire de Luxembourg sous Louis XIV. C'est à Fleurus qu'on se servit de l'aérostat militaire. De la nacelle du ballon, un des nôtres observait les mouvements des deux armées et en avertissait le général en chef par des billets qu'il laissait tomber. Saluons au passage cet ancêtre, encore primitif, des dirigeables et des aéroplanes de nos guerres futures.

Fleurus, comme Jemmapes, nous donna la Belgique. Les deux armées de Jourdan et de Pichegru n'eurent plus qu'à marcher sur Bruxelles où elles se réunirent, tandis qu'on investissait les places fortes que l'ennemi avait encore sur notre territoire : Condé, Landrecies, Valenciennes, Le Quesnoy, qui se rendirent, Landrecies, tout de suite, les autres quelques semaines plus tard. Nous rentrions en conquérants sur le territoire étranger.

Du côté de la frontière espagnole, le brave Dagobert, après avoir chassé devant lui l'ennemi en Cerdagne, mourait dès le printemps. Mais Dugommier, le vainqueur de Toulon, était mis à la tête de l'armée des Pyrénées, et allait porter des coups mortels aux Espagnols.

Chose imprévue, la gloire des armées républicaines allait s'étendre aux combats sur mer : notre marine allait avoir une des pages éclatantes de notre épopée militaire.

Au printemps de 1794, un énorme convoi de blé et de farine venait d'Amérique ravitailler la France, qui en avait un pressant besoin. L'amiral anglais Howe croisait, pour l'intercepter, le long de nos côtes de l'Océan. La flotte française formée à Brest eut ordre de l'attaquer pour sauver le convoi. Jean Bon Saint-André lui avait donné pour chef Villaret-Joyeuse, un capitaine de vaisseau qu'il avait nommé amiral, peut-être peu républicain, mais incapable de trahison. Il était lui-même sur le vaisseau amiral, la *Montagne*, avec Villaret-Joyeuse. Sur les vingt-cinq navires français, neuf étaient commandés par des capitaines de vaisseau de commerce, quatorze par des lieutenants ou enseignes de vaisseau, deux par des matelots ou pilotes qu'on venait de nommer officiers. Sur tel navire, les fils du commandant servaient comme mousses. On avait étendu à la flotte les avancements rapides, les habitudes démocratiques, qui avaient si bien réussi à l'armée, mais qui y juraient encore plus avec toutes les traditions, et qui ne devaient point y reparaitre.

La bataille commença le 10 prairial (28 mai), à l'ouest d'Ouessant. Elle se prolongea pendant neuf heures, avec un acharnement incroyable. Les nôtres y avaient l'avantage. Mais le lendemain et le surlendemain, des brouillards enveloppèrent les deux flottes et interrompirent la lutte. Elle reprit le 1^{er} juin, avec plus de force encore. Sur la *Montagne*, la moitié des officiers et trois cents hommes d'équipage furent tués ou blessés. Mais le vaisseau le *Vengeur*, commandé par les frères Renaudin, devait laisser le plus glorieux souvenir du combat. Il avait accablé et désarmé le vaisseau ennemi, le *Brunswick*, quand trois navires anglais vinrent lui arracher sa proie. Le *Vengeur* avait les flancs tout troués de boulets, tous ses mâts étaient brisés; sur ses sept cents hommes d'équipage, un tiers avaient péri; il flottait comme une épave sanglante; couverte de cadavres, balancée par les flots énormes de la « mer sauvage » qui allait l'engloutir. On le vit s'enfoncer dans les eaux, tandis que son équipage saluait la mort d'une dernière bordée de canons et d'un dernier cri de « Vive la République ! » mêlé aux tonnerres de l'artillerie, au tumulte des vents et des vagues. Puis l'Océan se referma sur lui. Un peu plus de deux cents hommes avaient pu être recueillis et survécurent.

Le but était atteint : le convoi passa.

La Convention décréta qu'une forme du *Vengeur* serait suspendue à la voûte du Panthéon, et que les noms des braves qui composaient son équipage seraient inscrits sur une des colonnes du temple élevé à nos gloires nationales.

XI. — La mort de Robespierre.

Dans la même nuit où il avait dicté au Comité de Salut public la proscription des Dantonistes, Robespierre lui avait auparavant apporté un décret qui constituait dans toute sa force le pouvoir des deux Comités, en supprimant les ministres et en les remplaçant par douze commissions placées sous les ordres de ces deux toutes-puissantes émanations de la Convention, supprimant de la sorte de funestes tiraillements. Ainsi fut constitué le gouvernement direct de l'Assemblée. Mais Robespierre faisait ce qu'il voulait des Comités; et, d'ailleurs, il se réservait dans ce décret l'arme la plus redoutable par la création d'un bureau de police, à la tête duquel était placé un de ses plus sûrs instruments, Hermann, le président du Tribunal révolutionnaire.

Le sang des Dantonistes était à peine sec, qu'il préparait une fête plus qu'à moitié religieuse.



Allégorie de la fête de l'Être suprême.

« Peuple généreux ! Veux-tu triompher de tes Ennemis ? Pratique la Justice et rends à la Divinité le seul Culte digne d'elle. Peuple ! livrons-nous aujourd'hui, sous ses auspices, aux transports d'une pure Allégresse ; demain, nous combattrons encor les vices des Tyrans : nous donnerons au Monde l'exemple des Vertus, et ce sera l'honorer encor. » (Discours de Robespierre, président, au Peuple réuni pour la fête de l'Être Suprême, le 20 prairial an II de la République.)

(Bibliothèque Nationale.)

Il instituait un culte nouveau, celui du Dieu de Jean-Jacques Rousseau. Érigeant la Convention en une sorte de concile philosophique, il lui faisait décréter, au nom de la nation, l'existence de l'« Être suprême » et l'immortalité de l'âme. Maître désormais d'une dictature absolue par l'immolation de tous ses rivaux, il l'inaugurait en la complétant d'une sorte de religion d'État, qu'allait consacrer une imposante solennité, où il figurerait lui-même, officiellement comme président de la Convention, en réalité comme grand prêtre.

Le 8 juin, Paris était resplendissant de toutes les fleurs du printemps, apportées de vingt lieues à la ronde ; les maisons, les promenades en étaient parées. Devant le palais des Tuileries, un amphithéâtre avait été improvisé pour recevoir la Convention. Une tribune dominait les gradins, celle où Robespierre devait parler. Sur le premier bassin s'élevait un groupe de statues, l'Athéisme, l'Égoïsme, le Néant, auquel Robespierre mit le feu, et qui, en croulant dans les flammes, laissa voir une statue de la Sagesse. Puis, on s'achemina vers le Champ de-Mars où se dressait une montagne symbolique, assez vaste pour recevoir, outre la Convention, des musiciens, puis une foule d'hommes, de femmes, de jeunes filles délégués par les sections et portant des écharpes tricolores. Un chœur formidable entonna un hymne à l'Être suprême, puis les jeunes gens tirèrent leurs sabres, les mères élevèrent leurs enfants dans leurs bras, les jeunes filles jetèrent au ciel et firent retomber sur la terre une éblouissante pluie de fleurs.

C'était fort beau : mais la Convention revint de la fête fort irritée. Aux Tuileries, Robespierre était arrivé en retard et avait fait attendre l'Assemblée. Tous les conventionnels portaient le même costume, un habit bleu avec un gros bouquet, mais Robespierre avait affecté de se distinguer par la nuance plus claire de son habit et l'énormité de son bouquet. De la tribune qui lui avait été préparée, il semblait planer au-dessus de ses collègues. Dans le cortège, il marchait d'un pas si rapide qu'il devançait les autres de loin. Bref, il avait paru vouloir se poser en dominateur : il avait eu l'air d'un souverain pontife. Et les réflexions les plus hostiles retentissaient à haute voix dans la masse des conventionnels qui le suivaient. « Il n'est pas content d'être le maître, dit quelqu'un, il veut encore être Dieu. »

Ce déisme officiel rappelait le catholicisme à beaucoup d'esprits libres et fut d'autant plus impopulaire qu'aucun adoucissement au régime de la Terreur ne suivit cette adoration solennelle d'un dieu de bonté.

Deux jours après la fête du déisme nouveau s'abattait sur la France la loi du 22 prairial. La fête est du 8 juin, la loi du 10.

Jamais loi n'organisa ainsi le massacre indéfini sous un prétexte judiciaire. Sont justiciables du Tribunal révolutionnaire les « ennemis du peuple ». Est ennemi du peuple, non seulement quiconque conspire contre la République, mais quiconque « abuse des principes de la Révolution », cherche à la « décourager », « abuse l'opinion », « travaille à dépraver les mœurs ». Peine : la mort. Pour ces crimes, d'une élasticité, d'un vague effrayants, quelles preuves sont requises ? Toutes

preuves « soit matérielles, soit *morales*, écrites ou *verbales*, de nature à obtenir l'assentiment de « tout esprit juste et raisonnable ». Entendre des témoins? A quoi bon? « *Il ne sera pas entendu de témoins*, à moins que *cette formalité* ne paraisse nécessaire, *soit pour découvrir les complices, soit pour d'autres considérations majeures d'intérêt public.* » Pas plus d'avocat que de témoins. « *La loi donne pour défenseurs aux patriotes calomniés des jurés patriotes : elle n'en accorde pas aux conspirateurs.* » Et comment peut-on savoir qu'ils ont conspiré, si l'on ne veut pas qu'ils soient défendus?

En somme, les jurés, triés sur le volet, feront ce qu'ils voudront : non, ce qu'on leur commandera; et on leur commandera de faire tomber les têtes sans relâche.

Cette loi est l'œuvre personnelle de Robespierre : Saint-Just était aux armées quand elle



La fête de l'Être suprême aux Tuileries.
D'après le dessin de Duplessis-Bertaux, gravé par Berthault.

fut préparée; c'est Couthon qui la présenta. Elle n'avait même pas été soumise au Comité de Salut public au nom duquel elle était proposée : Robespierre agissait en maître. Il était maître en effet. La Convention, la mort dans l'âme, vota cette loi inouïe. Puis, le lendemain, ses membres s'aperçurent qu'ils s'étaient mis sur la nuque le couperet de la guillotine. Ils ajoutèrent un article additionnel portant que l'Assemblée seule avait le droit d'envoyer un de ses membres au tribunal. C'était, pour Robespierre, rayer de la loi tout le profit qu'il en attendait; elle était conçue pour préparer une nouvelle fournée de conventionnels : il affecta de se désintéresser d'une loi ainsi mutilée.

La législation de prairial rendit le tribunal épouvantablement meurtrier. On a compté que depuis sa fondation jusque-là, il avait prononcé 1.220 condamnations à mort en treize mois, et qu'après, en quarante-neuf jours, il en prononça 1.376, soit le chiffre effroyable de vingt-huit par jour! Déjà, depuis la mort des Dantonistes, il avait pris une affreuse activité. Ce fut trois

fois pis après. Les immolations avaient lieu par larges fournées : les jugements n'étaient plus que des formalités; une commission populaire de Paris, siégeant au Louvre, dressait des listes de détenus; listes de ceux à mettre en liberté (environ un sur quatre-vingts), de ceux qui devaient être déportés et de ceux qui seraient envoyés au Tribunal révolutionnaire, c'est-à-dire à la mort. Les Comités de Salut public et de Sûreté générale voyaient et revisaient les listes. Le tribunal jugeait, ou plutôt condamnait. Et les charrettes emportaient les victimes à l'échafaud.

Après la loi de prairial, il semble qu'on ait eu peur de montrer au cœur de Paris les charrettes et les supplices. Jusque-là, les exécutions avaient eu lieu place de la Révolution (place de la Concorde); le sinistre cortège des victimes traversait les quartiers riches de Paris. On relégua la guillotine à l'extrémité de la capitale, à la barrière du Trône. On porta les cadavres dans de nouveaux cimetières, vite comblés, qui empoisonnaient le faubourg Saint-Antoine.

Dès les mois d'avril et de mai, parmi les condamnés, on avait exécuté un illustre vieillard de soixante-douze ans, Malesherbes, l'homme de bien, l'ami des philosophes, le ministre réformateur autrefois associé à Turgot, le défenseur de Louis XVI; puis, la sœur du Roi, Madame Élisabeth, bonne et assurément inoffensive. Dans l'aveugle promiscuité de l'espèce de boucherie judiciaire qui fit couler tant de sang, deux têtes précieuses entre toutes tombèrent : Lavoisier et André Chénier. On peut presque dire que Lavoisier est le créateur de la chimie moderne. Il ne vivait que pour la science : elle était sa seule passion; nul n'arracha à la nature de plus profonds et de plus utiles secrets; nul, à ce point, n'aima la science et ne se fit encore lui en arracher plus. Son crime était d'avoir, sous l'ancien régime, acheté une de ces places de fermiers généraux qui produisaient de très gros revenus; il comptait qu'il les emploierait en mesure de poursuivre en paix ses travaux. Aucune institution n'était plus détestable que celle des fermiers généraux, elle permettait à des financiers, qui affermaient les impôts, d'en mettre une bonne part dans leur poche, en écrasant les seuls contribuables de l'ancien régime, les pauvres. L'institution était criminelle : les hommes l'étaient-ils? Et le grand chimiste était-il responsable des vices d'un système funeste, qui, sans lui, aurait fonctionné de même? Lavoisier avait péri avant la loi de prairial. André Chénier fut une de ses dernières victimes; un retard de quelques heures l'eût sauvé.

On rendait, avec raison, Robespierre responsable de la continuation et de l'aggravation de la Terreur. Nos victoires lui ôtaient toute excuse. Aussi Saint-Just reprochait à Barère de les faire « trop mousser ». Comme le disait Barère, ces victoires « s'acharnaient sur Robespierre comme des furies ». Presque tous se sentaient menacés par ce pouvoir sanglant qui frappait de tous côtés. Plus de soixante conventionnels ne couchaient plus dans leur lit. Une petite fille tenta d'assassiner Robespierre; mais il était bien gardé, elle ne put arriver jusqu'à lui. On lui fit une première blessure par le ridicule. Une vieille folle, Catherine Théot, qu'on appelait la « mère de Dieu », prêchait un culte nouveau dans un grenier du quartier Latin. Elle avait pour principal disciple un ancien Chartreux, dom Gerle, qui avait été membre de la Constituante. Mais son Messie, c'était Robespierre. Un espion feignit de se faire initier et découvrit cette ridicule histoire. Vadier, l'un des ennemis du dictateur, en fit un rapport à la Convention : Robespierre arrêta l'affaire, mais il resta atteint.

Ce fut lui qui précipita sa chute; il voulait envoyer à la guillotine une nouvelle fournée de conventionnels, la dernière, dit-on. Et il sembla l'indiquer lui-même. S'il le croyait, il se trompait : on ne s'arrête pas sur une telle pente, le pied glisse dans le sang. Quels sont ceux qu'il visait? On croit qu'il voulait se débarrasser des plus utiles, dont le crédit, dans les choses spéciales, limitait son pouvoir : Cambon, Carnot lui-même, Merlin de Thionville, Dubois de Crancé, puis de quelques terroristes violents : Léonard Bourdon, Fouché, Préron, Billaud-Varenne, d'autres encore; on ne sait pas au juste, il ne les nommait pas.

C'est le 8 thermidor (20 juillet) que, dans un discours très long et singulièrement mélancolique, il fit entrevoir à la Convention cette proscription nouvelle. Il avait été méditer ce discours dans une retraite à Montmorency, près de l'ermite de Jean-Jacques, comme pour recevoir les inspirations de son maître. Dans ce discours un peu tortueux, il parla surtout d'une conspiration nouvelle, de la nécessité d'« épurer » les Comités qui lui étaient déjà si soumis, et de frapper « une poignée de fripons ». Sommé de nommer les futures victimes, il refusa. Avec ses habitudes

d'obéissance terrifiée, la Convention vota l'impression de son discours et son envoi aux départements; mais on se rebiffa; on se ressaisit, et, sur de violentes protestations, on revint sur la seconde partie du vote, l'envoi aux départements. Première défaite pour Robespierre. Dès lors, il sentit la mort prochaine.

Le soir, il relut aux Jacobins son discours, son « testament » comme il l'appelait. Là, on l'accueillit avec enthousiasme. David (qui devait si tôt le renier) lui cria : « Je boirai la ciguë avec toi. » On hua, on chassa les deux ennemis terroristes de Robespierre, Billaud et Collot. On semblait résolu à aller jusqu'à l'insurrection.

Parmi ceux que Robespierre visait, beaucoup n'étaient pas hommes à se laisser faire comme les Girondins, dans leur rêve d'idéal, comme Danton, dans sa confiance souveraine en sa force et en sa gloire. Il y avait là des terroristes couverts de sang, peu disposés à subir la guillotine



Robespierre amené blessé dans l'anti-salle du Comité de Salut public, le 28 juillet 1794 ou 10 thermidor an II de la République.

D'après une eau-forte de Duplessis-Bertaux.

dont ils avaient tant abusé. Robespierre avait commis la faute de faire arrêter d'avance la femme de Tallien, la fameuse Thérèse Cabarrus. De sa prison, elle avait écrit à Tallien pour lui reprocher sa lâcheté. Elle l'avait rendu enragé. Le vil et louche Fouché était maître en intrigues : c'était la première fois que, dans l'ombre, il ourdissait silencieusement la perte d'un gouvernement; ce n'était pas la dernière. Robespierre ne pouvait plus compter sur une grande partie de la Montagne directement menacée, mais il comptait sur les modérés, ces « crapauds du Marais », dont il s'était assuré l'obéissance. Il se trompait; au dernier moment, et peut-être dans la dernière nuit, on les décida à l'abandonner. Non sans peine, dit-on; mais qui n'était excédé de ces interminables tueries?

Quand s'ouvrit la séance du 9 thermidor, le coup était bien monté : Robespierre était perdu. Saint-Just, rappelé à la hâte de l'armée, apportait à la tribune un discours habile, politique, rempli de concessions, qui aurait peut-être pu arranger les choses : on ne le laissa pas parler. Billaud-Varenne lui coupe la parole, monte à la tribune avec lui, dénonce la séance des Jacobins, leurs menaces à la Convention. Tallien interrompt Billaud-Varenne, brandit un poi-

gnard dont il percera, dit-il, le sein du tyran, si on ne le décrète pas d'accusation. Robespierre veut parler, sa voix est couverte par des clameurs : « A bas le tyran ! » Il crie à Collot d'Herbois qui préside : « Président d'assassins, donne-moi la parole ! » Thuriot, le Dantoniste, qui vient de remplacer Collot au fauteuil, la lui refuse. Sans espoir du côté de la Montagne, Robespierre se tourne vers son fidèle Marais : « C'est à vous, hommes purs que je m'adresse, et non pas aux brigands. » Mais ses chers « hommes purs » ne veulent plus de lui. Garnier (de l'Aube) lui crie : « Le sang de Danton t'étouffe. — C'est donc Danton que vous voulez venger ! Lâches, que ne l'avez-vous défendu ! » On réclame l'arrestation de Hanriot, le commandant de la Garde nationale, le sabre de Robespierre. C'est un député obscur, Louchet, qui proposa de décréter Robespierre lui-même. On lui adjoignit Saint-Just et Couthon. Robespierre jeune et Lebas demandèrent de partager leur sort. Le décret est voté, et la Convention se sépare jusqu'au soir.

Tous les rouages de la Terreur étaient dans la main de Robespierre : les huissiers de la Convention osaient à peine l'arrêter ; les gens des prisons refusèrent de garder les accusés. Hanriot, dont on ne put se saisir, avait convoqué la gendarmerie et arrêté le successeur que lui avait donné la Convention ; il faisait battre la générale et sonner le tocsin. La Commune se mettait en insurrection et décrétait l'arrestation des quatorze conventionnels ennemis de Robespierre. Celui-ci se trouva à la mairie, puis on le porta à l'Hôtel de Ville, où il retrouvait son frère et ses amis. Mais la grande masse du peuple se refusait à marcher. Robespierre s'était fait détester des éléments les plus avancés, des « enragés », en envoyant leur chef à la guillotine. Tout ce qui aurait pu se soulever contre la Convention pour le défendre lui gardait une rancune ineffaçable. On dit qu'il ne voulut pas donner le signal de la révolte : il l'aurait donné en vain. Des conventionnels, Léonard Bourdon, Barras, couraient les rues et amenaient la foule contre lui. Des hommes de la section la plus « enragée » de Paris, la section des Gravilliers, marchaient contre Robespierre. Ils ne lui pardonnaient pas la mort de Jacques Roux et de Chaumette. La plupart des sections hésitaient et s'abstenaient.

A 9 heures du soir, la Convention se réunit de nouveau et mit hors la loi les accusés qui s'étaient soustraits à la prison : c'était les condamner à mort sans qu'il fût besoin d'un jugement. Au milieu de la nuit, les forces requises au nom de l'Assemblée pénétraient dans l'Hôtel de Ville. Un gendarme, Merda ou Meda, s'est vanté d'avoir tiré sur Robespierre. D'après d'autres, il avait essayé de se tuer. Ce qui est certain, c'est qu'il avait la mâchoire fracassée, affreusement maintenue par un bandeau, sur lequel le sang coulait à flots. Lebas se suicida. Robespierre jeune se précipita par une fenêtre et survécut. L'impotent Couthon, brutalisé, frappé de coups de sabre, était comme à moitié mort. On ne voulait pas épargner la guillotine à tous ces débris humains. Le lendemain, 10 thermidor, on les traîna en charrette à l'échafaud. Ils avaient passé par le Tribunal révolutionnaire, qui n'avait plus à les condamner mais à reconnaître leur identité, et qui les envoyait au supplice, comme il y aurait envoyé leurs ennemis, si la force était restée de l'autre côté. La sinistre charretée était de vingt-deux têtes humaines. On l'avait grossie de membres de la Commune et des Jacobins.

Leur voyage à travers les rues fut une longue agonie. Tout ce qui se cachait dans Paris de haines tremblantes contre Robespierre était sorti au grand jour. Les fenêtres étaient remplies de curieux et de curieuses aux costumes élégants. On abreuvait ces mourants d'insultes. Quand le lugubre cortège, Robespierre avec sa mâchoire sanglante, son frère à moitié brisé, le cadavre de Lebas, ce qui restait de Couthon, passèrent devant la maison Duplay, où Robespierre habitait, un gamin s'amusa à en barbouiller la porte de sang. Robespierre détourna la tête. Peu après, les vingt-deux têtes tombaient. Puis, bientôt, quatre-vingt-deux Robespierriistes, sur la simple constatation de leur identité, étaient envoyés à l'échafaud. La vengeance était aussi féroce que la terreur.

Avec Robespierre et ses amis disparaissaient les seuls grands révolutionnaires qui restassent ; ils avaient immolé tous les autres ; immolés à leur tour, ils laissaient la place vide, j'entends livrée à des intelligences de second ordre et à des consciences au moins médiocres. Vergniaud, Condorcet, Danton, Camille Desmoulins, Robespierre, Saint-Just et tant d'autres..., que d'hommes de taille surhumaine, la force et la gloire de la Révolution, cette Révolution avait dévorés en un an ! L'admirable Convention de 1792 s'était elle-même décapitée. Il lui restait une élite d'hommes

spéciaux, en tête Carnot et Cambon pour la Guerre, les Finances, les grands services de l'État; mais nul des hommes de haute direction qui, portant au cœur la foi révolutionnaire et la répandant au dehors, avaient donné l'impulsion aux plus prodigieux événements de notre histoire.

Aussi, la mort de Robespierre et de ses amis porta-t-elle le dernier coup à l'élan de la Révolution, moins à cause de leur importance personnelle que parce qu'ils avaient détruit tous les autres, et qu'il n'y avait plus qu'eux. La réaction releva la tête; dès le lendemain du 9 thermidor, tout un monde de royalistes, enfoui sous terre, en sortit triomphant; les mœurs mêmes changèrent subitement : le luxe, les habitudes anciennes reparurent. La République devait traîner encore cinq ou six ans, jusqu'au 18 brumaire, mais assaillie, ballottée entre les dernières convulsions populaires et les premières agressions royalistes, débordée par la marée montante de l'esprit de recul sans génie et sans force pour de grandes œuvres nouvelles. Il y eut là une sorte de queue



Le 9 thermidor an II.

Gravé par Helman, l'an VIII, d'après un dessin de C. Monnet (Bibliothèque nationale).

de la Révolution, sans prestige malgré d'incomparables victoires au dehors, et qu'un soldat heureux allait trancher aux applaudissements de la France.

La grande période révolutionnaire continua dans les armées. Aux heures des suprêmes périls, les meilleurs patriotes y avaient couru en masse défendre la France et la Liberté; et cette sorte de noble exode des plus jeunes, des plus dévoués, des plus énergiques, n'avait pas été sans causer une fâcheuse influence sur l'esprit des populations auxquelles ils manquaient; dans les déchirements de 1793, leur absence avait permis, sur plus d'un point, aux ennemis du régime nouveau de reprendre l'avantage. Mais nos troupes, sous leurs uniformes en haillons, comptaient un million de braves, qui étaient à la fois d'admirables soldats et d'admirables citoyens; et leurs chefs improvisés, les grands hommes de guerre qui avaient surgi de tous les rangs de la société, partageaient et maintenaient leurs passions démocratiques. La République, épuisée par les proscriptions à l'intérieur, conservait toutes ses forces, toutes ses vertus, tout son élan dans ces armées qui allaient continuer à se couvrir de gloire par une incomparable suite de victoires immortelles. L'esprit de la Révolution y vivait encore dans toute sa puissance.



Mais, hélas ! il n'en était plus de même à l'intérieur du pays et dans la représentation nationale. C'est au 9 thermidor que s'arrête cette série d'années incomparables, comme aucun peuple n'en a dans son histoire, qui commence au printemps de 1789 pour s'arrêter à l'été de 1794 : années de passions bouillonnantes et de labeur surhumain, mêlées d'heures d'enthousiasme débordant de magnifique fraternité et d'implacables déchirements ; toutes resplendissantes d'éloquence, de dévouements à l'idéal jusqu'au tombeau, de vertus civiques comme de vertus guerrières, toutes couronnées de victoires immortelles sur le despotisme, comme la prise de la Bastille et le Dix août, ou sur l'étranger, comme Valmy, Jemmapes, Wattignies ; toutes remplies d'hommes d'un génie foudroyant, comme Danton et Mirabeau, et d'un peuple plus grand encore que ces grands hommes ; sublimes par leur combat pour le droit, démesurées jusque dans leurs malheurs ou dans leurs horreurs tragiques, marquées par une œuvre de réforme plus colossale que toutes celles dont les annales du genre humain ont gardé le souvenir, et par des drames sanglants les plus poignants peut-être qui aient fait pleurer la pitié humaine ; électrisées par la passion fanatique de la France et par celle de l'humanité pour laquelle tous avaient la conscience de travailler, de combattre et de mourir ; ces années extraordinaires qui, en soixante mois, ont accompli l'œuvre de plusieurs siècles, inauguré le monde moderne, sauvé la patrie et créé nos libertés.

XII. — L'œuvre législative de la Convention.

On n'aurait qu'une idée bien incomplète du rôle de la Convention, si l'on ne connaissait que ses efforts sublimes pour sauver la patrie française et les sanglantes tragédies qu'elle traversa. Au milieu des plus épouvantables périls, d'une succession inouïe de désastres et de victoires, des invasions, de la guerre civile, des affreuses proscriptions où les plus grands tombaient l'un après l'autre, tandis que la mort fauchait les armées sur les champs de bataille et les partis dans les luttes politiques, les hommes extraordinaires qui formaient cette grande Assemblée complétaient l'œuvre de la Constituante et poursuivaient un travail étonnant de réformes et de magnifiques créations.

Ils travaillaient d'abord à élaborer les codes de la France moderne. Au milieu des tempêtes, le Comité de législation de la Convention travaillait à construire l'édifice de notre droit. Deux hommes (deux modérés) eurent ici le principal rôle : Cambacérès, qui travaillait le Code civil, Merlin (de Douai) qui élaborait le Code pénal. La Convention ne put mener à bonne fin la première œuvre ; elle renvoya à son Comité un premier projet de Cambacérès comme trop touffu, et un second comme trop succinct. Il n'en est pas moins vrai que c'est à la Convention qu'a été accompli le meilleur du travail pour notre fameux Code civil, auquel Napoléon a donné son nom. Il l'a fait reviser, modifier (souvent dans un esprit de recul), et surtout en a pris tout l'honneur. Mais l'essentiel, dans cette incomparable œuvre législative, qui a constitué le droit moderne, non seulement en France, mais dans nombre de pays étrangers, appartient et doit être restitué à la Convention, de même que notre Code pénal ; celui de Napoléon fut, pour une bonne part, le Code pénal de Merlin de Douai, voté par l'Assemblée à la veille du jour où elle s'est séparée.

Le 17 juillet 1793, la Convention acheva d'abolir le régime féodal, en supprimant ceux des droits qui s'y rattachaient et que la Constituante avait conservés en trop grand nombre.

Mais la Convention consacra surtout ses travaux à une tâche grande et noble entre toutes : l'organisation de l'instruction publique. Rien de magnifique comme le plan que Condorcet avait été chargé de préparer, qu'il avait soumis à la Législative, et qu'il apportait déjà achevé à l'Assemblée élue en 1792. Quatre degrés échelonnés d'établissements d'enseignement : d'abord une école primaire dans chaque village de quatre cents habitants ou dans chaque hameau distant de ces écoles de village de plus de 1.000 toises (2 kilomètres) ; puis, des écoles secondaires (écoles primaires supérieures) dans chaque arrondissement, et dans chaque centre de plus de quatre mille habitants ; au troisième degré, cent dix « instituts » (nos lycées ou collèges actuels), un au moins par département. Pour l'enseignement supérieur, neuf universités (c'est ce qu'on

appelait des lycées) réparties dans toute la France, afin qu'on trouvât en province le plus haut degré d'instruction, et qu'on ne fût plus obligé de venir le chercher à Paris. Au sommet, une Société nationale des Sciences et des Arts, réunissant (comme devra le faire plus tard l'Institut) les hommes les plus éminents dans toutes les branches des connaissances humaines, surveillant, dirigeant l'instruction publique, et, dans une large mesure, choisissant son personnel.

On pouvait critiquer ou repousser certaines dispositions proposées par Condorcet. Mais jamais plan plus grandiose d'enseignement populaire ne fut conçu. Il était inspiré par une pensée ardemment démocratique : « établir entre les citoyens l'égalité de fait, et rendre possible l'égalité politique » en ouvrant au plus pauvre l'accès de la plus haute instruction. Condorcet résumait le principe de sa création en ces termes : « *L'instruction doit être universelle, aussi égale et aussi complète que possible.* » C'était déjà, dans la mesure la plus hardie où elle peut être praticable, l'idée de l'instruction « intégrale » pour le peuple.

Ces vastes et hautes conceptions disparurent en partie avec leur auteur. L'œuvre que Condorcet abordait dans son majestueux ensemble fut réalisée incomplètement et par fragments. Deux hommes surtout travaillèrent aux mesures d'enseignement : le Montagnard Romme, savant remarquable, conscience droite, républicain ardent, et Lakanal, dont le nom est resté justement attaché à l'œuvre d'enseignement de la Révolution. La loi de frimaire an II (19 décembre 1793),



Merlin (de Douai).
(Cabinet des estampes.)

présentée et rapportée par Romme, combattue par les modérés, fut la première qui institua l'instruction primaire. Inutile de dire qu'elle créait un enseignement exclusivement laïque : sa date et le nom de son auteur le disent assez. Mais il faut ajouter qu'il était en même temps gratuit et obligatoire. L'État salariait le corps enseignant à tant par élève. Danton décida le vote de l'obligation. « L'enfant, dit-il, appartient à la République avant d'appartenir à ses parents. »

Cet enseignement devait être détruit avant d'avoir été appliqué. La Convention d'après le 9 thermidor, la Convention livrée par les proscriptions à d'autres inspirations et à un autre esprit, allait supprimer l'obligation en novembre 1794, et la gratuité en octobre 1795. Cette loi d'octobre 1795, qui résumait et remaniait l'ensemble des mesures votées sur l'instruction publique, révélait les tendances nouvelles. En ces matières, dès le début, les réfor-

mateurs fidèles à l'esprit de la Révolution avaient trouvé devant eux, dans le Comité spécial, des conceptions opposées, représentées surtout par Sieyès et Daunou. Ce fut leur influence qui l'emporta dans la Convention épuisée des derniers jours. Ils s'étaient efforcés d'obtenir qu'on laissât l'enseignement à l'« industrie privée », aux « entreprises privées », excellent moyen de la rendre aux hommes de l'ancien clergé qui enseignaient à la veille de 1789. Pour tous les degrés d'instruction, les réformateurs révolutionnaires songeaient à faire la part des pauvres par des bourses largement distribuées aux enfants ou aux jeunes gens peu fortunés qu'on appelait du beau nom d'« élèves de la Patrie ». On supprima les « élèves de la Patrie » ; on ne parla plus que des dispositions à prendre pour les « indigents ». Encore, à la fin de 1794, Lakanal faisait voter, pour l'enseignement secondaire, la création d'écoles dites centrales à raison d'une par trois cent mille habitants, écoles bien modernes, d'un esprit scientifique. La loi de 1795 réduisait le nombre de ces écoles (une par département) et l'enseignement qui y était donné (dix professeurs au lieu de treize). Les écoles centrales n'en étaient pas moins assez prospères quand Bonaparte les supprima.

Pour l'enseignement supérieur, la Convention avait ordonné deux grandes créations : l'École normale, l'École polytechnique. L'École normale primitive, décrétée le 30 octobre 1793, était bien différente de ce qu'elle est aujourd'hui. On était pressé d'y former des professeurs ; les cours, d'abord, n'y durèrent que quatre mois. Les élèves étaient des hommes faits, de vingt-cinq ans, choisis par les municipalités. Barère avait proposé, en mars 1794, l'institution de l'École poly-

technique, sous le nom d'École centrale des Travaux publics. Elle ne reçut son nom actuel qu'un an et demi plus tard. Organisée par Fourcroy, elle fut ouverte dès novembre 1794. Les deux écoles eurent pour professeurs les savants de premier ordre qui élevèrent si haut la science française à cette époque : les Laplace, les Lagrange, les Monge, les Berthollet, les Vauquelin pour les mathématiques et la chimie. A l'École normale s'y ajoutaient : Daubenton pour l'histoire naturelle, Volney pour l'histoire, La Harpe pour la littérature, Bernardin de Saint-Pierre pour la morale. Ainsi naquirent ces deux grandes institutions qui ont joué un rôle si important dans le développement de la France moderne.

Buffon, sous l'ancien régime, avait fait de notre Jardin des Plantes un établissement alors unique en Europe pour l'étude de la nature vivante. En 1789, trois chaires y étaient établies, à côté des échantillons de la végétation et de la faune de tous les pays. Le 10 juin 1793, sur la proposition de Lakanal, la Convention portait le nombre des chaires à treize. Elle faisait du Jardin des Plantes, qu'elle appelait le Muséum, un centre considérable d'étude des sciences naturelles, à une époque où ces sciences prenaient un incomparable développement, et où le génie français y avait, on peut le dire, la part principale. Parmi les professeurs se trouvaient Lacépède, Daubenton, Fourcroy, Lamarck qui allait apporter à la science les vues les plus hardies et les plus profondes, Jussieu, le grand botaniste qui allait étendre là ses découvertes et ses méthodes. A cette époque où les généraux et les hommes d'État les plus illustres avaient parfois tout juste atteint l'âge d'homme, on avait confiance dans la jeunesse. Parmi ces savants illustres, on appela un jeune homme inconnu de vingt et un ans, Étienne Geoffroy Saint-Hilaire, qui s'était fait estimer de Daubenton par ses efforts courageux et heureux pour sauver son maître Haüy de la guillotine. Un ou deux ans plus tard, Geoffroy Saint-Hilaire, frappé de l'intelligence révélée par les notes d'un jeune précepteur, à peu près de son âge, le faisait venir à Paris et entrer au Muséum comme professeur. Ce jeune précepteur était Cuvier.

La grande Assemblée a voté jusqu'à douze lois pour organiser les bibliothèques en France. A peine réunie (30 octobre 1792), elle interdisait aux municipalités de vendre les livres et les objets scientifiques et artistiques que les événements de la Révolution avaient mis entre leurs mains; beaucoup n'avaient été que trop portées à en tirer un profit pécuniaire. Il n'y avait pas eu, jusque-là, en France, de bibliothèques publiques à proprement parler. Le Roi, les grands seigneurs, les amateurs, les couvents, les institutions religieuses avaient leurs collections de livres souvent ouvertes généreusement. Il n'y en avait pas qui appartenissent tout à fait au public et fussent, par destination, à la disposition de tous les hommes d'étude. La Convention voulut qu'il y eût une bibliothèque publique au chef-lieu de chaque département, et l'évêque révolutionnaire Grégoire prit une grande part à leur organisation. De la Bibliothèque du Roi, on fit la Bibliothèque nationale, et, en instituant le « dépôt légal », c'est-à-dire l'obligation de remettre gratuitement à un service spécial de l'État deux exemplaires de toutes les publications faites dans le territoire de la République, on lui assura l'entrée, sur ses rayons, de tous les ouvrages édités en France. Peu après, en juin 1794, la Convention créait nos *Archives nationales* destinées à réunir tous les documents originaux appartenant à notre histoire. Beaucoup de documents venaient d'être brûlés, en vertu de divers décrets ordonnant la destruction des titres féodaux. C'étaient les droits qu'il fallait anéantir, et non des pièces historiques. La Convention avait arrêté, dès ses débuts, ces destructions absurdes commencées depuis quelques mois.

Elle avait fait pour les Arts ce qu'elle avait fait pour les Lettres, et fondé le Musée du Louvre, comme la Bibliothèque nationale. La première idée appartenait à la Législative; peu après, le 10 août, elle avait chargé le ministre de l'Intérieur, Roland, de former un musée avec les objets d'art qui avaient appartenu aux palais et aux églises. Un an après (10 août 1793),



Romme.

D'après un portrait en lithographie.
(Cabinet des estampes.)

s'ouvrait au Louvre le « Musée central des Arts ». Jusque-là, on avait vu des souverains former des galeries de peintures et de sculptures assez librement ouvertes aux artistes et aux curieux : telles étaient la galerie de Dresde et les deux galeries de Florence. Nos rois avaient aussi formé une très belle collection. Mais il n'y avait nulle part, en Europe, un véritable musée national. Le Louvre fut le premier, comme il est resté le plus vaste, le plus magnifique et le plus complet.

Les violentes convulsions des années pendant lesquelles la Convention eut à conjurer les périls de l'invasion et de la guerre civile avaient été mêlées de désordres et de violences inévitables. Dans les mouvements tumultueux qui s'étaient soulevés contre l'Église et contre les châteaux, on s'en était pris, plus d'une fois, aux édifices, aux statues, aux sépultures, aux emblèmes. La légende savamment organisée par les ennemis de la Révolution a fort exagéré ces absurdes destructions, et il n'est guère d'édifice du culte catholique où le personnel n'attribue aux « sauvages » de 1793 toutes les mutilations subies, alors même qu'elles seraient l'œuvre du temps, des guerres, ou de ce faux goût classique qui, dans les deux derniers siècles de la monarchie, a sévi contre nombre d'œuvres gothiques, regardées comme affreusement barbares. Il n'en est pas moins vrai que des colères fort inintelligentes se sont assouvies, dans cette



G.-C. Cuvier.

Gravure de Miger, d'après une peinture de Vincent.
(Cabinet des estampes.)

période, sur des monuments de haute valeur. Grégoire fit à la Convention de remarquables rapports sur ces actes de vandalisme et sur les moyens de les empêcher. Un particulier, Alexandre Lenoir, avait eu le bon esprit de racheter, de recueillir et de sauver le plus qu'il avait pu de ces restes du passé mutilés ou dispersés. Il en composa, dans l'ancien cloître des Augustins, un « Musée des monuments français », que l'État fit sien presque aussitôt. Notre grand historien Michelet a souvent raconté comment, tout enfant, c'est en errant, rêveur ému, dans les galeries du cloître, au milieu de ces figures de pierre des siècles anciens, qu'il avait senti s'éveiller en lui la passion de l'histoire et le besoin d'évoquer, pour leur rendre la vie, les générations disparues. Aujourd'hui, les monuments réunis par Lenoir ont repris place dans nos collections nationales. C'est de là que vient, entre autres, la belle *Diane* de Jean Goujon, qu'on admire au Louvre. Les salons de peinture et de sculpture remontent à l'ancien régime. C'est en en rendant compte à un petit prince d'Allemagne que Diderot a écrit quelques pages admirables où, on peut le dire, il créait la critique d'art.

Mais les salons étaient alors soumis au monopole de l'Académie des Beaux-Arts, qui ouvrait assez largement ses portes, mais qui était très jalouse de son privilège. La Constituante y porta la main la première : en vertu de ses décisions, il y eut en 1791 un salon ouvert « à tous les artistes français et étrangers, *membres ou non de l'Académie de Peinture et de Sculpture* ». La Convention alla plus loin : le 10 août 1793, elle supprima l'Académie. Chose curieuse, celui qui réclama le plus passionnément sa suppression fut son membre le plus illustre, le grand peintre David. Nul plus que lui ne sentit et n'exprima avec vigueur ce qu'a d'étouffant pour le talent libre et original la pesée des tutelles et des orthodoxies académiques. Par un étrange retour des choses d'ici-bas, c'est au nom des traditions et des formules artistiques de David, qui avaient fini par triompher, que, quarante ou cinquante ans plus tard, l'Académie reconstituée devait tyranniser l'art moderne et barrer la route à notre grande école romantique.

Pour compléter l'œuvre de la Convention, dans l'ordre des choses scientifiques, littéraires et artistiques, il faut mentionner la fondation du Conservatoire des Arts et Métiers, commencement d'un enseignement industriel ; il faut surtout ne point oublier la fondation de l'Institut (octobre 1795), où les anciennes académies revivaient groupées et complétées. Il se composait alors de trois classes : sciences physiques et mathématiques, sciences morales et politiques, littérature et beaux-arts, et dès lors se recrutait lui-même. Les « sciences morales et politiques » formaient la partie ajoutée par la Révolution aux Académies de l'ancien régime.

Si l'on examine les dates que je viens d'indiquer, on verra que la période des créations datent des deux premières années de la Convention, de 1792 à 1794, soulevée d'un large et puissant souffle populaire, et qu'à la fin de sa carrière elle ne pouvait que continuer les œuvres déjà entreprises, et quelquefois, comme pour l'instruction, continuer à gâter les œuvres déjà accomplies. C'est pendant qu'elle soutenait une lutte acharnée contre toute l'Europe coalisée et contre une grande partie de la France; pendant que sur nos frontières envahies, autour de nos grandes cités révoltées, ou sur les champs de bataille de la Vendée; pendant que les hideuses charrettes de la Terreur portaient à travers le pays un tragique chargement de victimes; c'est alors qu'arrivaient coup sur coup, tantôt les nouvelles de défaites mortelles, tantôt celles des plus belles victoires, et qu'il fallait, dans un prodigieux paroxysme d'effort, improviser des soldats, des généraux, des munitions, des armes; c'est au moment où la Convention envoyait ses membres les plus énergiques courir toute la France pour soutenir les troupes, surveiller leurs chefs, étouffer l'esprit de guerre civile, et où l'on voyait planer au-dessus des événements ce pathétique et sublime pacte avec la mort que les plus grands ont signé de leur sang; c'est dans ces années dévorantes d'angoisses sans égales, de drames sans précédents et de labeurs sans relâche, que l'Assemblée de 1792 trouvait moyen d'élaborer notre droit civil, d'instituer un enseignement public, de créer l'École polytechnique, l'École normale, le Muséum d'histoire naturelle, puis notre Musée national, notre Bibliothèque nationale, nos Archives nationales. Il faut convenir que les hommes d'alors étaient d'une trempe quelque peu puissante.



Gravé par E. Bourgeois, d'après une peinture de Rouget (Bibliothèque nationale).

XIII. — La fin de la Convention. — Les traités de Bâle.

L'élan de nos armées continua pendant les premiers mois de la réaction thermidorienne. Après la victoire décisive de Fleurus, l'armée de Saint-Just-Meuse avait traversé la Meuse; elle trouva les Autrichiens qui l'attendaient sur l'autre bord de la rivière l'Oarthe. Les Français, généraux en tête, se jetèrent dans la rivière et la franchirent sans encombre, que tout est emporté : vingt-six canons sont pris. L'Autrichien Clerfayt essaye de se défendre en Allemagne, derrière une autre rivière, la Roer. Ce fut une superbe bataille (2 octobre) où Jourdan, Kléber, Maréchal, Championnet, Lefebvre, firent des prodiges. Ce fut encore une victoire décisive. Fleurus nous avait donné la Belgique; la bataille de la Roer nous donna la rive gauche du Rhin. Cologne était occupée le 6 octobre, Bonn le 23. Mayence, restée aux mains des Allemands, fut investie.

Pichegru avait occupé toute la Belgique et une partie de la Hollande, celle qui est au sud de la Meuse, quand l'hiver survint. Il n'était pas facile d'aller au delà. On sait qu'une grande partie de la Hollande appartient aux eaux autant qu'à la terre; ce ne sont, derrière la mince ligne des dunes assiégées par la mer du Nord, que prairies detrempées, qui seraient inondées bien vite, si des milliers de moulins à vent n'y pompaient sans cesse les infiltrations.

Au début de l'hiver, nos soldats, harassés, mal vêtus, mal nourris, s'étaient arrêtés à l'entrée des provinces aquatiques de la Hollande; le général Pichegru était allé se faire soigner d'une maladie de peau à Bruxelles, quand les froids de décembre leur livrèrent le pays. Une épaisse couche de glace couvrit la Meuse et les canaux; tous les obstacles étaient changés par la gelée en grandes routes largement ouvertes. Les nôtres n'eurent qu'à faire, à travers les neiges, une marche en avant triomphale. Partout on les accueille avec enthousiasme : les assemblées élues des provinces secouent l'autorité du Stathouder imposée par la force étrangère. C'est au cri de : « Vive la République Française ! » que nos soldats entrent à Amsterdam, qui admire ces victorieux, à jeun, en guenilles par un froid atroce, et attendant patiemment, sous les âpres morsures de l'hiver, que la municipalité de la ville leur ait trouvé des vivres et des logements.



Cavalerie française.
Gravure d'Ebner.

Il ne restait au Stathouder que sa flotte; mais elle était prisonnière des eaux congelées; elle dressait les hauts bords, les mâts et les cordages de ses navires comme des forteresses de bois, sur une plaine de glace couverte de neige. Les escadrons de cavalerie, avec des canons, s'en emparèrent sans peine. Pour la première fois, on prit des vaisseaux à cheval.

Sur les Pyrénées et sur les Alpes, nous avions remporté des succès décisifs. Aux Pyrénées, Dugommier, après avoir repris Elne, Port-Vendres et Collioure aux Espagnols, les poursuivait sur leur territoire. Le général ennemi, La Union, avait fait construire une ligne de redoutes appuyée sur le camp retranché de la forteresse de Figueras. Dugommier périt glorieusement en ordonnant l'assaut. Son nom fut inscrit au Panthéon, et ses restes furent portés à Perpignan, avec ceux du brave Dagobert, mort de maladie au milieu de ses victoires. Pérignon, qui lui succéda, fit capituler Figueras. On le plaça, malgré sa victoire, sous les ordres de Schérer. Puis on prit Rosas. A l'autre extrémité des Pyrénées, Moncey passait la Bidassoa, conquérant la province de

Guipuzcoa, pénétrait en Biscaye, entra à Bilbao, tandis que Miollis était en Navarre et assiégeait Pampelune. C'était l'Espagne qui, au lieu d'envahir la France, était envahie par les nôtres.

Sur les Alpes, le général Dumerbion, médiocre, — mais il avait Masséna pour lieutenant — s'emparait enfin de ce camp de Saorgio qui, couvrant le col de Tende, nous arrêtait depuis deux ans. Les Piémontais étaient rejetés en arrière. Nous étions maîtres de la route de Gênes.

Cette longue suite de défaites avait épuisé la constance de la coalition. Le roi de Prusse nous combattait à regret : pendant qu'il luttait contre la Révolution, son alliée l'Autriche s'entendait avec la Russie pour mettre la main, sans lui, sur ce qui restait de la Pologne. Il se résolut à faire la paix avec nous. Dès le 12 janvier 1795, les négociations s'ouvraient à Bâle. Le traité fut signé le 5 avril. La Prusse abandonnait à la France la rive gauche du Rhin, où elle n'avait alors que de très petites possessions : les comtés de Meurs, de Clèves et de Berg. C'étaient surtout les États des électeurs de Cologne et de Mayence qu'elle nous livrait.

Le grand-duc de Toscane avait signé la paix le premier, dès le 9 février.



Madame Tallien.
Par Gérard (Musée de Versailles).

La Hollande signait, le 16 mai, un traité par lequel elle nous cédait la Flandre hollandaise (la rive gauche de la Meuse) et s'engageait à nous fournir contre l'Angleterre une flotte et vingt-huit mille hommes.

L'Espagne ne fit la paix que le 12 juillet. Nous lui rendions les conquêtes que nous avions faites sur son territoire, en échange de la partie de Saint-Domingue qui lui appartenait, la grande île américaine ayant été divisée jusque-là entre elle et la France. Le roi d'Espagne, un Bourbon, reconnaissait la République française.

L'exemple était contagieux : la Suède, craignant l'Angleterre pour la liberté des mers, négociait avec la France, dès mars, et voulait s'associer le Danemark. La Saxe, les deux Hesses d'un côté, le roi de Naples et le Portugal de l'autre, affirmaient n'avoir cédé, dans leur hostilité, qu'aux suggestions autrichiennes et anglaises. Le Pape, le duc de Parme prétendaient n'avoir point eu d'inimitié contre notre pays. Tous reconnaissaient notre République. Ainsi, cette guerre formi-



Prise de la flotte hollandaise ancrée près de l'île de Texel, par la cavalerie française, 1794.

D'après le dessin de Martinet, gravé par Lejeune.

dable où, deux ans avant, la France semblait devoir périr, s'évanouissait subitement, et la France en sortait agrandie des Pays-Bas et de la rive gauche du Rhin.

Restaient l'Angleterre et l'Autriche, deux ennemies obstinées dans leur acharnement.

Les mœurs de la Révolution vivaient encore, inaltérées dans les armées dont les victoires avaient imposé la paix à l'Europe coalisée; elles disparaissaient dans la République, et surtout à Paris. Bientôt ce ne fut plus le peuple qui menaça. Un petit monde de jeunes gens riches (ceux qu'on appelait la jeunesse dorée et qu'on allait appeler les « Muscadins ») tenait le haut du pavé. Habillés à la dernière mode du jour, de plus en plus bizarre et ridicule, et armés d'énormes gourdins, ils allaient pourchassant, insultant, maltraitant les maîtres de la veille. Ils n'osaient pas encore se dire « royalistes »; ils prétendaient ne vouloir frapper que les « Jacobins ». Un des puissants du jour, le conventionnel Fréron, l'ancien ami de Camille Desmoulins, ne rougissait pas de se faire leur chef et de les pousser à la chasse aux Jacobins.

Un besoin extraordinaire de plaisirs et d'élégance fit soudain explosion. Le Palais-Royal était redevenu le centre joyeux qu'il était sous l'ancien régime, plus dissolu encore et plus cynique avec ses filles et ses maisons de jeu. Une sorte de fureur de danse s'était emparée de la « bonne

société » délivrée du cauchemar de la Terreur. Ce n'étaient partout que bals, orchestres sonores, couples enlacés. Cela s'appelait les « bals des victimes ».

Des salons aristocratiques se rouvraient. Sans titre officiel (la Convention gouvernant directement, sans pouvoir exécutif constitué), les deux hommes politiques les plus puissants étaient Barras et Tallien; tous deux poussaient à ce retour vers les mœurs de la royauté. Barras, noble sans fortune, autrefois officier de l'ancien régime, n'avait joué jusque-là qu'un rôle fort effacé à la Convention; mais il était intelligent, énergique, sans scrupules; il aimait la richesse et les plaisirs. Avec lui la corruption entraînait, on peut le dire, au gouvernement de la Révolution. Ami et protecteur des hommes d'affaires, des agioteurs, des fournisseurs suspects, il allait en tirer de quoi entretenir son luxe. On a vu Tallien épouser la belle Thérèse Cabarrus, dont le salon allait devenir un des centres dirigeants. Elle-même prenait volontiers l'initiative des modes du jour, qui, sous prétexte d'imiter les modèles antiques, montraient le corps féminin à demi nu, sous de



« Oh, combien de modes ! »

« Quelle mode insensée ! »

Image satirique du temps au sujet du changement de mode amené par la Révolution.

légères et transparentes draperies; elle se promenait hardiment dans Paris sous un costume d'hétaïre grecque. En même temps, des personnages de la vieille noblesse rouvraient des salons où ils recevaient, où même, a-t-on dit, ils attiraient les républicains influents et les séduisaient par le prestige éternel de l'aristocratie, de ses vanités et de son luxe sur les parvenus. Mme de Staël, qui était la fille de Necker et qui allait devenir un de nos plus grands écrivains, était une des reines des salons nouveaux, avec son amie, la jeune épouse du banquier Récamier, femme d'une beauté incomparable, autour de laquelle les plus illustres devaient se grouper pendant un demi-siècle. Déjà les mœurs du Directoire succédaient à celles de la Révolution; les habitudes de plaisir, d'élégance et d'affaires d'argent, à la tragique sévérité de la veille.

Après le 9 thermidor, la Convention mit quelque temps à supprimer les instruments légaux de la Terreur. Elle se borna à réorganiser le Tribunal révolutionnaire sur des bases nouvelles, peu après la mort de Robespierre, pour lui donner un caractère judiciaire plus normal. Ce n'est que le 3 mai 1795 qu'elle se décida à le supprimer. Si la guillotine suspendit ses sinistres fournées, des milliers de royalistes restèrent emprisonnés. Au mois d'août, on supprima les « Comités révolutionnaires » de province, qui avaient eu un rôle terrible dans les proscriptions

locales, mais en les maintenant dans les villes de quelque importance, où, d'ailleurs, ils durent en fait disparaître aussi. L'Assemblée ne rappela dans son sein ce qui restait de Girondins proscrits que le 8 décembre; et même, ceux qui, ayant fui, étaient soupçonnés d'avoir pris part aux révoltes des départements, ne furent rappelés que le 8 mars suivant. La Convention avait remplacé la Commune élue de Paris par des commissions qu'elle nommait. Mais elle laissait le Club des Jacobins se réunir de nouveau. Elle ne le ferma que le 12 novembre, sous prétexte de le garantir, par ce moyen radical, des violents assauts de la jeunesse dorée. C'est même peu après thermidor, en septembre, qu'elle accorda aux restes de Marat les honneurs du Panthéon, pour les lui retirer, il est vrai, en février 1796. Elle ne proscrivit, au début, que Carrier, le bourreau de Nantes, qui, envoyé au Tribunal révolutionnaire, fut exécuté le 16 décembre, et Fouquier-Tinville, dont le procès



Un mariage civil pendant la Révolution.
D'après une gravure du temps, par Legrand.

dura très longtemps. Dans cette première période, on dirait que l'influence oscillait entre les thermidoriens de droite (Tallien, Barras, Fréron) et ceux de gauche comme Barère et Billaud-Varenne.

Au mois de février, elle se décidait enfin à une grande mesure de paix religieuse, la séparation des Églises et de l'État.

Cette mesure qui, à une date plus récente, a soulevé les colères de l'Église catholique romaine, fut alors, non sans raison, accueillie par elle comme une délivrance. On sait que, par la Constitution civile du clergé, la Constituante avait créé, en face de l'Église ancienne, une Église toute française, dont les évêques et les prêtres étaient élus par les fidèles et qui était la seule reconnue par l'État. Les prêtres qui n'adhéraient pas à cette organisation nouvelle n'étaient pas seulement privés de tout traitement, mais avaient été soumis à toutes les rigueurs de la loi. Malgré toutes les mesures les plus sévères, beaucoup dans la partie du clergé encore attachée au Pape étaient restés plus ou moins cachés, et dressaient autel contre autel. Puis était venue la grande tempête de 1793,

qui n'avait épargné aucun des deux clergés : les abjurations, le culte de la Raison, les violences contre les cultes. En décidant que, dorénavant, tous seraient libres et aucun ne serait favorisé, la Convention supprimait à la fois la constitution civile, qui, pour le Pape, était un véritable schisme, et les hostilités contre toutes les croyances religieuses qui s'étaient déchaînées ensuite. Liberté égale pour tous : c'était pour l'Église romaine une première satisfaction. Satisfaction incomplète : ce qu'elle a toujours prétendu obtenir, c'est la domination absolue; mais en ce temps, elle ne pouvait pas y songer.

La séparation n'était pas faite en termes complimenteurs ni sans réserve. Il faut se rappeler qu'alors presque tous les prêtres dits « inassermantés » (ceux qui étaient restés fidèles à la cour de Rome) détestaient la France et la Révolution, et les combattaient de toutes leurs forces. Ils avaient eu un rôle prépondérant dans tous les soulèvements qui, de l'intérieur, avaient tendu la main à l'invasion étrangère : on peut dire qu'ils avaient soulevé la Vendée. Le décret du 21 février établissait que l'État, non seulement ne salariait aucun culte, mais ne fournissait aucun local pour ses cérémonies ni pour le logement de ses ministres (et il avait mis la main sur toutes les églises); que les communes n'en fournissaient pas non plus; que les prêtres ne pourraient porter au dehors aucun costume particulier; qu'aucun signe de culte ne pourrait être placé dans un lieu public.

Le régime nouveau n'en fut pas moins accueilli avec enthousiasme. Il mettait fin à une crise religieuse qui avait été terrible. Le culte du catholicisme, resté romain, se reconstitua dans toute la France. Le vaillant Grégoire, que nous avons vu hautement proclamer sa foi aux heures les plus troublées de la Terreur, prit l'initiative de réorganiser l'Église constitutionnelle. Le 15 mars 1795, les évêques groupés par lui envoyaient à leurs anciens collègues une « encyclique » à laquelle trente autres adhèrent. Le 30 mai, la Convention, revenant en partie sur le décret de février, rendit les églises non aliénées aux prêtres qui prêteraient serment de soumission aux lois de la République : serment purement politique, qui ne pouvait troubler aucune conscience religieuse, et que prêtèrent quelques non-assermantés. Ainsi, les deux catholicismes se retrouvèrent face à face dans la liberté et dans la paix, celui qui restait dans la main du Pape, celui que la Constituante avait fait exclusivement français. Ce régime dura jusqu'au Concordat, et, d'après un témoin non suspect, la royaliste M^{me} de Staël, tous en étaient satisfaits.

Peu à peu, l'esprit de réaction s'emparait de l'Assemblée de 1792. Ce qui dominait maintenant c'étaient ces hommes du Marais, qui, si longtemps blêmes de peur, avaient été les instruments tremblants de la Montagne; toujours soumis au plus fort, jusqu'au jour où, derrière les hommes de gauche, ils avaient silencieusement prêté les mains à la chute de Robespierre. On leur donne souvent pour alliés les Girondins. Hélas! les vrais Girondins, les grands, étaient morts. Parmi les survivants, trois seulement comptent : Isnard, Lanjuinais, Louvet. Mais je me trompe; les deux premiers ne sont plus les anciens compagnons de Vergniaud et de Brissot. Avec les écarts de son tempérament volcanique, Isnard est maintenant tout à sa passion de recul et de vengeance. Chez Lanjuinais, qui ne fut jamais à proprement parler de la Gironde, le futur pair de France de la Restauration commence à percer; Louvet, lui, reste passionnément fidèle à la Révolution. On voyait nettement grandir l'esprit de recul : on remarquait que tous les coups frappés étaient frappés à gauche, que la Révolution semblait désarmer devant ses ennemis; que ceux-ci relevaient la tête et agissaient en maîtres. Le peuple de Paris, depuis si longtemps passif et inerte, se réveille et s'inquiète. Ajoutez que le Gouvernement, maintenant énervé, ne sait plus même assurer les subsistances de la capitale. Une fois de plus, Paris manque de pain. Toutes les colères des affamés s'ajoutent à toutes les anxiétés des patriotes. A deux reprises successives, la tempête éclate, et les flots populaires, poussés par un vent d'orage, forcent l'entrée de la Convention.

Le 1^{er} avril 1795 (12 germinal), une foule tumultueuse de pétitionnaires envahit l'Assemblée, réclamant des vivres, des mesures contre les royalistes, la fin de la persécution des patriotes. La Garde nationale arrive et les chasse.

En mai, le peuple revenait, cette fois plus exaspéré. La Convention n'avait pas tenu ses promesses. Les vivres n'arrivaient pas; les « Muscadins » montraient ironiquement aux pauvres diables du pain blanc, en leur disant : « Pain de députés. » On pillait les convois. Des mesures de réaction avaient été prises contre les Montagnards. Cette fois, on venait exiger des vivres, la Constitution de 1793, le retour à l'esprit de la Révolution.

Le 20 mai (1^{er} prairial), l'Assemblée était envahie; dans le tumulte, un député, Féraud, était tué d'un coup de pistolet, peut-être destiné à un autre. Un misérable lui coupait la tête, la mettait au bout d'une pique et la portait sous les yeux du président, Boissy d'Anglas, qui la salua avec impassibilité. La Convention, pour de armer la foule, vota ut quelque une de ces a qu'on réclamait. Mais, sitôt que la foule fut apaisée par cette satisfaction, la Garde nationale des quartiers modérés ou royalistes arrivait et la chassait. La Convention revenait sur ses votes et proscrivait les Montagnards favorables au mouvement.

Le lendemain, le peuple revenait plus irrité; le général Dubois, qui commandait la cavalerie de la Convention, était fait prisonnier. On parlementait; une députation des insurgés était venue à la barre. Puis de nouveau l'Assemblée était délivrée.



Assassinat du député Féraud dans la Convention nationale, le 1^{er} prairial an III de la République.
Gravure de Berthault, d'après Duplessis-Bertaux (Bibliothèque nationale).

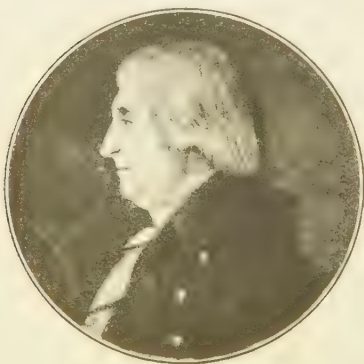
Dans la nuit du 2 au 3, on s'armait des deux côtés; la Convention réunissait des troupes, les insurgés se fortifiaient dans le faubourg Saint-Antoine. Le 3, le général Kilmaine, s'aventurant dans le faubourg avec quinze cents hommes, où la jeunesse dorée dominait, était obligé d'en sortir sous les huées et n'en sortait que grâce à la pitié dédaigneuse des révoltés. Mais le faubourg, menacé de bombardement, prenait peur et rendait ses canons. La Convention était victorieuse.

Ce fut la dernière apparition du peuple de Paris dans l'histoire de la Révolution. Ces masses profondes qui avaient pris la Bastille et les Tuileries, ces masses de déshérités, presque inconnues au temps de l'ancien régime, auxquelles rien n'avait permis dans le passé d'attribuer un sens politique, une pensée et une volonté collective, mais qui avaient brusquement surgi de terre dans les occasions décisives, poussées au combat par une sorte de large et magnifique instinct des situations et qui avaient sauvé la Révolution, le 14 juillet et le 10 août, ont maintenant livré leur dernière bataille qui est une défaite; elles vont rentrer dans le silence et dans une inerte passivité; et l'on aura presque oublié que ce peuple a existé quand, trente-cinq ans après, il surgira

de nouveau, formidable, à la Révolution de Juillet. Une réaction implacable suivit les deux mouvements d'avril et de mai. Les proscriptions des conventionnels reprirent. L'Assemblée, près de sa fin, recommença à se mutiler de ses propres mains.

Après le 1^{er} avril, c'est la déportation de Collot d'Herbois, de Barère, de Billaud-Varenne et de Vadier. Barère et Vadier purent échapper : Collot d'Herbois devait mourir à la Guyane, Billaud-Varenne à Saint-Domingue. Collot avait, à Lyon, été un proscripateur féroce, mais les autres ? Déjà ce n'étaient plus les excès sanguinaires de la Terreur : c'était la politique de la Montagne qu'on frappait. On le vit au choix de ceux qu'on décrétait d'accusation en même temps : Thuriot le Dantoniste, Léonard Bourdon, Duhem, Ruamps, etc. Dans le nombre se trouvait Cambon, l'honnête homme entre tous, celui dont l'intégrité, le sens droit, les admirables qualités de financier avaient assuré à la Convention, ou plutôt à la défense nationale, les milliards des assignats : un des grands ouvriers du salut de la France.

Ce fut pis après les journées de prairial ; alors périrent ceux qu'on a appelés les derniers Montagnards, tout un groupe de républicains énergiques et purs ; les uns s'étaient montrés des plus vaillants parmi les commissaires de la Convention aux armées, comme Bourbotte, Soubrany, Duquesnoy ; ajoutez Prieur de la Marne, le collaborateur de Jean Bon Saint-André dans la création de notre flotte républicaine, Goujon, figure mélancolique et fière, Romme, le plus grand et peut-être le meilleur de tous : cœur héroïque, conscience droite, haute intelligence scientifique ; celui qui, après avoir fait le calendrier républicain, a joué un si grand rôle dans la création de l'enseignement public. Deux échappent, dont Prieur ; un autre, Ruhl, se tue avant le procès. Les autres ont juré de ne pas porter leur tête sur l'échafaud. Condamnés à mort, Romme, Goujon, Soubrany, Duquesnoy, Duroy et Bourbotte se frappent d'un mauvais couteau, leur seule arme, que chacun, dans une étrange et tragique fraternité, passe à l'autre après l'avoir rougi de son sang.



Cambon.

Portrait dessiné au physionotrace.
(Cabinet des estampes.)

Mais ce n'est pas assez : la fureur de proscription s'étend à tout ce qui a sauvé notre patrie dans les Comités. On décrète d'accusation Jean Bon Saint-André, celui qui a ressuscité notre marine, l'homme du combat immortel où sombra le *Vengeur*. On décrète Robert Lindet que nous avons vu, collaborateur admirable de Carnot, organiser le service des subsistances pour nos troupes et pour Paris.

Et pourquoi pas Carnot lui-même ? C'est la réflexion que fait un royaliste, Larivière. Il propose de l'envelopper dans les poursuites. Une voix crie : « Quoi ! l'organisateur de la Victoire ! » On rougit, et Carnot est sauvé.

Il est vrai que ceux qui ne furent que « décrétés d'accusation » profitèrent, au bout de quelques mois, d'une amnistie. Il n'en était pas moins odieux de voir la Convention achever sa sinistre besogne et frapper ses membres jusqu'au bout. J'ai dit que les immolateurs de la Terreur étaient sans excuses, dès que les périls suprêmes furent conjurés : que dire de ces dernières proscriptions, faites après la paix conclue avec la plus grande partie de l'Europe ? Nulle angoisse nationale, nulle préoccupation de salut public ne les expliquaient plus : elles ressemblaient à je ne sais quelle basse revanche, prise par les trembleurs d'hier, sur l'effort héroïque qui avait arraché la France et la Révolution aux dangers les plus affreux. Les lâches qui avaient obéi servilement à Robespierre, la mort dans l'âme, et livré tour à tour les têtes des Girondins et des Dantonistes, maintenant rassurés et devenus les maîtres, semblaient s'acharner à frapper, comme par vengeance, la Révolution elle-même, cette Révolution qu'ils avaient servie par peur, et qu'au fond du cœur ils n'avaient jamais aimée. Et les hommes d'intrigue et de corruption qui s'étaient emparés du pouvoir les aidaient à frapper les républicains qu'ils redoutaient.

On avait écrasé le peuple et vidé les bancs de la Montagne. C'était livrer la France aux royalistes. Et en effet, alors s'ouvre une nouvelle terreur : la terreur blanche après la terreur rouge. La Convention, en rétablissant dans les départements toutes les autorités locales électives

suspendues depuis les guerres civiles, avait, dans les régions qui s'étaient soulevées en 1793, rendu le pouvoir aux ennemis de la Révolution. A leur tour, ils emprisonnèrent les patriotes. Nulle part, naturellement, ces ennemis n'étaient plus acharnés que dans le Midi provençal et languedocien. Il y avait alors, dans les populations de ces régions, des éléments aveuglément violents jusqu'à la sauvagerie, des cerveaux impétueux brûlés par le soleil, affreusement sanguinaires dans leurs transports de fureur : ceux qu'on avait vus à l'œuvre, dans les massacres d'Avignon, au début de la Révolution; ceux qu'on reverra à l'œuvre après la chute de l'Empire. Encouragés par la réaction thermidorienne, ils formèrent de grandes bandes pour exterminer les républicains, sous les noms de compagnies du Soleil, de Jésus ou de Jéhu.

Le nom de « Terreur blanche » est trop flatteur pour leurs hideux exploits. Quel rapport entre ces affreuses boucheries et les pires cruautés de la République, défendant l'unité nationale contre les complices de l'étranger? Même les massacres de septembre, faits dans l'effolement des plus mortelles angoisses contre des hommes soupçonnés d'être des traîtres, ne peuvent être comparés à ces féroces vengeances. Les sinistres compagnons de Jésus ou du Soleil n'étaient que des assassins.

Ils se mirent à tuer dans les prisons les patriotes incarcérés par la réaction. Le 5 mai, les compagnons du Soleil allaient à Lyon massacrer les prisonniers. Poursuivis judiciairement, ils étaient acquittés, rentraient triomphalement, et on les couronnait au théâtre! Même massacre à Aix, celui-ci avec des raffinements de cruauté. Même massacre au fort Saint-Jean, à Marseille, le 5 juin. A Tarascon, le 25 mai, le vieux château, où étaient les détenus, avait été envahi par deux ou trois cents hommes masqués. Après la tuerie, on jette les corps dans le Rhône; mais le fleuve les laisse à découvert. On met cet écriteau sur les cadavres : « Défense d'ensevelir, sous peine de vie. »

Il y avait dans la région trois commissaires de la Convention : ils protégeaient les assassins. Deux d'entre eux, les royalistes Cadroy et Chambon, faisaient relâcher ceux qu'on arrêtrait. Le troisième était Isnard, l'ancien Girondin, qui, maintenant fou de réaction, disait aux massacreurs : « Si vous n'avez pas d'armes, déterrez les ossements de vos pères et servez-vous-en pour exterminer les brigands! » Les ouvriers de Toulon marchaient au secours des victimes : les conventionnels réunirent des forces pour tomber sur eux, les disperser, et en faire une large tuerie.

Pendant ce temps, la Convention continuait son œuvre de recul. Longtemps, elle avait affecté de vouloir, un jour ou l'autre, mettre en vigueur la Constitution de 1793. Mais, confiante dans la victoire de prairial, elle osa la déchirer et y substituer une constitution nouvelle, d'un esprit opposé, celle de l'an III.

Dans celle-ci, elle supprima le suffrage universel. Elle fit du droit de vote le privilège de la propriété. L'élection à deux degrés était rétablie. Les électeurs du premier nommaient ceux qui, à leur tour, nommeraient les représentants. Pour les électeurs du premier degré, on n'était pas très exigeant : il suffisait de payer une contribution directe pour avoir droit au bulletin de vote, mais pour être électeur du second degré, il fallait être propriétaire, usufruitier ou locataire d'un bien ayant un revenu de cent journées de travail à deux cents selon les localités. Ainsi les propriétaires seuls choisiraient la représentation nationale; le véritable corps électoral, celui qui nommerait les députés, serait exclusivement bourgeois; les ouvriers, dans les villes ou dans les campagnes, étaient exclus. Le peuple était dépouillé de sa souveraineté, et c'était le peuple qui était attaché à la Révolution; dans son aveuglement, la Convention livrait les élections aux royalistes.

On établissait deux Assemblées, ce que la Constituante avait refusé de faire : un « Conseil des Cinq-Cents » qui avait l'initiative des lois, et un « Conseil des Anciens », deux fois moins nombreux, composé d'hommes âgés de plus de quarante ans; ces deux Assemblées étaient renouvelées tous les ans par tiers. Le pouvoir exécutif était confié à un « Directoire » composé de cinq membres élus par les Anciens sur une liste dressée par les Cinq-Cents, et renouvelé tous les ans par cinquième. Le « Directoire » avait une garde comme un souverain.

La Convention s'aperçut sans doute qu'elle ouvrait toutes larges les portes des Chambres futures à la réaction monarchique et elle chercha un moyen d'échapper à ce péril; mais elle choisit le plus intéressé et le plus détestable. Elle voulut obliger les électeurs à prendre dans ses

membres sortants les deux tiers, au moins, des Chambres nouvelles. Et, comme elle se méfiait des électeurs, elle décréta ensuite que ce nombre des deux tiers serait complété « par ceux qui auraient été réélus dans son sein », se survivant ainsi à elle-même, et imposant aux suffrages populaires, au mépris de leur liberté, des choix contraires à ceux que la nation voulait faire.

Cette prétention souleva, à bon droit, une réprobation générale. Soumise à la ratification des électeurs, la Constitution nouvelle ne paraît pas avoir excité d'enthousiasme : elle fut approuvée par neuf cent quinze mille suffrages, moins que celle de 1793, mise aux voix dans un pays déchiré par la guerre civile; et l'opposition monta à quarante-deux mille votes négatifs. Mais le décret des deux tiers eut encore moins de succès; sur les cinq ou six millions d'électeurs français,



Journée du 13 vendémiaire (octobre 1795). Combat devant l'église Saint-Roch, à Paris.
D'après un dessin de Monnet, gravé par Duplessis-Bertaux.

cent soixante-huit mille seulement votèrent pour lui, quatre-vingt seize mille contre; le reste s'abstint.

Les royalistes de Paris résolurent de profiter de l'état d'esprit que ces chiffres indiquaient : ils refusèrent d'obéir; puis ils prirent les armes et se soulevèrent; ils avaient choisi pour chef le général Danican (12 vendémiaire/4 octobre 1795). Le général mis à la tête des forces de la Convention, Manou, les laissait faire, probablement par une secrète connivence. Il est destitué et remplacé par Barras, qui s'adjoint le jeune officier corse déjà remarqué au siège de Toulon, Napoléon Bonaparte. Ce fut le commencement de la fortune du futur Empereur. Il écrasa les insurgés royalistes dans une bataille de rues. Deux cents périrent dans le combat. Trois commissions militaires jugèrent les insurgés, avec quelque indulgence : deux seulement furent exécutés; c'est pour l'autre côté que la Convention réservait ses rigueurs.

Mais les journées de vendémiaire lui avaient rappelé le péril royaliste. Dans ces dernières heures, elle sembla revenir à ses idées d'autrefois, ordonna (un peu tard) des poursuites contre les compagnies de Jésus et du Soleil, exclut de toutes les fonctions publiques les parents d'émigrés

et les « signataires ou provocateurs » d'actes séditions, renouvela les lois contre les prêtres non assermentés. Pour finir, elle décréta l'abolition de la peine de mort (mais pour n'avoir d'effet qu'à la paix générale), vota une amnistie politique pour tous les faits de la Révolution, en n'en exceptant que les révoltés de vendémiaire, les prêtres déportés ou qui avaient encouru la déportation, les émigrés et les fabricateurs de faux assignats. Puis elle se sépara, le 26 octobre, aux cris de « Vive la République » !

Ainsi finit, après une carrière de trois ans, l'Assemblée qui eut, avec la Constituante, le plus grand rôle qu'Assemblée ait eu dans l'histoire d'aucun peuple : grande entre toutes, quand elle releva des pires désastres notre patrie et les libertés conquises par la Révolution, mais, hélas ! traînant ensuite sa dernière année dans une déchéance singulière et détruisant une partie de son œuvre, après avoir immolé les plus illustres ou les meilleurs de ses membres. Les mesures mêmes par lesquelles, à ses derniers moments, elle avait essayé de réparer le mal qu'elle avait fait, étaient d'avance frappées d'impuissance par le mouvement de retour en arrière qu'elle avait provoqué, servi, armé, et qui débordait la France.

Le 8 juin précédent, le fils de Louis XVI — que les royalistes appelaient Louis XVII — était mort dans la prison du Temple, et son oncle, le comte de Provence, avait pris à l'étranger le titre de roi de France et de Navarre, sous le nom de Louis XVIII.

XIV. — La guerre de Vendée.

En Bretagne, avait commencé la petite guerre des chouans. Ce n'était pas une vaste révolte comme celle de la Vendée : de petites bandes peu nombreuses, embusquées dans les bois, dans les rochers, arrêtaient les voitures publiques, pillaient les caisses de l'État, coupaient les routes et les ponts, s'emparaient des fonctionnaires publics. Ils avaient un chef secret, M. de Puisaye, ancien membre de la Constituante, qui partit pour Londres afin d'aller demander le concours de Pitt. Il fut remplacé par un intrigant, nommé Cormatin, qui trahit et s'offrit au Gouvernement de la République pour négocier avec les chefs vendéens. A la suite d'entrevues près de Nantes, en 1795, Charette et Sapinaud consentirent à désertir leur cause, moyennant des conditions honteuses pour les deux partis. Ils recevaient chacun deux millions et gardaient une sorte de droit de police sur les territoires qu'ils avaient inondés du sang des républicains. Charette et Cormatin firent deux entrées triomphales, l'un à Nantes, l'autre à Rennes.

Cependant Puisaye avait obtenu de Pitt une flotte, trois vaisseaux de ligne, deux frégates, quatre autres navires de guerre, des transports, des armes, des subsides. Cette flotte emportait trois régiments d'émigrés, quatre cents artilleurs toulonnais, vingt mille fusils à distribuer aux révoltés qui se joindraient aux troupes débarquées par elle, beaucoup d'argent et de vivres. Elle battit la flotte française et vint accoster le rivage du Morbihan, à la presqu'île de Quiberon, où elle débarqua ses troupes. La presqu'île de Quiberon est une langue de terre étroite et basse, longue de 10 kilomètres, large de 2 en moyenne, et sans cesse assiégée par les flots de la « Mer Sauvage ». On appelle ainsi l'Océan de la pointe de Bretagne, dont le vent chargé de flocons



Louis XVII.

Croquis d'après nature, par Lavit.

d'écume pousse les flots énormes au rivage avec une puissance extraordinaire. La presqu'île ne se rattache à la terre que par un mince cordon de sable, avec quelques rochers bas, où se dresse un fort qui garde l'entrée. Mais, dès le 3 juillet, les soldats républicains livraient le fort à Puisaye et acceptaient de servir sous ses ordres.

Le péril était énorme : la Bretagne allait donner une armée de volontaires à l'expédition royaliste; pour peu qu'on laissât l'incendie s'étendre, nul doute que la Vendée n'éclatât de nouveau; cette fois, elle aurait, par l'étranger, des armes, des officiers expérimentés; il n'y avait presque pas de troupes républicaines dans la région. La République était prise à revers. La nouvelle du débarquement souleva une alarme extraordinaire, que l'on conçoit sans peine.

Mais il y avait là un général en qui brûlait encore toute la flamme de la Révolution. Hoche était sorti de prison après le 9 thermidor. On ne lui avait donné qu'un poste bien ingrat, le commandement de Brest. Il avait su y faire merveille contre les bandes de chouans, avec des camps retranchés entre lesquels circulaient des colonnes mobiles. Il voulait que, dans la répression de ces désordres, ses hommes « aussi vaillants que modérés » fussent des « médiateurs autant que



Victoire remportée par les Français à Quiberon, le 21 juillet 1795 ou 3 thermidor an III de la République.

Gravure de Ma epeau, d'après Swebach-Desfontaines (Bibliothèque nationale).

des soldats » et leur recommandait d'« employer tour à tour l'humanité, la force, la ruse et toujours la dignité républicaine ». En raison de ses services, on avait joint au commandement de Brest celui de Cherbourg, toutes les côtes de l'Ouest au nord de la Loire.

A la terrible nouvelle du débarquement, Hoche garda tout son sang-froid. Il réclama au Comité de Salut public les douze mille hommes qu'on lui avait promis depuis longtemps. Lui-même arrivait comme l'éclair. Aux premières nouvelles, dès le 2 juillet, il était à Auray avec une poignée d'hommes. Le 3, il attaquait les postes avancés des chouans et les battait. Ceux-ci étaient furieux; ils n'avaient pas été soutenus par les émigrés. Aussi quand, le 7, Hoche attaqua les dix mille chouans sur toute la ligne, il les mit en déroute : le feu des vaisseaux anglais arrêta seul les troupes de la République. L'expédition anglaise et les royalistes qui s'étaient joints à elle se trouvaient enfermés dans la presqu'île de Quiberon. Dix-huit ou vingt mille hommes et femmes y étaient entassés.

En quatre ou cinq jours, il était, comme on dit, maître du feu, et l'expédition, dix jours après son débarquement, était refoulée sur moins de trois lieues de terre. Aussitôt Hoche mit ses troupes à la besogne pour fortifier leurs positions et bien fermer la prison où il tenait l'ennemi. Celui-ci les voyait au travail : l'officier, suivant les mœurs républicaines d'alors, mettait la main à la besogne avec le soldat, maniant la pioche en bras de chemise, et reconnaissable seulement à son hausse-col. Peu à peu des troupes nouvelles arrivaient : Hoche allait avoir huit à dix mille hommes, la moitié des forces ennemies.

Puisaye tenta une première sortie contre les républicains. Elle fut repoussée. Le 18 juillet, attaque générale. Hoche avait caché des canons au milieu de sa cavalerie : soudain la cavalerie s'écarte, les canons démasqués couvrent l'ennemi de mitraille, les chouans, les émigrés sont hachés; le chef de ceux-ci, d'Hervilly, tombe mort; tout fuit, et les républicains, poursuivant les vaincus, allaient entrer avec eux dans le fort, quand le feu des chaloupes canonnières anglaises les arrête.

Cette fois, la leçon était définitive; les ennemis songèrent à se rembarquer pour aller débarquer ailleurs. Il fallait se hâter si on voulait les prendre. Quelques-uns des soldats républicains qui avaient rendu le fort aux royalistes et qui servaient malgré eux dans le camp des révoltés, enseignèrent un moyen de pénétrer. Hoche aussitôt fit ses préparatifs.

Le soir du 20 juillet, il faisait un vent violent et le ciel était sombre. C'est une côte terrible que cette côte de Bretagne : elle a devant elle l'immense Océan, qui roule ses eaux jusqu'en Amérique. Les vents y galopent tout à l'aise, poussent devant eux ces énormes vagues étendues dans toute la largeur de l'horizon, et qui viennent heurter, secouer le granit des rochers bretons. Hoche, la nuit venue, fit entrer dans l'eau trois cents grenadiers déguisés avec les uniformes ennemis pris sur les morts, sous les ordres d'un officier intrépide, l'adjudant Ménage. Les voilà qui marchent dans la mer, dans l'obscurité, le long de la côte, recevant le choc des vagues, les pieds chancelant sur le roc couvert d'herbes glissantes. Quelques-uns sont renversés, quelques-uns emportés. Les autres gagnent un rocher d'où un sentier conduit aux murs du fort : ils y trouvent les soldats républicains pris par les Vendéens, qui leur tendent la crosse de leurs fusils. Le fort est aux nôtres.

Hoche, pendant ce temps, s'avancait dans la nuit sous les murs du fort. L'obscurité, le tapage de la tempête cachaient les troupes républicaines. A ce moment, cependant, des sentinelles les reconnaissent : l'alarme est donnée; les canons crachent leurs boulets sur les nôtres qui n'y peuvent tenir et vont reculer, quand, à la lueur qui commence à se faire dans la nuit, Hoche leur montre le drapeau tricolore qui flotte sur les murs du fort.

Les chefs vendéens, Vauban, Puisaye, avaient été réveillés en sursaut, pendant que la garnison surprise était mise en pièces par Ménage et ses hommes. Il n'y a plus de ressources que dans la fuite. Et voilà l'expédition, les chouans, les familles fuyant, s'entassant avec des cris désespérés dans le fond de l'étroite presqu'île, maintenant ouverte à l'armée républicaine.

Le salut était une affaire de minutes : on envoya en toute hâte un pilote à l'escadre anglaise pour l'avertir; mais l'Océan démonté enveloppait le refuge des malheureux; la barque du pilote se perd dans des vagues énormes : on attend en vain; les républicains approchent et l'escadre ne paraît pas. Alors le chef, Puisaye, se décide à aller la prévenir; il aurait pu laisser cette tâche à un autre. Il arrive en même temps que le pilote. Pendant ce temps, la foule en désordre s'était précipitée vers la mer, je pourrais dire à la mer; elle recevait le feu des républicains d'un côté, celui des Anglais de l'autre. Certains émigrés se percent de leur épée, d'autres se jettent dans la mer furieuse pour s'embarquer, le reste se rend. La loi était formelle : il n'y avait pas de grâce pour l'émigré pris, il avait porté les armes contre son pays. Les soldats républicains en laissèrent échapper le plus qu'ils purent; l'escadre anglaise alla porter à l'île de Houat les rares débris de l'expédition.

Si la nouvelle du débarquement à Quiberon avait produit un profond effarement, on devine quel fut l'effet de la rapide et magnifique victoire de Hoche.

Dans la Chambre anglaise, le ministre Pitt fut accablé de sanglants reproches. Il se justifia en disant que le sang anglais n'avait pas coulé. « Non, lui répondit le grand orateur Sheridan, mais l'honneur anglais a coulé par tous les pores ! » Pitt voulait prendre une revanche. L'escadre anglaise reparut devant Quiberon : mais cet endroit lui avait porté malheur. Elle alla ensuite devant l'île d'Yeu en face des côtes de la Basse-Vendée. Elle emmenait cette fois 2.000 hommes d'infanterie anglaise, 500 cavaliers, des officiers, des armes et des munitions, des fonds et surtout un prince français, celui qui plus tard fut le roi Charles X. Les Vendéens avaient repris les armes; ils avaient pour général en chef ce même Charette, qu'on avait cru acheter.

Le danger était menaçant. Hoche commença par battre Charette. L'escadre cherchait en vain un point de la côte où elle pût débarquer. Après avoir attendu un mois et demi à l'île d'Yeu,

elle repartit : les espérances des royalistes s'en allaient avec elle. Les Vendéens, qui avaient repris les armes, furent exaspérés. « Sire, écrivait Charette au prétendant Louis XVIII, la lâcheté de votre frère a tout perdu. »

Hoche, aussitôt, prit ses mesures pour pacifier définitivement la Vendée; et là encore il combina un plan décisif. Il forma quelques camps retranchés pour mettre à l'abri des révoltés Nantes, la côte, Les Sables-d'Olonne. Puis il organisa comme une vaste ligne composée de postes de soldats reliés entre eux par des patrouilles. Ces postes, dans chaque village, prenaient les grains et les bestiaux, arrêtaient les habitants notables, et ne rendaient les premiers, ne relâchaient les seconds qu'après que les habitants avaient rendu autant de fusils qu'il y avait d'insurgés dans le village. La plus grande douceur était recommandée à l'égard de la population. Cette ligne s'avancait peu à peu, laissant derrière elle le pays pacifié.

Hoche, pendant l'hiver de 1795 à 1796, avait passé quelque temps à Paris pour faire approuver ses plans. Il y fut reçu comme le héros du jour; mais, pendant son absence, tout avait été gâté



Pacification de la Vendée, le 1^{er} floréal an III de la République.
Dessiné et gravé par Girardet (Bibliothèque nationale).

en Vendée : Charette avait franchi la ligne; Sapinaud avait obtenu un traité scandaleux; Stofflet, qui n'avait pas bougé jusque-là, faisait des préparatifs de révolte. Hoche revient; Stofflet, sentant sa situation perdue, reprend les armes; il est battu, pris, livré peut-être par les siens, et conduit à Angers où on le fusille le 26 février. Charette fut le dernier à résister; il a demandé et obtenu la permission de passer en Angleterre; mais ce n'était qu'une feinte. Il resta en Vendée. Ce chasseur émérite fut traqué à son tour comme un fauve; mais il était familier avec la vie sauvage des bois : il échappa longtemps. Enfin, le 22 mars, il tomba dans une embuscade. Il était armé jusqu'aux dents; il avait une poignée de braves avec lui : il se défendit comme un lion. Il entra à Nantes, non plus en triomphateur cette fois, mais en prisonnier, ou plutôt en condamné; il avait deux doigts coupés, un bras en écharpe, la tête dans un mouchoir : il était effrayant. On le fusilla : il commanda le feu lui-même (29 mars).

Hoche employa en Bretagne des moyens analogues à ceux qu'il employait en Vendée. Un cordon de troupes refoula les chouans. Ils devenaient plus furieux à mesure qu'ils étaient plus resserrés et qu'ils se sentaient mieux perdus; ils se battaient à coups de poignard et de baïonnette. Dès le commencement du printemps de 1796, la Bretagne était pacifiée comme la Vendée.

DU DIRECTOIRE A L'EMPIRE



Le général Bonaparte au pont d'Arcole.

D'après le tableau d'Antoine-Jean Gros (1771-1835), peint à Milan quelques jours après la victoire d'Arcole (Musée du Louvre).

Le Directoire
Le Consulat
L'Empire

par

Camille Pelletan



Le Directoire.

D'après une tenture conservée au Musée Carnavalet.

LE

DIRECTOIRE

I. — Le Directoire.

Les guerres de 1796.

Les élections venaient de se faire quand la Convention se sépara. Malgré toutes les précautions impératives, qui forçaient les électeurs à réélire près de cinq cents députés sortants, trois cent

soixante-dix-neuf seulement avaient été nommés : ils se réunirent pour en nommer eux-mêmes cent quatre autres. On ne se moque pas plus impudemment du corps électoral. Puis, le 30 octobre 1795, on nomma le Directoire : Barras y avait toute l'influence; il avait avec lui des hommes de second ordre : La Revellière-Lépeaux, Rewbell, Le Tourneur. Sieyès, qui avait été choisi, aurait pu contre-balancer son influence : mais toujours prudent, craignant la lumière, préférant les influences cachées, il refusa; il fut remplacé par Carnot. Le Directoire s'entoura de ministres pour la plupart insignifiants. Cependant, Merlin de Douai était à la Justice, et à la Guerre Aubert Dubayet, si vaillant à Mayence.

Pendant un an et demi, ce gouvernement dénué de prestige fut relevé par la gloire de ses armées.

Sur le Rhin, Jourdan commandait au nord l'intrépide armée de Sambre-et-Meuse; Moreau, du côté de l'Alsace. Il fallait que les deux armées franchissent le fleuve sous le feu des ennemis. A l'armée de Sambre-et-Meuse, Kléber passe le premier à Dusseldorf, bat les Autrichiens et permet à Jourdan de passer. Mais les Autrichiens, sous l'archiduc Charles, lui infligent un échec. Jourdan recule lentement, repasse le Rhin, ordonne à Kléber de l'aller repasser plus au nord. Ce recul avait un but : il s'agissait d'attirer l'ennemi loin de Moreau, qui avait le rôle le plus difficile.

Moreau profita en maître de l'occasion favorable. Il tenta à grand bruit une attaque du côté de Mannheim pour tromper l'ennemi : mais il faisait filer silencieusement des troupes vers Strasbourg, celles-ci sous le prétexte qu'elles allaient en Italie, ces autres en faisant dire qu'elles se rendaient à Worms. Puis, un soir, on ferme les portes de Strasbourg pour que personne ne puisse aller avertir l'ennemi; les Français, sous les ordres de Desaix, vont dans l'ombre jusqu'au Rhin qui coule tout près de la ville. A cet endroit, il y a une île au milieu du fleuve. Deux ou trois mille hommes se jettent en bateau et se ruent sur les ennemis à la baïonnette, pour ne pas donner l'éveil par le bruit de la fusillade. Les ennemis surpris, éperdus, fuient : on les poursuit la baïonnette aux reins; courant sur leurs talons, on passe avec eux leur pont; avec eux, on atteint le bord, on entre avec eux pêle-mêle dans le fort de Kehl qui défend la rive allemande, on tourne leurs canons



Barras (Paul-François-Jean-Nicolas).
député de la Convention nationale.
(Cabinet des estampes.)



La Revellière-Lépeaux.

D'après une lithographie de Maurin, conservée à la Bibliothèque nationale.

routines des autres généraux autrichiens; il comprit tout de suite le parti qu'il pouvait tirer de cette faute, laissa seulement 36.000 hommes devant Moreau, courut avec 25.000 renforcer les Autrichiens opposés à Jourdan, l'attaqua avec une grosse supériorité de nombre, le battit et le força à revenir en arrière. Alors, avec toutes ses forces il revint à Moreau.

Jourdan, pendant cette campagne, avait laissé Marceau occupé à assiéger Mayence. Il l'appela à lui à ce moment : Marceau accourut et fit des merveilles. Mais un jour qu'il était entré dans un petit bois pour recon-



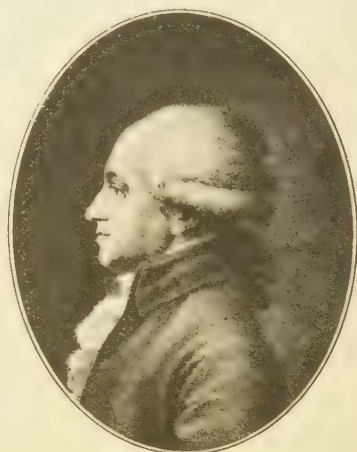
Le Tourneur,
membre du Directoire exécutif.

Dessin de Bonneville, gravé par J.-B. Compagnie.
(Cabinet des estampes.)

contre les Autrichiens. Aussitôt après, un pont de bateaux est jeté sur le Rhin que Moreau franchit avec toute son armée. L'archiduc Charles l'apprend et accourt avec ses troupes. Moreau le prévient, bat les Autrichiens avant son arrivée, attaque l'archiduc ensuite. La bataille reste indécise; pourtant le but de Moreau était atteint : l'archiduc Charles se retire, laissant aux nôtres la route libre. C'est ce qu'attendait Jourdan pour repasser le Rhin avec l'armée de Sambre-et-Meuse.

Moreau trouve devant lui l'archiduc Charles; Jourdan pousse devant lui Wurmser; tous deux remportent succès sur succès : Moreau était déjà arrivé au Danube : le voilà sur la route de Vienne.

Une faute de Carnot sauva l'archiduc, qui était peut-être perdu; il avait fait agir nos deux armées à une trop grande distance l'une de l'autre. Le jeune archiduc Charles n'avait pas les lentes et absurdes



Jean Reubell.

(Cabinet des estampes.)

mortellement par des chasseurs tyroliens embusqués derrière un arbre. On le porta dans une ville voisine, au pouvoir des ennemis. Il y mourut au milieu des regrets de tous. Le général autrichien Kray, qui vint le visiter avant sa mort, ne put retenir ses larmes en serrant la main du mourant. L'archiduc Charles resta saisi d'admiration et de douleur devant le corps de cet illustre général de vingt-sept ans. Les hussards autrichiens voulaient célébrer ses funérailles; mais l'armée de Sambre-et-Meuse réclama les restes de Marceau. Ses obsèques eurent lieu au camp retranché de Coblenz; elles furent saluées par les canons des deux armées. Son tombeau est encore aujourd'hui près de Coblenz.

Qu'on juge du péril où Moreau se trouvait ! Il était à soixante ou soixante-dix lieues de la frontière française, en plein pays ennemi : il ne pouvait revenir qu'à travers les montagnes de la Forêt-Noire, par des défilés dangereux; au delà, il trouverait le Rhin, qu'il lui faudrait repasser; et la retraite de Jourdan le laissait exposé à toutes les forces

À la citoyenne
Bourgeois

Revue de la littérature

Paris

de l'Autriche. Quand on apprit cette situation, tout le monde crut que Moreau et son armée étaient perdus.

Moreau fit alors cette retraite restée fameuse dans l'histoire de la guerre.

Dans cet extrême péril, son sang-froid ne fut pas entamé un instant; il se mit à revenir vers la France, avec un calme, une fermeté, un ordre incomparables. Il avait mis en tête les parcs, les bagages; il avait à chaque instant sur ses talons l'ennemi qui le harcelait. Il revenait sans trouble, sans précipitation, mais sans retard, en battant chaque jour avec son arrière-garde l'avant-garde autrichienne, en la repoussant chaque jour. Il remonta ainsi le Danube, mais en inclinant vers le sud, pour s'éloigner le plus possible des troupes autrichiennes qui, après avoir battu Jourdan, arrivaient pour tomber sur lui. Il arriva de la sorte aux montagnes de la Forêt-Noire. Là, il fallait s'engager dans d'étroits défilés, où la poursuite de l'ennemi qui le harcelait aurait pu devenir gênante. Moreau s'arrêta, se retourna, tomba sur les Autrichiens, les battit en règle, leur fit quatre mille prisonniers, les rejeta à tous les diables et continua tranquillement sa route.

Ce fut une vive et profonde impression quand la France, qui croyait l'armée perdue, vit soudain aux débouchés des âpres défilés des montagnes toutes noires de sapins, apparaître, dans leur marche ferme et fière, les braves soldats de la République qui revenaient défendre leur patrie et la Révolution.

Pendant ce temps, l'armée d'Italie remportait d'incomparables triomphes, sous son nouveau général, Bonaparte, qui portait le prénom, alors bizarre, bientôt illustre entre tous, de Napoléon.

Ce nouveau venu ne ressemblait guère aux autres généraux de la Révolution. Bien qu'il eût le même âge, il n'avait partagé leur enthousiasme, ni pour la Révolution, ni pour la France. Il était Corse, fils d'un petit gentilhomme d'Ajaccio, assez pauvre, mais très protégé par le gouverneur français de l'île qui venait d'être conquise, M. de Marbeuf. Par la protection de ce dernier, il était entré aux écoles militaires de Brienne d'abord, de Paris ensuite, et était devenu sous-lieutenant d'artillerie. Mais il était resté longtemps Corse au fond de l'âme; il retournait sans cesse dans son île natale; il s'y mêlait passionnément aux factions qui la divisaient; il fut deux fois sur le point d'être cassé pour ses absences du service. Aussi ne prit-il aucune part, dans leur début, aux guerres de la Révolution : son âme et toutes ses ambitions d'avenir, alors, étaient ailleurs.

Une extraordinaire puissance de génie débordait au fond du petit officier : mais il lui fallait le temps de se discipliner. Son énergie volcanique, sa sentimentalité exubérante se traduisaient d'abord de façon emphatique. Aux écoles où il avait passé, il ne fut pas un élève prodige. Ce jeune homme maigre et de petite taille, aux longs cheveux plats, à l'œil gris, au violent accent corse, eut besoin de se maîtriser et de s'assouplir pour être apprécié. Mais il avait une ambition sans bornes, une activité dévorante, une incroyable faculté d'effort de tous les instants, une étrange absence de besoins physiques, une intelligence toujours en mouvement (il dormait à peine). Dans cette nature sans cesse en ébullition, à mesure qu'elle rejetait les scories et les boursouflures du début, se formait obscurément le plus prodigieux génie pratique qui fût peut-être jamais, formidablement net et précis, mêlé de force, d'audace et de ruse, également merveilleux dans tous les ordres de choses, qu'il s'agît de guerre ou de gouvernement, capable des conceptions les plus vastes et attentif aux plus petits détails, fermé à tout idéal, indifférent à toute foi religieuse ou politique, hostile à toute pensée philosophique, mais qui, dans l'ordre des faits matériels, allait devenir le talisman tout-puissant de l'ambition la plus démesurée.



Bonaparte, élève de Brienne.
(Musée de Versailles.)

En quatre-vingt-treize, son ami Paoli, le patriote corse, en appelant les Anglais et en leur livrant l'île, lui avait ôté tout rêve d'avenir de ce côté. Bonaparte était même expulsé de son pays natal. C'est alors qu'il commença à essayer de se créer une fortune en France. La Montagne était à ce moment toute-puissante : de passage dans le Midi, le jeune officier publia une brochure, *Le Souper de Beaucaire*, qui le classait parmi les Montagnards les plus ardents. J'ai dit comment il avait été retenu et employé au siège de Toulon. Il sut y gagner l'amitié du frère de Robespierre, et eut ainsi les étoiles de général en sautant deux grades. Mais survient le 9 thermidor, et il est emprisonné comme Robespierriste.

Sa disgrâce fut de courte durée; mais il faut croire que ses rêves l'entraînaient toujours loin de la France révolutionnaire, car il refusa de servir en Vendée, et demanda à être envoyé en



Joséphine de Beauharnais.

D'après le tableau de Pierre-Paul Prud'hon, peint à La Malmaison.
(Musée du Louvre.)

Turquie pour y organiser les forces militaires. Dès lors sa nature répugnait à nos mœurs républicaines, et son imagination l'emportait volontiers vers ces pays d'Orient, où à l'ombre du despotisme, peuvent grandir et fleurir de si merveilleuses fortunes. On repoussa sa demande, et il traînait dans la gêne, à Paris, une existence obscure, quand, après avoir échoué avec Robespierre, il réussit avec le grand ennemi de Robespierre, Barras.

Comment s'introduisit-il auprès de lui? Ce que l'on sait, c'est que lors de l'insurrection des royalistes, en vendémiaire, Barras nommé par la Convention commandant en chef des forces républicaines, choisit Bonaparte, si peu connu, comme second, et, devenu étranger au métier militaire, lui laissa toute la besogne. Bonaparte écrasa l'insurrection royaliste, et dorénavant le véritable chef du gouvernement vit en lui son général, son sabre.

Il le maria et le nomma commandant en chef. Il lui fit épouser une amie de sa femme et de M^{me} Tallien, la veuve d'un général guillotiné par la Terreur. Joséphine de Beauharnais était une créole; elle était plus âgée que Bonaparte, mais elle était charmante, et elle avait, pour un parvenu sortant de la gêne, l'attrait sin-

gulier des grâces aristocratiques et de l'élégance raffinée des temps anciens qui renaissaient. Bonaparte l'aima d'abord avec toute la flamme de ses furieuses passions. Et puis, dans la corbeille de noces, il trouva le commandement en chef de l'armée d'Italie.

C'était en apparence une nomination d'un favoritisme extraordinaire. On le bombardait chef d'hommes qui avaient déjà des titres plus anciens et plus éclatants que les siens, d'un Masséna, d'un Augereau. Barras ne pouvait pas savoir, en le nommant, qu'il était tombé sur le plus grand homme de guerre dont l'Histoire ait gardé le souvenir.

On sait quelle est la région où il allait opérer : l'énorme arc de cercle formé par les chaînes, les neiges et les glaciers des Alpes, au nord et à l'occident, enferme avec les Apennins qui s'en détachent au sud, une immense et magnifique plaine largement ouverte à l'est sur l'Adriatique, et que le Pô parcourt dans toute sa longueur : plaine humide, toute ruisselante de larges rivières que des deux côtés y versent les montagnes, toute débordante de verdure, de moissons et de feuillage, et où de Turin à Venise, par Alexandrie, Milan, Vérone, Padoue, Parme, Mantoue, etc...,

se succèdent, à quelque distance du fleuve principal dont elles redoutent les marécages et les inondations, deux chaînes de villes illustres par leurs monuments et par leur histoire. Mais c'est à peine si, quand Bonaparte en prit la direction, notre armée d'Italie avait pénétré en Italie. Elle était encore sur la pente étroite et abrupte des montagnes qui bordent la Méditerranée, et dont il lui fallait franchir la crête, gardée par les Piémontais et les Autrichiens. Il n'avait que 17.000 hommes. Les ennemis en avaient 60.000, tant Autrichiens que Piémontais. Ceux-ci étaient commandés par un bon général, Colli; les Autrichiens par Beaulieu, un vieillard qui avait l'ardeur d'un jeune homme.

Sur l'autre revers des montagnes, nous n'occupions qu'un point : une redoute au village de Montenotte, dans le haut des montagnes. Elle était gardée par 1.200 hommes sous les ordres de Rampon.

Or, le 11 avril, tandis que le gros des ennemis tombe sur l'armée française sur la côte de Gênes et force les nôtres à reculer, 15.000 Autrichiens viennent attaquer Montenotte. Rampon fait promettre à ses hommes de mourir plutôt que de se rendre; il entoure la redoute de cadavres autrichiens; il repousse trois attaques; on n'avait plus de cartouches, on allait se défendre à la baïonnette. Le 11 au soir, la redoute est encore aux mains des Français.

Alors Bonaparte débouche avec une rapidité foudroyante.

Le 12 (bataille de Montenotte), il jette toute son armée sur la montagne, il tombe sur les ennemis, les pousse, les refoule par deux vallées différentes, les Autrichiens sur Dégò, les Piémontais sur Millésimo.

Le 13 (bataille de Millésimo), attaque furieuse contre les Piémontais, qui, du haut de la montagne, fusillent les Français, roulent des pierres sur eux, sans arrêter leur élan.

Le 14, nouvelle bataille, et celle-ci triomphante. Les Piémontais sont forcés, repoussés d'un côté, de l'autre, les Autrichiens chassés de Dégò : c'est la victoire décisive.

Le 15, pourtant, on se bat encore : 6.000 grenadiers ennemis ayant repris Dégò par surprise, les Français le reprennent à leur tour. L'armée ennemie est coupée en deux.

Bonaparte laisse aller les Autrichiens et fond sur les Piémontais. Ceux-ci défendent à peine la Ceva, se font battre à Mondovì, laissent prendre la forteresse de Cherasco, et le roi de Piémont, épouvanté, traite avec le vainqueur (28 avril).

Le Piémont payait sa rançon : il livrait trois places fortes, une ville sur le Pô, ses routes avec des services d'étapes. Il devait envoyer traiter de la paix définitive avec le Directoire.

Maintenant c'était le tour des Autrichiens : pour les atteindre, il fallait passer le Pô, et les ennemis s'apprêtaient à nous disputer le passage. Bonaparte les trompe fort habilement et leur fait croire qu'il veut franchir le fleuve à Valenza. En effet, on le voit y diriger son armée; mais lui-même part le 6 mai avec 3.500 grenadiers, sa cavalerie, vingt-quatre pièces de canon; il dévore seize lieues en un jour et demi, fait ramasser sur sa route toutes les barques qu'on trouve et, arrivé inopinément à Plaisance, s'en sert pour franchir le fleuve. Une division autrichienne accourt, il l'écrase; Beaulieu arrive, il le repousse. Ainsi le fleuve redoutable est passé; et maintenant les rôles sont retournés : c'est Bonaparte qui veut disputer aux Autrichiens en retraite le passage d'une des grandes rivières qui descendent des Alpes, l'Adda. Il court à Lodi, y emporte sous une grêle de balles et de boulets un pont défendu par 16.000 hommes et vingt pièces d'artillerie; mais il est trop tard, les Autrichiens sont déjà en sûreté.

Alors Bonaparte fait une entrée triomphale à Milan, et met le siège devant le château de la ville; puis il poursuit sa course à la suite des Autrichiens, tire, d'une révolte à Pavie, un châ-timent terrible, passe le Mincio, comme il a passé le Pô (28 mai); Beaulieu s'enfuit avec les Autrichiens dans les Alpes du Tyrol.

Telle est la première partie de la campagne. Elle a duré un mois et demi.

Les États italiens, qui étaient tous ou ennemis ou malveillants, se hâtent de faire leur soumission. C'est d'abord le duc de Plaisance, puis le duc de Parme. Bonaparte inaugura, en traitant avec eux, un triste procédé : il exigea des États vaincus, non seulement des millions, des vivres, des chevaux, mais encore les plus belles œuvres d'art de leurs musées.

Le Pape dut payer une lourde rançon, reconnaître l'indépendance provisoire de Bologne et de Ferrare, et laisser entrer une garnison française à Ancône. Le roi de Naples avait déjà conclu

un armistice. Mais l'Autriche n'était pas disposée à subir sa défaite. Pour écraser le vainqueur d'Italie, elle prit un chiffre important de troupes et Wurmser à l'armée du Rhin.

Elle forma ainsi une armée de 60.000 hommes qui allaient tomber sur les nôtres, au nombre de 41.000 dont 8.000 occupés à assiéger Mantoue.

Pouvait-on résister? Bonaparte, qui ne s'attendait à rien, apprend soudain que des flots d'Autrichiens se précipitent sur les Français par les vallées du Tyrol : ils surprennent, emportent tout; nos troupes qui gardaient les passages sont assaillies à l'improviste, écrasées en quelques heures. L'armée française va être enveloppée... Que faire? Bonaparte réunit un conseil de guerre. Les généraux républicains étaient habitués à braver l'impossible, et le grand Masséna était là : tous furent d'avis que l'on ne pouvait pas tenir, qu'il fallait se retirer : tous, sauf Augereau.

Bonaparte resta et battit les Autrichiens en six jours.

Il prit son parti en un clin d'œil. C'était un terrible sacrifice que d'abandonner le siège de



Bataille de Lodi (9 mai 1796).

Composition et lithographie de V. Adam (Bibliothèque nationale).

Mantoue presque achevé : Bonaparte n'hésita pas; il ordonna aux troupes assiégeantes d'enclouer leurs canons, de brûler leurs affûts, d'enterrer leurs boulets et d'accourir.

Lui-même va, vient, frappe avec une rapidité prodigieuse.

Les Autrichiens débouchaient par trois routes. Une partie descendait de l'Adige, d'autres suivaient les deux bords du lac de Garde et devaient se rejoindre au bout. C'est au bout que court Bonaparte. Ceux de la rive gauche arrivent, croyant tomber derrière notre armée, la surprendre, l'envelopper : Bonaparte tombe sur eux, il les écrase. Pendant ce temps Wurmser, avec une partie de ses troupes, court à Mantoue pour disperser les assiégeants. Les nôtres l'ont gagné de vitesse; ils ne sont plus là, et, avant que Wurmser soit revenu, Bonaparte, se retournant soudain, a battu le gros de l'armée ennemie (bataille de Lonato, 2 août). Les Autrichiens avaient voulu l'envelopper; il les avait laissés faire. Ils croyaient le tenir : il se jette, tête baissée, d'un élan irrésistible, au plus fort du cercle d'ennemis qui le presse. Voilà les Autrichiens coupés, dispersés, tandis qu'à quelque distance de là, à Castiglione, Augereau leur bat un autre corps de troupes. C'est alors que Wurmser revient de Mantoue... trop tard. Il rallie comme il peut ses troupes dispersées; c'est pour se faire accabler, le 6 août, à Castiglione. Et toute cette terrible armée autrichienne,

battue, rebattue, coupée, décapée, et repoussée. Les Autrichiens s'étaient fondait sur les Français une semaine auparavant. Wurmser a perdu 20.000 hommes, et a fui avec le reste au fond de ses montagnes.

On devine quelle terreur répandit le nom français après une si étonnante victoire. L'Italie nous avait crus perdus et s'arrangeait en conséquence. Un légat du Pape, au mépris du traité, était revenu prendre possession des provinces où se trouvent Bologne et Ferrare. Le roi de Naples armait. Tous rentrèrent sous terre après la défaite des Autrichiens. Le légat du Pape, le cardinal Mattei, mandé par le vainqueur, tomba à ses genoux, en disant en latin : « J'ai péché. » Quant au roi de Naples, il se hâta de faire sa soumission.

L'Autriche, plus acharnée que jamais, s'était imposé de nouveaux sacrifices. Elle avait reformé une armée nouvelle, placée encore sous les ordres de Wurmser. Cette fois Bonaparte s'y



Bataille de Castiglione, les 3-5 août 1796.
D'après le dessin de Martinet, gravé par Lejeune.

attendait; il comptait prévenir l'ennemi, et le troisième épisode de la campagne d'Italie devait être plus étrange que les deux autres.

En effet, les deux généraux allaient faire dans les montagnes la plus bizarre partie de cache-cache.

Wurmser était dégoûté par sa campagne précédente des routes de l'Adige et du lac de Garde. Il cherchait un autre chemin. Cette grande vallée de l'Adige tyrolien a des communications faciles, au cœur des montagnes où les Autrichiens se reformaient, avec une autre vallée, celle de la Brenta, qui descend dans les États vénitiens; dans cette partie de la plaine italienne où les Français n'avaient pas pénétré. C'est par là que Wurmser résolut de nous attaquer, en revenant vers nous par un grand détour, mais en plaine cette fois, puisque les débouchés des Alpes lui portaient malheur.

Or Bonaparte, de son côté, avait pris la résolution de ne pas l'attendre. Il ignorait les projets de Wurmser et voulait aller attaquer dans les Alpes mêmes, dans la vallée autrichienne de l'Adige, l'Autrichien qui se préparait à fondre sur lui. C'est sur le territoire ennemi, en plein Tyrol, qu'il méditait de s'enfoncer audacieusement. Il allait chercher Wurmser d'un côté pendant que Wurmser allait le chercher de l'autre.

C'était une rude entreprise que de se jeter dans cette vallée étroite, dans ce couloir resserré

entre de hautes montagnes, où la route court à côté d'un fleuve torrentueux. Bonaparte s'y élança; à chaque instant on trouvait un défilé gardé par l'ennemi : nos soldats durent se faire grimpeurs comme des chèvres, gravir, le fusil dans la main, les rochers les plus âpres. Au premier défilé, la ville de Roveredo ferme la vallée : deux corps d'infanterie escaladent les pentes des montagnes; au fond, une belle charge de cavalerie ouvre le chemin. Mais voici un autre défilé. Ici, les montagnes se serrent de telle sorte qu'elles laissent juste la place nécessaire au fleuve et à la route. Encore celle-ci est-elle barrée par un château couronné de canons. Eh bien ! on passe encore, les uns grim pant sur les rochers, tirant d'en haut sur l'ennemi; les autres s'accrochant le long du fleuve, de saillie en saillie; on tourne le château, on l'emporte; les Autrichiens sont en déroute; le lendemain, 5 septembre, trois jours après être entrés en Tyrol, les Français sont à Trente.

Mais Bonaparte n'y trouve plus Wurmser qu'il y cherchait. Laissant 20.000 Autrichiens pour défendre le Tyrol, il était parti par la vallée de la Brenta avec les 30.000 autres.

Alors Bonaparte prend une résolution extraordinaire. Laissant, à son tour, 8.000 hommes avec Vaubois pour garder le Tyrol qu'il vient de prendre aux Autrichiens, il part avec les 20.000 autres à la chasse de Wurmser.

La situation était étrange. Tandis que Wurmser allait devant lui pour chercher Bonaparte, celui-ci le poursuivait par derrière.

Wurmser avait de l'avance; mais Bonaparte marchait vite; parti le 6, il a rattrapé le 7 l'arrière-garde autrichienne, la bat à Primolano, et arrive le soir à Cisona, ayant fait vingt lieues en deux jours. Wurmser stupéfait, essaie de se défendre au passage de Bassano : il est vaincu; et Bonaparte arrive en même temps que lui dans la plaine italienne, après l'avoir si rudement mené que l'Autrichien n'a plus que 14.000 hommes !

La négligence d'un officier français qui garda mal un passage de l'Adige italien, sauva Wurmser au moins pour quelque temps, et lui permit de fuir dans le seul refuge qui lui fût accessible : la forteresse de Mantoue assiégée par nos soldats. Bonaparte y arrive sur ses talons, l'y bat le 19 septembre et le rejette dans la place. Ainsi les restes de la troisième armée autrichienne sont maintenant bien enfermés et verrouillés dans une ville que notre armée enveloppe et finira par prendre.

Mais l'Autriche réunissait une quatrième armée dont le nouveau chef était Alvinzy : il arrivait avec 60.000 hommes. Cette fois, comment résister?... Il restait à Bonaparte 45.000 hommes épuisés par tant de victoires; les fièvres italiennes diminuaient ce chiffre à chaque instant. Et à mesure qu'ils détruisaient les ennemis, les ennemis renaissaient plus nombreux.

Cette fois, les malheurs tombèrent coup sur coup sur les nôtres.

Déroute dans le Tyrol. Les troupes que Bonaparte y avait laissées sous Vaubois sont prises de panique; il faut tout abandonner.

Défaite en Italie. Alvinzy y arrive par la Vénétie avec ses 60.000 hommes, Bonaparte va l'attaquer à Caldiero (12 novembre). L'orage, la grêle fouettent la figure des Français : Bonaparte est battu.

Alors il rentre en vaincu dans Vérone, centre de ses victoires depuis de longs mois; dans Vérone d'où il a si longtemps dominé l'Italie; dans Vérone où la réaction italienne se réjouit de notre échec, et qu'il va maintenant falloir abandonner.

Le soir, nos troupes, la tête basse, le cœur gros, repassant ce fleuve de l'Adige, pour lequel tant de sang a coulé, sortent de Vérone par la porte qui donne du côté de la Lombardie, c'est-à-dire du côté de la retraite, et les réactionnaires véronais les voient avec joie reprendre la route de Milan, par laquelle elles étaient arrivées cinq mois avant.

Tout à coup, à peu de distance, l'armée étonnée reçoit l'ordre de tourner à gauche.

Non, Bonaparte n'abandonnait pas la partie. La retraite était feinte. Il réservait à l'armée de nouvelles surprises.

Voici quel était son plan.

L'Adige, à quelque distance de Vérone, tourne pour se diriger vers la mer, et revient ainsi dans le sens par lequel arrivaient les ennemis. De la sorte, après avoir mis, en quittant Vérone, l'Adige entre lui et les Autrichiens, Bonaparte pouvait en descendant la rive droite revenir à la

hauteur des ennemis, ou même derrière eux; il ne lui restait qu'à repasser le fleuve pour tomber sur leur flanc ou sur leur dos, au moment où on le croyait parti pour Milan.

Bonaparte n'avait qu'un nombre d'hommes très inférieur, et c'est pour cela qu'il avait choisi ce champ de bataille. A cet endroit, en effet, de vastes marécages bordent l'Adige. On n'y peut passer que sur deux routes élevées sur des digues qui vont s'écartant comme les branches d'un V. Sur un tel terrain, à quoi pouvait servir la supériorité du nombre? Le champ de bataille avait la largeur de deux routes : le reste était impraticable. Nul moyen de développer ses troupes de droite et de gauche; il fallait se battre sur les chaussées. La valeur des soldats placés en tête déciderait tout; et la valeur des nôtres était certaine. Bonaparte, de la pointe du V, pouvait porter, suivant les besoins de la bataille, ses forces sur chacune des deux branches.

Il faut ajouter que la chaussée à droite était coupée, à un village nommé Arcole, par une petite rivière appelée le Ronco, qu'on traversait là sur un pont.

Bonaparte attaqua sans retard, et les Autrichiens, trois jours après avoir battu les Français et les avoir rejetés sur Vérone, furent stupéfaits d'entendre le bruit des fusils français si loin de l'endroit où ils les croyaient. Le combat remplit trois journées : 15, 16 et 17 novembre.

Le 15, les Français commencent par repousser les Autrichiens sur les deux chaussées; mais ils sont arrêtés au pont d'Arcole. Augereau s'y précipite; les boulets, les balles le forcent à reculer. Bonaparte accourt, ramène les soldats, s'élance à leur tête. Inutiles efforts! son aide de camp est tué en le couvrant. Les soldats saisissent leur général, l'entraînent. Une charge des Autrichiens le jette dans la boue des marais d'où on le tire à grand'peine. Ainsi le pont d'Arcole a arrêté les Français; mais ils ont atteint ce résultat d'attirer l'armée autrichienne sur les chaussées.



Pont d'Arcole.

Gravure de Rubière, d'après H. Vernet (Cabinet des estampes).

Le lendemain, Bonaparte fait charger sur les deux routes, sans chercher à emporter Arcole. Alors les nôtres obtiennent un plein succès : ils précipitent les ennemis dans les marais; ils leur font nombre de prisonniers : le soir l'armée autrichienne est assez battue, assez affaiblie pour qu'on aille maintenant l'attaquer, au delà des marécages, dans la même plaine où elle avait d'abord battu Bonaparte.

C'est ce qu'on fait le troisième jour. On n'a plus à prendre le pont d'Arcole; Augereau a été passer la rivière plus bas; il a tourné le village. Masséna entraîne les soldats, son chapeau à la pointe de son épée. Les deux chaussées sont balayées; les Français débouchent en plaine; ils y achèvent leur victoire. Et Alvinzy, vaincu, accablé, hors d'état de soutenir la lutte, reprend piteusement par la Vénétie la route de l'Autriche.

On juge si les habitants de Vérone crurent rêver en voyant rentrer dans la ville, vainqueurs, par la route de Venise, les Français qu'ils en avaient vus sortir, quelques jours avant, battus, par le chemin de Milan.

Il ne restait plus qu'à chasser les autres troupes autrichiennes qui venaient par le Tyrol : ce fut vite achevé.

Ainsi une quatrième armée autrichienne a eu le sort des trois premières. Cette fois l'Autriche était bien définitivement battue?... Non, pas encore!

Elle était exaspérée, et fit les derniers efforts pour une dernière revanche. Il lui fallait reconstituer une cinquième armée, elle la reconstitua. Toute la garnison de la capitale, Vienne, partit pour aller grossir l'armée battue en Italie. Vienne, en outre, fournit 4.000 volontaires et l'impératrice leur broda des drapeaux de sa main.

Alvinzy eut ainsi 60.000 hommes, 15.000 de plus que toute l'armée française. Ils devaient marcher sur l'armée française à la fois par les deux chemins déjà employés : le Tyrol et la plaine de la Vénétie. Seulement, cette fois, le corps principal, c'est-à-dire 45.000 hommes commandés par Alvinzy, arrivait par le Tyrol, et 20.000 seulement, sous les ordres de Provera, par la plaine.

Au moment où ils arrivèrent, l'année 1796 venait de finir : la campagne se continuait en janvier 1797.

On sait que Rivoli est, en quelque sorte, la porte de la vallée par laquelle l'Adige entre en Italie.

Bonaparte apprend soudain que Joubert, avec une seule division, va y porter le poids de toute l'armée autrichienne. Il reçoit la nouvelle le 13, il part avec une poignée d'hommes (trois régiments et deux escadrons), dans la nuit du 13 au 14, à 2 heures du matin. Les autres troupes le rejoindront.

A Rivoli, la plus grande partie de la vallée est occupée par un plateau qui domine le fleuve en terrasse d'un côté, et qui est dominé de l'autre par les pentes des montagnes. La grande route monte sur ce plateau par une rampe qui se replie en lacets, formant une sorte d'escalier tournant. Un chemin moins important suit l'autre bord de l'Adige.

Voici comment les Autrichiens arrivaient. L'infanterie seule pouvait s'engager dans les sentiers des montagnes : trois corps d'infanterie, sans canons, sans cavalerie, arrivaient par les hauteurs qui dominent le plateau. Un autre corps, suivant rapidement le bord du plateau, devait passer derrière les Français pour les envelopper, et arrêter les renforts qui leur viendraient. Le gros de l'armée, formant une longue colonne, grenadiers, cavalerie, artillerie, bagages, devait suivre la route et monter par la rampe tournante, sauf encore un corps de troupe qui suivait l'autre rive du fleuve, et qui, par conséquent, ne pouvait pas prendre part au combat. Toute l'armée autrichienne venant par la montagne, par la rampe et par derrière, devait donc se réunir sur le plateau de Rivoli en écrasant les Français.

C'est là que Bonaparte était arrivé dès 2 heures du matin. Il n'avait, on l'a vu, qu'une poignée d'hommes et les Français fléchissaient quand la division Masséna vint rétablir le combat. Cette division s'était battue la veille à Vérone, et elle avait marché toute la nuit. Une autre division encore accourait, mais trop tard. Le corps autrichien chargé de tourner le plateau avait fait son mouvement : la route était fermée : Bonaparte avec deux divisions, c'est-à-dire 10.000 hommes, allait être enveloppé par 40.000 Autrichiens.

Justement le gros de l'armée ennemie gravissait la rampe en lacet par laquelle la route monte au plateau; déjà la tête, c'est-à-dire les grenadiers, était arrivée au sommet : les Français fondent sur eux, les refoulent, les rejettent dans l'escalier tournant, les grenadiers sur la cavalerie, la cavalerie sur l'artillerie, l'artillerie sur les bagages; tout roule pêle-mêle dans une confusion inextricable.

Alors Bonaparte peut se retourner contre l'infanterie autrichienne qui descend des montagnes vers le plateau. L'artillerie, restée sur la rampe tournante, ne peut plus la défendre; les Français seuls ont des canons, l'infanterie ennemie est repoussée, poursuivie dans les montagnes par lesquelles elle venait.

Quant au corps qui avait passé derrière les Français, espérant les envelopper, c'étaient les Français qui l'enveloppaient. Pris entre les renforts qu'il avait arrêtés et Bonaparte vainqueur, il n'avait plus qu'à poser les armes; c'est ce qu'il fit, ajoutant 4.000 prisonniers aux 2.000 qu'on avait déjà.

Enfin, les Autrichiens, placés sur l'autre bord du fleuve, n'eurent qu'à regarder le spectacle de leur défaite. Ainsi, du premier coup, la grande armée autrichienne était détruite : 16.000 Français en étaient venus à bout.



D'autres auraient pris le temps de souffler après une telle victoire. Bonaparte ne donne, ni à lui-même ni aux siens, une heure de repos. Il court sans s'arrêter à l'autre armée autrichienne, celle qui arrivait par la plaine d'Italie, sous Provera. Cette division Masséna, qui s'était battue la veille, qui avait marché la nuit, qui s'était battue de nouveau le jour, il la prend, la fait marcher une seconde nuit et un troisième jour, et se battre une troisième fois à l'arrivée. Tels étaient les soldats de la République.

Pendant ce temps, Provera allait droit à Mantoue pour débloquer la place, toujours assiégée. Bonaparte avait laissé Augereau pour l'arrêter. Provera avait échappé à Augereau, mais en lui laissant 2.000 prisonniers. Il arrivait sous les murs de la ville assiégée, et la garnison faisait une sortie pour se joindre à lui, quand Bonaparte tomba d'un trait au milieu d'eux avec la division Masséna. Provera fut réduit à se rendre avec les volontaires de Vienne et les beaux drapeaux brodés par l'Impératrice.

Pendant ce temps, Joubert poursuivait Alvinzy.

En trois jours, les Français avaient fait 22.000 prisonniers. La cinquième armée autrichienne était anéantie.

On se rappelle que Mantoue et la garnison autrichienne étaient assiégées depuis le printemps de l'année précédente. Cette fois, Mantoue se rendit. La campagne d'Italie était terminée.

Comme d'habitude, les ennemis de la Révolution avaient, cette fois encore, cru l'armée française perdue et relevé la tête. Le Pape armait pour aider les Autrichiens. Bonaparte, une fois ceux-ci battus (7 février 1797), envahit les États du Pape, prit en passant à Lorette la statue de la Vierge, qu'il envoya à Paris, et fit abandonner au pontife romain ses velléités belliqueuses par le traité de Tolentino.

Telle fut la campagne d'Italie. En quatorze mois, l'armée de la République a défait cinq armées, battu plus de 200.000 Autrichiens, pris plus de 80.000, tué ou blessé plus de 20.000, livré douze batailles rangées et plus de soixante combats.

Un dernier épisode complète l'histoire de la campagne de 1796. Hoche avait été chargé, en décembre, d'un projet d'expédition en Irlande. L'Océan garda fidèlement le territoire anglais. Les vaisseaux qui portaient Hoche et ses troupes furent assaillis, dispersés par la tempête et le projet échoua.

II. — La guerre en 1797.

Sur le Rhin, au début de 1797, Desaix soutenait admirablement le siège du fort de Kehl. Il l'avait pris en deux heures, il le défendit deux mois contre toute l'armée autrichienne à laquelle il prit dix canons et tua 2.000 hommes. Avec Gouvion Saint-Cyr, à force de travaux, il avait fait de ce mauvais ouvrage une forteresse redoutable. Il ne laissa aux ennemis qu'un monceau de terre informe (9 janvier).

Dès le mois d'avril, nos deux armées se mettaient en campagne. Moreau passait le Rhin à



Cavalerie autrichienne.
Gravure d'Ebner.

Strasbourg, battait les Autrichiens à Diersheim, puis s'engageait dans la Forêt-Noire, en route pour Vienne. Hoche avait remplacé Jourdan à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse; il avait enfin un terrain de combat digne de lui.

Il avait dit : « La réflexion prépare, et la foudre exécute. » Il passe le Rhin, débouche par Neuwied, fait déboucher Championnet par Dusseldorf, frappe sur les Autrichiens victoire sur victoire, les bat à Ukerath, à Altenkirchen, à Heddersdorff, où il leur fait 5.000 prisonniers, prend Wetzlar, marche sur Francfort, fait en quatre jours trente-cinq lieues en gagnant trois batailles et cinq combats, prend 8.000 ennemis, trente canons et va, d'un seul coup, envelopper toute l'armée autrichienne.

Les deux armées n'avaient plus qu'à marcher ensemble, par la vallée du Danube, sur la capitale de l'Autriche... quand des courriers envoyés par Bonaparte, avec le concours des ennemis, les arrêtent brusquement : Bonaparte, par une audacieuse usurpation, avait signé des préliminaires de paix avec l'Autriche.

Il était bien résolu à n'en partager l'honneur avec personne : il prit des mesures en conséquence. Il s'était battu jusqu'à la moitié de janvier : il n'attendait même pas le printemps pour reprendre la campagne; et pourtant, il allait porter la guerre jusqu'au sommet des Alpes, où l'hiver, avec ses neiges, s'attarde presque jusqu'au début de l'été. Bonaparte a divisé son armée en trois corps, qui suivront vers Vienne, trois routes à travers les Alpes : Joubert, avec 18.000 hommes, remontera la vallée de l'Adige, le grand chemin d'Allemagne en Italie par le col du Brenner : Masséna, avec 10.000, à travers des montagnes très âpres et très enchevêtrées, ira par le col de Tarvis. Bonaparte, avec 25.000, gagnera Trieste et de là se dirigera sur le col de Semmering.

L'Autriche s'était résolue, cette année-là, à opposer à Bonaparte son meilleur général, l'archiduc Charles. Mais, épuisée par ses désastres de l'année précédente, elle n'avait que des forces insuffisantes à mettre en face des nôtres. D'ailleurs nos trois corps d'armée firent des merveilles. Joubert livre dans le Tyrol des combats de géants, passe en victorieux les défilés de la vallée de l'Adige, et rejette les ennemis par delà le Brenner, sur le versant allemand. Masséna s'empare du col de Tarvis; l'archiduc Charles abandonne Bonaparte pour l'en chasser, et y réussit, mais Masséna revient à la charge, et reste vainqueur. Lutte épique sur les sommets, dans les neiges, au-dessus des nuages. Bonaparte a passé le Tagliamento, puis poursuivi l'archiduc Charles; il prend à revers une division autrichienne attaquée par Masséna et la fait prisonnière. De toutes parts, l'armée d'Italie est en route sur Vienne. Elle n'en est plus qu'à quelques jours de marche.

C'est alors que Bonaparte, sans droit aucun, et comme s'il était déjà souverain, entre en pourparlers avec l'archiduc Charles et le presse de traiter avec lui. Pour décider l'Autriche, il employa un moyen bien coupable : il lui livra la République de Venise comme compensation aux Pays-Bas et au Milanais qu'elle avait perdus. Assurément, Venise, sous un gouvernement pourri, absurdement aristocratique, s'était indignement conduite envers la République Française. Mais son gouvernement avait été renversé; une rançon de 6 millions et de cinq navires avait été payée. Il était odieux de livrer à la domination étrangère cette illustre cité, libre depuis quinze siècles, et qui avait eu, pour le commerce et pour les arts, un rôle si glorieux dans l'histoire de la civilisation.

Et pourquoi? Du Rhin, comme d'Italie, nos armées victorieuses marchaient sur Vienne : on était sûr de dicter la paix comme on voudrait sans cette honte. Mais Bonaparte voulait la dicter seul et arrêter ses rivaux dans leur marche triomphante.

Le Directoire toléra cette intolérable usurpation; il ne se sentait pas la force de la réprimer. Peut-être aussi ne se sentait-il pas tout à fait libre. Bonaparte introduisait dans nos armées des mœurs nouvelles : on avait pu l'entrevoir dès sa première proclamation à l'armée placée sous ses ordres. Hoche disait à ses soldats : « Nous allons propager la liberté! Vous avez déjà fait beaucoup de sacrifices pour elle. Mais que ne devez-vous faire encore! » Bonaparte disait aux siens : « Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde; vous y trouverez de grandes villes, de riches provinces; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. » C'était la première fois qu'on tenait un tel langage aux héros de la Révolution.

En effet, avec lui, la gloire rapportait gros; il ne se contentait pas de prendre les tableaux, les statues, les livres, les objets d'art et de science, il pressurait les pays occupés pour en tirer des millions, non sans exaspérer parfois les populations; mais, alors, on mitraillait leurs révoltes, comme à Pavie. Le Directoire, à court d'argent, prenait l'habitude de profiter de ces aubaines. Des cadeaux pour les membres du Gouvernement se joignaient aux grosses sommes prises pour le Trésor; non seulement « des chevaux de luxe » pour remplacer « les chevaux médiocres qui attellent leur voiture », mais aussi, comme a dit un historien « des arguments sonnants » pour plaider la cause du général.

Justement à ce moment, la fortune le débarrassait du plus grand de ses rivaux : Hoche mourait à vingt-huit ans de maladie. Je dis que Hoche était le plus grand des rivaux de Bona-



Enlèvement des chevaux de bronze de Saint-Marc, à Venise, par les Français, le 16 mai 1797.

D'après le dessin de Carle Vernet, gravé par Duplessis-Bertaux.

parte : il l'était par cette espèce de génie foudroyant que comme lui il apportait à la guerre, génie dont il avait donné la preuve avant Bonaparte. Sa vie fut une suite de malchances et de ces malchances que risquent les désintéressés, étrangers à toutes les intrigues. Emprisonné après son admirable campagne de Landau, confiné ensuite dans la guerre ingrate de l'Ouest, arrêté dès les premiers pas, quand enfin il va pouvoir développer toute sa puissance, il a fait entrevoir, plus peut-être qu'il n'a pu montrer, le général prodigieux qu'il était. Ainsi que Bonaparte, il manifesta sa haute intelligence dans les choses politiques comme dans les choses militaires, et il le prouva dans la pacification de la Vendée. Là s'arrêtent les traits communs aux deux; pour tout le reste, le contraste est complet. Le génie de Hoche est tout entier au service de l'idéal; dans son incomparable désintéressement, on dirait qu'il s'ignore : il appartient sans réserve à l'idée de la patrie française et des libertés républicaines. Le génie de Bonaparte est au service d'un Moi insatiable, étranger à toute conviction comme à toute loi morale, harcelé, poussé sans merci par l'aiguillon d'une ambition implacable, d'une sorte d'instinct croissant de grandeur qui devient plus exigeant et plus dévorant à mesure que sa fortune devient plus démesurée.

La mort, en écartant les héros républicains de la route du futur despote, a rendu à celui-ci un service décisif. Hoche succombe; Marceau vient de mourir; Kléber sera bientôt assassiné. Un seul reste : Moreau; il s'en débarrassera lui-même.

Grâce à la paix avec l'Autriche, qui ne fut signée définitivement que le 17 octobre 1797, à Campo-Formio, la France n'avait plus d'ennemi sur le continent européen. Seule, l'Angleterre avait refusé de traiter. Mais, sans alliés, elle ne pouvait rien sur terre, où elle n'aventurait pas ses soldats seuls : on n'avait à redouter que ses flottes. Le Directoire s'entourait de républiques sœurs, notamment du côté de la Suisse. Des oligarchies bourgeoises fort oppressives y avaient peu à peu pris tout le pouvoir et confisqué les libertés populaires. Tel canton, comme Berne, avait imposé son autorité, fort vexatoire, à d'autres cantons. Ce berceau des libertés européennes était

devenu un milieu de privilèges et d'oppression. Les opprimés s'adressèrent à la France que d'ailleurs la Suisse réactionnaire avait irritée par son accueil aux émigrés. Au début, le Directoire y envoya un détachement de l'armée d'Italie, sous les ordres du général Brune. Les privilégiés suisses n'étaient pas de force à se défendre. Une constitution nouvelle fut établie; Berne paya notre victoire de la perte de son trésor.

En Italie, le Pape n'avait cessé de provoquer la France. On a vu l'assassinat de notre envoyé Basseville en 1793. Depuis lors, il est vrai, Bonaparte avait obligé le souverain pontife, par le traité de Tolentino (février 1797) à faire amende honorable, à payer 30 millions et à abandonner Bologne, Ferrare et Ravenne. Mais le régime pontifical était incorrigible. En février 1798, à la suite d'une insurrection étouffée par la force, les dragons pontificaux tuaient, dans le palais de notre ambassade, le général Duphot, à côté de notre représentant, le frère de Bonaparte. Le général Berthier, à la tête de l'armée d'Italie, entra dans la ville éternelle et y proclama la République romaine; tandis que le Pape, prisonnier, était conduit de ville



Traité de Campo-Formio.

Gravure de Joanny d'après Cabasson (Musée Carnavalet).

en ville à Valence où il mourut. Pour la première fois, depuis le Moyen Age, le pouvoir temporel des papes était aboli.

A la fin de l'année, en décembre, le roi de Piémont abdiquait et se réfugiait en Sardaigne. Au début de 1799, l'incorrigible roi de Naples confiait une armée au général autrichien Mack, et occupait Rome, qu'évacuait le général Championnet. On avait saccagé les maisons des libéraux quand Championnet revint avec 15.000 ou 16.000 Français, et fit détalier au plus vite les 40.000 Napolitains qui coururent d'une traite jusqu'à Capoue. Alors l'armée napolitaine se révolta contre son général, qui fut obligé de se réfugier dans le camp français; tandis qu'à Naples (abandonné par son Roi qui se hâtait de fuir en Sicile), les *lazzaroni* se soulevaient pour la défense de la royauté. On sait que les « *lazzaroni* » étaient la populace de Naples, populace de fainéants demi-nus, vivant de rien, raccrochant çà et là, par de petits métiers accidentels, les quelques sous qui leur suffisaient. Ils devinrent si intolérables, que la population appela elle-même les Français. Et il y eut à Naples une république italienne de plus, la République Parthénopéenne.

Résumons les résultats de ces dernières guerres : à ses annexions antérieures (rive gauche du Rhin, Savoie, comté de Nice), la France a ajouté par le traité de Campo-Formio les Pays-Bas. Elle a réuni aussi à son territoire Montbéliard, Mulhouse (toujours si française de cœur) et même Genève, qu'elle ne gardera pas. De la mer du Nord au golfe de Naples, elle a toute une série de républiques sœurs : République Batave, en Hollande ; Cisalpine (Milan et l'Italie du Nord) ; Ligurienne (Gênes) ; Romaine, Parthénopéenne (Naples). Créations précieuses, et qui le seraient plus encore si les habitudes despotiques et les appétits d'argent du Directoire ne violentaient et ne pressuraient beaucoup trop les États amis. Quoi qu'il en soit, la France d'alors apparaît au dehors avec un singulier caractère de grandeur. Il n'en fallait pas moins pour protéger le Directoire contre le discrédit auquel le vouait sa politique intérieure.

III. Le gouvernement du Directoire. — Le coup d'État de Fructidor.

Le Directoire, issu d'une constitution censitaire, fut le premier de ces régimes exclusivement bourgeois qui, après la Révolution, ont essayé de gouverner pour les classes moyennes et de suivre une politique de juste milieu. La carrière de ces régimes ne fut jamais ni heureuse ni brillante. Obligés de frapper tantôt à droite, tantôt à gauche, ils s'aliènent rapidement les masses profondes du peuple dont leur pouvoir tire son origine, sans arriver à désarmer les forces de réaction, contre lesquelles ils sont obligés de se tourner et qui, d'ailleurs, veulent des hommes tout à elles.

Leur caractère mixte les oblige à être des gouvernements non de principe, mais d'intérêts, à se sentir incapables de toute œuvre de quelque grandeur, de toute réforme un peu sérieuse, et à traîner dans la médiocrité une existence toujours assaillie. Ils veulent se donner les habitudes luxueuses des gouvernements de droite : mais on ne les leur pardonne pas. Ce qu'on accepte d'une aristocratie véritable semble intolérable chez des parvenus et leur attire une impopularité mêlée de dédain. Vivant non d'idées, mais d'intérêts matériels, ils sont impuissants à arrêter, quand ils ne le favorisent pas, le développement des convoitises d'argent, et ils tombent dans un discrédit irrémédiable.

C'est ce qui est arrivé au Directoire. Placé à la tête d'un pays épuisé par des années de convulsions politiques, et dont l'immense majorité était trop lasse pour ne point subir passivement même un pouvoir médiocre, ayant ce bonheur extraordinaire d'arriver au moment où l'héroïsme de nos armées assurait à la France les bienfaits d'une paix glorieuse, il ne sut se maintenir quatre ans qu'à coups d'expédients et de violations des lois. On a vu, peu après le 9 thermidor, des mœurs nouvelles éclater ou reparaître des mœurs anciennes. C'était devenu bien pis avec le Directoire. L'exemple du luxe, des fêtes, venait d'en haut. On restaurait les habitudes de l'ancien régime : mascarades, promenades de Longchamp, etc... On les singeait en les empirant : avec des affectations grotesques dans le costume des hommes, dans leur parler prétentieux, volontairement défiguré par des tics bizarres. C'était le temps des « Incroyables » avec leur immense cravate qui semblait cacher un goître ou des écrouelles, leurs cheveux rabattus sur les tempes et sur le cou en oreilles de chien, leur habit étriqué, leur énorme gilet, leurs grosses breloques et leur gourdin massif. Quant au costume des femmes, comment en parler ? Il était, pour ainsi dire, supprimé. Elles allaient comme nues, sous des étoffes transparentes.

Une aristocratie de parvenus sortait des affaires d'argent. L'agiotage était partout. On spéculait sur le cours des assignats, tombés aux trois centièmes de leur valeur nominale, montant, baissant de jour en jour, d'heure en heure. Tout le monde s'en mêlait, avec des chances diverses : cela rappelait le temps de Law. Mais, à côté, tout un monde de financiers faisait des rafles énormes. Les gros fournisseurs volaient à pleines mains — à condition de partager un peu. Un rapport officiel fait au Conseil des Cinq-Cents disait en toutes lettres : « Il n'existe aucune partie de l'Administration publique où l'immoralité et la corruption n'aient pénétré... Ils seront frappés au haut de leur char somptueux, ces hommes dont la fortune colossale atteste les moyens infâmes et criminels qu'ils ont employés à l'acquérir. » Si ces accusations lancées contre les services publics atteignaient justement Barras, d'autres membres du Directoire restaient personnellement purs de ces pillages : mais ils y prêtaient les mains, par faiblesse ou par favoritisme.

Placé, comme je l'ai indiqué entre les deux partis opposés, en voulant les combattre tous deux, ennemi à la fois de ceux qui restaient fidèles à la Révolution et de ceux qui voulaient revenir à la royauté, le Directoire allait les frapper tour à tour, sans arriver à créer, pour sa politique intermédiaire, un parti qui pût leur tenir tête.

Il porta ses premiers coups sur les révolutionnaires. Ce n'est guère qu'à ce moment qu'on voit l'idée socialiste, jusqu'au communisme, prendre parmi eux une forme précise avec Gracchus Babeuf. Babeuf rêvait la suppression de la propriété, la mise en commun de tous les biens. Il avait avec lui un parent du grand Michel-Ange, Buonarrotti. Des hommes de Quatre-vingt-treize, fort éloignés de ces théories sociales, mais regrettant la vigueur révolutionnaire de la grande et tragique époque de la Convention, comme Robert Lindet, Antonelle, Vadier, s'étaient



Audience donnée par le Directoire.

D'après la gravure de Berthault.

associés à son entreprise. Elle fut dénoncée en avril 1796. Un an après, Babeuf et son ami Darthé étaient condamnés à mort et exécutés. Buonarrotti était déporté. Les hommes politiques qui n'étaient point communistes étaient acquittés.

Un coup à gauche, un coup à droite. En janvier 1797, c'était un complot royaliste que le Directoire dénonçait : celui de Duverne de Presle, de l'abbé Brotier, etc... Ils avaient essayé de corrompre des officiers. On les envoyait devant un conseil de guerre. Mais on était indulgent pour eux. Aucune condamnation à mort n'était prononcée.

En réalité, tout favorisait les royalistes : la Constitution de l'an III, qui avait arraché le bulletin de vote au peuple ; la politique du Directoire, qui désarmait leurs adversaires les plus ardents. On avait, en 1796, évité des élections royalistes par des escamotages que le lecteur se rappelle, en obligeant les électeurs à choisir les conventionnels sortants. Mais l'heure du premier

renouvellement partiel des Chambres était arrivé, et l'on n'avait plus la même ressource. C'est en vain que le Directoire employa les moyens les plus arbitraires pour faire marcher à son gré le corps électoral; qu'il exigea, chose inouïe! un serment politique des électeurs eux-mêmes, serment de haine à la royauté et à l'anarchie (sous le nom d'anarchistes, il désignait le vieux parti de la Révolution); qu'il eut même des candidats officiels et les fit soutenir par ses fonctionnaires; les élections partielles firent des Chambres qui étaient au fond royalistes sans l'avouer: le général Pichegru qui, on l'a vu, s'était vendu; le général Villot, digne émule de Pichegru; Imbert Colomès agent de Louis XVIII, Camille Jordan, l'éloquent orateur du parti catholique militant, devinrent les chefs de la majorité nouvelle. Pichegru fut président du Conseil des Cinq-Cents. Ils se mirent aussitôt à préparer leur coup. En même temps, un membre assez obscur du Directoire, exclu par le sort, suivant la Constitution, était remplacé par le diplomate Barthélemy plutôt sympathique à la cause de la royauté.

L'écho des menées royalistes arrivait jusqu'à nos armées républicaines, chez lesquelles, on le sait, l'esprit de la Révolution vivait encore dans toute sa flamme: elles en étaient révoltées; de leurs campements, elles envoyaient des adresses indignées. L'armée de Bonaparte n'était pas la moins ardente, et, chose curieuse, Bonaparte lui-même tenait un langage aussi vigoureux que les Républicains les plus passionnés. Il disait à ses troupes: « Les royalistes, dès l'instant qu'ils se montreront, auront vécu. Jurons par les mânes des héros qui sont morts à côté de nous pour la Liberté, jurons guerre implacable aux ennemis de la Liberté et de la Constitution de l'an III, » Le Directoire avait d'abord songé à se servir, contre le complot, de l'épée de Hoche. Sous prétexte d'aller renforcer avec une partie de son armée nos forces de l'Ouest, le général était venu fort près de Paris, à la limite du cercle, interdit aux armées, que la Constitution traçait autour de la capitale. Mais, sur les protestations des Cinq-Cents, le mouvement avait été désavoué et arrêté. C'est Bonaparte qui envoya le sabre du futur coup d'État, le général Augereau: un enfant du faubourg Saint-Antoine, un révolutionnaire ardent.

La conspiration royaliste était prête à éclater. Elle s'organisait dans les salons d'émigrés rentrés, dans le « club de Clichy » où abondaient les nouveaux élus, sur les trottoirs du « Petit Coblentz », coin du boulevard où se réunissaient les « Incroyables », surtout dans les Chambres où les généraux Pichegru et Villot en étaient les chefs. Il leur manquait des soldats: ils n'avaient sous leurs ordres que la très petite garde du Corps législatif. Le 13 fructidor (le 30 août), ils obtenaient une loi qui, réorganisant la Garde nationale dans un esprit contre-révolutionnaire, allait leur donner les troupes dont ils avaient besoin. Ils allaient en venir à la mise en accusation de trois membres du Directoire dont ils redoutaient les entreprises.

C'est alors que le Directoire se décida à agir: il serait plus juste de dire: Barras. Barthélemy, le nouveau directeur, était tout juste opposé à la conspiration. Carnot, qui avait repoussé les offres des royalistes, était contraire à toute idée de violence illégale. Rewbell et La Revellière-Lépeaux restaient avec Barras. Tous trois se constituèrent en permanence, à l'exclusion de leurs deux collègues, et firent le coup d'État. Le 17 fructidor (4 septembre 1797), les portes de Paris étaient fermées, le canon d'alarme tirait, Augereau occupait avec ses soldats les locaux où siégeaient les deux Assemblées, et chassait ou arrêtait ceux de leurs membres qui y arrivaient. Barthélemy était emprisonné, Carnot échappait. Une proclamation dénonçait le complot royaliste et donnait les preuves de la trahison de Pichegru.

C'est la date du lendemain (18 fructidor répondant au 5 septembre 1797) qui est restée, dans l'Histoire, attachée au coup d'État. Le Directoire convoqua à l'Odéon et à l'École de Médecine ceux des membres des deux Chambres qu'il avait laissés en liberté, pour leur faire sanctionner ses résolutions. Il obtint sans peine le vote de ce qui restait des Cinq-Cents, plus difficilement celui des Anciens; mais avec les moyens qu'il avait employés, il ne consultait pas: il imposait. Annulation des opérations électorales de quarante-neuf départements; déportation de soixante-cinq personnes, dont Carnot et Barthélemy, les généraux Pichegru et Villot, Boissy d'Anglas, Camille Jordan, pour les Cinq-Cents, Portalis pour les Anciens; rétablissement de la peine de mort contre les émigrés rentrés en France; abolition des lois votées quelques jours avant sur la Garde nationale, pour le rappel des prêtres déportés, contre les clubs. La presse fut soumise à la surveillance de la police; nombre de journalistes déportés. Merlin de Douai et Fran-

gois de Neufchâteau remplacèrent au Directoire Carnot et Barthélemy. Des commissions militaires, dans de nombreuses villes de province, prononcèrent des condamnations. Les royalistes essayèrent bien de se soulever aux environs de Lyon, dans l'Ouest, et surtout dans le Gard : mais leurs révoltes furent écrasées sans peine. Nombre de villes importantes furent mises en état de siège. Les insurrections étouffées laissèrent après elles une espèce de brigandage : des actes de pillage sur les grandes routes, des arrestations de diligences, les tristes exploits des chauffeurs dans les campagnes, une sorte de chouannerie éparse.

La passivité indifférente avec laquelle la France accueillit le coup d'État prouve que le mouvement royaliste n'était ni vigoureux ni profond, et cependant, sans la brutale violation des lois commise par trois directeurs, le complot aurait pu l'emporter. La France ne voulait pas d'une restauration. La force des royalistes avait été tout entière dans la politique du Directoire qui avait semblé s'acharner à paralyser l'esprit républicain. Les moyens qu'il avait employés ne réparaient pas ses lourdes fautes ; ils donnaient l'exemple des violences militaires contre la Constitution ; on



Journée célèbre du 18 fructidor au V de la République.

Gravure de Berthault d'après Girardet (Bibliothèque nationale).

ne le donne guère impunément : le temps était proche où d'autres le retourneraient contre lui.

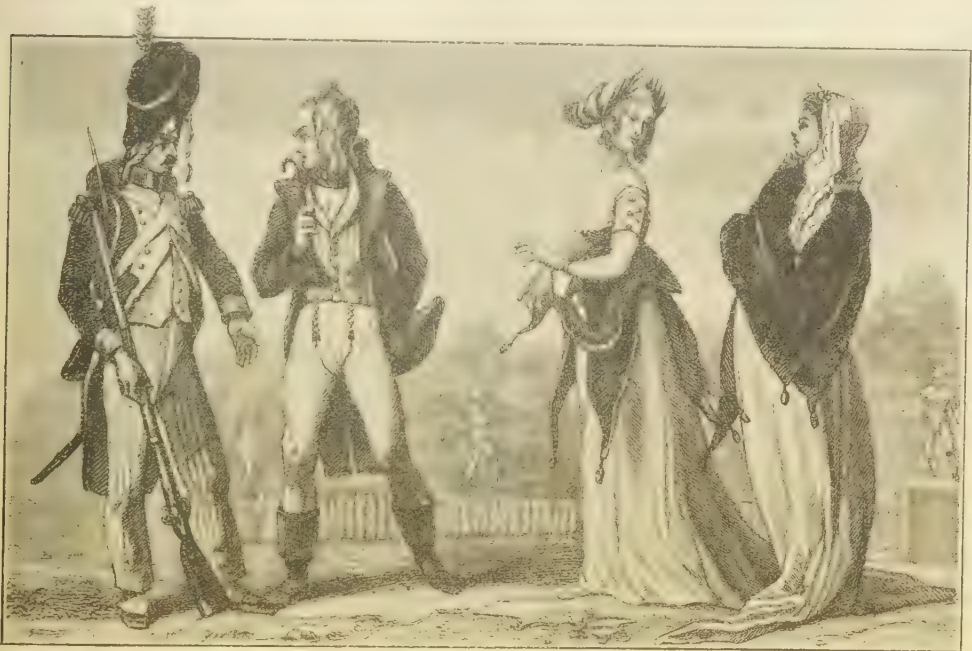
Pour venir à bout des royalistes, il avait dû s'appuyer sur leurs adversaires les plus passionnés ; il avait rendu la parole aux clubs et laissé se reconstituer les Jacobins. Il lui avait suffi de frapper le parti de la monarchie pour rendre l'avantage aux républicains ardents. Et l'on voyait sans peine qu'au prochain renouvellement partiel, les élections leur seraient favorables. Mais le Directoire ne voulait pas plus des jacobins que des royalistes, et, continuant son misérable jeu de bascule, il se retourna contre eux, frappa leurs journaux, frappa leurs clubs. Il ne put pas empêcher que les élections de l'an V ne fussent, en majorité, favorables à la démocratie avancée. La lutte avait été acharnée : dans nombre d'assemblées électorales, il y avait eu des « scissions ». Chaque parti avait nommé ses députés ; il y avait deux élections en sens contraire pour le même collège. Le Directoire ne respecta pas plus les choix républicains du suffrage légal qu'il n'avait respecté ses choix royalistes. Il dénonça aux Cinq-Cents ce qu'il appelait les « anarchistes ». Sous sa pression, les Cinq-Cents revinrent, par un abus de pouvoir sans exemple, sur les validations déjà prononcées par eux, donnèrent, là où il y avait une scission, gain de cause aux choix réactionnaires et chassèrent soixante-cinq des élus du peuple.

Je l'ai déjà remarqué : un tel régime ne pouvait donner ni grandes œuvres ni sérieuses réformes. On a vu le travail prodigieusement fécond des assemblées de la Révolution, travail continué au milieu des plus terribles angoisses et dans le désespoir des plus affreux périls. La



stérilité législative des quatre années du Directoire est navrante. Non seulement les assemblées et le Gouvernement d'alors n'ont rien su entreprendre, mais ils n'ont même pas su achever les œuvres entreprises, si peu qu'il restât à faire. J'ai montré le Code civil presque terminé à la fin de la Convention; il était encore sur le chantier à la fin du Directoire qui en laissait ainsi tout l'honneur au Consulat.

On peut dire que toute son œuvre législative a consisté en mesures financières, et elles n'ont que trop porté la trace du déplorable esprit qui dominait alors. On a souvent attribué à la Constituante le système de nos contributions directes, si imparfaites. Ce sont les Chambres du Directoire qui leur ont donné à peu près leur forme actuelle dans l'automne de 1798 : elles ont réglementé notre contribution personnelle mobilière et celle des patentes, si inégales, si disproportionnelles, si peu en rapport avec les facultés réelles des contribuables. Elles y ont ajouté un



Costumes sous le Directoire et le Consulat.

Dessin de Lalaisse, gravure de Berlier (Collection de M. Édouard Petit).

impôt exorbitant, celui des portes et fenêtres qui, en taxant toutes les ouvertures du domicile d'après leur nombre et leurs dimensions, et en contraignant ainsi la détresse rurale à restreindre, à rétrécir jalousement, pour échapper au fisc, toutes les baies de sa misérable habitation, aboutit à mettre un impôt sur ce qui devrait être la propriété sacrée du plus pauvre, l'oxygène vivifiant de l'atmosphère et la lumière du soleil.

Un des caractères de notre système fiscal, c'est le développement formidable, unique au monde, des droits d'enregistrement et de timbre, qui gêne toutes les transactions et fait la justice effroyablement coûteuse. Les lois fondamentales qui règlent ces droits datent aussi du Directoire.

Le 30 septembre 1797, le Directoire avait fait, sur la dette publique, une opération qui ressemblait fort à une faillite. Il avait réduit arbitrairement cette dette de 66 % : chacun de ses créanciers n'avait plus droit qu'au tiers de sa créance : c'était ce qu'on appelait « le tiers consolidé ». Pour la valeur du reste, il pouvait (au moins en théorie) recevoir des biens nationaux. Mais on supposait bien que tous ne profiteraient pas de cette faculté : les biens nationaux restants auraient été insuffisants. Les « assignats » eurent un sort encore plus malheureux; ils furent pure-

ment et simplement supprimés sans être remboursés. Il faut dire qu'ils avaient perdu à peu près toute leur valeur : ils étaient tombés au-dessous de 0,30 %.

Les assignats, quand ils furent démonétisés, servaient de prétexte à un agiotage effréné. Et l'on peut dire, à la décharge du Directoire, qu'après la guerre de l'Indépendance, les États-Unis n'ont guère mieux payé le papier-monnaie déprécié qu'ils avaient émis pour la conquête de leur liberté. Mais l'on ne peut s'empêcher de croire que si, à ce moment, les finances de la Révolution avaient été encore entre les mains du grand, de l'intègre Cambon, de l'homme de bien et de haute intelligence qui, dans la période des malheurs et des ruines les plus terribles, avait créé le Grand-Livre, il aurait cherché, en pleine paix, pour résoudre le redoutable problème de la dette et du papier-monnaie, d'autres moyens qu'une double faillite.

Mais Cambon, après avoir été proscrit puis amnistié, restait exclu du Gouvernement et des assemblées, heureux de vivre obscurément au fond de sa province.

IV. — L'expédition d'Égypte.

La paix avec l'Autriche signée, nous n'avions plus d'ennemi que l'Angleterre. Elle ne pouvait plus nous attaquer en Europe : pouvions-nous aller l'attaquer chez elle? C'était une opération hasardeuse : l'Océan avait, jusque-là, fidèlement gardé les deux îles. Hoche avait échoué; Humbert allait échouer; Bonaparte, qu'on destinait à tenter l'aventure, se souciait peu de compromettre son prestige par un échec. D'autre part, il n'était pas disposé à laisser se rouiller son épée dans le repos de la paix. Il fallait une guerre à son génie des combats; il en fallait une à son ambition. C'est alors qu'il eut l'idée extraordinaire d'une expédition en Égypte.

Quels rêves de grandeur l'entraînaient vers l'Orient? Il est certain qu'on ne sait quel attrait l'y attirait invinciblement. Son tempérament de maître impérieux semblait se trouver mal à l'aise dans la France de la Révolution : il avait peine à acclimater ses songes d'avenir à ce pays républicain, dont il ne prévoyait pas toute la lassitude, toute la déchéance démocratique et la prompte soumission à un empereur. On l'a vu essayer d'aller chercher fortune en Turquie. Son imagination allait d'elle-même vers les pays des grandeurs fabuleuses, des despotismes absolus, des populations résignées à l'esclavage, des fortunes fantastiques comme les contes des *Mille et Une Nuits*. Il est certain que l'Égypte n'était, pour sa pensée, qu'une première étape. Il l'a bien montré quand, plus tard, après avoir été arrêté dans sa marche au delà de la vallée du Nil par la résistance de Saint-Jean-d'Acre, il disait que cet échec lui avait fait manquer sa destinée. En Syrie, il s'enquêrait des routes qui pourraient le conduire en Extrême-Orient. Si étrange et si chimérique que cela paraisse, il visait certainement l'Inde derrière l'Égypte. Sa nature le portait à l'exaltation des rêves de grandeur les plus démesurés. Comme César, il était obscurément hanté par l'obsession du roman colossal d'Alexandre. Il n'a laissé qu'entrevoir les arrière-pensées avec lesquelles il partait : mais il les a laissées suffisamment entrevoir pour qu'on n'en puisse pas douter.

Comment le Directoire a-t-il pu accueillir une pareille idée? Et qui pouvait ne point voir que, pour la France, cette expédition était une folie? La paix était signée; mais il était trop clair que l'Europe monarchique n'avait pas cessé de nous détester et saisirait la première occasion de nous écraser. Envoyer, au fond de la Méditerranée, notre plus grand homme de guerre, quelques-uns de nos meilleurs généraux, une partie de nos meilleurs soldats, alors qu'une victoire navale suffisait à l'Angleterre, maîtresse des mers par sa flotte, pour leur fermer le chemin de retour, et cela sans l'ombre d'une véritable utilité nationale, pour conquérir une possession de la Turquie avec laquelle nous avons toujours été en paix, c'était courir sans excuse au-devant des dangers et des désastres qui n'ont pas tardé à se réaliser. Mais le Directoire, qui subissait le prestige de Bonaparte, commençait à le trouver trop puissant pour lui. Le vainqueur de l'Italie avait des allures bien différentes de celles des autres généraux de la République; il avait usurpé le droit de faire la paix; reçu triomphalement lorsque cette paix fut définitive, il avait laissé voir ses visées politiques en osant dire qu'il fallait à la France de « meilleures institutions ». Le Gouvernement déconsidéré, qui se sentait trop faible pour réprimer un tel

langage et de telles usurpations, était bien aise de se débarrasser du héros pour un temps, de l'envoyer hors de portée de la vue, sur une terre lointaine dont il ne reviendrait peut-être pas. Et c'est ainsi que des rêves fantastiques d'ambition de l'un, des arrière-pensées égoïstes et de la lâche faiblesse des autres, sortit l'aventure d'Égypte qui faillit perdre la France. Bonaparte avait pour lui le courant de l'opinion : on ne crut pas à son aventureuse ambition; on le crut victime des calculs d'un gouvernement qui voulait l'éloigner, et toute l'impopularité de l'expédition et de ses conséquences retomba sur le Directoire.

Cette expédition eut d'ailleurs le caractère de grandeur que la France de la Révolution donnait à ses entreprises. Elle était accompagnée d'un groupe de savants et d'artistes éminents : le mathématicien Monge, le chimiste Berthollet, le grand naturaliste Geoffroy Saint-Hilaire, le minéralogiste Dolomieu, le dessinateur Denon, l'architecte Lepère. Ils allaient voir un des plus merveilleux pays qui soient au monde, celui qui eut la plus ancienne civilisation connue de l'Histoire, et qui en a conservé des monuments qui semblent bâtis pour des géants, tout un monde de constructions et de statues colossales, auquel, des siècles plus tard, l'art arabe a ajouté ses architectures de féerie. Les travaux de l'expédition française devaient révéler à l'Europe les merveilles, jusque-là mal connues, de l'Égypte et ouvrir à la science les origines de la civilisation orientale.

Avant tout, il fallait arriver jusqu'au fond de la Méditerranée, et ce n'était pas chose sûre ni facile avec la flotte anglaise. Aussi le secret de l'expédition, confié à un très petit nombre de personnes, fut-il gardé avec un soin jaloux. On n'en pouvait point cacher les préparatifs : on en cachait la destination, et les ordres qui la faisaient connaître ne furent ouverts qu'en mer. Nul ne songeait à l'Égypte : beaucoup croyaient que l'expédition, bien qu'elle partît de la Méditerranée, devait aller en Angleterre.

La flotte quitta Toulon le 19 mars 1798. Bonaparte emmenait avec lui deux des grands généraux de la Révolution, Kléber et Desaix, sans compter nombre de ses meilleurs compagnons d'Italie : Murat, Lannes, Davout, Marmont. En route, on rencontra d'abord l'île de Malte, alors possédée par ses « chevaliers » à moitié moines, héritiers d'une des plus vaillantes milices des croisades, mais qui, depuis longtemps, mangeaient dans l'oisiveté leurs riches revenus. Malte était formidablement défendue par la nature et par des fortifications imprenables. Le grand maître livra ou plutôt vendit l'île sans combat. Caffarelli, qui commandait le génie dans l'expédition, disait en riant que « nous avions été bien heureux de trouver dans la place quelqu'un pour nous en ouvrir les portes; car autrement, il n'aurait pas été facile d'y entrer ».

Cependant, le plus grand des amiraux anglais, Nelson, courait la Méditerranée avec sa flotte pour attaquer la nôtre. Ce fut par un hasard extraordinaire qu'il la manqua. Il arriva en Égypte deux jours avant l'expédition française. N'y trouvant encore, naturellement, aucune nouvelle de notre expédition, que personne n'attendait, il courut ailleurs; les deux flottes se croisèrent, à longue distance, sans se voir. La Méditerranée est assez large pour qu'on n'en soit point étonné. Sans cette chance, toute l'expédition aurait pu être détruite en route.

La fortune voulut qu'elle débarquât sans accident, près d'Alexandrie, dont elle s'empara aisément.

Une fois maître d'Alexandrie, Bonaparte n'eut garde de commettre la même faute que saint Louis et de se perdre dans le réseau de canaux de la plaine. Il suivit la lisière du désert le long de la branche occidentale du Nil; marche très dure pour nos soldats, sous un soleil déjà dévorant. On arriva ainsi près des Pyramides, presque en face du Caire, sur l'autre rive du fleuve; là, on rencontra l'armée des Mameluks.

Les Mameluks, dont le nom veut dire « esclaves », mais qui étaient devenus de terribles maîtres, étaient de brillants cavaliers, d'une bravoure aveugle, d'une violence sauvage, qui composaient à peu près toute la force armée de l'Égypte. Ils étaient, il est vrai, primitivement recrutés parmi les esclaves; mais, depuis le Moyen Age, leurs milices tumultueuses, sans cesse révoltées, gouvernaient et tyrannisaient le pays. Plus tard, il fallut les attirer dans un piège et les massacrer pour établir un pouvoir un peu solide. Bonaparte trouva bien vite le moyen de les vaincre : nos troupes formées en carrés composaient comme des forteresses bien fermées de poitrines humaines tout hérissées de fusils, sur lesquelles venait se briser et mourir l'élan impétueux

de cette cavalerie désordonnée. Puis, après un grand carnage, les carrés se dénouaient; les troupes se développaient en colonnes d'attaque, et emportaient le camp retranché des Mameluks. Les nôtres n'avaient qu'une centaine de morts ou de blessés. Les ennemis étaient écrasés. Telle fut la bataille des Pyramides (21 juillet 1798).

Cette victoire fut décisive : aussitôt après, le Caire ouvrit ses portes aux Français; les autorités elles-mêmes les y appelaient par crainte des désordres populaires. Mais nous éprouvions, presque en même temps, un désastre non moins décisif. Nelson, qui avait couru la Méditerranée à la recherche de notre expédition jusqu'en Sicile, finissait par retrouver sa trace; dix jours après notre victoire des Pyramides, il attaquait notre flotte à Aboukir. Les forces étaient égales : treize vaisseaux contre treize; mais les chefs étaient inégaux. Brueys, qui commandait notre flotte, l'avait disposée de la façon la plus maladroitement le long du rivage. Villeneuve, qui commandait sous lui un groupe de cinq vaisseaux et de deux frégates, était aussi incapable. Nelson était



Bataille des Pyramides, le 21 juillet 1798.

D'après le dessin de Martinot, gravé par Lejeune.

le premier marin du monde, d'une énergie, d'une audace, d'un coup d'œil extraordinaires. Il jeta une partie de ses vaisseaux entre les nôtres et le rivage, prit notre flotte entre deux feux et la détruisit; Brueys mourut dans la bataille; Villeneuve qui n'avait pas pris part au combat put fuir avec deux vaisseaux et deux frégates; le reste fut pris ou coulé (1^{er} et 2 août). Notre armée était désormais bloquée, sans communication possible avec la France, et comme prisonnière dans l'Égypte conquise par elle.

Cependant Bonaparte achevait la prise de possession du pays. Il écrasait une furieuse révolte au Caire et envoyait Desaix, avec un petit corps de troupe, poursuivre les restes de Mameluks dans la Haute-Égypte. Nos soldats remontaient cette admirable vallée du Nil, toute semée des monuments énormes de l'antique civilisation égyptienne, et écrasèrent en route une armée ennemie. On raconte que, quand ils arrivèrent aux ruines prodigieuses de Thèbes aux cent portes, et qu'ils aperçurent la salle colossale portée par une forêt de colonnes en partie écroulées de la grosseur de la colonne Vendôme, ils s'arrêtèrent, et les tambours battirent aux champs dans un mouvement d'irrésistible admiration. Ils arrivèrent ainsi jusqu'au bout de l'Égypte, à la première cataracte du Nil. Là, une île surgit au milieu du fleuve majestueux, comme une corbeille



Assassinat du général Kléber, au Caire.

D'après la gravure de Duplessis-Bertaux.

de verdure : un petit temple de la déesse Isis y dresse, au milieu des palmiers, ses légères et gracieuses colonnes. J'y ai vu, au milieu des hiéroglyphes, l'inscription gravée par nos soldats, et annonçant qu'en l'an VII de la République Française, ils avaient arrêté là leur course victorieuse.

Bonaparte lui-même partait pour conquérir la Syrie en février 1799. Il franchissait l'isthme de Suez et marchait d'abord de succès en succès : il prenait El Arisch, Gaza, Jaffa, où il faisait cruellement massacrer 3.000 prisonniers. Mais, à l'entrée de la Terre Sainte, il allait échouer devant Saint-Jean-d'Acre, où s'était enfermé un chef musulman d'une énergie farouche, Djezzar Pacha, soutenu par l'Anglais Sidney Smith avec ses vaisseaux. On fit preuve, dans le siège, d'un acharnement égal de part et d'autre. Une armée turque venait au secours de la place : Kléber la reçut, avec 4.000 hommes, au mont Thabor et soutint victorieusement l'attaque de 12.000 ennemis. Bonaparte survint avec 2.000 hommes et enferma l'armée turque qui fut détruite. Mais Saint-Jean-d'Acre tenait toujours bon. La peste était survenue et exterminait notre armée. Il fallut lever le siège et abandonner les malades aux féroces vengeances des Musulmans. Bonaparte dit au médecin Desgenettes qu'il serait plus humain de les soustraire à ces atrocités en les tuant avec une forte dose d'opium : « Mon métier, dit le médecin, est de les guérir, et non de les tuer. »

Tous les rêves que Bonaparte rattachait à l'expédition d'Égypte s'étaient écroulés. Il se voyait enfermé dans la vallée du Nil, coupé de ses communications avec la France, réduit à une défensive ingrate et sans lendemain. Son entreprise était perdue. Il prit vite le parti de l'abandonner. Il remporta une dernière victoire sur 18.000 soldats turcs qui venaient de débarquer à Aboukir. Avec 6.000 hommes, il ne se contenta pas de les battre; il les extermina. Kléber arriva quand tout fut terminé (25 juillet). Le grand Kléber prit alors le petit Bonaparte par le milieu du corps en criant : « Général, vous êtes grand comme le monde. » Il allait bien vite changer d'avis. Quelques semaines après (22 août), Bonaparte s'embarquait secrètement pour la France, s'évadant en quelque sorte d'Égypte, désertant l'armée qu'il y avait menée pour les calculs de son ambition, laissant tout le fardeau de son entreprise manquée à Kléber qu'il n'avait pas même prévenu, emmenant avec lui quelques-uns de ses meilleurs officiers, Lannes, Murat, Marmont. Kléber n'avait plus qu'à essayer de ramener ses troupes en France. C'est ce qu'il tenta; il négocia avec les Anglais : mais ceux-ci, désavouant une première convention, prétendaient garder nos soldats prisonniers. « A de telles insolences, répondit Kléber, on ne répond que par des victoires. » Et en effet, au printemps de 1800, comme une armée turque de 70.000 hommes s'avançait sur Le Caire, avec 20.000 Français il la mettait en déroute à Héliopolis (20 mars).

Le 14 juin suivant, il était assassiné par un Arabe.

Menou, qui le remplaça, fut médiocre et maladroit. Il mécontenta les populations par de lourdes fautes, et il fut bientôt menacé par trois armées : 20.000 Anglais allaient débarquer, 40.000 Turcs venaient de Syrie, 10.000 soldats des Indes anglaises entraient dans la Mer Rouge. Après une bataille indécise, il fut assiégé dans Alexandrie et capitula (30 août 1801). Son lieutenant

nant Belliard avait déjà dû capituler au Caire. Ce qui restait de l'armée fut rapatrié en France avec les honneurs de la guerre. Ainsi finit cette funeste expédition d'Égypte.

V. — La campagne de 1799.

L'Europe monarchique n'était pas d'humeur à laisser échapper la magnifique occasion de revanche que lui donnait l'expédition d'Égypte. Dès qu'on apprit la victoire de Nelson à Aboukir, et qu'on sut qu'une armée française était dorénavant comme enfermée sur les bords du Nil avec le terrible vainqueur Bonaparte, avec Kléber et tant de nos meilleurs généraux, tous nos ennemis, naguère contraints à la paix, sentirent leurs espérances renaître et résolurent de reprendre les armes. L'Autriche, toujours poussée par l'Angleterre, fit d'énormes préparatifs, et le Gouvernement russe, qui s'était contenté jusque-là de détester la Révolution de loin, envoya 60.000 hommes avec son meilleur général, Souvarof.

L'Autriche ouvrit les hostilités par une odieuse violation du droit des gens. Depuis les derniers mois de 1797, un congrès s'était ouvert en Allemagne, à Rastadt, pour régler les conditions de la paix entre les princes allemands et la France. L'Autriche fit investir Rastadt par ses troupes et sommer les plénipotentiaires de se séparer. A peine les nôtres avaient-ils quitté la ville qu'ils furent assaillis à coups de sabre par les hussards autrichiens. Deux furent tués : Bonnier et Roberjot ; le troisième, Jean de Bry, vivait encore et fut recueilli par le ministre prussien.

Nous essayâmes alors une lamentable série d'échecs : on aurait cru que les mauvais jours du début de Quatre-vingt-treize étaient revenus, et que la victoire avait abandonné à jamais nos drapeaux. Heureusement, nos frontières n'étaient pas envahies : tout au moins, elles ne l'étaient pas encore ; mais nous perdions tous les terrains que nous avions occupés. Jourdan avait passé le Rhin le 1^{er} mars : mais il avait voulu s'étendre depuis le Danube, le long duquel il devait chercher sa route, jusqu'au lac de Constance, pour garder ses communications avec Masséna. Il avait ainsi dispersé son armée, déjà insuffisante : il se fit battre le 21 mars, livra le 25 à Stokach une bataille acharnée, mais dont l'issue fut douteuse. Dans sa situation, il lui fallait une victoire. Il recula sur le Rhin et alla se plaindre à Paris de l'insuffisance de ses troupes.

En Italie, le favoritisme du Directoire portait ses fruits. Le commandement avait été confié au très médiocre Schérer, protégé par Rewbell. Schérer venait d'être ministre de la Guerre : de fortes accusations de malversations avaient obligé à le destituer, et pour le dédommager, on lui donnait un commandement en chef ! Et on plaçait sous ses ordres, comme simple chef d'une division, Moreau, le plus grand des hommes de guerre restés en France !

La France avait en Italie des forces importantes, mais éparses, de Naples aux Alpes. Schérer n'avait que 48.000 hommes avec lui. Il prit aux Autrichiens le camp de Pastrengo, mais il commit la faute de diviser ses forces en six colonnes, et les fit battre à Magnano (5 avril). Sans la fermeté de Moreau, la défaite fût devenue une déroute. Elle fit perdre la tête au malheureux Schérer, qui n'essaya même pas de défendre les positions qu'il pouvait disputer aux ennemis, et finit par donner sa démission, laissant à Moreau le soin de sauver l'armée, si c'était possible.

A ce moment, justement, 18.000 Russes venaient renforcer les Autrichiens vainqueurs. Leur chef, le fameux Souvarof, est une des figures les plus bizarres de l'histoire. Brutal, insoucieux de toute étiquette, stupéfiant et scandalisant la cour, qu'il méprisait, par des facéties énormes, une sorte de sauvage au langage à la fois bouffon et insolent, camarade du soldat, dont il avait l'âme, dont il partageait la vie, qui l'adorait et dont il obtenait tout ; avec cela, une énergie farouche. A la bataille de Kinburn, on l'avait vu, blessé, laissé pour mort, se relever, rallier ses hommes, et battre l'ennemi. Une cruauté féroce : il avait fait égorger 30.000 Turcs après la prise d'Ismail, et 9.000 Polonais dans un faubourg de Varsovie. Un fanatisme aveugle, qui exultait à l'idée d'exterminer les « athées français », comme il disait. On eût cru voir un ours des neiges moscovites accourant au carnage.

Pour son début, il surprenait le passage de l'Adda, à Cassano, enveloppait et prenait la division Sérurier (28 avril). Moreau n'avait plus que 20.000 hommes. Schérer lui avait laissé une situation désespérée : il ne désespéra pas et alla se poster dans l'angle que le Tanaro, descen-



Assassinat des plénipotentiaires français. à Rastadt, par des hussards autrichiens.
D'après la gravure de Duplessis-Bertaux.

dant des Apennins, forme avec le Pô où il se jette. Là, il voulait attendre les troupes françaises de l'Italie du Sud, que lui amenait Macdonald. Souvarof l'y attaqua : il battit Souvarof. Mais voilà que le Piémont, sur les instigations des Russes, se soulève derrière nos troupes. Moreau est pris entre l'ennemi et une insurrection. Cette fois, il est perdu... Non, pas encore. Il se jette dans les sentiers impraticables de l'Apennin, y fait, par miracle, passer ses canons et occupe les sommets d'où Bonaparte était tombé sur les plaines italiennes trois ans avant. Là, il pouvait attendre Macdonald. Mais Macdonald perdait en route un temps précieux. Renforcé d'une division que Moreau lui avait envoyée, il rencontra Souvarof sur la Trébie. On se battit trois jours avec un incroyable acharnement (17, 18 et 19 juin). La lutte fut effroyablement sanglante. Mais elle ne fut pas décisive et Macdonald dut battre en retraite. Heureusement Moreau, par sa victoire de Cassina-Grossa sur les Autrichiens, rendit la jonction possible.

Il avait, par sa fermeté, sa froide énergie, admirablement sauvé tout ce qui pouvait être sauvé d'une situation perdue. C'est le moment que prit le Directoire pour lui ôter le commandement de l'armée d'Italie. Il est vrai qu'il le donna à Joubert, qui lui-même était un général du plus haut mérite. Souvarof et l'Autrichien Kray avaient 70.000 hommes; Joubert, 40.000 seulement. La rencontre eut lieu à Novi (15 août). Nous avions l'avantage : l'arrivée des Autrichiens donna la victoire aux Russes. Joubert avait été frappé dès le début. Il mourut en criant encore à ses soldats : « En avant, mes amis ! En avant ! »

Les restes de ce qui avait été l'armée d'Italie, sous Championnet, qui avait succédé à Joubert, furent aussi battus par Mélas, et allèrent s'enfermer dans Gênes, la dernière place qui fût en notre possession.

Sauf ce suprême refuge, nous avions perdu le pays tout entier. Des réactions atroces sévissaient là où avaient vécu les Républiques italiennes. On fut surtout féroce à Naples, où le pouvoir du Roi avait été restauré par Nelson, retour d'Aboukir. Le grand marin anglais déshonora sa gloire par la complicité qu'il prêta aux pires vengeances royales.

Ainsi à la fin d'août, nous avions été repoussés sur le Rhin et expulsés d'Italie. Nous allions aussi perdre la Hollande. Une armée anglaise, grossie de Russes à la solde de l'Angleterre, débarquait près du Helder le 27 août. Brune, qui commandait pour la France, n'avait à leur opposer que des forces très inférieures, composées en majeure partie de troupes hollandaises. Celles-ci furent d'abord battues, puis Brune fut repoussé dans une attaque contre le camp anglais, et la flotte hollandaise, travaillée par les émissaires du prince d'Orange, avait forcé son amiral à se rendre.



Joubert, général en chef
de l'armée d'Italie.

Gravé par Levachez (Cabinet des estampes).

Les échecs, les désastres s'accumulaient; tout faisait prévoir que la France serait à bref délai envahie de nouveau par les Pays-Bas, par les Alpes, par le Rhin. Il ne restait à nos ennemis qu'à infliger à l'armée de Masséna, en Suisse, le sort qu'ils avaient fait éprouver aux autres. Et ils pouvaient réunir toutes leurs forces contre elle.

Mais elle allait sauver la France.

Masséna, après avoir pris vigoureusement l'offensive, au début de la campagne, avait dû vite s'arrêter. La retraite de Jourdan, après Stokach, notre défaite de Magnano, en Italie, l'avait obligé à la prudence. Attaqué par l'archiduc Charles, à Zurich, au début de juin, il l'avait repoussé; puis il s'était fortifié, attendant des circonstances plus propices. Ces circonstances, le Conseil aulique de Vienne, conseil militaire despotique et routinier, qui a préparé tant de défaites à l'Autriche, finit par les lui fournir. Il avait décidé que les Russes remplaceraient en Suisse les Autrichiens, auxquels ils laisseraient l'Italie. Souvarof gênait ceux-ci : il avait la rage de restaurer les souverains dits légitimes, et les réinstallait dans leurs anciennes possessions que l'Autriche aimait mieux occuper, dans l'espoir d'en garder quelques morceaux. En conséquence, Souvarof dut se mettre en route pour la Suisse; l'archiduc Charles reçut ordre d'aller occuper Philippsburg, sur le Rhin. Masséna profita du moment où l'archiduc était parti et où Souvarof n'était pas arrivé pour attaquer l'armée ennemie, composée d'Autrichiens et de Russes.

La bataille allait se livrer aux deux extrémités du lac de Zurich. Ce lac forme, sur une longueur d'une dizaine de lieues, une sorte de longue faucille, ou de croissant très mince, dans la région où les contreforts des Alpes, déjà abaissés, ne sont plus que de hautes collines. La rivière la Linth y entre par la pointe du sud-ouest, et en ressort par la pointe opposée sous le nom de Limmat, à l'endroit où se trouve la grande ville de Zurich. La Linth, le lac et la Limmat séparaient les deux armées. Pour attaquer les Austro-Russes, Masséna, établi sur les hauteurs de l'Albis, passera la Limmat au-dessous de Zurich, tandis qu'à plus de 10 lieues de lui, Soult passera la Linth.

Masséna trompa l'ennemi par deux fausses attaques, l'une sur Zurich, l'autre sur la basse Limmat, pendant qu'entre les deux, au village de Déatikon, Oudinot, avec 15.000 hommes, passait la rivière sur des bateaux rassemblés secrètement et traînés à bras jusqu'au cours d'eau. 600 hommes le franchissent d'abord et dispersent les tirailleurs ennemis. Bientôt les 15.000 hommes sont sur l'autre bord; les Russes, qui occupent le plateau au-dessus du village, sont battus et repoussés; les nôtres sont maîtres des hauteurs qui dominent la ville par derrière, tandis que Masséna l'attaque en face. Ils occupent, de ce côté, la route de Winterthur, la seule par laquelle les Russes puissent faire leur retraite. Le général russe, Korsakoff, fait des efforts désespérés pour la reprendre. Enfin Korsakoff forme ses troupes en longue colonne, l'infanterie en tête, puis la cavalerie, puis l'artillerie, les bagages en queue, et fond sur les nôtres avec une telle furie que la tête s'ouvre un chemin sanglant, et que l'infanterie passe avec une partie de la cavalerie. Mais les Français reviennent à la charge, coupent la colonne et refoulent le reste dans Zurich.

La malheureuse ville, attaquée des deux côtés, bondée des troupes ennemies et des Français vainqueurs qui entraînent à la fois par les deux bouts, était remplie d'un pêle-mêle terrible, d'un combat atroce, de sang et de cadavres. Le célèbre savant suisse Lavater, essayant au milieu de cette confusion d'arrêter des soldats exaspérés, fut tué par eux. Enfin tout ce qui se trouvait dans Zurich dut se rendre : 5.000 prisonniers, 100 pièces de canon, tous les bagages, toutes les pièces d'administration, le trésor de l'armée. Il y avait déjà 8.000 ennemis hors de combat. Korsakoff, qui fuyait vers l'Allemagne, avait perdu 13.000 hommes et n'emmenait plus que la moitié de son armée.

À l'autre extrémité du lac de Zurich, Soult n'avait pas moins de succès. Cinquante hommes, les meilleurs nageurs de l'armée, s'étaient jetés, la nuit tombée, dans la Linth, nus, après avoir noué sur leurs têtes leurs sabres et leurs pistolets. Ils avaient passé de la sorte à une lieue au-dessus du camp autrichien. Leur étrange apparition, au milieu des troupes, surprit de telle sorte les ennemis endormis qu'ils se dispersèrent et que nos troupes passèrent sans difficulté. Les Autrichiens sont battus comme les Russes; ils laissent aux nôtres 3.000 prisonniers et leur artillerie; leur général, Hotze, est tué. Ce qui reste des Autrichiens et des Russes est rejeté hors de Suisse.

Cependant Souvarof était en route pour les rejoindre. Il avait pris la route du Saint-Gothard.

La chaîne maîtresse des Alpes, qui prolonge du côté de la Suisse et de la France ses contreforts et ses pentes, tombe, du côté de l'Italie, en escarpements abrupts. Nulle part, ils ne sont plus abrupts qu'au Saint-Gothard. La route du col se replie en nombreux zigzags pour le gravir. Les Russes rencontrèrent là Lecourbe avec un corps de troupe, faible par le nombre, mais fort par le courage. Lecourbe était un des meilleurs généraux de la Révolution, sans égal peut-être dans la guerre de montagnes. Sa fidélité républicaine devait arrêter sa carrière sous l'Empire; mais il avait de grandes qualités d'homme de guerre. Il attendait les Russes à la montée du Saint-Gothard.

Ils n'avaient devant eux que des forces peu nombreuses; malgré les difficultés, ils finirent par atteindre la crête; Souvarof fit graver sur le rocher une inscription témoignant de sa victoire. Il avait envoyé Rosemberg, avec 6.000 Russes, tourner le col du Saint-Gothard par le passage le plus voisin. Lecourbe, entre les deux, semblait pris. Il jette son artillerie dans le torrent, et, par des rochers impraticables, passe à son tour derrière Rosemberg. Sur le revers suisse, la Reuss qui descend du col s'est creusée dans la pierre vive une gorge sauvage, une sorte d'ornière d'une profondeur vertigineuse, taillée entre des murs effrayants de rocs à pic. La route y passe, suspendue à une étroite corniche, mais, à certains endroits, il faut, pour trouver place, qu'elle franchisse l'abîme au fond duquel écume et bondit le torrent. Elle le franchit sur le « Pont du Diable », ainsi nommé parce qu'au Moyen Age, d'après la légende, les habitants furent obligés d'avoir recours à Satan en personne pour qu'il leur construisît un pont qui ne fût pas emporté par les crues. Lecourbe attendit là l'ennemi sur l'autre rive; les Russes finirent par passer, mais après avoir laissé combien de cadavres au fond du précipice!

Enfin, les difficultés étaient franchies; Souvarof était arrivé au fond de la large vallée qui conduit à Altdorf. Mais là une cruelle surprise l'attendait : l'armée à laquelle il allait se joindre était battue et en fuite. Les troupes autrichiennes qui devaient venir au-devant de lui, avec des bateaux pour passer le lac des Quatre-Cantons, avaient déguerpi. Le plus sage était de revenir sur ses pas. Mais ce guerrier de soixante-dix ans était un enragé : il ne voulait pas se rendre; il prit le parti de passer par les montagnes et continua sa marche par Muotta. C'était une route de huit heures, mais dans d'âpres sentiers de montagne. Les Russes mirent deux jours à la parcourir : leur tête était arrivée avant que leur queue fût partie. Là, Souvarof trouvait les Français vainqueurs : il n'avait que le temps de chercher à échapper par les régions les plus difficiles des Alpes. Son armée, mourant de faim et de fatigue, laissait sur les pentes des abîmes ses chevaux et ses équipages. Enfin elle arrive à Coire, où elle était sauvée, mais dans quel état! Sur ses 18.000 hommes, Souvarof n'en ramenait que 10.000. Et il avait fallu à ce septuagénaire une énergie endiablée pour les ramener.

La Russie avait porté aux nues Souvarof vainqueur : le Tsar l'avait nommé prince d'Italie; on lui préparait, à son retour, une réception triomphale. On fut odieusement injuste pour Souvarof vaincu, non par sa faute, mais par les fautes des autres, et qui, dans son désastre, avait fait preuve d'une énergie farouche. Cruellement disgracié, il arriva malade à Pétersbourg; quinze jours après il était mort.

Brune, cependant, prenait sa revanche en Hollande : avec 17.000 hommes seulement, il attaquait et battait les Anglo-Russes dispersés entre Beigen et Alkmaar. Il les refoule dans la presque île humide, basse, coupée de canaux, qui étend ses prairies et ses marécages entre le Zuyderzée et la mer du Nord. Là, ils manquaient de vivres, et ils avaient perdu une grande partie de leurs forces. Le duc d'York signa avec Brune la convention d'Alkmaar. Il gardait les vaisseaux hollandais qui lui avaient été livrés, mais il évacuait la Hollande (octobre 1799). De ce côté encore, le péril était conjuré.

V. — La fin du Directoire. — Le 18 brumaire.

Le crédit du Directoire, déjà si chancelant, fut naturellement achevé par la série d'échecs, de défaites et de désastres qui se succédèrent depuis le printemps de 1799 jusqu'au mois de septembre. Les élections partielles de l'an VII lui avaient été au moins aussi contraires que celles des années précédentes. Il n'y avait qu'un cri contre les dilapidations qu'il couvrait. Il ne pouvait

plus se défendre et livrait ses membres l'un après l'autre. Rewbell, exclu par le sort, était remplacé par Sieyès, c'est-à-dire par un ennemi qui préparait de sourdes machinations contre le gouvernement établi en l'an III; et, se croyant le génie destiné à donner une constitution à la France et à gouverner la République, poursuivait silencieusement son travail de taupe. Puis les deux Conseils avaient substitué à Teilhaud (nommé depuis un an) Gohier, dont on estimait la probité. En juin, on s'attaquait à La Revellière-Lépeaux et à Merlin de Douai, reprochant à celui-ci, un peu vaguement, « un machiavélisme dégoûtant », à celui-là, des « attentats contre la liberté de conscience », et on les avait illégalement obligés à donner leur démission. Ils avaient été remplacés par deux obscurs, le général Moulins et Roger-Ducos. Le régime constitutionnel s'en allait par morceaux. Barras avait l'art d'esquiver adroitement toutes les atteintes, jouant un jeu double ou triple, ami de ses collègues chassés et s'entendant avec leurs ennemis, négociant avec

Louis XVIII et le trompant (du moins à ce qu'il a prétendu depuis).

Les périls terribles que les victoires de nos ennemis faisaient courir à la France réveillèrent un instant ce faible gouvernement. Dans des angoisses semblables, on sentit le besoin de revenir aux hommes et aux idées de Quatre-vingt-treize. Dubois-Crancé entra au ministère de la Guerre; Robert Lindet aux Finances; Fouché avait la Police, à laquelle semblait l'appeler son génie de basses intrigues et sa besogne de mouchard. Il allait y apporter l'irrésistible vocation qui le poussait à trahir tous les gouvernements qu'il servait. On laissa les Jacobins se reconstituer (pour quelques semaines), on



Lucien Bonaparte.

N. D. Photo.

singea l'époque de la Terreur : on ne se borna pas à décréter la levée en masse et un emprunt forcé de 100 millions sur les plus riches (au prorata de la contribution foncière). On vota une abominable loi des otages, en vertu de laquelle devaient être arrêtés les ci-devant nobles, les parents des émigrés et des brigands royalistes dont les exploits désolaient les routes. Pour chaque assassinat, quatre de ces otages seraient déportés; pour chaque pillage, ils paieraient une indemnité. On se hâta d'annuler, le péril passé, cette loi odieuse, qui était restée à peu près lettre morte.

Dans les provinces, les royalistes, fidèles à leurs traditions de guerre civile, essayèrent de venir en aide par leurs soulèvements aux victoires de l'étranger. Mais eux-mêmes n'avaient plus leur vieille énergie. Il y eut des mouvements en Bretagne, en Normandie, en Poitou. Mais le mouvement le plus redoutable fut celui des départements autour de Toulouse : Haute-Garonne, Ariège, Aude, Tarn, Lot et Lot-et-Garonne. Pour soldats, la levée en masse lui fournissait des réfractaires; le clergé inassermé des paysans fanatisés. Un général de la République, Rougé, était à la tête de leur petite armée. Le Directoire n'eut pas besoin de les combattre. Les républicains de la région firent l'affaire seuls. Des troupes formées de gardes nationaux et de volon-

taïres battirent à plate couture, à Montréjeau (20 août 1799) les insurgés qui se réfugièrent en Espagne. Un mois après, la victoire de Masséna à Zurich sauvait et rassurait le pays.

Le 13 octobre, Bonaparte, qui, par un bonheur extraordinaire, avait échappé à la croisière anglaise, débarquait près de Fréjus. C'était le sauveur qui revenait, et sa popularité se multipliait de toute l'impopularité du Directoire. La foule s'étouffait sur les routes où il devait passer : les voitures avaient peine à circuler, villes et villages étaient illuminés. A Lyon, l'ovation fut formidable. Comme cela a lieu le plus souvent à l'origine des dictatures, les espérances les plus contradictoires, républicaines et réactionnaires, se tournaient vers lui. Tout ce que le Directoire avait accumulé de lassitudes et de mépris saluait en lui un lendemain inconnu, mais forcément meilleur.

A peine rentré à Paris, il commença à conspirer. Un tel accueil était bien fait pour l'y encourager. Sa conspiration s'allia à celle de Sieyès, qui cherchait un sabre pour réaliser ses grandes conceptions, et n'en avait pas trouvé. Le faux grand homme était assez avisé pour soupçonner qu'une fois le coup fait, le sabre garderait toute la place pour lui. Au moins, il le disait, et n'en continuait pas moins. Il apportait au complot la complaisance et même la connivence de l'une des deux Chambres, les Anciens, sur lesquels il avait un grand crédit. Le ministre de la Police, Fouché, était dans l'affaire : des gens avisés la favorisaient et prenaient part à l'intrigue qui se préparait ; entre autres, Talleyrand, tout récemment ministre des Affaires étrangères sous le Directoire, l'ancien évêque d'Autun, qui avait jeté sa robe épiscopale aux orties et s'était fait diplomate. Nul autre ne fut, dans cette carrière, plus fin, plus avisé : nul ne cacha sous plus d'esprit, d'élégance et de sang-froid, la plus complète absence de convictions et de scrupules. Moreau, exaspéré par les injustices dont le Directoire l'avait abreuvé, avait promis son concours. Le Conseil des Cinq-Cents avait récemment nommé comme président le propre frère de Bonaparte, Lucien, l'un des chefs les plus ardents du complot. On dit que Barras, toujours multiple et prudent, avait promis sa neutralité. Le fait est qu'au moment critique il allait s'éclipser. Le Directoire se trahissait lui-même.

Il ne fallait pas moins pour assurer le succès du coup d'État, qui fut conduit de piteuse façon. Le 18 brumaire (9 novembre 1799), les Anciens, auxquels la Constitution donnait le droit de changer le lieu de séance des Chambres, le transportaient pour le lendemain à Saint-Cloud, sous prétexte de les soustraire à un complot imaginaire, en réalité pour les livrer à un complot réel ; puis, par une audacieuse usurpation, ils nommaient Bonaparte chef du corps d'armée qui avait Paris dans sa circonscription. Bonaparte prenait aussitôt possession du commandement, et au lieu de prêter le serment prescrit à la Constitution, jura qu'on allait avoir « une République fondée sur la vraie liberté, sur la liberté civile, sur la représentation nationale » ; puis il chargea Moreau de la garde du Luxembourg, palais alors affecté au Directoire. Moreau y retint prisonniers Gohier et Moulins, les seuls directeurs dont on eût à craindre l'opposition : Sieyès était un des chefs du complot ; Roger-Ducos un des complices, et Barras venait de donner sa démission.

Le lendemain, 19 brumaire (10 novembre), les deux Chambres, suivant la décision des Anciens, se réunissaient à Saint-Cloud : l'une dans la galerie de Mars, l'autre (les Cinq-Cents) à l'Orangerie. Chose étrange ! Bonaparte, ce génie de la force et de l'audace, si prodigieusement énergique sur les champs de bataille, si puissant, si rusé, si impérieux dans les négociations, si étonnant de sang-froid dans le péril, fut dans le coup d'État au-dessous de tout ce qu'on pouvait attendre. Aux Anciens, qui lui étaient une majorité favorable, il se fit introduire à la barre à quatre heures et tint un langage pitoyable, se disant « accompagné du dieu de la victoire et du dieu de la gloire », demandant à l'Assemblée de « prévenir les déchirements », s'embrouillant dans ses explications et finalement se dérobant, par un départ hâtif, avant que rien fût décidé. Les Cinq-Cents étaient indignés du coup d'État ; ils accueillirent Bonaparte aux cris de : « A bas le dictateur ! Hors la loi ! » On a raconté, dans la soirée, qu'il avait échappé à un coup de poignard. C'était une légende créée pour les besoins de l'affaire. La vérité est qu'il y eut autour de lui une bousculade qu'il esquaiva en quittant la place. Il n'avait avec lui que quatre grenadiers, au milieu desquels sa maigre et courte personne faisait fort petite figure.

Il sortit de là singulièrement pâle et troublé, poursuivi par l'écho des cris menaçants de « Hors la loi ! », si ému, qu'étant monté à cheval pour haranguer ses troupes, il s'en laissa tomber. Mais deux pelotons de grenadiers entrèrent dans la salle des Cinq-Cents et en chassèrent les députés.

Ils croyaient sauver la République et rentrèrent à Paris en chantant le « Ça ira » ! C'est, en réalité, cette poignée de grenadiers qui fit le coup d'État, tandis que ses chefs défilaient. Et c'est le président des Cinq-Cents lui-même, Lucien Bonaparte, qui faisait disperser ses collègues par la force brutale !

Les Anciens avaient voté la suppression du Directoire et la création d'une Commission exécu-



Bonaparte au Conseil des Cinq-Cents, à Saint-Cloud, le 19 brumaire an VIII.

D'après le tableau de François Bouchot.

tive de trois membres. Une trentaine de membres des Cinq-Cents, usurpant impudemment les pouvoirs de l'Assemblée chassée par la violence, nommèrent trois consuls : Sieyès, Roger-Ducos, Bonaparte, et exclurent soixante-quatre membres républicains des deux Chambres. Les Anciens confirmèrent ces votes, et les trois consuls vinrent prêter serment de fidélité à la République.

La République était morte.



Allégorie officielle dessinée par Naigeon l'aîné, gravée par B. Roger.
(Collection Édouard Petit.)

I. — Le commencement du Consulat.

Bonaparte ne mit pas longtemps à s'adjuger tout le profit du coup d'État. Sieyès ne pesa guère, et fut vite mis au rancart. Ce faux grand homme, resté jusque-là habilement dans le demi-jour des actions souterraines, ne parlant guère, et quand il ouvrait la bouche, parlant comme un oracle, par formules brèves et tranchantes, merveilleux pour ménager, au milieu de toutes les convulsions, sa sécurité et son prestige, par son isolement, sa réserve et ses attitudes de sphinx, s'était fait une réputation de profondeur politique (surtout pour les questions constitutionnelles), qui ne résiste pas au grand jour. Il fallait faire une Constitution nouvelle; on lui attribuait, pour une telle œuvre, un génie spécial : les deux commissions des Cinq-Cents et des Anciens, nommées pour établir ce régime nouveau, s'adressèrent à lui. Il n'avait rien d'arrêté, rien de prêt : on en vint à essayer de lui arracher ses idées une à une, par des conversations qu'on rédigeait ensuite. On ne put en tirer que des idées bizarres et compliquées. Il avait une formule : « le pouvoir doit venir d'en haut, la confiance d'en bas », qui aurait bien convenu au régime du Grand Turc ou à toutes les autocraties. Avec cela, des conceptions enchevêtrées : tantôt, au sommet, un « proclamateur électeur » qui serait chargé de choisir les fonctionnaires; tantôt, deux consuls, l'un pour la paix, l'autre pour la guerre. Bonaparte fit sa Constitution lui-même, dans un petit comité qu'il réunit chez lui. Sieyès en était, mais Sieyès rabroué et mené sans peine par l'impérieux dictateur. Quant aux commissaires chargés du travail, on ne les consulta pas : Bonaparte fit signer le projet à leurs membres, individuellement. Ainsi naquit la Constitution de l'An VIII.

C'est déjà l'organisation complète du despotisme : trois consuls (il le fallait bien); mais le premier est tout : il nomme à toutes les fonctions. Ils sont élus pour dix ans, en théorie, par le nouveau Sénat. Mais pour la première fois, qui sera la dernière, c'est la Constitution qui les

nomme; Bonaparte se débarrasse de Sieyès et de Roger-Ducos. Il les remplace par un jurisconsulte éminent, mais docile, Cambacérès, et par une médiocrité parvenue, Lebrun.

Le peuple qui a fait Quatre-vingt-neuf disparaît de la politique : il ne nomme plus que ses juges de paix. On crée un Sénat de soixante membres d'abord, et qui, d'année en année, doit monter à quatre-vingts. Bonaparte laisse le choix de ces membres aux deux consuls évincés, et aux consuls nouveaux. C'est ce Sénat qui est substitué au peuple pour élire les membres des deux Chambres. Les Chambres sont singulièrement conçues : l'une discute, l'autre vote. La première, le Tribunat, examine d'abord les projets de loi, et envoie trois de ses membres défendre son opinion devant le « Corps législatif », qui entend aussi les orateurs du Gouvernement, et vote, sans avoir le droit de discuter. Il vote aussi le budget, mais sans avoir le droit d'y rien changer. Il l'accepte ou le rejette en bloc.

Toute l'action effective appartient au « Conseil d'État », assemblée nouvelle, nommée par le premier Consul, et composée de cinq sections : Guerre, Marine, Finances, Législation civile et criminelle, Intérieur. Le Gouvernement seul a le droit de proposer des lois nouvelles. Il les fait préparer par le Conseil d'État.

C'est le premier Consul qui nomme les ministres, les fonctionnaires de toute nature, les juges (pour lesquels on rétablit l'inamovibilité). Comme Louis XIV, et mieux peut-être, il peut dire : « L'État c'est moi ».

On laisse bien au peuple un droit théorique et compliqué. Les électeurs des communes choisissent parmi eux un nombre de citoyens, égal au dixième de leur nombre total, qui formeront la liste communale. Ceux-ci, à leur tour, éliront une liste départementale composée d'un dixième d'entre eux. Et l'on composera une liste nationale par une nouvelle réduction à un dixième. Ainsi seront organisées de petites oligarchies, d'un dixième des habitants de la commune, d'un centième des habitants du département, d'un millième du peuple français. Oligarchies nommées à vie. Le régime censitaire est supprimé pour les électeurs. Tout homme de vingt et un ans, sauf les domestiques, a un bulletin de vote, mais pour ces élections dérisoires. Le cens, d'ailleurs, reparaît pour les éligibles ; les citoyens portés sur les listes sont pris parmi les plus imposés : les oligarchies sont forcément censitaires et le privilège de l'argent ne perd rien de sa force à être déplacé. A quoi servent ces listes ? On doit y prendre tous les fonctionnaires et tous les élus ; les maires, les conseillers municipaux, etc., sur la première ; les préfets, sous-préfets, conseillers généraux, etc., sur la seconde ; les membres des deux Chambres, les fonctionnaires d'ordre général, sur la troisième. La formation des listes est ajournée à l'année suivante (an IX). En attendant, on prend qui on veut.

Un article spécial (art.75) disant que les fonctionnaires ne pourraient être poursuivis par les particuliers en vertu de leurs actes publics qu'avec l'autorisation du Conseil d'État, établissait, au-dessus des tribunaux et des lois, l'irresponsabilité et l'impunité de tous les agents du pouvoir.

La loi du 28 nivôse complète le système. C'est elle qui créait les préfets à l'instar des « intendants » de l'ancien régime. Un préfet à la tête de chaque département, un « Conseil de préfecture » pour juger les litiges administratifs et un Conseil général auprès de lui ; un sous-préfet à la tête de chaque arrondissement ; des maires, des adjoints dans les communes, un préfet de police à Paris : tous, préfets, sous-préfets, conseillers de préfecture, conseillers généraux, maires, adjoints conseillers municipaux, nommés par le premier Consul ou par ses préfets : voilà l'organisation nouvelle, qui établit l'omnipotence du pouvoir central, sans l'ombre d'une réserve, sans un atome de liberté.

Le 16 janvier, un arrêté du premier Consul avait supprimé tous les journaux, sauf treize, dont un, le *Moniteur*, était devenu l'organe officiel du Gouvernement. Inutile de dire que les douze autres savaient quel sort les attendait s'ils déplaisaient.

La nation était tellement lasse qu'elle se laissa faire, presque sans murmure. La Constitution de l'an VIII avait été soumise aux suffrages du peuple dans des conditions assez dérisoires : Bonaparte n'avait pas attendu qu'elle fût acceptée pour la mettre en vigueur : on votait sur un fait accompli. Puis, au lieu de la soumettre aux Assemblées primaires d'électeurs, où elle aurait pu être discutée, on ouvrait dans chaque commune un registre où chacun, à côté de son nom, écrivait son assentiment ou son refus. Par un étrange renversement des choses, en même temps qu'on

rendait le scrutin secret pour les membres du Corps législatif, qui doivent être responsables de leur vote, on établissait le scrutin public pour les électeurs, pour lesquels le secret est la première garantie de liberté.

On obtint ainsi trois millions de « Oui » contre 1.562 « Non ». Ce dernier chiffre seul suffirait à prouver que le vote n'était pas libre. Mais il est bien certain que l'immense majorité de la France acceptait le dictateur : les révolutionnaires, parce qu'ils voyaient en lui une autorité forte qui sauvegarderait les conquêtes sociales de la Révolution, l'égalité, la propriété des biens nationaux, la division démocratique des biens; les royalistes, parce qu'ils n'avaient pas encore perdu tout espoir en Bonaparte; tous, parce qu'ils étaient harassés des convulsions passées et voulaient à tout prix le repos sous un pouvoir stable.

Bonaparte comptait aller plus loin; mais pour cela, il lui fallait une victoire : il alla la chercher en Italie.

On sait que nous restions en guerre avec l'Autriche. Elle avait en ligne deux puissantes armées de 120.000 hommes. L'une, sous Kray, du côté du Rhin, devait prendre la revanche de Zurich. L'autre, sous Mélas, en Italie, n'avait devant elle que les malheureux débris de nos troupes cruellement battues de ce côté en 1799.

Moreau commandait sur le Rhin, et fit une campagne merveilleuse. Après avoir habilement attiré les Autrichiens du côté du fort de Kehl, il passait le fleuve bien au sud, à Brisach, Bâle et Schaffhouse, Lecourbe battait les Autrichiens à Stockach, Moreau à Enden. Kray, qui avait perdu 7.000 prisonniers, essayait de se réfugier dans le Vorarlberg, et était rejeté sur le Danube. Il s'enfermait dans Ulm où il aurait probablement été obligé de capituler, si, à ce moment, Bonaparte, qui ne tenait pas aux victoires des autres, n'eût affaibli Moreau de 18.000 hommes qu'il prenait pour sa propre armée : le corps de Lecourbe; mais il en ôta le commandement au vaillant général trop républicain. Moreau n'en continua pas moins à battre Kray coup sur coup à Hochstedt, à Neubourg, à Oberhausen. On était arrivé ainsi au mois de juillet : un armistice avait été conclu de l'autre côté des Alpes : Moreau en accorde un à Kray. L'Autrichien laissait à nos armées toute la Bavière jusqu'au Mein et jusqu'à Ratisbonne. Il y eut ainsi, des deux côtés, dans la campagne de 1800, une suspension de quelques mois.

En Italie, on avait d'abord laissé Masséna avec des forces d'une insuffisance dérisoire. Il fut réduit à s'enfermer dans Gênes, où il fut aussitôt assiégé. Il soutint le siège avec une énergie héroïque, immobilisant pendant de longues semaines 50.000 Autrichiens et une flotte anglaise,



L'armée française au bourg de Saint-Pierre traverse le Grand Saint-Bernard (20 mai 1800).

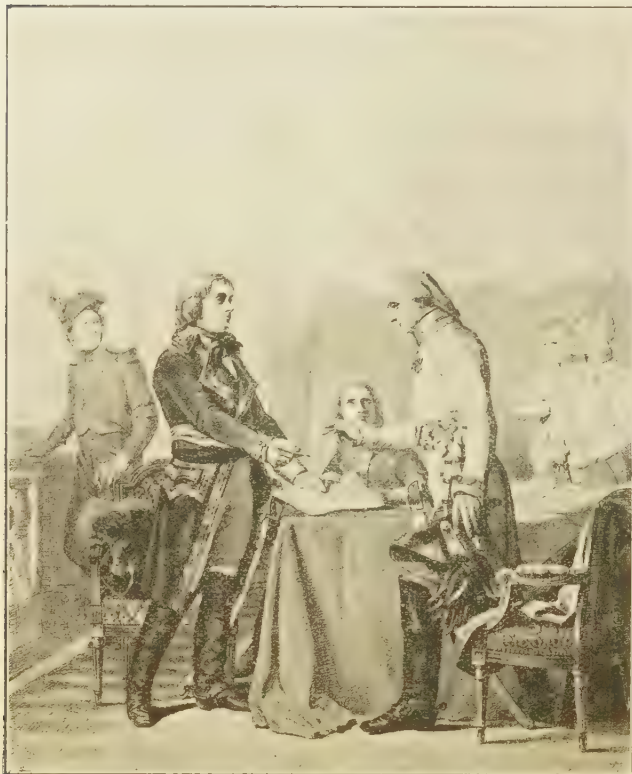
Gravure d'Aubert d'après une peinture de Thevenin (Bibliothèque nationale).

tuant 15.000 hommes à l'ennemi dans de vigoureuses sorties. La place manquait de vivres; l'armée et la population endurèrent toutes les horreurs d'une affreuse famine, Masséna ne capitula qu'après avoir épuisé ce qui servait de vivres et quand, à la lettre, on allait mourir de faim; sa magnifique résistance avait donné à Bonaparte le temps d'arriver.

Bonaparte avait réuni une armée en cachant fort habilement ses préparatifs à l'ennemi. Il la conduisit en Italie par la route la plus imprévue: le col du Grand Saint-Bernard, qui, tout près du Mont-Blanc, fait communiquer la Suisse avec l'Italie. Nul n'aurait imaginé qu'une armée pût passer dans ce mauvais chemin de mulets. Il fallut mettre les canons dans des troncs d'arbre creusés, et les faire traîner à bras par cent hommes qui se relayaient. Le Saint-Bernard franchi, rien n'était fait encore. L'étroite vallée d'Aoste, où l'on était arrivé, était gardée par un fort, le

fort de Bard, sous les canons duquel il fallait passer. On passa dans les ténèbres de la nuit, en silence, l'artillerie enveloppée de paille pour ne point faire de bruit. Puis le premier Consul déboucha à l'improviste en Italie avec toute son armée, qui semblait tomber du ciel; et les Autrichiens stupéfaits apprirent qu'il faisait une entrée triomphale à Milan.

Il aurait pu probablement battre l'armée autrichienne dispersée et sauver Masséna. Mais peut-être se souciait-il médiocrement de lui épargner un échec. S'il obéit à ce mauvais sentiment, peu s'en fallut qu'il ne le payât cher. Le 14 juin, la bataille décisive se livrait à Marengo, près d'Alexandrie, entre le Pô et les Apennins. A 3 heures, Napoléon l'avait perdue: il était repoussé et obligé de reculer à Marengo même: Lannes et Victor n'étaient pas plus heureux sur les routes de Castel Ceriolo et de San Giuliano. Le général autrichien envoyait des courriers pour annoncer sa victoire. Par bonheur, Desaix, que Bonaparte avait envoyé du côté de Novi, accourut au



Convention entre Mélas et Berthier après la bataille de Marengo
(15 juin 1800).

Tableau de Grolling.

canon. « La bataille est perdue, dit-il, mais on a le temps d'en gagner une autre. » Son arrivée fit changer la victoire de côté. En une heure, elle nous était revenue. Mais Desaix était tué dès le début. En lui tombait un des héros les plus généreux de la Révolution. C'était encore un des rivaux possibles du dictateur qui disparaissait.

Les Autrichiens cernés se hâtèrent de signer un armistice qui décida Moreau à accorder le sien. Les hostilités étaient suspendues pour cinq mois, et les Autrichiens évacuaient l'Italie jusqu'au Mincio. Bonaparte, d'habitude, ne laissait pas ajourner ainsi le résultat de ses succès. Mais il n'exerçait le commandement qu'irrégulièrement, et sous le nom de Berthier; rien ne donnait au premier Consul le droit de conduire les armées. Peut-être aussi n'était-il pas fâché de rentrer à Paris après une victoire, sans courir de chances nouvelles.

Quand on reprit les armes, l'automne étant déjà avancé, Bonaparte avait confié l'armée,

non pas à Masséna, que désignaient sa glorieuse défense de Gênes et le souvenir de Zurich, mais à Brune qui, d'ailleurs, la conduisit fort bien. Bellegarde, qui remplaçait Mélas à la tête des Autrichiens, s'était établi solidement entre le Mincio et l'Adige, protégé par les quatre places fortes du fameux quadrilatère. Brune passa le Mincio et l'Adige, prit Vérone, fit sa jonction avec les troupes que Macdonald lui amenait de Coire, et força l'Autrichien à signer, le 13 janvier, l'armistice de Trévise, qui rejetait nos ennemis au delà du Tagliamento. Murat, cependant, faisait dans l'Italie du Sud une sorte de promenade militaire et obligeait le roi de Naples à fermer ses portes à l'Angleterre.

Mais c'est Moreau qui remportait les avantages décisifs. Pendant l'armistice, il avait réorganisé son armée. Il marcha sur l'Inn, le grand affluent du Danube, vers Mühldorff. L'archiduc Jean qui commandait les Autrichiens voulut attaquer les nôtres, remporta un léger succès sur un de nos corps de troupe qu'il fit reculer, et, ne voyant pas que Moreau l'attirait dans un piège, se mit en route avec son armée sur la route de Mühldorff à Munich, route encaissée, à travers un pays difficile coupé de bois et de prairies. L'armée autrichienne s'allongeait en file interminable, avec l'encombrement de ses bagages, sur le mince ruban de la route. Moreau l'attendait à Hohenlinden : il avait étudié son terrain à fond ; il envoya, par des sentiers à lui connus, Richepanse et Decaen attaquer ce long cortège en queue : puis, quand il entendit leur canon, lança Ney sur les têtes de la colonne autrichienne. Ainsi prise par les deux bouts, ce ne fut bientôt qu'un pêle-mêle effroyable d'hommes éperdus, et s'échappant de tous côtés, tandis que la route présentait un chaos indicible de chariots renversés, de cadavres, de chevaux sans maîtres, de canons et de caissons abandonnés. Les vaincus fuirent dans les neiges, dans la nuit. 20.000 Autrichiens étaient tués ou pris (2 décembre 1800).

Moreau n'avait plus qu'à marcher sur Vienne. Il y renonça pour ne pas exaspérer l'Autriche, disait-il, et il ajoutait : « J'aime mieux la paix. » Peut-être aussi pensait-il que Bonaparte lui en voudrait mortellement d'être vainqueur à ce point. Quoi qu'il en soit, les Autrichiens signèrent un armistice où ils acceptaient de traiter sans l'Angleterre (25 décembre). Moins de deux mois après, la paix était signée à Lunéville (9 février 1801). L'Autriche reconnaissait les Républiques Batave et Suisse ; elle abandonnait la Toscane, prise à un archiduc autrichien. L'Empereur traitait pour l'Allemagne comme chef du corps germanique.

Bien entendu, il ne fut question que de la victoire de Bonaparte à Marengo, où il avait perdu la bataille quand Desaix le sauva. La victoire de Moreau à Hohenlinden fut reléguée au second plan ; c'est elle pourtant qui avait obligé l'Autriche à traiter. Bonaparte prétendit qu'elle était due au hasard et que Moreau n'y avait fait que des fautes. Les adulations et l'honneur du traité allèrent au maître. On se tromperait, pourtant, en croyant que la victoire de Moreau était oubliée de tous. Bonaparte s'en souvenait, et ne le pardonnait pas. Moreau était perdu. Il ne tardera guère à être frappé.



Desaix, général de division.
Gravé par Levachez (Cabinet des estampes).

II. — Suite du Consulat. — La paix d'Amiens. — Le Consulat à vie.

Au début Bonaparte avait tenu à donner à son despotisme consulaire une physionomie nettement républicaine. En réponse aux étranges illusions que les partisans de Louis XVIII avaient d'abord entretenues au sujet du coup d'État (comme si le premier Consul avait été homme à relever le trône pour un autre que pour lui-même), le ministre de l'Intérieur déclarait que la « superstition » pas plus que le royalisme n'aurait à se féliciter du 18 brumaire. Fouché, ministre de la Police, parlant des émigrés, disait que « la Patrie les rejetait éternellement

de son sein ». Nombre de mesures de proscription étaient effacées en faveur non seulement de Carnot et de Lafayette, mais de montagnards tels que Barère et Vadier.

Les institutions de la Révolution étaient détruites; mais il restait quelque chose de son esprit. Le Sénat, où entraient des hommes imbus du génie du dix-huitième siècle, comme l'écrivain Volney, comme les grands savants Monge, Cabanis, Lagrange, Daubenton, avait introduit dans les deux Chambres des libéraux très fermes, de solides républicains. Dès le 19 février 1800, Bonaparte était allé habiter la résidence princière des Tuileries. Mais il s'intitulait encore le « citoyen Bonaparte ». Pour les femmes seulement, il donnait l'exemple de dire : « Madame » au lieu de « citoyenne ». Le Gouvernement tenait la main à l'application du calendrier de la Révolution et à l'observation du « décadi », dont la substitution au dimanche blessait fort les catholiques dévots.

Tout changea après Marengo, et surtout quand l'Autriche fut réduite à la paix. Il y eut d'abord une série de proscriptions contre les républicains. Bonaparte prit, pour les prononcer, un prétexte assez singulier : un complot royaliste. Comme il allait à l'Opéra, le 24 décembre 1800 (3 nivôse), on tenta de l'assassiner rue Saint-Nicaise, par l'explosion d'un baril de poudre. Il y avait eu



P. C. F. Daunou.

D'après une lithographie de Maurin.
(Cabinet des estampes.)

quatre morts et soixante blessés. Les coupables furent découverts; on eut contre eux des preuves complètes; ils furent exécutés au mois d'avril suivant : c'étaient deux royalistes notoires. Mais Bonaparte commença par frapper sans jugement les « Jacobins ». Le 4 janvier, cent trente républicains étaient proscrits, presque tous déportés à Cayenne, comme le conventionnel Destrem, ou à Mahé, comme Rossignol; la plupart y périrent : cinq autres républicains étaient fusillés dans la plaine de Grenelle pour un complot fabriqué par la police. Quatre autres étaient condamnés à mort par le tribunal criminel de la Seine, sans preuve sérieuse, pour des propos; cinquante-deux étaient mis en état de surveillance en France, avec interdiction de rentrer à Paris et dans les départements voisins. On emprisonnait sans jugement les veuves de Marat, de Chaumette et de Babœuf.

Bientôt le moment approcha où devait avoir lieu le renouvellement des Chambres par cinquième. C'était le sort qui devait désigner ceux de leurs membres qui seraient remplacés. Bonaparte aimait mieux les désigner lui-même ou, tout au moins, les faire désigner par le Sénat. Il se débarrassa de la sorte des libéraux dont les critiques le gênaient :

Daunou, le penseur, le grand écrivain Benjamin Constant, alors à ses débuts, Isnard, le dernier des Girondins.

Par une loi du 7 février 1801, il s'était fait attribuer la faculté d'établir, dans les départements où il le jugeait nécessaire, des façons de tribunaux extraordinaires, où seraient mêlés parmi les juges, des magistrats, des officiers, des civils désignés par le premier Consul. Il devait étendre plus tard cette justice d'exception, à moitié civile, à moitié militaire, qui semble avoir servi de modèle, un demi-siècle plus tard, aux odieuses commissions mixtes du 2 Décembre. C'était, il est vrai, contre les désordres et les brigandages organisés sous le couvert des royalistes qu'elle était instituée. Elle devint plus tard un instrument de règne.

Depuis quelque temps, Bonaparte négociait avec le Pape pour rétablir l'Église catholique dans sa situation officielle en France.

Inutile de dire que ce n'était pas par foi chrétienne qu'il entreprenait une telle œuvre. On sait assez qu'il n'eut jamais au cœur qu'une religion exclusive : la religion de son Étoile. Mais il avait vite compris, avec son instinct de despotisme, que cette ambition avait besoin de l'alliance d'une Église puissamment organisée et fortement disciplinée. Seule, cette Église pouvait plier sous son joug les populations rurales restées dévotes; seule, elle pouvait effacer son caractère de parvenu, et l'introduire dans la famille des souverains; seule, elle pouvait donner à l'ancien

sous-lieutenant d'artillerie une espèce de droit divin. Lafayette, à ce que l'on raconte, le lui avait dit en souriant. Faisant allusion à la sainte ampoule, de Reims, où était contenue l'huile miraculeuse qui servait à sacrer nos anciens rois de France : « Vous voulez, disait-il, vous faire casser la petite fiole sur la tête. » D'ailleurs, Bonaparte détestait la pensée philosophique : il avait une profonde aversion pour ce qu'elle porte inévitablement de liberté en elle; il avait horreur de ce qu'il appelait les « idéologues »; un dogme absolu lui paraissait le corollaire nécessaire d'un pouvoir absolu.

Il aimait à mener les affaires au galop; il n'est pas dans les habitudes de la cour de Rome de se presser; elle aime à user les obstacles par le temps. D'ailleurs, si Bonaparte lui offrait des avantages inespérés, il lui demandait des décisions contraires à toutes ses traditions et à toutes ses règles. Il fallait supprimer nombre d'évêchés et surtout dépouiller de leur dignité épiscopale les prélats fidèles à la cour de Rome, sans aucune raison pour les frapper. Bonaparte exigeait en plus, sur l'Église, un droit de police inconciliable avec ses maximes. Les deux représentants du Pape, l'archevêque de Corinthe, Spina, et le Père Caselli, hésitaient, traînaient, soulevaient cent difficultés. Bonaparte se fâcha, rappela son ambassadeur de Rome, et, pour employer la menace la plus grave, fit tenir ou autorisa à Paris, sous la présidence de Grégoire, un concile de l'Église assermentée. Le Pape se décida à envoyer à Paris son principal conseiller, le cardinal Consalvi, homme supérieur, à l'esprit conciliant. Bonaparte ne négligea rien pour lui en imposer et l'intimider. Il lui fit une réception théâtrale, entouré des « grands corps de l'État », le rudoya quelque peu et ne lui donna que quelques jours pour conclure. La réception était le 22 juin : on échangeait les signatures du contrat le 15 juillet. Il fallut attendre encore près de neuf mois avant d'inaugurer le nouveau régime, pour régler la question avec les évêques dont le Pape devait obtenir la démission. Mais tout l'essentiel était fait dès l'été de 1801.

Le Concordat débarrassait l'Église romaine de l'Église purement française, établie par la Constituante, qui pouvait encore lui faire une redoutable concurrence. Tous les évêques assermentés avaient remis leur démission entre les mains de Bonaparte : en revanche, on devait en reprendre un certain nombre parmi les nouveaux évêques concordataires (il y en eut quinze), à condition qu'ils fissent leur soumission au Saint-Siège. On ne pouvait plus songer à faire du catholicisme une religion d'État, mais on déclarait qu'elle était la religion « de la majorité des Français » et des Consuls, c'est-à-dire du Gouvernement. Le nombre des évêchés était réduit à soixante : l'Église pouvait rétablir ses chapitres et ses séminaires. Pas un mot n'était dit des ordres religieux; ils restaient ainsi frappés par les lois qui les avaient abolis. Le premier Consul jouirait de tous les privilèges accordés par la papauté aux anciens rois; on lui reconnaissait sur l'Église un droit de police, mais seulement « pour la tranquillité publique ».

En somme, l'Église romaine était reconstituée en France dans sa puissance officielle. Bonaparte croyait s'en faire un instrument toujours docile. Dans un pays presque tout entier voltairien, après les orages de la Révolution, où elle avait failli disparaître, elle semblait tombée si bas, à un tel degré d'impuissance, que le maître impérieux qui la tirait en quelque sorte du néant, comptait l'avoir à sa discrétion et en faire ce qu'il voudrait. Avec tout son génie, d'ailleurs fort ignorant de l'histoire, il ne soupçonnait pas la force de l'institution religieuse qu'il dressait en face de lui. Il s'en repentira, mais trop tard; quand il la verra tourner contre lui la puissance qu'il lui a rendue, il déchirera le Concordat, il enlèvera, il emprisonnera le Pape; mais il ne sera plus temps, et il dira, avec amertume, le mot rapporté par son aumônier, l'abbé de Pradt : « Le Concordat est la plus grande faute de ma vie. »

Justement, à ce moment, une sorte de réaction religieuse se produisait en littérature : le



Maximin Isnard.
Portrait de Brea, gravé par Lips.
(Cabinet des estampes.)

Génie du Christianisme paraissait. Chateaubriand, le plus grand écrivain de ce temps, était, la veille encore, un inconnu. Breton, il avait émigré, puis écrit à Londres un ouvrage qui fit peu de bruit, mais qui semblait montrer son royalisme et sa dévotion fort entamés par la pensée du dix-huitième siècle. Puis le vieil esprit breton avait repris le dessus; et il publiait, avec un succès prodigieux, la première défense de quelque importance qui ait été écrite pour la religion, jusque-là si malmenée. Il n'avait garde d'insister sur les dogmes auprès d'une société incrédule : mais il peignait avec un singulier éclat, sa poésie, ses œuvres d'art, ses cérémonies imposantes. Il répandait moins la foi que des impressions religieuses. Mais ce puissant initiateur du « romantisme », c'est-à-dire de la littérature moderne, donnait à son œuvre une vivacité de couleur, une mystérieuse profondeur d'émotion encore inconnue; et s'il ne ressuscitait pas les convictions catholiques, il remettait le catholicisme à la mode. Aussi Bonaparte le considéra-t-il d'abord comme un précieux auxiliaire.



Le vicomte de Chateaubriand, pair de France.
Gravé par Langier d'après une peinture de Girodet-Triasson.
(Cabinet des estampes.)

Pendant qu'il s'alliait à l'Église romaine, Bonaparte traitait avec l'Angleterre; cette ennemie implacable de la Révolution se décidait à la paix.

Tandis que nos armées battaient l'Autriche en Italie et en Bavière, elle avait pris Malte (25 septembre 1800); mais elle s'était brouillée avec la Russie, dont l'empereur Paul I^{er} se rapprochait de la France quand il fut assassiné. La tyrannie de l'Angleterre sur les mers avait poussé à bout la patience de l'Europe. Une ligue des « neutres » avait été formée contre elle entre la Russie, la France, la Suède, la Norvège et le Danemark. L'Angleterre y avait répondu par le bombardement de Copenhague. Mais l'Angleterre était épuisée par les sacrifices qu'elle avait faits contre la France; elle s'était endettée d'un chiffre énorme de milliards; depuis qu'avec le Consulat avait disparu toute chance de propagande démocratique de la France, on se demandait ce que signifiait cette obstination à faire la guerre pour la cause des Bourbons. Pitt n'en voulait pas démordre; mais il était battu en brèche par une opposition de plus en

plus redoutable. Il était ébranlé, quand une question de politique intérieure lui fit donner sa démission. On négocia : les préliminaires de paix furent signés à Londres le 1^{er} octobre 1801; la paix elle-même à Amiens, le 25 mars 1802. L'Angleterre rendait toutes ses conquêtes lointaines, sauf Ceylan et la Trinité, promettait de restituer Malte aux chevaliers, nos possessions indiennes à la France; surtout, elle s'engageait à ne plus intervenir dans les affaires du continent. Détail curieux, c'est seulement à partir de la paix d'Amiens que le roi d'Angleterre renonça à s'intituler par surcroît « roi de France », et à faire peindre les fleurs de lys dans ses armes.

Cette paix n'était qu'une sorte de trompe-l'œil. Aucun des deux gouvernements n'était disposé à la laisser durer. Mais on ne devinait pas qu'elle serait déchirée avant un an. Elle fut accueillie avec une joie inexprimable. On voyait l'ère des guerres, de leurs massacres, de leurs ravages, de leurs angoisses, qui désolaient sans répit l'Europe depuis dix années, enfin close définitivement. C'était, pour le premier Consul, un titre éclatant à la reconnaissance du pays. Il

n'était pas homme à négliger de le faire valoir. Il se hâta d'en profiter pour tenter un pas de plus vers le trône, et se faire proclamer Consul à vie.

On ne mit aucun entrain à satisfaire ses désirs. Le Tribunat, travaillé, parla de lui accorder une récompense tout honorifique, un beau titre, comme celui de père de la Patrie; le Sénat, de lui décerner une seconde période de dix ans. Bonaparte fit alors marcher son Conseil d'État, qui, sur la proposition de Rœderer, proposa de consulter la France sur deux points : le Consulat à vie; le droit, pour le premier Consul, de désigner son successeur. Bonaparte joua la comédie de se fâcher, feignit de gronder Rœderer, accepta pourtant le Consulat à vie, mais refusa le second point, pour peu de temps. C'était un vrai coup d'État (rien ne donnait au Conseil d'État un tel droit de proposition), mais il ne restait plus au Sénat et aux deux Chambres qu'à se soumettre. On fit un nouveau plébiscite : il y eut un demi-million de « oui » de plus que pour la Constitution de l'an VIII : l'Église donnait pour l'auteur du Concordat; mais le nombre des « non » quintupla, surtout dans l'armée, restée républicaine. Le vote fut proclamé le 2 août 1802.

Deux jours après paraissait le sénatus-consulte de l'an X (16 thermidor 4 août), imposé successive-

ment au Conseil d'État, puis au Sénat. Bonaparte y prenait le droit qu'il avait d'abord refusé : celui de désigner son successeur. Il s'arrangeait pour être tout à fait maître du Sénat, où il se donnait la faculté d'introduire quarante membres nouveaux; après s'en être ainsi emparé, il lui attribuait la prérogative de compléter la Constitution à lui seul, et de dissoudre les Chambres. Le Tribunal était réduit à cinquante membres. Le premier Consul s'entourait d'un « Conseil privé ». Il ratifiait tous les traités de paix et d'alliance, après avoir pris l'avis de ce conseil. Il avait aussi le



Barthélemy.

Collection du Musée Carnavalet.

droit de grâce. C'était déjà la monarchie ; il n'y manquait plus que le nom, la couronne et le trône. Pour donner un semblant de compensation, le système des « listes » de la Constitution de l'an VIII était remplacé par un système qui donnait, en apparence, un peu plus de pouvoir aux électeurs. Compensation dérisoire.

D'ailleurs les cérémonies et les institutions monarchiques s'accumulaient depuis quelques mois. Ce fut d'abord l'inauguration du régime concordataire, célébré le jour de Pâques 1802 (3 avril). Un *Te Deum*, auquel assistaient tous les corps de l'État, fut célébré à Notre-Dame, en grande pompe, par le cardinal Caprara. Pour la circonstance, on avait tiré de la remise où ils dormaient depuis longtemps les carrosses du dernier sacre royal ; et cette cérémonie n'était-elle pas, en quelque sorte, un sacre anticipé ? Bonaparte savait qu'il n'amènerait pas aisément à une fête qui leur semblait « une capucinade » ses camarades de victoire, les généraux républicains. Il usa d'un de ces stratagèmes auxquels son génie impérieux ne dédaignait pas de se plier. Il les invita à déjeuner : une fois là, ils étaient pris ; il les mena bougonnants à Notre-Dame. « Est-ce que cette fête n'est pas belle ? disait-il à l'un d'eux. — Fort belle, répondit celui-ci. Il n'y manque que le million d'hommes qui s'est fait tuer pour détruire ce que vous rétablissez aujourd'hui. »



Vue de l'Hôtel de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, ci-devant Hôtel de Salmes.
Dessin de Garbizza, gravé par Chapuis (Collection de M. Édouard Petit).

En même temps que le Concordat, et comme pour le corriger, paraissaient les « articles organiques » que Bonaparte avait fait rédiger sans consulter la cour de Rome. Pour calmer les appréhensions de ceux qui redoutaient une trop grande indépendance du clergé vis-à-vis de l'État, la rédaction en fut confiée à Portalis, dont les opinions gallicanes et modérées paraissaient une garantie. On y ordonnait d'enseigner dans les séminaires les principes de 1682, garantissant la suprématie du pouvoir laïque ; principes adoptés sous Louis XIV à la voix de Bossuet, mais que la papauté avait toujours repoussés, et auxquels Louis XIV avait lui-même renoncé. Ajoutez l'interdiction de tenir des conciles sans l'autorisation du Gouvernement, l'interdiction aux évêques de quitter leur diocèse sans sa permission, le droit d'appel comme d'abus au Conseil d'État contre les décisions de l'Église, etc. Bonaparte refaisait seul à sa façon et à son avantage son contrat avec le Pape. Celui-ci protesta : ni lui ni ses successeurs ne reconnurent jamais les articles organiques ; mais ils ne réussirent jamais à en obtenir l'abandon, même des gouvernements les plus dévots parmi ceux qui se sont succédé pendant plus d'un siècle, jusqu'à ce que le Concordat fût déchiré.

Quelques jours après, le premier Consul rouvrait la France aux émigrés (sénatus-consulte du 6 floréal an X, 26 avril 1802). Il n'exceptait de l'amnistie que les chefs de la guerre civile ou

des rassemblements armés, et il ne leur demandait que d'être rentrés en France avant le 1^{er} vendémiaire an XI (23 septembre 1802) et de prêter serment de fidélité à ce qu'il appelait encore la République, c'est-à-dire à son Consulat. Ceux de leurs biens qui n'auraient pas été aliénés leur seraient rendus. Ainsi tandis qu'il proscrivait les républicains, il rappelait les émigrés qui avaient porté les armes contre leur pays. Il voulait entourer de nobles de l'ancien régime son trône prochain. « Il n'y a, disait-il, que ces gens-là qui sachent servir. » Il trouvait les hommes de la Révolution trop raides.

Le 19 mai, il créait la Légion d'honneur. Aucune des institutions nouvelles ne souleva plus de protestations; toute création d'un ordre de cette nature devait apparaître avec un caractère monarchique, en raison des souvenirs qu'elle évoquait. Pour les officiers et les soldats, on la comparait aux récompenses démocratiques dont se contentaient les héros de la Révolution: un fusil,



La Légion d'honneur. — Première distribution
l'abbé de Breteuil (Musée de Versailles).

un sabre d'honneur : on voyait dans l'ordre nouveau un principe d'inégalité, une sorte de hiérarchie établie dans la société; on disait pour l'armée qu'elle était tout entière la Légion d'honneur; on entrevoyait les moyens de corruption que le pouvoir pouvait tirer de l'octroi d'une telle distinction. Si soumises que fussent les Assemblées, la loi n'y passa qu'avec difficulté; elle avait rencontré une vive opposition jusque dans le Conseil d'État; elle ne fut votée au Tribunat que par 56 voix contre 38, au Corps législatif par 170 contre 110. Le plus grand homme de guerre de la France après Bonaparte, Moreau, refusa de faire partie de la Légion d'honneur.

Depuis qu'il était Consul à vie, le maître ébauchait une étiquette impériale. Ce n'était plus le citoyen Bonaparte : c'était Napoléon Bonaparte. Il faisait célébrer par une fête publique le 15 août, jour de sa naissance. Au lieu des 500.000 francs alloués au premier magistrat de la République, il se faisait attribuer une liste civile de 6 millions. Dans ses salons, plus de bottes ni de sabres, on exigeait l'étiquette de l'ancien régime. On devait se présenter aux Tuileries avec

l'épée, la culotte courte et les bas de soie. Tel se faisait poudrer pour lui plaire. Il avait un grand maître du palais, et quatre dames nobles servaient de dames d'honneur à Mme Bonaparte. Il ne restait plus au premier Consul qu'un dernier pas à faire pour étendre la main sur la couronne.

III. — La fin du Consulat.

Le premier Consul ne se désintéressait pas de l'œuvre de législation que la Révolution avait laissée inachevée : il tenait à donner à la France un Code civil, et à commencer par là la grande œuvre des Codes français. Dès le 13 juillet 1800, il avait nommé une commission pour préparer un projet. Ce projet, on l'a vu, était tout préparé déjà depuis longtemps. La Convention l'avait fait établir. Chose étrange, Bonaparte se garda bien d'associer à ses travaux les deux grands juristes qui avaient fait, dans les matières de législation, le gros de la besogne, sous la puissante Assemblée révolutionnaire. Il ne les considérait pas cependant comme des ennemis. L'un d'eux, Cambacérès, était consul à côté de lui; de l'autre, Merlin de Douai, il faisait le procureur général de la Cour de cassation. Craignait-il qu'ils ne fussent pas suffisamment disposés, dans ces matières spéciales, à effacer les traces de l'esprit démocratique qu'ils avaient dû, en d'autres temps, introduire dans leur œuvre? Quoi qu'il en soit, c'est lui-même qui se mêla activement de la confection du Code civil, si peu préparé qu'il pût paraître à ce genre d'études.

Le projet, achevé par la Commission en quatre mois (ce qui se comprend, quand on se rappelle qu'il était déjà tout prêt), fut transmis au Conseil d'État, où il fut discuté à fond. C'est là que Bonaparte prit une part très active à la discussion. Il présidait les séances qui se prolongeaient souvent de midi à 9 heures du soir. Et l'on fut étonné de voir combien son esprit pratique s'adaptait merveilleusement à toutes les matières. Mais cet esprit pratique était doublé d'un esprit de recul; et, quand les premières parties du projet arrivèrent devant les Chambres, on fut frappé de ses tendances rétrogrades. On lui reprochait notamment les dispositions sur la mort civile; dispositions qui faisaient d'un condamné encore vivant, un homme mort au point de vue légal, non sans détriment pour sa famille même. Le Tribunat et le Corps législatif rejetèrent le premier livre du projet. Bonaparte n'était pas homme à céder; il retira le projet provisoirement; puis il organisa une procédure habile de communication officieuse, et arriva ainsi à faire voter tous les titres du Code, de mars 1803 à mars 1804.

Le Code civil français est, dans l'ensemble, une œuvre admirable. On l'a donné comme un des grands titres de gloire du premier Consul. Lui-même, à la fin de sa vie, le considérait comme tel. Mais, depuis, une étude attentive des projets antérieurs a montré qu'il fallait restituer aux travaux de la Convention le meilleur de l'honneur dû à cette grande œuvre. Ce que le Consulat y a changé ou ajouté, était le plus souvent marqué d'un esprit de réaction; et les progrès de la législation en ont fait notamment rayer la barbare mort civile. En ce qui concerne les successions, le Consulat a surtout affaibli la portée démocratique de la législation révolutionnaire, en rendant au testateur plus de moyens d'avantager un de ses enfants au détriment des autres, ou même un étranger au détriment de ses enfants. Malgré ces défauts, le Code qui, le premier, introduisait dans le droit civil les idées rationnelles que la philosophie du dix-huitième siècle avait propagées et que la Révolution avait fait triompher, reste comme une révélation d'un droit nouveau. Il s'est répandu dans le monde entier, par nos conquêtes d'abord, par sa propre force ensuite. Il a été adopté ou copié en Belgique, en Italie, dans les cantons suisses, en Roumanie, jusqu'en Amérique.

En dehors du Code civil et, bien entendu, des institutions politiques, l'œuvre législative du Consulat a surtout été une œuvre fiscale; et là aussi, elle a été très rétrograde: elle s'est caractérisée par un vigoureux retour au passé. En ce qui concerne les impôts directs, une mesure utile fut prise; on décida d'entreprendre le cadastre, nécessaire à l'établissement de la contribution foncière, dès le 11 brumaire an XI (2 novembre 1802). Mais cette décision resta longtemps sans effet; c'est seulement à partir de 1807 que le travail fut commencé; il devait se continuer sous les régimes suivants, pendant une période interminable: les premières évaluations sur les valeurs des terres ne répondaient déjà plus à la réalité quand on achevait les dernières.

Ce qui marque surtout l'œuvre fiscale du Consulat, après le rétablissement des octrois, au début de 1800, ce fut le rétablissement des contributions indirectes (5 ventôse an XII/25 février 1804) : la Révolution avait condamné et aboli ces impôts sur la consommation, qui, frappant les besoins et non les ressources et portant principalement sur les besoins les plus généraux, sont, par là même, inégaux et injustes entre tous, lourds pour le pauvre et légers pour le riche. Le Consulat, déjà près de sa fin, les ressuscite sous le nom de « droits réunis ». Impôts sur les boissons hygiéniques, vins, bières, cidres, auxquels se joignait l'impôt sur les voitures publiques, déjà créé par le Directoire. Ils devinrent bien vite extrêmement impopulaires, à tel point que, onze ans plus tard, la royauté, ramenée par l'étranger, devra promettre la suppression des « droits réunis » : promesse qu'elle ne tint d'ailleurs pas.



Bonaparte au Conseil d'Etat.
D'après le tableau de A. Couder.

(Photo Braun.)

L'illusion de jouir enfin d'une paix solide ne dura pas longtemps en France. De part et d'autre, du côté du Gouvernement français comme du côté des Anglais, on tenait à peine compte de la paix d'Amiens, et l'on continuait à se traiter en ennemis. Bonaparte avait confié à Sébastiani une mission en Orient : on se faisait une idée exacte de la véritable nature de cette mission, quand le *Moniteur* publiait en janvier 1802 un rapport indiquant l'état des forces anglaises et turques dans le Levant, et concluant qu'il suffirait de 6.000 Français pour reconquérir l'Égypte. Decaen, envoyé dans l'Inde, où l'on devait nous rendre nos anciennes possessions, ne faisait que passer à Pondichéry : mais il allait préparer à l'Ile de France un nid de corsaires contre l'Angleterre. Celle-ci, de son côté, ne tenait pas ses engagements. Elle s'arrangeait pour garder Malte, qui lui est restée ; elle gardait des forces à Alexandrie ; et, au lieu de nous restituer les morceaux de l'Inde qui nous appartenaient, elle emprisonnait l'officier chargé d'y réinstaller l'autorité de la France, à un moment, il est vrai, où la rupture était déjà à peu près consommée.

Ce qui faisait pour nos voisins le prix de la paix, c'était la reprise des relations économiques, où l'industrie et le commerce de l'autre côté de la Manche espéraient trouver une source de gros bénéfices : Bonaparte n'entendait pas les choses de cette façon ; il était résolument contraire à tout traité de commerce ; il opposait aux produits anglais des tarifs de douane prohibitifs ; les navires anglais arrivés dans nos ports après la paix n'avaient pas pu y débarquer leurs marchandises. Le peuple profitait de la paix qui avait abaissé le prix du pain ; mais le peuple n'avait pas voix au chapitre, et les classes riches, qui n'en profitaient pas, étaient fort irritées contre la France consulaire. Des deux côtés, la presse attisait les passions : la guerre était rouverte dans les journaux.

Dès la fin de l'hiver de 1803 (8 mars), le roi George III tenait un langage qui équivalait à une rupture : il disait que la sécurité de l'Angleterre était menacée par la France, et qu'il comptait sur ses fidèles Communes pour prendre toutes les mesures nécessaires. L'ambassadeur anglais quittait Paris le 12 mai. Puis, sans déclaration de guerre, la flotte britannique saisissait douze cents vaisseaux de commerce français et hollandais et plus de 200 millions de prises. Bonaparte

ripostait en faisant arrêter tous les Anglais sur le territoire de la République, en frappant d'une interdiction absolue les marchandises anglaises, et en faisant occuper le Hanovre qui appartenait alors à la famille royale d'Angleterre.

L'ère des conflits sanglants était rouverte : elle devait ravager l'Europe pendant douze ans et ne se terminer qu'à Waterloo.

Contre son ennemi l'Angleterre ne dédaignait pas d'employer l'arme des complots, mais elle se bornait à les laisser organiser par les émigrés. C'était le comte d'Artois (le futur Charles X), c'étaient le prince de Condé et le duc de Berry, qui, à Londres, avaient la direction de ce genre d'entreprises. Une puissante conspiration avait été ourdie, de concert avec eux, par un ancien chef de chouans, Georges Cadoudal, d'une audace rare. L'auteur de la tentative de la rue Saint-Nicaise était un de ses officiers, envoyé par lui à Paris. Mais il a toujours nié avoir trempé dans cet assassinat. Avec Cadoudal, le chef de l'opération était le traître Pichegru. On devait enlever le premier Consul ; si le coup réussissait, les princes débarqueraient en France pour en profiter.



Georges Cadoudal.
Portrait de Dumontier, gravé par A. Frefchi.
(Cabinet des estampes.)

Georges Cadoudal vint à Paris et s'y cacha. Il y fut rejoint par Pichegru, le marquis de Rivière, les deux Polignac. La facilité avec laquelle ils purent aborder en Normandie, arriver jusqu'à la capitale et s'y soustraire longtemps à la surveillance du pouvoir, indique assez que les conspirateurs royalistes trouvaient partout d'actives connivences. Pichegru vit et essaya de s'associer Moreau, qui avait de fortes raisons pour ne point aimer Bonaparte, mais qui n'était pas homme à servir un complot royaliste, et qui refusa. La police semble avoir mis du temps à saisir le fil de la conspiration ; peut-être attendit-elle, après l'avoir saisi, dans l'espoir de voir Moreau se compromettre. Enfin elle se décida à mettre la main sur les coupables. Elle y ajouta Moreau, qui fut arrêté des premiers, le 5 février. Pichegru se suicida dans sa prison, ne croyant pas aux promesses de Bonaparte, qui annonçait l'intention d'épargner sa vie. Quant à Moreau, tout innocent qu'il fût, le premier Consul n'était pas homme à laisser échapper cette occasion de se débarrasser de lui. C'était le plus grand parmi ses rivaux de gloire militaire ; puis il était le centre de l'opposition qui s'était formée, parmi certains chefs républicains de l'armée, contre la politique consulaire, et l'on dit que sa femme l'excitait à rendre cette opposition plus agressive. Quoique mis hors de cause faute de preuves, Moreau dut s'exiler. Bonaparte lui permit de se retirer en Espagne, d'où il alla en Amérique. Les chefs royalistes du complot furent exécutés.

Mais le premier Consul était furieux de ne pouvoir atteindre les auteurs les plus considérables de ces entreprises; les princes qui, en sécurité à Londres, pouvaient défier toutes ses menaces. Il résolut alors de les frapper dans l'un des leurs. Le duc d'Enghien, fils du prince de Condé, s'était fixé à Ettenheim, dans le grand-duché de Bade. Rien n'indiquait qu'il eût pris une part quelconque aux entreprises ourdies à Londres : il semble même vraisemblable qu'il était trop loin pour y collaborer. Au mépris du droit des gens, Bonaparte le fit enlever, en pleine paix, sur le territoire d'une puissance amie, le fit amener à Vincennes et, après un simulacre de jugement par les colonels de la garnison de Paris, fusiller dans les fossés du fort. C'était un véritable assassinat.

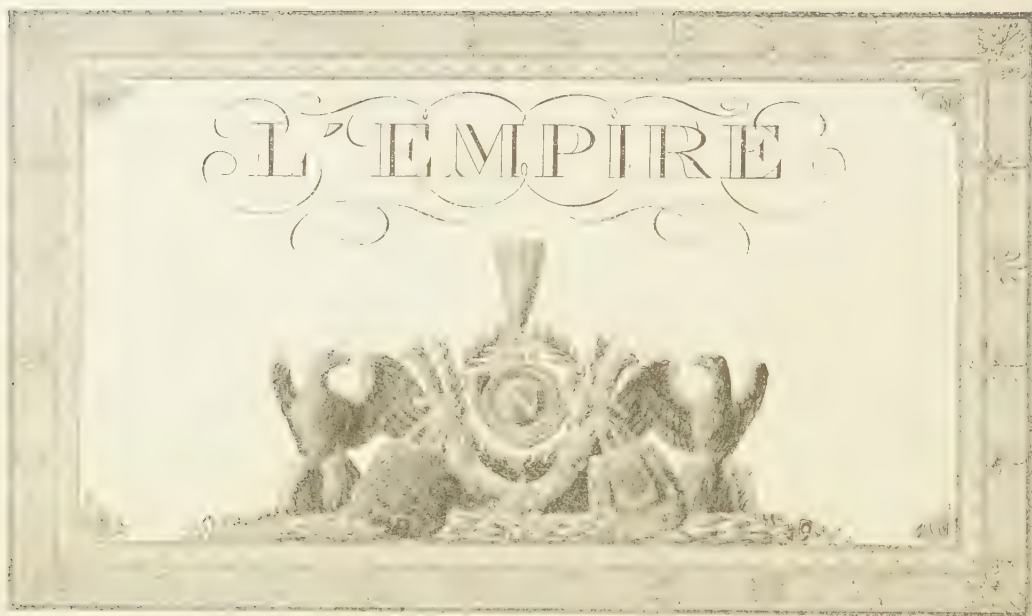
Dans le complot auquel il venait d'échapper, Bonaparte trouva l'occasion qu'il attendait, pour franchir la dernière étape vers le trône. Il s'y prit une fois de plus à sa façon habituelle, suscita des hommes de bonne volonté pour le prier d'accepter ce qu'il voulait prendre et, trouvant peu d'empressement, fit jouer tour à tour tous les ressorts pour arriver au résultat. Fouché, d'abord, invita le Sénat à prier le grand homme « d'achever son œuvre, en la rendant immortelle comme sa gloire » (27 mars). Le Conseil d'État, consulté, montra peu d'entrain : l'affaire traînait. On la fit reprendre par un membre obscur du Tribunat qui, le 23 avril, proposa de déclarer Bonaparte empereur. Celui-ci invita alors le Sénat à lui faire connaître sa pensée; mais le Sénat n'était pas pressé de la dire, nomma une commission et attendit. Le Tribunat, à la fin, émit forcément un vœu favorable; le Sénat n'eut garde de faire autrement. Restait le Corps législatif, qui n'était point en session : mais le président, Fontanes, réunit les membres présents pour faire chœur. Enfin un sénatus-consulte, proposé par le Conseil d'État, termina la procédure. On était arrivé au 18 mai. La proposition de relever le trône devait être soumise au pays sous forme de plébiscite, et le fut en effet : mais Bonaparte, selon son habitude, n'attendit pas cette formalité et prit tout de suite le titre d'Empereur.

Seulement, par un singulier mensonge, il gardait encore le nom de la République pendant quelque temps; et l'on retrouve quelquefois des pièces de monnaie avec cette inscription :

République française. Napoléon Empereur.



Médaille des trois Consuls.
(Cabinet royal des médailles à Berlin.)



I. — Les débuts de l'Empire.

La Constitution de l'Empire fut encore datée d'après le calendrier républicain; elle était réglée par le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII (18 mai 1804). Mais ce calendrier lui-même n'avait déjà plus de raison d'être. Comment compter les années du despotisme impérial avec l'ère de la « liberté »? Comme le voulait la logique, le calendrier républicain allait disparaître le 1^{er} janvier 1806.

Le trône impérial était entouré de toute une hiérarchie de grands dignitaires comme peu de monarchies absolues en ont connu. Il semblait qu'on eût mis à contribution, avec les souvenirs de notre vieille royauté, ceux du Bas-Empire romain ou de la cour de Byzance. Il y avait, outre les princes de la famille impériale, un Grand Électeur, un Archichancelier de l'Empire, un Archichancelier de l'État, un Architrésorier, un Grand Amiral (qui n'était pas un marin); tous les six inamovibles et prenant rang après les princes français. Puis venaient les « grands officiers de l'Empire », c'est-à-dire, outre les seize maréchaux (le titre de l'ancien régime étant rétabli) les quatre maréchaux honoraires et les huit « inspecteurs et colonels généraux » des différentes armes, six « grands officiers civils », un grand aumônier, un grand chambellan, un grand veneur, un grand écuyer, un grand maréchal du palais, un grand maître des cérémonies, le tout richement renté. On restaurait les titres d'Altesse, d'Excellence, de Monseigneur. Ajoutez les dames du palais et les dames d'atour de l'Impératrice et des princesses sœurs.

Malgré tout ce cortège de dignitaires aux titres imposants, il n'y avait dans la Constitution qu'un homme, un seul qui voulait tout faire, tout voir, tout décider par lui-même, et dans les mains duquel tous étaient réduits au rôle de commis. La justice, dorénavant, ne fut plus rendue « au nom du peuple français », mais au « nom de l'Empereur ».

Il y avait bien, au-dessous du trône, deux assemblées délibérantes, mais on a vu si elles étaient soumises; ce n'était point encore assez pour le maître. Il faisait entrer au Sénat les princes français, les grands dignitaires, et se réservait le droit d'y introduire qui il voudrait. Il avait déjà créé des « sénatoreries », une par département (sinécures dotées de 25.000 livres de rente et d'une résidence), qui devaient être la récompense des sénateurs zélés. Quant au Tribunat, dont l'indépendance l'offusquait, il le morcela en trois sections, avec défense de discuter en Assem-

blée générale. Puis, lui trouvant encore « quelque chose de cet esprit inquiet et démocratique qui avait longtemps agité la France », il finit par le supprimer en 1807. Le Corps législatif avait déjà été dépouillé, sous le Consulat, du droit de nommer son président. En réalité, toute la Constitution se résumait dans la personne et dans la volonté d'un seul.

Quelques semaines après la fondation de l'Empire, Napoléon inaugurait l'institution de la Légion d'honneur par une distribution solennelle de croix à l'église des Invalides. Il avait choisi pour cette fête le 14 juillet, l'anniversaire de la prise de la Bastille; ce fut la dernière célébration du 14 juillet sous son règne. A dater de 1804, le jour où le peuple avait renversé la forteresse de l'ancien régime ne fut plus une fête nationale.

On se préparait à célébrer une autre cérémonie d'un caractère différent. Napoléon voulait, comme Charlemagne, être sacré par le Pape lui-même : ce dernier résistait, peut-être parce qu'il comptait vendre cher son consentement; il avait espéré, dit-on, se faire rendre Avignon. Napoléon lui envoya son oncle, dont il avait fait faire un cardinal, son « grand aumônier », Fesch; le Pape finit par céder et par faire le voyage de Paris.

Mais il y eut, avant le sacre, une cérémonie préliminaire à accomplir. Napoléon et la nouvelle impératrice n'étaient mariés que civilement; les cérémonies religieuses n'étaient pas de mode sous le Directoire. Il fallut, avant de les sacrer, leur donner la bénédiction nuptiale, sans bruit, le soir (2 décembre 1804), dans la chapelle des Tuileries. Le lendemain, le sacre se faisait en grande pompe à Notre-Dame, avec un détail curieux. Le souverain Pontife s'appropriait à mettre la couronne sur la tête de l'Empereur, quand celui-ci, d'un geste brusque, la lui arracha et s'en coiffa lui-même. Il ne voulait la tenir de personne.



Sacre de Napoléon, sortie des Tuileries.

(Photo Gréty.)

Le sacre n'était pas pour lui une vaine cérémonie; il comptait bien s'en servir pour prendre, aux yeux des croyants, une situation plus qu'humaine : celle de représentant authentique de Dieu sur la terre. Tant qu'il ne s'agit que de mettre sans réserve la religion au service du despotisme le plus exigeant, l'Église d'alors sut aller au-devant des désirs du maître. Le catéchisme devint un instrument politique; la soumission à toutes les volontés de l'Empereur y fut inscrite parmi les devoirs religieux du catholique; on alla jusqu'à y adjoindre la conscription militaire. C'est plus tard, quand Napoléon se heurtera aux prétentions de l'Église, que viendra la brouille.

Chose étrange ! Bien que, dès 1803, l'Angleterre eût ouvert les hostilités, toute l'année 1804 se passa sans un véritable événement de guerre; on se préparait des deux côtés. En Angleterre, le faible ministère Addington, attaqué à droite et à gauche, était tombé. Pitt était revenu au pouvoir, avec la haine de la France. On travaillait à reconstituer la coalition; on attendait, on mettait les ports français en état de blocus; la flotte anglaise, par un véritable acte de brigandage, attaqua quatre galères espagnoles portant 32 millions de piastres, bien que la Grande-Bretagne fût en paix avec l'Espagne (5 octobre) : elle coula une des quatre, dont l'équipage périt, et ramena les trois autres à Londres. Elle contraignit ainsi l'Espagne à signer avec la France un traité d'alliance.

La Russie se joignait à l'Angleterre. Le tsar Paul I^{er} avait été sur le point de se rapprocher de la France contre l'Angleterre, mais il fut assassiné, et son successeur, Alexandre suivit la politique contraire. Il avait été indigné de l'assassinat du duc d'Enghien; il dénonçait, non sans raison, la violation du territoire badois comme un attentat au « droit des nations ». La Russie avait rappelé son ambassadeur le 18 août. Napoléon, d'ailleurs, multipliait les provocations. Il annexait Gênes au territoire français et substituait aux Républiques italiennes un « Royaume d'Italie » qu'il s'adjudgeait. Il allait à Milan en recevoir la couronne, la fameuse couronne de fer (26 mai), et confiait la vice-royauté au fils de l'impératrice Joséphine, Eugène de Beauharnais. C'était pousser l'Autriche à bout : elle n'était d'ailleurs que trop disposée à rompre. Le 11 avril 1805, un traité avait été signé entre l'Angleterre et la Russie. L'Autriche s'y joignit;



Revue passée par Napoléon aux Tuileries.
D'après le tableau de H. Bellangé (Musée du Louvre).

la Suède, le royaume de Naples entraient dans la coalition. C'était, comme toujours, l'Angleterre qui payait. Elle donnait un subside de 3.750.000 francs pour 10.000 hommes. La Prusse, tiraillée, hésitait : elle finit par se décider à rester neutre. Mais l'on n'était pas prêt, et les opérations de guerre ne devaient éclater que dans les six derniers mois de 1805.

II. — La France sous l'Empire.

Une période s'ouvre pour notre pays, comme il n'en avait jamais connu, et comme il ne doit sans doute plus jamais en connaître. Il n'y a, pour de longues années, plus d'histoire de France en France. Un homme a absorbé toute la vie nationale, et c'est à peine s'il revient, de temps à autre, pour quelques semaines sur notre territoire. Toute notre histoire se déroule dans ses camps d'Allemagne, d'Autriche, de Pologne, de Russie, d'Espagne : la France la suit de loin et l'apprend en lisant les bulletins de ses armées. Ce grand peuple qui, depuis des siècles, a rempli le monde du bruit de son action et de sa pensée, maintenant soumis, muet et inerte, semble non disparu, assurément, car l'Europe est pleine des sonneries de ses clairons guerriers et des fan-



Distribution des trophées par Napoléon au Champ-de-Mars, à Paris, le 5 décembre 1804.
D'après le tableau de J.-L. David (Musée de Versailles).

fares de ses prodigieuses victoires, mais au moins réduit au rôle de fournisseur de chair à canon pour le conquérant qui, en son nom, fait trembler tous les peuples.

Il lui a fallu une organisation nouvelle pour avoir des soldats. Il ne peut plus recourir à la levée en masse, cette première forme de nos modernes armées nationales : elle n'a de raison d'être que dans les périls suprêmes de la patrie; elle s'accommode mal aux conquêtes d'une ambition sans bornes. Napoléon crée la conscription; c'est le tirage au sort qui désignera les soldats; mais on ménagera les classes les plus fortunées; le riche peut se racheter à prix d'argent; le peuple seul paiera de son sang l'impôt du sang; quant au bourgeois, s'il fait la guerre, c'est en sortant des écoles spéciales : il entrera au service comme officier. Il y a d'ailleurs des troupes de toute nation, dans les armées impériales : italiennes, allemandes, polonaises, etc. Toutes les populations de ce vaste empire sont mises à contribution; toutes les langues résonnent dans les camps; mais c'est naturellement la France qui supporte le gros du fardeau.

Avec les besoins effroyables de soldats que crée cette politique de guerres perpétuelles, l'armée ne lâche plus ce qu'elle a pris : on grisonne, on vieillit sous les armes. On a calculé que plus de 3 millions d'hommes furent appelés au service sous le Consulat et sous l'Empire, et que près de 1.800.000 y ont péri. Si l'on compare ces chiffres à celui des votants des plébiscites (de 3 millions à 3 millions et demi), on jugera ce que la guerre a pris à la population mâle de la France d'alors. Napoléon excelle à fanatiser ses troupes. Les grands chefs, au fond, le jalourent et le détestent peut-être; mais il réussit à prendre merveilleusement les officiers et les soldats. Avec ces derniers, il sait être presque camarade : il les caresse avec un art et un soin étonnants. Aux soldats comme aux officiers, il passe de lourdes peccadilles : pillage, violences, gaités du sabre. La vieille sévérité des armées républicaines est loin, et la discipline est complaisante. Aussi, de cette cruelle existence des camps, de ces affreux périls, de ces effroyables boucheries, de tant d'atroces souffrances dans les neiges de Russie et sous le ciel brûlant d'Espagne, ces hommes, les premières victimes du conquérant, rapportent l'adoration de Napoléon. Cette vie de douleurs et de dangers les grise de la triple ivresse de la gloire, des licences soldatesques et d'une vie de hasards énormes. Plus tard, rentrés dans leurs foyers, ils y propageront la religion napoléonienne. Mais, si le conquérant sait s'emparer de cette sorte de France militaire, qu'il promène autour de lui, sous ses drapeaux, dans l'Europe entière, la nation qu'il saigne à blanc n'en peut plus et finit par trouver son joug intolérable. A la fin de son règne, la conscription sera maudite, et les forêts seront pleines de conscrits réfractaires.

Au milieu de ces guerres perpétuelles, Napoléon continue son œuvre d'organisation de l'Empire et met une sorte de coquetterie à montrer que le chef d'armée, chez lui, n'absorbe pas le législateur, que tout reste à la fois présent, avec une étonnante puissance de netteté, à l'activité prodigieuse de sa pensée; qu'il peut, en même temps, arrêter les combinaisons de la bataille du lendemain et les moindres détails d'une question technique d'ordre purement intérieur; et c'est de Moscou qu'il date le règlement de notre Théâtre-Français.

Tout d'abord il complète la série des codes de notre pays. Au Code civil vont s'ajouter le Code de procédure civile, le Code de commerce, le Code d'instruction criminelle, le Code pénal, élaborés par les commissions qu'il a formées.

L'organisation de l'Instruction publique (17 mars 1808), œuvre personnelle de Napoléon, est tout entière marquée de son esprit despotique. Il crée une « Université » investie d'un monopole et qui doit prendre pour bases de son enseignement « les préceptes de la religion catholique, la fidélité à l'Empereur, à la monarchie impériale, à la dynastie napoléonienne », former des citoyens « attachés à leur religion et à leur prince, comme à leur patrie » et assure l'« uniformité de l'enseignement ».

Napoléon compléta son régime en rétablissant une noblesse, complément naturel d'une Église d'État. Il la créa presque en même temps que l'Université, en mars 1808. Nulle atteinte plus forte aux principes de la Révolution, que cette énorme brèche faite aux idées d'égalité proclamées par la Constituante. Il voulait, disait-il, « mettre les institutions de la France en harmonie avec celles de l'Europe » : raison assez dérisoire. Il créa des princes, des ducs, des comtes, des barons. Mais, comme il n'avait pas de fiefs à leur distribuer, il accola à ces titres des noms de lieux choisis arbitrairement; c'est ainsi que Fouché devint duc d'Otrante. Pour les hommes



Le Sacre. Joséphine couronnée impératrice des Français par Napoléon, le 2 décembre 1804.

(Explication de la gravure ci-contre.)

1. Napoléon.
2. Joséphine.
3. Le pape Pie VII.
4. Lebrun, architecte de l'Empire.
5. Cambacérès, archevêque de Paris.
6. Le cardinal Fesch.
7. Diacres italiens.
8. Le cardinal-évêque Caprara.
9. Le cardinal Brühl.
10. Un évêque grec.
11. Le grand-duc de Berg.
12. Le maréchal Serrurier.

13. Le maréchal Mouton.
14. Le maréchal Bessières.
15. De Ségur, grand-maître des cérémonies.
16. Le général d'Harville.
17. Le grand-trésorier de la Maison impériale.
18. Madame de La Roche-Aymon.
19. Madame de La Fayette.
20. L'archevêque de Paris et ses deux vicaires généraux.
21. Letitia Bonaparte (Madame-Mère).
22. Madame de Fontanges.
23. De Cossé-Brissac, chambellan.
24. De La Ville, chambellan.

25. Le maréchal Soult.
26. De Beaumont, grand-écuyer.
27. Le roi de Naples.
28. Le prince Napoléon (fils du roi de Naples).
29. Junot, gouverneur de Paris.
30. De Remusat, préfet du Palais.
31. Trois chambellans.
32. L'amiral espagnol duc de Gravina.
33. Le comte de Cobenzel.
34. De Mareschalchi.
35. L'ambassadeur des États-Unis d'Amérique.
36. L'ambassadeur de la Sublime-Porte.



Le sacre. — Napoléon couronne Joséphine impératrice des Français, le 2 décembre 1804.
(D'après le tableau de J. L. David (1748-1825), Musée du Louvre.)

de guerre, il les dénommait du nom de leurs victoires ou des batailles où ils s'étaient signalés. Pour doter cette noblesse nouvelle, il viola encore plus les principes du droit moderne : il créa des « majorats », propriétés purement nobiliaires, inaliénables, transmissibles de mâle en mâle, et soumises au droit d'aînesse. Nombre des nouveaux nobles sortaient des rangs les plus humbles du peuple : les femmes, surtout, ne s'étaient pas toutes faites aux manières de l'aristocratie. On connaît le mot célèbre attribué plaisamment à l'une d'elles « C'est nous maintenant qui *sont* les princesses. » Pourtant, cette noblesse toute neuve paraît avoir fait assez bon ménage avec l'ancienne, qui s'était en grande partie ralliée à Napoléon. On verra un ancien émigré placé à la tête des troupes françaises passer à l'ennemi dans la campagne de Waterloo; et il n'était pas le seul qui ait trahi l'« usurpateur » pour la « bonne cause ». Il n'en est pas moins vrai qu'une grande partie de la vieille noblesse avait renié Louis XVIII exilé pour le nouveau maître



Madame Récamier.
D'après David (Musée de Versailles)

(Photo Braun.)

de la France. Napoléon mettait sa vanité à être entouré de l'ancienne aristocratie. Plus tard, elle se mêlera à la nouvelle : toutes deux seront confondues dans une même hostilité contre la démocratie.

Ainsi fut constitué l'édifice des institutions impériales, arrêté dès le Consulat dans ses lignes essentielles. Si l'on en examine le caractère dominant, on y trouve un singulier mélange des éléments de la Révolution et de ceux de l'ancien régime. En somme, Napoléon a restauré tout ce qu'il a cru pouvoir restaurer du passé. Ses sympathies de despote allaient de ce côté, mais il était trop clairvoyant pour ne point comprendre quelle force il y avait de l'autre côté, et pour tenter un retour impossible à un état de choses à jamais détruit. Pour la masse du peuple comme pour l'Europe, il est resté l'héritier et le continuateur du mouvement incomparable qui a inauguré le monde moderne, alors même qu'il travaillait le plus à revenir en arrière.

Pendant que Napoléon, tout en complétant l'organisation impériale, courait l'Europe de



Vases d'argent de style « empire » exécutés pour l'impératrice Amélie du Brésil.

victoire en victoire, la police surveillait même les pensées d'opposition. Le despotisme n'épargnait pas les salons douteux : M^{me} de Staël était exilée loin de Paris, parce qu'elle recevait les libéraux dans son hôtel, et M^{me} Récamier, parce qu'elle avait été voir M^{me} de Staël dans son exil. Nul souffle de liberté ne pouvait se glisser par aucune fissure du régime. On étouffait dans cette France si puissante et si glorieuse. Des hommes de génie qui, comme Lamartine et Michelet, ont vécu sous l'Empire leurs années d'adolescence, ont témoigné de l'impression d'écrasement qui pesait alors sur les nouvelles générations, promises d'avance aux boucheries prochaines : sur les bancs du lycée on n'était plus un être humain devant lequel s'ouvrait l'avenir; dès lors, on n'était qu'un numéro.

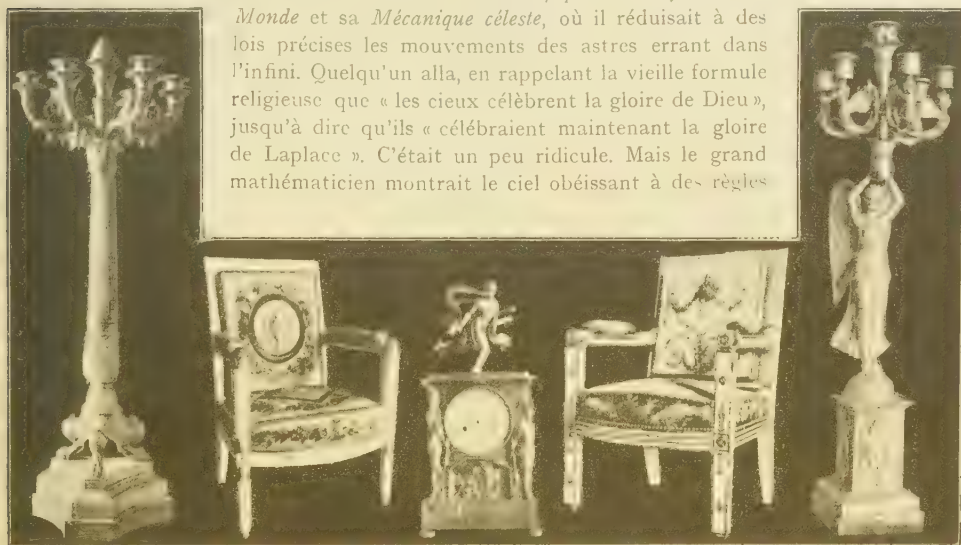
Toute pensée était stérilisée par ce régime de compression, par la main du maître tout-puissant sur le mouvement des intelligences, par l'espèce de discipline qui se communiquait à tous les ordres d'idées, et imposait l'orthodoxie de la littérature et de l'art classiques. Napoléon aurait voulu avoir des poètes, et récompensait richement ceux qu'il croyait découvrir. L'épopée impériale semblait leur fournir une matière incomparable. Plus tard, Victor Hugo la chantera dans des vers magnifiques; Béranger, dans des chansons qui valent des odes; mais sous l'Empire, elle n'a produit que des flatteries d'une navrante médiocrité, comme si ce régime de plomb cassait les ailes à l'inspiration poétique. La littérature, bien morte, du dix-septième et du dix-huitième siècle, se survivant dans ses genres les plus surannés : la solennelle tragédie, la poésie didactique, on avait comme une queue de la grande école classique, de plus en plus étrangère à l'accent de la nature, et perpétuant des formules usées et artificielles. En même temps, il est vrai, naissait une littérature nouvelle, celle d'où sortira le romantisme; mais elle était brouillée avec le maître, et disgraciée ou proscrite par lui. Chateaubriand, nommé par Bonaparte à une fonction diplomatique, lui avait envoyé sa démission après l'assassinat du duc d'Enghien. Puis il avait fait un long voyage en Orient et, au retour, vivait, solitaire, près de Paris, à la Vallée du Loup. Il ouvrait des horizons nouveaux à la littérature, donnait l'exemple des mélancolies et des désespérances romantiques dans son roman de *René*, le modèle des impressions de voyage dans son *Itinéraire de Paris à Jérusalem*, et essayait dans les *Martyrs* une épopée chrétienne en prose, qui a vieilli, mais qui exerça alors une énorme influence. J'ai dit que M^{me} de Staël était exilée: elle écrivait ses romans de *Delphine* et de *Corinne*, fort admirés de nos pères, et qui eurent, avec les œuvres de Chateaubriand, un rôle important d'initiation à des idées nouvelles;

surtout dans son ouvrage de *L'Allemagne*, elle révélait à la France la littérature d'outre-Rhin du temps de Goethe, à l'époque où nos voisins avaient leur plus magnifique printemps intellectuel; mais la police impériale faisait saisir et détruire l'ouvrage. Un autre grand écrivain, Benjamin Constant, ami très étroit de M^{me} de Staël et qui partageait sa disgrâce et son exil, écrivait un ouvrage capital sur les religions et allait écrire un roman qui est un chef-d'œuvre : *Adolphe*. Ce qu'il y avait de plus vivant et de plus grand dans la littérature française était pourchassé par le despotisme impérial.

Dans les arts plastiques, peinture et sculpture, c'est à peine si l'on commençait à apercevoir quelques symptômes de renouvellement : le faux style classique régnait : des façons de tragédies peintes, d'une froideur et d'une monotonie navrantes, reproduisaient éternellement leurs personnages soi-disant antiques, dont les casques avaient fait donner au genre dominant le nom de « genre pompier ». David, qui exerçait sa domination sur notre école et l'étendait sur les écoles étrangères, restait assurément un très grand peintre et développait ses grandes qualités dans les sujets modernes que Napoléon lui faisait aborder, comme la cérémonie du sacre; à côté de lui, Gros commençait à introduire plus de couleur et de drame dans les scènes historiques. Un maître exquis, Prud'hon, qui semblait avoir reçu du Corrège sa grâce, sa couleur et sa lumière, était isolé et méconnu. Les Guérin, les Girodet-Trioson, les Gérard, restaient enfermés dans le goût du jour, qui régnait sans partage dans la sculpture, froide, correcte et sans vie. Dans l'architecture, dans les arts décoratifs, dans le mobilier, asservis à l'orthodoxie de l'esthétique du temps, on retrouvait la nudité, la pauvreté, la fastidieuse monotonie du style, prétendu antique, qui a gardé le nom de style « empire » : expression plastique d'un temps vide d'idées, sur lequel pesait une écrasante domination.

La pensée philosophique était trop mal vue pour produire des œuvres originales. Seule, la science continuait son œuvre avec éclat. L'élan et les méthodes données aux esprits par la philosophie du dix-huitième siècle avaient fourni aux sciences une génération de savants de premier ordre dont l'Empire n'arrêta pas l'activité. Napoléon s'intéressait aux mathématiques, et, s'il redoutait en général la liberté intellectuelle, il ne se méfiait pas des connaissances exactes. La fin du dix-huitième siècle avait eu des mathématiciens admirables comme Lagrange et Monge. Carnot, l'organisateur de la victoire, sorti par intervalles de la politique, donna à la plus abstraite des sciences des œuvres considérables en 1797, en 1803, en 1806. Laplace s'élevait

à une hauteur extraordinaire, par son *Système du Monde* et sa *Mécanique céleste*, où il réduisait à des lois précises les mouvements des astres errant dans l'infini. Quelqu'un alla, en rappelant la vieille formule religieuse que « les cieux célèbrent la gloire de Dieu », jusqu'à dire qu'ils « célébraient maintenant la gloire de Laplace ». C'était un peu ridicule. Mais le grand mathématicien montrait le ciel obéissant à des règles



Meubles et objets d'art de style empire.
(Musées de Fontainebleau et du Grand Trianon.)



fatales sans qu'une main toute-puissante ait besoin de leur donner l'impulsion. L'auteur du Concordat lui reprochant d'avoir laissé de côté cette main divine : « Sire, répondit Laplace, je n'ai pas eu besoin de cette hypothèse. » Laplace avait donné les premières parties de son œuvre sous la République, en 1796, en 1799. Il la continua sous l'Empire et l'acheva sous la Restauration.

Les créations de la Convention avaient donné à l'esprit d'investigation scientifique un puissant stimulant. La physique et les sciences naturelles en profitèrent largement. Dès 1797, parmi les élèves sortis de l'École polytechnique, trois devaient marquer leur place dans l'histoire de la physique par d'admirables découvertes : Gay-Lussac, Fresnel, Biot. C'est plus tard, et en partie sous l'Empire, qu'ils accomplirent leur œuvre. Le grand Arago sortait de la même école en 1803, et était aussitôt employé à accomplir une œuvre qui se rattachait au principe du système décimal : la mesure exacte du méridien terrestre de la circonférence de la terre. Il la poursuivait, en Espagne et en Afrique, à travers une suite romanesque d'aventures et de dangers.

La fondation du Muséum par la Convention devait ouvrir une ère nouvelle pour les sciences de la nature. On a vu comment un groupe d'hommes de premier Haüy, avec un Geoffroy Saint-jeunes et tout nouveaux dans ce donnèrent leurs résultats sous le marck publiait en 1809 sa *Philo* avait publié son *Traité de minéra* la publication de ses travaux sur à l'esprit humain, il ressuscitait maux disparus qui ont précédé vantes et ouvrait à l'histoire de dables épaisseurs de siècles, des

La science du corps humain nis, le médecin de Mirabeau, *physique et du moral de l'homme*. déjà donné à la science ses *Recher* surtout son admirable *Anatomie générale* et son *Anatomie descriptive*, restée inachevée (1801). Il mourait tout jeune, l'année suivante. Ainsi, le grand mouvement de pensée du dix-huitième siècle se continuait jusque sous le Consulat et sous l'Empire, mais dans des œuvres d'art toutes spéciales. Ces découvertes, exclusivement scientifiques, ne troublaient pas le grand silence de la France soumise dans le tumulte des canons, dans le retentissement formidable des batailles napoléoniennes.



la Révolution avait réuni là tout ordre : Lamarck, de Jussieu, Hilaire et Cuvier, encore tout genre d'études. Leurs travaux Consulat et sous l'Empire : *La-sophie zoologique*; Haüy, dès 1801, *logie*. Cuvier commençait, en 1812, les ossements fossiles; il révélait par la science les mondes d'aniles espèces d'animaux encore vi-notre globe, à travers de formihorizons vertigineux.

avait aussi ses conquêtes. Cabapubliait en 1802 son *Traité du* Bichat, beaucoup plus jeune, avait *ches sur la vie et la mort* (1800) et



Modes parisiennes et usages du premier Empire.

III. — La guerre de 1805. — Trafalgar. — Ulm. — Austerlitz.

C'est contre l'Angleterre que Napoléon semblait diriger d'abord son principal effort : ses corps d'armée, échelonnés sur les côtes de l'Océan, de la Manche et de la mer du Nord, depuis Brest jusqu'au Hanovre, étaient surtout massés dans le voisinage immédiat du Pas de Calais. Tous les petits ports situés près du détroit et dans le voisinage de la côte anglaise, Sangatte, Wissant, Wimereux, Étaples, Ambleteuse, et le port important de Boulogne, étaient le théâtre d'une activité extraordinaire. On y faisait, sous la vigoureuse direc-

tion de l'amiral Latouche-Tréville, de formidables préparatifs pour la flottille qui devait transporter nos troupes sur le rivage de la Grande-Bretagne. Plus de 2.000 petites embarcations étaient réunies pour cette grande opération. Napoléon avait voulu célébrer ces préparatifs par une imposante cérémonie, qui avait eu lieu le 14 août, à Boulogne, sous le ciel, avec les vingt-quatre grands-officiers de la Légion d'honneur debout sur les marches du trône, entourés de 60.000 soldats.

Notre flotte, divisée en trois flottes qui devaient se réunir (deux étant sous les ordres de Missiessy et de Ganteaume), avait d'abord assez singulièrement été dirigée sur les Antilles, tandis que Nelson la cherchait d'un bout de la Méditerranée à l'autre. Puis Napoléon avait attendu Villeneuve dans la Manche, mais celui-ci, ayant trouvé des vents contraires, était allé à Cadix. Là il eut l'ordre de chercher le combat contre la flotte anglaise. Il avait avec ses navires de guerre ceux de l'Espagne, en tout trente-trois vaisseaux, six de plus que Nelson. Le grand marin anglais compensa son infériorité numérique par son génie de la guerre, sa vigueur et son audace. Tandis que Villeneuve allongeait ses forces en file interminable, Nelson tombait sur ses flancs à angle droit, en deux colonnes séparées, lui-même attaquant le centre, et l'amiral Collingwood la queue de la colonne française. Cette manœuvre eut un succès foudroyant : la flotte française ne fut pas seulement vaincue, elle fut en grande partie détruite; de ses trente-trois vaisseaux, treize seulement échappèrent. Nelson fut tué; Villeneuve était seulement prisonnier et on le relâcha pour son malheur. Poursuivi par Napoléon, il finit par se suicider.



L'amiral Horace Nelson (1758-1805).

D'après le tableau de L.-F. Abbott.

Cette bataille de Trafalgar (20 octobre 1805) mit fin, dès le début de l'Empire, aux tentatives maritimes de Napoléon. On a pu remarquer que ce génie si audacieux, si nouveau dans les méthodes de combat, ne changea rien au matériel de guerre. Pour toutes les choses spéciales, il croyait aux routines des hommes du métier; et nulle part il n'y avait plus de routine que dans la marine. Dans un ordre d'idées où il manquait de confiance en lui-même, Napoléon ne se raidit pas contre la destinée : il n'y eut plus de véritable combat naval sous son règne.

Ainsi, Nelson, en mourant, laissait à sa patrie l'empire des mers, tandis que Napoléon allait dicter ses lois au continent européen.

Mais il allait prendre sur terre une revanche éclatante de son désastre maritime.

Avec la campagne d'Italie, qui du premier coup le mit hors de pair, sa campagne de 1805

est probablement son chef-d'œuvre. Il avait devant lui l'Autriche alliée à la Russie. L'Autriche avait mis en ligne deux armées : l'une en Allemagne de 80.000 hommes, partagée entre les commandements de Mack et de l'archiduc Ferdinand, l'autre en Italie, sous l'archiduc Charles, avec un corps dans le Tyrol sous l'archiduc Jean. Quatre corps d'armée russes venaient renforcer l'armée d'Allemagne. L'électeur de Bavière était allié à la France ; au début de septembre, les Autrichiens avaient envahi ses États et l'avaient réduit à fuir à Wurtzbourg.

Daru a raconté que, dès le 13 août, Napoléon, en lui dictant ses ordres de marche, lui avait dicté en quelque sorte, avec un étrange instinct prophétique, toute l'histoire de la future campagne. Tout était prévu, et tout se passa conformément aux prévisions du grand homme de guerre. On eût dit un de ces joueurs d'échecs qui lisent d'avance, dans leur cerveau, les trente ou quarante coups suivants que jouera l'adversaire. Il n'y a guère d'exemple d'un tel asservissement de la destinée au génie.

L'armée française était encore dispersée à ce moment sur un espace considérable qui embrassait une grande partie de l'Europe : Bernadotte était à Hanovre, Augereau à Brest. C'est une distance d'un millier de kilomètres à vol d'oiseau. Les autres corps étaient à Utrecht en Hollande, à Bruges en Belgique, à Saint-Omer et à Arras. Sur un signe du maître, tous partirent à marches forcées et arrivèrent, avec une précision extraordinaire, depuis Strasbourg jusqu'à Wurtzbourg. Puis, avec une précision plus merveilleuse encore, ces sept armées venues des points les plus divers de l'Europe pivotèrent sur leur droite et s'étendirent jusqu'à Munich, enveloppant l'armée autrichienne, ou plutôt la coupant de ses communications avec l'Autriche.

Mack essaya de s'échapper, d'abord par la rive droite du Danube ; mais il fut arrêté à Wertingen ; puis par le sud, mais il se heurta à Soult à Memmingen ; puis par le Nord, mais Ney, secondé par Lannes, le battit à Elchingen et l'obligea à reculer. Il était bien pris : il capitula ; il se rendit avec 33.000 hommes, quarante drapeaux, soixante pièces de canon.

L'archiduc Ferdinand, plus heureux, avait pu regagner la Bohême, mais seulement avec quelques centaines de cavaliers : l'armée autrichienne d'Allemagne avait disparu en trois semaines, et cela, sans grande bataille, par l'effet d'admirables mouvements admirablement exécutés. Les soldats disaient : « Ce n'est pas avec nos fusils, c'est avec nos jambes que notre Empereur a battu l'ennemi. » C'est que la victoire est souvent le prix de la marche, et le soldat français bien conduit est le premier marcheur du monde.

Le compte des Autrichiens était réglé : restaient les Russes. En marchant sur Vienne, on rencontra le premier corps à Amstetten. Il lutta avec une incroyable énergie ; il fallut toute la furie des charges de Murat pour en venir à bout. Napoléon voulait livrer à leur général Koutouзов une bataille décisive. Mais celui-ci se déroba en passant le Danube à Krems et en rompant le pont derrière lui. Notre armée, continuant ses marches forcées, arriva avant l'ennemi à Vienne d'où l'Empereur avait fui. Lannes et Murat s'étaient assurés d'un pont du Danube, avec plus d'habileté que de scrupules, en le faisant occuper pendant qu'ils amusaient le prince d'Auersperg par un armistice imaginaire. Puis l'armée se remit en marche, pour aller au devant des Russes. Il n'y avait pas de temps à perdre ; la Prusse, si longtemps flottante, se décidait enfin à se joindre à la coalition. Avec ses forces ajoutées à celles des Russes et à ce qui restait de troupes autrichiennes, Napoléon pouvait courir de sérieux dangers : les ennemis croyaient l'heure de leur revanche prochaine et avaient déjà l'illusion de la tenir.

La bataille eut lieu à Austerlitz, le 2 décembre 1805. Un clair soleil d'hiver brillait sur les campagnes gelées. L'ennemi occupait le plateau de Pratzen, entre deux petites rivières, au-dessus d'étangs couverts d'une croûte de glace. Napoléon forma aussitôt son plan : amener l'ennemi à dégarnir le plateau, s'en emparer, et de là foudroyer à droite et à gauche l'armée russe coupée en deux tronçons. L'ennemi ne vit pas le piège : il n'avait qu'une crainte, c'était que les Français lui échappassent. Aussi, du côté où court le Goldbach, Davout put l'attirer dans la vallée, sur Sokolnitz, en reculant pas à pas, en lui laissant l'illusion de le repousser. De l'autre côté, Lannes, Murat le rejetaient avec leurs charges fougueuses. Entre les deux, Soult, lancé par Napoléon, le chassait du plateau déjà dégarni que les Français occupaient. Alors la bataille était gagnée. Davout se retourna sur le corps ennemi devant lequel il reculait, et l'enveloppa. On n'eut plus qu'à achever la victoire des deux côtés. Les Russes, chassés par les nôtres, s'entas-

saient sur les étangs glacés. Napoléon ordonna d'en briser la glace à coups de canon; des milliers d'ennemis s'y noyèrent. L'ennemi perdait 15.000 tués ou blessés, 20.000 prisonniers, 146 canons.

Le ministre du roi de Prusse, Haugwitz, venait d'arriver avec le projet de traité qui faisait entrer la Prusse dans la coalition. On comprend que le souffle des canons d'Austerlitz le lui déchira dans les mains. Il ne perdit pas la tête pour si peu: venu pour préparer l'écrasement de Napoléon, il n'eut qu'une pirouette à faire pour complimenter le vainqueur et signer les conditions que la France lui dictait.

Le coup de foudre d'Austerlitz eut un étrange ricochet. Pitt en mourut de douleur en Angleterre.

Les Autrichiens n'avaient pas été heureux en Italie. Là, les nôtres devaient d'abord rester sur la défensive: le grand effort de la France était concentré sur l'Allemagne. Mais Napoléon



Bataille d'Austerlitz, gagnée par l'Empereur, le 2 décembre 1805.

D'après le tableau de F.-P. Gérard, gravé par F. Delaunay.

avait ensuite ordonné qu'on prît l'offensive afin de seconder ses opérations et d'empêcher les Autrichiens de rappeler d'Italie une partie de leurs forces. Là, Masséna était en face de l'archiduc Charles: le 17 octobre, il lui prenait Vérone, passait l'Adige et lui livrait à Caldiero (30 octobre) un combat indécis, mais à la suite duquel les Autrichiens battaient en retraite. Une nouvelle bataille se livrait sur le Tagliamento; puis l'archiduc, sur les nouvelles d'Allemagne, reculait jusqu'à Laybach, prêt à ramener ses troupes à l'Autriche vaincue. Nous assiégeons Venise.

Cependant l'archiduc Jean, qui commandait 33.000 hommes dans le Tyrol, les laissait également inutiles à l'Autriche pour les combats d'Allemagne et pour les combats d'Italie. Ney, par une pointe hardie, arrivait jusqu'à Inspruck (7 novembre). L'archiduc Jean, après avoir tenté, mais trop tard, d'aller rejoindre par le Brenner l'archiduc Charles déjà sorti d'Italie, se retira sur Klagenfurth. Il laissait exposé aux coups des Français Jellachich qui avait pu s'échapper d'Ulm, mais en vain. Augereau, à Passau, faisait mettre bas les armes à la moitié de ses forces (16 novembre). L'autre se sauvait en Italie et capitulait le 25 à Castel-Franco.

Les deux archiducs Charles et Jean avaient pu se réunir, mais sans réussir à aller à Vienne. Marmont les forçait à se diriger vers le Raab. Masséna les y suivait, quand la bataille d'Austerlitz trancha le sort de la guerre.

L'empereur François II avait demandé et obtenu un armistice : le 26 décembre, il signait le traité de Presbourg. Il cédait au royaume d'Italie non seulement Venise et la Vénétie, mais les rivages opposés de l'Adriatique: la Dalmatie et l'Istrie moins Trieste; à la Bavière le Tyrol, le Vorarlberg, les évêchés de Brixen, de Trente, de Passau, d'Augsbourg; au Wurtemberg et au grand-duché de Bade la Souabe autrichienne, Constance, le Brisgau et l'Ortenau. Napoléon avait profité de la victoire sans pitié. Il écrasait les vaincus.

Il allait reconstituer une Allemagne à sa guise. Le Saint-Empire (comme on l'appelait) était encore, sous la Révolution, resté arriéré de plusieurs siècles sous le rapport des institutions. Sous l'autorité lointaine et assez vague de son empereur autrichien, soi-disant héritier de la



Bataille d'Elchingen.

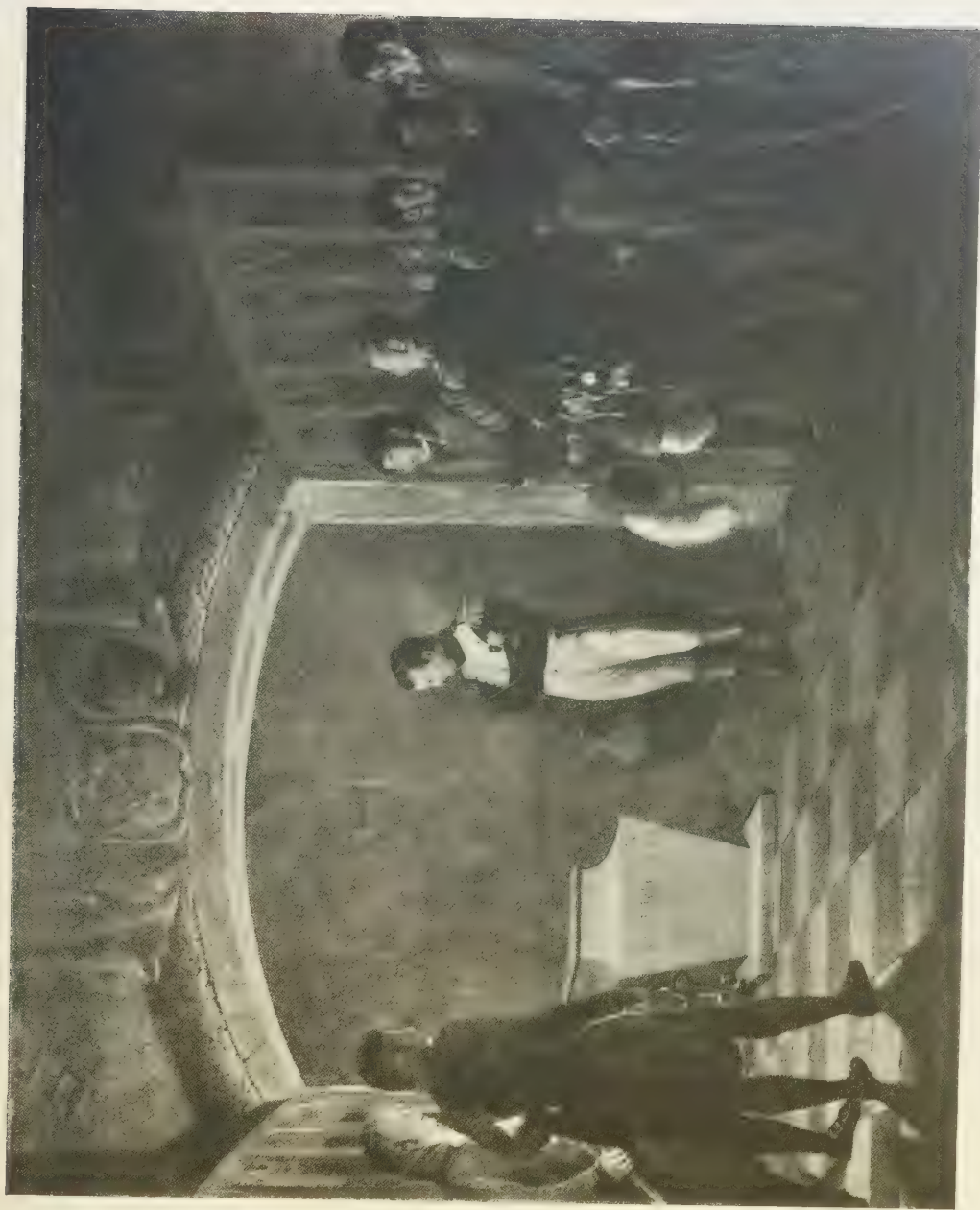
(Photo Crété.)

D'après le tableau de C. Roqueplan (Musée de Versailles).

couronne de Charlemagne, s'abritait un chaos d'États de toutes tailles. Il y avait encore, au dix-huitième siècle, dix-huit à dix-neuf cents parcelles à peu près souveraines. C'était encore le morcellement du Moyen Âge.

L'autorité de celui qu'on appelait l'empereur d'Allemagne était, en fait, assez chimérique pour qu'on ait vu maintes fois ses prétendus sujets, comme les souverains de la Prusse ou de la Bavière, soutenir contre lui de longues guerres. Notre vieille royauté avait là une clientèle historique, qui n'hésitait pas à s'appuyer sur elle contre l'Autrichien, son souverain nominal. Les États de second ordre avaient souvent été contre lui les alliés de la France, dès la Renaissance, puis du temps de Richelieu et de Louis XIV, et leurs soldats avaient plus d'une fois combattu leur suzerain à côté des nôtres. Il y avait là de vieilles traditions que Napoléon n'avait qu'à reprendre, en les consolidant par une forte organisation.

Déjà, sous le Consulat, il était intervenu dans la constitution du Corps germanique. Après la paix de Lunéville, c'est à la France victorieuse qu'on s'était adressé pour en régler les conditions nouvelles; les princes allemands venaient en sollicitateurs dans l'antichambre du premier Consul. Le projet arrêté à Paris avait été adopté par la Diète du Saint-Empire, sous le nom bizarre de *Recez*. Bonaparte, avec son esprit unitaire, avait vigoureusement corrigé l'émiettement de l'Allemagne. Il n'y avait laissé qu'une quarantaine d'États autonomes. Les petits fiefs



Napo con ar. tourenu da Grand Frederic

Pro. P. B. C. C. C.



Jean Lannes,
maréchal de France,
duc de Montebello.



Michel Ney,
maréchal de France,
duc d'Elchingen,
prince de la Moskowa.



Alexandre Berthier,
maréchal de France,
prince de Neuchâtel.



Viesse de Marmont,
maréchal de France,
duc de Raguse.



André Masséna,
maréchal de France,
duc de Rivoli,
prince d'Essling.



Joachim Murat,
maréchal de France,
grand-duc de Clèves
et de Berg,
roi de Naples.



Nicolas-Jean-de-Dieu Soult,
maréchal de France,
duc de Dalmatie.



Louis-Nicolas Davout,
maréchal de France,
duc d'Auerstedt.

Les maréchaux de l'Empire.

avaient disparu, et toutes les villes libres, sauf six. De tous les États ecclésiastiques (Trèves, Cologne, Mayence, etc.) un seul, Ratisbonne, avait été conservé. La Prusse, qu'on se flattait encore de rallier, avait reçu plus que des compensations pour ce qu'elle perdait sur la rive gauche du Rhin. Mais c'étaient surtout les États de quelque importance (Bavière, Wurtemberg, Bade, Hesse-Darmstadt) qui avaient obtenu d'énormes avantages.

C'est avec ces États que Bonaparte comptait reconstituer la clientèle allemande de la France. Il se mit à l'œuvre après le traité de Presbourg. Il venait de doubler le territoire de la Bavière, d'augmenter considérablement ceux de Bade et de Wurtemberg. Il donnait aux ducs de Bavière et de Wurtemberg une couronne royale, à celui de Bade le titre de grand-duc. Il scellait leur union par des mariages; celui du prince Eugène, son beau-fils, avec une princesse de Bavière; celui de son frère Jérôme avec une princesse de Wurtemberg; celui d'une cousine de l'impératrice Joséphine avec l'héritier du grand-duc de Bade. Surtout, il fonda la Confédération du Rhin, où entrèrent seize souverains allemands (ceux des trois États que je viens de nommer en tête bien entendu) et dont il avait lui-même la présidence. Il établissait ainsi la suprématie de la France sur une grande partie de l'Allemagne. Il n'y avait plus d'Empire germanique. Le souverain autrichien le comprit et abdiqua un titre qui n'avait plus l'ombre de raison d'être. Le Saint-Empire avait vécu. Seulement l'Autrichien, réduit à ses États héréditaires, ne voulut pas prendre une qualification monarchique moindre que celle qu'il avait portée, et François, empereur d'Allemagne, devint François I^{er}, empereur d'Autriche.

La cour de Naples avait, au cours de l'automne précédent, follement provoqué la France. Conduite par une reine furieuse, elle avait appelé les Anglais et mis 25.000 hommes à leur disposition. Après la paix de Presbourg vint l'heure du châtimement. Une petite armée française marcha sur Naples et y entra sans lutte, le 8 février 1806. Il n'y eut de résistance que dans la ville de Gaète qui soutint quatre mois de siège. Napoléon inaugura alors une nouvelle manière : il nomma son frère Joseph roi de Naples (30 mars). La République Batave avait toujours été soumise à la France, et elle avait traversé une série de désordres et de crises. Il en fit le royaume de Hollande et lui donna pour roi son autre frère Louis (5 juin 1806). Il faisait son beau-frère Murat grand-duc de Berg, sa sœur Élisa Bacciochi princesse de Lucques et de Piombino, son autre sœur Pauline Borghèse princesse de Guastalla. Il entourait la France, non plus de républiques amies, mais de monarchies vassales.

Il reconstituait l'Empire d'Occident.

IV. — Iéna. — Auerstædt. — Eylau. — Friedland. — Tilsit.

On put croire un instant, après Presbourg, que la paix allait enfin régner en Europe. En Angleterre, après la mort de Pitt, on avait formé un ministère composé, où les deux grands partis qui se disputaient le pays étaient représentés, mais où les « whigs » ou libéraux avaient la prépondérance : ce qu'on appela « le ministère de tous les talents », parce qu'il comprenait des hommes de mérite de toutes les opinions. Mais le plus célèbre (et le ministre des Affaires étrangères) était le grand orateur Fox, longtemps le plus redoutable adversaire de Pitt, et qui avait toujours été partisan de la paix. Il était venu en France sous le Consulat et y avait reçu le meilleur accueil de Bonaparte. Il engagea aussitôt des négociations, mais elles se prolongèrent et il mourut au mois de septembre 1806. Bien que le cabinet dont il faisait partie lui ait survécu, son successeur avait pour la France des sentiments très différents. D'ailleurs, l'opinion publique poussait à la guerre : on allait avoir des élections qui enverraient au Parlement une majorité belliqueuse, et les amis de Pitt allaient à bref délai reprendre le pouvoir; en attendant, l'Angleterre offrit de nouveau des subsides à nos ennemis.

La Russie aussi avait négocié : mais le tsar Alexandre avait refusé de signer la paix. Il était fort irrité contre l'Autriche, à laquelle il attribuait son désastre d'Austerlitz; il espérait, il voulait sa revanche. Mais c'est surtout la Prusse qui se précipitait furieusement, aveuglément dans la guerre. Son roi, Frédéric-Guillaume III, était un bon homme, mais un cerveau médiocre,

annihilé par la maladie de l'hésitation poussée jusqu'à une sorte de manie. Comme il arrive aux irrésolus, ses trop longues hésitations aboutissaient à un coup de tête aveugle.

Il faut dire qu'il était débordé. Tout, autour de lui, poussait à la guerre : la Reine, jeune et belle, brûlante d'enthousiasme patriotique, la cour, les officiers de l'armée. La Prusse avait conservé l'orgueil de sa grandeur récente : elle vivait encore sur la gloire du grand Frédéric.

Le réveil fut cruel; ce ne fut pas seulement la défaite, ni même le désastre; ce fut l'effondrement le plus effroyable, peut-être, qui jamais ait fait crouler une grande puissance. Les Prussiens avaient occupé la Saxe dès le mois d'août. Puis un mois plus tard leur roi avait envoyé à Napoléon un ultimatum d'une singulière arrogance, sommant les Français d'évacuer l'Allemagne sans délai. Il s'avançait avec deux armées, croyant surprendre les nôtres encore dispersés. Il y



Le réveil de Pitt.

(Photo Crète)

A. Est-ce possible? Je le croyais encore à Boulogne.
B. Gare à nous, Jean Bull sait tout.

C. Adieu la Bavaoise.
D. Goddam voici de belles chiennes de nouvelles

Caricature anonyme de l'époque.

a entre le Main et l'Allemagne du Nord une chaîne de petites montagnes boisées, dont le territoire est découpé en une foule d'États minuscules, et qu'on appelle la Thuringe. C'est de ce côté que se dirigèrent les deux armées prussiennes : la plus forte, commandée par le roi de Prusse en personne, avec le fameux duc de Brunswick (l'auteur du Manifeste) et le duc de Saxe-Weimar pour lieutenants; la plus faible, sous le prince de Hohenlohe.

Napoléon avait laissé aux Prussiens l'illusion de le gagner de vitesse. Il ne partit de Paris que le 25 septembre et n'arriva à Bamberg, sur le théâtre des opérations, que le 7 octobre. Mais les mouvements de ses troupes étaient réglés et rapides. Il les avait concentrées au sud de la Thuringe et les dirigeait de là vers le nord-est, en trois colonnes, entre l'armée prussienne et la Prusse. Dans la campagne de 1805, il s'était jeté entre l'armée autrichienne et l'Autriche, ce qui avait amené la capitulation d'Ulm. Il recommençait la même opération avec les Prussiens. Ceux-ci furent obligés de revenir sur leurs pas. Ils débutaient par une retraite. Dans une première rencontre, à Saalfeld (10 octobre), l'avant-garde de Hohenlohe fut battue, et le prince de

Prusse, l'un des instigateurs de la guerre, fut tué. Mais c'est le 14 octobre que toute l'armée fut écrasée, le même jour, dans les deux batailles d'Iéna et d'Auerstædt.

Napoléon rencontra à Iéna le corps d'Hohenlohe : il croyait rencontrer la principale armée prussienne. La petite ville universitaire d'Iéna est sur les bords de la rivière la Saale, qui vient de Bavière; Hohenlohe en remontait la vallée pour rejoindre l'armée du Roi. Il avait, dans son mouvement, abandonné le plateau de Landgrafenberg, qui domine la rivière. Napoléon avait commencé à le faire occuper dans la nuit, et il s'en était emparé solidement de grand matin. Quand le brouillard fut levé, les ennemis furent étonnés et quelque peu déconcertés de voir les Français qui en descendaient pour les attaquer. Assaillis de ce côté par Lannes, de l'autre côté par Ney, coupés par Soult de la route de Dornburg par laquelle ils devaient continuer leur retraite, ils fléchissaient déjà, quand un nouveau corps des leurs, sous le général Rüchel, vint à leur aide pour rétablir le combat. Mais Murat, qui excellait à précipiter à travers les batailles les grandes masses de cavalerie, Murat l'homme des galops impétueux et des charges irrésistibles, tombe sur eux de tout le poids de ses escadrons, et change leur défaite en déroute.

Le combat décisif avait lieu en même temps plus haut, à côté de la vallée, près du cours de la Saale. C'est là qu'arrivait l'armée du roi de Prusse, venant de Weimar. Elle trouvait sur sa route le corps de Davout : celui de Bernadotte était tout près. Davout invoqua l'aide de Bernadotte et offrit même de lui laisser le commandement. Mais les maréchaux du premier Empire étaient jaloux les uns des autres, et on les verra plus d'une fois obéir plutôt à ces jalousies qu'au souci de la victoire commune. Bernadotte, sous de très mauvais prétextes, refusa son concours à Davout et emmena ses troupes entre les deux batailles, à Dornburg, où elles furent inutiles aux deux.

Davout restait avec 26.000 hommes devant 54.000 Prussiens. S'il n'avait pas été admirable, s'il n'avait pas été secondé par les trois admirables divisionnaires : Friant, Gudin, Morand, qui commandaient les troupes sous lui, ou si l'armée prussienne avait eu la valeur qu'elle s'attribuait, Napoléon aurait payé cher l'erreur qu'il avait commise en croyant avoir devant lui les forces principales de l'ennemi et en laissant Davout exposé à leurs coups : chacun aurait eu sa victoire; le succès eût été partagé et indécis. Mais les 26.000 Français écrasèrent les 54.000 Prussiens.

Davout avait occupé fortement les défilés de Kœsen. C'est là qu'il tint tête aux ennemis. La division Gudin, formée en carrés, s'avancait d'une part, tandis que, de l'autre, Friant contenait une partie des Prussiens. Davout accourt avec la division Morand et achève la victoire au village, désormais illustre, d'Auerstædt. C'est dans cette affaire que périt le duc de Brunswick : il avait été mortellement blessé dans le combat. Des autres chefs de l'armée, Schmettau était tué, Mollendorff était grièvement blessé. Le Roi était en fuite, l'armée en déroute.

Sous la Révolution, Bernadotte aurait été durement puni de sa coupable inertie. Napoléon était exaspéré contre lui. Mais on raconte qu'il dit : « Le traduire en conseil de guerre, ce serait le fusiller; autant se taire. » Ainsi s'établissait l'irresponsabilité des grands chefs. D'autres recommenceront.

La déroute éperdue d'Auerstædt rencontra la déroute d'Iéna. Ce fut comme un effroyable confluent de deux débâcles dans un épouvantable chaos d'hommes affolés, de canons, de chevaux en désordre se heurtant et se mêlant. Les Prussiens avaient perdu 22.000 hommes, tués ou blessés, 18.000 prisonniers, 200 canons; les Français perdirent 12.000 hommes.

La Prusse, deux fois vaincue, s'effondra lamentablement. Les arrogances et les présomptions dégonflées s'aplatissent démesurément, comme si leur chute s'aggravait de leur enflure récente, une fois qu'elles ont crevé. D'ailleurs, il y avait en Prusse une monarchie, il n'y avait pas un peuple. Des serfs traités en bestiaux, et qui ne pouvaient guère voir une patrie dans le pays où ils vivaient en esclaves, et une bourgeoisie faible par le nombre et la richesse, courbée sous l'insolente domination de la noblesse, ne pouvaient pas former une nation. On aurait pu attendre plus de résistance de l'aristocratie féodale et militaire, les « Junker » : elle fut comme anéantie par la défaite et ne montra pas plus de force de résistance que le reste. Nulle trace du sentiment national. L'édifice puissant, mais hâtif, achevé par le grand Frédéric, gisait, dès le premier choc, en lamentables et informes débris.

L'armée prussienne était en morceaux. Murat, au galop tumultueux de ses escadrons, en

faisait voler devant lui les restes épars, comme le vent roule les feuilles mortes. La cavalerie enlevait des places fortes en courant : Stettin ouvrait ses portes à une poignée de hussards. Tout un corps d'armée, 16.000 hommes à pied, 6 régiments à cheval, 60 canons, s'était rendu sans faire de façons. Les forteresses ouvraient leurs portes. Un général, qui avait repoussé avec indignation la première sommation, se rendait quelques heures après, en donnant pour motifs que « la sommation avait été répétée avec instance ». Un autre jurait qu'il s'ensevelirait sous les ruines de la place, puis capitulait le lendemain en invoquant, avec un torrent de larmes, les mânes du grand Frédéric, dont il avait été le compagnon d'armes. Une troupe française arrive devant Kustrin ; mais elle n'a pas de bateaux pour passer l'Oder : le gouverneur prussien de la place lui en fournit, pour qu'elle puisse y entrer plus vite. Blücher donne à l'Allemagne une impression d'héroïsme farouche, en se battant tout un jour dans Lübeck avant de livrer la riche cité. La



Jena.

Gravure de Beyer d'après un dessin de Raffet (Musée Carnavalet).

duchesse d'Abrantès écrit : « C'est une vraie dégringolade de villes ». Magdebourg s'était rendu le 8 novembre, avec 20.000 hommes et 800 canons.

Napoléon fit une entrée triomphale à Berlin, laissant à Davout l'honneur bien mérité de prendre la tête du cortège. Berlin ne bougea pas. La bourgeoisie, si longtemps cravachée, cachait à peine sa joie de voir l'humiliation de la noblesse. Pas une étincelle d'esprit patriotique ne jaillissait du royaume conquis : les magistrats municipaux, les gouverneurs de province mettaient un véritable empressement à se soumettre. L'un d'eux disait à Napoléon que sa petite ville « se félicitait d'avoir eu cette occasion de voir le plus grand héros du monde ». Un autre attestait que sa province, dont « Sa Majesté avait daigné prendre possession », passait « des dernières angoisses à la plus belle espérance, celle de porter le titre de terre française ». Le conquérant n'eut qu'à poser la main sur les rouages de la forte machine gouvernementale de la Prusse pour les faire obéir à sa volonté.

Restaient maintenant les Russes. Ils ne s'étaient guère pressés d'accourir au secours de leurs alliés. Comme dans la campagne de 1805, ils entraient tard en ligne. Cette fois, ils avaient

un motif de plus : ils poursuivaient une autre entreprise : ils envahissaient l'Empire turc sans déclaration de guerre, et occupaient la Moldavie et la Valachie. Mais Napoléon arrivait jusqu'à la partie de la Pologne qui était devenue prussienne. On sait comment la malheureuse Pologne avait, à la fin du dix-huitième siècle, vu périr son existence nationale, et avait été dépecée entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Les victoires de Napoléon et l'écroulement rapide de tant de puissantes monarchies avaient donné aux Polonais des espérances qui devaient être cruellement trompées : ils crurent à la résurrection de leur patrie, et requèrent le conquérant avec enthousiasme. C'était une menace pour la Russie, dont les armées arrivaient.

Napoléon était, le 19 décembre, à Varsovie, aujourd'hui la capitale de la Pologne russe, mais alors à la Prusse, et que Murat avait occupée dès le 28 novembre. Malgré la saison il voulut aussitôt attaquer les Russes, qu'il battit à une dizaine de lieues de Varsovie, à Pultusk, le 26 décembre. Puis il prit ses quartiers d'hiver, estimant le climat trop rigoureux pour faire campagne durant les grands froids. Ce fut le général russe Bennigsen qui reprit l'offensive, comptant peut-être que ses troupes souffriraient moins que les nôtres des cruels hivers de la Pologne et des bords de la Baltique.

Il voulut couper nos forces en deux, en se jetant entre Ney et Bernadotte, tous deux dans la Prusse orientale, au nord de la Pologne. Mais Bernadotte le battit à Mohrungen, puis recula sur Osterode d'où, d'après les ordres de Napoléon, il devait encore reculer sur Thorn, attirant les Russes à sa suite, tandis que Napoléon marchait précipitamment vers l'Est, pour les couper de leurs communications avec la Russie. C'était, dans de moindres proportions, le système qui lui avait deux fois réussi, contre les Autrichiens, contre les Prussiens. Il aurait probablement réussi une troisième si un officier français, portant à Bernadotte les instructions de Napoléon qui révélaient tout son plan, n'était tombé dans un parti de cosaques qui l'avait fait prisonnier et avait saisi ses dépêches. Bennigsen, ainsi averti, se hâta de rétrograder. Il était en route pour revenir à Königsberg, quand il rencontra Bonaparte à Eylau où la bataille s'engagea (28 février).

Nul combat plus sinistre que celui-là. A perte de vue, dans la plaine dont les faibles ondulations ouvraient aux yeux de vastes horizons, le blanc tapis de l'hiver ensevelissait uniformément les campagnes, les rivières et les étangs glacés. Sous cette latitude et dans une telle saison, le soleil jette à peine de courts et obliques regards sur la terre : le jour, dévoré des deux côtés par la nuit polaire, éclaire à peine le sol quelques heures, les seules dont on pût disposer pour le combat. Un ciel bas et sombre pesait tristement sur le champ de bataille et y crachait par intervalles des tourbillons de neige. C'est là que, de part et d'autre, plus de 100.000 êtres humains s'exterminèrent furieusement, tant qu'il y eut un peu de lumière. Les nôtres avaient encore la flamme héroïque de la Révolution. Les Russes n'avaient pas une énergie moindre. On était effrayé de les voir mourir, silencieux, et sans pousser un cri. « Il semblait, dit Marbot, qu'on luttât avec des ombres. » Et n'étaient-ce pas déjà des ombres, que ces masses humaines que, de part et d'autre, on voyait, en face de soi, se détacher en longues lignes noires sur la blancheur du sol ?

La boucherie commença par un affreux duel d'artillerie : les Russes avaient 300 canons en avant de leurs lignes; les nôtres moins, mais nos canons étaient les meilleurs et les mieux servis du monde. Les boulets enlevaient des files entières; de part et d'autre, on restait intrépidement sous le feu, sauf à resserrer les rangs éclaircis par la mort. La ville d'Eylau brûlait. Les Russes finirent par se jeter sur les nôtres; Napoléon attendait que Davout fût arrivé sur les flancs de l'ennemi : c'est alors qu'il fit attaquer par les troupes du corps d'Augereau. Mais elles furent soudain aveuglées par une tourmente de neige; elles s'égarèrent et furent reçues par le feu de soixante douze canons russes qui les exterminèrent; Augereau, perclus de rhumatismes, pouvant à peine se soutenir, s'était fait attacher à son cheval. Il revint blessé au cimetière d'Eylau, d'où Napoléon regardait la bataille, lui reprocher de laisser anéantir les siens.

Napoléon, alors, se tourna vers Murat; et celui-ci partit à fond de train avec la masse formidable de quatre-vingts ou quatre-vingt-dix escadrons.

C'était chose terrible et fantastique que ces épouvantables et immenses chevauchées, faisant trembler et tonner le sol sous les pieds de vingt ou trente mille chevaux, et se ruant, pour les enfoncer, sur les lignes des armées. La charge de Murat perça, traversa toute l'armée russe, y fit d'effroyables ravages, et la perça de nouveau pour revenir.

Dans la confusion du combat, un corps d'ennemis était arrivé presque jusqu'au cimetière où était Napoléon. Mais il fut à peu près détruit.

La nuit tomba sur la bataille au moment où les Russes venaient de recevoir le secours d'un corps prussien, sous les ordres de Lestocq. C'avait été une monstrueuse tuerie, sans résultat décisif. Bennigsen, il est vrai, laissa aux nôtres le champ de bataille, et il lui fallut une certaine audace de mensonge, pour faire célébrer son prétendu succès par un *Te Deum*. Il était vaincu, assurément; mais les nôtres avaient à peine le sentiment d'une victoire. Napoléon parcourut, le lendemain, le champ de bataille. C'était un spectacle hideux : sur le blême linceul des neiges, sous un ciel lugubrement obscur, s'amoncelaient trente ou quarante mille corps humains affreusement mutilés dans de larges rougeurs de sang, parmi des milliers de cadavres de chevaux, des obus, des boulets, des canons renversés; tout un monde de destruction et de mort. Napoléon n'était point sensible : il était habitué à de tels spectacles et disait que la destruction d'un million d'hommes ne le faisait pas hésiter. Il fut pourtant si saisi de ce hideux tableau, que non seulement il indiqua une note pittoresque fort inusitée sous sa plume, mais qu'il ne put taire un sentiment d'horreur. « Tout cela, disait-il dans son bulletin, n'avait plus de relief sur un fond



Bataille d'Eylau.

Gravé par Skelton d'après une peinture de Siméon Fort (Bibliothèque nationale).

de neige. » Et il ajoute cette réflexion, stupéfiante de sa part : « Ce spectacle est fait pour inspirer aux princes l'amour de la paix et l'horreur de la guerre. »

Après une telle boucherie dans toutes les rigueurs de l'hiver, on attendit, de part et d'autre, la belle saison pour recommencer la lutte. Les hostilités ne furent reprises qu'au mois de juin. Dans l'interval, les Français avaient pris Dantzig; il ne restait à la Prusse que Königsberg, sur les bords de la Baltique, près de la frontière russe, que les nôtres assiégeaient. Napoléon avait pris ses quartiers d'hiver dans la Prusse orientale, le long du petit fleuve le Passarge, et dans l'angle qu'il forme avec la rivière l'Alle. Les deux armées avaient reçu des renforts.

Ce furent les Russes qui attaquèrent; Bennigsen tomba sur le corps de Ney, qui recula, mais en luttant vigoureusement. Toute notre armée arrivait : ce fut le tour de Bennigsen de reculer, en suivant le cours de l'Alle. Puis il attendit les Français à Heilsberg, dans une position couverte de redoutes. Soult, arrivé le premier avec Murat, ne craignit pas de l'y assaillir avec des forces très inférieures. Le lendemain, comme d'autres troupes françaises arrivaient, Bennigsen reprit sa marche en arrière pour couvrir Königsberg. Il suivait toujours un des bords de l'Alle : Napoléon le rattrapait par l'autre bord. Bennigsen arriva ainsi à Friedland, et construisit trois ponts, pour y traverser l'Alle après avoir traversé la ville; puis d'autres ponceaux, sur un ruisseau, le ruisseau du Moulin, qui coupe la plaine en deux.

Napoléon, dès qu'il fut arrivé sur le champ de bataille, comprit tout de suite que le mou-

vement des Russes les perdait. « On ne prend pas tous les jours, dit-il, l'ennemi en pareille faute. » Il vit qu'il pouvait l'enfermer dans une boucle que fait la rivière de l'Alle, et dont Friedland occupe l'extrémité (14 juin 1807). La bataille dura très longtemps. Autant, dans ces pays du Nord, les jours d'hiver sont courts, autant ceux d'été se prolongent au moment du solstice. On était déjà aux prises à 3 heures du matin : on se battait encore quand la nuit venait de tomber, à 10^h 30 du soir.

Lannes avait soutenu, pendant de longues heures, avec des forces très inférieures, mais avec une admirable énergie, l'attaque de l'armée russe, quand Napoléon arriva vers midi. Il résolut aussitôt de s'emparer de Friedland, vers lequel se dirigèrent Ney, avec son corps d'armée, Dupont

Napoléon
Ney Nansouty Oudinot



Bataille de Friedland.

Gravure de Friley d'après une peinture d'Horace Vernet (Bibliothèque nationale).

avec sa division. Mais ils eurent d'abord une attaque furieuse à soutenir. Il fallut que Napoléon leur envoyât l'artillerie du corps de Victor qui, sous le général Sénarmont, s'avança audacieusement et mitrilla les Russes de tout près. Ney et Dupont coururent à Friedland et y entrèrent par les deux portes opposées. La ville fut vite en proie à l'incendie. Ce fut une mêlée effroyable dans les flammes. Dès que Friedland fut à nous, Napoléon ordonna le mouvement décisif, et ferma dans la campagne la boucle de la rivière par une ligne formée des corps de Lannes et de Mortier, avec la cavalerie de Grouchy. Le général russe Gortschakoff essaya vainement de briser cette barrière infranchissable. Il se retourna sur Friedland, où de nouveau s'engagea une lutte furieuse. Mais les nôtres n'étaient pas gens à s'en laisser déloger. Impossible de passer les ponts de l'Alle, balayés ou détruits par nos canons. Les Russes n'avaient plus qu'à mettre bas les armes ; ils ne s'y résignèrent pas. Ils aimèrent mieux se jeter dans les eaux de l'Alle, où des milliers périrent ; d'autres échappèrent à la faveur de la nuit.

Cette fois, c'était une victoire, et une victoire décisive. Les Russes perdaient 25.000 hommes

et 60 canons. Vingt-cinq de leurs généraux étaient tués, blessés ou pris. Les Français ne perdaient que 7.000 ou 8.000 hommes. Une bonne partie des nôtres n'avaient pas même eu à tirer un coup de fusil.

A la nouvelle de la défaite des Russes, le corps prussien de Lestocq évacua la ville de Königsberg, et la ville ouvrit ses portes aux Français : elle contenait d'immenses approvisionnements, 100.000 fusils. On y saisit aussi 200 vaisseaux anglais.

La bataille de Friedland eut sur l'esprit du tsar Alexandre un singulier effet. Non seulement elle le décida à demander la paix, mais elle lui inspira pour son vainqueur une admiration qui allait, pour quelque temps, se tourner en amitié. Napoléon était à Tilsit. Une entrevue fut convenue et eut lieu sur un radeau, au milieu du fleuve le Niémen (25 juin). Les deux empereurs



Napoléon, à Tilsit, donne la croix de la Légion d'honneur à un soldat de l'armée russe qui lui est désigné comme le plus brave.

Tableau de Debret (Musée de Versailles).

se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, et le premier mot du souverain russe fut pour exprimer sa haine contre son alliée, l'Angleterre, qui l'avait fort irrité. Il semble que la pensée lui était venue de se partager amicalement le monde avec Napoléon, autant que Napoléon était homme à partager. Tel parut du moins le sens de leur réconciliation, qui prenait tous les dehors d'une affection véritable. Après l'entrevue sur le Niémen, tous deux se virent quelques jours à Tilsit. Le roi de Prusse était avec le Tsar, mais dans une situation assez fausse et assez humiliante : il ne devait pas être épargné.

En effet, au traité de Tilsit (7 juillet), la Prusse fut traitée avec une dureté impitoyable. On ne lui laissait que les provinces de Brandebourg, de Prusse, de Poméranie et de Silésie, entre l'Elbe et la Pologne. Elle perdait à l'ouest ses provinces allemandes ; à l'est, ses provinces slaves. Encore ne lui rendait-on pas réellement le peu qu'on semblait lui laisser. Les troupes françaises continueraient à l'occuper, tant que la Prusse n'aurait pas payé une rançon de 100 millions

qu'elle était hors d'état de fournir ou de trouver. Les possessions allemandes de la Prusse au delà de l'Elbe étaient réunies au Brunswick, à la Hesse-Cassel, à une partie du Hanovre, pour former le royaume de Westphalie, que Napoléon donnait à son frère, Jérôme Bonaparte. Quant aux possessions polonaises de la Prusse (le grand-duché de Varsovie), on en faisait cadeau à l'électeur de Saxe, sympathique à la France, qui entra dans la Ligue du Rhin, et qui prenait le titre de roi, comme d'autres princes allemands auxquels Napoléon avait donné le même titre. Encore déclarait-il que c'était « par égard » pour le Tsar qu'il laissait quelque chose au roi de Prusse.

Il faisait à son nouvel ami des concessions plus importantes : il lui abandonnait la Turquie et la Suède. En revanche, la Russie s'engageait à se tourner contre l'Angleterre si celle-ci ne concluait pas la paix dans un délai très court. On eût cru que la fortune de Napoléon était maintenant triomphante pour toujours : la Russie devenue alliée ; la Prusse anéantie ; l'Autriche dégoûtée par ses déroutes de s'exposer à de nouveaux malheurs ; et pourtant, c'est maintenant que la fortune de Napoléon va chanceler jusqu'à ce qu'elle s'écroule, soit par la folle confiance, dont l'excès des prospérités a enflé son ambition, soit par cette amitié qui va se changer en haine.

V. — Le blocus continental. — L'Espagne. — Entrevue d'Erfurt. Brouille avec le Pape.

Il semble qu'après Tilsit, Napoléon, parvenu au comble de sa puissance, ait été pris d'une sorte de vertige ; il paraît convaincu qu'avec le Tsar il dispose à sa guise, non seulement de l'Europe, mais du globe. Il prend l'habitude de tailler dans la carte du monde, comme si elle lui appartenait, d'y découper ou d'y recoudre les États, de faire passer d'un maître à l'autre, ou de s'adjuger à lui-même les villes et les provinces, les royaumes. Dans une lettre qu'il écrit au souverain russe, en février 1808, il prend avec lui le Bosphore et Constantinople ; de là, tous deux marchent sur l'Euphrate et arrivent à Bagdad. Ce n'est rien encore : les voilà sur la route de l'Inde, à travers 500 lieues de désert. Son cerveau est de nouveau hanté du vieux rêve insensé qu'il poursuivait en Égypte : marcher vers l'Himalaya sur les traces de l'autre Alexandre, celui de Macédoine, le conquérant de la Perse. Et, en attendant, il se jette à l'extrémité opposée dans une aventure de Portugal. Ne dirait-on pas le Picrochole de Rabelais ?

Pourtant il lui faut encore compter avec l'Angleterre. Aussitôt après Tilsit (avril 1807), elle a riposté par un coup violent qui ressemble fort à du brigandage : une seconde fois, sans aucune formalité de déclaration de guerre, elle a assailli le Danemark avec lequel elle était en paix : elle a envoyé à Copenhague une flotte et un corps de débarquement qui ont bombardé six jours la grande ville et en ont détruit la moitié. Puis, quand Copenhague a dû capituler, les Anglais ont saisi la flotte danoise et détruit les chantiers de l'Arsenal, ce qui a jeté le Danemark dans l'alliance française et amené la rupture officielle de la Russie avec l'Angleterre.

Déjà, depuis l'automne précédent, Napoléon a décidé de répondre aux ravages par lesquels les Anglais ferment les mers à nos navires en leur fermant tous les ports de l'Europe. C'est le « blocus continental » (décret daté de Berlin, 21 novembre 1806), complété par son extension aux neutres (décret daté de Milan, 17 octobre 1807). Ainsi, dans l'affreux conflit qui désole le monde, chacun des deux, sur son domaine, décrète l'abolition du commerce pour toutes les nations ; on oppose blocus à blocus ; cet élément si considérable, si nécessaire, de la vie des peuples civilisés, va être supprimé pour de longues années. Napoléon sur terre, l'Angleterre sur mer, imposent par le droit du plus fort, à toute l'Europe, cette cause de ruine économique. Le commerce anglais en est considérablement appauvri : mais la France est privée de sucre et de café. On essaie d'en fabriquer des équivalents par des moyens artificiels. On remplace mal le café par la chicorée, mais on réussit mieux pour le sucre. On ne l'extrayait jusque-là que de la canne à sucre des Indes orientales et occidentales. Mais un industriel, Delessert, réussit à le tirer de la betterave, et l'on sait qu'aujourd'hui le produit qu'elle donne ne se distingue pas de celui de la canne.

La violence que Napoléon fait à tous les peuples du continent, en les associant de force à ce blocus, contre leurs intérêts et comme pour leur ruine, ne contribuera pas peu à le faire détester, et c'est alors qu'il va se lancer dans l'aventure qui commencera sa perte, celle d'Espagne.

Le Portugal l'a poussé à bout ; pauvre pays, entre l'enclume et le marteau, dominé par l'Angleterre à la merci de laquelle le mettent ses rivages, menacé par la France alliée de l'Espagne. Déjà, en 1801, Bonaparte premier Consul l'a obligé à payer 20 millions d'indemnité. Napoléon veut l'achever : il dicte à l'Espagne un traité en vertu duquel les troupes des deux nations envahiront le Portugal, qui sera partagé en trois : le Nord formera un royaume pour le gendre du roi d'Espagne, fait par Napoléon roi d'Étrurie (Toscane), et qui rendra l'Étrurie à la France; le Sud formera une principauté pour le premier ministre espagnol; et le Centre, jusqu'à nouvel ordre, restera sous séquestre dans la main de Napoléon.



(Photo Crété.)

Caricature du temps à propos du projet de débarquement de Napoléon en Angleterre.

A la suite de ce traité, Junot entre en Espagne avec un corps d'armée et va droit à Lisbonne. Il s'empare du Portugal presque sans rencontrer de résistance. Le Régent, à son arrivée, s'est embarqué avec la cour et ses trésors et s'enfuit au Brésil (27 novembre). Ce facile succès a-t-il mis Napoléon en appétit? Quoi qu'il en soit, maintenant, c'est l'Espagne qu'il veut prendre : l'Espagne, son alliée.

La famille royale est déchirée par des querelles intestines qui donnent beau jeu au conquérant. C'est, à vrai dire, une étrange collection d'êtres assez méprisables et qui se détestent. Là, le vrai maître est le premier ministre Godoy, homme de peu, sorti d'une fort petite noblesse, n'ayant reçu qu'une éducation sommaire; mais sous l'uniforme de simple garde royal, qu'il a revêtu à dix-sept ans, son élégance et sa belle prestance ont fait la conquête de la Reine : à vingt-huit ans, il était déjà premier ministre. Ce qu'il y a de curieux, c'est que le vieux roi Charles IV a pour lui autant de passion que sa femme; il ne peut pas se passer de lui; il ne voit que par ses yeux; par deux fois, il renoncera à la couronne, d'abord pour sauver son ministre adoré.

puis pour aller vivre ensemble dans une retraite à trois, lui, sa femme et l'ami. Un jour, Bonaparte premier Consul, exaspéré contre une trahison du ministre, avait écrit au Roi une lettre de sa main, pour lui révéler tout sur Godoy. On sait qu'il n'avait pas de scrupules à employer de tels moyens. Godoy fut assez fort pour persuader à son naïf souverain de lui remettre la lettre sans la lire.

Le fils aîné de Charles IV, le prince Ferdinand, héritier du trône, exérait le favori. La petite coterie qui l'entourait et le dominait, surtout le chanoine Escoïquiz, son ancien précepteur, qui comptait bien devenir à son tour maître de l'Espagne, jetait de l'huile sur le feu. Ferdinand ne valait pas cher. Très lâche dans l'adversité, s'humiliant, fondant en larmes, trahissant ses amis pour se tirer d'affaire, il sera sur le trône un tyran odieux. Mais il était persécuté par sa mère, persécuté par Godoy, et le tout-puissant ministre était abhorré de toute l'Espagne. C'était assez pour que la foule prît passionnément parti pour le prince; quel qu'il fût, il était adoré.

Escoïquiz avait poussé Ferdinand à chercher l'appui de Napoléon, en lui demandant pour femme une princesse de la famille impériale. Ferdinand était étroitement surveillé; sa demande fut connue. Il fut arrêté, on saisit ses papiers. Cela s'appelait le « complot de l'Escorial ». Il s'aplatit si basement et dénonça si misérablement ses amis, que Charles IV et Godoy lui pardonnèrent. Quant à ses amis, traduits devant le Conseil de Castille, ils furent acquittés. Le Roi les exila dans divers châteaux ou monastères (janvier 1808).

Les choses en étaient là, quand Napoléon fit savoir au roi d'Espagne, qu'il eût à lui céder la partie de son royaume située entre l'Èbre et les Pyrénées. On savait ce qu'on avait à attendre après ces coups dont le conquérant était coutumier. La famille royale était à Aranjuez, le Versailles des Castilles. Avec Godoy, elle résolut de fuir à Séville, d'où elle aurait peut-être gagné les Canaries ou même l'Amérique, comme le régent de Portugal, et elle fit ses préparatifs de départ. Mais les amis de Ferdinand organisèrent une émeute à Aranjuez, qui se remplit de paysans des environs et de Madrilènes. Le mouvement éclata le 18 mars; le Roi, épouvanté, dépouilla Godoy de toutes ses fonctions. Quant à Godoy, il était caché dans un grenier de son palais, sous des monceaux de tapis. Quand, au bout de trente-six heures, la faim et la soif l'en chassèrent, peu s'en fallût qu'il ne fût écharpé. Après force coups de pierre et de bâton, il trouva un refuge dans l'écurie des gardes du corps. Le Roi et la Reine implorèrent son pardon de Ferdinand, qui l'accorda. Mais Charles IV abdiquait : Ferdinand était roi d'Espagne.

Déjà, depuis quelques mois, Napoléon faisait entrer des troupes dans le pays, sous prétexte de renforcer Junot en Portugal : d'abord Dupont, puis Monecy, chacun avec 25.000 hommes; enfin Murat, avec 6.000 ou 7.000 hommes et la Garde impériale, pour prendre le commandement de toutes nos forces. A la faveur de l'amitié des deux pays, on avait occupé par surprise Saint-Sébastien, Pampelune, Figueiras, Barcelone. Enfin Murat arrive à Madrid le 23 mars. Nul ne se méfie de lui : ne vient-il pas en allié?

Ferdinand y arrive le lendemain et y fait une entrée triomphale. Les femmes jettent des fleurs sur sa route, les hommes jettent leurs manteaux sous les pas de son cheval. Mais Napoléon est arrivé à Bayonne et va entrer en scène.

Le vieux Roi a protesté, déclarant que son abdication lui a été imposée par la violence; il a écrit dans le même sens à Napoléon. Ferdinand veut aller lui-même plaider sa cause et fait la folie d'aller se jeter sous les griffes du lion. Napoléon est stupéfait de le voir arriver à Bayonne et le reçoit par une forte douche d'eau froide : il lui offre le royaume d'Étrurie en échange de l'Espagne. Puis, à son tour, voilà Charles IV à Bayonne et son cher Godoy que Murat lui a rendu. L'intrigue se noue : un événement imprévu va la dénouer.

On a commencé à comprendre ce qui se passe à voir toute la famille royale autour de Napoléon et les troupes françaises prenant possession de l'Espagne. Une insurrection éclate à Madrid, le 2 mai. Elle n'est pas bien grave : les membres du Conseil de Castille vont eux-mêmes l'apaiser dans les rues. Il n'y a de combat un peu sérieux qu'auprès du parc d'artillerie. Mais le soir, Murat fait odieusement fusiller sans jugement quelques centaines de prisonniers.

C'est le fameux « Dos de mayo », dont, de l'autre côté des Pyrénées, on célébrera l'anniversaire pendant un siècle, comme un souvenir de haine. Goya le consacrera par une peinture,

un chef-d'œuvre étonnamment pathétique, avec la rangée de poitrines humaines, le long du mur fatal, d'un côté, et de l'autre, les fusils des soldats transformés en bourreaux, rayant le tableau de leurs sinistres lignes horizontales. Dès la première heure, a déjà terriblement retenti dans toute l'Espagne cette cruelle fusillade, et elle y a fait détester le nom français.

Ce que Napoléon y voit, c'est un moyen de brusquer les choses. Il fait venir Ferdinand devant lui, en présence de Charles IV et de la Reine. Et, dans une de ces effrayantes explosions de colère, en bonne partie préparées et jouées, qui sont un de ses procédés habituels dans les grandes circonstances, il accuse Ferdinand de l'insurrection de Madrid, fait retomber le sang versé sur sa tête, le foudroie, l'épouvante, tandis que le père et la mère du malheureux font chorus, et



(Photo Giraudon.)

Scène du 2 mai 1808.

Tableau de Goya (Musée du Prado, Madrid).

que Charles IV va, dit-on, jusqu'à vouloir frapper son fils; Ferdinand n'est pas homme à tenir bon contre une telle bourrasque; il a peur pour sa vie, il signe son abdication. Napoléon joue alors la comédie d'offrir à Charles IV de lui rendre le trône : il sait bien que Charles IV ne peut pas accepter, qu'il aurait toute l'Espagne contre lui, qu'il n'oserait même plus y rentrer. Et, après s'être fait céder par lui tous ses droits, après avoir imposé une renonciation à tous les princes de la famille royale qu'il a attirés en France, il expédie Ferdinand au château de Valençay dans l'Indre, envoie Charles IV à Compiègne avec la Reine et leur Godoy, fait offrir par une « junte » d'Espagnols, que Murat a dans la main, la couronne à Joseph Bonaparte, fait venir la junte à Bayonne pour bâcler une Constitution en dix-sept jours : il met la main sur l'Espagne par un vrai tour de passe-passe et va y installer son frère comme roi. Joseph abandonne le royaume de Naples, que Napoléon donne à Murat, et part pour Madrid.

Napoléon a reconnu plus tard, à Sainte-Hélène, que, dans l'affaire d'Espagne, il avait quel-

que peu passé la mesure. C'est qu'il avait confiance dans le succès : l'Espagne n'avait ni une armée sérieuse ni un peuple qu'on eût jamais vu se lever pour ses droits. Il ne faisait entrer en ligne de compte, dans ses calculs, ni le soulèvement des consciences ni l'esprit national ; il ne connaissait que les forces matérielles. Jusque-là, il n'avait eu affaire qu'aux souverains, et il les avait toujours écrasés. Maintenant, il allait avoir affaire aux peuples.

A la nouvelle des événements, toute l'Espagne se soulève. Cette nation, qui semblait écrasée et comme morte, se dresse terrible. Mouvement tout populaire, car les riches sont moins ardents et moins aventureux ; mouvement religieux en même temps que national : le clergé prêche la guerre sainte, prend le fusil et marche en tête ; pour ces foules dévotes, Napoléon est l'Antechrist. C'est une sorte d'immense Vendée, mais de Vendée patriote. En quelques semaines, 150.000 hommes sont sous les armes. C'est un soulèvement tout spontané, et, comme en Vendée, tout local. Dans cette Espagne si imparfaitement unifiée, où il n'y a point de fragment du territoire qui n'ait son existence propre, ses instincts d'indépendance, ses souvenirs particularistes (et plus d'un a en outre une langue distincte), chaque province, chaque morceau de province forme une petite armée. Dans ces armées figurent pêle-mêle les éléments les plus divers : des artisans, des paysans révoltés, à coup sûr, ces intrépides brigands, dont les bandes, dans les âpres régions de ce pays en grande partie désert, se perpétueront dans toute la première moitié du dix-neuvième siècle, et qui entretiennent une sorte d'entente avec les populations ; puis des moines, plus belliqueux encore que ceux de notre « Ligue » du seizième siècle, ayant la haute influence sur ces populations dévotes, très respectés et soufflant le fanatisme. A ces éléments désordonnés se mêlent des milices, des troupes régulières. C'est encore cette race prodigieusement sobre, tranquillement intrépide, d'une énergie sauvage, d'une résistance invincible, qui a donné à l'histoire les héroïques et féroces « conquistadores » de l'Amérique, les admirables troupes espagnoles de la Renaissance et du dix-septième siècle, que Bossuet comparait, pour leur solidité, à des murs qui sauraient réparer leurs brèches. Avec eux, comme avec les Vendéens, la guerre est d'une atroce barbarie ; une rage implacable y transforme souvent les vainqueurs en bourreaux, avec des raffinements de supplices hideux ; et comme ils n'ont plus devant eux les soldats de la Révolution épris d'idéal et le génie si magnifiquement humain de Hoche, mais les armées d'un despote étranger à tout sentiment de pitié, ce sont à peu près des deux côtés les mêmes horreurs.

Puis il faut faire là une guerre nouvelle : plus de ces grandes combinaisons stratégiques, contre des forces militaires organisées, au milieu de populations passives : mais une lutte confuse contre des bandes disséminées, sortant sans cesse du sol, dans un pays pierreux et nu, qui s'allonge en vastes solitudes, et que hérissent de toutes parts des montagnes aux pentes desséchées, aux gorges farouches, propices aux embuscades ; guerre éparse, ingrate, épuisante, contre des ennemis qu'on bat en vain, qui renaissent sans cesse, devant, derrière les vainqueurs ; et où l'on sent partout autour de soi une terrible unanimité de haines implacables, dans les vallées, dans les villages, dans les métairies, et, en quelque sorte, jusque dans les cailloux des grands chemins.

Il fallut ouvrir, à coups de batailles, la route de Madrid au nouveau roi ; battre les bandes espagnoles à Logroño, à Torquemada, au pont de Cabezon, à Medina del Rio Seco. Enfin, voilà Joseph dans sa capitale : mais presque aussitôt il y apprend un désastre. Dupont a été, au mois d'avril, soumettre l'Andalousie avec un corps d'armée : il a pillé Cordoue ; il revient vers les défilés de la Sierra Morena, qui font communiquer l'Andalousie et la province de la Manche. Il commet la faute de rester un mois à Andujar, où il est attaqué de deux côtés par les troupes espagnoles de Jaen et de Séville. Il traîne avec lui un long convoi de butin qu'il ne veut pas lâcher. Vedel, qui commande dans la Manche, vient à son secours. Quelle défaillance les frappe ? Qu'est devenu Dupont, si admirable d'énergie dans vingt combats, et tout récemment à Friedland ? Quoi qu'il en soit, après avoir accumulé les fautes, Dupont capitule à Baylen (23 juillet). 17.000 soldats français livrent leurs armes aux bandes espagnoles. Au mépris de la capitulation, on les emprisonne sur les pontons. Un quart à peine reverront la France au bout de longues années.

L'effet moral de la capitulation fut terrible. Le spectacle de ces invincibles Français vaincus par une insurrection espagnole eut un retentissement épouvantable dans toute l'Europe, et rendit l'espérance à tous les ennemis du conquérant. Joseph quitta Madrid huit jours après y

être entré et s'enfuit jusqu'à l'Èbre. Un autre échec suivit de près. Les Anglais avaient débarqué en Portugal. Junot les attaqua à Vimeiro et fut battu (21 août). C'était le début, dans la péninsule, du futur vainqueur de Waterloo, Sir Arthur Wellesley, qui devait plus tard s'appeler Lord Wellington. Vaincu, Junot signa la Convention de Cintra par laquelle il évacuait le Portugal. La flotte anglaise ramenait ses troupes en France. Décidément, l'aventure espagnole tournait mal et pesait lourdement sur la fortune de Napoléon.

Il comprit qu'il lui fallait ou faire lui-même un effort considérable de ce côté ou renoncer à l'Espagne et, comme il disait, l'« abandonner à ses fureurs », mais avec quelle chute de son



Charles IV et sa famille.

(Photo Vignon.)

l'œuvre de Goya (Musée du Prado, Madrid).

prestige ! Il prit le premier parti ; mais il avait d'abord à se garantir de l'autre côté de l'Europe, où ses échecs espagnols avaient réveillé les espérances de ses ennemis. Il demanda une nouvelle entrevue au tsar Alexandre ; elle eut lieu à Erfurt, dans la Thuringe, le 25 septembre 1808. La vieille et tranquille petite ville gothique eut, pendant deux ou trois semaines, un spectacle extraordinaire. Au milieu des acclamations poussées par les troupes de deux armées, la française, la russe, les deux empereurs entrèrent ensemble dans ses murs au son des cloches et au grondement du canon. Dans les jours qui suivirent, trois rois, une reine faisaient cortège aux deux puissants souverains, et l'on avait refusé une invitation à l'empereur d'Autriche. Ce n'étaient que fêtes, revues, manœuvres militaires. Napoléon avait fait venir à Erfurt l'incomparable troupe du Théâtre-Français. Elle avait alors un acteur sans égal, ce Talma, qui représenta longtemps en France le génie de la scène, peut-être comme aucun autre avant ni après lui, et qui avait été

l'ami de Bonaparte avant d'être celui de Napoléon. Talma fut applaudi, là, « par un parterre de rois ». Dans une de ces représentations, comme on disait sur la scène le vers de Voltaire : « L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux », Alexandre se retourna vers Napoléon, dans un mouvement qui était l'affirmation la plus éclatante de son admiration mêlée d'ardente sympathie pour le despote corse.

Pour qui savait les réalités, il fallait en rabattre. Alexandre était mystique et enthousiaste : mais l'enthousiasme, chez lui, n'excluait pas la duplicité. L'amitié des deux empires était loin d'être ce qu'elle paraissait. Napoléon avait livré à son allié la Finlande, suédoise de mœurs, suédoise de fait, et dont Alexandre s'était emparé. Il avait livré les provinces de la vieille alliée de la France, la Turquie, la Moldavie, la Valachie, prises par Alexandre, qui avait ainsi porté jusqu'au Danube les frontières de ses États. Il abandonnait l'infortunée Pologne, qui avait espéré dans les victoires françaises pour sa résurrection, et il promettait de ne plus étendre le duché de Varsovie, c'est-à-dire de laisser le reste de la malheureuse nation aux mains de ses égorgeurs. Il avait ainsi sacrifié toutes les forces vives, qui auraient pu puissamment aider la France dans un conflit avec la Russie. Tout cela ne suffisait pas à Alexandre.

Il était seul de son empire à avoir eu des sympathies françaises. Sa famille, sa cour détestaient Napoléon comme la Révolution couronnée. L'ambassadeur de France avait été mis en quarantaine par l'aristocratie de Saint-Pétersbourg. Tout autocrate qu'il était, Alexandre, s'il n'avait pas à compter avec le peuple russe, devait compter avec les salons. Tout cela eût suffi à le rendre exigeant pour justifier une alliance mal vue de tous les siens, s'il ne l'eût pas été par lui-même. Puisque Napoléon prenait tout l'Occident, il devait, lui, avoir l'Orient. Il lui fallait la Turquie, surtout le gros morceau, Constantinople. C'était plus que Napoléon ne voulait donner. Chaque fois, on ajournait le partage turc, non sans de vives discussions. Dans l'une Napoléon se laissa aller, dit-on, jusqu'à jouer une de ces comédies ordinaires de colère furieuse, et, par un geste qui lui était habituel en pareil cas, jeta son chapeau à terre pour le piétiner. Sur quoi, Alexandre, fort tranquillement : « Vous êtes emporté, je suis obstiné. » Et il menaça de sortir, calmant ainsi Napoléon.

Bien que le Tsar n'eût point ce qu'il voulait, il signa avec la France une convention secrète ; mais il multipliait les échappatoires, quand Napoléon lui demandait d'empêcher, par une pression vigoureuse, l'Autriche de recommencer la guerre. Il faisait pis : contrairement à son attitude publique, il laissait voir confidentiellement à l'Angleterre et à l'Autriche qu'au fond il restait avec elles pour la cause de l'indépendance de l'Europe : officiellement ami et allié de Napoléon, en réalité dès lors son ennemi.

Au retour d'Erfurt, Napoléon ne fit que traverser Paris et courut en Espagne. Il n'allait y rester que quelques semaines, occupé surtout à marcher de la frontière à Madrid. Il avait naturellement pris ses précautions pour que tout allât à merveille tant qu'il serait là. Il amenait sa Garde et toute son armée, qu'il appelait la « Grande Armée », ne laissant en Allemagne qu'une cinquantaine de mille hommes. Les bandes espagnoles allaient avoir affaire, non plus seulement à des conscrits ou à des troupes étrangères levées de force dans les États soumis, mais aux plus admirables soldats de l'Empire. Les petites armées de l'insurrection accouraient pour barrer la route aux Français : elles étaient battues, celle de Galice, sous Blake, à Durango, après à Espinosa, puis ses débris étaient écrasés à Reynosa ; celles d'Aragon, sous Palafox, à Tudela. Napoléon lui-même avait accablé l'armée d'Estramadure qui essayait de couvrir Burgos. Après cela, il avait été passer, au col de Somo Sierra les montagnes qui le séparaient de Madrid. Les Espagnols avaient là une batterie de douze canons, qui semblaient rendre le passage infranchissable. Elle est enlevée par les lanciers polonais. Le 2 décembre, Napoléon est devant Madrid. Le 4, Madrid se rend. Alors, voulant essayer l'effet des réformes populaires, Napoléon décrétait avec l'amnistie l'abolition de l'odieuse et tyrannique inquisition espagnole, de la plus grande partie des couvents, des droits féodaux, des barrières entre les provinces : mesures qui laissèrent leurs traces, que plus tard reprendra l'Espagne libérale, mais qui, sur le moment, ne pouvaient pas éteindre le feu de haine dont le pays brûlait.

Quelques jours après, l'Empereur se mettait à la poursuite des troupes anglaises qui, sous le général Moore, s'étaient imprudemment avancées jusqu'à Salamanque, et à qui il ne restait



Le Pape et l'Empereur
Par Jean-Paul Laurens.

plus de ressource que dans une retraite fort semblable à une fuite. Mais il reçut alors des nouvelles d'Allemagne et de France qui le décidèrent à quitter précipitamment l'Espagne. Il courut au galop de son cheval de Valladolid à Burgos; le 23 janvier, il était à Paris.

Se faisait-il à lui-même l'illusion que son rapide passage en Espagne eût beaucoup changé l'état des choses? Il avait souvent tranché le sort de la guerre en arrivant, après des batailles heureuses, à la capitale, Vienne ou Berlin. Il ne pouvait pas croire qu'une entrée à Madrid, au milieu de toute l'Espagne soulevée, eût un effet aussi décisif. Il est vrai qu'après son départ, Soult poursuivit Moore jusqu'à la Corogne : poursuite désastreuse pour le général anglais; ses troupes furent heureuses de voir enfin arriver la flotte anglaise sur laquelle elles se hâtèrent de s'embarquer et de fuir.



Capitulation de Madrid (4 décembre 1808).

Tableau de Gros (Musée de Versailles).

Mais, en même temps, le siège de Saragosse révélait l'effrayant paroxysme d'héroïsme et de rage auquel était arrivé le patriotisme espagnol. La ville, déjà assiégée le 15 juin de l'année précédente, s'était si vaillamment défendue, qu'au bout de deux mois, sur la nouvelle de la capitulation de Baylen, les Français avaient dû lever le siège. Ils revenaient en forces dès le mois de décembre. La ville n'était même pas une ville forte : elle n'opposait aux assiégeants qu'un mur sans travaux de fortification régulière; des milliers de paysans s'y étaient entassés. On avait fait autant de forteresses des couvents, qui dressaient sur le pourtour de la ville leurs solides masses de maçonneries, et du vieux château mauresque qui, après avoir été celui des chefs musulmans et des rois d'Aragon, était devenu le palais de l'Inquisition. La malheureuse ville, bloquée, canonnée, bombardée, était en outre ravagée par une affreuse épidémie : et elle tenait bon. Il y avait 15.000 hommes dans les hôpitaux : on n'enterrait plus les morts, qui pourrissaient de tous côtés : rien ne brisait la résistance des assiégés. Enfin, le 27 janvier, on

ouvrit trois brèches sanglantes dans l'enceinte : l'une dans le couvent de Santa Engracia; les deux autres à côté : nos troupes étaient dans la ville. C'était fini? Non, cela commençait.

Toutes les rues étaient hérissées de barricades; toutes les constructions étaient crénelées; chaque maison, chaque étage était une forteresse qu'il fallait prendre d'assaut et qui était défendue avec rage; une partie de la ville brûlait; des édifices dont on avait fait des poudrières sautaient; le combat affreux, engagé dans les rues, se poursuivait pendant l'effroyable durée de vingt-quatre jours; et les nôtres n'avaient pris qu'une petite partie de la ville, quand ce qui lui restait de défenseurs se décida à capituler (21 février). 12.000 malheureux, hâves, affamés, en loques. Sur 100.000 hommes enfermés dans la ville, 54.000 avaient péri!

Les nouvelles qui avaient rappelé Napoléon à Paris étaient graves. L'Autriche, le voyant occupé en Espagne, s'était résolue à tenter de nouveau les chances de la guerre. Elle avait pris son parti dès le mois de décembre, et avait encore obtenu 100 millions de subsides anglais. Napoléon apprenait en même temps une trahison des siens. Il ne pouvait pas impunément subir d'échec, il ne pouvait compter sur personne. Sa personnalité dévorante avait blessé tous ses



Saragosse.

Gravé par Burdet d'après un dessin de Raffet (Musée Carnavalet).

lieutenants, dont quelques-uns avaient été ses rivaux et auxquels son exemple ne donnait que des leçons d'égoïsme. Sa politique sans scrupules le conduisait à prendre pour instruments des hommes sans conscience. Tels étaient Talleyrand et Fouché : le diplomate et le policier. Tous deux, dès Baylen, semblent avoir compris que l'étoile du maître pâlisait et qu'il était bon de se ménager des titres et des appuis d'un autre côté. Talleyrand s'est vanté d'avoir, dès Erfurt, trahi Napoléon près d'Alexandre et rassuré l'Autriche sur les

intentions du Tsar. Talleyrand n'était plus ministre des Affaires étrangères : il avait reçu le titre très honorifique de « vice-grand électeur ». Mais Fouché était encore ministre de la Police et tenait tous les fils du gouvernement.

Tous deux, voyant partir leur maître pour l'Espagne, se dirent qu'il pourrait bien y rester et ourdirent une intrigue pour être prêts à tout événement. Il leur fallait un panache et un sabre : ils songèrent à Murat. Le tout-puissant homme d'État autrichien, Metternich, était mis au courant de leurs menées. Napoléon avait une contre-police et fut averti par des lettres saisies à la poste, dit-on. Sut-il tout? Il fut du moins avisé, à peine rentré à Paris, des manœuvres de Talleyrand et le foudroya d'un de ces effroyables éclats de colère où il excellait. C'était perdre ses foudres, elles ne mordaient pas sur le flegme du diplomate. Talleyrand les reçut avec son impassibilité ordinaire, se bornant à dire ensuite en souriant : « Quel dommage qu'un si grand homme soit si mal élevé! » Il en fut quitte, d'ailleurs, pour rendre sa clé de chambellan.

En même temps, Napoléon se brouillait avec le Pape.

Il avait relevé la puissance de l'Église et il la trouvait devant lui, immobile et résistante.

Il la trouvait dans les questions de législation : il avait étendu le Code civil à l'Italie; mais dans le Code, il y avait le divorce que l'Église n'admet pas. Sur le droit civil comme sur toute chose, elle a sa doctrine, qu'elle ne veut pas faire fléchir. Première cause de conflit.

Napoléon trouvait tout simple d'appliquer à l'Italie, devenue française, le Concordat conclu pour la France. Le Pape ne voulait pas et lui refusait, dans la nomination des évêques, les droits qu'il lui avait reconnus de l'autre côté des Alpes.

Il voulait remariar son frère Jérôme, qui avait épousé une riche Américaine, et auquel il voulait faire épouser une princesse. Mais il se heurtait au mariage religieux, que le Pape ne voulait pas briser. Scrupule honorable, assurément, mais qui n'a pas arrêté la cour de Rome, quand de grands intérêts politiques étaient en jeu.

Enfin, le Pape, déclarant qu'il voulait rester neutre dans le grand conflit européen, prétendait laisser ses ports ouverts au commerce anglais : curieux ménagement pour une puissance protestante qui, au même moment, s'obstinait à mettre hors du droit commun les catholiques. En sorte que, dans la lutte acharnée des deux blocus, Napoléon trouvait au cœur de l'Italie, soumise à son autorité, un territoire qui s'ouvrait et ouvrait l'Italie à l'ennemi, couvert qu'il était par le prestige religieux qu'il lui avait rendu.

Ainsi il se heurtait aux obstacles qui devaient fatalement se dresser devant lui, représentant, malgré lui, la Révolution pour toutes les puissances de droit divin, pendant qu'il persistait à leur tendre la main et à rechercher leur alliance.

Il n'hésita pas à employer ses moyens ordinaires de force brutale. Dès 1806, il avait fait occuper les provinces d'Ancone, de Macerata, de Fermo et d'Urbino. En février 1808, le général Miollis entra à Rome. Dès lors le Pape vivait enfermé dans son palais du Quirinal, séparé de ses cardinaux, dont vingt-quatre avaient été chassés par une décision impériale. C'était le début d'une lutte qui devait se prolonger de longues années, où à la force, à la violence, Pie VII, doucement inflexible, opposerait une résistance obstinée et qui, aux heures des échecs et des périls, tournerait contre Napoléon l'énorme puissance morale de l'Église qu'il avait relevée pour s'en faire un instrument de règne.

VI. — La campagne de 1809. — Eckmühl. — Essling. — Wagram.

Paix de Vienne. — Le Pape à Savone.

L'Autriche avait cru Napoléon assez empêché, assez lié par la guerre d'Espagne, pour qu'elle pût avec succès reprendre les armes. Elle avait fait un suprême et violent effort : elle mettait en ligne 310.000 hommes : 175.000, pour la guerre d'Allemagne, sous l'archiduc Charles; des corps d'armée plus faibles en Tyrol, en Italie, en Dalmatie, en Galicie. Elle avait essayé de cacher jusqu'au bout ses intentions et ses préparatifs et, pour surprendre l'ennemi, attaquait dès le 10 avril, sans déclaration de guerre. Mais les Autrichiens n'avaient point l'habitude d'aller vite : ils eurent bientôt perdu le bénéfice de leur avance.

Napoléon avait deux guerres à soutenir aux deux extrémités de l'Europe : il était obligé de laisser, au delà des Pyrénées, une partie considérable de la Grande Armée; il n'avait plus qu'un chiffre insignifiant de troupes en Allemagne : il dut saigner la France, rappeler 90.000 hommes des classes de 1805 à 1808, et prendre à l'avance toute la classe de 1810. Il y joignait les troupes des États alliés d'Allemagne : Bavares, Wurtembergeois, Saxons, et 18.000 Polonais. Le 17 avril, il arrivait sur le Danube; il était temps : les Autrichiens avaient commencé les hostilités depuis une semaine.

Dès le début, cinq jours de coups de tonnerre mirent les Autrichiens à bas. L'archiduc Charles marchait sur Ratisbonne : d'un côté, au sud du Danube, tandis que son lieutenant, Bellegarde, y arrivait de l'autre côté. On avait commis la faute d'aventurer à Ratisbonne, loin de nos autres forces, Davout qu'ils allaient écraser entre eux. Celui-ci, par bonheur, comprit le danger, fit en arrière une marche audacieuse qu'il sut dissimuler à l'ennemi, et, quand il rencontra leur avant-garde, la culbuta à Tengen (19 avril). Maintenant toute l'armée française était dans la main de Napoléon. Le 20, Napoléon perça et bat le centre des Autrichiens à Abensberg. Les voilà coupés en deux, écrasés à Landshut le 21 par Lannes et Masséna. L'archiduc Charles, attaqué par Davout à Eckmühl, va sans doute l'accabler sous le nombre : mais Napoléon accourt

au canon, et l'archiduc, battu, court se réfugier à Ratisbonne. Il aurait été perdu si Ratisbonne avait encore été à nous, mais la ville, défendue par un seul de nos régiments, avait dû se rendre aux Autrichiens. Napoléon ordonne l'escalade : les nôtres reprennent Ratisbonne; mais l'archiduc est déjà en route pour la Bohême, après avoir détruit le pont derrière lui. En cinq jours (Tengen, Abensberg, Landshut, Eckmühl, Ratisbonne) les Français se sont emparés de 40.000 prisonniers et de 100 canons : les Autrichiens dispersés sont en fuite sur la Bohême et sur l'Inn.

La route de Vienne est maintenant toute grande ouverte à notre armée : Napoléon y court, tout en faisant garder derrière lui le cours du Danube, par la rive droite, contre un retour offensif des ennemis qui ont passé sur la rive gauche. Fort au sud du grand fleuve, Hiller veut



(Photo Braun.)

Napoléon blessé à Ratisbonne.
Tableau de Gautherot (Musée de Versailles).

défendre contre Masséna le passage de la rivière la Traun, à Ebersberg. Masséna enlève d'un élan le pont, la ville et le château. Mais quelle hideuse scène de carnage !

Hiller courut passer le Danube pour rejoindre l'archiduc. On battit un corps autrichien, envoyé par Charles pour attaquer les derrières des Français. Cependant, Napoléon était devant Vienne qui faisait mine de se défendre, mais qui se rendait après quelques heures de bombardement (13 mai).

La campagne n'était pas finie : elle commençait. Les Autrichiens, sous leur fort habile général, l'archiduc Charles, étaient maintenant réunis sur l'autre bord du Danube; il fallait aller les y chercher et les y combattre, c'est-à-dire passer un fleuve extrêmement large, abondant, rapide et d'accès difficile, devant une armée ennemie dirigée par un adversaire redoutable. Vienne, que nous occupions, n'est pas sur le bord même du Danube. Seule sa promenade, le Prater, s'étend jusqu'à la rive du fleuve. Mais, à cet endroit, et sur un parcours

assez long, le Danube, sortant des hauteurs entre lesquelles il est encaissé jusqu'à la capitale, se divise dans la plaine en coulées sinueuses, en bras enchevêtrés, entourant des îles d'étendue diverse. La plus grande de beaucoup, l'île de Lobau, a 4 kilomètres de long et près de 5 de large : le bras principal la sépare de Vienne et de la rive droite, dont nous étions maîtres, et elle n'est plus séparée de la rive gauche, alors occupée par les ennemis, que par un bras qui n'a que 140 mètres, une fois et demie la largeur de la Seine à Paris. Les nôtres s'étaient emparés de l'île sans rencontrer de résistance sérieuse : c'est là que Napoléon résolut de passer.

Le 21 mai, un pont était jeté : Masséna et Lannes s'y précipitaient les premiers et s'emparaient des deux villages placés devant eux sur l'autre rive, Masséna du village d'Aspern, Lannes du village d'Essling. Napoléon pressait le passage des troupes ; mais le fleuve, gonflé par les crues de printemps, menace d'emporter le pont : les Autrichiens jettent dans les eaux des madriers, des bateaux chargés de pierres, des brûlots : le pont est emporté, et les deux maréchaux, avec trois divisions et un peu d'artillerie, restent exposés aux coups de 90.000 Autrichiens et de 300 canons. Un feu terrible enlève des files des nôtres.

Plus de canonnières pour servir les pièces : il faut les remplacer par des grenadiers qui eux-mêmes sont exterminés. Lannes, dans Essling, repousse tous les assauts ; Masséna perd trois fois Aspern et le reprend trois fois. Enfin la nuit tombe sur cette lutte furieuse. Napoléon en profite pour réparer le pont et faire passer des renforts aux deux maréchaux. Le lendemain, Lannes, qui a reçu des troupes fraîches, fait plier l'ennemi, quand il reçoit l'ordre de battre en retraite. Cette fois, les ponts sont emportés de telle sorte qu'on ne peut plus compter les rétablir à temps. Le parc d'artillerie est resté sur l'autre rive. Les nôtres ne se battent plus qu'à la baïonnette. C'est une mêlée terrible et farouche. Lannes perd et reprend treize fois Essling. Quant à Masséna, Napoléon en disait plus tard : « Qui n'a pas vu Masséna à Aspern, n'a rien vu. » Héroïsme inutile. A la nuit, il faut rentrer dans l'île de Lobau. On rapporte du combat Lannes mourant. Napoléon perd un des meilleurs : le glorieux volontaire de 92, le magnifique soldat qui a gardé au cœur quelque chose de l'âme républicaine va expirer à Vienne.

Quoi qu'on put dire, c'était la défaite. Napoléon comprit qu'il fallait prendre toutes les précautions pour la réparer. Il s'enferma dans l'île Lobau et prépara la revanche pendant plus de six semaines, du 22 mai au 5 juillet.

Pendant ce long répit, voyons ce qui s'était passé sur les autres points où la guerre avait ses contre-coups.

L'exemple de l'Espagne avait tourné les idées vers les soulèvements populaires. En Allemagne, où les chefs des conspirations patriotiques les essayèrent, elles n'eurent pas grand succès. Le major prussien Kott, qui avait tenté de surprendre Magdebourg avec quelques centaines d'hommes, avait échoué misérablement. Le colonel des gardes de Jérôme Bonaparte, et l'un de ses favoris, Dornberg, avait assez singulièrement répondu à sa confiance, en essayant



(Photo Braun.)

Les grenadiers de la Garde à Essling.
Tableau de Cormon.

de soulever les Hessois. Mais quelques coups de canon avaient dispersé les émeutiers. Le major Schill avait, à côté de Berlin, entraîné un régiment de hussards, puis s'était jeté sur Stralsund, comptant sur les Anglais; mais ils ne vinrent pas et Schill fut tué en défendant Stralsund contre 6.000 Hollandais qui reprirent la ville. Le fils du duc de Brunswick, Brunswick Oels, avait organisé un corps de « patriotes », les « hussards de la mort ». Après avoir vainement essayé de provoquer des révoltes en Brunswick et en Saxe, il dut se réfugier à l'île d'Héligoland, où les Anglais le recueillirent. Le mouvement patriotique de l'Allemagne n'était pas encore mûr.

En revanche, au Midi, le Tyrol (naguère autrichien, donné par Napoléon à la Bavière) s'était soulevé tout entier. Insurrection dévote, fanatique et furieuse, comme en Vendée et en Espagne, conduite par des hommes du peuple, aubergistes, colporteurs, laboureurs, et par les moines. L'insurrection, un peu découragée par notre victoire d'Eckmühl, reprit de plus belle après notre échec d'Essling. Lefebvre, envoyé pour l'étouffer, fut réduit à la défensive.



Joseph-Antoine prince Poniatowski.
D'après une peinture de Vauchelet
(Galerie historique de Versailles).

Les petites armées autrichiennes d'Italie, de Dalmatie et de Pologne n'avaient point été heureuses. A la nouvelle d'Eckmühl, l'archiduc Jean avait battu en retraite : le prince Eugène l'avait poursuivi, l'avait battu sur la Piave, avait pris Goritz, Trieste, Laybach, avait passé le col de Sommering, qui conduit à Vienne, puis, ayant tourné à l'est, avait écrasé 40.000 Autrichiens à Raab (14 juin), après quoi il était venu se joindre à Napoléon. Marmont, parti de Zara en Dalmatie, avait battu les Croates qui lui barraient la route, et avait aussi rallié la Grande Armée, après une victoire nouvelle près de Gratz.

En Pologne, l'archiduc Ferdinand avait d'abord pris Varsovie et marchait sur Thorn. Mais Poniatowski, en se jetant sur la Galicie (la Pologne autrichienne) et en la soulevant, l'avait obligé à évacuer le terrain conquis et à revenir sur Varsovie. Napoléon avait fini par obtenir d'Alexandre, en vertu de ses engagements formels, qu'il envoyât là des troupes russes. Mais, par une étrange erreur d'optique, les Russes semblaient traiter plutôt les Polonais, leurs alliés, en ennemis, et les Autrichiens, leurs ennemis officiels, en alliés.

Cependant, au début de juillet, Napoléon avait terminé ses préparatifs. Il avait fait de l'île de Lobau

une formidable place forte, hérissée de redoutes, hérissée de canons, reliée à la rive droite, qu'il occupait, par des ponts solides, garnis d'estacades, défiant les crues et les brûlots. Il s'est fait ingénieur, et, pour passer l'autre bras du fleuve devant l'ennemi, a imaginé et fabriqué des équipages de pont d'un modèle nouveau, qui peuvent être mis en place en moins d'un quart d'heure. Il a fait venir des hommes de France pour combler les vides; il a appelé à lui Bernadotte avec les Saxons, Vandamme avec les Bavares. On a vu que le prince Eugène et Marmont lui ont amené leurs armées d'Italie et de Dalmatie.

De son côté, l'archiduc Charles a aussi reçu des renforts et solidement fortifié les villages d'Essling et d'Aspern et le village d'Enzersdorf, un peu plus à l'est : tous les trois en ligne en face de l'île de Lobau.

Il a pris une peine inutile : après avoir, par de feintes démonstrations et des canonnades vigoureuses, trompé l'attention de l'ennemi, Napoléon, dans une nuit d'orage, passe le fleuve ailleurs, un peu plus bas. Un premier pont est jeté dans les ténèbres, puis quatre autres. Dès 3 heures du matin, ses troupes sont en marche. Quand le soleil se lève, l'archiduc voit avec

stupeur toute l'armée française sur la rive gauche du Danube, au delà des positions qu'il a si bien fortifiées, et qu'il n'a plus qu'à abandonner parce qu'elles sont tournées (5 juillet).

Il recule alors jusqu'à Wagram. Le combat s'engage le soir, sans grands résultats. La véritable bataille se livrera le lendemain, 6 juillet. Les habitants de Vienne la regardent de loin, à une dizaine de kilomètres, des clochers, des toits, des terrasses, faisant des vœux contre les nôtres, agités tour à tour d'angoisses ou de joies trompeuses, suivant les incidents confus qu'ils croient lire dans les vagues fumées de l'horizon.

Napoléon avait toute son armée massée dans sa main, sur un espace de quelques kilomètres; l'archiduc Charles, peut-être pour le déborder sur les ailes, avait développé la ligne des Autri-



(Photo Braun.)

Bataille de Wagram (1809).

Tableau de Vernet (Musée de Versailles).

chiens sur une étendue triple : du plateau de Bisamberg à Neusiedl. Le 6, il attaqua vigoureusement notre gauche : les Saxons se débandèrent; Masséna blessé, porté dans une calèche, dut reculer; l'ennemi s'empara d'Essling et d'Aspern. Mais, à l'extrémité opposée du champ de bataille, Davout est arrivé jusqu'au ruisseau le Russbach qui couvre de ce côté la ligne des ennemis. Il va s'emparer de Neusiedl et tourne leur gauche. Napoléon s'écrie : « La bataille est gagnée. » Et il lance sur le centre ennemi une formidable colonne de 21 bataillons, flanquée sur les ailes de deux divisions de cavalerie et suivie de la Garde à laquelle une énorme batterie de cent canons prépare la route. Cet effroyable coup de bélier défonce tout, rejette les troupes de Bellegarde et de Hohenzollern d'une lieue en arrière, coupe les Autrichiens en deux et décide de la journée. D'un côté, Davout pousse jusqu'à Wagram et s'en empare. D'un autre côté, Masséna reprend Essling. L'archiduc Charles est réduit à battre en retraite.

Tout était terminé, quand, à 7 heures du soir, l'archiduc Jean arriva sur le champ de bataille.

Cette fois, c'était bien une victoire, mais chèrement achetée. Les pertes étaient à peu près égales pour les deux armées : 20.000 à 25.000 hommes. L'archiduc Charles rentrait en Bohême avec 150.000 hommes encore fort redoutables. Aussi, quand on l'eut rattrapé à Znaïm, et qu'il demanda un armistice, Napoléon se hâta de l'accorder (12 juillet).

Il avait nommé Davout prince d'Eckmühl, Masséna prince d'Essling, Berthier prince de Wagram, et fait trois nouveaux maréchaux : Macdonald, Oudinot, Marmont.

Les négociations pour la paix s'ouvrirent aussitôt. Napoléon était décidé à faire payer durement à l'Autriche son obstination que tant de cruelles leçons n'avaient pas corrigée. Il exigea d'abord de telles conditions, que Metternich refusa de continuer les pourparlers et se fit remplacer. Le vainqueur rabattit un peu de ses prétentions. L'Autriche restait fort maltraitée. La France avait déjà la Dalmatie, on lui cédait l'Istrie, la Croatie, la Carniole, une partie de la Carinthie, avec Trieste et Fiume; on lui livrait, avec tous les rivages de l'Adriatique dont la perte lui fermait la mer, un passage des Alpes; on constituait une énorme province française, ou plutôt

un véritable État soumis à la France, sur la frontière de l'Empire ottoman. A la Bavière, l'Autriche abandonnait Braunau, Salzburg, le district de l'Inn. La Galicie occidentale passait au grand-duché de Varsovie. Il n'était pas jusqu'à la Russie qui n'acceptât sa petite part de butin, elle recevait un morceau de la Galicie, avec le cercle de Tarnopol, 400.000 nouveaux sujets que le Tsar prenait à ses amis inavoués, à la suite de victoires qu'il aurait volontiers empêchées. L'Autriche, en outre, payait 85 millions d'in-



(Photo Crété.)

Le pape Pie VII conduit à Savone.

demnité et s'engageait à n'avoir pas plus de 150.000 hommes de troupes (Traité de Vienne, 14 octobre).

Le soir même de la signature du traité, Napoléon quittait précipitamment l'Autriche, où il avait failli, un jour avant, être assassiné par un fanatique.

Pendant ce temps, l'Angleterre faisait à Anvers, devant un des grands ports du continent, une tentative qui échouait misérablement. Voyant une partie de nos armées retenues en Espagne, une autre sur le Danube, elle avait fait des préparatifs énormes, qui lui avaient coûté un demi-milliard. 40 vaisseaux, 36 frégates, une foule de navires de transport, 30.000 hommes de marine, avec les équipages, 40.000 hommes à débarquer : le tout sous les ordres du frère aîné du grand Pitt, Lord Chatham.

Tout d'abord, les Anglais avaient débarqué à l'île de Walcheren et pris la ville de Flessingue, qui commande, dans les îles hollandaises de la Zélande, les embouchures de l'Escaut, le fleuve qui forme le port d'Anvers. Il y avait eu en France une émotion extraordinaire, qui avait réveillé les énergies du vieux temps. Fouché avait mobilisé les gardes nationales; le ministre de la Guerre, les dépôts et la gendarmerie. Les Anglais trouvèrent Anvers défendu: Lord Chatham revint honteusement sans avoir rien tenté. Il avait perdu 10.000 hommes, détruits par les exhalaisons des marais de Walcheren, et les Anglais restés à Flessingue, frappés à leur tour par la maladie, évacuaient la place le 24 décembre.



Naissance de Napoléon II, roi de Rome.
D'après un dessin de l'époque (Collection N. D. Photo).

Napoléon semblait triomphant : il profitait de sa puissance pour porter les derniers coups au Pape. On a vu qu'il avait fait enfermer Pie VII dans son palais du Quirinal, en le séparant de ses cardinaux. Après ses premières victoires sur l'Autriche, et à peine arrivé à Vienne, il le dépouillait de son pouvoir temporel et réunissait Rome à l'Empire, tout en proclamant « ville libre » la Ville éternelle : il n'osait pas, dès l'abord, en faire une préfecture. Il accordait au Pape une rente de 2 millions.

Pie VII répondait, comme il était évident qu'il devait répondre, par une bulle d'excommunication, où, sans nommer Napoléon, il le désignait assez clairement pour que personne ne s'y trompât. Il prenait, il est vrai, la précaution de dire qu'il ne déliait pas de leur devoir de soumission les sujets de la personne excommuniée. Mais Napoléon n'était pas homme à se contenter d'une telle réserve.

Dans la nuit du 5 au 6 juillet, le général de gendarmerie Radot entra au Quirinal, y trouvait Pie VII revêtu de ses habits pontificaux, et le coffrait dans une voiture dont les portes étaient fermées à clef et les stores cloués. On le transportait ainsi à la Chartreuse de Florence, puis à Turin, puis à Grenoble. Le 20 août, il était séquestré à Savone, sur la côte de la Méditerranée, entre Nice et Gênes. Son fidèle cardinal Pacca était enfermé à la sinistre forteresse de Fenestrelles, au milieu des sommets des Alpes.

Il était fort heureux pour Napoléon qu'il n'eût pas réussi à rendre les populations aussi dévotées qu'il le voulait, lorsqu'il comptait se faire de l'Église un instrument, sans cela, il aurait payé cher une telle violence. Il n'en trouvait pas moins contre lui tout ce qui avait la foi catholique. On le verra dorénavant s'user contre la force d'une religion qu'il a restaurée, en même temps que contre le sentiment national des populations qu'il écrase.

VII. — 1811-1812. — Mariage de Napoléon. — Querelles avec l'Église. Guerre d'Espagne.

Napoléon, en 1809, après le traité de Vienne, paraissait au plus haut point de la prospérité ; en réalité, il était déjà sur la pente de la ruine. Il semblait ne lui manquer qu'une union avec une maison souveraine et un héritier de sa puissance. Pour cela, il lui fallait divorcer d'avec Joséphine ; il s'y prépara dès son retour de Vienne. Il brisait, sans l'ombre de grief, son union avec la femme qui lui avait apporté dans la corbeille de mariage sa première épée de général en chef. Elle n'eut qu'à obéir, les larmes aux yeux, et à aller ensevelir à la Malmaison les restes d'une vie brisée.

Il fit d'abord annuler le mariage civil, au mépris de la loi, qu'il avait faite lui-même, qui interdisait absolument le divorce aux membres de la famille impériale, et du Code qui l'interdisait à tous si la femme avait plus de quarante-cinq ans. Il eut recours à l'obéissance infatigable du Sénat, qui n'avait aucun droit de prononcer un divorce (c'était l'affaire des tribunaux) et qui prononça docilement celui-ci par un sénatus-consulte spécial (16 décembre 1809). Restait le mariage religieux que le Pape seul avait le droit de rompre. Mais Napoléon ne pouvait plus s'adresser au Pape, emprisonné par lui à Savone. Il fit décider par une « commission ecclésiastique » qu'il avait formée, que l'Officialité de Paris était compétente, et l'Officialité annula le mariage religieux.

Alors Napoléon chercha une femme dans les familles souveraines d'Europe. Il avait d'abord songé à la Russie. On en avait parlé à Erfurt. Mais Alexandre, peut-être sur les conseils du traître Talleyrand, avait trouvé moyen d'éluder la demande. Il avait proposé sa jeune sœur, qui n'avait que quinze ans, en avertissant qu'il fallait avoir le consentement de sa mère ; et sa mère ne voulait pas de ce mariage : elle donnait l'âge de la jeune fille comme prétexte. Le Tsar n'en fut pas moins fort irrité quand Napoléon se retourna du côté de l'Autriche qui, elle, accepta avec empressement et offrit la fille du Kaiser, Marie-Louise, âgée de vingt ans.

Marie-Louise fut reçue en France au milieu de fêtes magnifiques. Seulement, au mariage religieux (2 avril 1810), treize cardinaux sur vingt-six, présents à Paris, protestèrent par leur absence. Napoléon, exaspéré, leur arracha la pourpre des épaules, les condamna à ne plus porter qu'une noire soutane de simple prêtre, et les interna deux par deux dans de petites villes de pro-

vince. Onze mois plus tard (20 mars 1811), Marie-Louise avait un fils, et l'Empereur un héritier : l'enfant qui porta au berceau le titre de roi de Rome.

L'empire de Napoléon apparaissait alors comme formidable. La Suède, sans qu'elle y fût pour rien, allait avoir pour roi un de ses lieutenants. Une révolution venait d'y détrôner l'indigne et absurde Gustave IV, et de mettre sur le trône le duc de Sundermanie, sous le nom de Charles XIII. Mais celui-ci était vieux et n'avait pas d'héritier; on résolut d'en élire un. Napoléon avait conseillé le roi de Danemark, mais la Suède, qui se rappelait avoir été autrefois sous la domination des Danois, n'en voulait pas en entendre parler. On songea à un maréchal français; les Suédois qui avaient connu Bernadotte en Poméranie mirent en avant sa candidature, et ce fils d'un petit avocat de Paris, ce soldat de la Révolution, se vit proclamé prince royal de



Mariage de l'empereur Napoléon et de Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche, au palais du Louvre, le 2 avril 1810.
Gravure de Messard, d'après une peinture de Rouget (Bibliothèque nationale).

Suède par le libre choix du pays, où ses descendants règnent encore aujourd'hui. Napoléon n'osa pas refuser d'approuver ce choix, qui, sans doute, ne lui plut guère. Bernadotte était de ceux en qui il avait souvent redouté un esprit d'opposition républicaine. Bernadotte n'aimait pas l'Empereur, il allait bien vite le montrer.

Le rôle des rois créés par Napoléon était cruel. Il avait dit à l'un des siens, en le faisant duc de Berg: « Rappelez-vous toujours que vos premiers devoirs sont envers *moi* : les seconds envers la France; ceux que vous avez envers les populations à la tête desquelles je vous place ne viennent qu'après. » C'est en effet ainsi qu'il considérait le rôle de ses instruments couronnés, chargés d'imposer à leurs sujets toutes les dures exigences des intérêts de Napoléon d'abord, de la France ensuite, contre leurs propres intérêts. S'ils essayaient de défendre les populations de leur royaume, ils étaient durement rappelés à l'ordre. Surtout le blocus continental était pour eux une cause de vexations continuelles : tout le monde conspirait pour y échapper, et le maître n'admettait ni indulgence ni ménagements. A Naples, Murat fut menacé par lui. Napoléon fit occuper Gaète par un corps d'armée, et dit que si le Roi résistait, il « cesserait de régner ». En

Hollande, Louis, après avoir dû abandonner à l'Empire le Brabant méridional et la Zélande, finit par abdiquer (10 juillet 1810) et par fuir dans les États autrichiens. La Hollande fut réunie à la France et forma neuf départements. Jérôme en Westphalie, Joseph en Espagne parlaient aussi d'abdiquer. Au premier Napoléon prenait le Hanovre, puis il mettait la main sur tous les rivages du royaume, de l'Ems à l'Elbe, pour y surveiller le blocus lui-même, et en faisait, sous Davout, un groupe de départements français. Il reprenait le projet de réunir à la France les provinces espagnoles de la rive gauche de l'Èbre. La Poméranie appartenait alors à la Suède : il la faisait occuper par les troupes françaises. Bernadotte, exaspéré, s'écria : « Il lui en coûtera cher. » Et comme il ne tenait pas son titre de Napoléon, il lui fit en effet payer cher cette violence.

Tandis qu'il était en paix avec toute l'Europe, l'Angleterre exceptée, Napoléon continuait à être en conflit avec le Pape. C'est en vain qu'il le tenait en prison à Savone, dans l'hôtel de la préfecture, et qu'il ne lui permettait de s'entretenir avec des visiteurs qu'en présence de ses gardiens.

L'Empereur ne pouvait point se passer du Pape : il lui fallait une institution canonique accordée par lui pour nommer un évêque. Vingt-sept sièges épiscopaux étaient vacants dans l'Empire ; le Pape refusait obstinément d'approuver aucun choix pour y pourvoir, déclarant que, prisonnier et privé du conseil des cardinaux, il ne pouvait juger les propositions qu'on lui faisait. Napoléon put comprendre alors la faute qu'il avait commise en détruisant l'Église nationale, créée par la Constituante, où l'on se passait de l'institution du Pape. Il sentit la portée qu'avait, même dans les faibles mains d'un vieillard, et au milieu d'une France aussi voltairienne, ce terrible droit d'investiture, conquis par les orgueilleux pontifes du onzième siècle, après de sanglants conflits avec les empereurs d'Allemagne. Il épuisa tous les moyens que donne la force : il les épuisa en vain. Assurément, on aurait pu trouver un peu étrange le spectacle d'un représentant de Jésus-Christ sur la terre, à cause de sa querelle avec un souverain, privant du fonctionnement normal de la religion des populations de fidèles qui n'y pouvaient rien. Mais telle est la tradition de la cour de Rome ; et, d'ailleurs, la violence exercée par Napoléon sur le vieillard était trop odieuse pour qu'on ne fit pas retomber sur son auteur tous les torts.

Tout d'abord, après avoir mandé à Paris les cardinaux et les généraux d'ordres, Napoléon réunit un comité ecclésiastique, sous la présidence de son oncle, le cardinal Fesch : il n'en put rien obtenir. Il envoya à Pie VII les cardinaux Caselli et Spina : ils échouèrent. Il plaça les évêques sous la surveillance de la gendarmerie et les obligea à soumettre leurs mandements aux préfets : cela ne servait de rien. Il donna l'ordre aux évêques non investis par le Pape de prendre possession de leur siège ; le cardinal Maury, nommé archevêque de Paris, obéit. Pie VII, par un bref du 5 décembre, lui interdit de se mêler des affaires du diocèse. Napoléon s'emporta alors aux dernières brutalités, fit emprisonner à Vincennes les ecclésiastiques soupçonnés d'avoir apporté le bref, donna l'ordre d'ôter à Pie VII les livres, les papiers, les plumes qu'on lui laissait jusque-là, le fit menacer par le préfet d'être traité comme rebelle s'il communiquait avec aucune église, avec aucun sujet de l'Empire. Pie VII se borna à dire : « Je laisse à Dieu le soin de venger une cause qui est la sienne. »

En novembre 1810, Napoléon renforçait son comité ecclésiastique et lui posait les deux questions : A qui s'adresser pour les dispenses nécessaires, quand toute communication est rom-



Joseph Fesch, cardinal, archevêque de Lyon, grand aumônier de l'Empire.
Gravé par Thiébault, d'après une peinture de Meynier.
(Cabinet des estampes.)

pue avec le Pape; et qui peut donner l'institution canonique, s'il la refuse? Le Comité ne put rien répondre, si ce n'est qu'il fallait ajouter un nouvel article au Concordat, mais émit l'idée d'un Concile national, idée dont Napoléon s'empara. Pourtant, avant de le réunir, il envoya de nouveau au Pape trois évêques dont il était sûr. Ceux-ci, à force de l'épouvanter sur les conséquences probables de conflits pour l'Église, lui arrachèrent cette concession, qu'au bout d'un certain délai, l'institution pourrait être donnée par le plus ancien évêque de la province; — mais avec l'espoir (et sous la condition) qu'une telle concession rétablirait l'ordre et la paix dans l'Église.

Cela ne suffisait pas à Napoléon : il s'adressa au Concile où il avait convoqué les évêques de France et d'Italie, et qui s'ouvrit le 25 juin 1811. Mais il y trouva plus de résistance qu'il ne croyait : il y eut des défenseurs du Pape jusque dans les rangs des évêques les plus gallicans; on réclama sa mise en liberté; on défigura de telle sorte l'adresse que Napoléon avait fait préparer pour la faire voter, qu'il refusa de la recevoir. Il se rabattit alors sur la concession obtenue à Savone et dont il n'avait pas parlé. On lui demanda pourquoi, s'il l'avait réellement obtenue, il avait besoin du Concile (10 juillet). Fesch se hâta de lever la séance; alors Napoléon envoya au fort de Vincennes trois des évêques opposants; puis il fit venir les prélats un à un devant le ministre de la police, qui leur présentait individuellement une feuille à signer. Quatre-vingt-huit signèrent, quelques-uns avec réserve; treize refusèrent. On voit que le conquérant menait militairement le Concile et le Saint-Esprit qui doit l'inspirer. Puis le 5 avril 1811, il recevait de nouveau les prélats, préalablement liés par leurs signatures, mais pour leur faire voter la formule, il dut encore promettre qu'elle serait soumise au Pape.

Elle le fut en effet, et le 20 septembre, par le bref *Ex quo* Pie VII l'accepta, mais avec quelques restrictions. Napoléon refusa le bref, et « las », comme il disait, « de cette querelle de prélats », congédia le Concile le 28 octobre, sans avoir rien obtenu.

Les trente mois qui s'écoulèrent entre le traité de Vienne et le départ pour la Russie furent, dans l'histoire de l'Empire, des mois de repos relatif pour nos armées : en 1810 et en 1811, on ne se battait plus qu'en Espagne et en Portugal. Napoléon ne crut pas devoir profiter de ce répit pour faire de ce côté un effort décisif; il ne passa plus les Pyrénées, et ne paraît pas y avoir porté les forces nécessaires pour obtenir des résultats considérables. Aussi les choses, de ce côté, furent-elles médiocrement menées.

En 1809, quand Napoléon eut quitté l'Espagne pour l'Autriche, Soult avait pénétré en Portugal, avait battu une armée portugaise sous les murs de Porto, était entré dans la ville (29 mars); mais, au mois de mai, Wellesley, arrivant avec des troupes anglaises, l'avait surpris et rejeté en Espagne et l'avait obligé à évacuer la Galice avec Ney, ce qui avait contraint en même temps Victor et Sébastiani, quoique victorieux, à reculer sur Madrid.

Madrid était menacé par une très grosse armée espagnole et portugaise, sous Wellesley et Beresford. Le 28 juillet, une bataille très meurtrière avait lieu à Talavera. Elle était indécise; mais l'arrivée de Soult décidait les Anglais à la retraite. Au mois d'août, sur les bords du Tage, Mortier battait Cuesta à Puente del Arzobispo, Victor battait Venégas à Almonacid. Le roi Joseph rentrait à Madrid et y faisait dire un *Te Deum*. Il n'en était pas moins obligé de se défendre dans la région qui entourait la capitale à une vingtaine ou une trentaine de lieues, tandis que la Junte de Séville reconstituait les forces de l'insurrection.

La situation fut considérablement améliorée quand Soult, avec 28.000 hommes, eut infligé une défaite écrasante aux 60.000 hommes de la Junte de Séville en marche sur Madrid (Ocaña, 19 novembre), succès doublé par la victoire de Kellermann à Alba de Tormès, le 28. Désormais, la Castille, la capitale étaient en sûreté. On pouvait songer à reprendre l'offensive dans les provinces révoltées. Le 9 janvier, Joseph, avec Soult, partait de Madrid à la tête de 50.000 ou 60.000 hommes, pour reconquérir l'Andalousie.

Le 8 février 1810, Napoléon, tenant en piètre estime les capacités de son frère, divisait par décret la plus grande partie du royaume en sept grands gouvernements militaires, à la tête desquels il plaçait autant de maréchaux ou généraux. Le malheureux roi, annihilé et souffleté par ce décret, se voyait, comme il disait, « réduit au rôle de concierge des hôpitaux de Madrid ». La plupart, installés dans leur gouvernement, ne songèrent qu'à y garder leur indépendance et leurs forces, au détriment de toute action d'ensemble. Les populations furent soumises à tous les



Bataille d'Ocúña, en Espagne, gagnée par le maréchal Soult, le 19 novembre 1804.
D'après la gravure de Pigeot.

vices du régime militaire et traitées en pays conquis. Aux exactions des chefs s'ajoutèrent celles des subalternes. Les déprédations se superposèrent aux déprédations. Et l'esprit de révolte, qui semblait se lasser, puisa dans l'exaspération publique une énergie nouvelle. Des bandes redoutables se formèrent en Navarre, en Biscaye, dans les Asturies, dans le Haut-Aragon et dans les Castilles; avec elles, la guerre devint de plus en plus sauvage.

Pour obtenir un résultat décisif, il fallait mettre la main sur le Portugal et en chasser les Anglais. C'est l'opération que Napoléon avait résolue. Deux armées d'une soixantaine de mille hommes chacune marcheraient ensemble sur Lisbonne : l'une plus au nord, par Ciudad Rodrigo; l'autre, plus au sud, par Badajoz. Cette dernière était celle que Joseph et Marmont emmenaient en Andalousie, et qui, de là, par Badajoz, devait gagner le Portugal : la première était placée sous les ordres de Masséna.

L'armée d'Andalousie trouva peu de résistance : la bataille d'Ocaña lui avait ouvert la route. Elle passa sans difficulté la Sierra Morena le 20 janvier, entra à Cordoue le 26, à Séville le 1^{er} février; elle n'alla pas assez vite pour s'emparer de Cadix qui, sur un rocher entouré par les flots, et relié à la terre (ou plutôt à l'île de Léon) par une flèche longue et mince, continuera à offrir au Gouvernement insurrectionnel un asile sûr. Il ne restait plus qu'à marcher sur Badajoz et sur le Portugal, en combinant ses mouvements avec ceux de l'autre armée. Mais Soult ne s'en souciait guère : il n'entendait nullement aller se mettre sous les ordres de Masséna : il aimait beaucoup mieux gouverner à son aise la riche et belle Andalousie : il y resta.

Masséna, à son tour, s'était mis en marche. Son lieutenant Junot avait battu l'armée des Asturies, et pris Astorga. Le 10 juillet, Ney prenait Ciudad Rodrigo. C'était le chemin du Portugal ouvert. Après avoir réuni ses forces, Masséna se porta sur la place frontière d'Almeida, que Wellington lui laissa prendre. C'était le nom nouveau porté par Wellesley, qui venait d'être fait vicomte de Wellington. Le général anglais ne voulait rien livrer au hasard d'une bataille. Après avoir barré avec succès la route de Coïmbre aux Français, dans la position imprenable de Bus-saco (mais ceux-ci, d'abord repoussés, avaient ensuite tourné la position), il alla aussitôt s'abriter derrière les lignes de Torres Vedras et n'en bougea plus.

Le Tage, à son embouchure, forme un angle aigu avec le rivage de l'Océan. Les lignes de Torres Vedras, construites entre le fleuve et la mer, barraient la base du triangle dont cet angle fait le sommet de trois lignes successives, garnies de 106 redoutes, armées de 370 canons, et gardées par 100.000 hommes. Là, bien enfermé, il attendait sans crainte les entreprises de Masséna. Il avait fait faire le vide autour des Français et barbarement obligé les populations à abandonner villes et villages, en emportant les vivres, après avoir coupé les routes. 500.000 malheureux, poussés par ses soldats, avaient été s'entasser dans Lisbonne, où un cinquième périrent. Masséna resta cinq mois devant ces lignes imprenables, du mois d'octobre 1810 au début de mars 1811. Il ne pouvait guère les attaquer, il n'avait pas d'équipages de pont pour passer le Tage : Wellington ne sortait pas de son immense citadelle. On attendait Soult : on l'attendait en vain. Sur des ordres impérieux, il dut, il est vrai, se mettre en route au début de l'hiver de 1811, prit Olivenza après douze jours de siège (22 janvier) et finit par s'emparer de Badajoz (10 mars). Mais il était trop tard : il rentra en Andalousie.

Alors commença une retraite rendue pénible par l'absence de vivres et l'état de dévastation du pays. Si Ney résistait héroïquement aux troupes de Wellington, Marmont et Soult, jaloux l'un de l'autre, laissaient les Anglais s'avancer du Portugal en Espagne. Cependant, au nord, le général Suchet prenait les villes d'Aragon et de Catalogne, entre autres Tortose et Tarragone; et Napoléon se flattait de l'espoir que tout allait bien en Espagne, au moment où la conquête en était si compromise.

VIII. — La campagne de Russie.

L'alliance de la France et de la Russie avait été de courte durée; on peut dire que, depuis longtemps, elle n'était plus qu'une apparence. A dire vrai, de tout temps, le Tsar en avait été, chez lui, le seul partisan : la Russie dévote et autocratique détestait notre Révolution et

Napoléon. Alexandre était enveloppé des haines de sa famille et de sa cour contre son allié; il était bien difficile que la sorte de caprice qui, à un moment, l'avait engoué de Napoléon, résistât indéfiniment à la pression de son entourage. Le Tsar avait été déçu dans les profits qu'il avait espérés de l'alliance, bien qu'elle lui eût facilité la mainmise sur la Finlande. Napoléon lui avait obstinément refusé Constantinople; une longue guerre contre la Turquie ne lui avait donné que de médiocres résultats; il voyait le conquérant refaire à son gré la carte de l'Europe, et restait, lui, le second dans l'alliance. Ajoutez les craintes que lui inspirait le grand-duché de Varsovie : il lui apparaissait comme l'amorce d'une Pologne affranchie et reconstituée, et il avait demandé, à ce sujet, une formule de déclaration que Napoléon n'avait pas acceptée. Surtout les exigences du souverain français ruinaient l'Empire moscovite. L'aristocratie russe était habituée à vendre à l'Angleterre les produits de ses immenses domaines, blés, bois, etc. C'est du commerce anglais qu'elle tirait une bonne partie de ses ressources : le blocus continental les lui coupait.

Le mariage de Marie-Louise acheva d'irriter Alexandre. Il était trop clair qu'après cette union, l'Autriche passerait avant la Russie dans les amitiés de la France. Il ne fallait qu'une goutte pour faire déborder le vase. Voilà que Napoléon, avec son insolent sans-gêne, réunit, d'un trait de plume, le grand-duché d'Oldenbourg au territoire français, dépouillant ainsi de ses États la sœur du Tsar, qui avait épousé le grand-duc. Cette fois, Alexandre éclata : il adressa ses protestations à toute l'Europe; il fit plus : par un ukase du 31 décembre 1810, il rouvrit ses États aux marchandises anglaises et les ferma à celles de France, qui furent, les unes frappées de droits exorbitants, les autres prohibées; celles qui entraient en contrebande étaient brûlées.

C'était la rupture: il faut croire qu'on en sentait la gravité de part et d'autre, car les choses



(Photo Braun.)

Suchet.

D'après Guérin (Musée de Versailles).

traînèrent encore plus d'un an. Ce n'est que le 25 février 1812 que Napoléon demanda à Alexandre des explications définitives sur ses armements : le 24 avril, Alexandre répondait par la sommation d'avoir à évacuer la Prusse, la Poméranie, Dantzic, Oldenbourg. Et Napoléon partait pour Dresde.

Il avait compté sur l'alliance de la Turquie et de la Suède. La première était encore en guerre avec les Russes : mais elle ne pardonnait pas la façon dont Napoléon l'avait abandonnée au Tsar : l'Angleterre la pressait fort de ne point s'unir à nous, et, dit-on, employait la corruption ; Alexandre, d'ailleurs, à l'heure du péril, devint très modeste dans ses prétentions : la paix fut conclue, et les avances de la France repoussées.

Quant à la Suède, on sait qu'un des maréchaux de Napoléon, Bernadotte, venait d'y être choisi comme prince héritier : sous un souverain déjà vieux, et dont il avait capté la confiance, il exerçait déjà le pouvoir royal. Il demandait à Napoléon, pour la Suède, la Norvège, alors gouvernée par le Danemark. Napoléon avait de bonnes raisons pour ne point l'accorder. Mais il ne daigna même pas la refuser. Il laissait sans réponse les lettres de Bernadotte, faisant dire que l'« Empereur » ne correspondait avec aucun « prince royal », puis écrivant qu'« il y avait trop de décousu dans la tête du prince de Suède pour qu'on fit attention à ses communications ». Enfin, sans avertir, et du droit du plus fort, il faisait occuper la Poméranie suédoise. Bernadotte se retourna du côté d'Alexandre et traita avec la Russie d'abord, avec l'Angleterre ensuite.

Napoléon avait réuni une armée, comme sans doute le monde n'en avait pas vu encore. Il jetait sur l'Orient européen près de 700.000 hommes, l'armée des vingt peuples, comme disaient les Russes. Toutes les langues faisaient retentir leurs dissonances dans les camps de cette énorme masse de troupes, où toute l'Italie, toute l'Allemagne, la Dalmatie, la Hollande, le Danemark, même l'Espagne et le Portugal avaient envoyé des soldats. 70.000 Polonais y étaient dispersés dans les onze corps d'armée. La Prusse avait offert 100.000 hommes : Napoléon n'en avait accepté que 20.000, craignant de lui laisser reconstituer trop de forces militaires. L'Autriche avait fourni 30.000 hommes, sous le prince de Schwarzenberg. Il y avait dans l'ensemble 356.000 Français et 322.000 alliés.

Il semblait que Napoléon eût un moyen sûr de porter à l'Europe un coup redoutable : c'était de ressusciter à côté de lui la patrie polonaise. Ce grand peuple de 15 millions d'âmes, morcelé entre des maîtres détestés, se sentait encore vivant, prêt pour les suprêmes efforts de révolte et de combat. On sait quelles ont été toujours ses ardentes sympathies pour la France : « Hélas ! ont dit souvent avec tristesse les patriotes polonais, Dieu est trop haut, et la France est trop loin ! » Voilà que les événements avaient supprimé la distance, et que la France de Napoléon était tout près d'eux, installée victorieusement en Allemagne, ayant écrasé et la Prusse et l'Autriche, engagée dans un conflit acharné avec la Russie !

Un immense frisson d'espérance passa sur tout ce qui avait été la Pologne.

Napoléon ne voulut point reconstituer la Pologne. Pourquoi ? la situation était si forte, qu'il lui fallut bien parler de cette reconstitution et se faire officiellement son champion. Mais avec quelles réserves, et, en quelque sorte, quelles répugnances ! On le verra reçu avec enthousiasme à Posen, éviter de passer à Varsovie. Là, la Diète, à la voix de Czartorisky, proclame la reconstitution de la Pologne dans un transport indicible. Napoléon se fait représenter par son aumônier, l'archevêque de Pradt, qui se hâte de dissoudre la Diète au bout de trois jours. A la députation qu'elle lui a envoyée, il répond par un langage évasif : « Assurément, il fera ce qu'il pourra pour la Pologne. Mais il a promis à l'Autriche de lui laisser la Galicie. » Ce qui est faux. Il a obtenu de l'échanger contre la Dalmatie.

Il rêve une autre entreprise colossale, d'une incroyable témérité, à la mesure de ses rêves de puissance fantastique. Ses mirages orientaux l'ont repris. C'est son habitude de frapper l'ennemi à la tête — dans sa capitale — l'Autriche à Vienne, la Prusse à Berlin, l'Espagne à Madrid. Là est pour lui le coup décisif. Mais la Russie a deux capitales : l'une moderne, européenne, la ville de Pierre le Grand ; l'autre, celle du passé barbare ; celle des Vieux Russes, celle du fanatisme national et du fanatisme religieux, l'antique et sainte Moscou, perdue au cœur de l'immense Empire des tsars, et comme inaccessible au fond des espaces immenses de plaines et de forêts ensevelis six mois sous les neiges. C'est celle-là qu'il ira chercher par des chemins défoncés, à travers des populations pour qui il est le maudit, à travers un monde de haines.



En quittant Paris, Napoléon s'était d'abord rendu à Dresde, avec Marie-Louise (17 mai 1812). Il y avait tenu, comme à Erfurt, au milieu des fêtes, une cour de souverains : l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse, celui d'Italie, les princes allemands étaient présents. C'était le dernier éclat de sa grandeur. Le 30 mai, il faisait son entrée à Posen, d'où il se rendait sur le terrain de la guerre. Il avait en face de lui, derrière le grand fleuve le Niémen, les deux principales armées russes, l'une sous l'Allemand Barclay de Tolly, qui commandait en chef, l'autre sous un descendant des princes de Géorgie, Bagration; le premier, calme, prudent, indécis, peu enclin aux batailles; le second, intrépide et bouillant, poussant toujours au combat. Le Tsar était avec eux, mais on lui fit vite comprendre que sa présence n'était qu'une gêne pour les généraux, c'était là le sentiment général, et qu'il serait plus utile en allant, derrière les armées, surexciter le patriotisme et organiser une guerre implacable.



Passage du Niémen.

Gravure de Beye et Doherty, d'après une peinture de Raffet (Musée Carnavalet).

Napoléon débuta par une série de mouvements admirablement combinés. Le 24 juin et les jours suivants, son armée passait le Niémen, le gros sur trois ponts près de Kowno, Eugène au pont de Pressen, Jérôme à Grodno, Macdonald à Tilsit, et, marchant de l'avant, on coupait les Russes en deux, Barclay au nord, Bagration au sud. Le 28, Napoléon occupait Wilna abandonné par Barclay. Quant à Bagration, séparé de l'armée principale, il aurait couru de gros risques si Jérôme, malgré les ordres qu'il avait reçus, n'avait mis sept jours à faire vingt lieues. Napoléon ne ménageait ni les rois, ni ses frères : Jérôme retourna dans son royaume, laissant son commandement à Davout.

L'Empereur resta quinze jours à Wilna, où il organisa un centre puissant et fortifié de magasins de ravitaillements et de communications avec l'arrière. Puis il se mit à la poursuite de Barclay qu'il battit à Ostrowno et à Vitepsk où il entra sans que Barclay se soit décidé à tenter une grande bataille. Alors, les Français se mettent en route pour Smolensk, où vont aussi, chacun de son côté, Barclay et Bagration. Un vaste mouvement de troupes puissamment conçu va écraser les deux

armées russes et en rejeter les débris sur Saint-Petersbourg. Dix mille Russes, en tenant bon contre quarante charges de cavalerie et en se faisant hacher sans reculer, gagnent les quelques heures qui sauvent leur armée. La nôtre est devant Smolensk, mais devant Smolensk maintenant défendu par 80.000 hommes, tandis que Bagration, avec 40.000, s'assure de la route de Moscou. Napoléon n'a pas tout à fait réussi, mais il a fait tomber sans combat les défenses des ennemis, tourné leur camp fortifié de Drissa où ils comptaient recommencer le succès de Wellington à Torres Vedras, et franchi les deux tiers du chemin, entre la frontière et la vieille capitale.

On aurait cru que tout au moins Barclay essaierait de défendre obstinément Smolensk. On se serait trompé. Il est vrai que, le 17 et le 18 juillet, un combat furieux et sanglant fait rage dans les faubourgs de la ville; mais quand ils sont jonchés de 20.000 morts ou blessés, le général russe, après avoir mis le feu à la ville, l'évacue par la route de Saint-Petersbourg, d'où, par des traverses, il rejoindra celle de Moscou. Ney s'élance à sa poursuite et livre à l'un de ses lieutenants, Tchoutchkoff, une bataille affreusement meurtrière, qui coûta 7.000 ou 8.000 hommes à chaque corps d'armée. Le brave Gudin y est tué.

Le général russe reculait toujours, sans risquer les chances d'une affaire décisive, comme s'il voulait nous amener à nous enfoncer toujours plus profondément dans le cœur de la Russie. Était-ce un calcul? Il n'aurait point été mauvais; Napoléon, qui le soupçonnait, le redoutait et attendait impatiemment une de ces vastes rencontres qui décident le sort d'une guerre. Il avait éprouvé, dès les premiers jours, les difficultés de la campagne. L'armée fondait en quelque sorte dans ces espaces indéfinis de plaines, aux rares villages de bois, aux immenses forêts de sapins et de bouleaux, aux vastes étendues marécageuses, où les routes, défoncées chaque année par le dégel, se transformaient de nouveau, après chaque orage d'été, en bourbiers impraticables. On devine s'il était difficile d'organiser un service de ravitaillement régulier, surtout pour près d'un demi-million d'hommes, dans un pareil pays. Dès le début, 4.000 chevaux avaient péri à la suite de quelques pluies d'orage. Les hommes avaient vite pris l'habitude de vivre de maraude, exaspérant les paysans et provoquant leurs vengeances. Ils avaient même pillé les magasins de l'armée. On assure que, au bout de quelques semaines, la Grande Armée avait perdu le chiffre formidable de 150.000 hommes : le corps de Ney était diminué d'un tiers; les Bavares d'Eugène de plus de moitié (par la maladie surtout), et d'autant une division italienne qui avait fait six cents lieues en trois ou quatre mois. Les grandes batailles détruisent moins les armées.

On avait subi d'abord des chaleurs accablantes, comme il s'en produit à la canicule, dans les longs jours de ces climats du Nord. On subissait maintenant, à mesure qu'on avançait, d'interminables pluies froides, qui transformaient le pays en cloaque. C'était si intolérable que Napoléon, pressé par Berthier, par Murat, par Ney de renoncer à cette marche terrible, finit par dire : « S'il pleut encore demain, je m'arrête. » Le malheur voulut que, le lendemain, il fût un soleil superbe (4 septembre).

Mais ces retraites perpétuelles de Barclay indignaient les Russes. Ajoutez qu'ils étaient encore plus irrités de voir cette humiliation infligée à leur patrie par un général de sang allemand. Il y eut un véritable soulèvement de l'opinion pour que le chef de la défense nationale fût Russe de race et de nom. On s'adressa au vieux Koutousoff, le vaincu d'Austerlitz; mais il avait relevé son crédit dans la guerre contre la Turquie. Il fut mis à la tête des deux armées de Bagration et de Barclay, qui lui céda le commandement en chef, et il vint attendre Napoléon en avant de Moscou, pour lui livrer la grande bataille si longtemps attendue.

Le 6, les deux armées étaient en face l'une de l'autre. Mais ce n'est que le lendemain qu'elles devaient engager le combat. Pendant toute cette journée, elles se reposèrent et s'entre-regardèrent. Les Russes consacrèrent ce temps de répit à leurs dévotions. On avait apporté des églises et des couvents de Moscou les saintes « icones », c'est-à-dire les nombreuses images de la Vierge, de saints et de saintes, auxquelles on attribuait le don de faire des miracles. On les transportait en procession sur le front des troupes qui les adoraient et qui ne s'en trouvaient pas mieux.

Les positions où Koutousoff avait résolu de livrer bataille sont traversées par une petite ri-

vière, qui coule de l'ouest à l'est, et le long de laquelle court la route de Moscou. Deux villages s'élèvent sur la ligne occupée par les Russes : Borodino, qui domine la rivière au nord ; Semenovskoi, environ à 2 kilomètres au sud. On avait construit des ouvrages de défense qui allaient jouer le rôle principal dans le combat. Le plus important, que les nôtres appelaient la grande redoute, et les Russes « batteries Raïevski », dressait ses talus sur une éminence isolée, la « Montagne Rouge », à peu près à égale distance entre la rivière et le village de Semenovskoi. En avant de ce dernier, sur une saillie du sol, trois redans faisaient surgir leur angle : les Russes les nommaient les « Flèches de Bagration ». Plus au sud encore, à l'extrême gauche, les ennemis étaient protégés par des forêts que défendaient 10.000 hommes de la levée en masse qu'Alexandre faisait faire. Les Russes avaient 120.000 hommes et plus de 600 canons ; Napoléon, 130.000 hommes et un peu moins de 400 pièces d'artillerie.



Bataille de la Moskowa.

D'après Langlois (Musée de Versailles).

Le combat fut terrible et affreux. D'un côté, le farouche courage des Russes, cette sorte d'obstination dans l'intrépidité, qui manquait peut-être d'entrain, d'élan dans l'attaque, mais qui faisait lutter avec acharnement jusqu'au dernier souffle, et tomber à son poste sans un soupir, l'héroïsme inflexible dans la résistance, jusqu'à la mort muette ; de l'autre côté, l'irrésistible *furia francese*. De part et d'autre, une canonnade meurtrière, qu'on entendait de vingt lieues, ouvrit l'action ; puis les nôtres se jetèrent sur les positions russes et les emportèrent d'un élan : Borodino, Semenovskoi, la Grande Redoute, les Flèches de Bagration étaient à nous : la bataille semblait gagnée ; Ney et Murat pressaient Napoléon de l'achever en jetant les réserves sur le champ de bataille : il refusa.

Les Russes, eux, y jetèrent toutes leurs forces, et leur masse, s'abattant sur les nôtres, les fit plier. Ney et Murat gardèrent les Flèches Bagration et repoussèrent toutes les attaques. Mais les Russes avaient repris la position essentielle, la Grande Redoute.

Alors les nôtres firent un suprême effort. Poniatowski, à la tête de ses Polonais, avait chassé des forêts où ils s'abritaient les hommes de la levée en masse, et tourné la gauche ennemie. Cau-

laincourt, avec trois régiments de cuirassiers et deux de carabiniers, balaie au galop le ravin de Semenovskoi, puis se rabat sur la Grande Redoute, y entre par la gorge avec ses cavaliers, sabre les hommes qui la défendent, pendant que les fantassins d'Eugène escaladent ses parapets et percent les artilleurs russes sur leurs pièces. Une mêlée furieuse se produit entre les cavaleries cuirassées des deux armées. A 3^h 30, la victoire est à nous. On presse Napoléon de la rendre écrasante en jetant sur les vaincus les 18.000 hommes de la Garde, qui n'ont pas pris part au combat. Par un second mouvement d'extrême prudence, il refuse, ne voulant pas, dit-il, risquer de les faire démolir.

C'était une victoire affreuse, et si sanglante que le soir, au témoignage de Ségur, on n'osait pas chanter au bivouac. Nous perdions 30.000 hommes, dont un tiers de morts : les Russes 60.000. Il y avait 30.000 cadavres sur ce hideux champ de bataille, et sans doute trois fois plus de blessés râlant de toutes parts. De notre côté, 50 généraux étaient tués ou blessés : Caulaincourt avait été frappé à mort en entrant dans la Grande Redoute. De l'autre côté, les pertes étaient pires. Bagration était parmi les morts. Nous avions encore une centaine de mille hommes ; l'armée russe était

réduite à 50.000, et, par conséquent, hors d'état de tenter la fortune de nouveau.

Koutousoff renonça à défendre Moscou, peut-être en vertu d'ordres qu'il avait reçus, et nous abandonna la sainte capitale de la Vieille Russie.

Telle fut la bataille, qu'il plut à Napoléon de baptiser « bataille de la Moskowa », bien que la Moskowa, la rivière de Moscou, qui naît, il est vrai, dans les environs, passe à une certaine distance du champ ensanglanté par le combat. Les Russes, plus exactement, l'appellent « Bataille de Borodino ».



(Photo Crété.)

Napoléon quitte Moscou après l'incendie (1812).

Quelques jours après, au soleil couchant, du haut du Mont des Moineaux, nos soldats aperçurent l'énorme ville comme une vision des Mille et une Nuits ; ses immenses étendues de constructions en bois, mêlées de parcs, de feuillages et de verdure ; ses monuments d'une architecture fantastique, à moitié byzantine, à moitié indienne ; ses flèches, ses coupoles renflées et aiguës de pointes ; ses pyramides étranges, ciselées et guillochées, tout cela peint de couleurs vives, avec des casques dorés étincelants aux rayons du soleil ; les mille clochers de ses 360 églises, et cette citadelle prodigieuse, le Kremlin, qui, dans sa muraille gothique, enferme un monde de palais, de couvents et d'églises semblables à des pagodes. Alors nos soldats eurent un moment d'enthousiasme, et c'est en chantant joyeusement la *Marseillaise* qu'ils entrèrent dans la grande ville, le terme de leurs épreuves, le lieu de leur repos si bien gagné.

L'armée trouvait Moscou abandonné par la plus grande partie de ses habitants : tout ce qui pouvait fuir avait fui, faisant le vide devant nous ; il ne restait dans l'immense capitale que 50.000 êtres humains : des gens du peuple et des serfs. Le gouverneur, Rostopchin, un « Vieux Russe » fanatique, fort imprégné de culture française, mais exécrant la France, surtout celle de 1789, avait fait filer toutes les autorités et toute l'aristocratie, déménagé les musées, les archives, les icônes miraculeuses, puis il avait livré au peuple les cabarets de la Couronne et l'arsenal, pour qu'il

pût bien se saouler et s'armer, et il avait ouvert les portes des prisons aux forçats. Il avait, avec un soin particulier, fait sortir de Moscou les 1.600 pompes nécessaires à la ville, où, sauf le Kremlin, les églises et quelques hôtels aristocratiques, tout était en bois, même les ponts, et où les incendies étaient habituels.

Napoléon avait fait son entrée le 15 au matin. Dès la nuit précédente, le feu avait pris à la Bourse : on l'avait éteint. Dans la journée, il prenait au dépôt des alcools de la Couronne : on s'en rendit maître. Mais il éclatait aussitôt après au Gostynnyi dvor, immense bazar rempli des plus riches marchandises de l'Orient, où étaient entassées des denrées coloniales et des quantités d'alcools. Alors seulement, on commença à comprendre : on arrêtait des hommes portant des artifices, des vases de pétrole, et non seulement les forçats lâchés, mais des soldats de police, des agents. Rostopchin, en quittant la ville, avait laissé derrière lui l'organisation de l'incendie. On pouvait l'éteindre : il renaîtrait sans cesse.

L'embrasement dura cinq jours, répandant au-dessus de la grande cité une couche si épaisse de fumée que le soleil semblait éteint et que la splendeur sanglante de l'incendie éclairait seule cette hideuse scène de destruction.

Le Kremlin fut épargné. Il contenait, avec les caissons de munitions de la Garde impériale française, un immense amas de poudre laissé par les Russes. Déjà les flammèches y pleuvaient. La Garde impériale, munie de seaux sans cesse remplis, resta sur pied sans relâche pour empêcher l'incendie de franchir les murailles de la fameuse citadelle. C'est elle, on peut le dire, qui a conservé à la Russie son merveilleux Kremlin.

La raison commandait impérieusement d'abandonner au plus vite ce formidable monceau de cendres entouré d'ennemis. Napoléon ne pouvait pas s'y résoudre. Tantôt il songeait à passer l'hiver à Moscou. Mais quelle folie ! Comment se remettrait-il en campagne après avoir consommé toutes ses provisions ? Et que ferait le monde plié sous sa puissance si lui, le maître redouté mais haï de tant de peuples, restait six mois bloqué au fond de la Russie ? Il songea aussi à marcher sur Pétersbourg. Mais quelle aventure pour une armée affaiblie ! Enfin, il se résolut à la retraite ; mais après avoir perdu un mois ; un mois pendant lequel les armées russes se renforçaient ; un mois pendant lequel les chevaux de son armée mouraient, faute de fourrages ; un mois pendant lequel le terrible hiver septentrional s'avancait à grands pas ! Il fallut, pour le décider, les premiers flocons de neige, qui commencèrent à voltiger le 13 octobre. Il laissait derrière lui Mortier, avec l'ordre de faire sauter le Kremlin avant de quitter la ville. Ordre barbare, digne de la sauvagerie qu'il flétrissait chez l'ennemi, dicté par un aveugle esprit de vengeance, et d'autant plus absurde qu'en même temps qu'il exaspérait ainsi les Russes, il leur laissait ses blessés, confiés à leur humanité. Heureusement, Mortier n'exécuta pas l'ordre dans sa rigueur. On en fut quitte pour la destruction d'un palais et des lézardes dans les murs d'enceinte. Mais nos blessés furent massacrés. Ils l'eussent peut-être été sans cela.

Napoléon voulait éviter de revenir par les régions que le passage de l'armée allant à Moscou avait dévastées quelques semaines avant ; il résolut de prendre par Kalouga, la route du Sud, où il comptait trouver les ressources du pays encore intactes. Mais Eugène, envoyé en avant, y rencontra les Russes, avec des forces très supérieures, le 24 octobre, à Malojaroslawitz. Un combat très vif s'engagea ; la ville fut prise et reprise trois fois ; l'arrivée de Napoléon, le 25, décida Koutousoff à reculer ; mais il barrait toujours la route de Kalouga. On se résigna à reprendre l'autre, l'ancienne, si dévastée qu'elle fût. On la rejoignit à Borodino, où l'ancien champ de bataille présentait encore un spectacle affreux, avec ses cadavres décomposés.

Puis ce fut cette affreuse « Retraite de Russie », dont on sait les désastres sans pareils et les souffrances sans nom. Ses tragiques malheurs ont été traduits, dans toute leur horreur, par deux hommes de génie, Tolstoï, dans la *Guerre et la Paix* ; et Victor Hugo, dans le magnifique poème des *Châtiments*, l'« Expiation ». Et les réalités de l'histoire restent plus épouvantables encore.

L'armée, au départ de Moscou, comptait encore une centaine de mille hommes. On imagine l'interminable défilé qu'ils formaient sur l'étroit ruban de la route unique. Mais derrière eux, c'était un immense cortège de trainards, sans cesse décimé par l'ennemi ou par les populations haineuses, sans cesse reformé aux dépens des troupes gardant encore quelque aspect militaire.

Ajoutez les fuyards que nous protégeons : Français, Russes, étrangers, des vieillards, des femmes, car la retraite de l'armée traînait à sa suite l'exode de toute une population ; ajoutez les transports de malades et de blessés, et tout un monde infini de voitures, bagages, butin, provisions, tout cela s'allongeant (dans quel désordre, avec quel pêle-mêle, quels encombrements et quels arrêts incessants, on le devine !) sur une longueur de chemin de plusieurs journées de marche : tout cela harcelé par la cavalerie éparsée de sauvages Cosaques aux longues lances ; tout cela guetté par des paysans plus sauvages encore, inventant parfois de cruelles tortures pour qui tombait dans leurs mains !

Des bandes fanatiques de partisans, comme en Espagne, s'étaient formées de tous côtés, parfois organisées et commandées par des femmes, et donnaient la chasse aux nôtres. Tout ce qui



Napoléon à Smolensk.

(Photo Crété.)

s'écartait de la route était perdu. Les cochers russes, transportant les blessés, les jetaient quand ils croyaient pouvoir échapper et se sauvaient avec leurs voitures. Et ce sinistre voyage devait se prolonger deux mois éternels : du milieu d'octobre à la fin de décembre.

Dès les premiers jours de novembre, l'hiver arriva. On peut donner ce nom à l'automne russe. On dit qu'en 1812, il était en avance, et que des départs anticipés d'oiseaux voyageurs avaient annoncé des froids précoces. La neige commença à tournoyer continuellement dans l'air et à couvrir les immenses étendues où s'éternisait la marche de nos colonnes.

« Après la plaine blanche, une autre plaine blanche »

a dit le poète.

Sur le linceul indéfini que l'hiver jetait à perte de vue sur les campagnes passait, comme une « procession d'ombres sur le ciel noir », l'interminable défilé de nos troupes, des trainards, des fuyards et des voitures. Le froid, au début, fut rigoureux sans être atroce : 12° au-dessous de zéro. Mais il mordait des hommes mal vêtus, grelottant sous leurs uniformes en haillons, misérablement nourris de farine délayée dans de l'eau ou de chair de cheval à demi cuite. Les chevaux souffraient plus cruellement encore que les hommes : ils tombaient par milliers. Faute d'attelages,



Retraite de Russie. — Napoléon et son état-major.

D'après le tableau de Verestchaguine (Reproduction autorisée par la Société de photographie de Berlin).

il fallait abandonner les bagages, abandonner les canons. A la fin, toute la cavalerie était démontée; cuirassiers, hussards allaient à pied; il restait à peine un peu d'artillerie; s'il fallait se battre, on se battait à la baïonnette. La souffrance, le désespoir affolaient les hommes; le soldat se faisait traînard : le traînard tombait vite sous les coups. On reprochait à Koutousoff de ne point attaquer plus vigoureusement ce fantôme d'armée : il n'avait qu'à laisser faire les éléments. Des 100.000 hommes sortis de Moscou, il ne restait que 40.000 combattants en moins d'un mois, et il ne devait en arriver qu'une douzaine de mille jusqu'au bout. La mort planait dans le ciel sombre, sur cette masse errante d'êtres humains perdus dans les neiges; elle les fauchait plus cruellement que n'auraient pu les détruire les balles et les boulets. Napoléon portait sur lui un flacon de poison pour ne point tomber vivant aux mains des ennemis.

J'ai dit que les Russes qui poursuivaient les restes de notre armée livraient peu de combats; il y en eut deux moindres : le 1^{er} et le 3 novembre, à Tsarevo-Zaïmitche et à Viazma, où ils furent repoussés. Le poste le plus dur était l'arrière-garde, avec sa cohue de traînards, ses bagages, harcelés par les Cosaques. Il fut confié à Davout d'abord, à Ney ensuite. On attendait impatiemment l'heure où l'on arriverait à Smolensk, où l'on devait enfin trouver des magasins, des vivres, des approvisionnements de toutes sortes, quelques soulagements à l'atroce misère de l'armée. On y arriva après de longues journées de souffrances, presque un mois, le 12 novembre. On y eut une cruelle déception : soit négligence, soit difficulté des transports, les approvisionnements étaient restés en arrière, à Kowno, à Wilna, à Minsk, où les Russes allaient s'en emparer. Ce qui était arrivé à Smolensk avait été dévoré par les troupes de passage. On se remit tristement en route. Quelques jours après, Napoléon, qui marchait en tête avec la Garde, arrivait à Krasnoï. Les Russes, après l'avoir laissé passer, coupèrent derrière lui la route au reste de l'armée. Eugène, qui arrivait le second, trouva 25.000 ennemis devant lui. Il n'avait que 5.000 hommes, plus encombrés que secondés par 12.000 traînards (16 novembre). Il cherche à passer, il n'y réussit pas. Napoléon envoie Roguet avec la jeune Garde qui charge les Russes à la baïonnette; et Eugène passe, mais en laissant en arrière une de ses divisions. Le lendemain 17, c'est le tour de Davout. Il finit par passer de même, après un combat acharné et inégal, encore avec l'aide de la jeune Garde. Ney arrive le 18; mais la jeune Garde ne vient plus à son aide. On l'a abandonné. Il est enveloppé par les ennemis, il n'a plus qu'une poignée d'hommes; on le somme de se rendre. Il se bat désespérément toute la journée; la nuit, il sauve sa petite troupe comme par miracle, en passant le Dniéper sur la glace encore fragile, et rejoint les Français à Orcha, où on l'acclame. Ainsi les débris de notre armée, épars, transis, réduits à des poignées d'hommes, ont successivement échappé à cette attaque terrible de forces supérieures : sans doute, parce que l'horreur du péril rallumait dans ces hommes exténués les énergies du désespoir; puis les Russes eux-mêmes n'en pouvaient plus; les marches, les combats, à travers des froids affreux ne les épargnaient pas, si acclimatés qu'ils fussent : l'armée de Koutousoff finit par être réduite de 100.000 à 40.000 hommes.

Les nôtres trouvèrent les ponts du Dniéper intacts et des approvisionnements importants, mais ils trouvèrent aussi des nouvelles qui leur commandaient de se hâter. Au sud, Tchitchagoff, après avoir laissé une partie de ses forces pour arrêter Régnier et les Autrichiens de Schwarzenberg, accourait à Borisow, lieu où les nôtres devaient passer la rivière la Bérésina, tandis que Wittgenstein y arrivait du nord, du côté des provinces baltiques, où il avait eu en face de lui Macdonald, Saint-Cyr et Oudinot, en sorte que les misérables restes de la Grande Armée, poursuivis par Koutousoff, allaient se trouver pris entre trois armées russes. Et Tchitchagoff était maître de Borisow, dont il avait chassé Dombrowski, et du pont sur lequel les Français devaient passer la Bérésina.

Tout conspirait contre nous, même l'adoucissement de la température. On était à la fin de novembre; à des froids cruels avait succédé un brusque dégel. La croûte solidifiée dont le froid avait couvert les eaux et sur laquelle les nôtres auraient pu franchir la rivière, s'était brisée en morceaux. La Bérésina charriait des blocs de glace, qui augmentaient terriblement les difficultés du passage. Ajoutez que, dans cette affreuse retraite, les six équipages de pont de l'armée avaient disparu comme les canons. Et c'était une question de vie ou de mort de passer les eaux chargées de glaces. Sur la rive gauche, où l'armée était arrivée, arrivaient avec



Napoléon à Fontainebleau (1814).
D'après le tableau de Paul Delaroche.

elle Koutousoff et Wittgenstein; Tchitchagoff était sur l'autre rive : 100.000 Russes contre 36.000 Français.

Napoléon envoya le général Eblé avec des pontonniers et des sapeurs, construire des ponts à la hâte au village de Studzianka : trois lieues au-dessus de Borisow. On devine ce qu'était un pareil travail, sans le matériel nécessaire avec une rivière qui heurtait ses glaçons aux travaux ébauchés. On n'avait pas de bois de charpente : on démolit, pour en avoir, une partie du village; on n'avait plus les équipages nécessaires : on construisit des chevalets sur lesquels on jeta des madriers. Les intrépides travailleurs mirent deux jours et une nuit de labeur ininterrompu à achever leur œuvre; un de leurs deux ponts ayant été démolé par la rivière et les blocs qu'elle charriait, ils le refirent. Il leur fallut rester à l'ouvrage, plongés jusqu'à la ceinture dans l'eau glacée. Tous en moururent, mais l'armée fut sauvée. Est-ce que les noms de ces magnifiques pontonniers n'auraient pas mérité d'être inscrits dans le livre d'or des héros?

Le passage prit trois jours : le 26 au soir, Oudinot passa avec deux divisions; des cuirassiers, les Polonais de Dombrowski; en tout 9.000 hommes; avec deux canons. Puis le matin du 27, Napoléon, la Garde, Ney, Poniatowski, les Westphaliens, Davout. Il ne restait plus sur la rive gauche que Victor avec des Polonais, des Badois, des Hollandais, et une division française, la division Partouneaux. Les Russes attaquèrent ce jour-là sur les deux rives; et l'on se battit avec acharnement. Le 28 au matin, la masse immense des traînards se rua, se bouscula, pour passer les ponts, quand Victor, avec ses troupes, se fraya violemment un chemin dans



Passage de la Bérésina.

D'après un dessin de Raffet (Cabinet des estampes).

cette épouvantable cohue pour franchir la rivière. Il laissait sur la rive gauche la division Partouneaux pour couvrir le passage. Restée seule, elle fut enveloppée et détruite. Cependant un nouveau combat faisait rage sur la rive droite : Oudinot, blessé, était remplacé par Ney, qui fit charger les Russes et leur mit 6.000 hommes hors de combat. Ils en avaient perdu 14.000 dans ces luttes désespérées; ce qui montre quelles énergies les nôtres, dans leur longue agonie, retrouvaient aux moments de suprême péril. Le lendemain 29, les ponts furent détruits. La masse des traînards, des fuyards, des blessés, des convois, restait affreusement abandonnée à la sauvagerie d'ennemis implacables.

L'armée française, si l'on peut encore donner ce nom à la misérable foule d'hommes harassés qui survivait, avait pris la route de Wilna, Napoléon lui-même marchant à pied avec la Garde. Les Russes, de l'autre côté de la Bérésina, avaient ralenti leurs poursuites; mais on touchait au mois de décembre; des froids polaires commençaient à sévir, des froids inconnus aux malheureux que le conquérant avait traînés en Russie, et mortels pour eux; des froids de 26 et 30° au-dessous du point de glace; on dit qu'ils descendirent jusqu'à 36°. La mitraille eût été moins mortelle : la division Loison, envoyée au-devant des nôtres de Wilna, et qui n'était point endurcie comme les hommes revenant de Moscou, perdit 8.000 hommes en trois jours. Toute la cavalerie napolitaine disparut : ses chevaux étaient foudroyés; les froids d'un autre climat infligeaient aux

hommes des tortures qu'ils ignoraient; on raconte que le sang leur sortait par les yeux; beaucoup devenaient fous; les uns se suicidaient, les autres se livraient aux Cosaques; d'autres encore, ayant trouvé un abri, refusaient d'en bouger, hébétés, sans songer que cet abri, chez des ennemis implacables, leur serait vite mortel. Un grand nombre périssaient saisis et raidis par le froid. De plus heureux se traînaient encore sur leurs pieds gelés.

Le conquérant, qui les avait conduits là, les avait déjà quittés. Avant d'arriver à Wilna, dès qu'il trouva la route ouverte, à Smorgoni, il avait pris un traîneau, et avait filé sur Paris, par Varsovie, où il ne s'arrêta pas. En route, il s'en fallut de quelques heures qu'il ne fût pris par une bande de partisans. C'était la seconde fois qu'il désertait son armée dans l'épreuve. On a vu comment il avait laissé celle d'Égypte.

Ce qui avait été la Grande Armée ne comptait plus que 12.000 combattants. Près des neuf dixièmes avaient disparu depuis Moscou. Elle était encore suivie de 40.000 traînards, qu'escortaient 6.000 Bava- rois. A Wilna, elle allait trouver un gros chiffre de troupes relativement épar-



Débris de la Grande Armée (1812).
D'après le tableau de Félix Philippoteaux.

gnées : celles qu'en allant à Moscou elle avait laissées à droite et à gauche, du côté de la Pologne ou des provinces baltiques : de quoi refaire une armée assez redoutable; mais, Napoléon étant absent, tout fut emporté par la débâcle.

Nul que lui n'aurait pu rétablir l'ordre d'une troupe disciplinée dans la foule des malheureux éreintés, exaspérés par des mois d'atroces souffrances, qui formaient les restes de la Grande Armée. Après de si cruelles privations, ils trouvaient à Wilna des vivres et des cabarets. Par un entraînement inévitable, ils se ruèrent dans les excès, et l'abondance leur

devint aussi fatale que les privations; ils étaient à peine dans la ville, depuis deux ou trois jours, quand on vit paraître les Cosaques : apparition peu dangereuse, on était en forces pour se défendre. D'ailleurs, ils furent vite chassés. Mais leur vue suffit pour provoquer une panique insensée. Toute la masse de soldats entassés dans Wilna se sauva éperdument et roula en flots tumultueux sur la route de Kowno, follement, par un froid mortel. La ville, délivrée de ces hôtes qui lui avaient été odieux, en profita pour se venger atrocement. Tout ce qui restait fut massacré, à commencer par les blessés et les malades.

A une lieue de la ville à peu près, les fuyards trouvèrent une montée de la route couverte d'un épouvantable verglas. Les pieds des chevaux glissaient sur cette surface polie, il était impossible de tirer les véhicules auxquels ils étaient attelés. On ne les avait pas ferrés à glace : une rampe du chemin devenait, pour les voitures, un obstacle infranchissable. Ce n'était pas la première fois, dans la retraite, qu'on se heurtait à pareille difficulté; et telle côte de même sorte avait déjà coûté aux nôtres une partie de leur artillerie. Ici, il fallut tout laisser : les voitures de blessés et de malades, les derniers canons, les archives avec leurs pièces secrètes, le fourgon du trésor chargé de 10 millions.

Puis la déroute continua à rouler jusqu'à Kowno, où elle passa le Niémen, jusqu'à Kœnigsberg, en Prusse, où elle s'arrêta. Ney, depuis la Bérésina, couvrait la retraite avec une poignée

d'hommes : il déploya là une énergie surhumaine. A la fin, il restait à l'intrépide maréchal 500 ou 600 hommes en état de combattre.

Un peu après (30 décembre), York, qui commandait le corps fourni par la Prusse à Napoléon, concluait une convention par laquelle il entraînait avec ses hommes dans l'armée russe.

Cependant, la débandade atteignait la Prusse, éparse, par groupes confus, chacun se sauvant à sa guise, ou au hasard des événements; s'il est un corps qui eût dû rester relativement compact, c'est le corps d'élite qu'était la Vieille Garde, formée d'hommes éprouvés, admirablement disciplinés. Sur ses 18.000 hommes, il en était arrivé 1.500 à Königsberg, et sur le nombre, à peu près 500 en état de porter les armes. On calcule que 420.000 hommes avaient passé le Niémen avec Napoléon; que plus de 100.000 les avaient rejoints ensuite; qu'ainsi 530.000 à 540.000 hommes avaient été jetés en Russie; et que 18.000 seulement repassèrent le fleuve au retour. Écartez les déserteurs et les prisonniers (plus de 100.000) qui restaient aux mains des ennemis : 200.000 ou 300.000 avaient jonché de leurs cadavres les sinistres plaines du grand Empire du Nord.

IX. — La campagne d'Allemagne. — Lützen. — Bautzen. — Leipzig.

Napoléon, après le désastre de Moscou, était rejeté en Allemagne; mais ce n'était plus l'Allemagne qu'il avait connue et vaincue. Il y retrouvait un mouvement national que nul n'aurait pu prévoir, et qui allait l'écraser.

L'effort de libération ne pouvait guère venir des souverains. Beaucoup étaient attachés à la France napoléonienne par la gratitude et par l'intérêt : ceux de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, de Bade lui devaient leur couronne royale ou grand-ducale, et l'agrandissement de leurs États. Ils avaient même besoin d'elle contre Vienne et contre Berlin. Bien qu'ils eussent en Napoléon un maître exigeant, ils ne s'en détachèrent que malgré eux : après sa chute, ils gardèrent de lui un souvenir reconnaissant. Quant au pauvre sire qu'était le roi de Prusse, avec sa volonté flottante et molle comme une loque, on peut se demander si, dans son malheureux cerveau impuissant et ballotté, si féroce ment que le conquérant l'eût traité, il y avait place pour de la rancune. Il n'essaya de se venger que poussé et comme contraint. Napoléon s'était rudement trompé, si, en épousant Marie-Louise, il avait compté s'assurer l'amitié de l'Autriche. C'est au tout-puissant vainqueur qu'on s'alliait : il était trop clair que, malheureux, il redeviendrait pour son beau-père l'intrus, le parvenu de la Révolution. Mais l'Autriche, entre ses ennemis et lui, n'en restera pas moins, tant qu'elle pourra, hésitante et double : multipliant à la fois les protestations secrètes des deux côtés et se réservant de tromper l'un ou l'autre, suivant l'événement.

Ceux dont la haine allait s'affirmer, plus franche et plus redoutable, c'étaient les intellectuels allemands. Ils créèrent dans le pays divisé et abattu l'idée de la patrie allemande, en s'inspirant de cette Révolution française qu'ils détestaient tout en l'imitant. Dirigée contre les institutions de la Vieille Prusse, leur œuvre fut mal accueillie par les souverains qui y devinaient une opposition. Le roi de Prusse subit malgré lui l'influence des grands réformateurs, Stein, Hardenberg, le général Schaernhorst ; c'est à eux que l'Allemagne doit l'affaiblissement des droits des nobles, l'abolition des privilèges d'impôts, la liberté des serfs, l'élection des municipalités, et surtout l'armée nationale, la landwehr et le landsturm. Pour populariser leur tâche, les grands écrivains éveillaient chez le peuple les sentiments de liberté et de patriotisme. C'est le philosophe Fichte, le pasteur Schleiermacher, qui ramènent à la foi chrétienne un pays que l'influence de Frédéric II a rendu presque voltairien. Le poète Arndt écrit le chant fameux : *Où est la patrie de l'Allemand ?* Rückert publie les *Sonnets cuirassés*. Toute la jeunesse des Universités, entraînée par eux, brûle de se dévouer pour sauvegarder l'intégrité de la patrie allemande. Il semble que l'enthousiasme révolutionnaire et patriotique dont la France de 92 était animée, pourchassé et vaincu par Napoléon, se fût réfugié en Allemagne pour se retourner contre nous.

Dès son retour de Russie, et tout en rassemblant à la hâte une nouvelle armée, Napoléon avait voulu donner une solution à ses démêlés avec le Pape. Au printemps de l'année précédente, et avant même de s'enfoncer dans l'empire du Nord, il avait donné l'ordre de faire changer

le Pape de prison, et de l'amener de Savone au palais de Fontainebleau, pour l'avoir sous la main à son retour. Voyage cruel pour un vieillard malade. Dès le passage du mont Cenis, son état parut assez grave pour qu'il reçût les derniers sacrements. Il arriva presque mourant à Fontainebleau, où on eut soin de l'entourer de cardinaux et de prélats dévoués au maître, qui le harcelaient de leurs obsessions sur son lit de douleur. Quand Napoléon revenu de son expédition le crut assez travaillé, il vint à son tour l'assailir, et, pendant cinq jours, épuisa sur lui toutes les ressources des caresses et des menaces. C'est pendant ces cinq jours qu'il faut sans doute placer la scène admirablement racontée par Alfred de Vigny, où au despote employant successivement toutes les violences de la colère et toutes les flatteries de la douceur, Pie VII aurait répondu par ces seuls mots, prononcés tour à tour avec un sourire mélancolique : « *Tragediante! Comediant!* » Tragédien! Comédien! Pourtant, les forces du vieillard-malade étaient épuisées par de longs mois de lutte, de captivité et d'obsession. Dans une minute de défaillance, il accorda, non seulement le droit de nommer aux évêchés italiens comme aux évêchés français, mais celui de faire donner l'institution canonique par le métropolitain, après un



Fichte.

Gravé par Bolt, en 1812, d'après Gebauer.
(Cabinet des estampes.)

délai de six mois où le Pape ne l'aurait pas encore donnée : c'était l'abandon de la prérogative pour laquelle le Saint-Siège avait fait verser tant de sang (25 janvier). Abandon de courte durée : dès que Pie VII eut repris possession de lui-même, il revint sur ces concessions. Napoléon s'était hâté de les promulguer comme un Concordat nouveau (25 février). Mais Pie VII répondait par une lettre de rétractation (24 mars), et envoyait le 9 mai un bref où il déclarait nulles les institutions canoniques données par les métropolitains. L'Empereur garda le Pape prisonnier à Fontainebleau, après avoir fait arrêter de nuit le cardinal di Pietro.

Cependant de cette France, dont il avait détruit les forces militaires dans une aventure insensée, Napoléon exigeait encore une armée : il la pressurait jusqu'aux moelles, pour en tirer encore des soldats par centaines de mille. Aux 140.000 conscrits de 1813 qui s'exerçaient dans les dépôts, il ajoutait 100.000 hommes repris aux conscriptions des années antérieures, la conscription de 1814, appelée à l'avance, cent bataillons de gardes nationales mobilisées, groupés en régiments, une « garde » nouvelle, sur le modèle

des anciennes gardes royales, composée de fils de famille équipés à leurs frais. Faute d'hommes pour cultiver le sol, il fallut remplacer la charrue par la bêche que maniaient les femmes et les enfants. Les forêts étaient pleines de réfractaires qui s'y allaient cacher : on les faisait fouiller par des colonnes mobiles; le pays dompté, brisé par le despotisme, subissait tout. Mais qu'était l'armée reconstituée à ce prix? Quant aux chefs, aux grands hommes de guerre de la Révolution, ils étaient méconnaissables : vieillis, usés, Napoléon lui-même l'a constaté : « Ce n'étaient plus les hommes du début de la Révolution ni ceux de mes beaux jours... Je les avais gorgés de trop d'honneurs, de trop de richesses... le feu sacré s'éteignait! » Le feu sacré! Comment ne se serait-il pas éteint? La Révolution le leur avait mis au cœur; pouvait-il brûler encore pour les guerres impériales? Et quel aveu! « Je les avais gorgés! » Lui-même, il s'affaissait aussi : il était pris de somnolences invincibles. On eût dit que le génie des inspirations foudroyantes défaillait en lui.

Il trouvait devant lui une coalition composée de la Russie, de la Suède et de la Prusse. On a vu Bernadotte, exaspéré par Napoléon, traiter avec le Tsar et avec l'Angleterre. Le roi de Prusse, celui de tous qui avait le plus de motifs d'inimitié, fut le dernier décidé, tant sa maladie de l'hésitation était incurable! On prévoyait déjà une révolution soulevée par ses irrésolutions. Enfin, le 22 février, il signa avec Alexandre contre nous le traité de Kalisz, renforcé le 19 mars par le traité de Breslau. Dès le 17, il avait rompu avec Napoléon, convoqué la landwehr, lancé un « Appel au Peuple ». On menaçait les princes allemands qui ne se joindraient pas à la coali-

tion de la perte de leurs États. On multipliait les proclamations où l'on affectait le langage de la liberté et de la démocratie. On ne se contentait pas de s'adresser aux forces révolutionnaires : c'est à notre Révolution qu'on demandait des hommes de guerre. On faisait faire par Bernadotte les plans de campagne. Le Tsar s'adressait à notre grand Moreau, autrefois le rival de Bonaparte, proscrit par lui et réfugié en Amérique. Il accepta, hélas ! se disant qu'il ne s'agissait que de faire la guerre à un conquérant insatiable, le fléau du monde, loin des frontières de France. Il semble qu'un remords cruel ait pesé sur ses derniers instants, quand, quelques semaines après, il eut la douleur de mourir d'un boulet français, frappé dans les rangs des ennemis de la France.

La fortune sembla d'abord favorable à Napoléon. Il avait pris, le 26 avril, à Erfurt, le commandement de l'armée d'Allemagne reconstituée, mais qui manquait encore de cavalerie. Il marcha aussitôt sur Leipzig. Les Français culbutèrent les troupes russes qu'ils rencontrèrent à Weissenfels; mais le maréchal Bessières périt dans le combat. Comme on était arrivé dans les plaines de Poserna, près de Lützen, l'armée ennemie, venant de Bohême, tomba sur les nôtres :



Bataille de Lützen.

D'après un tableau de Beaume (Musée de Versailles).

Ney, le premier, eut à supporter le poids du combat contre des forces doubles. Une lutte furieuse s'engagea pour la possession du village de Gross-Görschen, et surtout de Kaja. Ce dernier fut plusieurs fois perdu, pris, reperdu, repris. Napoléon avait appelé toutes ses forces sur le champ de bataille. Elles arrivent enfin : Eugène bat la droite ennemie; Bertrand déborde leur gauche; une colonne de seize bataillons de la jeune Garde se précipite sur Kaja et l'enlève définitivement. La victoire nous reste : victoire fort disputée et fort sanglante. Les troupes qui avaient donné étaient à peu près égales des deux côtés : 90.000 hommes. Nous en perdions 12.000; les ennemis, 15.000 (Bataille de Lützen, 2 mai).

Après avoir réinstallé le roi de Saxe dans ses États reconquis, Napoléon poursuivit l'armée russo-prussienne en Silésie et la battit à Bautzen, le 20 mai.

Ainsi, Napoléon débutait par deux victoires. Les conscrits avaient été très braves au feu; la jeune Garde, à Lützen, avait été admirable. Mais c'étaient des victoires laborieusement gagnées sur un ennemi acharné : elles coûtaient très cher; elles ne laissaient ni prisonniers ni butin. Les battus, après Bautzen, se retiraient pied à pied, défendant chaque ravin, chaque ruisseau. Napoléon était déconcerté : « Les animaux, disait-il, ont appris quelque chose. » Puis : « Quoi ! après une telle boucherie, aucun résultat ! Pas de prisonniers ! Ces gens-là ne me laisseront

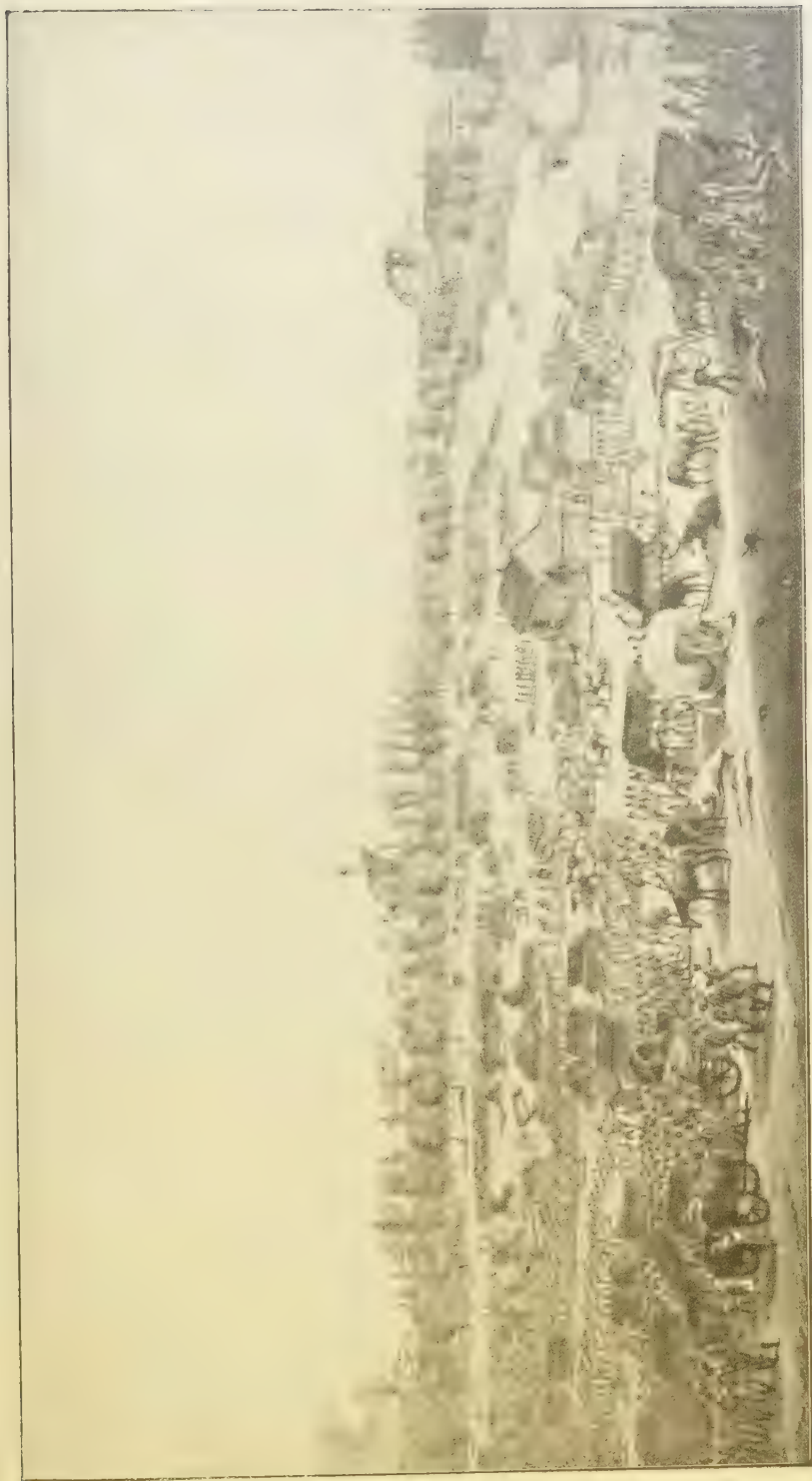
pas un clou ! » Quand l'Autriche, qui affectait la neutralité, lui proposa de conclure un armistice, pour essayer de négocier avec sa médiation, il accepta. On a dit que la proposition de l'Autriche était inspirée par la plus noire perfidie ; qu'en réalité, elle voulait le perdre en donnant aux ennemis le temps de reconstituer leurs forces : c'est possible, c'est même probable. Mais Napoléon n'était point un enfant : il soupçonnait les menées autrichiennes, et, s'il accepta l'armistice, c'est qu'il n'avait pas pleine confiance dans la suite de la campagne. Quoi qu'il en soit, on convint à Pleswitz de suspendre les hostilités du 4 juin au 28 juillet. L'armistice fut prolongé ensuite jusqu'au 11 août.

Le ministre autrichien, Metternich, vint trouver Napoléon à Dresde, et lui fit connaître les conditions qu'on lui offrait. On lui laissait la France agrandie par la Révolution ; il devait renoncer à tout le reste : grand-duché de Varsovie, Confédération du Rhin, villes hanséatiques, Hollande, Dalmatie, Italie, Espagne. Napoléon répondit par un accès de colère, par une explosion de menaces et d'injures, accusant Metternich d'être vendu à l'Angleterre. Sur quoi le diplomate imperturbable : « Vous êtes perdu : j'en avais le pressentiment en venant ici ; maintenant, j'en ai la certitude. » Au Congrès qui se réunit à Prague avec des lenteurs probablement systématiques, on offrit à Napoléon des conditions plus douces : on lui laissait une grande partie de l'Italie. Napoléon fit encore des difficultés, voulant garder la Hollande et les villes hanséatiques. On n'avait même pas attendu sa réponse. Le 10 août, avant de l'aviser, Metternich prononçait la dissolution du Congrès, et l'Autriche nous déclarait la guerre. Au fond, on ne voulait de la paix d'aucun côté.

Dès que les hostilités furent reprises, tandis que Napoléon était en marche pour empêcher la jonction des Autrichiens et de leurs alliés, des forces considérables marchaient sur Dresde, où il n'avait laissé que 18.000 hommes sous Gouvion Saint-Cyr. Schwarzenberg, heureusement, perdit un temps précieux à préparer une attaque méthodique. Napoléon averti eut le temps de revenir. Gouvion Saint-Cyr se préparait à une résistance désespérée, quand les troupes de Napoléon entraient dans la ville par un côté, tandis que les Autrichiens y entraient par l'autre (26 août). Les cuirassiers et la vieille Garde rejettent les ennemis hors de la ville, leur tuent 4.000 hommes, leur font 2.000 prisonniers. Pendant que, d'autre part, Napoléon attaque Klenau avec son artillerie, Murat le culbute avec sa cavalerie, le précipite dans le ravin de Plauen, lui fait 10.000 prisonniers. Schwarzenberg ramène en Bohême ses troupes en désordre, couvrant les routes de ses bagages et de ses blessés abandonnés.

C'était un beau succès : le profit en fut vite perdu. Napoléon, cloué quelques jours par la maladie à Dresde, dut laisser à ses lieutenants la poursuite des ennemis. Il semble avoir divisé leurs forces à l'excès. Une triste série de revers vint effacer l'effet de la victoire remportée à Dresde. Le 24 août, Oudinot attaquait Bernadotte à Grossbeiren et se faisait battre. Une division, venue de Magdebourg à son secours, était écrasée. Le 26 août, les troupes de Macdonald et celles de Blücher se heurtaient sur les bords de la Sultzbach. Après un violent combat, Macdonald était obligé de repasser la Sultzbach en désordre, perdant 10.000 hommes et 60 canons. En revenant sur Dresde, Napoléon avait envoyé Vandamme s'emparer, avec 25.000 hommes, des défilés de Peterswald, sur la frontière de Bohême. Vandamme fut-il oublié ? Quoi qu'il en soit, après avoir accompli sa tâche, il voulut pousser plus loin, puis revenir au défilé, se heurta, sur la route, aux Prussiens repoussés par Gouvion Saint-Cyr, et qui avaient l'avantage du nombre. 12.000 Français échappèrent, mais le reste, avec Vandamme, fut enveloppé par des forces quadruples et dut se rendre (30 août). Un peu après, Ney était battu à plate couture à Dennewitz, et perdait 10.000 hommes tués ou prisonniers (5 septembre).

Napoléon s'obstinait à rester à Dresde, ne se résignant pas à abandonner ses espérances de revanche intégrale et de retour victorieux jusqu'aux frontières de la Russie. Pendant le mois de septembre, il lui fallut faire tête aux ennemis qui s'avançaient de toutes parts ; il courut de tous côtés en vain : ils avaient pris la résolution de lui refuser la bataille ; celui sur qui il marchait se dérobait, tandis que les autres avançaient. La Garde était exténuée de ces marches continues et stériles. Cependant, les armées ennemies formaient autour de Dresde un cercle de plus en plus menaçant. L'Autriche avait conclu avec les alliés le traité de Tœplitz (9 septembre). Le cercle allait se fermer, et fermer la route de France. Il fallut se décider à revenir et reprendre



Retour de la Grande Armée après la bataille de Leipzig.
Impression anglaise d'après un dessin fait sur le champ.

la route de Leipzig, où allait se livrer la bataille décisive, celle qu'on a appelée la « Bataille des Nations ».

Tout semblait conseiller de continuer la route. Le roi de Bavière avait averti Napoléon, que, débordé par le mouvement populaire, il était, malgré lui, contraint d'entrer dans la coalition. Le roi de Wurtemberg et le grand-duc de Bade allaient être obligés d'en faire autant. Des troupes austro-bavaroises marchaient sur le Mein pour nous y devancer. Napoléon voulut jouer encore une partie. Elle fut terrible.

Leipzig s'élève au tournant d'une large vallée. A l'ouest de la ville et près de ses murs, court la rivière l'Elster, qui se divise au fond de la vallée en un réseau de canaux, et que traversait, sur un pont unique, une seule route, celle par laquelle l'armée devait revenir vers la France. Au nord de la ville débouche l'étroite vallée de la Partha. Au sud, la rivière la Pleiss coule dans la vallée, le long des hauteurs de l'est, tandis que l'Elster coule le long des hauteurs de l'ouest. La Pleiss est dominée par les collines où devait se porter le front du combat, et au milieu duquel le village de Probstheyda, et encore en avant de ce village, ceux de Liebertwolkwitz, de Wachau, de Markkleeberg couvrent l'accès de Leipzig du côté du sud-est.

C'est là que, le 16 octobre au matin, trois corps d'armée mi-prussiens, mi-russes, sous Kleist, Gortschakoff et le prince de Wurtemberg, commencèrent l'attaque. Dès le début, on lutta en enragés des deux côtés. Une canonnade effroyable ajoutait sa fureur à l'acharnement du combat. On assure que, dès midi, 18.000 hommes avaient péri. Kleeberg fut pris, puis repris; nous gardions Wachau et Liebertwolkwitz. Pendant qu'on luttait avec cette sanglante passion au sud, d'autres troupes ennemies débouchaient au nord. Napoléon voulut en finir d'abord avec la première attaque. De puissantes colonnes, conduites par Mortier, Oudinot et Victor, refoulèrent Gortschakoff et Wurtemberg. Une charge terrible de 12.000 chevaux les aurait peut-être achevés, si l'arrivée de grosses réserves autrichiennes n'avait ramené notre cavalerie. La nuit tomba sur le champ de bataille, hideusement jonché de 50.000 morts ou blessés, sans que les nôtres aient pu reprendre aux ennemis la position qu'ils visaient, le village de Gulden Gossa.

En somme, cette journée de massacre restait indécise. Quelle fatale obstination conduisit Napoléon à en vouloir une autre? Les alliés avaient attaqué sans attendre d'avoir toutes leurs forces. Contre les 150.000 ou 160.000 hommes qu'avait Napoléon, ils en avaient déjà mis 220.000 en ligne: maintenant ils allaient en avoir 300.000. Benigsen et Coloredo venaient renforcer Schwarzenberg; Bernadotte arrivait.

Le 17 octobre fut un jour de repos. Les alliés attendaient et rassemblaient leurs forces et Napoléon n'attaqua pas. C'est le 18 qu'eut lieu une des plus furieuses mêlées, une des plus affreuses boucheries dont l'histoire des guerres ait gardé le souvenir.

Au sud de Leipzig, ce fut, pendant toute la journée, des efforts exaspérés pour s'emparer de Probstheyda. Les colonnes ennemies s'y ruaient avec une sauvagerie énergique; Drouot les mitrailait de son artillerie; elles passaient outre, laissant derrière elles le sol couvert de cadavres. Par deux fois dans la journée, les ennemis arrivèrent à s'emparer du village; par deux fois, les nôtres se précipitèrent sur eux à la baïonnette, avec un tel élan qu'ils les chassèrent, les obligeant à repasser sous la mitraille. Mais il semblait que les alliés se souciaient médiocrement du chiffre des morts qu'ils laissaient sur le terrain. A la fin, pourtant, ils reculèrent un peu. Aux assauts succéda une canonnade terrible.

Mais en même temps, au nord de Leipzig, Blücher et Bernadotte avaient passé la Partha et attaquaient les corps de Marmont, de Ney, de Souham, de Reynier et de Macdonald. Là aussi, le combat fut très âpre; le village de Schœnfeld fut sept fois perdu et repris par les nôtres. C'est de ce côté que se produisit un des épisodes les plus fameux de la bataille. Ney voulant s'emparer du village de Paunsdorff, le fit attaquer (malgré Reynier, qui voyait le danger) par le corps de Saxons qu'il avait sous ses ordres. On savait déjà que ces contingents étrangers étaient de cœur avec l'ennemi. Des cavaliers hollandais avaient refusé de charger; les Saxons avaient plus d'une fois lâché pied. Ceux-ci, au lieu d'attaquer, passèrent à l'ennemi et, retournant leurs canons, les déchargèrent sur leurs compagnons d'armes de la veille. 5.000 Français restaient exposés aux coups de 20.000 hommes: 28.000 des nôtres, de ce côté, luttaient contre 80.000 ennemis. Napo-

l'éon, averti, accourut avec l'artillerie et la cavalerie de la Garde. Puis la nuit tombe sur le champ de carnage.

Il ne restait plus qu'à battre en retraite. Mais, chose énorme, rien n'était prévu pour cela. On n'avait point construit de ponts sur l'Elster et sur ses canaux. A qui la faute? Suivant une affirmation fort douteuse, Berthier n'aurait point exécuté les ordres qu'il avait reçus de Napoléon. Mais il n'y a point de trace de ces ordres. Il semble que Napoléon n'avait pas voulu prévoir la retraite. Quoi qu'il en soit, on était réduit à défiler sur une route unique, avec un seul pont pour franchir chaque cours d'eau.

Le 19, la tête de l'armée française, avec Victor et Augereau, s'acheminait par cette route unique, tandis que le reste défendait Leipzig contre les attaques acharnées des ennemis exaltés



Bataille de Hanau.
D'après Horace Vernet.

par leurs succès. Blücher avait enlevé un faubourg; Benigsen, les barrières du midi. On se battait sur les remparts et dans les rues. Cependant, après Victor et Augereau, Ney, Marmont, la Garde, Napoléon avaient passé l'Elster, quand les sapeurs chargés de garder le pont et de le détruire après que les nôtres l'auraient franchi, furent trompés par la vue de quelques ennemis ou par le bruit de la fusillade, et le firent sauter avant l'heure, laissant 30.000 des nôtres à la merci de l'ennemi. Ce fut alors une horrible explosion de désespoir : les uns se faisant tuer dans la ville, d'autres se jetant dans la rivière. Macdonald, excellent nageur, réussit à la passer. Poniatowsky y sauta à cheval et fut tué. Le roi de Saxe, qui était resté fidèle jusqu'au bout à la France, était prisonnier avec Reynier, Lauriston et quinze généraux.

Cette fois, il fallait renoncer à l'Allemagne : c'est le sol français qu'il allait falloir défendre, comme en quatre-vingt-douze et en quatre-vingt-treize. Notre armée dut battre les Bavarois aux défilés de la Kinzig à Hanau : le 2 novembre, ce qui en restait (60.000 hommes) avait repassé le Rhin. Et le typhus s'acharnait sur ces derniers débris de tant de victoires. Les places d'Alle-

magne, où l'on avait commis la lourde faute de laisser d'inutiles soldats, tombaient une à une. Seul Davout se défendit à Hambourg avec une merveilleuse énergie, jusqu'à la fin de la guerre. Bulow était entré sur le territoire de la Hollande qui s'était soulevée, appelait les alliés, et rétablissait le pouvoir du prince d'Orange.

La France, à son tour, allait connaître les malheurs de l'invasion, mais sans avoir conservé, pour la repousser, les magnifiques énergies de la Révolution.

X. — La campagne de France. — L'abdication.

Nous avons laissé la guerre d'Espagne au moment où Napoléon partait pour la Russie. Il était évident que dès lors, elle était sacrifiée. Napoléon lui reprenait sans cesse des troupes; loin de ses regards, les divisions et les jalousies des chefs se donnaient libre carrière; Soult était furieux d'avoir vu Napoléon donner le commandement à Jourdan, sous le roi Joseph. Et chacun tirait à soi.

Pourtant, en 1812, Wellington ne profita point des circonstances, comme il aurait semblé pouvoir le faire. Maître de Ciudad Real dès janvier, et de Badajoz en avril, il était en marche le 12 juin, et gagna, le 22 juillet, à côté de Salamanque, aux Arapiles, sur Marmont, une bataille qui semblait décisive. Le 10 août Joseph sortait de Madrid et se réfugiait à Valence. Il fallut alors renoncer à l'Andalousie et rappeler Soult qui l'occupait. Mais, au mois de novembre, nos trois armées de l'ouest de l'Europe étaient réunies. Clausel, dans une brillante campagne, avait déjà obligé l'Anglais à repasser le Duero. Puis Joseph était revenu à Madrid. Wellington s'était décidé à rentrer en Portugal. Le seul résultat de la campagne était la perte de l'Andalousie pour nous.

Après la retraite de Moscou, il fallut bien se résigner à s'en aller définitivement. Wellington revenait avec des forces presque doubles des nôtres et cherchait à nous couper la route des Pyrénées. On évacua Madrid, et l'on se dirigea sur la frontière par la grande route de Mirande et de Vittoria. C'était presque une migration, traînant un cortège infini de bagages et quelques milliers d'Espagnols compromis par leur adhésion à la conquête française. Pendant qu'on les faisait filer sur la frontière, on fut atteint par les ennemis : il fallut se battre à Tolosa, le 21 juin, avec une partie seulement de nos forces, sans attendre Foy et Clausel, 39.000 Français contre 60.000 Anglo-Espagnols. Les nôtres furent vaincus et ne se rallièrent qu'à cinq ou six lieues de là, à Salvatierra; le 2 juillet, nous repassons la Bidassoa, la petite rivière qui sépare l'Espagne de la France au fond du golfe de Gascogne. Soult, qui prenait le commandement des troupes, essaya par deux fois de reporter la guerre au delà de la frontière, du côté de Pampelune et du côté de Saint-Sébastien : il échoua les deux fois. Le 31 août, les Anglais prenaient et pillaient Saint-Sébastien où éclatait un terrible incendie.

Au mois d'octobre, Soult, rentré en France depuis un mois, défendait contre l'ennemi la ligne de la Nivelle, rivière de Saint-Jean-de-Luz. Puis il était obligé de reculer d'abord jusqu'au camp fortifié de Bayonne, et ensuite (en février 1814) jusqu'à Orthez, où il était battu le 27. Le voilà en retraite sur Toulouse, suivi par Wellington qui allait encore l'y attaquer le 10 avril, et le contraindre à abandonner la ville, où les royalistes recevaient à bras ouverts le général anglais, comme Bord aux avait déjà reçu son lieutenant Beresford. Suchet, qui s'était maintenu à Barcelone jusqu'au 1^{er} février, était aussi revenu en France. Il ne restait pour ainsi dire plus rien de la conquête française au delà des Pyrénées, et Wellington envahissait notre territoire au sud-ouest, pendant que les alliés s'y avançaient par l'est et par le nord.

Nous avons voulu en finir d'abord avec les événements qui se rattachent à la guerre d'Espagne. Revenons de quelques mois en arrière, à la lutte épique de Napoléon à l'autre extrémité du pays.

Dès les derniers jours de décembre, les alliés, après avoir lancé leur manifeste de Francfort, étaient entrés en France. Une formidable invasion pénétrait de toutes parts sur toute la longueur de notre frontière de l'Est jusqu'aux Alpes. Les forces totales pouvaient monter à un demi-

million d'hommes, mais une partie restait encore en arrière : l'ennemi pouvait en avoir 250.000 en première ligne. L'armée de Silésie, sous Blücher, entrait par l'Allemagne rhénane; la « grande armée », sous Schwarzenberg, par la Suisse. L'armée du Nord, sous Bulow et Wintzingerode) s'attardait dans les Pays-Bas. Quinze colonnes franchissaient le Rhin à la fois, de Bâle à Coblenz. A ce flot terrible, que pouvait opposer Napoléon? A peine 80.000 hommes, en majeure partie conscrits, gardes nationaux, à peine équipés. Les alliés partaient pour une sorte de promenade militaire; et c'en fut une les premiers jours. Nos corps d'armée, débordés, refoulés, semblaient hors d'état d'opposer une résistance sérieuse.

On a vu l'armée du Nord rester en arrière: les deux armées de Blücher et de Schwarzenberg s'avançaient séparément en Champagne, le second venant du sud-est. Napoléon quitte Paris le 25 janvier, après avoir laissé la régence à Marie-Louise, rassemble ses forces, court sur l'armée de Silésie, en bat une partie à Saint-Dizier le 27, puis bat Blücher lui-même à Brienne. Après quoi il poursuit Blücher; mais celui-ci a fait sa jonction avec Schwarzenberg. Ils ont 100.000 hommes; Napoléon en a moins de moitié. Il essuie une défaite à La Rothière (1^{er} février); mais ses troupes ont gardé une si belle contenance, qu'on les laisse tranquillement battre en retraite et revenir à Troyes.

Après leur succès de La Rothière, Blücher et Schwarzenberg font la sottise de se séparer : jaloux probablement de garder tous deux leur commandement indépendant. Blücher marchera sur Paris par la Marne, Schwarzenberg par Troyes et les bords de la Seine. Napoléon va en profiter. L'armée de Blücher s'est allongée sur un énorme espace, la queue encore près de Châlons, la tête à La Ferté-sous-Jouarre. Avec Marmont, Ney et la Garde, Napoléon tombe au milieu



Bataille de Toulouse (10 avril 1814).

Gravé par Aubert d'après une peinture de Beaume (Galerie historique de Versailles).

de ces forces dispersées et détruit à Champaubert (10 février) un corps russe de 5.000 hommes, coupant l'armée de Silésie en deux. Il se retourne vers les corps les plus avancés de l'ennemi, et bat, le 11, à plate couture, à Montmirail, un des lieutenants de Blücher, Sacken. York accourt pour le soutenir, et recueille les débris de ses troupes. Napoléon les poursuit pendant qu'ils se retirent sur Château-Thierry, les bat encore, les jette hors de la ville, qu'ils brûlent, laisse à Mortier le soin de continuer à les pourchasser, puis, se retournant une fois de plus, revient vers Montmirail pour tomber sur Blücher à Vauchamp, le battre et le poursuivre pendant trois jours. Quand Blücher est revenu en arrière jusqu'à Châlons, il a perdu 25.000 hommes.

Pendant que l'armée de Silésie est battue, celle que conduit Schwarzenberg a marché de l'avant. Elle a passé la Seine; elle occupe Montereau, Fontainebleau, Montargis; elle est tout près de Paris. Napoléon abandonne la poursuite de Blücher, court avec la Garde à Meaux, réunit sous ses ordres les corps de Macdonald, de Victor et d'Oudinot, et, avec les 50.000 hommes ainsi groupés, s'abat brusquement sur l'armée de Schwarzenberg. Le 17 février, il écrase l'avant-garde du Bavaiois Wrede à Mormant. Les Wurtembergeois veulent défendre Montereau : les

nôtres occupent les hauteurs de Surville, qui dominent la ville. Napoléon lui-même, dit-on, s'y refaisant artilleur, dirige la manœuvre des canons. Après de grosses pertes, les ennemis repassent la Seine : Schwarzenberg recule sur Troyes, puis sur l'Aube, fuyant au dernier moment la bataille devant Troyes (23 février). Un mois après l'entrée en scène de Napoléon, les deux puissantes armées ennemies ont été ramenées à leur point de départ par des forces trois ou quatre fois moindres. L'invasion a reculé d'autant qu'elle avait avancé; elle se trouve n'avoir pas fait un pas.

Elle n'en avait pas moins exaspéré les populations. Elle avait quelque chose du caractère des antiques invasions barbares. Surtout on voyait avec une stupeur mêlée d'effroi la cavalerie à moitié sauvage des Cosaques. Ces étranges milices des steppes russes, avec leur aspect bizarre et squalide, leurs masques farouches, leurs barbes hirsutes, leurs petits chevaux nerveux et hérissés, faisaient l'effet de hordes de Scythes ou de Huns ressuscités pour renouveler au dix-neuvième



Mort du général Chateau, à Montereau.

(Photo Crété.)

siècle les horreurs des siècles de ravages, de massacre et de désespoir, où a péri la civilisation antique. Ils saccageaient affreusement; ils n'étaient pas les seuls, s'il est vrai que York ait dit à ses soldats : « Je croyais avoir l'honneur de commander un corps d'armée prussien et non une troupe de brigands. » Les populations avaient été poussées à bout par le pillage des villes et des villages, les incendies, les violences exercées contre les femmes, les tortures odieuses infligées aux malheureux habitants pour leur arracher le secret des cachettes où ils avaient enfoui leur argent. Dans l'Est, les paysans s'armaient de fourches, ou prenaient, les uns de vieux fusils de chasse, les autres des fusils ramassés sur le champ de bataille, et formaient des bandes qui surprenaient les ennemis isolés. Il y avait des villages qu'on avait abandonnés pour se réfugier dans les bois et y dresser des embuscades. L'invasion était menacée de trouver à la longue devant elle un soulèvement populaire comme celui de l'Espagne.

Que serait-il arrivé si Napoléon n'avait pas travaillé, depuis le Consulat, à annihiler les forces populaires et à détruire ce qui restait de l'élan démocratique des grandes armées républicaines? Que trouvait-il pour défendre le sol français? Ce qui restait des vieilles forces de la Révolution, essayant de se relever pour la défense de la patrie envahie. Le grand Carnot lui

avait écrit pour lui offrir ses services : il l'avait envoyé au loin commander la place d'Anvers. Peut-être aurait-il pu mieux utiliser l'« organisateur de la Victoire ». Et qu'étaient les troupes avec lesquelles il faisait cette merveilleuse campagne de France? Ces conscrits sortis hier de leur village, ces gardes nationaux ressemblaient fort aux volontaires de Quatre-vingt-douze. « J'ai, écrivait Napoléon à Augereau, une division de 4.000 gardes nationaux en vestes et en chapeaux ronds, sans gibernes, armés de fusils de toute sorte, dont je fais le plus grand cas : je voudrais bien en avoir 30.000. » A ces paysans soulevés vont bientôt s'ajouter les derniers défenseurs de la capitale, les soldats improvisés de la barrière Clichy, qui se feront tuer pendant que les chefs négocient déjà.

Il avait su du moins utiliser les talents et l'énergie d'un homme qui, au milieu des lassitudes et des défections, devait rester jusqu'au bout une des plus pures figures de notre armée : Drouot s'était déjà révélé, pendant la campagne de 1813, comme un grand général d'artillerie; pendant cette campagne de France, avec un nombre restreint de canons et des munitions difficiles à renouveler, il sut donner à l'artillerie toute la mobilité nécessaire à une armée dont la principale force était dans la rapidité des manœuvres.

Tandis que Napoléon frappait successivement à coups redoublés sur l'armée de Blücher et sur l'armée de Schwarzenberg, un Congrès avait été tenu à Châtillon, pour essayer ou pour paraître essayer de conclure la paix : Caulaincourt y avait représenté la France. Le Congrès avait siégé du 5 au 19 février sans aboutir ; il est probable qu'on ne désirait pas qu'il aboutît d'aucun des deux côtés. Les premiers succès de Napoléon lui avaient rendu toutes ses espérances; les alliés étaient résolus à aller jusqu'au bout. Le 1^{er} mars, ils signaient à Chaumont un nouveau traité d'alliance offensive et défensive pour vingt ans. Ils avaient du temps devant eux.

Ils avaient cherché un plan de campagne qui mît un terme à leurs échecs. Schwarzenberg



Angereau.

(Photo Braun.)

D'après Le Fèvre (Musée de Versailles).

reculerait jusqu'à Langres et tandis qu'il attirerait Napoléon à sa suite, Blücher marcherait sur Paris. Plan dont le succès dépendait d'une condition bien douteuse : c'est que Napoléon aurait l'obligeance de se laisser attirer à la suite de Schwarzenberg. Naturellement, il n'eut garde de le faire. Comme Blücher, aux prises avec Marmont et Mortier, avait passé la Marne et allait sur La Ferté-sous-Jouarre, Napoléon, laissant à Macdonald et à Oudinot le soin de contenir Schwarzenberg, part de Troyes avec 29.000 hommes, et marche contre le Prussien qu'il fait attaquer par Marmont et Mortier (2 mars). Blücher devait être renforcé par les deux corps d'armée du Nord, sous Bulow et Wintzingerode. Mais ils n'étaient pas encore là : le voilà en retraite sur Soissons; retraite fort désordonnée et ressemblant quelque peu à une débandade. Soissons, très mauvaise place, était encore aux mains des nôtres. Si Blücher ne pouvait point y passer l'Aisne, il était condamné à aller chercher un pont beaucoup plus loin, par une marche qui le livrait aux coups des nôtres: il semblait perdu. Il fut sauvé par l'incroyable défaillance du général qui commandait à Soissons (assiégé par Bulow et Wintzingerode), et qui capitula juste à temps pour ouvrir un refuge à Blücher.

C'était un coup terrible : non seulement les nôtres voyaient échapper l'occasion d'écraser l'armée des Prussiens, mais elle avait fait sa jonction avec les 40.000 ou 50.000 hommes de l'armée du Nord; elle redevenait très redoutable. Cependant Napoléon ne désespère pas : il passe l'Aisne à Berry-au-Bac; Blücher l'attend sur les hauteurs de Craonne; la bataille est livrée le 7 mars. Puis Russes et Prussiens se retirent en bon ordre sur Laon. Napoléon compte les y devancer; il se trompe : il y trouve toutes les forces de Blücher; il les attaque, et il a le dessous. Le voilà en retraite sur Soissons avec les 25.000 hommes qui lui restent. Là, il reçoit des renforts, réorganise ses troupes, et marche sur Reims où il détruit un corps russe et prussien (13 mars). Ainsi, jusqu'au bout, il se débat avec une suprême énergie contre la fortune qui lui échappe. Maintenant, le voilà en route pour Arcis. Que veut-il faire? Débordé de toutes parts, il semble avoir conçu la pensée audacieuse de se porter derrière les ennemis, en Lorraine, et d'y ramasser les garnisons des places, pour menacer et assaillir l'invasion en queue. Mais il découvre Paris, sur lequel ils vont marcher. Les alliés ont appris par des correspondances tombées entre leurs mains le désarroi de la capitale. Ils décident de laisser Wintzingerode suivre Napoléon avec un corps composé surtout de cavalerie, et d'aller tout droit frapper l'Empire au cœur.

Cependant les corps qui essayaient de rejoindre Napoléon se heurtaient à des forces ennemies d'une écrasante supériorité numérique. Ceux de Marmont et de Mortier étaient mis en déroute. Deux divisions presque entièrement composées de gardes nationaux, les divisions Paulhard et Amey, donnaient un des plus beaux exemples d'héroïsme de cette glorieuse campagne. Enveloppées de forces dont la supériorité était écrasante, elles battaient en retraite sur Fère-Champenoise d'abord, puis sur les marais de Saint-Gond, sans céder au nombre, sans laisser fléchir leur courage. Formées en six carrés (bientôt réduits à quatre), elles cheminaient sous le feu des canons alternant avec des charges furieuses de 5.000, puis 10.000, puis 20.000 cavaliers, tantôt dans une grêle de boulets, tantôt dans un ouragan de chevaux et de sabres. Sur un peu plus de 4.000 hommes, 500 arrivèrent aux marais où ils trouvèrent un refuge : plus de 2.000 étaient morts, 1.500 blessés ou pris.

Le 30 mars, plus de 100.000 ennemis arrivaient aux portes de Paris, par Bondy et Le Bourget. Napoléon venait de se décider, trop tard, à revenir. Quelques jours avant, il s'était arrêté à Saint-Dizier et il avait infligé un sanglant échec aux troupes de Wintzingerode; il avait appris alors, par les prisonniers, qu'il n'avait affaire qu'à une petite partie de l'armée de Blücher; il avait compris où marchait le reste et il était revenu en toute hâte du côté de Paris, sur Troyes d'abord, puis sur Villeneuve-sur-Yonne. Là, impatient, il avait quitté ses troupes et pris la poste. Au relai, il rencontra un corps de cavalerie qui sortait de la capitale. Paris venait de se rendre : tout était fini.

Il faut dire que rien n'avait été prévu pour la défense. On n'avait même pas laissé entrevoir aux Parisiens, maintenus dans l'ignorance des événements, le péril qui les menaçait, et le bruit du canon ennemi fut pour eux une terrible surprise. Aucun préparatif n'avait été fait pour mettre les barrières en état de résister à une attaque; on n'avait pas réuni les troupes des dépôts

voisins. Il y avait encore dans le peuple de Paris d'ardentes passions pour les causes réunies de la Patrie et de la Révolution : il aurait pu fournir une armée de combattants : mais aux hommes qui demandaient des armes on avait répondu par un refus, bien conforme, d'ailleurs, aux sentiments connus de Napoléon. Enfin, l'Empereur avait eu la fâcheuse idée de laisser la direction du gouvernement nominale à Marie-Louise, en réalité à son frère Joseph, qu'il avait eu l'occasion de juger si sévèrement en Espagne : comme s'il n'avait jamais prévu que Paris pût être attaqué sans qu'il fût là.

Suivant les instructions qu'il avait reçues de lui, Joseph avait fait partir pour Blois Marie-Louise, son fils et les grands dignitaires de l'Empire. Il avait pour défendre la capitale les deux corps de Marmont et de Mortier, qui venaient d'y rentrer, les gardes nationaux, les canonniers invalides et les élèves de l'École polytechnique. Mais il n'était pas homme à essayer une défense sérieuse. Après quelques heures de feu, il fut pris de défaillance, écrivit aux maréchaux qu'il les autorisait à capituler (mais ils mirent son autorisation dans leur poche) et s'enfuit de Montmartre, où il commandait, sur la route de Rambouillet.

Paris n'en fut pas moins défendu toute la journée avec une singulière énergie. Le combat fut le plus sanglant de la campagne de France : 9.000 tués et blessés de chaque côté. Marmont défendit avec acharnement le plateau de Romainville, Mortier, les Buttes-Chaumont, La Villette, La Chapelle. Refoulés peu à peu par le nombre, ils disputaient le terrain pied à pied. Moncey, à la barrière de Clichy, soutenait intrépidement des attaques terribles, à la tête d'une poignée de gardes nationaux et de soldats improvisés. A 4 heures, la lutte n'était plus possible : on entra en pourparlers. Les conditions de la capitulation étaient arrêtées à 6 heures, signées à 2^h 30 du matin. L'armée qui avait défendu la capitale devait se retirer sur la Loire.

Le lendemain, 31 mars, l'armée des alliés faisait son entrée triomphale dans la grande ville, au milieu de la joie des royalistes, de la consternation des patriotes, d'une sorte d'apathie du plus grand nombre, subissant, avec un sentiment instinctif de soulagement, un malheur qui mettait fin aux bouleversements de la guerre. Les troupes victorieuses avaient reçu l'ordre d'être disciplinées et modérées : elles le furent. Seuls certains émigrés furent provocants : l'un d'eux se promenait avec la croix de la Légion d'honneur attachée à la queue de son cheval ; d'autres jetaient la statue de Napoléon à bas de la colonne de la Grande Armée.

Cependant, Talleyrand travaillait à hâter la chute de Napoléon. On sait qu'il avait la vocation de la trahison. Le Tsar était persuadé que la France ne voulait pas des Bourbons, et se serait probablement accommodé d'une régence de Marie-Louise. Il était allé loger chez l'ancien ministre de Napoléon. Les souverains se réunirent dans son salon. C'est Talleyrand qui leur montra le danger d'une régence et recommanda la restauration de Louis XVIII, qui, seul, disait-il, « représente un principe » : un principe que Talleyrand avait combattu toute sa vie, et qu'il devait encore trahir avant de mourir. Il se faisait fort de rallier à la royauté le Sénat impérial, à condition, disait-il, de rassurer la lâcheté des sénateurs, en rendant impossible tout retour de Napoléon. Il fallait pour cela une déclaration des souverains, disant qu'ils ne traiteraient jamais avec le Corse. Il se chargea de rédiger la déclaration. Après quoi il convoqua le Sénat, fit nommer par soixante-deux sénateurs un gouvernement provisoire de cinq membres, dont il était le chef ; puis, le surlendemain, lui fit voter la déchéance de Napoléon et de sa famille, déchéance qu'il fit confirmer par soixante-dix-neuf députés qu'il réunit. Les membres des assemblées napoléoniennes, plats valets guettant un signe du maître, étaient d'avance au service du plus fort.

Restait à obtenir l'abdication de Napoléon. Il venait de haranguer ses soldats à Fontainebleau, il avait vu leur enthousiasme, il s'entêtait contre l'évidence à ne pas désespérer. Mais il avait contre lui tous ses maréchaux. La plupart s'étaient déjà tournés du côté du soleil levant. On avait vu, après Bernadotte, Murat passer dans les rangs des ennemis de la France. Augereau était entré en négociations avec eux. Marmont, chose monstrueuse, venait de promettre de leur amener ses troupes. Tous, gavés de richesses et d'honneurs que la royauté allait leur continuer, étaient excédés d'aventures et de guerres, et ne demandaient qu'à se débarrasser de l'Empereur. Ney, Lefebvre, Macdonald, Moncey, Oudinot poursuivirent Napoléon dans son cabinet, pour lui arracher son abdication. Excédé, brisé, il les congédia et abdiqua en faveur de son fils ; puis, sur le refus des alliés, et après avoir encore lutté vingt-quatre heures, se décida à une abdication complète, pour

lui et sa famille. On assure que, dans l'intervalle, il avait essayé de s'empoisonner. Le 20 avril, au palais de Fontainebleau, dans la cour du Cheval-Blanc, il fit des adieux touchants à sa vieille Garde.

Les alliés lui accordaient en retour, avec une rente de 2 millions, la minuscule souveraineté de l'île d'Elbe, entre la Corse et la côte de Toscane. On donnait le grand-duché de Parme à Marie-Louise.

Napoléon, escorté et surveillé par des représentants des puissances, s'achemina, à travers la France, vers les rivages de la Méditerranée. Il dut ainsi traverser la Provence, qui avait toujours été, en majorité, ardemment royaliste. C'était là qu'on avait déjà vu éclater les sauvages passions



Les adieux de Fontainebleau. — Napoléon et sa garde.

D'après le tableau de Horace Vernet (Musée de Versailles).

d'une première Terreur blanche (en attendant les passions pires de la seconde). Peu s'en fallut qu'il ne fût écharpé dans les petites villes et les villages restés attachés aux fleurs de lys. Il dut prendre un déguisement pour se soustraire aux haines qui le guettaient. Il s'embarqua enfin à Saint-Raphaël.

On raconte qu'un jour il avait eu la fantaisie de demander à ses courtisans ce que le monde dirait quand il disparaîtrait. Et comme chacun, dans sa réponse, épuisait les ressources de l'adulation : « Vous vous trompez, dit-il en riant, le monde dira : Ouf ! »

Tel était en effet le sentiment de ceux qui l'avaient entouré et dont il avait fait la fortune. On l'a vu dans ses maréchaux, même dans ses proches. Tel était encore le sentiment presque unanime, quand, pour les sanglantes aventures où le jetait son ambition, il désolait l'Europe et épuisait la France. Mais, avec lui, c'était la Révolution qui succombait ; les deux causes apparaissaient indissolublement mêlées, et l'on allait bien vite le regretter.

XI. — La première Restauration. — Le retour de l'île d'Elbe.

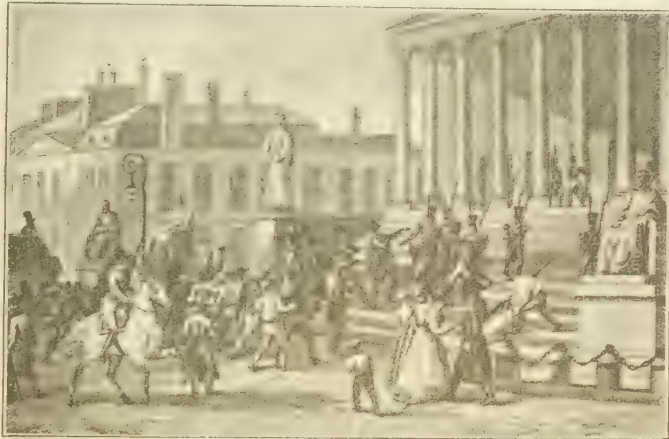
Louis XVIII était maintenant roi de France; mais dans quelle étrange situation ! Ce qui rentrait avec lui, c'était l'infime portion de la France qui, depuis un quart de siècle, s'était séparée de la nation et n'avait point cessé de la détester et de la combattre. Vingt-cinq ans de notre histoire, et vingt-cinq ans qui avaient accompli la besogne de plusieurs siècles, vingt-cinq ans de victoires et de gloire militaire sans égale s'étaient écoulés, depuis que les nouveaux maîtres de ce pays l'avaient quitté; et ces vingt-cinq ans, ils ne les connaissaient que par leurs haines et la rancœur de leurs espérances sans cesse déçues. Le nouveau régime mettait face à face des ennemis qui s'étaient combattus avec fureur sur les champs de bataille de la frontière et de l'insurrection vendéenne. La royauté nouvelle, ce n'était point seulement la domination de l'étranger, qui l'avait imposée : c'était la domination d'une minorité qui détestait tout ce que la France avait fait depuis la prise de la Bastille.

Il est presque fatal que les partis condamnés à l'exil y vivent de chimères et de rancunes. L'absurde aveuglement des émigrés avait, dès le début, étonné l'Europe. On a dit que, quand ils sont rentrés, ils n'avaient « rien oublié ni rien appris ». C'était dire trop peu. Leurs colères, continuellement cuites et recuites depuis 1789, leur avaient fait un état d'esprit spécial. Beaucoup qui étaient partis pénétrés des idées de liberté à la mode sous Louis XVI, revenaient après avoir vieilli dans une pensée fixe de vengeance contre la France moderne, pensée tournée à la longue en fureur de réaction. Un effroyable malentendu allait éclater dès les débuts du Gouvernement nouveau.

La grande masse de la France se résignait à subir les Bourbons, parce qu'elle était excédée des aventures guerrières de l'Empire, et d'un despotisme qu'elle n'avait accepté qu'à cause de la gloire et de la puissance qui en rehaussaient l'éclat. Ce qu'elle attendait de la royauté, c'était le repos et des libertés modérées, mais réelles. Pour les émigrés qui entouraient Louis XVIII, la Restauration était une revanche sur la France révolutionnaire, et un retour à tout ce qu'elle avait détruit.

Il aurait fallu une haute intelligence pour se tirer d'une situation en apparence si inextricable. Louis XVIII était fin, lettré, spirituel : il manquait de génie politique. Comme son entourage, il ignorait tout du pays où il rentrait. Rien ne l'avait préparé à comprendre la France nouvelle. Puis, comment n'aurait-il pas été un peu le prisonnier des fidèles qui avaient été ses compagnons d'exil ou qui s'étaient dévoués pour lui ? Chose curieuse ! L'autocrate russe comprenait mieux que lui la nécessité de faire leur part aux idées de la France telle que l'avait faite la Révolution; et le peu que fit Louis XVIII en ce sens, il le fit, on peut le dire, sous la pression d'Alexandre.

Les sénateurs, en proclamant Louis XVIII (6 avril), avaient mis une condition : c'est qu'il accepterait une constitution improvisée par eux, et jurerait d'y rester fidèle. Louis XVIII n'ac-



Les Prussiens empêchant les députés d'entrer au Palais-Bourbon.
D'après une estampe conservée au Musée Carnavalet.

cepta pas; mais, pressé par le Tsar, il promit une « Constitution libérale » de sa façon. La promesse ne fut tenue que dans une certaine mesure : la « Charte » (ainsi s'appelait l'acte constitutionnel accepté par le Roi) accordait bien un régime parlementaire avec deux Chambres : mais de ces deux Chambres, l'une était nommée par le Roi et composée de « pairs » qui transmettaient leur siège à leurs aînés à titre héréditaire; l'autre, la Chambre des Députés, n'était nommée que par les Français qui payaient 500 francs d'impôts; et pour pouvoir être élu, il fallait payer le double. Dans une nation de 25 millions d'êtres humains, il y avait 12.000 ou 15.000 électeurs, et 4.000 ou 5.000 éligibles; le reste ne comptait pas. La liberté de la presse, solennellement promise, était étrangement restreinte. Tout écrit de courte dimension était soumis à la censure préalable. Ajoutez que Louis XVIII datait la Charte de la « dix-neuvième année de son règne », rayant ainsi d'un trait de plume toute l'histoire de la France depuis 1795, et qu'il avait soin de dire que la Charte était « octroyée », en d'autres termes, que c'était un cadeau qu'il faisait au pays, du droit de son bon plaisir, et qu'il restait maître de retirer. Cette charte, si peu libérale, n'en semblait pas moins aux royalistes intransigeants une concession excessive et humiliante; tout un parti ne cessait de la menacer; en sorte que les libéraux se mirent à la défendre passionnément.

Le Roi était entouré d'un ministère bien vite impopulaire. Talleyrand en était naturellement le personnage principal : cette récompense lui était bien due. Mais il était chargé des Affaires étrangères, et il dut quitter la France pour assister au Congrès. Parmi les autres ministres, M. de Blacas passait pour le favori du Roi : c'était un des émigrés les plus enragés. Le choix du ministre de la Guerre avait été bien malheureux. Le général Dupont était surtout connu pour avoir capitulé en rase campagne à Baylen, devant les troupes de l'insurrection espagnole.

Les officiers de l'armée étaient à bon droit suspects au Gouvernement nouveau : ils étaient à peu près tous attachés au pouvoir tombé. Dupont en mit 10.000 à la retraite et 12.000 en non-activité avec demi-solde. Au point de vue politique, c'était répandre dans le pays, et en quelque sorte mobiliser 22.000 ennemis de la royauté qu'on exaspérait, et qui, dans leur désœuvrement, n'allaient avoir d'autre occupation que d'exhaler et de propager leur haine pour le régime nouveau. Dupont ne resta pas longtemps au ministère : il fut remplacé au mois de décembre par le maréchal Soult, qui irrita l'opinion par des poursuites maladroites contre le général Exelmans, pour une lettre imprudente écrite à Murat, et eut l'humiliation de le voir acquitté par le Conseil de guerre. D'autres mesures inquiétaient et irritaient la nation, notamment celle par laquelle Beugnot imposait le repos des dimanches et fêtes : mesure qui n'avait pas, alors, la signification qu'on lui attache aujourd'hui; on y voyait un retour à la législation de l'ancien régime, où les fêtes religieuses étant absurdemment multipliées, et l'Église obligeant despotiquement à les chômer toutes, le paysan n'avait plus le droit de travailler à son champ pendant une notable partie de l'année. Rien n'avait été plus impopulaire, sous l'Empire, que le rétablissement des impôts indirects, sous le nom de « droits réunis ». Pour préparer la Restauration, on avait promis leur suppression au nom de Louis XVIII, et il les maintenait.

Mais plus encore que les actes du Gouvernement, l'attitude et les menaces du parti victorieux exaspéraient le pays. Les nobles, les prêtres se croyaient en pays conquis. La morgue de l'ancienne aristocratie irritait un pays habitué à l'égalité et une bourgeoisie que 1789 avait rendue puissante; des prédications violentes, où la passion politique se donnait libre carrière, blessaient et alarmaient la foule. Une question brûlante, surtout, jetait dans la masse du pays de profondes inquiétudes mêlées de sourdes colères. La Révolution avait vendu, sous le nom de biens nationaux, les propriétés de l'Église, des émigrés et de la Couronne, maintenant partagées entre d'innombrables possesseurs, et les paysans en avaient leur large part. La royauté avait été forcée de promettre de ne point toucher à ces acquisitions; mais les royalistes et le clergé ne se résignaient pas au fait accompli. Ils tempêtaient contre cette propriété nouvelle. On dénonçait les acquéreurs de biens nationaux. On mettait leurs droits en question. Une grande partie du pays se sentait menacée dans ses propriétés.

Tout cela, en faisant détester la royauté, refaisait le pays bonapartiste. Ajoutez l'humiliation nationale, la mutilation du territoire, l'action des soldats si fanatiques de Napoléon dans les

campagnes où ils revenaient et propageaient le culte du conquérant. Les classes populaires détestaient le régime nouveau; l'armée ne cachait pas sa haine; on continuait à acclamer le nom de Napoléon dans les casernes.

L'impression se répandit rapidement que le pouvoir royal serait vite renversé, et l'on se mit à conspirer; le misérable Fouché travaillait fort en ce sens. Tout régicide qu'il était, il avait offert ses services à la Restauration, et tâché d'entrer au moins à la Chambre des Pairs. N'étant point accueilli, il se jeta dans les complots. Pour qui? Il s'en fallait de beaucoup que toutes les intrigues nouées le fussent au profit de Napoléon. La Régence étant devenue impossible, parce que la cour d'Autriche gardait le roi de Rome à Vienne, on songeait de plus en plus au duc d'Orléans, devantant de quinze ans ce que devait accomplir la Révolution de Juillet. C'est de ce côté



(Photo Crété.)

« Mieux vaut tard que jamais.

D'après une caricature anonyme.

que Fouché penchait. Une conspiration militaire était formée : Drouet d'Erlon devait entraîner sur Paris les troupes du 16^e corps. On comptait ne trouver de résistance que dans la maison militaire du Roi.

Cependant Napoléon gouvernait l'île d'Elbe, occupation médiocre pour un tel homme. Il avait de gros motifs d'irritation. On ne lui donnait pas un centime de la rente de 2 millions qu'on s'était engagé par traité à lui servir. L'île d'Elbe fournissant peu de ressources, il vivait sur le petit trésor qu'il avait pu sauver dans son naufrage. Il avait des griefs plus forts : il n'avait plus ni femme ni fils. Marie-Louise restait loin de lui : on avait mis à côté d'elle un certain comte de Neipperg, qui s'était emparé de cette faible et misérable nature, comme il en avait probablement reçu la mission, et qui ne paraît pas avoir eu grand-peine à lui faire oublier qu'elle était épouse et mère. Quant au pauvre enfant, on le gardait à Vienne, dans une sorte de demi-séquestration, où l'on écartait avec soin de lui tout ce qui aurait pu lui apprendre ou lui rappeler de quel père

il était fils. Dès lors, commençait pour lui cette sorte de captivité matérielle et morale, où il devait languir toute sa vie et mourir à vingt et un ans.

Quand Napoléon apprit où en étaient les choses en France, sa résolution fut vite prise : il fit ses préparatifs de départ. Le 13 février 1815, il avait appris d'un ancien auditeur au Conseil d'État, Fleury de Chaboulon, la conspiration qui allait éclater. Le 26, il s'embarquait avec 1.100 hommes de la Vieille Garde, un bataillon corse et des ballots de deux proclamations au peuple et à l'armée, qu'il avait fait imprimer la veille. « L'aigle, avec les couleurs nationales, disait-il, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. » Il disait vrai.

Après avoir passé inaperçu au milieu des croisières anglaises et françaises, le brick qui le portait et les six petits bâtiments qui l'accompagnaient abordèrent le 1^{er} mars au golfe Jouan, entre Cannes et Antibes. Il envoya aussitôt un capitaine et vingt grenadiers à la citadelle d'Antibes, pour soulever la garnison : elle les fit prisonniers. C'était de mauvais augure, mais ce fut la seule



Napoléon quitte l'île d'Elbe.

D'après le tableau de Beaume.

résistance rencontrée jusqu'à Paris. On conseillait à Napoléon d'enlever Antibes : il refusa sagement, disant qu'il lui suffisait de devancer la nouvelle de cet échec.

Il n'avait garde de prendre la grande route de Paris, par la vallée du Rhône ; il lui aurait fallu traverser cette Provence royaliste où il avait failli être écharpé. Il se jeta dans les Alpes pour gagner Grenoble et Lyon. Le 3 mars, il était à Castellane, le 4 à Digne, le 5 à Gap, le 6 à Corps, à une étape de Grenoble, traversant des populations curieuses de le voir, mais hésitantes. C'est en entrant dans le Dauphiné qu'il allait trouver d'ardentes sympathies.

Comme il arrivait à Grenoble, il rencontra en avant du village de Laffray le commandant de Lessart, avec un bataillon du 5^e de ligne et une compagnie du génie. Les soldats résistaient aux oburgations des officiers que Napoléon leur envoya. Lui-même alors s'avança. « Feu ! » cria un officier. Mais les fusils tremblaient dans les mains des hommes : pas un ne tira. Alors Napoléon : « S'il y en a un seul qui veuille tuer son empereur, je m'offre à ses coups ! » Ce ne fut qu'un grand cri de : « Vive l'Empereur ! » Les soldats jettent leurs cocardes blanches et entourent Napoléon en l'acclamant.

A dater de ce moment, la marche ne fut plus qu'une promenade triomphale. A Grenoble,

tout embrassait passionnément la cause de Napoléon : les troupes, le peuple, les paysans qui le soir, aux lueurs des torches, envahissaient la ville, armés de fourches et de vieux fusils. Les ouvriers du faubourg défoncent les battants d'une des entrées de Grenoble, et en apportent les morceaux à Napoléon, disant qu'à défaut des clefs de la ville, ils lui en livrent la porte. Le 7^e de ligne, sous son colonel La Bédoyère, se joint à la poignée de troupes venues de l'île d'Elbe. Napoléon fait son entrée dans la ville, au milieu des acclamations, à travers les rues illuminées.

A Lyon, le frère du Roi, le comte d'Artois, qui était venu organiser et commander la résistance, n'attendit même pas l'arrivée de Napoléon (10 mars). Il comprit bien vite qu'il avait contre lui la population et les troupes, et s'enfuit précipitamment. Le maréchal Macdonald le suivit de quelques heures, après avoir vu toute la garnison passer sous les drapeaux de Napo-



Louis XVIII s'enfuit de Paris dans la nuit du 19 au 20 mars 1815.

D'après la gravure de P.-M. Alix.

léon et le peuple recevoir l'Empereur avec des cris d'enthousiasme, pendant que des manifestations violentes contre les royalistes et les prêtres éclataient çà et là dans la ville.

C'est dans les mêmes conditions que Napoléon, parti de Lyon le 13 mars, arrivait le même jour à Mâcon, le 14 à Chalon, le 15 à Autun, le 16 à Avallon, le 17 à Auxerre, le 20 au matin à Fontainebleau, et le soir à Paris, où l'on remarqua fort qu'un marronnier des Tuileries s'était couvert de fleurs avant la saison, comme pour fêter sa bienvenue. Le « marronnier du 20 mars », aujourd'hui mort, est resté longtemps célèbre. Louis XVIII n'avait pas essayé de défendre son trône. Il était parti prudemment la veille au soir et gagnait la Belgique.

Ney, si intrépide, si héroïque au feu, tomba en politique au-dessous de tout. Il était parti pour prendre le commandement de son corps d'armée, en se vantant de « ramener Napoléon dans une cage de fer ». Il vit que ses troupes passaient en masse à l'Empereur : il fit comme elles.

XII. — Les Cent-Jours. — Waterloo.

Il n'y eut pas en France de résistance sérieuse au rétablissement de l'Empire, si ce n'est en Vendée. A Bordeaux, la duchesse d'Angoulême parcourut en vain les casernes pour rallier les soldats à la royauté. Elle dut se réfugier bien vite à l'étranger. A Toulouse, le duc d'Angoulême recruta quelques volontaires; mais dès qu'ils furent sortis de la ville, on y arbora le drapeau tricolore. Dans la vallée du Rhône, Masséna joua un rôle assez étrange : il organisa une bande de royalistes; mais, après un petit succès, elle dut capituler le 8 avril. En Vendée et en Bretagne, ce fut plus sérieux : l'insurrection eut des forces menaçantes; Louis XVIII envoya le jeune Larochejaquelein pour les commander; mais il fut tué dans un petit combat au mois de mai.

Napoléon ne pouvait pas songer à restaurer le despotisme impérial : il eût été trop singulier que la royauté, si vite renversée, laissât après elle un souvenir de liberté relative. Il fallait bien qu'il se décidât à faire appel à des hommes et à des idées populaires. Il donna le ministère de l'Intérieur à Carnot, qu'on a vu lui offrir ses services quand la France allait être envahie, et qui avait admirablement défendu Anvers. En même temps, il confiait la police à Fouché qui se vantait d'avoir conspiré pour son retour. C'était introduire la trahison dans le Gouvernement. Enfin il se résigna à donner une Constitution libérale. Mais, s'estimant mal préparé pour une telle œuvre, il chercha quelqu'un pour lui élaborer un projet, et choisit Benjamin Constant.

Le grand écrivain, l'éminent penseur auquel il s'adressait, n'était pas un ami de l'Empire. Sous le Consulat, il avait été l'orateur le plus éloquent de l'opposition du tribunal. Sous l'Empire, il avait vécu dans un exil à peu près volontaire, attaché qu'il était à M^{me} de Staël par les liens d'une profonde affection. Mais il était de ceux qui avaient vu, avec le plus d'anxiété, l'esprit de recul qui entraînait la Restauration. Il prépara un projet de constitution analogue à la Charte, mais beaucoup plus libéral, avec deux Chambres, des députés élus aussi par un suffrage censitaire, mais plus large (100.000 électeurs environ au lieu de 15.000), des ministres responsables devant le Parlement, les délits de presse ne relevant que du jury. On s'amusa à donner à cette constitution le sobriquet de « Benjamine ». Napoléon l'intitula « Acte additionnel aux constitutions de l'Empire ». L'acte additionnel fut soumis à un plébiscite, et accepté par 1.500.000 voix contre 4.000 ou 5.000. La Chambre élue contenait une majorité de républicains et de libéraux. Napoléon voulut célébrer le nouveau régime par une grande fête, que, pour rappeler de vieux souvenirs historiques, il appela le Champ de Mai, quoi qu'elle fût donnée au Champ de Mars et le 1^{er} juin.

Ce n'est point sans répugnance que le maître impérial acceptait un tel régime de liberté « On me pousse dans une route qui n'est pas la mienne, disait-il...; la France me cherche et ne me retrouve plus. »

Pour le moment, la tâche urgente, c'était la guerre. Napoléon aurait bien voulu la paix. Mais l'Europe n'eut pas un instant l'idée de la lui accorder. Les représentants des puissances étaient réunis à Vienne; les alliés s'y étaient un peu brouillés : le retour de Napoléon les reconcilia. Leur unique pensée était d'en finir avec lui. Une passion implacable leur dictait cette résolution. D'ailleurs, il faut bien le dire, la paix ne leur avait offert nulle garantie de durée. On s'arma des deux côtés. La France impériale eut vite refait une armée : il semble que les alliés n'aient pas su s'affranchir de leurs lenteurs habituelles. Napoléon eut le temps de porter la guerre en Belgique, avant qu'ils aient pénétré sur notre territoire.

Il allait y trouver deux armées ennemies : une armée anglaise commandée par Wellington et grossie de contingents de Hollande, d'Allemagne et des Pays-Bas; une armée prussienne, occupant les bords de la Meuse sous les ordres de Blücher. Les Français débouchèrent entre les deux pour les diviser. Une étrange trahison ouvrit la campagne. Napoléon avait confié une division à un ancien émigré, un ancien chef de chouans, qu'il avait fait général, Bourmont. Ce Bourmont, dès le début (14 juin), abandonna ses troupes et passa à l'ennemi. Au reste, on commença par deux brillants succès remportés le même jour (16 juin). Tandis que Ney battait les

Anglais à Quatre-Bras, Napoléon, à Ligny, infligeait une sanglante défaite aux Prussiens. Le lendemain soir, il rencontrait toute l'armée anglaise aux environs de Bruxelles et en avant de Waterloo. Le 18, avait lieu la bataille qui devait peser sur notre histoire d'un poids si tragiquement décisif.

Une épaisse forêt, la forêt de Soignes, s'étend au sud de Bruxelles. Le champ de bataille est situé immédiatement au sud de la forêt. Victor Hugo en a donné l'idée par une image frappante. Imaginez un A immense, dont le sommet est tout près du bois de Soignes, dont les deux jambages sont formés par les deux routes de Nivelles et de Genappe, et dont un chemin creux, celui d'Ohain à Brenne-l'Alleu, représente la barre transversale. A l'angle aigu de l'A se trouve le mont Saint

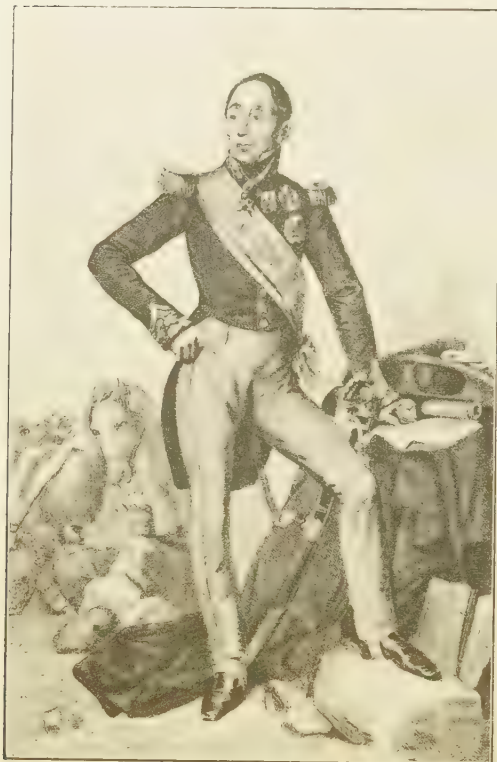


(Photo Creté.)

Retour de Napoléon aux Tuileries (20 mars 1815).

Jean, au point le plus élevé d'une hauteur sur laquelle Wellington s'était placé et fortifié. Napoléon était sur le jambage de droite, sur la route de Genappe, à la ferme de Rossumme, séparé par trois mouvements de terrain successifs de la pente du mont Saint-Jean. Les Anglais occupaient en général le terrain en arrière du chemin creux; mais, en avant, ils s'étaient fortement retranchés dans le château d'Hougoumont ou de Goumont, placé au milieu des deux jambages de l'A. C'est surtout dans ce sinistre triangle de terrains mouvementés que des milliers d'hommes ont lutté avec une fureur désespérée, inondé le sol de leur sang, couvert les champs de leurs cadavres. Les noms des hameaux et des fermes épars dans ce triangle, comme La Haie Sainte et La Belle-Alliance, en ont gardé une glorieuse et affreuse renommée. Mais le combat a débordé à droite et à gauche, surtout à droite. Wellington n'avait que 70.000 hommes, ayant détaché un corps important à quelque distance, à Hale, pour qu'on ne pût point le tourner par sa droite. Napoléon en avait 72.000, sans compter les troupes qu'il avait envoyées sous Grouchy, à la poursuite des Prussiens

vers Liège. Il était supérieur à Wellington en cavalerie et en artillerie. En somme, les forces étaient à peu près égales. Verrait-on, avant le dernier moment, tomber dans l'un ou l'autre des plateaux de la balance, soit l'armée prussienne de Blücher, battue l'avant-veille à Ligny, soit les troupes françaises avec lesquelles Grouchy la poursuivait? Wellington avait pleine confiance dans le concours que l'armée prussienne lui apporterait tôt ou tard. Après les deux batailles du 16, les deux généraux en chef ennemis s'étaient rencontrés au moulin de Bry, et s'étaient réciproquement promis que celui des deux qui serait attaqué par l'armée française pourrait compter sur l'appui de l'autre : en conséquence, au lieu de battre en retraite sur Liège, Blücher avait obliqué sur Wâvre, pour se rapprocher des Anglais et des troupes prussiennes y avaient passé la nuit du 17 au 18.



Grouchy, maréchal de France.
D'après la peinture de Rouillard.

De son côté, que faisait Grouchy? Il avait perdu le contact de l'armée prussienne et ne savait de quel côté elle s'était dirigée. Il était à Gembloux, sur la route de Bruxelles à Namur; à huit ou neuf lieues du champ de bataille. Il avait de là envoyé deux dépêches à Napoléon : l'une à 10 heures du soir, le 17, l'autre à 2 heures du matin, le 18, pour lui annoncer qu'il ignorait la direction prise par les Prussiens, et lui demander ses instructions. Or Napoléon ne lui répondit que le 18 à 10 heures du matin, une heure et demie seulement avant d'engager la bataille. Il lui donnait l'ordre de marcher sur Wâvre, c'est-à-dire vers lui. Comptez le temps nécessaire pour que cet ordre arrivât à Grouchy et ajoutez-y le temps que les troupes mettraient à franchir de telles distances : il leur était manifestement impossible d'arriver sur le champ de bataille le 18, sinon fort avant dans la nuit. On rappelle, il est vrai, que dans des circonstances analogues, à Marengo, Desaix, sans attendre les ordres du premier Consul, était venu le rejoindre, avait trouvé la bataille perdue et avait changé la défaite en victoire. Mais Grouchy n'était pas un Desaix.

Napoléon lui-même, d'ailleurs, n'était plus l'homme de ses beaux jours. L'éclair de jeunesse qui l'avait électrisé dans la campagne de France était passé. Ajoutez qu'il était ma-

lade et avait peine à se tenir à cheval. Une étrange lassitude était écrite sur la pâleur de son masque. « En voyant cette figure de suif », dit crûment un de ses généraux, « on avait une impression de mauvais augure ».

Il débuta par une faute : il commença son attaque très tard. Un orage effroyable avait éclaté le 17, détrempé la campagne, et changé les routes en rubans de boue. La pluie avait continué à tomber jusqu'à 10 heures du matin, le 18. Napoléon, dit-on, voulut attendre que le soleil eût un peu séché le sol. Quoi qu'il en soit, ce n'est qu'à 11 heures qu'il donna ses ordres, et à 11^h 30 qu'il donna le signal du combat.

On commença par l'attaque du château d'Hougoumont. Quatre compagnies de la Garde anglaise défendaient le château. Un bataillon de Nassau défendait les dépendances. Partout de redoutables préparatifs, des murs crénelés ou pourvus d'échafaudages du haut desquels on pouvait tirer à l'abri. Devant le château, un petit bois dont il fallait d'abord s'emparer. La brigade Baudin se jette sur la position et perd, dès le début, son général tué par une balle. La brigade Joye partage ses



Napoleon à Wagram,
Par Jazet, d'après Stubbs.

efforts. Les nôtres sont maîtres du petit bois; mais derrière, ils se heurtent soit à des troupes qui les fusillent, cachées derrière les haies, soit à des murailles formidables, à de solides maçonneries d'où sort un feu meurtrier. Quelques compagnies, avec des sapeurs du génie, attaquent intrépidement à coups de hache la porte nord du château; presque tous y périssent. Wellington envoie au secours du château un bataillon de Brunswick, qui, avec les gardes anglais, rejette au milieu du petit bois les nôtres déjà épuisés et décimés par cette lutte terrible. Le fatal château résistera jusqu'au bout : vers la fin de la journée, Napoléon le fera bombarder, détruire et incendier à coups d'obus. Des centaines de blessés périront dans les flammes; mais les nôtres n'auront pas la position. Depuis, une ferme s'est installée dans les ruines du château; on voit dans sa cour un puits sinistre où furent jetés 300 cadavres.

Il était un peu plus d'une heure, et de la ferme de Rossomme où il se tenait, Napoléon commençait à apercevoir avec sa lunette à l'extrême horizon des masses noires qui s'acheminaient vers le champ de bataille. Il envoya reconnaître ce que c'était : il ignorait encore qu'étaient les premiers Prussiens. En même temps, il dirigeait une puissante attaque contre les positions anglaises. La brigade Guiot devait emporter la ferme de La Haie Sainte, Ney et Drouet d'Erlon, avec quatre divisions, traverser le chemin creux, et emporter le mont Saint-Jean que 78 canons criblaient de leurs projectiles pour préparer l'opération.

Tandis que la brigade Guiot, conduite par Ney lui-même, assaillait avec une vigueur extraordinaire La Haie Sainte, défendue de même, et que les bâtiments, le jardin, le verger devenaient le théâtre d'une lutte acharnée, quatre énormes et profondes colonnes, marchant de front, déployant chacune 150 ou 200 hommes à leur tête, et échelonnant derrière douze, vingt et jusqu'à vingt-sept rangées de poitrines humaines et de fusils serrées les unes contre les autres, roulaient leurs masses compactes sur la pente du vallon qui séparait les deux armées, pour remonter sur la pente opposée.

Sitôt que, repoussant devant elles les premières troupes anglaises, elles avaient franchi le chemin creux, passant à travers les haies qui le bordaient, et qui les forçaient à se diviser un peu,



Généraux en chef des armées coalisées.

D'après une gravure de A. Legrand (Cabinet des estampes).

elles étaient reçues par une fusillade meurtrière, de droite et de gauche. Elles tenaient bon cependant : le général anglais Picton était tué à la tête de ses troupes; c'était un pêle-mêle effroyable, quand les 1.200 dragons anglais de la brigade Ponsonby se ruèrent sur les nôtres de toute la masse de leurs chevaux, les jetant dans un désordre effroyable, au milieu duquel elles perdaient deux drapeaux. Mais, emportés par leur élan, les dragons anglais vont trop loin : voilà qu'à leur tour nos cuirassiers et nos lanciers se jettent sur eux, tuent leur chef, Ponsonby, et en détruisent plus de moitié.

Il était alors 3 heures environ. Les corps des morts et des blessés jonchaient le sol rouge de sang. Et le but n'était pas atteint : les Anglais tenaient encore bon sur leurs positions. Wellington était résolu à y rester comme enraciné, dût-il faire détruire toutes ses troupes. Il avait foi dans l'arrivée des Prussiens; il était obstiné à les attendre, coûte que coûte. On aurait plutôt arraché un



Cambronne.

Gravure de Geoffroy père, d'après un dessin de G. Staal.
(Cabinet des estampes.)

roc de granit que de le faire reculer. On a plus d'une fois répété qu'il n'avait jamais mieux mérité son surnom d'« Iron Duke » (« le duc de fer »). On peut contester qu'il ait déployé, ni là ni ailleurs, les combinaisons d'un grand homme de guerre; mais il mérita la victoire par une force de volonté extraordinaire. On lui demandait ses instructions : « Tenir bon jusqu'au dernier homme. » Un autre lui demandait des renforts (qu'il n'avait plus); il répondait : « Qu'il n'y compte pas, et qu'il continue la défense. » L'étonnante solidité du soldat anglais doublait à merveille la fermeté inébranlable du chef. S'il n'a pas le brio, l'élan du Français, le soldat anglais a un courage froid, et comme rivé à son poste, d'une étonnante puissance de résistance. S'il semblait faiblir dans la bourrasque de feu, de fer et de plomb : « Allons ! Garçons, criait Wellington; que dira la vieille Angleterre si elle apprend que vous avez reculé ? » Du choc de cette résistance enragée et de l'héroïsme impétueux des vainqueurs de toute l'Europe, sortait un combat de géants, affreux par le massacre qu'il semait sur la campagne, mais tout éclatant de gloire militaire.

Cependant, on commençait à voir la victoire se prononcer pour nous, et le bruit de la défaite probable de Wellington répandait déjà

l'alarme à quelque distance, quand les Prussiens se mêlèrent à l'action. Le corps de Bulow arrivait le premier, à l'est du champ de bataille. Il attaquait notre extrême droite au village de Plancenoit, un peu en dessous du triangle de terrain que j'ai décrit, et où le combat faisait rage, un peu à droite de la route de Genappe. C'est Lobau qui occupait le village. Il repoussa d'abord l'ennemi; mais celui-ci voyait ses forces grossir sans cesse. Napoléon y envoyait des renforts : pas assez vite, pour que le village ne tombât pas aux mains des Prussiens, mais assez pour le leur reprendre.

Il comprit qu'il n'avait plus d'espoir que dans un suprême effort contre les positions anglaises, et c'est alors qu'il jeta la Garde impériale « dans la fournaise », comme dit Victor Hugo. Dix bataillons de grenadiers et de chasseurs, six formant six colonnes d'attaque, quatre en réserve, deux batteries d'artillerie à cheval sur les flancs, le tout sous les ordres de Ney, vont monter à l'assaut du mont Saint-Jean. Napoléon les a disposés lui-même. La charge bat; les colonnes se précipitent. Wellington, en voyant ces hommes d'élite reconnaissables à leur uniforme, comprend que la partie décisive va se jouer et prépare la résistance. Les bataillons de Brunswick et de Nas-

sau en deux colonnes; derrière, la brigade de Maitland, sur quatre rangs couchés dans un pli de terrain; à droite, la division Maille. Mais rien ne tient devant les nôtres. Ney s'élance devant eux, l'épée à la main. Ils enlèvent à la baïonnette les batteries qui les foudroient. Ils culbutent le bataillon de Brunswick, puis le contingent de Nassau. A sa tête, le prince d'Orange est renversé par une balle. Les Français poussent de grands cris de victoire. C'était donc la victoire? Non, c'était le désastre. A ce moment (on était arrivé au soir), la masse des Prussiens tombe sur eux.

Qu'on imagine cette chose effroyable : depuis de longues heures, deux armées sont aux prises; on lutte désespérément; on tue, on meurt; on est épuisé, mais on tient la victoire, on raidit, pour la compléter, ses dernières énergies; quand, soudain, tombe sur la mêlée une armée de plus : le combat finissait; un nouveau combat recommence, contre des troupes toutes fraîches. On voit



Égypte.
Bataille des Pyramides.

Passage du mont Saint-Bernard
(17 mai 1800).

Époques.

Paix de Tilsit
en 1807.

Abdication
à Fontainebleau,
(Photo Crété.)

s'écrouler le résultat de tant d'efforts : tout est à refaire quand on n'a plus de forces, et à refaire contre des masses intactes. Qu'alors on devienne la proie d'un sombre désespoir, d'un désespoir aveugle et fou; que les bataillons de combattants se transforment en troupeaux de fuyards; que la déroute éperdue emporte les plus braves dans ses flots désordonnés; comment s'en étonner? N'est-ce point la fatalité même? Pourtant, des efforts héroïques furent tentés jusqu'au bout contre l'implacable destinée. Ney était comme transporté par la fureur du combat. Il eut cinq chevaux tués sous lui. Il semblait appeler la mort. Il criait à Drouet d'Erlon : « Est-ce que tu ne te fais pas tuer, toi? » Tout était inutile. La déroute chassait sur toutes les routes, à travers les champs, dans les ombres du soir qui tombait, les débris épars de ce qui avait été l'armée française, poursuivis et sabrés impitoyablement par la cavalerie ennemie.

La vieille Garde impériale tint bon jusqu'au bout. On sait le courage surhumain dont fit preuve le 2^e bataillon du 3^e régiment de grenadiers. Il était enveloppé de toutes parts, et réduit à 300 hommes; on lui criait de se rendre : formé en carré, il s'obstinait à lutter encore. La cavalerie

ennemie l'assaillait sur ses quatre faces : il lui opposait, sur ses quatre faces, un mur infranchissable de baïonnettes. La mort frappait dans ses rangs à coups redoublés : les rangs se serraient et l'on continuait la lutte. La nuit tombait : cette masse sombre restait inébranlable dans le crépuscule. On fit venir du canon pour briser les angles du carré : le canon n'en vint pas à bout. Quand ils furent en trop petit nombre pour fournir des hommes aux quatre faces du carré, ils continuèrent la lutte en triangle. Quand il n'en resta plus assez, ils se jetèrent à la baïonnette sur les chevaux, et périrent un à un.

C'est là que se trouvait Cambronne, grièvement blessé, couché sur le sol. On sait le mot qui lui fut attribué : « La Garde meurt, et ne se rend pas. » Mot qu'on a également prêté au général Michel, mort là aussi. Les deux attributions semblent douteuses. On sait encore qu'une autre tradition, accueillie par Victor Hugo dans les *Misérables*, veut que la réponse de Cambronne ait été beaucoup plus triviale et plus soldatesque. Au surplus, le souvenir de cette poignée d'hommes combattant héroïquement jusqu'au dernier souffle du dernier soldat, n'a pas besoin d'un mot à effet pour garder sa grandeur épique.



Un grenadier de la Vieille Garde (1809).

D'après le tableau de N.-T. Charlet.

DE LA RESTAURATION AU SECOND EMPIRE



Charles X passe la garde nationale en revue au Champ de Mars.
Par Vernet (Musée de Versailles).

La Restauration
Le Règne de Louis-Philippe
La Seconde République
Le Second Empire

par

Camille Pelletan



Louis XVIII dans son cabinet.
Par le Baron Gérard (Musée de Versailles).

(Photo Giraudon.)

LA RESTAURATION

I. — Restauration.

Le 19 juin, une sorte d'énorme débâcle humaine roulait tumultueusement sur les routes qui traversent la frontière belge, des cohues éparses et confuses d'hommes et de chevaux : la déroute de Waterloo. Sur leurs talons, Anglais, Allemands, Hollandais, Autrichiens nous apportaient toutes les horreurs de l'invasion.

Cette fois, il ne restait plus qu'à se soumettre à la destinée.

La Révolution, dans des situations à peu près aussi désespérées, avait électrisé toutes les énergies nationales et retourné la fortune. Mais les forces vives qui lui avaient permis de le faire étaient épuisées. Quinze ans de despotisme et de guerres de conquête les avaient détruites. Le peuple, où survivait un puissant sentiment national, avait été annihilé. D'ailleurs, les suprêmes efforts étaient également impossibles sans Napoléon, qui seul pouvait les diriger, et avec Napoléon, qui leur donnait le caractère des dernières convulsions d'une ambition effrénée.

Il était perdu cette fois de façon définitive. Le 21 juin, il rentrait à Paris, parlant encore de lever une nouvelle armée. Folle illusion, qu'une clameur universelle détruisit aussitôt. Dès le lendemain, il signait son abdication en faveur de son fils : mais quelle valeur pouvait avoir cette dernière restriction ? Quelques jours après, il se décidait à fuir, et partait pour Rochefort. Il voulait s'embarquer pour l'Amérique : mais la flotte anglaise lui en fermait la route. Il eut alors l'idée funeste de s'en remettre à la générosité de ses pires ennemis et se fit conduire à bord d'un navire anglais, le *Bellérophon*. Il s'y présenta de façon théâtrale ; il se rappelait le

grand Athénien qui s'était réfugié chez les Perses, qu'il avait si cruellement battus, et y avait été reçu avec de grands honneurs : « Comme Thémistocle, dit-il, je viens m'asseoir au foyer du peuple britannique. » Il était peu probable que ce souvenir classique suffît à désarmer ou à adoucir la haine de l'Angleterre. Et, en effet, elle ne la fléchit point.

L'Angleterre a, parmi ses colonies éparses sur toute la surface du globe, une petite île perdue dans les immensités de l'Atlantique austral. Là, loin de tous les continents et de tous les archipels, les forces volcaniques cachées sous l'écorce terrestre ont fait jaillir, du plus profond des abîmes océaniques, un bloc de basalte isolé au milieu des espaces indéfinis parcourus par les vagues; rocher bon tout au plus à servir de lieu de repos aux énormes et infatigables oiseaux de mer qui, portés sur leurs ailes d'envergure colossale, traversent sans cesse, dans les nuées, les plus effrayantes étendues marines de la planète. Peu de points de la terre sont plus sinistres que cette île minuscule, large de trois lieues sur quatre de long, enveloppée d'abîmes, de flots et d'écume sur d'incroyables distances. La terre continentale la plus proche, un rivage des régions les plus sauvages de l'Afrique, est à 1.200 kilomètres. L'île surgit au milieu des eaux, entourée de noirs rochers à pic d'une hauteur vertigineuse, comme d'un lugubre mur de prison sans ouver-

6. août 1815

Les puissances alliées ont par leur traité de Vienne obtenu
 de rétablir l'empire de Napoléon sur le trône de France
 et de lui donner pour roi son fils, le duc de Normandie.
 Napoléon a accepté cette proposition et a signé le traité de Fontainebleau.
 Il a été conduit à l'exil sur l'île de Sainte-Hélène.

Fac-simile de l'abdication de Napoléon.
 Conservé à la Bibliothèque Nationale.

ture. A peine laissent-ils place, comme entrée, à un mauvais petit port. Là, on est bien séparé du reste du monde, et comme hors de la planète. L'île n'étant sur aucune des grandes routes des navires, on n'y a que rarement la consolation de voir, comme souvenir de la terre des vivants, passer une voile à l'horizon.

C'est cette île, Sainte-Hélène, que l'Angleterre donna pour cachot à Napoléon. Le gouverneur, Hudson Lowe, infligea-t-il au vaincu les vexations gratuites dont on l'a accusé? Cela est fort contesté. Mais il avait une fonction de geôlier, et de geôlier qui devait à tout prix empêcher l'évasion d'un tel prisonnier, adoré par trop de fanatiques, pour qu'on n'eût pas à redouter une tentative pour le sauver, si difficile qu'elle fût. Et cela suffisait pour faire prendre des précautions inévitablement vexatoires. Napoléon vécut là plus de cinq, près de six mortelles années. Il y avait débarqué le 17 octobre 1815 : il y mourut le 5 mai 1821. Un saule pleureur y jeta pendant longtemps son ombre sur ses restes qui, on le sait, devaient être rapportés sous Louis-Philippe aux Invalides. Mais, dès son arrivée à Sainte-Hélène, il était comme mort pour la politique européenne, avec laquelle il ne pouvait plus avoir aucun contact.

Il avait à peine quitté Paris qu'on travaillait à rendre la capitale aux alliés sans la défendre. Il n'y restait d'autorité que celle des deux Chambres; elles s'épuisaient en efforts fatalement stériles pour faire des conditions aux vainqueurs et en obtenir des garanties; d'ailleurs, le pouvoir qu'elles avaient créé les jouait et les trahissait. Elles avaient institué un gouvernement



La Barrière de Clichy.

Par H. Vernet (Musée du Louvre).

provisoire de cinq membres, parmi lesquels se trouvait Carnot. Mais le président était le misérable Fouché, qui comptait enfin obtenir de la Restauration la récompense qu'elle lui avait refusée en 1814; dupant les Chambres et ses collègues, il entra aussitôt en négociations avec Louis XVIII et Wellington pour se faire leur agent secret. L'armée vaincue à Waterloo s'était ralliée à Paris; elle était capable d'un effort désespéré, dont le succès était impossible, mais dont les ennemis aimaient mieux se voir épargner les hasards. Fouché fit signer au faible Davout (15 juillet) une capitulation qui ouvrait Paris aux envahisseurs, et renvoya l'armée au delà de la Loire. Il fallut encore la disperser pour lui imposer le drapeau blanc, non sans des résistances étouffées.



Mort de Napoléon à Sainte-Hélène (5 mai 1821).

Cette fois, Fouché obtint le prix de sa trahison. Avant même d'entrer dans la capitale, Louis XVIII avait composé son ministère : Fouché y figurait à côté de Talleyrand.

Tous deux étaient également étrangers à toute idée de morale et faisaient étalage de leur mépris pour les plus vulgaires scrupules : mais quel abîme entre les deux natures ! Talleyrand paraît son cynisme d'un vernis d'élégance aristocratique et des étincelles de l'esprit le plus fin ; flegmatique, toujours maître de lui, d'un sang-froid inouï et souriant, ayant toujours la répartie toute prête sur les lèvres. C'est lui qui, recevant une gifle, avait la présence d'esprit immédiate de s'écrier : « Quel coup de poing ! » pour cacher qu'il eût été souffleté. Pour sa morale, elle est dans son mot fameux : « Méfiez-vous du premier mouvement : c'est le bon. » Nous l'avons vu, grand seigneur de l'ancien régime, s'associer au mouvement de la Révolution, pour l'abandonner bientôt ; évêque de l'Église romaine, entrer dans la Constitution civile du clergé ; serviteur du Directoire, collaborer à la préparation du 18 brumaire ; grand dignitaire de Napoléon, nouer contre lui intrigue sur intrigue, avec l'Autriche, avec le Tsar. On le verra plus tard, devenu l'homme de la Restauration, pousser le duc d'Orléans à supplanter Charles X. Ce boiteux, au moral comme

au physique, devait être, jusqu'à son dernier soupir, un diplomate merveilleux, doublé d'un roué incomparable.

Fouché, l'ancien terroriste, était d'une nature plus basse pétrie d'une pâte plus vile. Une vocation irrésistible l'appelait aux besognes de mouchardise, d'intrigue et de trahison. Mais il y apportait une habileté diabolique, qu'il avait employée déjà, avec un égal succès, contre Robespierre, contre Napoléon, contre la première Restauration, puis, une seconde fois, contre Napoléon revenu de l'île d'Elbe. C'est entre ces deux hommes que la royauté de droit divin, la majestueuse et dévote monarchie d'ancien régime réapparut à la France.

II. — La Terreur blanche.

Paris subissait les humiliations et les vexations de l'occupation étrangère.

Les Prussiens entrèrent les premiers. Blücher, leur chef, était le plus brutal, le plus âpre de



Bivouac de la Garde royale prussienne dans le jardin du Luxembourg.

nos ennemis : sa haine contre la France éclatait en furieuses violences soldatesques. Paris devint un immense bivouac. Les Prussiens campaient aux Tuileries, au Luxembourg, au parvis Notre-Dame. Les troupes étaient logées chez l'habitant. Il y avait des canons chargés aux deux bouts de tous les ponts. On ne voyait partout que caissons, fourgons, attirail militaire. Un abattoir pour l'armée était installé à l'arc de triomphe du Carrousel.

Le 8 juillet, de sourds tonnerres d'artillerie annoncèrent l'arrivée de Louis XVIII. Il entra par

la barrière Saint-Denis, en voiture fermée, avec son frère, le futur Charles X, et son neveu, le duc de Berry, chevauchant aux portières. Ses partisans l'attendaient dans le jardin des Tuileries. Là se pressait tout un monde élégant qui donna le triste spectacle d'une joie quelque peu indécente au cœur de Paris conquis, chantant, faisant des rondes jusque dans la nuit sous les fenêtres du palais. Beaucoup avaient été jusqu'à fêter les soldats ennemis, qui accueillirent, dit-on, leurs avances à coups de crosse bien mérités.

Un général prussien, le général Muffling, avait été nommé gouverneur de Paris. Blücher, son chef, était résolu aux pires actes de sauvagerie. Il s'était mis en tête de faire sauter les ponts d'Iéna et d'Austerlitz, à cause des noms de victoires napoléoniennes qu'ils portaient. En vain Louis XVIII fit les derniers efforts pour le détourner de cette résolution barbare, Wellington lui-même y échoua. Déjà les ponts étaient minés; déjà même des explosions partielles avaient entamé les piles. Il fallut l'arrivée des souverains étrangers, la défense formelle du roi de Prusse, pour que Blücher renonçât à achever son œuvre.

Un des premiers actes de Louis XVIII fut un acte de proscription, réclamé, il est vrai, on peut dire imposé par la pression de l'étranger. Le cynique Fouché fut chargé de dresser la liste; il eut la main lourde, et apporta une liste de cent dix noms, où il avait inscrit nombre de ses amis et exercé quelques vengeances toutes personnelles. Talleyrand lui-même lui fit remarquer qu'il voulait proscrire beaucoup d'innocents. Il fallut corriger ses excès de zèle : on arrêta une liste

de 57 noms : 19 officiers généraux à traduire en Conseil de guerre, dont Ney, Grouchy, Cambronne ; 38 militaires ou civils, à envoyer dans des localités fixées par la police, sous la surveillance de laquelle ils y seraient placés. Parmi ces derniers, figuraient Carnot et le maréchal Soult. Il est difficile de deviner les motifs qui avaient fait comprendre des hommes comme le poète Arnault, proscrit, lui dit Fouché, « à cause de sa lettre initiale », pour qu'on eût un nom de proscrit à inscrire à l'A, ou le général Dejean qui, n'ayant pas servi depuis le 20 mars, était resté étranger à tous les événements. Mais Fouché le poursuivait de sa rancune. La liste de proscription parut le 20 juillet, sous forme d'ordonnance.

La France, cependant, subissait toutes les souffrances et toutes les vexations de l'invasion et de l'occupation étrangères. Bien qu'il n'y eût plus ni lutte ni résistance aux premières troupes



Retour du Roi dans sa capitale, le 8 juillet 1815.
(Musée Carnavalet.)

entrées sur notre territoire, de nouvelles troupes venaient sans cesse s'y joindre. La France avait à supporter une masse effroyable de plus de 1 million d'hommes, sans les Espagnols. Il y avait, sur son territoire, en moyenne, un soldat étranger pour 30 habitants.

Ce million d'envahisseurs ne semblait guère se rappeler qu'il venait sous prétexte de rétablir le roi légitime, qu'il occupait les États d'un souverain ami, et même que la paix était conclue. On traitait la France comme une armée barbare traite un pays ennemi. Il faut dire que l'occupation française, au temps des victoires impériales, avait été dure pour les populations d'Allemagne, d'Autriche et de Russie. Les nouveaux vainqueurs assouvissaient de longues rancunes.

Pendant de longs mois, notre malheureux pays fut affreusement pillé et rançonné, et cela jusque dans les régions les plus éloignées des frontières qui, depuis des siècles, n'avaient jamais connu les horreurs de la guerre. Les villages étaient saccagés, les meubles brisés, les jardins dévastés. Des contributions énormes étaient imposées aux villes, avec les plus dures menaces et les pires traitements si elles n'étaient pas payées tout de suite. Là, pour quelques cris isolés

de : vive Napoléon ! poussés au passage de son oncle, le cardinal Fesch, une petite ville devait payer, dans les vingt-quatre heures, 60.000 francs d'amende. Ailleurs, au passage d'un régiment, le colonel mandait les maires de tous les villages des environs, les faisait ligoter et ne les déliait que quand la commune avait payé une rançon de 500 à 600 francs. Les forêts étaient pleines de fuyitifs, qui essayaient de se soustraire aux sévices des armées d'invasion.

De Louis XVIII et de son gouvernement les vainqueurs se souciaient peu. Trois préfets, proches parents de trois ministres du Roi, ayant voulu réclamer contre les excès des troupes alliées, furent conduits sous bonne garde en Prusse, où ils restèrent deux mois.

Aux violences de l'invasion s'ajoutaient celles d'une réaction implacable.

Dans toute la France, une période de vengeances violentes et sanglantes inaugura la Restauration. On sait qu'il y avait alors dans le Midi des populations fanatiquement royalistes, que des colères aveugles poussaient rapidement au massacre. Nous les avons vues, au lendemain de Thermidor, se ruer à la tuerie. C'était la première « Terreur blanche ».



La Terreur à Villefranche.
(Bibliothèque Nationale.)

La seconde eut lieu après Waterloo. Les royalistes honnêtes assistaient, impuissants et attristés, à ces hideuses fureurs.

Cela commença à Marseille. Dès que la nouvelle de Waterloo y parvint, d'abord douteuse, puis rapidement confirmée, il se fit une ébullition extraordinaire dans les ennemis de la Révolution et de l'Empire. Le général Verdier, qui commandait la garnison, crut sage d'emmener les troupes à Toulon, où se trouvait le maréchal Brune chargé de surveiller la frontière de Piémont. Les violents du parti royaliste, se sentant les maîtres, se mirent à piller et à massacrer : ils envahissaient les demeures des gens

suspects de bonapartisme, saccageaient les maisons et assassinaient les habitants. Puis ils allèrent, dans un quartier pauvre, chercher les Mameluks ramenés d'Égypte par Bonaparte, et les tuer. Bientôt ils s'attaquèrent aux passants, sans épargner les femmes. Si leurs victimes se jetaient à la mer pour échapper, ils les y poursuivaient à coups de fusil. Les ruisseaux de la ville étaient rouges de sang. Cela dura jusqu'à ce que les bourgeois tranquilles, inquiets de ces désordres et de ces pillages, missent le holà ! Ces assassins n'étaient point des héros : ils s'arrêtèrent dès qu'ils virent qu'on leur résistait (24, 25 et 26 juin).

Le maréchal Brune rentrait lui-même à Paris, le 31 juillet. Inquiet du danger qu'il courait à traverser la Provence, il fit demander à l'amiral anglais qui commandait les navires gardant l'entrée de Toulon l'autorisation de gagner par mer un port du Piémont d'où, par la Suisse, il serait revenu en France. Chose inouïe ! cette permission lui fut injurieusement refusée. Il fallut donc qu'il prît la route périlleuse qu'il avait voulu éviter. Dès Aix, il ne fut sauvé que par la rapidité avec laquelle les chevaux de sa voiture l'entraînèrent, sous une grêle de pierres, hors de portée d'une tourbe de furieux. A Avignon, tandis qu'il déjeunait à l'hôtel du Palais-Royal, une foule d'enragés entouraient l'hôtel et défilaient sa voiture. Grâce au nouveau préfet, qui déploya la plus grande énergie, on attela de nouveau, et il put partir, mais pour être arrêté,

sous prétexte d'une formalité, rattrapé par la foule qui le poursuivait et ramené à l'hôtel, au milieu des outrages et des cris de mort. 1.000 ou 2.000 hommes, avec des haches, des piques, des fusils, remplissaient la place et envahissaient l'hôtel. Le préfet, avec la garde nationale, les fit refouler et ferma les portes, au milieu des pires scènes de violence. La foule assiégeait en vain de ses clameurs les portes bien closes; mais deux hommes, un taffetatif, Fargus, un portefaix, Guindon dit Rochefort, pénétrèrent par les toits jusqu'à la chambre du maréchal. Le premier tira sur lui un coup de pistolet et le manqua; le second le tua d'un coup de fusil.

Quand, le lendemain, son cercueil sortit de l'hôtel, la foule se rua sur lui, le brisa, en arracha le cadavre et alla le jeter dans le Rhône. Le Rhône l'échoua sur ses rives; mais on n'osait point le recueillir : on le rejetait dans le fleuve. C'est à 18 lieues de là, au domaine de Mas-la-Tour, qu'un garde champêtre, protégé par la nuit, se hasarda à le recouvrir d'un peu de terre. Le propriétaire du domaine, M. de Chartreuse, rendit le corps à sa malheureuse veuve. Ce n'est que six ans plus tard, après des efforts prolongés, qu'elle obtint qu'on poursuivît les assassins. Inutile de dire qu'ils s'étaient mis en sûreté.

Les atrocités furent pires dans le Gard. Là les haines politiques s'envenimaient de haines religieuses. Ni la révocation de l'Édit de Nantes, ni la férocité des « dragonnades » n'avaient, sous Louis XIV, réussi à chasser ou à anéantir les protestants. Ils formaient encore plus du tiers de la population, et des animosités mortelles tournaient les uns contre les autres les fidèles des deux cultes. La Révolution et l'Empire, qui avaient, l'une rendu, l'autre maintenu aux protestants leurs droits et une complète égalité, avaient accru encore la violence de ces animosités en exaspérant les catholiques. C'est avec une brûlante impatience de revanche qu'ils virent la royauté restaurée et l'Église triomphante.



Mort du maréchal Brune.
(Bibliothèque Nationale.)

Nîmes avait une petite garnison, commandée par le général Gilly, et le drapeau tricolore y flottait encore au début de juillet. Des bandes de « volontaires royalistes », grossies en route de gens de toute sorte et commandées par un M. de Bernis, vinrent attaquer la ville. Toute résistance était inutile, la royauté n'étant plus contestée. Le 15 juillet, Gilly capitula et accepta que ses soldats fussent désarmés. Aussi ne purent-ils pas se défendre, quand, le 16, à la sortie de la ville, on les massacra. Puis, aux accents lugubres du tocsin sonnant dans toutes les églises, commença une affreuse tuerie accompagnée de pillages. Des bandits, dont le chef le plus connu portait le nom de Trestaillon, se mirent à assassiner et à voler impudemment au grand soleil. Ce ne fut pas l'affaire de quelques jours; les bandits eurent Nîmes à leur merci pendant des semaines. Les plus indignes outrages n'étaient point épargnés aux femmes; le 15 août, jour de la fête de l'Assomption, les dignes compagnes des bandits arrêtaient les protestantes dans les rues, et, retroussant leurs jupes, les fouettèrent odieusement avec des battoirs garnis de ferrures en forme de fleurs de lys. Les actes de brigandage s'étendirent bien vite autour de Nîmes; les bandes allaient dans les villages exercer leurs infâmes violences.

Les bandits de Nîmes eurent des imitateurs. A Uzès, un certain Graffan, à la tête d'une troupe digne de lui, attaquait, pillait les maisons des riches protestants, non sans joindre l'assas-

sinat au pillage. Puis il se fit livrer les prisonniers politiques avec la complicité du commandant militaire et du sous-préfet, et les tua, parfois sous les fenêtres du sous-préfet lui-même, ce qui n'empêcha pas celui-ci de le charger de châtier de prétendus rebelles dans un village, qu'il inonda de sang. Graffan gagna bien le surnom de Quatre-taillons qu'on lui décerna. Les élections de la Chambre nouvelle devaient avoir lieu le 22 août. Les bandits voulurent tirer de leurs crimes un effet électoral et, dans les trois jours qui précédaient, recommencèrent le massacre. Aucun électeur protestant n'osa venir voter, et les candidats sympathiques à Trestaillon passèrent naturellement sans difficulté.

Il est triste de constater que c'est l'occupation étrangère qui suspendit le cours de ces horreurs. Les troupes autrichiennes ayant occupé le Gard, les bandits durent interrompre leurs exploits. On eut l'humiliation de devoir à nos vainqueurs la fin d'une série de crimes incroyables dans un pays civilisé. Les malfaiteurs ne demandaient qu'à recommencer, quand, à la fin d'oc-

tobre, les Autrichiens évacuèrent le pays.

Mais il y avait à Nîmes un nouveau préfet qui, soutenu par le général Lagarde, fit arrêter Trestaillon et quelques autres bandits, et demanda au duc d'Angoulême, alors en voyage dans le Sud-Ouest, de venir à son aide. Le prince arriva le 7 novembre, tint ferme contre les protecteurs de Trestaillon (car il en avait), et décida qu'on rouvrirait le 12, au culte, les temples protestants, naturellement fermés pendant cette période de massacres. Mais le 12, comme il était parti, une foule de furieux envahit le temple rouvert à Nîmes, blessa, foula aux pieds les fidèles; comme le général Lagarde leur tint tête, on lui troua la poitrine d'un coup de pistolet. Le duc d'Angoulême revint aussitôt et mit définitivement un terme à ces monstrueuses violences.

A Toulouse, il n'y eut qu'un assassinat, mais dans les conditions les plus révoltantes. Le général Ramel n'était pas même un ennemi politique; il avait été condamné à la déportation, au 18 fructidor, avec Pichegru, quand le Directoire frappa les chefs du coup royaliste qu'on



Villèle.

(Bibliothèque Nationale.)

préparait, et c'était Louis XVIII qui l'avait nommé commandant militaire de Toulouse, aussitôt après son retour aux Tuileries. Mais il s'opposa aux violences des plus furieux royalistes de Toulouse. Ce fut assez pour attirer sur lui toutes leurs colères. Le 17 août, comme il essayait d'arrêter un nouveau tumulte, il est enveloppé par la foule; un soldat, qui veut le défendre, est tué, puis lui-même tombe sous les coups. On le transporte dans une maison voisine; mais la foule comprend qu'il n'est pas mort, enfonce la porte de sa chambre et l'achève. Le préfet royaliste, M. de Villèle, que nous retrouverons, laissait faire. Là aussi, ce n'est que longtemps après qu'on put obtenir des poursuites contre les assassins; poursuites conduites de façon dérisoire.

Telles furent les principales violences de la Terreur blanche. Nous allons les voir compléter par d'autres violences, mal déguisées par leurs formes judiciaires.

Le général de Labédoyère était porté sur les listes de proscription du 24 juillet. Il était encore tout jeune : vingt-neuf ans, et avait été aide de camp de l'Empereur. Son crime était d'avoir, lors du retour de l'île d'Elbe, à Grenoble, passé avec ses troupes sous les drapeaux de Napoléon.

Ce crime, la grande majorité de la France l'avait commis avec lui. Il comparut le 14 devant le Conseil de guerre. La salle était pleine d'officiers des armées d'invasion, avec les princes étrangers, comme pour donner au procès son véritable caractère. Une foule de dames élégantes, en grande toilette, apportaient à la séance des passions mal contenues contre l'armée. Labédoyère fut condamné à mort. Cinq jours après, le Conseil de revision rejeta son appel. M^{me} de Labédoyère courut se jeter aux pieds de Louis XVIII. « Je ne peux qu'une chose pour votre mari, lui répondit le Roi, je ferai dire des messes pour le repos de son âme. » On n'attendit pas une heure après la décision du Conseil pour faire exécuter Labédoyère : le soir même, il était fusillé dans la plaine de Grenelle.

La condamnation des frères Faucher, de La Réole, prononcée à Bordeaux, semble un sanglant défi au sens commun. C'étaient deux jumeaux qui s'aimaient tendrement, et qui étaient fort aimés dans leur pays. Volontaires de la Révolution, blessés en Vendée, ils n'en avaient pas moins été condamnés sous la Terreur pour s'être énergiquement prononcés contre la mort de Louis XVI, condamnation odieuse, que le Conventionnel Lequinio fit rapporter. L'unsous-préfet, l'autre conseiller général sous le Consulat, ils n'avaient pas voulu servir l'Empire et étaient rentrés dans la vie privée. Mais ils se refusaient à être royalistes; ils avaient salué avec joie le retour de l'île d'Elbe. L'un était alors devenu député, l'autre, maire de La Réole. Il y avait autant de motifs de s'en prendre à des milliers de Français qu'à eux.

On les arrêta le 19 juillet, parce que, comme ils avaient annoncé l'intention de se défendre s'ils étaient assaillis par les violentes

bandes royalistes du Midi, on crut qu'ils avaient chez eux des armes de guerre. Une perquisition prouva qu'il n'en était rien, mais en de tels temps, la répression ne lâche pas ceux qu'elle tient. Il fallait des victimes : Marseille, Avignon, Nîmes, Toulouse avaient eu les leurs : le Bordeaux royaliste voulait les siennes. On les traduisit devant une « commission militaire ». Aucun avocat bordelais ne consentit à plaider pour eux : ils furent condamnés à mort sans l'ombre d'un prétexte : pour le Conseil de revision, devant lequel les accusés ne comparaissent point, on fut bien forcé de leur désigner des avocats d'office; mais au lieu de plaider pour eux, ceux-ci s'excusèrent du rôle qui leur était imposé : « Nous sommes, dirent-ils, les avocats de la loi plutôt que les défenseurs des accusés. » Ils furent fusillés le 27 septembre.

Il est assez difficile de comprendre pourquoi Lavalette, dans le décret de proscription de juillet, avait été compris parmi les dix-neuf officiers généraux renvoyés devant un conseil de guerre. Sous l'Empire, et pendant les Cent-Jours, il avait été directeur des Postes : fonction qui ne comporte pas une immixtion bien active dans la politique. Son seul crime était d'être revenu prendre possession de son poste dès le départ des autorités royales. Il n'en fut pas moins poursuivi avec beaucoup d'animosité. Seulement, le reproche qu'on lui adressait n'ayant aucun caractère militaire, on le renvoya devant le jury de la Seine.

Le 20 novembre, le jury le condamnait à mort pour « conspiration » et « usurpation de fonctions ». Au bout d'un mois, la Cour de cassation avait confirmé la condamnation; toutes les tenta-



Mort de Labédoyère.

(Bibliothèque Nationale.)

tives pour obtenir une mesure gracieuse avaient échoué ; l'exécution était fixée au 21 décembre, quand le soir du 20, M^{me} de Lavalette, qui venait tous les jours voir son mari dans sa prison, l'habilla en femme avec ses vêtements et prit elle-même le costume de son mari. Sous ce déguisement, Lavalette put franchir les portes de la prison, monter dans la chaise à porteurs qui avait amené sa femme, et se mettre en sûreté.

Le grand monde royaliste fut exaspéré de voir sa proie lui échapper. Et l'on s'en prit au Gouvernement. Toute la police fut sur pied pour chercher Lavalette. Il était difficile de deviner qu'il était caché dans l'hôtel même du duc de Richelieu, président du Conseil des ministres, où le caissier central lui avait donné asile. L'énormité de sa condamnation lui attirait des sympathies actives, même parmi nos ennemis. Dans les premiers jours de janvier, des officiers anglais conduisaient en Belgique Lavalette caché sous un uniforme d'officier de leur armée.



Le maréchal Ney.
(Cabinet des estampes.)

Lorsqu'il y arriva, il y avait un mois qu'une plus illustre victime était tombée sous les balles. Il est impossible, assurément, de justifier la conduite du maréchal Ney dans les événements qui venaient de se dérouler. Elle ne montre que trop qu'on peut être un héros sur le champ de bataille et ne point l'être dans la vie politique. Il était odieux au compagnon d'armes de Napoléon de dire qu'il le ramènerait dans une cage de fer, ou même (c'est ainsi qu'après coup, il arrangeait son imprudente parole) que l'Empereur débarqué à Fréjus méritait d'être ramené ainsi. Mais tourner après cela, dès qu'il se trouva en présence de son ancien maître, c'était un acte d'une inconscience extraordinaire. Cette incroyable conduite méritait incontestablement d'être jugée sévèrement. Pouvait-elle faire oublier la gloire de tant de superbes exploits ? La tête de l'homme qui, dans les heures les plus tragiques de la campagne de Russie, alors que tous les désespoirs s'abattaient sur les débris de la Grande Armée, avait sauvé tant de Français en gardant tout son courage et tout son sang-froid dans cette effroyable accumulation de désastres, devait, à ce qu'il semble, être sacrée pour le gouvernement de la France, quel qu'il fût.

Ces considérations ne se présentaient guère aux esprits des maîtres du pays dans le furieux déchaînement de réaction de cette époque. Ney avait été compris sur la liste de proscription de juillet. Une absurde imprudence le perdit. Dans l'asile où il se cachait, il avait commis la sottise d'emporter un sabre turc d'un grand prix, que Napoléon lui avait donné, et qui, montré à des curieux, le fit découvrir. Il fut arrêté dès les premiers jours d'août. Le 21, on constituait, en raison de son titre de maréchal, un Conseil de guerre spécial pour le juger. Le maréchal Moncey, désigné pour le présider, écrivit au Roi une lettre admirable pour refuser. « Je n'entre pas, disait-il, dans la question de savoir si Ney est innocent ou coupable ; votre équité et l'équité de ses juges en répondront à la postérité, qui juge dans la même balance les rois et les sujets... Sont-ce les alliés qui exigent que la France immole ses citoyens les plus illustres... ? Moi, j'irais prononcer sur le sort du maréchal Ney ? Mais, Sire, permettez-moi de demander à Votre Majesté où étaient les accusateurs, tandis que Ney parcourait tant de champs de bataille... S'il ne m'est pas permis de sauver mon pays ou ma propre existence, je sauverai du moins mon honneur.

S'il me reste un regret, c'est d'avoir trop vécu, puisque je survis à la gloire de ma patrie. »

Louis XVIII répondit par une ordonnance, d'ailleurs illégale, qui destituait Moncey de sa dignité de maréchal et le condamnait à trois mois de prison. Cette ordonnance était contresignée par le maréchal Gouvion Saint-Cyr, ministre de la Guerre, jadis soldat de la République et de l'Empire !

Jourdan fut désigné comme président, à la place de Moncey, et, après une longue instruction, le Conseil de guerre s'assembla le 9 novembre. Quelle fatale inspiration conduisit Ney et ses avocats à plaider l'incompétence du Conseil et à réclamer la juridiction de la Cour des Pairs ? Le Conseil, qui probablement était sympathique à Ney, se déclara incompétent, et, le 21, Ney comparait devant la haute Assemblée, presque entièrement composée de la noblesse de l'ancien régime, et érigée, pour l'occasion, en cour de justice. Sur la requête des avocats, la Cour s'ajourna au 4 décembre. Un des principaux témoins à charge fut ce Bourmont qui, à la veille de Waterloo, avait passé dans les rangs de l'ennemi. Sur 161 pairs présents, 139 votèrent pour la mort ; 17 (les rares libéraux) pour la déportation ; 5 s'abstinrent. Parmi ceux qui votèrent la mort se trouvaient d'anciens compagnons d'armes de Ney, qui avaient commandé dans les armées de la République et de l'Empire : Marmont, Kellermann, Victor, Sérurier, etc. On regrette aussi d'y voir le grand écrivain Chateaubriand et le grand savant Laplace.

Pour éviter et tromper la foule, on ne voulut point faire l'exécution au lieu ordinaire, dans la plaine de Grenelle. Ney fut fusillé le matin du 7 décembre, au bout du Luxembourg, du côté de l'Observatoire, à l'endroit où se dresse aujourd'hui la statue du héros.

III. — La Chambre introuvable.

Louis XVIII, à peine rentré, eut à se débattre contre les terribles exigences des puissances européennes.

Waterloo ouvrit pour l'Europe une période de recul qui devait se prolonger quinze ans dans toute son intensité, et faire sentir ses effets pendant plus de trente. Les monarchies alliées ne croyaient pas seulement avoir vaincu Napoléon et la France ; elles s'attribuaient la mission d'écraser l'esprit de la Révolution et les revendications populaires dans toute l'Europe, ou plutôt sur toute la planète. Chez le Tsar généreux, mais exalté et qui subissait alors l'influence d'une femme en proie à de singuliers transports mystiques, M^{me} de Krüdner, cette pensée prenait une tournure religieuse : les alliés, instruments de la Divinité, ne combattaient que pour la cause du Ciel, dont ils devaient imposer les volontés au genre humain ; et il fit signer à l'empereur d'Autriche et au roi de Prusse un traité fort étrange commençant par ces mots : « Au nom de la très Sainte Trinité », et dans lequel il était dit que les trois princes alliés ne se considéraient que « comme délégués de la Providence pour gouverner trois branches d'une même famille », confessaient que « la nation chrétienne, dont eux et leurs peuples font partie, n'ont d'autres souverains que Celui à qui seul appartient la puissance... c'est-à-dire Dieu, notre divin sauveur Jésus-Christ, le Verbe du Très Haut, la Parole de vie ». D'autres souverains furent invités à adhérer à cet étrange document, et Louis XVIII ne put se dispenser d'y apposer sa signature. C'est ce qu'on appela la « Sainte Alliance » ; elle frappa vivement l'opinion, dans un pays encore en majeure partie voltairien, et donna à l'œuvre de réaction impitoyable accomplie par les vainqueurs un caractère de bigoterie et de fanatisme religieux qui ne servit pas à la rendre plus populaire.

Mais les autres gouvernements souriaient un peu de cette surexcitation mystique et considéraient leur œuvre à un point de vue plus terrestre. Le rôle de direction effective fut bientôt pris par le premier ministre autrichien, dans lequel son empereur avait toute confiance, M. de Metternich. Au nom du droit divin qu'il reconnaissait au roi hérétique de Prusse et à l'empereur schismatique de Russie aussi bien qu'aux souverains catholiques, cet homme d'État fut un conservateur endurci, et il persuada à l'Europe que le droit et le devoir des alliés étaient d'intervenir dans tous les pays où serait signalée une velléité d'indépendance nationale. Le sort des États de l'Europe se débattait dans des congrès, au milieu de réjouis-

sances mondaines. Le prince de Ligne disait de l'un de ces congrès où les délibérations n'aboutissaient pas : « Il ne marche pas, mais il danse. » En même temps, la réaction contre les libertés acquises sous l'influence française se faisait violente et impitoyable, surtout en Autriche et en Espagne.

Le Congrès de Vienne, interrompu par les Cent-Jours, se rouvrit le lendemain de Waterloo. Metternich prétendit accabler la France d'une indemnité de 600 millions, des frais de l'occupation étrangère pendant sept ans, et lui arracher la Flandre, le Hainaut, la Lorraine, la Champagne orientale, la Franche-Comté et le Bugey. L'intervention de l'empereur Alexandre, en maintenant le traité de 1814, sauva l'intégrité du pays.

Cependant, au mois d'août, avaient lieu les élections de la Chambre nouvelle, élections faites sous le coup de la violence et de la terreur. De là, une Chambre qui ne représentait qu'une infime minorité du pays. Ce n'est pas assez de dire que le parti des « ultra », des fanatiques insatiables de vengeance contre la France de la Révolution et de l'Empire, y avait une majorité écrasante : on peut presque dire qu'il y était seul.

Quelques jours avant que la Chambre des Députés fût élue, une ordonnance du 17 août introduisait à la Chambre des Pairs (d'où le Gouvernement avait déjà exclu, le 26 juillet, tous les anciens pairs des Cent-Jours) une fournée de quatre-vingt-quatorze membres nouveaux. Deux jours après, une autre ordonnance instituait l'hérédité de la pairie.

Les Chambres nouvelles ne pouvaient guère se résigner à accepter le gouvernement que Louis XVIII avait institué d'abord, en partie sous la pression des alliés. Les royalistes avaient naturellement horreur de Fouché; ils n'aimaient point Talleyrand non plus. A peine la Chambre élue, on comprit qu'il fallait se débarrasser de l'ancien terroriste, et M. de Talleyrand lui arracha sa démission, non sans peine. Il s'estimait lui-même sûr de rester, il fut durement détrompé. Prévoyant l'opposition de la Chambre il crut contraindre Louis XVIII en lui demandant de s'engager à soutenir personnellement et énergiquement ses ministres : faute de quoi ceux-ci se retireraient.

Le Roi accepta sa démission. « Nous sommes joués », dit Talleyrand en sortant. Une place riche-



Le prince de Ligne.
Gravé à Vienne par Fichler (1789),
d'après une peinture de Le Clercq.

ment rentée de chambellan couvrit sa disgrâce.

Le premier ministre nouveau, le duc de Richelieu, était un grand seigneur désigné au choix du Roi par l'amitié du Tsar. Émigré en Russie, il y avait été gouverneur d'Odessa, et Alexandre, devenu le protecteur de la France contre les exigences des puissances allemandes, avait beaucoup d'affection pour lui. A côté de lui, le principal personnage du ministère était Decazes, fils d'un avocat de Libourne, et qui avait débuté au service du frère de Napoléon, Louis, roi de Hollande. Sa violente opposition au régime des Cent-Jours et la mesure de rigueur qu'elle lui avait attirée, l'avait fait nommer préfet de police au retour de Louis XVIII. Il avait conquis rapidement toute la confiance du Roi, dont il était le favori. Le reste du ministère était formé d'anciens serviteurs de l'Empire qui n'avaient pas adhéré au régime des Cent-Jours; la grande majorité du Gouvernement était presque exclusivement étrangère ou contraire aux passions fanatiques des royalistes ultra, qui n'y étaient guère représentés que par le ministre de l'Intérieur, M. de Vaublanc. Fort de l'appui du Tsar, Richelieu put obtenir quelques adoucissements aux premières conditions des alliés. Leurs exigences n'en étaient pas moins très dures. Les pertes territoriales étaient, il est vrai, peu considérables, sauf celle de la Savoie; la France cédait Philippeville, Marienbourg, Landau, la rive gauche de la Lauter, Sarrelouis et le cours de la Sarre, et rasait les fortifications de Huningue. Mais les charges pécuniaires étaient accablantes : une

indemnité de guerre de 700 millions, une foule d'autres indemnités réclamées par les nationaux de tous les pays avec lesquels nous avons été en guerre; les frais d'occupation pendant cinq ans au plus et trois au moins, d'une vingtaine de nos places fortes du Nord et de l'Est par 150.000 soldats étrangers. On calcule qu'avec les frais de l'occupation du territoire avant le traité par les armées étrangères, la charge totale imposée à la France a été d'au moins 2 milliards.

La Chambre nouvelle, à peine réunie, donna libre cours à ses passions de vengeance. Cette Chambre a gardé dans l'histoire le nom de « Chambre introuvable » : tant elle était extraordinairement fanatique et furieuse! On dit que cette qualification, au premier moment, lui avait été donnée par Louis XVIII, dans le bon sens, comme un éloge de son royalisme. Le Roi lui-même ne tarda pas à trouver ce royalisme excessif. Et c'est dans le sens opposé que la Chambre de 1815 a gardé son sobriquet.

La Chambre des Pairs renouvelée faisait chorus. Dès leur réunion, les deux Chambres, trouvant le gouvernement royal trop doux, l'invitaient par des adresses à frapper et à proscrire. Puis parut une série de lois de rigueur. Déjà, le ministre de la Guerre, le duc de Feltre, Clarke, ancien général de 1793, puis ministre de Napoléon, dont il avait été le courtisan le plus empressé, maintenant ministre de Louis XVIII et affectant le fanatisme impitoyable des plus violents, avait constitué une commission chargée de classer les officiers au point de vue politique en un certain nombre de catégories, pour les désigner aux coups du Gouvernement : commission à laquelle s'en ajouta bientôt une seconde pour choisir, parmi les émigrés, les Vendéens, les volontaires royalistes, qui avaient porté les armes contre la France, ceux qui remplaceraient, dans les rangs des officiers, les anciens défenseurs de leur pays exclus ou frappés de mesures de rigueur. Puis se déroule une série de lois de répression ou de proscription que la Chambre se hâte d'adopter, quand elle ne les aggrave pas. D'abord, une loi permettant de détenir sans jugement une catégorie de suspects, et d'interdire à d'autres, pour des soupçons plus légers, l'endroit où ils résidaient, pour les envoyer sur d'autres points de la France, sous la surveillance de la police.

Puis ce fut une loi contre les cris, les discours, les écrits, les emblèmes séditieux. Ici la Chambre ne fut pas satisfaite de l'œuvre du Gouvernement dont le projet gardait quelque mesure dans les peines. A la prison, on substitue la déportation. La déportation pour un cri, une manifestation hostile au régime! Ce n'était pas encore assez pour certains enragés. Un certain Piet proposait la peine de mort. « Ce changement est bien peu de chose », disait-il. Et l'on se mit à rire. Un des crimes punis par la loi était le fait d'arborer un drapeau tricolore, dont le prince de Broglie disait : « Ce drapeau abominable que je ne nommerai pas, tant son nom me répugne à prononcer et me révolte! »

Une troisième loi instituait, pour la justice politique, des « cours prévôtales », en partie militaires, en partie civiles. Le « prévôt » était au moins colonel : il était assisté de magistrats de carrière.

Après l'exécution du maréchal Ney, le ministère crut le moment favorable pour atténuer les rigueurs du régime : il proposa une amnistie, timide, mais réelle. La Commission de la Chambre



(Photo Braun.)

Duc de Richelieu.
Par sir Th. Lawrence.

fit du projet un projet de proscription sans pitié, en lui conservant le nom d'amnistie, qui devenait une sanglante ironie. Cette fois le ministère résista avec la dernière énergie : il eut gain de cause à une petite majorité d'une dizaine de voix. Mais la Chambre vota la proscription des anciens conventionnels qui avaient condamné Louis XVI à mort, les « régicides », comme on les appelait. Ainsi furent exilés le grand Carnot et le peintre David : avec eux, le honteux Fouché, banni par le régime dont il venait d'être ministre.

La fin de la session fut surtout employée à fabriquer une loi électorale absurde, que les pairs rejetèrent en bloc. Puis, le budget étant voté, à la fin d'avril, le Gouvernement se débarrassa de cette Chambre enragée en l'ajournant au 1^{er} octobre. Elle ne devait jamais revenir.

Une circulaire du ministre Decazes, esprit pourtant fort modéré et poussant à la modération, mais entraîné par le mouvement qu'il ne pouvait pas encore arrêter, circulaire datée de mai 1816, indique l'état d'esprit qui régnait alors. Il dénonce à la sévérité des fonctionnaires

comme « ennemi de l'État », quiconque « se réjouit des embarras du Gouvernement », ou « par propos, geste, attitude, décèle la haine ou le mépris pour les habitants paisibles et subordonnés ».

Avec de telles instructions, on devine ce que fut l'exécution des lois incroyables votées par les Chambres. Les fonctionnaires étaient frappés en masse : on a prétendu qu'il y avait eu 100.000 destitutions : chiffre probablement exagéré. Mais un seul préfet en signa, dit-on, plus de 600.

Ce n'étaient partout que visites domiciliaires chez ceux qu'on soupçonnait d'être des ennemis politiques. Visites fort brutales, faites avec un appareil militaire et des violences soldatesques, et qui, le plus souvent, étaient suivies d'arrestations. La plus étrange fut faite chez un propriétaire de mines, et jusqu'au fond des galeries souterraines de son exploitation. On avait eu l'idée fantastique que des généraux proscrits y étaient cachés. Les prisons étaient combles.

Des répressions impitoyables, parfois sans motifs sérieux, donnaient à la réaction un caractère plus tragique. Des



Decazes.
(Bibliothèque Nationale.)

ouvriers parisiens, un cambreur, un ciseleur, puis un écrivain public avaient eu l'idée assez folle de fonder une vaste association, en distribuant des cartes qu'ils avaient fabriquées et sur lesquelles était gravé un triangle, peut-être maçonnique, avec les mots : Union, honneur, patrie. Ils les répandaient sans mystère : un ancien soldat paya cruellement le crime d'en avoir donné à des joueurs de boules qu'il rencontrait sur les promenades. Un agent de police vit là une occasion de se faire valoir, et leur proposa un plan pour faire sauter les Tuileries : plan qu'ils repoussèrent d'ailleurs. Dénoncés par lui, ils furent traduits devant le jury, qui les proclama coupables des crimes les plus noirs. Les magistrats renchérirent encore; trois furent condamnés à ce qu'on appelait alors la peine des parricides, peine sauvage, où l'on retrouvait la barbarie du droit de la vieille France : avant de les exécuter, on les conduisait à l'échafaud pieds nus, en chemise blanche, un voile noir sur la tête, et on leur coupait le poing avant de leur couper la tête. Huit autres furent condamnés à la déportation : neuf eurent de dix à cinq ans de prison et, avant d'entrer dans leur cachot, furent exposés avec un carcan sur la place du Palais de Justice (27-31 juillet). Il semblait qu'on vît reparaître l'atrocité des mœurs du Moyen Âge.

Cependant, la justice furieuse d'alors frappait à coups redoublés, particulièrement sur les chefs de l'armée. C'est le colonel Peirebau, condamné à mort pour avoir proclamé à la Guadeloupe le gouvernement impérial, trois mois après la fuite de Louis XVIII; le général Debelle condamné à mort pour avoir, pendant les Cent-Jours, repoussé de Lyon des bandes royalistes commandées par le duc d'Angoulême; le général Travot, condamné à mort pour avoir étouffé, encore pendant les Cent-Jours, la tentative d'insurrection vendéenne, et le Conseil de guerre qui le condamnait était présidé par l'un des anciens insurgés. Travot et Debelle furent graciés, si l'on peut donner le nom de grâce à des commutations de peines en dix et vingt ans de prison. Debelle était déjà vieux : il trouva cette grâce étrange pire que la mort, devint fou et périt aussitôt après. Puis ce fut la condamnation à mort du lieutenant Mietton, aide de camp du général Bonnaire. Deux officiers déserteurs de l'armée de Napoléon, passés à l'ennemi à la veille de Waterloo, avec Bourmont, avaient été, après la victoire, assez cyniques pour accepter la mission de sommer la petite place de Condé d'ouvrir ses portes et d'arborer le drapeau blanc. Ils furent reconnus par les soldats, dont quelques-uns revenaient de Waterloo : ceux-ci, dans un élan d'indignation tirèrent sur eux : l'un fut tué. Le lieutenant était accusé, sans preuve, d'avoir ordonné ce qui ne fut qu'une explosion de colère de la troupe. Condamné et fusillé. Le général Mouton-Duvernét s'était livré, pour ne pas compromettre le généreux royaliste qui le cachait. On lui reprochait des proclamations postérieures au rétablissement de l'Empire. Condamné et fusillé. Condamnés à mort aussi les généraux Chartran, Lefebvre-Desnouettes, Rigaud, Gilly, Gruyer, Lallemand aîné et jeune, Clausel, Brayer, Ameilh. Les uns purent fuir; les autres étaient déjà à l'étranger. La peine de Gruyer fut commuée en vingt ans de détention.

A ce moment deux généraux furent acquittés : Drouot d'Erlon et l'illustre Cambronne. Les royalistes furent exaspérés de voir leurs proies leur échapper. Ils s'en prirent aux avocats qui avaient plaidé pour eux. L'un de ces avocats, dont les débuts révélèrent déjà l'éclatante éloquence, devait être, pendant toute son existence, l'honneur du barreau et du parti royaliste. Il était né dans ce parti; il lui avait voué une fidélité qui dura autant que sa vie; il en a été depuis, pendant soixante ans, la gloire et la force. Son dévouement connu à la cause des Bourbons n'empêcha pas un certain Bellart, procureur général, de le traduire devant le Conseil de l'ordre pour avoir professé « des doctrines propres à blesser le système législatif », lisez : pour avoir défendu et fait acquitter des ennemis politiques. C'est ainsi qu'à ses débuts, le grand Berryer fut poursuivi par le régime dont il avait et a toujours servi la cause.

On ne se contentait pas de victimes haut gradées et l'on était naturellement plus implacable encore pour les petits. Dans un humble chef-lieu de canton de la Sarthe, Le Lude, vingt-trois malheureux sont accusés d'avoir désarmé des hommes qui allaient se joindre à l'insurrection vendéenne : sept condamnés à mort. D'autres sont condamnés, les uns à une longue prison, d'autres aux travaux forcés à perpétuité. A Montpellier, des gardes nationaux, huit jours après Waterloo, ont défendu la mairie et repoussé des bandes royalistes qui voulaient y arborer le drapeau blanc : un condamné aux travaux forcés à perpétuité, cinq à mort. Dans le Gard, des volontaires royalistes, pendant les Cent-Jours, se sont présentés devant le bourg d'Arpaillargues. La population se met en défense, le maire en tête, au son du tocsin. Les royalistes sont mis en fuite, laissant des blessés sur le sol. Un an après, vient l'heure de la revanche : huit condamnés à mort, dont deux septuagénaires et une femme.

Après ces exemples de férocité, je passe les vexations ridicules : par exemple, le procès de tel officier de gendarmerie en retraite, condamné à la prison, à l'amende et à la perte d'une partie de sa pension, parce qu'en faisant changer les boutons de son uniforme pour les mettre d'accord avec le régime nouveau, il en avait laissé un portant ces mots : gendarmerie *impériale*.

On devine si la terreur pesait sur toute la France. Ajoutez, pour avoir la physionomie du



Berryer.

Portrait de Marcké, gravé par Tony-Goutière.
(Collection Edouard-Petit.)

temps, les cérémonies tapageuses où des populations entières de certaines villes, fonctionnaires et magistrats en tête, vouaient avec serment à l'exécration la Révolution et l'Empire, et, dans de vastes autodafés, brûlaient les emblèmes, les peintures, les écrits qui rappelaient ces temps maudits.

Tous les esprits un peu sages comprenaient que ces excès ne pouvaient servir qu'à faire haïr la royauté nouvelle. Le Gouvernement avait résolu d'y mettre un terme. Déjà la Chambre renvoyée en vacances, le ministère s'était débarrassé du seul de ses membres qui appartînt au parti des fanatiques, le ministre de l'Intérieur, M. de Vaublanc, ami intime du frère du Roi, le comte d'Artois, qui était l'âme et le centre des royalistes furieux. On l'avait remplacé par Lainé, le président de la Chambre des députés (nommé par le Roi) qui, lui-même, avait dû donner sa démission devant les passions déchaînées au Palais Bourbon, et n'avait repris son fauteuil présidentiel que sur l'ordre exprès de Louis XVIII.

Decazes était résolu à dissoudre la Chambre introuvable; il rallia à son idée le duc de Richelieu et la plupart des ministres. Louis XVIII hésitait : une lettre de l'empereur de Russie le décida. Le 5 septembre, la « Chambre introuvable » était dissoute. Le grand écrivain Chateaubriand s'était alors rangé dans le parti des royalistes enragés. Il protesta avec véhémence dans une brochure. Il avait le titre (honorifique) de ministre d'État : il fut destitué.

La première période de violence de la Restauration était close.

IV. — La Restauration libérale.

La dissolution de la Chambre introuvable fut naturellement accueillie avec un soupir joyeux de soulagement par l'immense majorité de la France. Comment serait-elle reçue par l'infime minorité à laquelle la loi d'alors assurait la prépondérance dans le corps électoral? Le ministère ne négligea rien pour obtenir la victoire; les préfets donnèrent vigoureusement et ils ne se firent pas scrupule de mettre en avant la volonté du Roi. Les « ultra » furent battus : il n'en revint guère que quatre-vingts; le ministère eut une grosse majorité; et il se mit à l'œuvre pour réparer le mal fait en 1815 et en 1816.

On ne fut pas pourtant délivré immédiatement et complètement des sanglantes violences de la période précédente. Les institutions de vengeance qu'elle avait créées restaient. Les cours prévôtales continuaient à faire tomber les têtes pour des complots ou imaginaires ou au moins très peu prouvés. En mai, juillet et août 1817, onze condamnations à mort furent encore prononcées à Alençon, Bordeaux, Melun et Paris. La cherté des blés occasionna des troubles, dont les cours prévôtales de l'Yonne et du Loiret profitèrent pour envoyer sept malheureux au supplice. Il fallut que le Gouvernement effaçât par une amnistie tous les désordres provoqués par les souffrances de la disette. Enfin à Lyon, et autour de Lyon, une tentative d'émeute fort dérisoire fut réprimée avec une incroyable-cruauté. Ce qu'il y a d'odieux, c'est que cette tentative avait pour auteur un agent provocateur, un capitaine nommé Ledoux, gagné par le général Canuel, qui commandait à Lyon. Les populations de la région lyonnaise étaient ardemment bonapartistes. Onze communes des environs de la grande ville furent gagnées au mouvement. Mais la police était prévenue, puisqu'elle dirigeait le complot par un des siens. A Lyon, rien ne bougea, l'agent provocateur, qui devait conduire l'action, s'étant prudemment esquivé; il y eut peu de chose dans les villages (7 juin). Mais le préfet et le général se vantèrent d'avoir sauvé la royauté; on fit d'innombrables arrestations; la terreur pesa sur toute la région et il y eut 28 condamnations à mort, 6 aux travaux forcés, 48 à la prison.

On avait éveillé la méfiance du Gouvernement : il envoya le maréchal Marmont rechercher la vérité à Lyon (2 septembre). Celui-ci découvrit bien vite le rôle de l'agent provocateur, l'exagération avec laquelle on avait présenté les faits, l'excès sauvage de la répression; le préfet fut déplacé, le général Canuel privé de son commandement.

La première œuvre de la Chambre nouvelle fut une loi électorale. C'est le ministre Lainé qui la prépara. Cette loi rendait directes les élections qui, jusque-là, avaient eu lieu à deux degrés. Étaient électeurs tous les Français qui payaient au moins 300 francs d'impôts. Ils devaient se réunir au chef-lieu du département pour nommer les députés. La Chambre devait être renouvelée

par cinquième tous les ans. Nous avons quelque peine à comprendre aujourd'hui qu'une telle loi ait paru presque démagogique. 300 francs d'impôt supposent une large aisance; et bien peu nombreux, par rapport à l'ensemble de la population, sont les citoyens assez riches pour obtenir à cette condition le droit électoral. Les « ultra » n'en furent pas moins indignés et épouvantés de voir qu'on livrait la direction politique à ce qu'ils appelaient « les classes moyennes ». Le fait est que le nouveau système dépossédait de leur prépondérance les grands propriétaires ruraux, les seigneurs de village, au profit de la bourgeoisie des villes, des banquiers, des commerçants, des industriels, restés en grande majorité attachés à l'œuvre de 1780. Aussi devait-on voir, de scrutin en scrutin, la France de la Révolution et de l'Empire reprendre graduellement possession de la Chambre élective, jusqu'au jour où la royauté épouvantée brisa la loi nouvelle.

Cette loi avait été naturellement adoptée à une grosse majorité par la Chambre des Députés, mais il avait fallu l'intervention personnelle du Roi pour la faire accepter, à quelques voix d'écart, par la Chambre des Pairs.

Puis se succédèrent, d'année en année, une série de lois de réparation et de libération. Une seule eût fait exception. C'était un nouveau concordat que Louis XVIII avait fait négocier avec le Vatican par son ancien favori, M. de Blacas : par une étrange méconnaissance du temps, on voulait remettre en vigueur le concordat de François I^{er}, rayant d'un trait de plume trois siècles de notre histoire : mais, en fin de compte, le ministère renonça à présenter aux Chambres cet étrange anachronisme. On laissa les congrégations se reconstituer, mais sans statut légal, ou plutôt au mépris des lois (sauf celles, très rares, qui furent spécialement autorisées).

Le maréchal Gouvion Saint-Cyr avait remplacé le duc de Feltre au ministère de la Guerre. Il représentait un esprit absolument opposé à celui qui animait l'ancien collaborateur et courtisan de Napoléon, devenu un implacable royaliste ultra. Gouvion Saint-Cyr reconstitua l'armée française. Par une loi digne d'admiration, et qui est restée fort longtemps absolument intacte, il garantit la situation et le grade des officiers, et rendit ainsi impossibles le retour des violentes mesures qui avaient frappé les meilleurs, parmi les glorieux combattants de la République et de l'Empire : il en remplaça beaucoup en même temps qu'il éliminait nombre d'incapables, pourvus d'un grade parce qu'ils étaient d'anciens insurgés vendéens ou d'anciens émigrés. Il travailla ainsi à nous refaire une armée nationale qui devenait nécessaire. Le duc de Richelieu, toujours avec l'appui du Tsar, venait d'obtenir que l'occupation de nombreuses places fortes françaises par les armées étrangères fût réduite de cinq à trois ans. Et le territoire était débarrassé des dernières troupes d'invasion.

A peu près en même temps, les odieuses « cours prévôtales » disparaissaient; elles devaient



Le maréchal Gouvion Saint-Cyr.
(Bibliothèque Nationale.)

cesser de fonctionner le 1^{er} janvier 1818. Le ministère n'eut garde de proposer leur maintien, et l'on en fut délivré.

L'année suivante, on se décida enfin à accorder quelque liberté à la presse. Cette liberté, la Charte l'avait promise : on l'avait jusque-là refusée. On ne pouvait pas fonder un journal sans une autorisation; et avant d'être publiés, les écrits pouvaient être soumis à une « censure » préalable. L'Administration avait le droit d'en réclamer la communication et d'y interdire ce qui lui déplaisait. De nombreux procès de presse, fort vexatoires, avaient irrité l'opinion. Trois lois proposées par le Gouvernement mirent un terme à ces abus; la première définissant les délits de presse, et fixant les peines qui devaient leur être appliquées; la seconde, remettant les soins de les juger au jury, organe naturel de l'opinion; la troisième supprimant l'autorisation préalable et la censure.

C'était M. Decazes, appuyé sur la faveur croissante du Roi, qui conduisait ce mouvement de la Restauration à gauche. Le ministère s'était d'abord, comme on l'a vu, débarrassé de deux de ses membres qui se mettaient au service des passions des royalistes ultra. Le duc de Richelieu ne tarda pas à trouver que le Gouvernement allait trop loin. Au retour du Congrès d'Aix-la-Chapelle, où il avait obtenu le départ anticipé des troupes étrangères, mais où les puissances européennes, déjà inquiètes de la tournure que prenaient les choses en France, avaient en échange obtenu de lui la promesse d'enrayer le mouvement et de se rapprocher des royalistes, le ministère s'était disloqué, Decazes et Gouvion-Saint-Cyr se refusant à tout changement de direction. Le duc de Richelieu, chargé de former un cabinet nouveau, se heurta à de telles difficultés qu'il y renonça. Decazes redevint le chef du Gouvernement, sous la présidence nominale du général Dessoles. Tout le ministère était acquis à sa politique : le baron Louis y avait les Finances; son administration a été depuis, et fort longtemps après, citée comme un modèle (30 décembre 1818). Un des premiers soins du nouveau ministère fut de briser l'opposition de la Chambre des Pairs, qui prenait une attitude de combat. Le Roi créa soixante pairs nouveaux, pris en grande partie parmi les maréchaux, généraux ou grands dignitaires de l'Empire, qui y assurèrent une majorité au libéralisme. C'est aussitôt après que fut présentée et votée la loi qui donnait à la presse une assez large liberté.

Ainsi la vieille royauté de droit divin semblait vouloir se réconcilier avec la France moderne, à laquelle l'étranger l'avait imposée.

Mais cette sagesse ne devait pas durer. On devine sans peine quelles colères ces tentatives de réconciliation avec la France nouvelle soulevaient dans le monde des royalistes, retour de l'émigration, qui avaient cru en 1815 que le pays leur appartenait. Le frère du Roi et son héritier présomptif (car Louis XVIII ne pouvait pas avoir d'enfants), le comte d'Artois, était le chef, très actif et très passionné du parti qui éprouvait ces colères. Dans sa propre cour, Louis XVIII en était entouré, et devait leur tenir tête. Les élections qui se succédaient vinrent à bout de sa résistance.

On a vu que, d'après la loi électorale, la Chambre était renouvelée par cinquième tous les ans. Chacun de ces renouvellements fut une défaite, ou plutôt un désastre, pour les royalistes « ultra », graduellement éliminés de la Chambre. Mais bientôt ce ne fut plus au profit des royalistes plus modérés, favorables à la politique du ministère. La bourgeoisie d'alors, fort attachée à l'œuvre de 1789, était avec les hommes qui avaient formé la majorité à la Chambre des Cent-Jours: ni Napoléoniens, ni Bourbonniens; ne regrettant nullement l'Empire, mais n'aimant pas plus la royauté, ennemis déterminés de l'esprit de recul qui menaçait les conquêtes de la Révolution. Ceux-là s'intitulèrent les Indépendants. Il y en avait une poignée infime, pas même une dizaine, dans la Chambre introuvable. Chaque élection partielle grossit rapidement leurs forces; et l'on put prévoir le moment où ils seraient la majorité.

Ainsi entrèrent successivement à la Chambre Dupont de l'Eure, qui devait plus tard être du Gouvernement provisoire de la République, en 1848; le banquier Laffitte; le banquier Casimir Périer, le futur ministre de Louis-Philippe; La Fayette, qu'on a vu jouer un si grand rôle aux débuts de la Révolution; Manuel, un ancien soldat de nos armées républicaines, bientôt le plus véhément des orateurs de l'opposition libérale; le général Foy, qui devait porter si haut l'éloquence du patriotisme militaire uni à la passion des libertés civiles. Mais l'indignation des roya-

listes, sans distinction de nuances, fut au comble, lorsqu'en 1819 les électeurs de l'Isère envoyèrent à la Chambre l'abbé Grégoire, l'ancien évêque constitutionnel, l'ancien membre de la Convention, en qui ils détestaient et le républicanisme de 1793 et le révolté contre le Pape.

Par un étrange abus de pouvoir, la Chambre cassa le vote des électeurs, et exclut l'abbé Grégoire. Mais ce symptôme de l'esprit qui grandissait n'en épouvanta pas moins les royalistes. Louis XVIII ne résista plus : il vieillissait, et une femme attachée à l'esprit de la cour prenait sur ce vieillard malade une influence dominante ; on peut croire qu'il prit peur lui-même. D'ailleurs, les puissances alliées d'Europe étaient effrayées depuis quelque temps. Il ne se décida pourtant pas encore à se séparer de son cher Decazes : mais celui-ci eut la faiblesse de renoncer à sa politique. Le général Dessoles, le maréchal Gouvion Saint-Cyr, le baron Louis, furent plus fermes et quittèrent le pouvoir, pendant que Decazes, avec un ministère nouveau, acceptait de détruire sa loi électorale et d'en préparer une nouvelle.

Capitulation inutile : il n'en devait tomber que plus mal.

Le 15 février 1820, le second fils du comte d'Artois, le duc de Berry, était tué d'un coup de couteau au moment où il entra à l'Opéra. L'assassin, un garçon sellier nommé Louvel, était un fanatique qui croyait le duc de Berry, récemment marié, seul capable de donner un héritier à la branche aînée des Bourbons. On a peine à croire que les royalistes ultra aient été assez insensés pour rejeter sur la politique de Decazes la responsabilité du crime. « Le manche du couteau, disait-on, est une idée libérale. » Louis XVIII dut abandonner son favori aux haines exaspérées des ultra, et le pouvoir revint tout entier aux hommes de 1815 et de 1816.

Ils allaient aveuglément consommer le divorce de la royauté et du pays, et commencer avec la France moderne ce long duel, coupé seulement d'une courte trêve, où la monarchie des Bourbons de la branche aînée devait périr au bout de dix ans.



(Photo Braun.)

Derniers moments du duc de Berry.
Tableau de Manjand (Musée de Versailles).

V. — Nouvelle réaction.

Dès qu'il se fut séparé, non sans larmes, de ce Decazes qu'il appelait « son fils », Louis XVIII confia au duc de Richelieu le soin de former un nouveau cabinet. Mais il fallait au parti ultra d'autres hommes que le duc de Richelieu et ses collaborateurs, des hommes tout à lui, pour une œuvre de réaction aveugle.

Le ministère Richelieu ne leur marchandait pourtant pas les satisfactions : il leur apportait trois lois inqualifiables. L'une suspendait la liberté individuelle, et donnait au Gouvernement le droit d'arrêter et de garder en prison, sans jugement, toute personne soupçonnée de machination contre la sûreté de l'État ou de complot contre les personnes royales. L'autre supprimait toute liberté de presse et rétablissait un régime pire que celui qui existait avant la loi récente, en soumettant à l'autorisation préalable et à la censure tous les écrits paraissant par cahiers et

livraisons. Enfin une loi électorale, pire que celle que Decazes avait consenti à préparer avant de partir, supprimait les droits de la petite partie de la France à laquelle la Charte attribuait le droit de vote. Les électeurs à 300 francs d'impôts, réunis dans chaque arrondissement, n'avaient plus d'autre rôle que de dresser des listes de candidats. Le privilège de choisir les députés dans ces listes était confié aux « collèges de départements », formés des plus imposés, jusqu'à concurrence d'un cinquième des électeurs, 100 au moins, 600 au plus. Les 10.000 à 12.000 riches, les plus riches du pays, allaient seuls décider de l'élection; à peine plus d'un millième des Français majeurs.

Ces lois scandaleuses ne passèrent point sans difficulté. Elles ne furent adoptées qu'à de très petites majorités, et après des débats passionnés. Les grands orateurs « libéraux » (cette qualification avait remplacé celle d'indépendants) Benjamin Constant, Manuel, le général Foy, les combattirent avec une énergie exaspérée, dans des séances orageuses, où l'on échangeait de part et d'autre de violentes invectives. Mais déjà des royalistes prévoyants se joignaient à eux pour arrêter



« Un Monsieur qui fut le grand jour ».
D'après une caricature de l'époque. (Bibliothèque Nationale).

la royauté sur la pente fatale où elle s'engageait. Deux hommes unis par une étroite amitié surtout, Royer-Collard et Camille Jordan, luttèrent de toutes leurs forces contre ces lourdes fautes. Tous deux avaient donné des gages à la royauté dès la Révolution; tous deux avaient représenté avec éclat sous le Directoire, à la tribune des Cinq-Cents, l'opposition catholique et secrètement royaliste; tous deux avaient été frappés à ce titre par Fructidor. Jordan avait été, sous la Convention, parmi les révoltés de Lyon : Royer-Collard avait été plus tard le créateur et le chef du Comité qui correspondait secrètement avec Louis XVIII en exil. Camille Jordan, déjà condamné par la maladie qui devait le frapper à mort un an après, surmonta sa faiblesse et ses souffrances pour combattre avec acharnement la loi électorale que Royer-Collard appelait « un coup d'État contre la société, une révolution contre l'égalité ». De la Chambre, l'émotion se propageait au dehors. Les jeunes gens, les ouvriers protestaient violemment : il y avait dans Paris des

troubles quotidiens, où le sang coulait. Les opposants avaient adopté le cri de : « Vive la Charte ! » que la police traitait en cri de révolte.

Le ministère ne devait pas garder longtemps le fruit de ses concessions à la droite. Dès le premier renouvellement d'une partie de la Chambre, la loi nouvelle produisit ses résultats forcés : les libéraux et les modérés perdirent une notable partie de leur force au profit des « ultra ». Le premier soin de ceux-ci, une fois qu'ils furent les plus forts, fut de se joindre aux libéraux pour mettre le ministère en minorité. Dès le mois de novembre 1821, le Gouvernement passait à leurs chefs. Ainsi fut constitué le ministère connu sous le nom de ministère Villèle, du nom de son chef, non point nominal, mais réel.

Les furieux de 1815 et de 1816 redevenaient les maîtres : mais leur domination présentait un caractère nouveau. Les violences, aux débuts de la Restauration, avaient eu surtout un caractère politique : elles allaient prendre un caractère plus nettement clérical; au lieu d'éclater tumultueusement au gré des passions ardentes, elles allaient être conduites et disciplinées par les Jésuites.

On sait que les Jésuites, tout puissants pendant la dernière partie du règne de Louis XIV, avaient, dans la seconde partie du dix-huitième siècle, durement payé leur orgueilleuse domination. Chassés successivement de Portugal, de France, d'Espagne, du royaume de Naples, d'Autriche même, ils avaient vu enfin le pape Clément XVI abolir leur ordre en 1772. Rétablis par Pie VII, ils avaient essayé de rentrer en France, surtout à la fin de l'Empire, sous de faux noms. La Restauration leur offrait, chez nous, un terrain plus favorable. Ils s'emparèrent de la « Congrégation », institution fondée d'abord à un point de vue exclusivement religieux, pour en faire un instrument de puissance politique. Ce fut l'œuvre du Père Ronsin, jésuite, placé à la tête de cette congrégation à la mort de son second directeur. Une maison que les Jésuites avaient fondée sous leur véritable nom, aux portes de Paris, à Montrouge, bien que les lois qui les condamnaient en France fussent encore en vigueur, était le centre de leur action.

Ils travaillaient à grouper dans la « Congrégation », sous leur autorité, les membres du gouvernement de la France. Il fallait, pour y être reçu, subir de longues épreuves : d'abord être présenté, ou par un Jésuite, ou par trois membres; être examiné par le Père Ronsin; être soumis quelque temps à une surveillance secrète. Des réunions périodiques, où des cérémonies religieuses : messe, communion, chants dévots, se mêlaient à des causeries politiques, entretenaient le zèle des membres. Ils portaient, comme signe de reconnaissance, une bague d'or ou d'argent marquée de certains signes : des grains pour dire leur chapelet, une croix ou un sacré-cœur. Les plus favorisés étaient admis parmi les « Jésuites de robe courte », laïques affiliés à l'ordre de Loyola. On leur imposait, dit-on, d'étranges épreuves pour exercer leur humilité, entre autres celle de manger les miettes de la table où dînaient les Pères Jésuites. Il y avait deux directeurs laïques au-dessous du Père Ron-

sin : Jules de Polignac et Mathieu de Montmorency. Le roi Louis XVIII lui-même était entré dans la Congrégation, mais à l'époque où elle n'avait qu'un caractère religieux. Le comte d'Artois en était un membre fort actif. Les pairs, les députés, les chefs de l'armée, les plus hauts magistrats, les préfets y abondaient, avec la meilleure noblesse. On comprend qu'avec l'influence de l'institution, cette ferveur n'était pas tout à fait désintéressée : des associations subordonnées recrutaient des adhérents dans des classes plus humbles, ou s'occupaient de propager ce qu'on appelait « les bons livres » et « les bonnes études ».

Avec le cabinet Villèle, la Congrégation mettait directement, et pour de longues années, la main sur le pouvoir. Sauf le ministre de la Guerre, tous les membres du nouveau ministère, Villèle, Corbières, Peyronnet, lui appartenaient : le ministre des Affaires étrangères, Mathieu de Montmorency, était, on l'a vu, un de ses directeurs laïques. Ainsi, la France allait être de nouveau livrée à la toute-puissance et aux orgueilleuses exigences de cet ordre de Jésus, si habile à conquérir le pouvoir et si incapable de le garder; d'un génie aussi prodigieusement pratique, pour se glisser vers l'autorité, pour l'envelopper, pour l'enserrer, qu'il est prodigieusement chimérique dans le rêve insensé d'absolutisme au service duquel il met toutes ses forces et toutes ses



« Un pauvre Sire ».

D'après une caricature de l'époque (Bibliothèque Nationale).

rusés, cheminant graduellement et fatalement vers l'étouffement de toute étincelle de liberté, jusqu'à ce qu'une révolte inévitable brise l'édifice d'asservissement qu'il a patiemment construit. On sait qu'il a perdu tous les régimes et tous les pays dont il s'est emparé : c'est le sort qu'il préparait à la Restauration.

D'autres démonstrations religieuses, soumises à la même direction, exerçaient sur le pays une action moins puissante, mais plus bruyante. On sait que l'Église catholique, comme les Églises protestantes, a organisé un service de missions dans tous les pays du monde, pour convertir à la religion les populations barbares ou civilisées jusqu'au fond de l'Afrique, de l'Asie et des îles de tous les océans. Sous l'Empire, l'Angleterre, maîtresse des mers, fermait à nos missionnaires toutes les routes du globe. Mais leur directeur, l'abbé de Rauzan, estima que les habitants de la France voltairienne, puis révolutionnaire, avaient autant de besoin d'être convertis à la religion catholique que les nègres, les Chinois ou les Polynésiens, et il organisa des missions dans les villes de province. Elles prirent peu à peu, sous la Restauration, une importance et un caractère bien faits pour frapper les imaginations.

Les missionnaires étaient reçus en grande pompe dans les villes où ils s'étaient fait annoncer. Préfets, magistrats, fonctionnaires de tout ordre, se mettaient à leur service, et tous les pouvoirs



La valeur française rend à Ferdinand sa couronne.
(Bibliothèque Nationale.)

officiels étaient comme suspendus. Alors s'ouvrait une série de cérémonies religieuses ayant un sens d'expiation, pour les crimes de la France durant le quart de siècle qui s'était écoulé entre 1789 et 1815. On formait à la hâte des chœurs d'hommes, de femmes ou de jeunes filles, qui faisaient retentir les rues de chants de circonstance, soit sur des airs d'opéra ou de chansons connues, soit même sur des airs révolutionnaires. On avait notamment adapté

des paroles nouvelles au *Chant du départ*. On ne disait pas : « La République », mais « La Religion nous appelle » et l'on continuait : « Un Français doit vivre pour elle, pour elle un Français doit mourir. » Des confessions, des communions publiques étaient mêlées à des amendes honorables de toute une population pour tout ce qui s'était passé durant la période révolutionnaire, à des conférences où un prêtre prenant le personnage d'avocat du diable et jouant le rôle de philosophe, se faisait confondre aisément par le défenseur de la Foi. Les libéraux rééditaient à ce moment les œuvres de Voltaire et de Rousseau ; on les brûlait solennellement sur les places publiques. Tous les corps officiels, en grand costume, figuraient dans ces cérémonies, terminées le plus souvent par la plantation d'une croix colossale, que des équipes de cent porteurs de bonne volonté, se relayant d'étape en étape, amenaient sur leurs épaules jusqu'au point où elle était érigée comme témoignage de repentir du peuple qui avait conquis ses libertés trente ans avant. Même sous le ministère Decazes, le maire de Brest avait été destitué pour avoir cédé à la majorité de la population qui n'avait pas voulu de missionnaires.

Ce triomphe de l'esprit de recul, ces violents efforts pour ramener une nation vers le passé, étaient d'autant plus effrayants qu'ils n'étaient pas restreints à la France : toute l'Europe en subissait de semblables, et de plus forts. Partout, depuis les rivages de l'Atlantique jusqu'à la mer Noire, les peuples faisaient des tentatives désespérées pour secouer le joug de plomb qui pesait sur eux : partout, ils retombaient dans leur sang, vaincus et broyés. On a vu que les puissances victorieuses à Waterloo restaient unies et armées pour étouffer, dans tout le monde civilisé, toute poussée des germes de liberté ; que l'empereur de Russie avait donné, par la

Sainte-Alliance, une forme et une étiquette mystique à cette terrible coalition, que M. de Metternich, qui en était le vrai chef, lui avait donné une organisation plus pratique par les Congrès où il réunissait, à de brefs intervalles, les souverains ou les ambassadeurs des monarchies alliées, pour surveiller tous les efforts d'affranchissement, toutes les vellités de progrès, pour les interdire, pour les réprimer, et pour étouffer les révoltes par la force des armes. Waterloo pesait d'un poids affreux sur l'Europe entière traitée en pays conquis. Il écrasait les peuples qui avaient donné la victoire aux souverains aussi lourdement que les vaincus.

C'est par l'Allemagne qu'on commença. La police de Metternich y étouffa toutes les aspirations soulevées par le mouvement national de 1813.

L'Espagne subissait un tyran odieux et ridicule, ce misérable Ferdinand VII, dont nous avons vu les querelles scandaleuses avec son père, sa mère et leur favori Godoy. Dès 1814, il avait supprimé la Constitution au nom de laquelle l'Espagne révoltée lui avait rendu sa couronne, et rétabli tout l'ancien régime espagnol, avec l'Inquisition et les vixes et absurdes conseils gouvernementaux, en même temps qu'il jetait tous les libéraux en prison. Après trois conspirations avortées, un jeune officier, Riego, dès janvier 1820, commença la Révolution. Au mois de mars, Ferdinand était obligé de convoquer des Cortès (c'est le nom espagnol des assemblées élues) et d'accepter la Constitution qu'il avait déchirée.

Ce fut le signal de toute une série de révolutions. Le Portugal se soulevait dès le mois d'août. En Italie, le royaume de Naples l'avait devancé. Là s'était largement étendue une de ces puissantes associations secrètes dont la Sicile et le royaume de Naples ont offert de si curieux exemples. Celle-ci, admirablement organisée, et dont l'origine, d'après quelques-uns, remontait au Moyen Age, portait le nom bizarre d'Association des « Charbonniers » ou « Carbonari ». Elle avait conspiré contre Murat, et le Roi renversé par nos armes avait essayé de s'en servir contre le souverain imposé par Napoléon. Mais les « Carbonari » n'avaient pas tardé à trouver l'ancien Roi réinstallé sur son trône, bien pire que Murat : la Révolution éclata le 2 juillet 1820 dans une petite ville de province, à Nola. Avec les ramifications de la Charbonnerie, elle eut vite raison du faible gouvernement royal.

Le roi Ferdinand, surnommé Nasone, après avoir accepté avec enthousiasme de prêter serment à une constitution, subit sans résistance les reproches de la Sainte-Alliance, qui rétablit dans ses États l'absolutisme le plus intransigeant. Puis ce fut en Piémont que la réaction s'abattit. Le régent Charles-Albert, prince de Carignan, ayant promulgué une constitution, les troupes autrichiennes le chassèrent de ses États, et les libéraux furent condamnés à mort ou aux galères. Dans l'Italie du Nord, la révolte, inspirée là aussi par la Charbonnerie, fut rapidement étouffée, et les conspirateurs allèrent grossir le nombre de ceux qui vieillissaient dans le *carcere duro* (dure prison). Parmi eux se trouvait Silvio Pellico, l'auteur de *Mes Prisons*.

Contre la révolution espagnole, ce fut la France qui se chargea de rétablir, à main armée, l'absolutisme et l'Inquisition. L'Angleterre elle-même supporta, pendant une longue période, la domination du parti conservateur.

Seules les colonies américaines de l'Espagne et du Portugal, soulevées contre l'absolutisme royal, échappèrent aux répressions de la Sainte-Alliance.

En même temps, le ministère Villèle alla vite en besogne. Dès la session de 1822, il faisait voter deux lois qui supprimaient la liberté de la presse, cette fois à titre définitif. La première était une loi pénale, cléricale autant que politique : elle frappait d'une peine qui pouvait aller à cinq ans de prison et 6.000 francs d'amende, tout écrit ou toute parole « tournant en dérision la religion de l'État ». Benjamin Constant faisait remarquer qu'elle se serait appliquée aux *Provinciales* et aurait frappé Pascal. D'autres articles prévoyaient et châtaient l'excitation à la haine et au mépris « d'une ou plusieurs classes de personnes », rétablissant ainsi officiellement les classes dans notre société, donnaient aux Chambres le pouvoir de traduire devant elles, et de juger elles-mêmes, ceux qui les avaient attaquées, interdisaient, si l'on était accusé d'avoir diffamé des fonctionnaires, le droit de prouver l'exactitude des faits allégués. La disposition la plus grave était au jury les procès de presse, pour les donner à des magistrats attendant leur avancement du pouvoir.

L'autre loi rétablissait la nécessité d'une autorisation gouvernementale pour fonder un journal, permettait aux tribunaux de suspendre d'abord, de supprimer ensuite les journaux dont l'es-

prit était de nature à porter atteinte à la paix publique, au respect de la religion ou à l'autorité du Roi, et donnait au Gouvernement, en cas d'absence des Chambres, la faculté de rétablir la censure par simple ordonnance.

L'année suivante, on commençait à restaurer la toute-puissance de l'Église sur l'enseignement public : une ordonnance rétablissait le titre de grand maître de l'Université, aboli depuis l'Empire, mais pour le donner à l'abbé de Frayssinous, premier aumônier du Roi, tout dévoué aux Jésuites.

L'expédition d'Espagne allait aggraver les choses.

La Congrégation voulait qu'une armée française allât rétablir au delà des Pyrénées le pouvoir absolu du Roi et de l'Église. Louis XVIII ne le voulait pas; Villèle ne le voulait pas non plus. Il



Le député Manuel expulsé de la Chambre.
(Bibliothèque Nationale.)

allait se tenir alors, à Vérone, un de ces congrès au moyen desquels Metternich gouvernait l'Europe. Le ministre des Affaires étrangères, Montmorency, voulut y aller lui-même représenter la France. Le Gouvernement, pour le modérer, lui adjoignit le grand écrivain Chateaubriand, alors ambassadeur à Londres. Depuis 1815, Chateaubriand s'était donné au parti royaliste ultra, qu'il couvrait de sa gloire : mais il y gardait une certaine liberté d'esprit, et c'était l'ami intime de Villèle, qu'il avait contribué à faire introduire au ministère. Celui-ci comptait donc sur lui pour faire contrepoids à Montmorency; il se trompait : Chateaubriand était, au fond du cœur, partisan décidé de la guerre d'Espagne.

Arrivé à Vérone, Montmorency, au mépris de ses instructions, négocia une intervention française en Espagne, et la fit accepter des puissances alliées, l'Angleterre restant en dehors. Chateaubriand s'effaçait, et, en dessous, secondait Montmorency. Le Congrès fini, Villèle résistait encore : Montmorency dut quitter le ministère, où Chateaubriand le remplaça. Mais la Congrégation était résolue à vaincre la mauvaise volonté de Villèle. Maîtresse de la majorité de la

Chambre, elle lui envoya une délégation pour lui dire de choisir entre sa chute ou la guerre. Le ministère qui devait remplacer le sien était tout prêt, avec M. de Vitrolles à sa tête. Villèle capitula, et les Chambres furent saisies d'un projet destiné à fournir 100 millions pour l'expédition.

On devine avec quelle passion ce projet fut attaqué par les libéraux. De tous les orateurs de l'opposition, c'était Manuel qui exaspérait le plus les colères de la droite. Dans son discours, pour faire comprendre les périls auxquels une invasion étrangère exposerait le roi d'Espagne, il rappela l'exemple de Louis XVI. « Les dangers de la famille royale en France, s'écria-t-il, sont devenus plus graves lorsque l'étranger eut envahi notre territoire, et que la France, la France révolutionnaire, sentant le besoin de se défendre par des forces nouvelles et une nouvelle énergie... »

Il ne put pas continuer : une explosion de clameurs furieuses couvrit sa voix ; et le tumulte se prolongea de telle sorte qu'il fallut lever la séance. Dans cette constatation si simple d'un fait indéniable, que c'était l'invasion étrangère qui avait été la cause de la condamnation de Louis XVI, la majorité de droite feignait de voir une apologie du régicide. En son nom, au début de la séance suivante, M. de La Bourdonnaye proposa d'exclure Manuel de la Chambre. C'était un véritable coup d'Etat, un acte de révolte contre le corps électoral, et il n'en existait pas d'exemple dans l'histoire des Parlements. La proposition de M. de La Bourdonnaye, renvoyée à une commission et approuvée par elle, était votée le lundi 3 mars. Au mépris des règles fondamentales de tout régime parlementaire, au mépris de la Charte elle-même, Manuel était exclu de la Chambre.

Il trouva pourtant moyen de déjouer les précautions prises pour lui en interdire l'entrée : le lendemain, il était assis à son banc, au milieu de ses amis. Le président l'invita à se retirer. Naturellement, il refusa. On suspendit la séance : toute la gauche resta sur ses bancs autour de lui. Le chef des huissiers, à la tête des huissiers de service, l'invita de nouveau à sortir. Nouveau refus. On fit alors entrer un détachement de Garde nationale. Mais quand ils reçurent l'ordre d'expulser Manuel, le sergent et ses hommes ne bougèrent point. Ils manifestaient par leurs gestes qu'ils ne voulaient pas prendre leur part d'une telle besogne, tandis que la gauche et les tribunes applaudissaient en applaudissements prolongés. On fit alors venir les gendarmes, sous les ordres d'un certain vicomte de Foucault, leur colonel, qui s'écria brutalement : « Empoignez-moi M. Manuel ! » Lui-même le prit par le bras, tandis que des gendarmes le prenaient au collet : des députés de la gauche défendirent Manuel. Ce fut pendant quelques instants un pêle-mêle tumultueux. Entraîné au bas des gradins, Manuel fit signe à ses amis de s'arrêter. La résistance avait été assez longue, et la violence assez constatée. Toute la gauche sortit avec lui ; soixante-deux députés, parmi lesquels se trouvaient Lafayette, le général Foy, Dupont de l'Eure, Casimir Périer, Laffitte, signèrent une protestation indignée. Et ils ne siégèrent plus pendant toute la durée de la session. Au dehors, de violentes manifestations attestaient l'indignation publique.

Bientôt une armée française d'environ 100.000 hommes fut rassemblée à la frontière d'Espagne, du côté du golfe de Gascogne. Elle était commandée par le duc d'Angoulême, un des fils du comte d'Artois, et sous ses ordres par le général Guillemainot. Un complot avait été organisé à Paris pour soulever les troupes et les tourner contre le Gouvernement royal. L'action des officiers en retraite envoyés de Paris à cet effet devait se combiner avec celle des révolutionnaires français et italiens réfugiés en Espagne. La police eut vent de ces projets et arrêta en France quelques-uns de ceux qui devaient les exécuter. Les réfugiés ne purent accomplir qu'une démonstration héroïque, mais stérile. On sait que de ce côté, la frontière entre les deux pays est formée par un petit fleuve appelé la Bidassoa. Le pont de la Bidassoa avait été détruit pendant les guerres de l'Empire ; il n'en restait que les piles aux deux bouts : sur celle qui touchait à la rive française, nos troupes avaient placé un canon chargé à mitraille. Les réfugiés se groupèrent sur l'autre pile, sous les plis d'un drapeau tricolore largement déployé, en chantant la *Marseillaise* : ils espéraient ainsi réveiller les vieux sentiments des officiers et des soldats ; et le fait est qu'ils avaient dans leurs rangs de chaudes sympathies. Ce n'est probablement pas par maladresse que, quand l'ordre fut donné de tirer le canon sur eux, la mitraille mal dirigée passa à côté, en en touchant à peine quelques-uns. Mais comme on se méfiait des troupes de ligne, on plaça le long du rivage une ligne de gendarmes, dont le feu eut bientôt tué une quinzaine ou une vingtaine des réfugiés. De leur côté, il ne partit pas un coup de fusil : ils offraient leur poitrine aux balles : ils ne voulaient pas tirer sur des Français.

Aussitôt après, l'armée entra en Espagne. Il faut bien le dire : rarement guerre soutenue par

des soldats français fut moins glorieuse. Il n'y eut que quelques petits faits d'armes isolés où l'on put reconnaître leur vaillance. C'est à peine s'il y eut lutte : le Gouvernement constitutionnel était trahi par ses chefs militaires, et ces trahisons étaient achetées par le Gouvernement français. Le général Foy a pu dire, peu après, à la tribune, qu'une somme de 12 millions avait reçu ce honneux emploi.

On ne tenta même pas de défendre les routes, et l'armée put arriver sans combat jusqu'à Vittoria, où le duc d'Angoulême s'arrêta trois semaines.

On achetait, pendant ce temps, le général ennemi chargé de défendre la route de Madrid, L'Abisbal. Ses lieutenants avaient leur part du marché. L'Abisbal, dont la trahison était soupçonnée, chercha un refuge au milieu de nos troupes, qui eurent grand'peine à le sauver des colères des royalistes espagnols, que sa trahison ne désarmait pas, et à le faire arriver en sûreté en France. Un de ses lieutenants, gagné comme lui, emmenait bien loin des troupes françaises la majeure

partie de ses forces. L'autre, Zayas, restait à Madrid avec un peu plus d'un millier d'hommes pour nous en ouvrir les portes.

C'est ainsi que quelques bataillons français y entrèrent, le 23 mai, à 4 heures du matin, tandis que Zayas, après leur avoir livré tous les postes, se retirait avec ses hommes dans le sens opposé. Madrid, à son réveil, fut stupéfait de se voir occupée par nos troupes.

Le Gouvernement constitutionnel, avec l'assemblée des Cortès, avait cherché un refuge dans le sud de l'Espagne, en Andalousie, à Séville, emmenant avec lui, de force, le Roi qui était plutôt son prisonnier que son roi. Deux de nos corps de troupe prirent les deux routes qui conduisent de Madrid à Séville, par la Manche et l'Estramadure; ils ne trouvèrent pas non plus de résistance, et le Gouvernement constitutionnel, avec les Cortès et le Roi, qui ne pouvait pas leur échapper, durent fuir jusqu'à Cadix.

Nos troupes, cependant, occupaient les diverses provinces de l'Espagne, toujours avec la même facilité, et en gagnant les chefs des troupes constitutionnelles. Après L'Abisbal et Zayas, ce fut le tour de Morillo et de Balles-



Louis-Antoine d'Artois, duc d'Angoulême,
sur le fort du Trocadéro (31 août 1823).

D'après une peinture de Paul Delaroche (Cabinet des estampes)

teros. Un incident curieux marqua cette prise de possession des diverses provinces. Un de nos corps d'armée attaquait la petite ville de La Corogne. Il avait emporté les premiers retranchements et mis leurs défenseurs en fuite, quand une petite troupe d'environ 200 hommes, sous les plis du drapeau tricolore, tomba sur nos soldats et reprit les positions perdues. C'étaient nos réfugiés, que l'on a vus à l'œuvre à la frontière, et qui étaient venus au port de La Corogne pour s'y embarquer : si la ville tombait aux mains de l'armée de la Restauration, ils étaient pris et probablement fusillés. La plupart purent s'embarquer et s'échapper. D'autres, en fuite vers les frontières du Portugal, furent faits prisonniers et traduits plus tard devant la cour d'assises de la Haute-Garonne : le jury les acquitta.

La guerre allait se terminer par le siège de Cadix, dernier asile des libertés espagnoles. La ville où les Cortès s'étaient réfugiées passait pour presque imprenable. C'est un rocher battu par les flots, et qui n'est relié au continent que par une longue et mince flèche de terre. En face se trouve le port de Sainte-Marie, où le duc d'Angoulême plaça son quartier général. A un endroit où la baie se rétrécit, le rivage espagnol était occupé par une position fortifiée appelée le Trocadéro. Elle fut brillamment enlevée par nos soldats. Pour s'emparer du fort de Sancti Petri, on s'adressa

encore à la complaisance du commandant, qui accepta de se rendre après un semblant de défense.

La situation des Constitutionnels était désespérée : mais la prise de Cadix pouvait encore présenter de grosses difficultés. On eut une dernière fois recours à la corruption. Il y avait, avec l'armée française, une sorte d'aventurier, homme d'affaires louche mais fort habile, qui dès le début de la campagne s'était chargé des fournitures à l'armée en vertu d'un traité que nous verrons plus tard dénoncé comme scandaleux. Il avait des intelligences dans la place et se chargea d'y organiser la trahison à prix d'argent. Il a raconté plus tard qu'il y employa une somme de 2 millions, fournie, bien entendu, par le Trésor français. Il fut aisé de provoquer des défections parmi des hommes qui voyaient leur cause perdue. On devait tout d'abord laisser revenir au milieu de



La conquête du Trocadéro de Cadix.
Peinture de Paul Delaroche.

nos troupes le Roi, que les Constitutionnels gardaient de force avec eux. Cadix était défendue par une milice de volontaires, recrutée parmi les partisans les plus ardents de la Révolution. On les avait écartés de la ville pendant les négociations secrètes : ils y rentrèrent sur les bruits de trahison, et s'opposèrent au départ du Roi. Celui-ci publia alors une Déclaration où il promettait « sur la foi de sa parole royale » un large oubli de tout ce qui s'était passé, un régime qui garantirait les personnes, les propriétés, les libertés civiles, la reconnaissance des dettes du Gouvernement constitutionnel, etc. Sur ces belles promesses, on le laissa s'embarquer. A peine arrivé au port Sainte-Marie, il publia un décret qui déchirait toutes les promesses qu'il faisait afficher, deux jours avant, sur « la foi de sa parole royale ».

L'expédition était terminée.

Bientôt les violences du parti absolutiste irritèrent le duc d'Angoulême : il n'eût point voulu que le drapeau de la France abritât de tels excès, ni que nos armes servissent à les provoquer.

Dès son entrée en Andalousie, il avait daté d'Andujar (8 août) une ordonnance interdisant aux autorités espagnoles de faire des arrestations sans l'autorisation des commandants des troupes françaises, enjoignant à ceux-ci de faire relâcher les personnes arrêtées arbitrairement, et mettant la presse sous leur surveillance. Mais devant les protestations et la colère des royalistes espagnols, il avait bientôt après fait signer au général Guillemot une lettre qui annulait cette ordonnance sous prétexte de l'expliquer. Le duc d'Angoulême avait aussi, au nom de Louis XVIII, écrit à Ferdinand, encore retenu dans Cadix, pour le presser d'accorder une amnistie et de gouverner avec des Cortès. Mais la réponse, dictée au Roi par les ministres dont il était encore prisonnier, n'avait été qu'une invitation à l'armée française de se retirer. En réalité, la France était impuissante à contenir les furieuses passions auxquelles elle livrait l'Espagne. Riego, l'officier qui avait commencé la Révolution, étant sorti de Cadix pour faire campagne en Andalousie, avait été fait prisonnier par nos troupes. On n'eut point la fermeté de le refuser aux

royalistes espagnols, qui se hâtèrent de faire son procès. Le fonctionnaire chargé de l'accusation demandait qu'après l'avoir tué, on coupât son cadavre en cinq morceaux, à envoyer dans cinq villes d'Espagne différentes. On se borna à le pendre. Il n'en fut pas moins triste de voir la France livrer au gibet un de ses prisonniers de guerre.

Une réaction féroce suivit le rétablissement de Ferdinand VII.

La guerre d'Espagne ne fit naturellement qu'encourager la passion de réaction dont le Gouvernement était possédé. Les mesures du cléricalisme le plus brutal se succédèrent rapidement. Les procès de presse redoublèrent, et tel écrivain condamné était conduit à pied, les mains liées, à la maison de détention de Poissy, attaché à un forçat couvert de gale. Les destitutions se multipliaient : le célèbre poète Casimir Delavigne perdait sa place de bibliothécaire; on osait chasser de leurs chaires deux professeurs illustres, tous deux royalistes éprouvés, le philosophe Royer-Collard, le jeune historien Guizot. Les plus fidèles serviteurs des Bourbons n'étaient pas épargnés. L'esprit de persécution s'étendait



Casimir Delavigne.

D'après une caricature du *Charivari*.

aux fonctions les moins politiques : on privait sans indemnité de leurs charges, qu'ils avaient achetées, les greffiers et les huissiers de justice de paix qu'on trouvait malpensants; tous les greffiers de l'arrondissement de Céret, notamment, furent ainsi destitués. Des mesures vexatoires irritèrent les populations jusqu'au fond des campagnes. C'est ainsi qu'on défendit aux paysans de danser le dimanche. Une police religieuse, tracassière et implacable, sévissait sur toute la France. Les journaux du parti arrivé au pouvoir disaient qu'il fallait faire la même guerre « des deux côtés des Pyrénées ».

Mais ce n'était point encore assez pour M. de Villèle : il voulait profiter du moment pour donner à ce régime des garanties de durée. On sait que les Chambres se renouelaient par cinquième tous les ans. Ces élections incessantes l'inquiétaient. Il voulait profiter de ses médiocres victoires espagnoles pour faire élire une Chambre nouvelle qui resterait sept ans, sans autre consultation des électeurs. Aussi se décida-t-il à dissoudre la Chambre où il avait pourtant une énorme majorité, et à faire de nouvelles élections.

Tous les moyens de pression furent employés pour violenter le corps électoral. On devine s'il

était facile de les mettre en œuvre, dans un pays où il n'y avait plus que 40.000 électeurs en grande partie composés de fonctionnaires frappés impitoyablement s'ils votaient mal. Un officier avait été condamné à la prison par le ministre de la Guerre, pour avoir voté contre le candidat du Gouvernement. Dans ces conditions, les élections n'étaient qu'une formalité dérisoire. Elles eurent lieu le 25 février. Quinze libéraux seulement furent nommés. Cent vingt des nouveaux députés appartenaient à la Congrégation.

La première loi proposée à la Chambre étendait ses pouvoirs à sept années. Nulle usurpation plus certaine. Il ne peut pas appartenir aux élus du pays de fixer eux-mêmes la durée de leurs propres pouvoirs, quand elle est fixée par une loi antérieure. Si une Chambre trouve le temps du mandat trop court, elle peut assurément le prolonger, mais pour ses successeurs. Le pays, con-



La Barrière de la Villette en 1823.
(Musée Carnavalet.)

sulté, dira s'il approuve la prolongation. Mais il ne peut évidemment dépendre des mandataires d'étendre la durée du mandat qu'ils ont reçu.

M. de Villèle réussit à faire accepter un projet qui était une monstruosité; il échoua avec un projet excellent. Il proposait de « convertir » la rente. On sait ce que c'est qu'une conversion. Supposez qu'un particulier, à un moment où son crédit était mal établi, ou en un temps où l'argent était rare, ait été obligé de faire un emprunt à 7 %. Son crédit se relève : il peut trouver la même somme à 4 %. Il fait un nouvel emprunt, et s'en sert pour rembourser son premier créancier. Il paie ainsi 3 % de moins par an. Cette opération si légitime, faite par un État, s'appelle une « conversion ». Seulement, en pareil cas, l'État ne rembourse pas tous ses créanciers; il leur laisse le choix de recevoir ou un intérêt moindre, ou le capital qu'ils ont prêté; et ne rembourse que ceux qui ne consentent pas à la réduction du taux d'intérêt qui leur est servi.

Aujourd'hui, cette opération est entrée dans les mœurs; les États qui ont les finances les mieux administrées, comme l'Angleterre et les États-Unis, en ont fait un large emploi; on s'en

est plus d'une fois servi en France même. Mais alors elle était nouvelle : elle fut violemment combattue au nom des intérêts des rentiers, et finalement rejetée par la Chambre des Pairs.

Villèle en profita pour se débarrasser de Chateaubriand, dont la gloire lui portait ombrage. Il faut dire que Chateaubriand gardait une liberté d'allure peu compatible avec la solidarité ministérielle et n'avait rien fait pour amener ses amis à voter la conversion. Il fut mis à la porte du ministère avec des formes qui n'étaient même pas polies : Villèle lui annonça par un billet de trois lignes que le Roi se passerait dorénavant de ses services. Le ministère se fit ainsi bien imprudemment de lui un ennemi mortel. Chateaubriand était la plus grande puissance intellectuelle du temps ; il inspirait à la jeunesse une admiration littéraire sans égale. Il avait jusqu'ici mis cette force au service des royalistes ultra : il allait l'apporter au parti opposé. Il entraînait avec lui le journal le plus influent de l'époque, *Les Débats*.

Louis XVIII mourut peu après, le 16 septembre 1824. On peut dire qu'il se survivait depuis quelques années. Malade, impotent, hors d'état de vouloir, mené par une femme, M^{me} du Cayla, qui avait pris sur lui un empire absolu, il subissait passivement un ministère qu'il n'aimait pas et une politique qu'il aimait encore moins. En réalité, c'était dès lors son frère, le comte d'Artois, qui régnait par ses hommes et par son esprit. On fit au vieux roi de somptueuses funérailles à Saint-Denis.

VI. — Les carbonari. — L'opinion publique.

J'ai voulu retracer, sans en interrompre l'exposé, les entreprises de la réaction, représentée par le ministère Villèle jusqu'à la mort de Louis XVIII. Réaction aussi violente que celle qui avait ensanglanté les deux premières années de la Restauration, au temps de la Chambre « introuvable », que d'ailleurs la Chambre élue en 1824 rappelait de telle sorte que Louis XVIII, dit-on, l'avait appelée la « Chambre retrouvée ». Mais la France de 1820 et des années suivantes ne ressemblait plus à la France de 1815 et de 1816 ; elle n'était plus écrasée sous le coup de la catastrophe de Waterloo ni accablée par l'invasion étrangère. Elle s'était ressaisie, elle avait recommencé une vie nouvelle, elle avait traversé quelques années de liberté relative ; des générations de jeunes gens étaient arrivées à l'âge d'homme, un parti libéral s'était reconstitué, exerçait, du haut de la tribune, une puissante action et sentait derrière lui l'énorme majorité du pays. On ne pouvait plus se résigner à subir passivement le retour offensif d'une réaction aveugle. Et le combat s'était engagé dès le début.

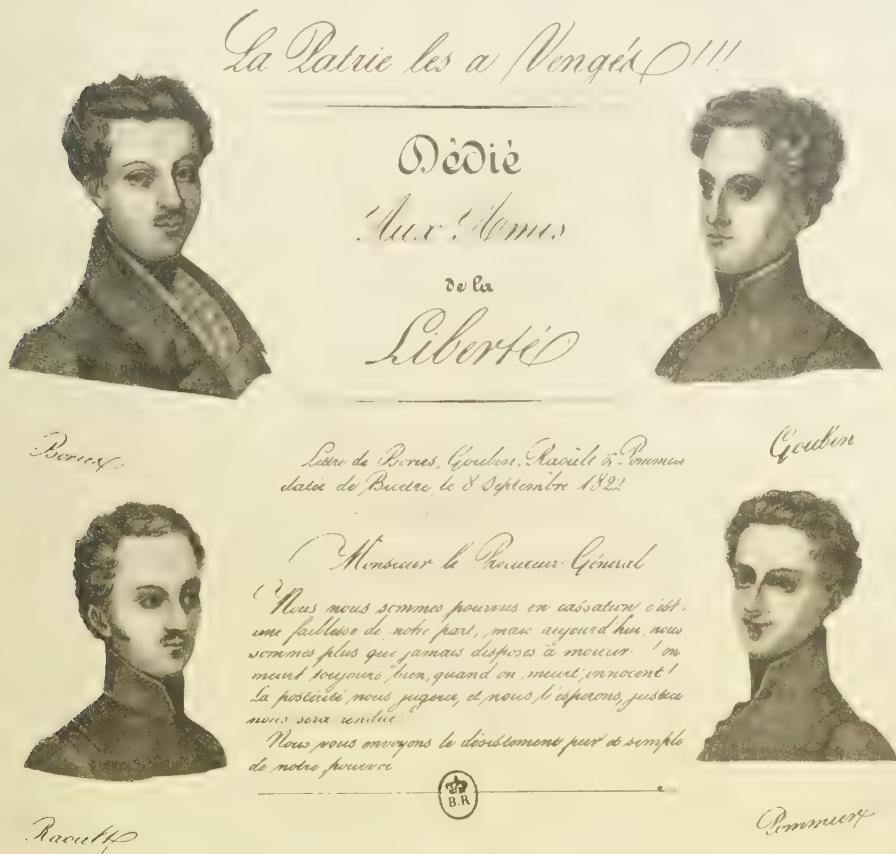
Les premières années furent remplies par la formation de sociétés secrètes et l'organisation de complots militaires. Tout d'abord, on avait créé, à Saumur, les « chevaliers de la Liberté ». Dans toute la région où les paysans avaient fait la guerre civile de la Vendée et des chouans, les villes étaient aussi passionnément dévouées à la cause de la Révolution que les campagnes la détestaient. Dès 1820, à la suite d'un passage de Benjamin Constant à Saumur, quelques citoyens avaient formé, contre le Gouvernement rejeté à l'extrême droite, une association qui s'était rapidement étendue sous le nom que je viens d'indiquer. Mais bientôt une organisation plus puissante l'avait absorbée. On a vu comment la « Charbonnerie » avait fait la révolution de Naples. Deux Français en avaient rapporté les statuts d'Italie : un jeune étudiant en médecine, Buchez, avec deux employés en ayant entendu la lecture, avaient commencé la fondation d'une « Charbonnerie » en France. Ils s'étaient mis aussitôt en rapport avec des députés de la gauche, et quelques-uns des plus considérables s'étaient placés à la tête de l'association.

Lafayette était le premier de ceux-là. Le scandale d'un gouvernement imposé par l'étranger et le retour provocant vers l'ancien régime firent de Lafayette, devenu vieux, un champion aussi passionné des libertés modernes que, dans toute la force de la jeunesse, il avait été inconséquent. Un grand industriel de Mulhouse, membre avec lui de la gauche de la Chambre, Kœchlin, devint aussi un des chefs les plus énergiques des *carbonari* français. Il y avait encore, parmi les directeurs de la société secrète, un autre député, Corcelles, un avocat libéral très considérable, Mérilhou, et jusqu'à un magistrat, conseiller à la Cour royale de Paris.

Le secret était très fortement garanti dans l'Association. Vingt « carbonari » formaient un groupe distinct appelé « vente » et ignoraient les membres des autres groupes. Vingt ventes,

dans la même ville, nommant chacune un député, formaient une vente centrale. Seules les « ventes centrales » étaient en rapport avec le comité directeur, ou Haute Vente, présidé par Lafayette. De la sorte, on n'avait guère à craindre les révélations des traîtres, dont chacun ne connaissait qu'une fraction infime de l'association. Et l'on verra, en effet, que malgré de nombreux procès, le Gouvernement ne put arriver à savoir que très peu de chose sur la redoutable association qu'il trouvait partout devant lui.

Les chevaliers de la Liberté se fondirent dans la Charbonnerie. Elle prit très vite un déve-



Fait d'après le dessin original saisi en 1822 (à tort ou à raison)

Les quatre sergents de La Rochelle.

loppement considérable. Notamment, dans l'armée, ses progrès furent très rapides. Si nombre d'officiers ennemis de la royauté en avaient été exclus, presque tous les sous-officiers exécrèrent la Restauration. Il y eut bientôt des « ventes » dans un grand nombre de régiments, et des conspirations militaires se formèrent de tous côtés.

La première, en 1820, dès la chute du ministère Decazes, était antérieure à la constitution de la Charbonnerie. Elle avait été organisée par un capitaine Nantil, qui avait avec lui, outre nombre d'officiers, des généraux et des colonels. On avait eu rapidement 110.000 francs de souscriptions volontaires pour les frais de la conjuration. On devait, pour commencer, se saisir du fort de Vincennes dans la nuit du 19 au 20 août. Dénoncés par deux sous-officiers à qui l'on avait fait des ouvertures, les conspirateurs furent arrêtés le 19 avant leur première tentative. On les tra-

duisit devant la Cour des Pairs; mais on n'avait pas de preuves: seuls deux accusés, dont Nantil, furent condamnés à mort, mais par contumace: ils avaient fui. Six furent condamnés à la prison, tous les autres, acquittés.

En 1822, commença une série de complots militaires dont la Charbonnerie avait la direction et qui eurent une importance plus considérable. Le premier était organisé à Belfort, dans le 29^e de ligne. On était là tout à côté de Mulhouse, dont le député Kœchlin était, on l'a vu, un des chefs de la puissante association secrète. Les garnisons de Belfort, de Neuf-Brisach, de Huningue devaient se soulever en même temps. Lafayette, Kœchlin, Manuel, devaient venir se placer à la tête du mouvement. On comptait qu'aussitôt après, les garnisons de Strasbourg, de Metz et d'Épinal s'y associeraient. La date fixée était la nuit du 1^{er} au 2 janvier.

Déjà les soldats, selon l'ordre des sous-officiers, avaient fait leur sac et étaient prêts à partir. Un sous-officier non prévenu avertit son capitaine que les ordres étaient exécutés. Quels ordres? Le capitaine tomba de son haut quand on les lui eut dits. Le lieutenant-colonel, puis le lieutenant du Roi furent avertis. Les conjurés n'eurent plus qu'à s'enfuir hors de la ville. On put prévenir à temps Lafayette et Manuel qui étaient déjà en route. Le complot avait échoué, mais le Gouvernement savait très peu de chose: en sorte qu'au procès qui eut lieu en juillet, à la Cour d'assises de Colmar, il n'y eut que trois condamnations à la prison et vingt-deux acquittements. Cependant, un peu avant le procès, on s'empara de deux des conjurés de Belfort qui avaient échappé, en leur tendant un piège assez indigne de la justice. Deux escadrons de chasseurs à cheval feignirent de se révolter, de sortir de la ville et de se mettre sous les ordres de ces deux conjurés, le colonel Caron et un certain Roger: après quoi ils les arrêterent et les livrèrent. Singulière façon d'entretenir dans l'armée le culte de l'honneur militaire! Caron fut condamné à mort et exécuté à Strasbourg. Roger, renvoyé du Conseil de guerre comme n'étant plus militaire, et condamné aussi à mort par le jury, eut sa peine commuée en vingt ans de travaux forcés. Au bout de deux ans, Chateaubriand et M^{me} Récamier le firent gracier.

On a vu que Saumur était un des centres les plus passionnés des mouvements contre la Restauration. On s'entendait avec les Nantais qui devaient soulever le grand port de la Loire. Tout d'abord, le mouvement devait éclater à Saumur dès le mois de décembre 1821, en même temps qu'à l'autre extrémité de la France, à Belfort. Il avait été retardé, comme on l'a vu, dans cette dernière ville jusqu'au 1^{er} janvier. Il le fut à Saumur par un étrange hasard. Nombre d'élèves de l'École militaire de la ville étaient parmi les conjurés. La veille du jour fixé, un terrible incendie éclata à Saumur. En essayant de l'éteindre, quelques-uns des élèves furent blessés ou tués. Dans les poches de l'un d'eux on trouva des papiers qui firent arrêter une quarantaine de sous-officiers. Peu après, les dénonciations de deux sous-officiers firent arrêter aussi un certain nombre de conjurés nantais.

Ce contretemps n'abattit ni l'ardeur ni la résolution des Saumurois. Un nouveau mouvement fut organisé pour le 23 février. On avait pris comme chef un général Berton, qui commandait une brigade à Waterloo et qui, après avoir été fort persécuté par la Restauration, était venu en Bretagne organiser les révoltes. On avait résolu de faire partir le mouvement de la petite ville de Thouars, d'où l'on devait marcher sur Saumur. En effet, à la date fixée, le général, en grand uniforme, souleva Thouars, y proclama un gouvernement provisoire et marcha sur Saumur. Mais il perdit du temps en route, sa petite troupe ne comptait guère plus d'une centaine d'hommes, les Saumurois hésitaient: il les attendit longtemps au bout du pont qui conduit à la ville et où il avait fait construire une barricade. Au bout de quelques heures, voyant que Saumur ne bougeait pas, et apprenant qu'on allait faire venir du canon contre sa barricade, il prit le parti de se retirer, et sa petite bande se dispersa. Encore un avortement.

Quelques mois après, le général Berton fut arrêté pour trahison. Il avait accepté un rendez-vous, dans une maison isolée, d'un agent carbonaro, nommé Walfeld. Celui-ci vint avec trois camarades, tous trois armés, et livra le général et ses compagnons aux soldats envoyés pour les prendre. On eut le cynisme de nommer Walfeld sous-lieutenant pour ce honteux exploit.

Une série de procès suivit les événements de Saumur: d'abord, le Conseil de guerre de Tours jugea les sous-officiers et les élèves arrêtés à la suite de l'incendie dont j'ai parlé, avant le mouvement, et prononça dix condamnations à la prison, deux à mort. Celles-ci furent cassées; une

seule fut confirmée par un nouveau conseil de guerre. Le sous-officier Sirejean fut exécuté le 2 mai. Au mois de juin, le jury de la Loire-Inférieure acquitta tous les accusés de Nantes. En août, la Cour d'assises de la Vienne jugea les accusés compromis dans le mouvement du 23 février. Sur quarante accusés, il y eut six condamnations à mort; le reste, sauf deux acquittements, fut condamné à la prison. Des premiers, l'un se tua; deux furent commués. Le général Berton, exécuté à Poitiers, mourut en criant : « Vive la France! Vive la liberté! » Un des deux autres, qui furent exécutés à Thouars, Saugé, poussa un cri alors bien oublié, celui de : « Vive la République! »

La Charbonnerie avait étendu son action jusqu'au Midi de la France. Un officier de l'ancienne Garde impériale, le capitaine Vallé, formait à Marseille un petit corps de volontaires, pour aller soutenir la cause de la Grèce insurgée. Il mêla bien vite à son travail d'organisation la propagande pour l'association des carbonari. Il s'en ouvrit dans un déjeuner d'officiers à Toulon. La police en fut informée par un des officiers présents. On retrouva un papier que Vallé avait déchiré et jeté au moment de son arrestation. Vallé et un officier piémontais réfugié furent condamnés : ce dernier à dix ans de bannissement; Vallé à mort. Il mourut le 10 juin avec un grand courage.

D'autres victimes excitèrent une impression plus profonde. Le 45^e de ligne était caserné à Paris dans le quartier des Écoles. C'est là qu'il subit l'influence de la Charbonnerie. Un sous-officier, Bories, initié par un étudiant, avait fondé une vente dans le régiment. A la fin de janvier, le 45^e fut envoyé à La Rochelle. Le général Berton, qui se trouvait alors dans les environs, était en rapport avec un des sous-officiers affiliés. Il y eut un déjeuner de « carbonari » aux environs de la ville. Un des sous-officiers présents révéla tout. Comme cela arrive souvent, c'était le « carbonaro » le plus enragé, celui qui faisait les propositions les plus téméraires : nature poussée aux extrêmes, incapable de se contenir, dans la violence comme dans la terreur. Le 13 mars, deux sous-officiers, Goubin et Pommier, étaient arrêtés. Bories l'avait déjà été pour des imprudences. Un quatrième, Raoulx, le fut peu après, avec des civils, un avocat, un chirurgien, etc. Vingt-cinq accusés furent traduits devant le jury de la Seine.

Ce fut, pour le Gouvernement, la révélation de ce qu'était la Charbonnerie. Mais là même, il savait très peu de chose. Il crut un moment atteindre cette fois les chefs de l'association, surtout Lafayette, dont le nom avait été prononcé par un accusé. Il n'y réussit pas.

La Cour d'assises acquitta tous les civils, condamna sept accusés à la prison, et envoya à l'échafaud Bories, Pommier, Goubin et Raoulx, restés fameux sous le nom des « quatre sergents de La Rochelle », et qui furent exécutés le 21 septembre.

Leur mort souleva une émotion extraordinaire. Il n'y avait pas, pour l'expliquer, une révolte comme à Belfort ou à Saumur. Il n'y avait même pas de complot à proprement parler. Il n'y avait qu'une affiliation à une association secrète. Ils étaient tout jeunes, dévoués à l'idée, sympathiques. Des efforts énergiques furent faits pour les sauver. On eut, en peu de temps, 70.000 francs pour les faire évader. Le gouverneur de la prison consentait à les laisser sortir à ce prix. L'aumônier en fut informé et dénonça le projet. Les quatre sergents de La Rochelle furent exécutés. Ils moururent héroïquement après avoir refusé de solliciter la clémence du Roi, et en criant : « Vive la liberté ! »

Leur sort fit couler des larmes. On en voulut à la cour d'avoir donné un bal le soir même de leur exécution, pour la naissance d'une princesse. L'impression fut assez profonde pour que le Gouvernement n'osât plus faire d'exécution politique. Plus tard, la police remit la main sur quelques accusés des affaires précédentes qui avaient échappé. Il y eut encore des condamnations à mort : toutes furent commuées.

Ainsi échouèrent tous les complots formés contre la Restauration : on n'en vit plus dans les années suivantes.

La lutte pour la liberté fut continuée par les orateurs et les écrivains. Des orateurs qui portaient le poids du combat, Manuel était peut-être le plus ardent et le plus vigoureux. Un rare sang-froid et l'allure calme de sa parole mise au service d'une passion violente rendaient plus exaspérants les coups qu'il portait : on a vu les colères de la majorité s'emporter jusqu'à son exclusion, un des scandales les plus criants de l'histoire des parlements. Benjamin Constant était un des grands écrivains du temps; ses ouvrages philosophiques témoignent de la rectitude

et de l'élévation de sa pensée : le seul roman qu'il ait écrit : *Adolphe*, reste comme un chef-d'œuvre de l'analyse psychologique la plus délicate. Il apportait à la tribune, non la chaleur et la puissance de la passion, mais la lumière des idées. On peut dire que, dans l'opposition libérale, le général Foy eut le premier rôle. Le vaillant soldat éprouvé sur les champs de bataille de l'Empire était doublé d'un citoyen épris de toutes les libertés. Sa noble et haute éloquence était faite de patriotisme et d'honnêteté. Ses adversaires les plus furieux ne pouvaient se défendre d'un respect involontaire pour cette loyale nature et pour ce langage si admirablement français.

Mais, il faut bien le dire, les coups les plus redoutables reçus par la réaction dévote qui s'était emparé du Gouvernement avec M. de Villèle, lui venaient d'un royaliste dévoué, Royer-Collard. Un ouvrage de philosophie écossaise, trouvé par hasard sur les quais, avait fait de lui un philosophe. Nommé professeur à la Sorbonne sous l'Empire, il avait des premiers engagé, au nom du spiritualisme, contre l'école du dix-huitième siècle, celle de Condillac, alors maîtresse incontestée du terrain, la même lutte que préparait dans des écrits trop peu lus son ami Maine de Biran. Il en avait gardé dans l'esprit une tournure un peu métaphysicienne. Il se révéla sous la Restauration un des plus grands orateurs dont la France puisse être fière. Mais nulle



Royer-Collard.
Lithographie de H. Garnier,
(Collection Édouard Petit.)

éloquence n'est plus différente de celle dont la Révolution a laissé de si éclatants modèles. Plus de ces grands courants passionnés, de ces mouvements amples et impétueux de la phrase et des idées, dont Mirabeau, Vergniaud, Danton ont donné de si grands exemples. L'éloquence de Royer-Collard est doctorale, sentencieuse, patiemment méditée et creusée. Elle excelle à condenser une pensée profonde en formules saisissantes. Les coups qu'elle assène sont courts, rapides et puissants. Une façon d'ironie grave les rend souvent plus redoutables. Les discours de Royer-Collard étaient patiemment écrits : il les lisait à la tribune, ce qui était encore dans les habitudes, mais ce qui ôte à l'orateur l'action décisive qu'exerce sur les auditoires la spontanéité vivante de la parole qui semble jaillir à l'instant de l'homme et du combat qu'il livre. L'autorité que donnaient à Royer-Collard ses services, sa réputation et la maîtrise de son éloquence, n'en faisait pas moins de tous ses discours des événements. On

peut les relire encore aujourd'hui avec admiration.

Le retentissement de la tribune était alors d'autant plus grand que la liberté de la presse était plus étouffée. Tous les regards du pays étaient tournés vers ce groupe d'orateurs illustres, qui avaient le privilège parlementaire d'exprimer la pensée de la grande majorité de la France, et qui l'exprimaient avec un merveilleux éclat.

Deux écrivains, au dehors, secondaient l'action des orateurs sur l'opinion.

On sait que Béranger n'a écrit que des chansons : mais nul poète n'exerça sur son temps autant d'action, par les œuvres les plus grandioses, que celui-ci avec ses petits couplets. C'est une figure littéraire bien originale que celle du chansonnier, avec la simplicité un peu voulue de sa fine bonhomie et de son existence modeste ; arrivé vite à une gloire éclatante, à une popularité formidable, et refusant systématiquement tous les honneurs, décidé qu'il était à garder la physionomie du bonhomme sans ruban et sans titre qui le rendait plus cher aux foules.

Paul-Louis Courier n'écrivait que pour les lettrés : son action fut plus restreinte : elle n'en fut pas moins puissante. C'était un ancien officier qui avait traversé la République et l'Empire, sans qu'aucun des deux régimes lui eût inspiré grand enthousiasme. Jusqu'à 1815, sa grande passion avait été l'étude de l'antiquité grecque, où il avait acquis une science consommée. La colère que lui inspira l'esprit de recul de la Restauration le jeta dans la politique. Il se mit à publier une série de pamphlets très courts, où il se montre écrivain de premier ordre. Rien de si original que son style, où une affectation d'archaïsme s'allie à une affectation de simplicité villageoise, et auquel ce mélange bizarre donne un étrange accent gaulois. Retiré à la

campagne, en Touraine, il s'intitulait le vigneron Paul-Louis : mais c'était un vigneron qui parlait une langue terriblement savante. Nourri de la moelle des grands écrivains du seizième et du dix-septième siècle, ce fils de la Révolution professait qu'on avait cessé d'écrire en bon français au temps de Voltaire et de Rousseau, et sa prose a gardé quelque chose de la saveur de celle de Montaigne ou de La Bruyère.

En même temps trois jeunes professeurs, dont le plus vieux ne dépassait la trentaine que de quelques années, inspiraient à la jeunesse, qui se pressait autour de leurs chaires de la Sorbonne, une admiration passionnée. Guizot enseignait l'histoire. Vigoureux et sec, avec une parole forte, précise et un peu hautaine, il excellait à montrer au-dessus des événements les idées générales qui les dominent et inaugurait une nouvelle manière historique. Villemain professait les lettres : esprit fin, souple et séduisant, il donnait à ses auditeurs des modèles de critique pénétrante, en passant en revue les œuvres de notre littérature à toutes ses époques. Cousin enseignait la philosophie ; il prêtait aux idées spiritualistes le charme d'un beau style et d'une éloquence prestigieuse, servie par les dons de diction et de mimique, que certains orateurs partagent avec les acteurs. Il avait imaginé un système, l'éclectisme, consistant à emprunter des idées aux systèmes les plus divers, et en avait composé une sorte de religion naturelle qui prévalut longtemps dans notre enseignement. Le temps a quelque peu usé sa philosophie, et on ne le considère plus comme un grand penseur. Mais il produisit en son temps un effet énorme sur les jeunes intelligences.

Aucun des trois n'était ennemi de la royauté. Pendant les Cent-Jours, Guizot avait été à Gand auprès de Louis XVIII exilé qui lui avait confié d'importantes fonctions ; tandis que Cousin s'enrôlait dans les volontaires royalistes, Villemain, admis à faire une lecture à l'Académie, dans Paris occupé

par les troupes d'invasion, avait complimenté les princes étrangers présents à la séance. Mais leur royalisme ne suffisait pas pour leur faire trouver grâce devant la réaction dévote. Elic leur ôta leur chaire et supprimait leurs cours.

Le royalisme ultra le plus bigot avait été, il est vrai, soutenu par d'illustres écrivains. Mais on a vu M. de Villèle tourner à tout jamais contre lui le plus grand de tous, Chateaubriand, en le faisant chasser comme un domestique pris en faute. Le pouvoir absolu, et surtout le pouvoir absolu du Pape, avaient des défenseurs éminents : de Bonald, le théoricien de l'absolutisme, trop théoricien pour exercer une grande action sur le public ; le Piémontais de Maistre, écrivain éclatant et paradoxal, qui fondait l'ordre politique sur le couperet du bourreau ; mais il mourait en 1821. Une action plus puissante et plus vaste était exercée par le Breton Lamennais, âme ardente, énergique, tout embrasée par la foi, qu'on avait décidé, alors qu'il avait déjà trente-quatre ans, à revêtir la soutane, pour laquelle sa nature indomptable était bien peu faite. Son *Essai sur l'Indifférence en matière de religion*, publié volume par volume à partir de 1817, avait réveillé et remué profondément dans les âmes les sentiments religieux, avec une force due à la puissante originalité de la pensée et à la magnificence du style. Lamennais n'était point



(Photo Braun.)

Villemain.
Par Ary Scheffer.

pour les demi-mesures : il voulait soumettre l'Europe à l'autorité absolue du Vatican, comme l'avaient rêvé certains papes du Moyen Age. Il fut quelque temps le grand homme de l'Église. Le Pape proposait de le faire cardinal. Mais cette nature révolutionnaire n'était point faite pour rester dans les rangs du parti catholique. On le verra passer à la cause du peuple, entrer en révolte ouverte contre la papauté, et, républicain socialiste, tourner contre son ancienne cause toute la puissance et toute la passion de son génie.

Les générations qui arrivaient à l'âge d'homme dans cette période, étaient destinées à donner à la France une de ses plus magnifiques floraisons intellectuelles. C'étaient celles qui allaient créer le romantisme, renouveler la poésie, le roman, l'histoire, les arts, et fournir à notre



(Photo Braun.)

Dante et Virgile.

Tableau de Delacroix (Musée du Louvre).

pays une des plus glorieuses pléiades d'écrivains et de peintres dont il puisse être fier. C'est à peine si, à la mort de Louis XVIII, quelques-uns avaient débuté. Pourtant Lamartine avait déjà, par son coup d'essai, les *Méditations*, ouvert, limpides et harmonieuses, les premières sources de la poésie moderne. Ce fut une impression énorme que celles que firent ces inspirations lyriques pleines d'émotions inconnues, à la suite des poèmes classiques, froids et factices du style empire. Peu après, un jeune homme à peine sorti de l'adolescence réunissait en volume, sous le titre d'*Odes*, des poésies dont quelques-unes avaient déjà paru, alors qu'il était à peine sorti de l'enfance et l'avaient fait, dit-on, qualifier par Chateaubriand d'« enfant sublime ». Ces *Odes*, imprimées sur un mauvais papier avec des têtes de clous, avaient, du premier coup, rendu célèbre le nom de Victor Hugo. On reconnaissait aussi les symptômes d'une poésie nouvelle dans les vers d'un jeune officier aux gardes appelé Alfred de Vigny. Enfin, un peintre, Eugène Delacroix, débutait avec éclat au Salon de 1822 par la *Barque de Dante* et, deux ans

après, dans son *Massacre de Chio*, marquait plus audacieusement l'inauguration d'une école absolument nouvelle.

Mais ce n'était là qu'une avant-garde peu nombreuse et dont les premières productions n'indiquaient encore que bien confusément l'œuvre de l'école nouvelle. La plupart de ceux qui devaient porter si haut le renom des lettres françaises et des arts français étaient encore perdus, ignorés, dans la foule : comme tel professeur du collège Rollin qui s'appelait Michelet, comme tel obscur expéditionnaire des bureaux du duc d'Orléans qui s'appelait Alexandre Dumas. Mais un grand songe de gloire hantait déjà ces inconnus, des aspirations encore confuses vers un idéal nouveau enfiévrèrent toute la jeunesse. Cette fièvre n'en faisait nullement des ennemis déterminés ni des Bourbons ni de la religion.

Au temps de la Restauration, c'est vers le Moyen Age qu'on se tournait. On commençait à admirer passionnément l'art gothique, si méconnu jusque-là; on se faisait volontiers mystique



Costumes sous Louis XVIII.

Dessin de Lalaisse, gravure de Berliet (Collection Édouard Petit).

et féodal : c'était la mode du jour. Elle en était, il est vrai, à ses débuts, mais elle allait s'accroître rapidement.

Une religiosité assez vive était une des conséquences forcées de cet état d'esprit. Rien n'était plus démodé que l'incrédulité du siècle précédent. Était-on devenu croyant? C'était bien difficile, sitôt après le temps où les évêques mêmes l'étaient à peine. Mais on était sympathique aux croyances mystiques. Chateaubriand, l'initiateur de cette transformation, avait créé dans le public plutôt une sorte de tendance littéraire des esprits vers la poésie de la religion qu'une foi positive. Mais cette tendance était générale. Rien ne l'indique mieux que l'exemple de Michelet. Il était fils d'un républicain de Quatre-vingt-treize, et de l'un des plus ardents, puisqu'il fut frappé pour avoir publié les œuvres du socialiste révolutionnaire Babœuf. Lui-même allait devenir non seulement l'adversaire le plus ardent du catholicisme, mais le plus éloigné de l'esprit chrétien. Et pourtant, à peine eut-il l'âge d'homme, qu'il entra un beau matin dans une église pour demander au prêtre le baptême refusé à son enfance.

Il semblait donc que le mouvement de la jeunesse intellectuelle fût pour la Royauté un

gage de durée. Je rappelais comment parurent alors les premières poésies de Victor Hugo. Il écrivait dans sa préface : « L'histoire n'a de grandeur que contemplée du haut de la monarchie et de la religion. » Et pourtant, la royauté des Bourbons tournait déjà contre elle et allait achever de tourner toutes ces forces vives de l'avenir. Ce fut, on peut le dire, l'œuvre de cette Congrégation qui dominait le pouvoir, ou plutôt des Jésuites qui la dominaient. A ces générations éprises d'émotions religieuses, et qui voyaient le catholicisme à travers le demi-jour des voûtes gothiques colorées par le prisme des vitraux, au chant des cloches et aux accents pathétiques de l'orgue, on allait montrer l'Église que nos pères avaient vue à l'œuvre, prétendant imposer aux esprits une obéissance passive, ennemie, par principe, de toute liberté intellectuelle. La royauté, associée à ces entreprises, allait en porter la responsabilité. Déjà les persécutions contre la presse et contre la pensée, les mesures prises contre l'enseignement, le silence imposé aux maîtres aimés de la jeunesse, avaient montré ce qu'on avait à attendre du gouvernement clérical. Et ces générations qui ne demandaient à la monarchie que la liberté nécessaire à l'accomplissement de leur œuvre devinrent peu à peu ses ennemis.

Justement, à ce moment, on commençait à apprendre ce qu'avait été la Révolution. Il y a, pour tous les événements de l'Histoire, une période où ils sont fort mal connus. C'est celle où les générations qui les ont vécus commencent à disparaître et où pourtant ils ne sont pas encore entrés dans l'histoire écrite. Les nouveaux venus n'en savent rien que par les souvenirs de leurs aînés, souvenirs défigurés par l'éloignement et la partialité, et les légendes qui se sont développées sans contrôle. Tel était le cas pour les événements de la Révolution au temps de Louis XVIII. La réaction impériale n'en avait assurément pas recommandé la mémoire; les anciens terroristes domestiqués par Napoléon n'avaient garde de les vanter. Avec le retour de Louis XVIII, on les vouait à l'exécration. Pour les nouveaux venus, la Révolution, en dehors de son histoire militaire, n'était qu'une hideuse orgie de tuerie, les noyades, le prétendu verre de sang bu par M^{lle} de Sombreuil, on ne sait quelle monstrueuse aberration d'un peuple pris de furie meurtrière. Deux amis inséparables, deux jeunes avocats d'Aix en Provence, qui étaient venus chercher fortune à Paris, se mirent aux environs de 1820 à écrire les premiers, avec des couleurs vraies, l'histoire de cette grande et tragique époque : l'un, dans un long récit qui parut volume par volume pendant toute une suite d'années, l'autre, dans un résumé succinct et saisissant. C'étaient Thiers et Mignet. L'effet produit fut considérable. La chaîne était renouée entre la France contemporaine et ses ancêtres de Quatre-vingt-neuf et de Quatre-vingt-treize.

VII. — Charles X.

Le comte d'Artois, qui succédait à Louis XVIII sous le nom de Charles X, n'avait ni la finesse d'esprit ni la modération de son frère. Il était tout d'une pièce, et homme à marcher aveuglément de l'avant. Après une jeunesse donnée à des plaisirs un peu turbulents, il s'était jeté dans la réaction; il avait été des premiers à émigrer, et c'était, par excellence, suivant un mot souvent répété, l'émigré « qui n'avait rien oublié ni rien appris ». Il s'était fait dévot avec l'âge, à la différence de son frère, et pendant tout le règne de celui-ci il avait été le centre du parti ultraroyaliste et ultra-bigot, du parti de la Congrégation et de l'opposition au Cabinet à moitié libéral de Decazes. Louis XVIII subissait à regret le ministère Villèle : Charles X allait le pousser encore plus à droite. Avec lui, les passions des émigrés et l'absolutisme des Jésuites montaient sur le trône.

Villèle, s'il eût été libre, aurait peut-être évité les provocations trop audacieuses et les fautes trop lourdes. Cet homme d'État de l'extrême droite n'avait rien d'un fanatique. Administrateur de mérite, remarquable dans les questions de finance, il avait l'esprit positif et eût sans doute préféré garder quelque prudence. Mais il n'était pas libre. On l'a vu quand, sous Louis XVIII, malgré ses répugnances obstinées, il avait dû accepter l'expédition d'Espagne. On lui a reproché ses faiblesses déplorables pour les royalistes ultra qui le poussaient aux résolutions les plus désastreuses. On oublie que ceux-ci avaient derrière eux, ou plutôt au-dessus d'eux, la Congrégation, c'est-à-dire le Gesù, qui sait imposer ses volontés et se faire avec les hommes qu'elle tient, des instruments obéissants. Si cela était vrai dès les dernières années de Louis XVIII,

combien ce l'était encore plus avec un roi appartenant tout entier à la Congrégation ! Villèle était condamné à entrer dans la voie des fautes irréparables et à y rester jusqu'à la culbute.

Le premier projet déposé avait pour but véritable de donner aux congrégations religieuses l'existence légale qui leur manquait. La mesure que l'on proposait était, en apparence, res treinte. On demandait que le Roi pût, par simple ordonnance, autoriser les congrégations : ce qui dispensait d'une discussion publique et permettait à un ministère dévot de leur donner un statut légal sans s'adresser au Parlement. Encore ne le demandait-on que pour les congrégations de femmes ; mais il était évident que, ce premier pas fait, on ferait le second, et qu'on étendrait le même régime aux congrégations d'hommes. Attaqué par l'ancien chancelier Pasquier à la Chambre des Pairs, le projet fut amendé de telle sorte qu'il n'atteignait plus le but qu'on poursuivait ; malgré M. de Villèle, il fallut encore un vote des Chambres pour autoriser une congrégation.

Le projet de loi sur le sacrilège semblait un défi d'une insolence criante à toutes les idées modernes. Il créait un crime nouveau et purement religieux, le sacrilège, et lui appliquait la peine de mort. Il punissait la profanation d'une hostie de la peine des parricides, le poing coupé d'abord, puis la tête tranchée. Un tel projet révèle l'état de fanatisme insensé de ses auteurs. Il ressemble à une provocation gratuite, à un étalage de férocité dévote et de barbarie médiévale, pour le plaisir ou pour la beauté du principe, car, à toutes les époques, la profanation des hosties a été un acte trop rare pour qu'on se soit cru obligé d'en détourner les gens par l'atrocité des peines. Les catholiques éclairés combattirent la loi avec indignation. « Le projet blesse l'human-

ité sans mettre à l'abri la religion », disait Chateaubriand à la Chambre des Pairs. Et Royer-Collard, à la Chambre, rappelant à ce propos le temps des Albigeois et le sang versé au Moyen Âge par la théocratie : « Ce ne sont pas, comme aux jours de la barbarie et de l'ignorance, les fureurs sincères d'un zèle trop ardent qui rallument cette torche. La théocratie de notre temps est moins religieuse que politique : elle fait partie de ce système de réaction universelle qui nous emporte. » La loi n'en fut pas moins votée, allégée, il est vrai, de la peine des parricides et du « poing coupé », que la Chambre des Pairs avait rayés. Mais on n'osa jamais l'appliquer ; peut-être n'en eut-on pas l'occasion.

La Chambre, quand elle la décréta, venait d'adopter une autre loi qui n'était guère moins impopulaire : le « milliard des émigrés ». M. de Villèle proposait de rendre aux émigrés la valeur des biens-fonds que la Révolution leur avait pris. Il cherchait de nouveau les ressources nécessaires dans la conversion de la rente, repoussée, on l'a vu, par la Chambre des Pairs, peu de temps avant. C'était une singulière insulte aux millions de Français qui avaient défendu leur patrie contre l'Europe coalisée, que de leur faire payer une indemnité aux émigrés, alliés de leurs ennemis. Le général Foy prononça à cette occasion, en vain un de ses plus beaux discours. « Vous



(Photo Crété.)

Charles X.

Par Gérard (Musée du Louvre).

voulez, disait-il, verser l'argent de la France entre les mains des émigrés? Combien sont-ils? Deux contre un dans cette Chambre : un sur mille dans la nation! » Et il rappelait que tous les peuples « ont toujours combattu et combattent encore l'émigration chez l'ennemi des peines les plus terribles dont leurs codes soient armés ». Le « milliard » des émigrés n'en fut pas moins voté par les deux Chambres, avec la conversion qui y était jointe; mais les centaines de millions accordés à des Français pour avoir combattu leur patrie envahie, les armes à la main, exaspérèrent une fois de plus le sentiment national.

Avant la discussion de ces lois de recul, et dès le lendemain de l'avènement de Charles X, la mise à la retraite de 150 généraux avait montré ce qu'on pouvait attendre du pouvoir. Mise à la retraite décidée pour des motifs purement politiques. L'un des généraux n'avait que quarante-sept ans, beaucoup une cinquantaine d'années; tous avaient fait leurs preuves dans les victoires de la Révolution et de l'Empire : on frappait en eux l'armée qui avait porté si haut notre gloire militaire. Le général Foy qualifiait ainsi la mesure : « C'est un coup de canon échappé de Waterloo, mais qui arrive au but dix ans après la bataille. »

Le Roi allait se faire sacrer à Reims, avec tout le cérémonial de l'ancien régime. Chose étrange! Malgré son parti pris de réaction si hautement affirmé, soit à côté du trône, sous Louis XVIII, soit sur le trône, depuis qu'il avait reçu la couronne, ce n'était pas sur lui que retombait l'impopularité d'une telle politique de violentes provocations : on n'en accusait que les ministres. Il avait même été applaudi à son avènement : quelques mots heureux et la suppression de la censure lui avaient valu des manifestations sympathiques. On se refroidit quelque peu, quand on vit paraître les actes et les projets que je viens de dire : mais on s'obstinait à lui attribuer de bonnes intentions paralysées par de mauvais conseils. Pourtant le sacre étonna la France de 1825. Ce cérémonial d'un autre âge, qui montrait trop souvent le Roi à genoux devant les dignitaires de l'Église, choqua plus qu'il n'éblouit.

C'est après le sacre que le parti de la Congrégation fit ses entreprises les plus audacieuses : le rétablissement du droit d'aînesse, et un projet incroyable contre la presse.

Le premier fut présenté en 1826. On ne pouvait guère voir qu'une véritable aberration dans l'idée de rétablir un abus qui n'était plus pour notre pays qu'un lointain souvenir. La loi d'égalité entre les enfants était entrée dans les mœurs depuis plus d'un tiers de siècle : le projet de la supprimer apparaissait comme un attentat à la famille moderne. Elle se présentait d'ailleurs sous une forme choquante : on ne l'appliquait qu'aux fortunes de quelque importance : le droit d'aînesse était rétabli pour les enfants d'un père qui payait 300 francs d'impôt. Il y aurait dorénavant deux Codes civils en France.

Ce fut dans toute la France une émotion profonde, une protestation révoltée. Le projet était examiné d'abord par la Chambre des Pairs. Il n'y eut pas de bonheur. Il fut attaqué vigoureusement par Molé et l'ancien chancelier Pasquier. 120 voix contre 94 repoussèrent le rétablissement du droit d'aînesse. Il ne resta du projet que son dernier article, qui modifiait, de façon relativement peu importante, le régime établi par le Code civil pour ce qu'on appelle en droit les substitutions. Paris illumina, puis la province.

L'année suivante, un projet effroyable sur la presse jetait dans le pays une profonde anxiété et une véritable stupeur. Projet à la fois violent et perfide, qui ne s'en prenait plus principalement aux écrivains, et tendait à terroriser et à ruiner les imprimeurs des livres et les bailleurs de fonds des journaux, rendus directement responsables, par le poids des droits fiscaux et l'énormité des amendes. Les premiers étaient passibles de peines très lourdes, pour de prétendues fautes qu'il leur était impossible de ne point risquer de commettre; par exemple, pour s'être trompé sur le nombre de feuilles d'impression que remplirait le manuscrit qu'ils imprimaient, et ne l'avoir pas déclaré d'avance exactement. Les seconds (les propriétaires du journal) étaient directement poursuivis pour tous les crimes et délits imputés aux rédacteurs. Cela avec des amendes de 10.000 à 20.000 francs. Autant dire, comme Casimir Périer, que « l'imprimerie était supprimée en France ». Et les journaux aussi, à moins d'être sûrs de la faveur du pouvoir. Mais on les frappait hypocritement, par une lâche menace aux porte-monnaie, en rendant impossible aux écrivains de trouver des imprimeurs, aux journaux de trouver l'argent nécessaire à leur création. D'ailleurs, la signification du projet était assez clairement avouée par l'un de ses défen-

seurs à la Chambre, qui dit burlesquement que « l'imprimerie était une plaie dont Moïse aurait dû frapper l'Égypte ». Un ministre déclara à la Commission que la loi ne laisserait subsister que trois journaux.

Un journal ministériel ayant sottement vanté l'esprit de justice et de douceur du projet, le public lui attacha le sobriquet ironique de « loi de justice et d'amour », qui lui est resté.

Les protestations s'élevèrent de tous côtés, et l'on s'y associait sans distinction de parti. Une pétition de 250 imprimeurs de Paris, à laquelle se joignaient des royalistes ultra connus pour leur ardeur, protesta au nom des cent mille familles ouvrières qui se trouveraient réduites à la misère, tandis que l'Académie française adressait une « supplique » au Roi. Charles X refusa de la recevoir : sa seule réponse fut le coup qui frappa trois des rédacteurs : Villemain, destitué de ses fonctions de maître des requêtes; Lacretelle, de celles de censeur dramatique; Michaud, de celles de lecteur du Roi. On connaît Villemain : Lacretelle et Michaud étaient parmi les royalistes les plus dévoués et les plus ardents; le dernier dirigeait le journal de l'extrême droite.



Sacre de Charles X.
(Bibliothèque Nationale.)

La discussion s'ouvrit devant la Chambre le 14 février. Elle fut acharnée, et tous les orateurs libéraux tinrent à y soutenir le bon combat. Le discours le plus magnifique et le plus puissant fut celui de Royer-Collard. Il reste son chef-d'œuvre, et l'un des grands chefs-d'œuvre de l'éloquence française. Dénonçant cette tentative insensée, dirigée au fond contre toute liberté et contre l'intelligence humaine elle-même : « Dans la pensée intime de la loi, disait-il avec une ironie terrible, il y a eu de l'imprudence, au grand jour de la création, à laisser l'homme s'échapper libre et intelligent au milieu de l'Univers : une plus haute sagesse vient réparer la faute de la Providence et rendre à l'humanité, sagement mutilée, le service de l'élever à l'heureuse innocence des brutes. » Puis, rappelant la Convention et l'Empire : « Deux fois en ce siècle, la tyrannie s'est appesantie sur nous, la hache révolutionnaire à la main, ou le front brillant de l'éclat de cent victoires. » Alors, montrant qu'on ne pouvait plus ressaisir la hache, et que c'était seulement au nom de la gloire qu'on pouvait songer à s'emparer d'un pouvoir oppresseur : « Qu'avez-vous fait jusqu'ici, demanda-t-il aux ministres, qui vous élève à ce point au-dessus de vos concitoyens, que vous soyez en état de leur imposer la tyrannie? Quel jour êtes-vous entrés en possession de la gloire? Quels sont vos batailles gagnées ou les immortels services que vous avez rendus au Roi et à la patrie? Obscurs et médiocres comme nous, il me semble que vous ne

nous surpassez qu'en témérité. » Et montrant derrière le gouvernement les Jésuites, dont Pascal avait flétri deux siècles avant les habitudes de mensonge : « La loi que je combats annonce la présence d'une faction dans le Gouvernement, aussi certainement que si cette faction se proclamait elle-même et si elle marchait devant nous, enseignes déployées. » Et il ajoutait ce mot terrible : « Je ne lui demanderai pas qui elle est, d'où elle vient, où elle va : elle mentirait ! »

Il terminait par ces vigoureuses et nobles paroles : « Je rejette cette loi par respect pour l'humanité qu'elle dégrade; je la rejette par respect pour la justice qu'elle outrage. Je la rejette par fidélité à la monarchie, qu'elle ébranle peut-être, qu'elle compromet au moins, et qu'elle ternit dans l'opinion comme infidèle à ses promesses; c'est le seul gage que je puisse donner aujourd'hui à cette monarchie, d'un dévouement qui lui fut connu aux jours de l'exil et de l'infortune. »

Ce monstrueux projet n'en fut pas moins voté à la Chambre des Députés par 233 voix contre 134. Mais un accueil différent l'attendait à la Chambre des Pairs. La Commission nommée pour l'examiner était si hostile, et l'état d'esprit de l'Assemblée si évident, que le ministère n'osa pas même affronter la discussion : il retira son projet. Ce n'était pas qu'il y renonçât; il comptait bien le représenter quand il aurait, de la même façon que Decazes, mais en sens contraire,

changé la majorité de cette Chambre, en y introduisant une fournée de nouveaux pairs. On verra ce qui l'empêcha de réaliser ce projet jusqu'au bout.

Telle fut la suite de projets de lois furieusement réactionnaires et cléricaux que, sous Charles X, le ministère Villèle, en quelques années, jeta comme autant de défis à la France moderne. Mais on n'aurait qu'une idée bien incomplète de ce gouvernement si l'on n'examinait que ces projets de lois. Si telle était sa violence dans ses propositions au Parlement, où



Funérailles du duc de La Rochefoucauld-Liancourt.
(Bibliothèque Nationale.)

il avait à compter avec une opposition redoutable, on peut juger ce qu'il était dans son administration courante, où il était pleinement le maître. Un régime de police, de délations, de vexations incessantes s'était abattu sur le pays tout entier, régime aussi intolérable dans les villages que dans les villes. Les missionnaires continuaient leurs tournées dans ces dernières, et leur passage était toujours marqué par des provocations et des dénonciations suivies de persécutions irritantes. Dans les campagnes comme dans les cités, le clergé était parti en guerre : il prenait une attitude de combat; et il y était, hélas! obligé. Les prêtres qui voulaient rester modérés, devenaient suspects et avaient bien vite lieu de s'en repentir. On ne gardait même pas le respect des obsèques : des vexations policières s'acharnaient jusque sur les funérailles. Un commissaire de police ayant ainsi troublé, par des ordres absurdes, celles du duc de La Rochefoucauld (pourtant cher à Charles X), de telle sorte que le cercueil, pendant la cérémonie, tomba à terre et se brisa, fut approuvé et couvert par son ministre.

Un tel régime rendait toute son activité au conflit qui, depuis 1815, remplissait le pays de ses passions. Comme ces rivières qui, en se jetant dans la mer ou dans un lac, ne s'y mêlent pas tout d'abord et gardent la couleur de leurs eaux jaunes, qui tranche sur celle des eaux bleues ou vertes au milieu desquelles elles restent distinctes, les hommes de l'émigration et de la Vendée ne s'étaient pas fondus avec la nation dans laquelle ils étaient revenus en 1814 et en 1815. Il y avait deux Frances, mortellement ennemies l'une de l'autre. Comme on était, de part et d'autre,



Charles X au Salon de 1823;
Tableau de Heim (Musée du Louvre).

ardent et guerrier, c'était, à chaque instant, l'épée ou le pistolet en main qu'on poursuivait la grande querelle du temps, et d'innombrables duels ensanglantaient les discussions politiques.

Cependant, le mécontentement public s'étendait sans cesse. Le ministère s'était fait des ennemis partout, même parmi les ultra les plus enragés. Celui qui avait demandé l'expulsion de Manuel, La Bourdonnaye, était maintenant le centre d'une opposition royaliste. L'opposition de gauche prenait de jour en jour plus de puissance sur l'opinion. On le vit quand, en 1827, elle perdit son chef le plus sympathique, l'illustre général Foy, mort avant l'âge. Plus de cent mille personnes suivirent son cercueil, et comme Casimir Périer, lui adressant le dernier adieu au cimetière, avait dit qu'il laissait sa femme et ses enfants sans fortune, une souscription organisée pour eux produisit en peu de temps un million. Manuel, chassé de la Chambre, mourait peu après, et ses obsèques devenaient aussi l'occasion d'une manifestation imposante.

Charles X voulut, à cette époque, passer la Garde nationale de Paris en revue. Il en avait été le chef sous Louis XVIII, et comptait sur les sentiments d'affection qu'il y avait laissés. Elle lui donna, il est vrai, pendant la revue, des marques de sympathie dont il revint vivement touché. Mais il apprit, le soir même, que cette sympathie lui était personnelle et qu'en rentrant la Garde nationale avait crié : « A bas les ministres ! » en passant devant leurs hôtels. Le Gouvernement n'hésita pas : la dissolution de la Garde nationale fut sa réponse à ces manifestations, bon moyen de faire remonter jusqu'au Roi l'hostilité témoignée à ses ministres.

Il n'était pas jusqu'à la magistrature, qui ne se tournât contre le Gouvernement, surtout à propos de la question religieuse. Les vieux parlements de l'ancien régime avaient toujours été attachés à ce qu'on appelait « les libertés de l'Église gallicane », impliquant une certaine indépendance vis-à-vis de la papauté. Ils étaient, en grande partie, fidèles au « jansénisme » que les Jésuites, sous Louis XIV, avaient fait condamner par la cour de Rome comme hérétique. Il restait quelque chose de

leur esprit dans la magistrature de 1825, qui se glorifiait d'être leur héritière. C'est dire si elle acceptait peu de voir les Jésuites, ennemis de ses opinions, les Jésuites que le Parlement avait chassés de France, devenus les inspirateurs et les maîtres du Gouvernement. Le ministère ayant ordonné des poursuites contre deux journaux, le *Constitutionnel*, le principal organe libéral, et le *Courrier* pour leurs polémiques anticléricales, la Cour, en les acquittant, avait dans ses considérants, déclaré légitime de combattre « l'introduction en France de toute association non autorisée par les lois », et avait ajouté que la « Déclaration du Clergé » en 1682 (déclaration gallicane que la cour de Rome avait combattue violemment) était toujours « proclamée loi de l'État ». C'étaient deux coups très rudes portés aux Jésuites, et qui soulevèrent les acclamations des libéraux.

La Cour de Paris irait bientôt plus loin. Un royaliste fougueux, connu jadis par ses violences contre-révolutionnaires, mais fort opposé à la milice de Loyola, le comte de Montlosier, avait publié un *Mémoire à consulter*, où il dénonçait le retour des Jésuites, et qui avait fait un bruit énorme. Il adressa une dénonciation en règle à la Cour de Paris; la Cour rendit un arrêt où elle se déclarait, il est vrai, incompétente, mais où elle constatait que le retour des Jésuites était



Général Foy.

la violation de nombreux arrêts du Parlement, de deux édits de Louis XV et de Louis XVI, d'une loi et d'un décret de 1804, et qu'il y avait incompatibilité entre leurs doctrines et l'indépendance de tout gouvernement, encore bien plus avec la Charte constitutionnelle. L'arrêt ajoutait qu'il n'appartenait qu'à la « haute police du royaume » de faire exécuter les lois qui les condamnaient, mettant ainsi le Gouvernement en demeure de frapper les Jésuites qui l'inspiraient et le dominaient (18 août 1826).

Ainsi, à la fin de 1827, le ministère Villèle avait soulevé contre lui l'opinion publique, vu nombre de ses projets échouer à la Chambre des Pairs, et rencontré de sérieuses oppositions même dans la magistrature. S'il gardait sa majorité à la Chambre des Députés, l'opposition libérale, réduite d'abord à un chiffre dérisoire, avait été grossie par des élections partielles, et un autre groupe d'oppositions très ardentes avait été formé, dans la majorité même, par les royalistes dont le ministère s'était fait des ennemis personnels. Le Gouvernement avait besoin, avant tout, de changer la majorité à la Chambre des Pairs : il avait résolu de le faire en y introduisant un grand nombre de nouveaux pairs dévoués à sa politique; on sait que le Roi avait toujours le droit d'en nommer. Mais il était obligé d'en prendre une grande partie parmi les députés dont il était sûr. Quel serait le résultat des élections partielles auxquelles il faudrait procéder pour les remplacer? Villèle eut l'idée que les chances du combat lui seraient plus favorables dans des élections générales, et il se résolut à dissoudre la Chambre des Députés et à la remplacer par une Chambre nouvelle, en même temps qu'il modifierait la Chambre des Pairs. Il jouait le tout pour le tout.

Le 6 novembre 1827, le Gouvernement publiait à la fois la nomination de soixante-seize pairs nouveaux, la dissolution de la Chambre des Députés et la convocation des électeurs. Inutile de dire comment étaient choisis les soixante-seize pairs : en tête figuraient quatre archevêques; beaucoup d'autres appartenaient à la Congrégation. La Chambre des Députés était alors élue en deux fois : une partie d'abord par les collèges d'arrondissement, une autre par les collèges de département. Les premiers étaient convoqués pour le 17 novembre : on ne laissait que onze jours aux électeurs pour se reconnaître. Encore n'avaient-ils ces onze jours qu'à Paris et dans les environs. Ni les chemins de fer ni le télégraphe électrique n'existaient alors, il fallait une semaine et plus à une nouvelle pour arriver de Paris aux provinces les plus éloignées : dans nombre de départements, les électeurs apprirent qu'ils allaient voter, quelques jours et même quelques heures avant le vote. Le Gouvernement, qui avait pu à l'avance ne négliger aucune précaution, comptait ainsi prendre ses adversaires à l'improviste et leur rendre impossible d'organiser les candidatures; en même temps, le rétablissement de la censure bâillonnait la presse.

Le mouvement de mécontentement contre le Gouvernement était si puissant que tout fut vain. Le ministère fut battu à plates coutures aux élections du 17 novembre. Celles des collèges d'arrondissement étaient fixées au 24. Dans l'intervalle, le ministère put exploiter des troubles qui avaient eu lieu à Paris, à la suite des premières, et où le sang avait coulé, pour faire peur d'un réveil des passions révolutionnaires. Il n'en fut pas moins vaincu définitivement. Dans la nouvelle Chambre, les libéraux avaient 180 voix, l'opposition de droite 70. Le parti ministériel n'en avait plus que 171. Royer-Collard était élu sept fois.

Il ne restait plus à Villèle et à ses collègues qu'à céder la place à d'autres. Villèle ne s'y résigna pas sans difficulté et fit tous ses efforts pour rester. Mais sa chute était irrémédiable : le Gouvernement de la Congrégation était par terre.

Il s'était trouvé associé à une entreprise digne de la France, qui avait jeté quelque éclat sur les derniers jours de son gouvernement. On a vu que la Grèce s'était soulevée contre ses maîtres, les Turcs : depuis des années, elle luttait héroïquement pour s'affranchir. On ne voyait pas seulement dans sa cause celle d'une nation cruellement opprimée par un despote musulman, et qui déployait un courage admirable pour reconquérir ses droits. Derrière les insurgés, on évoquait le souvenir du peuple, un des plus petits par son domaine, le plus grand de tous par ses gloires de toute sorte, qui avait autrefois sauvé de la barbarie orientale la civilisation, presque créée par lui, et ouvert le premier à l'humanité, dans les arts, dans la poésie, dans les sciences, dans la pensée, les voies où elle a marché depuis. Toute l'Europe intellectuelle s'était prise d'enthousiasme pour les révoltés grecs. Nos poètes les chantaient; nos artistes peignaient leurs malheurs

et leurs exploits : le poète le plus illustre de l'Europe avec Goethe, lord Byron, avait été soutenir leur cause, et était mort parmi eux, après leur avoir apporté l'autorité de sa gloire.

On a vu M. de Metternich, dans son aveugle esprit de réaction, ne rien négliger pour leur faire refuser l'appui de l'Europe. Il ne fut pas assez puissant pour arrêter la poussée irrésistible de l'opinion. La Russie était, par tradition, l'ennemie des Turcs et soutenait, non sans des arrière-



La bataille de Navarin.
Peinture de C. Langlois.

pensées d'extension peu cachées, les races chrétiennes livrées au despotisme musulman. L'Angleterre et la France, obéissant au mouvement de l'esprit public, s'unirent à la Russie. Les trois puissances intervinrent au moment où la révolte de la Grèce, après des années de combats admirables, semblait sur le point d'être écrasée, et les flottes réunies des trois puissances sauvèrent l'indépendance hellénique, en détruisant la flotte turque à la bataille de Navarin. La nouvelle arriva en France pendant les élections sur lesquelles elle ne pouvait avoir aucune influence. Rien ne pouvait distraire le pays du conflit décisif où il sentait engagées toutes ses destinées.

VIII

Avec un autre roi que Charles X, la chute du ministère Villèle, à la suite d'élections libérales, aurait pu préparer une réconciliation de la France avec la royauté. Mais Charles X n'était pas homme à se résigner à la politique nécessaire à cette réconciliation. Il se sentait frappé avec le ministère tombé, et il allait faire échouer tout ce qui aurait pu sauver sa couronne.

Ce ne fut pas sa faute si le ministère nouveau prit une attitude qui lui rallia les esprits. Il l'avait composé presque exclusivement d'hommes de droite, associés à la politique du Cabinet précédent. M. de Martignac, ministre de l'Intérieur, avait été directeur de l'Enregistrement et des Domaines et candidat officiel sous Villèle; un autre haut fonctionnaire, Saint-Cricq, deve-



Jules de Polignac.

nait ministre du Commerce; La Ferronnays, nommé aux Affaires étrangères, venait de l'ambassade de Londres; De Caux, chargé du ministère de la Guerre, y était auparavant à la tête d'un des services du département. Seuls Portalis et Roy (Justice et Finances) avaient fait au Cabinet précédent une opposition assez modérée. Mais deux des collègues de Villèle restaient en possession de leurs portefeuilles : Chabrol à la Marine et l'abbé de Frayssinous aux Cultes. On avait fait à l'opinion publique cette concession de séparer les Cultes et l'Instruction publique. Mais était-ce une concession ? Quand, quelques semaines après, on nomma le ministre de l'Instruction publique, on nomma Vatimesnil, un ultra des plus ardents, membre de la Congrégation, dont le violent dévouement aux Jésuites était notoire.

Aussi, l'opinion publique fut elle loin d'être satisfaite. Mais le nouveau Cabinet allait montrer qu'il valait mieux qu'on ne le croyait; les anciens amis et les anciens ennemis de Vatimesnil eurent la stupéfaction commune de le voir trans-

formé du tout au tout. Bientôt, les deux anciens membres du ministère Villèle, qu'on avait laissés en place, sentirent qu'ils ne pouvaient pas rester. Ils furent remplacés, Chabrol par Hyde de Neuville, Frayssinous par l'évêque de Beauvais, Feutrier, connu pour sa douceur et son esprit de tolérance. Ainsi vécut deux ans le Cabinet Martignac, sans avoir de majorité sûre ni de parti précis, tiraillé entre la gauche et les royalistes, supporté avec peine par le Roi qui lui résistait en toute occasion.

Le ministère débuta par quelques mesures qui furent bien accueillies. D'abord, la suppression du « cabinet noir », un des legs les plus odieux de l'ancien régime.

Un bon projet de loi sur l'établissement des listes électorales donna de précieuses et nécessaires garanties de sincérité dans ces opérations. Jusque-là, les préfets dressaient ces listes. Le Gouvernement avait là un moyen redoutable de falsifier les résultats des élections, en supprimant les électeurs de l'opposition. Aussitôt après, une loi sur la presse, que l'on trouvait à gauche trop timide, eut le mérite de supprimer la censure et les procès dits de « tendance » : ceux qui permettaient de condamner l'écrivain, non pour les délits précis commis par lui, la plume à la

main, mais pour la « tendance » qui résultait de ses écrits. Mais le ministère se refusait à confier de nouveau les procès de presse au jury, comme l'avait fait le ministère Decazes.

Deux questions plus difficiles se posaient en même temps : la question des Jésuites et la mise en accusation du ministère Villèle.

La première soulevait dans le pays les passions les plus ardentes. La justice avait déclaré, par un arrêt solennel de la Cour de Paris, que le devoir du Gouvernement était de faire appliquer les lois qui interdisaient sa rentrée en France, et on l'y avait vu, non seulement réinstallé, mais tout-puissant. Le ministère Martignac avait, dès ses débuts, nommé une commission de neuf membres pour étudier la question. Mais il avait choisi pour la composer des hommes en grande partie favorables aux Jésuites et, le 28 juin, à une voix de majorité, cette commission avait déclaré qu'il n'y avait pas d'inconvénient à ce que des établissements d'enseignement, sous la surveillance des évêques, fussent dirigés par des religieux qui suivaient la règle de Loyola. Ce qui, naturellement, avait exaspéré toute la France libérale. Le Cabinet était d'un avis contraire, et Portalis, le ministre de la Justice, avant d'arriver au pouvoir, avait soutenu l'opinion opposée à la Chambre des Pairs.

En même temps, on agitait la pensée d'un châtimement rigoureux contre les ministres tombés. La Chambre avait débuté en leur infligeant un blâme sévère dans son « Adresse » au Roi. Un député, Labbey de Pompières, avait proposé de les mettre en accusation pour trahison, et, loin de repousser cette idée, la Chambre avait nommé une commission spéciale pour en délibérer. Le ministère ne pouvait pas accepter de poursuites contre ses prédécesseurs : il avait même promis au Roi de les empêcher. Il comprit sans peine que, pour y arriver, il fallait donner à l'es-



Exercice de l'arrière-garde de Charles X.
(Musée Carnavalet.)

prit public quelque satisfaction sur l'autre question, celle des Jésuites, et il avait rallié à cette façon de voir Charles X, désireux avant tout de sauver les anciens ministres qui représentaient sa politique préférée. Mais il était en même temps l'homme de la Congrégation; il se ressaisit et refusa tout. Il fallut, pour vaincre sa résistance, que le ministère tout entier lui offrit sa démission. Alors, il céda et signa, malgré lui, les deux ordonnances du 16 juin.

Ces ordonnances n'expulsaient pas les Jésuites de France; elles n'étaient point l'application des lois qui les frappaient: on se bornait à leur ôter les huit « écoles secondaires » ou établissements d'enseignement ouverts aux laïques, qu'ils dirigeaient alors. Un article exigeait que, pour diriger un établissement, ou pour y faire enseigner, il fallût déclarer préalablement qu'on n'appartenait pas à une congrégation non autorisée. La seconde ordonnance, moins importante, était destinée à rendre aux séminaires leur caractère exclusivement ecclésiastique : le choix de leurs directeurs devait être approuvé par le Gouvernement.

Les Jésuites n'étaient même pas nommés dans ces deux mesures. Elles n'en soulevèrent pas moins, dans tout le parti cléricale, des colères furieuses jusqu'à la révolte. « Race d'impies et de sectaires », écrivait l'un, « un prêtre (l'évêque Feutrier) vous livre le sanctuaire, un magistrat (Portalis) vous livre le pouvoir ». Le souvenir de Dioclétien, l'empereur romain qui fit persécuter et

massacrer les chrétiens, fut évoqué, comme il l'est d'habitude en de telles occasions. Le clergé s'emporta avec une violence inouïe. Nombre d'évêques, par une lettre collective que signa en leur nom le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, déclarèrent qu'ils n'obéiraient pas aux ordonnances. Le Gouvernement eut recours au Pape, qui ordonna aux évêques de « se confier à la sagesse du Roi et de marcher d'accord avec lui », ce qui réduisit les évêques au silence. Mais les colères et les haines restaient, et Charles X était naturellement ulcéré de les avoir encourues. Il était de cœur avec ceux qui insultaient son gouvernement, et n'attendait que l'heure de la revanche contre ses ministres.

Le Gouvernement français continuait son concours à la révolte de la Grèce : il avait été chargé par les puissances alliées de compléter, les armes à la main, les résultats de la victoire navale de Navarin. Il s'agissait de chasser du Péloponèse les troupes musulmanes. La Turquie s'était adressée à son vassal, le pacha d'Égypte, Méhémet Ali, qui s'était organisé une armée sérieuse, sur le modèle des armées européennes, avec laquelle il méditait dès lors de s'affranchir de la suzeraineté du Sultan. Méhémet Ali avait envoyé en Péloponèse son fils avec des forces militaires auxquelles l'insurrection ne pouvait pas opposer de résistance victorieuse; ce sont ces forces que nos soldats allaient combattre. Mais l'Angleterre, redoutant l'influence qu'une telle expédition donnerait à la France, s'était hâtée de négocier avec Méhémet Ali pour qu'il retirât ses troupes sans combat, et elles commençaient à se rembarquer, lorsqu'au mois d'août, le général Maison arriva avec son petit corps d'armée. Il n'eut donc pas de lutte sérieuse à soutenir. Dans les quelques villes fortifiées occupées par les Turcs, comme Navarin, Modon, Koron et Patras, les commandants refusèrent de nous ouvrir les portes, mais laissèrent entrer les nôtres sans engager de combat. Seul, le château de Morée se défendit : quatre heures de canonnade en vinrent à bout; nous avions vingt-cinq hommes tués ou blessés. Ce fut tout le sang qui coula. Ainsi les événements militaires de l'expédition furent peu importants, Mais ce n'était pas moins un honneur pour la France d'avoir porté le coup décisif pour la libération de la Grèce.

Charles X fit, cette année, un voyage dans les provinces de l'Est, où il fut reçu avec des acclamations; durant ce voyage, des députés de la gauche se firent présenter à lui : il en fut charmé, et décora l'un d'eux, Casimir Périer. Cela fut probablement fatal au ministère; Charles X en conçut des illusions sur sa popularité; il ne se dit point que l'accueil qu'il recevait s'adressait au Roi entouré d'un ministère bien vu dans l'opinion : il se crut assez de force personnelle pour s'en débarrasser et revenir à sa politique de réaction, tandis qu'un groupe de libéraux influents se leurrait de l'illusion contraire et s'imaginait que le Roi pouvait l'appeler au pouvoir.

La session de l'année suivante (1829) fut ouverte par la discussion de deux lois réformant, dans le sens des libertés locales, le régime de l'Empire encore en vigueur pour les administrations des communes et des départements, régime despotique, et fondé sur le bon plaisir du Gouvernement représenté par ses préfets. Les royalistes ultra trouvaient que ces projets désarmaient l'autorité, tandis que les libéraux les accusaient d'insuffisance. La droite profita du dissentiment du ministère et de la gauche pour faire mettre deux fois le Gouvernement en échec sur des questions d'importance, il est vrai, assez secondaire. Le ministère voulait faire discuter d'abord le projet relatif aux communes; les libéraux, impatientes de voir régler la question des préfets, restés presque tous ceux du ministère Villèle, voulaient commencer par la loi relative à l'administration départementale. La droite, en votant avec eux, leur donna la majorité. Bientôt après, même jeu pour les « conseils d'arrondissement ». On sait que ces conseils, qui n'ont pour ainsi dire aucune attribution effective, forment un rouage à peu près inutile, et semblent créés pour la symétrie administrative. On peut dire qu'il n'y a d'intérêt considérable ni à les conserver ni à les abolir. La gauche voulait les supprimer; elle ne formait pas la majorité; mais la droite s'abstint, et la suppression fut votée. Le ministère, irrité, retira les deux projets. Charles X estima que ces deux échecs lui fournissaient le prétexte qu'il cherchait pour se débarrasser de Martignac et de ses collègues. Cependant, il patienta deux mois encore. Pour établir le ministère de réaction et de provocation qu'il préparait, il lui fallait avoir pour l'année suivante un budget que la Chambre n'aurait sans doute pas accordé à un tel gouvernement. Il attendit donc que les deux lois de finances fussent votées et qu'il eût les moyens légaux de lever les impôts et de continuer les dépenses publiques pendant toute l'année 1830. Dès le 7 août,

une fois le budget voté et les Chambres en vacances, il renvoya ses ministres et nomma à leur place ceux qui allaient engager la lutte décisive.

Les noms des nouveaux ministres étaient autant de déclarations de guerre à la France moderne. Deux, surtout, avaient un caractère de violente provocation. Le chef du Cabinet, l'homme de confiance de Charles X, Jules de Polignac, était le fils d'un des favoris de Marie-Antoinette; il avait, par son origine même, la haine farouche des idées et des événements de 1789. Né dans un monde d'esprit léger, ami des plaisirs, il était devenu fanatiquement bigot dans l'émigration. Jésuite dans l'âme, on l'a vu l'un des directeurs laïques de la Congrégation. Il avait manifesté son hostilité contre la Charte dans de tels termes, qu'avant de recevoir le ministère, et quand sa future arrivée au pouvoir, résolue depuis longtemps, était encore le secret de Charles X, il avait dû, pour la rendre possible, rétracter à la Chambre des Pairs ses anciennes opinions sur le pacte constitutionnel. Pauvre chef pour une lutte aussi colossale! Présomptueux autant que fanatique, il croyait trop fermement que tous les événements de ce monde étaient directement réglés par la Providence, pour ne point s'en remettre à elle d'assurer le succès de ses entreprises et pour prendre avec quelque soin les précautions les plus élémentaires. Il entra dans la mêlée avec une confiance aveugle. A côté de lui, le ministre de la Guerre était de Bourmont, qui, après avoir accepté un commandement dans l'armée de Napoléon, avait, à la veille de Waterloo, déserté et passé à l'ennemi.

On n'hésita pas une minute devant de tels choix. On vit immédiatement le duel à mort engagé avec le pays et, au bout, la tentative de coup d'État. Le jour même, le *Journal des Débats*, journal ardemment royaliste, mais dans la note du Cabinet Martignac, et le plus considérable peut-être dans la presse d'alors, écrivait : « Ainsi le voilà encore brisé, ce lien d'amour et de confiance qui unissait le peuple au monarque! Voilà encore une fois la cour avec ses vieilles rancunes, l'émigration avec ses préjugés, le sacerdoce avec sa haine de la liberté, qui viennent se jeter entre la France et son Roi... Que feront-ils? Iront-ils chercher un appui dans la force des baïonnettes? Les baïonnettes aujourd'hui sont intelligentes; elles connaissent et respectent la loi. Vont-ils déchirer cette charte qui fait la puissance du successeur de Louis XVIII? Le peuple paie un milliard à la loi : il ne paierait pas deux millions aux ordonnances d'un ministre. » Et le journal concluait : « Malheureuse France! Malheureux Roi! »



— Je veux tuer un des soldats de Polignac ! ils n'ont pas fait grâce à mon enfant.
(Bibliothèque Nationale.)

IX. — Le mouvement intellectuel.

Le défi porté par la royauté à la nation surprenait la France en pleine activité intellectuelle. Le mouvement romantique, dont nous avons vu les débuts, s'était développé avec une puissance extraordinaire, dans les quelques années qui s'étaient écoulées depuis la mort de Louis XVIII. Toute une armée de jeunes intelligences, conduites par des chefs qui, eux-mêmes,

étaient dans toute la force de la jeunesse, s'élançait vers l'avenir, le cœur plein de grands rêves et de grands espoirs.

On voyait surgir toute une école de peinture absolument nouvelle. Le plus grand peintre peut-être qu'ait eu la France, Delacroix, après son œuvre de début, fort belle, mais encore réservée de la *Barque de Dante*, affirmait sa personnalité dans toute son étrange puissance et révoltait le public attaché aux traditions, par l'audace de son originalité dans sa *Mort de Sardanapale*. Il semblait qu'il dût avoir deux rivaux : Louis Boulanger, que son *Mazeppa* plaçait tout de suite dans les premiers rangs, et surtout Eugène Deveria, qui, tout jeune encore, se révélait dans un chef-d'œuvre, la *Naissance de Henry IV*; tous deux devaient tromper les espérances qu'ils avaient fait concevoir et n'avoir d'éclat que dans leurs débuts. Le Salon de 1827 fut une grande date pour l'art de notre pays. En face des romantiques, Ingres, méconnu jusqu'à quarante ans, y soutenait la gloire de l'école classique par son *Vœu de Louis XIII*, alors que les peintres d'un talent plus médiocre, comme Ary Scheffer et Delaroche, semblaient tiraillés entre l'influence des deux écoles. Le paysage romantique apparaissait avec Paul Hust. Tandis que toute une pléiade de peintres surgissait ainsi, un dessinateur de grand talent, Charlet, dans une suite de lithographies dont le succès était énorme, contribuait à populariser les souvenirs militaires de la Révolution et de l'Empire. Son crayon collaborait à l'œuvre des chansons de Béranger.

Les œuvres de l'étranger, mieux connues, sans rien ôter à l'originalité et à la spontanéité du mouvement français, l'aidaient à se dégager et à prendre conscience de lui-même. Au Salon de 1824, les tableaux des peintres anglais, et surtout du paysagiste Constable, avaient montré à nos artistes ce qu'ils cherchaient : une traduction sincère et simple de la nature. La même année, une assez mauvaise adaptation du *Freischütz*, du grand musicien allemand romantique Weber, jouée à l'Odéon, sous le titre de *Robin des Bois*, avait éveillé dans les esprits un monde d'émotions nouvelles. En 1827, des acteurs anglais étaient venus à Paris jouer les pièces de Shakespeare, que le public français ne connaissait guère que par les médiocres arrangements de Ducis : ce fut une révélation.

La jeunesse se pressait autour des chaires rendues à ses trois illustres professeurs : Villemain, Cousin, Guizot. Augustin Thierry venait de donner un admirable modèle d'histoire vivante et colorée avec sa *Conquête de l'Angleterre par les Normands*. Mais c'était la poésie qui tenait la première place dans le mouvement littéraire; et Victor Hugo devenait le véritable chef du romantisme. A peine arrivé à l'âge d'homme, il avait pris la pleine possession de son génie. Il éclatait déjà tout entier dans les *Orientales* (publiées quand le poète avait vingt-quatre ans), avec l'incroyable puissance de contour, de relief et de couleur qu'il sait donner aux mots et aux vers. Aussitôt après, il publiait son premier drame, *Cromwell*, composé plutôt pour l'impression que pour la scène : mais il faisait de la préface du drame le manifeste de l'école moderne; et les idées qu'il y exposait, au grand scandale des « classiques », devenaient le *Credo* des jeunes générations.

La grande ambition du romantisme était de s'emparer de la scène, où régnaient encore la tragédie et la comédie classiques. Le théâtre allait devenir son champ de bataille le plus bruyant. Déjà des œuvres d'un caractère mixte, comme les *Vêpres Siciliennes* de Casimir Delavigne, y avaient introduit une sorte de demi-romantisme encore fort timide, et qui restait proche parent de la vieille école. De Vigny, pour faire pénétrer l'école nouvelle à la scène, s'abrita derrière Shakespeare, avec une traduction d'*Othello*, traduction fidèle au génie du grand poète anglais, à la différence des adaptations alors à la mode. Mais c'est un obscur employé des bureaux du duc d'Orléans, qui inaugura au Théâtre-Français le drame romantique original. *Henry III et sa Cour* n'était pas un grand chef-d'œuvre; mais ce fut une surprise de voir paraître dans le cadre de la scène, au lieu du langage convenu des froides tragédies que produisait le style empire, le mouvement et la passion avec la « couleur locale » de la fin du seizième siècle. C'était le début d'Alexandre Dumas, et ce fut un triomphe.

Victor Hugo allait, à son tour, engager le combat, avec une œuvre d'une valeur bien supérieure, et pour laquelle la victoire allait être beaucoup plus disputée. Il avait fait recevoir au Théâtre Français sa *Marion Delorme*, qui fut interdite par le ministère Martignac. A la place, il donna *Hernani*. La première représentation eut lieu en février 1830, au plus fort de la crise politique ouverte par le Cabinet Polignac, et les passions qu'elle suscita couvrirent un instant le

bruit des passions soulevées par le conflit engagé entre la royauté et la France. Victor Hugo eut l'idée de remplacer les « claqueurs » soldés, dont il se méfiait, par des jeunes gens recrutés dans les rangs de l'armée romantique. Le monde de la littérature, les ateliers de peinture et de sculpture fournissaient chaque jour des troupes de fanatiques, prêts au combat. Ces bandes aux costumes bizarres et aux chevelures hérissées apparaissaient comme une sorte d'invasion des barbares aux habitués fort bourgeois de notre scène officielle. On a gardé le souvenir du pourpoint rouge qu'à la première représentation, Théophile Gautier, encore inconnu, portait en guise de gilet, et dont le satin écarlate flamboyait à la lumière du lustre. Chaque soir, c'était moins une représentation qu'une mêlée : le public classique sifflant à l'aveugle, la troupe romantique ripostant avec une fureur plus violente encore. Elle insultait « les calvités », les « per-ruques » qu'on considérait comme les attributs naturels de la vieille littérature. Tel criait : « A la guillotine les genoux ! » Si d'un côté, on s'attaquait au chef-d'œuvre aujourd'hui incontesté qu'on appelle *Hernani*, avec une inintelligence de parti pris, traduite par des sifflets tumultueux, de l'autre, et par réaction, le drame inspirait des admirations fanatiques. Un jeune homme mourant des suites d'un duel voulut qu'on mit sur son tombeau : « Ci-gît qui crut à *Hernani*. »

Victor Hugo, à ce moment, se dégageait du royalisme fervent de ses débuts. Il avait écrit, pour le sacre de Charles X, ses derniers vers d'inspiration monarchique. Au moment où il donnait *Hernani*, son évolution était complète. Il écrivait dans la préface du drame : « Le romantisme tant de fois mal défini n'est que le libéralisme en littérature... La liberté littéraire est fille de la liberté politique... Elle voudra avoir sa littérature propre, cette France du dix-neuvième siècle, à qui Mirabeau a fait sa liberté et Napoléon sa puissance. »

Cette évolution était celle de toute la France intellectuelle. Ce que Victor Hugo formulait avec sa netteté, d'autres le sentaient confusément. Il n'était pas jusqu'à Lamennais qui ne vît avec répugnance l'attitude de Charles X. Quant à la jeunesse, ivre d'enthousiasme, qui sentait fermenter en elle un si grand avenir, on devine si elle était disposée à subir un si absurde retour vers le passé.

X

Avant d'exposer les péripéties du conflit engagé par la royauté contre le pays, et pour pouvoir en suivre le récit en le dégageant de tout ce qui serait de nature à l'interrompre, je dois raconter l'expédition que le Cabinet Polignac entreprit en même temps au dehors, et qui eut un rapide et heureux succès.

Depuis des siècles, Alger, sous la suzeraineté plus nominale que réelle de la Turquie, était devenu un nid de corsaires qui désolaient la Méditerranée. Ses navires armés pour le brigandage avaient longtemps réduit leurs prisonniers en esclavage, et parmi eux, le grand Cervantès, l'immortel auteur de *Don Quichotte*. Toutes les flottes des puissances chrétiennes étaient exposées à leurs déprédations, et il est surprenant que l'Europe ait toléré si longtemps leurs insultes. De la ville, dressée comme un triangle de maisons dont la blancheur éclatait au soleil d'Afrique, au-dessus des flots bleus, sur les pentes des hautes collines, partaient sans cesse des vaisseaux de proie, qui portaient au loin leurs ravages. Charles-Quint, puis Louis XIV avaient en vain tenté d'en venir à bout.

Depuis longtemps, le Gouvernement français et la Régence étaient en négociations pour une affaire de fourniture de blé faite au Directoire par deux Algériens, et qui n'avait pas été payée. Avant d'acquiescer sa dette, la France exigeait des garanties contre le renouvellement des actes de piraterie. En 1827, le dey d'Alger (tel était le titre du souverain) avait gravement insulté la France : exaspéré par le langage que lui tenait notre consul, en présentant nos justes réclamations, il l'avait souffleté du chasse-mouches en plumes de paon qu'il tenait à la main. Les négociations engagées pour obtenir une réparation avaient traîné : un blocus du port d'Alger n'avait pas réussi : au mois d'août 1829, nouvelle insulte : les forts d'Alger avaient tiré sur le vaisseau qui emmenait le parlementaire chargé d'apporter au Dey les nouvelles propositions de la France. Le ministère Polignac arrivait au pouvoir. Il résolut de tirer vengeance de tant d'outrages.

Avant même de partir, l'expédition se heurta à de nombreux obstacles. D'abord, la malveillance et l'opposition de l'Angleterre, dont le Gouvernement français repoussa les témoignages avec beaucoup de fermeté et quelque rudesse. Puis tous les amiraux, imbus des routines professionnelles, déclaraient le débarquement d'une armée sur la côte d'Afrique plus que difficile, impossible. Le ministre civil de la Marine, exempt de leurs idées préconçues, passa outre, et organisa l'opération avec une grande activité, un grand soin et une grande intelligence. Le 25 mai 1830, l'expédition sortait du port de Toulon et couvrait la mer de ses voiles innombrables. Elle comptait plus de cent navires : vaisseaux de ligne, frégates, corvettes, bricks, gabares, bombardes, avec sept bateaux à vapeur. Dispersée par de violents coups de vent au moment où elle atteignait la côte d'Alger, et obligée d'aller chercher un refuge jusqu'aux Baléares, la flotte pouvait enfin arriver aux rivages d'Afrique le 13 juin.

Le débarquement commença dès le lendemain : il fut très bien dirigé par l'amiral Duperré,



Bombardement d'Alger.
(Bibliothèque nationale.)

qui commandait la flotte. On avait choisi pour cette opération la petite presqu'île de Sidi Ferruch, à 25 kilomètres à l'ouest d'Alger. Les Arabes, d'ailleurs, firent peu d'efforts pour empêcher nos troupes de prendre terre. En quelques heures, trois divisions d'infanterie et l'artillerie de campagne étaient transportées sur le sol de la presqu'île, avaient enlevé les redoutes établies par l'ennemi sur les hauteurs voisines et, avec l'artillerie des navires, mis en fuite les quelques milliers d'Arabes qui essayaient d'empêcher le débarquement.

C'était Bourmont, le ministre de la Guerre, qui commandait les troupes françaises. L'armée du Dey s'était concentrée sur le château de Staoueli, défendu par deux redoutes armées de canons. Elle était surtout formée de ces légers cavaliers arabes, voltigeant sur leurs agiles et rapides montures, indisciplinés, incapables de manœuvres régulières, mais fougueux et intrépides. Au bout de trois jours, les nôtres allèrent les attaquer. Ils n'avaient pas encore de cavalerie à opposer à celle des Arabes. Nos escadrons n'avaient pas encore débarqué. Mais l'élan de nos fantassins fut irrésistible. Après une furieuse mêlée, les ennemis, quand ils virent les Français maîtres de leurs positions, perdirent courage et se dispersèrent (19 juin).

On était arrivé devant le château sur lequel le Dey comptait pour arrêter longtemps les nôtres, ce qui indique qu'il ignorait fort la puissance des engins de guerre européens. Construit au seizième siècle, après l'échec de l'expédition de Charles-Quint, et à la place même où le célèbre empereur avait placé son camp, ce château, lourde masse d'épaisses et hautes maçonneries, d'où surgissait une tour centrale plus élevée encore, dominait la ville d'Alger du sommet qu'il couronnait. Ce n'est que le 14 juillet, au point du jour, que vingt-six canons de 16 et 24 purent ouvrir leur feu sur le château. Dès 9 heures du matin, ses maçonneries étaient éventrées, les canons qu'elles portaient renversés, les casemates enfoncées, les défenseurs de la place en grande partie exterminés. Nos soldats se précipitaient pour s'emparer des ruines, quand une formidable explosion assourdit les oreilles de son fracas, fit trembler le sol, jeta dans le ciel un énorme nuage de fumée et de poussière, et laissa retomber de tous côtés des masses de pierres mêlées



La flotte française tire sur la ville d'Alger.

Gravure sur cuivre de Skelton, d'après une peinture de la Galerie nationale à Versailles.

de canons et de cadavres. D'après l'ordre du Dey, un des défenseurs du château qui survivaient, en l'évacuant, avait fait sauter la grosse tour.

Alger ne pouvait plus se défendre. La ville se rendit. Nos soldats y entrèrent le 15 juillet. On y saisit le trésor du Dey qui, avec ses 48 millions, suffisait à payer l'expédition. Le Dey eut permission de se retirer où il voulait.

L'expédition était terminée en trois semaines. Un tel succès, en d'autres temps, aurait fait acclamer le Gouvernement qui l'avait remporté. Mais la nouvelle de la prise d'Alger, arrivée à Paris le 19 juillet par le télégraphe, tombait au milieu d'un combat plus vaste et encore plus acharné que ceux que nos soldats avaient soutenus sur la terre d'Afrique. Elle n'eut aucune influence sur l'esprit public.

Remontons maintenant de dix ou onze mois en arrière pour suivre les incidents de la lutte engagée par Charles X contre la nation. On a vu comment un journal, pourtant fidèle aux Bourbons, le *Journal des Débats*, accueillait le ministère Polignac; l'immense majorité de la France dans les provinces les plus reculées, eut la même impression et la même émotion, dès l'instant

où elle connut le choix de Charles X. A ce moment, Lafayette visitait l'Auvergne, son pays d'origine, et y recevait partout l'accueil sympathique que lui assurait sa popularité, mais dans le plus grand calme. Pendant un banquet qu'on lui offrait au Puy, arrive la grande nouvelle. Aussitôt les têtes prennent feu : les toasts sont portés « à la Chambre des Députés, l'espoir de la France ! » De là, le général allait à Vizille, à Grenoble et à Lyon. A partir de ce moment, son voyage fut triomphal : partout des manifestations formidables ; des cavalcades viennent l'attendre sur la route : on illumine les rues des bourgades et des villes ; on le reçoit au bruit du canon ; partout, on fête le héros de 1789, en témoignant l'hostilité qu'on éprouve contre le Gouvernement nouveau, et la résolution où est le pays de sauvegarder ses libertés. A Lyon, 50.000 personnes accompagnent la voiture du général, et, dans un banquet colossal qui lui est offert, Lafayette dit, aux applaudissements de tous : « Le peuple français connaît ses droits et saura les défendre. »

En même temps, le Dauphin, parcourant la Normandie, trouvait dans les populations un accueil glacial.

En Bretagne, une organisation se formait au grand jour, pour préparer le refus de l'impôt, si le Gouvernement violait la Charte. Elle fut poursuivie devant les tribunaux ; mais ceux-ci ne consentirent à condamner que l'injure que l'on faisait au Gouvernement en supposant qu'il pût violer la Charte, reconnaissant ainsi implicitement qu'en pareil cas, le refus de l'impôt serait légitime. Peu après, la Cour de Paris acquittait le *Journal des Débats*, poursuivi pour l'article dont j'ai cité quelques lignes.

L'heure arriva bientôt où le Roi se trouva en présence de la Chambre. S'il s'était fait des illusions sur le résultat de la rencontre, elles furent de courte durée. L'Adresse votée par les élus du pays en réponse au discours du trône disait en propres termes : « La Charte que nous devons à votre auguste prédécesseur... consacre, comme un droit, l'intervention du pays dans la délibération des intérêts publics... Cette intervention fait, du concours permanent des vues politiques de votre Gouvernement avec les vœux de votre peuple, la condition indispensable de la marche régulière des affaires publiques. Sire, notre loyauté, notre dévouement nous obligent à vous dire que ce concours n'existe pas. »

On avait en vain essayé, dans la discussion de l'Adresse, de faire atténuer les termes de ce langage, si net dans sa modération. Le texte avait été adopté par 221 voix contre 181. Après cela, il fallait renvoyer le ministère ou dissoudre la Chambre. Charles X était décidé à aller jusqu'au bout. A la lecture de l'Adresse, qui lui fut faite, suivant l'usage, par le président Royer-Collard, il répondit que « ses volontés étaient immuables ». Aussitôt après, il prorogea la Chambre jusqu'au 3 septembre. Mais il ne voulait pas retarder si longtemps l'engagement décisif. Le 16 mai, la Chambre était, non plus prorogée, mais dissoute. Les électeurs d'arrondissement étaient convoqués pour le 23 juin ; les électeurs de département pour le 3 juillet. Et s'ils se prononçaient contre le ministère ? On avait déjà décidé d'aller, dans ce cas, jusqu'au coup d'État. Charles X, montrant de sa fenêtre la place où Louis XVI avait été exécuté, disait : « Il pourra en cuire aux électeurs, si leurs choix sont mauvais, car je suis bien décidé, s'ils font la sédition, à ne pas monter là comme mon frère. » On prenait prétexte, pour se préparer à violer la Charte, d'un de ses articles, l'article 14, qui disait : « Le Roi fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et à la sûreté de l'État. » Mais rien, dans ces quelques mots, ne donne le droit de faire des ordonnances qui détruisent les lois existantes. Devant cette perspective, deux ministres se retirèrent, Courvoisier et de Chabrol. Ils furent remplacés par Chantelauze et Peyronnet. Ce dernier avait été un des membres les plus impopulaires du Cabinet Villèle.

Toute la France bouillonnait, et l'on s'organisait pour le combat. Dès le temps du ministère Villèle s'était formée une Association libérale, composée de pairs, de députés, d'écrivains, d'autres citoyens, et intitulée : « Aide-toi, le Ciel t'aidera. » D'abord assez modérée, elle avait été quelque peu transformée par l'entrée dans ses rangs de membres jeunes et ardents et d'anciens carbonari. C'était Guizot qui la présidait : elle avait étendu ses ramifications sur toutes les villes de province. Ce fut elle qui dirigea l'action électorale de l'opposition. On venait de publier un journal de combat, dont le premier numéro parut le 3 janvier 1830 et qui donnait aux luttes

de presse une allure plus juvénile et plus vigoureuse que celle des feuilles plus anciennes. C'était le *National*, rédigé par les deux historiens de la Révolution, Thiers et Mignet, et par un officier fort compromis dans le complot de Belfort et dans les incidents de l'expédition d'Espagne, Armand Carrel, condamné à mort à la suite de ces incidents, mais qui avait échappé. Thiers, dont la fortune politique devait être si éclatante, apportait au journal nouveau son merveilleux esprit, si souple, si multiple, si pratique, armé de tant de connaissances spéciales et tout bouillonnant de fougue méridionale. Armand Carrel devait être une des grandes figures de la presse française. Son style sobre, direct, énergique, aiguë et manié comme une épée, au service de convictions solides, honnêtes et vaillantes, lui a valu l'estime et l'admiration de tous les partis. Le *National* eut une part considérable dans le combat livré pour les libertés publiques.

Charles X n'hésita pas à jeter sa personne royale dans l'arène électorale par une proclamation à la Nation. Son intervention n'empêcha pas le Gouvernement d'être battu, malgré la nouvelle de la prise d'Alger, arrivée avant le vote des collèges de département. Les 221 étaient tous réélus, et leurs rangs étaient grossis. L'opposition avait conquis 270 sièges, contre 145 ministériels, et 13 d'une nuance intermédiaire.

Il fallait capituler ou déchirer les lois. On sait que le Roi et le ministère avaient pris leur parti à l'avance. En vain les gouvernements les plus ennemis de nos libertés conseillaient la prudence au vieux souverain; en vain le tsar Nicolas, l'incarnation de l'absolutisme, lui faisait rappeler, par l'ambassadeur de France à Pétersbourg, que les « Alliés avaient garanti la Charte comme la légitimité des Bourbons »; en vain Metternich, le chef de la réaction européenne, lui faisait dire : « Un coup d'État perdrait la dynastie ! » Le 25 juillet, les fatales Ordonnances étaient signées.

L'une dissolvait la Chambre nouvelle, avant même qu'elle eût été réunie : ce qui montrait assez clairement que ce qu'on voulait briser, c'étaient moins son esprit et ses actes que la volonté du pays qui l'avait élu.

Une autre déchirait la loi électorale et lui substituait un système nouveau, en vertu du bon plaisir du Roi. On sait qu'alors, pour être électeur, il fallait payer un certain chiffre d'impôts. De ce chiffre, l'ordonnance rayait les patentes, dépouillant ainsi de leur droit électoral le plus grand nombre des commerçants et des industriels. On supprimait aussi toutes les garanties édictées par la loi pour la formation des listes électorales. Ce seraient les préfets qui les arrêteraient et ne les afficheraient que cinq jours avant l'élection. Nul recours en temps utile. Les tribunaux étaient dépossédés de la fonction de juger les réclamations. C'est la Chambre qui devait en connaître, une fois les élections faites. Il n'y avait plus d'élections sincères dans de telles conditions. Le nombre des députés était réduit presque de moitié; la durée de leur mandat ramenée à cinq ans, avec renouvellement partiel. Les collèges de département élaient seuls les députés, à condition d'en prendre la moitié sur les listes de candidats dressées par les collèges d'arrondissement.

Une autre ordonnance supprimait toute liberté de presse. Les journaux ne pouvaient plus paraître qu'en vertu d'une autorisation qu'ils devaient faire renouveler tous les trois mois, et



Armand Carrel.
D'après Léon Viardot

qui pouvait être retirée dans l'intervalle. En cas de contravention, les presses étaient mises sous scellés ou brisées. Aucun écrit de moins de dix feuilles d'impression (soit 320 pages de format in-8) ne pouvait être publié sans l'autorisation du ministre et des préfets.

Des deux dernières ordonnances, l'une convoquait de nouveau les électeurs pour le mois de septembre, et la Chambre pour le 28; l'autre faisait rentrer au Conseil d'État des amis du ministère Polignac.

C'était le coup d'État dans toute sa téméraire insolence : la réponse de la France au Roi déchirée; les élections futures faites par les préfets; la presse bâillonnée; la Nation qui a fait Quatre-vingt-neuf livrée, pieds et poings liés, au bon plaisir du roi des émigrés et des Jésuites.

L'exposé des motifs disait : « Le moment est venu de recourir à des mesures *qui rentrent dans l'esprit de la Charte*, mais qui sont *en dehors de l'ordre légal*, dont toutes les ressources ont été inutilement épuisées. » Ainsi le Gouvernement avouait qu'il violait la loi.

Le 25 juillet au soir, le ministre de la Justice remettait le texte des Ordonnances, sur lesquelles le secret le plus absolu avait été naturellement gardé, à M. Sauvo, rédacteur en chef du *Moniteur*, le journal officiel d'alors, pour qu'elles fussent publiées le lendemain.

Celui-ci y jeta un coup d'œil, puis, avec une émotion profonde :

« J'ai cinquante-sept ans, dit-il, j'ai vu toutes les journées de la Révolution, et je me retire avec une profonde terreur. »



De Metternich.

Gravé par Weiss, d'après une peinture de F. Gérard.
(Cabinet des estampes.)

XI. — Les trois glorieuses.

Les auteurs du Coup d'État avaient une raison très forte à l'appui de leur aveugle confiance.

Personne, des deux côtés, ne croyait que le véritable peuple se mêlerait à la lutte. Les droits politiques supprimés par les Ordonnances étaient ceux d'une petite oligarchie de riches. Qu'importaient aux masses une charte qui ne leur donnait aucun rôle, le sort d'un corps électoral qui leur était fermé, les prérogatives d'une Chambre qu'ils ne nommaient pas? On étranglait la liberté de la presse : mais il n'y

avait pas de journaux pour le peuple. Très cher (Girardin fit une révolution en créant, bien plus tard, une feuille à trois sous) et ne s'adressant guère qu'à des abonnés, le journal d'alors était un luxe qui n'était à la portée que des classes aisées. D'ailleurs, le peuple avait-il une volonté et une pensée? On l'avait vu, en quelque façon, sortir de terre au 14 juillet 1789 et remplir ensuite l'histoire pendant quelques années. Mais il semblait, depuis le 18 brumaire, rentré dans le sol d'où il avait surgi, comme ces montagnes que les convulsions volcaniques du globe font jaillir, pour les laisser ensuite s'écrouler et disparaître. Il était resté étranger aux événements depuis près d'un tiers de siècle. Sous la Restauration, on avait vu des complots militaires; on avait à peine entrevu quelques manifestations populaires. Ce n'était pas seulement Polignac qui se croyait certain de ne point voir les masses entrer en jeu; aucun des libéraux ne comptait sur elles. Même le plus hardi d'entre eux, Armand Carrel, écrivait, quelques jours avant la Révolution, une page incroyable sur l'incapacité et la nullité politique des classes populaires.

Ce fut, pour tous, une stupeur de voir surgir soudain, comme l'a dit le poète des Iambes,

« La grande populace et la sainte canaille. »

Le peuple français a plus d'une fois réservé de ces surprises à l'Histoire. Par quels canaux

cachés les pensées hautes et généreuses ont-elles tant de fois pénétré, avec une puissance irrésistible, au fond des masses alors absolument ignorantes, et que les hommes éclairés croyaient dépourvues de toute existence intellectuelle? C'est un des secrets du génie de cette nation, si prompt à l'intelligence des idées justes, si étonnant par son bon sens honnête et sa compréhension large, droite et soudaine des choses. Derrière les privilèges d'une étroite oligarchie, il vit la cause éternelle de la Liberté, et, par conséquent, sa cause, et il offrit sa poitrine aux balles pour la sauver. Deux considérations, sans doute, contribuèrent fortement à le jeter dans la lutte d'abord, le caractère clérical du coup d'État, la vieille haine, qui est dans le sang de la France contre le pouvoir des moines, des Jésuites, des « hommes noirs » que chansonnait Béranger; puis, et surtout, les colères de l'invasion, la rancune contre les Bourbons ramenés par l'étranger. L'ouvrier était patriote comme le paysan. Beaucoup avaient porté le fusil dans les armées dont les refrains les plus populaires glorifiaient les victoires. L'idée nationale brûlait encore de toute sa flamme dans la population pauvre de la capitale et allait la jeter dans la mêlée.

Une grande partie de la bourgeoisie marcha avec le peuple, surtout la jeunesse et, en tête, la jeunesse des écoles. On peut dire que les générations d'intellectuels qui entraient dans la vie, et qui peuplaient les bancs de nos grands établissements d'enseignement, eurent dans le mouvement un rôle d'initiative et un peu de direction, autant qu'il y en eut dans un mouvement tout spontané. Ainsi sortit des événements cette alliance des ouvriers et de la jeunesse des écoles, qui, sous le règne suivant, devait préparer le triomphe de l'idée républicaine. Pour la première fois, le Quartier Latin jouait un rôle révolutionnaire. Ajoutez nombre d'anciens carbonari vaillants et hommes d'action.

Sans ces éléments inattendus, les illusions de Polignac auraient été de sages prévisions justifiées par l'événement. Il n'y a pas de mot pour qualifier la nullité, devant le péril, des hommes politiques qui semblaient les chefs désignés de la résistance, et qui auraient pu lui apporter tant de force. Les Ordonnances les avaient atterrés, ils restaient abasourdis sous le coup qui les frappait. Le soulèvement du peuple, loin de leur rendre un peu de vigueur, sembla les avoir épouvantés : ils paraissaient avoir autant de peur d'une révolution que du triomphe du coup d'État. Les journalistes montrèrent quelque décision, en signant au début la protestation dont je parlerai tout à l'heure, mais les plus qualifiés disparurent aussitôt. Thiers et Mignet allèrent se cacher à la campagne. Carrel, intrépide, resta à Paris, mais sans espoir dans le mouvement. Plein du souvenir des conspirations militaires où il avait joué sa vie : « Avez-vous seulement un bataillon? » demandait-il aux insurgés, qu'il décourageait.

Les députés furent au-dessous de tout ce qu'on pouvait attendre. Qu'on était loin des énergies déployées huit ans avant contre la Restauration! Le général Foy et Manuel étaient morts. Des survivants, les deux plus fermes, Lafayette et le banquier Laffitte, étaient absents et ne revinrent qu'au milieu de la lutte. Ils se laissèrent eux-mêmes paralyser ou par leurs collègues ou par leur entourage. Rien de lamentable comme le récit des stériles réunions de députés pen-



« A la Renommée des fameuses brioches. »

« Charlot, premier Pâtissier de la Cour. »

D'après une caricature de l'époque (Bibliothèque Nationale).

dant le combat. L'un d'eux a écrit : « Je ne m'attendais pas à voir tant de poltrons réunis. » Le mot est sévère : il y avait parmi eux des hommes personnellement braves : mais l'apparition du peuple sur la scène les effrayait : d'ailleurs, quelques-uns, comme le général Sebastiani et Casimir Périer, avaient attendu et attendaient encore d'être appelés au pouvoir par Charles X.

Dès le 26, le jour où les Ordonnances venaient de paraître, quelques députés se réunissaient chez Casimir Périer. Quelqu'un proposa une simple protestation. « Cela ne nous regarde pas, répondait-on. C'est aux députés de Paris à agir. » Nouvelle réunion, un peu après, chez de Laborde. Nouvelle proposition de protester. Nouveau refus. On s'ajourna au lendemain, avec rendez-vous chez Casimir Périer, fort dépité d'un tel choix. Le 27, en effet, la journée étant déjà avancée et le combat dans son fort, réunion chez Casimir Périer, chez qui l'on ne décida encore rien, si ce n'est qu'à une réunion ultérieure on pourra apporter des projets de protestation. Des délégations de combattants venaient en vain demander un concours : Périer, furieux, s'écriait : « Vous nous perdez en sortant de la légalité; vous nous faites perdre une position superbe. » Le lendemain 28, la victoire du peuple se dessine ; Guizot apporte un projet de protestation bien humble, bien timide et bien tardive, où l'on semblait plaindre Charles X, trompé par ses conseillers. C'était encore un effort trop héroïque que de signer un tel papier. On décide qu'il suffira d'imprimer au bout : « Suivent les signatures », sans mettre en péril aucun nom propre. On avait résolu pourtant d'envoyer une délégation au maréchal Marmont, placé à la tête des troupes royales, pour le presser d'arrêter le combat. Encore cette demande semblait-elle bien hasardeuse à Casimir Périer, qui disait en route : « Nous allons nous jeter dans la gueule du loup. » Marmont, en effet, venait d'expédier un ordre d'arrestation, venu de Polignac, contre quelques-uns des libéraux, mais Casimir Périer n'en était pas : il paraît que Polignac ne le regardait pas comme un ennemi. À l'arrivée des députés, le maréchal fit reprendre l'ordre, qu'il déchira. Il renvoya, d'ailleurs, les délégués à Polignac, qui refusa de les voir. À cette démarche manquée se borna l'action des députés pour le peuple. Les journaux refusaient de publier la protestation rédigée par Guizot, tant qu'elle ne serait pas signée. Cette objection ne suffit pas à enhardir les apeurés. On résolut non de signer, mais de faire suivre la protestation d'une liste de noms propres précédés de ces mots : « Étaient présents » : ce qui permettait tous les désaveux. « Personne n'aura signé si l'on est battu, tout le monde aura signé si l'on est vainqueur », leur disait ironiquement Laffitte.

Le drapeau tricolore flottait déjà sur les tours de Notre-Dame, quand le général Sebastiani s'écriait avec véhémence dans une de ces réunions, que le « drapeau blanc était pour lui le seul drapeau national » ; oui, pour lui, un ancien lieutenant de Quatre-vingt-treize, un combattant d'Arcole et d'Austerlitz ! Le 29, réunion chez Laffitte. Le peuple est victorieux : il va, dans quelques instants, compléter sa victoire. À côté de l'hôtel où les députés délibèrent, une troupe d'infanterie qui vient de se rallier à la Révolution, désarme ses fusils en tirant en l'air, pour montrer à la foule qu'elle ne se battra pas contre elle. Au bruit des détonations dont ils ignoraient la cause, panique des députés. Ces coups de fusils tirés pour rassurer, les épouvantent. Ils se sauvent éperdument par les portes, par les fenêtres, se cachent où ils peuvent. Laffitte, cloué sur son fauteuil par une foulure, se trouve seul dans son salon avec son secrétaire.

Qui donc dirigeait le coup d'État à Paris ? Le ministère, ou plutôt son chef, Polignac. On l'a appelé un « illuminé » : le mot est juste. Il comptait trop sur la Providence et n'avait même pas cru nécessaire de se doubler d'un homme qui connût les choses de la guerre. Il laissait à Alger le ministre Bourmont et se chargeait de faire l'intérim pour le moment décisif, confiant dans sa propre incompétence. On lui avait demandé, au Conseil des ministres, avant les Ordonnances, s'il avait des forces militaires suffisantes. Il avait répondu : « J'ai 40.000 hommes. » Il en avait tout juste 12.000. Le reste était dans un rayon plus ou moins étendu autour de Paris ; sauf des forces insignifiantes, il ne se décida à l'appeler que quand il était trop tard. D'ailleurs, comme Charles X, obstinément fermé à toute transaction, dans sa foi aveugle au succès. On avait pourtant nommé un chef militaire, en prévision de la lutte, mais ce choix était une faute mortelle. Marmont, duc de Raguse, était détesté du peuple. Il avait eu une lourde défaillance en 1814, quand, voyant Napoléon perdu, il avait traité secrètement avec l'Autrichien Schwarzenberg, et consenti à abandonner la position d'Essonne, où il couvrait Fontainebleau et

L'Empereur, avec 20.000 hommes. Napoléon, rentrant en 1815, l'avait dénoncé dans une proclamation célèbre comme le traître qui l'avait perdu. Il en avait gardé une ineffaçable flétrissure : on disait, dans le peuple, « raguser », pour « trahir ». Avant de partir, Bourmont avait dit : « S'il vous faut un chef militaire, prenez Marmont : il est compromis ». Ajoutez qu'il était resté libéral, avait horreur des Ordonnances et gémissait d'avoir à les défendre. Par un retard incompréhensible, on ne l'avertit de sa nomination que le second jour, quand le soulèvement était déjà commencé.

Voyons maintenant le peuple à l'œuvre.



Les Armes
du Roi et du Peuple

Le 1^{er} Août 1877 par le Cateira Ch. Shalpin, aujourd'hui condamné par deux jugements, après 70 ans de
4200^l d'amende, au 10^{me} pour cause de... aux frais... 11 mois de prison, et... à la prison du Rio Cateira

encore, à cette époque, le centre de Paris, des magasins luxueux, des plaisirs, des cafés politiques et littéraires. Des jeunes gens s'étaient procuré des exemplaires du *Moniteur* et, montés sur des chaises, lisaient les Ordonnances à des groupes de curieux. On fit disperser la foule par la gendarmerie. Elle se retirait en criant : « Vive la Charte ! A bas Polignac ! » Des petites bandes se dirigèrent vers la place Vendôme et sur le ministère des Affaires étrangères, qui se trouvait alors à proximité, boulevard des Capucines. Quelques pierres furent jetées sur les fenêtres du ministère et sur la voiture de Polignac qui rentrait. C'était encore trop peu de chose pour faire prévoir les journées suivantes.

Tandis que les députés se réunissaient pour ne rien faire, les journalistes les plus résolus se concertaient dans les bureaux du *National*. Là, on décidait une protestation que Thiers était chargé de rédiger. Elle était nette et vigoureuse. Après avoir déclaré qu'on continuerait à publier les journaux, sans demander l'autorisation exigée par l'Ordonnance sur la presse, la protestation concluait : « Le Gouvernement a perdu aujourd'hui le caractère de légalité qui commande l'obéissance. Nous lui résistons en ce qui nous concerne : c'est à la France de juger jusqu'où

doit aller la résistance. » Thiers montra qu'il fallait des signatures au bas de ce document, pour lui donner toute sa force, bien que les articles de journaux ne fussent, à cette époque, jamais signés. Quarante-trois écrivains, appartenant à onze journaux, mirent vaillamment leur nom au bas du document, qui pouvait attirer sur leur tête toutes les vengeances du coup d'État. Parmi eux : Thiers, Mignet, Carrel, de Rémusat, Pierre Leroux, qui depuis ont joué un grand rôle. Détail curieux, Nestor Roqueplan, devenu plus tard le Parisien de toutes les élégances, indifférent à toute idée politique, se trouvait au nombre des protestataires qui faisaient bravement appel à l'insurrection.

Les deux grands journaux de l'opposition, les *Débats* et le *Constitutionnel*, s'étaient soumis à l'Ordonnance et avaient demandé l'autorisation. Trois autres journaux, dont les rédacteurs



Saisie des presses au *Temps*.
(Musée Carnavalet.)

s'étaient associés à la protestation, s'adressaient à la Justice; et le président, de Belleyne, rendait une *ordonnance*, judiciaire celle-là, enjoignant aux imprimeurs de lui prêter leurs presses. La magistrature se prononçait contre le coup d'État.

La Bourse protestait aussi à sa façon : la rente baissait de 5 francs, ce qui faisait dire à Polignac : « Elle remontera. »

Le 27, la résistance s'annonce et s'accroît.

Des journaux avaient paru, au mépris des Ordonnances, et publiaient la protestation des journalistes. Des distributeurs de bonne volonté en répandaient des paquets dans les cafés, dans les boutiques, dans les cabinets de lecture. Le préfet de police envoya des commissaires briser les presses de ces journaux, suivant la menace de l'Ordonnance. Au *National*, le serrurier que la police avait requis, troublé par les objurgations des rédacteurs, se borna à ôter à la presse une pièce qui fut remplacée bientôt après son départ : en sorte que le journal continua à paraître. Aux bureaux du *Temps*, la scène fut plus dramatique. Ils étaient situés au fond d'une cour, rue

de Richelieu. On avait ouvert à deux battants les portes de la cour sur la rue, et solidement fermé celles des bureaux. Les rédacteurs, les employés, les typographes du journal, rangés dans la cour, attendaient la police, ayant à leur tête le gérant, Baude, homme à physionomie énergique, aux yeux étincelants, aux épais sourcils, tête nue. Quand le commissaire arriva : « Vous commettez un vol avec effraction », et, sur la menace de l'arrêter : « Nouveau crime, arrestation arbitraire. » Il avait le Code pénal en main et lisait les articles qui punissent les deux crimes. Des curieux-étaient entrés au bruit; il y avait foule dans la cour. Baude réclamait des témoins pour attester les faits. Chacun lui donnait son nom. Un ouvrier serrurier, que le commissaire avait fait venir, troublé par les paroles de Baude et les manifestations du public, refusa ses services et partit au milieu des applaudissements. Un second, appelé ensuite, prétendit qu'on lui avait pris ses outils, dont il s'était probablement débarrassé dans les mains d'un des assistants. La scène se prolongea des heures; il fallut faire venir le serrurier qui ferait les chaînes des forçats, et qui, appartenant à la police, fit la besogne requise.



Descente dans les ateliers de la *Liberté de la Presse*.
(Bibliothèque Nationale.)

Paris commençait à bouillonner. La veille au soir, des imprimeurs et des industriels de toute sorte vivant des journaux, des brochures, des petits livres, avaient réuni leurs ouvriers et leur avaient dit : « L'Ordonnance sur la presse supprime notre industrie; inutile de revenir demain : nous sommes ruinés; nous n'avons plus de travail à vous donner. » Ils avaient ainsi jeté sur le pavé des rues une foule de travailleurs exaspérés, qui devaient grossir l'armée de la révolte et lui recruter des adhérents. Maintenant, tout le monde connaissait l'acte de violence dirigé contre les libertés publiques : les têtes s'échauffaient; les colères s'allumaient : mais le mouvement était lent à se dessiner. Il ne sortait pas encore du Palais Royal et des rues voisines, encombrées d'une multitude frémissante. Dans le jardin, des jeunes gens lui lisaient les journaux d'opposition parus le matin, le *National* et le *Temps*. La police, les gendarmes, en refoulant brutalement la foule, puis en la chargeant, la provoquèrent au combat. Quelques-uns, réfugiés derrière la clôture en planches d'une maison en construction, ripostèrent avec les projectiles qu'ils y avaient sous la main. Rue du Lycée, la troupe tira. Un homme tomba mort, trois blessés : les premiers coups de feu, les premières victimes de la Révolution. On s'enfuit en criant : « Vengeance! Aux armes ! » tandis que la gendarmerie parcourait au grand trot ou au galop les rues voisines.

Bientôt après s'élevaient les premières barricades : l'une à l'entrée de la rue de Richelieu,

bâtie avec les matériaux que trois charrettes, débouchant de la place du Carrousel, portaient à une maison en construction; l'autre, tout près, en face de la rue de l'Échelle, faite avec des omnibus et des voitures de porteur d'eau. La troupe les prit à revers, et leurs défenseurs, qui n'avaient pas d'armes, se dispersèrent.

Vers 7 heures, Marmont mettait une partie de ses troupes en marche vers la place de la Concorde, le boulevard des Capucines, le Palais Royal, la place Vendôme, le faubourg Poissonnière, la place de la Bastille et le Pont-Neuf. Les troupes ne trouvaient pas encore de résistance. On criait sur leur passage : « Vive la Charte ! » et « Vive la ligne ! » comme pour faire appel aux soldats de ligne, qu'on voulait séparer de la Garde royale, dont ils voyaient de mauvais œil les privilèges et dont ils étaient d'ailleurs loin de partager l'esprit. Sur un point, la troupe, assaillie à coups de pierre, fit feu et coucha quatre cadavres sur le sol. Il y eut aussi un étudiant anglais tué à une fenêtre de l'hôtel Royal, au coin de la rue des Pyramides.

Le soir, une bande d'insurgés, portant le corps d'un vieillard qui venait d'être tué,

envahissait la place de la Bourse. Il y avait là un corps de garde en planches où des gendarmes s'étaient barricadés. On y mit le feu, tandis que les gendarmes s'évadaient. Et la flamme annonça jusqu'au boulevard cet épisode nocturne de la lutte.

Ce n'était pas encore la bataille : ce n'étaient que des escarmouches ; mais maintenant la guerre était déclarée. On s'y préparait des deux côtés. Une réunion tenue chez le pharmacien Cadet de Gassicourt, et où assistaient les hommes d'action les plus déterminés, avait élu douze comités pour préparer la lutte dans les douze arrondissements que comptait



Combat à la Fontaine des Innocents (1830).

alors Paris. On avait attaqué çà et là des corps de garde isolés pour avoir des armes : ce qui amena Marmont à faire évacuer tous ceux que ne protégeait pas le voisinage d'une caserne, laissant ainsi le peuple libre de son action dans la plus grande partie de Paris.

Vers le soir, aux dernières lueurs du jour, on avait vu avec surprise sur le quai de l'École un homme, un inconnu, passer avec un drapeau bleu, blanc et rouge : celui des victoires impériales, celui de la Révolution. Nombre de passants regardaient avec une émotion profonde ces trois couleurs proscrites depuis quinze ans. Quel qu'il fût, cet inconnu rendait au peuple son drapeau pour la bataille qu'il allait engager. Plus qu'un drapeau : il renouait la chaîne rompue, entre les héros du Dix août, les soldats de l'An II, les glorieuses armées qui avaient semé les libertés sur toute l'Europe, et le peuple qui allait reprendre leur œuvre. Il ressaisissait ses armes, non pour les étroites revendications d'une petite oligarchie bourgeoise, mais pour la cause éternelle de ses droits.

La nuit tomba sur la grande ville frémissante : nuit fiévreuse, lourde, dans son lugubre silence, de colères, d'angoisses et de résolution guerrière. Le peuple était déjà debout pour la grande mêlée quand le soleil parut. Un soleil digne des tropiques. Le ciel de ces journées de juillet resta constamment torride. Une chaleur sénégalienne, une chaleur de trente-cinq degrés brûlait,

pendant la lutte, les « grandes dalles » des quais où grêlait la fusillade. Les soldats haletaient et étouffaient, sous les énormes schakos, sous les pesants uniformes du temps.

Ces masses qui se jetaient dans la bataille n'avaient pas d'armes : elles étaient obligées d'en chercher au moment du combat. Quelques-uns avaient des fusils de chasse et des pistolets ceux-là tirèrent les premiers coups. La troupe fournit des fusils, malgré elle, dans les postes isolés qu'on surprit et qu'on enleva. Puis, lors de la dissolution de la Garde nationale, on lui avait laissé ses armes. Il ne semble pas qu'un grand nombre de gardes nationaux aient pris part à la Révolution. Beaucoup étaient, avant tout, hommes d'ordre et ne parurent que pour préserver la « propriété » des violences que l'on craignait à tort de l'insurrection. Mais on allait dans les maisons demander leurs fusils. On prit aussi d'assaut les boutiques des armuriers. Tout fut mis en réquisition. Étienne Arago, le frère du grand savant, était, tout jeune encore, directeur du théâtre du Vaudeville. Il fit porter aux révoltés trois mannes de fusils qui servaient à la représentation d'une pièce militaire. Dans la journée, on s'empara du Musée d'artillerie, alors situé place Saint-Thomas-d'Aquin, à côté de la rue du Bac. Il y avait là des échantillons des armes de toutes les époques depuis le Moyen Âge, des panoplies historiques, des casques, des boucliers sculptés, des hallebardes, des pertuisanes, des arquebuses, des mousquets de tous les temps et de tous les modèles. On s'arma et on s'affubla de cet arsenal archéologique. Celui-ci semblait équipé pour garder la porte de Louis XI, tel autre, pour la bataille de Marignan ou pour une journée de la Ligue. Un canon en fer d'un modèle antédiluvien figurait le lendemain à l'attaque de la caserne de Babylone : on dut renoncer à s'en servir. Il faut ajouter qu'après la Révolution, ces armes, dont beaucoup avaient une valeur considérable, furent, presque toutes, honnêtement restituées au Musée. Un grand nombre s'étaient munis de ce que le hasard ou la profession leur mettait sous la main : bâtons ferrés, barres de fer, piques, pioches, instruments de travail.

Il ne suffisait pas d'avoir des fusils : il fallait des munitions. Pour les cartouches dont on se servait alors, il fallait de la poudre, du papier et du plomb. De la poudre, on en eut. Il y avait faubourg Saint-Marceau, près de la Salpêtrière, une poudrière gardée par une vingtaine de soldats à peine. On s'en empara, et l'on expédia des provisions cours des Gobelins, place Maubert, passage Dauphine, où elles étaient distribuées. Au passage Dauphine, un des insurgés les plus énergiques, Joubert, avait transformé en arsenal sa boutique de librairie. On venait de toutes parts s'y approvisionner. Le papier, on l'avait partout. On n'avait qu'à en demander; il en tombait de toutes les fenêtres. Nombre de gens de bonne volonté allaient de tous côtés chercher du plomb, qu'on fondait pour en faire des balles. Parfois, on ne prit même pas cette peine. En pansant les blessures des soldats, un chirurgien y trouva des caractères d'imprimerie. Comme par une vengeance de la presse dont on avait voulu briser les outils, les petits morceaux de métal, façonnés pour multiplier et propager la pensée, se transformaient en projectiles qui déchiraient les chairs des troupes du coup d'État. Avec la poudre et le papier on faisait des cartouches, que des femmes, des jeunes filles allaient porter dans leurs tabliers aux combattants.

Le peuple, en même temps, recevait un renfort, infime par le nombre, important par la valeur, les élèves de l'École polytechnique.

L'École polytechnique était encore, et devait rester longtemps, un foyer où brûlait de tout son feu l'esprit de la Révolution qui l'avait créée. Elle était populaire pour la part qu'elle avait prise à la défense de Paris, en 1814. Un des élèves, qui devait plus tard avoir un rôle éminent dans l'histoire des expéditions d'Algérie, de la seconde République et des proscriptions du second Empire, Charras, en avait été chassé peu avant pour avoir chanté la *Marseillaise* dans un banquet. Dès la publication des Ordonnances, il fit parvenir des journaux à ses camarades. Ceux-ci, réunis dans leur salle de billard, résolurent d'envoyer à Casimir Périer et à Lafayette des délégués pour leur offrir le concours des élèves. Les délégués ne furent pas reçus : mais le Gouvernement licencia l'École. Les élèves sortaient de la sorte le matin du 28; une soixantaine se jeta dans le mouvement. Leur uniforme, leur épée, leur éducation militaire les fit prendre comme chefs. Plus d'un devait verser son sang pour la cause du peuple.

Le matin, les grands mouvements de troupes n'avaient pas commencé; Paris se couvrait de barricades; des insurgés attaquaient et prenaient la mairie des Petits-Pères (aujourd'hui celle du II^e arrondissement). D'autres, à l'Hôtel de Ville, qui n'était pas défendu, abattaient le dra-

peau blanc, arboraient un drapeau tricolore improvisé, et sonnaient le tocsin dans le beffroi. Puis, on allait à Notre-Dame; on faisait flotter les trois couleurs au sommet des tours, et la cloche colossale de la cathédrale joignait sa voix formidable à la voix grêle du beffroi de l'Hôtel de Ville. Ainsi les sonorités pathétiques du tocsin allaient au loin, avec une puissance terrible, remuer la grande cité, tandis que flottait dans le ciel bleu, de toute la hauteur de l'énorme cathédrale gothique, le drapeau de la Révolution, visible de tous les points élevés de Paris.

Partout disparaissaient les insignes de la royauté légitime. Les fournisseurs attitrés de la cour qui les avaient à la devanture de leur boutique, les voyaient détruits par la foule, ou les retiraient prudemment eux-mêmes. Les hommes de loi supprimaient leurs panonceaux où ces insignes figuraient. On effaçait de tous côtés les emblèmes des Bourbons.

C'est vers midi que Marmont faisait commencer le mouvement des troupes chargées de reconquérir Paris. Il avait maintenant pleins pouvoirs, le Gouvernement s'étant enfin décidé, le matin, à mettre Paris en état de siège. Une colonne devait suivre le vaste arc de cercle décrit par les grands boulevards, depuis la rue de Richelieu jusqu'à la place de la Bastille; une autre devait aller occuper l'Hôtel de Ville; une troisième était dirigée sur le marché des Innocents, aujourd'hui remplacé par un square à côté des halles; une dernière, qui n'eut quasi rien à faire, devait aller à la Madeleine. D'autres troupes occupaient la place Vendôme et le Palais Royal. D'autres encore restaient en réserve aux Champs-Élysées.

La besogne allait être rude, surtout pour les trois premières colonnes. Le plan de Paris de 1830 était encore à peu près celui du Paris du Moyen Âge : un dédale inextricable de petites rues et de ruelles, étroites, sombres et tortueuses, avec leurs vieilles maisons, leur ruisseau courant au milieu des pavés et leurs réverbères suspendus à des cordes qui, le soir, éclairaient à peine les fenêtres de leur lueur de quinquets fumeux. Surtout à la place actuelle des halles centrales, et jusqu'à la Seine d'un côté, jusqu'au boulevard de l'autre, c'était un enchevêtrement singulier de percées étroites, qui resta, pendant le règne de Louis-Philippe, le champ de bataille habituel des émeutes. Tout le vieux Paris de la Cité, entre le Palais de Justice et la pointe Notre-Dame, était encore intact. Ce dédale de ruelles se continuait, entre le Louvre et les Tuileries, au cœur même des positions de Marmont, sur l'emplacement actuel du nouveau Louvre et du square du Carrousel.

On devine ce qu'étaient les mouvements des troupes, dans ces rues étranglées. A chaque pas, le chemin leur était fermé par une barricade, qu'il fallait prendre. Aucune, il est vrai, n'était assez forte pour une résistance prolongée; mais, la troupe passée, les barricades se relevaient derrière elle. Une hostilité unanime enveloppait les soldats harassés, inquiets de cette lutte fratricide. Dans les quartiers riches, des femmes élégantes, aux fenêtres, les objurgaient d'épargner le peuple; dans les autres, toute maison était ennemie. On leur jetait des pavés, des ustensiles de ménage, des bouteilles cassées dont les éclats blessaient les pieds des chevaux. On tirait sur eux des coups de feu isolés des fenêtres ou des toits. Nulle défense possible, à moins de faire le siège de toutes les maisons une à une. Toutes les portes s'ouvraient à l'insurgé en péril; aucune pour le soldat du coup d'État, mourant de chaleur et de soif. Ils s'étaient à peine nourris; Polignac n'avait rien fait pour leur assurer du pain. D'ailleurs, comment faire parvenir les vivres à travers une ville insurgée? Et c'est la faim au ventre, l'angoisse au cœur, qu'ils avançaient péniblement à travers la ville soulevée.

La colonne dirigée sur l'Hôtel de Ville, commandée par le général Talu, eut à soutenir une lutte acharnée. Elle attaquait de deux côtés : par le quai, par le pont qui débouche sur la place, et qui était alors un de ces ponts suspendus, dont le tablier de bois est attaché par des câbles de fer, soutenus en l'air aux deux bouts par des massifs de maçonnerie; ponts qui étaient alors nombreux et nouveaux et que les progrès de la construction font disparaître peu à peu. Le détachement qui arrivait par le pont était arrêté par le feu que les insurgés dirigeaient sur lui de la place. Talu, à la tête de sa troupe, arrive par le quai avec deux canons et balaie à coups de mitraille la place dont il est bientôt maître. Mais impossible d'aller plus loin : toutes les rues étaient barricadées, et l'on tirait des fenêtres. Puis le peuple faisait des efforts héroïques pour reprendre la place. De l'autre côté de la Seine, le quai de la Cité était garni de tirailleurs qui criblaient la troupe de coups de fusil. Plus d'une fois, des insurgés, avec un courage fou, se ruèrent

sur le pont où ils étaient reçus à coups de mitraille. Parmi ceux qui tombèrent, un jeune homme, qui s'élançait un drapeau à la main, venait de s'écrier : « Si je meurs, rappelez-vous que je me nomme Arcole. » Le pont a gardé son nom, et l'on sait qu'il le porte encore aujourd'hui. Là, dit-on, se passa une scène caractéristique. Charras venait de trouver un fusil, celui d'un ouvrier frappé d'une balle. Mais il manquait de cartouches. Passe un gamin qui en avait. Il les lui demande. « A condition que j'en tirerai ma part », dit le gamin. Il tenait à faire le coup de feu sur la troupe. La condition est acceptée. Le gamin reçoit le fusil et « tire sa part » : après quoi il rend l'arme à Charras, suivant la parole donnée. Les enfants des pavés de Paris, le « pâle voyou » de Barbier, le « Gavroche » de Victor Hugo, se battaient en enragés.

La colonne envoyée au marché des Innocents, sous le général Quinonnas, n'avait pas eu à soutenir un combat moins furieux. Une fois arrivé, après de grosses difficultés et de grosses pertes,



Héroïsme du jeune Arcole. 29 juillet 1830.

D'après l'estampe de Victor Adam.

le général avait envoyé un bataillon, avec le colonel Rainselves, parcourir et dégager la rue Saint-Denis, pour assurer sa communication avec les troupes des boulevards. Rainselves, mortellement blessé près de l'église Saint-Leu, continuait à conduire sa troupe, porté sur un brancard. Il arrive à la Porte Saint-Denis, mais pour y être bloqué. Quinonnas, au marché des Innocents, continuait à se défendre, mais non sans peine. Les forces de la troupe s'épuisaient : les munitions allaient lui manquer. Marmont envoya à son secours le 15^e léger, posté au Pont-Neuf; mais le 15^e, trouvant des obstacles à chaque pas, ne put dépasser le marché des Prouvaires, et dut revenir. Un bataillon de Suisses, sous Maillardoz, envoyé à son tour aux Innocents, s'égara en route, fut obligé de revenir sur ses pas et n'arriva qu'après avoir perdu le cinquième de ses officiers et de ses hommes. Il donna à Quinonnas le moyen de tenir encore quelque temps, et lui fournit des cartouches.

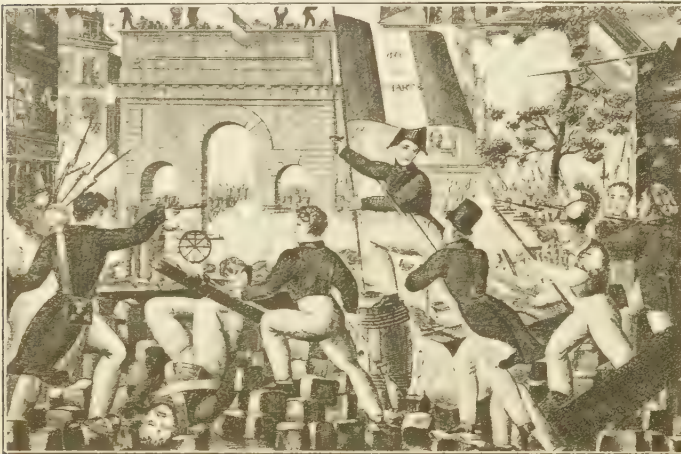
La colonne des boulevards, commandée par le général Saint-Chamans, était arrivée à la Bastille, après avoir subi le feu des insurgés qui tiraient du haut de la Porte Saint-Denis, enlevé une barricade à la porte Saint-Martin et, sur le reste des boulevards, essuyé des coups de feu continus. Mais à la place de la Bastille, elle était comme enfermée. Les boulevards étaient alors

ombragés d'arbres énormes, qu'on eut vite abattus derrière le passage de la troupe, et dont les troncs épais, couchés avec leurs vastes branchages en travers de la voie, la rendirent impraticable, non seulement à l'artillerie et aux chevaux, mais même à l'infanterie. Saint-Chamans avait essayé de se mettre en communication avec l'Hôtel de Ville. Mais la rue Saint-Antoine était hérissée de barricades. Le détachement envoyé de ce côté avait dû revenir sur ses pas. Un autre détachement avait pu parcourir jusqu'au bout la rue du faubourg Saint-Antoine et revenir : mais en enlevant à chaque pas des barricades, qui s'étaient redressées derrière lui.

Tel était l'état des choses quand vint le soir. Il peut paraître étrange qu'un soulèvement confus, sans chefs, sans direction, ait pu rendre aussi critique la situation de troupes disciplinées, bien conduites et bien armées. Les masses populaires qui les tenaient en échec, marchaient et combattaient au hasard des événements et des inspirations individuelles. Chaque bande allait au petit bonheur, derrière ses tambours, si elle en avait : on en vit une conduite au son du violon, comme les anciennes noces de village. Mais les troupes aventurées dans l'immense fourmilière parisienne, ne tenant, dans l'écheveau confus des rues, que le point qu'elles occupaient en forces,

étaient comme prises, chacune, dans le coin de la grande ville où les ordres de Marmont les avaient portées ; enveloppées, par surcroît, de la réprobation universelle, trouvant des ennemis derrière chaque fenêtre, usant leurs munitions sans pouvoir les renouveler, harassées, épuisées, le ventre vide, en paquets isolés, bloqués, noyés de tous côtés par la Révolution aux cent mille têtes.

Marmont comprit que la lutte devenait impossible dans de telles conditions. Il prit le parti de ramener et de concentrer ses forces,



Combat de la Porte Saint-Martin (1830).

d'abandonner Paris aux Parisiens et de ne défendre que le palais de la royauté. Telles étaient, d'ailleurs, les instructions que Charles X lui donnait, bientôt de Saint-Cloud : réunir ses forces au Carrousel et place de la Concorde ; tenir bon. Le vieux Roi ajoutait bizarrement et avec insistance : « Agir avec des masses. » Des masses ! Marmont n'en avait pas.

Par ses ordres, les troupes revinrent comme elles purent, les unes remontant le faubourg Saint-Denis et passant la barrière ; les autres faisant un détour par la rive gauche, toutes évitant la masse impénétrable des quartiers centraux ; le maréchal allait soutenir le dernier assaut dans le quadrilatère formé par le Louvre et les Tuileries, avec les Champs-Élysées derrière. « C'est une position inexpugnable, faisait-il écrire par Polignac au Roi. Je pourrais y tenir trois semaines. »

Il n'allait pas y tenir un jour. La journée du 29 allait assurer le triomphe du peuple.

Jusqu'ici, on ne s'était battu que sur la rive droite. Le 29, on s'assure de quelques points encore occupés par la troupe. Une bande se dirige sur la caserne de l'Estrapade : caserne de la Garde royale. Les hommes étaient aux fenêtres, prêts à tirer. On parle : un jeune homme grimpe alertement à une fenêtre : on le voit causer avec l'officier, qui finit par lui donner son uniforme et l'embrasser. Les soldats évacuent la caserne et donnent leurs armes. A la prison de Montaigu, près du Panthéon, Charras en quelques mots émus obtient aussi de l'officier et de ses hommes qu'ils ne tireront pas. A la caserne de la rue de Babylone, les Suisses étaient résolus à se battre jusqu'au bout. Les fenêtres étaient garnies de matelas qui préser-



vaient les tireurs. Plusieurs postés à côté, dans une maison en construction, dirigèrent sur une colonne, conduite par Charras, un feu meurtrier. La lutte fut sanglante. Un élève de l'École polytechnique, Vaneau, fut tué. La rue qui porte encore son nom, conserve le souvenir de sa mort. Deux autres polytechniciens étaient grièvement blessés. On combattait des jardins et des toits des maisons voisines. Enfin, quelqu'un s'avisa de pousser sur la caserne une charrette chargée de paille à laquelle on mit le feu. Une partie des Suisses s'ouvrit un passage à la pointe de la baïonnette et s'échappa; une autre se fit tuer avec son chef; le reste se rendit.

C'était au Louvre et aux Tuileries, où Marmont avait concentré ses forces, que devait se dessiner le sort de la journée. Marmont avait de sérieux motifs de confiance; ces positions étaient très fortes : deux palais, qui semblaient impenetrables et formaient comme deux forteresses



Prise de l'Hôtel de Ville.

Dessin de Martinet. Gravé par Charon.

renouées l'une à l'autre, par une galerie monumentale qui défiait les attaques; la Seine défendant de son large fossé tout un côté du carré long qu'ils occupaient; de vastes espaces découverts, le Carrousel, le jardin des Tuileries, la place de la Concorde, où les insurgés perdaient tout ce qui avait fait leurs avantages dans les rues de Paris : il ne restait qu'à occuper un côté de la rue de Rivoli, des coins de rue et quelques points importants. Au point de vue militaire, il semblait impossible que des bandes confuses, à peine armées, pussent forcer Marmont dans des positions si solides. Que pouvaient leurs balles éparses, sinon écorcher les pierres massives des formidables maçonneries qu'elles attaquaient? Mais les troupes étaient démoralisées par leurs échecs de la veille : il y a, dans le souffle des révolutions, on ne sait quoi qui passe dans l'air, trouble les cœurs et fait vaciller les fusils dans les mains des soldats. Cette mystérieuse puissance populaire, qui les avait forcés à reculer jusque-là, les avait profondément troublés. Les Français étaient excédés de tirer sur leurs frères, pour une cause qui, au fond du cœur, leur était antipathique, et de sentir sur leur tête la haine de leur pays. Les troupes suisses étaient hantées par le souvenir du 10 août 1792, où leurs ancêtres avaient été massacrés après la victoire du

peuple. Il leur en restait, pendant le combat, une terreur profonde. Français et Suisses, en revenant autour des Tuileries, avaient été fort désappointés d'apprendre que Charles X n'y était pas. « Il nous abandonne donc ? » disaient-ils. Au moins, au 10 août, les Suisses défendaient la personne de Louis XVI, celle de la Reine, celle de leurs enfants qu'ils avaient à côté d'eux. Ici, ils se battaient pour un roi qui, pendant la tuerie, restait bien tranquille à Saint-Cloud.

Deux bataillons de Suisses, commandés par le colonel de Salis, gardaient le Louvre : l'un sous la colonnade, d'où il tirait sur les assaillants, l'autre dans la cour, avec de l'artillerie qui enfilait le pont des Arts. Il y avait au Carrousel un bataillon de Suisses et deux de Gardes-françaises. De forts détachements gardaient le Palais Royal et les débouchés des rues sur la rue Saint-Honoré. Le 5^e et le 53^e de ligne occupaient la place Vendôme. Le 50^e et le 15^e léger étaient aux jardins des Tuileries avec un bataillon suisse. Des troupes de la Garde étaient postées à la place de la Concorde, ou en réserve aux Champs-Élysées.

Le peuple assiégeait le Louvre. Devant, du côté de Saint-Germain-l'Auxerrois, des hommes



Prise de la caserne de Babylone.
(Bibliothèque nationale.)

embusqués comme ils pouvaient, sous le porche de l'église, sur les toits, partout où ils avaient un abri, tiraient sur la somptueuse façade de Perrault, tandis que les Suisses ripostaient du haut de la colonnade. Sur le quai de la rive gauche, des deux côtés de la colonnade, d'autres insurgés, abrités derrière les parapets du quai, dirigeaient sur la façade méridionale du Palais un feu assez inoffensif : Alexandre Dumas a raconté qu'il était de ceux-là, et qu'il tirait abrité derrière un des lions des fontaines qui décorent le palais de l'Institut. On as-

saillait aussi les positions des troupes, du côté du Palais Royal. Un élève de l'École polytechnique qui avait amené là une bande du Quartier Latin, tombait évanoui, frappé d'une balle à la tête. Un de ses camarades, Baduel, était tué par un coup de mitraille, du côté des Champs-Élysées. Quelques-uns des plus énergiques, dont Thomas, Bastide, Joubert, que nous avons vu distribuer les munitions, eurent l'idée d'étendre plus loin l'attaque, sur les quais de la rive gauche, et la portèrent jusqu'au pont Royal. Thomas et Joubert osèrent s'avancer jusqu'au milieu du pont, s'y abritèrent de leur mieux, et se mirent à tirer sur les Suisses du côté du Pavillon de Flore. Mais que pouvaient les insurgés, sans canon, contre d'épaisses murailles de pierre de taille ?

Un hasard inespéré allait leur donner la victoire. Les deux régiments de ligne postés à la place Vendôme, le 5^e et le 53^e, étaient entourés d'une foule qui les suppliait de se ranger du côté du peuple. Ils y étaient déjà disposés : le colonel, le lieutenant-colonel et les chefs de bataillon, les officiers eux-mêmes étaient de cœur avec lui. Ils envoyèrent dire au général Gérard, qui était à la réunion des députés chez Laffitte, qu'ils étaient prêts à se placer sous ses ordres. Gérard accepta ; mais il était écrit qu'aucun des chefs politiques désigné ne ferait rien pour la cause de la Révolution ; en route, il se ravisa, sous prétexte qu'il n'était point en uniforme, et envoya à sa place un colonel qui, lui-même, sous le même prétexte, se déchargea de sa mission sur un simple capitaine de la Garde nationale, un frère de Laffitte. Celui-là portait ses galons. Sous sa



Attaque des Taileries (29 juillet 1830).
Dessiné par M. Martinet, Gravé par Charon.

conduité, le 53^e, suivi du 5^e, qui suivit son exemple, quitta la place Vendôme et s'achemina vers les boulevards.

Les positions de Marmont étaient découvertes sur un point essentiel. Il ne pouvait plus se fier à la ligne et prit la précaution de reculer jusqu'aux Champs-Élysées deux autres régiments, le 50^e et le 15^e léger, qui occupaient les Tuileries. Il eut l'idée funeste, pour boucher le trou ouvert du côté de la place Vendôme, de prendre un des deux bataillons de Suisses qui occupaient le Louvre. Un seul lui paraissait suffisant pour défendre un palais qui semblait une forteresse imprenable. Il fallut que le bataillon suisse qui restait, sous les ordres de Salis, se chargeât d'occuper les positions de celui qui partait. Par quelle fausse manœuvre, suite d'ordres mal compris, ou d'un véritable désordre, la colonnade du Louvre se trouva-t-elle, durant ce mouvement, dé garnie de ses défenseurs? On ne sait : mais un enfant profita du moment pour grimper, avec l'agilité du gamin parisien, le long d'un appareil laissé par des maçons. Il entre bravement de la colonnade dans les salles où sont encore les Suisses ; son apparition les épouvante : ils croient voir le peuple entrer dans le Louvre et se sauvent tumultueusement. Cependant, une bande d'assaillants, conduite par le banquier Goudchaux, avait aussi mis le moment à profit, s'était précipitée vers la grande porte de la façade et menaçant d'en renverser les grilles, se les était fait ouvrir par les gardiens. Aussitôt panique et déroute des Suisses, hantés, poursuivis, comme je l'ai dit, par les fantômes du Dix août. Ils fuient éperdument par delà la cour du Louvre, par delà le palais des Tuileries, sautant des fenêtres. Marmont peut à peine en rallier une soixantaine pour tenir derrière eux et arrêter une poursuite possible. Les insurgés du pont Royal voient la déroute, s'élancent, trouvent ouverte une grille à côté du Pavillon de Flore, et entrent librement dans le palais des Tuileries abandonné, sur lequel ils arborent le drapeau tricolore.

On raconte que le vieux Talleyrand qui, des fenêtres de son hôtel, au coin de la rue Saint-Florentin, pouvait voir la débandade, regarda alors la pendule et dit à son secrétaire, M. Keyser : « Mettez en note que le 29 juillet, à midi cinq minutes, la branche aînée des Bourbons a cessé de régner sur la France. » Le sceptique et cynique vieillard était habitué à ces sortes d'accidents : il en avait tant vu !

Marmont ralliait ses troupes aux Champs-Élysées et, à la barrière du Roule, put s'acheminer sur Saint-Cloud. Il s'était déjà décidé à le faire, quand il en reçut l'ordre signé du Dauphin, qui ajoutait : « Le Roi m'a donné le commandement en chef de ses troupes... Vous servirez sous mes ordres », et datait : « de mon quartier général de Saint-Cloud ». Singulier quartier général, où l'on était resté à l'abri des bruits de la bataille ! Étrange commandement en chef, sur des troupes débandées !

La victoire du peuple était complète : il avait conquis la capitale sur la royauté.

XII. — Le lendemain de la Révolution. — Proclamation de Louis-Philippe et départ de Charles X.

Une redoutable fatalité d'avortement pesait sur la Révolution de 1830. C'était, en réalité, une victoire républicaine : le peuple l'avait remportée à lui seul ; l'opposition libérale de la Restauration avait été, pendant le combat qui semblait se livrer pour elle, d'une nullité, d'une pusillanimité inqualifiables : elle avait paru avoir autant de peur de ses défenseurs que de ses ennemis. Les plus hardis, les plus braves avaient fui la lutte, même Armand Carrel ; aucun homme politique connu n'avait osé se prononcer, pas même Lafayette, retenu par son entourage. Les vainqueurs étaient les ouvriers ; « la grande populace de la sainte canaille », comme dit Barbier ; le peuple de 92 et de 93 rentré brusquement sur la scène de l'histoire, à la surprise de tous, à l'effroi de beaucoup. S'il avait eu des alliés bourgeois, c'était dans l'ardente jeunesse des écoles. Les uns et les autres étaient républicains par leur haine de la royauté et particulièrement des Bourbons.

Mais ils étaient, en quelque sorte, républicains sans en avoir nettement conscience. Un mois avant, il n'y avait nulle part de parti républicain en France. C'était une opinion oubliée. Le lendemain, elle avait ses fanatiques. Elle est née de la colère de voir une révolution confisquée : elle

n'avait ni troupes, ni cadres, ni chefs. Aucun homme politique ne la représentait. Un seul aurait pu le faire : c'était Lafayette, par son grand passé sous la Révolution ; mais il n'était pas homme à l'oser. Il était donc impossible que la République profitât de la victoire.

Une autre idée avait beaucoup de force et était très populaire : l'idée napoléonienne. En haine de la Restauration, les souvenirs de l'Empire étaient devenus chers même au peuple des villes : le peuple des campagnes en avait comme la religion. Il y avait encore tout un état-major politique, administratif et surtout militaire, acquis au régime impérial. S'il eût eu un prétendant qui pût venir sur les lieux, probablement le nom de Napoléon aurait été acclamé. Mais le fils du conquérant était prisonnier de l'Autriche et allait mourir. Il y eut à peine d'impuissantes velléités bonapartistes.



Prise du Louvre (29 juillet 1830).
(Bibliothèque nationale.)

La royauté renversée ne laissait qu'une table rase : le pouvoir était à qui saurait le prendre. Ce fut, au début, un pêle-mêle effroyable. Un inconnu, nommé Dubourg, se décerna à lui-même le titre de général, se présenta avec un uniforme, pris chez un fripier, des épaulettes empruntées au magasin d'accessoires de l'Opéra-Comique, s'installa à l'Hôtel de Ville et se mit à gouverner. Il ne parut pas gêné, par un pouvoir rival, d'un caractère aussi fantaisiste. Le journaliste Baude s'était nommé secrétaire d'un gouvernement tout imaginaire, et lançait en son nom des proclamations. Un autre journaliste, Teste, avait, dans les bureaux du *National*, inventé et proclamé un gouvernement provisoire composé de Lafayette, du général Gérard et du duc de Choiseul, au nom duquel un certain Dumoulin, affublé d'un uniforme, se prétendit commandant militaire de l'Hôtel de Ville. Lafayette se décida à s'installer au palais municipal et exerça un pouvoir plus sérieux. Il fut, en fait, le véritable maître de Paris. Mais les députés, si apeurés pendant le combat, finirent par nommer une autorité qu'ils n'osèrent pas appeler Gouvernement provisoire, et qui,

sous le nom modeste de « Commission municipale », partagea l'autorité avec Lafayette. Elle était composée de Casimir Périer, Schonen, Audry de Puyraveau, Mauguin et s'adjoignit Odilon Barrot. L'hôtel du banquier Laffitte, où les députés s'étaient plus d'une fois réunis, restait un des centres où l'on venait chercher des instructions. Le maître de la maison, cloué dans son fauteuil par une foulure au pied, y exerçait une grande influence au milieu de ses appartements envahis par des hommes du peuple, par des combattants des trois journées qu'on allait appeler « les trois glorieuses ». Telle était l'inextricable confusion dans Paris victorieux.

On essayait cependant de négocier avec Charles X. Le grand référendaire de la Cour des Pairs, de Sémonville, épouvanté par la Révolution, s'avisa de travailler à un arrangement. Il se mit en route avec d'Argout. Tous deux allèrent trouver Marmont, virent Polignac, le trouvèrent incorrigible, et partirent pour Saint-Cloud, où Polignac courait en même temps qu'eux. Vitrolles,



Serment de la Charte.

D'après une gravure de l'époque.

royaliste intransigent, dont la fidélité au drapeau blanc était connue du Roi, y arrivait aussi, portant un bout de papier sur lequel un médecin, Thibault, introduit dans le monde aristocratique par son mariage avec une noble malade, avait écrit deux noms : Mortemart, Gérard. Ce médecin se mêlait aussi de résoudre la terrible situation politique; il croyait y arriver par un ministère que formerait Mortemart, naguère ambassadeur en Russie, peu aimé du Roi. Sémonville trouva Charles X raidi dans une absurde confiance, et se jeta en vain à ses genoux. Vitrolles eut plus de succès. Le Roi appela Mortemart, et lui offrit le ministère. Comme il ne voulait pas l'accepter : « Vous refusez donc de sauver ma vie et celle de mes ministres ? » Mortemart accepta : « Heureux, dit Charles X peu gracieusement, qu'ils ne m'imposent que vous ! » Puis il fit réintroduire Sémonville et d'Argout qui attendaient : « Allez dire aux Parisiens que je retire les Ordonnances ! » mais il ajoutait que c'était là une faiblesse fatale.

Tous trois revinrent à Paris, allèrent à l'Hôtel de Ville, puis chez Laffitte sans succès. A l'Hôtel de Ville on les menaça de faire monter le peuple, qui se pressait sur la place. Chez Laffitte, un ouvrier, qui avait tout entendu d'un salon voisin, interrompit l'entretien en criant : « Qui ose

parler de négocier avec Charles X ? » Surtout, on leur demanda s'ils avaient des pouvoirs écrits : ils n'avaient rien et retournèrent à Saint-Cloud.

Charles X y faisait tranquillement sa partie de whist. Les négociateurs improvisés écrivirent à la hâte des ordonnances révoquant celles du 25 et nommant les nouveaux ministres. Mais comment les faire signer ? Charles X était couché, et sa chambre gardée par une étiquette infranchissable ; en menaçant le valet de chambre, ils purent aller relancer le Roi dans son lit et obtenir sa signature. Tant de difficultés avaient duré toute la nuit. Enfin, ils reprirent le chemin de Paris. Mais la route était fermée. Le Dauphin, furieux de ces négociations, avait donné aux troupes la consigne de ne laisser passer personne. Il fallut faire à pied le tour du bois de Boulogne et entrer dans Paris par une brèche ouverte dans le mur d'octroi. Tout cela pour rapporter à la capitale une tentative condamnée à un échec certain.

D'autres, cependant, travaillaient avec plus de succès à asseoir le duc d'Orléans sur le trône vacant. On sait que le duc, sous la Restauration, affectait une attitude d'opposition : comme son père, auprès de Louis XVI. Fils de régicide, ayant combattu pour la Révolution à Valmy, il était en relations étroites avec les hommes marquants du parti libéral ; on le savait le très grand ami du banquier Laffitte et du poète Béranger. Nombre d'ennemis de la royauté légitime avaient les yeux tournés vers lui, et songeaient depuis longtemps que, à l'imitation de ce qui s'était passé à la fin du dix-septième siècle en Angleterre, la substitution d'une branche de la famille souveraine à la branche régnante pourrait assurer au pays un régime de liberté.

Parmi ceux-là se trouvaient les deux historiens de la Révolution qui avaient fondé le *National* avec Carrel : Thiers et Mignet. Thiers avait fui pendant le combat. Il rentra vite après la victoire. Tous deux décidèrent avec Laffitte de publier un manifeste orléaniste. Il fut tout de suite rédigé, imprimé et répandu. Charles X, y disait-on, ne peut plus rentrer dans Paris. La République diviserait la France et la brouillerait avec l'Europe. Le duc d'Orléans est du parti de la Révolution. Il a combattu pour elle à Jemmapes et porté les trois couleurs. Ce sera un roi citoyen.

L'idée eut d'abord peu de succès et fut reçue avec colère par les combattants. On était si loin d'y être préparé, que le duc de Chartres, fils du duc d'Orléans, ayant quitté son régiment pour venir à Paris, avait été arrêté à Montrouge, et qu'une bande partait à cette nouvelle, de Paris, pour le fusiller. Heureusement, Étienne Arago se mit à la tête de cette bande, l'arrêta en route, après avoir averti Lafayette, et sauva le Prince. Mais, si les vainqueurs de Juillet étaient révoltés à l'idée de remettre un Bourbon sur le trône, les « libéraux », qui les avaient lâchés pendant la bataille, voyaient le salut. Le danger passé, ils revenaient en foule pour confisquer la victoire remportée sur eux.

On croyait que le duc d'Orléans était à Neuilly. Thiers y courut avec le célèbre peintre Scheffer, ami intime de la famille. Il n'y trouva pas le duc ; mais il y trouva la duchesse, ardente royaliste, fort peu disposée à accueillir de telles ouvertures. M^{me} Adélaïde, sœur du duc, ne partageait pas cet état d'esprit et fit prévenir son frère caché au Raincy. Celui-ci était fort hésitant : tiraillé entre l'espoir d'une couronne et la crainte d'un échec, il joua longtemps un double jeu entre la Révolution et Charles X. Pour débiter, il fit atteler sa voiture et partit pour Neuilly, précédé de Montesquiou à cheval. Mais celui-ci, s'étant retourné, vit la voiture qui revenait au Raincy, emportant le candidat au trône et sa candidature.

Thiers était rentré à Paris, plein d'espoir, racontant partout l'excellent accueil qu'il avait reçu. Les députés, qui s'étaient annihilés ou terrés aux heures décisives, reparaissaient en foule. Ils se réunissaient au Palais-Bourbon, sous la présidence de Laffitte, puis votaient que les députés présents à Paris invitaient le duc d'Orléans à accepter le titre de lieutenant général du royaume, et chargeaient une délégation de douze membres d'aller porter cette décision à Neuilly.

Ainsi trois actions s'entre-croisaient à Paris : celle des négociateurs qui travaillaient pour Charles X ; celle des députés qui voulaient faire roi le duc d'Orléans ; celle des vainqueurs qu'on cherchait, des deux côtés, à dépouiller des fruits de leur victoire.

Les républicains s'étaient réunis au restaurant Lointier et avaient envoyé à Lafayette une adresse déclarant que le peuple, ayant reconquis ses droits, devait choisir son gouvernement. Lafayette avait bien reçu leurs délégués : mais il était, dès lors, résigné au succès du duc d'Orléans, pour lequel son entourage le travaillait. Quant aux négociateurs de Charles X, ils s'épuisaient en

démarches vaines. C'était de Sussy qui maintenant promenait les nouvelles ordonnances. Laffitte l'avait empêché de les lire à la Chambre. A l'Hôtel de Ville, Lafayette le renvoyait à la Commission municipale, où on l'éconduisait, après qu'on l'avait menacé de le jeter par la fenêtre.

Le duc d'Orléans s'était enfin décidé à revenir à Paris. Il y arrivait à pied, dans la nuit, accompagné seulement de trois personnes. Son premier soin était de faire venir le duc de Mortemart et de le charger d'une lettre pour Charles X : lettre faite pour donner au vieillard toute confiance dans la fidélité de son cousin. A 8 heures du matin, il recevait les délégués de la Chambre : il hésitait encore, fit attendre la réponse, et renvoya Sébastiani consulter Tayllerand. Le vieux roué



Le duc d'Orléans partant pour l'Hôtel de Ville.
(Musée de Versailles.)

répondit : « Qu'il accepte ! » Il accepta. Maintenant, il ne lui restait plus qu'à se faire accepter du peuple. C'était plus hasardeux.

Un singulier cortège sortait du Palais-Royal pour aller à l'Hôtel de Ville. En tête, le duc d'Orléans, à cheval ; près de lui, Laffitte, toujours privé de l'usage de ses pieds, porté sur une chaise par des Savoyards ; derrière, les députés. Le cortège fut d'abord acclamé près du Palais-Royal. L'accueil devenait plus mélangé à mesure qu'on avançait. La place de l'Hôtel-de-Ville, remplie de foule, était houleuse. Lafayette et le duc d'Orléans parurent à une fenêtre avec le drapeau tricolore et s'embrassèrent. On cria : « Vive Lafayette ! Vive le duc d'Orléans ! » La partie était gagnée.

Cependant, à Saint-Cloud, on était en plein désarroi. On sait que les troupes réunies autour du Roi avaient été placées sous les ordres du Dauphin, stupidement entêté et brutal, incapable et blessant. A un officier qui ramenait ses troupes décimées de Paris et gémissait des pertes cruelles qu'elles avaient subies, il disait absurdement : « Il vous en reste encore pas mal. » Il avait appris

du général Talon, que Marmont avait adressé à l'armée de Paris une proclamation où il annonçait le retrait des Ordonnances, accordé par Charles X, et semblait s'en féliciter. On sait que Marmont avait la douleur de servir, à la tête de l'armée, un coup d'État qu'il réprouvait. A cette nouvelle, le Dauphin fut pris d'un fol accès de colère. Il fit venir Marmont dans une salle du palais, l'invectiva avec une violence dont on entendait les éclats à travers la porte. Puis, l'on vit la porte s'ouvrir; le Dauphin, les yeux injectés de sang, arracher son épée au maréchal et donner l'ordre de l'arrêter. Charles X, désolé, le fit mettre en liberté et tâcha de réparer les choses : mais le souvenir de la scène restait.

Dans la nuit, la duchesse de Berry, effrayée, quittait Saint-Cloud avec ses enfants et se réfugiait à Trianon. Charles X allait la rejoindre à 5 heures du matin. C'était la première étape vers l'exil. Les troupes royales étaient profondément démoralisées. Leur chef, le Dauphin, n'était pas homme à leur donner du cœur. Ces fidèles soldats étaient ulcérés de n'être point passés en revue, et de ne recevoir ni visite ni marque d'attention de ces princes pour lesquels ils affrontaient la mort. Ils étaient à peine

nourris : rien de sérieusement organisé pour leur procurer des vivres. Ils étaient enveloppés par la Révolution; on se soulevait partout autour d'eux : ils voyaient flotter les trois couleurs de tous côtés. On tirait sur eux de l'autre rive de la Seine. Le Dauphin s'obstinait à rester à Saint-Cloud. Les troupes étaient à une extrémité du pont de Sèvres, les insurgés à l'autre. Il essaya de faire marcher ses hommes contre eux, et se trouva seul au milieu du pont. Il fallut se résigner à la retraite sur Versailles. Là même, on n'était pas en



Louis-Philippe à l'Hôtel de Ville (1^{er} août 1830).

(Bibliothèque nationale.)

sûreté. Charles X tint un conseil, qui décida d'aller à Tours pour y continuer la lutte. Il refusa, et donna l'ordre de reculer sur Rambouillet, où le soir toute la famille royale était réunie avec les troupes. Mais elles fondaient en route. A Rambouillet, le colonel du 15^e léger vint remettre ses drapeaux au Roi, accompagné de treize hommes : c'était ce qui restait de son régiment.

Charles X, trompé par la lettre que lui avait écrite le duc d'Orléans, continuait à avoir une absurde confiance dans le prince qui lui prenait sa couronne. Peut-être aussi voulait-il sauver, au moins en apparence, son autorité détruite, et paraître décider ce qu'il ne pouvait plus empêcher. Quoi qu'il en soit, il le nomma lieutenant général du royaume, « comptant, disait-il, sur le sincère attachement de son cousin ». Il autorisait une réunion des Chambres pour le 3 août. Dupin, conseiller du duc, comprit sans peine qu'on se perdrait à Paris, en semblant accepter un tel titre des mains du roi détrôné, et rédigea un brouillon de réponse fort rude au vieux souverain. Le duc d'Orléans l'emporta dans un salon voisin, sous prétexte de consulter sa femme, et rapporta, sous la même enveloppe, mais cachetée, une lettre d'un ton fort opposé, et qui allait tromper et rassurer encore plus le naïf vieillard. Elle accrut tellement sa folle confiance, qu'il se décida et décida le Dauphin à abdiquer en faveur de l'enfant de la duchesse de Berry qui prendrait le nom de Henri V. Il comptait sur la fidélité du nouveau « lieutenant général » pour faire reconnaître l'autorité du nouveau Roi. Le général Latour-Foissac était chargé de remettre la lettre qui contenait ces graves décisions au duc d'Orléans.

Celui-ci renonçait enfin à son double jeu entre Rambouillet et Paris : double jeu dont il est assez difficile de comprendre les arrière-pensées. Était-ce le résultat de ses dernières hésitations entre la fidélité monarchique et l'usurpation ? Était-ce une manœuvre perfide pour endormir et abuser jusqu'au bout le crédule vieillard ? Quoi qu'il en soit, le duc d'Orléans changea soudain d'attitude ; il refusa de recevoir l'envoyé du Roi. Il fallut recourir à l'entremise de Mortemart pour faire arriver la lettre à son adresse. Le lieutenant général n'avait plus qu'une idée : se débarrasser de Charles X, le faire filer à l'étranger. Il lui envoya à Rambouillet quatre commissaires pour le décider au départ : Jacqueminot, Schonen, Odilon Barrot, le maréchal Maison, auxquels on adjoignit le duc de Coigny. En même temps, on préparait tout pour l'embarquement. Le géné-



Révolution de 1830 (3 août). — Départ pour Rambouillet.
(Bibliothèque nationale.)

ral Hulot était expédié à Cherbourg, l'amiral Dumont d'Urville allait au Havre pour se procurer des navires.

C'était un terrible réveil pour les illusions du vieillard. Il avait encore des forces militaires autour de lui ; il refusa de recevoir les commissaires qui revinrent à Paris après avoir échoué. Le duc d'Orléans prit alors le parti de menacer et de contraindre son cousin, en faisant marcher les Parisiens sur le château d'où il ne voulait pas sortir. Des émissaires coururent les rues en criant : « Charles X menace Paris ; à Rambouillet ! » Le rappel fut battu dans toute la ville. Le général Pajol était désigné pour commander la sortie. On distribuait des pistolets aux polytechniciens. Lafayette donnait au mouvement cinq cents hommes par légion, de la garde nationale parisienne, et envoyait à celles d'Arras et d'Amiens l'ordre de se mettre en route.

C'était un étrange corps de troupe que celui qui emplissait de sa foule tumultueuse la place de la Concorde et l'entrée des Champs-Élysées, le lendemain matin : un pêle-mêle d'hommes



Le roi Louis-Philippe prête serment à la Charte au Champ-de-Mars en présence des députés (1830).

de bonne volonté, armés comme ils pouvaient; ceux-ci des fusils de la grande bataille parisienne, ceux-là de piques; en tout une quinzaine de mille. Ils arrêtaient les fiacres, les omnibus, les riches équipages dont ils faisaient descendre les gens, et s'y empilaient pour la route. On n'avait même pas une carte pour trouver son chemin. On en prit une en passant à la manufacture de Sèvres. Toute cette cohue désordonnée d'hommes à pied, de cavaliers, de véhicules de toutes sortes arriva fort tard, harassée, dans une plaine découverte, près de Rambouillet. On la fit camper, comme elle put, dans un bois où elle était un peu protégée. Le général qui la conduisait songeait avec anxiété que cette masse confuse était hors d'état de tenir tête à la moindre attaque et qu'une charge de cavalerie l'aurait mise en déroute. Elle n'était pas nourrie, et il fallut que Charras allât à Versailles menacer le préfet de le faire fusiller, pour faire envoyer les voitures de pain



Embarquement de Charles X et de sa famille, le 15 août 1830, dans le port de Cherbourg, à bord du *Great Britain*.
(Bibliothèque nationale.)

commandées. Pour toute artillerie, on avait huit canons pris en route à Saint-Cyr. Mais les troupes qui gardaient le Roi étaient démoralisées et désorganisées. Puis la Révolution victorieuse pesait sur la pensée de tous.

Vers le soir, les Parisiens en marche s'étaient vus devancés par les voitures qui ramenaient à Rambouillet les commissaires du duc d'Orléans. Ils y arrivèrent à 9 heures du soir et firent peur à Charles X. Celui-ci tombait de son haut. D'où sortait cette armée dont on lui annonçait l'approche? Il ne pouvait y croire et, se fiant à la loyauté militaire, prit Maison à part et lui demanda s'il était vrai qu'il y eût là soixante mille Parisiens. Maison lui affirma que c'était vrai : peut-être de bonne foi; qui peut dénombrer une cohue? Charles X céda et se résigna à partir pour Maintenon.

Pajol, averti de ce succès, se hâta de donner l'ordre du retour à Paris, mais il ne fut guère obéi : les Parisiens voulaient entrer à Rambouillet. Il y avait là les carrosses du sacre; ils s'en emparèrent, et tout ce qui pût s'y entasser revint dans ces somptueuses voitures, dorées et ar-

moriées, attelées de huit chevaux conduits avec des guides de soie; les fusils et les piques, ne tenant pas dans la voiture, passaient par les fenêtres des portières. Ils se firent conduire au Palais-Royal, et, en arrivant, crièrent de la rue au duc d'Orléans qu'ils lui ramenaient ses équipages. Les diamants de la couronne avaient fait route avec eux, dans un fourgon couvert du drapeau tricolore.

Puis on se hâta d'asseoir le nouveau souverain sur son trône. Les élus de la Restauration s'arrogeaient le droit de disposer de la France, comme si leurs mandats n'avaient pas été déchirés par le combat de Juillet; comme si ce n'était pas un devoir évident de rendre la parole à la nation après de tels événements; comme si ce n'était pas un escamotage audacieux de reprendre et de continuer les choses en revenant purement et simplement à la veille des Ordonnances. Le peuple avait conquis sa souveraineté; on la lui arrachait.

La Chambre était convoquée pour le 6 août. Il y eut, dans l'établissement du régime nouveau, quelque chose de hâtif et de furtif : Dupin ne put apporter qu'à 9^h 30 du soir son rapport bâclé en deux heures. On voulait enlever toutes les résolutions dans la nuit. Benjamin Constant fit reculer devant cette énormité. La séance fut renvoyée au lendemain matin. Mais, dans la nuit, on avança son ouverture de deux heures, sans prévenir le public ni la presse. On vota que le trône était vacant « en fait et en droit ». On remania très légèrement la charte de Louis XVIII. On supprima le préambule par lequel le Roi prétendait « octroyer » à la nation des droits qui lui appartiennent. On supprima l'article qui faisait du catholicisme la « religion d'État », et on lui substitua une formule où on rappelait, de façon indirecte, que c'était la religion professée par la majorité du pays. On déclara la censure à jamais abolie. Pour presque tout, la royauté nouvelle continuait la royauté tombée. On avait décidé d'acclamations l'adoption du drapeau tricolore.

Il fallait soumettre les résolutions des députés à la Chambre des Pairs. On savait que Chateaubriand y prononcerait des paroles qu'on redoutait. Il y proclama son invariable fidélité à la famille déchue : « Je serais le dernier des misérables, disait-il, si je reniais les Bourbons au moment où, pour la troisième et la dernière fois, ils prennent le chemin de l'exil. » Mais il parlait en termes élogieux de la Révolution : « Jamais, disait-il, défense ne fut plus juste, plus héroïque que celle du peuple de Paris... Lorsqu'après avoir menti jusqu'au bout, on a sonné la servitude;... quand une terreur de château organisée par des eunuques a cru pouvoir remplacer la terreur de la République et le joug de fer de l'Empire...; ce peuple s'est armé de son intelligence et de son courage. Il s'est trouvé que ces boutiquiers respiraient assez facilement l'odeur de la poudre. » Le plus grand des légitimistes ne ménageait pas les flétrissures au coup d'État de Polignac.

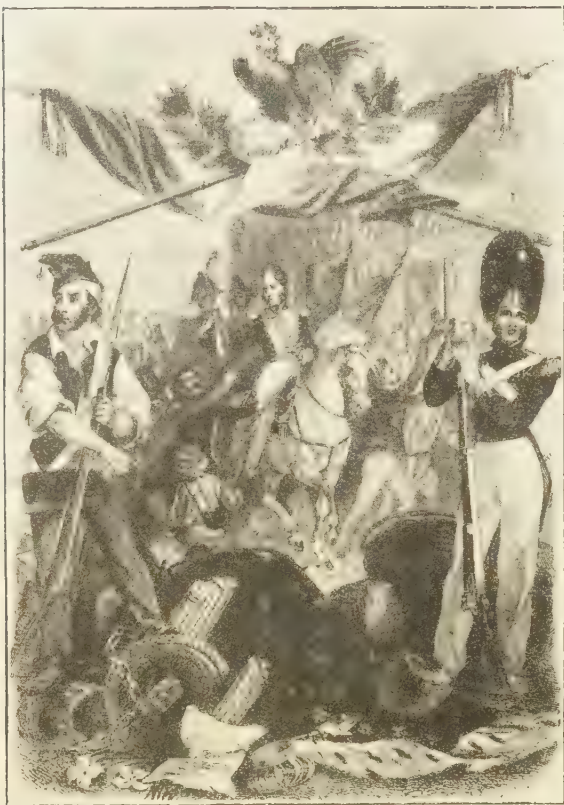
Le 9 août, Louis-Philippe s'asseyait sur le trône, dans l'enceinte du Palais-Bourbon. Il en prenait possession après avoir prêté serment à la Charte remaniée et avoir signé la formule de son serment.

Charles X prenait lentement le chemin de l'exil. A Cherbourg, Dumont d'Urville l'attendait avec deux navires frétés par lui, le *Great Britain* et le *Charles Caroll*. Un brick les escortait pour prévenir toute résistance du navire qui le portait.

La famille royale débarqua sur la côte d'Angleterre. Cette fois, comme l'avait dit Chateaubriand, c'était l'exil définitif. C'en était fait, en France, de la royauté dite légitime et de son drapeau.



Médaille commémorative du 28 juillet 1830.



Louis-Philippe.

LE RÈGNE

DE

LOUIS-PHILIPPE

I

Les débuts de Louis-Philippe.

La portée de la bataille gagnée par le peuple de Paris sur la Restauration dépassait les frontières de notre pays. C'était un événement européen. Le rayonnement du génie de la France a donné à nos révolutions, depuis 1789, des conséquences mondiales : à aucune,

plus qu'à celle de Juillet 1830. Elle détruisait la monarchie cléricale imposée en 1815 par l'étranger au peuple qui avait pris la Bastille ; c'était, à beaucoup d'égards, une revanche de Waterloo. On a vu quelle puissance étouffante de réaction Waterloo avait fait peser sur l'Europe entière. Les monarchies victorieuses étaient restées étroitement unies pour guetter, pour éteindre dans le sang, partout où elles la verraient paraître, la moindre étincelle de liberté. La Sainte Alliance avait donné son nom à ce pacte d'oppression. L'Autrichien Metternich en était resté l'inspirateur et le chef. Les journées de Juillet brisaient cette tyrannie internationale. Elle ne se sentait pas assez forte pour écraser notre pays au moment où celui-ci venait de secouer le joug. La France redevenait la France de 1789 : elle arborait de nouveau les trois couleurs de la Révolution, dont nos victoires avaient appris la signification à l'Europe entière, et qui, flottant sur ses ambassades et ses consulats, réveillaient partout l'esprit de liberté et l'esprit national des peuples asservis. Aussi l'explosion volcanique qui avait rempli Paris de feu et de sang fit-elle trembler au loin le sol sous tous les despotismes, et ébranla-t-elle de sa formidable secousse tous les pouvoirs de recul. Il n'est pas jusqu'à l'Angleterre, si personnelle, si fermée en politique aux influences du dehors, qui n'en ait subi le contre-coup.

Louis-Philippe, qui venait de s'asseoir sur le trône, était l'homme le moins fait pour comprendre et servir le mouvement qui l'avait fait roi. Il avait des qualités domestiques incontestées, surtout de solides vertus de famille : mari fidèle, et dont le ménage était un modèle. Avec ses habitudes et ses goûts d'une irréprochable simplicité, il semblait plutôt un bon bourgeois qu'un prince, et le parapluie avec lequel il se promenait comme un paisible rentier du Marais est resté légendaire. Un attaché d'ambassade étranger, habitué à l'étiquette des cours, était scandalisé de le voir découper lui-même la volaille servie à la table royale. Avec cela, beaucoup de bonhomie et de familiarité, reconduisant lui-même, un bougeoir à la main, l'hôte attardé dans son salon. Ajoutez un courage intrépide, sans forfanterie, gardant tout son calme au milieu des balles des assassins.

Il est également impossible de lui refuser une intelligence remarquable, intelligence d'homme d'affaires, qui eût fait un avoué ou un notaire fort éminent, mais étroite, obstinée, absolument fermée aux grandes idées du temps. Il eut ce sort singulier que, sous son règne, et tandis que l'histoire de ce pays se déroulait en quelque sorte sous son nom, la France avait une de ses plus glorieuses floraisons intellectuelles; qu'en même temps l'application des méthodes scientifiques à la production industrielle, le machinisme, la vapeur, amenaient une véritable révolution économique, marquée par un développement prodigieux des richesses publiques; enfin qu'à la suite des transformations introduites ainsi dans la société, les problèmes politiques changeaient de caractère, les questions sociales apparaissaient et se posaient avec une redoutable puissance, sans qu'il ait rien paru comprendre ni au magnifique mouvement littéraire et artistique qui l'enveloppait, ni aux progrès matériels qui créaient un monde nouveau, ni aux problèmes terribles que faisaient surgir les misères ouvrières et l'espèce de servage dont se doublait la grande industrie. Il n'est pas excessif de dire qu'il ne comprenait pas plus la Révolution à laquelle il devait sa couronne. Le libéralisme qu'il avait affecté sous la Restauration, et qui lui avait fait ses liaisons avec les hommes de l'opposition de gauche, ne dépassait pas l'attitude si commune des princes voisins du trône qui veulent être populaires. Il était resté hésitant, même quand la victoire du peuple devenait certaine. Il n'éprouvait, au fond, pour le profond et colossal mouvement populaire des journées de Juillet, qu'une antipathie mêlée de crainte. Son idée secrète, son idée fixe, était de se faire pardonner par les puissances européennes la façon dont il devenait roi, et de montrer qu'il avait accepté le trône, non pour servir, mais pour dompter et désarmer la Révolution au nom de laquelle il l'occupait.

Il faut ajouter que cet homme, dont une simplicité bourgeoise semblait le caractère dominant, était, par un contraste singulier, jaloux de son autorité, et aussi obstiné dans sa volonté d'exercer un pouvoir personnel que Charles X lui-même; volonté naturelle dans un souverain infatué de son droit divin, qui se considérait comme l'héritier de Louis XIV, et pour qui la Charte n'était qu'une déplorable concession aux erreurs du temps; volonté inavouable et perturbatrice dans le roi constitutionnel d'un pays libre, qui doit mettre son gouvernement formé de ministres responsables d'accord avec les volontés légalement exprimées du pays. D'autres, à côté de lui, allaient le comprendre. La reine Victoria, en Angleterre, allait donner le plus parfait modèle de ces régimes parlementaires qui laissent une nation maîtresse de ses destinées, presque comme une République, sous le titre d'une monarchie antique et avec le prestige historique d'une dynastie souveraine. Dans la Belgique affranchie, le roi nouveau, Léopold, allait donner un exemple analogue. Tel était le rôle qui s'imposait à un roi sorti d'une révolution. Louis-Philippe ne le comprit jamais; il jalousait jusqu'à l'autorité des ministres qui partageaient toutes ses façons de voir; il allait employer toute son habileté, toutes ses ruses, tout son talent d'intrigue pour tourner, pour fausser les institutions parlementaires, et conquérir un pouvoir personnel, jusqu'au jour où il y parviendrait pour se faire chasser peu après.



Projet de monument.
Caricature. (Musée Carnavalet.)

Son portrait serait incomplet, si l'on n'y ajoutait un trait de caractère qui semblait devenu depuis quelque temps héréditaire dans la famille d'Orléans. Cet homme, si modeste dans ses goûts, qui n'éprouvait aucun besoin de luxe, qui faisait preuve d'un esprit d'économie presque sordide, n'en était pas moins furieusement avide d'argent. On le verra plus d'une fois se discréditer pour thésauriser.

Le contraste entre les journées de Juillet et leur lendemain était saisissant. Pendant le combat, une sorte d'épopée populaire, des bandes de héros en haillons, des prodiges d'enthousiasme, d'intrépidité, de désintéressement dans le grondement de la canonnade et le sifflement des balles; après la victoire, toute une armée d'intrigants qui s'étaient cachés pendant la bataille, sortant de leur retraite pour entourer le pouvoir nouveau et, dans leur nombre, plus d'un « ultra » de la veille, d'un courtisan du coup d'État manqué, soudainement retourné, flattant le plus fort, faisant du zèle contre ses amis d'il y a huit jours; la mise au pillage des titres et des places d'une royauté nouvelle, avec ses faveurs, ses brillants uniformes, sur les ruines des barricades, tandis que les combattants, les vainqueurs, rentraient dans leur misérable taudis sans la moindre parcelle du prix de leur victoire.

Si soudain qu'eût été le contraste, la royauté nouvelle fut obligée de ménager la transition. Les tempêtes populaires ne s'apaisent pas subitement.

Le nouveau souverain fut pendant quelque temps condamné à rester le roi des barricades. On raconte qu'il se pliait fort docilement à flatter les bandes populaires qui passaient sous les fenêtres de son palais et lui faisaient infatigablement chanter la *Marseillaise*. Il y avait, dans le monde politique auquel la Révolution ouvrait l'accès du pouvoir, deux éléments dont l'état d'esprit était profondément différent. D'un côté, Lafayette, le banquier Laffitte, le magistrat Dupont de l'Eure, l'avocat Odilon Barrot, inclinant aux sympathies populaires et disposés à faire place, dans la politique nouvelle, au génie de la Révolution; de l'autre côté, Casimir Périer, qu'on a vu, dès la Restauration, se rapprocher de Charles X, Guizot, dont l'esprit sec, hautain et dogmatique, détestait tout mouvement démocratique, l'avocat Dupin, l'homme d'affaires du Roi, auquel ses spirituelles plaidoiries pour les victimes de la Restauration avaient fait un grand rôle : intelligent, pratique, rompu aux questions de procédure, très lucide dans les choses d'intérêt matériel, armé d'une force singulière de raillerie gauloise, caractère bas, égoïste, bourru et pusillanime, inexorablement fermé à toutes les inspirations généreuses. Tel on l'avait vu dans les journées de Juillet, trop apeuré pour prendre parti, tel on le retrouvera, vingt ans plus tard, au 2 décembre, où il méritera la flétrissure terrible que Victor Hugo a pour jamais attachée à son nom dans les *Châtiments*. Thiers, d'une intelligence plus jeune, plus souple et plus ouverte, d'ailleurs sorti du peuple et en ayant gardé quelque chose, devait se montrer moins fermé aux aspirations de son temps, mais, à ce moment, il faisait ses débuts dans la vie gouvernementale; il se rangeait résolument, avec les hommes dont je viens de rappeler les noms, dans le parti de la résistance.

Le premier ministère de la monarchie nouvelle était fait d'un mélange des deux éléments. Mais ils étaient inconciliables : ils ne pouvaient marcher ensemble. La rupture se fit sur la tentative des hommes de résistance pour se débarrasser d'Odilon Barrot, qui était devenu préfet de la Seine. Il fallut choisir entre les deux partis. Toutes les sympathies du Roi étaient naturellement avec l'élément réactionnaire; mais il était encore trop tôt pour qu'on pût, sans danger, écarter l'autre, fort de sa popularité. Il fallut se résigner à un ministère de gauche, présidé par Laffitte et gardant avec lui Dupont de l'Eure. Lafayette restait chef des gardes nationales de la Seine, tandis que les représentants de la politique chère à Louis-Philippe étaient passagèrement exclus du pouvoir.

C'est que la situation était encore houleuse et que les désordres étaient continuels. A la fin de 1830, le procès des ministres de Charles X, jugés par la Chambre des Pairs, avait soulevé dans les masses de violentes colères. Elles n'admettaient point qu'ils ne payassent pas de leur tête le crime d'avoir versé le sang du peuple. Pour les sauver, on avait proposé de supprimer la peine de mort. C'était une comédie, et l'on ne songeait assurément point pour de bon, dans le monde gouvernemental, à une réforme aussi radicale. Le procès se déroula dans le palais du Luxembourg, enveloppé par une foule exaspérée. La condamnation des ministres à la prison

perpétuelle fut sur le point de faire éclater une insurrection. La jeunesse des écoles, amie des ouvriers, eut la sagesse de les calmer. En février 1831, nouvelle alarme. Le parti battu en juillet relevait la tête; il faisait, d'une messe célébrée à Saint-Germain-l'Auxerrois, pour l'anniversaire de la mort du duc de Berry, une grosse manifestation légitimiste. Les colères se rallumèrent, probablement encouragées, cette fois, par le Gouvernement qui, tout au moins, laissa faire. C'est surtout contre l'Église qu'elles tournèrent : on pilla l'archevêché, il y eut une stupide destruction d'objets et de documents historiques. Le mouvement s'étendit en province, où il se déchaîna contre le clergé. Les fleurs de lys disparurent partout. Louis-Philippe les effaça de ses armoiries. Au mois de mars, de nouveaux désordres éclatèrent soulevés, tantôt par la misère, tantôt par les sympathies pour la Pologne révoltée. Ces longs mois de crise avaient arrêté les affaires, les faillites se multipliaient, l'inquiétude était partout.



Louis-Philippe et sa famille.

(Bibliothèque nationale.)

Cependant le ministère Laffitte accomplissait quelques réformes, bien timides et bien incomplètes encore. Le ministère fit voter d'abord une loi municipale qui rendait aux communes le droit de s'administrer elles-mêmes. Aux communes, c'est trop dire. Seuls, les plus imposés avaient voix au chapitre. Ils nommaient les conseils municipaux, dans lesquels le Gouvernement devait choisir les maires. Pourtant, dans cette première loi, on adjoignait aux électeurs qui puisaient leurs droits dans leur porte-monnaie, ce qu'on appelait les « capacités » : médecins, avoués, notaires, fonctionnaires, officiers, etc. Une autre loi organisait les « gardes nationales » ; celle-là en ouvrait les rangs à tous les contribuables. Mais l'obligation de s'équiper à ses frais équivalait à une condition de cens. La garde nationale allait être la bourgeoisie armée pour la répression des émeutes populaires. Les pauvres, ouvriers ou paysans, en étaient indirectement exclus. A Paris, elle remplaçait la Garde royale supprimée.

La loi électorale était plus importante : elle allait donner son caractère au régime. La loi nouvelle abaissait le cens des éligibles à 500 francs, celui des électeurs à 200. Résultat auda-

cieusement dérisoire pour une si grande révolution. Là aussi, comme dans la loi municipale, le ministère proposait d'adjoindre les « capacités » aux électeurs censitaires. La Chambre ne voulut pas aller si loin et consentit seulement à abaisser à 100 francs le chiffre d'impôts de ceux qui, par leurs titres, donnaient des garanties particulières d'instruction. Avec la législation antérieure, il y avait 94.000 électeurs : la loi nouvelle en doublait le nombre. Moins de 200.000 personnes allaient, pendant tout le règne de Louis-Philippe, usurper du droit de leur argent le privilège de disposer des destinées d'une nation de 30 millions de têtes. Le contre-coup de notre Révolution devait faire triompher en Angleterre la réforme électorale réclamée depuis longtemps. Réforme singulièrement plus profonde que celle qu'on accordait à la France. L'aristocratie Angleterre, pour une population alors bien moindre, allait avoir plus de 800.000



Pillage de l'archevêché (1831).

D'après une lithographie de Victor Adam (Bibliothèque nationale).

électeurs : notre pays n'en avait pas le quart. Les journées de Juillet profitaient plus à la démocratie chez les Anglais que chez le peuple qui les avait arrosées de son sang.

Ces trois lois représentent à peu près toutes les réformes accomplies pendant les dix-huit ans que dura la monarchie de Juillet. Il faut cependant y ajouter la suppression de l'hérédité de la pairie, que nous verrons bientôt voter; la revision de la législation pénale (avril 1832) qui abolit quelques restes barbares de l'ancien régime comme le carcan, la marque, l'amputation du poing pour le parricide, et restreignit l'application de la peine de mort. Il y eut une première organisation de l'enseignement primaire (juin 1833), obligeant chaque commune à entretenir une école laïque ou congréganiste, soit pour elle seule, soit en s'associant aux communes voisines. Moins de trois ans après les journées de Juillet, l'activité réformatrice du régime semblait épuisée.

Quand ces dernières mesures furent votées, le ministère était tombé depuis longtemps. Tout d'abord la Chambre avait obligé Lafayette à abandonner son commandement de la garde nationale, en votant la suppression de ce commandement. Dupont de l'Eure avait alors donné sa démission. Laffitte, isolé dans le ministère qu'il présidait, avait bien vite compris qu'il

devait se retirer. Dès le 13 mars 1831, le parti de la résistance arrivait au pouvoir avec Casimir Périer.

Il ne pouvait pas y arriver sous une figure plus agressive; maladif et irritable, brutal, impérieux, d'une fougueuse énergie, prompt à des accès de violence nerveuse d'un aspect effrayant, Casimir Périer n'était homme à ménager personne, pas plus le Roi que les autres. Tout devait plier sous sa volonté despotique : ses collègues, les Chambres, le souverain lui-même. Louis-Philippe, si charmé qu'il fût de la direction qu'il imprimait à la politique, avait peine à supporter sa rudesse et ses éclats, et ne put, dit-on, se défendre d'une impression de soulagement quand il en fut délivré. Casimir Périer gouvernait bien comme il voulait qu'on gouvernât; mais c'était lui, et lui seul, qui gouvernait, ne laissant aucune place à ce gouvernement personnel que le Roi était si jaloux d'exercer.

On a vu qu'il héritait d'un pouvoir faible au milieu d'une situation troublée de désordres



Ce n'est pas une Chambre, c'est un chenil !

(Bibliothèque nationale.)

incessants. Il se rua, on peut le dire, tête baissée, contre toutes les forces d'opposition. Les procès succédèrent aux procès; les associations politiques furent poursuivies et dissoutes; la presse fut pourchassée; non content de traduire les écrivains devant les tribunaux, il les faisait arrêter préventivement, comme les malfaiteurs. Armand Carrel, dans un article qu'il signa de son nom (contre les habitudes des journaux d'alors où les articles étaient anonymes), dénonça l'illégalité et l'énormité de telles arrestations, et annonça qu'il y résisterait, le cas échéant, le pistolet à la main. On n'osa pas relever le défi : on se borna à le poursuivre.

Casimir Périer se trouva bientôt en face d'une insurrection d'une sorte jusqu'alors inconnue, non plus politique, mais sociale. Les ouvriers de Lyon étaient indignement exploités. La fabrication lyonnaise était organisée de façon singulière. 30.000 à 40.000 « compagnons » ouvriers étaient employés par 8.000 ou 10.000 chefs d'ateliers, possédant chacun quatre ou cinq métiers et auxquels les fabricants s'adressaient pour le travail. Le salaire était partagé entre ces deux catégories d'ouvriers; les fabricants eux-mêmes avaient au-dessus d'eux de gros « commissionnaires » qui leur fournissaient les matières premières. En 1831, les choses étaient poussées à un tel point, que les véritables ouvriers gagnaient 18 sous par jour, pour des journées de travail

qui allaient jusqu'à dix-huit heures. Ils mouraient de faim, tandis que les chefs d'atelier, aussi mal payés, ne pouvaient plus entretenir leur outillage.

Le préfet du Rhône, Bouvier Dumolard, comprit qu'un tel état de choses était inadmissible. Il organisa des pourparlers entre patrons et ouvriers. Vingt-deux délégués des premiers, avec autant de délégués des seconds, arrêterent en commun un tarif de paie plus équitable. Mais nombre de fabricants refusèrent de l'accepter. Le tarif ne fut pas exécuté : d'où de graves conflits qui aboutirent à une insurrection (21 et 22 novembre). Il n'y avait à Lyon que 3.000 hommes de garnison, renforcés le lendemain par un régiment venu de Trévoux. Les troupes de ligne, troublées par le souvenir récent des journées de Juillet, hésitaient à combattre le peuple. Les ouvriers furent bientôt les maîtres de la ville que les troupes évacuèrent. Le préfet, et un général, prisonniers de l'insurrection, furent presque aussitôt relâchés. Le préfet, auquel les ouvriers savaient gré de son attitude, put même, en s'abouchant avec eux, établir une sorte d'autorité légale jusqu'au 3 décembre, jour où le maréchal Soult et le prince royal entrèrent dans Lyon à la tête d'un imposant corps d'armée, désarmèrent le peuple, désarmèrent la

garde nationale et étouffèrent toute velléité de résistance. Le tarif fut déchiré, et le préfet, auquel on ne pardonnait pas sa sollicitude pour les ouvriers, fut brutalement destitué.

Le mouvement n'avait eu aucun caractère politique : c'était la révolte de la misère, rien de plus. Quelques légitimistes, mêlés à l'insurrection, avaient en vain essayé de lui donner une direction favorable à leur cause. Il n'avait pas été question de tendance républicaine. Et pourtant, cette tentative avortée avait préparé



Il serait plus facile d'arrêter le soleil.
(Bibliothèque nationale.)

l'union des revendications sociales et du parti de la République, union qu'on verra se compléter bientôt. Le Gouvernement sorti des barricades de Juillet n'y avait eu d'autre rôle que d'écraser les ouvriers sous le joug de la misère la plus atroce et des exploitations patronales les plus inhumaines.

Un autre mouvement qui éclata à Grenoble quelques mois après donna à Casimir Périer l'occasion de montrer comment il comprenait l'autorité. Là, le conflit n'était pas plus social que politique : il avait été absurdement provoqué par les tracasseries préfectorales. Une mascarade traditionnelle, au carnaval, avait irrité un préfet qui tenait à rendre son autorité vexatoire. Furieux de n'avoir pas pu fermer la porte de la ville au cortège des masques après sa promenade habituelle, il s'était vengé en interdisant un bal masqué projeté pour le soir. Le lendemain, la foule lui avait donné un charivari : il l'avait fait cerner et charger ; le sang avait coulé, de nombreux blessés avaient jonché le sol ; le 35^e de ligne avait traité la population en ennemie. Grenoble tout entier fut révolté ; on ne voulait plus ni du 35^e ni du préfet. L'autorité militaire, à Grenoble comme à Lyon, eut le bon sens de vouloir apaiser cet absurde conflit et le 35^e sortit de la ville. Casimir Périer fut exaspéré : il ordonna une revanche éclatante de l'autorité qu'il trouvait humiliée, donna de l'avancement au préfet, destitua le général Saint-Clair qui était à Grenoble, renvoya en disgrâce le général Hulot, qui était à Lyon, et fit rentrer le 35^e à Grenoble, en triomphateur, musique en tête, avec les canons, la mèche allumée. Le ministre de la Guerre, le

maréchal Soult, osa dire, dans une proclamation : « Soldats du 35^e, le Roi et la France vous remercient. »

Malgré ses passions conservatrices, Casimir Périer fut obligé d'accomplir une réforme, et une réforme dont, personnellement, au fond, il n'était pas partisan. On sait que, sous la Restauration, la pairie était héréditaire; le fils aîné succédait à son père sur les bancs de la Haute Assemblée qui siégeait au Luxembourg. Cet abus blessait la bourgeoisie, alors toute-puissante. Elle tenait obstinément aux privilèges d'argent; elle n'acceptait pas ceux de la naissance, ne voulant pas partager le pouvoir avec la noblesse. La Chambre des Députés avait voté la suppression de l'hérédité de la pairie; il fallait, chose plus difficile, faire voter cette suppression par les pairs eux-mêmes. On eut recours au procédé habituel : on fit une « fournée » de trente-six pairs



Bivouac aux Tuileries.

(Bibliothèque nationale.)

nouveaux; la loi fut votée à trente-deux voix de majorité, ce qui montre assez qu'elle eût été repoussée sans l'introduction des nouveaux venus.

Casimir Périer eut à soutenir une mesure d'un autre caractère. On a vu que Louis-Philippe était fort âpre dans les affaires d'argent. Il voulait une liste civile de 18 millions, la conservation de 2.600.000 francs d'apanage, 4 millions de revenus en terres et en forêts, onze palais et un riche domaine privé; prétention d'autant plus irritante qu'il avait, dit-on, déclaré au premier moment que 6 millions suffiraient à une royauté populaire. Il avait fait connaître ses exigences dès le temps du ministère Laffitte; elles avaient soulevé un tel scandale, qu'il s'était hâté de les désavouer dans une lettre soi-disant confidentielle et écrite en réalité pour être divulguée. Il jugea qu'avec Casimir Périer et la Chambre nouvelle, les circonstances étaient plus favorables. Il reprit toutes ses exigences et les fit accepter, non sans de pénibles débats. Un pamphlétaire fort mordant, Cormenin, les fouetta dans une suite de pages cruelles, qui remuèrent profondément l'opinion; et au vote, cent sept bulletins contraires, dans une Chambre

presque entièrement acquise à la royauté nouvelle, témoignèrent du sentiment public devant tant d'avidité.

Ce n'était pourtant qu'une partie de ce qu'avait dicté à Louis-Philippe son âpreté financière. Il était de règle que, quand un prince arrivait au trône de France, ses biens propres se fondaient dans ceux de la royauté, c'est-à-dire de la nation. Cette règle avait été sanctionnée sous l'ancien régime par un édit de Henri IV, en 1566; elle avait été successivement confirmée par la Constituante en 1791, et par la Restauration en 1814. Louis-Philippe avait voulu lui dérober les biens, déjà énormes, de la famille d'Orléans, et son fidèle Dupin lui avait rédigé des actes d'un caractère au moins équivoque, par lesquels la veille du jour où il avait été proclamé roi, il avait fait donation de ses biens à ses enfants, pour les soustraire à la nation.

Un autre accroissement de la fortune des d'Orléans fit un assez gros tapage. A la fin de la Restauration, le vieux prince de Condé, qui possédait une des plus grosses fortunes princières d'Europe, l'avait léguée au fils du duc d'Orléans, encore enfant, le duc d'Aumale. Cela avait de quoi surprendre : le prince de Condé avait été un des émigrés les plus intraitables, et il avait conservé toutes ses passions de l'émigration. On ne pouvait pas s'attendre à lui voir tant de sympathies pour le futur Louis-Philippe déjà engagé dans l'opposition libérale. Mais sa vieillesse était sous la domination d'une jeune, habile et jolie aventurière qu'il avait faite baronne de Feuchères, en lui donnant un mari complaisant. C'est cette femme qui, ralliée aux intérêts des d'Orléans, avait arraché de haute lutte au vieillard qu'elle tyrannisait, la signature du testament où, bien entendu, elle avait sa large part. Bientôt après, survinrent les journées de Juillet qui risquaient fort de tout perdre. Le vieux prince partageait, s'il ne les exagérait pas, les idées et les passions de Charles X, il avait horreur de la Révolution de 1830 et de l'« usurpation » qui l'avait suivie. Il est établi qu'il se préparait à fuir pour échapper à la domination féminine qui pesait sur sa vieillesse, quand, un beau matin, on le trouva pendu à l'espagnolette d'une fenêtre, dans sa chambre à coucher. Cette espagnolette sauvait le testament de tout danger de changement. De violents soupçons s'élevaient contre Mme de Feuchères. Mais la version officielle voulut qu'il y ait eu suicide. L'instruction judiciaire qu'il fallut ouvrir parut singulièrement molle, insuffisante et complaisante. L'aventurière fut reçue avec honneur à la cour, si collet monté, de Louis-Philippe; loin de détourner les soupçons, une compromission si étonnante les aggrava. Et, peu après les tristes débats sur la liste civile que je viens de rappeler, un procès retentissant réveilla le scandale de cette obscure affaire. Un Rohan avait attaqué le testament. On fouilla, devant la justice, le mystère des derniers jours et de la mort du prince de Condé. Bien entendu, le procès fut perdu; les énormes biens de Condé restèrent mêlés à ceux des d'Orléans, mais une ombre redoutable continua à planer sur la façon dont ils s'y étaient réunis.

Au dehors, Casimir Périer eut à faire respecter la France outragée par un tyran, Don Miguel, qui s'était emparé du trône de Portugal et qui y représentait l'absolutisme le plus violent et le plus provocateur, détestant les puissances libérales comme l'Angleterre et la France. Il avait accumulé contre lui les griefs de notre pays; il y mit le comble par la condamnation odieuse de deux de nos nationaux.

L'amiral Roussin fut envoyé sur les côtes de Portugal avec un vaisseau et quatre frégates; on sait que la capitale, Lisbonne, dresse ses maisons et ses édifices sur les bords de l'embouchure du Tage, qui forme là un vaste et magnifique bassin où l'on ne peut entrer que par une passe resserrée, défendue par des forts armés d'une puissante artillerie. On disait que l'entrée du Tage était inattaquable par mer. L'amiral la franchit audacieusement, canonna victorieusement les forts, et vint ranger son escadre devant les quais de la capitale qu'il tenait à sa merci (11 juillet 1831). Don Miguel dut subir humblement toutes les conditions de la France.

Peu après, Casimir Périer faisait accomplir à la royauté de Juillet un acte de vigueur isolé et incomplet, mais qui dépassait encore l'attitude que Louis-Philippe voulait prendre. Le Pape était alors Grégoire XVI, un des plus violents ennemis des idées modernes. Ses mesures réactionnaires provoquèrent une grande effervescence dans ceux de ses États qui touchaient aux possessions autrichiennes, sur la côte adriatique. Le Pape leva contre ses sujets une armée recrutée parmi les bandits de la campagne romaine. Puis il fit appel aux troupes autrichiennes.

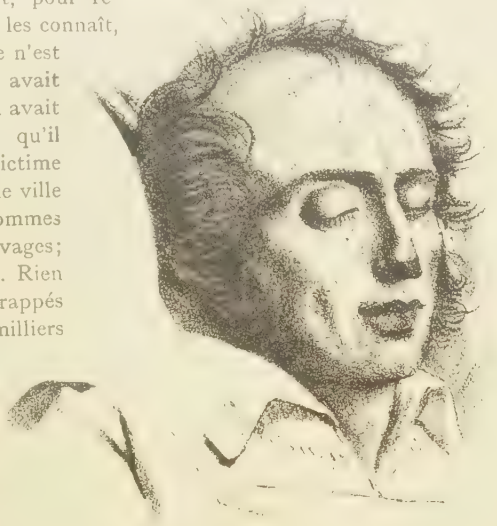
La France pouvait ne pas intervenir dans les affaires intérieures des autres peuples, mais à condition que personne n'y intervînt. Casimir Périer envoya donc des navires et des troupes qui occupèrent Ancône.

L'occupation d'Ancône fut saluée avec enthousiasme par les patriotes italiens. Leurs illusions furent vite dissipées. Elle ne servit à rien si ce n'est, peut-être, à intimider l'Autriche, et à rendre plus réservées ses interventions dans les choses de la Péninsule. Quelques années après, la France retirait ses troupes d'Ancône, et l'Italie devait attendre encore de longues années son affranchissement.

C'est sous le ministère de Casimir Périer que la France connut, pour la première fois, un fléau redoutable entre tous. Le choléra, le hideux choléra, naît, on le sait, des miasmes brûlants qui planent sur l'embouchure du Gange. Avait-il déjà pénétré dans le monde européen? Il faudrait, pour répondre à la question, connaître mieux qu'on ne les connaît, les pestes qui avaient désolé le Moyen Age. Ce n'est qu'en 1832 qu'il apparut de façon certaine. Il avait envahi la Russie et une partie de l'Allemagne, il avait atteint Londres; on attendait, en tremblant, qu'il gagnât la France: il y frappa sa première victime à Paris, le 26 mars. Bientôt il remplit la grande ville de deuils, de désolation et d'épouvante. Les hommes de mon âge ont plus d'une fois assisté à ses ravages; mais il n'a plus jamais répandu tant d'horreur. Rien n'avait encore préparé les esprits aux coups frappés par cette affreuse puissance de mort, à ces milliers de victimes tuées non seulement en quelques jours, mais en quelques heures. On ignorait encore les remèdes à lui opposer; et, d'ailleurs, il semble que les germes de destruction aient perdu avec le temps quelque chose de leur force. Ce fut une panique effroyable; pendant les six longs mois où il remplit la capitale de cadavres sans épargner les provinces, la désolation était partout; et, comme cela s'était produit dans toutes les grandes épidémies, des soupçons absurdes augmentaient l'effarement; on soupçonnait des scélérats inconnus, semant des poisons, d'être les auteurs du fléau et, d'après cette idée insensée, on assaillait des innocents avec une rage implacable, ajoutant ainsi les victimes de la plus folle ignorance à celles de l'épidémie.

Le prince royal visita vaillamment les hôpitaux pendant la durée du fléau, courage d'autant plus méritoire qu'on ignorait encore si le mal était contagieux. Casimir Périer l'accompagnait dans ses visites, malgré son effrayant état de santé qui doublait le danger pour lui. Il en mourut. Le 17 avril, il lui fallait renoncer à exercer ses fonctions. Il expira le 16 mai.

C'était une belle mort; elle sauva Casimir Périer de l'impopularité colossale qu'il semblait tenir à amasser sur sa tête. Armand Carrel a dit de lui qu'il tirait à lui « toutes les affaires et toutes les haines ». On n'aurait sans doute pas supporté indéfiniment sa violente arrogance qui donnait à sa politique de réaction agressive un caractère encore plus irritant. Louis-Philippe, à ce qu'il semble, ne le pleura guère. On raconte qu'il dit, à la nouvelle de sa mort: « Est-ce un bien? Est-ce un mal? L'avenir nous l'apprendra. » La bourgeoisie fut plus reconnaissante: alarmée des troubles continuels qui suivaient la Révolution, et souffrant de la crise des affaires qui en était la conséquence, elle aimait et admirait la vigueur brutale déployée par Casimir Périer pour rétablir l'ordre. C'était son homme d'État. La mort prématurée et courageuse du premier ministre le grandissait encore. Il eut des funérailles triomphales, et une souscription s'ouvrit pour lui élever un beau monument au Père-Lachaise. Mais il avait consommé la rupture entre



Casimir Périer n'est plus.

la royauté nouvelle et le peuple qui l'avait faite. Et la monarchie de Juillet allait continuer à suivre les voies de réaction où il l'avait engagée, jusqu'à l'abîme qui était au bout, et où elle était condamnée à s'engloutir.

II. — De 1832 à 1840.

Les années qui s'écoulèrent de la mort de Casimir Périer à l'arrivée définitive de Guizot au pouvoir furent des années de confusion, d'inconsistance et d'immobilité gouvernementales. Une poignée d'hommes politiques s'y disputaient le pouvoir; mais tous, avec des caractères différents, y représentaient à peu près les mêmes idées. On combattait toutes les aspirations démocratiques par des poursuites rigoureuses, par des mesures violemment illibérales, par des répressions impitoyables, et les luttes acharnées par lesquelles on se disputait le pouvoir, ne portant pas sur des idées, apparaissaient avec le caractère de querelles et d'intrigues personnelles.

Pourtant une question capitale était mêlée à ces luttes; le roi Louis-Philippe pourrait-il exercer un pouvoir personnel au-dessus des volontés du Parlement? Nombre d'hommes politiques étaient résolus à ne pas le lui permettre: Thiers était de ceux-là, et il eut parfois pour alliés, au service de cette cause, ses rivaux les plus considérables. Le Roi, dans ses efforts constants pour usurper une autorité qui ne peut pas appartenir à un souverain constitutionnel, subit d'abord un certain nombre d'échecs. On lui opposait la maxime: « Le Roi règne et ne gouverne pas. » Maxime essentielle dans un pays libre.

La politique dans laquelle Casimir Périer avait pour toujours jeté le régime était la moins propre à lui attirer des sympathies et à permettre à la monarchie improvisée en 1830 de jeter des racines dans le sol de la France. N'ayant pour elle ni le prestige de traditions séculaires ni la gloire comme l'Empire; ne sachant point comprendre la mission de réformes démocratiques que lui imposaient ses origines et se faisant des ennemis mortels des masses qui l'avaient créée; ne se recommandant d'aucun principe, ni du principe ancien de légitimité ni du principe moderne de souveraineté nationale; ne représentant qu'un groupe restreint d'égoïsmes bourgeois auquel le hasard des événements avait donné le pouvoir, et qui s'en servait pour conserver avec âpreté tous ses privilèges d'argent, sans qu'aucune autre pensée parût dans la politique gouvernementale, la royauté de Louis-Philippe restait un fait matériel qui ne prenait de force dans aucune idée, dans aucun sentiment populaire, et qui ne trouvait d'affection que les affections intéressées d'une infime minorité d'enrichis. Et l'on n'apercevait pas de raisons pour hésiter à essayer de la renverser et de prendre sa place. Légitimistes, bonapartistes, républicains, l'assaillaient à chaque instant: il n'était personne qui ne crût pouvoir en venir à bout par un coup de main. Chose étrange! Louis-Philippe, avec ses vertus bourgeoises et son courage civique, fut le plus violemment haï des souverains, plus que ne l'avait été ni Louis XVIII, ramené par l'étranger, ni Charles X, l'ennemi intraitable de la France moderne, ni même que ne devait l'être l'homme du 2 Décembre, malgré son guet-apens et ses proscriptions. Les tentatives d'assassinat se succédaient contre lui à chaque instant; des cerveaux exaltés sacrifiaient leur propre existence pour détruire la sienne. Et quand une nouvelle révolution le força à prendre le chemin de l'exil, loin de trouver autour de lui un reste de respect comme Charles X, il dut fuir, déguisé et tremblant, au milieu des haines et des colères des populations.

Trois hommes politiques pouvaient se disputer le rôle dirigeant. Deux d'entre eux appartenaient à un parti si peu nombreux qu'on disait, en riant, qu'il pouvait tenir tout entier sur un canapé: parti qui devint vite assez impopulaire, mais qui devait son importance à la situation et à la valeur de ses membres. On l'appelait le parti « doctrinaire », moins sans doute parce qu'il eût des doctrines bien solides, car il varia fort suivant les circonstances, qu'à cause du ton doctoral de ses plus célèbres orateurs.

L'un d'eux, le duc de Broglie, sorti d'une très grande famille, qui, dès le temps de Louis XIV, a joué un rôle important dans notre histoire, s'était montré solidement libéral sous la Restauration, et son caractère lui avait mérité l'estime publique. Mais il manquait de souplesse, et le Roi



P. I. l. c. 2 *D. Q. l. c. 10*
N. L. l. c. 17. *P. O. l. c. 24*

le prit vite en grippe. On a déjà vu le rôle joué par l'autre doctrinaire, Guizot, historien et homme politique. C'était un huguenot nîmois, intelligent, esprit vigoureux plus qu'étendu, raide et hautain, avant tout infatué de lui-même, éloquence puissante et sèche, aux allures sentencieuses et tranchantes. Nulle nature plus différente de la sienne que celle de l'homme, jeune alors, qui devenait son rival. Le petit Thiers paraissait sculpté par la nature sur le modèle des idoles sauvages ou des dieux en porcelaine de la Chine. Si court, qu'il disparaissait presque derrière la tribune, de la taille des Kobolds ou des nains malicieux des légendes fantastiques; un nez en croc chaussé de grosses lunettes, une voix aiguë et grêle de flûte ou de clarinette, un esprit de tous les diables éclatant dans la grimace de son masque étrange, au menton et aux pommettes saillantes, dans le mouvement parlant de ses petites mains, dans le scintillement de son regard, dans les mille inflexions de ses airs de flûte oratoire. Ajoutez une intelligence pratique, toujours en travail et qui s'était assimilé de bonne heure toutes les questions militaires, administratives, financières, et le bouillonnement d'une passion méridionale disciplinée par une habileté incomparable; sa parole, à l'haleine courte et à l'allure de causerie familière, n'avait ni les grands élans de l'idée ni le prestige du style; mais elle était merveilleuse de clarté et de souplesse, je dirais presque de ruse.

Les trois hommes se trouvaient réunis dans le ministère qui reçut l'héritage de Casimir Périer. De Broglie, aux Affaires étrangères, Thiers au Commerce, puis à l'Intérieur, Guizot à l'Instruction publique, avec le maréchal Soult pour président nominal. Car cette royauté, pacifique jusqu'aux plus tristes humiliations, aimait à décorer la présidence de ses ministères d'un panache de maréchal. Ce ministère devait durer trois ans et demi, durée bien longue pour les ministères de ce temps, mais peut-on dire qu'il dura? Il était coupé de crises et de remaniements incessants; il avait eu le temps de faire au dehors une opération importante.

C'est lui qui intervenait en Belgique les armes à la main. La Belgique avait proclamé son indépendance. A défaut du duc de Nemours, pour lequel son père, Louis-Philippe, avait refusé la couronne par crainte de mécontenter l'Angleterre, elle s'était donné pour roi un prince de Saxe-Cobourg; mais le roi de Hollande refusait obstinément de reconnaître le nouveau royaume; il ne voulait pas renoncer à ses anciennes provinces, et ses troupes occupaient encore la citadelle d'Anvers. Le 22 octobre 1832, pour le contraindre à accepter le fait accompli, la France et l'Angleterre signèrent un traité par lequel elles s'engagèrent à organiser le blocus de ses côtes et de ses ports; s'il s'obstinait, la France devait envoyer un corps d'armée en Belgique.

Le roi de Hollande s'obstina. Le 17 octobre, le duc d'Orléans et le duc de Nemours traversaient Bruxelles à la tête d'un régiment d'infanterie et d'un régiment de cavalerie. Pour complaire aux puissances européennes, on avait absurdement accepté de ne point faire combattre les troupes belges à côté des nôtres pour leur propre cause : exclusion blessante, injurieuse, qui nous aliénait ceux pour lesquels nos soldats allaient verser leur sang.

Le maréchal Gérard commandait notre petite armée. Le 29 novembre, on ouvrait la tranchée. Le 30, on sommait la place. On se heurtait à de grosses difficultés. C'étaient les dernières semaines d'automne; des pluies froides gênaient les travaux; il fallait creuser dans la boue des tranchées qui se remplissaient d'eau. Le 4 décembre, on ouvrait le feu avec 82 canons; on en eut bientôt 104. La citadelle ne put soutenir leur feu. Le 23 décembre, le général hollandais offrait de capituler. Peu après, le roi de Hollande, qui ne pouvait se résigner au blocus de ses côtes, ruineux pour ses États, se décidait enfin à signer la paix.

J'ai dit que le ministère devait être remanié sans cesse : en effet, au bout d'un an et demi, de Broglie était renversé; il ne put faire accepter aux Chambres le paiement d'une indemnité

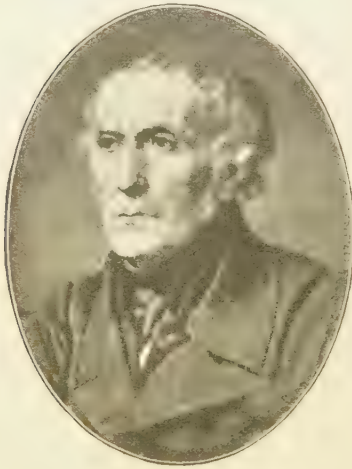


Adolphe Thiers.

D'après le tableau de M^{re} de Mirbel.

que les États-Unis réclamaient pour les navires qu'on leur avait saisis sous l'Empire, durant le blocus continental. Le Roi, dit-on, avait secrètement poussé à ce vote, qui le débarrassait du duc de Broglie, en même temps qu'il faisait savoir aux États-Unis qu'il était déterminé à leur faire accorder leur indemnité plus tard. Et, en effet, elle leur fut votée sous un des ministères suivants, dans des circonstances plus humiliantes, après avoir été injurieusement exigée.

Restaient Guizot et Thiers, les vrais chefs du ministère, qui ne pouvaient souffrir le maréchal Soult, son chef nominal, et obtinrent du Roi qu'il le remplaçât par le maréchal Gérard : mais celui-ci n'acceptait que dans une pensée généreuse : il voulait une large amnistie politique qu'on finit par lui refuser, et il se retira. Guizot et Thiers vinrent alors, pour la forme, offrir leur démission au Roi : il les prit au mot, s'en croyant délivré pour de bon (4 novembre 1834). Le ministère qu'il forma alors, avec des personnalités effacées et médiocres, fut reçu par un tel éclat de rire de l'opinion qu'il se retira de lui-même trois jours après sa nomination. Il fallut que Louis-Philippe subît de nouveau les trois hommes qui gênaient son pouvoir personnel : d'abord Guizot et Thiers sous la présidence nominale du maréchal Mortier; mais



François Guizot.
D'après le tableau de Paul Baudry.

celle-ci était si insuffisante qu'il dut céder la présidence à de Broglie (mars 1835). Le Roi n'en fut débarrassé que onze mois plus tard, à la suite d'une singulière manœuvre. Le ministre des Finances, Hummann, déclara soudain à la Chambre, sans en avoir averti ses collègues et contre leur avis, que le moment était venu de convertir les rentes. Stupéfaction générale. Hummann dut partir et fut remplacé par d'Argout. Mais quelques jours après, un député reprenait la proposition de conversion et le ministère qui demandait à ajourner la question était battu et se retirait. Songeait-on vraiment à réduire les intérêts de la dette publique? Non, puisqu'on ne le fit pas. Mais on avait enfin jeté définitivement le ministère à bas. Cependant, Louis-Philippe, après une crise de près de trois semaines, dut encore avoir recours à Thiers comme président du Conseil; mais au bout de quelques mois, il le forçait à donner sa démission, en refusant de lui permettre d'intervenir dans les affaires espagnoles.

Cette fois, enfin, il pouvait faire le ministère qu'il avait toujours rêvé.

Molé avait exercé de hautes fonctions et même obtenu un ministère sous l'Empire; Napoléon l'avait dressé à l'obéissance. Louis-Philippe, qui l'aimait beaucoup, était sûr de trouver en lui un ministre docile à ses volontés. Il en fit le président du Conseil en le fortifiant d'abord de Guizot (septembre 1836). Mais il perdit lui-même le ministère par l'avidité dont j'ai donné des exemples : il voulait un million de dot pour sa fille qui devenait reine des Belges, un million de revenu de plus pour son fils aîné, le duc d'Orléans, un gros apanage en domaines et en forêts pour son autre fils, le duc de Nemours. Il y eut un soulèvement de l'opinion à la suite d'un nouveau pamphlet de Cormenin. Le ministère n'osa pas affronter le débat. Il ne pouvait pas survivre à cet échec. Une crise s'ouvrit, à la suite de laquelle le Roi chargea Molé, à l'exclusion de Guizot, de former un ministère nouveau.

Ce ministère exaspéra tous les groupes qui se disputaient le pouvoir, de droite à gauche. Une coalition se forma entre les doctrinaires, avec Guizot à leur tête, Thiers entraînant à sa suite le centre gauche, Odilon Barrot, chef de la fraction plus avancée, qui s'intitulait l'opposition dynastique. Molé fut attaqué avec fureur : il n'obtint qu'une faible majorité de 13 voix, insuffisante pour gouverner. Il s'adressa alors au corps électoral; la Chambre fut dissoute, mais le parti ministériel fut vaincu : il perdait 45 sièges, et le Cabinet Molé dut disparaître (8 mars 1839). Sa chute fut suivie d'un gâchis sans nom; les vainqueurs se disputaient misérablement le butin du succès commun; le Roi, qui était le véritable vaincu, attisait leurs divisions et en profitait pour faire avorter leur victoire. La France resta deux mois sans gouvernement, et la crise aurait

pu se prolonger encore si l'émeute n'y avait mis fin. Les républicains crurent l'occasion favorable : ils livrèrent, le 12 mai, une bataille des rues, perdue d'avance, mais qui décida à constituer un ministère à tout prix. Ministère improvisé et faible, sans aucun des hommes politiques dirigeants. Il avait le maréchal Soult à sa tête. Ses membres les plus remarquables étaient Dufaure, encore nouveau dans la vie gouvernementale, et Villemain, dont le rôle politique était fort inférieur à sa valeur littéraire. Ce ministère ne vécut pas dix mois ; le Roi le tua en le chargeant de présenter aux Chambres une de ces incessantes demandes d'argent dont il était insatiable : 500.000 francs pour dotation d'un de ses fils, le duc de Nemours, plus 500.000 francs pour frais de mariage : la Chambre refusa et le ministère tomba (20 février 1840).



La place de la Concorde à Paris, en 1833.

(Musée Carnavalet.)

Il fallut revenir alors à Thiers : il reprit la présidence du Conseil. La situation de l'Europe était grave. Par sa politique d'effacement et d'humilité devant l'étranger, la monarchie de Juillet avait encouragé au dehors toutes les mauvaises volontés contre notre pays. L'Orient traversait une crise redoutable : Méhémet-Ali, le pacha d'Égypte, qui s'était constitué une puissante armée organisée à l'européenne, ne s'était pas contenté de se rendre indépendant du sultan de Constantinople ; son fils Ibrahim avait envahi les provinces de Syrie, avait remporté des victoires signalées sur les armées turques et menaçait son souverain. Méhémet-Ali trouvait beaucoup de sympathies dans notre pays. Les puissances qui nous avaient vaincus en 1815, Autriche, Prusse, Russie, Angleterre, s'entendirent pour régler les affaires d'Orient sans nous et contre nous. C'était rayer la France du rang des puissances européennes, la remettre dans l'état de dépendance où elle était vingt-cinq ans plus tôt. Un frisson de colère passa sur la nation, et l'on vit le moment où nos armées allaient chercher à la frontière la revanche de Waterloo. En réponse au poète germanique

qui, dans des vers belliqueux, chantait le Rhin allemand, Alfred de Musset écrivait la pièce célèbre où il semblait sonner le clairon du combat. Louis-Philippe lui-même avait senti l'outrage, et menacé de déchaîner contre l'insolence des souverains européens la révolution qu'il avait domptée jusque-là. Soudain, il se ravisa, redevint lui-même et s'aplatit. Il refusa à Thiers, fort belliqueux, nourri qu'il était des souvenirs du Consulat et de l'Empire, d'introduire dans le discours du trône le ferme langage que le premier ministre exigeait. Thiers n'avait plus qu'à se retirer.

C'est alors que Louis-Philippe, le 29 octobre 1840, constitua, sous la direction effective de Guizot, un ministère qui devait être aussi durable que les autres avaient été fragiles, qui devait vivre plus de sept ans, et finalement conduire la monarchie de Juillet à la ruine.

Nous avons pu détacher l'histoire des ministères qui se sont succédé durant ces huit ans de celle des événements qui s'y sont accomplis. C'est, on l'a vu, qu'au fond, à travers des crises incessantes et des cabinets tombant comme des châteaux de cartes, c'était toujours la même politique qui était au pouvoir.

Reprenons maintenant la série des assauts que la royauté eut à subir dans cette période de huit ans. Le premier vint du parti légitimiste. La veuve du prince assassiné sous Louis XVIII, la mère de l'enfant qu'on appelait Henri V et en faveur duquel Charles X avait abdicqué, la duchesse de Berry, qui pour les légitimistes était devenue la régente, avait l'humeur aventureuse, une énergie toute masculine et un caractère plus audacieux que pondéré. Dès le temps de Casimir Périer, elle avait cru pouvoir soulever la France; elle avait été en Italie chercher des moyens d'action, et de là avait débarqué sur les côtes de la Provence, qu'elle croyait toute prête à acclamer le drapeau blanc. Ayant fort piteusement échoué à Marseille, elle s'était cachée dans les roches qui séparent notre grand port



(Photo Crété.)

Duchesse de Berry.

de l'embouchure du Rhône, avait traversé la France déguisée et s'était jetée en Vendée. Le vieux foyer des insurrections royalistes était éteint; d'ailleurs, les chefs du parti légitimiste à Paris blâmaient sa folle tentative; ceux de Vendée avaient perdu confiance; il n'y eut qu'un commencement de mouvement vite réprimé. Bientôt la malheureuse princesse déguisée en paysanne, avec quelques amis déguisés comme elle, était réduite à aller se cacher dans la petite chambre d'une pauvre maison de Nantes.

Un misérable, un juif nommé Deutz, offrit à M. Thiers, alors ministre de l'Intérieur, de vendre le secret de sa retraite. La duchesse de Berry était arrêtée et enfermée à la citadelle de Blaye, dont on confiait le commandement au général Bugeaud, craignant que le colonel qui y commandait ne fût pas un gardien assez rigoureux. Bientôt un bruit étrange se répandit : la prisonnière était enceinte! Elle dut bientôt avouer qu'elle s'était secrètement mariée au comte Lucchesi Palli. Ce fut un coup terrible pour le parti légitimiste. Quoi! la mère du Roi, la Régente, n'avait pas su rester fidèle à la mémoire du prince assassiné, s'était mésalliée et avait voulu devenir Mme Lucchesi Palli! Ils nièrent d'abord hardiment et provoquèrent en duel les républicains quand ils parlaient du bruit qui commençait à se répandre. On eut l'étrange spectacle de

rencontres de douze républicains contre douze royalistes, et Armand Carrel fut grièvement blessé. Il fallut bientôt se rendre à l'évidence. La prisonnière accoucha dans la prison de Blaye. On la relâcha aussitôt après et on la fit transporter en Sicile : on n'avait jamais songé sérieusement à faire son procès, on ne l'avait gardée en prison que pour divulguer le scandale de sa grossesse. Conduite peu généreuse de la part de Louis-Philippe à l'égard d'une femme, d'une princesse avec laquelle il avait eu d'étroites relations de famille. On ne pardonna pas à la duchesse de Berry dans son propre parti ni parmi les siens. C'est tout au plus si le vieux Charles X consentit à la revoir, et elle fut privée de la tutelle de son fils, le Roi sans royaume encore au berceau.

Cependant le parti républicain grandissait : il allait livrer un combat qui parut un instant une révolution nouvelle. Le général Lamarque était une des figures les plus populaires de l'opposition : soldat intrépide, citoyen ardent, patriote jusqu'au fanatisme, tout dévoué à la cause du peuple. Il mourut, et toutes les forces vives de la démocratie se donnèrent rendez-vous à ses funérailles (5 juin 1832). Une foule innombrable couvrait les rues et les places d'un immense fourmillement de têtes autour de son cercueil, traîné par des jeunes gens. On avait consigné l'École polytechnique pour l'éloigner de cette fête mortuaire. Une soixantaine d'élèves rompirent la consigne de vive force et parurent dans le cortège au milieu des acclamations. Le cortège s'arrêta près du pont d'Austerlitz, à un endroit où devaient être prononcés les discours. Là, on entendit Lafayette et d'autres hommes politiques faire l'éloge du mort ; mais d'autres orateurs suivirent qui donnèrent le signal de l'insurrection. Elle se répandit avec une rapidité foudroyante, malgré les énormes préparatifs militaires du Gouvernement. Ouvriers, étudiants, élèves de l'École polytechnique et de l'École d'Alfort, avec l'artillerie de la garde nationale où les républicains s'étaient concentrés, furent en quelques heures maîtres d'une grande partie de Paris. On se demanda aux Tuileries si la famille royale devait chercher un refuge hors de la capitale.

Ce mouvement spontané était sans chefs. Les hommes politiques qui auraient pu lui donner une direction hésitaient et se perdaient en tergiversations. Seul, le vieux Lafayette s'offrait sans réserves. Le Gouvernement reprit l'avantage et redevint maître de Paris presque entier. Le lendemain, 6 juin, l'insurrection était refoulée au cœur du vieux Paris, dans les alentours des rues Saint-Martin et Saint-Méry. Elle y fit une défense héroïque sous les ordres d'un républicain nommé Jeanne. Comme un des combattants se plaignait d'avoir faim et réclamait des vivres : « A quoi bon ? dit Jeanne, dans une heure nous serons morts. »

Arago, Lafitte, Odilon Barrot, avaient en vain été trouver le Roi, pour lui dire que sa politique de recul était responsable de tout ce qui se passait. Les combattants républicains étaient cernés, puis écrasés. Beaucoup tombaient frappés à mort. Une poignée perçait la ligne des baionnettes et réussissait à fuir.

Des mesures de réaction suivirent la victoire. L'École polytechnique, l'École vétérinaire d'Alfort, l'artillerie de la garde nationale furent licenciées. Le Gouvernement eut la prétention de soumettre Paris à l'état de siège, pour faire juger les insurgés par des conseils de guerre, dont l'un prononça une condamnation à mort. La Cour de cassation annula la condamnation pour excès de pouvoir, proclamant l'illégalité de l'état de siège. Il fallut traduire les insurgés devant le jury, qui en acquitta seize sur vingt et un. Jeanne fut condamné à la déportation.

Le parti républicain avait formé de puissantes associations : d'abord la Société des Droits de l'Homme qui groupait les forces vives du parti ; puis l'Association pour la défense de la liberté de la presse, que présidait Lafayette. Le Gouvernement répondit par une loi qui blessait toutes les idées de liberté. Napoléon, dans son Code pénal, avait inscrit un article qui interdisait et punissait toutes les associations de plus de vingt personnes non autorisées par le Gouvernement. Une telle interdiction n'était que trop bien en harmonie avec le despotisme impérial : il semblait impossible de la conserver sous un Gouvernement qui se disait libéral. Or, non content de la conserver on l'aggrava odieusement par une loi nouvelle qui, notamment l'étendait aux « sections » de moins de vingt personnes, et qui faisait juger par la police correctionnelle les associés relevant jusqu'alors du jury. Loi d'autant plus révoltante que, parmi les ministres qui la présentaient, quelques-uns, comme Guizot, avaient fait partie des associations politiques

formées contre la Restauration. Ce qui arrachait au grand orateur légitimiste Berryer ce mot terrible : « Il y a quelque chose de pis que le cynisme révolutionnaire : c'est le cynisme des apostasies. »

Cette loi ne frappait pas seulement les associations politiques : elle frappait les associations ouvrières entrées dans les mœurs à Lyon, et qu'on y avait jusque-là tolérées. On a vu, dans la grande ville du Rhône, le Gouvernement écraser en 1832 un mouvement purement ouvrier. De telles victoires ne résolvent pas les questions. Elles les font taire pour un temps, mais en les aggravant et en les chargeant de ferments de haine. On a vu que le mouvement lyonnais de 1832 n'avait aucun caractère politique; mais dès le lendemain une alliance s'était formée entre l'idée républicaine et les revendications ouvrières. Elle était dans toute sa force quand la loi contre les associations vint exaspérer les travailleurs lyonnais. Le Gouvernement les provoqua comme



Événements de Lyon (9, 10, 11, 12, 13 et 14 avril 1834).

(Bibliothèque nationale.)

à plaisir. Sur les ordres des organisations ouvrières et de la plus puissante, celle des mutualistes, il y avait eu une très courte suppression de travail. Il avait très pacifiquement repris, quand on arrêta quelques chefs des mutualistes. On a pu, non sans de fortes présomptions, accuser le Gouvernement d'avoir voulu mettre le feu aux poudres. C'est ce qu'un jeune avocat lyonnais, encore inconnu, qui fit alors ses débuts dans la politique où il devait jouer un grand rôle, Jules Favre, s'attacha à démontrer plus tard dans l'éloquent plaidoyer qui l'a rendu célèbre. On a même affirmé que des agents secrets de la police poussaient à faire des barricades et que l'un d'eux fut tué par un des premiers coups de feu que tira la troupe. Le pouvoir avait réuni d'avance à Lyon des forces considérables, et était sûr de la victoire s'il y avait combat.

Quoi qu'il en soit, le 9 avril, pendant que Jules Favre plaidait pour les mutualistes, l'insurrection éclata. La lutte dura jusqu'au 12. Lutte bien inégale : les insurgés étaient à peine armés; la troupe n'avait plus, à frapper le peuple, les hésitations créées par le souvenir de la Révolution de Juillet; on l'avait travaillée, et comme la rage du combat, la vue du sang, l'âcre odeur de la poudre risquent de réveiller dans l'homme tous les vieux instincts féroces et sauvages primitifs, ce conflit si inégal fut mêlé, de la part des troupes, de scènes sinistres de destruction et de tuerie.

Les femmes, les vieillards, les enfants ne trouvèrent pas grâce devant les atroces hasards du massacre.

A la nouvelle du soulèvement lyonnais, les républicains de Paris prirent les armes. Rien n'était prêt : ceux qui marchèrent n'étaient pas nombreux : ils furent écrasés sans grand effort. On avait commencé les barricades le 13. Le 14, l'insurrection, enfermée dans quelques rues du centre de Paris, était noyée dans le sang. Là aussi les vainqueurs se laissèrent aller à tous les excès d'un furieux aveuglement sanguinaire. Le nom de la rue Transnonain a été rendu tristement célèbre par le souvenir de la hideuse boucherie dont une de ses maisons fut le théâtre.

D'autres mouvements éclataient çà et là en France comme contre-coup du mouvement lyonnais, et prouvaient tout au moins que l'idée républicaine commençait à se répandre. Il y en eut à Saint-Étienne, à Grenoble, à Clermont-Ferrand, à Vienne, à Chalon-sur-Saône, à Arbois, dans les Pyrénées-Orientales. Mais ce ne furent guère que des manifestations vite étouffées. A Lunéville, des officiers avaient organisé un complot militaire semblable à ceux de la Restauration. Mais il avait été dénoncé ; au moment où il allait éclater, les précautions avaient été prises : il fut aussitôt réprimé.

Le Gouvernement crut habile de faire de toutes ces révoltes comme une révolte unique et de traduire tous leurs auteurs devant la Chambre des Pairs, constituée en Cour de justice, pour leur faire un même et immense procès. C'était une lourde faute. Les accusés se préparèrent à transformer leur procès en procès de la royauté de Juillet, en faisant plaider leur cause par tous les orateurs et tous les hommes célèbres de la démocratie : Lamennais, Raspail, Carnot, Michel de Bourges, Jules Favre, Armand Carrel, Garnier Pagès figuraient dans la liste de ceux qui, pour défendre les révoltés, allaient se dresser en accusateurs, dans une affaire colossale dont le retentissement serait terrible dans toute l'Europe. Le Gouvernement comprit le danger et prétendit par une énormité juridique nouvelle interdire aux accusés le choix de leurs défenseurs et leur désigner des avocats d'office. Il alla plus loin, et comme les avocats désignés refusaient de s'imposer à des clients qui ne voulaient pas d'eux, il eut la prétention de les contraindre par une ordonnance spéciale. Mais il se heurta à une protestation de presque tous les barreaux de France.

C'était blesser singulièrement l'opinion publique que de faire juger les accusés d'avril par la Cour des Pairs. Vingt ans n'avaient pas effacé la tache de sang dont elle s'était souillée en condamnant à mort le maréchal Ney. Accusés et défenseurs invoquaient l'ombre du héros qui planait encore sur elle. Puis c'était encore la Chambre des Pairs de la Restauration, et c'étaient les combattants de Juillet soulevés contre la confiscation de leur victoire, que la royauté à laquelle ils avaient donné la France renvoyait devant les pairs de Charles X, comme par une outrageuse revanche prise sur la révolution à laquelle elle devait l'existence.

C'est ce qui avait inspiré à Armand Carrel un article d'une rare vigueur qui avait fait traduire le journal devant la Cour des Pairs : d'où pour Armand Carrel, plaidant devant elle pour son journal, l'occasion de l'attaquer plus vigoureusement encore. Plus tard, nouveau procès pour



Rue Transnonain, le 15 avril 1834.

(Bibliothèque nationale.)

une lettre assez violente signée par les défenseurs que les accusés avaient proposés et que la Cour des Pairs avait refusés. Trélat et Michel de Bourges en prirent toute la responsabilité et eurent ainsi une nouvelle occasion d'attaquer leurs juges. Trélat prononça un discours d'une éloquence audacieuse, dont le souvenir est resté, et près duquel le plaidoyer de Michel de Bourges resta pâle. Il avait dit pourtant : « L'infamie du juge fait la gloire de l'accusé. » Ainsi dans cette énorme affaire d'avril, les procès se greffaient sur les procès; les péripéties se multipliaient, et toutes montraient les accusés se dressant contre leurs juges au nom de la conscience publique. L'un d'eux, Lagrange, avait dit : « Vous voulez nous condamner à mort, nous vous condamnerons à vivre : car notre condamnation n'effacera pas sur vos fronts le stigmate qu'y a laissé le sang du maréchal Ney. »

Les accusés contre lesquels on violait le droit sacré de défense, en leur refusant de laisser plaider pour eux les orateurs qu'ils avaient choisis, résolurent presque tous de ne point se défendre, ce qui rendait le procès singulièrement difficile. On passa outre et la Cour décida de les juger sur pièces, c'est-à-dire de prononcer contre des hommes, sans les entendre, une condamnation définitive : c'était une énormité de plus. Mais nombre d'entre eux lui avaient échappé. Les accusés parisiens, enfermés à Sainte-Pélagie, avaient trouvé le moyen de creuser un souterrain qui aboutissait dans un jardin d'une petite rue voisine, la rue Copeau. La dame qui habitait la maison ne fut pas médiocrement stupéfaite, quand des républicains, dont Étienne Arago et Barbès, entrés sous un prétexte quelconque chez elle, lui dirent : « N'ayez pas peur, ce sont les accusés d'avril qui s'évadent », tout en maintenant les gens de la maison pour qu'ils ne pussent pas donner l'alarme, et elle vit sortir de terre les vingt-sept prisonniers qui reprenaient leur liberté.

Contre l'avis de presque tous les inculpés et défenseurs, Jules Favre s'obstina à plaider devant la Cour des Pairs pour les Lyonnais, ce qui le fit accuser d'avoir plus songé à sa réputation qu'à l'intérêt politique du parti que, disait-on, l'odieux d'une condamnation sans procès servait plus puissamment que la plus vigoureuse éloquence. Son plaidoyer fut un chef-d'œuvre. J'ai déjà dit qu'il accusait le Gouvernement d'avoir voulu l'insurrection pour la noyer dans le sang. C'est la première fois qu'on entendait sur un acte de cette importance cette parole éclatante dans la puissance de son âpreté. Il termina en disant : « Vous avez fait votre réquisitoire : voilà le mien; tous deux resteront affichés à la porte de ce palais, et l'on verra lequel soulèvera en France le plus d'indignation. »

En dehors des peines inoffensives votées contre les évadés, la Cour des Pairs prononça près de quatre-vingt-dix condamnations, dont un dixième à la déportation. Il est vrai qu'elles devaient être effacées au bout de peu de temps par l'amnistie du ministère Molé.

Une longue suite d'attentats venaient s'ajouter aux insurrections. A six reprises différentes, on essaya d'assassiner Louis-Philippe. La première fois en 1833, tandis qu'il allait ouvrir la session des Chambres. L'assassin échappa, ou tout au moins les preuves manquaient contre l'accusé qu'on arrêta. De toutes ces tentatives, une fut particulièrement odieuse : celle du 28 juillet 1835. Un misérable, Fieschi, avait braqué à une fenêtre de sa chambre, boulevard du Temple, une effroyable machine de mort composée de 25 canons de fusils, disposés de façon à faire feu en même temps : acceptant, pour atteindre le Roi, de frapper les victimes que le hasard livrerait à ses coups. Il ne frappa pas Louis-Philippe, mais versa le sang de nombre de malheureux. La nouvelle de cet acte sauvage produisit dans le pays une profonde et légitime impression d'horreur.

Mais on ne se contenta pas de faire tomber sur l'échafaud les têtes de Fieschi et de ses deux complices, Pépin et Moret. Le Gouvernement de Louis-Philippe recommença après l'attentat ce que la Restauration avait fait après l'assassinat du duc de Berry : il exploita, non seulement contre les partis politiques, complètement étrangers au crime, mais aussi contre les libertés publiques, l'indignation soulevée par cette monstrueuse boucherie. On a vu que les royalistes ultra avaient rejeté la responsabilité du crime de Louvel sur les libéraux, et même sur Decazes, ministre de Louis XVIII; Thiers essaya d'impliquer dans le hideux attentat de Fieschi son ancien ami Armand Carrel, dont le noble caractère rendait une telle tentative odieusement absurde. Il fit voter aux Chambres trois lois de réaction aveugle, dont l'une était un véritable attentat contre la liberté de la presse. Dix mille à cinquante mille francs d'amende, sans compter



La fin d'une conspiration sous Louis XVIII.

Par Henri Cain.

la prison, pour les attaques à la personne du Roi ou au principe du Gouvernement. Défense de se dire républicain; défense d'organiser une souscription pour un journal condamné, etc. Le taux du cautionnement des journaux était plus que doublé. Comme la Restauration, c'est par l'argent que le régime de Juillet voulait tuer la presse opposante.

Bientôt aux tentatives républicaines vinrent se joindre les tentatives bonapartistes.

Il faut dire qu'on faisait ce qu'il fallait pour les provoquer. Par un singulier contraste, la royauté pacifique de 1830 semblait travailler à propager le culte de Napoléon. Elle abritait bizarrement sa pusillanimité et ses humiliations extérieures sous la glorification du terrible conquérant. Elle voulut ramener de Sainte-Hélène le cercueil de Napoléon pour lui donner une sépulture triomphale sous le dôme des Invalides, et faire de la fête donnée pour ce retour une véritable apothéose du grand victorieux.

Celui que les événements avaient fait l'héritier de Napoléon n'avait pas attendu le retour des cendres pour commencer ses entreprises. La mort du duc de Reichstadt, puis du fils aîné de la reine Hortense, avait transmis le titre de prétendant à son second fils, Louis-Napoléon. C'était



Transfert des restes de Napoléon aux Invalides.

un jeune homme à la fois rêveur et aventureux, plein d'audace pour se jeter dans les entreprises les plus hasardeuses, sans énergie pour les soutenir. Il subissait l'influence d'un ancien sous-officier de cavalerie, qui avait reçu de ses parents le nom de Fialin, qui avait pris celui de Persigny, et dont il avait fait son secrétaire. Persigny le poussa dans des tentatives révolutionnaires, à l'organisation desquelles il prenait la part principale. La première eut lieu à Strasbourg à la fin d'octobre 1836. Les conspirateurs avaient gagné quelques officiers, notamment le colonel Vaudrey, le commandant Parquin, le lieutenant Laity. Le coup échoua comme on pouvait le prévoir, et Louis Bonaparte fut arrêté avec ceux qu'il avait associés à son entreprise. Persigny put s'échapper. Le Gouvernement n'osa pas traduire un Bonaparte en justice et le fit transporter sur un navire de guerre aux États-Unis. Comment condamner les autres conjurés quand le chef était épargné? Traduits devant le jury de Strasbourg, ils furent tous acquittés à la grande mortification du Gouvernement. Pour éviter à l'avenir pareil accident et être certain, tout au moins, de la condamnation des révoltés militaires, il proposa un projet de loi, dit de « disjonction », permettant de renvoyer les complices d'un même attentat devant des juridictions différentes : les civils devant le jury, les militaires devant un conseil de guerre. Un projet si extraordinaire ne soutenait pas l'examen; il fut repoussé par la Chambre.

L'issue de cette première aventure n'était pas faite pour décourager Louis-Napoléon : il recommença quatre ans après, en 1840. Il venait d'Angleterre et tenta un débarquement à Bou-

logne. Là l'échec fut encore pire. Débarqué à 5 heures du matin à la tête d'une soixantaine de conjurés, Louis-Napoléon était arrêté trois heures après.

Cette fois, on lui fit son procès : on le condamna à la détention perpétuelle. Il avait été défendu devant la Cour des Pairs par l'avocat républicain Marie et par l'avocat légitimiste Berryer qui prononça là un de ses plus beaux discours. On l'avait enfermé au château de Ham, d'où l'on avait, peu avant, laissé sortir les ministres de Charles X. Il y écrivit d'abord un ouvrage à tendances socialistes sur l'extinction du paupérisme : œuvre faible et chimérique, mais qui lui conciliait des sympathies dans les milieux populaires; puis, au bout de quelques années, il s'évada, déguisé en maçon, tandis qu'on faisait des réparations au château. Tels furent, dans la politique, les débuts du futur Napoléon III.

J'ai déjà dit qu'une dernière insurrection républicaine avait éclaté pendant la crise prolongée qui suivit la chute du Cabinet Molé et alors que la royauté semblait impuissante à constituer un Gouvernement nouveau. Le mouvement qui éclata le 12 mai 1839 avait trois chefs : Martin Bernard, Barbès, Blanqui. Martin Bernard était un des plus vaillants soldats de la démocratie; les deux autres avaient plus d'envergure. Nuls caractères, d'ailleurs, n'étaient plus opposés. Barbès était, on peut le dire, le « chevalier sans peur et sans reproche » du parti républicain, incomparable pour sa foi enthousiaste, son intrépidité, sa loyauté généreuse. Chez le Niçois Blanqui, plus secret et plus tortueux, le combattant se doublait d'un politique. Plein de haine pour toutes les forces de réaction, mais en même temps doué d'une finesse tout italienne, il était aussi porté aux menées souterraines des complots qu'aux batailles des rues. Ennemi de tous les systèmes, il mêlait des vues pratiques singulièrement pénétrantes au fanatisme de son dévouement pour la cause du peuple et aux chimères de ses perpétuelles conspirations.

L'insurrection ne fut d'ailleurs qu'une échauffourée. Les bandes peu nombreuses qui suivaient les trois chefs, après le pillage d'une boutique d'armurier, errèrent dans Paris sans trouver nulle part un champ de bataille sérieux. Elles tuèrent un lieutenant en attaquant le poste du Palais de justice, et se firent écraser un peu plus loin rue Grenéta. De nombreuses condamnations, en deux procès qui se succédèrent à six mois d'intervalle, frappèrent les insurgés. Barbès et, plus tard, Blanqui furent condamnés à mort. Victor Hugo alla porter de beaux vers aux Tuileries pour obtenir la grâce de Barbès. Les deux peines furent commuées en prison perpétuelle.

Le parti républicain avait toujours été battu dans les assauts qu'il livrait au Gouvernement de Juillet, et le parti républicain n'avait pas cessé de grandir. Un témoin de ces luttes historiques, qui alors, étant en fort bons rapports avec la monarchie, ne partageait assurément pas les passions des combattants, Victor Hugo, a tracé plus tard, dans les *Misérables*, un tableau admirable de ces batailles des rues. On sait comment il peint les jeunes intellectuels mêlés aux ouvriers derrière les barricades, l'enthousiasme intrépide de tous, le drame terrible de la lutte. Le sang ne coule jamais en vain pour les idées justes : il féconde le sol où elles germent et se développent. Les procès incessants intentés aux républicains soit à la suite de soulèvements, soit pour détruire leurs associations, soit pour châtier et tuer leurs journaux, devenaient d'autres combats qui ne servaient pas moins leur propagande. Les Armand Carrel, les Raspail, les Trélat, les Godefroy Cavaignac, par la hautaine fierté de leur attitude, par leur éloquence faite de convictions ardentes et courageuses, remuaient profondément l'opinion. Traduits devant la justice légale, ils traduisaient leurs accusateurs devant le tribunal suprême de la conscience publique. Le parti républicain n'était guère représenté à la Chambre; cependant, dès lors, Garnier Pagès y avait pris un grand rôle par son éloquence habile et sympathique. Mais c'est surtout devant les tribunaux politiques que le parti républicain jetait ses défis à la royauté qui avait confisqué une révolution. J'ai dit qu'il n'y avait pour ainsi dire pas de républicains à la veille des journées de Juillet, et qu'il n'y en avait le lendemain qu'une poignée; encore avaient-ils à peine pris conscience de l'idée nouvelle : c'étaient ceux des combattants de Juillet qui avaient entrevu la République dans les fumées de la bataille. Dix ans après, le parti était constitué; il avait ses journalistes, les Carrel et les Marrast; ses avocats, les Michel de Bourges, les Jules Favre, les Marie et les Bethmont; ses héros comme Barbès; il avait ajouté à sa propre force la force des récentes revendications sociales; il avait, comme on l'a vu dans les mouvements de 1834, rayonné sur les provinces les plus reculées; il grandissait formidablement,

tandis que le parti légitimiste s'éteignait et que la royauté bourgeoise n'arrivait pas à se faire un parti dans les masses. On voyait, d'un côté, l'égoïsme étroit et stérile du régime légal; de l'autre côté, un idéal servi par une pléiade d'hommes de foi et de courage. Ce n'était assurément pas assez pour rendre la France républicaine; mais cela suffisait pour la préparer à le devenir.



1. Victor Hugo
2. Casimir Delavigne

3. Chateaubriand

4. Lord Byron
5. Lamartine

GALERIE DES GRANDS HOMMES.

III. — Le Romantisme.

C'est sous la monarchie bourgeoise que le mouvement romantique atteignit sa pleine puissance.

Aujourd'hui où, après de longues années, le recul de l'histoire permet de donner leur juste

place aux choses de ce temps, on peut dire que la France n'a pas eu de plus magnifique époque littéraire. Les quatre siècles les plus glorieux pour son génie : le seizième, le dix-septième, le dix-huitième, le dix-neuvième peuvent se comparer pour la puissance de leur œuvre; mais tous quatre apparaissent avec un caractère profondément différent.

D'abord elle descend plus avant dans les plus obscures profondeurs de l'âme humaine. Les maîtres qui l'ont fondée et qui lui ont ouvert la route ont mis en vogue je ne sais quelle vague mélancolie dégoûtée des choses de ce monde. Goethe lui-même, malgré son olympienne sérénité, a contribué à répandre cet état d'esprit par son œuvre de début. Plus encore, le grand poète anglais Byron, promenant par le monde son amère tristesse, sans que jamais y brille un rayon d'espoir. Ajoutez Chateaubriand, hanté au milieu de sa gloire d'un incurable ennui. Les Werther, les Manfred, les René obsédaient les jeunes imaginations. De là une mode de désespérance qui jurait un peu avec les intelligences énergiques et bien vivantes auxquelles elle s'imposait. Qu'un Byron ou un Chateaubriand fussent naturellement amenés à faire planer sur les créations de leur génie ces sombres nuages de tristesses inguérissables, on le conçoit sans peine; mais un Victor Hugo débordant de puissante vitalité; mais un créateur comme Balzac, mais même un Dumas, la joie incarnée, mais toute une génération pleine de foi dans sa cause et dans l'avenir!... Le romantisme devait vite secouer cet héritage de ses premiers maîtres. Il garda tout au moins le besoin de fouiller les recoins les plus obscurs de la nature humaine, de saisir et de noter ce qu'il y a de plus flottant dans la rêverie, de plus fugitif dans les mouvements du cœur. Dans la poésie, dans le roman il a introduit le monde des intimités.

La plupart des grandes époques littéraires ont, dans leur œuvre, laissé un tableau saisissant de leurs mœurs et de la société de leur temps. Elles se sont peintes elles-mêmes pour la postérité. Les imaginations de 1830, à part de rares exceptions, semblaient trouver trop trivial pour elles le milieu dans lequel elles vivaient. Elles s'en évadaient comme par un attrait irrésistible, pour s'échapper dans les régions lointaines et étranges, ou dans les siècles passés. La vogue était aux souvenirs du Moyen Age, auxquels on ajoutait ceux de la Renaissance et du temps de Louis XIII, s'arrêtant à l'époque classique du grand Roi. Pour la littérature et les arts du dix-septième et du dix-huitième siècle, tous les personnages devaient revêtir les draperies des Grecs et des Romains; le théâtre tragique, la peinture, la sculpture ne voulaient guère connaître que les personnages de l'antiquité classique : maintenant les pourpoints, les chaperons, les heaumes, les hauberts étaient à la mode. Comme pour fuir la banalité de la vie ordinaire, on voulait à tout prix de la « couleur locale », c'est-à-dire les traits caractéristiques des pays lointains ou des époques lointaines. Les littérateurs en évoquaient les figures, les peintres en reproduisaient les aspects; il n'est pas jusqu'à la musique qui, à la scène, n'essayât de traduire quelque chose de leurs sentiments; et il y eut une sorte de couleur locale transposée dans les sonorités de l'orchestre.

La passion de la nature était encore un des caractères de l'école de 1830, et cette passion n'éprouvait pas le besoin d'aller si loin : elle se contentait de nos campagnes et de nos forêts coutumières; les paysages de la banlieue de Paris lui suffisaient. Ce n'est qu'au dix-huitième siècle que Rousseau, Diderot, Bernardin de Saint-Pierre avaient commencé à révéler les beautés de la nature véritable. Puis était venu Chateaubriand avec ses descriptions des forêts vierges d'Amérique et des pays d'Orient. Avec le romantisme ce fut comme un culte. On s'éprit des moissons, des prairies, des futaies ombrées, des merveilleux paysages que les nuages font dans le ciel. On en dégagait avec une force merveilleuse la poésie qu'elles recèlent, les émotions enivrantes qu'elles inspirent, et jusqu'à l'espèce de religion confuse qui sort de la vie profonde des choses. On sentit, comme on l'avait bien rarement fait jusque-là, la puissance de l'Océan avec ses flots gonflés et ses voix pathétiques. Le plus grand poète du temps, Victor Hugo, son plus grand peintre, Delacroix, se trouvèrent réunis pour écrire, l'un avec la plume, l'autre avec le pinceau, les poèmes de la mer.

Tandis que de jeunes peintres découvraient des arbres magnifiques aux portes de Paris, dans la forêt de Fontainebleau, et même dans une île du Bas-Meudon; tandis que Victor Hugo allait chercher la poésie des soleils couchants du côté de Montparnasse, d'autres partaient à la

découverte de l'Orient. Hugo avait eu comme le pressentiment de ces horizons nouveaux, et la première œuvre où il ait manifesté tout son génie, les *Orientales*, était consacrée tout entière à une nature qu'il devinait sans l'avoir vue. Lamartine, après Chateaubriand, partait pour aller voir et pour décrire ce monde si beau par ses aspects, si prestigieux par ses souvenirs. Presque en même temps des peintres comme Decamps, comme Marilhat, comme Delacroix lui-même, allaient étudier sur place le soleil d'Égypte, d'Asie Mineure et du Maroc.

Une même inspiration enfiévrant toute cette élite d'écrivains et d'artistes qui accomplissaient la grande œuvre du romantisme. Le poète se sentait frère du peintre et du sculpteur, le musicien, frère du poète. L'écrivain s'efforçait de dessiner des contours avec des mots et de donner au vers ou à la phrase les couleurs de la palette; le peintre voulait traduire avec le pinceau les émotions de la poésie; tous ayant conscience d'être unis et étroitement solidaires dans un labeur



(Photo Giraudon.)

Le Naufrage de Don Juan.
Tableau de Delacroix (Musée du Louvre).

et dans un idéal communs. Le romantisme était attaqué avec fureur; on le décriait, on l'insultait, on faisait des efforts violents pour lui fermer l'accès de nos grandes scènes. L'Académie des Beaux-Arts avait le privilège d'accepter ou de refuser les peintures et les statues exposées au Salon. Elle repoussait systématiquement les œuvres de nombre de nos plus grands artistes, des œuvres qu'on couvre d'or aujourd'hui pour en doter les musées et les galeries d'Europe et d'Amérique. Au milieu de cette ardente jeunesse, de saintes amitiés se nouaient dans les admirations, les aspirations et les luttes communes; de petits cénacles groupaient dans des sortes de familles intellectuelles les amis qui s'élançaient ensemble à la conquête de l'avenir. On se réunissait pour boire dans un crâne emprunté à une collection anatomique, parce que Victor Hugo avait écrit dans un de ses premiers romans : « Il buvait l'eau des mers dans le crâne des morts. » C'étaient les petits travers qu'on trouve à côté de toutes les grandes idées.

Lamartine avait eu, dans la poésie du siècle, un rôle d'initiateur. Il poursuivait sa glorieuse carrière, égal et, il faut le dire, semblable au Lamartine des débuts. Il ne se renouvelait guère.

C'était toujours la même inspiration coulant superbement, en flots abondants d'une merveilleuse limpidité, la même sérénité jusque dans l'émotion et la même noblesse d'allure. On l'avait appelé « le cygne de Mâcon », image assez juste pour ce poète au vol puissant, constamment porté dans les régions les plus hautes de l'azur sur des ailes d'une blancheur immaculée; il n'en descendait guère pour se poser à terre. Il haïssait le rire, méprisait l'ironie, et l'on eût dit que sa gravité constamment sublime s'interdisait jusqu'au sourire. Il allait se faire prosateur soit pour raconter un voyage en Orient, soit pour écrire des pages de sa propre vie, soit pour aborder l'histoire de la Révolution; et sa prose aux périodes larges et harmonieuses était digne de ses vers : peut-être habillait-elle l'idée de draperies trop magnifiquement amples pour ne point l'y noyer. Par une transformation imprévue, il allait devenir le plus grand orateur politique du temps de Louis-Philippe, le seul dont les discours aient survécu. Quand il était entré à la Chambre, on lui avait demandé sur les bancs de quel parti il prendrait place, il avait répondu : « Au plafond. » Et, en effet, son éloquence planant toujours dans les hauteurs des grandes idées, dominait de haut les petites intrigues et les petites querelles de partis descendus souvent au rôle de coteries. Son discours sur le retour des cendres de Napoléon reste un modèle de grandeur dans les conceptions et de prévision prophétique. Derrière la gloire du premier Empire, il voyait déjà le second. Il prononça, sur les chemins de fer, des paroles où l'élévation de la pensée n'excluait pas une merveilleuse clairvoyance dans l'ordre des choses pratiques. On verra bientôt quel rôle prépondérant il va jouer dans la victoire de la République.

Mais déjà l'astre de Victor Hugo égalait l'éclat du sien en attendant qu'il le fit pâlir. Il était dans la destinée du poète des *Odes et Ballades* de se développer et de se renouveler sans cesse. Nul comme lui, peut-être, ne connut et ne sut manier les ressources de la langue : depuis Rabelais, aucun écrivain n'avait eu sous les doigts un clavier plus multiple de mots; nul ne sut, comme lui, s'en servir pour donner au style un relief puissant et des colorations éclatantes; aussi précis que Lamartine était vague, il excellait à serrer et en quelque sorte à boucler l'expression autour de l'idée ou de la vision qu'il voulait rendre. C'est surtout dans les recueils qu'il publia dans les dix premières années du régime de Juillet, *Les Rayons et les Ombres*, les *Feuilles d'Automne*, les *Chants du Crépuscule*, les *Voix intérieures*, qu'il s'est révélé grand poète lyrique, plus intime qu'il ne l'a jamais été depuis, infiniment multiple et varié, chantant les enfants, la mer, l'amour, les campagnes. Est-ce assez de dire qu'il peint la nature? Si l'expression était permise, on pourrait dire qu'il la vit. Il prête à la végétation, aux rochers, aux aspects changeants du ciel, on ne sait quelle personnalité confuse et comme une âme à laquelle se mêle la sienne. Sa foi en un Dieu unique semble près de se noyer dans une sorte de communion avec le Dieu épars du panthéisme répandu dans les choses de la nature. Parfois les grands événements du début du siècle lui inspirent des poèmes d'une rare puissance; l'ombre colossale de Napoléon l'obsède; et l'on commence à apercevoir dans les magnifiques pièces qu'elle lui inspire le génie épique qui lui fera écrire plus tard quelques-unes des plus belles œuvres de sa vieillesse.

En même temps Victor Hugo continuait la série de ses grands drames, si glorieusement ouverte par *Hernani*. Il donnait successivement à la scène : *Marion Delorme*, écrite avant *Hernani*, puis interdite par la Restauration; *Le Roi s'amuse*, qui allait être interdit par le Gouvernement de Louis-Philippe; *Ruy Blas*, et enfin les *Burgraves*. Des conceptions d'une puissance singulière, des inspirations poétiques éclatantes faisaient de ces œuvres, encore connues de tous, autant de chefs-d'œuvre incontestables.

Marion Delorme est un tableau saisissant du règne de Louis XIII avec l'ennui impuissant du Roi et la figure implacable de Richelieu qui, sans paraître, domine toute l'action. *Le Roi s'amuse*, peut-être d'un art plus gros, a une force pathétique incomparable. *Ruy Blas* passe pour le plus beau de tous ses drames. Une tentative colossale, les *Burgraves*, où le poète a voulu faire revivre les géants barbares du premier Moyen Âge, ferme la série. Mais une réaction commençait contre le romantisme; on faisait un succès disproportionné à une médiocre tragédie de Ponsard. L'échec des *Burgraves* découragea Victor Hugo : il ne voulut plus écrire pour le théâtre.

A ses drames en vers s'étaient ajoutés des drames en prose. *Lucrèce Borgia*, *Angelo*, *Marie*

Tudor, d'un style superbe, mais un peu factices, d'un agencement dramatique saisissant, mais d'un art moins élevé.

C'est dans le roman que Victor Hugo prosateur avait montré toute la force de son génie. Plus encore que pour Lamartine, on peut dire que sa prose valait ses vers; prose superbe, solide, aux contours burinés, aux fortes saillies, aux couleurs singulièrement vigoureuses. Le maître n'en a pas donné de plus beau modèle que sa *Notre-Dame de Paris*, ce roman d'une puissance fantastique, resserré autour de la vieille cathédrale et s'agitant à l'ombre de ses tours aériennes, au pied desquelles il fait fourmiller tout le Moyen Age, mais le Moyen Age de la fin, voisin de la Renaissance, avec son monde touffu, fantasque et pittoresque, les figures grimacantes de ses gueux, de ses étudiants, de ses chercheurs quelque peu sataniques de pierre philosophale, encadrés dans le décor gothique et hérissé du Paris de Louis XI. C'est assurément une des créations maîtresses de Hugo. Quelques années après, il publiait ses lettres de voyages écrites des bords du Rhin (les lettres de ses autres voyages n'ont paru qu'après sa mort); et l'on voyait que cette prose si savante excellait à rendre les impressions les plus familières : une nuit de diligence, une cuisine d'auberge, un coin de paysage entrevu en passant, de façon magistrale, et avec un art qui restait grand, comme telles ébauches ou tels croquis d'après nature des maîtres de la plus grande peinture, telle pochade de Rubens, telle étude de Rembrandt, où leur génie, notant au passage quelque aspect de la vie commune, garde encore toute sa puissance.

Victor Hugo, de plus en plus, devenait le maître de la jeunesse. Seul, il a eu une école, et les poètes de la génération suivante puiseront tous aux sources qu'il a ouvertes. On sait qu'il devait se renouveler une fois de plus et, dans ses années d'exil, donner des chefs-d'œuvre peut-être plus grands encore, et d'une manière différente.

Ces deux grands poètes éclipsaient de plus en plus celui qui avait débuté avec eux sous la Restauration : Alfred

de Vigny était un délicat dont les réalités de la vie blessaient la spiritualité; il lui aurait fallu une existence immatérielle dans les hauteurs azurées de l'éther, et l'on disait, en le raillant, qu'il se retirait pour écrire dans une tour d'ivoire. Son premier poème se passait en plein ciel, dans le monde des séraphins. Il disparut un peu dans la mêlée romantique; on lui rend aujourd'hui plus de justice, et l'on apprécie dans les *Poèmes antiques et modernes* et les *Destinées* de hautes et pures inspirations poétiques. Il a, lui aussi, écrit en prose, et, si son roman historique de *Cinq-Mars*, malgré sa sérieuse valeur, a des couleurs un peu effacées et un mérite un peu pâle, il y a des récits admirables dans l'œuvre qu'il a intitulée *Grandeur et Servitude militaires*. Il a, enfin, dans son *Chatterton* qui eut un grand succès à la scène, écrit le drame du poète pauvre et méconnu qui meurt jeune.



Costume espagnol du seizième siècle porté par M^{me} Dorval
(rôle de Marion Delorme).
(Bibliothèque nationale.)

Il était réservé à un autre de former avec Lamartine et Victor Hugo la glorieuse triade des grands poètes du romantisme.

Les fées qui s'étaient penchées sur le berceau d'Alfred de Musset lui avaient prodigué des trésors : l'inspiration poétique la plus originale et la plus spontanée, une fantaisie exquise, un esprit étincelant, le don de faire vibrer tous les cœurs à l'écho de ses sanglots, le génie du rire et le génie des larmes. Ces trésors, il les jeta à tous les vents jusqu'à ce qu'il les eût épuisés; rien de brillant comme ses premières poésies, d'un romantisme exubérant et provocant, avec leurs couleurs éclatantes, leur verve cavalière d'une désinvolture étonnante, leur mélange de raillerie et de tragiques émotions. Cette première flamme passa vite. Des passions auxquelles le capricieux jeune homme avait livré sa vie et son génie, il ne restait bientôt que des blessures ingué-rissables. Alors, commença pour Musset une nouvelle série de poèmes, ceux où il chantait ses désespérances et ses profondes douleurs, et où il atteignit avec *Rolla* et les *Nuits* ses inspira-tions les plus sublimes. Les sanglots que la souffrance lui arracha sont parmi les plus poignants

que la poésie ait connus : ils retentiront à jamais. Mais cette nouvelle inspiration de son génie ne dura guère. Le poète avait commencé à chercher des consolations dans l'ivresse la plus brutale. A trente ans, il était mort pour la poésie; il se survécut dou-loureusement pendant de longues années.

Il avait écrit, chemin faisant, en prose, des œu-vres de théâtre qui restent parmi ses plus beaux titres de gloire. Il ne les écrivait pas pour la scène; les deux tentatives qu'il y avait faites n'avaient pas été comprises du public et avaient piteusement échoué. Un voyage en Italie lui avait inspiré un drame d'une puissance shakespearienne et, chose bizarre chez Musset, d'un sentiment passionnément républicain, *Lorenzaccio*, tiré de l'histoire de la Flo-rence des Médicis et des derniers jours de ses libertés populaires. Mais ses œuvres les plus originales, qu'il intitulait *Comédies* malgré leur caractère souvent tra-gique, sont de petits drames d'amour, encadrés dans un monde de fantaisie poétique, à la façon des co-médies de Shakespeare : *Fantasio*, le *Chandelier*, les *Caprices de Marianne*, *On ne badine pas avec l'amour*, restent des chefs-d'œuvre, d'une conception toute personnelle. Puis vint une série de comédies placées dans les salons du grand monde moderne,



Alfred de Vigny.
(Bibliothèque nationale.)

qui sont des modèles inimitables. On n'a point retrouvé le secret de faire voler sur des lèvres aristocratiques des causeries si légères, si élégantes, d'un esprit si brillant et si affiné autour de sentiments si délicatement nuancés.

Théophile Gautier était un disciple fervent de Victor Hugo. Mais c'est une figure littéraire bien originale. On l'a accusé de manquer de sentiments et de conceptions puissantes; ses premières œuvres pourtant montrent que ce reproche est injuste. Mais, soit par désenchantement, soit par une sorte de répugnance singulière à mettre à nu le fond de son âme, il en vint assez vite à se draper dans une sorte d'impassibilité et à affecter une indifférence absolue pour tout ce qui n'était pas l'art pur, pour se vouer exclusivement au caractère dominant de son talent magis-tral. Il avait d'abord songé à se faire peintre; il avait passé par l'atelier. Mais il avait vu bien vite qu'il se trompait de route; sa destinée était bien d'être peintre, mais non avec le pinceau et la palette en main. C'est avec les mots, les rythmes, avec la prose qu'il devait égaler les maîtres de la peinture. Nul ne connut mieux la langue française et n'en posséda mieux les ressources. Mais une vocation impérieuse le poussait à s'en servir pour dessiner des contours et leur donner des couleurs précises comme l'artiste devant son chevalet. Ses poèmes, ses romans sont des



Fête de la Rotonde
Fête de la Rotonde

suites de tableaux ou plutôt des façons de tableaux continus, se transformant à mesure que l'action marche, toujours aussi précis, aussi vigoureux de ton. A la fin, cette préoccupation constante d'évoquer aux yeux du lecteur avec une entière netteté le profil, le costume des personnages, le mobilier ou le paysage qui les entoure, a fini par absorber entièrement le poète. Les pensées saisissantes, les rêves de ses premières œuvres, l'esprit si gaulois qui y fait éclater sa joie, disparaurent devant ce parti pris de description ininterrompue. Il a fait la haute valeur de ses impressions de voyage; son *Tra los Montes*, consacré à l'Espagne, fut le premier où un écrivain chercha à faire voir à son lecteur les pays traversés par lui, comme si celui-ci les avait sous les yeux; les autres voyages de Gautier à Venise, à Constantinople, en Russie sont aussi restés des modèles. En même temps, il faisait œuvre de critique, et de critique singulièrement militant, dans les comptes rendus de théâtres et de salons que publiait le journal *La Presse*. Romantique intraitable, il y combattait, la plume en main, avec une fougueuse passion, pour la cause de l'art moderne pourchassé par l'école académique, et il contribua puissamment à la victoire.

Rien de plus différent qu'un autre disciple, ou plutôt un autre ami intime de Victor Hugo, Sainte-Beuve. Celui-ci débuta par des recueils de vers d'un sentiment maladif, amèrement mélancolique et subtilement affiné. Son style aimait les nuances effacées, les analyses infiniment minutieuses de sensations tristes et fugitives. Un curieux roman intitulé *Volupté* reflétait le même état d'esprit troublé, inquiet et compliqué. Ce n'était pas dans les œuvres de cette nature que Sainte-Beuve devait révéler sa véritable valeur. Sa vocation était dans la critique, et c'est en appliquant aux grands écrivains de tous les temps, par un travail ininterrompu de bénédictin laïque, son ingéniosité pénétrante, sa curiosité infatigable à scruter les âmes des hommes illustres, qu'il devait écrire page par page, en études isolées, mais toutes imprégnées du même esprit, l'histoire littéraire que forme la série de ses fameux *Lundis*.

A tous ces poètes, ajoutez Barbier, l'auteur des *Iambes*, dont j'ai rappelé la courte mais magnifique inspiration; et le chantre de la Bretagne, de ses rochers, de ses chênes, Brizeux, et la liste sera à peu près complète. Est-ce parmi les poètes qu'il faut ranger un esprit charmant, Gérard de Nerval? Gautier, son ami, le comparait à ces hirondelles aux ailes toujours ouvertes, aux pattes presque atrophiées, qui volent sans cesse et ne se posent nulle part. Le fait est que Gérard de Nerval semblait vivre dans un rêve continu, que ses œuvres ont le caractère d'un songe et qu'il paraissait toucher à peine la terre. Étrange destinée que celle de cet homme qui tout jeune, pour la traduction de *Faust*, recevait les encouragements du grand Goethe, qui, plus tard, vit l'Égypte et la Palestine qu'il a décrites dans de fort belles pages, et dont on devait trouver un jour le cadavre pendu à un réverbère d'une ruelle immonde, voisine de l'Hôtel de Ville, sans qu'on n'ait jamais pu éclaircir le mystère de sa mort.

En parlant des poètes du romantisme, j'ai déjà eu à mentionner les œuvres théâtrales les plus remarquables. Il faudrait y joindre celles d'Alexandre Dumas. On a vu qu'il avait donné le premier drame romantique. Nul, dans l'école de 1830, n'avait comme lui le don d'adapter une action à l'optique de la scène et ne sut du premier coup le métier d'homme de théâtre. Mais la valeur des œuvres qu'il y donna n'était pas suffisante pour les faire vivre. Deux, surtout, firent un effet prodigieux : un sombre drame d'amour, *Antony*, dont le héros, un de ces désespérés



Sainte-Beuve.
(Bibliothèque nationale.)

byroniens alors à la mode, tue d'un coup de couteau la femme qu'il adore. L'émotion fut si délirante, à la première, que Dumas eut peine à s'arracher, ses vêtements en lambeaux, des mains de la foule enthousiaste qui se ruait sur lui pour l'acclamer. C'était l'effet des passions et des goûts du temps. *Antony* n'émeut plus guère personne. Dans un autre genre, la *Tour de Nesle* peut passer pour un modèle du gros mélodrame de 1830 avec son Moyen Âge de convention, ses personnages sans vie réelle, son style factice et ronflant et ses péripéties qui ne laissaient pas à l'émotion haletante le temps de respirer. Elle eut un succès prodigieux; mais elle reste une œuvre un peu vulgaire et tout à fait démodée. Les gros drames, du même style et d'une intrigue encore plus encombrée, d'une complication encore plus inextricable, étaient alors en vogue. L'écrivain qui prit au théâtre, dans cette période, une situation prépondérante, n'appartient pas à l'histoire du romantisme; il appartient à peine à la littérature. C'est Eugène Scribe. Si l'art dramatique était un métier, ce serait un maître du genre. Nul n'eut sa facilité et son habileté d'agencement théâtral; et, durant de longues années, il accapara

toutes les scènes de l'Europe avec ses productions hâtives, adroitement construites, suffisamment amusantes, mais d'une constante médiocrité d'idées et de style.

En réalité, et malgré la passion que mit le romantisme à planter son drapeau sur la scène, comme si c'était la position littéraire qu'il importait le plus de conquérir, il ne reste de son œuvre théâtrale que les drames de Hugo et les comédies d'Alfred de Musset. C'est que le théâtre, la forme la mieux adaptée aux époques où la vie de salon a une importance prépondérante et où le dialogue est l'expression naturelle de la pensée, convenait moins à une école qui cherchait surtout à traduire des sentiments intimes, même des rêves, et qui donnait aux descriptions de la nature une place considérable. A une telle école, le roman offrait beaucoup plus de ressources; c'est donc dans le roman, autant et plus encore que dans la poésie lyrique, que l'école de 1830 devait produire ses chefs-d'œuvre.

Le rôle d'initiateur revient à un homme qui ne fut que médiocrement apprécié de ses contemporains.

Stendhal appartenait à une génération antérieure à celle de 1830; ancien fonctionnaire de l'Empire, il avait semblé pressentir le romantisme, dans ses essais de critique fort paradoxale, avant même que celui-ci ait pris une forme précise. Ses deux romans, la *Chartreuse de Parme* et *Le Rouge et le Noir* qu'il écrivit quand il n'était déjà plus jeune, sont des chefs-d'œuvre par leurs fortes qualités d'analyse psychologique et les tableaux qu'il présente de la société dans les petites cours d'Italie et en France, à l'époque de la Restauration.

Si Stendhal fut le précurseur du roman moderne, on peut dire que Balzac en fut le créateur. Ce génie fougueux et laborieux, toujours au travail, toujours harcelé par son fécond labeur de prodigieux enfantement, a donné l'existence à tout un monde d'êtres ardents, aussi vivants que la réalité et dont, à le lire, on voit palpiter la chair et briller le regard. Dans sa colossale *Comédie humaine*, énorme comme une épopée, grouillante et tumultueuse comme la foule des humains, toute la société du temps revit avec son grand monde, ses ambitieux, ses journalistes, ses courtisanes, ses paysans, ses millionnaires, ses pauvres, jusqu'à ses forçats, car ces derniers y figurent comme les plus orgueilleux. Mais, à la différence de certains de ses successeurs, Balzac n'est pas un pur réaliste, peignant les figures les plus triviales avec leur tranquille trivialité. Il fait passer, dans ses créations, quelque chose du feu qui le dévore. Le monde qu'il peint s'agite dans un



Stendhal.

paroxysme de passion et d'activité tourmentée. Le malheur, c'est que, chez lui, la forme n'est pas toujours à la hauteur des conceptions; chose rare, chez les maîtres de 1830, le style lui manque souvent.

Son rival, en son temps, a été une femme, celle qui signait George Sand. Celle-là était écrivain de naissance. Son style est facile, coulant de source, sans relief et sans couleurs vives, mais merveilleusement expressif, d'une belle harmonie et d'un charme singulier. George Sand avait surtout subi l'influence de Rousseau, mais autant son maître était laborieux et condensé, autant elle avait, la plume en main, d'abondance, de spontanéité et d'aisance. C'est surtout par le sentiment qu'elle s'emparait de son lecteur. Elle aimait à plaider des thèses et à mêler à ses récits des propagandes pour une doctrine. Ses premiers romans attaquaient fort le mariage dont elle estimait avoir eu à se plaindre; plus tard, elle écrivit des romans socialistes, et, à la fin, des romans anticléricaux. Elle sentait profondément la nature, et les paysages dans lesquels elle plaçait ses héros sont de premier ordre. Parmi ses œuvres qui furent les plus remarquables, il faut citer celle où elle mettait en scène le couple des campagnes au milieu duquel elle passait une grande partie de sa vie. Ses paysans, un peu trop sentimentaux pour être tout à fait ressemblants, gardent pourtant un caractère assez rustique pour donner une impression de vérité. Un voyage en Italie l'inspira admirablement; nul n'a mieux rendu la prodigieuse Venise du dix-huitième siècle qu'elle ne l'a fait dans son *Consuelo*. Mais ce sont surtout les campagnes du Berry où elle a vécu qu'elle s'est plu à peindre. *Mauprat*, où elle a décrit la veille de la Révolution dans un pays encore fort primitif, et la sauvage noblesse rurale de sa province, est peut-être son chef-d'œuvre.



• Balzac.

Caricature contemporaine.

Sans renoncer au théâtre, Dumas s'était fait romancier. Il était venu à sa véritable vocation qui était de raconter : raconter les aventures fantastiques que sa féconde imagination enfantait sans relâche et sans effort, raconter l'histoire du Moyen Age, de la Ligue, du dix-septième siècle, de la Révolution, non sans y mettre beaucoup du sien, raconter les voyages où son humeur vagabonde l'entraînait, du détroit de Gibraltar à la mer Caspienne, et même les voyages que d'autres avaient faits à sa place; raconter, dans ses interminables mémoires, sa propre vie, celle des autres; raconter, raconter toujours, au galop infatigable de sa plume. L'étude de la nature humaine n'entre pour rien dans ses romans contemporains; l'histoire entre pour peu de chose dans ses romans historiques; c'est tout au plus s'il semble avoir vu les pays qu'il a traversés, et qui lui servent de prétexte à des récits sans fin. Mais il y avait dans ce joyeux mulâtre prodiguant son existence, prodiguant ses œuvres, prodiguant à pleines mains les sommes énormes qu'elles lui ont values, une prodigieuse surabondance de vitalité qui se répandait sans cesse en récits extraordinaires à l'allure rapide, aux personnages remuants, aux

péripéties haletantes. Il est de mode, aujourd'hui, d'afficher un dédain transcendant pour l'œuvre de Dumas. C'est quelque peu injuste. La conception de tel de ses romans comme *Monte-Cristo*, est d'une puissance de pathétique extraordinaire. Dans tous, la vie déborde, les aventures se nouent aux aventures, les anecdotes se pressent, l'esprit étincelle, la fantaisie la plus exubérante fait foisonner ses folles végétations. Michelet, le génie le plus opposé au talent étourdissant de Dumas, lui a écrit une fois : « Vous êtes une des forces de la nature. » Il a amusé et fait frissonner le monde entier. *Monte-Cristo* et les *Trois Mousquetaires* ont passionné le public, depuis le Caucase jusqu'aux rivages du fleuve des Amazones. Encore aujourd'hui, c'est l'écrivain le plus lu par les foules; un demi-siècle n'a pas détruit le charme.

Un autre romancier, un peu dans le même genre qu'Alexandre Dumas, eut, vers la fin du



George Sand.
D'après Calamatta.

règne de Louis-Philippe, des succès au moins égaux aux siens. C'est Eugène Sue dont les romans avaient, en outre, des tendances socialistes bien marquées. Les *Mystères de Paris* et le *Fuif errant*, publiés en feuilleton, ont tenu le public passionnément suspendu à leurs rapides et dramatiques péripéties. Mais l'étude de la nature humaine est peut-être plus étrangère encore à ces suites d'aventures captivantes en dehors de toute vraisemblance qu'aux œuvres de Dumas dont elles n'ont pas le caractère de vie forte et large.

Passer de Dumas à Mérimée, c'est passer d'un extrême à l'autre. Il a fallu la force enivrante, le souffle qui passait sur les têtes à l'époque du romantisme, pour inspirer à ce sceptique, professant pour toutes choses une profonde indifférence, les quelques œuvres qu'il a données. De courts romans, quelques nouvelles où se cache le plus souvent, à moitié, une ironie railleuse pour tous les mouvements du cœur : voilà tout ce qu'il a produit. Mais ces petites œuvres sont des œuvres achevées, limées à loisir, où l'on admire une science incomparable du récit, dont les plus petits

détails sont médités, pour donner à l'effet produit toute son intensité. Les milieux où l'auteur place la scène ont été étudiés à fond et sont merveilleusement rendus : que ce soit l'époque de la Ligue dans la *Chronique de Charles IX*, l'Andalousie dans *Carmen*, ou la Corse dans *Colomba*.

On a déjà vu, sous la Restauration, les premiers grands historiens du temps qui se soient révélés. Ils continuaient leur œuvre. Deux d'entre eux étaient fort distraits par la politique et par l'exercice du pouvoir : Guizot et Thiers. Guizot n'en continuait pas moins ses publications historiques, et Thiers commençait, comme suite à la Révolution, son œuvre volumineuse du Consulat et de l'Empire. Mignet avait refusé de se mêler à la lutte des partis. Il écrivait des études très remarquables par leur consciencieuse élaboration et leur esprit judicieux.

Augustin Thierry avait une plus haute valeur. Ce malheureux grand esprit expiait cruellement ses fouilles acharnées dans les manuscrits du Moyen Age; il devenait aveugle. Ce qui ne

l'empêchait pas de donner des œuvres admirables. Ses *Récits des Temps mérovingiens*, attachants et colorés comme un roman, rendent avec une exactitude irréprochable et un charme singulier la vie des temps barbares auxquels ils sont consacrés. Ses travaux sur les luttes communales du Moyen Age n'offrent pas un intérêt moindre.

Mais c'était Michelet qui devait être le grand historien de l'époque romantique; je puis ajouter, le grand historien français. Il ne se bornait pas à étudier et à raconter les événements des siècles passés; il les revivait. L'histoire, disait-il, doit être une résurrection. Et c'est ainsi qu'il l'a écrite.

C'était une figure étrange que celle de ce petit homme maladif, physiquement maladroit, blanc avant l'âge, d'une incroyable sensibilité nerveuse, cachant mal sous son ton doctoral, jusque dans sa glorieuse vieillesse, une incurable timidité, brûlant, dans la monotone régularité de son labeur quotidien, d'une flamme inextinguible. Jusqu'à son dernier jour, il a fui le monde, les salons, la politique où l'appelaient sa popularité et ses convictions ardentes, pour vivre enfermé dans son œuvre historique comme dans une cellule. Cellule d'un magicien blanchi dans l'étude des ses grimoires, évoquant, ressuscitant les fantômes des générations disparues, revivant leurs passions, souffrant leurs souffrances. Il sortait harassé et pantelant du labeur au prix duquel il avait raconté telle des époques les plus tragiques de nos annales, comme si son cœur saignait réellement des plaies vives de toutes leurs douleurs. On eût cru que les morts avec lesquels il vivait lui disaient leurs secrets les mieux cachés, tant il a, pour révéler les dessous des événements et des hommes, des divinations de voyant. D'ailleurs, irrégulier, suivant les caprices impérieux de son inspiration, laissant dans l'ombre nue partie des événements, inondant l'autre d'une lumière aveuglante; tantôt pénétrant avec une lucidité singulière l'instinct confus des foules, l'âme collective d'une époque, tantôt peignant tel personnage historique avec un trait si puissant et des nuances si éclatantes qu'il fait penser à ces chefs-d'œuvre où Rembrandt fait surgir, d'un empâtement heurté de couleurs, une figure humaine avec la lumière de ses yeux, le souffle de ses lèvres et le sang qui court sous l'épiderme. Ajoutez qu'il a aimé passionnément la France, la cause des peuples, celle de la libre pensée.



Alexandre Dumas.
Caricature contemporaine.

Le nom de Michelet ne se sépare pas de celui de Quinet. Une amitié, je pourrais dire une véritable fraternité intellectuelle, unissait ces deux grands esprits. Ce que l'un faisait pour l'histoire de France, l'autre le faisait notamment pour le Moyen Age italien. Mais quelle différence entre leurs œuvres! Autant Michelet a le secret de jeter sur ce qu'il veut montrer des traits de lumière éblouissants, autant flotte, dans les œuvres de Quinet, une sorte de brume qui noie et enveloppe les idées et les choses. Quinet n'en reste pas moins un grand écrivain, poète dans ses œuvres de prose plus peut-être que dans ses vers, éminent par l'élévation et la profondeur de la pensée. La démocratie, à laquelle il était passionnément dévoué, eut en lui une de ses gloires les plus pures.

Tandis que ces grands écrivains donnaient à la France une de ses plus éclatantes floraisons littéraires, son école de peinture s'élevait, pour la première fois, à la hauteur des plus illustres. Eugène Delacroix est probablement le plus grand peintre qu'ait eu la France; le seul dont on puisse comparer l'œuvre à celle des maîtres d'Italie, de Flandre et d'Espagne. Coloriste incomparable, il apparaît comme le dernier héritier des Titien, des Véronèse et des Rubens; mais

c'est un héritier bien moderne, un homme du dix-neuvième siècle; il n'a plus ni la splendeur sercine des Vénitiens ni la fougue éclatante du maître d'Anvers, et jusque dans les harmonies merveilleuses qu'il trouve sur sa palette, les colorations étranges, chantant en quelque sorte, en mode mineur, semblent nuancées par le trouble moral d'où naissent les mélancolies de l'homme contemporain. Comme tous les grands coloristes, c'est aussi un grand dessinateur, merveilleux pour rendre le mouvement, mais incorrect et parfois volontairement incorrect, pour asservir la forme à l'idée ou à l'effet. Nul ne fut plus savant dans le maniement du pinceau, et pourtant il reste inégal. C'est que ce génie inquiet et toujours fiévreux, hanté de rêves magnifiques, dans ses efforts pour traduire une conception, une émotion plus puissante encore que la puissante main du peintre, ressemble, quand il se débat avec l'inspiration qui le domine, à ce Jacob qu'il a peint, à Saint-Sulpice, ployant entre les bras surhumains de l'ange ailé avec lequel il lutte. Chez lui, tout doit se sacrifier au drame ou à la pensée.



Augustin Thierry.
(Bibliothèque Nationale.)

Il fut, comme les grands hommes du romantisme, et peut-être plus encore, furieusement nié, insulté par ses adversaires. Les combats artistiques étaient féroces à cette époque. Les classiques disaient qu'il peignait « avec un balai ivre ». Il leur fallut trouver un maître à lui opposer. Ils choisirent Ingres, qui n'était déjà plus jeune, mais qu'ils avaient d'abord méconnu. C'était un pur classique, celui-là, mais d'une personnalité fortement accentuée et d'un caractère fort absolu : et l'école dégénérée de David l'avait d'abord trouvé un peu hérétique. Il fallut revenir à lui pour donner un chef à l'armée qui combattait l'armée romantique. Ingres était plutôt un dessinateur qu'un peintre, bien que, dans le portrait surtout, il ait donné des œuvres d'une admirable vigueur, d'une étonnante solidité de peinture. Mais il excelle surtout à arrêter les contours d'une figure avec une impeccable pureté de lignes. Les belles allégories de l'Iliade et de l'Odyssée, dans son *Apothéose d'Homère*, la Vierge dans son *Vœu de Louis XIII*, sa *Source*, œuvre de sa vieillesse, sont à cet égard des merveilles. J'ai déjà dit que ses portraits étaient admirables. Celui de Bertin, le directeur des *Débats*, reste comme la figure à la fois vivante et symbolique de la bourgeoisie de 1830. Ses portraits au crayon, avec leurs lignes un peu sèches, mais d'un style magistral, sont de véritables chefs-d'œuvre.

Delacroix et Ingres furent les deux maîtres du temps pour ce qu'on appelle la grande peinture. Dans l'école romantique, Eugène Delacroix et Boulanger avaient trompé les espérances que leur début avait fait concevoir. Ary Scheffer, Hollandais de naissance, semblait flotter entre les deux écoles et osciller entre les velléités d'art moderne et des retours au classique pur. Ce fut un artiste intéressant, ce ne fut pas un grand peintre. Delaroche traitait des sujets romantiques dans un style d'une banalité académique, à peu près comme Casimir Delavigne dans la poésie dramatique. Il donna pourtant une belle œuvre : son *Hémicycle de l'École des Beaux-Arts*. C'était le grand homme du public bourgeois et la bête noire des fanatiques du romantisme. On ne peut pas dire qu'Horace Vernet eût rien de classique, car ses œuvres ne relèvent d'aucun style. Une prodigieuse facilité de dessin et de peinture poussée jusqu'à l'incontinence, lui a permis d'improviser au galop du pinceau un nombre considérable d'énormes tableaux, surtout militaires, d'une invention inépuisable, d'une verve amusante, mais sans sérieuse valeur artistique.

C'est dans le paysage que l'école romantique devait se montrer incomparable. La peinture

n'est arrivée que tard à essayer de rendre la poésie des campagnes, des forêts et de la mer. La glorieuse École hollandaise avait eu à cet égard un rôle d'initiation, et ses grands paysagistes sont longtemps restés sans rivaux. On peut dire qu'ils ont été égalés par nos paysagistes de 1830. Ils avaient trouvé, à quinze lieues de Paris, à la forêt de Fontainebleau, des futaies séculaires, mêlées à de beaux rochers. Un misérable village, sur les lisières de la forêt, devint leur centre préféré avec son auberge de rouliers. De là, le nom d'« École de Barbizon », donné à tout un groupe de peintres illustres dont les musées du monde entier se disputent les œuvres.

Deux maîtres, surtout, dominant notre école de paysage : Théodore Rousseau a la vigueur et la facture serrée des maîtres hollandais, tels que Ruysdaël et Hobbema; mais avec un accent plus moderne. Corot, hanté d'un rêve de poésie virgilienne, a mis longtemps à dégager sa personnalité. Ce n'est qu'après des années d'essais où sa pensée se révélait déjà, mais imparfaitement traduite, qu'il est devenu le magicien fixant sur la toile, en touches légères et sommaires, la limpide profondeur du ciel matinal, la palpitation des branchages et des frondaisons, le frisson de la lumière sur les eaux, et qu'il a su y mêler ces danses de nymphes, ces figures d'églogue, jetées avec un art si exquis, qu'elles semblent sortir de l'harmonie limpide des feuillages, des prairies et des horizons. On a déjà vu, dans Paul Huet, l'initiateur du paysage romantique; il continuait à donner de très belles œuvres dont la plus célèbre est la dramatique *Inondation de Saint-Cloud*. Cabat, qui avait été aussi parmi les premiers en date, se rapprochait bientôt du paysage classique. Jules Dupré donnait de très beaux paysages, d'une peinture chaude, large et solide. Diaz, dans de petits tableaux, traités sommairement, presque en ébauche, mais d'un coloris charmant, peignait tantôt des dessous de bois transparents et criblés de soleil à travers les feuillées, tantôt de jolis groupes, on pourrait dire des bouquets de femmes, aux draperies de nuances vives.

D'autres étaient allés découvrir les paysages orientaux. Marilhat révélait au public parisien le soleil éclatant et les grands aspects de l'Égypte. Decamps, qui avait étudié l'Asie Mineure, est un des quatre ou cinq grands peintres de l'école de 1830. Il rendait de façon magistrale les silhouettes pittoresques des gens et des costumes d'Orient. Mais il n'était pas condamné à



La Source.

(Photo Braun.)

Tableau d'Ingres.

s'enfermer dans un genre unique. Il reste un artiste merveilleux, soit quand, à l'instar de Chardin, il s'amuse à peindre des singes, soit quand il reproduit les aspects de nos forêts et de nos campagnes.

Dans cette admirable école de 1830, les caricaturistes eux-mêmes étaient de grands artistes, surtout Daumier. Ses dessins du *Charivari*, improvisés au jour le jour, dans la production hâtant du journalisme, restent de véritables chefs-d'œuvre; et, dans son coup de crayon, d'une incroyable force comique, on peut presque dire que l'ampleur du contour et la puissance de l'accent trahissent comme un descendant lointain de Michel-Ange. Ses gueux, ses coquins, ses saltimbanques ont des tournures superbement canailles. Mais le dessinateur est en même temps un satirique : il poursuit de son rire mordant la bourgeoisie devenue souveraine; il fait grimacer impitoyablement les silhouettes de ses grands hommes. Les compositions où il grave les l'âpreté ven romain. Il répressions les vices du les misères



Rossini.

Dessin du *Charivari*.

profils burlesques, les difformités de la Cour des Pairs, rappellent geresse des vers où Juvénal décrivait le Sénat asservi de l'Empire sait se faire profondément pathétique pour montrer les cadavres des royales. Rien de plus différent de Daumier que Gavarni, crayonnant monde moderne, surtout du monde des plaisirs; excellent à rendre secrètes de la débauche; talent délicat et févreux, où une mélancolie amère se cache sous le rire. Le dessinateur, chez lui, se double d'un homme d'esprit merveilleux et d'un esprit tout nouveau, tout moderne, laissant voir, sous la pointe de ses traits étincelants, une cruelle philosophie de la vie humaine. Les légendes qu'il écrit au-dessous de ses dessins, ont ouvert, on peut le dire, un genre nouveau à l'esprit français.

La sculpture prêtait moins que la peinture au génie du romantisme; et les tentatives pour plier le plâtre, le marbre ou le bronze aux inspirations de l'école nouvelle n'ont eu qu'un succès médiocre. De tous les sculpteurs tout à fait romantiques, le plus intéressant est Auguste Préault, talent inégal, grand par l'idée, grand par l'effort, moindre par la réalisation. Le grand sculpteur du temps, David d'Angers, est l'ami des romantiques, mais son art reste classique; et l'on ne retrouve guère, chez lui, l'accent bien moderne de l'école nouvelle que dans les médaillons où il a reproduit les profils de ses amis, les maîtres de la littérature et de l'art de 1830. Pradier, qui a sculpté des figures gra-

cieuses, est lui un classique pur. Il y a une inspiration plus puissante et plus ardente dans Rude. Dans son magnifique groupe de l'Arc de Triomphe, la *Marseillaise*, avec sa figure de la République entraînant au combat, la bouche large ouverte et les ailes largement déployées, les héros de 1792 qui se ruent pêle-mêle aux victoires de la liberté, on sent passer impétueux et irrésistible le souffle embrasé de la France révolutionnaire. Mais Rude n'est pas, à proprement parler, un sculpteur romantique. Avec lui, le génie le plus original de la sculpture du temps fut condamné par la misère à se consacrer à peu près exclusivement à un genre spécial. Barye a su apporter des qualités étonnantes de grandeur et de style, en même temps que de vérité, dans la reproduction des animaux, et surtout des grands félins. Nul, avant lui, n'avait su traduire la majesté imposante du lion, la souple et féroce énergie du tigre.

Ainsi le romantisme eut à peine une sculpture à lui. Il n'eut pas du tout d'architecture, et l'on peut dire que, là, toute son œuvre se borna à étudier profondément l'art du Moyen Age et à reconstituer, avec une science minutieuse, les cathédrales, les églises, les châteaux que

les siècles anciens nous ont laissés, et que les siècles suivants avaient, ou défigurés, ou laissés tomber en ruines.

La musique, elle, se prêtait admirablement au génie de l'école nouvelle. Mais c'était alors un art italien et surtout allemand. Mozart, Beethoven, Weber avaient renouvelé la musique moderne et donné à l'âme de l'orchestre une puissance de poésie prodigieuse. Notre école française du premier Empire, gracieuse et facile, la seule à laquelle notre public fût habitué, la seule dont il comprît la langue, faisait bien piètre figure à côté de l'art colossal, aux profondeurs énormes, que l'Allemagne moderne venait de créer, et même à côté de l'art beaucoup plus superficiel, plus négligé, mais riche de chants séduisants ou pathétiques qui venait de se manifester dans la nouvelle manière italienne. De là ce fait singulier qu'un certain nombre de musiciens qui appartiennent au mouvement du romantisme français ont été des étrangers. Rossini s'est fait Parisien, dans la seconde partie de sa vie, et son *Guillaume Tell*, si différent comme genre de ses œuvres antérieures, est, à beaucoup d'égards, un opéra français écrit par un musicien italien. Cela est encore plus vrai de l'Allemand Meyerbeer : lui aussi est devenu un Parisien, et



Beethoven.
Par B. Iestieri.

(Photo Fiorillo.)

l'est resté jusqu'à sa mort. Ses grands opéras, écrits chez nous pour notre grande scène musicale, appartiennent absolument à notre romantisme par leur inspiration, soit que, dans *Robert le Diable*, il évoque notre Moyen Age fantastique, soit que, dans les *Huguenots*, il traduise le drame poignant de notre Saint-Barthélemy. Les scènes sataniques de *Robert* sont d'un accent saisissant, et les *Huguenots* restent un grand chef-d'œuvre que devaient suivre, plus tard, d'autres chefs-d'œuvre égaux : le *Prophète* et l'*Africaine*.

Deux pianistes, l'un Polonais, l'autre Hongrois, qui n'étaient pas seulement des exécutants incomparables, qui étaient aussi des créateurs géniaux, Chopin et Liszt, s'étaient aussi faits Parisiens. Amis de George Sand, de Dumas, des maîtres romantiques, ils appartiennent aussi par leur vie, par leurs relations, par leurs inspirations, à notre école de 1830 : et l'on sait si leur œuvre fut admirable, surtout celle de Chopin. Nul n'a fait chanter la douleur sur les touches du piano avec un accent plus poignant.

La plupart des musiciens français de naissance étaient d'une espèce plus banale. Le plus fécond, Auber, obtenait une suite continue de succès avec l'abondance de ses mélodies chantantes et vulgaires, moins vulgaires encore que celles de son rival, Adam. Dans leur genre, celui de l'Opéra-Comique, Hérold se révélait par un art, facile aussi, mais beaucoup plus relevé : charmant dans le *Pré au Clerc*, plus puissant dans *Zampa*. Félicien David, revenant d'Égypte, peignait l'Orient avec des chants et des harmonies, comme d'autres romantiques avec le pinceau ;

et son *Désert* le plaçait du premier coup au rang des maîtres. Mais le musicien romantique par excellence, le plus grand que la France ait produit, celui qui tient, dans la musique, la place que Delacroix tient dans la peinture, et que l'on peut comparer aux grands maîtres de l'étranger, est Hector Berlioz; génie tourmenté, malheureux, formé à l'école de Gluck et de Beethoven, mais d'une personnalité absolument originale; soit que, dans sa *Symphonie fantastique*, il donne aux douleurs d'un amour malheureux une expression déchirante, mêlée aux sombres terreurs d'un cauchemar hanté des visions les plus macabres; soit que, dans la *Damnation de Faust*, il évoque tantôt les rondes confuses et gracieuses des sylphes, tantôt la formidable chevauchée de la course à l'abîme à travers les épouvantements d'une nuit de sabbat. Wagner, encore inconnu, l'admirait profondément, et subit son influence. Berlioz eut la cruelle destinée de n'être que très imparfaitement compris de son vivant et c'est longtemps après sa mort qu'on reconnut en lui un des plus admirables musiciens qui aient jamais vécu.

Des générations ardentes et vibrantes encourageaient toutes les audaces du romantisme. Michelet, pourtant si solitaire dans son travail d'historien, Michelet, vieux et illustre, me parlait avec une émotion encore profonde des saintes et nobles ivresses de cette grande époque; et Gautier, écrivant les souvenirs de sa jeunesse romantique, demandait pour quel péché les hommes de son temps avaient perdu leur paradis terrestre.

IV. — Progrès scientifiques et techniques. — Questions économiques et sociales.

Le romantisme avait délibérément voulu rompre avec la forme et la pensée classiques, quoique, à vrai dire, la rupture ait été beaucoup moins nette que ne le croyaient ses écrivains et ses artistes. Les savants au contraire, dans la période de 1815 à 1848, ont pleinement suivi, au moins en France, les traditions de la science grecque, retrouvées à la Renaissance et magnifiquement développées aux dix-septième et dix-huitième siècles. Le lourd héritage des connaissances et le manque de rajeunissement des méthodes pouvaient devenir une cause de paralysie, et en effet une certaine torpeur se manifesta en France, à la génération suivante, dans le domaine des mathématiques pures. Mais, pendant la période qui nous occupe, le nombre et la grande valeur des savants parèrent au danger. La plupart de ces savants étaient nés aux environs de la période révolutionnaire et ils avaient senti passer sur eux le grand souffle de rénovation qui avait animé le travail scientifique aussi bien que le travail politique et social.

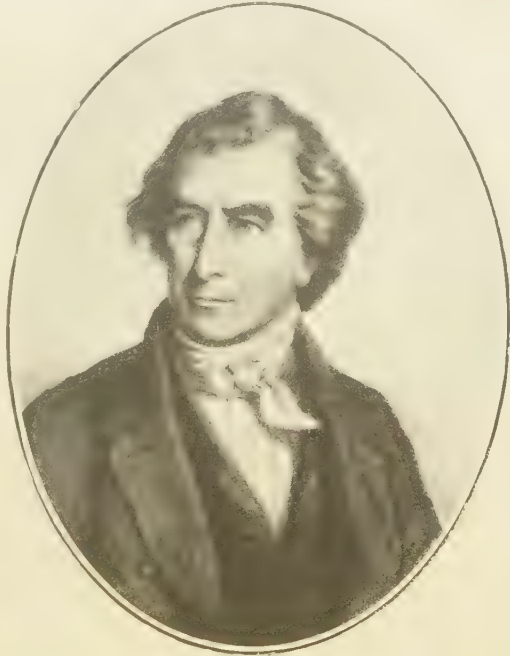
Les mathématiciens continuèrent l'œuvre des Legendre, des Lagrange, des Monge, des Laplace. Fourier, mort en 1830, produisait encore des œuvres remarquables, quoiqu'il appartint plutôt à la génération précédente; mais Ampère, Cauchy, étaient en pleine période d'activité. Poncelet, Poinso, Michel Chasles étaient, à beaucoup d'égards, des novateurs. Ce qui a caractérisé alors les efforts des mathématiciens, c'est qu'ils se sont de plus en plus préoccupés du calcul intégral et de l'étude des fonctions; cela allait d'ailleurs de pair avec les progrès de la physique, que les anciennes méthodes de calcul, trop simples et trop mal adaptées à la complexité des phénomènes concrets, ne pouvaient plus servir avec assez de souplesse.

Le grand nom qui domine en astronomie est celui de François Arago. Après avoir débuté par la mesure d'un arc de méridien, travail accompli au milieu des aventures fantastiques et périlleuses où le jeta la guerre entre l'Espagne et Napoléon, il devint le véritable chef de l'école astronomique française. D'une activité extraordinaire, que n'arrêta même pas la cécité dont il fut frappé longtemps avant sa mort, il porta ses investigations dans une foule de directions, mathématiques pures, optique, astronomie, électro-magnétisme, et trouva encore le temps de prendre une part intense à tous les mouvements de libération politique. — Sa renommée comme astronome fut un moment presque éclipsée par celle d'un homme qui était loin d'avoir son envergure d'esprit, Le Verrier. Celui-ci, à la suite de savants calculs sur la planète Uranus, entrepris à l'instigation d'Arago, reprit l'hypothèse, déjà émise plusieurs fois, que les irrégularités de cette planète devaient tenir à l'existence d'une autre grosse planète plus éloignée du soleil. Il calcula la position que devait occuper cette planète à la fin de l'année 1846, et, effectivement, grâce à ses indications, Neptune fut découvert à la place indiquée. Le Verrier était surtout un

remarquable calculateur; mais il avait trouvé un monde nouveau, et la grandeur du résultat lui procura une gloire universelle.

La physique suivit aussi l'impulsion donnée par les chercheurs de l'époque révolutionnaire et impériale. Mais comme ses applications pratiques étaient souvent plus immédiates que celles des hautes mathématiques, les approximations assez larges des expériences, qui avaient suffi à une période de guerre où l'industrie devait produire sans s'arrêter aux conditions du plus bas prix de revient, ne pouvaient plus suffire aux exigences plus pressantes de la période de paix. La physique devint donc plus précise dans les expériences, plus rigoureuse dans les calculs et, par un effet automatique de ce qu'on pourrait appeler le déterminisme des recherches, plus hardie et plus large dans ses conceptions théoriques. En France, comme partout alors, les recherches se portèrent dans trois directions principales : l'optique, l'électro-magnétisme et la thermo-dynamique.

De toutes les branches de la physique, l'optique avait été la première, avec Descartes, à se plier rigoureusement aux lois mathématiques. Cependant, au point de vue de l'explication générale des phénomènes lumineux, on en restait à la théorie de l'émission, suivant laquelle les corps, en vertu d'un pouvoir mystérieux, d'une force occulte et toute métaphysique, auraient émis des particules qui seraient venues frapper les organes de nos sens. Incompatible avec certains faits d'interférences lumineuses, cette hypothèse fut ruinée par Fresnel, qui établit que la lumière est due à des mouvements vibratoires transmis par un milieu élastique, l'éther. C'était le premier pas vers la grande synthèse de l'unité des forces de la nature. — L'œuvre entière de Fresnel est d'ailleurs l'une de celles où se marque le mieux, dans le même esprit, l'alliance des plus hautes conceptions théoriques et du souci de leur utilisation immédiate : c'est Fresnel qui a inventé pour les phares les lanternes lenticulaires qui ont singu-



François Arago.

lièrement accru la portée de ces instruments tutélaires de la navigation. C'est à cette époque aussi que Niepce et Daguerre parvinrent à fixer sur des plaques métalliques les images fugitives de la chambre noire, inventant la photographie qui, après de lents progrès, devait devenir, longtemps après, mais presque tout d'un coup, un instrument merveilleux pour la science et l'industrie.

Un nom symbolise à lui seul, et pour de longues années, la science de l'électro-magnétisme : c'est celui d'Ampère. En 1820, accablé par une série de malheurs, incurablement triste, il semblait avoir terminé sa carrière scientifique. Un jour, à l'Académie des Sciences, Arago répéta l'expérience du Danois (Ersted montrant l'action d'un courant électrique sur l'aiguille aimantée. Huit jours après, Ampère présentait à l'Académie un mémoire où étaient contenus les principes de toutes les lois de l'électro-magnétisme, lois qu'il formula ensuite d'une façon qui est restée définitive. Les conséquences de ce puissant travail de synthèse furent immédiates : Arago construisit les électro-aimants et le premier galvanomètre, l'Anglais Faraday découvrit l'induction, l'Allemand Gauss établit le premier télégraphe électrique en 1833. Appliquant les lois d'Ampère aux piles à courant continu d'Antoine Becquerel, l'Allemand Jacobi, en 1837, inventa la galvanoplastie.

L'emploi de plus en plus étendu des machines à vapeur portait les esprits à rechercher le maximum d'utilisation de la puissance motrice du feu. Mais les recherches étaient entravées par l'idée toute gratuite qu'on se faisait de la nature du feu comme substance matérielle. C'est pourtant en admettant encore cette idée que Sadi Carnot, le fils aîné du conventionnel, formula le célèbre principe « que le feu ne peut produire un travail moteur que s'il y a chute de température ». Carnot mourut du choléra en 1832 et ses papiers ne furent publiés qu'en 1878. On y vit qu'il avait découvert les lois de la thermo-dynamique et que, renonçant à l'idée du feu substance, il ne l'avait plus considéré que comme une variété de mouvement, et que le travail moteur produit n'était qu'une transformation de la chaleur. Après lui, d'autres étaient arrivés à la même conclusion : l'Allemand Robert Mayer en étudiant la chaleur animale, l'Anglais Joule en faisant des expériences directes de frottement.

Ainsi l'hypothèse de Fresnel, les calculs de Carnot et ceux d'Ampère ramenaient la lumière, la chaleur, l'électricité, le magnétisme, à de simples modalités du mouvement. La synthèse de tous ces résultats fut opérée en 1847 par Helmholtz qui, appliquant à la nature entière le théorème de mécanique rationnelle que, dans un système, les variations des forces vives sont équivalentes au travail des forces, formula le grand principe de la physique moderne, la conservation de l'énergie.

Un problème d'une portée aussi considérable se posait alors aux chimistes, surtout aux deux plus grands, le Suisse Berzélius et le Français Dumas : les corps simples sont-ils formés par des substances différentes ou ne sont-ils que le résultat du groupement différent des atomes d'une matière unique? Les résultats des travaux de chimie exécutés pendant cette période ne permettaient pas encore même d'entrevoir la solution. L'activité scientifique des successeurs de Thénard et de Gay-Lussac, qui terminait alors sa belle carrière, toute de modestie et de désintéressement, fut cependant considérable et fructueuse. En chimie minérale ils ne firent que continuer l'œuvre de Lavoisier, de Fourcroy, de Berthollet. Balard découvrit le brome et eut surtout la gloire de contribuer à la forma-



Geoffroy Saint-Hilaire.
(Bibliothèque nationale.)

tion scientifique de Berthelot. Mais c'est alors que commencèrent les recherches de chimie organique, qui devaient par la suite aboutir à des résultats si remarquables. Pendant que Liebig se faisait l'initiateur des travaux qui devaient illustrer la chimie allemande, en France Chevreul découvrait la véritable composition des corps gras. Jean-Baptiste Dumas trouvait l'alcool méthylique et d'autres séries de corps qui, analogues entre eux par les caractères, lui suggéraient l'idée de les grouper en types, en fonctions chimiques, notion qui allait faciliter, dans la période suivante, les progrès de la chimie organique. Comme les physiciens, les chimistes se préoccupaient des applications pratiques de leurs découvertes : Chevreul créait l'industrie des bougies stéariques et, en 1829, Dumas et Péclet fondaient l'École centrale des Arts et Manufactures.

Les sciences naturelles ne faisaient que commencer à sortir de la période de simple observation et de classification. L'hypothèse transformiste, déjà énoncée au dix-huitième siècle par le Français Lamarck, était reprise par Étienne Geoffroy Saint-Hilaire. Mais l'influence de Cuvier était encore prépondérante et il se tailla un triomphe facile en relevant, devant un public prévenu en sa faveur, des erreurs de détail échappées à son adversaire. En botanique, Dutrochet découvrit le phénomène de l'osmose et put dès lors expliquer la montée de la sève autrement que par l'influence occulte d'une force vitale supposée. En géologie, Dufrénoy et Élie

de Beaumont, par l'établissement de la carte géologique de la France, préparèrent un remarquable instrument d'étude pour leurs successeurs. Mais les idées générales de l'Anglais Lyell sur l'évolution graduelle du globe due à des forces permanentes et toujours actuelles, se heurtèrent chez nous, comme le transformisme, à l'opposition des disciples de Cuvier, alliés aux défenseurs butés de la lettre des livres saints.

La physiologie compte alors en France un illustre représentant, Flourens, qui s'occupa des fonctions du système nerveux; il fut amené par là à étudier l'action des anesthésiques, et notamment du chloroforme, dont l'emploi allait révolutionner la chirurgie, alors que la médecine se traînait encore dans les vieilles voies routinières. Cependant un champ nouveau d'études s'ouvrait devant elle. Bichat avait mis en lumière la notion des différents tissus organiques et l'on était amené par là à étudier la cellule, l'unité fondamentale de tout corps vivant.

En résumé, si nous considérons l'ensemble du mouvement scientifique pendant la période qui va de 1815 à 1848, nous y constatons deux faits essentiels. Tout d'abord le rôle joué par les savants français est considérable, et si nous le mettons en regard de celui des autres pays, nous devons lui accorder une véritable primauté. Mais cette suprématie est menacée, surtout dans le domaine des mathématiques. Les mathématiciens étrangers abordent les nouveaux problèmes avec un esprit plus large, allégé des traditions classiques, et c'est à l'étranger, pour ne citer qu'un exemple, qu'est démontrée la possibilité d'une géométrie non fondée sur le postulat d'Euclide, cette honte des mathématiques, au dire de d'Alembert.

En second lieu, nous voyons se préparer dans les sciences le triomphe du positivisme. Auguste Comte, cerveau d'une puissance exceptionnelle, qui dévorait toutes les sciences, accumulait sous son vaste crâne un savoir encyclopédique, avait fait en 1826-1828 son *Cours de Philosophie positive* devant un public d'élite peu nombreux. Il n'eut d'abord que de rares adeptes conscients et, plus tard, le triomphe de ses idées fondamentales suscita des critiques passionnées dont quelques-unes n'étaient pas sans fondement. Mais il n'en synthétisa pas moins l'état d'esprit qui régna désormais chez les savants, même chez ceux qui ne se réclamaient pas du positivisme, et qui bannissait toute métaphysique de la science.

La science, nous l'avons déjà remarqué, des endant des hautes régions des connaissances pures et entrant dans le domaine indéfini des applications pratiques, commençait à centupler les forces de production, asservissait aux besoins et aux travaux de l'homme dans des proportions colossales les énergies toutes-puissantes que recèle la nature, et opérait dans l'industrie, dans la vie courante, dans le monde matériel tout entier, une révolution prodigieuse.

Celui qui le premier, voyant bouillir l'eau d'une marmite, eut l'idée de discipliner à un travail utile la puissance d'expansion des gaz qui s'en échappent, ne supposait assurément pas que son idée allait renouveler la face du monde. C'est vers le début du dix-neuvième siècle que l'Américain Fulton eut la pensée d'employer la vapeur pour mettre les navires en mouvement. Les grandes idées se répandaient lentement. Mais déjà, sous la Restauration, le bateau à vapeur était bien connu. Dès lors, la navigation avait en mer un moyen de s'affranchir des caprices du vent; et, sur les fleuves comme sur les lacs, le primitif bateau à roue faisait merveille.

C'est une vingtaine d'années plus tard que l'Anglais Stephenson imagina d'utiliser la vapeur pour les transports par terre en inventant la locomotive, en posant des rails sur les routes, et en créant les premiers chemins de fer. Celui-là préparait une révolution singulièrement plus vaste



Michel-Eugène Chevreul.
(Bibliothèque nationale.)

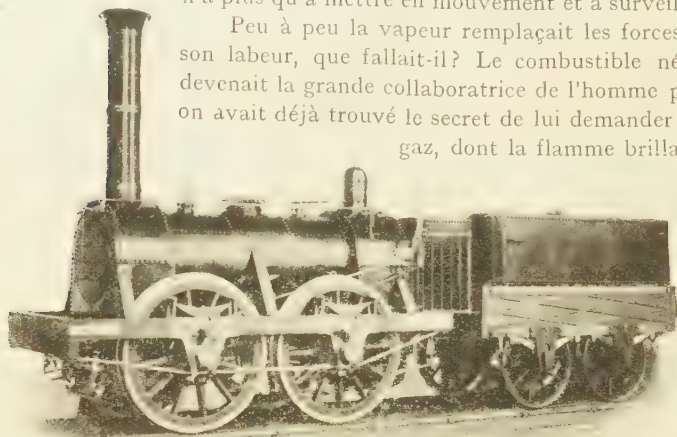
et plus profonde que Fulton. Non seulement des millions d'hommes étant transportés, en un jour, à des distances pour lesquelles il fallait jusque-là des semaines de voyage, les contacts sont devenus incessants entre les populations des régions les plus éloignées, des relations matérielles et morales plus étroites ont resserré les liens de la grande famille française, de la plus grande famille européenne; mais la circulation, infiniment plus active des produits agricoles et industriels de toute sorte, a accru dans des proportions énormes la vie économique du pays.

Dès qu'on avait appris à se servir de la vapeur pour mettre en mouvement des bateaux et des locomotives, il était naturel qu'on l'utilisât aussi pour des machines de toutes sortes. Les sciences mécaniques transformaient l'outillage primitif des vieilles industries; on commençait à remplacer la main-d'œuvre humaine par des appareils ingénieux. Un ouvrier lyonnais, Jacquard, avait, sous la Restauration, inventé le premier métier à tisser, qu'on avait depuis perfectionné, et dont on avait étendu les emplois. On était déjà aux débuts de la révolution qui a remplacé l'ouvrier d'autrefois, l'ouvrier de chair et d'os, par de fantastiques travailleurs de fer, d'acier ou d'airain, construits par la science, filant le lin, le coton ou la soie, tissant les étoffes, sciant le bois ou le fer, rabotant, perçant les métaux les plus durs, et que le travailleur humain n'a plus qu'à mettre en mouvement et à surveiller.

Peu à peu la vapeur remplaçait les forces humaines. Pour lui faire accomplir son labeur, que fallait-il? Le combustible nécessaire pour la former. La houille devenait la grande collaboratrice de l'homme pour tous ses travaux industriels, et on avait déjà trouvé le secret de lui demander aussi la lumière en en extrayant le gaz, dont la flamme brillante devait remplacer dans les rues les lumignons fumeux des vieux réverbères.

Tout cela ne faisait que commencer sous la monarchie de 1830, et nul ne pouvait prévoir encore les développements stupéfiants que prendrait, avec le temps, la moderne utilisation des forces scientifiques.

De toutes ces découvertes, une seule assignait au Gouvernement une tâche directe et précise; c'était à lui que revenait la mission



Locomotive Stephenson.
(Musée national des Arts et Métiers.)

d'organiser la construction des chemins de fer en France. Il s'y montra d'une navrante infériorité. L'esprit étroit de la monarchie bourgeoise ne concevait nullement la grandeur de l'œuvre à entreprendre; et tel de ses hommes d'État, pourtant le plus souple d'intelligence, Thiers, s'est fait une triste célébrité par la façon dont il parla des chemins de fer, dont il se refusait obstinément à comprendre l'importance. Quand, enfin, on se mit à l'œuvre, on se refusa à laisser à l'État la construction et la propriété du réseau. En vain Lamartine fit entendre à la tribune des avertissements prophétiques, en vain les républicains demandaient avec instance qu'on ne livrât pas à des intérêts particuliers les grandes routes de l'avenir; on vivait sous le gouvernement des classes riches, on tint à leur laisser la propriété et les profits de nos futures voies ferrées: on résolut (et le grand Arago fut pour beaucoup dans cette décision) de laisser aux capitaux privés la tâche de construire nos grandes lignes, et de leur en donner par conséquent la maîtrise et les bénéfices. Nos capitaux privés n'avaient pas la hardiesse de ceux d'Angleterre et des États-Unis: ils furent hors d'état d'assurer la construction du réseau; on aboutit à des échecs qui entraînèrent de nouveaux retards. Il fallut en venir au régime dit de la « garantie d'intérêt » par lequel l'État s'engagea à fournir aux compagnies privées, en cas de déficit, les sommes nécessaires aux charges de leurs titres financiers.

Les choses avaient ainsi traîné de telle sorte que, quand Louis-Philippe fut renversé, notre

réseau de chemins de fer était à peine ébauché : quelques lignes seulement étaient ouvertes. La France était devancée de beaucoup, non seulement par l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique, pays des libres initiatives, mais par la petite Belgique, mais même par l'Allemagne. C'est en allant de Bruxelles à Anvers, que Victor Hugo voyait pour la première fois des locomotives, qu'il décrivait en termes saisissants. Chez nous, c'est la République de 1848 qui, au milieu d'une crise épouvantable, donna aux constructions de chemins de fer une impulsion nouvelle; elle ne vécut pas assez pour en profiter : l'Empire recueillit tout le bénéfice des prodigieuses sources de richesse que les chemins de fer ouvrirent pour la France.

Le développement de la production industrielle, que le machinisme activait singulièrement, avait des conséquences sociales d'une importance capitale. Avec la grande industrie naissaient des problèmes nouveaux et redoutables. Sous l'ancien régime, les questions ouvrières se posaient à peine, ou avaient un tout autre caractère; rien ne donnait l'idée de nos grandes

usines; dans les ateliers beaucoup moins vastes, le travail industriel avait conservé un caractère, en « corporations » y protégeait les patrons; mais le paillardier qu'il employait. beaucoup moins notre temps. On ne découvre vrières, à proprement

ques, où, comme sous la Sous Louis-Philippe, Déjà s'étaient formées, trielles, de vastes agglomérations étaient tées et réduites à la a vu quelle était la situation Dulpin, l'économiste, époque que, sur 10.000 tements les plus manufacturiers la proportion firmes ou diffuses, départements agricoles, industriel étioyait, des rations des prolétaires. développait sur le sol détruit les dernières servage de l'usine. Il politiques de questions plus redoutables et plus



Métier à tisser Jacquard.
(Musée national des Arts et Métiers.)

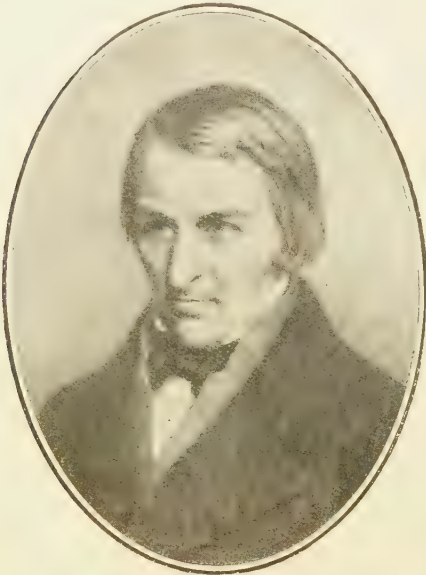
beaucoup moins vastes, le travail industriel avait quelque sorte familial. L'organisation des geait, il est vrai, le privilège des familles tron y était beaucoup plus rapproché du tra- Presque partout, ce qu'on trouvait, c'était ouvrier moderne, que l'artisan du bon vieux que peu de traces de revendications ou- parler, sous la Révolution, même aux épo- Convention, le peuple était le plus puissant. la situation avait profondément changé.

dans les régions indus- mérations ouvrières, où impitoyablement exploi- plus cruelle misère. On tion à Lyon. Charles constatait vers la même conscrits, les dix départ- facturiers de France pré- effrayante de 8.980 in- contre 4.000 dans les tant le surmenage in- l'adolescence, les géné- Un servage nouveau se où la Révolution avait traces de l'ancien : le doublait les questions sociales singulièrement difficiles à résoudre.

Les hommes politiques ne les comprenaient guère et les libéraux, qui inclinaient à la démocratie et qui blâmaient énergiquement la marche rétrograde de la monarchie de Juillet, restaient presque aussi fermés à ces revendications nouvelles que les chefs de la réaction bourgeoise. Chose singulière ! parmi les esprits les plus éminents du parti légitimiste, il s'en trouva qui aperçurent beaucoup mieux les redoutables problèmes de la misère ; après avoir vu crouler pour toujours leur idéal, celui du passé, ils entrevirent mieux celui de l'avenir, et Chateaubriand écrivit des pages magnifiques sur les vices d'une société qui plaçait de si affreuses détresses à côté des privilèges de la fortune. L'abbé de Lamennais alla plus loin : il passa tout d'une pièce de la cause de l'absolutisme catholique à celle des révolutions sociales; aussi entier, aussi intraitable dans l'une que dans l'autre. Après les journées de Juillet, il avait rêvé je ne sais quelle union impossible entre les revendications populaires et la papauté romaine. Il avait pour disciples des catholiques qui devaient jouer plus tard un grand rôle : un Montalembert, un Lacordaire. Condamné par la cour de Rome, il était entré en révolte ouverte contre cette autorité

pontificale à laquelle il avait jusque-là dévoué sa vie, tandis que ses disciples faisaient leur soumission. Lamennais avait un génie passionné et inflexible, dévoré par des convictions absolues, prêt à endurer pour elles toutes les souffrances; dans le révolutionnaire qu'il devenait, brûlait encore la flamme mystique d'un moine du Moyen Age. Il écrivit un petit livre terrible, où la passion des révolutions sociales s'exprimait dans un langage biblique qui lui prêtait une force prestigieuse : les *Paroles d'un Croyant*. L'effet en fut si énorme que, dit-on, les compositeurs chargés de l'imprimer ne pouvaient continuer leur besogne, tant l'enthousiasme les transportait, et que les caractères en plomb restaient suspendus dans leurs doigts, tandis qu'ils achevaient des yeux la page entraînant qu'ils devaient reproduire.

Une école qui fit grand bruit dans les premières années du règne de Louis-Philippe donnait à l'étude des problèmes sociaux une impulsion étrangement puissante. Elle avait pour créateur un homme qui avait presque du génie, et qui vécut et mourut inconnu. Saint-Simon descendait, dit-on, du grand seigneur qui a laissé un tableau historique incomparable du temps où il vécut : la fin du règne de Louis XIV et la Régence. Quoi qu'il en soit, dès l'époque de la Restauration,



Lamennais.

il avait compris que, après la Révolution, il fallait à la vieille France une organisation sociale toute nouvelle; il avait deviné l'importance prépondérante que les phénomènes économiques allaient prendre; il avait rêvé un monde nouveau, où le développement des richesses industrielles aurait le rôle dominant; il y ajoutait, comme devant exercer dans le monde nouveau le pouvoir spirituel arraché à l'Église, les artistes et les savants.

Sa pensée n'avait eu d'influence que sur un petit nombre de disciples. Ses livres n'avaient point été remarqués du public. Quand il mourut (quelques années avant la Révolution de Juillet), le public ignorait son nom. Parmi les hommes sur lesquels son influence s'était exercée, quelques-uns, pourtant, étaient de premier ordre. Augustin Thierry avait été son secrétaire. L'un de ses disciples s'appelait Auguste Comte. Auguste Comte devait plus tard exercer, sur la pensée européenne, une action profonde; il a eu des aperçus d'une force singulière; et ce n'est pas seulement en France où il a eu des élèves tels que Littré, c'est à l'étranger, notamment en Angleterre, que de très grands esprits se sont réclamés de sa doctrine.

Une petite école s'était formée autour de Saint-Simon. C'est après la Révolution de Juillet qu'elle apparut au grand jour. En ce temps de pensées audacieuses et de passions ardentes, on ne reculait pas devant les ambitions en apparence les plus chimériques. Refaire de fond en comble la société du dix-neuvième siècle, telle était la prétention de cette poignée d'hommes embrasée d'un zèle d'apostolat qui rappelait celui des premiers chrétiens. Les hommes les plus divers se rencontraient pêle-mêle dans ce groupe de fanatiques : tel mathématicien, épris des rêves mystiques et dont la philosophie prenait son vol en plein ciel, comme Jean Reynaud, s'y associait à des banquiers juifs possédés par l'instinct des affaires d'argent : le fils de Carnot de la Révolution, le futur membre de la Révolution de 1848, le père de notre Président de la République, s'y trouvait à côté du grand musicien Félicien David. Le journal *Le Globe* était devenu leur organe. La « Famille » (c'est ainsi qu'ils s'intitulaient), la famille à laquelle un certain nombre de femmes s'étaient adjointes, s'était établie rue Monsigny, où elle prenait ses repas en commun. Il y avait, entre ses membres, une hiérarchie bizarre : des « Pères », des « Mères » qui exerçaient l'autorité. Des prédications, faites dans une salle de la rue Taitbout, répandaient la doctrine dans le public. Des apôtres allaient la propager en province. Bientôt une scission se fit dans la « Famille ». Son chef, qu'on appelait le Père Enfantin, ajoutait à la doctrine des idées

qu'une partie de ses membres ne voulurent point accepter. Une quarantaine de Saint-Simoniens seulement restèrent autour du « Père » et allèrent vivre en commun dans sa maison de Ménilmontant. Ils y formaient une sorte de monastère laïque; et la « réhabilitation de la domesticité » faisant partie de leur nouvelle croyance, on y voyait des ingénieurs, des savants, des artistes, balayer, cultiver le jardin, faire le ménage. Ils avaient revêtu, à défaut du froc, un costume spécial : justaucorps bleu, pantalon blanc, ceinture de cuir, toque rouge, le cou nu, une large barbe. Le Gouvernement de Louis-Philippe les traduisit en justice, comme formant une association non autorisée et professant des doctrines immorales. Ce fut un curieux spectacle que celui de ce procès où les Saint-Simoniens vinrent en bande dans leur costume bizarre, et où le « Père Enfantin » traita de haut le Tribunal avec la mystique et dédaigneuse assurance d'un apôtre qui parle au nom du ciel. Trois, dont « Enfantin », furent condamnés à un an de prison et 100 francs d'amende; deux à 50 francs d'amende seulement. A la suite de ce procès, la « Famille » fut dispersée : une partie alla chercher à fonder une colonie saint-simonienne en Égypte, et échoua naturellement. Mais ce voyage ne fut pas inutile à l'art français : c'est de là que Félicien David rapporta son admirable *Désert*.

Avec ses singularités qui faisaient sourire le pays de Voltaire, l'école saint-simonienne eut un rôle considérable de grande initiative; elle lança de grandes idées, comme celle du percement de l'isthme de Suez. Elle eut surtout cette destinée singulière de donner à la France moderne les éléments les plus opposés. Par son sentiment profond des conditions de développement des richesses, elle forma quelques-uns des hommes qui devaient avoir une place considérable dans les grandes affaires et dans la création des pouvoirs d'argent comme les Pereire et les Talabot, tandis que, par son noble idéal de justice sociale, elle donnait une impulsion décisive à tous les systèmes conçus pour affranchir le travail humain de la domination du capital.

On vit éclore toutes sortes de systèmes pour réorganiser la société de fond en comble, y répartir les richesses d'une manière équitable, supprimer les privilèges de la fortune, et assurer à chacun la juste rémunération de son labeur. La devise de l'école saint-simonienne : « A chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres », conduisait à des systèmes de ce genre; d'autres y substituaient une formule plus téméraire : « A chacun suivant ses besoins. » Les systèmes se multiplièrent. Pierre Leroux, Cabet, Louis Blanc eurent chacun le sien. Celui qui fit le plus de bruit fut celui de Fourier, qui, malgré ses incroyables bizarreries, séduisit nombre d'esprits, et des esprits aussi éminents que l'écrivain Toussenel. Un homme d'une plus large et plus forte envergure se lançait dans le mouvement socialiste, un fils d'ouvrier, Proudhon, qui s'était fait, à force de travail, une instruction complète, et qui avait les dons d'un grand écrivain. Il ne faisait pas de système, celui-là, il les définissait tous. Dans des pages admirables, d'une pensée changeante mais très puissante, d'une argumentation serrée, d'une mâle éloquence, il faisait le procès de la société actuelle, avec une vigueur impitoyable, aimant un peu trop à casser les vitres. C'est lui qui a écrit le mot fameux : la propriété, c'est le vol. Génie critique, toujours agressif, démolisseur infatigable, il devait laisser de très beaux livres, plutôt que des doctrines, après avoir étonné le public par ses inconséquences.

De cette vaste fermentation d'idées, à laquelle des écrivains comme George Sand et Eugène Sue prêtaient le prestige de leurs œuvres littéraires, sortirent un mouvement très puissant vers les questions sociales, un besoin très confus de corriger les erreurs de la situation économique, plutôt que des indications de moyens réalisables pour atteindre le but, ou pour s'en rapprocher. Ce mouvement préparait une situation inextricable à la Révolution de 1848, qui devait trouver,



Saint-Simon.
Dessin de Perrot.

en naissant, des problèmes sociaux impérieux, et sans solution; mais il créait le socialisme en Europe. La France eut, à ce point de vue, un rôle d'initiative analogue à celui qu'elle eut en 1789, bien que beaucoup moindre. A elle, revient l'honneur d'avoir inauguré les revendications démocratiques dans le domaine politique, la première fois; dans le domaine social, la seconde. Le socialisme dans les pays voisins, même en Allemagne, a été devancé par le nôtre, et en a reçu la première impulsion.

V. — Le ministère Guizot.

Avec le ministère Guizot, s'ouvre la dernière période du règne de Louis-Philippe, période en apparence aussi tranquille que les dix premières années avaient été agitées. Jusque-là, les minis-

tères tombaient avec une rapidité singulière; l'instabilité gouvernementale inquiétait le pays qui la comprenait d'autant moins qu'elle était plus stérile. Le ministère Guizot allait durer plus de sept ans, soutenu par des majorités toujours fidèles et d'une docilité à toute épreuve. Jusque-là, au soulèvement légitimiste avaient succédé les insurrections républicaines et les tentatives bonapartistes. Le pouvoir paraissait fort et l'ordre n'était plus troublé. Et c'est pourtant pendant cette période que ses fondements se désagrégeaient, qu'un lent travail de désaffection s'opérait silencieusement dans le pays, et que sa ruine finale se préparait.

Guizot avait été autrefois parmi les adversaires du pouvoir personnel du Roi. Maintenant, Louis-Philippe avait la satisfaction de gouverner sous son nom. Il est vrai que l'accord était si complet entre le ministre et le souverain, qu'il était difficile de dire lequel avait l'action prépondérante. Louis-Philippe disait de Guizot : « C'est ma bouche. » Tous deux s'entendaient pour jeter la monarchie de Juillet dans une réaction plus complète encore que celle de Casimir-Périer. On a vu qu'après 1815 et jusqu'en 1830, le premier ministre autrichien, M. de Metternich, avait été l'homme d'État tout-puissant de l'esprit



La charité s'il vous plaît... Hum ! faites le beau, Guizot.
Dessin satirique de l'époque.

de recul et de guerre aux revendications populaires, dont les puissances victorieuses avaient fait peser le despotisme implacable sur l'Europe. La Révolution de Juillet semblait avoir brisé ce despotisme : qui eût pu prévoir que le Roi, porté par elle au pouvoir, en viendrait à faire secrètement de M. de Metternich son conseiller et son guide politique? Casimir-Périer, lui-même, aurait eu honte d'une telle influence.

L'Église catholique a toujours été la grande force de conservation; tous les Gouvernements qui veulent faire œuvre de réaction, finissent par rechercher son alliance et par subir son influence. C'est ce qui arriva à la monarchie de Juillet elle-même. Jusque-là, la royauté nouvelle, si réactionnaire qu'elle fût, était restée résolument, et parfois brutalement, anticléricale; on la vit se rapprocher du cléricalisme, favoriser la rentrée et les progrès des Jésuites en France, et soutenir leur influence en Suisse : politique d'autant plus absurde, qu'elle ne désarma pas l'Église qui resta, jusqu'au bout, l'ennemie de Louis-Philippe.

Ajoutez le refus obstiné de toute réforme et l'acceptation de toutes les humiliations au

dehors : voilà le bilan de ces sept années. Comment les Chambres qui se succédaient acceptaient-elles une telle politique condamnée par tout le pays, et dont les fils du Roi eux-mêmes comprenaient et signalaient les dangers ? C'est qu'il ne restait plus du régime parlementaire que le nom. La loi électorale permettait d'introduire à la Chambre un nombre considérable de fonctionnaires, instruments obéissants du pouvoir, qui les payait pour ne point exercer leurs fonctions et tenait leur situation à sa merci. Pour les autres, on s'en emparait par des moyens d'une corruption éhontée. On sait qu'il n'y avait qu'un chiffre infime d'électeurs : 200.000 environ. Il était aisé d'y acheter une majorité par les faveurs dont le pouvoir dispose, par les affaires fructueuses qu'il peut assurer aux siens. Par une contradiction étrange, Guizot, le grand corrupteur, étalait un puritanisme hautain : il n'était pas riche, ne cherchait pas à le devenir, et affichait, pour les affaires personnelles, une incontestable probité. Des scandales qui éclatèrent déshonorèrent le



Mort accidentelle du duc d'Orléans.

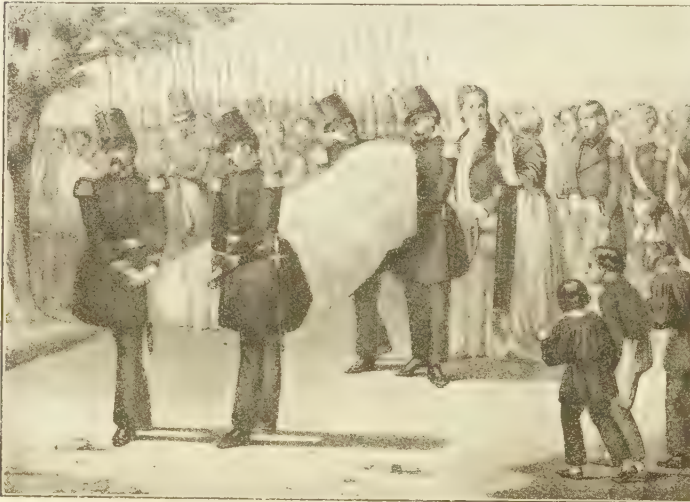
D'après la lithographie de Jean-Baptiste Arnout.

régime ; deux anciens ministres, Teste et Cubière, furent convaincus d'avoir vendu de fructueuses concessions. De telles indignités individuelles peuvent se rencontrer sous tous les Gouvernements : elles eurent ici un retentissement énorme, parce qu'on y reconnaissait le caractère du régime.

Pour son malheur, la royauté perdit, le 13 juillet 1842, sa dernière chance de se réconcilier avec le pays. L'héritier de la couronne, le duc d'Orléans, était aussi populaire que son père l'était peu. Il est dans le rôle des princes que leur naissance a placés à côté du trône, de flatter l'opinion, fussent-ils pour cela prendre un peu une attitude d'opposant. Il semble qu'il y avait mieux que cette attitude de situation, dans le fils aîné de Louis-Philippe. Sympathique, généreux, il se faisait aimer de tous ceux qui l'approchaient. Son père était absolument fermé au magnifique mouvement littéraire et artistique qui se produisait sous son règne : le duc d'Orléans s'était fait l'ami des littérateurs, des poètes de son temps. On le savait passionné pour l'honneur national. On avait trouvé quelques difficultés à le marier : les vieilles monarchies de droit divin avaient, en quelque sorte, mis en quarantaine la famille de l'Usurpateur, et opposé des refus à toutes les ouvertures de mariage. Ces refus, eux-mêmes, avaient eu un heureux résultat. Le duc d'Orléans

finît par épouser la princesse Hélène de Mecklembourg, jeune fille fort gracieuse et fort intelligente, très éprise de la littérature et de la pensée françaises. Elle unissait surtout, assez singulièrement, dans une admiration particulière, Victor Hugo et le philosophe Victor Cousin. Reçue très chaleureusement en France, elle ne pouvait que contribuer à faire aimer son mari et l'encouragea dans ses intentions libérales. Soudain, on apprit que le duc d'Orléans s'était tué à Neuilly, en tombant de la voiture qu'il conduisait lui-même. Il avait un fils encore au berceau. Comme pour rendre sa perte plus irréparable, on fit une loi spéciale pour exclure de la Régence la duchesse d'Orléans, suspectée de libéralisme excessif, et la donner au plus impopulaire des fils de Louis-Philippe, le duc de Nemours.

Un membre de la majorité de Guizot, peu suspect par conséquent de partialité contre lui, a résumé ainsi l'histoire de son ministère : « Rien, rien, rien. » Les contemporains, cependant, y avaient vu quelque chose : les humiliations de la France. D'abord, à propos du « droit de visite ». Ces mots désignaient un « droit » qui avait une origine légitime, mais qui était devenu intolérable



Obsèques du fils de Louis-Philippe.

D'après une lithographie anonyme de l'époque.

en pratique. Il s'agissait de la traite des noirs, l'odieux recrutement des esclaves en Afrique, que les puissances maritimes d'Europe avaient, par traité, résolu d'abolir. Pour cela, l'Angleterre avait proposé que les navires de guerre de chaque puissance eussent le droit de visiter les navires de commerce qu'ils rencontreraient. En apparence, le droit était égal pour tous ; en réalité, la flotte anglaise, étant de beaucoup la plus nombreuse et parcourant toutes les mers du globe, exerçait ainsi, sur toutes les marines marchandes, une police fort vexatoire.

La Restauration avait tou-

jours refusé le droit de visite : la monarchie de Juillet l'avait accepté à ses débuts ; mais il avait soulevé de véhémentes protestations. Le traité expirait quand, en 1841, Guizot le renouvela en l'aggravant. Ici, sa majorité si docile refusa de le suivre : son projet fut repoussé.

Bientôt après, survenait l'affaire Pritchard. En 1842, l'amiral Dupetit-Thouars avait placé sous notre protectorat Tahiti, l'île fleurie au climat de Paradis, perdue aux plus lointaines solitudes de l'Océan Pacifique. Un missionnaire anglais, Pritchard, ne cessa d'exciter la population contre nous, et réussit à susciter un soulèvement des indigènes où périrent quelques matelots français. Le lieutenant d'Aubigny le fit arrêter et le garda huit jours en prison. Plainte violente de l'Angleterre. Guizot désavoue, blâme l'arrestation et accorde une indemnité. Quand l'affaire Pritchard fut discutée à la Chambre, il n'obtint qu'une majorité de huit voix, et neuf ministres avaient voté. Alors, il se résolut à donner sa démission, mais pour la reprendre aussitôt.

Les « mariages espagnols », où, tandis que la Reine épousait don François d'Assise, un des fils de Louis-Philippe, le duc de Montpensier, épousait l'infante, furent considérés, dans le monde officiel, comme un succès pour la France ; mais l'opinion n'y trouva pas une compensation suffisante à tant d'humiliations.

La question cléricale n'agitait pas moins l'opinion publique. L'Église et son parti avaient commencé une violente campagne contre l'Université, pour ressaisir l'enseignement, tant on

lui avait rendu de hardiesse et de confiance ! Les deux plus brillants champions, dans cette campagne, étaient les anciens disciples de Lamennais, le comte de Montalembert, entré tout jeune à la Chambre des Pairs, par droit de naissance, avant la suppression de l'hérédité, et qui s'y était révélé du premier coup orateur très puissant ; l'abbé Lacordaire, qui, dans des sermons à Notre-Dame obtenait des succès prodigieux, et ressuscitait, on peut le dire, l'éloquence de la chaire. Mais, sans le vouloir (car tous deux restaient des catholiques libéraux), ils travaillaient pour les Jésuites, qui commençaient à prendre dans l'Église une influence prépondérante, et qui, rentrés en France, y avaient, au mépris des lois, multiplié leurs établissements.

Ils trouvèrent devant eux, pour dénoncer le péril qu'ils faisaient courir au génie français, les deux grands historiens, Michelet et Quinet, qui, dans leurs chaires du Collège de France, voyaient une jeunesse ardente se presser autour d'eux et vibrer à leur parole.

On a vu que le Gouvernement était loin de combattre la campagne des cléricaux : au contraire, il avait pour elle des complaisances peu cachées. Villemain était ministre de l'Instruction publique. Si libéral, si ennemi du cléricalisme qu'il fût, il se laissa imposer des actes de regrettable faiblesse ; cela ne suffit pas : il donna sa démission et fut remplacé par Salvandy. Celui-ci signa bientôt, sur le Conseil supérieur de l'Instruction publique, une ordonnance qui apparut comme une capitulation devant les exigences de l'Église.

Il fallut bien s'émouvoir du défi audacieux que la rentrée des Jésuites portait à la France de 1830. Thiers, en 1845, interpella le Gouvernement, et la Chambre, à l'unanimité, l'invita à appliquer les lois qui frappaient l'ordre de Loyola. Guizot, au lieu de les appliquer franchement, négocia avec le Pape pour en obtenir une suppression, plus apparente que réelle, des établissements des Jésuites.

Mais, de toutes les questions qui discréditaient le ministère, celle de la réforme électorale était celle qui soulevait le plus fortement l'opinion publique. De tous côtés on réclamait des extensions, plus ou moins larges, du droit électoral, les plus réservés se bornant à l'« adjonction des capacités » qui aurait accordé la qualité d'électeur sans conditions de cens, aux personnes pourvues de certains diplômes et offrant des garanties d'instruction supérieure, tandis que les « radicaux », dès lors, se prononçaient pour le suffrage universel. Mais ni Louis-Philippe ni Guizot ne voulaient faire aucune concession.

Une opposition formidable se formait contre le ministère, et l'éloquence hautaine de Guizot avait à tenir tête à toute une pléiade d'orateurs. Thiers s'était nettement rejeté à gauche ; il s'était toujours vanté d'être l'homme de la Révolution, par son esprit comme par ses origines, et de puiser en elle toutes ses forces : prétention qu'il n'avait que trop démentie tant qu'il avait eu des chances d'être ramené au pouvoir par la bonne volonté royale. Mais le solide ministère Guizot le rendait, pour ainsi dire, à lui-même. Et il assaillait sans cesse son orgueilleux adversaire de sa parole souple, vive, habile autant que passionnée. Les années que Guizot resta au pouvoir ne furent qu'un long duel aux innombrables reprises, toujours aussi acharné, entre les deux hommes d'État. Odilon Barrot, plus médiocre, mais orateur de talent, représentait la fraction du parti avancé qui acceptait la dynastie royale. Caractère faible, porté aux compromissions ; mais, devant Guizot, elles n'étaient plus possibles. L'homme politique qui avait tout d'abord si bien représenté le parti républicain à la tribune, Garnier-Pagès, était mort prématurément. Mais ses anciens électeurs l'avaient remplacé par Ledru-Rollin, dont l'éloquence foudroyante avait singulièrement plus de force que la parole élégante et sympathique de son prédécesseur. Les légitimistes prenaient part au combat. Nul n'exerça du haut de la tribune un pouvoir si prestigieux que le grand orateur Berryer. Champion d'un principe définitivement vaincu et d'un parti condamné à une irrémédiable décadence, il avait élargi son rôle en s'alliant à toutes les oppositions, et en défendant toutes les causes généreuses, toutes les idées de liberté. Mais la grande voix de la France moderne, à ce moment, fut celle de Lamartine. On l'avait vu longtemps hésiter et flotter entre les diverses factions parlementaires, tirailé en quelque sorte entre son passé conservateur et ses aspirations ; surtout cherchant en vain, entre les coteries qui s'arrachaient le pouvoir, un parti digne de ce nom. Il n'hésita plus devant le ministère Guizot. Nul n'a mieux caractérisé le vide navrant de la politique ministérielle, le défi absurde qu'elle

jetait à notre grande nation. Pour faire une telle politique d'immobilité obstinée, « il n'est pas besoin d'un homme d'État, disait-il, une borne suffit ».

Il ne se contenta pas de la lutte qu'il avait engagée à la tribune, il se fit historien pour réveiller les passions de 1789. Il se mit à écrire l'histoire de la Révolution, et son livre, les *Girondins*, souleva un véritable enthousiasme. Historien, il ne l'était guère : il n'était pas fait pour asservir à l'étude patiente des documents et à l'exactitude des faits les libres coups d'aile de son génie. Mais son œuvre était superbement traversée par le grand souffle de la Révolution. A son exemple, Michelet, ayant conduit sa grande histoire nationale jusqu'au seuil de la Renaissance, l'interrompait pour écrire, à son tour, l'histoire de la Révolution, qui reste un de ses grands titres de gloire.

Chose étrange ! A ce moment, le mouvement libéral avait reçu une impulsion puissante, partie de l'endroit où on l'aurait le moins attendue : du Vatican, et de l'homme même qui, plus tard, est devenu l'ennemi le plus violent de toutes les libertés modernes. En 1846, Pie IX succé-

dait à Grégoire XVI, le pape absolutiste entre tous, et à ses débuts se montrait partisan ardent des idées de progrès et de patriotisme italien. C'était dans toute l'Italie, si opprimée, un frémissement indicible, un cri de bonheur et d'espoir, et le souffle de libération qui passait sur les Apennins se faisait sentir jusque sur le revers des Alpes.

Déjà, depuis plus de six ans, un pouvoir aveugle, au nom des majorités achetées à prix d'argent, arrêtait insolemment la marche en avant de notre grande nation. L'opposition, pour en venir à bout, organisa, sous forme de banquets, une série de manifestations retentissantes dans le pays tout entier. Celui qui a laissé le plus grand souvenir fut offert à Lamartine dans sa ville natale, à Mâcon. Un orage épouvantable éclata au moment où il allait prendre la parole. « Vous êtes bien, s'écria-t-il, les fils de ces Gaulois qui ne craignaient pas que le ciel tombât sur leur tête. » Et c'est à la lueur des éclairs, au grondement du tonnerre, dans le tumulte de la tempête, qu'il prononça le plus magnifique, le plus éclatant, le plus prophétique de tous ses discours, celui où il annonça que le régime d'égoïsme étroit allait tomber sous « la Révolution du mépris ».



Ledru-Rollin.

Un drame sanglant, au mois d'août 1847, avait profondément remué l'opinion. Le représentant d'une des plus grandes familles de la noblesse, le duc de Choiseul-Praslin, pair de France, avait assassiné sa femme dans la nuit. Il s'empoisonna quelques jours après, avant de comparaître devant la Chambre des Pairs. Ce crime n'avait aucun rapport avec la politique. Mais, quand l'opinion publique est indignée contre un régime, tout devient pour elle un grief de plus. La honte d'un aussi odieux assassinat retomba sur le monde gouvernemental tout entier.

VI. — La conquête de l'Algérie.

En racontant le règne de Louis-Philippe, j'ai laissé de côté la conquête de l'Algérie ; c'est, d'une part, que son histoire n'a guère eu ni influence ni contre-coup sur les autres événements du règne, et que, d'autre part, il y a intérêt à la présenter dans son ensemble et à en suivre les péripéties sans interruption.

Les premières années de l'occupation furent assez stériles. En dix ans, huit gouverneurs se succédèrent : le maréchal Clauzel, le général Berthezène, Savary, duc de Rovigo, le général

Voirol, le général Drouet d'Erlon, puis encore Clauzel, puis Danrémont, puis Valée. A ce moment, il y eut face à face un gouverneur militaire et un intendant civil en rivalité l'un avec l'autre. On avait été peu à peu entraîné à occuper quelques points, surtout sur le littoral : à l'est, par Bône, nous amorcions la future province de Constantine, à l'ouest, par Oran, celle de la province de ce nom. Mais les Français étaient bloqués dans tous les points isolés qu'ils occupaient, même dans la ville d'Alger, à côté de laquelle ils subissaient des agressions continuelles dans la riche plaine de la Mitidja.

Contre nous se dressait un ennemi redoutable, un de ces chefs à la fois religieux et guerriers, qui, le sabre en main, le chapelet aux doigts, tantôt au nom du ciel, tantôt du droit de la force, surgissent parfois dans le monde arabe, rusés, mystiques et féroces, et se créent rapidement une puissance énorme sur les populations fanatisées et passionnées pour les aventures des com-



Prise de Constantine.

D'après une gravure de Rheinild.

bats. Abd-el-Kader n'avait que vingt-cinq ans; fils d'un marabout qui se disait descendant de Mahomet, il se mit à prêcher contre nous la guerre sainte et fut acclamé émir ou souverain par les tribus arabes.

De lourdes fautes des Français l'aidèrent à asseoir son influence. Dès 1834, le général Desmichel traitait avec lui et reconnaissait sa souveraineté sur tout le territoire oranais, sauf les trois villes que nous occupions. Il profita, contre la France, de l'autorité qu'on lui donnait; le général Trézel, qui commandait à Oran, dut aller le combattre avec des forces insuffisantes, 2.000 hommes, et subit un grave échec près des marécages de la Macta (juin 1835). Le maréchal Clauzel, envoyé pour réparer cette défaite, battit, il est vrai, Abd-el-Kader, le mois de décembre suivant, mais sans obtenir de résultat décisif. En 1837, le général Bugeaud, envoyé avec des forces insuffisantes pour l'écraser, recommençait la faute de Desmichel et traitait avec lui, reconnaissant de nouveau son autorité sur le territoire oranais, sauf Oran et quatre villes, moyennant la vaine reconnaissance de souveraineté de la France en Afrique.

Nous avions déjà subi, de l'autre côté de l'Algérie, un revers pire. Dans l'Est où, on l'a vu, nous occupions Bône, nous avions un ennemi déclaré dans le bey de Constantine. Une expédition fut organisée pour aller l'attaquer dans sa capitale. Constantine, l'antique Cirta, n'est pas facile à prendre. Elle est perchée sur une terrasse de montagnes dominant une large et profonde vallée où la rivière qui baigne la ville, le Rummel, tombe par une suite de rapides cascades. De ce côté, se trouvait la citadelle, au sommet d'un mur vertical de rochers d'une hauteur effrayante. Le Rummel qui, avant de se jeter dans la vallée, borde Constantine à l'est, coule au fond d'une gorge sauvage, d'une façon de rainure étroite d'une profondeur vertigineuse, étranglée entre deux rocs à pic, où nichent et tournoient, par centaines, au-dessus du grondement des eaux, de petits oiseaux de proie. Ce terrible fossé est traversé par un pont unique, la seule entrée de la ville de ce côté. Du côté opposé, à un endroit nommé Coudiat Aty, une sorte d'isthme qui n'a pas 300 mètres de largeur rattache aux pentes des montagnes le terrain incliné où se dresse Constantine. A droite et à gauche, des ravins ou des dépressions de terrain descendent d'un côté vers la large vallée, de l'autre vers le Rummel, à son entrée dans la ville.



(Photo Braun.)

Combat de l'Habrad.

Tableau de Vernet (Musée de Versailles).

L'expédition fut mal préparée et mal conduite. Clauzel partit avec moins de 8.000 hommes de troupes françaises, un peu d'indigènes, une artillerie de campagne très faible, et point d'artillerie de siège. On lui avait fait croire qu'il n'avait qu'à paraître et qu'une révolte contre le Bey lui tendrait la main et lui ouvrirait les portes. C'était au mois de novembre, dans une saison de pluies froides. La marche, par les mauvais chemins boueux et détrempés, fut très dure. Des torrents, presque tous à sec dans l'été, roulaient de grosses masses d'eau. On arriva harassé et démoralisé devant Constantine. De révolte chez les sujets du Bey, il n'y en eut pas d'ombre. On fit la folie de diriger la principale attaque sur le pont du Rummel; naturellement, on échoua piteusement. On n'avait plus ni munitions ni vivres. La retraite fut désastreuse. Seul un chef de bataillon, Changarnier, qui avait su prendre sur ses hommes une grande autorité, excitait une admiration extraordinaire en maintenant sa petite troupe en bon ordre.

L'année suivante (1837), le général Danrémont arrivait à Constantine, le 6 octobre, avec 9.000 hommes et l'artillerie nécessaire. Cette fois, c'est par Coudiat Aty qu'on dirigea l'attaque. On canonna la ville du 9 au 13. Le 12, Danrémont était tué par un boulet. Le général Valée prenait le commandement à sa place. Le 13, la brèche était ouverte, et dès le matin nos soldats se jetaient dans la place.

Comme presque toutes les villes arabes, Constantine était un dédale de ruelles étroites, resserrées entre des murs percés de rares fenêtres, un enchevêtrement de couloirs capricieusement coudés et sinueux, quelques-uns fermés en culs-de-sac, beaucoup s'engageant sous des voûtes obscures. Dans ce labyrinthe inextricable, les nôtres se perdaient sous les coups de fusils d'ennemis embusqués de toutes parts, trouvant une forteresse dans chaque maison, un combat à chaque détour de ruelle. Lamoricière, qui commandait la première colonne d'attaque, et le colonel Combes qui commandait la seconde, furent tous deux grièvement blessés : Combes



Sortie de Fontainebleau.

Par Rousseau (Musée du Louvre)

mourut le lendemain. Mais rien n'arrêta l'élan de nos soldats. La population arabe, fuyant les nôtres, vint s'entasser dans la citadelle, et dans sa folle terreur essaya de se sauver en descendant, à l'aide de cordes fragiles, le rocher à pic sur lequel elle est construite; les cordes cassaient: ce fut, le long du rocher, une épouvantable chute de corps humains, et, au pied, un affreux amoncellement de cadavres.

Avec Constantine, nous gagnions à l'est de l'Algérie, au cœur du territoire, une position redoutable, un défilé qui paraissait terrible, entre de sauvages rochers, les « Portes de fer » où, disait-on, les Romains n'avaient pas osé s'aventurer. Le défilé fut franchi sans qu'on y eût rencontré un ennemi. Succès facile qui exaspéra Abd-el-Kader, et lui servit de prétexte pour recommencer ses agressions.

C'est alors qu'on se décida à nommer Bugeaud gouverneur de l'Algérie. Avec lui, les choses allaient prendre une nouvelle tournure. Jusque-là, on s'était battu sans plan arrêté. Bugeaud était le premier homme de guerre véritable qui ait été employé à la conquête. La fortune lui a refusé la consécration décisive d'un grand conflit européen; mais même dans une lutte contre des



Prise de la smalah d'Abd-el-Kader.
D'après Vernet (Musée de Versailles).

(Photo Braun.)

tribus barbares et désordonnées, il montra l'esprit de larges conceptions et de savantes manœuvres, la sûreté du coup d'œil, qui révèlent un grand chef militaire. Il commença par débarasser les soldats de leur pesant attirail traditionnel, écrasant sous le soleil d'Afrique : le sac fut allégé, l'énorme schako remplacé par le léger képi. Ajoutons qu'il avait en main des forces importantes. Les effectifs s'accroissaient avec les années : de 18.000 hommes au début, ils s'élevaient à plus de 100.000 à la fin du règne de Louis-Philippe.

En deux ans, Bugeaud avait ruiné la puissance d'Abd-el-Kader : d'abord, en 1841, avec quatre ou cinq colonnes mobiles, portant à la fois leurs coups de tous côtés, détruisant les établissements militaires où Abd-el-Kader se ravitaillait, ses magasins, ses fabriques d'armes, non sans ravager le pays. Puis, en 1842, il occupait sa capitale, Tlemcen. Le chef arabe, dépossédé de ses États, était rejeté dans la vie de nomade : errant sur les confins du désert, avec son immense « smalah », sorte d'énorme campement sans cesse déplacé. Les nôtres poursuivaient la « smalah » sans savoir où la trouver. Le duc d'Aumale, un des fils du Roi, la rencontra par hasard, au sud de Boghar, à la limite des solitudes brûlées du désert du Sahara. Il n'avait avec lui que 600 hommes de cavalerie; 1.500 hommes d'infanterie marchaient à 2 lieues en arrière. Surprise avant d'avoir pu se mettre en défense, l'armée d'Abd-el-Kader, au moins dix fois plus nombreuse que ses agresseurs, fut prise d'une folle panique. Notre infanterie accourue

au pas de course acheva la victoire. La prise de la « smalah » eut un retentissement énorme dans toute l'Algérie, d'autant plus qu'Abd-el-Kader, après avoir échappé, se fit battre par d'autres corps français à Sidi Yaya, où furent détruites les troupes régulières qu'il avait organisées à l'imitation des nôtres.

Alors notre domination put s'étendre au delà de l'Atlas. De Batna, le duc d'Aumale alla s'emparer de Biskra, pendant que nos troupes occupaient le pays des Ouled-Naïl.

Mais à l'ouest, Abd-el-Kader tournait contre nous l'empereur du Maroc. Non que celui-ci ne redoutât pour lui-même l'ambition de l'Émir; mais, en dehors des raisons de rupture que lui fournissait la délimitation encore incertaine de ses États et de notre province d'Oran, il était débordé et jeté dans la lutte, bon gré mal gré, par le fanatisme des populations qu'il gouvernait et par l'influence qu'Abd-el-Kader avait prise sur elles.

Les hostilités commencèrent de façon équivoque, sans que l'empereur du Maroc parût les avoir ordonnées. Un de ses parents avait prononcé une attaque vite refoulée, à la suite de



(Photo Braun.)

Bataille d'Isly.

Tableau de H. Vernet (Musée de Versailles).

laquelle le maréchal s'était pacifiquement décidé à négocier. Mais une troupe d'Arabes ayant assailli les négociateurs, les hostilités recommencèrent.

Le Gouvernement français avait résolu de faire appuyer les négociations par une force navale qui irait menacer le Maroc. Le duc de Joinville, un des fils du Roi, fut mis à la tête d'une petite flotte, composée de trois vaisseaux de ligne, de deux frégates et de deux bâtiments à vapeur moindres. Il partit de Toulon le 23 juin. Le 6 août, Joinville bombarda les fortifications de Tanger. En quelques heures, le feu de la place était éteint, ses batteries détruites, ses remparts déchiqtés. On avait épargné la ville, et on ne voulait pas l'occuper. Ce n'était pas assez pour agir efficacement sur l'empereur du Maroc. Le 11, la flotte française arrivait devant Mogador, le principal port du pays sur l'Océan. La ville tout entière était la propriété personnelle de l'Empereur qui, en conséquence, s'y intéressait fort. Le 15, les fortifications et les batteries de Mogador avaient le sort de celles de Tanger. Puis un petit corps de débarquement s'empara de l'île qui est devant le port, et s'y installait. Nous n'occupons pas Mogador, mais les tribus voisines profitaient de l'occasion pour envahir, piller et ruiner la ville.

La veille, Bugeaud avait détruit l'armée marocaine (bataille d'Isly, 14 août).

Il fallut bien, alors, que le Maroc se décidât à traiter. On fut, du reste, indulgent pour lui; il obtint des conditions si douces, qu'elles furent jugées très insuffisantes, non seulement par

l'opinion publique, mais par les membres de la famille royale qui avaient pris part à la guerre. C'est qu'avant tout Guizot voulait fléchir l'Angleterre qui, à ce moment, montrait les dents pour l'affaire de Tahiti.

Dès lors, Abd-el-Kader fut traqué de toutes parts. Il n'en courut pas moins l'Algérie deux ans encore, glissant, en quelque sorte, entre les mains des nôtres. Enfin, il dut chercher un refuge au Maroc : mais l'empereur du Maroc, de par le traité, devait le pourchasser aussi. Et c'était une condition qu'il était tout disposé à tenir, car il trouvait l'Émir fort dangereux pour son autorité. Traqué au Maroc, guetté sur la frontière algérienne, Abd-el-Kader se livra aux Français dans les derniers jours de 1847, à condition d'être transporté en Égypte ou en Syrie. La promesse faite ne fut pas tenue : on le garda prisonnier en France jusqu'en 1852, où il put aller vivre à Damas, puis à Brousse.

Bugeaud était remplacé comme gouverneur quand Abd-el-Kader se soumit. Il ne put faire accepter ses plans au Gouvernement, et demanda qu'on lui donnât un successeur. On l'avait créé duc d'Isly pour sa belle victoire. A sa place, le duc d'Aumale devint gouverneur en septembre 1847 : pour bien peu de temps, puisqu'en février 1848, Louis-Philippe était renversé et la famille royale chassée de France.

VII. — Les journées de Février.

La Révolution de 1848 était, en quelque sorte, toute préparée à la fin de 1847, en ce sens que Louis-Philippe et Guizot avaient soulevé contre leur obstination presque l'unanimité de l'opinion. La plus grande partie de la bourgeoisie les blâmait ; tel fils du Roi lui-même, dans des lettres publiées depuis, condamnait les fautes commises et dénonçait le danger.

On a vu quelle campagne de banquets avait été organisée contre le ministère. Un de ces banquets, le plus vaste de tous, devait avoir lieu dans le XII^e arrondissement de Paris. Les députés de l'opposition devaient y assister. Après quelques pourparlers, le Gouvernement avait accepté de l'autoriser, sauf à poursuivre en justice, s'il y avait lieu, les discours qui y seraient prononcés. Puis il se ravisa et interdit le banquet, interdiction qui semblait un défi à toute idée de liberté. Un grand débat s'ouvrit à la Chambre où Ledru-Rollin révéla toute la puissance de son éloquence, où Lamartine fut magnifique. Mais en vain ; la majorité de M. Guizot lui resta fidèle.

Fallait-il engager la lutte et aller quand même au banquet ? Les députés de l'opposition en délibérèrent, et, comme d'habitude, en pareil cas et dans de tels milieux, l'avis le plus timide prévalut. Lamartine, il est vrai, tenait bon : « J'irai seul, disait-il, avec mon ombre sur les talons. » Mais il dut lui-même y renoncer, tous les préparatifs du banquet ayant été décommandés. Pour masquer sa faiblesse, l'opposition risqua une demande de mise en accusation du ministère qu'elle déposa le lendemain dans les mains du président de la Chambre, et qui fit, à bon droit, sourire Guizot.

Mais le peuple n'avait pas été décommandé : une forte colonne d'étudiants, formée au Quartier



Le duc d'Aumale.

latin, se dirigeait sur la Madeleine, en chantant la *Marseillaise*. La place de la Madeleine, la place de la Concorde étaient déjà couvertes d'une foule d'hommes du peuple. Sous l'impulsion donnée par les nouveaux venus, toute cette masse se mettait en mouvement vers le Palais-Bourbon, et faisait plier, sous sa pression, la haie de gardes municipaux qui barrait l'entrée du pont. Déjà, quelques-uns avaient pénétré dans les couloirs de la Chambre, quand les dragons appelés de la caserne du quai d'Orsay refoulèrent et dispersèrent la foule, tandis qu'un bataillon de ligne, des canons, la cavalerie entouraient le palais et le rendaient inabordable. Cependant, les municipaux balayaient les attroupements qui encombraient encore la place de la Concorde, tuaient une vieille femme, blessaient un homme. La foule n'était pas prête pour la lutte : on était venu un peu par curiosité, ou surtout pour manifester, non pour engager le combat ; on n'avait pas d'armes. De colère, on assaillit à coups de pierre et on désarma un poste de soldats des



Le bon berger.

Image satirique du temps contre le « roi-bourgeois ». D'après le dessin d'Honoré Daumier, lithographié par Delaunais.

Champs-Élysées. Puis, le soir, on se mit à y brûler les baraquements et les chaises de la promenade ; une grande lueur d'incendie éclaira, de ce côté, la nuit, jetant ses reflets rouges jusque sur la masse colossale de l'Arc de Triomphe.

Les foules populaires s'étaient retirées dans le foyer habituel des insurrections, au cœur du vieux Paris, dans les environs de la rue Transnonain, teinte plus d'une fois du sang des révoltés. Elles y élevaient des barricades, elles s'armaient.

La royauté se croyait si sûre de la victoire, qu'elle s'en inquiétait à peine. Instruite par l'expérience, elle s'était gardée de l'imprudence qui avait été celle de Polignac en 1830. Elle avait dans la main, à l'intérieur et autour de la capitale, des forces militaires considérables : 27.000 hommes à Paris, 40.000 aux portes de la ville. Ajoutez la garde nationale, c'est-à-dire la bourgeoisie armée, la fidèle bourgeoisie, qui s'était battue avec une rare énergie contre toutes les émeutes. On comptait sans une puissance terrible et souveraine : l'opinion publique.

C'est elle qui allait décider la victoire : la veille, la garde nationale n'avait été convoquée que dans un arrondissement. Le mercredi, le tambour battait le rappel dans toutes les rues.

Mais voilà que la garde nationale elle-même s'est retournée contre le Gouvernement. Il a lassé, irrité, par son entêtement réactionnaire, jusqu'à la plus grande partie de la bourgeoisie. Les bataillons de la garde nationale marchent dans Paris aux cris de « Vive la Réforme » ! Là où ils pénètrent, ils s'interposent entre le peuple et la troupe, arrêtent ici une charge de cavalerie, croisent ailleurs la baïonnette pour faire reculer une charge de municipaux, passent devant l'infanterie en criant : « A bas la fusillade », partout paralysent l'action de l'armée.

Les soldats n'aiment pas la guerre civile. Cette fois, ce n'étaient plus les émeutes du début, les perpétuels appels d'une minorité à la révolte, exaspérant la masse des gens posés. Une atmosphère de réprobation contre un pouvoir impopulaire pesait sur le combat. La troupe était démoralisée, lasse d'une nuit passée dans la rue, sous les armes : le spectacle d'un élément d'ordre, comme la garde nationale favorable au mouvement ; le trouble qu'inspirait la pensée d'un conflit, uniforme contre uniforme, force armée de l'État contre une autre de se forces armées ; les objurgations des femmes, qui pénétraient dans les rangs, suppliant de ne pas tirer sur le peuple, mirent le comble aux hésitations des soldats. Ils se battaient à contre-cœur, ils flottaient.

Mais c'est plus haut que l'attitude de la Garde nationale avait brisé l'esprit de résistance. Louis-Philippe avait en elle une confiance absolue ; quand il apprit qu'elle se tournait contre le Gouvernement, il en fut atterré. Il se résigna à sacrifier Guizot.

Il abandonnait à la colère publique l'instrument de sa politique : obstiné jusqu'au bout, il comptait bien ne rien lui abandonner de sa politique elle-même. A la place de Guizot, il appelait Molé, qu'on a vu, lui aussi, le prête-nom du pouvoir personnel du Roi. Molé, cependant, avait compris dans l'opposition la nécessité de certaines concessions : Louis-Philippe n'en voulait faire aucune ; après avoir fait venir Molé aux Tuileries, il ne put s'entendre avec lui.

Mais, dans la journée, Guizot avait annoncé à la tribune de la Chambre qu'il avait donné sa démission et qu'on allait le remplacer : c'était assez pour satisfaire l'opinion publique. Guizot était tombé : la nouvelle, portée aussitôt dans tout Paris, y soulevait une allégresse irrésistible. Plus de combat : la joie succédait aux colères. Le soir, sur les boulevards illuminés, une foule compacte, heureuse et pacifique, allait et venait, se réjouissant de la victoire de l'opinion publique.

Un incident inexplicable allait rallumer toutes les passions.

Le ministère des Affaires étrangères était alors sur les boulevards. A cet endroit, un bataillon de ligne, formé en carré, barrait la voie. Une colonne d'hommes du peuple, précédée d'un drapeau rouge, arrivait là, fendant la multitude qui encombrait le boulevard. Soudain, un coup de feu partit. De quel côté ? tiré par quelle main ? On ne l'a jamais su. Mais alors, les fusils de la



Barbe bleue, blanche et rouge.

- La Presse, ma sœur, ne vois-tu rien venir ?
- Je ne vois que le soleil de juillet qui poudroie et l'herbe des tombeaux qui verdoie.
- Presse, ma sœur, ne vois-tu rien encore ?
- Je vois deux cavaliers qui viennent au galop portant une bannière.

(D'après le journal *La Caricature*.)

troupe s'abaissent : spontanément ? sur un ordre donné ? On l'ignore aussi. Ce qui est certain, c'est qu'une grêle de balles sème la mort dans la foule. Une fuite éperdue fait soudain, sur la chaussée, un grand désert, sinistrement jonché de cadavres, tandis que la troupe contemple son œuvre avec une morne stupeur.

C'est ce sanglant épisode, cet affreux et mystérieux hasard, qui a renversé la royauté.

Le peuple de Paris excelle aux mises en scènes improvisées. Une bande populaire s'empara d'un tombereau, le chargea de cadavres ramassés sur le terrain de la tuerie, et le promena dans Paris, à la lueur brutale et sinistre des torches. Un homme, sur le tombereau, soulevait de temps à autre le corps d'une des victimes pour le montrer à la foule. Ce tragique spectacle rallumait partout, sur la route, les colères de combat, au milieu de cris d'horreur, de révolte et d'indignation. Comment ne pas croire à une trahison, à un odieux guet-apens du pouvoir ? On reprenait les armes, on relevait les barricades, on se préparait à la bataille décisive, tandis que le tocsin jetait dans l'air de la nuit ses lugubres accents.

Au lever du jour, les pavés s'étaient soulevés de tous côtés : Paris était couvert de



Prise du Château d'Eau.

D'après une gravure de Raunheim et Naissant (Musée Carnavalet).

barricades, les boulevards étaient coupés, les portes Saint-Denis et Saint-Martin transformées en fortresses. Les étudiants marchaient à la bataille des hauteurs du Panthéon ; l'École polytechnique allait se mettre en mouvement, tandis que la troupe était encore plus démoralisée par les alternatives de lutte et d'apaisement, par les contre-ordres, par les changements de commandement, et que les soldats, sur plus d'un point, mettaient la crosse en l'air. Le Roi, dans la nuit, avait mis à la tête de l'armée, Bugeaud, le glorieux chef des guerres d'Algérie, mais

connu du peuple pour la part prise aux répressions d'émeutes les plus sanglantes, et dont le nom sonnait ainsi comme une nouvelle provocation.

Dès le matin, les barricades se rapprochaient graduellement des Tuileries. On sait que le nouveau Louvre n'était pas encore construit ; sur le bord de la Seine, seulement, le vieux Louvre se rattachait aux Tuileries par une suite continue de constructions faisant partie du vieux palais ; de l'autre côté, de petites rues débouchaient sur le Carrousel. Elles furent vite coupées et fortifiées par le peuple. Louis-Philippe était bloqué de tous côtés par l'insurrection.

Cependant, le Roi éperdu tombait de concession en concession. Dans la nuit, il avait renoncé à Molé et fait appel à Thiers, l'ennemi de son pouvoir personnel. Puis il avait retiré le commandement des troupes au maréchal Bugeaud. Mais, ce n'était pas encore assez : il était trop tard pour que ces concessions pussent désarmer la Révolution. Thiers fut vite convaincu que son nom ne pouvait plus rien sur la colère du peuple. Il conseilla au Roi de prendre Odilon Barrot, le chef de ce qu'on appelait la « gauche dynastique » ; celle qui, tout en restant attachée à la royauté de Juillet, se rapprochait le plus par ses tendances de l'opposition républicaine. Louis-Philippe accepta Odilon Barrot. En vain, déjà Odilon Barrot (qui devait avoir un portefeuille dans le cabinet Thiers) s'était montré aux hommes des barricades, qui n'en voulaient pas plus que de Thiers. Les proclamations annonçant les nouveaux ministères étaient aussitôt

déchirées qu'affichées; ceux qui allaient les annoncer étaient repoussés ou éconduits. Ce n'était plus seulement Guizot qu'on était résolu à ne pas supporter : on ne voulait plus de Louis-Philippe.

Le Roi, revêtu d'un uniforme militaire, avait passé en revue les troupes qui défendaient le Carrousel, et venait de rentrer aux Tuileries, quand y arrivèrent Émile de Girardin et le directeur du journal *Le Constitutionnel*, Merruau.

On sait ce qu'était Émile de Girardin : esprit remuant, audacieux, prodigieux d'activité, débordant d'idées, possédé du génie de la publicité et des guerres de plume, il avait fait une révolution dans la presse, en créant le journal à bon marché; d'ailleurs, changeant avec le souffle du jour. Il s'était chargé, avec Merruau, de faire connaître au peuple les concessions du Roi. Il venait des barricades où il avait échoué : « Sire, dit-il, vous n'avez plus de temps à perdre : si vous voulez sauver la monarchie, il faut abdiquer en faveur du comte de Paris. » Le comte de Paris était le petit-fils de Louis-Philippe, le fils du duc d'Orléans mort tragiquement.

Girardin apportait le papier tout prêt : il n'y manquait que la signature.

La proposition était trop dure pour Louis-Philippe. Il se refusait à signer. On interrogeait les nouveaux arrivés. Quoi! les choses sont-elles désespérées à ce point? Ils racontaient ce qu'ils venaient de voir et d'entendre : les barricades qui enserraient le palais, les refus opposés par les combattants à toutes les concessions, leur passion de combat, l'hésitation des troupes. Louis-Philippe résistait toujours; un bruit formidable de fusillade fit tomber ses irrésolutions; il prit une plume et signa son abdication.

Maintenant, il n'avait plus qu'à fuir. Il ôta son costume militaire et sortit par un souterrain qui conduisait à la terrasse du bord de l'eau. Deux modestes fiacres avaient été amenés à ce qu'on appelait alors le pont tournant : il monta dans l'un d'eux avec la Reine; la duchesse de Nemours monta dans l'autre, et les deux fiacres leur firent franchir la première étape dans la route de l'exil. La duchesse d'Orléans, Hélène de Mecklembourg, restait avec son enfant et avec le duc de Nemours, auquel une loi spéciale avait, comme on l'a vu, donné la régence pour essayer de faire reconnaître le petit roi pour lequel Louis-Philippe avait abdiqué.

Pendant ce temps, le combat, devenu sans objet, avait son plus sanglant épisode. Il y avait alors, sur la place du Palais-Royal, et en face du palais, une solide construction, le Château d'Eau, occupée par un poste militaire. Maçonnerie massive, à deux étages, d'où une fontaine logée dans une niche versait ses eaux dans une vasque. Les volets fermés des fenêtres, en bois épais, derrière une double rangée de barreaux, et la porte garnie de fer, étaient percés de meurtrières. Deux compagnies d'infanterie défendaient la position. Le peuple l'assailait avec fureur parce que le Château d'Eau commandait les rues qui débouchaient sur le Carrousel. Lutte inégale où les balles des insurgés mouchetaient inutilement d'éraflures blanches les pierres noircies de la maçonnerie, tandis que les balles des soldats bien abrités frappaient presque à coup sûr, dans la foule des agresseurs. Ce fut une longue et tragique tuerie. Une actrice de



Éteint!!!...
(Collection du Cabinet des estampes.)

l'Odéon, M^{lle} Lopez, allait et venait intrépidement au milieu des balles pour ramasser les blessés. Une ambulance avait été installée sous la galerie du Palais-Royal.

Le peuple, entre temps, s'était emparé des écuries royales et en brûlait les voitures. On eut l'idée de transporter ces voitures en feu au pied du Château d'Eau; on arrosa l'embrasement avec un tonneau d'esprit de vin. Les flammes, courbées par le vent, léchaient de leurs langues de feu les murs du Château d'Eau. La troupe continuait à tirer à travers ce rideau incandescent. Mais bientôt les coups furent plus rares, puis la fusillade s'éteignit; l'incendie avait pénétré par les ouvertures du monument, qui, à la fin, s'écroula, ensevelissant nombre de ses défenseurs. La façade restait debout.

C'avait été un combat affreusement meurtrier, où l'on s'entretenait pour rien. Du côté du



Dernière séance à la Chambre.

(Bibliothèque nationale.)

peuple, des victimes tombaient pour une victoire déjà achevée; du côté des soldats, on mourait pour un pouvoir en fuite. Le peuple était déjà aux Tuileries.

A la demande d'un officier de la garde nationale, le duc de Montpensier avait fait retirer les troupes qui gardaient le palais, garde sans objet après le départ de la famille royale, et le peuple avait pu y pénétrer sans difficulté. Il saccagea quelque peu, lacéra, déchira, brisa des bustes, trouva des tableaux, comme pour exécuter en effigie des figures impopulaires, fit dans la cour des feux de joie avec les débris jetés par les fenêtres, d'ailleurs, s'abstint de rien prendre et châtia sans pitié les voleurs. Il n'emporta que le trône, qu'on alla brûler sur la place de la Bastille.

Pendant ce temps, la duchesse d'Orléans était allée au Palais-Bourbon avec ses enfants et le duc de Nemours, pour y faire reconnaître le nouveau Roi par la Chambre des Députés. Elle était assise au pied de la tribune entre ses deux fils : le duc de Nemours debout devant elle. On y avait acclamé sa régence, le duc de Nemours y renonçant pour elle. Faible gage de succès : la Chambre était aussi impopulaire que Guizot, et son autorité n'aurait guère pesé sur le peuple victorieux. Lamartine, tout d'abord, fit remarquer que la Chambre ne pouvait pas délibérer en

présence de la duchesse, puis Marie, Crémieux protestèrent contre la proclamation hâtive d'une régence, rappelèrent qu'il appartenait à la nation de prononcer souverainement sur son Gouvernement définitif, et en attendant réclamèrent un Gouvernement provisoire. Ils sont combattus par Odilon Barrot, appuyés par un légitimiste, Larochejaquelein. Soudain, un flot d'hommes armés force les portes de la salle. Ils ont des drapeaux trop neufs, se répandent dans l'enceinte parlementaire avec trop d'ordre et de discipline. De la tribune des journalistes, le républicain Armand Marrast soupçonne un coup monté pour la régence : « C'est le faux peuple, dit-il, je vais chercher le vrai. » Et, comme Lamartine après Ledru-Rollin reprenait la thèse de Marie et de Crémieux, un grand tumulte éclata : c'était le « vrai peuple » qu'Armand Marrast avait été chercher, et qui envahissait la salle à son tour.

Ce fut une bousculade tumultueuse, une fuite soudaine de la plupart des députés. Dans la mêlée, on entraîna la duchesse d'Orléans et ses enfants. Elle se réfugia, avec l'un d'eux, dans le jardin de la Présidence. L'autre fut recueilli par un huissier, qui lui donna asile dans son logement. Le duc de Nemours se cacha dans un bureau où il passa la nuit. La régence est en fuite comme la royauté ; tandis que dans la salle des séances, où les quelques députés restés à leur poste sont mêlés aux envahisseurs, Dupont de l'Eure s'empare du fauteuil du président et proclame un Gouvernement provisoire formé de sept députés républicains.

« A l'Hôtel de Ville », crie-t-on, et, Lamartine en tête, on se met en marche pour l'Hôtel de Ville.

Là, la place était couverte d'une mer de têtes humaines, dont les flots pressés pénétraient le monument et inondaient ses escaliers, ses salles et ses couloirs. On nommait déjà un autre Gouvernement provisoire, tandis qu'on en nommait encore deux autres au bureau du *National* et à la préfecture de police, envahie par les sectionnaires des Droits de l'Homme.

De leur fusion sortit le Gouvernement provisoire de 1848, où, aux sept députés, Lamartine, Dupont de l'Eure, Arago, Crémieux, Marie, Garnier-Pagès, Ledru-Rollin, on joignit Carnot, Armand Marrast, le grand journaliste républicain, Louis Blanc, l'illustre écrivain socialiste, Flocon, un des plus vaillants combattants de la cause du peuple, et un ouvrier, Albert, qui, tout en maniant l'outil, s'était fait connaître par ses écrits. On avait voulu un ouvrier dans le Gouvernement, signe des temps nouveaux et des idées sociales qui grandissaient. Il n'y en avait pas sous la Convention.

Pendant qu'on installait un Gouvernement républicain, Louis-Philippe prenait la route de la terre d'exil. Un vapeur anglais le recueillit au Havre et le déposa sur les côtes de la Grande-Bretagne.

Il arriva au château de Clarmont où il devait passer ses deux dernières années, convaincu, comme Charles X, qu'il n'avait jamais commis une faute, que tous les torts étaient à la France et à la destinée. Son ministre Guizot a vécu et est mort dans le même état d'esprit.



Et vogue la nacelle
Qui porte mes amours !...

Caricature anonyme sur Louis-Philippe.



Louis Blanc.
Arago.

Flocon.
Ledru-Rollin.

Crémieux.
Dupont de l'Eure.

Marrast. Albert.
Marie.

Garnier Pagès.
Lamartine.

Les membres du Gouvernement provisoire de 1848.
D'après la lithographie d'Achille Devéria.

LA SECONDE RÉPUBLIQUE

I. — Le Gouvernement provisoire.

Jamais, peut-être, Gouvernement n'eut une situation plus difficile que celui que la vague populaire, soulevée par la Révolution de 1848, avait jeté à l'Hôtel de Ville. Les hommes de 1848 n'avaient derrière eux qu'un pays où les républicains formaient une infime minorité, que rien n'avait préparé à devenir une République, qui ne s'y attendait pas, bien que le régime tombé, n'ayant conquis aucune affection, ne lui inspirât aucun regret, et qui subissait sans répulsion, même sans résistance, mais non sans étonnement, la révolution parisienne.

Ils ne possédaient qu'un pouvoir provisoire, qui devait à peine durer plus de deux mois, du 25 février au 4 mai. Pouvoir incertain, improvisé par un mouvement populaire, à la merci d'un mouvement nouveau. Dans les grandes occasions, Lamartine haranguait la foule. Le pouvoir nouveau vécut de son admirable éloquence. Un jour, des furieux pleins des souvenirs de la guillotine réclamaient sa tête : « Ma tête ! citoyens... », répondit-il avec calme, plutôt au ciel que chacun de vous l'eût sur ses épaules ! » Une autre fois, comme on voulait substituer le drapeau rouge au drapeau tricolore, il prononça les admirables paroles où, évoquant les souvenirs de la Révolution, il terminait en rappelant que le drapeau rouge n'avait fait que le tour du Champ-

de-Mars, baigné dans le sang du peuple, et que le drapeau tricolore avait fait le tour de l'Europe, semant nos libertés sur le monde.

Dès le lendemain de la Révolution, Paris s'était couvert de « clubs » où tous les partis discutaient les choses de la politique. Les conservateurs avaient les leurs ; et un vaudevilliste faisait rire, en montrant à la scène un personnage arrivant les yeux pochés, le chapeau défoncé, les vêtements déchirés, et disant, pour expliquer son misérable état, qu'il sortait du « club des modérés ». Les révolutionnaires et les socialistes avaient donné l'exemple. Leurs chefs, Barbès, Blanqui, Raspail, avaient chacun son club, envahi tous les soirs par une foule ardente. J'ai déjà tracé la physionomie des deux premiers ; les deux chefs de la dernière émeute populaire qui ait éclaté sous Louis-Philippe : Barbès, généreux, chevaleresque, le Bayard des barricades ; Blanqui, rusé, profond, passionné pour les actions souterraines, conspirateur dans l'âme. Peu après la Révolution, le second fut sous le coup d'une accusation terrible. Parmi les pièces secrètes du Gouvernement tombé, que faisait publier le Gouvernement nouveau, figurait un rapport d'un insurgé, dénonçant ses camarades, qui fut attribué à Blanqui. Barbès trouva la preuve décisive, et rompit avec son ancien compagnon de lutte, qu'il dénonça à l'indignation publique. Bien qu'il y eut, en effet, contre Blanqui quelques apparences, personne ne croit plus à une accusation que dément toute sa vie, passée dans les prisons pour la cause du peuple. Mais, avec ses habitudes de complots et son insatiable passion révolutionnaire, il semble qu'il travailla au renversement du Gouvernement provisoire, beaucoup trop modéré à son gré, ce que ne faisaient ni Barbès ni Raspail.

L'état des esprits était d'autant plus menaçant qu'il y avait, dans les foules innombrables des prolétaires, une attente plus passionnée de réformes sociales, sans programme précis, et surtout sans programme pratique. Les

questions étaient posées ; elles exigeaient des solutions ; et on n'en avait pas. On avait surtout le sentiment très puissant d'un idéal nouveau et de la nécessité de corriger les abus trop visibles de la société bourgeoise, mais sans avoir jamais cherché à s'asservir aux réalités et à élaborer des solutions applicables. De là, une situation redoutable, devant des énigmes qui s'imposaient et dont on n'avait pas le mot. On ne pouvait ni se refuser à tenir compte d'ardentes aspirations populaires ni leur donner de satisfaction.

Il y avait là un élément de bouleversements d'autant plus terrible, que ces problèmes soulevaient dans les diverses fractions de la population des passions plus brûlantes. Aux classes bourgeoises, ils inspiraient des terreurs folles : elles se voyaient au bord d'un abîme, d'un cataclysme, de la suppression de la propriété, et elles réussirent à répandre ces craintes aveugles dans une partie des campagnes ; tandis que les mêmes idées éveillaient dans les masses ouvrières des espérances vagues, mais fanatiques. On imagine la situation d'un Gouvernement placé au milieu d'un tel conflit. Il ne tarda guère à troubler la paix des rues. Chose curieuse, l'exemple des manifestations tumultueuses vint de la bourgeoisie. Elle était exaspérée du décret, pourtant légitime et nécessaire, qui ouvrait à tous les citoyens les rangs de la garde nationale. Elle comptait, comme sous la monarchie, rester seule armée en face du peuple. Elle organisa, le 15 mars, une vaste manifestation pour aller porter ses réclamations à l'Hôtel de Ville. Ce fut un échec piteux.



Projet satirique de l'époque.
(Collection Librairie Aristide Quillet.)

Des troupes de la garde nationale, l'une fut arrêtée en route; l'autre, arrivée à la place de Grève, y trouva des forces suffisantes pour la réduire à l'impuissance. Et ses délégués, reçus à l'Hôtel de Ville, y furent éconduits avec peu de ménagements.

La riposte du peuple ne se fit pas attendre. Deux jours après, cent mille hommes se dirigeaient sur l'Hôtel de Ville : les armées des clubs socialistes, les corporations ouvrières, bannières déployées, aux accents de la *Marseillaise*. Les délégués qui réclamaient l'ajournement des élections n'obtinrent rien. Ledru-Rollin et Louis Blanc, sur lesquels ils comptaient, restèrent unis à leurs collègues. Le Gouvernement, qui se montra au balcon de l'Hôtel de Ville, fut salué par des acclamations enthousiastes : surtout les deux hommes qui y représentaient les opinions les plus avancées, et auxquels cette formidable manifestation paraissait donner la plus grande autorité.

Ce n'était point assez pour calmer les ardentes aspirations des masses populaires : une nouvelle manifestation fut préparée pour le 16 avril. Mais une partie des manifestants fut arrêtée en route ; l'autre défila entre deux rangs de milice bourgeoise. Des délégués, admis seulement près des trois adjoints, en reçurent des réponses peu sympathiques. Ce fut un avortement complet.

Il n'en restait pas moins avéré qu'un Gouvernement qui n'avait d'autre titre que l'acclamation des foules était assailli de loin en loin par de puissants flots populaires. Il avait en même temps à faire face à une situation terrible. La Révolution de Février avait déchaîné, dans le monde des affaires, une panique sans précédents. Plus d'argent et, dans nombre d'industries, plus de travail : une crise épouvantable, une misère noire. Les banques fermaient; la faillite était suspendue sur tous les commerces; les ouvriers restaient sans ouvrage et sans ressources. D'autres difficultés affreuses s'accumulaient sur le pouvoir qui avait reçu la responsabilité de gouverner la France. Il avait recueilli un héritage bien pesant. Le ministère Guizot lui laissait des finances ruinées et une situation militaire déplorable. Il avait réduit nos régiments à l'état de squelettes et contracté des dettes écrasantes. Il n'y avait que des ressources dérisoires dans les coffres de l'État.

Pour comble de malheur, ce Gouvernement était profondément divisé. D'ardentes inimitiés politiques se le disputaient. Une partie avec Marie, Garnier-Pagès et surtout Marrast, mêlaient à leurs convictions républicaines très sincères des idées et des tendances très bourgeoises. Ils avaient hérité de l'esprit d'Armand Carrel, qui servit toute sa vie, intrépidement, la cause du peuple sans l'aimer, et qui restait attaché à toutes les conceptions de la politique des classes moyennes. Ils détestaient Ledru-Rollin et Louis Blanc, et les combattaient avec acharnement. Ajoutez que le Gouvernement n'avait pas même une police sur laquelle il pût compter. Un révolutionnaire, très mêlé aux mouvements du règne de Louis-Philippe, Caussidière, s'était installé dès les journées de Février à la préfecture de police, s'y était fortifié, y avait organisé des troupes à lui, Gardes du peuple et Montagnards, et n'était pas homme à céder la place. Marrast, qui voulait l'en chasser, dut y renoncer. Un jeune Lyonnais, Sobrier, avait établi, rue de Rivoli, une autre police. Il avait quatre cents hommes à lui. On disait que Lamartine comptait sur lui et le protégeait. Ajoutez la masse des ateliers nationaux, dont on se disputait la direction. On voit si ce Gouvernement tiraillé était désarmé pour se défendre. Il ne pouvait vivre que de l'acceptation spontanée des foules. C'est dans cette situation qui semblait rendre son rôle impossible, que le Gouvernement provisoire accomplit en quelques semaines une œuvre admirable et laissa, en partant, plus de réformes que la France, d'habitude, n'en a vu accomplir en cinquante ans.

L'honneur, il faut le dire, en revient en grande partie à Lamartine. Il montra, contrairement aux préjugés les plus répandus, quelle force l'idéal peut donner à une politique. La poésie de Lamartine, avec son large sentiment du droit et des aspirations du peuple, a puissamment contribué à faire faire à la France des pas définitifs : tandis que rien n'est resté debout de l'œuvre médiocre et de résistances entêtées des prétendus hommes d'État de la royauté nobiliaire ou bourgeoise.

Lamartine s'était réservé, dans le Gouvernement, la direction des Affaires étrangères. A ce titre, il adressa à nos ambassadeurs et par eux à l'Europe une circulaire admirable pour définir

l'attitude que la France devait adopter. Les souvenirs de 1792 et de 1793 ne permettaient pas aux monarchies qui nous entouraient de voir, sans de profondes anxiétés, la République renaître dans notre pays. Quand elle y avait paru une première fois, c'était, on le sait, les armes à la main, pour secouer tous les trônes et répandre les idées révolutionnaires à coups de victoires. Lamartine détestait la guerre : il avait écrit autrefois sa très belle *Marseillaise de la Paix* : il voulait une République pacifique, mais avec honneur et avec fierté : c'est la pensée qu'il exposait dans un langage magnifique.

Ce très beau programme de politique étrangère fut presque unanimement applaudi.

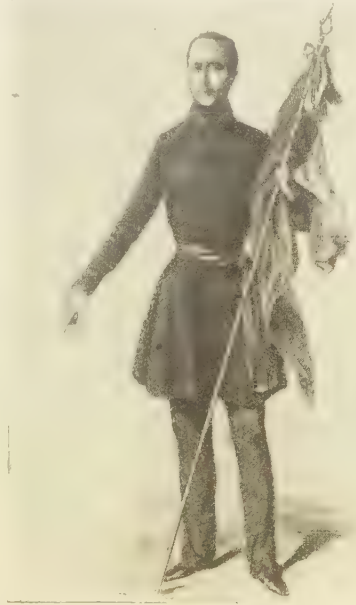
La grande réforme fut l'établissement du suffrage universel. Ici, le principal rôle appartient à Ledru-Rollin. C'est lui qui rédigea la nouvelle loi électorale. Il y avait quelque audace à faire, comme on dit, un tel saut dans l'inconnu. Il est vrai que le suffrage universel était déjà expérimenté, mais de l'autre côté de l'Atlantique, dans le Nouveau Monde, chez des populations jeunes. En Europe, si l'on avait quelques exemples, c'était dans les petits cantons suisses. L'introduire dans une nation vieille comme la nôtre, donner leur part de la souveraineté nationale, non seulement aux masses ouvrières qui avaient manifesté une pensée politique très active, mais aux masses paysannes, jusque-là étrangères aux choses du Gouvernement, livrer les destinées du pays aux habitants les plus ignorants des hameaux, alors qu'on ne leur apprenait même pas à lire, cela pouvait sembler la dernière des témérités, et pourtant, comme pour toutes les idées hautes et justes, l'histoire l'a justifiée. Certes, c'est une date mémorable que celle où, reprenant la tradition de 1793, les hommes de 1848 ont fait de la direction politique de la France la chose, non plus de petites oligarchies bourgeoises, mais du pays tout entier. Le suffrage universel, une fois créé, a été indestructible.

L'autre grande réforme fut la suppression immédiate et complète de l'esclavage dans toutes les colonies françaises.

C'était une terrible honte, pour le pays qui a proclamé les Droits de l'Homme, de tolérer qu'il y eût des esclaves sur son territoire. Là pourtant, il avait eu l'honneur de l'initiative tout entier. C'est notre grande Révolution qui, la première, a aboli l'esclavage dans nos possessions d'outre-mer en 1794. Bonaparte, premier consul, commit l'infamie de le rétablir, ôtant ainsi la qualité d'hommes à des malheureux qui l'avaient depuis huit ans. L'Angleterre avait suivi l'exemple de notre Convention en 1833, avec un long délai pour la pleine exécution de la loi. La question avait été agitée à la fin du règne de Louis-Philippe sans aboutir. Un homme de grand cœur s'était, entre tous, attaché à cette noble cause : Victor Schœlcher était un républicain d'un courage intrépide et d'une honnêteté héroïque. C'est lui qui, comme sous-secrétaire d'État à la Marine, fut mis à la tête de la commission chargée de préparer le projet. Sous son impulsion, on alla vite en besogne et, dès le 17 avril, le *Moniteur* publiait le décret de suppression immédiate.

Le grand astronome Arago, ministre de la Marine et, par intérim, de la Guerre, en attendant le général Cavaignac, d'abord nommé gouverneur de l'Algérie, reconstituait à la hâte nos forces militaires.

A la Justice, Crémieux faisait de bonne besogne. Bien que Lamartine et nombre de républicains eussent combattu très énergiquement la peine de mort, on n'osait pas aller jusqu'à l'abolir : mais, au moins, on la supprimait en matière politique; personne ne devait plus payer ses convic-



Lamartine.

tions de sa vie. La République eut l'honneur de supprimer le serment qu'on exigeait jusque-là des fonctionnaires. L'exposition publique de certains condamnés aux regards de la foule était un reste de la barbarie du Moyen Âge : Crémieux en débarrassa le Code. Une loi absurde permettait aux créanciers de faire mettre en prison, sauf à les y nourrir, leurs débiteurs insolubles. C'était ce que l'on appelait la « contrainte par corps ». Elle disparut.

Aux Finances, le premier ministre fut le banquier Goudchaux : républicain très convaincu, mais naturellement imbu de ses idées professionnelles, et peu porté aux réformes. C'est malgré lui que le Gouvernement supprima l'impôt sur le sel, très impopulaire, et le droit de timbre sur les journaux qui, les obligeant à se vendre plus cher, était absurde dans un régime populaire. Goudchaux donna sa démission; on le remplaça par Garnier-Pagès, le frère du premier député républicain qu'on ait vu dans les Chambres de Louis-Philippe. Celui-là était mort avant l'âge. Son frère n'avait pas son éloquence; il appartenait à la fraction la plus timide du Gouvernement; aussi se laissa-t-il facilement détourner d'établir un « impôt sur le revenu » auquel il

avait d'abord songé et, comme il fallait à tout prix trouver des ressources, il suivit les conseils réactionnaires qui le poussaient à augmenter de 45 centimes additionnels, c'est-à-dire de près de moitié, nos très mauvaises contributions directes. L'impôt des 45 centimes fut odieux surtout aux ruraux et contribua déplorablement à tourner les paysans contre la République.

On prit du moins quelques mesures excellentes au point de vue financier comme l'établissement de « comptoirs d'escompte » qui apportèrent une aide précieuse au commerce si éprouvé, et surtout la créa-



Les rongeurs de la veille et les rongeurs du lendemain.

tion des billets de banque de 100 et 200 francs, décidée par Garnier-Pagès. C'est grâce à cette décision que le billet de banque, jusque-là d'un chiffre trop élevé pour sortir d'une clientèle relativement restreinte, commença à pénétrer dans les campagnes.

Louis Blanc, doublé d'Albert ouvrier, membre comme lui du Gouvernement, avait demandé qu'on organisât, sous sa direction, une étude des réformes sociales. On lui donna le palais du Luxembourg, celui qui avait été affecté au Sénat de l'Empire, aux Pairs de la Restauration et de Louis-Philippe.

Leur travail fut loin d'être stérile, et de là sortirent des idées dont l'avenir devait démontrer la justesse et la portée. On y décida la suppression de l'odieux « marchandage » qui avilissait le prix de la main-d'œuvre, suppression réalisée par un décret du Gouvernement. On y décida aussi la limitation des heures de travail, limitation bien incomplète : à dix heures pour Paris, à onze heures pour la province. Ce n'étaient encore que des germes d'une réforme indispensable, et, bien que le Gouvernement qui la décréta eût, après coup, attaché une pénalité à la violation de son décret, la résistance des patrons le rendit à peu près inefficace.

De là sont sorties aussi les premières « sociétés coopératives ». D'abord une société d'ouvriers tailleurs, pour laquelle Louis Blanc collabora à la rédaction des statuts, pour laquelle il obtint un local et des commandes du Gouvernement et qui réussit très bien. D'autres suivirent. Ainsi

partit du Luxembourg l'idée d'affranchir, par l'association, les travailleurs de la domination patronale.

Le Gouvernement provisoire avait dû résoudre dès le début une autre création : les ateliers nationaux. Il ne pouvait pas laisser mourir de faim, pour prix de sa sanglante victoire, le peuple qui venait de faire la Révolution. La Constituante, qui n'était guère socialiste, avait, dans un de ses décrets, reconnu, il est vrai, que « la société doit à ses membres et la subsistance et le travail ». Mais il était plus aisé de formuler un tel principe que de l'appliquer. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement provisoire était en présence d'une nécessité impérieuse. Il ne pouvait pas ne point assurer la vie de la population ouvrière sans la livrer, et sans livrer la République et la France, à toutes les convulsions du désespoir. Dès le 27 février, il décida la création d'« ateliers nationaux » où les ouvriers inoccupés trouveraient du travail.

A quelle tâche les occuper? On n'avait guère à les employer qu'à des travaux d'amélioration dans Paris; mais le Gouvernement se heurtait à la résistance sourde des ingénieurs de l'État. Rien n'aboutissait. Un jeune ingénieur, nommé Émile Thomas, proposa un plan d'organisation qui fut adopté; il fut mis à la tête des ateliers nationaux; il surmonta tous les mauvais vouloirs, et les ateliers nationaux

fonctionnèrent, assez mal, il faut le dire. La besogne qu'on avait à leur donner était médiocre; on leur faisait remuer de la terre sans grande utilité; mais, encore une fois, il fallait vivre. De 7.000, le nombre des ouvriers qu'on faisait subsister de la sorte, monta vite à près de 50.000. On donnait 2^f 50 par jour à ceux qu'on pouvait occuper, 1 franc aux autres. Tout le monde sait que la vie était alors à bien meil-



La veille.

(Bibliothèque nationale.)

Le lendemain.

leur marché qu'aujourd'hui, que les salaires étaient beaucoup plus bas, et que ces chiffres n'étaient pas alors dérisoires, comme ils le seraient à l'heure présente.

La France se préparait à faire, pour la première fois, des élections avec le suffrage universel,

On eut, à ce moment, un spectacle unique dans notre histoire : une abdication, de pure apparence, mais complète, de tous les partis ennemis de la République. Aucune puissance politique ne devait mettre tant de passion à la combattre et à la détruire que l'Église catholique : aucune n'affectait de l'accepter avec une plus ardente sympathie. La situation, au lendemain de Février 1848, était toute différente de ce qu'elle était au lendemain de Juillet 1830. La Révolution qui a renversé Charles X avait éclaté contre un gouvernement bigot, dans lequel la cause de la monarchie et de l'Église étaient confondues : elle se doublait d'une violente inimitié contre le clergé. La royauté bourgeoise était voltairienne; et, bien que nous l'ayons vue à la fin, avec Guizot, se rapprocher du cléricisme, le clergé ne s'était pas réconcilié avec elle : il l'avait plutôt combattue. Aussi aucune hostilité contre l'Église n'était mêlée à la Révolution de 1848 : au contraire, le sentiment populaire lui était plutôt sympathique. L'Église n'eut garde d'effaroucher ces bonnes dispositions. Elle accueillit de son mieux la République; on faisait bénir aux curés les arbres de la liberté : ils les bénissaient avec tous les dehors d'un admirable zèle démocratique. Qui eût prévu que si peu de temps après, l'Église, sans aucun motif nouveau, sans aucune agression du régime populaire, allait donner toutes ses forces, et dans une large mesure, imposer sa direction à une implacable réaction cléricale dirigée contre la République et contre tout ce qu'il y avait de républicain?

L'attitude des partis conservateurs fut extraordinaire : ils étaient plus républicains, plus

socialistes que qui que ce soit. Jamais mensonge politique ne fut plus complet. On eut la stupéfaction de voir les partis qui avaient jusque-là gouverné la France se renier eux-mêmes sans scrupules. Les naïfs auraient pu croire que tout le monde était devenu républicain. Le dévot Falloux, qui a joué un des rôles les plus violents dans la réaction qui allait venir, disait que le peuple de Paris « avait donné à sa victoire un caractère sacré ». Le fameux Rouher s'écriait : « Tout pour le peuple et par le peuple », et réclamait l'impôt progressif sur le revenu.

On ne pouvait pas s'en remettre au personnel préfectoral existant de représenter la République au moment de la grande consultation nationale. Ledru-Rollin envoya dans les départements des « commissaires » choisis parmi les démocrates militants : plus d'un était plus zélé qu'habile, et ils se heurtèrent parfois à de violentes résistances.

Il y avait déjà deux partis ennemis dans le parti républicain comme dans le Gouvernement. Là aussi, les « modérés » étaient en lutte avec les « avancés », et ils hésitaient d'autant moins à faire bon ménage avec les conservateurs, que ceux-ci affectaient un zèle républicain ardent, quoique peu sincère. Il est peu surprenant que devant un suffrage universel encore inexpérimenté, dans un pays peu préparé aux institutions républicaines et fort inquiet des revendications sociales, ils aient obtenu des avantages décisifs. A Paris même, les « avancés » n'eurent qu'un nombre d'élus très inférieur à celui qu'ils espéraient.

Avant d'abandonner le pouvoir, le Gouvernement provisoire célébra une imposante fête de la fraternité. C'était le 23 avril; il faisait un temps superbe; deux cent mille gardes nationaux, cent mille hommes de troupes défilèrent devant le Gouvernement siégeant sur une estrade à l'Arc de Triomphe, au milieu d'une foule immense qui lui prodiguait ses acclamations.

II. — L'Assemblée constituante de 1848.

La France eut rarement une Assemblée aussi éclatante que la Constituante de 1848. Sauf Guizot, tous les grands orateurs du règne de Louis-Philippe s'y trouvaient réunis : Ledru-Rollin, Berryer, Thiers, Montalembert, Odilon Barrot, Dufaure. Les deux grands poètes, Lamartine et Victor Hugo, y siégeaient avec les grands écrivains Lamennais, Proudhon, Edgar Quinet; Béranger, élu, avait refusé. Les chefs du socialisme comme Louis Blanc, Pierre Leroux, etc., s'y rencontraient avec les représentants les plus éloquents des croyances religieuses, le grand prédicateur Lacordaire dans sa robe de Dominicain, l'éminent pasteur protestant Coquerel. Et pourtant, cette pléiade d'hommes illustres ne devait jouer qu'un rôle médiocre dans notre histoire. Elle a provoqué une guerre civile, élaboré une Constitution funeste et jeté la France dans la réaction.

La majorité y appartenait à la République. Mais son parti était divisé. Les éléments modérés qui y étaient le plus considérables y ressentaient plus d'aversion mêlée de peur pour les radicaux comme Ledru-Rollin, et surtout pour les socialistes, que pour des conservateurs qui affectaient d'être si bons démocrates. Leur principal inspirateur était Armand Marrast, homme de bien et ferme républicain, mais sortant, avec des animosités et des rancunes vivaces, de la lutte qu'il avait soutenue contre les éléments avancés dans le Gouvernement provisoire. Ainsi se forma une majorité passionnée de combat contre les aspirations populaires. Lamartine, qui refusait de s'associer à ses inimitiés, perdit bien vite toute influence.

L'Assemblée débuta en déclarant à l'unanimité, moins trois ou quatre voix, que « le Gouvernement provisoire avait bien mérité de la Patrie ». Mais, quelques minutes avant, elle avait manifesté ses tendances. On avait résolu de nommer une « commission exécutive » de cinq membres qui gouvernerait jusqu'au vote de la Constitution. On voulut en exclure Ledru-Rollin. Lamartine déclara qu'il refuserait de faire partie du Gouvernement sans lui. On céda : mais sans pardonner à Lamartine. Tandis qu'Arago, Garnier-Pagès, Marie obtenaient de 725 à 702 voix, il n'en eut que 645, et Ledru-Rollin que 425. Quelques jours après, le 10 mai, Louis Blanc demandait la création d'un ministère de progrès et de travail; repoussé presque à l'unanimité. On votait, il est vrai, une enquête sur l'« amélioration du sort des ouvriers industriels et agricoles ».

Compensation assez dérisoire. Les tendances de l'Assemblée se dessinaient déjà et répandaient la méfiance et l'irritation dans les masses ouvrières.

La funeste journée du 15 mai aggrava bien vite la situation. La cause de la Pologne a toujours été très populaire en France. Notre pays avait été, en tout temps, l'asile ordinaire des proscrits de ce malheureux peuple. La Révolution de Février avait eu ses contre-coups dans toute l'Europe. L'Allemagne, l'Autriche, l'Italie se soulevaient. Il y avait eu de nouvelles insurrections en Pologne : elles avaient été, comme toujours, atrocement écrasées dans le sang. Les proscrits rentrés en France y avaient raconté les horreurs de la répression. Il était aisé de soulever un grand mouvement populaire pour une cause si chère à l'esprit français.

Huber, qui prit l'initiative, était un personnage plus que suspect. Il n'est pas douteux qu'il ait été un agent. De qui ? On soupçonne Marrast, qui venait de lui donner une position. Le soupçon est peu vraisemblable, et il semble plus probable que c'est là qu'il acquit des titres



Envahissement de la salle de l'Assemblée nationale.

Lithographie de Provost (Bibliothèque nationale).

à la reconnaissance du parti bonapartiste, à ce moment mêlé à toutes les tentatives de désordre.

Les chefs du parti socialiste étaient plutôt contraires au mouvement. Huber, dès le 14, lança une convocation pour le 15, qu'il fit contresigner par Sobrier. Le lendemain 15, à 10 heures du matin, la multitude encombra la place de la Bastille. La grande majorité ne voulait qu'une manifestation pour la Pologne ; mais l'Assemblée était déjà impopulaire. Les flots des manifestants sans cesse grossis, suivirent les boulevards aux cris de « Vive la Pologne ! », « Vive la République ! » et couvrirent d'un immense fourmillement de têtes humaines la place de la Concorde. On hésitait à passer le pont. Blanqui donna l'exemple et le signal. Quelques minutes après, l'Assemblée était envahie.

Ce furent alors des scènes de désordre et de confusion sans nom. Parfois, trois ou quatre orateurs escaladaient la tribune et y parlaient à la fois. On n'en entendait guère aucun dans le tumulte. Dans cet affreux désordre, il n'y eut de violence que quand le bruit du tambour annonça l'arrivée de la force armée. Le président Buzet qui l'avait appelée, fut assailli de reproches et

d'injures et jeté à bas de son fauteuil. On le fit sortir et on le mit en sûreté. Mais la garde mobile arrivait. Les hommes du peuple qui avaient envahi la salle s'enfuirent, et la séance reprit.

Les plus violents avaient voulu créer un nouveau Gouvernement provisoire. Mais ceux auxquels ils prétendaient donner le pouvoir s'y soustrayaient de leur mieux. Louis Blanc, porté à bras d'hommes en triomphe dans la salle des séances, s'était débattu, puis évanoui, et se réfugiait chez lui. Ledru-Rollin s'était enfermé à clef dans un bureau de la questure. Raspail sautait à bas d'une voiture pour échapper aux ovations de la foule. Pierre Leroux s'était dérobé aussi. Un seul marcha : Barbès, qui pourtant avait été opposé à la manifestation. Mais il avait peur que Blanqui, qu'il considérait comme un traître, ne le devançât. Il marcha sur l'Hôtel de Ville avec Albert ouvrier; chacun par un quai de la Seine, vint à bout, avec quelques hommes, de la résistance des gardes nationaux qui lui barraient l'entrée du monument, et s'installa dans un bureau. L'Hôtel de Ville était vaste, et l'on pouvait s'y perdre dans les escaliers et dans les couloirs. Par un singulier hasard, Barbès et ses hommes pénétrèrent d'un côté, pendant que les représentants



Insurgés prisonniers traversant les rues de Paris.
(Bibliothèque nationale.)

du pouvoir légal continuaient à fonctionner du côté opposé. Marrast, maire de Paris, administrait dans un bureau, tandis que Barbès faisait de la révolution dans un autre : tous deux s'ignorant. Barbès écrivait à la hâte des décrets constituant un Gouvernement nouveau, dissolvant l'Assemblée, et sommant la Russie de délivrer la Pologne, quand un officier de la garde nationale entra et l'arrêta.

Il était fatal qu'une forte réaction suivît cette journée de désordre et d'avortement. Le général Courtais qui, trop enivré

de sa passagère popularité, n'avait pas résisté au mouvement; le colonel Saissel, chef de l'état-major de la garde nationale, qui n'avait pas fait battre le rappel, furent cassés. On ferma deux clubs. Caussidière, le préfet de police, s'était enfermé à la préfecture et était resté neutre, comme s'il attendait l'issue de la journée : on l'obligea à donner sa démission de député et de chef de la police. Incriminé devant l'Assemblée, Caussidière s'était défendu habilement. C'est là qu'il prononça un mot resté célèbre : « J'ai fait, disait-il, de l'ordre avec du désordre. » Au reste, la bourgeoisie elle-même lui savait gré de l'ordre qu'il avait si bizarrement assuré. Quelques jours après (5 juin), avaient lieu à Paris les élections complémentaires pour pourvoir aux sièges vacants. Caussidière était élu en tête avec 126.000 voix.

On voulut prendre prétexte du 15 mai pour atteindre les chefs socialistes. Le soir même, on arrêtait Raspail, que le lecteur a vu se refuser aux violences, et dont tout le crime consistait à avoir lu une pétition pour la Pologne à l'Assemblée dans le tumulte. Surtout on chercha à frapper Louis Blanc. Armand Marrast allait répandant qu'on l'avait vu à l'Hôtel de Ville, ce qui était faux. L'Assemblée avait nommé une commission pour examiner s'il fallait le poursuivre. Jules Favre, peu maître de ses haines, fit contre lui un rapport où la douceur affectée du ton contrastait avec la rigueur des conclusions, et qu'on compara à une jatte de lait empoisonnée. Mais l'accusation était absurde : Marrast rétracta honnêtement les racontars dont il s'était fait l'écho, et l'Assemblée refusa les poursuites. Elles devaient être reprises plus tard.

Les partis monarchiques ne se démasquaient pas encore, et la loi qui étendait à la famille de Louis-Philippe l'interdiction du territoire prononcée en 1832 contre la branche aînée des Bourbons fut votée le 26 mai par plus des neuf dixièmes de l'Assemblée. On était plus hésitant pour les Bonapartes : la popularité du nom de Napoléon était grande, même parmi les plus avancés. Malgré la loi de la Restauration qui les bannissait, l'Assemblée admit dans son sein deux des membres de la famille qui avaient été élus. Les difficultés commencèrent, quand il s'agit de prétendant lui-même, Louis Bonaparte, l'auteur des folles tentatives de Strasbourg et de Boulogne.

Bien qu'il se fût créé des sympathies, même parmi les socialistes, on le prenait à peine au sérieux après les absurdes équipées qui l'avaient fait désavouer par les siens. Il était accouru à Paris dès le lendemain des journées de Février, mais le Gouvernement provisoire l'avait renvoyé à Londres. Puis il avait été élu par l'Yonne, la Charente-Inférieure, la Corse, et telle était l'aberration de certains républicains, que son élection était défendue par Jules Favre et Louis Blanc.

Une question terrible se posait à l'Assemblée : celle des ateliers nationaux. Qu'on pût continuer indéfiniment à nourrir, aux frais du Trésor, une grande partie de la population ouvrière de Paris (et même des départements), sans avoir de travail sérieux à lui donner, le bon sens se refusait à l'admettre. Mais il semblait impossible qu'un homme raisonnable pût songer à jeter du jour au lendemain tant de malheureux sur le pavé. Plus de 100.000 hommes dans Paris vivaient des ateliers nationaux. Leur ôter du soir au matin leur pain quotidien, c'était provoquer la guerre civile.

C'était pourtant ce que l'Assemblée était résolue à faire. Elle avait nommé une commission pour étudier la question. Cette commission choisit un rapporteur dont le nom seul semblait un défi. M. de Falloux n'était pas seulement un légitimiste : c'était un clérical furieux qui rêvait le retour des plus sanglantes persécutions du Moyen-Age. Il ne reculait pas devant l'apologie de l'Inquisition et de ses hideux bûchers. Il s'était fait connaître, quelques années avant, par un livre où il avait choisi pour héros le pape le plus implacable, Pie V, qui a fait brûler un savant pour avoir mérité de l'Inquisition, et qui a poussé comme pas un au massacre des hérétiques. L'idéal de Falloux, c'était le régime féroce d'un Philippe II. Avec cela, souple, habile, prenant le masque républicain, il associait à ses rêves d'absolutisme impitoyable une façon de libéralisme. Tant que l'Église était dépossédée du pouvoir, il voulait des libertés pour tuer la liberté. Avec de telles idées, une guerre civile qui perdrait la République ne pouvait pas lui répugner.

Il n'avait pas encore lu son rapport à la tribune quand la révolte éclata. Mais on en connaissait les conclusions : depuis longtemps le président de la commission, le banquier Goudchaux, s'était prononcé à la tribune pour la suppression immédiate.

Le Gouvernement, qui avait formé de son côté une commission pour étudier la même question, essayait en vain de faire prévaloir une solution moins brutale. On se mit à faire partir pour la Sologne, pays alors marécageux et malsain, des convois d'ouvriers parisiens pour y travailler à des défrichements. « On veut nous envoyer au loin mourir de la fièvre » fut le cri général. Le



La France livrée aux corbeaux de toute espèce.

Dessin de Forest (Bibliothèque nationale).

22 juin, jour de la Fête-Dieu, sur une convocation⁷ de la veille, quelques milliers de travailleurs arrivaient place du Panthéon. Un de leurs lieutenants, Pujol, d'une éloquence populaire violente et mystique, les entraîna au Luxembourg, au siège du Gouvernement. Là, avec quatre délégués, il fut reçu fort rudement par Marie : « Si les ouvriers ne veulent pas aller en province, on les y contraindra par la force. » Pujol revint exaspéré trouver ses hommes place Saint-Sulpice, les harangua du bord de la fontaine, et leur donna rendez-vous au Panthéon pour le lendemain 23.

Ce jour-là, Falloux lut son rapport à la tribune. Le matin, 8.000 ouvriers s'entassèrent place du Panthéon. Pujol les conduisit place de la Bastille, et les fit agenouiller sur le sol où étaient tombés, disait-il, les premiers martyrs de la liberté, comme pour évoquer leurs ombres au début de la guerre civile. Puis la masse populaire s'acheminait par les boulevards, et construisait les premières barricades boulevard Bonne-Nouvelle et à l'entrée des faubourgs : il était 10^h 30 du matin.



Prise des barricades de la place du Petit-Pont (23 juin 1848).

(Bibliothèque nationale.)

Aurait-on pu étouffer l'insurrection à ses débuts, quand les révoltés étaient encore peu nombreux ? On ne le saura jamais. C'est ce que demandaient Arago et Ledru-Rollin. « L'exemple des barricades, disait le second, est contagieux à Paris. » Il était d'avis de faire enlever par la troupe les premières qui s'élevaient et disperser leurs défenseurs réduits à quelques milliers d'hommes. Cavaignac s'y refusa obstinément. Il était républicain, mais avant tout il était militaire. Chose étrange, il trouvait qu'en 1830 et en 1848, révolutions dont il bénissait pourtant les résultats, la victoire du peuple avait humilié l'armée. Il laissa l'incendie s'étendre.

Ainsi s'alluma une guerre civile qui, bien qu'elle n'ait duré que quatre jours, n'en fut pas moins une des plus atroces dont la France ait été le théâtre. On a voulu y donner un rôle dominant aux perfides calculs des partis monarchiques : il est certain qu'ils y eurent leur large part. Aux débuts, le drapeau blanc était arboré par certains insurgés, et les cris de : Vive Napoléon ! se mêlèrent aux cris de : Vive Barbès ! Que les ennemis de la République aient poussé à une lutte qui devait lui faire tant de mal, cela ne peut guère être contesté. Mais il n'y eut, dans leur action, qu'un facteur très secondaire. Les combattants prenaient le fusil parce qu'on leur ôtait l'outil

des mains. Les femmes étaient enragées : elles apportaient des armes et des munitions, espionnaient la troupe, soufflaient aux hommes la fureur du combat. Plus d'une se fit tuer, debout sur la barricade, brandissant le drapeau de la révolte.

Une cause profonde de colère s'ajoutait à leur désespoir. Ces ouvriers auxquels on ôtait le pain de la bouche, c'étaient ceux qui, au risque de leur vie, avaient fait la Révolution de Février. Le pouvoir qu'ils avaient élevé les repoussait en les jetant sans ressources sur le pavé. Ils avaient caressé un beau rêve de démocratie sociale, et voilà qu'ils étaient traités en ennemis par leur République !

Telle fut cette guerre civile : la lutte de deux classes pour l'existence. Jamais peut-être bataille des rues ne fut si effroyable. Ce n'étaient plus les barricades rudimentaires des révolutions antérieures. La partie de Paris soulevée était coupée de véritables places fortes. Les amoncellements de pavés, de voitures et troncs d'arbres qui barraient les rues et les places



Attaque du Panthéon.

(Bibliothèque nationale.)

s'élevaient souvent à la hauteur d'un premier étage, et se complétaient l'un l'autre dans un ensemble de défenses ingénieusement conjuguées. Les maisons qui en dominaient l'accès étaient occupées par les insurgés ; et leurs murs intérieurs percés permettaient de passer de l'une dans l'autre. Victor Hugo dans les *Misérables* a décrit, après les avoir vues de ses yeux, les deux plus formidables barricades des journées de Juin : deux énormes forteresses improvisées.

La première journée (23 juin) fut déjà très rude. Une puissante barricade au boulevard Bonne-Nouvelle fut enlevée au prix de grands efforts ; puis une autre, place Lafayette. Le général Lamoricière, installé dans un café du boulevard Saint-Denis, n'avait que des forces insuffisantes. Cavaignac, auquel il demandait des renforts, vint le retrouver avec des troupes. Tandis que Lamoricière s'enfonçait dans le faubourg du Temple, Cavaignac en personne allait assaillir la barricade formidable de la rue Saint-Maur. En vain, il lança successivement sur elle ses sept bataillons ; en vain il fit venir des canons : il n'en vint à bout qu'après quatre heures de combat, quand la nuit tombait ; il revint à l'Assemblée, inquiet et profondément attristé.

D'autres luttes acharnées avaient lieu place des Vosges et autour de l'église Saint-Laurent. Sur la rive gauche, le général Damesme, place de la Sorbonne, était réduit à l'impuissance, parce

qu'il avait trop peu d'hommes, et n'osait attaquer la place du Panthéon où l'insurrection était en forces. Le général Bedeau qui se trouvait à l'Hôtel de Ville résolut de percer jusqu'à lui. Il avait à passer les ponts des deux bras de la Seine, à traverser le dédale inextricable de ruelles qu'était alors la Cité, et à remonter la rue Saint-Jacques, hérissée d'une série de barricades. Ce fut un combat continu. Au Petit Pont, défendu par des barricades à ses deux extrémités, ses soldats se trouvèrent un instant entre deux feux, arrêtés devant la seconde barricade, pendant que derrière eux les insurgés avaient repris la première.

Quand le soir tomba, le sang avait largement coulé en vain. On n'osait pas faire garder par l'armée les positions conquises : on la ramenait prudemment en arrière. Les insurgés mirent la nuit à profit pour se fortifier à nouveau. Le lendemain, 24, tout était à recommencer.

À 10 heures du matin, le combat reprenait partout. Dans le faubourg Poissonnière où les insurgés avaient crénelé et percé le mur d'octroi, la défense fut acharnée. Il fallut quatre heures (de 2 à 6) pour enlever la maîtresse barricade : l'arrivée de la garde nationale, à la fin, décida

le succès. Dans la Cité, les insurgés avaient occupé de nouveau les positions évacuées. La troupe était tenue en échec. Marrast allait dénoncer à Cavaignac l'incapacité du commandement. Charras arrivait avec un bataillon de garde nationale et deux canons et assurait l'avantage à l'armée.

La place des Vosges avait été reconquise par les insurgés qui s'étaient emparés de la mairie, y avaient fait mettre bas les armes à 350 soldats de ligne et y avaient trouvé beaucoup d'armes, de munitions et d'uniformes de la garde nationale. Vers le soir, après la prise de la



Assassinat du général Bréa.

(Bibliothèque nationale.)

barricade de la rue Saint-Antoine et l'attaque de Saint-Gervais, la place des Vosges était dégagée.

Sur la rive gauche, le général Damesme, de la place de la Sorbonne, vers 10 heures du matin, descendait la rue Saint-Jacques et reprenait les barricades relevées dans la nuit. Puis il assiégea la place du Panthéon. Ce fut un combat terrible et très meurtrier. La troupe de ligne finit par forcer par derrière l'entrée de l'École de droit. Les insurgés occupaient les bâtiments alors en construction de la mairie qui lui fait face. On se fusilla furieusement de part et d'autre pendant deux heures. Puis des canons, en batterie au milieu de la rue Soufflot, ébranlèrent les portes massives de l'église. Alors, au signal donné, gardes mobiles et gardes nationaux se précipitèrent, enfoncèrent les portes à moitié démolies, engagèrent sous les voûtes et sous la coupole, un corps à corps avec les insurgés, et mirent en fuite ceux qui purent échapper. Puis, Thomas d'un côté, Damesme de l'autre s'emparaient, en enlevant les barricades, des quartiers situés derrière le Panthéon. Damesme fut blessé à l'attaque de la dernière barricade, rue de Fourcy.

La journée décidait la défaite de la révolte. Dorénavant elle avait perdu définitivement la plupart de ses positions. Elle ne tenait plus, sur la rive droite, que l'extrémité des faubourgs et les quartiers situés derrière la Bastille; sur la rive gauche, que des faubourgs. Elle était d'autant plus exaspérée qu'elle était plus comprimée. Elle n'avait pas de quartier à espérer. Il

est établi que les vainqueurs avaient commencé à fusiller les prisonniers. On pouvait s'attendre, pour les dernières luttes, à toutes les horreurs du désespoir.

La mort de deux victimes dans la tragique journée du 25 contribua puissamment à rendre l'insurrection odieuse à l'opinion publique.

Sur la rive gauche, les insurgés, repoussés entre les faubourgs Saint-Marcel et Saint-Jacques, s'étaient fait une forte position à la barrière de Fontainebleau. Le général Bréa, avant de les attaquer, voulut essayer de les ramener. Il fit venir quelques-uns et leur lut une proclamation de Cavaignac aux ouvriers. Ils l'engagèrent à parler à leurs camarades. Il les suivit dans leur espèce de place forte, accompagné de quelques officiers. Là, il s'exposait à toutes les violences des passions déchaînées. Les uns étaient disposés à l'entendre; les autres n'écoutaient que leurs haines et leurs colères. Des femmes, qui avaient vu fusiller un prisonnier au Panthéon, poussaient à la vengeance. Ceux qui voulaient le sauver le firent entrer avec ses compagnons dans une maison voisine, celle du maire, et l'engagèrent à fuir par-dessus le mur du jardin. Il refusa. La porte de la chambre où il se trouvait fut enfoncée par une poignée de furieux. Il tomba sous leurs coups de fusils : l'un d'eux lui fracassa le crâne avec sa crosse. Alors la foule envahit la maison à son tour : trop tard pour le sauver; les assassins s'enfuirent.

Il n'y avait eu là que le crime de quelques brutes. On n'en retrouva que quatre qui, plus tard, ont été condamnés par la justice : un misérable que le surnom qu'on lui donnait, « le chou-rineur », fait assez connaître, puis un malheureux sorti de l'hospice des indigents à Bicêtre, puis un

maquignon; enfin un agent bonapartiste qui, ayant été comme soldat en garnison à Ham, lors de l'emprisonnement du prince, était resté inféodé au parti.

La mort d'Affre, l'archevêque de Paris, devait laisser une impression plus odieuse encore, Il avait horreur de cette guerre fratricide. On ne put le détourner d'aller, au milieu des insurgés, leur porter des paroles de paix. Avec une héroïque conception de son devoir évangélique, il répondit obstinément à tous ceux qui voulaient le détourner de sa fatale résolution : « Ma vie est si peu de chose. » Et, après avoir prévenu Cavaignac, il s'achemina intrépidement vers l'Arsenal, revêtu de ses habits sacerdotaux. Il se jetait dans une foule furieuse où il y avait des enragés. Quelques coups de feu partirent : l'un d'eux l'atteignit : il était mortellement blessé. A cette vue, un revirement soudain se fit dans la foule : elle eut horreur de cet assassinat. On improvisa un brancard avec des fusils entrecroisés et un matelas; on transporta le blessé d'abord chez une pauvre femme, puis au presbytère du curé de Saint-Paul. On s'agenouillait sur son passage au milieu des sanglots. Du presbytère, sur l'avis de son médecin qu'on avait été chercher, il fut rapporté par des insurgés au palais épiscopal. Il mourut quelques heures après : il disait : « Faites, ô mon Dieu que mon sang soit le dernier versé », laissant le souvenir éternel d'un grand cœur et d'une mort admirable!

Pendant la journée, le Gouvernement avait repris presque entièrement Paris sur l'insurrection. Lamoricière avait emporté, après un combat terrible, la barrière de la rue Saint-Maur qui, avec la caserne, les quais du canal Saint-Martin et l'entrepôt de la douane, formait un ter-



M^{re} Denis-Auguste Affre, blessé mortellement le 25 juin 1848.
(Bibliothèque nationale.)

rible ensemble de défenses. Il avait fallu faire tonner le canon contre la barricade. Vers le soir seulement, les insurgés étaient coupés en deux; et Lamoricière, qui avait eu son cheval tué sous lui, était victorieux.

Le général Lebreton avait chassé les insurgés de Montmartre, enlevé la barricade Rochechouart, et, après une longue et meurtrière fusillade, débusqué les révoltés des bâtiments de l'octroi et des maisons d'où ils continuaient la lutte.

A la barrière de Fontainebleau, après la mort de Bréa, le colonel Thomas, par deux brèches du mur d'octroi, avait tourné les insurgés, les avait pris entre deux feux et les avait mis en fuite par la route de Gentilly.

Derrière l'Hôtel de Ville, le général Duvivier marchait sur la Bastille où Lamoricière devait arriver par les boulevards. Il avait formé deux colonnes, l'une qu'il commandait, prenant les quais; l'autre sous le colonel Regnault, la rue Saint-Antoine. Duvivier était blessé au pied. Charras le fit remplacer par Négrier, tué bientôt après. On était arrivé à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, au prix de flots de sang versé.

Le vieux faubourg qui avait fourni l'armée populaire la plus ardente à toutes les grandes journées de la Révolution, avait cette fois fort hésité à se jeter dans la guerre civile. J'ai dit que ses ouvriers, passionnément républicains, étaient relativement modérés. Le 23, ils n'avaient pas bougé. Les insurgés les avaient fortement travaillés le 24. Les gens du faubourg avaient pris la caserne Reuilly et retenu prisonniers trois représentants du peuple qui étaient venus leur conseiller la soumission. Maintenant l'insurrection était vaincue : le faubourg Saint-Antoine, prêt à mettre bas les armes ne demandait qu'à négocier. Le représentant Larrabit, mis en liberté sous conditions, devait servir d'intermédiaire. Ils envoyèrent aussi des délégués au Gouvernement; après avoir posé des conditions qu'on ne pouvait pas accepter, comme celle qu'ils resteraient armés, ils en étaient venus à des demandes modérées. Ils offraient de démolir eux-mêmes leurs barricades et de remettre leurs armes dans les mairies, pourvu qu'on ne fît pas de prisonniers, hors ceux qui se seraient rendus coupables d'excitation à la guerre civile. Ils émurent Sénard, président de l'Assemblée, qui était disposé à accepter. Cavaignac ne voulut entendre parler de rien. Dans sa raideur militaire il exigea la reddition sans condition.

On avait suspendu le combat jusqu'au 26, 10 heures du matin. A l'heure dite, la troupe se mit en mouvement. Le faubourg n'opposa pas de résistance sérieuse. Sur certains points, les insurgés, comme ils avaient offert de le faire, démolissaient leurs barricades. Celles qui restaient debout furent à peine défendues. Cavaignac put annoncer à l'Assemblée que la guerre civile était finie. Elle vota qu'il avait bien mérité de la Patrie.

Depuis quelque temps, Armand Marrast et ses amis, unis à la droite, travaillaient à renverser Lamartine et la Commission exécutive. Le second jour de la lutte, l'Assemblée les obligea à donner leur démission et mit Cavaignac à la tête du pouvoir. Elle faisait disparaître ainsi les derniers restes du Gouvernement de Février; et l'avènement d'un sabre, ce sabre fût-il aux mains d'un républicain, plaisait à la réaction; c'était pour elle une première revanche sur la Révolution. L'Assemblée avait en même temps proclamé l'état de siège qui complétait la dictature militaire, non sans quelque résistance : nombre de républicains se rappelaient leurs violentes protestations quand, lors d'une grosse émeute, le Gouvernement de Louis-Philippe en avait fait autant et avait été implicitement condamné par la Cour de cassation.

Il paraît difficile de dire combien la guerre civile avait fait de victimes : 50.000, d'après la presse anglaise ; 1.430, d'après un rapport du préfet de police : les deux chiffres sont manifestement invraisemblables en sens contraire. D'après Cavaignac, l'armée n'aurait perdu que 703 hommes y compris les blessés. Mais les gardes nationaux et les gardes mobiles entrent-ils dans ce chiffre ? Ce sont eux, surtout, qui se sont battus. Ce qui est certain, c'est qu'il y eut cinq généraux blessés et sept tués : chiffre relativement énorme.

Naturellement, la réaction devenait plus confiante et plus entreprenante. Les membres de la droite de l'Assemblée avaient, rue de Poitiers, des réunions où ils concertaient leur action. Là, se trouvaient groupés les monarchistes de toutes couleurs : depuis Dufaure jusqu'aux Falloux, aux Montalembert et aux Berryer. Thiers, maintenant rejeté dans la réaction, avait pris parmi eux le rôle dirigeant. C'est sans doute sous leur impulsion, que l'Assemblée décida la

formation d'une vaste commission d'enquête, non seulement sur les journées de Juin, mais sur le 15 Mai, sur lequel elle avait déjà prononcé. Le rapporteur Quentin Bauchart profita de l'occasion pour faire le procès de la Révolution de Février et du Gouvernement provisoire. Malgré les décisions antérieures de l'Assemblée, il proposait de mettre en accusation Caussidière et Louis Blanc, notoirement étrangers aux journées de Juin, mais ressaisis pour leur rôle antérieur. Ils purent à peine se défendre. Comme on allait renvoyer la discussion au lendemain, après une séance de nuit, Cavaignac jeta dans le débat le poids de son sabre. Il pressa l'Assemblée, qui d'après lui devait avoir sa conviction faite, de prononcer immédiatement. En vain Grévy adjura ses collègues de respecter les règles de la justice et les droits de la défense : 463 voix décrétèrent d'accusation Caussidière et Louis Blanc. Il est vrai que le Gouvernement avait favorisé leur évasion. Ainsi commença, pour Louis Blanc, le long exil qui ne devait finir qu'en 1870.



Cérémonie funèbre en l'honneur des victimes des journées des 23, 24, 25 et 26 juin.

Dessin de J. Gaildreau et Ch. Pierrot (Collection Liesville).

En même temps, on travaillait à répandre dans toute la France la peur et la haine du socialisme vaincu. Proudhon avait cru assez maladroitement que l'heure était venue de faire connaître ses idées à la tribune; c'était un grand écrivain, mais un fort mauvais orateur. Il tourna contre lui presque l'unanimité de l'Assemblée et donna à Thiers l'occasion d'un facile triomphe. Ce dernier avait organisé une campagne de petites brochures; on a retenu une phrase assez ridicule de l'une d'elles. Pour prouver combien l'idée de propriété était naturelle, il écrivait : « Le lion, s'il pouvait parler, dirait qu'il est propriétaire de son arrondissement de carnage. »

L'Assemblée se mit enfin à voter la Constitution. Elle repoussa la proposition de la droite de créer deux Chambres; mais, malgré les sages avis de Grévy qui proposait un pouvoir exécutif élu par la Chambre unique et toujours révocable, elle commit la faute mortelle de faire élire le Président de la République par le suffrage universel : oubliant que des millions de voix sur le nom propre d'un homme en feraient forcément un véritable souverain, maître d'imposer tous les caprices de sa volonté. Lamartine fut assez mal inspiré pour faire triompher cette funeste idée : la clairvoyance dont il avait donné tant de preuves, depuis de longues années, l'aban-

donnait dans l'amertume de son discrédit. Il avait pourtant conscience du danger et il disait : « Oui, quand même le peuple choisirait celui que ma prévoyance, mal éclairée peut-être, redouterait de lui voir choisir, n'importe ! *Alea jacta est !* Que Dieu et le peuple prononcent ! » *Alea jacta est.*

En effet, il était à prévoir, comme Lamartine l'indiquait lui-même en termes aisément intelligibles, que le président élu serait Louis-Bonaparte.

Cavaignac, son compétiteur, ne s'était point attiré de sympathies. Il s'était fait détester des républicains avancés, sans se concilier la droite à laquelle il refusait de se livrer. Les rudesses militaires de son gouvernement, l'état de siège, les suppressions de journaux de toute nuance avaient exaspéré nombre de gens contre lui. Il est vrai qu'attaqué violemment, même par certains modérés, il avait par sa belle défense obtenu une nouvelle victoire devant l'Assemblée, qui avait voté une seconde fois qu'il avait bien mérité de la Patrie. Mais ce n'était qu'un succès d'un jour. Et tout ce qui voulait le faire échouer allait à Bonaparte.

Chose étrange ! les républicains avancés, les socialistes se ralliaient à lui en foule : soit à cause de son pseudo-socialisme qu'il avait affecté à Ham, soit en haine de Cavaignac, contre lequel ils cherchaient avant tout les plus grandes chances de succès. On avait entendu, dans les mouvements populaires de mai et de juin, les cris de « Vive Napoléon ! » mêlés aux cris de « Vive Barbès ! ». Ce fatal état d'esprit se prolongeait. On ne doutait pas de ce côté qu'on allait avoir en Louis-Napoléon le pire, le plus cruel ennemi. On vota en masse pour lui. Les véritables candidats du parti, Ledru-Rollin et Raspail, n'eurent qu'un chiffre de voix très faible, et c'est dans les départements les plus socialistes que le futur empereur eut sa plus forte majorité.

Mais les éléments opposés se portaient aussi de son côté : ils aimaient en lui la tradition d'un pouvoir fort. Leurs sympathies légitimistes ou orléanistes n'avaient aucune chance de succès : ils se ralliaient au seul prince possible. Surtout, il sut s'assurer discrètement le tout-puissant concours de l'Église, à laquelle il se livrait. Après beaucoup d'hésitations, tous lui arrivaient : même ceux qu'il allait proscrire si peu de temps après. Plus d'un, sans doute, confiant dans sa réputation de médiocrité, se flattait de l'illusion qu'il serait obligé de subir l'influence d'un politique de haute réputation et qu'il pourrait gouverner sous son nom.

On ne soupçonnait pas la force obstinée de volonté personnelle cachée derrière ce masque énigmatique. Girardin, toujours habile à flairer le vent du jour, et d'ailleurs ennemi mortel de Cavaignac, mit au service de Louis-Napoléon sa malfaisante et formidable puissance de journaliste. Thiers et Victor Hugo, après avoir longtemps balancé, se décidèrent à leur tour.

Ainsi se forma une coalition étrange de forces ennemies.

Le résultat du vote fut écrasant. Sur 7.321.000 suffrages, Louis Bonaparte en eut 5.434.000; Cavaignac seulement 1.448.000; Ledru-Rollin n'obtint que 360.000 suffrages; Raspail, 36.900. Quant à Lamartine, sa chute était navrante : il n'atteignit pas tout à fait 8.000 suffrages dans toute la France.

La République était perdue.

III. — La présidence de Louis-Napoléon.

Après l'élection présidentielle, l'Assemblée Constituante ne fit plus que traîner. Elle était impopulaire, et le vote du 10 décembre achevait de la ruiner. Un membre obscur, Râteau, poussé, dit-on, par Dufaure, lui proposa de se dissoudre; elle ne résista que faiblement. Au bout de quatre mois, elle allait disparaître.

Le nouveau président avait d'abord dû choisir son ministère. Il avait, pour commencer, pris des hommes de la droite, mais de nuance modérée en apparence, de ceux qui avaient fait de l'opposition au ministère Guizot. Odilon Barrot était président du Conseil; il était doublé d'amis de M. Thiers; Louis-Napoléon n'osait encore pas s'entourer d'hommes à lui, et laissait au Gouvernement une apparence parlementaire. Les cléricaux avaient pour gage le portefeuille auquel ils tenaient le plus, et dont ils avaient désigné le possesseur. M. de Falloux était ministre de l'Instruction publique. L'enseignement était livré pieds et poings liés à l'Église.

Cette comédie de parlementarisme ne dura guère. Quelques jours après, le ministre de l'Intérieur, Maleville, était brutalement chassé et remplacé. Son crime était de n'avoir pas voulu livrer au nouveau président les dossiers de ses deux anciennes tentatives insurrectionnelles de Strasbourg et de Boulogne.

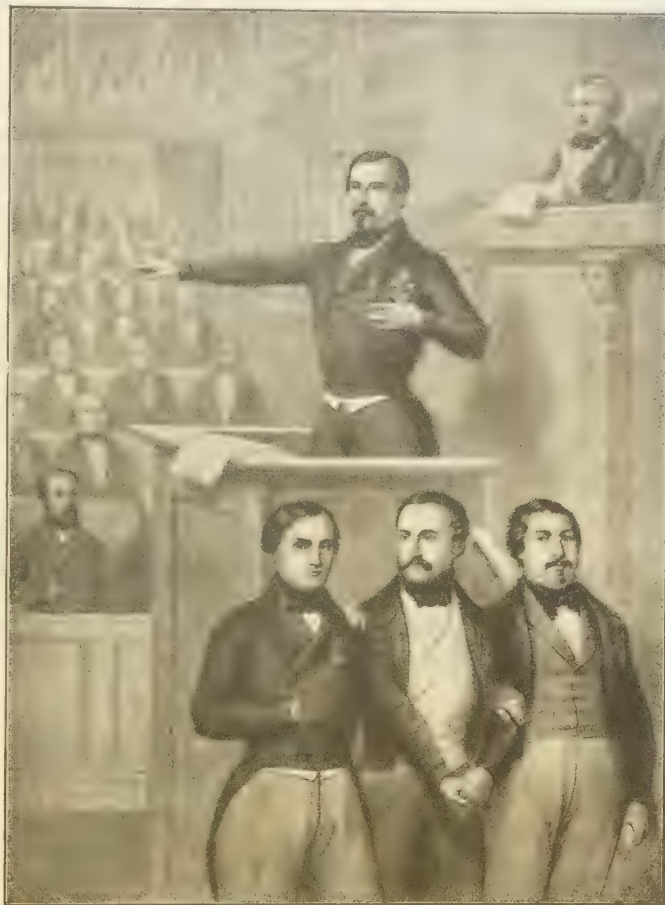
Une question décisive se posait dans les derniers jours de l'Assemblée : la question romaine.

C'est une étrange histoire que celle du pape Pie IX : l'espoir de l'esprit de liberté et de nationalité à ses débuts ; puis son plus mortel ennemi. Un jour, 29 avril 1848, il signait une encyclique où il reniait tout ce qu'il avait fait de libéral. Puis, sur un soulèvement du peuple de Rome, il rétractait son encyclique, il nommait un ministre laïque, acquis aux idées de progrès, le comte Manciani : pour peu de temps. Bientôt, Manciani était obligé de donner sa démission, et remplacé par Rossi, qui, quoiqu'il eût longtemps vécu en France, n'en penchait pas moins vers la politique autrichienne. Au bout d'un mois, Rossi était assassiné : par qui ? On ne l'a jamais su ; et il ne semble avoir été regretté d'aucun des deux partis opposés. Une assemblée nationale romaine venait de se réunir ; on exigea du Pape un ministère libéral, il finit par promettre, mais s'enfuit à Gaète, dans les États napolitains. Une fois qu'il fut parti, le peuple proclama la république à Rome.

Le premier service que le nouveau président allait rendre à l'Église, c'était de rétablir le Pape par la force. Rôle étrange pour Louis - Napoléon Bonaparte. Tout jeune, il avait

pris part, avec son frère aîné, à un soulèvement des patriotes italiens contre le gouvernement pontifical. Son frère y était mort dans des circonstances restées obscures. On dit que Louis-Napoléon était encore lié à la cause qu'il allait combattre par des serments redoutables, ceux dont, plus tard, Orsini essaiera de punir la violation par un assassinat, et qui décideront le prétendant, devenu empereur, à l'expédition d'Italie. Mais au moment où nous sommes arrivés, le président était l'homme lige du parti clérical, qui l'assiégeait de ses impérieuses demandes.

Ce qu'il allait faire constituait une violation indéniable de la Constitution. Un de ses articles interdisait, en effet, au Gouvernement de prendre les armes contre les libertés d'aucun peuple.



Louis-Napoléon Bonaparte, proclamé président de la République, prête serment à la Constitution.

(Bibliothèque nationale.)

Aussi, en demandant à l'Assemblée, pour l'expédition qu'on allait entreprendre, un crédit de 1.200.000 francs, n'eut-on garde d'en avouer le but. La somme ne fut même votée qu'après la promesse de ne rien faire contre la République romaine. L'Assemblée s'était déclarée prête à donner son concours au Gouvernement pour intervenir dans les événements italiens par une occupation temporaire. Le crédit fut voté.

Peu après, on apprenait que le général Oudinot marchait sur Rome. Indignation de l'Assemblée, qui, sur un rapport de Sénard, met en demeure le ministère de ne point détourner l'expédition de son but véritable.

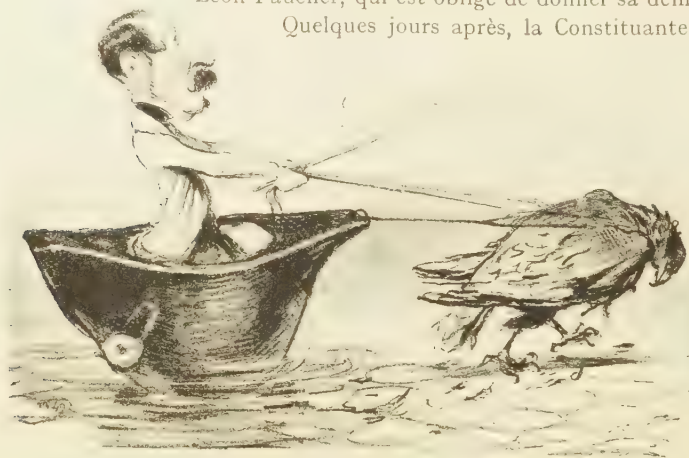
Louis Bonaparte répond par une lettre au général Oudinot, où il lui ordonne de continuer.

Ledru-Rollin demande la mise en accusation du Président; Jules Favre, un vote de défiance contre le ministère. Mais l'Assemblée expirante n'a plus ni volonté ni dignité. Elle repousse les deux propositions : elle se soumet.

Ce double vote est annoncé au pays par le nouveau ministre de l'Intérieur, Léon Faucher, dans des dépêches, où, à la veille des élections, il nomme et semble dénoncer aux électeurs les représentants qui ne s'y sont pas associés. Cette fois, l'Assemblée se fâche et frappe d'un blâme

Léon Faucher, qui est obligé de donner sa démission.

Quelques jours après, la Constituante se séparait. Elle finissait mal.



Paquebot napoléonien.

Au mépris du droit commun, elle avait refusé le jury aux républicains, et même à ceux de ses ministres qu'elle avait décrétés d'accusation; elle les avait renvoyés devant un tribunal d'exception : la Haute Cour de Bourges. La Haute Cour condamna sans pitié les plus illustres républicains, ceux dont les statues ont été depuis dressées sur nos places publiques, par la démocratie reconnaissante : Louis Blanc l'écrivain, l'historien, l'un

des plus grands initiateurs des réformes sociales; Barbès, le héros sans tache; Raspail, le savant éminent, l'homme de convictions généreuses, dont toute la vie fut une vie de dévouement à la cause populaire.

Les nouvelles élections allaient être emportées par le vent de réaction qui soufflait sur la France. On vit se produire un fait analogue à celui qu'on avait vu sous la Restauration. La noblesse incrédule de la fin de l'ancien régime était revenue dévote de l'émigration, convertie qu'elle était par la peur et la haine de la Révolution. C'était maintenant le tour de la bourgeoisie voltairienne. Tous se livrèrent à la direction de l'Église, même ceux qui l'avaient le plus passionnément combattue sous la Restauration et la monarchie de Juillet. Thiers marchait en tête, lui qui, du temps de Guizot, se proclamait fils de la Révolution et exigeait l'expulsion des Jésuites. Les autres suivaient. L'expédition de Rome, organisée pour restaurer le pouvoir du Pape sur les ruines de la République romaine, était une manifestation et une conséquence de cet état d'esprit au dehors. On voulait la compléter par ce que Montalembert appelait « une expédition romaine à l'intérieur » : une guerre farouche à la démocratie. Le président Louis Bonaparte se faisait à ce moment l'homme de la droite. Tant que vécut le ministère Odilon Barrot, il fut son docile instrument. Thiers se vantait d'avoir effectivement gouverné, tout en restant dans la coulisse, pendant toute cette période.

Quant au parti républicain modéré, qui avait eu la prépondérance dans l'Assemblée constituante, on peut dire qu'il était mort. Il en rentra à peine une poignée à l'assemblée nouvelle.

Des quatre présidents que l'Assemblée s'était donnés : Buchez, Marie, Sénard, Marrast, pas un n'était réélu. Les autres hommes en vue du parti, comme Garnier-Pagès et Goudchaux, partageaient leur sort. Lamartine, injustement mais fatalement, échouait aussi. Lui qui était élu triomphalement un an avant, était maintenant éliminé à jamais de la vie politique par le suffrage universel qu'il avait contribué à fonder.

Ledru-Rollin était alors la grande voix du parti républicain. On raconte que, comme je ne sais quel souverain étranger demandait un jour à Thiers : « Quel est, après vous, le plus grand orateur de l'Assemblée ? » celui-ci, tout ennemi qu'il fût de l'homme d'État radical, répondit : « Sire, avant moi, c'est M. Ledru-Rollin. » Ses discours sur la question romaine furent peut-être les plus beaux. Le 1^{er} juin, lors de l'interpellation févreusement attendue au dehors, il fit frissonner l'Assemblée en assaillant le Gouvernement. Odilon Barrot, son chef, était réduit à défendre une expédition française contre les libertés étrangères, comparable seulement à l'expédition d'Espagne sous la Restauration et plus odieuse, parce qu'elle était faite au nom d'une République. Il fut piteux et Ledru-Rollin l'acheva par une réplique foudroyante.

L'opinion publique revenait à des idées si bien défendues. Une faute absurde perdit tout. Ledru-Rollin se laissa entraîner à descendre dans la rue et à organiser une « journée ». On peut dire qu'une insurrection, pour un tel motif, était légale. La Constitution, on l'a vu, interdisait toute guerre contre les libertés d'un autre peuple; et dans un autre article rappelant celui de la loi fondamentale votée en 1793 et déclarant que la révolte du peuple était « le plus saint des devoirs » si ses droits étaient violés, elle disait que l'Assemblée confiait « le dépôt de la Constitution à la garde et au patriotisme de tous les Français », ce qui impliquait pour tous le droit de la défendre par la force si elle était violée comme elle l'était incontestablement. C'était une folie après les journées de juin.

Ledru-Rollin eut sans doute conscience de la faute qu'il commettait. Faible de caractère et entraîné par son entourage, il disait plus tard, à ce que l'on rapporte : « J'étais leur chef : il me fallait bien les suivre. » Le 13 juin, à 11 heures, il partait du Château-d'Eau, à la tête d'une foule nombreuse, aux cris de « Vive la Constitution ! Vive la République ! Vive l'Italie ! » Changarnier avait posté deux régiments de cavalerie, deux bataillons de gendarmerie à la hauteur de la rue de la Paix. La masse populaire fut cernée, quelques-uns foulés aux pieds des chevaux ou percés de coups de baïonnette. On cria : « Aux armes ! » Mais on ne résista guère. Il y eut, faubourg Saint-Martin, quelques commencements de barricades vite abandonnés. La plupart reculèrent jusqu'aux Arts-et-Métiers où Ledru-Rollin, d'abord arrêté, put se sauver. Il se réfugia à Londres.

La réaction fut sans proportion avec la manifestation sans armes qu'elle suivait. L'état de siège rétabli; trente-trois représentants décrétés d'accusation; six journaux supprimés, une loi contre la presse qui punissait l'offense au Président comme s'il eût déjà porté une couronne.

Le Président ne tarda guère à déchirer les dehors parlementaires de ses débuts et à affirmer sa résolution d'exercer un pouvoir personnel. Le 13 octobre, sans aucun motif, il chassait le ministre Odilon Barrot : « La France, disait-il dans son message à l'Assemblée, cherche la main, la volonté de l'homme du 10 décembre. » En conséquence, il formait un ministère d'hommes tout à lui, alors assez obscurs, où Rouher faisait son entrée dans la vie gouvernementale et où les Finances étaient données au banquier Fould qui avait, disait-on, prêté de grosses sommes au Président. Ce coup d'éclat, qui avait la portée d'une rupture avec les hautes influences de la droite, ne les brouilla pourtant pas. On restait unis pour une œuvre commune de furieuse réaction.

Une série de lois se succédèrent sans interruption, qui toutes étaient autant de défis audacieux, tels qu'il faut remonter au temps où la Restauration jetait aveuglément le gant à la France moderne pour en trouver de comparables.

La première faisait ce que la Restauration n'avait pas osé faire : elle livrait l'enseignement à l'Église. C'est la fameuse loi Falloux, car elle a gardé le nom du premier ministre de l'Instruction publique qu'ait appelé Louis Bonaparte, bien qu'elle n'ait été mise au point et votée que sous son successeur, de Parieu. Avec la loi Falloux, non seulement l'Église conquerrait le droit de dresser un enseignement rival contre celui de l'État, mais l'enseignement de l'État était

forcé d'obéir au contrôle des évêques. Des ennemis irréconciliables de l'esprit moderne avaient la haute main dans la formation des jeunes intelligences. Deux hommes avaient le rôle principal dans cette abdication de la France de 1789 : Montalembert, l'âme damnée du cléricalisme; Thiers, son vieil et mortel ennemi, devenu son instrument. Un esprit implacable de bigotisme passait sur l'Université tout entière. Le cours du grand historien Michelet allait être interdit. Le grand philosophe Vacherot était frappé; et tant d'autres! Dans les rangs plus humbles, l'instituteur, surveillé, traité en ennemi, n'avait le salut que dans une soumission sans réserve au curé.

A la loi Falloux succéda la loi sur la transportation. Faute de mesures légales applicables, on avait été réduit à laisser sur les pontons, dans un port français, les hommes de partis avancés condamnés le plus souvent sans jugement. La loi sur la transportation envoyait les proscrits mourir au loin, obscurément, des fièvres impitoyables des climats tropicaux.

Puis, on s'attaqua au suffrage universel lui-même. Œuvre difficile : la Constitution interdisait d'y toucher. On tourna ou plutôt on viola la Constitution. On imagina de réclamer deux

ans de domicile permanent et constaté pour l'exercice des droits électoraux. C'était rayer d'un trait de plume une grande partie des ouvriers, obligés de chercher le travail où ils le trouvent. C'est ce que M. Thiers appelait « la vile multitude ». Près de trois millions d'électeurs sur neuf furent privés ainsi de leurs droits.

Cependant, la fureur de réaction dont l'Assemblée était possédée indignait la France. L'opinion se retournait; les progrès des républicains étaient visibles et rapides. Dès le début de 1849, Paris effrayait les conservateurs de ses votes. Ayant à



Plus de Patrie!
D'après une lithographie de Lemaire.

remplacer les républicains condamnés, la grande ville donnait la majorité à Carnot, détesté des cléricaux; à de Flotte, un des proscrits de Juin; à Vidal, ancien secrétaire de la Commission du Luxembourg, et, comme Vidal avait opté pour Strasbourg, on le remplaçait par Eugène Sue, le fameux romancier socialiste.

D'autres manifestations analogues se produisaient. La mutilation du suffrage universel était impuissante à désarmer la véritable pensée du pays. Les pouvoirs du Président et ceux de l'Assemblée expiraient en 1852. D'après la Constitution, le Président n'était pas rééligible. Et l'on pouvait prévoir que, cette fois, le choix du pays irait à gauche. Deux complots s'organisèrent presque à ciel ouvert pour tuer la République avant cette échéance.

L'un travaillait à l'état latent depuis l'élection du 10 décembre. Il était évident que le conspirateur de Strasbourg et de Boulogne, malgré son serment, n'accepterait pas de rentrer dans la vie privée à la fin de ses pouvoirs. Il rêvait manifestement la présidence à vie, ou plutôt l'empire. En face de lui, la droite de l'Assemblée reprenait l'espoir de rétablir la royauté. Laquelle? Là était la difficulté. Son parti était divisé en légitimistes et en orléanistes : et l'on n'avait pas encore réussi à réconcilier avec le comte de Chambord, chassé en 1830, les héritiers de l'usurpateur Louis-Philippe. Les arrière-pensées monarchiques n'en allaient pas moins leur train. Elles avaient à leur service un sabre : Changarnier. Sa belle conduite comme chef de bataillon au siège de

Constantine lui avait valu une réputation excessive dont il s'était grisé. Il n'en était pas moins médiocre; et Bugeaud, qui était un véritable homme de guerre, ne s'était pas gêné, quand il l'avait sous ses ordres, pour le traiter de mulet. Commandant en chef de l'armée de Paris et des gardes nationales de la grande cité, il rêvait le rôle de Monk, le général qui, en Angleterre, au dix-septième siècle, après la mort de Cromwell, tua la république et remit sur le trône l'ancienne famille des rois. Mais il ne laissait point voir s'il préférerait la branche aînée ou les d'Orléans.

Les deux complots éclatèrent au grand jour pendant les vacances de 1850. Comme Louis-Napoléon passait une revue à Satory, des cris commandés de « Vive l'Empereur ! » furent poussés par la cavalerie. L'infanterie ne prit aucune part à cette manifestation : le général Neumayer, placé à sa tête, avait, suivant le Règlement interdit les cris sous les armes. Le lendemain, Neumayer était relevé de son commandement.

Pendant les mêmes vacances, Berryer allait voir le comte de Chambord à Wiesbaden. Thiers partait pour Clermont afin de rendre visite à Louis-Philippe.

Entre les deux complots, tous les avantages étaient du côté du Président. L'Assemblée était par surcroît violemment impopulaire, et son adversaire avait le pouvoir. Il commença par faire sauter le sabre sur lequel l'Assemblée comptait. Dès la rentrée, Changarnier était cassé de son double commandement et remplacé par deux hommes dont Louis Bonaparte était sûr. C'était un défi à la majorité. Une interpellation véhémement eut lieu. Thiers y prononça une parole qui produisit une profonde impression : « Si l'Assemblée cède, dit-il, l'empire est fait. » L'Assemblée céda à moitié; elles'arrêta à un moyen terme. Elle frappa le ministère d'un vote de défiance, où Changarnier n'était pas même nommé. Louis Bonaparte riposta en prenant un ministère nouveau, qu'il qualifiait de provisoire, qui était formé d'instruments dociles et alors obscurs de sa politique et n'avait rien de parlementaire. L'Assemblée s'en vengea en refusant au Président un supplément de dotation de 1.800.000 francs qu'il demandait : taquinerie qui n'était rien à son impuissance.

Le Président avait commencé à préparer le coup d'État. Il lui fallait des sabres : il n'en avait pas. Les chefs militaires qui avaient conquis leur renommée en Algérie appartenaient au parti de la majorité ou au parti républicain. Il avait envoyé un homme de confiance, le commandant Fleury, en Afrique, pour lui recruter dans l'armée des hommes à tout faire, qu'on ferait arriver et qu'on mettrait en évidence. Fleury n'eut pas de peine à lui gagner les Leroy (dit de Saint-Arnaud), les Espinasse, les Canrobert. Puis on décida, pour les mettre en relief, une expédition en Kabylie, dont le commandement fut confié à Saint-Arnaud. Les Kabyles étaient les plus indomptables des indigènes. Retranchés dans une région de montagnes abruptes, où leurs villages de pierres sèches hérissent les hauteurs comme autant de citadelles, ils gardaient encore leur indépendance à quelques kilomètres d'Alger. Saint-Arnaud était déjà connu pour sa cruauté. En 1845, Bugeaud l'avait mis à la tête d'une colonne qui mérita son nom de colonne infernale.



Changarnier.

Renouvelant le triste exploit de Pélissier, il avait fait mourir des centaines de malheureux, enfermés et enfumés dans une caverne où ils s'étaient réfugiés. Il ne semble pas que, dans l'expédition de Kabylie, il se soit révélé comme un homme de guerre bien remarquable : mais il était lancé.

Louis Bonaparte levait déjà le masque : inaugurant le chemin de fer de Dijon, il accusait dans son discours l'Assemblée de ne l'avoir secondé que dans ses œuvres de réaction, et de lui avoir refusé son concours quand il voulait « faire le bien ». Puis il ajoutait ces paroles menaçantes : « Si la France reconnaît qu'on n'a pas eu le droit de disposer d'elle sans elle, la France n'a qu'à le dire : mon courage et mon énergie ne lui manqueront pas. »

C'était l'annonce du coup d'État. Il y eut une grosse émotion, même à la Bourse. Changarnier riposta à la tribune par des paroles d'une emphase ridicule. Il se flattait de l'illusion que les troupes n'obéiraient pas à d'autres qu'à ses vieux chefs d'Afrique, et surtout à lui : « Mandataires du peuple, dit-il solennellement, délibérez en paix. » On l'applaudit fort. Le danger n'en était pas moindre.

Au mois de juillet 1851, un débat mémorable occupait les séances de l'Assemblée. De deux côtés différents, on demandait la revision de la Constitution ; les bonapartistes pour supprimer l'article qui interdisait la réélection du Président et permettre à Louis Bonaparte d'être réélu ; les royalistes, pour remettre la République en question et pouvoir proposer une restauration monarchique. L'issue était connue d'avance : il fallait les trois quarts des suffrages de l'Assemblée pour décider la revision ; Thiers, entraînant une fraction de la majorité, se prononçait contre : grossis de cet appoint, les républicains étaient sûrs de la faire échouer.

Le débat fut très éclatant. Deux orateurs y célébrèrent en termes magnifiques, l'un, les vertus de la République, l'autre, celles de la monarchie traditionnelle : Michel de Bourges, et Berryer, Michel de Bourges, qui n'avait joué jusque-là qu'un rôle secondaire, était un des grands orateurs de la démocratie. Il avait la puissance, le mouvement, la hauteur des idées. Il fit là son chef-d'œuvre ; et Berryer obtint un de ses plus beaux triomphes. Victor Hugo prit les deux complots monarchiques corps à corps. Il fut surtout terrible quand il s'attaqua au complot de l'Élysée. Il semble déjà qu'on entendît vibrer dans son éloquence les cordes de la lyre vengeresse des *Châtiments*. C'est là qu'il attachait à Louis Bonaparte le nom de « Napoléon le Petit ». Rarement discours souleva de telles colères et de telles invectives. Il fut comme haché par les cris de la droite.

Dès la rentrée, les événements se précipitèrent. Louis Bonaparte avait nommé un nouveau Cabinet, dont le caractère essentiel était le choix de Saint-Arnaud comme ministre de la Guerre. Le sabre du futur coup d'État était à son poste. En même temps, le Président tournait fort habilement contre l'Assemblée la mutilation du suffrage universel dont il s'était rendu coupable avec elle ; il lui proposait par un message d'abolir la loi du 31 mai ; il faisait déposer par le Gouvernement un projet à cet effet. L'Assemblée, dans son aveuglement, ne comprit pas la nécessité de lui ôter au plus vite ce prétexte populaire : elle fit traîner les choses, ne pouvant se résoudre à rendre au peuple ses droits.

Dès son arrivée au ministère, Saint-Arnaud prenait ses premières précautions. Le président de l'Assemblée avait, pour le défendre en cas de péril, le droit de réquérir les troupes qui, dès lors, étaient placées sous son autorité. Saint-Arnaud publia un ordre du jour qui était la négation du droit assuré au président de l'Assemblée.

Les questeurs répondirent par un projet de loi qui affirmait et précisait le droit mis de la sorte en question : « Le président, disait-il, a le droit de réquérir la force armée et toutes les autorités dont il juge le concours nécessaire. » La réquisition était adressée directement aux officiers et fonctionnaires qui devaient y obéir de suite, sous les peines portées par la loi.

Chose étrange ! Cette sage précaution fut combattue, même à l'extrême gauche. On s'y méfiait autant de la droite de l'Assemblée que de l'Élysée ; quelques-uns croyaient absurdement que Louis-Napoléon, en proposant d'abroger la loi du 31 mai, voulait se rapprocher d'eux. Michel de Bourges commit la faute mortelle de faire échouer la proposition des questeurs. Il donnait pour raison que l'Assemblée était suffisamment gardée par une « sentinelle invisible », qui était le peuple. Sa sentinelle invisible valait le « Délibérez en paix » de Changarnier.

IV. — Le 2 Décembre.

Le coup d'État était aussi bien préparé que les ridicules équipées de Strasbourg et de Boulogne l'étaient mal. On y voyait sans peine que la main d'un maître du genre s'était substituée à la collaboration d'un conspirateur vulgaire comme Persigny et d'un songeur comme Louis Bonaparte. Le principal auteur était resté dans la coulisse jusqu'au dernier moment. C'était de Morny. Louis avait un frère naturel, un enfant de l'amour, fils caché de la reine Hortense. Nul, proba-



Le coup d'État du 2 décembre 1851. — Louis-Napoléon dans les rues de Paris.

D'après une estampe du temps de G. Bartsch.

blement, n'eut une telle absence de tout scrupule moral que cet élégant viveur, cachant sous des dehors spirituels et aristocratiques une prodigieuse indifférence à toute loi morale. On l'avait vu dans un joli pavillon appelé ironiquement la « niche à Fidèle », se faire entretenir sans pudeur par une femme riche. On le verra plus tard, ambassadeur en Russie couvrir de son immunité des actes de véritable contrebande, et en tirer de grosses sommes. Toutes les fois qu'une affaire véreuse occupait la Bourse, on disait de confiance que Morny en était. Il a vécu et est mort en jouisseur. On le connaissait mal quand vint le 2 décembre. Enrichi, il ne s'était guère montré que dans la majorité à tout faire de M. Guizot, et n'y avait guère joué de rôle. Il aimait à laisser connaître son origine inavouable et prit pour armes une fleur d'hortensia, pour rappeler que sa mère était la reine Hortense, avec cette devise : « *Tace, sed memento* : tais-toi, mais n'oublie pas. »

Il se révéla, au 2 décembre, merveilleux pour les œuvres de sang et de guet-apens. On découvrait sous le brillant vernis de l'homme du monde un véritable malfaiteur de nuit, aussi vigou-

reux, aussi entendu, et, en quelque sorte, aussi professionnel que les spécialistes de bas étage guettés par la cour d'assises. Intrépide, souriant dans le danger, étonnant de sang-froid, implacable. Il sembla prendre un malin plaisir à infliger à ses nobles amis du faubourg Saint-Germain les traitements réservés d'ordinaire aux plus vils coquins. Ce fut un homme supérieur en ce genre. Il s'est montré plus tard très médiocre en politique, mais il s'est montré très remarquable quand il a organisé et dirigé l'égorgement de la République.

Une longue et triste nuit de décembre abrita de ses ténèbres l'explosion du complot. Pour mieux dissimuler, il y avait, dans le soir qui précéda, une réception à l'Élysée; Morny était à l'Opéra-Comique. On raconte que, comme une dame lui parlait du « coup de balai » qu'on annonçait et lui demandait de quel côté il serait, il répondit : « Je m'arrangerai pour être du côté du manche. » La soirée finie d'un côté, la représentation de l'autre, les conspirateurs principaux se réunirent à l'Élysée. On envoya à l'Imprimerie Nationale, occupée par la troupe, les manuscrits des proclamations. Chaque ouvrier était entre deux hommes armés. Ordre de tirer sur lui s'il



Départ du Sénat pour se rendre à Saint-Cloud.
(Cabinet des Estampes.)

voulait sortir ou s'approcher des fenêtres. A 6 heures du matin, dans une obscurité encore profonde, la police allait arrêter ceux qu'on lui avait désignés. Les argousins pénétraient par surprise, non sans violenter et menacer concierges et domestiques, pour saisir leurs victimes au lit, à la flamme trouble des lanternes. Ils avaient dans leurs poches des bâillons pour étouffer les cris. Rien ne manquait pour donner à ces opérations l'aspect de méfaits nocturnes. Ainsi fut arrêté l'illustre Thiers, comme par une sorte de châtimement pour avoir soutenu la can-

didature de Louis Bonaparte à la présidence; ainsi furent saisis les chefs glorieux des campagnes d'Algérie : les Cavaignac, les Lamoricière, les Bedeau; Changarnier avait le même sort que Charras. Quelques hommes de l'extrême gauche, comme Crépin, qu'on savait à la tête d'une organisation de résistance, furent traités de même. Puis on jetait les hommes qu'on avait enlevés dans un fiacre, entre des policiers armés, et l'on allait les boucler dans une cellule de la sinistre prison de Mazas.

Le colonel Espinasse avait été chargé d'occuper le Palais-Bourbon où l'Assemblée tenait ses séances. Il était sous la surveillance de Persigny, d'abord désigné, puis supplanté par Morny comme ministre de l'Intérieur et du coup d'État, et réduit à cette mince besogne. Espinasse avait des intelligences dans la place; un bataillon de son régiment était chargé de la garde du palais, dont on lui ouvrit la porte. Le commandant Meunier, qui commandait ce bataillon, cria en vain :

« Vous me déshonorez », en arrachant ses épaulettes et en brisant son épée. On s'empara du lieutenant-colonel Niel, gouverneur du Palais-Bourbon, et des questeurs : le général Le Flô et Baze, non sans lutte. Ils résistèrent furieusement, mais naturellement en vain.

Morny était allé au ministère de l'Intérieur, avait fait réveiller Thorigny, qui n'était pas dans le secret, et il avait pris sa place. Des troupes occupaient le quai d'Orsay, les Tuileries, la place de la Concorde, les Champs-Élysées. Elles auraient pu protéger la fuite des conspirateurs si le coup avait manqué.

La lueur lugubre d'une aube d'hiver éclairait peu à peu sur les murs, sous une pluie fine et froide, les affiches encore humides qui annonçaient le coup d'État : une proclamation au peuple, une autre aux soldats. Rien de plus hypocrite que ces affiches, où Louis-Napoléon n'attaquait que la majorité de l'Assemblée et prétendait vouloir sauver la République de ses entreprises royalistes. Il annonçait en même temps le rétablissement du suffrage universel, profitant de l'arme que l'Assemblée lui avait si follement laissée. Tout était calculé pour cacher que c'était contre les républicains que l'attentat était dirigé.

Les presses des journaux étaient mises sous scellés : quatre seulement avaient la permission de paraître : la *Presse*, le *Constitutionnel*, la *Patrie* et les *Débats*.

Cependant, les républicains étaient surpris à leur réveil par la nouvelle de l'attentat. Les représentants se cherchaient au hasard pour se concerter. Il y eut des réunions hâtives chez Ivan, secrétaire de l'Assemblée, chez Daru, son vice-président, chez Odilon Barrot. La troupe n'avait point fermé les portes du Palais-Bourbon. Plus d'un s'y rendit. Un homme était désigné pour prendre la tête des protestations : celui qui avait l'honneur de présider l'Assemblée, Dupin. Il se dissimulait; on l'alla chercher. Les gendarmes, à ce moment, dispersaient par la force les représentants rentrés dans le palais du Parlement. Alors Dupin : « Nous avons le droit, c'est évident. Mais ces messieurs ont la force. Filons. » Sur quoi il s'esquiva. Il allait bientôt reparaître, comme haut dignitaire du coup d'État.

Le plus grand nombre des représentants, voyant l'Assemblée occupée, se portaient sur la mairie du X^e arrondissement (le 7^e d'aujourd'hui) près de la Croix-Rouge. Il y eut là plus de deux cents élus qui y tinrent une sorte de séance. C'était surtout la droite qui se trouvait là, avec Berryer, Dufaure, Odilon Barrot, Falloux, Buffet, les orléanistes, les légitimistes. Mais il y avait aussi des républicains comme Grévy, Eugène Sue et Pascal Duprat. Valette présidait. On y vota que Louis Bonaparte était mis hors la loi, et que tous les pouvoirs revenaient à l'Assemblée suivant la Constitution; puis on y nomma un général pour commander les forces militaires fidèles à la loi; et, malgré les protestations, on fit la sottise de choisir Oudinot, le chef de l'expédition de Rome, comme pour rendre la résistance impopulaire. On en était là quand la police arriva et donna aux représentants le choix entre la dispersion immédiate ou Mazas. Un seul cri répondit : « Tous à Mazas. » Ce ne fut pourtant pas là qu'on les conduisit. Entourés de soldats, en longue colonne de prisonniers, ils furent menés à la caserne voisine du quai d'Orsay, où on les enferma dans les étages supérieurs. Beaucoup n'eurent même pas à manger. Plus d'un coucha sur les planches.

Les membres de la droite avaient ainsi fait leur devoir; juste leur devoir. Ce n'était pas les ennemis que craignait le coup d'État. Plus d'un peut-être était, au fond du cœur, avec un attentat qui frappait la République. Du moins, on raconte que, peu après, Falloux visité dans sa prison par Persigny, lui murmura : « Je le dis tout bas à cause de mes collègues, mais vous avez bien fait. » Il semble du reste que la plupart ne voulaient pas dépasser les bornes d'une protestation inoffensive formulée par acquit de conscience. Le lendemain, quelques-uns étaient transportés à Vincennes sans escorte, quand, dans le faubourg Saint-Antoine, la foule les délivra!

Ils supplièrent qu'on leur laissât reprendre le chemin de leur cachot, et y allèrent. Ils ne voulaient pas s'exposer aux périls d'une véritable résistance. On verra, à la fin de l'Empire, nombre de protestataires de la mairie du dixième se rallier au régime du 2 décembre et se rendre en courtisans aux Tuileries : ce qui leur a fait dire par Gambetta qu'ils avaient mis dix-huit ans à aller d'une certaine mairie à un certain palais.

La Constitution avait créé, pour juger les crimes de la nature du coup d'État, une Haute Cour composée de membres de la Cour de cassation, qui se réunissaient de plein droit une fois l'attentat commencé. Il est probable qu'au fond ces magistrats n'étaient point ennemis de l'acte qu'ils avaient à châtier. On les redoutait si peu, qu'on ne prit aucune précaution pour empêcher la Haute Cour de fonctionner. Ils durent être embarrassés, mais la loi était formelle. Ils se réunirent. Seulement, leur procureur général une fois nommé par eux suivant la procédure indiquée, ils remirent leur séance au lendemain, après avoir assez dérisoirement cité devant eux Louis Bonaparte. Ils étaient sûrs de n'avoir pas à aller plus loin. En effet, le lendemain, quand ils reprirent leur

séance, la police leur rendit le service de les disperser. Quelque temps après, ils avaient tous prêté serment au coup d'État victorieux.

Les représentants de la « Montagne » organisaient une résistance plus sérieuse. Ils étaient arrivés à se retrouver et à délibérer, traqués par la police d'asile en asile. Dans une de ses réunions chez Cournet, les argousins, par méprise, fouillèrent la maison à côté. On s'était séparé quand ils envahirent le véritable lieu de rendez-vous. Victor Hugo rédigea des appels aux armes que tous signèrent et qu'on arriva à faire imprimer. Un comité de résistance fut nommé. Il était composé de Victor Hugo, Jules Favre, Carnot, Madier de Montjau, Michel de Bourges, Schœlcher et de Flotte.

Mais le peuple de Paris restait hésitant et sourd à l'appel des hommes qui lui étaient les plus chers. Peut-on s'en étonner ? L'impitoyable répression des journées de Juin y avait brisé toutes les énergies. L'armée populaire y avait perdu ses combattants les plus ardents. La terreur de proscriptions trop récentes pesait encore sur elle. Il fallait s'attendre à trouver les masses mal disposées à reprendre le fusil et à exposer leurs poitrines aux balles avec l'équivoque qui planait sur l'attentat, et après la façon dont la République elle-même les avait décimées.

Il semble que la majeure partie de la bourgeoisie était plutôt hostile. Une fraction importante, à en juger par les élections, était revenue aux idées républicaines, et nombre de conservateurs étaient attachés aux chefs de la droite que le coup d'État frappait et dont un seul, Montalembert, s'y était rallié. Mais on ne pouvait en espérer aucun acte de lutte.

Le bourgeois manifestait son opposition par des démonstrations pacifiques. Les promeneurs du boulevard criaient : « Vive la Constitution ! Vive la liberté ! » et surtout « A bas Soulouque ». On sait que Soulouque était un nègre d'Haïti qui, président de la République de ce pays, y avait usurpé en 1849 le titre d'empereur. Tout cela indiquait du mécontentement, mais ce n'était point de la résistance. Dans la journée, Louis-Napoléon s'était montré deux fois à cheval à la tête d'un cortège. Mais il n'avait guère dépassé la région occupée par la troupe. La foule l'avait reçu avec froideur.

Le matin du 3, comme celui du 2, se leva triste, froid et mouillé d'une pluie fine. Il éclaira de loin en loin, avec les proclamations du coup d'État, quelque appel aux armes de Victor Hugo, que la police arrachait. Par une sanglante ironie, sur un pan de mur, près de Notre-Dame de Lorette, une vieille affiche de 1848, délavée et mutilée, étalait encore aux yeux des passants le serment de fidélité à la République prêté par Louis Bonaparte, avec ces mots : « Le serment que je viens de prêter me dicte ma conduite. Mon devoir est tout tracé. Je le remplirai avec honneur. »

Des affiches faisaient connaître la composition d'un comité consultatif, dont le coup d'État s'entourait, comité formé sans prévenir ceux dont les noms y figuraient. Deux protestèrent : un régent de la Banque, Périer, et l'ancien ministre Léon Faucher. Un des chefs de la droite y était et ne protesta pas, tandis que ses amis étaient dans les cachots : le catholique de Montalembert. En même temps, le *Moniteur* publiait la liste des ministres, Morny en tête avec Fould, Rouher, Magne, Saint-Arnaud. Persigny, le fidèle serviteur des vieux jours, en était encore exclu. Toute l'influence appartenait à son rival Morny.

Les représentants républicains couraient les faubourgs, excitant le peuple au combat. On les regardait avec sympathie ; on les applaudissait sur les trottoirs et des fenêtres ; mais on ne bougeait pas. Huit d'entre eux, dont l'histoire doit garder les noms : Schœlcher, le docteur Baudin, Maigne, Duluc, Malardier, de Flotte, Brillier, Bruckner, construisirent une barricade à un coin de la rue Sainte-Marguerite. Ils avaient avec eux une dizaine d'hommes du peuple. Comme Baudin tendait un fusil à un ouvrier qui passait, celui-ci riposta : « Nous n'allons pas nous faire tuer pour vos 25 francs. » C'était ce que les représentants avaient de traitement par jour. Alors Baudin : « Eh bien ! tu vas voir comment on meurt pour 25 francs ! » Des troupes du 119^e arrivaient. Les élus du peuple qui se tenaient sur la barricade marchèrent au-devant des soldats, Schœlcher en tête, pour les adjurer de ne pas s'associer au crime. L'officier commanda : « Feu ! » les fusils ne partirent pas. Mais un soldat menaça Schœlcher et fut tué. Alors la troupe tira, évidemment trop haut et volontairement trop haut : car, bien qu'on fût tout près, quelques coups seulement portèrent ; Baudin tomba le crâne fracassé, à l'endroit où se dresse aujourd'hui sa statue. Un ouvrier, frappé avec lui, put être sauvé.

Saint-Arnaud faisait placarder sur les murs une menace dont la férocité semblait empruntée aux pays à moitié sauvages. Il « décrétait », vu « l'état de siège », que tout individu pris à construire une barricade ou à la défendre, ou les armes à la main, serait aussitôt fusillé. Le coup d'État annonçait son caractère carnassier. Le colonel de Rochefort préludait à la tuerie avec son régiment de lanciers, en chargeant sur les boulevards la foule inoffensive dont tout le crime consistait à manifester par des cris. Au Château-d'Eau et sur les boulevards, il renversait, mettait à mal et foulait aux pieds les passants.

Les représentants républicains se réunirent deux fois le 3, une fois chez Laudrin. Quelle ne fut pas leur surprise de voir entrer parmi eux, bousculant Mme Laudrin qui voulait lui fermer la porte, le prince Napoléon, fils de Jérôme et cousin du président Louis Bonaparte, pris d'une incroyable ardeur contre le coup d'État ! On eût pu croire à une trahison. On se serait trompé. Le



Mort de Baudin.

D'après une gravure de l'époque.

prince Napoléon n'aimait ni n'estimait son cousin. Il était sincère dans sa haine de l'entreprise impériale. Il ne poussa pourtant pas la sincérité jusqu'à refuser, l'Empire rétabli, une situation et une dotation princière à côté du trône. La réunion la plus nombreuse eut lieu chez Marie, l'ancien membre du Gouvernement provisoire : plus de cent quatre-vingts représentants signèrent la proclamation de déchéance et d'appel aux armes qui y fut votée.

Le lendemain 4, la résistance se prononçait. Ce peuple, d'abord si inerte, commençait à s'émouvoir; les appels des membres de la Montagne venaient peu à peu à bout des apathies. La mort de Baudin était connue et secouait les indifférences. Des barricades surgissaient çà et là dans les quartiers où les pavés se soulevaient à tous les mouvements populaires. Toutes n'étaient pas sérieuses. Plus d'une n'était qu'un piège dressé par la police aux plus ardents, pour les attirer à un combat où ils étaient écrasés d'avance. Des mouchards appelaient les dupes à de fausses barricades, pour les faire fusiller sans peine. Mais il y avait aussi de véritables préparatifs d'une lutte qui pouvait devenir redoutable. Les ennemis du coup d'État reprirent confiance; ses agents eurent peur. Le matin du 4, plus d'un crut l'attentat perdu : les geôliers dans les prisons redevenaient aimables pour les prisonniers politiques. Le préfet de police Maupas avait perdu la tête

et demandait par dépêche ce qu'il fallait faire. Morny, impassible, lui télégraphiait : « Allez vous coucher, J.... F.... ! Il disait : « Vous vouliez des barricades : vous en avez et vous vous plaignez ! » La situation n'en était pas moins chancelante : il fallait en finir. On en finit par une scène monstrueuse.

De fortes colonnes de troupes occupaient les boulevards : la division Carrelet avec des canons. Soudain, sans l'ombre de provocation, il se retourne contre la masse des curieux qui encombraient le boulevard des Italiens. Une fusillade furieuse, de terribles décharges d'artillerie balaient, ensanglantent la chaussée, criblent les fenêtres de balles, les murailles d'obus. La foule, prise à l'improviste, s'enfuit éperdument, laissant sur les trottoirs des cadavres et des mares de sang. On la poursuivait jusque dans les maisons, à coups de baïonnette. La sortie de la Bourse tomba dans cette scène de furie inopinée et s'enfuit comme elle put. Le coin le plus élégant et assurément le moins révolutionnaire de Paris était mis à sac. Peu s'en fallut que l'hôtel Sallandrouze ne croulât sous les boulets. On prit d'assaut les rendez-vous les plus aristocratiques : le café Tortoni et la Maison d'Or. Pour cette hideuse besogne, on avait soulé les soldats, et elle s'achevait en sablant le champagne dans les cafés dont ils avaient enfoncé la porte. Détail honteux, qui a laissé une tache sur l'histoire de notre armée : dans chacune de ces journées, chacun avait reçu une pièce de 5 francs. Il massacrait au hasard pour cent sous. Le nom de la brigade Canrobert reste particulièrement attaché à cette hideuse boucherie. Son chef, dit-on, avait été rallié au coup d'État par une beauté fatale que Théophile Gautier a chantée dans les *Émaux et Camées*.

On fusillait encore à tort et à travers sur d'autres points de Paris, notamment au Panthéon.

Une terreur écrasante, une sorte de stupeur accablée suivirent cette orgie de sang. Toute résistance était étouffée. Le frère d'un représentant, Denis Dussoubs, se fit tuer de désespoir sur une barricade, et ce fut fini.

On porta les cadavres au cimetière, avec ordre de les enfouir sans chercher à savoir qui ils étaient. Ordre qui, dit-on, ne fut pas exécuté.

O vieux mont des martyrs, hélas ! garde ton nom.
 Les morts sabrés, hachés, broyés par le canon,
 Dans ce champ que la tombe emplit de son mystère
 Étaient ensevelis, la tête hors de terre....
 Ils étaient là, sanglants, froids, la bouche entr'ouverte,
 La face vers le ciel, blanches dans l'herbe verte,
 Effroyables à voir dans leur tranquillité,
 Éventrés, balafrés, le visage fouetté
 Par la ronce qui tremble au vent du crépuscule....
 La mère qui semblait montrer son enfant mort,
 Cheveux blancs, tête blonde, au milieu des squelettes
 La belle jeune fille aux lèvres violettes,
 Côte à côte rangés dans l'ombre aux pieds des ifs,
 Livides, stupéfaits, immobiles, pensifs,
 Spectre des mêmes crimes et des mêmes désastres.

Tel est le tableau tracé par Victor Hugo de la tragique nuit du 4.

Paris avait peu remué, la province n'accepta pas l'attentat sans lutte. On avait pris dans les villes toutes les précautions militaires ; les grands centres ne purent pas bouger. Les campagnes se soulevèrent. Chose significative, car les mouvements insurrectionnels d'habitude sont limités aux populations urbaines, les paysans n'y prennent aucune part. Depuis la Révolution, ils n'avaient pris les armes qu'en 1814 contre l'invasion. Ils les reprirent pour la République trahie. C'est que la foi à la démocratie et aux idées socialistes s'était étrangement répandue dans les campagnes.

On juge si ces mouvements paysans furent étouffés sans pitié. Là, les classes riches étaient de cœur avec le coup d'État et prêtes à tout pour noyer la résistance dans le sang. Quand les paysans et le Midi, vaincus, se furent enfuis dans les grands bois qui couvrent le pays, les chas-

seurs aristocratiques de la région prêtèrent leur meute pour les traquer. On organisa d'odieuses chasses à courre de républicains, et les défenseurs de la loi devinrent le gibier aux trousses duquel on lança les féroces limiers dressés à forcer le cerf ou le chevreuil.

C'est dans le Midi qu'eurent lieu les soulèvements les plus puissants.

En Lot-et-Garonne, la population de Nérac marcha sur Agen, celle de Villeneuve-sur-Lot obligea le sous-préfet à fuir et resta cinq jours maîtresse de la petite ville. Le Lot, le Gers luttèrent avec passion. La lutte fut engagée sur plus d'un point dans l'Ardèche, dans le Gard, dans les Pyrénées-Orientales. A Béziers, la troupe fit feu sur la foule: soixante-dix cadavres jonchèrent le sol. Mais c'est surtout dans le coin de la Provence où se rencontrent les départements de Vaucluse, du Var et des Basses-Alpes que la guerre fut acharnée. Dans le Var, il y eut des combats au Luc, à Cuers, à Fréjus, à Vidauban. Un journaliste, Dutreil, s'était mis à la tête des révoltés. On a gardé le souvenir de la mort d'un de ses hommes, Martin Bidauré. Pris par la troupe tandis qu'il portait une dépêche de Dutreil, il fut fusillé sans pitié; ses bourreaux le laissèrent pour mort : les balles n'avaient fait qu'effleurer son crâne, il revint à lui et se traîna tout sanglant jusqu'à Aups. On le reprit et on le fusilla une seconde fois. Sous notre République, un monument a été élevé à sa mémoire.

Mais le mouvement le plus redoutable fut celui des Basses-Alpes. Il avait pour chef un héros, Ailland, et Volx, un garde forestier, renvoyé pour ses opinions républicaines. Ailland s'empara du chef-lieu, Digne, et battit à plate couture, aux Mées, les troupes envoyées pour étouffer le mouvement. Il fut bientôt après réduit à fuir. On le prit dans les montagnes, et il est mort à Cayenne. Le pauvre département des Basses-Alpes expia cruellement sa foi républicaine. Lui, si peu peuplé, il eut, dans la répression, mille de ses habitants déportés : un trentième, peut-être, de sa population mâle et adulte. Le grand écrivain Zola a, dans ses *Rougon-Macquart*, tracé une peinture saisissante de ces soulèvements de la Provence qu'il avait pu voir enfant.

Puis ce fut l'écrasement, la terreur, le grand silence ensanglanté, sous le despotisme triomphant.



1872

Lithographie allégorique de A. Marin (d'après des estampes).



Image publiée en souvenir du plébiscite du 22 novembre 1852.

LE SECOND EMPIRE

I L'Empire après le 2 décembre.

Le coup d'État victorieux fut implacable jusqu'à la férocité, comme s'il avait résolu d'extirper de France l'idée de la République. La réaction, dans les premières années de la Restauration,

offrit seule un exemple de sauvage violence comparable à celui-ci, mais avec une différence capitale : à la Terreur blanche, c'étaient des foules fanatiques qui se ruaient sur les partis contraires, cette fois, c'était le Gouvernement qui frappait. Il était, il est vrai, excité et secondé par tous les « conservateurs ». Si, à Paris, surtout dans le monde politique, ils s'étaient divisés, les royalistes protestant contre le 2 décembre et persistant à boudier le pouvoir nouveau, il n'y avait pas de distinction dans le reste de la France. Tout ce qui détestait la République voyait sa propre victoire dans la sanglante victoire du Président, poussait aux plus cruelles rigueurs et désignait les victimes. Le clergé donnait le branle.

Le coup d'État avait débuté par de larges proscriptions; il chassait de France les plus illustres républicains. Il avait d'abord essayé de tromper Paris, en laissant croire qu'on en voulait surtout à la droite de l'Assemblée, et en mettant une sorte d'ostentation brutale à arrêter ses membres les plus aristocratiques. Ce n'était pas à ceux-là qu'on en voulait. Quand on dressa ses listes d'exil, on n'y inscrivit guère de leur parti que les généraux d'Afrique : Changarnier, Bedeau, Lamoricière, puis quelques autres, comme Thiers, qu'on devait bientôt laisser rentrer. C'était les républicains qu'on frappait : les Victor Hugo, les Edgar Quinet, les Schœlcher, les Madier de Montjau, les Pascal Duprat, les Esquiros; ils allaient retrouver à l'étranger les pros crits antérieurs de la réaction, comme Ledru-Rollin et Louis Blanc. Le temps venait où le génie français semblant pros crit avec ses plus illustres représentants, la France allait avoir une incomparable littérature de l'exil.

La plupart des exilés, jetés brusquement, sans ressources, sur la terre étrangère, y traversèrent des heures atroces de misère. Leur asile provisoire leur resterait-il ouvert? La Belgique, menacée par le nouveau maître de la France, osait à peine leur maintenir une hospitalité défiant, qu'elle ne tarda guère à refuser à beaucoup. La plupart n'avaient pas trouvé de gagne-pain dans les villes où l'exil les jetait. Un écrivain de grand talent, qui allait devenir en Belgique un journaliste célèbre, fut fort heureux d'obtenir à Bruxelles un emploi de professeur de natation.

Mais les exilés étaient encore relativement heureux. D'atroces rigueurs s'abattaient sur la France. C'étaient partout des arrestations en masse, au hasard du bon plaisir. A Paris, les cachots ne suffisaient pas; on entassait les prisonniers dans les casernes; il fallait faire sortir de Mazas les vagabonds et le gibier de police correctionnelle pour faire place aux détenus politiques. On avait bourré le dépôt de la préfecture de police de tant de malheureux que, pendant trois jours et trois nuits, ils s'étouffaient les uns les autres et qu'à peine ils pouvaient s'asseoir. Qu'est-ce

qui les avait désignés aux vengeances du pouvoir ? On le savait à peine. Tel était là pour avoir, après l'interdiction de déposer des couronnes à la colonne de Juillet, jeté des immortelles par-dessus les grilles. En province, plus d'un, et un ancien magistrat, furent arrêtés pour n'avoir point salué le Prince Président.

Dans les départements, on arrêtaït ou frappait en masse. 1.500, dans le seul arrondissement de Béziers, 800 dans le Gers, 700 en Lot-et-Garonne, 900 dans les Pyrénées-Orientales, plus de 1.300 dans la Nièvre, 2.900 dans le Var ; près de 2.000 dans les Basses-Alpes, si peu peuplées. Dans ces deux départements, les bras manquèrent pour la récolte des olives. On jetait les captifs où l'on pouvait, dans le Château des Papes d'Avignon, au château d'If de Marseille, dans la vieille Tour de Nevers. Les villes, les villages voyaient passer des colonnes de prisonniers, l'ouvrier à côté du bourgeois, le notaire près du cordonnier, liés, garrottés, tenus parfois par une corde avec un nœud coulant, conduits et rudoyés par les gendarmes, avec un cortège de mères, de femmes, de filles et de sœurs qui suivaient les leurs en pleurant.

Que faisait-on de ces innombrables milliers de victimes ? Aux uns, on interdisait le séjour de la ville ou du village qu'ils habitaient ; on leur ordonnait d'aller vivre ailleurs, dans un séjour qu'on leur assignait, brisant leur vie, leur ôtant leur gagne-pain, les livrant à la misère ; d'autres s'en tiraient en signant un acte de soumission ; d'autres encore étaient renvoyés aux conseils de guerre ou à la police correctionnelle ; plus d'un était banni, beaucoup, expédiés sur l'Algérie et sur Cayenne.



Le départ des exilés. — « Allez et instruisez ! »

Gravure allégorique (Bibliothèque nationale).

On voulut donner à ces sévices une apparence de régularité, et l'on créa une sinistre parodie de la justice, imitée de la Terreur blanche, qu'on appela les « tribunaux mixtes ». Chacun d'eux, composé d'un préfet, d'un général et d'un magistrat, disposait arbitrairement de toute la population du département. Ce que faisaient au début, un peu tumultueusement, les agents du pouvoir, se fit plus méthodiquement et avec une cruauté aussi odieuse. Un regain de proscriptions s'ajouta à celles de la première heure.

Le sort des malheureux qu'on embarquait était affreux. Entassés dans les entrepôts, si serrés qu'ils ne pouvaient s'étendre sur les planches ou sur la paille que successivement, par fournées, accablés par le terrible mal de mer, qui brise toutes les forces de l'homme, respirant avec horreur, dans une saleté immonde, un air empesté par leurs déjections, ne recevant un peu d'air du dehors que par un étroit sabord, quand les vagues qui se heurtaient aux flancs du navire permettaient de le tenir ouvert, mourant de soif, obligés d'aller coller leurs lèvres aux caisses à eau pour soulager leurs souffrances ; mais les malades n'avaient pas la force d'y aller, et il fallait parfois qu'un compagnon de souffrance remplît sa bouche d'eau pour la porter jusqu'à la leur. Une frégate à vapeur est restée célèbre par les tortures de ses quatre cent vingt prisonniers, parmi lesquels se trouvait, avec un ancien colonel, un vétéran de Waterloo, le célèbre fabuliste Lachambaudie : dans cet enfer, il trouva moyen de chanter en vers charmants les goélands qui, volant sur les vagues, tenaient compagnie aux prisonniers.

Une partie de ceux qu'on chargeait sur les navires étaient envoyés aux fièvres dévorantes de la Guyane si connue comme séjour des forçats. Parmi ceux-là se trouvait le démocrate intrépide Delescluze. Napoléon avait eu d'abord la pensée de faire de Cayenne le grand tombeau des républicains. Finalement, c'est surtout l'Algérie qui reçut les proscrits. Il faudrait répéter indéfiniment les mêmes descriptions de torture pour dire ce qu'ils souffrirent à la kasbah de Bône, dans les cachots de Lambessa, dans les prisons brûlées par le soleil d'Afrique. Victor Hugo, dans les vers les plus pathétiques qu'il ait peut-être jamais écrits et qu'on ne peut entendre sans que les larmes viennent aux yeux, a immortalisé une des victimes des cachots algériens, une femme, une mère, un grand cœur, toute brûlante d'une foi sublime dans la cause du peuple : Pauline Roland. Le pouvoir sentait l'odieux des tortures qu'il lui infligeait, mais il voulait qu'elle demandât sa grâce; elle s'y refusa intrépidement jusqu'au bout. On finit par la relâcher et la laisser aller embrasser ses enfants à Paris. Elle ne devait pas les revoir : elle mourut en route à Lyon.

Le tableau serait incomplet si l'on n'y ajoutait pas la pensée de l'esprit de réaction sur la France. On a vu les grands écrivains exilés; là ne s'arrêtait pas la sorte de proscription dont était frappé le libre génie de notre pays. Il fallait, pour rester dans l'enseignement, prêter serment au coup d'État. Notre grand historien Michelet fut chassé ainsi de sa chaire; avec lui, les maîtres de la jeune philosophie, Jules Simon et Vacherot en tête. Le régime nouveau, livré aveuglément à l'Église, était condamné à pourchasser partout l'intelligence nationale. Des jeunes gens absolument indifférents en politique, comme About et Taine, voyaient que la carrière leur était fermée et quittaient l'Université.

C'est au plus fort des violences qui sévissaient sur la France, que le pouvoir issu du coup d'État prétendit consulter le suffrage universel le 20 et le 21 décembre, pour lui demander s'il approuvait son guet-apens. On trouva sans doute que la terreur qui pesait sur le pays n'était pas encore une garantie de succès suffisante, car on supprima le secret du vote, et le nouveau Gouvernement établit à cette occasion un procédé qu'il maintint jusqu'au bout, et qui prolongeait le scrutin pendant deux jours, permettant ainsi toutes les manœuvres nocturnes sur les bulletins déposés le premier jour. Chaque citoyen dut venir écrire à la mairie s'il approuvait ou non le coup d'État, et signer son opinion de son nom. Le Gouvernement fit ensuite savoir qu'il avait obtenu 7.439.216 oui contre 647.737 non. Il semble peu vraisemblable qu'il se soit trouvé plus de 600.000 téméraires pour se désigner eux-mêmes aux impitoyables revanches du Gouvernement. Il paraît plus que probable que ce chiffre d'opposants ne fut donné que pour faire croire à un vote sérieux.

Louis Bonaparte ne prit pas encore le titre d'Empereur. Il attendit près d'un an pour le faire. Provisoirement, il conservait le nom de la République et s'en proclamait seulement lui-même Président pour dix ans. Mais c'était un président investi de tous les pouvoirs d'un empereur et même d'un autocrate. La Constitution qu'il décréta du droit de son bon plaisir commençait par garantir les « principes de 89 ». Inutile ironie au moment où l'on supprimait toute liberté individuelle, électorale, de réunion, de presse, et où l'on accumulait toutes les conditions d'une puissance illimitée sur la tête d'un seul. Par une autre dérision, la Constitution proclamait la responsabilité du maître devant le pays. D'ailleurs, la Constitution établissait le despotisme absolu. Le prince gouvernait sans contrôle par les ministres qu'il prenait et renvoyait à son caprice. Il y avait bien une ombre d'assemblée élue, ou soi-disant élue, appelée Corps législatif et réduite à un petit nombre, pour être plus sûrement domestiquée. Le maître désignait lui-même aux électeurs, sous le nom de candidats officiels, ceux qu'ils devaient nommer. Les préfets étaient chargés d'assurer leur succès coûte que coûte. Mais ce Corps législatif n'avait aucun pouvoir. Il votait bien le budget, mais en bloc, par ministère, et sans pouvoir y changer un chiffre. Ce vote n'était plus qu'une formalité, à moins qu'il ne voulût désorganiser tout un grand service public, en rejetant tous les crédits d'un ministère. Il votait bien les lois, mais sans avoir le droit d'y rien introduire ou d'en rien retrancher; il ne pouvait approuver un amendement que si le Conseil d'État le lui avait permis. Il ne voyait même pas les ministres à qui il était défendu de paraître devant la Chambre.

A côté du Corps législatif, il y avait un Sénat composé de membres nommés à vie par le maître. Les princes, les cardinaux, certains hauts dignitaires en faisaient partie de droit. Les

sabres y abondaient. Mais son rôle était plus dérisoire encore que celui de la Chambre, et on lui interdisait fort rudement d'en sortir. Il avait pour fonction officielle de garder la « Constitution », que le despotisme gardait bien tout seul. Bref, il était si effacé que, dix-huit ans plus tard, la Révolution qui renversa l'Empire oublia qu'il y avait un Sénat. Ce n'est que le lendemain qu'on s'en souvint et qu'on alla le dissoudre.

Toute la besogne législative revenait au Conseil d'État, dont le maître nommait et révoquait les membres à son gré. Il préparait les projets de loi et les soutenait à la Chambre, qui, on l'a vu, ne pouvait rien y changer sans sa permission. Il n'y avait plus d'assemblée que pour la forme. La volonté de la nation ne pouvait rien sur le Gouvernement.

La presse était livrée au bon plaisir du pouvoir. Il pouvait ou poursuivre les journaux devant les tribunaux, ou les supprimer sans dire pourquoi. Aucun droit de réunion, même en période électorale. Le pays de 89 était retombé sous l'autorité d'un pouvoir aussi absolu que l'ancien régime, plus absolu même : il n'y avait plus la résistance des parlements. Un demi-siècle de libertés plus ou moins larges était rayé d'un coup de sabre. La France de Mirabeau, de Danton, des grands orateurs de deux royautes et de la République, la France, le grand champion des libertés populaires dans le monde, passait soudain au nombre des pays garrottés par le despotisme.

Le nouveau maître de la France ne tarda guère à accomplir un de ces coups de tête qu'il méditait en silence et faisait éclater soudain. On sait que la famille de Louis-Philippe avait fort thésaurisé et amassé un chiffre énorme de millions. Le 22 juin 1852, un mois après le coup d'État, paraissait au *Moniteur* un décret déclarant les d'Orléans incapables de rien posséder en France, confisquant une partie de leurs biens au profit de l'État, les obligeant à vendre le reste dans un délai fixé.

Il se heurta à de violentes protestations, même parmi les siens; les mêmes hommes qui avaient approuvé le massacre des défenseurs de la loi et la spoliation de tant de malheureux privés, parce qu'ils étaient républicains, des charges qui étaient leurs propriétés, furent pris d'une vertueuse indignation quand il s'agit de princes. Dupin, le président indigne de l'Assemblée, Dupin qui, après l'avoir livrée à la soldatesque, était devenu, à la Cour de cassation, le procureur général du coup d'État, prononça à ce sujet, dit-on, un de ces jeux de mots qui lui étaient ordinaires : « C'est, dit-il, le premier vol de l'aigle. » Puis il donna sa démission. Morny, Fould, Magne, Rouher, sortirent du ministère. Louis Bonaparte eut peine à retenir le général Saint-Arnaud. Vuitry abandonna la vice-présidence du Conseil d'État. Ces pudeurs ne devaient être ni sérieuses ni durables. Tous revinrent bien vite au maître et en acceptèrent de nouveau leur morceau du pouvoir. Leur départ n'était qu'une démonstration. Mais, provisoirement, le rôle de Morny disparaissait, son rival Persigny le remplaçait et prenait sa place au ministère de l'Intérieur.

Il fallait donner au nouveau régime ce qu'on appelait pompeusement les « grands corps de l'État », c'est-à-dire les fantômes d'assemblées qu'on voulait mettre au pied du trône présidentiel. Le Sénat fut nommé, et présidé par l'ancien roi Jérôme Bonaparte. On procéda aux élections du Corps législatif, élections dont le résultat était fixé d'avance par les candidatures officielles. Le suffrage universel, courbé par la terreur et enrégimenté par les préfets, obéit partout aux impérieuses désignations du pouvoir. Il n'y eut que trois exceptions. Paris élut Cavaignac et Carnot; Lyon élut Hénon, républicain modeste et ferme. Tous trois refusèrent le serment qu'il fallait prêter au nouveau maître et ne furent pas admis. Il n'y eut que des instruments dociles au pouvoir dans le Corps législatif. Il est vrai que, s'il n'avait ni autorité ni rôle, on l'ornait d'uniformes chamarrés que les députés étaient obligés de porter.

Il manquait un trait essentiel à la physionomie du nouveau despotisme, si l'on ne parlait pas des mœurs qu'il inaugurerait. Le grand silence épouvanté de toute pensée, dans le pays asservi, contrastait avec le tumulte soudain des affaires d'argent et des plaisirs mondains. La Bourse



Le sceau de Napoléon III.

partageait la victoire du despotisme. L'agiotage avait pris un essor subit; les financiers s'en donnaient à cœur joie. En même temps, un luxe inouï s'étalait joyeusement, encouragé d'en haut. On s'amusait furieusement au milieu des sanglots étouffés des familles frappées par les proscriptions. Les maîtres du jour donnaient l'exemple. Un des premiers soins du coup d'État avait été de rétablir les titres de noblesse abolis en 1848. Toutes les somptuosités nobiliaires reparaissaient. Les beautés des théâtres avaient leur large part dans les nouvelles habitudes gouvernementales. Une aristocratie nouvelle, fort mélangée, se formait autour du pouvoir, tandis que la vieille, sauf de rares exceptions, continuait à boudier ce monde de parvenus dans son vieux faubourg Saint-Germain.

Cette fois, l'Empire était fait; on s'étonnait que le maître tardât tant à en prendre le titre. Dès le mois de mai, à une revue, les cris de « Vive l'Empereur ! » faisaient croire que la proclamation de la monarchie était pour le lendemain. On ne sait pourquoi le Président attendit jusqu'à l'automne. Peut-être, esclave de la tradition, voulait-il un simulacre de Consulat avant de prendre la couronne. Enfin il mit le Sénat en mouvement. On « consulta » le suffrage universel sur cette formule : « Le peuple français veut le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon ». Puis on recommença la comédie de vote qui avait eu lieu pour l'approbation du 2 Décembre. Cette fois, on compta 7.824.129 oui et l'on ne compta plus que 253.149 opposants : le rétablissement de l'Empire fut célébré en grande pompe.

Il ne restait plus qu'à marier le nouveau souverain. Bien qu'il fût reconnu par tous les souverains d'Europe, heureux de voir mettre à la chaîne le peuple de 89, il est probable qu'il se serait heurté à des refus s'il eût demandé la main d'une princesse des monarchies voisines. D'ailleurs, le nouveau maître de la France était amoureux d'une jeune Espagnole qui, bien qu'issue de grands d'Espagne, ne semblait pas pouvoir prétendre à un trône. Eugénie de Montijo était une beauté blanche et rousse d'Andalousie, fort admirée dans le monde parisien. Sa mère avait à Paris un salon fréquenté. Elle était surtout intime avec le maître écrivain Mérimée, qui, dit-on, mit à conduire dans la coulisse la haute entreprise matrimoniale de la jeune fille son savoir-faire de romancier consommé dans l'ironie. On raconte qu'il rédigeait les lettres de la jeune Andalouse et qu'il donna au prince amoureux, avec son talent hors ligne, l'idée d'une femme d'un esprit prodigieusement supérieur. C'est ainsi que cet athée endurci, d'un matérialisme provocant, passe pour avoir contribué puissamment à donner à la France une impératrice pénétrée de ce que la dévotion espagnole a de plus bigot. Quoi qu'il en soit, on apprit bientôt que le nouvel empereur épousait M^{lle} Eugénie de Montijo. Le mariage fut célébré en grande pompe aux Tuileries le 19 janvier 1853, et le 20 à Notre-Dame.

La session de 1853 fut marquée par un incident qui, dans le grand vide de la vie publique, occupa le monde aristocratique. On sait que de tous les chefs de la réaction royaliste à l'Assemblée, M. de Montalembert seul avait accepté le 2 Décembre. Le fanatisme catholique l'avait emporté sur toutes ses autres convictions : il avait accueilli comme un acte de salut l'attentat qui accablait le mouvement populaire et rendait la toute-puissance à l'Église. Tandis que ses amis étaient jetés dans les cachots du coup d'État, pour peu de temps il est vrai, il protestait mollement contre l'inscription de son nom dans la Commission que Louis Bonaparte substituait aux pouvoirs élus de la veille; il conseillait, par une lettre publique, de voter pour le Gouvernement du plébiscite; il acceptait sa part de complicité dans les faits accomplis; il entraînait comme candidat officiel au Corps législatif.

Il ne tarda pas à s'en repentir et se tourna brusquement en ennemi contre l'Empire. Il était trop tard. Son langage à la Chambre, une lettre à Dupin rendue publique, peut-être malgré lui, témoignèrent son hostilité. Il fut poursuivi une première fois. Il devait l'être une seconde fois quelques années plus tard. Il dut essuyer les deux fois la clémence du pouvoir : sous forme d'ordonnance de non-lieu la première fois, puis sous forme de grâce qu'il refusa en vain.

Louis-Napoléon, en relevant le trône, avait dit : « L'Empire, c'est la paix ! » Sans doute pour dissiper devant la France, et surtout devant l'Europe, les inquiétudes que devaient faire naître, au spectacle du retour des aigles, les souvenirs glorieux et terribles qu'avait laissés le règne de son oncle. Parole vaine; l'Empire, c'était forcément la guerre : il allait briser par des conflits incessants la longue série d'années de paix que le monde traversait depuis 1815. Cela était

fatal : un pouvoir qui tirait tout son droit de la force brutale du sabre était condamné à le tremper dans le sang étranger.

Aussi l'Empire saisit-il la première occasion. Le tsar Nicolas ne faisait pas seulement peser sur la Russie le poids de l'autocratie la plus impitoyable : il s'était fait, pour toute l'Europe, le champion des monarchies d'ancien régime. Obligé de reconnaître le second Empire sous peine de rester le seul à s'y refuser, il l'avait fait sous une forme volontairement impertinente, se refusant à traiter le nouveau souverain de « cousin » et de « frère », suivant le protocole usité, et l'appelant dédaigneusement « cher ami », pour lui faire sentir qu'il n'était qu'un parvenu et un intrus dans la grande famille des monarques; d'où la rancune de Louis-Napoléon. Or, Nicolas se mit en tête de reprendre, contre Constantinople et la Turquie, les vieux projets traditionnels de la Russie. Il était admis alors que l'existence de la Turquie était nécessaire à l'équilibre de l'Europe, et les grandes puissances, surtout l'Angleterre et la France, l'avaient toujours protégée contre les constantes arrière-pensées d'envahissement russe. Cette fois, le conflit était soulevé, assez ridiculement, à l'occasion d'une clef des Lieux Saints, à Jérusalem, que se disputaient les catholiques latins et les catholiques grecs relevant de l'Eglise moscovite. Mais ce qu'il y avait au fond, c'était les projets séculaires nourris à Saint-Petersbourg contre la Turquie et qui se manifestaient cette fois par des actes. La France et l'Angleterre vinrent au secours du Sultan et la guerre éclata.

II. — L'expédition de Crimée.

Personne n'était prêt pour le grand conflit qui allait ensanglanter l'Europe après quarante ans de paix. Dans ce long repos, tous avaient désappris la grande guerre, les chefs comme les administrations. Notre organisation militaire était dans un état lamentable. Bien que les résolutions belliqueuses traînaient depuis un an, qu'on s'y fût décidé au début de mars, que les premières troupes eussent été embarquées dès le 19, plus de deux mois après (26 mai), Saint-Arnaud, qui avait pris le commandement en chef, écrivait à l'Empereur : « Je le dis avec douleur à Votre Majesté, nous ne sommes pas constitués ni en état de faire la guerre... On ne la fait pas sans pain, sans souliers, sans marmites ni bidons. » Les approvisionnements, le matériel, les chevaux, étaient embarqués sur les vaisseaux à voiles, les hommes sur des vapeurs plus rapides; en sorte qu'arrivés ils manquaient de tout. Le désordre de la Marine était tel qu'elle n'avait qu'au prix de grosses difficultés et de gros retards fourni les vaisseaux nécessaires. Napoléon venait d'ordonner, en février, toute une reconstitution de l'artillerie : au printemps, elle était en pleine transformation. Il fallut près de six mois pour faire partir de France le premier convoi de grosse artillerie (9 août).

On avait encore moins de plan que de matériel : dès avril, on avait débarqué en Turquie sans savoir ce qu'on allait faire. Français et Anglais, finalement, s'entassèrent inutilement à Varna, port bulgare de la Mer Noire, sur le territoire ottoman. Ce n'est que plus tard qu'on résolut d'aller à Sébastopol, en Crimée. Encore Saint-Arnaud disait-il qu'il faudrait pour cela « un an de préparatifs ». Signe des hésitations perpétuelles des chefs. En attendant, comme le choléra com-



(Photo Braun.)

Passage de l'Alma.

D'après Pils (Musée de Versailles).

mençait ses ravages, il eut deux idées absurdes : envoyer une expédition dans la Dobroudja et y fortifier nos troupes avec des bachi-bouzouks.

Les bachi-bouzouks étaient des irréguliers turcs. Saint-Arnaud voulut en faire un corps de cavalerie indigène sur le modèle des cavaliers algériens, les baptisa : spahis de l'Orient, et fit venir le général Yousouf pour les commander. La Dobroudja est une immense plaine marécageuse à l'embouchure du Danube. Rien de plus sinistre, sous le soleil brûlant de juillet; d'immenses étendues d'herbes sèches, sans arbres, sans maisons; des lagunes saumâtres, des puits fétides, une chaleur dévorante. On n'y trouva pas d'ennemis; mais on y trouva le choléra. Les hommes tombaient foudroyés. En quelques semaines, sans combattre, près de 2.500 étaient morts, plus de 3.000 gravement malades. Quant aux fameux « spahis d'Orient », ils étaient partis 2.500: ils revenaient 300. Plus par désertions que par maladies. On les licencia. Les Russes avaient beau jeu à mettre à profit ces absurdes retards.

Mais ils étaient, eux aussi, mal dirigés. Ils perdirent leur temps au siège d'une bicoque, Silistrie, qu'on croyait perdue d'avance. Elle tint bon et ils levèrent le siège.



Mentschikoff.

On se décida enfin à partir pour la Crimée et Sébastopol le 7 septembre. On atteignit les rivages de Crimée le 14, sept mois après le départ des troupes! Nous voilà loin de la rapidité d'allure des guerres modernes. Il y avait 30.000 Français, 21.500 Anglais, 6.000 Turcs. Les Anglais avaient à leur tête Lord Raglan, vieillard de soixante-six ans, un revenant des luttes du premier Empire, un ancien aide de camp de Wellington, qui avait perdu un bras à Waterloo. Depuis 1815, il avait eu le temps de désapprendre, mais il n'avait rien appris. Pour lui, la guerre n'avait pas changé depuis un demi-siècle. Il apportait toutes les habitudes archaïques du bon vieux temps. La désorganisation était égale dans les deux armées, avec des effets pires pour les Anglais. Nos soldats d'Algérie étaient devenus « débrouillards ». Gais, adroits, ils excellaient à s'improviser sans ressources un à peu près d'existence. L'Anglais, grave, souffrait cruellement et passivement.

On débarqua à Old-Fort, près du petit port d'Eupatoria. Il eût été facile aux Russes de gêner cette opération. Elle prit près de quatre jours et fut contrariée par une houle très forte. Mais les Russes ne parurent même pas. Ils ne savaient rien. Averti, Mentschikoff vint attendre les alliés à une vingtaine de kilomètres d'Eupatoria, dans des positions très fortes, à l'Alma. Les alliés y arrivèrent après une très petite étape le 20. On ne se pressait d'aucun côté.

On se battit à l'endroit où la rivière l'Alma est près de se jeter dans la mer. Ses eaux, guéables sur quelques points, coulent au milieu des arbres, des vergers et des vignes. Derrière, sur des hauteurs abruptes, s'étagait l'armée russe. A notre droite, un plateau escarpé, tombant en falaise à pic dans la mer, avec des pentes si escarpées sur l'Alma que les Russes jugeant l'escalade impossible, avaient laissé l'extrémité sans défense. A gauche, une montagne fort rude. Entre les deux, un ravin que semblaient rendre inabordable des batteries et des ouvrages russes, surtout à l'entrée où un fort épaulement braquait 12 pièces de 32. La route de Sébastopol passait au fond du ravin et franchissait l'Alma sur un pont.

La bataille ne coûta pas beaucoup d'efforts de conception aux chefs. On attaqua droit devant soi. En retard, bien entendu. On devait partir, les uns à 5^h 30 du matin, les autres à 7 heures. On partit à 11^h 30. L'élan de nos Africains décida la journée. A notre droite (la gauche des Russes), zouaves et fantassins escaladèrent superbement les pentes réputées inaccessibles du plateau, gravissant, s'accrochant, et, par une mauvaise route où les chariots indigènes montaient à peine avec d'énormes difficultés, hissant les canons, autant à bras d'homme que par l'effort des

chevaux. Leur chef, Bosquet (probablement le meilleur de tous), avait leur fougue intrépide. Quand les Russes les virent au sommet, ils n'en pouvaient croire leurs yeux. Si on eût forcé les nôtres à reculer, ils étaient précipités du haut de la falaise; mais ils n'étaient pas gens à se laisser faire. Dès lors la bataille était gagnée. Au moins sur ce point, les Russes étaient bien vite en retraite.

Bosquet une fois sur le plateau, le reste des Français n'y tarda guère. A 2 heures, la 1^{re} et la 3^e division, après avoir, suivant l'habitude d'Algérie, posé leurs sacs au bord de la rivière, gravirent alertement les pentes et s'emparèrent du reste du plateau.

Ce fut plus laborieux pour les Anglais. On les faisait marcher comme à Waterloo, en rangs serrés, en masses profondes. Il fallut une sanglante leçon pour faire comprendre l'absurdité des vieilles formations, faire ranger les hommes en lignes moins épaisses et les couvrir de tirailleurs. Il y eut une lutte terrible au grand épaulement, pris, repris, puis repris encore. Ce n'était plus l'élan irrésistible des nôtres, mais une incroyable solidité, une ténacité imperturbable devant la mort. Par deux fois, deux charges furieuses à la baïonnette vinrent mourir sur le feu foudroyant des rangs serrés des Anglais. Nos batteries, arrivées sur le plateau, aidèrent nos alliés. A leur tour, ils forcèrent les Russes à la retraite. La victoire était complète à 4 heures. Les chefs des vainqueurs ne firent pas poursuivre l'ennemi, bien qu'on eût encore au moins deux heures de jour.

Les Russes avaient perdu 5.700 hommes, dont 1.800 tués. Les pertes des Français étaient de 1.300; celles des Anglais, moins nombreux, de 2.000. On a vu pourquoi.

Vainqueurs, les alliés continuèrent à ne pas se presser. Ce n'est que le 27 qu'ils arrivèrent devant Sébastopol.

Saint-Arnaud cessait de commander les troupes françaises. Il était déjà malade : le choléra l'acheva. Le 26 septembre, il remettait le commandement à Canrobert pour s'embarquer. Il mourut le 29. Canrobert, que j'ai vu dans ma jeunesse, était une figure curieuse, avec ses longs cheveux d'artiste, sa coquette moustache, sa diction apprêtée comme celle d'un acteur. Tout en affectant parfois une grande rudesse soldatesque, il avait une vertu rare dans l'armée : excellent camarade, sans jalousie. Avec cela, soldat intrépide, homme très faible, et, sous ses dehors de décision brutale, chef toujours irrésolu.

Il semble paradoxal de dire que Sébastopol, dont le siège allait durer un an, était plutôt une ville ouverte qu'une place forte. C'est pourtant la vérité. Il y avait, il est vrai, plus de dix-sept ans que le tsar Nicolas avait définitivement arrêté le plan de ses fortifications, et ordonné de les construire. Mais, comme cela s'est vu souvent sous l'autocratie russe, tout, à peu près, était resté sur le papier. On n'avait guère pourvu Sébastopol de défense que du côté de la mer, pour protéger le port et l'arsenal : la ville restait désarmée. Un seul bastion avait été mis en état. D'autres n'avaient que les casernes qui devaient les fermer à la gorge. Sur certains points, de faibles murs crénelés, sans fossés, tenaient lieu d'enceinte. On avait fait à la hâte quelques travaux depuis la déclaration de guerre : peu de chose. Une tour à deux étages, la tour Malakoff, avait été élevée aux frais des marchands de la ville : mais ce n'était que l'embryon de la redoutable forteresse qui fut si dure à prendre. Aussi nul ne croyait que la ville pût résister. C'était l'avis de beaucoup qu'on pouvait aussitôt l'enlever de vive force. Saint-Arnaud écrivait qu'elle serait à nous avant un mois; Canrobert, qu'un siège était inutile, qu'il fallait prendre la place d'assaut; Lord Raglan était à peu près du même avis, presque unanime du côté des Français. Ce qui est décisif, c'est que telle était aussi l'opinion du glorieux officier russe qui allait faire durer la résistance un an.



Todleben.

Le lieutenant-colonel Todleben, peut-être le seul homme de guerre de premier ordre que cette guerre ait révélé, était arrivé à Sébastopol le 22 août, un mois avant les alliés. Ils restaient presque inertes à regarder la ville du dehors; il fit sous leurs yeux, sous le feu de leurs canons, de cette ville ouverte une place forte. Son œuvre, probablement unique dans l'histoire militaire, tient du prodige. Il improvisait les ouvrages les plus puissants avec une rapidité incroyable. A peine achevés, ils étaient armés d'une artillerie redoutable. On peut dire qu'il fortifia Sébastopol presque jusqu'au dernier jour. Tel ouvrage qui tint longtemps les nôtres en échec fut des plus récemment entrepris. A la fin, non content d'avoir donné à la place une enceinte, des forts, des redoutes, une armure complète, il imagina de petits ouvrages d'un genre nouveau pour aller attaquer les nôtres chez eux. De part et d'autre des soldats aventureux se cachaient dans des trous ou derrière des pierres pour aller la nuit par hardis coups de mains surprendre l'ennemi dans sa tranchée. Il eut l'idée de préparer pour ces entreprises hasardeuses des abris construits par le génie et pourvus de sortes de logements (d'où leur nom) qui gênèrent fort les nôtres et qu'il

fallut prendre un à un, parfois, non sans péril.

Les alliés s'étaient installés devant Sébastopol pour longtemps. Séjour lugubre. Un plateau aride où le roc affleurait presque, sous une mince couche de terre. Peu de broussailles peu d'arbres sinon à quelque distance, dans des creux abrités. Pour les communications avec le dehors, deux petits ports : Balaklava, que les Anglais s'étaient hâtés d'accaparer. Mais les Français avaient trouvé aussi bien et plus près dans la baie de Kamiesch. Une fois là, on ne fit guère



Vue de la baie fortifiée de Kamiesch.

grand'chose. Le 10 octobre, on commença à ouvrir régulièrement des tranchées devant les fortifications, une grande partie inachevée, que Todleben commençait à construire. Le 17, canonnade furieuse avec l'aide de la flotte. Ce fut une effroyable tempête de feu et de fer. Les obus sillonnaient l'air. Les projectiles pleuvaient. On continua le 19. Nos navires en bois souffrirent beaucoup. Puis, on arrêta le feu. Et, après, rien. Pas une tentative d'agression. Pas plus que si on eût tiré un feu d'artifice. On avait tué aux Russes un de leurs chefs les plus vaillants, l'amiral Korniloff. Ce fut le résultat le plus net de cet énorme effort.

Comme les nôtres n'attaquaient pas, ce fut par un étrange renversement des choses, l'armée russe qui attaqua. Le 25, Mentschikoff, avec 23.000 ou 24.000 Russes, tenta de prendre Balaklava. Il s'empara de quelques canons turcs, mais il était repoussé quand Lord Raglan eut une idée qui stupéfia tout le monde. Avec ses souvenirs des guerres d'autrefois, et pour reprendre les canons turcs, il envoya à la cavalerie l'ordre de charger. Pourquoi et sur quoi? Lord Cardigan fit quelques objections : mais l'ordre était formel. Il partit à fond de train, avec les escadrons de dragons, de lanciers et de hussards. Il traversa comme un obus la cavalerie russe qui se reforma derrière lui. On courut à son secours, trop tard. 500 chevaux sur 700 étaient morts : 250 hommes tués. Le seul résultat était de donner aux Russes l'orgueil d'une victoire.

Peu de temps après (5 novembre), les Russes, encouragés, attaquaient les Anglais à Inkermann. Bosquet offrit le concours des Français : on le refusa poliment. On fut heureux de le demander quelques heures plus tard. Après avoir épuisé toutes leurs réserves, les Anglais étaient accablés. Une bataille furieuse s'engagea. Elle fut particulièrement acharnée autour d'une bat-



Napoléon III, Empereur des Français.

D'après le tableau de Jean-Hippolyte Flandrin (1809-1864) (Musée de Versailles).

terie qu'on appelait « batterie des sacs à terre », et qui fut inondée de sang. « Quel abattoir », s'écria Bosquet; et le nom lui resta de « batterie de l'abattoir ». Peu s'en fallut que Bosquet lui-même ne tombât aux mains des ennemis. Finalement, les Russes furent repoussés, et leur retraite fut désastreuse. Sur 36.000 hommes, ils en perdaient plus de 12.000; les Anglais 2.600 sur 12.000; les Français 800 sur 4.200 combattants. A Londres, on vota des remerciements à notre armée, pour sa « vaillante collaboration » et sa « cordiale assistance », mais non sans quelque humiliation.

Deux jours après, dans un conseil tenu chez Lord Raglan, on ajournait encore l'assaut indéfiniment.



Bataille d'Inkermann.
l'œuvre de Doré (Musée de Versailles).

L'hiver arrivait. Les deux princes qui se trouvaient à l'armée la quittèrent. Le duc de Cambridge revint en Angleterre. Le prince Napoléon partit aussi. Ce cynique, aimant fort le plaisir, n'aimait pas la guerre, il se souciait peu du « Qu'en dira-t-on ? » On lui fit à ce sujet, non peut-être sans le concours des Tuileries, une réputation de lâcheté probablement exagérée. Il avait bien vu les choses de Crimée; il résumait, dit-on, brutalement sa pensée sur les soldats et les chefs en disant : « Des lions conduits par des ânes. »

La mauvaise saison fut cruelle. Bien que les rivages de Crimée, abrités par les montagnes, passent pour une « Côte d'azur » orientale, l'hiver russe, soufflant à pleins poumons sur les plaines illimitées, fait sentir sa cruelle haleine jusqu'à la Mer Noire. Aux froides pluies d'automne succédèrent les températures glaciales de janvier. Le chasse-neige, ce vent terrible, chargé de poussière congelée, qui ensevelit tout sous son blanc linceul, comblait les tranchées, envahissait

les tentes et fouettait au visage les hommes grelottants. Des froids polaires arrivaient, subits. On ne reçut que tard, et en nombre insuffisant, les vêtements nécessaires pour s'en préserver. Le navire qui les apportait aux Anglais fit naufrage. Pas de bois de chauffage dans ce pays sans arbres. Après avoir été transi dans la tranchée, impossible souvent d'allumer le poêle. Il y eut chez les nôtres 2.500 cas de congélation, un tiers mortel. Ajoutez les maladies : il y avait 8.000 hommes dans les hôpitaux : presque un huitième de l'effectif. L'Empereur, il est vrai, avait eu l'idée ridicule d'envoyer en Crimée quatre mille devants de cuirasse pour monter à l'assaut. On rit tout bas, et on n'eut jamais l'idée de s'en servir.

Les Russes ne souffraient pas moins dans Sébastopol que leurs ennemis autour de la ville. Les combats leur avaient fait perdre un chiffre énorme d'hommes; les épidémies étaient encore plus meurtrières ; choléra, pneumonie, dysenterie, fièvres. La maladie avait d'abord frappé plus de 17.000 hommes, puis 25.000 en février. Les moyens manquaient pour soigner tous ces malades. Il fallait en transporter au dehors près de moitié sur d'affreux chariots. Ce siège terrible marchait entouré d'un hideux cortège de fléaux.

On apprenait pendant l'hiver un grand malheur. La frégate *Sémillante*, portant en Crimée des troupes et de l'artillerie, périt corps et biens en mer, dans les bouches de Bonifacio, probablement dans la nuit du 15 au 16 février.

Les nouvelles de Crimée avaient soulevé à Londres, dans le Parlement, un véritable orage. L'Angleterre était exaspérée de découvrir sa faiblesse militaire. « Le Gouvernement, disait-on, a envoyé 53.000 hommes; il y en a 16.000 devant Sébastopol. Où sont passés les 37.000 autres ? » Le ministère sombra sous le poids de l'opinion. Une enquête parlementaire fut votée et Lord Palmerston chargé de former un cabinet nouveau. Il se mit tout de suite à opérer de vastes réformes dans l'organisation militaire et à constituer des forces nouvelles. Les alliés allaient en avoir d'inattendues. Le petit Piémont entra dans l'alliance et envoyait en Crimée 15.000 hommes. C'était un trait de génie de la part du premier ministre Cavour, gouvernant la monarchie, qui avait pris en main contre l'Autriche la cause de l'indépendance italienne. Il faisait faire à ce petit État figure de grande puissance, lui assurait l'amitié de la France et de l'Angleterre, et préparait ainsi l'affranchissement de la péninsule. Il fut très peu compris au moment même, mais l'événement allait très rapidement lui donner raison.

L'hiver suspendait les opérations actives : on grelottait chacun de son côté. Pourtant, dès février, l'ordre vint du Tsar d'attaquer Eupatoria. Mais les nôtres l'avaient mis en état de défense. Le 17, les Russes attaquèrent la ville avec plus de 20.000 hommes : ils échouèrent piteusement. Dès 11 heures du matin tout était fini. Le résultat fut de faire remplacer à la tête de l'armée Mentchikoff par Gortschakoff. L'affaire eut au loin des conséquences plus graves. Ce dernier échec porta le coup décisif au tsar Nicolas. La guerre ruinait toutes ses idées et détruisait toutes ses illusions : il voyait ses rêves de despote crouler autour de lui. La mort le prit le 2 mars. On savait son héritier, Alexandre II, beaucoup plus pacifique. Mais il n'en parut rien au début.

Cependant, on s'inquiétait en Europe des lenteurs du siège et de l'inertie des armées. Napoléon avait envoyé en Crimée, sous un prétexte qui ne trompa personne, un officier en qui il avait toute confiance, avec raison à ce qu'il semble. De tous les chefs du second Empire, Niel paraît avoir été le plus ouvert, le plus intelligent. Il était arrivé en Crimée pour voir les choses et renseigner son maître, qu'il rallia vite à ses idées. Rien ne paraissait si contraire au bon sens que l'état de choses qu'il trouvait à Sébastopol : une ville assiégée sans être bloquée; à côté, une armée sortie de la ville, restant en communications continues avec elle, assurant ses rapports avec le dehors, et qu'on n'attaquait même pas. Il était évident qu'il fallait d'abord s'en prendre à l'armée de secours, la battre, puis investir la place. Tel fut le premier cri de Niel; tel son avis cent fois répété, adopté du premier coup aux Tuileries; tels, pendant de longs mois, les ordres précis, formels, pressants, venus de Paris aux généraux en chef et qui se brisèrent jusqu'au bout, pendant six mois, contre leur force d'inertie.

Ils s'obstinaient à projeter exclusivement des attaques contre la ville et à ne jamais les réaliser. Le printemps était revenu : il fallait agir; on sembla se décider. Le 9 avril, le lendemain du jour où les Russes célébraient les fêtes de Pâques, un feu terrible d'artillerie, parti de cinq cent vingt canons français et anglais, foudroya Sébastopol, qui riposta de ses neuf cents pièces.

On reprit le 10 et les jours suivants. Les alliés avaient tiré plus de 160.000 coups sur la ville : celle-ci avait répondu par 90.000; puis on ne fit plus rien.

Des conseils tenus le 12, le 14, le 16 avril, aboutirent comme toujours à ne rien décider. Le 23, enfin, dans un autre conseil tenu chez Lord Raglan, on se résolut à l'assaut. Survint une dépêche annonçant aux Français l'arrivée de renforts : l'assaut fut décommandé. Nos troupes n'y comprenaient rien. Les Russes se félicitaient. Une sorte de langueur irrésistible pesait sur les résolutions des chefs et les replongeait toujours dans leur torpeur. Ce fut un miracle que Lord Raglan, contraint par les ordres venus d'Angleterre, ait fait décider au moins une petite expédition fort utile sur Kertch, à l'entrée de la mer d'Azow. Elle partit; mais sur une dépêche venue de Paris, où l'on voyait là de nouveaux retards pour l'opération principale, Canrobert la fit rappeler avant qu'elle fût arrivée. Il obéissait aux ordres négatifs. L'expédition fut décommandée, mais non au profit de l'action contre Sébastopol. On ne fit ni l'une ni l'autre. Napoléon, excédé, voulait



Siège de Sébastopol. — Côté anglais.

D'après une gravure de l'époque (Collection Aristide Quillet).

venir lui-même en Crimée. Après une tentative d'assassinat faite contre lui par un Italien, Pianori, il y renonça.

On eut alors une surprise extraordinaire. Canrobert lui-même s'aperçut de sa propre incapacité; on eut l'exemple d'un commandant en chef rentrant de son propre mouvement dans le rang. Il donna sa démission et reprit le commandement de sa division. Ses difficultés avec Lord Raglan y étaient pour quelque chose; les efforts qu'il faisait pour se décider sans y réussir y furent pour davantage. Son esprit, disait-il, était fatigué par une « tension continuelle », et hors d'état de supporter des responsabilités. Il eut le mérite de comprendre qu'il n'était capable que d'obéir. Sa démission, arrivée à Paris le 27 mai, fut acceptée. Son remplaçant était déjà arrivé d'Afrique. C'était Pélissier, à qui sa brutalité donnait une réputation d'énergie que les événements parurent justifier. A bon droit? On en jugera; mais la brutalité était réelle. Les meilleurs généraux furent traités avec une violence impérieuse, même Bosquet; Niel surtout, en qui le chef sentait le confident du souverain et devinait l'auteur des reproches qu'il recevait de Paris. Le général Mayran fut insulté par lui de telle sorte qu'il sortit en disant : « Il ne reste plus qu'à se faire tuer. » Il fut tué en effet peu après. L'Empereur, qui voulait imposer à Pélissier les idées qu'il professait

avec Niel, le trouva naturellement plus poli, mais aussi intraitable. En vain il lui télégraphiait : « Il ne peut s'agir entre nous de discussion, mais d'ordres à donner et à recevoir. » Pélissier lui tint tête jusqu'au bout, et le ministre de la Guerre eut peine à faire revenir Napoléon sur sa destitution déjà prononcée.

Nos soldats, heureux du retour de la bonne saison, s'égayaient au milieu de leurs épreuves. Ils avaient baptisé à leur façon les petites colonies de commerçants installées derrière leur camp. Ils les appelaient « Filouville, Coquinopolis, Flibustopol ». Suivant les traditions algériennes, ils avaient créé un théâtre où ils jouaient des vaudevilles. Les imberbes, avec des jupes prêtées par les cantinières, avaient les rôles de femmes. Les rires se mêlaient aux tragédies du siège. On cite une affiche d'une représentation « extraordinaire » au profit des blessés, où l'on expliquait ainsi la modification du programme : « Deux amateurs ayant été tués, et plusieurs blessés, on a été obligé de changer le spectacle qu'on se proposait de donner. »

Pélissier débuta par deux petits combats : l'un le 22 et le 23 mai contre les ouvrages russes, qui réussit ; l'autre le 25, dans la vallée de la Tchernafia, où les nôtres brûlèrent le camp russe de



Charge d'artillerie à Traktir.

Tableau de Schreyer (Musée du Luxembourg).

Tchergarna, et s'établirent à demeure dans la vallée. Puis, suivant la demande des Anglais, il reprit l'expédition abandonnée contre Kertch. Kertch est le fort qui, dans la partie orientale de la Crimée, commande l'entrée de la mer d'Azow, par laquelle les Russes s'approvisionnaient. La petite troupe anglo-française s'en empara sans difficultés, détruisit la ville, y prit d'énormes magasins de blé et d'avoine. Kertch prise, l'ennemi eut beaucoup plus de peine à se ravitailler.

Il était temps de commencer des opérations plus importantes. La première, du 7 juin, fut très brillante. Bosquet la dirigeait. Depuis l'après-midi du 6, l'artillerie des alliés ruinait les ouvrages des Russes. Quand, le lendemain, vers 5 heures du soir, trois de nos brigades les assaillirent, un petit nombre de Russes avaient pu s'y maintenir ; ils furent chassés, culbutés, poursuivis sur les pentes de la baie de Carénage. Deux bataillons russes accouraient : mais, fusillés par derrière par deux de nos bataillons, très habilement postés par Bosquet, ils furent écrasés en un instant. Ce qui échappa à la mort s'enfuit dans le crépuscule. Le succès fut plus disputé au Mamelon Vert. Les nôtres, après s'être emparés de l'ouvrage qu'ils devaient prendre, ne surent pas s'arrêter à temps dans l'élan de la victoire. Ils coururent au rempart, se firent accabler par la fusillade qui en partait, et reculèrent en désordre, poursuivis par six bataillons russes qui reprirent l'ouvrage conquis, la lunette Kaushtka. Pour peu de temps : Bosquet y envoya des forces qui chassèrent les Russes de nouveau, et la lunette nous resta. Les Anglais avaient de leur côté conquis l'ouvrage

des Carrières. Une fois maîtres des positions conquises, les alliés, par de rapides travaux, les retournèrent contre l'ennemi et les mirent à l'abri des attaques russes.

C'était une très belle victoire. Elle avait un défaut, c'est que l'armée en faisait honneur à Bosquet plus qu'à Pélissier. Celui-ci résolut de recommencer, mais cette fois sans son rival. On devait livrer bataille le 18 juin à 3 heures du matin; les Français, sur un signal donné par des fusées, contre la fameuse tour de Malakoff; les Anglais, contre le grand Redan. Pélissier avait envoyé Bosquet commander ailleurs; il avait mis à sa place le général Regnault d'Angély, qui n'était point connu des hommes qu'il allait commander, qui n'avait pas leur confiance et qui ignorait le terrain difficile où il allait combattre. Pélissier arriva avec un énorme retard au rendez-vous, où Lord Raglan l'attendait depuis une heure. Est-ce à cause de ce retard et du retard du signal qui



(Photo Braun.)

Les zouaves à Malakoff.

Tableau de Couturier.

en était la conséquence que le général Mayran prit pour la fusée qui devait ouvrir le combat une bombe à trace fusante qui traversait le ciel? Quoi qu'il en soit, il partit trop tôt, se vit arrêté par un feu terrible et fut tué net. Le général Brunet, lui, arriva en retard (par la faute, dit-on, de Regnault d'Angély). Il fut tué; ses hommes, décimés par un feu meurtrier, avaient dû reculer, et tiraillaient quand la retraite sonna. Le général d'Autemarre semblait plus heureux de son côté; mais maintenant les Russes pouvaient concentrer sur lui tous leurs efforts. Les Anglais avaient été aussi écrasés par la mitraille, et, malgré une résistance acharnée, avaient échoué. Dès 8 heures du matin, Pélissier avait sonné la retraite. C'était une défaite : elle coûtait : 3.553 des nôtres, 1.728 Anglais, 5.446 Russes. Encore le général de Biéville a-t-il accusé le chef de l'armée d'avoir caché le chiffre véritable de nos pertes, qui auraient été de 5.387.

La défaite du 18 avait brisé tout ce que Pélissier avait d'énergie. Il ne devait plus rien tenter jusqu'en septembre. Le 28 mai, Lord Raglan mourait du choléra : il fut remplacé par le général James Simpson.

Pendant les irrésolutions de Pélissier, ce furent encore les Russes qui attaquèrent, malgré eux et sur un ordre absolu du Tsar. Étrange guerre où, de part et d'autre, de Paris, de Londres, de Saint-Pétersbourg, on poussait au combat des chefs inertes et résistants. Gortschakoff jugeait « que c'était folie d'attaquer les alliés ». Mauvaise condition pour réussir. Il dut obéir et se fit battre à plate couture.

On se disputa rudement le pont de Traktir (l'Hôtellerie) qui donna son nom à la bataille. A 8 heures, quand Pélissier arriva sur les lieux, elle était gagnée. Il empêcha de poursuivre les Russes, qui mirent de longues heures à rétablir un peu d'ordre dans leurs troupes confondues et battirent en retraite (16 août). Ils avaient perdu 8.000 hommes, les nôtres 1.500, les Italiens 250.

Cependant, les chefs du génie et de l'artillerie français et anglais préparaient l'assaut par de longs travaux contre la place. Le général Niel, à la tête du génie français, avait remplacé Bizot tué. Enfin, au début de septembre, dans une note signée en commun, ils déclarèrent que tout était prêt. D'après Niel, Pélissier aurait encore voulu retarder. Mais la note des quatre généraux était sans réplique. Il ne fit pas d'objection. D'un commun accord entre Français et Anglais, on décida l'attaque définitive. Elle était fixée au 8 et devait être précédée de trois jours de bombardement.

Le 5, le 6 et le 7 une formidable grêle de projectiles s'abattit sur Sébastopol. Huit cents pièces tiraient nuit et jour. Ce fut, dit Gortschakoff, « le bombardement infernal ».

Le 8, à midi, on donnait l'assaut.

A droite, les nôtres attaquaient le petit Redan; les Anglais de l'autre côté, le grand Redan. La brigade Saint-Pol chassa un régiment russe du premier ouvrage. La brigade Bourbaki arrive quelques minutes après, sur la courtine qui le joint à Malakoff, culbute l'ennemi et court sur la seconde enceinte; mais trois régiments russes débouchent avec deux batteries et refoulent la brigade Saint-Pol. L'autre, dont le flanc est découvert, est repoussée à son tour. Bosquet fait donner ses réserves. Elles reprennent le grand Redan; mais, fusillés par les Russes de la seconde enceinte, accablés par les canons des navires russes, deux généraux morts, trois autres blessés, il faut reculer encore. Seuls des intrépides, cramponnés aux revers des talus, continuaient à tirer par-dessus le parapet. On fait appeler deux batteries de campagne. Cent cinquante artilleurs accourent. Il n'en reste bientôt qu'un tiers. Bosquet lui-même, vers 2^h 30, est blessé d'une balle à l'épaule. L'explosion d'un magasin à poudre met le comble à la confusion.

Les Anglais n'étaient pas beaucoup plus heureux au grand Redan : deux divisions anglaises en avaient d'abord repoussé les Russes, mais, assaillies par des renforts énormes et criblées par un feu terrible, elles durent abandonner leur conquête. On appela des deux côtés des forces nouvelles. Par deux fois, les Anglais reprirent la position; par deux fois, ils durent reculer. Les plus opiniâtres s'acharnèrent à tenir dans le fossé; d'autres marchèrent contre les batteries voisines. Un régiment russe les repoussa. Le nouveau commandant en chef anglais Simpson, découragé, rappelle ses troupes, remettant un nouvel effort au lendemain. A côté, deux brigades françaises, sous Trochu et Coustou, attaquaient la lunette Bielkine et la redoute Schwartz. La première, surprise par des explosions de fougasses, écrasée de flanc par des batteries russes, assaillie par le retour offensif de deux régiments ennemis, perdait 900 morts sur 2.300 hommes. Les deux généraux Coustou et Trochu étaient blessés. Le général Levaillant revint à la charge; il fut repoussé. On préparait une troisième attaque. Pélissier ordonna de ne pas s'opiniâtrer.

Mais nous avions à la tour Malakoff un plein succès qui décidait la journée.

Là, Mac-Mahon commandait. Les travaux d'approche amenaient les nôtres presque jusqu'à l'ouvrage; à 25 mètres seulement. D'un bond, nos zouaves s'y sont jetés. Le fossé est à peu près comblé par les débris; en un clin d'œil, le talus est gravi, les canonniers tués sur leurs pièces. Un second bataillon de zouaves, puis le 7^e de ligne, suivent de près les premiers arrivés. Les Russes, surpris, sortent trop tard de leurs abris blindés, comme le hasard les amène, en désordre, hors d'état d'engager le combat; tout le saillant de Malakoff est aux nôtres.

Ils achèvent vite leur prise de possession. L'ouvrage est coupé de traverses nombreuses, plus resserrées qu'ailleurs, et que l'assaillant peut utiliser comme l'assiégé. Nos zouaves, agiles, sautant, se glissant, y ont beau jeu contre la raideur des soldats russes. La brigade Vinoy, au fond

des fossés, a tourné la partie de l'ouvrage gardée encore par les ennemis, et les prend de côté, tandis qu'ils sont attaqués de face. Vers 2 heures, Malakoff tout entier serait aux nôtres si, d'un réduit voûté dont la porte est bien close, une poignée d'enragés ne continuait le feu. On songe d'abord à les enfumer. Le feu déjà est allumé, mais s'il y a quelque part une mine ou un dépôt de poudre, on va tout faire sauter. Vite on éteint le feu. D'un coup de mortier dans la porte du réduit, on force les derniers défenseurs à quitter leur abri. Maintenant Malakoff est bien à nous.

Mais les Russes ne se résignent pas; ils ne peuvent pas se résigner. Trois colonnes de troupes gravissent les pentes de trois côtés, pour essayer désespérément de reprendre la position. L'une est reçue par un tel feu qu'elle s'arrête, puis rebrousse chemin. Les deux autres arrivent jusqu'à la gorge de la redoute, l'ouverture resserrée qui y donne accès. Là c'est un corps à corps furieux étranglé, étouffé dans l'étroit boyau; une lutte sauvage, homme sur homme, les baïonnettes



Le général Bosquet blessé à la courtine de Malakoff.

(Musée de Versailles.)

trouant la masse, dans les cris, dans les râles, dans le sang, jusqu'à ce que les cadavres aient obstrué le passage. Alors un général russe fait cesser le combat.

Malakoff définitivement à nous, c'est Sébastopol pris. Déjà avant l'assaut, les Russes jugeaient impossible d'y tenir et songeaient à l'évacuer. Maintenant, il ne fallait plus songer à la défendre.

On avait jeté en travers de la baie de Sébastopol un vaste et large pont flottant. Vers 5 heures du soir, Français et Anglais, des hauteurs qu'ils occupaient, furent étonnés de voir sur ce pont un immense mouvement d'hommes. C'étaient les Russes qui évacuaient la ville.

Comme par un souvenir de Moscou, ils signalaient leur départ par une œuvre terrible de destruction. Ce fut un spectacle formidable. On voyait les batteries, les bastions, les redoutes, sauter l'un après l'autre, projetant dans les airs des colonnes de feu dans de lourds nuages noirs. Les maisons étaient dévorées par l'incendie. Les magnifiques vaisseaux russes brûlaient, allumés par leurs équipages. Des flammes énormes illuminaient la nuit. Quand le jour reparut, une fumée âcre planait sur ce qui avait été la ville. Quelques mâts émergeant çà et là des épaves carbonisées rappelaient seuls ce qui avait été la flotte de la Mer Noire.

Les alliés allaient compléter, hélas ! l'œuvre de destruction. Sur les exigences des Anglais,

ils anéantirent barbaquement les magnifiques docks du port, non sans de vives répugnances des Français.

Sébastopol était pris; qu'allait-on faire maintenant? C'est ce que de Paris le Gouvernement demandait de façon pressante à Pélissier. On parlait à un sourd; Pélissier n'avait qu'un projet, mais invinciblement arrêté : ne rien faire.

Par bonheur, les Russes désespérèrent : le 16 janvier, le Tsar se décida à traiter. Il avait attendu pour cela une bien maigre consolation; la prise de Kars, en Asie, par ses troupes sur les Turcs. Peut-être un autre Gouvernement aurait-il mis à profit l'inertie des vainqueurs.

J'ai laissé de côté, pour suivre sans interruption les opérations des alliés sur les bords de la Mer Noire, quelques faits de guerre dont la Baltique avait été le théâtre. Dès le début, la Russie avait aussi été attaquée de ce côté. L'Angleterre avait armé une flotte très puissante sous les ordres de l'amiral Napier, marin d'une énergie intrépide, dont on attendait de grandes choses. La France avait donné à l'expédition des forces navales considérables. On voulait agir dans le golfe de Finlande, au fond duquel se trouve Saint-Petersbourg, gardé par la ville forte de Cronstadt. Après examen sur place, Napier lui-même dut reconnaître que Cronstadt était imprenable. On se rabattit sur la petite ville de Bomarsund, qu'on enleva rapidement (6 août 1854). Succès brillant, mais sans lendemain; l'année suivante, au mois d'août, les alliés bombardèrent Sveaborg, toujours dans le golfe de Finlande. Ces faits de guerre isolés n'eurent, bien entendu, aucune influence sur les événements.

L'autocratie russe capitulait : elle allait subir de dures conditions; une longue période d'effacement allait s'ouvrir pour la Russie vaincue.

L'Angleterre n'acceptait pas l'idée de la paix sans répugnance. Elle était profondément humiliée du rôle qu'elle avait joué dans la guerre. Cette humiliation avait été ulcérée quand son général en chef avait, dans une dépêche laconique, annoncé que l'attaque anglaise contre la grande Redoute avait échoué, tandis que l'attaque française contre Malakoff avait réussi. On n'avait point pardonné au général Simpson cet acte de sincérité : sous la pression de l'opinion publique, l'Angleterre avait préparé, pour la suite de l'expédition, des forces considérables : elle comptait prendre sa revanche. La paix blessait son amour-propre. Un de ses grands orateurs, Disraëli, disait dans le débat qui eut lieu à la Chambre : « On nous représente que la guerre est encore nécessaire pour le lustre des armées britanniques. Dans mon opinion, il est très contestable, en principe, qu'une nation ait le droit de continuer une guerre sans autre motif que celui de satisfaire sa vanité ou de soutenir sa réputation militaire. » La Chambre fut de cet avis : elle approuva le Gouvernement, qui voulait traiter, à une grosse majorité.

Un congrès se réunit à Paris, le 25 février, pour les négociations, sous la présidence de Walewski, ministre des Affaires étrangères. Avec la Russie, la France, l'Angleterre et le petit Piémont qui, pour la première fois, était traité en grande puissance, l'Autriche y avait été admise. Elle avait joué un rôle équivoque pendant le conflit. Sauvée par la Russie de sa propre révolution, quelques années avant, elle avait, dit-on, annoncé (c'est le mot prêté à un de ses hommes d'État), qu'elle « étonnerait le monde par son ingratitude », et elle avait tenu parole. Dès le début, elle s'était rangée du côté des ennemis de la Russie : elle avait même été jusqu'à conclure avec eux un traité formel d'alliance, le 2 décembre 1854; puis elle avait désarmé sans avoir rien fait. La Prusse ne fut admise qu'aux dernières séances et quand tous les points importants étaient déjà réglés.

La Russie dut subir la loi du vainqueur. En Europe, elle cédait une bande du territoire de la Bessarabie, dont la perte l'isolait absolument du Danube; en Asie, elle rendait Kars. On la confinait dans la Mer Noire, où on lui interdisait de constituer des forces navales sérieuses. Elle allait être condamnée à vingt ans d'effacement. Le Congrès eut le mérite d'adopter, pour la guerre de course (la guerre de corsaires et la saisie des marchandises par les navires de guerre), des mesures qui introduisaient plus d'humanité et de respect du droit dans les conflits sanglants. Dans les derniers jours, avec l'appui discret de la France et de l'Angleterre, Cavour posa la question italienne et protesta contre l'occupation d'une partie de la presqu'île par l'Autriche. Rien ne fut décidé; il n'y avait encore là qu'un germe d'avenir.

Cependant, nos troupes rentraient en France; Canrobert, déjà revenu, et Bosquet avaient reçu le bâton de maréchal.



III. — De la guerre de Crimée à la guerre d'Italie.

L'Empire semblait triompher après la guerre de Crimée. Il avait conquis une haute situation en Europe; et le peuple de Paris acclamait, au retour, les troupes victorieuses. Déjà Napoléon avait pris position dans la famille des souverains; pendant la guerre, il avait été magnifiquement reçu à Londres, avec l'Impératrice, par la reine Victoria : elle avait elle-même attaché à son genou l'ordre de la Jarretière, et elle lui avait rendu sa visite à Paris. Tandis que l'on se battait encore en Crimée, une exposition universelle avait attiré le monde entier dans la capitale de l'Empire français. L'Angleterre, dès 1851, avait montré le premier modèle de ces vastes rendez-vous donnés aux industries et aux arts de toutes les nations, et on avait gardé un souvenir profond des splendeurs du fameux Palais de Cristal. L'Empire suivait cet exemple en 1855 : et son exposition avait cet intérêt de permettre à la France de contempler, réunis pour la première fois, les glorieux chefs-d'œuvre de son école de 1830. Pour comble de prospérité, le 16 mars 1856, pendant les séances du Congrès, l'Impératrice était accouchée d'un fils. L'Empire avait un héritier. La France officielle célébra à grand bruit la naissance d'un prince impérial. Tout semblait concourir à donner à la dynastie des gages de durée.

La France donnait en même temps le spectacle d'un grand développement de richesses matérielles. On a vu combien, dans son étroitesse d'esprit, la monarchie de Juillet avait retardé la construction de nos chemins de fer. La République de 1848, malgré ses désastres financiers,

l'avait poussée activement; elle avait recueilli nos voies ferrées, abandonnées par les capitaux privés dans la terrible crise qui sévissait, et en avait vigoureusement poursuivi l'achèvement : mais elle avait trop peu vécu pour en profiter. C'est dans les premières années de l'Empire que notre pays se trouva doté de ces routes économiques qui, portant d'un bout à l'autre du territoire les produits des champs, ouvraient pour l'agriculture une ère de prospérité, et, par la circulation rapide des matières premières et des objets fabriqués, décuplaient la puissance de l'industrie.

L'Empire en eut, non le mérite, mais le bénéfice, et le souvenir de cette prospérité contribua longtemps à le rendre populaire dans les campagnes. A dire vrai, son œuvre consista surtout à livrer absolument à des intérêts financiers ces sources de richesses nationales. C'est lui qui fit du territoire, au point de vue des chemins de fer, six grands fiefs donnés à la haute Banque, avec des contrats léonins qui mettaient à leur service le crédit et la fortune de l'État dans les moments de difficultés, tout en sacrifiant, sans garantie efficace, les besoins publics au souci de leur dividende. Tel fut, avec ceux qui disposèrent de nos chemins de fer, celui qui a si longtemps fait payer si cher à la capitale son gaz d'éclairage, non sans des profits énormes pour les concessionnaires.

Si les affaires d'argent faisaient le bonheur d'une nation, nulle autre n'eût été si heureuse que la nôtre. La fièvre de la spéculation qui avait suivi le 2 Décembre ne fit que s'aggraver dans les années suivantes. L'agiotage triomphait, des fortunes soudaines, mais peu solides, s'échafau-



Naissance du Prince impérial (Napoléon IV) (16 mars 1856).

daient avec une rapidité vertigineuse. L'Empire s'en alarma et, pour enrayer le mal, l'Empereur écrivit une lettre à sensation au poète Ponsard qui, dans une pièce de théâtre, attaquait les nouvelles mœurs de Bourse. Inutile d'ajouter que ce remède dérisoire ne changea rien au cours des choses. D'ailleurs, le régime lui-même était un régime de très grosses dépenses; il dévorait rapidement les ressources que la prospérité croissante mettait à sa disposition : il les dévorait même à l'avance par ses emprunts. Nulle administration financière ne fut si hasardeuse et si irrégulière. Le régime rentait princièrement ses gros fonctionnaires et ses chefs militaires. Il leur faisait des dotations dont l'énormité semblait exorbitante, après les exemples laissés même par les monarchies passées.

La transformation de Paris fut une des grosses sources de dépense. L'Empire n'avait guère tardé à mettre pour préfet, à la tête de la capitale, Haussmann, qui entreprit aussitôt d'en faire une ville neuve. Il n'avait fait que commencer son œuvre à la date où nous sommes arrivés; il



Haussmann.

(Bibliothèque nationale.)

allait la poursuivre. La vieille cité historique fut largement éventrée. Partout, sur les ruines des anciennes maisons, passaient de larges percées, de vastes avenues, d'immenses boulevards. Ce n'était de toutes parts que démolitions, amas informes de débris et de plâtras, murs ébréchés, encore debout, et lugubrement marqués par les traces des étages détruits et la suie des cheminées disparues; d'autre part, que chantiers de construction, échafaudages et pierres de taille. De vastes monuments s'élevaient, comme le nouveau Louvre et les Halles centrales. On eût dit qu'on reconstruisait Paris entier.

L'œuvre d'Haussmann fut, en son temps, sévèrement jugée. Elle méritait une bonne part des critiques qui l'ont accueillie. Au point de vue financier, l'administration d'Haussmann ne fut guère défendable; on y releva les pires irrégularités. L'ouvrage qui fit la réputation de Ferry, spirituellement intitulé les *Contes fantastiques d'Haussmann*, est décisif à cet égard. Il n'est pas douteux non plus que la transformation de Paris ne fût accompagnée d'un cortège malodorant d'agiotages honteux et d'affaires véreuses. Cette spéculation était faite à coup sûr par les auteurs des projets et ceux qu'ils mettaient dans leurs secrets : et ils réalisèrent des bénéfices

aussi énormes qu'inavouables. D'autre part, il est certain que l'Empire poursuivait un but de stratégie politique. Il voulait rendre toute révolution impossible. Le nouveau Louvre, dans sa pensée, faisait des Tuileries une place forte imprenable. Les larges boulevards assuraient, contre une insurrection, les mouvements et l'action des troupes. Enfin, l'art ne favorisait pas les nouvelles constructions : l'architecture, dans sa déplorable décadence, était impuissante à leur donner la beauté. Le nouveau Louvre, dans sa grandeur matérielle, reste fort laid : on ne peut guère louer que les Halles centrales, première et heureuse tentative de l'architecture du fer. Ce qu'on peut appeler l'art Haussmannien, avec son luxe surchargé, son absence de style, son mélange hybride d'éléments discordants, est fort disgracieux et ne se répandit que trop sur l'Europe et sur le monde.

Voilà les critiques : la justice oblige à reconnaître les mérites. Il est certain que la transformation de Paris, trop ajournée, était nécessaire; que l'air de la grande cité restait empoisonné dans le dédale d'étroites artères que les siècles y avaient enchevêtrées, et que l'oxygène vivifiant de l'atmosphère circule plus librement dans les larges voies ouvertes à travers la vieille cité. Des squares, des jardins, des boulevards plantés d'arbres égayèrent et assainirent la ville de leur belle verdure; et si les architectures nouvelles furent au-dessous du médiocre, ce sont, en grande

partie, les nouveaux travaux qui nous ont donné cette splendeur des frondaisons et des floraisons qui font la beauté incomparable des printemps parisiens. En somme, l'œuvre d'Hausmann reste grande, et on l'a imitée dans la plupart des capitales européennes.

L'année 1857 s'ouvrit par un crime : l'archevêque de Paris, Sibour, fut assassiné par un prêtre qu'il avait interdit, Vergès. L'assassin était à moitié fou. Il semble que, dans ce cerveau obscur, la colère contre le nouveau dogme de l'Immaculée Conception de la Vierge, proclamé récemment par Pie IX, ait eu le rôle décisif. C'est le sens que Vergès lui-même donna aux paroles qu'il avait prononcées en frappant : « A bas les déesses ! » Colère bien absurde, puisque Sibour, assez libéral, avait été plutôt opposé au dogme nouveau, qui apparaissait à une partie de l'Église avec un caractère d'idolâtrie.

Le Corps Législatif du coup d'État achevait ses six ans en 1857 ; il allait falloir en nommer un nouveau. Bien entendu, les élections furent une nouvelle comédie. Rien de cynique, à cet égard, comme la circulaire du ministre de l'Intérieur, Billault. Il reconnaissait bien, en théorie, le droit d'opposer des candidatures à celles que le pouvoir soutenait ; mais il ajoutait : « Si l'on croyait pouvoir trouver dans cette latitude l'occasion de protester sérieusement contre nos institutions, vous connaîtrez vos devoirs, Monsieur le Préfet, et la justice saurait aussi sévèrement remplir les siens. » L'Empereur lui-même appuya par lettre signée tel de ses favoris. On ne laissait même pas aux électeurs un trompe-l'œil de liberté.

On ne pouvait engager la lutte que dans une demi-douzaine de circonscriptions des grandes villes. Là, que ferait-on ? Refuserait-on le serment exigé, ce qui excluait l'élu du Corps Législatif, comme en 1852 ? Les républicains commençaient à se diviser sur la question ; quelques-uns étaient prêts à se résigner à ce serment, si répugnant qu'il fût, pour pouvoir exercer une action parlementaire.

A Lyon, Hénou élu dès 1852, puis exclu pour refus de serment, expliqua par une lettre publique que, bien que persistant personnellement dans sa première opinion, il céderait cette fois à ses électeurs. Des jeunes, de nouveaux venus, étaient décidés à entrer au Corps Législatif, même à cette condition ; quelques plus vieux aussi.

A Paris, lors des élections de juin 1857, Carnot et Goudchaux furent élus au premier tour ; Cavaignac et deux nouveaux venus, Émile Ollivier et Darimon, au ballottage. Les deux derniers prêterent le serment : Carnot et Goudchaux le refusèrent. Cavaignac mourut dans l'interval. L'Empire ne voulait pas qu'il eût d'obsèques à Paris. Sa vaillante femme l'y ramena, assise dans le wagon à côté du cadavre. Le régime de Décembre, on l'a vu, ne respectait même pas la liberté des funérailles ; il tyrannisait jusqu'au deuil ; il condamna au silence l'enterrement de Cavaignac. Il avait fait pis pour Béranger mort en juillet ; il infligea à son cercueil l'injure de funérailles gouvernementales.

Il fallait remplacer Carnot, Goudchaux et Cavaignac. Les élections n'eurent lieu que le 27 avril de l'année suivante. Les républicains avaient pour candidats, avec Jules Favre, deux nouveaux venus : Ernest Picard et Liouville. Ce dernier échoua de quelques voix ; il n'avait même pas pris la peine de faire une profession de foi ; les deux autres furent élus. Ainsi fut constitué le fameux groupe des cinq : Jules Favre, Picard, Ollivier, Darimon et le Lyonnais Hénou. Un autre élu de l'opposition, Curé, nommé à Bordeaux, était trop faible et trop hésitant pour en faire partie.

Quand ces derniers furent nommés, de graves événements s'étaient passés : le 14 janvier 1858, on avait essayé d'assassiner l'Empereur à l'entrée de l'Opéra. L'auteur de la tentative était un intrépide patriote italien, le comte Orsini. Toute sa vie avait été une vie de luttes et de sacrifices pour l'Italie. Condamné, pour un premier soulèvement, aux galères perpétuelles à vingt ans, amnistié en 1846, membre de l'Assemblée constituante romaine, pris par l'Autriche tandis qu'il essayait de soulever Ancône, enfermé à la citadelle de Mantoue, dont il s'était évadé par un prodige d'audace, il n'avait vécu que pour la liberté de sa patrie : il avait dix fois bravé les cachots et la mort pour elle. Il était affilié aux sociétés secrètes dont Louis-Napoléon avait fait partie avec son frère aîné, mort dans une insurrection contre le Gouvernement du Pape. Il avait eu d'abord la pensée de demander pour son pays le concours de Louis-Napoléon devenu empereur. Puis, découragé par l'alliance de plus en plus étroite du maître de la France avec la réaction, il avait résolu de le tuer, voyant en lui l'obstacle.

Alors il avait commandé à un fabricant anglais des bombes dont il avait donné le modèle. Il avait pris pour complices, avec son domestique Gomez, deux Italiens, Pieri et Rudio. Le 14, il était avec eux rue Lepelletier, à la porte de l'Opéra. Piéri, arrivé le premier, fut arrêté : il était recherché par la police pour d'autres raisons, et un agent, dans la foule, avait senti des armes sous ses vêtements. Quand la voiture impériale déboucha, Gomez jeta la première bombe qui éclata devant les chevaux, Rudio la seconde qui fit explosion sous la voiture. Une troisième fut lancée par Orsini, dit-on, mais il l'a toujours nié.

L'effet fut effroyable. Le gaz s'éteignit subitement, ce qui épouvanta la foule. Cent quarante et une victimes avaient été atteintes. Quant à l'Empereur, il en fut quitte pour un éclat dans son chapeau et pour une écorchure au nez.

Orsini avait pu s'échapper chez lui. Dénoncé par Gomez, qu'on avait arrêté, il fut pris peu après. La justice avait les quatre complices.

Jules Favre, qui n'était pas encore élu député, accepta de plaider pour lui, non sans hésitation. Mais, quand il vit Orsini, il subit sa force de séduction qui, paraît-il, était grande. Son plaidoyer fut son chef-d'œuvre et un chef-d'œuvre. Rarement l'éloquence s'éleva plus haut. Il ne s'agissait pas de disputer l'assassin à l'échafaud : Orsini lui-même n'y songeait pas : « Vous confessez votre crime, disait Jules Favre, vous l'expiez, vous êtes prêt à mourir pour subir la peine de votre attentat à la vie d'autrui; eh bien, je vous assisterai à cette heure suprême, non pour présenter une inutile défense, non pour vous glorifier, mais pour essayer de faire luire sur votre âme immortelle, qui va retourner au sein de Dieu, un rayon de cette vérité qui peut protéger votre mémoire contre des accusations imméritées. »

Il eut des répliques terribles. L'accusation avait voulu faire d'Orsini un intéressé, un ambitieux. Alors Jules Favre : « Non, ce n'est pas en semant la mort et la ruine autour de lui qu'il a voulu conquérir la puissance; non, il n'a pas voulu monter au pouvoir par ces degrés sanglants. Quelle est donc cette histoire, Monsieur le Procureur général? Ce n'est pas celle d'Orsini. » Et tout le monde a pensé au 2 Décembre.

Le procureur général avait, comme d'habitude, montré la Providence sauvant l'Empereur. Jules Favre, dans un récit d'une incroyable puissance pathétique, montre, lui, Orsini s'évadant de la citadelle de Mantoue. Il a scié les barreaux de sa prison, il descend avec une corde qui se brise. Il tombe dans un fossé glacé, se traîne et est recueilli par miracle au bout de vingt-quatre heures. Alors Jules Favre : « Vous le voyez, Messieurs les Jurés, la Providence ne voulait pas qu'il mourût ! Pourquoi ne l'a-t-elle pas voulu? Mais est-ce bien à nous, faibles vermineux que nous sommes, qu'il appartient de l'interroger? Que savons-nous, que pouvons-nous savoir de ses desseins? »

Au cours de sa plaidoirie, Jules Favre lut une lettre que, de sa prison, Orsini envoyait à Napoléon III, adressant à l'Empereur une suprême prière pour les libertés de l'Italie. Napoléon avait autorisé la lecture de cette lettre à l'audience et en autorisa la publication, ce dont Orsini le remercia par une nouvelle lettre. Singuliers rapports entre l'assassin du 14 janvier et celui qu'il avait cherché à tuer. C'est qu'il n'y avait pas là un attentat ordinaire. Louis-Napoléon se souvenait d'avoir conspiré autrefois pour la même cause qu'Orsini. Ce que l'Italien avait voulu frapper, c'était l'ancien conspirateur infidèle à ses serments. C'était chose étrangement saisissante de voir que, si des assassins essayaient de tuer l'Empereur, c'était pour la cause de l'Italie, ce n'était pas pour la France. On ne s'armait pas contre l'homme du 2 Décembre, mais contre l'ancien conjuré devenu le restaurateur du pouvoir pontifical après l'avoir attaqué en insurgé les armes à la main.

Environ un an après le 2 Décembre, trois hommes, venus pour frapper Napoléon, avaient été pris par la police qui, sans forme de procès, avait tiré sur eux. Sur les trois, il y avait deux Italiens et tous étaient envoyés par l'Italien Mazzini. On ne connut leur tentative qu'après la chute de l'Empire, mais, en 1855, l'Italien Pianori, ancien Garibaldien, avait essayé d'assassiner l'Empereur aux Champs-Élysées. On avait arrêté et envoyé à Cayenne un autre Italien, Tibaldi, avant qu'il eût pu commettre son attentat. Puis venait Orsini. C'était à se demander si l'Italie se laisserait de fournir des vengeurs armés contre le souverain de la France. Il y avait là de quoi faire faire à Napoléon de graves et anxieuses réflexions.

Quelque chose de ces vieilles sympathies pour les libertés d'au delà des Alpes survivait d'ailleurs au fond du despote clérical. Puis, après tous ces attentats, il eut certainement peur, non sans

motif. De là des sortes de ménagements pour le patriote italien. Il fut même question de le gracier. C'était impossible, les bombes avaient fait trop de victimes. Un de ses complices bénéficia d'une commutation de peine. Les trois autres furent exécutés; mais Orsini mort n'en fut pas moins écouté. Un an après, Napoléon allait déclarer la guerre pour délivrer l'Italie.

Provisoirement, ce fut au parti républicain français que l'Empire s'en prit, si évident qu'il fût qu'il était absolument étranger à l'attentat. La France demanda à l'Angleterre des mesures contre les réfugiés et les proscrits, et elle les demanda sur un ton qui blessa l'opinion anglaise. Palmerston consentit à déposer un projet de loi, qui était loin de satisfaire les exigences de l'Empire, contre les complots ayant l'assassinat pour but. Mais ce projet même parut excessif à nos voisins. Une campagne de meetings se fit contre lui. Le projet fut repoussé et Palmerston renversé du pouvoir.



Attentat d'Orsini au moment où l'Empereur et l'Impératrice arrivaient devant l'Opéra (rue Le Pelletier) (Paris, 14 janvier 1858).

D'après le dessin de Kaiser, lithographié par Waldow.

Chez nous, le Gouvernement n'avait à attendre le consentement que d'une Chambre asservie. Il lui fit voter l'odieuse loi dite « de sûreté générale ». Quiconque avait été condamné par les lois de réaction et les tribunaux d'exception qui avaient suivi les journées de Juin, bien plus, quiconque avait été l'objet de mesures de rigueur dans les violences aveugles qui avaient suivi le coup d'État, pouvait être arrêté sans jugement et déporté en Algérie.

L'une des victimes de la loi générale fut un étudiant, nommé Ranc, ardent démocrate. Il s'évada de la prison de Lambessa où on l'avait jeté; le lecteur sait qu'il devait plus tard devenir un des écrivains les plus remarquables et un des hommes politiques les plus en vue de notre troisième République.

Espinasse fut remplacé au bout de quelques mois, en juin. Mais cette réaction féroce ne trompait pas Napoléon sur le véritable danger : la menace des bombes italiennes. Que faire ? Aller délivrer l'Italie ? Quel démenti à son expédition de Rome, à toute sa politique, à son alliance avec le clergé ! C'était la rupture avec l'Église, et l'expédition d'Italie le jetait dans les bras des

ennemis de son despotisme. Avec ses habitudes cachotières, sous son masque de sphinx aux paupières baissées, il hésitait, tiraillé en sens contraires. Il parut se décider en juillet, fit venir Cavour à Plombières, conclut un accord avec lui. Il donnerait au Piémont l'Italie du Nord jusqu'à l'Adriatique, non sans écorner les États du Pape. En revanche, on lui céderait la Savoie et Nice, terres françaises rendues au Piémont en 1815. Mais il balançait encore. Il parut décidé quand, le jour de l'an 1859, à la stupéfaction générale, il dit à l'ambassadeur d'Autriche : « Je regrette que mes relations avec votre Gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé. Veuillez dire à votre Empereur que mes sentiments personnels pour lui n'ont pas changé. » Peu après, le 30 janvier, son cousin, le prince Napoléon, épousait la princesse Clotilde, la fille de Victor-Emmanuel. C'était l'alliance hautement proclamée, et pourtant l'Empereur hésitait encore. Enfin il se décida, et la guerre fut déclarée.

IV. — La guerre d'Italie.

On n'était guère plus prêt pour la guerre d'Italie qu'on ne l'avait été pour celle de Crimée et qu'on ne devait l'être pour celle de 1870. Les bataillons, au moment où ils auraient dû partir, n'avaient encore que 500 hommes; leurs commandants n'étaient pas montés; les premières divisions se mirent en route sans artillerie; la division Bourbaki, à Briançon, n'avait ni chevaux ni mulets. De là des retards que les Autrichiens, qui avaient franchi le Tessin dès le 29 mars, auraient pu mettre à profit. Mais leur chef, Giulay, était indécis et comme paralysé par la force d'inertie qui, à cette époque, semblait peser sur le commandement dans tous les pays. Il hésita et ne fit rien.

Il faut bien le dire, des deux côtés, sauf de bien rares exceptions, les chefs étaient au-dessous du médiocre. Ceux des Autrichiens le furent extraordinairement. Fort heureusement pour les nôtres : indécis, ne sachant jamais profiter de leurs forces, qu'ils amenaient incomplètement au combat, ne s'éclairant pas plus que leurs adversaires — car chacune des deux armées ignorera toujours ce que fait l'autre — on les verra se heurter sans le vouloir dans des batailles imprévues. Avec l'incapacité du commandement, ce seront les soldats qui décideront du sort des batailles. De là nos éclatants succès. Les soldats autrichiens ont un courage admirable; ils sont, au feu, d'une étonnante solidité. Ils se battent intrépidement, mais ils n'ont pas d'initiative; ils sont passifs. Les nôtres ont l'entrain, la vieille « furie française » dans l'attaque, un don merveilleux de se tirer d'affaire partout. Ils sont rapides, agiles et se débrouillent dans les pires dangers; ils excellent à tirer parti de tout dans la guerre que commande un pays coupé de canaux, hérissé d'arbres et de buissons. On peut dire qu'ils traîneront leurs chefs à la victoire. C'est un des généraux de la guerre d'Italie, et l'un des plus remarquables, qui l'a définie « une déroute en avant ».

Nous avons un autre avantage : la grande supériorité de notre artillerie. L'Empereur se souvient qu'il a été officier de l'artillerie suisse; il n'a jamais perdu de vue les problèmes que soulève l'emploi du canon. Il a ordonné une réforme importante : l'adoption du canon rayé que, sans son autorité de souverain, les routines obstinées de nos états-majors auraient sans doute fait repousser encore longtemps.

L'armée française était arrivée en Piémont, partie par les cols des Alpes, et surtout le mont Cenis, partie par mer à Gênes. La première rencontre, fort partielle, eut lieu entre les Apennins et la mer, à Montebello, le 20 mai. Napoléon avait établi son état-major et concentré ses forces en arrière, à Alexandrie. Le commandant autrichien avait ordonné de diriger sur nos positions une forte reconnaissance de 26.000 hommes d'infanterie et de 1.400 cavaliers. Il était assez tard (3^h 30) quand ils traversèrent le bourg de Montebello, et s'emparèrent du village de Fenestrello et de la ferme de Cassina Nuova, refoulant les avant-postes italiens et français. Le général français Forey se trouvait à Voghera, un peu à l'ouest. L'élan de nos soldats répara tout. Ils enlèvent d'une poussée irrésistible le village de Fenestrello, poussent les Autrichiens la baïonnette aux reins et assaillent Montebello. Chasseurs et fantassins ont, suivant leur usage, mis leurs sacs par terre. Ils se jettent, la baïonnette en avant, dans les jardins, dans les maisons. Les méthodistes

autrichiens sont fort inférieurs dans ce pêle-mêle de corps à corps, dans ces sortes de duels épars à l'arme blanche, où la fougue, l'agilité des nôtres sont irrésistibles. Les voilà chassés : ils se barricadent dans le cimetière, où ils résistent désespérément et où leur position est formidable. Le général Beuret est tué, mais les murs du cimetière n'arrêtent pas l'élan des nôtres. On les renverse ici à coups de canon, là on les escalade, et les Autrichiens sont rejetés sur Casteggio, où les grosses forces ennemies arrêtent la poursuite des nôtres. De 8 à 9 heures, un ordre de Baraguay d'Hilliers fait abandonner Montebello et ramène les vainqueurs à Voghera : la victoire, qui nous coûte 700 hommes et un millier à l'ennemi, n'a donc donné qu'un résultat inutile. Mais le spectacle de 26.000 Autrichiens battus par 7.000 Français porta ses fruits.

Cependant, Garibaldi, à la tête d'un petit corps de volontaires, s'est jeté sur les derrières des Autrichiens, et leur porte de rudes coups. On voit reparaître, dans l'histoire de l'Italie, le héros presque fabuleux des luttes pour le droit et pour la liberté. On sait que toute sa vie a été



Combat de Montebello.

Tableau de Philpottaux (Musée de Versailles).

un prodigieux roman d'aventures et une prodigieuse épopée. Niçois, et marin de commerce, il a, avec la passion des cœurs populaires, le génie des guerres de partisans, des coups de main hasardeux. C'est comme un frère attardé des grands chevaliers aventureux du Moyen Age. Comme eux, on dirait qu'il a un talisman qui le préserve de la mort et de la prison : une chance miraculeuse, à plusieurs reprises, le sauva du cachot et du tombeau. Tout jeune et compromis comme patriote italien, il émigre dans l'Amérique du Sud, prend part aux révolutions et aux guerres de ses républiques, étonne par ses coups d'audace à la tête de quelques malheureux bateaux ou de troupes improvisées, épouse là-bas l'intrépide compagne de sa vie et en rapporte un titre de général donné par le gouvernement de Montevideo. Il revint hâtivement en Italie, quand les débuts de Pie IX donnèrent des espérances trop vite trompées aux patriotes italiens. A l'expulsion du Pape, il est membre de l'Assemblée Constituante qui proclame la république romaine. Mais il n'a pas la vocation des discours parlementaires. Dès lors, il réunit une petite troupe de braves à la tête desquels il défend la Révolution. Sa proclamation à sa troupe est l'homme tout entier : « Soldats ! voici ce que j'offre à qui veut me suivre : la faim, le froid, le soleil. Pas de pain,

pas de caserne, pas de munitions. Des veillées continuelles, la bataille, des marches forcées, des factions à la baïonnette. Me suive qui aime la patrie. »

Il a combattu pour Milan; il a combattu pour Rome; il a marché sur Venise défendue par Manin et assiégée par les Autrichiens. Puis tout a croulé, tous les espoirs sont perdus. Il retourne dans l'Amérique du Sud et reprend son métier de marin. Mais, dès 1854, il est rentré dans son pays. Il y conduit un petit steamer entre Nice et Marseille et, quand la guerre éclate, il offre son épée à Victor-Emmanuel. On l'accepte. A sa voix, les dévoués qui le connaissent reprennent la glorieuse chemise rouge des Garibaldiens.

Il a un peu plus de 3.000 hommes qu'on appelle les chasseurs des Alpes. Avec cette poignée de vaillants, il se jette derrière l'armée autrichienne, dans la région où les grands lacs, étranglés entre les pentes des hautes montagnes de Suisse, débouchent dans la plaine italienne. Le 23, il reprend Angera, sur le lac Majeur. Il surprend Varèse. Le général autrichien Urban accourt : il le bat. Puis il arrive à Côme et fait reculer Urban jusqu'à Monza, en le talonnant jusque-là. Les Autrichiens renforcés reprennent l'offensive le 29. Garibaldi échoue dans une surprise sur Lavino : il veut se réfugier à Varèse : Varèse est aux mains de l'ennemi. Il est cerné, il est perdu... Mais sa chance veille toujours sur lui. Le commandant autrichien est obligé de rappeler toutes ses troupes. Varèse est évacuée, et Garibaldi est sauvé.

La guerre devait se dérouler au nord du Pô où sont les plus grandes villes, de Milan à Venise, et où se trouvaient les provinces autrichiennes. Nos troupes débarquées en partie à Gênes et concentrées tout entières autour d'Alexandrie devaient donc passer le fleuve. Rien de plus facile dans la partie la plus élevée de son cours, qui appartient au Piémont. Rien de plus périlleux là où, sur l'autre rive, était massée l'armée autrichienne. C'est pourtant là qu'était échelonnée la plus grande partie de nos troupes, de Casteggio et de Voghera à Valenza. Sur l'autre rive la rivière la Sésia, qui descend droit des Alpes perpendiculairement au Pô où elle se jette, séparait les deux armées.

On eut le bon sens de renoncer à franchir le Pô en face de l'ennemi. Par une vaste marche de flanc l'armée tout entière se reporta en arrière, puis au nord, passa le fleuve en Piémont et vint se masser à l'extrême gauche des Autrichiens, du côté de Verceil et de Novare, près du pied des Alpes. Pour tromper l'ennemi, on avait feint de construire un pont sur le Pô en face de lui. Le mouvement dura six jours; les Autrichiens n'y virent que du feu et furent stupéfaits d'apprendre que notre armée, qu'ils attendaient sur le grand fleuve pour la repousser, était concentrée loin de là près de Novare, devant l'extrémité de leur aile.

Les alliés avaient donc là des forces très supérieures. Le 30 mai, Victor-Emmanuel donnait l'ordre à ses troupes d'enlever Palestro avec le village de Vinzaglio et Casalino sur l'autre rive de la Sésia. Trois divisions italiennes attaquaient les positions défendues par une seule division autrichienne, la division Litia. Palestro fut brillamment emporté par Cialdini. Vinzaglio, défendu par un seul bataillon et quelques compagnies, ne put résister longtemps. La division Fanti ne trouva que deux compagnies à Casalino et en eut facilement raison.

Les Autrichiens voulurent reprendre la position le lendemain 31. Mais leur général n'y employa que deux divisions. A la gauche des alliés, sur Confianza, ils avaient une brigade contre une division italienne qui en avait deux autres derrière elle. Ils furent donc réduits à la défensive qu'ils prolongèrent plusieurs heures jusqu'à ce que le général autrichien, blessé, se décidât à la retraite. Dès le matin, 10 heures, quatre brigades autrichiennes attaquaient Palestro; mais Cialdini avait mis le bourg en état de défense. Une des brigades autrichiennes perdait 750 hommes. Le général autrichien Szabo essayait de tourner Palestro par le sud, son artillerie tirait sur le pont de bateaux de la brigade Canrobert. Notre 3^e zouaves court à lui, protégé par les canons de Bourbaki; le 1^{er} bataillon jette les ennemis dans les fossés, dans les rizières, tandis que le 3^e court aux canons autrichiens et en prend cinq, les bersaglieri piémontais en prennent un sixième. Il en restait deux, pour peu de temps. Appuyés par le 16^e de ligne italien, nos zouaves repartent à la baïonnette et prennent les deux autres pièces. Les Autrichiens avaient traversé un ruisseau, le Bidda; vaincus, ils y sont jetés ou s'y noient. Plus de 500, dit-on, périrent.

Les armées alliées n'avaient plus qu'à marcher sur Milan.

La route leur était barrée par une puissante rivière, le Tessin, qui, après être sortie du lac



Le Congrès de Paris en 1856.

D'après le tableau d'Édouard Dubufe.

(Explication de la gravure ci-contre.)

- | | | |
|--|----------------------------------|---|
| 1. Comte Cavour (Sardaigne). | 6. Baron de Manteuffel (Prusse). | 11. Comte de Clarendon (Angleterre). |
| 2. Baron Cowley (Angleterre). | 7. Baron de Hübnér (Autriche). | 12. Baron de Bruinoff (Russie). |
| 3. Comte Buol-Schauenstein (Autriche). | 8. Comte Walewski (France). | 13. Ali Pacha (Turquie). |
| 4. Comte Orloff (Russie). | 9. Djemil Bei (Turquie). | 14. Comte de Hatzfeld (Prusse). |
| 5. Baron de Bourqueney (France). | 10. Comte de Benedetti (France). | 15. Marquis de Villamarina (Sardaigne). |



Le Congrès de Paris en 1856.

D'après le tableau d'Edouard Dubufe (Ministère des Affaires étrangères à Paris).

Majeur, traverse la plaine lombarde pour aller se jeter dans le Pô. Le Tessin lui-même n'offrirait peut-être qu'un faible obstacle. Mais il est côtoyé et doublé par un profond canal, le Naviglio Grande, qui met Milan en communication avec le lac Majeur et offrait aux ennemis une ligne de défense très redoutable. Aussi résolut-on de la faire d'abord franchir plus haut, à quelque distance, par le corps d'armée du maréchal de Mac-Mahon, qui faciliterait le passage du reste de l'armée.

En conséquence, le 2 juin, à 4 heures, deux brigades de la Garde avec un bataillon de chasseurs et quatre batteries d'artillerie passaient le Tessin à Ponte di Turbigo, sans avoir d'autre peine que de chasser quelques éclaireurs autrichiens. Le lendemain, Mac-Mahon arrivait un peu tard, à 2 heures. Il fallait s'emparer, au delà du canal, du village de Robecchetto. Voilà le maréchal qui, pour reconnaître les lieux, part étourdiement lui-même au galop, arrive au village et monte dans le clocher. Il n'a que le temps de redescendre ; il allait être pris par un parti de cavalerie ennemie. Il avait assez maladroitement donné le temps aux Autrichiens de jeter quatre bataillons dans Robecchetto. Nos tirailleurs algériens, aidés par le 65^e de ligne, les en ont vite chassés, mais ils prennent en arrière position dans les digues, d'où leur feu nous fait quelque mal. Finalement, on les oblige à la retraite et on leur prend un canon. Mac-Mahon est installé sur l'autre bord du canal, à une dizaine de kilomètres au nord de l'endroit où le reste de l'armée va, pour le passer, livrer la grande bataille du 4.

Le plan de la bataille est bien simple. Les Français vont arriver par la route de Novare à Milan qui côtoie le chemin de fer. Ils trouveront en avant de Magenta les Autrichiens retranchés derrière le canal et, par conséquent, en état d'arrêter leur marche. Mais Mac-Mahon arrivera du nord sur la rive où est l'ennemi et le culbutera pendant qu'il sera attaqué de front. C'est l'ordre qu'il a reçu et, en réponse, il a annoncé qu'il arrivera là à 2^h 30, mais qu'une de ses divisions, sous Espinasse, qui a une longue marche à faire, n'arrivera guère que deux heures plus tard. On réglera l'attaque en conséquence.

C'est qu'on va avoir un combat terrible à livrer. Le Naviglio Grande, qu'on trouve en travers du chemin, est un canal large et profond coulant entre deux talus élevés qui rendent l'abord difficilement praticable. Pour le passer, on n'a que trois ponts : le pont neuf de Magenta, le vieux pont (ponte vecchio) et celui du chemin de fer. Une redoute interdit l'accès du dernier. Le pont nuevo a, à ses deux extrémités, de fortes maisons en granit. L'ennemi occupe la redoute et les maisons. Au delà, eût-on réussi à forcer le passage, on se heurterait au gros bourg de Magenta, à peine à 2 kilomètres du canal. Essayer de franchir de tels obstacles devant l'armée ennemie, sans le secours attendu du corps d'armée qui est déjà sur l'autre rive, ce serait folie : on ferait inutilement massacrer des milliers de braves.



Les grenadiers de la Garde à Magenta
(4 juin 1859).

Mais voilà qu'à 2 heures on entend le canon de Mac-Mahon, assez près, à Buffalora. On se dit : « Il va arriver dans une demi-heure, comme il l'a promis. » Et l'Empereur donne l'ordre de commencer l'attaque.

Alors les nôtres s'y ruent avec leur furie coutumière. D'abord la division Mellinet, avec les grenadiers et les zouaves. Le 3^e grenadiers, sous le général Wimpffen, donne l'assaut à la redoute qui couvre le pont du chemin de fer, et en chasse le bataillon autrichien qui le défend. Un autre bataillon du même régiment se jette à travers les arbres et les broussailles, sur les maisons de granit qui protègent le ponte nuevo de ce côté du canal et en débusque les ennemis. Mais ceux-ci, très supérieurs en nombre, criblent le pont d'une grêle de balles et veulent reprendre sur les Français les positions conquises, quand le général Clerc arrive avec les zouaves de la Garde. Le général autrichien est tué. Le pont et les maisons de granit qui en gardent l'autre extrémité sont pris; les ennemis sont repoussés sur Magenta où la mitraille de nos canons les poursuit. Alors Giulay essaie d'accabler les nôtres sous le nombre. Il faut reculer : le général Clerc est tué. Les Français se retranchent dans les maisons de granit. Depuis une heure, la division Mellinet se bat désespérément contre des forces décuplées. Arrive la brigade Picard : les nôtres épuisés l'acclament.

Que devient donc Mac-Mahon? Il est plus de 3 heures, et non seulement il n'arrive pas, mais on n'entend même plus son canon.

La brigade Picard s'est jetée dans la redoute : les chasseurs à pied, du haut de ses bords, font un feu plongeant sur les ennemis. Puis nos soldats franchissent les talus : ils repoussent les Autrichiens jusqu'au vieux pont. Les maisons du village sont crénelées; les rues barricadées; les nôtres prennent les rues et les maisons. Mais le village est coupé en deux par le canal, et les Autrichiens font sauter le pont. Ils ont, de l'autre côté, des forces écrasantes et des canons. Les nôtres sont criblés de balles et de boulets, et les maisons qui les abritent croulent sous les coups de l'artillerie. Puis les ennemis les assaillent : en vain on les charge avec rage, on est débordé, accablé par le nombre; il faut revenir à la redoute. On en sort encore : on reprend Ponte Vecchio. Mais on est encore débordé, et, après un carnage effroyable, on est repoussé sur la redoute une fois de plus. Les Autrichiens, à leur gauche, ont repris sur les nôtres la ferme de Mainegas.

Et Mac-Mahon? — Il est plus de 4^h 30, et Mac-Mahon n'est toujours pas là. C'est à peine si on commence à entendre ses canons.

En l'attendant, on continue à se faire tuer. Tout ce qui borde le canal est couvert de sang, de cadavres et de ruines. Vinoy reprend la ferme de Mainegas. Enfin, à 6^h 30, Mac-Mahon arrive.

Il s'était mis en route, il était parvenu devant Buffalora à l'heure dite, avec la division de La Motte Rouge. D'où les canons qui avaient fait croire à sa prochaine venue. Mais là il s'était aperçu qu'il avait perdu son aile gauche, celle que commandait cet Espinasse qu'on a vu gagner ses étoiles de général en prenant le Palais-Bourbon, lors du coup d'État du 2 décembre. Il semble qu'Espinasse s'était quelque peu égaré. Mac-Mahon voyait devant lui des forces importantes et voulait le retrouver avant de poursuivre.

Il avait donc arrêté ses hommes l'arme au pied pendant des heures, tandis qu'avec son goût des folles chevauchées, il se lançait au galop à travers champ pour aller retrouver son lieutenant. Avec quelques officiers et un peloton d'escorte, il traverse un corps de cavalerie autrichien, passe devant des tirailleurs embusqués et échappe par une chance extraordinaire. Quoi qu'il en soit, il retrouve Espinasse, lui donne ses ordres et revient.

Enfin, il arrivait sur Magenta d'un côté et Espinasse de l'autre. Il avait pris Buffalora à 4^h 30. Espinasse avait pris le village de Marcallo.

Magenta fut conquis au prix d'une lutte furieuse. Il y avait trente-trois bataillons autrichiens dans le bourg. Castagny arrivait sur la grande place d'un côté, pendant que Gault, de la division de La Motte Rouge, y arrivait d'un autre. Le 65^e, bravant le feu terrible de deux canons, s'était emparé de la gare et des deux pièces qui venaient de le foudroyer. Cependant, Wimpffen se défendait comme un lion dans la redoute et les troupes envoyées par Canrobert reprenaient Ponte Vecchio.

Les Autrichiens étaient partout en retraite. Une de leurs brigades qui arrivait au combat fut emportée par la débâcle. La division italienne Fanti survenant à ce moment complétait la

dérouté. A 8 heures du soir le feu cessait. Une dernière tentative des Autrichiens pour reprendre l'offensive échoua. L'armée ennemie quittait définitivement le champ de bataille. Elle avait perdu 7.500 des siens, tués ou blessés, et 4.500 disparus. Nos pertes en tués et en blessés étaient de 3.880; disparus 655.

Le lendemain, Mac-Mahon était fait maréchal avec Regnaud de Saint-Jean d'Angély, et il recevait le titre de duc de Magenta. On rapporte ce mot de Niel : « Si l'Empereur s'était accordé vingt-quatre heures de réflexion, au lieu de le nommer maréchal et duc, il l'aurait fait traduire en conseil de guerre. » Le maréchal Vaillant, alors ministre de la Guerre, prononça un mot analogue devant un témoin qui l'a publié. On a même raconté que Napoléon ne s'y était pas trompé et que sa première pensée avait été de punir la très mauvaise exécution de ses ordres.

Ainsi fut créée la légende de Mac-Mahon décidant la victoire de Magenta par une superbe



Prise de Magenta par Mac-Mahon (4 juin 1859).

(Photo Braun.)

D'après le tableau d'Adolphe Yvon.

inspiration d'homme de guerre, et « marchant au canon ». Légende absurde, ruinée même par les documents officiels.

Magenta délivrait la Lombardie des Autrichiens : la route était ouverte jusqu'à Milan, très rapprochée du champ de bataille. S'il y eut une ville qui eût détesté le joug étranger des « Te-deschi » (c'était le nom qu'on y donnait aux Autrichiens) et qui eût été passionnément italienne de cœur, c'était la grande cité lombarde. On devine avec quel enthousiasme, dans son premier élan de joie, elle attendait les vainqueurs. Mac-Mahon y entra le premier, avec ses troupes, le 7 juin, l'Empereur et Victor-Emmanuel le 8. Ils y eurent un accueil indescriptible; nos soldats, reçus en sauveurs, y connurent tout l'enivrement du triomphe. La glorieuse ville historique est bien belle, assise dans sa vaste plaine débordante de feuillages, tout enguirlandée de vignes, couverte de moissons, de grand maïs et de rizières comme une immense corbeille de verdure, avec son horizon de hautes montagnes bleutées par la distance, mêlant elle-même ses constructions imposantes à ses palais luxueux, les restes de son histoire, sa colossale cathédrale gothique de marbre blanc, toute hérissée d'aiguilles et de clochetons; cadre magnifique pour la marche

des vainqueurs sous un soleil éclatant, parmi les fleurs et les acclamations, auxquelles les belles Milanaises prenaient leur large part.

Napoléon avait donné l'ordre à Baraguay d'Hilliers de s'emparer de Melegnano, au sud-est de Milan, sur la route de Lodi. Les corps de Mac-Mahon et de Niel devaient le soutenir. Il y avait une longue marche pour arriver jusque-là; ce n'est qu'à 6 heures du soir qu'on commença l'attaque. Melegnano était défendu par une barricade de troncs d'arbres et un fossé en travers de la route. Les zouaves se dispersèrent en tirailleurs, nos canons tiraient sur les positions ennemies. Puis le 1^{er} zouaves, le 33^e et le 34^e de ligne se jettent sur le village, entrent dans les rues et prennent le château. De l'autre côté, où Melegnano est couvert par la rivière, les deux bataillons du 33^e, deux du 15^e, un bataillon de chasseurs et des zouaves se ruent sur l'unique pont et le passent pêle-mêle avec les ennemis repoussés. Melegnano est pris. Mac-Mahon, tout près de là, n'avait pris aucune part à l'action. Il aurait pu rendre désastreuse la retraite des Autrichiens.

On lui a reproché son inertie (8 juin).

Maintenant, toute l'armée était en marche vers la Vénétie. Elle n'avait guère que 100 kilomètres à parcourir pour rencontrer l'armée autrichienne. Elle y mit près de quinze jours. Elle n'avait guère fait que 7 kilomètres par jour.

Enfin, on rencontra les Autrichiens le 23. Il semble que les deux armées, également mal éclairées, se soient heurtées à l'improviste, et que la bataille ait été une surprise pour les deux. Bataille énorme, où 350.000 hommes se trouvaient en présence et qui s'étendait sur une longueur de 5 à 6 lieues. On était arrivé au sud du lac de Garde, et l'un des corps alliés allait se battre sur les rives méridionales du lac lui-même. Plus loin s'étendaient indéfiniment les vastes plaines : lombardes, vénitiennes, qui allaient être arrosées aussi du sang des deux armées. Entre les deux se dressait une chaîne de collines courant de l'ouest à l'est et séparant les bords du lac de la plaine.

Deux empereurs commandaient les deux armées. Depuis le 16, l'empereur d'Autriche, François-Joseph, s'était mis à la tête des Autrichiens. Faible commandement, qui resta assez inerte. En réalité, ni d'un côté ni de l'autre on n'était capable de diriger d'aussi grosses masses sur de tels espaces. On avait



Baraguay d'Hilliers.
(Bibliothèque nationale.)

tout à fait désappris la grande guerre. Il y eut, en quelque sorte, autant de batailles distinctes que de corps d'armée. Je dis encore trop : il y eut trois batailles distinctes : celle que livrèrent les Italiens à une extrémité, celle qu'à côté livra Baraguay d'Hilliers, celle de Niel plus au sud. Des deux autres grands chefs, l'un, Canrobert, ne fit presque rien; l'autre, Mac-Mahon, fit peu de chose.

Niel, à la tête du 4^e corps, s'est superbement battu. Il était à la droite du champ de bataille dans la plaine, l'avant-dernier de la ligne des Français, n'ayant au delà que le corps de Canrobert. Parties à 3 heures du matin de Capedenolo, ses troupes arrivaient un peu avant 8 heures devant le bourg de Medole, qu'il faisait enlever par la division de Luzy. Les cavaliers avaient chassé les uhlands qui défendaient les abords de la bourgade; nos canons l'avaient couverte de projectiles, dont l'un avait brisé une des cloches de l'église qui s'écroulait avec un formidable fracas. La prise de Medole, terminée en une heure et demie, ne nous coûta qu'une centaine d'hommes, et nous y avions fait neuf cents prisonniers. Les difficultés et les périls devaient venir plus tard.

Des masses profondes d'Autrichiens venaient disputer sa conquête à Niel. Il supporta,



(Photo Braun.)

Bataille de Solferino.
Par Rigo (Musée de Versailles).

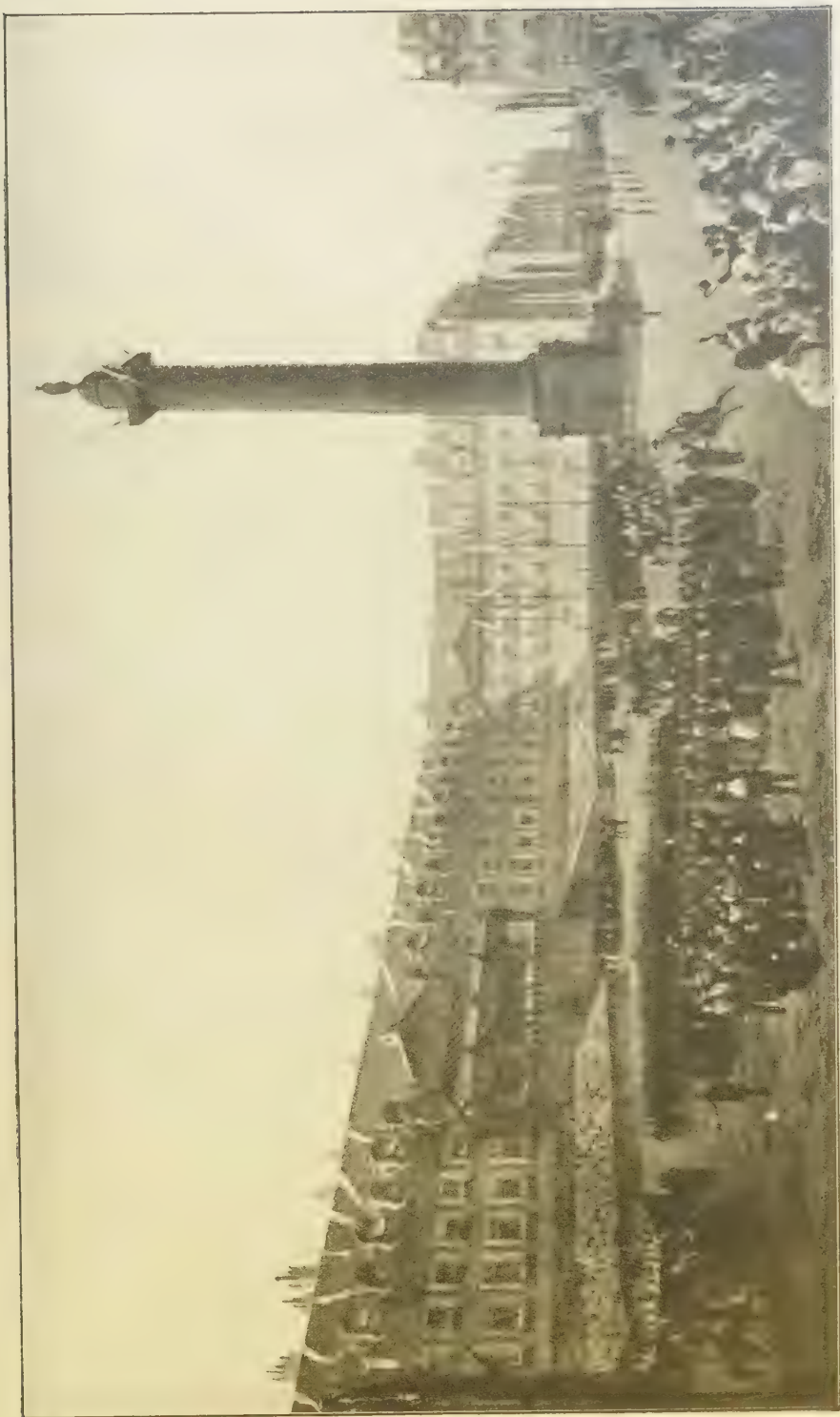
dans la journée, la masse effrayante de trois corps d'armée ennemis. Le général de Luzy a refoulé une brigade autrichienne sur le village de Rebecco; ce village est vite rempli par une mêlée affreuse : pas plus affreuse que celle dont une ferme voisine, la Casa nuova, devient le théâtre. Des bouquets d'arbres, des haies, des fossés y abritent les ennemis, qui s'y défendent désespérément. On va s'égorger là de longues heures. De nouvelles forces ennemies arrivent sans cesse, un flot suivant l'autre. Nos chasseurs, nos fantassins les abordent furieusement, les éventrent, les forcent à reculer. Tous leurs retours offensifs viennent se briser sur la résistance enragée de Vinoy et de ses troupes. Il protège la ferme avec les quarante-deux canons du général Soleille. Mais les forces des siens sont épuisées, et leurs rangs confondus, quand une charge vigoureuse de nos hussards leur donne un peu de répit, leur permet de souffler, leur laisse le temps de se reformer et de se préparer à une résistance nouvelle. Même résistance héroïque à Rebecco, où Luzy tient bon, et où le général Renault (du corps voisin) lui fournit des renforts. Un bataillon déjà envoyé par lui fond sur les Autrichiens à la baïonnette et les met en déroute.

C'était le moment où les nôtres allaient subir la plus rude épreuve. A 3 heures, le général autrichien Wimpffen jetait sur eux, éreintés, décimés par des heures éternelles d'un combat inégal, le poids terrible des trois corps ennemis contre lesquels ils avaient lutté, et qu'il envoyait faire un effort suprême. Le prince Windischgrätz assaillait la ferme de Casanova : la poignée de héros qui la défendait tenait bon; le prince était tué; les Autrichiens, exaspérés, se ruaient pour reprendre son cadavre. Une magnifique charge de lanciers les dispersait. Une lutte aussi acharnée, et peut-être plus, s'engageait autour de Rebecco. L'ennemi était repoussé.

Le corps de Canrobert était à côté de celui de Niel : il terminait au sud la ligne des Français. Le matin, parti à 2^h 30, il avait pris Castel Goffredo; il avait même marché du côté de Medole; puis, il s'était arrêté; il était resté immobile et inerte. En vain, Niel, dans sa lutte farouche et inégale, implorait son concours : il s'obstinait à demeurer en dehors du combat. L'Empereur, il est vrai, avait averti Canrobert, de bon matin, que 25.000 Autrichiens partis de Mantoue allaient arriver sur le champ de bataille; mais ils n'y étaient pas arrivés. En route, ils avaient trouvé des Français du 5^e corps, celui qui, sous le cousin de l'Empereur, avait été envoyé en Toscane et dans les duchés de Parme et de Modène, qui aurait dû rejoindre l'armée depuis longtemps et n'avait qu'une division parvenue jusqu'à Crémone. Ils avaient cru avoir un corps tout entier et n'osaient poursuivre leur route. Canrobert aurait dû être rassuré de bonne heure. Mais c'en était assez pour couvrir ses mortelles indécisions, son incapacité d'agir qui l'avait obligé d'abandonner son commandement à Sébastopol. Ce n'est que tard qu'il consentit enfin à envoyer à Niel une moitié seulement de la division Trochu.

Trochu gagne le champ de bataille par une très belle marche restée célèbre, culbute les Autrichiens et s'empare de Giudizzolo, déjà menacé par le 4^e corps. Ce fut le dernier coup aux ennemis et la fin du combat de ce côté.

A l'autre extrémité de notre armée, Baraguay d'Hilliers avait été aussi vigoureux que Niel. Il avait devant lui la chaîne de collines qui, à quelques kilomètres, sépare les rivages du lac de Garde de la plaine. Il fallait en enlever les sommets l'un après l'autre, pour atteindre Solférino, qui allait donner son nom à la bataille, et que domine une tour noire dont la haute silhouette se dresse de loin sur l'horizon, tour qu'on a surnommée l'« Espionne de l'Italie ». Le chef du 1^{er} corps attaque avec énergie : à 7^h 30 il avait pris le village le Fontano, puis le Grole, puis le mont Féline. Ses troupes avaient repoussé les Autrichiens. Nos canons, portés au sommet du mont Féline, protégeaient la marche de la brigade Dieu, qui chassa les ennemis de crête en crête. Mais elle est décimée et un général est tué. Bientôt après, le général de Ladmirault est blessé, et Négrier prend le commandement de sa division. Enfin, nous sommes maîtres des crêtes. Nos canons foudroient Solférino, le château et la tour. On se bat contre des murs crénelés que trouent les boulets. Les ennemis se défendent avec acharnement dans ce village sur la colline des Cyprès couronnée de ces points noirs de feuillages si communs dans les paysages lombards; dans la tour elle-même, dans le cimetière. Voilà les chasseurs de la Garde dans le village de Solférino, où ils prennent un drapeau et des canons. Fourton gravit le mont des Cyprès, d'Alton s'empare de la tour, Bazaine prend, sans trop de peine, le cimetière qui va être tourné par les nôtres. Les Autri-



(Phot. Girault)

Le Grand Canal de l'Armée d'Italie
Par l'Armée (Musée de Versailles)

chiens nous laissent, en fuyant, 14 canons et 1.500 prisonniers. Il n'est que 2 heures; et l'on a déjà le succès décisif.

Mais les nôtres ne s'arrêteront pas là. Ils poussent les Autrichiens sur Cavriana, dont ils s'emparent aussi, non sans de rudes efforts. Il faut d'abord enlever le mont Pentana couronné par une redoute. Le voilà pris par le colonel Laure. On y fait grimper les canons, qu'amène le général Lebœuf. Mais le mont n'est guère accessible : les grenadiers hissent les lourdes pièces au sommet et les caissons restent en bas : les grenadiers font la chaîne pour monter les munitions au haut de la colline. Les Autrichiens, accablés, sont bientôt en fuite.

Le corps de Mac-Mahon était entre celui de Niel et celui de Baraguay d'Hilliers. Il n'avait guère aidé ni l'un ni l'autre, ni engagé le combat pour son compte. Pourtant, il avait prêté une partie de ses forces à l'attaque de Solférino. A la fin, il avait même marché à nouveau, mais pour s'arrêter devant la résistance des Autrichiens.

Les Italiens, eux, avaient vigoureusement engagé le combat sur les bords du lac de Garde, mais sans succès. Le général Durando, qui devait prendre Madama della Scoperta, avait échoué. Le général Cuchini avait envoyé des troupes en reconnaissance vers Pozzolengo, elles avaient été repoussées. Le général Fanti s'était borné à occuper une forte position défensive à San Paolo di Lonato. Plus tard, Durando avait été plus heureux un instant et avait pris la position qu'il attaquait; mais ses troupes, voulant aller au delà, avaient été ramenées et avaient perdu la position conquise. Mollard et Cuchini avaient été plus éprouvés : ce dernier de telle sorte qu'il avait dû revenir à Rivoltella pour rétablir un peu d'ordre dans sa division.

La défaite des Autrichiens était déjà irrémédiable quand le ciel se mit de la partie, comme s'il avait voulu mêler son artillerie à celle des deux armées. De lourds nuages firent soudain la nuit sur le champ de bataille; le tonnerre joignit sa voix à celle des canons et fit répercuter ses détonations par les échos des montagnes; des tourbillons de grêle s'abattirent sur les armées, puis tomba une de ces pluies diluviennes qui versent à pleins seaux sur la terre l'eau des nuées. Sur certains points, on s'obstina à se battre sous l'orage, qui, du reste, passa outre. L'empereur d'Autriche s'était longtemps refusé à croire à son désastre. Il fallut qu'il eût en mains un rapport où le comte Wimpffen lui annonçait qu'il ne pouvait plus continuer la lutte. Alors fut décidée la retraite sur le Mincio. Elle aurait pu être désastreuse : elle fut à peine inquiétée. Les Italiens, à la fin de la journée, avaient pris leur revanche. Ils avaient énergiquement continué la lutte malgré la tempête. Aidés d'abord par la prise de Cavriana, à la fin par la retraite de l'ennemi, ils avaient repoussé les Autrichiens jusqu'à Pozzolengo.

La journée coûtait aux ennemis 2.386 tués, 10.634 blessés, plus de 9.000 disparus. Les pertes françaises étaient de 1.622 morts, 8.530 blessés et 1.518 disparus. Mais, sur les 10.000 officiers et soldats frappés dans le combat, le 4^e corps figurait pour plus de 4.200; le 1^{er} (de Baraguay d'Hilliers) pour autant, les deux réunis pour près des quatre cinquièmes. Les Italiens avaient plus de 4.300 tués ou blessés. Ces chiffres traduisent exactement la physiologie de la bataille; au total, avec les disparus, les Autrichiens perdaient 22.000 hommes et les alliés 17.000.

Il nous faut, un instant, revenir en arrière pour résumer ce que les troupes françaises avaient fait depuis le début de la guerre. On avait mis sous les ordres du prince Napoléon un 5^e corps qui devait d'abord agir à part et rejoindre l'armée, après avoir occupé les États italiens au sud du Pô. Il se dirigea d'abord sur la Toscane, qui était en pleine révolution et avait chassé son grand-duc. De là, il gagna avec une incroyable lenteur les duchés de Parme et de Modène. Il avait fait 60 lieues en quinze jours : 4 par jour ! Les Autrichiens en avaient déjà retiré leurs troupes après Magenta, et les petits souverains locaux, qui ne se maintenaient que par leurs baïonnettes, étaient partis avec les troupes étrangères. Le 5^e corps n'avait donc fait qu'une longue promenade dans des États où il n'y avait plus rien à faire. Ce n'est que le 3 juillet, la paix déjà conclue, qu'il rejoignit l'armée principale.

La flotte, qui devait attaquer Venise, avait été en retard, suivant son habitude. Ce n'est que le 1^{er} juin que le contre-amiral Jurien de La Gravière commençait à bloquer la ville. Le vice-amiral Romain Desfossés, et le contre-amiral Bouet-Williametz, qui amenaient la flotte de siège, avaient encore plus tardé. Le général français Wimpffen, si intrépide à Magenta, devait





commander le corps de débarquement. On avait amené 800 hommes; un millier venaient d'Algérie; quatre mille devaient les suivre. Les Autrichiens étaient hors d'état de nous opposer des forces navales sérieuses : ils avaient coulé trois vapeurs du Lloyd, pour obstruer la passe de Malamocco qui donne accès de l'Adriatique dans les lagunes dont Venise est entourée. Rien n'était fait encore, quand l'armistice du 8 juillet arrêta les hostilités.

Napoléon, à la stupeur de tous, renonçait à la guerre le lendemain de sa victoire de Solferino. Il avait proposé une entrevue à l'empereur d'Autriche, qu'il allait voir à Villafranca. Rien, selon son habitude, n'avait transpiré de ses projets. On croyait qu'il allait proposer un armistice; il allait conclure la paix : la paix, en laissant à l'Autriche Venise et la Vénétie. L'Italie, contre sa promesse, ne serait pas libre, « jusqu'à l'Adriatique ».

Quelles raisons l'ont amené à arrêter sa marche victorieuse? Il en a donné des explications diverses. Les Autrichiens, retirés derrière le Mincio, allaient se défendre dans ce fameux « qua-

drilatère » formé par les quatre places fortes de Peschiera, Mantoue, Vérone et Legnago, d'où une difficile et fastidieuse guerre de siège; surtout, la Prusse menaçait. Il fallait, dit Napoléon à son retour, « accepter la lutte sur le Rhin comme sur l'Adige ». Et il ajoutait ce mot significatif : « Il fallait surtout accepter le concours de la Révolution. » Il l'avait donc accepté en Italie. Et il reculait devant les conséquences d'un tel démenti à son régime.

Il est permis de croire que là ne furent pas les mobiles décisifs. La vérité est que Napoléon eut peur dans sa gloire même. Son succès aventureux de Solferino l'avait effrayé, et il confessa ses frayeurs dès le lendemain. Le 14 août, revenu à Paris, il répondait officiellement aux félicitations qu'on lui adressait : « Vous n'avez vu que les côtés brillants de la guerre que nous venons de terminer : moi, j'en ai vu les faiblesses... » Paroles étrangement graves chez un vainqueur. Sans doute aussi, il avait compris combien il était peu fait pour commander : il n'aimait pas la guerre. Sa résolution tomba brusquement. Et la paix fut signée. Il rentra en France, à travers l'Italie blessée et défaillante. En route, il trouva un accueil glacial dans ce Milan et ce Turin qui l'avaient naguère acclamé avec tant d'enthousiasme. Cavour donna sa démission pour peu de temps.

De Moltke, à ce moment, était chef de l'État-major général à Berlin et préparait dans le silence laborieux du cabinet les futures victoires de la Prusse. On devine s'il avait suivi attentivement les événements de la guerre : il en étudiait, il en écrivait l'histoire, ou la faisait écrire sous sa direction. Il avait pénétré les faiblesses des deux ennemis, il pouvait déjà entrevoir, dans l'avenir, Sadowa et Sedan.

En France, la guerre avait été très populaire; et nos troupes, au retour, reçurent dans Paris un accueil enthousiaste. Notre pays sut bientôt le prix de ses victoires : la Savoie et le comté de Nice revenaient à la France. Au mois d'avril 1860, leur population consultée acceptait l'annexion, à des majorités écrasantes. La Savoie, on l'a vu, a toujours été française de race et de cœur : elle était heureuse de rentrer dans la grande famille nationale. Par le sang, la population



Garibaldi.
Caricature de l'époque.

de Nice était mixte. Elle allait largement profiter de sa réunion à notre pays, par la prospérité de la Côte d'Azur.

Le royaume d'Italie se complétait; la force des choses ne permettait pas qu'il restât limité aux territoires que Napoléon lui avait assurés : l'idée nationale était lancée; nul ne pouvait plus l'arrêter. Cavour revenait au pouvoir, et des votes presque unanimes des populations donnaient à Victor-Emmanuel la Toscane, Parme et Modène. Il attaquait les États du Pape, battait Lamoricière, mis à la tête des troupes pontificales, à Castelfidardo, s'emparait d'Ancône et réunissait les Légations, avec Bologne, à son royaume. Garibaldi avait fait mieux. Embarqué secrètement à Gênes avec 1.000 hommes sur deux bateaux à vapeur, il arrivait soudain en Sicile, où ses troupes étaient vite quadruplées. Une suite d'opérations merveilleuses lui donnaient Palerme : toute la Sicile obéissait. Alors, il passait le détroit et marchait triomphalement sur Naples dont il devenait maître : le royaume de Naples était à lui; le roi François II s'était réfugié dans la place forte de Gaëte. Garibaldi avait conquis l'Italie du Sud pour Victor-Emmanuel : ce qui faisait dire à Thiers que le nouveau roi d'Italie chassait au faucon. Des troupes piémontaises débarquaient et forçaient Gaëte à capituler. Toute l'Italie était réunie sous l'ancien souverain du Piémont, hors Rome et Venise.

Napoléon assistait, tiraillé, hésitant, à cette conséquence de ses victoires; parfois il manifestait des vellétés de s'y opposer, et finissait par les accepter : compromettant ses sympathies italiennes sans qu'on lui pardonnât de l'autre côté. Il s'était bercé des idées les plus chimériques : rêvant d'abord, et annonçant publiquement, une Confédération des États italiens sous la présidence du Saint-Père; puis un « vicaria » de Victor-Emmanuel gouvernant une partie des provinces du Pape, au nom du Pape et avec son assentiment; puis une Toscane indépendante. Il avait protesté contre l'invasion des États pontificaux, contre l'expédition de Garibaldi, et envoyé des navires français au roi de Naples. Mais il finissait par accepter le fait accompli : perdant le bénéfice de ce qu'il avait fait pour créer une Italie libre; non moins détesté du Pape qui finit par l'excommunier.

Sa défaillance de Villafranca devait coûter cher aux deux contractants; l'Autriche se félicitait de garder Venise, et elle la gardait pour sa perte. La Prusse, quelques années après, allait trouver contre elle, dans l'Italie encore incomplète, une alliée désignée d'avance, et l'Autriche allait perdre, non seulement Venise, mais l'Allemagne. Napoléon, qui s'obstinait à maintenir la souveraineté du Pape, allait jeter l'Italie dans les bras de Bismarck et faire de notre défaite la condition nécessaire de l'Unité italienne complète. La Prusse allait puiser dans la ruine de l'Autriche la force et la puissance nécessaires pour tomber sur nous, et la paix de Villafranca, à onze ans de distance, préparait nos désastres de 1870.

V. — De l'expédition d'Italie à 1863.

La guerre d'Italie avait été très populaire en France, et pourtant, elle n'avait pas fortifié l'Empire : elle l'avait plutôt affaibli. En délivrant nos voisins de l'oppression autrichienne alliée à la papauté, Napoléon s'était mis en contradiction violente avec ce qui avait été jusque-là sa politique. « Il nous prend notre programme », disait le proscrit Barbès. Naturellement, l'Empire était brouillé avec le parti catholique, sur lequel, dès le début, Napoléon s'était appuyé. Le Pape, dépossédé d'une partie de ses États, ne lui pardonnait pas. Sous son impulsion, les évêques français partaient en guerre. De puissantes organisations religieuses, comme la Société de Saint-Vincent-de-Paul, dont la raison d'être avouée était une raison de bienfaisance, se jetaient passionnément dans la lutte. Au fond, la majorité, au Sénat comme au Corps législatif, condamnait la guerre d'Italie. Elle était trop soumise pour le dire tout haut. Mais les plus dévoués au Pape commençaient à former une opposition cléricale très décidée. Le vieux faubourg Saint-Germain, déjà fort hostile à l'Empire, n'en devenait que plus hostile, et avec lui l'Académie Française, qui dominait, avec l'Église, les anciens royalistes et qui nommait l'évêque Dupanloup et le moine Lacordaire : et cette brouille avec la vieille aristocratie affectait douloureusement le souverain.

Il dut se flatter de trouver des compensations du côté opposé, dans l'opinion populaire; s'il le crut, il fut vite désillusionné. Le spectre du 2 Décembre restait dressé entre la démocratie et lui. Non seulement tous ceux qui avaient vu la République continuaient à lui vouer une haine implacable, mais la jeunesse s'éloignait de l'Empire avec une aversion croissante. Au lendemain de l'expédition d'Italie, Napoléon crut le moment propice d'accorder une large amnistie aux proscrits du 2 Décembre : les plus illustres la refusèrent avec mépris. Ils firent savoir, par des lettres publiques, qu'ils ne lui reconnaissaient pas plus le droit de les amnistier que celui de les proscrire; ils ne rentreraient pas dans une France asservie par la permission d'un crime encore couvert par l'impunité. Telle fut la réponse de Victor Hugo, de Louis Blanc, d'Edgar Quinet, de Schoelcher, de Charras.



Le Palais d'été, détruit par les troupes anglo-françaises.

L'Empire ne renonçait pas à la guerre : seulement il la monnayait, en quelque sorte, en petites expéditions lointaines. L'année 1860 en vit deux : une en Chine, l'autre en Syrie. Nous n'avions en Chine aucun intérêt vital, la France n'y allait que pour venger un missionnaire et pour accompagner les Anglais, qui, eux, avaient, pour leurs affaires commerciales, de grosses raisons d'intervenir. Les deux puissances avaient conclu avec le Céleste Empire un traité qui devait être définitivement signé à Pékin un an après. Quand leurs plénipotentiaires s'étaient présentés à la frontière, on leur avait refusé le passage. Telles étaient les ruses chinoises; de là la guerre. Le commandant en chef des troupes françaises était un vieil officier d'Afrique, Cousin-Montauban, général très capable, mais beaucoup trop formé aux habitudes des razzias algériennes et à la morale trop large des bureaux arabes. Les deux corps réunis avaient quelques milliers d'hommes : c'était assez pour un empire de 500 millions d'habitants, mais pourri de la vétusté de

ses routines séculaires et sans armée sérieuse. Il se défendait surtout par des habiletés enfantines, trompant ou essayant de tromper l'ennemi par de fausses négociations et gagner misérablement quelques semaines. Ce monde prodigieusement vieux, enfermé sur lui-même, ignorant et méprisant le reste du globe, devait couler au premier contact avec notre civilisation ou du moins avec nos canons.

Les troupes alliées, débarquées à la fin de juillet, prirent d'abord les forts de Pékin sans coup férir. Elles y trouvèrent bien 4.000 soldats tartares, mais à genoux, demandant grâce. De là, elles marchent sur Pékin. On rencontra en route une première armée, considérable par le nombre, mais trop archaïque par les armes, avec ses arcs et ses mousquets. Il ne fallut que deux heures pour la mettre en fuite : les Chinois n'y comptaient guère; tout leur espoir était dans une seconde armée de 55.000 hommes environ, avec 30.000 cavaliers tartares qu'ils croyaient formidables. On la rencontra le 21 septembre. Le champ de bataille était traversé par une rivière franchie par deux ponts. Le plus large, le pont de Pa-Li-Kao, portait deux rangs de statues d'animaux à l'aspect chimérique et barbare. Montauban s'en empara, à la suite, dit-on, de manœuvres habiles, et la victoire fut décidée. La formidable armée tartare était en fuite à midi : elle avait tué aux alliés six hommes et en avait blessé trente-quatre.

De là, on n'avait plus qu'une courte distance pour gagner la capitale : Pékin. Mais on apprit que les Chinois étaient à 10 kilomètres de la ville, au Palais d'Été. On s'y rendit, et l'on trouva une douzaine de malheureux armés d'arcs et de fusils à mèche, qui s'enfuirent à l'arrivée des nôtres.

Les troupes étaient revenues ensuite sur Pékin, dont un mandarin, sur les instances du ministre russe, leur livra une porte. L'empereur de Chine s'était enfui, mais, sur la menace de faire subir au Palais d'Hiver le sort du Palais d'Été, le prince Kong signa, le 25 octobre, un traité qui stipulait que les ambassadeurs européens résideraient à Pékin, que le port de Tien-Tsin serait ouvert au commerce et que la Chine paierait une indemnité de 8 millions de taëls.

L'expédition de Syrie avait été entreprise au mois d'août, pour réprimer un de ces odieux massacres de chrétiens que le fanatisme musulman provoque, de temps à autre, et qui ensanglantent trop souvent l'empire turc. On sait que les montagnes du Liban sont habitées à la fois par des populations mahométanes, les Druses, et par des populations restées chrétiennes de tout temps, les Maronites. Les premiers, non sans la complicité des autorités, avaient organisé d'odieuses boucheries, où le sang des Maronites avait largement coulé. La France avait été autorisée à intervenir par les puissances européennes, non sans quelque mauvais vouloir, et ses troupes, sous le général d'Hautpoul-Beaufort, débarquèrent à la fin d'août. Il n'y eut pas de combat; tout le rôle de notre petite armée consista à contraindre sur place les autorités turques à juger et à châtier les assassins. Elles fusillaient volontiers les petits, les gens de la populace qu'on avait lancés au massacre; elles cherchaient à sauver les plus coupables, les chefs druses ou les fonctionnaires ottomans. Il fallut en frapper bon nombre : les Turcs en laissèrent échapper le plus qu'ils purent.

Napoléon, en même temps, changeait, par un acte de sa volonté, le régime économique de la France. Les doctrines libre-échangistes avaient triomphé en Angleterre : ce pays, qui vit en grande partie de son commerce et répand ses produits industriels dans le monde entier, avait été conduit à ouvrir largement ses barrières de douane, et tâchait de faire ouvrir le plus possible à son commerce celles des autres.

La France s'était toujours protégée contre les produits de l'étranger par des droits de douane assez élevés. Napoléon, à la fois pour faire plaisir à nos voisins et parce qu'il inclinait vers les idées de libre-échange, résolut de conclure avec l'Angleterre un traité de commerce, qui abaissait considérablement nos droits de douane, moyennant des concessions réciproques de la part de l'autre partie. Les esprits les plus libéraux estimèrent qu'il avait fait là œuvre utile, contre l'opinion des « protectionnistes » qui crièrent qu'il ruinait la France; mais il n'en était pas moins choquant de voir une telle révolution accomplie dans notre régime économique par le bon plaisir d'un seul, sans que les élus du pays aient été consultés, sans même que le pays ait été averti. A la fin de 1859, l'économiste Michel Chevalier, tout dévoué aux idées de libre-échange, avait été en Angleterre négocier le traité avec Cobden. Il fut définitivement arrêté à Paris.

Cependant, l'esprit public se réveillait en France, en grande partie grâce aux cinq républicains qui avaient pénétré au Corps législatif. Rarement opposition exerça une action si rapide et si profonde sur l'opinion que celle de ces quelques hommes, isolés, noyés dans une Assemblée pour laquelle ils étaient des ennemis et un peu des curiosités. Et encore, ils n'étaient même pas cinq à soutenir la lutte. Deux d'entre eux ne prenaient jamais la parole : le botaniste lyonnais Hénou, homme de convictions inébranlables, esprit fin, mais sans aucune vocation oratoire; le disciple de Proudhon, Darimon, caractère versatile, qui devait plus tard se rallier à l'Empire. En réalité, les cinq étaient trois. Ernest Picard n'avait rien de la grande éloquence, mais il possédait au suprême degré l'à-propos, l'esprit de répartie, la réplique soudaine, vive, juste et brillante. Les bons mots dont ses brefs discours étincelaient faisaient fortune et étaient répétés partout le lendemain. Émile Ollivier, comme lui encore tout jeune, et qu'on a vu jouer un rôle dès 1848, à peine arrivé à l'âge d'homme, était, lui, un orateur. Il y avait comme un reflet de l'inspiration lamartinienne dans les périodes harmonieuses qu'il déroulait mélodieusement. C'était, en quelque sorte, un merveilleux instrument de musique oratoire, dont il était difficile de ne pas subir le charme. Le malheur, c'est que derrière cette musique de charmeur il n'y avait que peu de pensée et point du tout de caractère. Sa parole n'était pas d'ailleurs une parole de combat; vaniteuse avant tout, il avait besoin de plaire, et cherchait à séduire même ses pires adversaires.

Tout le poids de la bataille retombait sur les épaules athlétiques de Jules Favre. Il fut par excellence, sous l'Empire, l'orateur de la démocratie républicaine : il le fut avec une admirable énergie. Il fallait le voir, debout dans sa robuste stature, la tête haute, le geste sobre et fort, avec cette figure d'une laideur puissante comme celle d'un masque tragique de l'antiquité, à laquelle ses cheveux en broussaille, son front proéminent, son regard intense, sa lèvre saillante et méprisante d'où tombait un flot de barbe grise, donnaient un caractère frappant de hautaine âpreté. Cette austérité d'aspect faisait un singulier assemblage avec sa voix d'un timbre étrangement musical, coupée bizarrement d'une sorte de hoquet machinal qu'il employait à chercher ses mots, et qu'à la fin les jeunes avocats imitaient assez ridiculement, comme on imite les tics des hommes à la mode. Il était arrivé, avec l'âge, à une prodigieuse sûreté d'improvisation, et ses longues et harmonieuses périodes, traînant leur majestueuse draperie d'incidentes, se refermaient sur elles-mêmes avec un art impeccable. Lui, c'était bien un homme de combat. Son éloquence, profondément amère dans son orgueilleuse courtoisie, portait des coups dont les blessures étaient cuisantes. Et l'admiration qu'il imposait à ses adversaires était mêlée de quelques rancunes.

Il fut infatigable pendant de longues années, dans des proportions presque surhumaines : toujours sur la brèche, sortant des discussions épuisantes du Palais pour rentrer dans la lutte du Palais-Bourbon, abordant tous les sujets, bravant tous les murmures, livrant toutes les batailles, sans se lasser, sans jamais fléchir; aussi entier, aussi indomptable dans la haine qu'il avait vouée au régime du 2 Décembre après treize ans de luttes continuelles.

Ce semblait une entreprise désespérée et vouée d'avance à l'impuissance, que d'engager le combat à cinq, ou plutôt à trois contre une majorité de plus de deux cents bonapartistes, dans le grand silence du despotisme, dans le mutisme imposé aux journaux, alors qu'au début le public ne pouvait connaître que par des comptes rendus sommaires et mutilés ce qui se disait à la Chambre. Chose curieuse! L'opposition trouva, en quelque sorte, une secrète complaisance jusque dans une Chambre composée d'hommes aveuglément soumis au pouvoir. Malgré son asservissement, cette Chambre avait souffert, dès le début, de son rôle impuissant et humilié. Elle ne pouvait se défendre d'être, au fond du cœur, flattée de voir l'opposition lui rendre une sorte d'existence.

On devine sans peine que l'effet fut beaucoup plus considérable au dehors. Dans un temps où la Presse était encore bâillonnée, c'était le privilège des cinq de parler haut au nom de l'opinion républicaine ou libérale. Là où le journaliste, surveillé, frappé au moindre mot imprudent, était obligé d'envelopper sa pensée de toutes les précautions, le député pouvait s'exprimer avec une liberté relative.

Les nouvelles générations étaient profondément remuées par ces grands débats publics qui n'avaient jusque-là été pour elles que des souvenirs historiques. Les premiers coups de pioche étaient portés à l'autocratie élevée dans le sang du 2 Décembre.

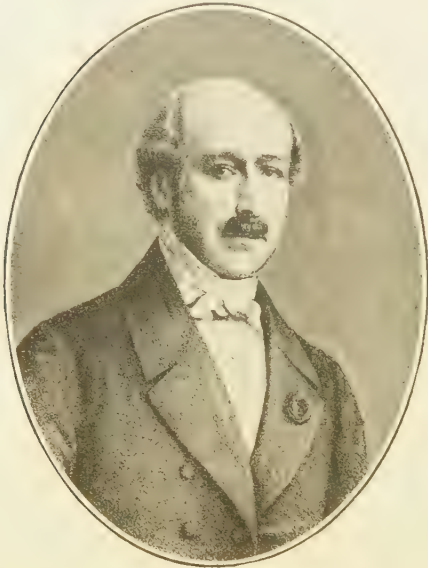
L'Empire comprit qu'il fallait céder quelque chose. Sans doute Morny, président du Corps législatif, contribua à décider Napoléon à lui rendre une sorte de rôle. Le 24 mai 1860, un décret restituait aux élus du pays une ombre de droits parlementaires. On rétablissait ce qu'on appelait l'« Adresse » sous les monarchies antérieures. C'était une réponse de la Chambre au discours annuel que prononçait le souverain quand il ouvrait les débats des Chambres; à son occasion, on pouvait discuter toute la politique du Gouvernement. La Chambre eut encore le droit d'amender les projets de loi. Elle manifestait, peu après, quelques vellétés d'indépendance. Les élus officiels se permettaient quelques critiques. En 1862, ils allèrent jusqu'à faire une telle opposition à un projet de dotation pour le général Cousin-Montauban, fait comte de Palikao, que le Gouvernement y renonça.

Déjà l'opposition des cinq produisait ses résultats; mais déjà aussi, ils étaient entamés. Morny avait pris Émile Ollivier par la vanité, et le réconciliait secrètement avec l'Empire. Quelques

mots d'un discours en 1861, une autre parole prononcée à la tribune au début de 1863, faisaient prévoir sa prochaine défection. Le public s'en douta à peine, la Presse n'ayant pas voulu insister sur ses premières défaillances. Mais ses amis perdirent, dès lors, leurs illusions sur lui.

C'est au moment où l'esprit de contrôle et de discussion reprenait ses forces que l'Empire commit sa grande faute, sa faute mortelle, l'expédition du Mexique.

Ancienne colonie espagnole, le Mexique s'était donné des institutions républicaines. Des insurrections fréquentes faisaient passer le Gouvernement de dictature en dictature. L'Église catholique avait exercé une autorité prépondérante sur les populations mexicaines superstitieuses et fanatiques, jusqu'au moment où le président Juárez, d'accord avec une partie du peuple, engagea contre elle une lutte qui avait pour objectif la sécularisation des biens du clergé. Les cléricaux mexicains étaient venus chercher un appui en Europe, et avaient été bien accueillis en France, particulièrement dans l'entourage de l'Impératrice, qui approuvait une intervention en faveur de l'Église catholique.



C. A. de Morny.
(Bibliothèque nationale.)

Napoléon, plus rêveur, poursuivait une idée moins pratique et plus ambitieuse. Il était hanté de la pensée d'élever sur les ruines de la république mexicaine une sorte d'empire filial, qui serait sous sa dépendance, ou au moins dans sa clientèle. Toutes sortes de songes fort aventureux se mêlaient à ce projet. On sait que le Mexique, la plus septentrionale des colonies espagnoles, confine aux États-Unis. Dresser dans l'Amérique du Nord, contre la grande puissance de race anglo-saxonne, un puissant État de sang latin, dresser un empire autoritaire contre la redoutable démocratie des Yankees, cette nation classique des libertés populaires, telle était la pensée pour laquelle il se jetait dans l'inconnu. Il y avait là une double agression fort directe contre les États-Unis. Non seulement on se mêlait des affaires d'Amérique, ce qu'ils n'admettaient guère, non seulement on s'en mêlait sur leurs frontières mêmes, mais l'entreprise les menaçait dans leur race et leurs institutions; c'était contre eux qu'elle était dirigée à travers le Mexique. Bien qu'ils ne fussent pas encore arrivés au développement colossal dont ils donnent aujourd'hui le spectacle, c'eût été folie dès lors de les provoquer à ce point en temps normal. Mais on les savait paralysés, et l'on en profitait: la guerre de Sécession avait éclaté. Les États-Unis étaient, pour de longues années, réduits à l'impuissance: on pouvait les braver impunément.

Napoléon avait cherché un empereur pour le Mexique; il l'avait trouvé dans l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche, qui vivait dans une dernière disgrâce au château de

Miramar. Puis, l'expédition partit sous un aspect assez équivoque. Il ne semblait s'agir d'avance que d'aller imposer au Mexique, par la force des armes, des réclamations qu'on pouvait prétendre légitimes, soit pour les droits des puissances européennes sur les douanes mexicaines pour lesquelles on venait de leur retirer la garantie de leur créance, soit pour les intérêts des nationaux lésés. L'Angleterre et l'Espagne prenaient part à l'expédition : l'Angleterre, bien résolue à s'en tenir à ces revendications et à ne pas intervenir dans les affaires du pays ; l'Espagne, qui avait d'abord espéré profiter du conflit pour un de ses enfants, mais elle avait perdu toutes ses illusions, elle ne voulait pas aller plus loin que l'Angleterre.

Les Espagnols avaient débarqué les premiers à la Vera-Cruz, le 8 décembre 1861. Les Français et les Anglais arrivèrent le 7 janvier de l'année suivante. On s'aperçut bien vite qu'on poursuivait des buts différents. Notamment, la résolution de la France d'introduire les bons Jecker dans son ultimatum parut un peu scandaleuse. Les Anglais et les Espagnols obtinrent satisfaction et se rembarquèrent. Les Français restèrent. Ils avaient à leur tête Lorencez : mais il ne conduisait qu'une poignée d'hommes. Il fut repoussé le 5 mai à l'attaque des hauteurs de Lorette et de Guadalupe. En septembre, le général Forey amena des renforts et remplaça Lorencez. La fatale expédition du Mexique était commencée.

VI. — Les lettres, les arts et les sciences.

Le grand mouvement littéraire de 1830 n'était pas éteint sous l'Empire, seulement, une partie de ses productions venait à la France de la terre d'exil.

Victor Hugo, proscrit, allait donner dans sa féconde vieillesse celles de ses œuvres qui sont peut-être les plus puissantes. A peine arrivé à Bruxelles, après avoir échappé au coup d'État, il se remettait au travail. C'est là qu'il écrit son terrible pamphlet, *Napoléon le Petit*, dans une pauvre chambre au-dessus d'un bureau de tabac, sur cette merveilleuse place historique où, entre des maisons sculptées de la Renaissance, se dresse le plus admirable entre les hôtels de ville gothiques des Pays-Bas, avec sa flèche aérienne ouvrée à jour. Tandis qu'il y déchargeait, au courant de la plume, sa haine contre le crime, le général Lamoricière, proscrit avec lui, entraît parfois dans la chambre, bourrait et fumait silencieusement la pipe de Charles Hugo, attendant le moment de nourrir sa colère par la lecture de la feuille encore humide.

Le grand poète ne fit que passer en Belgique : il alla se fixer d'abord à Jersey, d'où Napoléon le fit expulser, puis à Guernesey. Il y trouva un milieu fécond pour son génie et, en quelque sorte, un piédestal digne de sa gloire. Là, le poète, levé avant l'aube, la plume à la main dès les dernières heures de la nuit, dans une sorte de pavillon vitré au sommet de sa maison, allait vivre, dans la solitude, loin des foules et de la cohue des villes, dans une sorte de tête à tête



Victor Hugo à Guernesey.

(Photo Braun.)

austère avec les constellations du ciel nocturne, ou avec la majesté terrible de l'Océan. Il semble que son génie s'y soit encore renouvelé et élargi.

Il était arrivé encore tout bouillonnant de ses saintes indignations. Sa première œuvre fut les *Châtiments*, poème sans analogue dans aucune langue, où il fait vibrer toutes les cordes de la lyre, et qui agrandissent démesurément la satire. Tout s'y tourne en malédictions contre le crime couronné, mais quelle variété d'inspiration ! Des pages d'épopée comme l'« Expiation » ou le magnifique tableau des « Soldats de l'an II » ; d'admirables impressions de nature comme « l'Étoile du Soir », le « Lion » ou tel lever de soleil peint de main de maître ; de sombres légendes du Moyen Age comme le « Chasseur Noir » ; d'effrayantes visions comme celle d'Harmodius, serrant sous son manteau son poignard dans la nuit, s'y mêlent aux vers où le poète déchire, avec une ironie sanglante, toute la bande du Coup d'État.

Peu de livres ont eu une action comparable à celle des *Châtiments* : ils ont mis en quelque sorte l'Empire hors la loi. Interdits, guettés aux frontières, ils n'en pénétraient pas moins, sous forme de tout petits volumes faciles à dissimuler. On les copiait : on les savait par cœur ; on les cachait à la police au fond de sa mémoire. S'ils étaient inconnus de la plus grande partie de la France, toute la jeunesse intellectuelle de Paris les connaissait. Ils y entretenaient la haine de l'Empire et n'ont pas médiocrement contribué à lui rendre impossible de faire des recrues parmi les jeunes de quelque valeur.

Il semble qu'un profond et sinistre accablement succéda, chez le poète, à l'élan de colère qui lui avait dicté ses premiers vers de l'exil. Car son œuvre n'a rien de si sombre et parfois de si désespéré que les poèmes terribles du recueil suivant intitulé : *Au bord de l'Infini*. Penché sur les terribles mystères de la mort, au milieu des profondeurs illimitées du ciel nocturne, Victor Hugo trouve des accents d'angoisse et des frissons d'épouvante sacrés qui lui semblaient inconnus jusque-là et dont il ne donnera plus d'exemples ensuite. Le recueil que ses pièces terminent, les *Contemplations*, con-



Les Châtiments.
Dessin de Dupendant.

tient des poésies d'inspirations très diverses et d'une éclatante beauté ; là commence à paraître la forme définitive qu'il consacra au vers français, brisant tout à fait le cadre resserré dans lequel il était enfermé, ses douze pieds, pour lui donner l'ampleur périodique et les larges plis de l'hémistiche latin. La *Légende des Siècles* qui vient ensuite fut une des créations les plus étonnantes du maître. Le génie de Victor Hugo était naturellement épique. Ce caractère éclatait déjà dans certaines pièces de ses œuvres lyriques, et plus encore dans son dernier drame, les *Burgraves*.

Aux poésies succéda une énorme œuvre de prose ; à une peinture du passé, la peinture de notre siècle. Dans le roman des *Misérables*, qui lui aussi semblait traversé par un superbe souffle épique, le poète, autour d'une donnée étrange, d'une singulière force pathétique, évoque la France qu'il a connue, celle de la Restauration et de Louis-Philippe : tout le Paris d'alors revit dans ces pages géniales, où, à la grandeur des conceptions, au drame poignant de l'action, se mêle le charme des choses vues et vécues, et où des croquis enlevés de main de maître fixent à jamais des physio-

nomies curieuses et vraies. Le poète y décrit avec amour les révoltés du régime de Juillet, cette jeunesse d'intellectuels unie au peuple, qui, par sa foi profonde et ses combats désespérés, préparait la République. Il se dégage comme un vent de révolution, du récit incomparable qu'il donne de la bataille des barricades.

Chacun de ses chefs-d'œuvre produisait un effet prodigieux. Le grand exilé n'était pas un absent. Son génie était toujours là. Et l'impression était d'autant plus profonde qu'il était proscrit. Mais surtout le succès des *Misérables* fut triomphal. Le jour où chacune des parties de l'ouvrage devait paraître, la boutique de l'éditeur parisien était assiégée. L'apparition de chacune était un événement. Un grand banquet fut organisé en Belgique en l'honneur de Victor Hugo, et les plus illustres parmi les écrivains et les républicains français y allèrent glorifier son œuvre, en même temps qu'ils avaient la joie, perdue depuis longtemps, de lui serrer la main.

Aux *Misérables* succéda une des œuvres les plus originales du Maître : *Les Travailleurs de la mer*. La politique n'a rien à voir dans ce récit de la lutte d'un homme contre toutes les forces de l'Océan. Mais dans aucune littérature, aucune production humaine n'a rendu avec tant d'intensité la saisissante impression de la mer, que ce drame dont les personnages sont les vents orageux du large, les essaims d'oiseaux vivant sur les écueils, les blocs de granit couverts de varech ruisselant et les vagues furieuses de la tempête. Nulle part on ne respira mieux, à pleins poumons, l'odeur saline des flots; nulle part on n'a mieux la vision grandiose de l'Océan.

D'autres que l'exil avait épargnés restaient, en quelque sorte, en France comme des proscrits de l'intérieur, non moins suspects au pouvoir. Le plus grand de tous était l'historien Michelet. Il continuait sa grande œuvre depuis la Renaissance jusqu'à la veille de la Révolution. Il était entré dans sa vieillesse, qui gardait toute la sève des jeunes années, en pleine possession de son génie, arrivé tard et lentement à son plein développement. Rien de prestigieux et en quelque sorte de magique comme ces résurrections du passé, où il s'affranchit, avec un caprice apparent, du cours minutieux des événements, pour jeter des éclairs éblouissants sur les choses et sur les hommes essentiels. Il s'est fait pour cela un style étrange, brisant les cadres convenus du langage, une phrase toute en électricité nerveuse, d'une incroyable puissance, soudaine et heurtée d'impression et de passion. En même temps, la compagne de sa vie l'attirait vers d'autres études : dans des livres admirables sur l'oiseau, l'insecte, la mer et la montagne, il se faisait en quelque sorte l'historien des animaux et des objets inanimés. Il répandait sur eux la pléthore de vie qui débordait en lui. Il faisait de l'abeille, de l'araignée ou de l'hirondelle des personnages presque humains. Il prêtait comme une âme confuse aux arbres des forêts et aux flots de l'Océan. Il se rafraîchissait des angoisses et des douleurs saignantes avec lesquelles il traversait, en les revivant, les malheurs des hommes, par des tableaux de la nature, qui restent parmi les plus saisissants qu'on eût jamais tracés.

Des philosophes sortis avec lui de l'enseignement, après avoir refusé le serment, donnaient à la pensée française des œuvres remarquables; la plus profonde était celle de Vacherot : *La Métaphysique et la Science*. Jules Simon se faisait connaître par des œuvres philosophiques mises à la portée du grand public. Littré vulgarisait le « Positivisme » d'Auguste Comte. Il ne faut pas oublier, parmi ce que j'appelle les proscrits de l'intérieur, les journalistes qui, traqués de feuille en feuille, continuaient le combat sans fléchir, au milieu de persécutions et d'écœurements dont



(Photo Braun.)

Littré.

mon enfance a été témoin. Tel mon père qui, tout en donnant des livres dont l'impression était profonde, poursuivait avec une passion inflexible ses luttes de presse. Tel Alphonse Peyrat, écrivain nourri de la moelle du dix-huitième siècle. Prévost-Paradol, d'un esprit charmant, souple et brillant à la fois, commençait dans les *Débats* une guerre bien parisienne, faite de la plus élégante ironie, contre le despotisme impérial.

D'autres écrivains déjà célèbres, auxquels se joignaient bientôt de nouveaux venus, étaient plutôt favorables à l'Empire. Chose curieuse et caractéristique ! Ceux-là ne se groupaient pas autour du maître aux Tuileries. Ils s'arrêtaient en route comme s'il y avait eu autour du despote une force irrésistible de vide intellectuel. Le prince Napoléon, qui gardait une attitude de dernière opposition, avec de tapageuses démonstrations anticléricales, les réunissait autour de lui, Surtout le salon de sa sœur, la princesse Mathilde, devenait le centre intellectuel.

Parmi ceux-là, il faut nommer Sainte-Beuve, qui continuait sa grande œuvre d'histoire littéraire, Théophile Gautier, qui affectait l'horreur de toute politique, ce qui ne l'empêchait pas de rester un hugolâtre fanatique, et d'en donner des preuves courageuses au proscrit, publiait à ce moment son chef-d'œuvre de poésie. Les *Émaux et Camées* restent les productions les plus étonnantes et les plus achevées de notre langue. Le titre qu'il a donné à son recueil traduit bien le caractère de l'œuvre, sculptée avec une perfection impeccable comme par la pointe qui cisèle les camées, brillantes de nuances éclatantes, comme les couleurs indestructibles des émaux. Des romans où l'on vit, comme si on les avait réels sous les yeux, les personnages, les paysages ou les édifices, tels que *Le Capitaine Fracasse* et le *Roman de la Momie*, complètent avec de fort belles impressions de voyage l'œuvre de Théophile Gautier après 1852.



(Photo Braun.)

Théophile Gautier.

Balzac était mort, mais George Sand continuait sa glorieuse carrière de romancier. Elle allait donner à ses œuvres un caractère manifeste de lutte anticléricale, et faire ainsi acclamer par la jeunesse des écoles, dans une ovation triomphale, la pièce qu'elle avait tirée d'une de ses œuvres : *Le Marquis de Villemer*.

Trois poètes nouveaux succédaient à la glorieuse école de 1830. Théodore de Banville, romantique fervent, montrait dès ses débuts une maîtrise extraordinaire dans le maniement des rythmes et des mots. Il se faisait une place à part par une œuvre d'une originalité singulière, les *Odes funambulesques*, œuvre de raillerie, où le rire léger de la satire parisienne s'accommodait avec les ailes du lyrisme, et où les plaisanteries les plus fines, même la parodie, étaient mêlées aux plus brillantes inspirations poétiques. Toujours grave au contraire, Leconte de Lisle, après avoir débuté par de magnifiques tableaux de la nature tropicale, empruntait ensuite ses meilleures inspirations aux temps barbares. Ses vers solides, fondus en quelque sorte dans l'acier, avaient, en même temps que la souplesse de la vie, une saisissante grandeur et une rare puissance. Mais la première place revenait à Baudelaire, génie singulier, porté vers les impressions bizarres et exceptionnelles, vers un étrange mélange de sensualisme, de mysticisme et de satanisme, vers les défis exaspérés à toutes les idées reçues. Une forme profondément méditée, lentement et patiemment portée à la perfection, prêtait une expression profonde, intensivement condensée, à ces curieuses inspirations : « Vous avez, lui écrivait Victor Hugo, inventé un frisson nouveau. » Bien que Baudelaire eût horreur de toutes les idées politiques, et que le court recueil qui fut l'œuvre de toute sa vie : les *Fleurs du Mal*, n'eussent absolument rien dont pût s'inquiéter la censure du Gouvernement le plus illibéral, il n'échappa point à la réaction catholique, alors toute puissante ; elle s'effaroucha, dans sa pudeur hypocrite, des peintures de mœurs corrompues que

le poète avait risquées; il fut traduit devant la justice, et certaines pièces de son volume furent condamnées.

Peu s'en fallût que la prudence cléricale ne fût une autre victime : le plus grand, après Balzac, des romanciers modernes, Gustave Flaubert. Encore un écrivain qui polissait et repolissait patiemment ses productions, avant de les livrer au public. Dans toute une existence de labeur assidu, en dehors de trois petits contes, qui sont des chefs-d'œuvre, il n'a donné que cinq volumes : trois élaborés pendant de longues années, jusqu'à ce qu'il les eût amenés à une forme définitive. Son œuvre de début le classe parmi les peintres des réalités les plus vulgaires, parmi ceux qui voient les choses de la vie avec un désenchantement impitoyablement ironique. Mais chez lui, sous le réaliste, se cachait un romantique qui semblait prendre une sorte de volupté cruelle à mortifier ses enthousiasmes refoulés en lui-même. Son début, une peinture des mœurs de province d'une puissance incomparable : *Madame Bovary*, fit une impression énorme. Ce fut une surprise singulière de le voir ensuite donner un tableau grandiose de la Carthage antique dans *Salammbo*. C'est à *Madame Bovary* que la justice impériale s'en prit : mais, plus heureux que Baudelaire, Flaubert fut acquitté.

Dans les premières années de l'Empire, une école, dite réaliste, qui revendiqua un peu Flaubert comme un des siens, avait levé son drapeau contre celui du romantisme, dans lequel, pourtant, elle avait son origine. Elle affectait de condamner l'audacieux idéal de 1830, ses résurrections du passé, ses larges horizons historiques, pour s'enfermer dans la reproduction étroite de la vérité et dans les choses de la vie contemporaine. Le romancier Champfleury, un camarade d'Henri Murger, qui a donné de leur commune vie de bohème des récits à la fois si émus et si étincelants d'esprit, s'était fait le porte-drapeau et le théoricien de cette école, que Gustave Courbet représentait en peinture. Champfleury a écrit alors des romans remarquables, mais d'un mérite plus pâle. Les deux frères de Goncourt, écrivains fort aristocratiques, se rattachaient plus directement à Flaubert, par de très belles études de mœurs de leur temps, auxquelles ils ajoutaient d'excel-

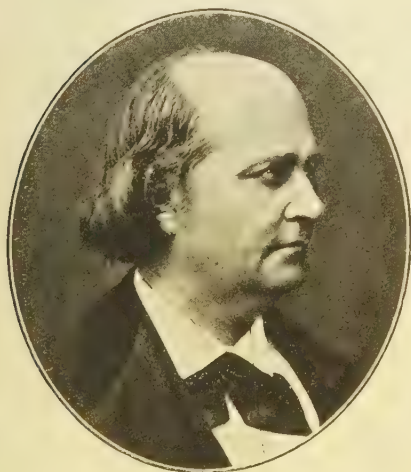
lentes œuvres d'érudition sur le monde et les arts du dix-huitième siècle.

Par une rencontre à peu près unique dans notre histoire littéraire, toute une génération d'écrivains était sortie, presque à la fois, de l'École normale au début de l'Empire. Dans le nombre se trouvait Pré-vost-Paradol, dont j'ai déjà parlé, avec le critique Sarcey. Le plus brillant de tous était peut-être Edmond About. Avec sa tête légère d'enfant terrible, il semblait avoir hérité d'un peu du rire de Voltaire; un rire diminué chez lui en sourire. Ses satires fort mordantes de la Grèce moderne et de la Rome papale, ses plaisanteries étincelantes par lesquelles il préludait à des romans plus sérieux, le firent connaître du premier coup. Son ami Taine avait plus de pensée et plus de fonds. Travailleur infatigable, il débutait en démolissant la philosophie classique de Cousin. Puis, il donnait des œuvres de critique, qui étaient en même temps des œuvres d'histoire très approfondies. Sous l'Empire, les jeunes générations le considéraient comme un



(Photo Pirou.)

Théodore de Banville.



(Photo Nadar.)

Leconte de Lisle.



Baudelaire.
(D'après Courbet.)

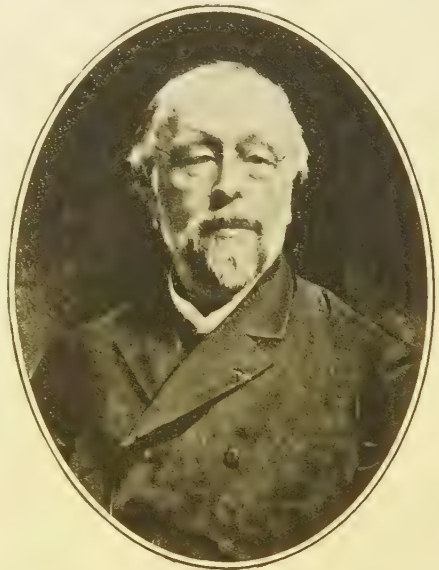
[P. : B. n.]

arrêtée semblait blesser la délicatesse infinie de son esprit. Sa pensée, toujours hésitante, s'enveloppait d'un style aux nuances fuyantes, d'un charme exquis, qui effleurait et en quelque sorte caressait l'idée, sans jamais la serrer ni l'étreindre. Sa *Vie de Jésus* éclata soudain comme une bombe. Il avait traduit, en quelque sorte, l'Évangile en roman purement humain, fondé sur une étude approfondie du texte et entouré de son véritable paysage qu'il avait été voir sur place et qu'il avait rendu de façon délicieuse. Bien que l'auteur eût évité tout ce qui pouvait donner à son livre l'aspect d'un livre de combat antireligieux, et peut-être parce qu'il l'avait évité, la *Vie de Jésus* produisit un effet plus considérable que les négations les plus agressives du dogme chrétien. Elle faisait de Jésus un homme : c'était assez pour déchaîner toutes les colères de l'Église. Elles s'acharnèrent sur l'œuvre de Renan, et, comme cela a lieu en pareil cas, contribuèrent à lui assurer un succès prodigieux; Renan allait plus tard écrire d'autres pages de l'histoire de l'Eglise primitive où l'on admire un tableau magistral du monde sous l'Empire romain.

Le théâtre était retombé du haut de ses grands rêves romantiques. Presque seuls, Vacquerie et Paul Meurice, deux disciples de Victor Hugo qui les traitait presque en fils, y continuaient l'école de 1830. Il ne faut pourtant pas oublier Dumas père qui mettait à la scène ses étourdissants romans d'aventure. Un ami de Flaubert, Louis Bouilhet, donnait un drame en vers qui rappelait le romantisme, *La Conjuration d'Amboise*. Mais le théâtre en général suivait d'autres inspirations. Il appartenait à ce qu'on appelait l'école du bon sens, fort ennemie des audacieux élans poétiques de ses aînées. L'auteur dramatique le plus remarquable de cette école fut Émile Augier. Il étudiait les mœurs contemporaines dans des comédies de grand style. Ses *Effrontés* et son *Fils de Giboyer* eurent des succès mérités. Il y faisait vivre sur les planches les mœurs politiques du temps. Cette dernière pièce souleva de grosses polémiques. Dans la figure de journaliste qu'il y peignait avec une grande verve satirique, on avait reconnu Louis Veuillot,

des maîtres de la libre pensée moderne. On ne prévoyait pas l'évolution qui devait faire plus tard de ce matérialiste un des principaux champions des idées de recul.

Ernest Renan avait une valeur plus haute. Il avait longtemps mûri dans l'étude des langues et des civilisations sémitiques, quand il se fit connaître du grand public. Nul après Michelet n'eut à ce point le don de deviner dans ce qu'elle a de plus intime l'œuvre des générations disparues depuis des siècles, mais avec un tour d'esprit tout opposé. C'est à la lumière de ses passions, que le génie brûlant de Michelet évoquait les milieux historiques de tous les siècles. Autant il était ardent et décidé, autant Renan, si pénétrant, était flottant et comme irrésolu. Toute opinion



Taine.

(Photo Braun.)

l'écrivain ultra-catholique. A côté de lui, Dumas fils, fort différent de son père, donnait sur tout des études de psychologie féminine, relevées par un esprit éblouissant. Théodore Barrière dessinait d'un esprit puissant les vices et les ridicules de la société contemporaine. Enfin, paraissait le plus habile manieur de moyens scéniques qu'on ait eu après Scribe, Sardou : comédie, drame, il n'était rien qu'il ne fabriquât avec un savoir-faire extraordinaire.

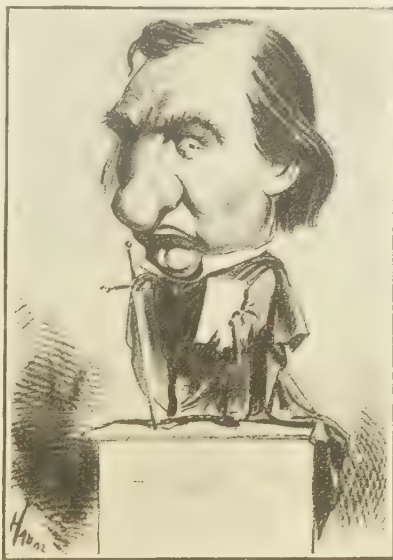
Les œuvres les plus originales, peut-être, du théâtre de l'Empire étaient d'un degré plus modeste. Labiche travaillait surtout pour la petite scène du Palais-Royal, dont le répertoire, pour se servir d'une comparaison empruntée aux arts, appartenait moins à la peinture qu'à la caricature. Mais il y apportait un don puissant d'observation, et une force comique qui a parfois fait voir en lui un descendant lointain de Molière. Sur d'autres théâtres secondaires, d'abord dans les opéras bouffes où l'on parodiait l'antiquité, puis dans la « charge » des mœurs modernes, Meilhac et Halévy allaient faire preuve d'une force comique peut-être moindre, mais d'un art plus délicat.

Notre glorieuse école de peinture avait encore presque tous ses grands artistes. J'ai dit quel effet avait produit à l'Exposition universelle de 1855 la réunion des chefs-d'œuvre de Delacroix, d'Ingres, de Decamps, de nos paysagistes. C'est dans sa vieillesse que Corot, en pleine possession de son immense talent, devenait l'espèce de magicien que l'on admire dans ses dernières œuvres : évoquant en touches sommaires jetées sur la toile, avec un charme irrésistible, le frisson des eaux, le tremblement des feuillages, les clartés profondes de l'aube. Quelques nouveaux venus complétaient la phalange des anciens. Aux grands paysagistes de la génération précédente étaient venus s'ajouter Daubigny, leur égal pour traduire avec une forte originalité et une ténacité saisissante les grandes impressions de la nature; François Millet, d'une habileté singulière pour en étudier et en rendre tous les détails. L'école de Barbizon avait un grand peintre de plus. François Millet, devenu l'ami inséparable du grand paysagiste Théodore Rousseau, peignait les paysans dans toute leur rusticité, avec un accent de réalité, d'une sincérité saisissante. Mais en même temps, il donnait aux scènes des champs une sorte de grandeur mystique, une poésie presque religieuse qui revêtait la vérité la plus rude d'un style incomparable.

J'ai déjà dit que Courbet avait levé contre le style romantique le drapeau du réalisme. Avec ses incorrections du début, c'était un peintre admirable, d'une solidité, d'une puissance, qui en faisaient un maître de premier ordre. Il affectait de faire fi de tout idéal et de toute poésie, de ne vouloir reproduire que ce qu'il avait sous les yeux, de préférer même la trivialité et la laideur. Mais, avec cela, il donnait des chefs-d'œuvre, qui n'en étaient pas moins beaux parce que leur auteur cherchait des succès tapageurs et faisait grand bruit de partis pris provocants.

Nul contraste plus complet (avec une grande différence de valeur) que la brutale puissance de Courbet et le talent fin, délicat, de Fromentin. Celui-ci, arrivé tard à la peinture, traduisait la nature et les scènes d'Algérie, à la fois avec la plume et le pinceau. Ses livres sur le Sahara et le Sahel donnent une impression saisissante du monde arabe ainsi que ses tableaux d'une couleur charmante, peints avec une sorte de coquetterie.

Meissonier avait débuté sous Louis-Philippe : mais c'est sous l'Empire qu'il arrivait à sa grande réputation. Il s'était fait une spécialité de la peinture de tout petits tableaux, minutieusement léchés comme ceux des maîtres hollandais, où l'on admirait l'art de la composition, une étonnante justesse de dessin, la vivacité des couleurs et la finesse du pinceau.



Renan.
Caricature de Havoz.

Un maître d'une saisissante originalité se révélait : Puvion de Chavannes. Il semblait avoir dérobé aux maîtres classiques de la première Renaissance italienne leur don de donner aux grandes décorations murales une ampleur incomparable. Mais il paraissait leur rival, plus que leur imitateur ; et on reconnaissait un accent tout personnel dans la grandiose simplicité des lignes, dans l'harmonie claire des couleurs, dans la poésie à la fois large et pénétrante qui caractérise ses compositions.

Il faut, pour être complet, ne point oublier les peintres classiques : Gérôme, qui excellait surtout dans de petites scènes ingénieuses, parfois peut-être trop spirituelles ; Baudry, qui, nourri de l'étude des maîtres italiens, avait demandé aux marbres de Venise et de Parme la couleur dont il réchauffait les compositions de l'École. C'est assez de citer le dessin savant, mais médiocre de Cabanel, et l'insipide correction de Bouguereau.

En sculpture, Clésinger, Aimé Millet donnaient des œuvres remarquables. Mais le plus puissant et le plus original était Carpeaux. Il rendait à la sculpture un caractère bien moderne, en demandant aux maîtres du dix-huitième siècle le secret de donner au marbre les palpitations

de la vie et la fougue du mouvement. Ses figures allégoriques des Tuileries, sa fontaine du Luxembourg et sa « Danse » du Nouvel Opéra en faisaient un digne héritier des Pigalle et des Houdon.

En musique, un maître avait paru : Gounod avait donné son *Faust*.

En somme, on ne créait plus guère : mais on continuait. Le mouvement incomparable de 1830 avait ses derniers contre-coups après le 2 Décembre.

Il est plus difficile de formuler une appréciation d'ensemble sur les travaux scientifiques de cette période. Si en effet dans certaines branches, les mathématiques et la physique, la science française est, sinon en recul, du moins dans un état de stagnation au regard de l'étranger, par contre, sa suprématie est éclatante en chimie et en physiologie.

Pour les mathématiques, ce n'est pas que les sommités ne restent remarquables avec les noms de Michel Chasles, Hermite, Joseph Bertrand, Barré de Saint-Venant, Delaunay. Mais le nombre des disciples immédiats diminue, et aussi celui des travaux de détail qui alimentent la vie scientifique d'un pays. Il n'est pas douteux que la principale cause de cette défaillance fut l'influence désastreuse qu'exerça sur les études secondaires et supérieures le système de Le Verrier. La réaction du 2 Décembre l'avait choisi surtout parce qu'il s'était toujours montré hostile aux idées larges et fécondes d'Arago.

En physique, c'est à l'étranger qu'il faut chercher les grands travaux, ceux de l'Allemand Bunsen, ceux surtout des Anglais Thomson et Maxwell en électricité. C'est encore l'Allemand Kirchhoff qui invente l'analyse spectrale dont l'emploi allait révolutionner toutes les conceptions qu'on se faisait de l'univers en révélant l'identité de constitution de toute la matière cosmique. C'est toutefois également dans le domaine de l'optique que la France garda alors une place honorable, grâce aux travaux de Fizeau et de Foucault sur la vitesse de propagation de la lumière.

Mais dans les sciences chimiques et biologiques, l'essor de la science française est incomparable. Si, parmi les savants de l'époque précédente, J.-B. Dumas et Flourens usent les restes de leur activité, le premier dans des luttes politiques mesquines, le second dans de stériles essais de réfutation du transformisme, d'autres continuent leurs patientes et fécondes recherches de laboratoire et voient grandir à côté d'eux, et parfois les surpasser, de nouveaux et illustres chercheurs : Chevreul, qu'une longue et glorieuse carrière devait conduire jusqu'au début de la période



Meissonier.

(Photo Braun.)

suivante, ajoutait, à ses découvertes sur les corps gras, des travaux sur les matières colorantes qui trouvaient leur application immédiate dans l'industrie si française de la teinture, et une théorie des couleurs complémentaires qui devait avoir sa répercussion jusque dans les conceptions artistiques des peintres modernes. Henri Sainte-Claire Deville trouvait des procédés pour fabriquer industriellement et par grandes quantités les corps comme le magnésium, l'aluminium, le bore, le silicium, qu'on n'avait pu jusque-là obtenir qu'à l'état de particules inutilisables. En même temps, continuant l'œuvre des premiers chimistes dignes de ce nom, Sainte-Claire Deville s'attachait à détruire la croyance à la force occulte de l'affinité chimique et à rattacher tous les phénomènes au jeu naturel de forces bien définies. L'Alsacien Wurtz, au labeur opiniâtre et fécond, par sa large contribution à l'étude des fonctions chimiques, par son opiniâtreté à faire adopter la notation atomique, constituait définitivement la chimie organique qui allait avoir son plus génial représentant dans Marcelin Berthelot. Esprit d'une originalité puissante, chercheur infatigable, inventeur fécond d'expériences nouvelles, Berthelot ne fut pas seulement un grand chimiste et un savant averti dans tous les domaines de la science, ce fut aussi un encyclopédiste et un penseur avec qui Renan aimait à discuter sur les plus hauts problèmes de l'entendement humain. Comme chimiste, dans cette première période de sa carrière, il s'attacha surtout à réaliser la synthèse des corps organiques. Avant ces synthèses, on accordait à la chimie le droit d'analyser la matière vivante, c'est-à-dire de la tuer; mais on réservait à une entité métaphysique, la force vitale, le pouvoir de la reconstituer : la synthèse de l'alcool, des carbures d'hydrogène, des corps gras rendait de plus en plus factice la barrière qu'on avait voulu dresser entre la science et la vie.



(Photo Braun.)

J.-B. Dumas.



A. Berthelot.

(Bibliothèque nationale.)

D'ailleurs les champs de recherches des chimistes et des biologistes se pénétraient de jour en jour davantage et il serait difficile de classer d'une façon exclusive un savant comme Pasteur, qui, parti de recherches purement physiques de cristallographie, fut à la fin de sa vie l'auxiliaire le plus puissant de la médecine contemporaine. Pendant la période de son labeur qui précéda 1870, il fut surtout célèbre par l'établissement d'une théorie nouvelle des fermentations. Amené à l'étude des micro-organismes par une célèbre discussion sur la génération spontanée où il montra que les expériences de Pouchet étaient sans valeur, Pasteur détruisit la théorie de Liebig sur les ferments purement chimiques et montra que toutes les fermentations étaient dues à des microbes. Puis, passant immédiatement aux applications pratiques, il déduisit

de ces faits la loi de la conservation de la vie. Pasteur, par ses travaux sur la fermentation, démontra que la vie n'est pas une entité métaphysique, mais qu'elle est soumise aux lois de la chimie. Ses recherches sur la génération spontanée et la fermentation ont été d'une importance capitale pour la science et la médecine. Il a montré que la vie est une fonction chimique et que les organismes vivants sont soumis aux mêmes lois que les corps inanimés. Ses travaux ont ouvert la voie à la microbiologie et à la biochimie.

de ses théories toute une série de conseils pratiques sur la fabrication du vin, de la bière, des conserves alimentaires, et une thérapeutique efficace de leurs maladies. L'étude des virus et des vaccins devait, un peu plus tard, couronner la gloire de Pasteur.

Ce fut en dehors de France que les sciences naturelles proprement dites virent la direction de leurs recherches engagée dans une voie complètement nouvelle. L'hypothèse du transformisme, née en France avec Lamarck et les Geoffroy-Saint-Hilaire, reçut alors une puissante impulsion des travaux de l'Anglais Darwin. C'est en France, toutefois, que furent aperçus tout d'abord les vastes horizons qu'ouvrait à la science l'étude des grandes profondeurs océaniques et le laboratoire de Roscoff fut le premier en son genre. Mais, comme il est malheureusement trop souvent arrivé dans notre histoire, la science nouvelle de l'océanographie devait bientôt faire surtout la gloire de savants étrangers.

Les études de physiologie furent sinon créées, au moins mises en pleine lumière par un



(Photo Nadar.)

Pasteur.

savant français qui égala les plus grands, Claude Bernard. Ses travaux de pure expérimentation sur les fonctions du système nerveux, sur les effets du curare, surtout sur le rôle physiologique du foie, auraient suffi à le mettre au premier rang des chercheurs de laboratoire. Il y fut davantage encore par la puissance de ses inductions théoriques et par le rôle directeur qu'il parvint à assurer à la physiologie dans les recherches médicales. Déterministe convaincu, résolu à n'expliquer les phénomènes physiologiques que par l'enchaînement rigoureux des causes naturelles, il eut à lutter contre l'opposition de tous ceux qui invoquaient encore les forces mystérieuses du vitalisme et de la spontanéité d'action des organismes. Chez les médecins qui, presque tous, étaient attachés exclusivement à la méthode clinique, à l'observation passive et qui professaient volontiers que la médecine n'a rien à tirer de la science véritable, il parvint enfin à faire accepter cette idée directrice fondamentale, devenue banale aujourd'hui, que la pathologie et la thérapeutique sont dans la dépendance directe de la physiologie.

Claude Bernard a été le chef incontestable de l'école française, et, sans parler de l'influence qu'il a exercée sur toutes les recher-

ches ultérieures de physiologie et de médecine, il a eu de brillants élèves directs : Ranvier, Dastre, d'Arsonval. Le plus éminent fut Paul Bert qui, en même temps qu'un grand savant, fut un grand républicain, et dont les travaux sur la greffe animale, sur la respiration et l'asphyxie, sur les poisons, sur les anesthésiques ont été le point de départ d'applications du plus haut intérêt. D'autres savants, comme Sappey, Vulpian, Brown-Séquard, tout en subissant l'influence indirecte de Claude Bernard, travaillaient cependant un peu à l'écart de son école. Broca commençait à soulever contre lui les clameurs furieuses de tous les partisans des dogmes religieux, par ses études sur les localisations cérébrales et sur les rapports étroits des faits intellectuels avec leurs conditions physiologiques. Quelques-unes de ses conclusions, peut-être un peu hâtives, ont dû être modifiées ou atténuées à la suite de travaux ultérieurs; mais c'est Broca qui a trouvé la voie nouvelle et la méthode directrice et il reste le fondateur incontestable de la science anthropologique.

Malgré les limites que nous impose le cadre national du présent livre, nous avons dû, à



plusieurs reprises, citer quelques noms de savants étrangers. C'est qu'en effet, ce serait se faire une idée singulièrement étroite et fausse du mouvement scientifique moderne que de vouloir y découvrir encore des caractères nationaux bien tranchés. Par la communication facile et rapide des résultats acquis, par l'emploi universel d'une méthode de recherches désormais acceptée par tous, par les séries parallèles de travaux qui se poursuivent dans tous les pays sur chaque problème déterminé, la science est devenue de plus en plus internationale, et ce caractère s'est encore accentué dans la période suivante.

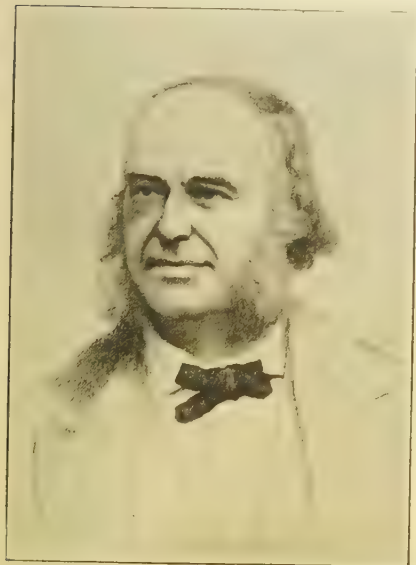
D'autre part, à partir du milieu du dix-neuvième siècle, le travail scientifique a tendu à devenir chaque jour davantage un travail collectif : sans doute, chaque laboratoire a son grand inventeur, son chef. Mais ce chef est chef d'école; ses disciples ne se contentent plus de l'écouter, ils travaillent avec lui; quelques-uns deviennent illustres à leur tour; pour d'autres la renommée ne dépasse pas les limites du public savant; mais il serait injuste de méconnaître la valeur et l'utilité de ceux qui restent à demi obscurs.

Ajoutons d'ailleurs que ce mouvement, sous le second Empire, ne fait que se dessiner, au moins en France, où il ne prendra toute son ampleur qu'à la période suivante. C'est un fait digne de remarque, en effet, que la période impériale, dans tous les domaines, offre à côté des audaces tantôt heureuses, tantôt néfastes de ceux qui occupent les premiers rangs, une grande timidité dans le reste de la nation.

Le phénomène est frappant si l'on jette un coup d'œil sur les applications industrielles de

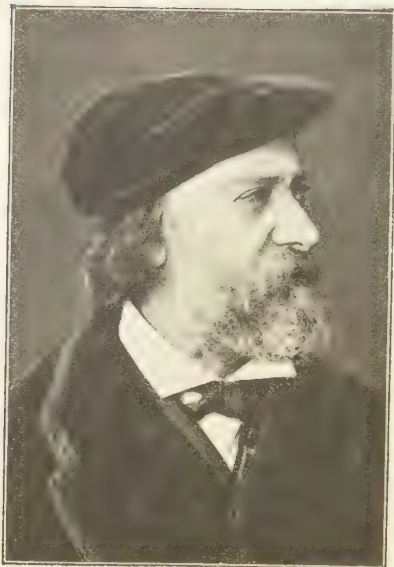


(Photo Pierre Petit.)
Claude Bernard.



Broca.
(Bibliothèque nationale.)

la science. Ce qu'on applique ce sont surtout les découvertes de la génération précédente : la machine à vapeur, le télégraphe électrique, le gaz d'éclairage. La production de ce dernier, en donnant le coke à bon marché, permet de fabriquer d'énormes quantités de fer; la découverte de l'acier Bessemer ajoute encore à ces conditions favorables qui permettent de suffire à l'énorme demande de métal des chemins de fer, des navires et des charpentes en métal. Mais si l'on met à part l'emploi des nouvelles matières colorantes, la fabrication du papier de bois, on constate que les progrès de la chimie n'ont encore qu'une faible influence sur notre industrie. En agriculture, Liebig a eu beau élaborer dès 1840 une remarquable théorie des engrais, l'emploi des engrais chimiques reste restreint et ceux qu'on ajoute aux fumiers de ferme ne sont encore que des produits existants sans intervention industrielle, le guano du Pérou et les phosphates naturels des Ardennes. En réalité, les applications hardies de la science à l'industrie, à l'agriculture, à la médecine ne se sont guère produites qu'à partir de 1875. Sous le second Empire, il y eut assurément des initiatives dont il serait injuste de nier les heureux résultats. Mais ces initia-



(Photo Mulnier.)
Daubigny.

d'une noblesse, au fond très réactionnaire, du désordre. Il fallait agir sur le suffrage universel; elle le connaissait mal et ignorait les moyens de s'en servir. Elle comptait les apprendre des républicains.

Ses orateurs les plus illustres rentraient dans la bataille; en tête Thiers et Berryer. Les républicains s'y jetaient presque sans exception. Ceux mêmes qui, jusque-là, avaient le plus résolument refusé le serment, comme Carnot et Jules Simon, s'y résignaient maintenant. Seuls les proscrits, de loin, blâmaient ce mouvement, qu'ils devaient comprendre plus tard.

Une liste de neuf candidats d'opposition était formée, pour les neuf circonscriptions de Paris, ou plutôt de la Seine. A Jules Favre, Picard, Émile Ollivier et Darimon, on adjoignait Jules Simon et mon père. On ajoutait deux directeurs des journaux d'opposition, Havin, du *Siècle*, et Guérault, de l'*Opinion nationale*, bien que leur lutte contre la politique impériale fût mêlée de quelques compromissions. Thiers complétait la liste.

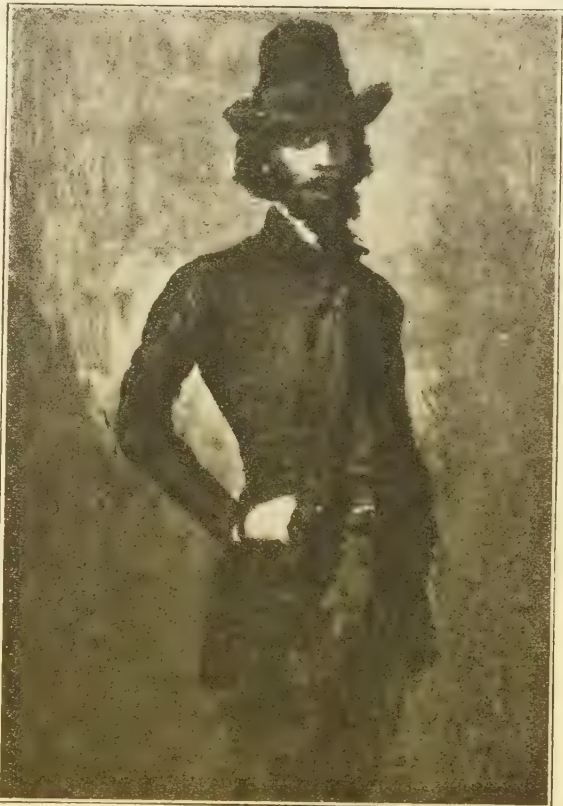
L'Empire mit en œuvre tous ses moyens de pression, d'intimidation et de corruption. Les mœurs électorales étaient encore fantastiques. Le vote, là où l'Ad-

tives s'assuraient le minimum de risques, peut-être parce qu'on ne brise pas la liberté politique d'une nation sans paralyser aussi tous ses autres élans.

VII. — Les élections de 1863 et la guerre du Mexique.

Les élections de 1863 allaient ouvrir pour l'Empire une période nouvelle : celle de la chute graduelle, mais irrémédiable.

L'œuvre des cinq avait produit ses résultats. Elle avait montré l'efficacité du combat engagé au Corps législatif, et décidé tous les ennemis de l'Empire à le livrer. La vieille aristocratie du faubourg Saint-Germain se mettait en mouvement, et, dans une réunion à l'hôtel du duc de Broglie, on jetait les bases d'une collaboration entre le pâle libéralisme royaliste et l'opposition parlementaire. La première amenait avec elle les cléricaux brouillés avec l'Empire. C'était chose curieuse, et que j'ai vue de mes yeux dans ma jeunesse, que les avances



Th. Rousseau.
Par Daumier.

(Photo Braun.)

ministration se sentait tout à fait à l'aise, ressemblait à une parodie. On ne se donnait même pas la peine d'avoir des urnes. Dans certains villages, on votait dans un chapeau, dans une marmite, dans la poche du maire entre-bâillée. Préfets, sous-préfets, magistrats, police, tout partait comme une meute à la chasse des candidats mal vus. Dans un village de la Gironde, un malheureux passait entre deux gendarmes : « Voilà, disait le commissaire de police à la population, comment nous traitons les électeurs partisans du duc Decazes. » Persigny était ministre de l'Intérieur et menait le combat électoral avec sa provocante brutalité. Thiers, surtout, était sa bête noire ; et il couvrait, lui, ministre, les murs de Paris d'affiches insultantes pour lui.

Paris nomma les neuf candidats d'opposition. Ils avaient de grosses majorités, sauf mon père qui ne passait qu'à quelques voix, et on voulut contester l'élection, en vertu d'une jurisprudence contraire à tous les précédents de l'Empire. « Cette jurisprudence, disait mon père, est plus libérale que celle que vous pratiquiez avant ; je m'en félicite, et j'abandonne mon élection. » Il fut réélu à une plus grosse majorité. Jules Favre et Havin étaient nommés deux fois, l'un à Lyon, l'autre dans la Manche, en même temps qu'à Paris. Ils allaient être remplacés à Paris par Garnier-Pagès et Carnot.

En même temps, Berryer et Marie étaient nommés à Marseille, Hénou avec Jules Favre à Lyon, Lanjuinais à Nantes. Vingt et un députés triomphaient des candidatures officielles. Le Gouvernement avait trente-cinq échecs.

Cela peut aujourd'hui paraître peu de chose ; trente-cinq sur plus de deux cents ! L'effet n'en fut pas moins énorme. Il semblait que le régime du 2 Décembre eût reçu une fêlure irréparable.

Le Gouvernement chercha à se venger assez sottement de sa défaite. Il poursuivit en police correctionnelle le comité électoral de Paris, et se donna le ridicule, au mépris de l'arithmétique, de faire condamner treize personnes comme coupables d'avoir formé une association de plus de vingt et un. Les prétendus membres de l'association, c'étaient les Floquet, les Ferry, les Gambetta, les Hérold qui débutaient alors dans la vie politique. L'opposition profita du procès, en première instance et en appel, pour faire une grande démonstration oratoire. En première instance, Jules Favre prononça un plaidoyer si magnifique, que les autres avocats, par l'organe de Berryer, déclarèrent ne vouloir rien y ajouter. Tous les maîtres de la parole du Barreau républicain et royaliste eurent leur tour en appel. Je ne puis oublier avoir entendu là, pour la première fois, l'éloquence politique, depuis la logique implacable et ironique de Dufaure, jusqu'aux accents entraînants de Berryer.

Persigny battu avait été congédié par l'Empire dès le lendemain du vote. Dans la formation du nouveau ministère, Napoléon eut un de ces caprices dont il donnait parfois l'exemple, et qui étaient en contradiction flagrante avec le reste de sa politique. Il avait voulu être historien et écrire une vie de César. Pour ses travaux préliminaires, pour lesquels il consulta nombre de spécialistes, il avait été en rapports avec un professeur, ancien secrétaire de Michelet, qui passait pour républicain, et s'appelait Victor Duruy. Il fut séduit par son intelligence, et en fit soudain un ministre de l'Instruction publique. Duruy marqua aussitôt son passage par une série de me-



Hérol.

sures hardiment libérales : rétablissement de la philosophie dans l'enseignement des lycées, suppression de la bifurcation, création d'un enseignement professionnel. Il devait, peu après, publier au *Moniteur* un rapport où il se prononçait pour l'enseignement primaire gratuit et obligatoire. Aux influences cléricales, qui, jusque-là, écrasaient l'enseignement, succédait brusquement l'influence la plus opposée.

Le Gouvernement allait avoir à soutenir un combat terriblement inégal. Les cinq avaient été formidablement renforcés. Berryer et Thiers leur apportaient deux des plus grandes puissances oratoires des vieilles luttes parlementaires. L'âge commençait à briser les forces du premier. Il avait soixante-treize ans. Mais il avait encore sa grande prestance, sa voix prodigieusement pathétique, le rayonnement de sa gloire, l'estime de tous, son autorité sur les conservateurs et sur l'Église, la supériorité méprisante dont sa situation lui permettait d'accabler ses adversaires. Un jour, un membre de la majorité l'interrompait violemment : « Qui dit cela ? » répondit-il d'une voix tonnante. L'autre se nomma : Cassagnac. Berryer, avec un suprême dédain, de riposter : « Alors ce n'est rien. »



(Photo Braun.)

Duruy.

Thiers n'avait que sept ans de moins. Mais il n'eut jamais mieux les forces de la jeunesse qu'après soixante ans. Ses discours du second Empire et de la troisième République sont de beaucoup les plus beaux qu'il ait prononcés. À relire ceux qui, auparavant, avaient fait sa fortune, on est surpris de voir combien le lâchage de l'improvisation et le terre à terre des idées en diminuent la valeur à distance. Son prodigieux talent de parole avait pris corps dans le recueillement des années où il avait été exclu du Parlement : il avait mûri et s'était élargi sans rien perdre de sa vigueur. Il revenait surtout sans cesse sur ce qu'il appelait « les libertés nécessaires » et expliquait, avec une force incomparable de bon sens, qu'il était impossible de priver la France de ce qui devenait en Europe le droit commun des nations civilisées.

Il apportait à l'opposition de nouveaux moyens d'action. Les hommes de 1848, qui avaient jusque-là engagé la lutte, étaient des hommes d'idéal : ils parlaient superbement au nom de la conscience publique et des droits populaires. Ils ignoraient les questions spéciales dont vit matériellement un gouvernement : financières, militaires, économiques, etc. Thiers les possédait toutes

comme pas un : ses études historiques, son long passage au pouvoir, les lui avaient rendues familières. Il lui apportait des idées assez arriérées, mais il les connaissait à fond. Il excellait à élucider ces questions pratiques et à les mettre à la portée de tous, à montrer notamment les vices, les absurdités et la gestion aventureuse de la fortune de la France. Il y trouvait des armes d'autant plus redoutables, que ce genre de combat pénétrait plus profondément dans la majorité.

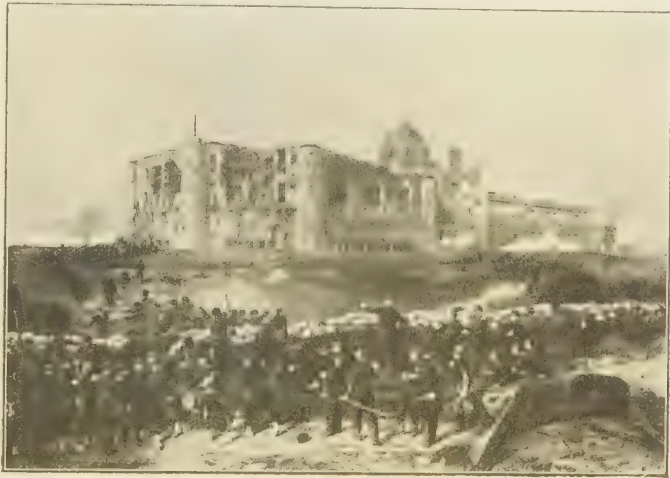
Elle ne pouvait pas, d'ailleurs, le voir du même œil que les républicains. Il avait sa grande situation de conservateur, la confiance des classes bourgeoises, son passé rassurant pour les pires ennemis de la Révolution. Il avait employé ses années de retraite à achever son *Histoire du Consulat et de l'Empire* ; il avait glorifié le premier Napoléon ; et l'Empereur venait de le qualifier d'« historien national ». Sa parole avait, jusque dans la majorité bonapartiste réactionnaire, un écho profond. Il défendait, avec conviction, les thèses qui étaient chères à cette majorité, et que le parti républicain repoussait : la protestation contre l'unité italienne, la lutte contre le libre-échange. Il réveillait les forces d'opposition cléricales et protectionnistes.

L'opposition nettement républicaine était en même temps singulièrement renforcée. Tandis que Jules Favre et Picard reprenaient la lutte avec autant d'énergie et autant d'activité que jamais, ils étaient secondés par tout un groupe de nouveaux venus : mon père, Garnier Pagès, etc.

Un de ceux-là était un orateur égal à Jules Favre : Jules Simon. Nul ne justifia mieux le mot de l'antiquité : On naît poète, on se fait orateur. Il y avait dans cette merveilleuse éloquence autant d'étude que de dons de nature. Il avait été, dit-on, jusqu'à se faire enseigner par son ami, l'acteur Régnier, du Théâtre Français, l'art de la diction; et il tirait d'une voix faible et sourde, des effets merveilleux, qu'accompagnait le geste toujours parlant, mesuré et savant. Sorti de l'enseignement de la philosophie, il maniait la pensée et la langue avec une impeccable sûreté. Sous sa gravité parfois sentimentale se cachait au besoin une ironie fort spirituelle, fort mordante, dont le sérieux et l'autorité de sa parole augmentaient encore la portée. Ajoutez qu'il était aussi habile que fort; que son éloquence méditée était doublée de prudents et adroits calculs; qu'il excellait à capter les plus hostiles, à suivre d'un œil attentif et inquiet toutes leurs impressions, et qu'en prenant une attitude inflexible sur les principes, il savait flatter et séduire tous les auditoires.

Qu'est-ce que le Gouvernement allait opposer à tant de forces si diverses ? Au début, il avait refusé d'envoyer ses ministres discuter sa politique devant des Chambres insignifiantes. Devant

l'opposition des cinq, il avait dû faire une première concession et charger de leur répondre un des siens qui avait joué un rôle dans les oppositions d'autrefois, Billault, orateur discret et habile, qui devait être chargé de continuer la lutte contre les élus de 1863. Mais Billault mourut aussitôt après les élections. L'Empire perdait peu après un de ses fondateurs, homme sans moralité, mais qui dirigeait les débats du Corps législatif avec beaucoup de sang-froid et d'esprit : Morny mourait au mois de février 1865.



Prise du fort Saint-Xavier, devant Puebla.
Tableau de Beaugé (Musée de Versailles).

Morny allait être remplacé par Walewski : un fils naturel de la reine Hortense, par un fils naturel du premier Napoléon. La mère de ce dernier était une fort belle femme de la noblesse polonaise, que le conquérant s'était fait assez brutalement amener durant sa campagne de Pologne, qui lui était restée attachée, et dont il avait eu un enfant. Walewski qui, pour la circonstance, avait émigré du Sénat au Corps législatif, n'avait rien du génie paternel. Pour remplacer Billault, Napoléon choisit un de ses ministres, Rouher. On le doubla d'abord d'un certain Thuillier, qui disparut vite après quelques succès. Rouher n'était pas de taille contre de tels adversaires. Il était intelligent, habile, entendu, mais sa grosse parole, pâteuse et emphatique, était d'une qualité trop médiocre. Il ne raisonnait guère, affirmait avec une audace rare, et surtout multipliait les appels sonores au zèle bonapartiste, en guise d'arguments. On eût dit qu'il ralliait la majorité au son de sa grosse caisse. Il n'en prit pas moins un très grand rôle, si grand qu'on l'appela quelque temps le « vice-empereur ». Mais il était impuissant à arrêter les efforts rapides de la propagande opposée.

On vit bientôt combien l'action de l'opposition pénétrait dans les rangs de la majorité. Dès 1866, quarante-cinq de ses membres, sous la conduite de Buffet, ancien ministre de Louis-Napoléon, président, s'en détachaient pour demander par un amendement à l'adresse une extension des libertés publiques. C'était la fondation de ce qu'on appelait le « tiers parti ». Émile Ollivier, dans un discours qui fit quelque bruit, demanda à y entrer, et se plaça à sa tête. Il avait tout à

fait rompu avec le groupe des républicains. L'Empire avait consenti à abolir la disposition législative qui, en France, frappait les grèves, permises dans tous les pays libres : mais il entourait cette abolition de telles restrictions, et l'on peut dire de tels pièges, que si le principe était essentiel en somme, le cadeau était médiocre.

La majorité elle-même prenait des habitudes de demi-indépendance. Au même moment, l'absurde expédition du Mexique portait au Gouvernement impérial un coup décisif.

Nous avons laissé nos troupes, sous les ordres du général Forey, partant pour leur folle expédition, tandis que les Anglais et les Espagnols se rembarquaient. On sait quelle est la nature du Mexique : le long du golfe, une zone de terres basses, dévorée par un soleil torride, joint, à la magnifique exubérance de la nature tropicale, tous ses germes de fièvres et de mort. Au-dessus s'étalent d'immenses plateaux dont l'élévation entretient un climat sain et tempéré. Il fallait gagner ces régions salubres, ce qui était facile, le Mexique ayant laissé les Européens s'y établir quand on croyait qu'il ne serait question que de négociations régulières. Une fois arrivés sur les plateaux, il fallait se rendre maîtres de la ville de Puebla pour arriver jusqu'à la capitale.

Suivant l'habitude, la marche des troupes françaises fut incroyablement lente, et les Mexicains eurent le temps de fortifier la place menacée. Forey, après avoir perdu du temps à Orizaba, s'avança à une allure de colimaçon. Il avait débarqué à Vera-Cruz le 22 septembre 1862; il arrivait devant Puebla le 27 mars 1863, près de six mois après. Il fallut encore deux mois pour s'emparer de la ville, après que Bazaine eut battu les troupes mexicaines qui venaient à son secours. Bref, c'est le 2 juin seulement que les Français entrèrent dans la capitale, Mexico, où ils installèrent un gouvernement de trois membres, dont l'archevêque. Puis le 8 juillet, on fit voter par une assemblée de « notables » (c'est-à-dire choisis sans même une comédie d'élections) qu'un empire du Mexique serait créé, qu'il serait offert à Maximilien, et que, s'il refusait, Napoléon désignerait un autre empereur. On avait à peine trouvé plus de deux cents personnes pour former l'ombre d'assemblée à laquelle on avait dicté ce vote. Puis, une délégation était partie pour aller en Europe offrir la couronne à Maximilien.

Il hésita longtemps avant de l'accepter; heureux s'il eût suivi ses répugnances et répondu par un refus ! L'offre n'était guère tentante; on était parti pour le Mexique, convaincu qu'il n'attendait que nos baïonnettes pour secouer le joug de Juarez et se donner avec enthousiasme à ceux qui l'avaient sauvé. C'est ainsi que les émigrés cléricaux avaient peint les dispositions du pays. Maximilien n'avait accepté qu'à la condition qu'il irait régner sur un pays qui l'accepterait, et qui l'aurait dit par un plébiscite. Nulle part, personne n'avait bougé contre Juarez. On n'avait que la partie intime du Mexique terrifiée par la vue de nos baïonnettes : en tout quarante-cinq localités, 180.000 âmes sur plus de 7 millions, et la capitale seule entraînait dans le total pour 100.000. Le pays presque entier détestait l'ingérence étrangère, et partout où nos troupes s'en allaient, la révolte redevenait maîtresse sur leurs talons. On dut sans doute cacher la vérité à Maximilien, mais il en savait une bonne partie. L'archiduc n'était pas un ambitieux; c'était plutôt un rêveur. Il était écrivain, et on a publié de lui, avec de charmants récits de voyages, des pensées intéressantes. Il était humain et a fait preuve de tendances libérales, qui n'avaient pas peu contribué à lui attirer la disgrâce de son frère. L'aventure où l'on voulait le jeter l'inquiétait. Il ne consentit à recevoir les Mexicains qu'après des mois, le 30 octobre 1863, et sa réponse était mêlée de tant de restrictions, qu'on crut qu'il refusait.

Napoléon revint à la charge. On assure que la future impératrice du Mexique le décida. Maximilien avait épousé la fille préférée du roi des Belges, Charlotte. Elle triompha des hésitations de son mari. Le 14 avril 1864, il s'embarquait pour Vera-Cruz. Il vit en passant le Pape à Rome et débarqua à Saint-Jean-d'Ulloa le 28 mai.

Une fois arrivé, il perdit une à une toutes ses illusions.

D'abord, la domination des Français au Mexique ne faisait pas de progrès sérieux. Elle s'étendait avec la marche de nos colonnes; elle disparaissait avec leur départ. On faisait aux patriotes mexicains une guerre atroce. Dès le 28 mai 1864, Forey avait rendu un décret mettant hors la loi et déclarant qu'on exécuterait dans les vingt-quatre heures tous les « malfaiteurs » qu'on prendrait en armes. Bientôt, sous le nom de « contre-guérillas », on organisa la guerre la plus sauvage, plus digne de bandits que de soldats. C'est à un bal chez le diplomate Saligny, au milieu des danses

et des élégances voluptueuses, que le général donna ses instructions au colonel Dupin, chef des contre-guérillas. L'incendie, les pendaisons étaient les moyens employés pour jeter la terreur; on prenait des otages qu'on fusillait comme revanche de la mort des soldats ou des Mexicains bien pensants tués par l'ennemi. Gallifet commandait dans ces contre-guérillas. « Mes hommes, écrivait-il, sont aussi brigands que ceux que je poursuis. » On accumulait ainsi sur la France et sur l'Empire qu'elle soutenait, les haines et les vengeances. Sous la pression de Bazaine (qui avait remplacé Forey à la tête de l'armée d'occupation), Maximilien, pourtant humain, eut la faiblesse de signer, le 3 octobre 1864, un décret odieux, reproduisant à peu près celui de Forey, et condamnant les prisonniers à une mort sommaire. Il le déplora plus tard, et voulut le révoquer. Bazaine, en le transmettant, écrivait : « Je n'admets pas qu'on fasse de prisonniers. » Il ordonnait de tout tuer, et interdisait tout échange de prisonniers à l'avenir. C'était donner à la lutte un caractère atroce, et bien mal préparer la soumission à l'Empire en la faisant exercer.



Entrée de l'armée française à Mexico.

Tableau de Beaugé (Musée de Versailles).

Sur qui Maximilien pourrait-il s'appuyer? Appelé par le parti clérical, il avait besoin du Pape pour lui rendre sa tâche plus facile. Il avait bien vite reconnu l'impossibilité de rendre à l'Eglise ses biens sécularisés et comptait sur le concours du Vatican. Pie IX ne voulait rien entendre. Il esquivait sa promesse d'envoyer un Nonce pour arranger les choses. Sur la menace de Maximilien de les arranger sans le Vatican, il se décida à envoyer un archevêque « in partibus » de Damas, qui se montra intraitable sur tous les points. Il fallait non seulement restituer les biens non vendus (à peu près la seule ressource du Gouvernement), mais ne tolérer au Mexique aucune autre religion que la catholique. Comme Maximilien ne pouvait pas, sans folie, subir de telles exigences, elles le brouillaient avec le clergé mexicain et lui ôtaient le seul parti sur lequel il pût compter.

Il n'avait pas d'argent, et n'en pouvait guère tirer d'un pays soulevé contre lui. Il était donc acculé aux emprunts. On lui en prépara un en France. Les banquiers Hottinguer et Heim organisaient pour lui un emprunt de cent millions. Rouher, à la tribune, le lançait avec une audace rare, jurant que c'était un placement excellent. La petite épargne, en France, donna naïvement tout ce qu'on recueillit. Au Mexique, les plus riches impérialistes avaient déjà perdu toute confiance et n'aventurèrent pas un sou.

Maximilien ne pouvait avoir d'espoir que dans l'armée française, mais il jouait de malheur

J'ai dit que Bazaine avait remplacé Forey. Il venait de recevoir le bâton de maréchal. C'est au Mexique qu'il commença la série de ses trahisons. Dès le début, il s'était posé en antagonisme avec l'Empereur. Celui-ci ayant autorisé la publication d'un journal, Bazaine l'interdisait dès le lendemain, et publiait dans sa feuille officielle l'interdiction après l'autorisation, comme pour narguer l'autorité du souverain. Maximilien faisait-il grâce à des condamnés, Bazaine lui disputait jusqu'au droit de grâce, et prétendait qu'il ôtait « leur prestige » aux cours martiales. Il cherchait à faire fortune, épousait une riche Mexicaine, et se posait bientôt en rival. Les lettres de généraux et d'officiers communiquées à Napoléon, qu'on a retrouvées dans son cabinet après le 4 septembre, s'accordent à dire que les affaires d'argent les plus suspectes ternissaient la renommée du commandement; que le maréchal ne songeait à servir que son ambition et ses intérêts personnels; qu'il voulait supplanter Maximilien, le desservait pour le perdre, et rêvait pour son compte la fortune de Bernadotte, devenu roi de Suède de maréchal de l'Empire. On l'accusait même de relations secrètes avec l'ennemi. Maximilien demanda à Napoléon de le remplacer. Napoléon se méfiait du personnage : mais il recula et atermoya : il voulait un supplément d'information.

La situation de Maximilien était donc déjà fort triste, quand il fut tout à fait abandonné. L'impératrice Charlotte était partie pour l'Europe, afin de tenter les dernières démarches auprès de Napoléon et du Pape. Cependant la guerre civile des États-Unis, après quatre ans de combats épiques, s'était terminée par la défaite du Sud.

La grande république n'avait pas attendu la victoire pour protester contre l'expédition du Mexique. Dès le printemps de 1864, et sous le coup des victoires du Sud, le Congrès n'en avait pas moins déclaré, par un vote solennel, qu'« il ne convenait pas à la politique des États-Unis de reconnaître un gouvernement monarchique élevé en Amérique sur les ruines d'une république et sous les auspices d'un gouvernement européen, quel qu'il soit ». Maintenant il avait les mains libres, suivant l'énergique expression de Jules Favre, et il « montra du doigt le rivage » à notre armée. Il ne restait qu'à obéir : comment songer à engager une guerre, de l'autre côté de l'Atlantique, contre la république qui venait de révéler une si formidable puissance militaire? Napoléon promit de se soumettre aux injonctions des États-Unis et prit date pour rappeler ses troupes.

Il avait envoyé au Mexique un de ses aides de camp, le général Castelnau, à la fois pour décider Maximilien à abdiquer et pour se renseigner sur la conduite de Bazaine. Castelnau était même muni de pleins pouvoirs pour destituer et remplacer le maréchal. Bien que vite édifié sur sa conduite, il recula devant le scandale, et laissa à Napoléon le soin de prononcer. Le malheureux Maximilien parut un instant décidé à rentrer en France, puis il changea d'idée. Il avait conservé un reste d'espoir dans les démarches de sa femme; puis les chefs du parti clérical firent auprès de lui un dernier effort. Ils lui promettaient de lui trouver 4 millions de piastres et une armée. Bazaine continuait son double jeu. Comme Castelnau lui communiquait une note collective le pressant d'abdiquer, à laquelle Bazaine avait joint sa signature, Maximilien montra une dépêche de la veille, où le traître lui conseillait de rester, sans doute par crainte du témoignage que l'ex-empereur du Mexique porterait contre lui s'il rentrait en Europe.

Le 9 février 1867, les troupes françaises quittaient le Mexique. Maximilien allait à Queretaro, qui fut vite assiégé par les troupes de Juarez. Le 14 mai, le colonel Lopez trahissait Maximilien et livrait un fort dont la perte rendait la place intenable. Maximilien était prisonnier avec Miramon et les autres chefs cléricaux qui étaient là. On lui fit son procès le 13 et le 14 juin. On le condamna à mort. Le fatal décret du 30 octobre décida, dit-on, la condamnation. Il fut fusillé le 19. A cette affreuse nouvelle, la malheureuse impératrice Charlotte devint folle.

Ainsi finit la fatale expédition du Mexique. On devine combien elle ruina l'Empire. Tout se réunissait pour la rendre odieuse : le caractère insensé de l'entreprise, les mensonges qu'on avait prodigués jusqu'au bout pour en dissimuler l'échec, la catastrophe qui la terminait, le caractère tragique du dénouement.

Bazaine était rentré en France. La première idée de Napoléon avait été, dit-on, de lui infliger le châtiment qu'il méritait. Puis, selon son habitude, il avait faibli et couvert le coupable. Il en devait être justement puni. Bazaine, compromis du côté des Tuileries, se retourna d'un autre côté. Il vit Thiers et le trompa d'autant plus aisément, qu'on avait gardé le secret sur sa trahison. Un certain Keratry, qui avait été son aide de camp au Mexique, se jeta, à son retour,



Réception de l'ambassade siamoise par Napoléon III et l'impératrice Eugénie au palais de Fontainebleau.
D'après le tableau de Léon Gérôme (Musée de Versailles).

dans la politique et conquit la faveur du public en publiant sur l'expédition des révélations qui firent un grand effet. Il allait devenir député de l'opposition en 1869. Resté l'ami de Bazaine, il contribua fort à tromper sur son compte même des républicains comme Jules Favre. On fit au maréchal une réputation militaire usurpée. Il était disgracié : on le fit passer pour une victime.

Pour comble de malheur, pendant que la France allait chercher un désastre au delà de l'Océan, et tandis qu'elle était paralysée par cette détestable aventure, les événements les plus dangereux se déroulaient en Europe.

Bismarck était entré en scène.



Exécution de Maximilien.

(Photo Giraudon.)

Appelé au pouvoir par le roi de Prusse Guillaume, qui voyait ses projets absolutistes et militaires entravés par l'opposition des libéraux de toute l'Allemagne et même de la Prusse, Bismarck, par une politique brutale, avait procuré à son maître l'argent nécessaire à la constitution d'une puissante armée. Puis il avait entraîné l'Autriche dans une guerre facile contre le Danemark. Ce n'était pour lui que le moyen de mettre l'Autriche hors de l'Allemagne. Sa diplomatie perfide ne tarda pas à faire éclater le conflit entre les deux puissances qui pouvaient prétendre à l'hégémonie des pays germaniques.

La lutte semblait inégale entre la Prusse isolée et la coalition de l'Autriche et de tous les petits peuples allemands. Les victoires prussiennes sur les Allemands du Sud et de l'Ouest, et surtout la bataille de Sadowa, furent un coup de foudre qui révéla la puissance militaire de la Prusse. Les résultats dépassèrent singulièrement ceux d'une guerre ordinaire : la Prusse domi-



O. Scholderer.

Edouard Manet.



A. Renoir.

È. Zola. Ed. Maître.

Zacharie Astruc.



Bazille.

Claude Monet.





(Photo Braun.)

L'atelier de Manet.
Par Fantin-Latour (Musée du Louvre).

entrés en scène les hommes nés aux environs de 1840. Il y avait comme un renouveau dans la jeunesse. Assurément, il serait fort excessif de la comparer à ses illustres prédécesseurs, qui avaient porté si haut l'éclat du nom français. Mais on voyait surgir des générations éprises d'idéal, brûlant des hautes ambitions de la pensée et se sentant confusément une grande œuvre à accomplir. On vit reparaître, chose à peu près inconnue depuis quinze ans, tout un groupe de jeunes poètes, qu'on appela les « Parnassiens », du nom, de leur publication collective, singulièrement désignée sous le titre assez suranné de « Parnasse ». Dans leurs rangs se trouvaient : Sully-Prudhomme, qui excellait à donner à la poésie, avec une forme définitive, un sentiment singulièrement ému, pénétrant et fin; François Coppée, qui allait du premier coup conquérir la réputation avec sa ravissante idylle du *Passant*; Armand Sylvestre, le mâle et fanatique chanteur de la beauté féminine, et Heredia, célèbre par la magistrale allure de ses sonnets; Catulle Mendès, si prestigieusement habile dans le maniement du vers; Francas, Merat, Léon Valade, et d'autres, auxquels se joignaient bientôt de nouveaux venus, comme Jean Aicard et Richepin. Le plus original, Paul Verlaine, qui traduisait avec un accent poignant des émotions profondément douloureuses, ne devait être apprécié à toute sa valeur qu'assez longtemps après. Le grand écrivain Anatole France préludait par de très beaux vers à ses admirables œuvres de prose.

Des romanciers de haute valeur surgissaient en même temps. Alphonse Daudet se faisait du premier coup une grande réputation avec ses ravissantes *Lettres de mon Moulin* dont son camarade le maître écrivain Paul Arène avait, sans les signer, écrit une bonne partie. Il devait donner ensuite des romans très remarquables, où l'influence de l'Anglais Dickens était sensible. Le Cévenol Léon Cladel décrivait les mœurs de son pays natal avec un talent vigoureux, non sans un mélange voulu de bizarrerie. Plus âgé, mais arrivé tard, Jules Vallès faisait preuve d'un style de grand écrivain, dans des œuvres dont l'allure paradoxale semblait chercher les défis les plus audacieux aux idées reçues du public. Émile Zola devait être un des plus illustres représentants du génie français; il avait déjà fait pressentir les œuvres qui l'ont mis hors de pair dans son beau roman de *Thérèse Raquin*.

La peinture ne restait pas en arrière. Une école nouvelle, plus hardie encore, effaçait le vieux réalisme. Son initiateur Manet avait incontestablement un puissant tempérament de peintre. Avec un parti pris audacieux, il résumait ses reproductions de la nature en quelques indications sommaires et, en quelque sorte, en quelques larges taches d'une coloration intense et claire, où l'on pouvait reconnaître l'influence des maîtres espagnols, notamment de Goya, mais dont l'originalité n'en était pas moins extrême. Il avait créé l'impressionnisme, longtemps regardé par le grand public avec un mélange d'horreur et de mépris, mais dont aujourd'hui les œuvres vendues fort cher ont forcé l'entrée des musées d'Europe et d'Amérique.

Henri Regnault, fils d'un savant de l'Institut, avait au contraire reçu l'éducation la plus étendue. Il venait d'obtenir le prix de Rome, et il n'était pas encore sorti définitivement de la Villa Médicis où les lauréats académiques terminent leurs études, lors de sa mort prématurée. Mais il était plus qu'à demi un révolté dans l'école classique. Épris des colorations éclatantes des maîtres espagnols comme Vélasquez, du soleil éblouissant de l'Andalousie et de l'Afrique, il avait fort jeune conquis une réputation de maître par son *Portrait du général Prim* et sa *Salomé*, quand il tomba, avant d'avoir trente ans, tué par une balle prussienne.

Ami intime de Manet, mais avec une peinture fort sage, Fantin-Latour s'était formé dans l'étude assidue de Véronèse; mais il s'y était fait une manière absolument originale, sobre et discrète comme son tempérament de modeste, mais excellemment lumineuse et harmonieuse. Chacune de ses œuvres principales était comme une profession de foi littéraire ou artistique, les réalistes les plus connus réunis autour d'une allégorie de la vérité, les artistes ou les écrivains rendant hommage au portrait de Delacroix. *L'Atelier de Manet*, un *Déjeuner de Parnassiens* : œuvres aussi précieuses pour l'histoire du temps, par les figures célèbres qu'elles groupent, que remarquables au point de vue de l'art.

À côté de lui, Ribot reprenait et rajeunissait la sombre peinture de l'Espagnol Ribéra, mais avec une note bien personnelle. Des jeunes continuaient notre magnifique école de paysage comme Lansyer et Hereau. Guillaumet traduisait avec une poésie intense les aspects de la lumière d'Algérie.

Une pléiade de sculpteurs donnait à un art où n'avait guère pénétré le mouvement romantique un aspect bien moderne, en s'inspirant un peu de la sculpture si vivante du dix-huitième siècle et du style si grandiose et si réaliste à la fois de la Florence du Moyen Age, mais avec une originalité saisissante comme Falguière, Dalou, Antonin Mercié et Moalin.

En même temps commençaient à se faire connaître les deux maîtres de la musique française à la fin du siècle : Saint-Saëns et Massenet.

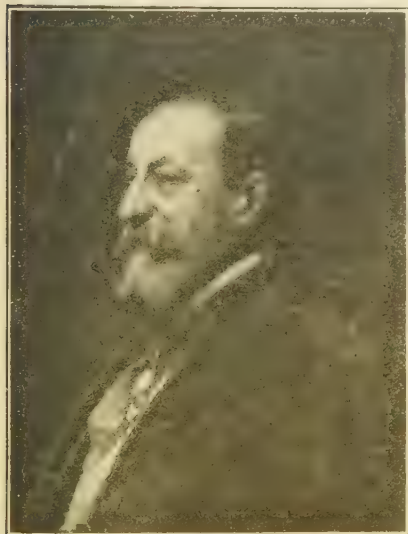
On le voit, c'était une génération féconde que celle qui arrivait à la vie avec les dernières années de l'Empire. Elle avait, assurément, d'autres préoccupations que celles de la politique. Mais, comme j'ai eu lieu de le remarquer pour les hommes de 1830, tous les grands mouvements intellectuels se tournent contre le despotisme. Parmi les hommes éminents que je viens de citer, trois ou quatre seulement s'étaient rapprochés de l'Empire : Daudet, qui avait débuté, pauvre et inconnu, comme secrétaire de Morny; Coppée et Mendès, que la princesse Mathilde avait attirés. Beaucoup des autres étaient ardemment républicains. Ceux mêmes qui semblaient plutôt indifférents aux



(Photo Braun.)

Verlaine.

Par Carrière.



(Photo Braun.)

Saint-Saëns.

Par Benjamin Constant.

affaires publiques subissaient l'hostilité croissante de l'opinion pour le régime du 2 Décembre. Cette jeunesse, si ardente et si pleine de grandes pensées, était joyeuse. On sait quelle avait été la gaité étincelante de la France, quand elle marchait à la terrible Révolution de 1789 et 1793. Il y avait quelque chose d'analogue, tandis qu'on assaillait en riant l'Empire réduit à la défensive et déjà démantelé. On se sentait de confiantes espérances de victoire. On respirait à pleins poumons le vent du jour, chargé de passions et d'idées. On ne savait pas vers quels affreux malheurs on était emporté par la destinée.

C'est dans ces conditions que s'ouvrit la grande Exposition universelle de 1867. Ce fut la première qui eut tant d'éclat. Rien de mieux fait pour amuser et éblouir l'imagination que ce somptueux mélange des éléments les plus divers, où se trouvaient réunis les créations les plus étonnantes de la science, les splendeurs des arts de tous les pays, les prestiges des civilisations exotiques, les merveilles lointaines de l'Asie, les appels aux plaisirs de toutes sortes, les guinguettes, les musiques, les danses de toutes les nations et toutes les couleurs locales, au milieu de



(Photo Braun.)

Alphonse Daudet.

Par Carrière.

beaux jardins et de constructions de tous les styles. Ici, c'était la révélation de l'art japonais; là, un temple de l'Égypte antique, avec des statues vieilles de six mille ans : le tour du monde en quelques heures de promenade.

Toute l'Europe était venue à Paris, transformé en une immense et tumultueuse hôtellerie. Les souverains y abondaient. Ils allaient rire dans nos théâtres, notamment aux Variétés, où l'on donnait un opéra bouffe de Meilhac et Halévy, la *Grande-duchesse de Gerolstein*, dont les auteurs, suivant le goût du jour, avaient fait une caricature assez hardie du monde des cours, et notamment du militarisme; caricature si mordante qu'on n'osa plus la représen-

ter après nos désastres de 1870. On assure que la grande-duchesse, la charmante actrice Schneider, reçut les hommages des têtes couronnées les plus diverses, depuis l'extrême Nord jusqu'à l'Égypte. Le roi de Prusse Guillaume était venu avec Bismarck.

L'Empire avait levé, à cette occasion, l'interdit qui, depuis le 2 Décembre, pesait sur le théâtre de Victor Hugo. Il permit de jouer *Hernani* au Français. Peut-être avait-il espéré que ce drame, d'un romantisme si marqué, semblerait démodé et ferait four. Il se trompait bien. Rarement on vit pareil triomphe. Il semblait qu'il y eût de l'électricité dans la chaude atmosphère de la salle. Ce n'était pas de l'enthousiasme, c'était du délire. Au moindre prétexte, on eût dit que la salle croulait sous les applaudissements. Le vieux Dumas père, dans une loge de face, semblait prendre pour lui ce succès foudroyant du romantisme, et de grosses larmes de bonheur roulaient sur sa face noire. Il y avait là assurément autant de glorification de Victor Hugo que d'admiration pour le drame. Mais le transport était tel, que je pourrais citer le poète, aujourd'hui académicien, qui, ne voulant pas dormir après de telles émotions, s'en fut à pied dans la campagne déclamer des vers d'*Hernani*, étendu dans la nuit sur une meule de foin. Le lendemain, tout le groupe de Parnassiens écrivait à Victor Hugo une lettre collective où, depuis Sully-Prudhomme jusqu'à Mendès et Coppée, tous saluaient en lui le maître de la pensée moderne.

Tandis que Bismarck visitait Paris,



(Photo Giraudon.)

Victor Hugo.

Par Rodin.

qu'il méditait dès lors d'écraser de ses canons, Napoléon s'aliénait de plus en plus cette Italie, dont il avait fait un puissant royaume. Elle avait maintenant Venise : il ne lui restait plus que Rome à prendre pour compléter son unité; et l'obstacle, c'était la France. Avec ses inconséquences dans la question italienne, Napoléon défendait obstinément le pouvoir temporel : brouillé avec le Pape, qui le détestait, il n'imposait pas moins par la force son autorité à des populations impatientes de secouer le joug. Pie IX, cependant, multipliait les défis; dans son fameux *Syllabus* il avait prononcé l'anathème contre toutes les libertés modernes, y compris la liberté des cultes, et déclaré que l'Eglise ne pouvait se réconcilier avec aucun des progrès qui avaient brisé les institutions du Moyen Age.

Napoléon, par la convention du 15 septembre, avait promis de retirer graduellement les troupes de Rome, mais à condition que Victor-Emmanuel garantirait au Pape la possession de ses États. Turin ne pouvait pas rester la capitale de l'Italie. Napoléon avait obligé le Roi à choisir comme capitale nouvelle Florence, pour exclure Rome. Tout cela n'était pas de nature à arrêter Garibaldi. A la tête de ses chemises rouges, il attaqua les États pontificaux en 1867, battit les troupes pontificales à Monte-Rotundo et marchait sur Rome quand Napoléon envoya contre lui les troupes françaises, qui lui infligèrent une cruelle défaite à Mentana. Triste victoire, peu faite pour inspirer aux Italiens des sympathies pour notre pays. Une parole provocante en aggrava la portée. A la suite des victoires prussiennes auxquelles le fusil à tir rapide, appelé fusil à aiguille, avait fort contribué, on avait adopté pour nos troupes une arme à tir rapide meilleure encore, le chasseur. Chose curieuse, il allait être repoussé par les routines de notre Comité d'artillerie, quand la victoire de Sadowa contraignit à réaliser ce progrès. C'est à Mentana qu'on fit l'essai de l'arme nouvelle. Dans la dépêche qui annonçait l'écrasement des Garibaldiens, Faily disait : « Les chassepots ont fait merveille. » Garibaldi était grièvement blessé. Nous devions payer cher les merveilles des « chassepots » à Mentana. On sait par le témoignage répété du prince Napoléon que, trois ans plus tard, le refus d'abandonner le pouvoir temporel devait nous priver de l'alliance de l'Italie contre la Prusse.

Cependant l'opposition grandissait formidablement en France. Elle avait pénétré jusqu'au

Sénat, où Sainte-Beuve, à propos des sottes interdictions dont on frappait, pour le colportage, les livres les plus remarquables, levait hardiment le drapeau de la libre pensée. Son discours fit scandale parmi les vieillards du Luxembourg, mais il fut chaleureusement applaudi par l'opinion. Des élèves de l'École normale qui avaient été le féliciter furent chassés sans pitié, notamment Maspero, qui devait devenir plus tard notre plus grand égyptologue.

Mais l'Empire assailli était réduit à livrer ses défenses une à une; en 1868, il permettait de fonder librement les journaux, et il accorda, avec d'inutiles restrictions, le droit de réunion publique. L'autocrate du 2 Décembre faiblissait de jour en jour. Les idées socialistes reparaissaient à la lumière : elles étaient réduites au silence depuis le 2 décembre. Cependant, après l'exposition de Londres, des ouvriers anglais et français, sans hostilité du Gouvernement, avaient fondé



(Photo Braun.)

L. Halévy.



(Photo Reutlinger.)

Meilhac.

la grande association de l'Internationale pour défendre, sans distinction de frontières, les intérêts des travailleurs. Tolain, ouvrier ciseleur et orateur de grand talent, qui devait jouer plus tard un rôle important dans nos assemblées, avait eu, du côté français, la plus grande part à la création de cette association, dont on ne sembla pas deviner d'abord toute la portée. Mais les socialistes n'avaient pas encore de moyen de propagande : la liberté des réunions leur donna d'innombrables tribunes. Au langage forcément mesuré de l'opposition parlementaire se joignit le langage révolutionnaire d'orateurs ardents et violents. On prétend que le Gouvernement impérial comptait qu'ils effraieraient l'opinion et que les plus exagérés étaient quelquefois ses agents. S'il fit en effet ce calcul, il se trompa. L'opinion était trop lancée dans les voies de l'opposition pour prendre peur de quelques paroles excessives. Mais il était légitime et nécessaire que les idées socialistes reprissent leur place à la grande lumière des discussions publiques. La politique était faussée et mutilée tant qu'elles en étaient absentes. Les éléments plus avancés se firent jour, à côté de l'opposition un peu exclusivement bourgeoise qu'on avait eue jusque-là sur la scène et, pour bien le dire, quelquefois contre elle.

Loin de s'effacer, le souvenir du sanglant guet-apens dont le régime impérial était sorti se réveillait et s'irritait à quinze ans de distance. De longues années de silence s'étaient écoulées en vain; on était encore au lendemain du 2 Décembre. On eût dit que les cadavres sortaient de terre pour accuser leur assassin. Un écrivain, Eugène Ténot, avait écrit, pièces en main, l'histoire du coup d'État, d'abord en province, puis à Paris. Ses livres avaient produit un effet énorme : en 1867, le jour des Morts, Paris avait fait, sur la tombe des victimes, une imposante démonstration. Puis on avait ouvert dans la presse une souscription pour élever un monument à Baudin, le représentant du peuple tué sur une barricade. Berryer, de son lit de mort, envoya sa contribution. Le Gouvernement fit la lourde faute de poursuivre la souscription : il allait attirer la foudre sur sa tête.

Il y avait alors un jeune avocat encore inconnu, mais dont tous ceux qui le connaissaient prévoyaient la fortune future. C'était le fils d'un épicier de Cahors, appelé Léon Gambetta. Il n'était assurément pas né pour plaider les causes de mur mitoyen. Au Palais, il ne cherchait guère à se faire une place. Il suivait les débats de la Chambre, dont il forçait, pour ainsi dire, les portes avec son étonnant entregent, à tel point que, Rouher ayant été blessé d'un mot fort spirituel dirigé contre lui et ayant interdit de le laisser entrer dans les tribunes, Gambetta, dès le lendemain, avait forcé l'interdiction. Il y avait alors une conférence fondée sous Louis-Philippe, où les jeunes gens s'exerçaient à la vie parlementaire, et que l'Empire, je ne sais pourquoi, avait laissée vivre : la Conférence Molé. Tous les futurs gouvernants de la République, les Ferry, les Floquet, les Alain-Targé, encore exclus par le régime impérial de la vie politique, y faisaient en quelque sorte leur stage. Gambetta était le grand orateur de la Conférence Molé. D'ailleurs, pilier de cafés et de brasseries, s'y faisant d'innombrables camaraderies, avec son envahissante et conquérante familiarité, la poignée de main facile, le tutoiement rapide; ami des artistes et des gens de lettres, trouvant avec cela le temps de faire force études sur l'histoire politique et les questions qui y touchaient avec son don prodigieux d'assimilation rapide.

J'ai cité, à propos de Jules Simon, le mot célèbre d'un écrivain : « On naît poète, on se fait orateur. » Nul n'y a donné un démenti plus complet que Gambetta; il était né orateur, il l'était à tous les instants, il l'était encore la plume à la main, il l'était à la table de café où il s'asseyait, jusque sur le trottoir où il causait. Débraillé, hérissé, maigre à ce moment autant qu'il devint gras plus tard, avec son nez roulé en trompe, sa forêt de cheveux et sa barbe noire, un œil à moitié crevé lui sortant de la tête, il semblait alors avoir dans la poitrine toutes les trompettes de Jéricho, tant sa voix éclatait avec de formidables accents de clairon! Un fort accent gascon ajoutait aux sonorités de cette voix terrible. Improvisateur perpétuel, il avait de l'acteur, avec l'ampleur de la période et l'impétuosité du mouvement, le relief soudain de mots singulièrement frappants et pittoresques. Avec cela, habile, doublé de ruses génoises (sa famille était originaire de la Corniche), il savait à merveille plier sa fougue à ses calculs. Nul ne doutait que le jour où il se révélerait, il ne fit dans la politique du temps une trouée triomphale.

L'ancien proscrit, Delescluze, qui avait lancé la souscription, lui confia sa défense devant le tribunal. Une défense : le mot est impropre. Gambetta accabla le 2 Décembre sous un

acte d'accusation implacable, jusqu'à appeler les auteurs du coup d'État, d'après le vers de Corneille :

Un tas d'hommes perdus de dettes et de crimes.

C'était le fouet des *Châtiments* passé aux mains d'un orateur. Avec une ironie sanglante, il demandait au Gouvernement impérial pourquoi, à la différence de tous les autres, il n'avait pas osé faire une fête officielle de la journée qui avait fondé son pouvoir si ce n'est parce qu'elle avait été inavouable.

Qu'un tel plaidoyer ait pu être prononcé jusqu'au bout devant un tribunal de l'Empire, on ne le comprend guère. C'était un acte d'audace incroyable et comme une révolte à la Barre. Il aurait dû être arrêté vingt fois et le téméraire avocat poursuivi avec l'accusé. Le fait est qu'il passa comme une trombe sur les juges stupéfaits et abasourdis. Le lendemain, tous les échos de France retentissaient de ce coup de tonnerre. L'Empire n'y pouvait rien, et Gambetta était le grand homme du jour.

Il allait subir un assaut pire. Parmi les chroniqueurs du journal de Villemessant, le *Figaro*, l'un, Henri Rochefort, obtenait le plus grand succès. Nul peut-être n'eut, à un plus haut degré, la verve comique du pamphlétaire, le trait inattendu qui flagelle et fait rire à la fois. Fils d'un noble légitimiste, qui, à l'en croire, descendait des comtes de Champagne, mais qui s'était fait vaudevilliste sous la Restauration, Rochefort mêlait les grosses plaisanteries des petits théâtres à ses satires des mœurs contemporaines, mais avec un art mordant et bouffon d'une puissante originalité. C'était une figure curieuse que cet homme au masque de clown, avec sa maigreur osseuse, ses pommettes hérissées, sur lesquelles on cherchait machinalement la tache rouge du plaisant du cirque, ses sourcils méphistophéliques, pointant en l'air, et la mèche qui jaillissait de son front bombé. Il avait même, en conversation, un esprit étincelant, mais d'autant plus curieux qu'il débitait ses saillies les plus plaisantes d'un air niais. D'ailleurs toujours correct, et avec cela d'une naïveté extraordinaire. On eût dit que la nature avait mis dans les mains d'un enfant le fouet le plus redoutable du génie satirique.

Ce fils de légitimiste était alors un républicain intraitable. Ses chroniques du *Figaro* exaspéraient le Gouvernement. La presse était encore à la merci du bon plaisir gouvernemental. On mit en demeure le *Figaro* de se défaire de Rochefort. Mais, aussitôt après, le pouvoir se désarmait et restituait le droit de fonder des journaux nouveaux. Villemessant en fonda un, d'un genre nouveau, pour Rochefort seul : une petite brochure hebdomadaire d'une trentaine de pages qu'on appela la *Lanterne*.

L'effet de la *Lanterne* fut foudroyant : jamais, peut-être, il n'y en eut un tel avant ; jamais non plus il n'y en eut de comparable après. Le talent du pamphlétaire y était sans doute pour beaucoup, mais l'état moral du public y était pour plus encore. Il semblait qu'on se vengeât de longues années de compression en bâtonnant l'Empire : tout, contre lui, était bon, depuis l'injure jusqu'au calembour. La *Lanterne* était lue partout ; nulle défense possible : on riait à gorge déployée. L'impression de gaieté était si forte, que ceux qu'on accablait avaient peine à ne point rire aussi. Tout l'édifice impérial semblait s'effondrer dans un immense éclat de rire.

Cela dura deux ou trois mois, puis l'Empire se décida à poursuivre Rochefort. Frappé de deux condamnations, il se réfugia à Bruxelles, où il continua à publier sa *Lanterne*. Mais, gâté



(Photo Braun.)

Maréchal Niel.

par la liberté dont il jouissait, il la fit plus grossièrement insultante, et par suite fort inférieure. Cela n'empêchait pas ses pamphlets d'entrer par ballots en France malgré la police impériale, et de s'y répandre par milliers.

Dans les dernières années de la législature, il avait fallu se préoccuper de la nouvelle situation de l'Europe et reconstituer nos forces militaires plus désorganisées par l'expédition du Mexique qu'on ne voulait l'avouer. Napoléon fit un choix heureux : en 1867, il confiait le ministère de la Guerre au maréchal Niel. On a vu Niel en Crimée et en Italie; son rôle dans les deux expéditions avait été celui de notre meilleur homme de guerre. Il avait des idées larges et hardies en matière militaire, la haine des sottes routines qui compromettaient la force de notre armée, un sérieux esprit de réforme. Il fit beaucoup de bien dans son court passage au ministère (il mourut au bout de deux ans). Mais on en défit après la majeure partie.

On a fort essayé d'accréditer une légende d'après laquelle, si le Gouvernement impérial avait pu réaliser les réformes qu'il préconisait, Niel aurait rendu notre armée assez forte pour résister victorieusement aux Prussiens; mais, ajoute-t-on, l'opposition fit échouer ses projets, et c'est elle qui est responsable de nos désastres.

Il est aisé de détruire une thèse aussi manifestement absurde. L'opposition, même accrue des forces nouvelles qu'elle reçut en 1863 et dans les années suivantes, ne formait qu'une petite minorité. Alors même qu'on y ajouterait les membres de la majorité passés au tiers parti, on n'arriverait guère qu'à soixante-dix voix sur plus de deux cents, et ces derniers n'auraient pas suivi la gauche contre le ministre de la Guerre : comment donc une minorité, forcément battue dans tous les votes, aurait-elle empêché le Gouvernement de prendre les mesures nécessaires à la défense nationale, alors même qu'elle l'aurait voulu?

La vérité est que rien de ce que Niel proposait ne fut refusé par la Chambre; son projet principal, celui de la garde mobile, fut voté par elle, et si, après l'avoir fait adopter, on ne fit rien pour l'appliquer, ce n'est assurément pas à l'opposition qu'on peut s'en prendre.

Niel ne songea pas un instant à la seule réforme qui eût pu nous donner des forces égales à celles de l'Allemagne. Il s'arrêta à une conception bâtarde, la formation d'une « garde mobile » composée de la jeunesse qui n'était pas prise par le service militaire, et qu'on aurait enrégimentée et habituée au maniement des armes. Il faut ajouter, pour être complet, que la majorité elle-même était hostile au développement de nos forces de combat. Elle sentait quelle arme populaire l'opposition pouvait trouver contre elle, dans ses propositions d'allègement des charges militaires. Elle résistait sourdement aux gros armements. Peut-on s'en étonner après avoir vu nos soldats jetés dans de si folles aventures? Et, s'il faut chercher la responsabilité de cet état d'esprit, ne retombe-t-elle pas tout entière sur la politique impériale?

IX. — L'Empire libéral.

L'Empire était désarmé quand vint l'heure des élections de 1869. Il était assailli par une presse où les journaux favorables à sa cause ne comptaient pour ainsi dire plus. Quelque temps avant le vote, paraissait le journal de Victor Hugo, le *Rappel*. C'était en quelque sorte l'*Événement* de la seconde République ressuscité. Pas plus que pour l'*Événement*, Victor Hugo n'y prenait la plume de journaliste. Mais on sait que son inspiration était là. Avec ses fils, avec ses fidèles disciples, Vacquerie et Meurice, la rédaction comprenait Henri Rochefort et un autre écrivain qui débutait alors, non moins agressif, avec une fantaisie plus affinée et plus littéraire, Édouard Lockroy. Parfois, les plus illustres, comme Michelet ou George Sand, donnaient quelques belles pages au *Rappel*. Son succès fut prodigieux : c'était le combat à mort, avec une gaîté étincelante.

Les élections furent écrasantes pour le régime du 2 Décembre. Malgré la candidature officielle, aussi violente, aussi impudente que jamais et toute-puissante encore dans la plus grande partie des campagnes, l'opposition, sur un peu plus de sept millions de suffrages, en obtenait plus de trois millions. Il était évident que la majorité gouvernementale ne survivrait pas à une nouvelle consultation.

Deux éléments bien différents avaient mis en échec le régime du 2 Décembre. Le « tiers parti » avait obtenu un avantage décisif. C'était, on le sait, le parti qui, tout en acceptant l'Empire, voulait qu'il renonçât à la dictature et se fit parlementaire. Formé d'anciens candidats officiels qui avaient fait défection, des opposants les plus modérés et de renégats de la République, comme Ollivier et Darimon, il était maintenant en force pour obliger à compter avec lui.

De son côté, l'opposition républicaine sortait du vote considérablement accrue. Elle gagnait un terrain énorme en province. De tous côtés, la démocratie s'était réveillée. Si Jules Favre échouait à Aix, si à Arles on volait par la fraude l'élection de mon père, Ernest Picard était élu à Montpellier. Les libéraux du royalisme, qu'on a vus s'allier aux républicains de 1863, commençaient à se dégoûter de cette alliance dont ils ne profitaient guère. Les foules libérées de l'influence de l'Empire passaient directement à la République, même dans le Midi qu'on croyait profondément légitimiste.

La gauche ne gagnait pas seulement en nombre : elle s'accroissait et les opinions les plus avancées y remportaient des victoires. A Paris, le proscrit Bancel battait Émile Ollivier dans la circonscription que celui-ci représentait depuis si longtemps ; le « spectre du 2 Décembre », rallié à l'Empire, tombait sous les huées, et il était obligé d'aller chercher, avec l'appui officiel, des électeurs dans les campagnes du Var. Gambetta représentait une opposition plus vigoureuse et plus audacieuse que celle qu'on avait vue à l'œuvre ; la jeunesse voyait en lui son homme d'État qui allait apporter sur les bancs du Corps législatif une manière nouvelle. Il s'intitulait l'Irréconciliable et signait un programme impératif où étaient inscrites les revendications les plus hardies. A Paris, il était élu contre Carnot, jugé trop tiède et trop silencieux ; à Marseille, on le préférait à Thiers, et il entra au Palais Bourbon, d'emblée, avec une double élection. Des choix plus avancés encore révélaient le mouvement qui se produisait dans les masses. Le vieux socialiste Raspail était élu deux fois. Lyon le préférait à Jules Favre. Gambetta ayant opté pour Marseille, Belleville le remplaçait par Rochefort. Au reste, des hommes fort modérés accentuaient leur note. Jules Simon se déclarait hautement et résolument radical, dans une préface sensationnelle. Jules Ferry, qui remplaçait Guérault, suspect de complaisance pour le bonapartisme, arborait le programme des « destructions nécessaires », notamment celle du Concordat.



Émile Ollivier, premier ministre.
D'après une photographie.

Des troubles, des manifestations bruyantes suivirent les élections. L'Empire crut maladroïtement effrayer l'opinion par le spectacle de gros désordres. De faux émeutiers, recrutés par la police et reconnaissables aux blouses blanches qui leur servaient d'uniforme, vinrent tous les soirs, à la même heure, élever d'inoffensives barricades sur les boulevards ; après quoi on les dispersait. L'opinion, même chez les plus timides bourgeois, était peu disposée aux paniques, surtout pour de telles comédies. On venait, du balcon des cafés, assister, comme à un spectacle, à la construction de ces barricades policières ; on s'en amusait, plus d'un peut-être avec le secret désir d'en construire pour de bon.

Les vacances qui suivirent furent marquées par un événement mémorable : l'Égypte inaugurait l'ouverture du canal de l'isthme de Suez, qui ouvrait aux navires d'Europe une route rapide et facile vers l'Extrême-Orient. C'était une cause française ; nos Saint-Simoniens en avaient depuis longtemps lancé l'idée ; un Français, Ferdinand de Lesseps, en avait dirigé l'entreprise avec une rare énergie, malgré l'opposition de l'Angleterre. Le vice-roi d'Égypte, le « khédive », comme on l'appelait, dépensa un gros chiffre de millions dans les fêtes somptueuses données pour l'inauguration à laquelle l'impératrice Eugénie vint assister.

Après les élections, le régime du 2 Décembre ne pouvait plus se perpétuer. Rouher donna sa démission : le règne du vice-empereur était terminé. On ménagea la transition par un ministère



Napoléon III et son fils.

les farces énormes, mais depuis quelque temps se rangeant et fiancé. Par quel accès de folle brutalité Pierre Bonaparte fut-il conduit à décharger son revolver sur les deux témoins ? Il a expliqué les choses de façon peu vraisemblable. Ce qui est certain, c'est que, tandis qu'Ulric de Fonvielle lui échappait, Victor Noir était tué (10 janvier).

On devine quel fut, dans tout Paris, le mouvement d'indignation. Le surlendemain, on célébrait à Neuilly les obsèques de la victime. Une foule immense encombra les boulevards et les rues autour de la maison mortuaire. Puis on revint sur Paris par la large avenue des Champs-Élysées. Une armée populaire de plus de cent mille hommes marchait..... où ? Rien n'était résolu. Mais elle avait l'idée qu'elle marchait sur les Tuileries. Rochefort, en fiacre, était en tête. Des troupes étaient massées tout autour ; mais quand, dans les mouvements parisiens, la grande vague de fond est lancée, elle peut emporter tous les obstacles. Au dernier moment, Rochefort recula : il donna à la foule le conseil et le signal de la dispersion.

Il fallait bien mettre Pierre Bonaparte en accusation. On le traduisit au mois de mars devant le tribunal d'exception créé pour le procès, la « Haute Cour » de Tours, où le jury était formé de conseillers généraux. Les débats furent accablants, mais la Haute Cour acquitta. Double motif de colère pour l'opinion. Tandis que l'assassin de Victor Noir était remis en liberté, Rochefort était sous les verrous. Il avait été condamné à six mois de prison le 22 janvier. Singulière justice distributive.

Ce drame sanglant inaugurait mal l'« Empire libéral ». Qu'était-ce en réalité que le nouveau Gouvernement ? Rien qu'une sorte d'évolution orléaniste de l'Empire. Libéral, le régime l'était à la façon de Guizot, auquel Émile Ollivier rendait hommage, ou de la droite de l'Assemblée après 1849. Mêmes hommes, mêmes idées et mêmes tendances. La bourgeoisie, qui avait eu tous les privilèges sous le régime censitaire, jetée depuis dans l'opposition par la dictature du coup d'État, se ralliait en grande majorité. Les « libéraux » du faubourg Saint-Germain, ceux

insignifiant pendant quelques semaines. Puis, le 2 janvier, Émile Ollivier fut appelé au pouvoir : il inaugurerait ce qu'on appelait l'Empire libéral.

Il l'inaugura dans des conditions particulièrement malheureuses. Quelques jours après son entrée au pouvoir, un membre de la famille impériale commettait un assassinat. Pierre Bonaparte n'avait, il est vrai, pas de rang officiel aux Tuileries, mais il était neveu du premier Empereur. Il se crut appelé à venger violemment sa mémoire, à l'occasion d'articles parus dans un journal corse, la *Revanche*, dirigé par Paschal Grousset, et dans la *Marseillaise*, le journal que Rochefort avait fondé aussitôt après avoir été élu député. Il avait provoqué Rochefort en duel, tandis qu'il était lui-même provoqué par Paschal Grousset. Ce dernier avait envoyé chez lui, comme témoins, Ulric de Fonvielle et Victor Noir. C'était un caractère sympathique entre tous que ce dernier, colosse de vingt-deux ans à la voix de stentor, qui, sans aucune éducation première, mais avec une précoce intelligence du journalisme, s'était fait avant l'âge une place dans la presse parisienne : bon vivant, joyeux camarade, aimant



Impératrice Eugénie.

mêmes qui le 2 Décembre, à la mairie de la rue de Grenelle, avaient mis Louis Bonaparte hors la loi, venaient lui faire leur cour aux réceptions des Tuileries; ce qui faisait dire plus tard à Gambetta qu'ils avaient mis dix-huit ans à aller d'une certaine mairie à un certain palais. Rien ne manquait à cette sorte de résurrection de la monarchie bourgeoise que les princes d'Orléans à qui il fut question de rouvrir les portes de la France. A certains égards, l'Empire dit libéral fut plus réactionnaire que l'autre. Napoléon mêlait parfois à ses conceptions de despotisme des vellétés démocratiques et des intentions de réforme. Qu'Émile Ollivier eût tout d'abord frappé Haussmann, on le comprend sans peine. S'il y avait de bons côtés dans ses entreprises, les mauvais étaient condamnés par toute l'opposition; il devait disparaître. Mais il est fâcheux de constater qu'un des premiers soins de l'Empire dit libéral fut d'écarter Victor Duruy. On a vu Niel à la Guerre essayer des réformes sérieuses; Chasseloup-Laubat avait été un de nos meilleurs ministres



Jugement de Pierre Bonaparte.

D'après une photographie directe.

de la Marine, ami du progrès, sachant tenir tête à la vieille Amiraute. Niel était mort, mais, avec le maréchal Lebœuf et l'amiral Rigault de Genouilly, les routines entêtées et l'esprit fermé des vieux états-majors reprenaient toute leur puissance. Surtout, l'Empire libéral était plus clérical que l'Empire autoritaire dans ses dernières années. Celui-ci avait toujours soutenu contre la domination croissante des jésuites, maîtres au Vatican, l'antique esprit gallican et, jusqu'à un certain point, les idées modernes. L'Empire dit libéral était à genoux devant le Saint-Père. On le verra quand, en 1870, Pie IX imposera au Concile de Rome tout le programme de Gesu et fera proclamer son infaillibilité dans des conditions qui annuleront l'Église, dorénavant soumise sans conditions au demi-dieu du Vatican. Il y aura des révoltes et des scissions dans les personnalités les plus considérables du clergé étranger; et en France, même parmi les évêques, bien des protestations qui, pour rester sourdes, n'en seront pas moins notoires.

Émile Ollivier n'était au pouvoir que depuis quelques mois, qu'il se laissait imposer un démenti violent à ses doctrines parlementaires : un nouveau plébiscite.

Le prétexte était de faire approuver par le suffrage universel le sénatus-consulte qui modifiait la constitution du 2 décembre, pour l'accommoder au libéralisme, si médiocre, du nouveau régime. Le prétexte ne devait tromper personne. Si on l'avait pris au sérieux, seuls, en bonne logique, les partisans intraitables de l'ancienne dictature militaire auraient dû voter Non. Mais tout le monde comprenait que c'était l'Empire qui était mis aux voix. Les amis et adversaires de sa transformation pseudo-libérale allaient mêler leurs bulletins approbateurs, contre les ennemis irréconciliables de la dynastie. Dans ces conditions, le plébiscite devenait une affirmation du pouvoir personnel de Napoléon, une diminution de l'autorité naissante des élus du pays et du nouveau principe parlementaire. Cela était si clair, que les trois ministres les plus attachés à ce principe, Buffet, Daru et le marquis de Talhouet, rompirent avec Émile Ollivier et donnèrent leur démission.

Il fallait faire voter d'abord par le Corps législatif la loi qui autorisait le plébiscite. Ce fut l'occasion d'une très belle discussion, où Gambetta obtint un triomphe éclatant. Il traça, à ce sujet, du Gouvernement par le suffrage universel, un tableau aussi remarquable par l'originalité, la puissance et la hauteur de la pensée que par la force du mouvement oratoire. Il avait savamment préparé son public, s'était concilié par sa séduction et ses rapides camaraderies les ultra-bonapartistes du Parlement, et avait su faire applaudir, même par eux, une thèse très républicaine, mais qui, exaltant la souveraineté nationale, semblait pouvoir s'accommoder avec les principes étalés par l'Empire. La jeunesse, après ce discours, organisa un grand banquet pour celui qu'elle considérait de plus en plus comme son orateur et comme son homme d'État.

Le Gouvernement, à la veille du plébiscite, avait essayé d'effrayer le pays par la révélation d'un complot, qu'on soupçonna fort d'être organisé par la police. Il eut 7.350.000 Oui contre 1.530.000 Non. C'était, en apparence, une victoire signalée; elle découragea ou fit fléchir une partie de l'opposition. Autour de l'Empereur on ne s'y trompa pas : on comprit combien le résultat au fond était menaçant pour la dynastie.

L'Empire s'était bien mis aux voix, mais dans quelles conditions ? Y avait-il là un vote sérieux ? Et les électeurs avaient-ils le choix entre un autre gouvernement et lui ? Non : on savait bien qu'il n'abdiquerait en aucun cas, et qu'une démonstration contre lui serait une démonstration platonique. Seuls, ses ennemis intraitables pouvaient voter Non, sachant qu'ils émettaient un vote sans efficacité et sans lendemain, pour le plaisir de lui manifester leur haine. Il y en avait plus de 1.500.000 dans toute la France ! Les autres étaient presque cinq fois plus nombreux : mais, dans leur chiffre, outre les troupeaux d'électeurs ruraux, que leurs bergers officiels menaient aux urnes, combien de flottants aux sympathies peu solides ! En face d'eux se serrait une armée de 1.500.000 ennemis résolus, groupés dans ces centres dont la pensée et l'action rayonnaient sur l'ensemble du pays. Qu'il vînt un malheur, une crise, un échec, est-ce qu'ils n'entraîneraient pas les foules ? Une autre considération avait effrayé le Gouvernement : il avait fait voter pour le plébiscite les soldats dans les casernes, où il croyait les tenir solidement, sous la surveillance et l'autorité des chefs. Le nombre des votes d'opposition avait, là, dépassé toutes prévisions. L'Empire voyait jusqu'à l'armée lui échapper.

Napoléon vieillissait ; il était malade ; il pouvait disparaître d'un jour à l'autre. Laisserait-on le pouvoir passer paisiblement à son fils dans un pays où les ennemis du pouvoir étaient si forts ?

L'Empire ne pouvait être consolidé et garanti contre tous les périls que par une guerre victorieuse. Il ne paraît pas douteux que, dès le lendemain du plébiscite, la guerre fut décidée. C'était surtout l'Impératrice qui y poussait avec sa tendresse maternelle. Il la lui fallait pour assurer l'héritage de son fils. On sait que peu après, quand le conflit éclata, elle disait : « C'est ma guerre. » L'Empereur résistait plutôt. Même au milieu de ses victoires d'Italie, il avait montré une profonde répugnance pour les hasards des combats. Depuis, plus de dix ans avaient passé : sa santé était plus que compromise ; il ne se sentait plus les forces nécessaires pour affronter les fatigues d'une guerre et ne pouvait pas se résigner à en être absent. Il avait peine à monter à cheval et n'y restait pas sans souffrances. Mais il était époux et père : ses répugnances devaient céder. Ce qu'on ne peut pas comprendre, c'est le rôle d'Émile Ollivier. La guerre était sa perte certaine. Vaincu, il tombait du pouvoir écrasé sous de formidables responsabilités, et la victoire renversait toute sa politique. Les partisans impuissants du despotisme militaire n'attendaient que des succès au

dehors pour relever le pouvoir personnel, rétablir l'Empire des premiers jours et rentrer eux-mêmes au Gouvernement. Mais il y avait si peu de pensée et de bon sens politique au fond de cet orateur mélodieux, aveuglé par sa phénoménale infatuation, qu'on le verra sans une lueur de conscience se jeter et jeter son pays dans l'abîme.

On voulait encore plus résolument la guerre de l'autre côté. Pour Bismarck, la première opération était l'écrasement de l'Autriche, la seconde, et la meilleure, l'écrasement pire de la France. A vrai dire, depuis Sadowa on se méfiait des deux côtés de la frontière; on avait, de part et d'autre, l'arrière-pensée de trancher par un duel à mort la question de la suprématie militaire en Europe. On s'était déjà heurté. Après la campagne prussienne de 1866, Napoléon semble avoir songé à annexer le Luxembourg. Probablement, Bismarck, dans les entretiens secrets qu'il avait eus avec lui pour s'assurer de l'inaction de la France, lui avait laissé l'illusion qu'il permettrait à la France de s'en emparer. On était résolu à le lui interdire, et peu s'en fallut qu'on ne se battît dès lors. On avait arrangé les choses en 1867. Le Luxembourg avait été neutralisé, et la Prusse avait évacué la forteresse, qui avait été démantelée : mais ce n'était que partie remise.

En 1870, Bismarck jugea que l'heure était venue : il porta à la France un défi intolérable. L'Espagne venait de traverser une révolution qui avait chassé la reine Isabelle, devenue odieuse à toute la nation. Le pouvoir était tombé aux mains du général Prim, qui ne voulait à aucun prix faire de son pays une république et cherchait un roi dans les familles souveraines d'Europe. Bismarck, sous main, l'amena à porter son choix sur un Hohenzollern. La famille des rois de Prusse avait une branche qui possédait encore le domaine d'où la famille tirait son origine. C'est à un prince de cette branche que Prim proposait de donner le trône d'Espagne. Il était trop clair que la France ne pouvait pas se résigner à voir la dynastie prussienne régner sur deux de ses frontières, la puissante et menaçante mo-

narchie militaire de l'Allemagne du Nord prendre pied de l'autre côté des Pyrénées, et notre pays se trouver entouré d'ennemis au sud-ouest comme à l'est. Le Gouvernement impérial déclara qu'il n'accepterait à aucun prix un Hohenzollern à Madrid. L'Europe lui donna raison; Bismarck dut reculer; la candidature des Hohenzollern disparut, retirée par la fameuse dépêche du « père Antoine », le père du prétendant.

On poussa un soupir de soulagement. On s'était cru à la veille d'une guerre : maintenant, c'était la paix. Mais cette paix ne faisait pas plus l'affaire des Tuileries que celle de Bismarck. On chercha des deux côtés à faire renaître le conflit, la Prusse assez habilement pour rejeter toute la responsabilité sur la France. Que se passa-t-il alors ? Depuis, tous les acteurs de cet imbroglio ont fourni des explications qui n'expliquaient pas grand'chose, sauf Bismarck, qui, avec sa cynique brutalité, a raconté, en s'en vantant, ce qu'un autre eût probablement cherché à cacher. Résumons en quelques mots ce qui résulte de ces témoignages et de ces aveux.

Tandis que toute l'Europe se félicitait de voir que satisfaction était donnée à la France et que la menace d'un conflit sanglant était conjurée, la cour des Tuileries faisait naître de nouvelles complications. Il ne lui suffisait pas que la candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne



Napoléon devient vieux.

fût écartée. Le roi de Prusse n'avait paru ni dans la candidature ni dans son retrait. On exigeait qu'il intervînt, défendît personnellement à son parent toute prétention à la couronne que celui-ci avait abandonnée, et s'engageât à l'empêcher de la solliciter à nouveau. C'était lui demander, sans nécessité d'aucune sorte, le recul de sa diplomatie et de faire une sorte d'amende honorable; fort inutilement, puisqu'il était manifestement impossible de ressusciter une candidature tombée sous l'opposition de toutes les puissances, et que, plus tard, en effet, on n'y songea même pas après la défaite de la France. L'ordre fut donné de Paris de relancer, de harceler le roi Guillaume, jusqu'à ce qu'il se soumit aux exigences des Tuileries. Il commença par déclarer qu'il ne céderait pas. Puis, comme on revenait à la charge, refusa d'engager toute conversation nouvelle sur ce point.

Il semble que notre ambassadeur, Benedetti, avec lequel le vieux Roi avait toujours eu d'excellentes relations, et qui n'était point un agressif, se sentait fort embarrassé du singulier rôle qu'on lui faisait jouer et de l'espèce de persécution qu'on le contraignait à faire subir au souverain auprès duquel il était accrédité. Il fut très positivement et très nettement éconduit, mais sans aucun procédé injurieux, il l'a depuis attesté lui-même; et d'ailleurs, autant les rudesses et les brutalités voulues étaient dans le caractère de Bismarck, autant Guillaume en était incapable.



(Photo Braun.)
Benedetti.

Bismarck avait compris sans peine qu'aux Tuileries on ne cherchait qu'une occasion : il la fournit. Il déjeunait avec les deux organisateurs des guerres prussiennes, Moltke et Roon. Comme toujours en pareil cas, de Moltke était accablé de voir la guerre de France lui échapper. « Êtes-vous sûrs d'être prêts ? » demanda Bismarck. Et comme les deux chefs militaires lui assuraient qu'ils étaient certains de la victoire, il rédigea tout de suite une dépêche qu'il allait faire publier par toute la presse officielle, d'où il semblait résulter que l'ambassadeur de France avait été repoussé par Guillaume d'une façon injurieuse, qui était une insulte pour notre pays.

C'était un mensonge calculé, et c'est un trait significatif du caractère de cet homme d'État qu'il s'en soit vanté après coup. On retrouve, dans le besoin qu'il éprouva de faire connaître sa duplicité, la cynique absence de scrupules qu'il associait bizarrement à un grand étalage de dévotion, car il affectait de prétendre qu'en politique il ne songeait qu'à obéir aux volontés du ciel. Ce honteux stratagème autorise

à dire qu'il a voulu la guerre et l'a déchaînée de parti pris par une révoltante altération de la vérité. Mais peut-on en conclure, comme on a essayé de le faire, que cet acte l'en fait le seul auteur et supprime ou diminue la responsabilité des Tuileries ? Évidemment non. La dépêche n'avait rien d'officiel; elle ne pouvait pas constituer ce qu'on appelle un *casus belli*; une information des journaux, même officielle, — et on a quelque raison de lui attribuer une inspiration gouvernementale — qui ne suffit pas pour mettre aux prises deux grandes nations. Il a été depuis établi par tous les témoignages que l'insulte qu'on prétendait avoir été dirigée contre notre pays n'avait jamais existé. Le Gouvernement français pouvait d'autant moins s'y tromper qu'il savait directement la vérité par les dépêches de son ambassadeur. Ce que Bismarck fournissait à la France, ce n'était point un motif de rupture, c'était seulement un prétexte. Mais il connaissait assez l'état d'esprit des Tuileries pour être certain que le prétexte serait saisi.

Il le fut, en effet. Le Gouvernement déclara que la France avait reçu une insulte qu'il fallait laver dans le sang. Il fallait l'assentiment du Corps législatif. On nomma, pour décider de la question de guerre, une commission dont l'opposition fut naturellement exclue. Comment justifier un appel aux armes ? La dépêche officielle dont j'ai parlé ne suffisait assurément pas. Le Gouvernement prétendait qu'il montrerait à la Commission des pièces décisives, qu'il refusait de montrer

à toute la Chambre. Ces pièces, la Commission affirma qu'elle les avait vues; non seulement le rapporteur le déclarait formellement, mais des membres isolés confirmaient bruyamment ses déclarations; aucun autre membre ne les contestait. Depuis, la lumière s'est faite; des enquêtes officielles ont eu lieu; il a fallu dire toute la vérité : la Commission n'avait rien vu. Aucun autre document n'existait pour justifier la guerre que celui que tout le monde avait connu. La Commission tout entière mentait; pas un de ses membres n'eut le courage de dire un mot de la vérité, et la guerre fut déclarée.

Elle le fut malgré toute l'opposition. Thiers fut le plus énergique. Mieux que personne il voyait à quels désastres l'on courait. Plus d'un, même dans les ennemis déclarés de l'Empire, croyait à la victoire de nos armées. Thiers était informé à merveille. Après sa longue étude des choses militaires, il savait ce qu'étaient nos armées et ce qu'étaient celles de l'Allemagne. Ce vieillard, qui semblait avoir passé l'âge des luttes audacieuses et qui était fort respecté, même dans le monde gouvernemental, devant lequel, depuis l'Empire libéral, il n'avait jamais pris une



Rigault de Genouilly. De Gramont. Chevandier Louvet. Pichon. De Parieu.
Segris. Mége. Lebœuf. Vaillant. de Valdrome. É. Ollivier.
Napoléon III. Richard.

Le ministère du 2 janvier 1870 qui a déclaré la guerre à la Prusse.

(D'après une photographie directe.)

attitude d'ennemi, n'hésita pas à s'exposer aux huées par l'énergie indomptable de ses protestations. Lui, toujours patriote jusqu'au chauvinisme, il se fit insulter comme le pire adversaire des idées de patriotisme. Il attira intrépidement sur sa tête blanche toutes les colères.

On avait organisé pour la guerre un faux mouvement d'opinion. La coterie élégante des Tuileries qui entourait l'Impératrice était intraitable. Et tel journaliste ultra-bonapartiste ayant publié un article pacifique était insulté sur les boulevards. Un des hommes qui, depuis les derniers temps de Louis-Philippe, exerçait la plus grande influence sur l'opinion, homme versatile, soutenant tour à tour les causes les plus opposées, sans convictions et sans conscience, mais ayant le génie du journalisme et terrible contre toutes les idées qu'il combattait, Émile de Girardin, qui tant de fois fut étrangement funeste à son pays, soufflait l'esprit de guerre avec rage et se déchaînait contre tous ceux qui essayaient d'arrêter leur pays sur la pente de sa perte. La police s'en mêlait, et les émeutiers à sa solde, qu'on voyait peu avant en blouses blanches construire des barricades officielles, couraient en bandes les rues de Paris en criant : « A Berlin », et en injuriant Thiers.

Quelques-uns ont pris ces démonstrations au sérieux et prétendu que Napoléon avait été poussé à la guerre par l'opinion publique. Il ne pouvait pas s'y tromper. Nous avons retrouvé

plus tard dans ses papiers les rapports que lui adressaient alors ses préfets. Tous lui disaient que le pays était absolument opposé aux sanglantes aventures où l'on courait. Si cela était vrai, même des provinces et des populations rurales, combien les masses ouvrières des grandes villes devaient détester plus encore les résolutions belliqueuses du Gouvernement ! Même au Corps législatif, on était désolé de la guerre, et Thiers a souvent témoigné que les mêmes députés qui la votaient en séance l'entouraient dans les couloirs pour l'adjurer de l'empêcher ! Le mot prêté à l'Impératrice restait le seul vrai : c'était « sa guerre », en effet. Et Émile Ollivier follement l'avait fait déclarer.

Pour toute l'Europe, c'était la France qui attaquait, et qui attaquait sans motifs sérieux. Les sympathies sur lesquelles on croyait pouvoir compter se refroidirent et s'écartèrent : non seulement celles de l'Italie, à cause de la question romaine, mais aussi celles de l'Autriche, ennemie naturelle de la Prusse. Tous nous jugeaient responsables du conflit sanglant qui allait désoler le monde civilisé. Bismarck profitait des moyens qu'il tenait en réserve pour rendre notre gouvernement odieux. On sait que, dans ses relations avec Napoléon, jouant en bon ministre son rôle de tentateur, il lui avait laissé entrevoir toutes sortes de conquêtes et d'agrandissements pour s'assurer sa complaisance : peut-être même la rive gauche du Rhin, probablement le Luxembourg et la Belgique. Il n'avait jamais voulu les lui accorder ; mais on avait été assez sot pour lui laisser en mains des papiers secrets attestant les convoitises de l'Empire. Il les publia à la veille du conflit, et tourna plus encore l'opinion contre nous.

Cependant, on essayait de

susciter, pour cette guerre fatale, un mouvement de patriotisme. On ne permettait pas seulement de chanter, on faisait brailler par des policiers nos hymnes révolutionnaires, la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*, et, dans les bals publics, les souteneurs et les filles dansaient leurs quadrilles sur les chants défigurés et prostitués des héroïques victoires de quatre-vingt-treize.

X. — Les grands désastres.

Le ministre de la Guerre, le maréchal Lebœuf, à qui l'on avait demandé à la Chambre si l'on était prêt pour la guerre, avait répondu, avec quelque fanfaronnade : « Il ne manque pas

Proclamation

DE

L'EMPEREUR

A L'ARMÉE.

SOLDATS.

Je viens me mettre à votre tête pour défendre l'honneur et le sol de la Patrie

Vous allez combattre une des meilleures armées de l'Europe ; mais d'autres, qui valaient autant qu'elle, n'ont pu résister à votre bravoure. Il en sera de même aujourd'hui.

La guerre qui commence sera longue et pénible, car elle aura pour théâtre des lieux hérissés d'obstacles et de forteresses ; mais rien n'est au-dessus des efforts persévérants des soldats d'Afrique, de Crimée, de Chine, d'Italie et du Mexique. Vous prouverez une fois de plus ce que peut une armée française animée du sentiment du devoir, maintenue par la discipline, enflammée par l'amour de la Patrie.

Quel que soit le chemin que nous prenions hors de nos frontières, nous y trouverons les traces glorieuses de nos pères. Nous nous montrerons dignes d'eux.

La France entière vous suit de ses vœux ardents et l'univers a les yeux sur vous. De nos succès dépend le sort de la liberté et de la civilisation.

Soldats, que chacun fasse son devoir, et le Dieu des armées sera avec nous !

Au Quartier impérial de Metz, le 28 juillet 1870.

NAPOLÉON.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — Juillet 1870.

un bouton de guêtre ! » Le fait est qu'on n'était pas plus prêt qu'on ne l'avait été pour la guerre de Crimée et pour la guerre d'Italie ; et, cette fois, on n'avait plus devant soi le désordre égal des administrations russes et autrichiennes.

On allait attaquer une armée nationale, et par conséquent terrible par le nombre des combattants, avec une armée de métier, d'un chiffre bien plus restreint. Le vote du plébiscite avait fort imprudemment révélé à l'ennemi l'effectif des hommes présents sous les armes. Il était de 340.000. Il n'y en avait que 220.000 au début de la guerre. Pour les transporter à la frontière, nous n'avions guère qu'une grande ligne de chemin de fer. En Allemagne, l'État, maître de son réseau, avait fait de ses chemins de fer un instrument de combat, et sept lignes amenaient les troupes sur les champs de bataille.

Nous avions un fusil supérieur à celui des ennemis, le chassepot. Mais notre artillerie était encore d'un modèle suranné. La Prusse avait adopté le canon se chargeant par la culasse, qui portait beaucoup plus loin. Jamais on n'avait pu vaincre, pour en doter notre armée, la routine obstinée de notre sacro-saint comité d'artillerie.

Notre cavalerie, livrée aussi aux pires routines, était incapable de remplir son véritable objet. Une de ses principales missions, sinon la principale, dans les guerres modernes, est d'« éclairer » l'armée. Son rôle dans les batailles, si grand encore sous le premier Empire, avec ses charges impétueuses écrasant l'infanterie, est devenu plus que difficile devant la portée et le tir rapide des fusils. La cavalerie allemande avait été instruite à merveille de cette nouvelle mission de la cavalerie. Niel avait voulu y former la nôtre ; il l'avait voulu en vain. Le métier d'éclaireurs paraissait à ce corps aristocratique indigne de lui. Il lui fallait les brillantes chevauchées du champ de bataille.

Tandis que la Prusse mobilisait méthodiquement ses forces, on avait envoyé nos troupes à la frontière sans les compléter. Les absents rejoignaient leur corps comme ils pouvaient. Ce fut un désordre indescriptible. Les gares étaient encombrées d'isolés cherchant leur régiment, sans cesse renvoyés d'un point à l'autre, dans un incroyable pêle-mêle. Tous les services administratifs donnaient le spectacle d'une confusion lamentable, l'intendance en tête, dont l'incapacité, bien vite connue, souleva de véritables huées dans toute la France.

On n'en parlait pas moins avec une confiance absolue. Il fallait voir Metz dans les derniers jours qui précédaient les premiers combats. Les sabres traînaient à grand bruit sur les trottoirs ; les états-majors empanachés remplissaient les rues du bruit de leur cavalcade ; un jour, c'était l'arrivée de Napoléon en calèche ; un autre jour, l'entrée des mitrailleuses, enveloppées et cachées de housses sombres, sous lesquelles on croyait deviner de formidables engins de mort. Partout étincelaient les ors des uniformes. On avait le langage haut et menaçant. Il semblait qu'on allât tout fracasser. Hélas ! on devait bien vite déchanter !

L'armée avait été maladroitement divisée en sept corps d'armée, sous Mac-Mahon, Frossard, Bazaine, Ladmirault, Faily, Canrobert et Félix Douay, sans compter la Garde impériale. Funeste émiettement de nos forces, qui n'avaient ainsi d'unité dans la direction que par l'autorité incertaine de Napoléon, incompetent, faible et malade. Les divisions et les jalousies qui poussaient odieusement les généraux de la même armée à se desservir et à se trahir allaient être surexcitées par le morcellement du commandement.

Le premier fait de guerre fut une attaque des Français sur la ville allemande de Sarrebruck, à la lisière de la frontière. C'était une idée de Napoléon, dont les chefs de guerre parlaient assez



(Photo Pierre Petit.)
Lebœuf.

dédaigneusement et qu'ils n'exécutèrent que par ordre. Sarrebruck fut à peine défendu, et occupé sans difficultés. Il ne nous en coûta que dix morts et une trentaine de blessés. L'Empereur avait voulu assister à cette petite affaire avec son fils. Il annonça pompeusement à toute la France que le prince impérial y avait reçu « le baptême du feu », ce qui fit sourire le public. L'idée n'était pas si absurde. L'occupation de Sarrebruck pouvait sérieusement gêner la concentration des ennemis de ce côté, et surtout préserver les nôtres d'une surprise. Mais la ville, occupée le 2 août, fut évacuée le 5. Le lendemain, une des armées ennemies allait y déboucher à l'improviste.

De Moltke avait groupé ses forces en deux puissantes armées : l'une marchant sur l'Alsace, l'autre sur Metz et la Lorraine. Celle d'Alsace franchit la frontière dès le 4, et le premier combat eut lieu à Wissembourg.

De ce côté, la frontière septentrionale de l'Alsace est formée par la rivière la Lauter, qui vient de s'échapper d'une région de petites montagnes et court se joindre au Rhin.

Le général Abel Douay, frère du commandant de corps d'armée, occupait Wissembourg avec



Prisonniers prussiens.
(Bibliothèque nationale.)

quelques milliers d'hommes, 7.000 au plus. Naturellement, il ignorait absolument les mouvements de l'ennemi, selon les habitudes des armées impériales. Mais il y avait à Wissembourg un civil, le sous-préfet, qui s'informait et annonçait le danger. On lui fit sentir l'indiscrétion de ses alarmes, et on l'invita à se taire dans l'intérêt de son avancement. Pourtant, le 4 au matin, Douay envoya une forte reconnaissance de l'autre côté de la frontière. Elle venait de rentrer et d'annoncer qu'elle n'avait rien vu de menaçant, quand trois corps d'armée allemands, le V^e et le XI^e prus-

sien, le II^e bavarois, tombèrent sur la ville. Les Français firent une résistance acharnée, mais ils n'étaient qu'une poignée contre une armée. La ville même n'était pas défendable. Les portes furent enfoncées à coups de canon, et Wissembourg fut pris. Les vieilles « lignes » de Wissembourg, vestiges d'un autre âge à moitié effacés par le temps, n'offraient pas une protection sérieuse. On s'y fit tuer intrépidement : il fallut les abandonner. La lutte la plus âpre fut livrée sur la haute colline qui domine la ville. Il y avait là une sorte de château ou de ferme monumentale, le Geissberg, avec de solides bâtiments de brique et de pierre, dans le style Louis XIII. Les Français s'y étaient retranchés et y combattirent désespérément. Douay, blessé grièvement dans le combat, mourut près de là, dans la chambre d'une modeste maison rurale. Bientôt ce qui survivait dut abandonner la partie et battre en retraite. La France apprit que la campagne s'ouvrait par une victoire des Prussiens.

Le général Ducrot, avec toute sa division, était à côté et entendait le combat. Il ne porta pas secours à Douay.

On ne voulait pas croire à la défaite, et, dès le lendemain, le bruit se répandait que notre armée avait pris une sanglante revanche de son premier échec. Bruit absolument chimérique : il n'y avait pas eu de nouveau combat; mais deux jours après, le 6, les nôtres étaient accablés dans deux défaites décisives.

L'État-major français, dans ses travaux préparatoires pour une guerre éventuelle, avait

étudié un certain nombre de positions qui lui paraissaient particulièrement favorables pour y livrer combat. De ce nombre étaient celles de Reichshoffen en Alsace et de Forbach en Lorraine. C'est là que Mac-Mahon et Frossard se firent battre à plate couture le 6.

La position de Frœschwiller est formée par une rangée de collines, bordée à l'est par une jolie rivière, la Sauerbach. La rivière court au fond de la vallée, sous les arbres, dans une fraîche broderie de roseaux, de clématites et de reines des prés. D'assez larges prairies la séparent du pied des collines. Ça et là, de petits bois où se cachent les chevreuils. Sur les pentes, des vignes et les thyrses gracieux des houblonnières aux longues perches enguirlandées de feuilles bien découpées. De jolis villages, aux fenêtres décorées de fleurs, sont éparés sur les deux rives. Le village de Wœrth, reconnaissable à son clocher dont les faïences vertes brillent au soleil, y est placé à l'endroit où la grande route franchit la Sauerbach, pour monter de l'autre côté sur le plateau où se trouve Frœschwiller.

Chose curieuse, on ne voulait engager le combat le 6 ni du côté français ni du côté allemand. Mac-Mahon avait décidé d'attendre le lendemain 7 août, et appelait des renforts pour attaquer l'ennemi ce jour-là. Le prince royal de Prusse avait fixé le même jour pour livrer bataille et, quand il apprit que les siens attaquaient, envoya l'ordre de cesser. Mais les généraux allemands avaient des habitudes de large initiative. Ils avaient commencé la lutte sans ordres. Elle se continua, et, à 1 heure de l'après-midi, le prince royal en prit son parti et vint la diriger en personne.

La bataille de Wissembourg avait montré la nécessité de concentrer nos forces. On avait mis sous les ordres de Mac-Mahon, commandant du 1^{er} corps, le corps de de Failly (le 5^e), et le 7^e, celui de Félix Douay (frère du général battu et tué le 4). Mais à Wœrth, Mac-Mahon n'avait que cinq divisions, — celles du 1^{er} corps augmentées de la division Conseil-Dumesnil, du 5^e corps, qu'il avait fait venir. Il avait contre lui un nombre double de divisions, c'est-à-dire cinq corps d'armée ennemis, deux bava- rois, deux prussiens, un badois-wurtembergeois, soit 80.000 hommes contre moins de 30.000. Le plus simple bon sens lui commandait d'appeler au plus tôt à lui, en soutien,

les deux corps placés sous son autorité, celui de de Failly et celui de Douay. Le premier, surtout, était tout près. Mac-Mahon n'y songea pas, et par une inconcevable aberration se laissa écraser tout le jour, par des forces presque triples, sans faire venir les troupes dont il disposait. Après la bataille, on accusa leurs chefs, surtout de Failly : l'examen approfondi des faits a montré qu'il n'y avait aucun reproche à leur adresser. C'est Mac-Mahon qui n'a pas eu l'idée de s'en servir.

De grand matin, nos positions étaient assaillies, au nord de Wœrth, par les Bava- rois, au sud par les Prussiens. Les nôtres avaient partout repoussé les ennemis, et jusqu'à l'heure où, au commencement de l'après-midi, le prince royal s'était décidé à prendre la direction du combat, on ne nous avait pas entamés. Cependant l'artillerie allemande formait graduellement une ligne formidable de batteries sur les hauteurs qui, de l'autre côté de la rivière, faisaient face à celles que les Français défendaient. Elle avait un avantage considérable par le nombre de pièces, avantage doublé par la portée très supérieure du canon chargé par la culasse. Surtout, on avait laissé à l'ennemi une des collines les plus hautes, que Mac-Mahon n'avait pas songé à occuper, que depuis il chercha vainement à reprendre : celle de Gunstett. De son sommet, 12 batteries, plus de 70 canons, accablaient les nôtres de leur feu meurtrier sur la plus grande partie du champ de bataille, atteignaient jusqu'à Frœschwiller, et au sud écrasaient de projectiles toute la région où le sort du combat allait se décider.

Le terrain où se livrait la lutte avait à peu près 6 kilomètres du nord au sud. Au point de vue



(Photo Piron.

Ducrot.

de la bataille, on peut dire qu'il se divisait en trois parties. Au nord de Reichshoffen, la rivière de Sultzbach, qui se jette dans la Sauer, forme avec elle une sorte de V. Là, la division Ducrot tenait tête aux Bavares. Le combat y fut acharné sans grands résultats. Il y eut un bataillon de turcos dont la résistance héroïque à la lisière des bois est restée célèbre. Ce n'est qu'à la fin, quand la partie fut perdue, que le corps bavarois put se joindre aux autres forces de l'ennemi pour marcher de l'avant et décider notre défaite.

Mac-Mahon lui-même était à Frœschwiller, qu'on peut considérer comme le centre de la bataille. Il alla bientôt se porter un peu au sud, devant un hameau appelé Elsasshausen.

Le gros village dont les Allemands s'étaient emparés sans difficultés était à cheval sur la rivière. Le pont avait été détruit. Au delà, il fallait traverser une large zone de prairies sous le feu plongeant de la hauteur, puis s'engager sur la rampe qui gravissait la pente jusqu'à Frœschwiller.



Les cuirassiers à Reichshoffen.
Par A. Morot (Musée de Versailles).

Dans les prairies et sur la pente, les Allemands, quand ils essayaient d'assaillir nos positions, étaient écrasés par la fusillade, nos mitrailleuses et les canons; les nôtres, quand ils essayaient de reprendre Woerth, étaient accablés par l'artillerie et la fusillade de l'ennemi.

Ce fut une affreuse tuerie. Les Allemands avaient remplacé le pont détruit par des ponts improvisés avec des perches de houblonnières et des charpentes arrachées aux maisons croulantes de Woerth. Sous la canonnade, nombre de maisons étaient en feu. Woerth finit par offrir un spectacle d'horreur sans nom.

C'est plus au sud que devait se décider le sort de la journée, entre Morsbronn et Elsasshausen. Un petit bois, le Niederwald, défendait l'accès d'Elsasshausen et de Frœschwiller. Des ponts franchissaient la rivière devant le village d'Éberbach et à un moulin à eau appelé le Bruchsmuhl. Une ferme, l'Albrechtshausenhof, offrait un solide abri à la défense. Du côté allemand, les batteries de Gunstett soutenaient l'attaque par un feu terrible. Les deux corps prussiens, une partie du Ve et le XIe, assaillaient nos positions avec fureur. Ils allaient être grossis du corps Werder (Wurtemberg et duché de Bade).

Ce fut, des deux côtés, un combat d'une âpreté, d'une fureur extraordinaires. Le moulin de Bruchsmuhl fut à peu près détruit. La ferme, prise, reprise, finit par crouler sous les obus. Les Allemands n'avançaient qu'en laissant à chaque pas des tas de morts. Mais, tout au sud, ils avaient trouvé Morsbronn à peine défendu : ils avaient pu s'y installer, et de là allaient tourner toute notre droite.

Alors le général Raoult, voyant le danger, eut l'idée fatale de se faire dégager par la cavalerie (il était 1 heure de l'après-midi). Ce fut la fameuse charge des « cuirassiers de Reichshoffen ». On sait que les Français ont longtemps donné à la bataille le nom de Reichshoffen, grosse bourgade située en arrière de Fröschwiller, sur la grande route, bien qu'elle fût restée presque tout le temps en dehors de la lutte et n'y ait joué qu'un rôle insignifiant tout à la fin.



Charge à Morsbronn.

Tableau de Detaille (Musée de Mulhouse).

On dit que Raoult ne demandait qu'un régiment. Toute la brigade Michel partit à fond de train : le 8^e et le 9^e cuirassiers, avec une fraction du 6^e lanciers, une masse formidable de 1.500 chevaux. Héroïque et folle équipée. Plus tard, déjeunant avec un des rares officiers survivants, je lui demandai de me raconter cette formidable aventure. Il me répondit, comme je pouvais le prévoir, qu'il avait à peine conscience de ce qui s'était passé. Les chevaux se précipitent comme une trombe, dans un nuage de poussière aveuglante, emportant leur cavalier à fond de train, et faisant trembler le sol qui retentit sous leurs pieds. Tout passe pour l'homme comme un rêve, tandis qu'il évite machinalement les obstacles, ou sabre les ennemis qu'il rencontre.

La charge était lancée sur un terrain détestable, coupé de troncs d'arbres abattus et rangés à terre côte à côte, de souches restées dans le sol. Elle s'en tira comme elle put, et se rua à une vitesse vertigineuse, tandis que les troupes ennemies se garaient à la hâte et au passage la criblaient de leur fusillade. Elle arriva ainsi d'un trait à Morsbronn et s'engouffra dans les rues du village. Naturellement, on s'était mis à l'abri. Des fenêtres fleuries de géraniums et d'œillets, on

tirait à coup sûr, sans riposte possible, sur les chevaux blancs d'écume, sur les brillantes cuirasses qui passaient au galop. La terrible chevauchée sortit du village après l'avoir traversé, ou plutôt ce qui en restait, éreinté, hors d'haleine. Un corps de hussards prussiens la vit, la chargea et l'acheva. Peu s'en fallait que la brigade Michel ne fût anéantie.

Raoult, alors, se résigna à la retraite et l'ordonna. Fort heureusement, un régiment de zouaves, le 3^e, posté dans le Niederwald, laisse partir son colonel, suivant l'ordre reçu, et s'obstine à continuer la lutte. Elle fut admirable et surhumaine. Des masses énormes de Prussiens envahissaient le bois; chaque arbre, chaque taillis, devint l'objet d'un combat acharné. Il y avait dans le fourré une clairière qui ne put être franchie qu'au prix d'efforts énormes et meurtriers. Ces intrépides zouaves, dont on parla à peine, ont probablement plus contribué à sauver ce qu'on a sauvé de notre armée que la fameuse charge de cavalerie.

Le bois pris, les Français étaient perdus. Mac-Mahon avait concentré autour d'Elsasshausen les débris des divisions Conseil-Dumesnil, Lartigue et Pellé. Mais le village brûlait. On s'obstina désespérément à s'y défendre au milieu des flammes : Elsasshausen fut pris par les Allemands, avec deux canons et trois mitrailleuses.

Alors Mac-Mahon voulut recommencer, dans des conditions pires, la malheureuse charge de Morsbronn. Il lança sur l'ennemi vainqueur la division de Bonnemaïn, quatre régiments de cuirassiers. Le terrain était encore pire, presque impraticable. Les deux brigades furent exterminées. Toute notre cavalerie était détruite.

Il ne restait plus qu'à battre en retraite. Mac-Mahon, comme pour aggraver le désastre et faire achever notre malheureuse armée, s'obstina à se défendre dans Reichshoffen, sans espoir, bien entendu. Les cinq corps d'armée ennemis marchaient sur le village, depuis les Bavares et les Prussiens jusqu'aux Wurtembergeois. Il y eut là une lutte suprême et enragée, derrière les maçonneries que l'artillerie renversait, dans l'église pleine de blessés, qui était à la fois un hôpital et une forteresse. Puis il fallut fuir.

La victoire coûtait cher aux Allemands, plus de 10.000 hommes hors de combat : 1.600 morts, de 7.000 à 8.000 blessés, 1.400 disparus. Nous n'avions que 4.000 hommes hors de combat, mais nous laissons à l'ennemi 9.000 prisonniers.

La retraite fut lamentable, si l'on peut donner le nom de retraite à l'écoulement torrentueux et désordonné de milliers de fuyards, hors d'état de tenir tête à la poursuite de l'ennemi, et courant précipitamment hors de portée de ses atteintes. On était harassé : on ne s'arrêtait pas. Naturellement, pas de services de vivres; on se nourrissait au hasard des trouvailles sur la route. On se dispersa quelque peu. Des flots séparés de fuyards coururent l'Alsace jusqu'à Strasbourg, où leur arrivée jeta la désolation. La grande masse, avec le chef, traversa les Vosges.

Mac-Mahon lui-même n'était guère qu'une épave du désastre. Il ne s'arrêta qu'à Châlons.

Le jour où il avait été battu à Frœschwiller, Frossard avait été battu en avant de Forbach.

Frossard, ancien précepteur du prince impérial et chef du 1^{er} corps d'armée, venait d'être mis sous les ordres de Bazaine avec Bourbaki, commandant de la Garde impériale, Ladmirault et Canrobert, commandants des 6^e et 7^e corps, en même temps que de Failly et Douay sous les ordres de Mac-Mahon. Mais Bazaine n'était pas encore satisfait de cette augmentation d'autorité, soumise à trop de restrictions, sous l'autorité supérieure gardée par l'Empereur et un chef d'État-major général, le maréchal Lebeuf. D'ailleurs il aimait et estimait peu Frossard, qu'il n'appelait que le précepteur.

Nous avons vu ce dernier, le 2 août, passer la Sarre et occuper Sarrebruck, qu'il avait évacué le 5. Il s'était replié sur une position très forte. La chaîne de hautes collines qui domine Forbach et court au nord-ouest, se termine en face de Sarrebruck par un plateau dont les bords sont fort escarpés. Des hauteurs abruptes s'avancant en promontoires, l'Éperon et le Rotherberg, gravés par des chemins très rudes, y font face à la ville allemande, à côté d'un petit bois qui accroche ses futaies et ses taillis à une pente roide comme celle d'un toit. Sur le plateau, près de l'extrémité, se trouve le village de Spicheren. Au fond, au pied et le long des hauteurs, court la route de Sarrebruck à Forbach. Derrière, se dressait une vaste usine, les forges de Stiring-Wendel, entourée de quelques maisons, à côté d'un bouquet de bois fort épais. Le bâtiment de la douane et deux grosses fermes-hôtelleries : la Brême d'Or et la Baraque Montée, se dressaient sur



Le cimetière de Saint-Privat.
D'après le tableau d'Alphonse de Neuville.

les pentes du plateau, le long de la route. La division Laveaucoupet occupait le plateau de Spicheren; la division Vergé, Stiring-Wendel; la division Bataille était en arrière, à Ceting, au-dessus de Forbach.

Comme la bataille de Fröeschwiller, celle de Spicheren ne fut pas voulue par le commandement. Elle fut engagée, sans ordres, ou plutôt contrairement aux ordres, par un subordonné, et l'on accourut au feu. Le général Kameke, mis à la tête de la 17^e division du III^e corps prussien, était envoyé à Guichenbach. En route, le général apprit que les troupes françaises avaient évacué Sarrebruck. Il crut qu'elles quittaient la région; voulant les inquiéter dans leur retraite, il franchit la Sarre et les attaqua. Kameke, avec ses 15.000 hommes assaillit audacieusement les 28.000 hommes de Frossard, et lutta contre eux de longues heures, depuis le matin jusqu'à 3 heures de l'après-midi, repoussé, décimé, obstiné.

On entendait au loin le canon. Les Français ne bougèrent pas pour venir au secours de Frossard. Bazaine, qui était son chef, n'eut sérieusement à aucun moment la pensée ni le désir de l'aider. Prévenu aussitôt et à plusieurs reprises par télégramme, il était bien obligé de feindre au moins de faire quelque chose. Mais les ordres qu'il donna à ses quatre généraux de division étaient équivoques, et ne disaient point du tout qu'ils devaient aller appuyer Frossard. Ses ordres, mal donnés, furent encore plus mal exécutés! Trois divisions n'étaient qu'à une distance moyenne de 15 kilomètres et pouvaient arriver en quatre heures. Une quatrième était près de Bazaine et pouvait être portée à Forbach en chemin de fer. Une seule alla jusqu'au champ de bataille, mais à 9 heures du soir, après la fin de la lutte. Dans l'intervalle, elle était revenue à son point de départ, parce qu'elle avait cessé pendant quelque temps d'entendre le canon. Une autre division, celle de Montaudon, avait marché à une invraisemblable allure d'es-cargot.



Bazaine.

D'après une photographie.

Les renforts allemands affluaient d'heure en heure sur le champ de bataille, certains d'écraser à la fin l'ennemi débordé sous leur nombre. Dans l'après-midi, les têtes de colonne de deux divisions venaient au secours de Kameke épuisé. Des forces nouvelles ne cessèrent pas d'arriver jusqu'au bout. Une brigade du III^e corps prussien, la 9^e de la 5^e division, partait à 2 heures, d'un point éloigné de cinq bonnes lieues, franchissait en quatre heures 16 kilomètres d'une traite, arrivait à Sarrebruck avant 6 heures du soir; à 7 heures, un de ces régiments enlevait un des mamelons du Rotherberg. Nous avons vu le matin 15.000 Allemands engager le combat : le soir, 70.000 hommes venaient à bout des 28.000 de Frossard. Telle est l'histoire de presque toutes les victoires allemandes.

La journée coûtait, en morts, aux Allemands : 845 hommes; aux Français, seulement 320; en blessés, aux ennemis : 3.656; aux nôtres, 1.662; mais nous avions 2.096 disparus contre 372.

On devine si la France apprit avec stupeur et avec douleur sa double défaite. Ce ne fut qu'un cri contre ceux qui avaient la responsabilité du gouvernement. On attribua les désastres à l'autorité que Napoléon prétendait conserver sur nos troupes. Le lecteur a vu si cette autorité fut nulle. L'opinion exigeait qu'il achevât de concentrer le commandement et renonçât à toute ingérence, et elle n'avait pas tort; mais elle avait une confiance aveugle dans Bazaine, et c'était la plus funeste des aberrations. L'incapacité et la trahison se partageaient nos forces militaires.

Il était impossible, sous le coup de nos revers, d'imposer silence au Corps législatif. On se décida à le convoquer pour le 9 août. Ollivier était à peine atteint dans son invraisemblable infatuation. Qui eût pu penser qu'il préparait un nouveau coup d'État et l'arrestation des membres de l'opposition? C'était si fou, qu'on se serait refusé à le croire, s'il n'avait, depuis, révélé lui-même ses projets criminels dans ses Mémoires.

La Chambre, à peine rentrée, renversa Émile Ollivier. Il succombait sous le poids de ses fautes. Sa vie publique était terminée. Il devait se survivre en quelque sorte encore longtemps;

mais accablé sous le poids des malheurs qu'il avait attirés sur son pays, c'est un de ses amis, Clément Duvernois, qui avait proposé l'ordre du jour de renversement.

C'était l'Impératrice-Régente qui allait avoir à le remplacer. Elle profita de l'occasion pour ramener au pouvoir, sur les ruines de l'Empire libéral, le parti et l'Empire autoritaire, sous prétexte de former un gouvernement au point de vue unique de la défense nationale. A la tête du Cabinet, comme ministre de la Guerre, elle plaçait le général de l'expédition de Chine, Cousin-Montauban, devenu comte de Palikao, fort entendu aux choses militaires, mais que sa triste réputation avait empêché d'employer dans les guerres d'Allemagne. Elle le doublait d'ennemis notoires des pâles libertés concédées à la fin par Napoléon. Le bruit avait même couru qu'elle avait été jusqu'à vouloir donner un portefeuille à Granier de Cassagnac père, le furieux apologiste du 2 décembre, dont le nom eût été un défi intolérable. Elle eut la prudence d'y renoncer, et l'opinion ne s'occupa même pas des tendances du nouveau ministère. Émile Ollivier avait réuni sur sa tête toutes les impopularités; il disparaissait, cela suffisait.



Blanqui.

(Bibliothèque nationale.)

On apprit, le 14 août, qu'une bande d'insurgés avait attaqué la caserne des pompiers à La Villette pour prendre ses fusils et donner le signal d'une révolution. Les auteurs de la tentative étaient sous les verrous : c'étaient des Blanquistes et l'on sut bientôt que Blanqui avait monté le coup; mais il échappa. Les insurgés furent traduits en conseil de guerre : il y eut onze condamnations, dont six à mort. Mais l'Empire n'avait plus le droit d'exécuter personne. Des pétitions demandant leur grâce furent signées par des hommes considérables et fort modérés. On laissa tous les condamnés en prison : la porte allait bientôt leur être ouverte.

XI. — Les batailles sous Metz.

Après la défaite de Forbach, les corps placés en Lorraine étaient revenus à proximité des murs de Metz. On semble avoir été fort hésitant dans les deux armées : l'Empereur flottant de projet en projet; l'ennemi cherchant à savoir ce que nous ferions. A

la fin, Napoléon se décida pour la retraite sur Verdun : il abandonnait toute la Lorraine et résolvait d'emmener l'armée vers Paris, au delà de la Meuse.

Le 12 août, Bazaine obtenait enfin l'objet de son ambition : j'ai déjà dit qu'on lui donnait sans réserve le commandement, non seulement de son corps d'armée, mais de ceux de Frossard, de Ladmirault, de Canrobert, de Decaen et de la Garde impériale. Il devait accompagner l'Empereur dans la retraite sur Verdun. Il était bien résolu à n'en rien faire.

Quels obscurs calculs ourdissaient leurs trames dans son cerveau, tout entier rempli par l'intrigue et par l'ambition ? On ne peut les deviner que par sa conduite, en apparence incompréhensible; mais elle les révèle assez clairement. Sa première pensée, sa pensée dominante, fut assurément de se débarrasser de l'Empereur, pour rester seul maître. Le laisser partir par Verdun, et rester à Metz, voilà ce qu'il résolut en secret tout d'abord. Mais en quoi ce séjour à Metz servirait-il sa fortune ? C'est ici que ses arrière-pensées se compliquent, et qu'il faut en débrouiller l'écheveau.

Bazaine ne savait pas plus la grande guerre qu'un Mac-Mahon ou un Frossard. C'était un officier d'Algérie, formé pour les bureaux arabes, après avoir été en Espagne officier de guérillas; fort débrouillard, maître en intrigues, très paresseux, absolument ignorant même dans les choses de la guerre, en dehors de la pratique. Il faut, pour avoir l'idée exacte du personnage, l'avoir vu, plus tard, accusé devant son tribunal, à Trianon. Le duc d'Aumale, président, possé-

dant à fond en érudit les sciences militaires, lui posait nombre d'interrogations techniques qui lui auraient donné beau jeu pour trouver des explications, bonnes ou mauvaises, plutôt mauvaises; mais dans les questions spéciales, il est aisé de faire bonne figure devant les profanes. Bazaine, comme abasourdi, semblait ne pas même comprendre la langue qu'on lui parlait. C'était un troupier de fortune, resté absolument étranger à la théorie des combats.

On pense si la guerre scientifique des Allemands étonna nos chefs algériens, gâtés par les victoires que l'élan de nos soldats leur avait données en Crimée et en Algérie, malgré leur ignorance, leur décousu et leur imprévoyance. Les plus avisés comme Bazaine se sentaient en présence d'une force inconnue pour eux, et contre laquelle ils ne pouvaient rien. Aussi n'éprouva-t-il nulle tentation de chercher la fortune dans la chance des combats contre ces redoutables ennemis.

Mettre le plus tôt possible son armée à l'abri des forts et des remparts de Metz; après cela, ne plus l'aventurer, la conserver inutile pour la défense du pays, mais intacte pour son avenir; attendre et laisser écraser ailleurs nos dernières forces, ce qui ne pouvait tarder; puis, quand on serait réduit à faire la paix et à subir la loi du vainqueur, offrir une armée encore puissante, bien qu'assiégée, la dernière de notre malheureuse nation, l'obliger ainsi de traiter avec lui, et prendre un rôle dominant dans la France vaincue : tel est le plan que tous ses actes indiquent et qu'il allait poursuivre avec une infernale obstination.

Suivons la fatale exécution de ses projets.

Il est nommé le 12 août. Le départ pour Verdun est décidé. Dès le 14, il trouve le moyen de perdre un jour, par la bataille de Borny.

L'armée française était encore sur la rive droite de la Moselle, devant les murs de Metz, mais elle se mettait en mouvement pour passer sur la rive gauche et s'acheminer sur Verdun. Le général allemand de Goltz, chef d'une simple brigade, prit sur lui, de grand matin, d'attaquer l'armée française avec ses deux régiments. Parti à 3^h 30, au petit jour, il enlevait sans peine, une demi-heure après, le château d'Aubigny. Il plaçait à côté une batterie qui l'aidait à s'emparer du village voisin de Colombey. Au delà, il se heurtait à des forces trop supérieures, et était obligé de s'arrêter.

Bazaine saisit cette occasion de suspendre la marche de l'armée et d'engager dans le combat les 3^e et 4^e corps. De son côté le chef du 1^{er} corps allemand Manteuffel, tout en blâmant sévèrement de Goltz, le fit appuyer par ses divisions. Le village de Nouilly fut emporté par l'ennemi; le village de Mey pris sans être défendu. Dans la suite de la journée, de ce côté, la situation des Allemands fut très menacée. Ils avaient devant eux les divisions Cisse et Lorencez. Il fallut battre en retraite sur Nouilly. Mais toute l'artillerie du 1^{er} corps allemand fut braquée sur les Français : quatre-vingt-dix canons. La brigade Woyna se jeta dans la bataille. A 7 heures du soir, elle marchait sur Vigy, s'en emparait, s'emparait de La Grange-aux-Bois et établissait contre nous ses batteries à Mercy-le-Haut. Le fort Saint-Quentin avec ses pièces de gros calibre les obligeait à déguerpir.



Bazaine.

Tout cela était fort inutile. L'ennemi de ce côté arrivait au sud de Metz sous le feu d'un de ses forts. Il avait dirigé une autre attaque plus au nord. Là, le ruisseau de Vallières coule au fond d'un ravin devant un plateau où passe la grande route qui se bifurque, une de ses branches allant à Sarrelouis et l'autre à Sarrebruck. A la bifurcation, se trouve Bellecroix que l'ennemi assaillait en vain toute la journée en faisant fusiller dans le ravin. Il y a dans les environs un petit bois de sapins, qui fut pendant des heures arrosé du sang des deux armées. Les Français, après l'avoir repris, à la fin l'évacuèrent. Mais nous gardions les positions importantes devant Metz : Bellecroix, Borny, Vantoux. A 10^h 30 du soir, Ladmirault reprenait l'offensive et poursuivait les ennemis la baïonnette aux reins pendant deux kilomètres. Bazaine lui envoya l'ordre de s'arrêter.

Ce sanglant combat, où parut déjà le meurtrier acharnement des journées suivantes, coûtait 5.000 hommes aux Allemands, 3.400 aux Français, qui perdaient le général Decaen, tué. Les énormes pertes des Allemands sont d'autant plus significatives, qu'ils avaient beaucoup moins d'hommes que nous au combat. Et pourquoi tout ce massacre ? Pour rien. En quoi pouvait-il être utile aux Allemands de nous pousser sous les murs de Metz qui nous offraient un abri sûr ? Et, de notre côté, à quoi bon défendre à l'est de la grande ville, des positions que nous étions en train de quitter pour marcher sur Verdun et que nous devions abandonner à l'ennemi dans quelques heures ?

Le combat ne fut dirigé d'aucun côté, ni du côté des Français ni du côté des Allemands.

En somme, cette bataille de hasard resta indécise. Elle aurait pu et dû coûter cher aux Allemands. Les nôtres avaient là une énorme supériorité de nombre. Les troupes ennemies engagées formaient deux corps et une partie d'un troisième ; les nôtres, le 3^e et le 4^e corps. Mais ceux des Prussiens n'avaient que deux divisions chacun ; les deux nôtres en comptaient sept. Il ne tenait qu'au commandant français que cette supériorité fût bien plus écrasante encore. Toute notre armée était là. Mais Bazaine aurait-il voulu une victoire décisive qui aurait détruit tous ses projets ? Quoi qu'il en soit, il ne fit rien pour l'obtenir. La Garde impériale tout près du champ de bataille resta immobile et inerte, tandis que l'ennemi prenait Vigy et La Grange-aux-Bois. A un moment, comme la division Castagny écrasait les ennemis de sa fusillade, Bazaine survint et cria avec colère au général : « C'est ridicule de faire un feu comme cela ! Vous n'y songez pas ! brûler tant de cartouches ! »

A midi, Napoléon était parti seul en voiture pour aller, il est vrai, tout près de Metz, à Longeville. Il avait traversé les rues de Metz au milieu d'un silence glacial et sinistre. La condamnation du destin pesait déjà sur sa tête.

Le maréchal avait trouvé un bon moyen pour éterniser la première étape de ses troupes. Il avait assigné à toute l'armée la même route, celle de Gravelotte, pour sortir de Metz. C'était y organiser un encombrement invraisemblable. Sur un parcours énorme, la route était bondée et bloquée. Bagages des troupes, convois de toute sorte, équipages de ponts, fantassins, cavaliers, s'étouffant, obstruant le chemin, formaient un monstrueux pêle-mêle dans lequel il fallait renoncer à avancer. Le corps Frossard et le 6^e corps, n'ayant pu en un jour faire plus de quelques kilomètres reçurent ordre de rester à Rezonville, à deux lieues et demie de Metz. En même temps que Bazaine retardait les nôtres, il ouvrait le passage à l'ennemi. Les Allemands n'avaient pas encore leurs équipages de ponts. Ils ne pouvaient franchir la Moselle que sur les ponts qui existaient. L'un était à Pont-à-Mousson : Bazaine avait donné au général Marguerite l'ordre d'abandonner Pont-à-Mousson aux ennemis. Les autres étaient à Ars et à Novéant : tout était prêt pour les détruire. Les habitants envoyaient dépêche sur dépêche pour demander l'autorisation de les faire sauter. Deux fois Bazaine répondit : Attendez. La troisième, il ne répondit plus rien. Défense fut faite au service local du génie de couper à l'ennemi la route de la rive gauche par le pont d'Ars.

Le traître, cependant, multipliait les prévenances à Napoléon au moment où il se préparait à l'abandonner. Dans la nuit du 14 au 15, l'Empereur étant déjà couché, il venait le trouver au lit à Longeville et causer amicalement avec lui. Il revenait encore à 1 heure de l'après-midi, et, avec une galanterie un peu ridicule, lui apportait, pour la fête du 15 août, un bouquet de fleurs qu'il avait cueillies pour lui dans son jardin.

Aussitôt que Bazaine fut débarrassé de la présence de Napoléon, il arrêta la marche de ses troupes. Il leur donna l'ordre de rester à Rezonville, ajoutant qu'on partirait « probablement » dans l'après-midi, mais que « des ordres seraient donnés ultérieurement ». Il était bien décidé à attendre que les Prussiens parussent sur la route, et lui donnassent un prétexte pour ne point se mettre en chemin.

Cela ne tarda guère : ils avaient passé les ponts que Bazaine leur avait soigneusement laissés en amont de Metz, et ils accouraient. Ils s'imaginaient que l'armée française était déjà en marche sur Verdun, et ils venaient en hâte inquiéter, harceler sa retraite; ils ne soupçonnaient pas qu'ils allaient la trouver tout entière, encore immobile sur la route, entre Gravelotte et Vionville, ce qui rendait leur agression singulièrement hasardeuse. Il fallait qu'elle le fût terriblement pour que de Moltke lui-même ait avoué, en termes transparents, l'imprudence commise. Il leur fallait maintenant déloger d'une position dominante très forte toute l'armée française. Battus, ils étaient perdus; rejetés sur la Moselle, où ils n'avaient que les deux ou trois ponts qu'on sait; la retraite fermée par la rivière, où on les noyait. Bazaine, allait les tirer d'affaire.



Rezonville (16 août 1870)

Tableau de Morot (Musée du Luxembourg).

Au sortir de Metz et après avoir franchi la Moselle, la route de Verdun gravit en tournant les pentes d'un énorme plateau, dressé à plus de 130 mètres au-dessus de la vallée. Au sud, ce plateau est creusé de profonds ravins, hérissés de petits bois, par lesquels les Allemands allaient y arriver, notamment de l'espèce d'énorme ornière au fond de laquelle se trouve le gros village de Gorze, où les conduisent les routes venant des ponts par lesquels ils avaient franchi la Moselle. La route court à l'ouest sur le plateau, par les villages de Gravelotte, Rezonville et Vionville, laissant au sud la ferme et le hameau de Flavigny, en contre-bas, dans une dépression, puis le village de Tronville; au delà, elle atteint Mars-la-Tour, avec son ruisseau bordé de grands arbres. Au nord de la route, derrière une large zone de cultures, et le long d'un bois peu épais, l'antique voie romaine qui conduisait à Metz est encore reconnaissable à ses massifs de maçonnerie disjoints, perdus dans les broussailles. Des bouquets de bois sont espacés sur les deux bords du grand chemin, et le plateau est plissé de larges mouvements de terrain.

Comme d'habitude, les nôtres ignoraient absolument les mouvements de l'ennemi et se laissèrent surprendre; la brigade de cavalerie de Redern était arrivée au delà de nos positions, à Tronville, sans rencontrer personne. Il était 9 heures du matin, elle braqua aussitôt sur nous ses quatre batteries, et se mit à tirer assez audacieusement, car elle n'avait pas un homme d'infanterie pour défendre ses canons. La division de cavalerie Forton était à Vionville et à la ferme de Flavigny, tranquillement occupée à faire la soupe. Soudain, voilà des obus qui tombent au

milieu de sa cuisine et à côté de la table du général. Ce fut une panique effroyable. Dragons et cuirassiers sautent à cheval et se sauvent en désordre sur Rezonville.

Aussitôt Frossard et Canrobert, qui, de ce côté, ont leur corps d'armée sur l'autre bord de la route, déplacent leurs troupes, Canrobert restant sur la défensive, Frossard occupant Flavigny, Vionville et le bois. L'artillerie de Redern, qui n'est pas protégée, est réduite à battre en retraite au grand trot. On se bat du côté de Vionville; mais les Prussiens, fusillés, canonnés, sont bien vite chassés et une seule batterie allemande continue le feu.

Cependant les renforts arrivent peu à peu à l'ennemi. Stulpnagel, avec sa division, est parvenu à Gorze à 9 heures. Repoussé à Flavigny, il s'engage dans le bois de Vionville, et dans le bois des Prêtres (tous deux situés au-dessus de Gorze). Une lutte furieuse s'engage dans les fourrés, l'Allemand Dœring se heurte à la résistance acharnée du Français Lapasset. Peu après 11 heures, Dœring est tué. A Flavigny, attaqué par la brigade Schwerin, quelques compagnies prussiennes, tournées par Bataille, se font écharper. Mais les nôtres ne sont pas soutenus. Schwerin peut rallier les restes de sa brigade. Il faut reculer devant Stulpnagel. A midi, il faut laisser à l'ennemi le bois de Vionville. Quelques ouvrages tiennent encore bon dans le bois de Saint-Arnoud.

Mais les Allemands ont pu amener leur artillerie. Les canons du III^e corps, une partie de ceux du X^e, ceux de deux divisions de cavalerie, forment maintenant une ligne formidable de Tronville jusqu'à la partie du plateau qui domine Gorze et accablent de leur feu la division Bataille, mal soutenue par un nombre très inférieur de batteries. Alvensleben, arrivé à Tronville, donne à Buddenbesck l'ordre d'enlever, avec sa division, Vionville et la ferme de Flavigny. Vionville est pris, à 11^h 30. L'ennemi a plus de peine à s'emparer de Flavigny. Il y a à côté de la ferme un abreuvoir entouré d'ormes qu'on se dispute avec acharnement, et d'où l'assaillant est d'abord repoussé. Bientôt, Flavigny est en feu, on se bat encore dans les flammes. A midi, l'ennemi est maître de Vionville, de Flavigny et du bois de Vionville. Il est arrivé, par le sud jusqu'à la grande route, à l'ouest; et de l'autre côté jusqu'à la lisière du bois qu'en sépare un ruban de plaine.

Telle est la première partie de la journée, où l'on ne peut voir sans surprise non seulement l'ennemi obtenir quelques avantages, mais encore les nôtres ne point l'accabler. Une partie seulement de l'armée allemande est arrivée, et dans quel état de fatigue! Les soldats ont fait dix lieues et plus pour atteindre le champ de bataille. Toute l'armée française est là, bien reposée.

Seuls Frossard et Canrobert ont soutenu le combat; encore celui-ci en a-t-il laissé à Frossard tout le poids. La Garde n'a pas bougé ni l'ancien corps Bazaine, commandé par Decaen. L'Amiral est en route. Et que faisait Bazaine? Il n'était même pas là. Cet étrange général en chef n'arrive qu'à 11^h 30, près de trois heures après le commencement du combat. Jusque-là, il a laissé ses subordonnés sans ordres. Quand il est arrivé, c'est pour dégarnir les forces du côté droit où a eu lieu le fort du combat, du côté par où l'on va à Verdun, et pour les grossir à gauche, du côté où il n'est pas menacé sérieusement, mais par où l'on rentre à Metz : comme s'il tenait à montrer qu'il veut se faire couper la route.

La suite de la journée allait être marquée par une série de charges de cavalerie, qui allaient prouver inutilement combien ces sortes de charges sont condamnées à des échecs lamentables, devant le tir terrible des canons modernes. L'artillerie ennemie foudroyait les troupes de Frossard qui soutenaient le combat. Le général Valazé était blessé, puis le général Bataille. Les nôtres, obligés de céder, étaient poursuivis par l'ennemi, l'épée dans les reins. Bazaine fit charger par le 3^e lanciers et les cuirassiers de la Garde. Les premiers sont repoussés par le feu des carrés prussiens; les autres arrivent jusqu'aux Allemands; mais pour se faire accabler par la fusillade; ils perdent plus de 200 hommes et 22 officiers. Les Prussiens ripostent en envoyant leur cavalerie contre les nôtres. Bazaine, à ce moment, venait de placer lui-même une batterie. Il est enveloppé, obligé de mettre l'épée à la main pour se défendre. Mais nos hussards chassent à leur tour les hussards prussiens, et reprennent les canons pris par ceux-ci.

Canrobert fait alors avancer ses forces, tandis qu'Alvensleben jetait sur les troupes épuisées de Frossard les hussards de la 6^e division. Reçus par un feu terrible, n'ayant pas de place pour se déployer, ils ne peuvent même pas charger, leur général est blessé : ils reviennent avec de grosses

pertes. Canrobert s'avance sur Vionville, qu'Alvensleben ne peut plus défendre; il cherche encore son salut dans sa cavalerie, et lance à fond de train la brigade Bredow. Dans leur furieux élan, cuirassiers et uhlands percent deux lignes françaises, et sabrent au passage nos cuirassiers : mais, au delà, quand il faut revenir, quand ils sont criblés par les balles et la mitraille, les chevaux morts de fatigue n'obéissent plus à l'éperon. Chargés à leur tour par notre cavalerie, ils sont exterminés. Il ne restera des deux régiments que trois officiers et cent cinquante hommes. C'est ce que les Allemands ont appelé la « Chevauchée de la mort ».

Il ne reste plus maintenant à Canrobert qu'à reprendre sa marche et à écraser les troupes d'Alvensleben. Mais un ordre de Bazaine l'arrête. Les Prussiens sont sauvés. Bazaine allait aussi donner l'ordre à Lebœuf de « maintenir fortement ses positions » (qui n'étaient pas menacées), c'est-à-dire de ne pas attaquer l'ennemi. Or, il l'attaquait. Deux de ses divisions, soutenues par deux autres du 4^e et du 6^e corps, avaient repris Vionville et la plus grande partie du bois de Tronville. C'était fort dangereux, pour le maréchal, qui entendait se faire couper la route de Verdun. Il est vrai que, peu après, on laissait les Allemands reprendre le bois de Tronville.

Ils recevaient sans cesse des forces nouvelles. Le X^e corps, sous Schwartzkoppen, venait les renforcer, la 20^e division en tête, puis la 19^e, après une étape de onze lieues. A notre gauche, le combat continuait, furieux. L'ennemi repoussait trois retours offensifs contre les bois placés au-dessus de Gorze, mais à quel prix ! Un de ses régiments avait son colonel, son major et tous les commandants de compagnie blessés.

Le prince Frédéric-Charles était venu prendre le commandement du combat. Il résolut aussitôt de nous déborder sur notre droite (du côté de Mars-la-Tour, le plus éloigné de Metz), et y employa les troupes du X^e corps qui arrivaient.

Il allait avoir affaire à forte partie. Le corps Ladmirault était venu se placer à notre extrême droite, à 3 heures, et avait fortifié la ferme de Grisy, au nord de la route, derrière un ravin assez profond.

C'est là qu'arrivait la brigade Wedel, du X^e corps, sans savoir ce qu'elle avait devant elle. A peine avait-elle franchi le ravin, et les premiers hommes paraissaient-ils sur la crête, qu'ils étaient exterminés par une fusillade terrible. Cissey se rue sur eux au pas de course. Précipités dans le ravin, ils y sont foudroyés et massacrés. Bien peu purent fuir, et l'on dit que dans leur folle terreur ils coururent dix lieues sans prendre haleine. Ils nous laissaient 350 prisonniers, et avaient perdu 72 officiers et 2.542 hommes.

Après ce succès foudroyant, il ne restait plus à Ladmirault qu'à marcher sur la gauche ennemie, à l'écraser et à décider la victoire. L'ennemi tourné et accablé sur sa gauche, tenu en échec en face, était perdu. Voigts-Rhetz vit l'énormité du péril, et jeta sur lui le 1^{er} dragons de la Garde, et le 4^e cuirassiers. Ces derniers sont mitraillés et chassés : les dragons, après nous avoir tué le général Bruyer, sont fusillés de telle sorte qu'ils laissent sur le terrain leurs deux colonels et les deux tiers de leurs forces. Ladmirault, arrêté un moment, reprend sa marche. Mais le 4^e cuirassiers allemand revient à la charge. Notre 2^e chasseurs d'Afrique survient et sabre une batterie allemande. Les Allemands envoient le 13^e dragons, qui repousse nos chasseurs. A leur tour, ils voient fondre sur eux notre 2^e et notre 7^e hussards, les lanciers et la Garde, les dragons de l'Impératrice. Nos hussards traversent les dragons ennemis. Arrivent le 3^e dragons allemand, le reste de la brigade Barbey, le 10^e hussards prussien. C'est un choc formidable entre trois régiments de cavalerie français et six allemands. De notre côté, le général de France a attendu que l'ennemi arrivât sur lui pour jeter ses lanciers sur les lanciers d'Oldenbourg. On



Canrobert.

n'a pas à prévenir le général Clérembault. Mais il voit la poussée du combat, et y mêle sa brigade de chasseurs.

Ce fut un carrousel incomparable. 8.000 cavaliers étaient aux prises des deux côtés. Un nuage de poussière enveloppait la mêlée, d'où sortait un grand fracas; la terre sonnait sous les pieds des chevaux, au milieu du tumulte des cris et des hourras. Enivrés par le combat, aveuglés par la poussière, tous les rangs confondus dans un désordre effrayant, on sabrait ainsi au hasard, parfois sans reconnaître les siens. Les uniformes bleus d'une partie de nos cavaliers les fit prendre par les nôtres pour leurs ennemis. Les chevaux se cabraient et écumaient; les hommes tuaient et étaient tués. On se heurtait, on se débattait, on se frappait presque sans voir. Des appels de clairon mal compris augmentaient la confusion.

Les Prussiens eurent un instant l'avantage. On a assuré qu'à la fin l'arrivée de la division Clérembault nous le donna. Ce qui est certain, c'est que tous nos cavaliers ne pouvaient pas tenir contre une fusillade. Les ennemis revinrent à Mars-la-Tour, suivis par les feux de nos chasseurs d'Afrique et de nos fantassins postés à la ferme de Gaizière.

Mais Ladmirault, absurdement, renonce à son mouvement. La route lui était ouverte; mais il n'avait pas d'ordre de Bazaine, bien entendu, et nos généraux n'étaient pas instruits à prendre ni à poursuivre eux-mêmes des résolutions vigoureuses.

Voilà donc qu'on a renoncé à la victoire, du côté où nous la tenions. A l'autre bout du champ de bataille, devant Rezonville, les ennemis avaient multiplié les tentatives sans entamer les nôtres; c'était la clef de la retraite sur Metz : Bazaine tenait à la défendre. Chaque fois que les Allemands sortaient de l'abri du bois pour attaquer nos positions à découvert, ils subissaient de sanglants échecs.

Le soir va tomber, quand Canrobert et Bourbaki font une dernière tentative sur Vionville, et reprennent le village, ou plutôt une partie du village. L'ouest reste aux Prussiens, l'est aux Français.

La nuit s'épaissit : elle n'arrête pas la rage du combat. Français et Hessois continuent à se tuer dans le bois des Oignons, dans une ombre épaisse, les feuillages interceptant la faible lueur du crépuscule. Ce n'est qu'à 10 heures du soir qu'arrive aux Allemands l'ordre de cesser le combat. Après 8 heures, trois régiments de cavalerie allemande ont donné l'assaut à Rezonville : les zouaves et la Garde les ont obligés à tourner bride.

La journée avait été affreusement meurtrière : 1.367 morts et 10.120 blessés du côté des Français; 4.921 morts et 10.407 blessés du côté des Allemands. Nous avions trois généraux tués, les Allemands deux. Ces chiffres disent assez quelle avait été des deux côtés la rage de la lutte. Plus du dixième des combattants était frappé; un sixième au moins chez nos ennemis.

Nous avions eu incontestablement l'avantage du nombre. On a dit que, le matin, les Allemands étaient un contre deux; que, le soir, nous avions encore un tiers en sus : 135.000 contre 95.000; 70.000, d'après d'autres. Mais le lecteur se rappelle qu'on s'était à peine servi d'une grande partie de nos forces. Quel était le résultat? Un succès pour nous, disait le rapport officiel de Bazaine; un succès, disaient Lebœuf, Canrobert, Ladmirault. Et le fait est que nous conservions à peu près toutes nos positions au nord de la route de Verdun. Nous y couchions; on ne les avait pas entamées. L'ennemi, le soir, n'osait pas se vanter d'une victoire; il se gardait bien de l'annoncer. L'armée allemande n'avait pas réussi à nous couper le chemin de la retraite : les calculs de Bazaine étaient déjoués. Tous les chefs de corps se préparaient à recommencer la lutte le lendemain, non sans confiance, et l'ennemi n'était pas rassuré.

Cette victoire que les Allemands n'avaient pas remportée, Bazaine allait la leur donner. Avant même que les derniers coups de fusil eussent été tirés, il était rentré à Gravelotte et signait l'ordre, donné à toute l'armée, d'abandonner à l'ennemi les positions qu'elle avait défendues tout le jour avec succès. Elle devait reculer et se ranger d'elle-même devant les forts de Metz, livrant tous les chemins de la retraite. C'était stupéfiant et désespérant. Bazaine donnait deux prétextes ridicules : le manque de munitions, « après la grande consommation qu'on en avait faite dans la journée », et le manque de vivres. Deux mensonges impudents, qu'on a confondus lors de son procès.

Les Prussiens, étonnés de l'étendue de leur succès — à bon droit —, envoyèrent alors à

Berlin le bulletin de victoire qu'ils n'avaient pas osé lancer d'abord. Ils triomphaient : ils avaient refoulé les Français dans la place de Metz ! Il ne restait à Bazaine qu'à compléter sa trahison en les faisant refouler dans l'enceinte de la ville. C'est ce qu'il fera le surlendemain.

Bazaine, après Rezonville, avait abandonné aux Prussiens toutes nos positions de la grande route de Verdun. Mais où était-il allé ? L'État-major allemand ignorait ses arrière-pensées ; il ne savait pas si les Français n'avaient pas reculé pour prendre plus au nord les routes qui revenaient dans le même sens sur la France. Il avait donc disposé ses troupes dans le sens de nos anciennes positions. L'armée allemande s'échelonnait, sur la route de Verdun, de l'est à l'ouest, depuis Gravelotte jusqu'à Mars-la-Tour, sur une longueur d'une dizaine de kilomètres.

Mais Bazaine n'était plus là ; il avait ramené l'armée en avant de Metz, ou plutôt des forts, du sud au nord, depuis le Point-du-Jour, en face de Gravelotte, jusqu'à Saint-Privat et Roncourt sur une étendue de 10 à 11 kilomètres. Il escompta que les deux armées n'étaient plus l'une devant l'autre ; elles formaient comme une vaste équerre, car elles n'étaient plus en contact qu'à l'angle, du côté de Gravelotte. Ailleurs, les Allemands n'avaient plus personne devant eux.

Il fallait donc, pour se retrouver en face des nôtres, que l'armée allemande décrivît un immense arc d'un quart de cercle autour de Gravelotte comme pivot. C'était, pour les troupes placées à l'extrémité, à Mars-la-Tour, et qui devaient arriver devant Saint-Privat, une marche d'une vingtaine de kilomètres. Les corps les plus rapprochés des nôtres attendaient, pour attaquer, que les plus éloignés eussent eu le temps d'achever leur mouvement. En sorte que la bataille ne put commencer que tard.

On peut y distinguer trois champs de combat distincts. A l'extrémité méridionale, le ravin de la Mance, qui va se jeter dans la Moselle à Ars, séparait les deux armées de sa profonde dépression ; la route de Verdun la traverse, à l'endroit où après avoir, depuis Metz, gravi les pentes avec maints détours, elle arrive sur le plateau, un peu avant Gravelotte. Au sud de la route, la Mance forme une profonde et étroite ornière, hérissée de taillis et de futaie et dominée, du côté occupé par les Français, par le bois des Oignons. Au nord de la route, elle coule depuis sa source, dans une fissure du plateau plus étroite encore, cachée aussi dans d'épais feuillages. C'est ce qu'on appelle le bois des Genivaux.

Entre les deux, elle coule dans un espace découvert où court la grande route. En face, se dresse un étroit plateau où se trouvaient sur la montée l'auberge de Saint-Hubert et, derrière elle, la ferme de Moscou et le Point-du-Jour. Là était massé le 2^e corps, sous le général Frossard, ayant à sa gauche le 3^e, l'ancien corps de Bazaine, commandé maintenant par le maréchal Lebœuf.

Au nord, s'étendait un plateau découvert, entre le village de Vernéville, du côté prussien, et celui d'Amanvillers du côté français. Le chemin de fer de Metz à Verdun et à Châlons, après avoir passé dans une dépression derrière les positions françaises, tourne à l'ouest, et formait la limite septentrionale de cette partie du champ de bataille. Le bois des Genivaux en couvre la partie sud. Des parcelles de bois, qu'on comprend sous le nom de bois de la Cusse, sont placées le long du chemin de fer. Entre les deux, la plaine est nue et faiblement mouvementée. On allait s'y disputer les fermes de Chantrenne, de la Folie, de Champenois, de l'Envie. Le corps de Ladmirault (le 4^e) défendait Amanvillers et ses alentours, soutenu à gauche par Lebœuf, qui, on l'a vu, le séparait de Frossard.

Enfin, au delà du chemin de fer, et à l'extrême nord du champ de bataille, le bourg de Saint-



(Photo Braun.)
Bourbaki.

Privat se dresse au point culminant d'un vaste plateau sans abri qu'il domine de ses solides maisons, enveloppées d'une ceinture de jardins et de murs. Il regarde du haut, par-dessus la plaine, le village de Roncourt vers le nord, de Saint-Ail et Sainte-Marie-aux-Chênes vers l'ouest, à des distances de 1.500 à 2.500 mètres. Là était placé le maréchal Canrobert avec le 6^e corps.

Tel était le champ de bataille, ayant son centre à Amanvillers, sa gauche au Point-du-Jour, sa droite à Saint-Privat; la Garde impériale restait en réserve, abritée à Plappeville derrière notre gauche.

C'est au centre que la bataille s'engage. Le IX^e corps allemand a occupé Vernéville un peu après 10 heures; une heure et demie après, il s'est emparé de la ferme de la Folie. La brigade de Wedell essaya sans succès de s'emparer de la ferme de Chantrenne. Puis une puissante ligne de huit batteries allemandes se met à canonner Amanvillers. Mais la division Cissey, en avant du bois de la Cusse, la division Grenier à la ferme Champenois, tiennent l'artillerie ennemie sous leur feu; bientôt elle va être enfilée par nos mitrailleuses, bien placées sur une hauteur : une batterie lourde est démontée; nos chasseurs, nos fantassins du 18^e se jettent sur elles; l'artillerie allemande est très éprouvée et a peine à soutenir son tir. L'ennemi va bientôt se décider à la retraite.

Cependant l'ennemi s'est emparé de la ferme de Chantrenne, et occupe la partie de bois des Genivaux qui est du côté du ruisseau. Les Hessois, le IX^e corps, sont arrivés; ils remplissent le bois de la Cusse. Ils ont établi à cheval sur le chemin de fer cinq batteries auxquelles nous répondons si vigoureusement que le général prussien craint fort une attaque des nôtres. Il jette en avant le 85^e régiment, qui est repoussé : il a perdu 400 hommes, et un colonel est tué. Cependant, une affreuse tempête d'artillerie ne cesse pas de se déchaîner; les nôtres ont gardé la ferme de Champenois; les canons allemands y mettent le feu; les Prussiens ont pris la ferme de la Folie; elle est incendiée par notre artillerie. A côté, il y a un bouquet de bois : les Prussiens y courent. Clinchant les accable du feu des siens; il faut qu'après des pertes énormes ils courent se cacher au bois des Genivaux. Dans le bois même, lutte furieuse; les nôtres chassent à la baïonnette un bataillon qui y a passé le ruisseau.

A 5^h 30, Frédéric-Charles ordonne un effort enragé contre Amanvillers : il y a les trois brigades d'élite de la Garde royale. Mais elles sont reçues à 400 mètres par un feu exterminateur des nôtres. Elles ne peuvent plus avancer; elles sont trop intrépides pour reculer; elles se font détruire. 300 canons allemands tonnent contre 240 français. La nuit tombe, l'ennemi n'a pas pu entamer nos positions décisives.

Plus au sud, son attaque aboutissait à un échec pire.

La lutte, de ce côté, avait commencé tard. On sait que les Allemands, dès le matin, y étaient en présence des nôtres, mais qu'ils attendaient pour engager le combat d'apprendre que le reste de l'armée, qui avait un long chemin à faire, fût arrivé devant les Français. Il semble même que le chef allemand qui commandait là, Steinmetz, placé à la tête du 1^{er} corps, ait dans son impatience devancé les intentions de l'État-major général, qui, à 4 heures encore, modérait son ardeur.

Dès 1 heure, les troupes allemandes réunies dans le profond ravin de la Mance dominé par le bois des Oignons, s'étaient mises en mouvement. La brigade Wedell d'abord; mais, le ruisseau une fois franchi, quand elle avait voulu gravir l'escarpement sur l'autre bord, elle avait été durement reçue. Ce n'est qu'avec des efforts terribles qu'une brigade allemande était arrivée à la lisière du bois du côté des nôtres. Mais là, il fallait marcher à découvert, on était exterminé. Il y avait là des carrières et des excavations dans le sol. Les Prussiens s'y blottirent, attendant le moment d'en sortir pour une nouvelle attaque.

Déjà, de 2 à 3 heures, une grosse vingtaine de batteries les soutenaient de leur feu. La ferme du Point-du-Jour était en flammes. Les canons de la brigade de Goltz allaient s'y joindre entre Jussy et Vaux.

A 3 heures, toutes les troupes qu'on a vues s'abriter et se cacher autour de l'auberge de Saint-Hubert en sortent pour l'assaut. Elles se heurtent au 80^e de ligne, qui riposte par un feu redoutable. Un seul bataillon perd 16 officiers; mais notre régiment n'est pas soutenu; d'ailleurs,

on a fait la folie de ne point boucher les ouvertures du butement sur la grande route. L'ennemi entre par là : Saint-Hubert lui reste.

Steinmetz était trop fier de ses succès, il les exagérait encore dans ses informations au quartier général, de telle sorte que le Roi et de Moltke voulurent y assister, et partirent pour Gravelotte où ils arrivaient à 5 heures moins le quart. Il fallait déjà déchanter. Steinmetz venait de tenter une attaque générale sur les positions françaises, et ses troupes étaient ramenées sur Gravelotte à l'arrivée de Guillaume.

Cependant ses forces s'étaient accrues du II^e corps. Enhardi, il voulut venger son échec et donner au Roi le spectacle d'un triomphe de ces trois corps d'armée. A 7 heures, les Prussiens marchent à l'attaque, tambours battants, saluent en passant de leurs acclamations leur Roi et de Moltke, et s'élancent sur nos positions dont le silence les encourage. Mais sitôt qu'ils sont bien à portée, ils sont reçus par un ouragan de balles, de mitraille et d'obus. Et alors ce n'est pas la retraite, ce n'est même pas la fuite, c'est la panique, c'est la débâcle dans l'affolement de la terreur, à tel point que, épouvanté, le grand État-major envoya au loin l'ordre de dégager les ponts de la Moselle pour la retraite. Deux brigades allemandes essaient en vain de rétablir les choses; elles sont chassées à leur tour, et, dans les ombres du soir qui commencent à s'épaissir, c'est sur la route une cohue effroyable de troupes, de voitures d'artillerie, roulant dans le ravin, s'échappant péniblement de l'autre côté.



La popote aux avant-postes.

(Bibliothèque nationale.)

Le Roi et son chef d'État-major se crurent battus toute la nuit. Chose étrange! Ce n'est que le lendemain matin qu'ils apprirent le succès des leurs à l'autre extrémité du champ de bataille : succès qui leur donnait la victoire. Ils la devaient encore à Bazaine.

A Saint-Privat, Canrobert, avec 35.000 hommes et 102 canons, avait tenu tête à 75.000 hommes et une artillerie de 240 pièces. Les nôtres n'étaient pas un contre deux.

Du côté allemand, c'était la Garde royale et les Saxons qui allaient donner. Le prince Frédéric-Charles assistait au combat et le dirigeait d'une hauteur près d'Habonville.

De ce côté, le premier coup de canon fut tiré à 1^h 30. La Garde qui, comme les Saxons, venait de loin, arrivait petit à petit. Il fallait d'abord s'emparer de Sainte-Marie-aux-Chênes, qui commande la route et Saint-Privat à l'ouest. Le colonel de Geslin l'occupait avec le 94^e de ligne; mais il n'avait même pas pris la précaution d'y barricader l'entrée des rues; une division de la Garde et une division saxonne assaillirent le village, et le 94^e fut repoussé sur Saint-Privat. Il était 3^h 30. Puis les Allemands fortifièrent Sainte-Marie-aux-Chênes; à côté, ils étaient déjà maîtres de Saint-Ail.

Vers 5 heures, le prince Auguste de Wurtemberg, commandant en chef de la Garde royale, lui donnait l'ordre d'enlever Saint-Privat; c'était le commencement de l'affreuse boucherie où elle allait périr en grande partie. De leur position dominante, nos troupes exterminaient les soldats allemands, à mesure qu'ils s'avançaient à découvert.

C'est d'abord le sort du régiment Empereur-François et du régiment de la Reine. Les balles qui les déciment rejaillissent sur la terre durcie par la chaleur. Bientôt, il ne reste du premier que des « groupes insignifiants », au témoignage du grand État-major allemand; le second régiment a le même sort.

D'autres les suivent et ne sont pas plus heureux. Canrobert a placé ses tirailleurs partout : dans les jardins, derrière les murs, aux fenêtres de toutes les maisons et jusque sur les toits. Tout ce qui s'avance dans la grande plaine nue est foudroyé. Un malheureux troupeau de moutons s'est fourvoyé devant les Prussiens; c'était aller à la boucherie : en un instant, tous sont tués.



La Résistance.
Tableau de Beaunesne.

(Photo Braun.)

Après les deux premiers régiments, la brigade Kessel se fait détruire; puis c'est le tour du 1^{er} régiment, du 2^e et du 4^e. « Les compagnies, dit le récit de l'État-major allemand, fondent à vue d'œil sous le feu des chassepots : 6.500 hommes, 240 officiers jonchent le sol, morts ou blessés. Ce n'est plus un combat, c'est un massacre. »

Ainsi, du côté de Canrobert, les ennemis étaient foudroyés. Mais les Français s'épuisaient : ils n'étaient même pas un homme contre deux, ils finissaient par manquer de munitions, ils n'avaient pas de mitrailleuses; les canons ennemis, d'un nombre plus que double, faisaient rage contre Saint-Privat. Canrobert ne fut pas soutenu et pourtant toute la Garde impériale, sous Bourbaki, restait en réserve, abritée avec ses forces toutes fraîches. La porter au secours de Canrobert, c'était rendre son succès définitif et décider

la journée. Il ne cessait pas de réclamer au moins une division de renfort et des munitions : si l'on satisfaisait à sa demande, les Allemands étaient battus.

Bazaine refusa jusqu'au bout.

Il s'était logé à Plappeville, dans une bonne maison bourgeoise. Il y déjeuna à son aise, sans se soucier de la lutte, puis alla dans le salon fumer des cigarettes au bruit des canons. Les chevaux l'attendaient, tout sellés, pour lui et son escorte. Il fumait dans son fauteuil. A 3^h 30, seulement, il se décida à faire une courte promenade, et se rendit sur le mont Saint-Quentin, à l'extrême sud du champ de bataille. Il n'avait voulu s'occuper que de l'attaque de Steinmetz sur le Point-du-Jour. Puis il avait chargé Beaumont, officier d'ordonnance de Bourbaki, de dire à celui-ci de « rentrer avec toute la Garde », et comme Beaumont stupéfait, n'en pouvant

croire ses oreilles, le priaît de répéter et de préciser un ordre si étrange, Bazaine d'ajouter ces mots incroyables : « *La journée est terminée : les Prussiens ont voulu nous tâter, et c'est fini.* » Il était 4^h 30 : on était au fort de la lutte, qui, on l'a vu, avait commencé tard, ou plutôt avant les grands efforts de l'ennemi. Bazaine, très renseigné, informé et par les chefs de corps et par les dépêches des officiers qui suivaient les événements du haut du clocher de la cathédrale, feignait cyniquement d'ignorer la bataille afin de se dispenser de rien faire pour la victoire.

Canrobert se heurte à cette seconde résolution de tout refuser. Dès midi et demi, il envoyait un premier officier, de Bellegarel. Bazaine promet une division de la Garde et une batterie qu'il allait faire envoyer par le général Soleille. Il mentait, et ne fit partir ni la division ni la batterie. A 3 heures, arrive le capitaine de Chalus pour renouveler la demande. Même promesse d'une division ; puis le maréchal se ravise, dit qu'il a de bonnes nouvelles du 6^e corps, et gardera sa division. On arrive ainsi au moment des plus furieuses attaques contre Saint-Privat ; Canrobert voit grossir sans cesse les forces ennemies, les siennes n'en peuvent plus. Troisième officier au quartier général : il entre, trouve Bazaine renversé sur son siège, la cigarette aux lèvres, les bottes sur le marbre de la cheminée. Le maréchal, comme importuné, demande sans même se retourner : « Qu'est-ce que c'est ? » Puis, quand l'officier lui a exposé la situation terrible du 6^e corps, le congédie d'un laconique : « C'est bien. » L'autre n'ose pas insister et se retire, abasourdi. Bazaine laissera écraser Canrobert jusqu'au bout : ne le faut-il pas, pour être obligé de rentrer dans Metz ?

Et maintenant, c'est l'heure de la lutte suprême. Les Saxons ont fini par s'emparer de Roncourt. Vingt-quatre batteries en arc de cercle foudroient Saint-Privat. Le feu prend aux maisons, les toits croulent. Alors des masses énormes, Saxons, Garde royale, se jettent sur les nôtres au nord, à l'ouest, au sud. Les derniers rayons du soleil couchant éclairent ce formidable assaut. Les tambours battent, les clairons sonnent ; les drapeaux flottent au vent, des drapeaux dont plus d'un a changé six fois de mains, ceux qui les portaient ayant été frappés l'un après l'autre. Les nôtres, enragés, tentent une défense désespérée ; Canrobert, qui là est superbe, les encourage, les électrise, leur souffle le feu du combat. Combien tombent de part et d'autre ! Il faut chasser les nôtres hors de l'église à coups de crosse et de baïonnette. La nuit tombe peu à peu sur cette scène d'horreur. Le 6^e corps est en retraite. On veut le poursuivre. Mais il faut y renoncer. Enfin (trop tard), des grenadiers de la Garde repoussent les Allemands.

Saint-Privat perdu, Amanvillers est intenable. L'admiraut demande des ordres à Bazaine qui, tout d'abord, ne répond pas ; puis finit par commander la retraite.

130.000 Français ont résisté à 200.000 Allemands, ils auraient eu la victoire sans leur chef. Les Allemands l'emportent ; mais ils paient effroyablement cher leur succès avec du sang. Ils ont 5.273 tués, 14.430 blessés ; ils nous laissent près de 500 prisonniers. De notre côté, on compte 1.146 morts, 6.102 blessés, 420 disparus. Ajoutez les pertes de Rezonville, l'avant-veille, et jugez de quels flots de sang ce fatal plateau a été arrosé en deux jours !

Bazaine avait atteint son but : il s'était fait refouler dans Metz ; il allait s'y enfermer dans l'enceinte des forts ; il y poursuivait à l'aise son œuvre de trahison.

XII. — Sedan.

On avait fini par réunir au camp de Châlons les débris de Frœschwiller, qui y arrivaient le 17 août, ramenés par le chemin de fer. Ils avaient été rejoints par le corps de Faily (1^{er}) et celui de Douay (7^e), ce dernier grossi de la division Dumont, revenue d'Italie. Il avait fallu renoncer à occuper Civita-Vecchia et à défendre la souveraineté du Pape. On s'était obstiné à perdre, pour la défense de la France, les troupes employées à imposer Pie IX à ses sujets. Qu'y gagnait-on ? Il fallait maintenant abandonner le pouvoir temporel aux événements, et celles de nos troupes qui le protégeaient avaient été absentes du champ de bataille pendant que Mac-Mahon se faisait écraser.

Le ministre de la Guerre avait hâtivement composé un corps de troupe nouveau, le 12^e, comme il avait pu, avec quelques régiments rappelés de la frontière d'Espagne ou d'Algérie. On

y avait ajouté des régiments de marche et de l'infanterie de marine. Avec tout cela, on avait constitué une armée de 117.000 hommes, à la tête de laquelle Napoléon avait placé Mac-Mahon.

Que ferait-on de cette armée ? Mac-Mahon, Napoléon voulaient revenir sur Paris. Le ministre de la Guerre, Palikao, avait conçu pour l'armée un projet audacieux, mais qui n'était point d'un homme de guerre médiocre, et où des juges compétents ont vu une conception de la plus haute valeur. Il voulait que, au lieu de battre en retraite, Mac-Mahon allât hardiment au-devant de Bazaine vers Metz. On ne soupçonnait pas la trahison du Mexicain ; on restait convaincu qu'il voulait toujours percer vers l'ouest. Le gros de l'armée allemande était en marche sur Paris. Que serait-il arrivé si, derrière elle, Mac-Mahon et Bazaine avaient uni leurs forces et écrasé avec une supériorité évidente les forces ennemies restées autour de Metz ? Même Bazaine enfermé dans Metz (ce que nul ne croyait), les troupes d'investissement étaient perdues entre l'armée assiégée et celle de Mac-Mahon tombant soudain sur elles. Il est vrai que Paris restait exposé aux restes des

forces ennemies. Mais Palikao se faisait fort de défendre la grande ville le temps nécessaire derrière sa ceinture de remparts et ses forts.

L'Impératrice et le Conseil des ministres appuyaient résolument Palikao. Pour eux, Napoléon revenant piteusement à Paris après de telles défaites, c'était la fin de l'Empire. Puis l'on s'indignait à l'idée d'« abandonner Bazaine ». Mac-Mahon reçut l'ordre de marcher sur l'Est. Il résista. Napoléon résista avec lui. Il y eut des échanges de dépêches, des conseils de guerre auxquels Rouher vint de Paris prendre part. Finalement, Mac-Mahon, indécis et faible, Napoléon affaibli, abasourdi par le malheur et n'ayant plus l'ombre de volonté, cédèrent, mais avec un mauvais vouloir obstiné. Ils allaient partir, mais, suivant l'expression triviale, « comme des chiens qu'on fouette ».

Ils avaient commencé par reculer ; du camp de Châlons, le 20 août, l'armée avait été transportée à Reims. Puis on ne se décida à se mettre en route que le 23, et de quelle façon ! L'armée allait marcher sept jours, avant de se faire écraser à Beaumont, distant à peu près de 90 kilomètres. C'est, en moyenne, 12 à 13 kilomètres par jour et, comme le 23 et le 24 on en avait franchi 60, 6 kilomètres à peine pour les cinq derniers.

Tout fut incroyable dans cette marche, livrée au désarroi intérieur d'un chef désarmé. Tout d'abord, par une aberration invraisemblable, il avait jeté la masse de sa cavalerie à gauche, du côté où l'ennemi ne pouvait pas venir. Au lieu de l'employer à couvrir et à informer l'armée, à l'avertir de l'arrivée des Allemands, il l'avait abritée et cachée derrière l'infanterie. Il y avait un désordre lamentable dans le service des vivres, et, pour ravitailler les troupes, il fallut leur faire faire un crochet et suivre la ligne du chemin de fer. Ajoutez la confusion dans les ordres de marche, les routes encombrées, les hommes obligés d'attendre, immobiles, qu'elles fussent dégagées.

Les Allemands furent longtemps sans se douter du mouvement de Mac-Mahon. Leur seconde armée marchait tranquillement sur Paris. Ils en avaient formé une quatrième qui suivait le mouvement. Rassurés par l'inertie de Bazaine, ils avaient détaché des troupes qui l'avaient combattu à Rezonville et à Saint-Privat, la Garde, le 4^e corps et les Saxons, pour en former sous le prince royal de Saxe une « armée de la Meuse » qui se dirigeait sur la capitale avec celle du prince royal de Prusse, sans se douter que les nôtres allaient en sens inverse. C'est en effet fort tard que de Moltke, qui se croyait sûr de leur retraite sur Paris, apprit enfin leur mouvement. On dit que c'est une dépêche de Londres et une information empruntée par le journal *Le Temps* à une autre feuille,



Pie IX.

qui leva ses doutes. Il ne donna ses ordres en conséquence que le 26 à midi. Aussitôt, il fit remonter toutes ses troupes vers le Nord, à notre poursuite.

Dès le 27, quelques patrouilles de cavalerie saxonne se heurtaient à Buzancy contre nos cavaliers du 12^e chasseurs. Elles furent repoussées sans peine; mais ce fut assez pour semer l'alarme chez nos chefs militaires. De Faily arrête la marche de ses troupes, il déploie tout son corps d'armée pour le combat. Mac-Mahon n'a pas plus de sang-froid. Maintenant, il veut se rabattre sur les places de l'Oise. L'armée, qui croit marcher aux premières batailles, et qui y marche joyeusement, ne comprend rien à cet arrêt subit, à ces idées de recul. Quant à Mac-Mahon, il a enfin trouvé une raison pour renoncer à un mouvement qu'il fait malgré lui. Il se décide à revenir, télégraphie à Paris qu'il se retire sur Montmédy, et donne des ordres de marche en conséquence.

À peine son télégramme est-il arrivé, et a-t-on pu en délibérer, qu'on lui répond, dès 11 heures du soir, en lui enjoignant, au nom du Conseil privé et du Conseil des ministres, de continuer sa marche sur l'Est. Napoléon, qui veut rentrer à Paris, lui fait dire en vain que, commandant en chef responsable, et étant sur les lieux, il peut ne point obéir. Mac-Mahon se soumet, tourne encore une fois. Mais il a perdu un temps précieux. Maintenant il est trop tard, il va avoir deux armées allemandes sur les bras.

Ses troupes sont harcelées incessamment par les premières troupes allemandes. Un petit engagement, qui coûte quelques centaines d'hommes de chaque côté, mais que l'ennemi a vite rompu, a eu lieu à Nouart.

Le 29, à 5 heures du soir, de Faily a reçu l'ordre d'aller à Beaumont avec le 5^e corps. Pour cacher sa marche à l'ennemi, il ne part qu'à la nuit. Ses

premières troupes n'arrivent qu'à 3 heures du matin, harassées. On n'a ni le temps ni le moyen de chercher dans le crépuscule les emplacements convenables. Le 5^e corps, affamé, tombant de fatigue et de sommeil, s'entasse dans un fond, devant le village, sans même songer à se garder.

Ils allaient avoir une cruelle surprise. Le 30, à midi et demi, le camp français était dans une sécurité complète; les soldats faisaient leur cuisine et lavaient leur linge, quand un premier obus tombe au milieu d'eux; puis c'est toute une canonnade. Alarme, surprise, panique. En désordre, on court aux armes, on s'enfuit. Beaumont est encombré d'une déroute confuse. Les Français sont repoussés au delà du village après avoir subi des pertes considérables.

Il y a, à 3 kilomètres au nord de Beaumont, un petit bois placé sur une colline qui borde la Meuse; le bois de Givaudeau. C'est là que les nôtres se sont défendus avec acharnement. Des hommes du 27^e et du 30^e de ligne le disputèrent jusqu'au soir aux ennemis. Le 66^e et le 107^e allemands, à la fin, en chassèrent les nôtres. Ils avaient tenu bon jusqu'au coucher du soleil.

Que faisait, cependant, le reste de l'armée française? Elle était fort près et pouvait aisément porter secours à Faily. Ducrot, commandant le 1^{er} corps, entendait le canon. Il envoya un officier qui, dit-on, rencontra l'Empereur et reçut de lui l'assurance que « tout allait bien ». Le 1^{er} corps continua sa route pour Sedan.



La parade.

D'après une caricature de l'époque.

Le 7^e corps sous Douay était arrivé à Stonne à 11 heures. Il avait fait 6 kilomètres en sept heures. Douay était irrité contre Failly, sous les ordres duquel on l'avait placé : subordination qui le blessait. En entendant le bruit de la bataille, ses troupes croyaient marcher au feu. Douay ne voulut pas et continua sa route par le dangereux défilé d'Haraucourt.

Seul, Lebrun, commandant du 12^e corps, envoya au secours de Failly d'abord la brigade Villeneuve, puis la brigade Cambriels et toute sa cavalerie. Mais Mac-Mahon, arrivant à Mouzon, fit ingénieusement rappeler cette dernière. Il comprit sa faute plus tard, et fit envoyer contre l'ennemi deux brigades et de la cavalerie. Après avoir passé le pont de Mouzon, les cuirassiers chargèrent, puis furent obligés de repasser la Meuse à la nage. Beaucoup furent noyés.

Mac-Mahon concentrait absurdement son armée autour de Sedan. Dominée de tous côtés, et de très près, ce n'était plus qu'un nid à obus. L'artillerie ennemie n'avait qu'à y laisser tomber ses projectiles. Mac-Mahon allait entasser là ses 120.000 hommes, dans l'étroit triangle de 7 à 8 kilomètres de long, de 5 de largeur à la base, que traçaient sur la carte la Meuse, la Givonne et la forêt des Ardennes : c'était les condamner à une perte certaine.

La marche sur Sedan, bouleversée par la bataille de Beaumont, fut lamentable. Le 12^e corps avait passé la Meuse à Mouzon; les autres se pressaient tumultueusement devant les ponts construits à la hâte à Remilly, où l'on se bousculait dans un encombrement sans nom. C'est très tard, dans la nuit du 31 au 1^{er}, que les troupes arrivèrent l'une après l'autre. Le jour même de la bataille de Beaumont, le général de Wimpffen était arrivé de Paris à l'armée. Mais Mac-Mahon n'en voulait pas et l'avait fait laisser en Algérie. Palikao, qui l'appréciait fort, avait réparé cette injustice. Il l'avait envoyé pour remplacer Failly, à la tête du 5^e corps. Une lettre secrète, que Wimpffen gardait, le désignait pour remplacer Mac-Mahon, si le maréchal était tué ou blessé. Il fut accueilli comme un ennemi.

Napoléon, une fois à Sedan, éprouva le besoin d'adresser une proclamation aux troupes. Il avait un rôle très faux : il était entendu qu'il ne devait pas commander. Que faisait-il donc là ?

Sedan est sur la Meuse, au delà, quand on vient de France; mais les fortifications chevauchaient sur le fleuve, qui pénétrait dans leur enceinte et coulait dans les faubourgs méridionaux de la ville. Devant elle, sur l'autre bord de la Meuse et à peu de distance se dresse une chaîne de hauteurs, d'où le roi de Prusse, Bismarck et de Moltke allaient, au Fresnois, bien voir toutes les péripéties du combat. Derrière Sedan, surgit une haute colline dont la pente méridionale tombe presque dans les fossés de la place, tandis que la pente opposée est séparée, par une dépression, de celles que domine la forêt des Ardennes. Juste au-dessus de cette dernière pente, qui regarde le nord et les abords de la Belgique, s'élève, sur un petit espace découvert, la croix appelée le Calvaire d'Illy. Derrière le Calvaire, sur le chemin de Sedan, le petit bois de la Garenne épaissit ses fourrés.

Au nord, en face du Calvaire, et à droite comme à gauche à perte de vue, le champ de bataille était fermé par le long talus des Ardennes, de faible hauteur, noires de la sombre forêt de ce nom qui, par endroits, laisse traîner jusqu'au bas ses futaies et ses taillis. Zone étroite couverte de feuillages, derrière laquelle on arrive rapidement en Belgique. La frontière n'est guère qu'à une lieue de l'entrée des bois.

À l'est, la limite du champ de bataille était formée par la Givonne, petite rivière qui descend de la forêt des Ardennes, pour se jeter à 5 ou 6 kilomètres de Sedan, dans la Meuse, avec laquelle elle forme un angle aigu. Le gros bourg de Bazeilles se trouve près de la pointe de cet angle, sur la Givonne, derrière des prairies basses. Au-dessus, la rivière, de plus en plus encaissée, coule dans une sorte de ravin. Le long de son cours, en le remontant, on trouve les villages de La Moncelle, de Dagny et de Givonne, ce dernier à la sortie de la forêt. De notre côté, les pentes qui dominent la Givonne se relient par d'autres hauteurs au Calvaire d'Illy.

Du côté opposé, à l'ouest, la Meuse, peu après avoir traversé Sedan, fait un brusque crochet vers le nord, pour redescendre aussitôt après, dessinant, autour des collines d'Iges, une sorte de longue boucle de trois kilomètres et demi, sur un ou deux de large. Elle couvrait ainsi, sur un long espace, la droite de nos positions, nulle armée ne pouvant guère songer à la traverser deux fois sur les deux branches de son repli, pour atteindre les ennemis; la boucle se prolonge jusqu'au



Bazeilles

D'après le tableau de L. Sergent.

piet du plateau des Ardennes, laissant juste entre ses pentes et la rivière la place de la route, sur laquelle vient mourir un ravin couvert de bois. Le défilé, qui a près d'une demi-lieue, était facile à garder. Une petite troupe résolue pouvait y arrêter une armée. On verra que, hélas ! nos chefs n'ont même pas songé à le défendre. Au delà du défilé, du côté de Sedan, se trouvent le village de Saint-Menges et, un peu au sud, celui de Floing.

Le combat avait commencé dès la veille à Bazeilles, défendu par le 12^e corps attaqué par les Bavaois. Il y avait là, sur la Meuse, un pont du chemin de fer. L'ordre avait été donné de le détruire : il n'avait pas été exécuté. Après avoir canonné le bourg, les Bavaois l'avaient assailli à 3^h 30 ; ils y avaient même pénétré. Mais les braves fantassins de marine de Martin des Pallières les en avaient chassés et les avaient poursuivis à la baïonnette.



Habitants des départements envahis fuyant vers Paris.

D'après une gravure contemporaine.

Dès 3 heures du matin, le 2, le général bavaois von der Tann préparait une nouvelle attaque ; il doublait le pont du chemin de fer d'un pont de bateaux, et les faisait traverser par ses deux premières brigades. Un brouillard épais cachait encore le bourg à l'artillerie. Avant le lever du soleil, c'était déjà la lutte enragée qui devait rendre le nom de Bazeilles glorieux dans l'histoire de la guerre.

Les Bavaois avaient d'abord pénétré dans les rues. Mais les braves « marsouins » s'étaient rués sur eux et les avaient refoulés. Ici, ils les chassaient de la Grande-Rue ; là, à côté du remblai du chemin de fer, ils les poussaient la baïonnette aux reins. Beaucoup d'ennemis levaient la crosse en l'air.

Les Bavaois s'étaient emparés de deux bâtiments qui tinrent longtemps les nôtres en échec. En revanche, tous leurs efforts se brisaient contre la ville. Pendant des heures, on tuait, on mourait, au coin des rues, jusque dans les chambres des maisons. Mais Bazeilles tenait bon ; l'ennemi ne pouvait pas mordre sur la résistance des nôtres.

Au nord de Bazeilles, en suivant les bords de la Givonne, à La Moncelle, c'était aux Saxons que les nôtres avaient affaire. On se fusillait des deux côtés de la rivière, tandis que l'artillerie tonnait des deux parts. Survint le 107^e régiment allemand qui occupa La Moncelle. Mais Lebrun faisait charger les batteries allemandes par nos hussards et les obligeait à reculer. Le duel des deux artilleries continuait. Mais l'ennemi ne faisait que des progrès insignifiants. Puis le 105^e saxon marchait sur Daigny, au nord de La Moncelle. Il s'y heurtait à la brigade de Kerledec. On échangeait une vive fusillade. Vers 10 heures, Daigny tombait au pouvoir des ennemis. Le 3^e zouaves, qui avait vaillamment combattu, était pris entre deux feux et coupé en deux. La plus grande partie gagnaient sous bois la frontière belge, puis Rocroi, d'où, trois jours après, on les ramenait à Paris. En somme, même là, l'ennemi était tenu en échec; il avait occupé les bords de la Givonne : il n'allait pas au delà.

Cependant, un grave événement s'était produit : Mac-Mahon ne commandait plus l'armée.

Il était sorti de bon matin, à la nouvelle de l'attaque ennemie contre Lebrun. Il revenait à Daigny, vers 6 heures du matin, quand il fut atteint d'un éclat d'obus et renversé évanoui. Il laissait l'armée sans plan de combat; il n'en avait indiqué à personne, probablement parce qu'il n'en avait aucun.

D'après les prescriptions impérieuses du règlement, le commandement en chef revenait de droit au plus ancien. C'était Wimpffen, et après lui Douay. On sait que, en outre, Wimpffen était désigné par une lettre du ministre; mais il ne l'avait pas montrée. Au mépris de toutes les règles, Mac-Mahon donna sa succession à Ducrot. Et au début, personne ne réclama.

Ducrot était fort en vue dans les états-majors impériaux. On verra plus tard combien Trochu lui-même s'en était engoué, pour le malheur du siège de Paris. Il avait du brio, le verbe haut et cette brutalité d'allures qui fait croire à l'énergie. Dès la veille, il avait sur la conduite de la bataille un parti pris obstiné. Son idée fixe était qu'il fallait concentrer l'armée sur le Calvaire d'Illy. De tous côtés, le Calvaire d'Illy est enveloppé de positions qui le rendent intenable. Sans même franchir la Givonne, les Allemands pouvaient le battre, à l'est, des hauteurs qu'ils occupaient au delà de la rivière. Devant, sur une énorme longueur, il était dominé par les pentes des Ardennes. Il suffisait, à l'ouest, de laisser l'ennemi franchir le défilé dont j'ai parlé, pour que le Calvaire fût canonné des trois côtés par une immense ligne d'artillerie longue de plus de cinq kilomètres, et concentrant ses feux sur un petit plateau large de plus d'un kilomètre et demi. On verra, dans toute la journée, toutes les troupes que le commandement entassera là foudroyées avant même de voir l'ennemi.

Pourtant Ducrot n'en démordait pas : dès la veille, il avait voulu l'occuper avec un corps d'armée. A cheval, nerveusement, il montrait le Calvaire sur sa carte, en répétant : « C'est la clef de la situation. »

Puis, de là, où pouvait-il aller? On a essayé de contester, contre l'évidence, que son autre idée fixe fut la retraite à l'ouest, sur Mézières. Idée irréalisable. Voit-on toute une armée de 100.000 hommes avec ses canons, ses convois, ses bagages, s'entassant sous le feu des ennemis sur la route unique, qui derrière la boucle de la Meuse traversait le défilé étranglé de Saint-Albert? Au reste, la question ne se posait même plus. Douay, absurdement, n'avait pas défendu le défilé. Le V^e et le XI^e corps allemand, sur les ordres du prince royal, avaient de grand matin franchi la Meuse à Donchery, tandis que les Wurtembergeois la franchissaient à Dom-le-Remy. Ils avaient eu la bonne fortune de trouver libre la route de Mézières, passé sans difficulté le dangereux défilé et occupé au delà la hauteur du Hattoy, d'où Douay, contre toute raison, avait retiré deux bataillons et où l'ennemi installait ses batteries. On avait même laissé le 87^e régiment (de Nassau) entrer à Saint-Menges sans coup férir. La route sur Mézières était fermée jusque dans ses abords avant même que Ducrot donnât ses ordres.

C'est dans ces conditions que, hanté de son idée fixe d'accumuler toutes ses forces au Calvaire, il livrait aux Allemands toute notre issue de l'autre côté, en leur abandonnant nos positions sur la Givonne. Le 1^{er} et le 12^e corps, qui les occupaient, ce dernier en bas, à Bazeilles, l'autre au-dessus, devaient, d'après ses ordres, les évacuer, le 12^e corps d'abord, puis le 1^{er}. Dès qu'on le sut, tout l'État-major fut consterné! Comme on parlait de consulter au moins Napoléon : « Qu'il

aille se faire f..... ! C'est lui qui nous a mis dans ce pétrin. » Et il répétait brutalement : « Exécutez mes ordres ! » Ils étaient expédiés vers 8 heures du matin.

Leur première conséquence était de faire évacuer ce Bazeilles, que les nôtres, si héroïquement et avec succès, disputaient aux Bavares. A 9 heures, Ducrot, après lui avoir laissé un court délai, contraignait lui-même Lebrun à en rappeler ses troupes. Une partie des nôtres resta. Dans le nombre, les défenseurs de la maison Bourgerie, la fameuse maison de « la dernière cartouche » à la sortie de Bazeilles, sur la route de Balan. La peinture a consacré le souvenir de cette lutte suprême de quelques hommes, sous le commandant Lambert, qui cernés, canonnés, tirèrent en effet sur l'ennemi jusqu'à la dernière cartouche qui leur restât. Les Bavares, exaspérés par le combat affreusement meurtrier que depuis l'aube ils soutenaient dans Bazeilles, s'en vengèrent avec une colère sauvage. Les obus avaient allumé dans le bourg des incendies épars : ils mirent le



Les dernières cartouches (Balan, près Sedan).

D'après le tableau de A. de Neuville.

feu à toutes les maisons qui restaient. Seuls, vingt-trois bâtiments un peu écartés échappèrent. Puis ils exercèrent les pires violences contre les habitants, dont quelques-uns, armés, avaient pris part à la défense.

Wimpffen n'avait pas revendiqué ses droits quand le commandement avait été donné à Ducrot ; mais on devine sa douleur et son anxiété devant les premiers ordres du nouveau général en chef quand il apprit l'abandon de nos positions essentielles. Il en écrivit à Ducrot ; dans sa lettre, il parlait de la pièce qu'il avait reçue du ministre pour succéder à Mac-Mahon, mais en refusant encore de s'en prévaloir. « Nous en reparlerons, disait-il, après la bataille. » Malgré cette réserve, Ducrot ne pouvait pas conserver son nouveau titre contre un ordre formel du ministre. Et le commandement, changeant encore une fois de mains, passa à Wimpffen.

Commandement nominal qui lui donnait à peine une ombre d'autorité ! Un seul chef de corps, Lebrun, avec lequel il avait d'étroits rapports de camaraderie, paraît avoir tenu quelque compte de ses ordres. On verra les autres, après quelques heures, se réfugier à la sous-préfecture, auprès de Napoléon, et celui-ci arborer le drapeau blanc de sa seule initiative. Il était

poursuivi de l'idée de faire une trouée à l'est, sur Montmédy. Il n'était guère plus possible de la réaliser.

Tandis que le commandement est tirailé, ou plutôt qu'il n'y a plus à proprement parler de commandement, les Allemands gagnent du terrain des deux côtés, à l'ouest et à l'est. Du côté de la Givonne, la Garde royale entre en ligne après les Saxons. Une canonnade effroyable fait tomber une pluie d'obus sur les nôtres. Couchés à terre, sur les hauteurs qu'ils occupent, ils les reçoivent presque tous très vaillamment. Mais déjà quelques troupes ont lâché. Devant Daigny, non seulement notre artillerie est écrasée, mais le 5^e tirailleurs, stupidement placé derrière elle, prend sa part de la grêle de projectiles allemands; et c'est quand il a perdu 200 hommes et 17 officiers qu'on se décide à le mettre à l'abri quelques centaines de mètres plus loin. La Garde a occupé le village de Givonne; un peu après 11 heures, elle chasse de Haybes un détachement de notre 56^e puis elle va de l'avant.

On a vu, à l'autre bout du champ de bataille, au défilé de Saint-Albert, Douay ne pas défendre les points décisifs. Vers 10 heures, on fait charger par la cavalerie (les chasseurs d'Afrique), sous Galliffet, les troupes du 87^e allemand. Beaucoup de nos cavaliers tombent et cette tentative n'arrête qu'un instant le mouvement des ennemis. On a vu Floing occupé par les Prussiens. Le colonel Farney tente un vigoureux retour offensif. Il est blessé et repoussé.

Les Allemands avaient compris tout de suite ce dont ni Mac-Mahon ni Ducrot ne s'étaient doutés : que la victoire appartenait à qui occuperait, au nord du champ de bataille, les pentes de la forêt des Ardennes. Ils y avançaient des deux côtés, par Saint-Menges et par Givonne. Bientôt, ceux qui venaient de l'ouest arrivaient à Fleigneux. La Garde royale les rejoignait de l'autre côté. Un des escadrons de la cavalerie consumma la jonction à Olley. Ainsi se noua la chaîne formidable qui allait écraser les nôtres : 156 canons, des hauteurs du Hattel et à Fleigneux, accablèrent le Calvaire d'Illy, croisant leur feu avec les batteries de la Garde. Alors, ce fut effroyable. Nos batteries ne pouvaient plus tenir. Ducrot demandait des hommes à Wimpffen qui le chargeait de trouver ce qu'il pourrait et appelait dans l'abattoir ce qui restait des brigades Pellé et L'Hériller. Un peu au sud, le commandant allemand von Schkoppe assaillait les pentes de Cazal et de Gaulier, contre la division Liébert.

Ducrot, aux abois, prit un parti désespéré : celui de lancer sur l'ennemi, ou plutôt dans l'abîme, une de ces énormes et monstrueuses charges de cavalerie, que les chefs militaires attardés s'obstinaient à faire foudroyer par les armements modernes.

Le commandant de la cavalerie était un homme très remarquable, le général Margueritte. On le savait intelligent, partisan des réformes et appelé à un brillant avenir. Ducrot lui indiqua lui-même la direction de la charge, sur Floing. Margueritte s'avança de deux cents pas pour reconnaître le terrain. Une balle lui traversa les deux joues et lui coupa la langue. Il n'en revint pas moins devant sa cavalerie, déployée en arrière, soutenue des deux côtés par deux hommes sur son cheval. Son aspect était effrayant. Sa langue ensanglantée lui pendait hors de la bouche. Il ne pouvait plus pousser que de sourds grondements inarticulés. Mais sanglant, criant encore, d'un geste furieux il désignait l'ennemi aux troupes. Quelques-unes, dans leur transport, n'attendirent pas même l'ordre pour partir; et cette masse énorme d'hommes et de chevaux, maintenant commandée par Galliffet, se rua tumultueusement sur l'ennemi.

C'était fou. Il y avait, sur la pente où elle se lançait à fond de train, de soudaines dépressions à pic, de brusques ressauts de plus d'un mètre. Cet ouragan de chevaux, d'hommes et de sabres, roula comme une vivante avalanche sur l'infanterie allemande, qui la foudroyait de face et sur ses deux côtés. Le roi de Prusse, qui les voyait de loin, stupéfait de tant d'audace, s'écria : « Oh ! les braves gens ! » Puis il fallut que les débris de toute cette cavalerie gravissent au retour, comme ils purent, la pente qu'ils avaient descendue. Ducrot n'en avait pas assez. « Encore une charge, dit-il, pour l'honneur des armes ! » Et Galliffet : « Tant que vous voudrez, mon général ! Tant qu'il en restera un ! » Et voilà la cavalerie qui roule une fois de plus sur les pentes qu'elle avait remontées, mais dans une autre direction.

Cette fois, c'était tout à fait insensé, si insensé que, comme au retour Galliffet passait avec ses cavaliers devant un bataillon allemand qui pouvait les exterminer, le commandant ennemi, pris d'admiration, et sans doute aussi trouvant la charge peu dangereuse, arrêta le feu de sa troupe

pour les sauver. Nos Français répondirent par un salut militaire qui leur fut rendu. La division Margueritte avait perdu 29 officiers tués, 25 blessés, 783 hommes tués, blessés ou disparus. Elle comptait, avant la charge, 138 officiers et 1.650 sabres.

Ducrot avait dit qu'il ferait suivre l'attaque de cavalerie par une attaque d'infanterie. On a raconté qu'il essaya et ne put pas entraîner ses troupes sous le feu meurtrier de l'ennemi. Quoi qu'il en soit, après avoir immolé ses braves cavaliers « pour l'honneur des armes », il se considéra comme quitte, et rentra à Sedan, auprès de Napoléon, sans consulter Wimpffen, bien entendu.

Du reste, l'armée fondait à vue d'œil. Une immense bousculade de fractions égarées ou d'hommes isolés, avec l'artillerie, couvrait de ses vagues humaines toutes les routes qui aboutissaient à Sedan. La plupart s'entassaient derrière l'enceinte, dans les rues, dans les maisons. On fit fermer une des portes de la ville : les soldats se pressaient dans les fossés.

Wimpffen ne désespérait pas encore. A 1^h 30 il avait écrit à Napoléon : « Sire, je me décide à forcer la ligne qui se trouve devant le général Lebrun et le général Ducrot, plutôt que d'être prisonnier dans la place de Sedan. Que Votre Majesté vienne se mettre au milieu de ses troupes : elles tiendront à honneur de lui ouvrir un passage. »

Si l'on eût pu rallumer une étincelle au fond du cœur de Napoléon III, cette lettre aurait dû la rallumer. Assurément il exposait sa vie dans une telle aventure. Ce dernier effort de soldat le relevait : il le devait aux siens, que la honte de la capitulation allait perdre. Il le devait au nom glorieux qu'il portait. Blessé ou même ayant essayé de combattre, il le réhabilitait un peu. Il refusa, donnant pour prétexte qu'il ne pouvait pas « risquer de se faire prendre ». Pris, il l'était déjà : il allait rendre dans quelques heures son épée au roi de Prusse.

Il n'y eut, en lui, à cette heure terrible, qu'une peur tyrannique de la mort. Déjà les obus tombaient sur Sedan. Dès 2^h 30, sans droit aucun, puisqu'il avait abdiqué le commandement, il faisait arborer le drapeau blanc ! Comme l'a dit Victor Hugo, au moment où il perdait la France, où des milliers d'hommes mouraient,

On entendit ce cri monstrueux : « Je veux vivre ! »

Cet homme qui, depuis Reims, avait abdiqué toute autorité, qui ne voulait plus être là que comme témoin, soudain, se refaisait empereur.... pour se rendre. Le chef d'état-major avait fait abattre son drapeau blanc. D'ailleurs, un linge flottant sur les murs, et que l'armée ennemie ne voyait pas, ne pouvait pas arrêter le feu. Il entendait le tumulte du combat continuer : il s'en effrayait, et s'en irritait. Il dit à Ducrot : « Écrivez » — et Ducrot, docile, écrivit sous sa dictée : « Le drapeau parlementaire est arboré.... Le feu doit cesser sur toute la ligne ! » Mais il fallait une signature, et il avait renoncé à donner des ordres. Ducrot fit observer que, n'étant plus général en chef, il ne pouvait pas mettre son nom au bas du papier qu'il venait d'écrire. Napoléon le fit envoyer au chef d'état-major, Faure, qui refuse. L'Empereur n'en est que plus poursuivi



Un poste avancé d'artillerie en 1870.

par son obsession de capitulation. Lebrun vient d'arriver, et il dicte à Lebrun : « Je, soussigné, commandant en chef l'armée française, ai l'honneur d'adresser à M. le général en chef de l'armée allemande une demande d'armistice, pendant la durée duquel il sera possible de traiter des conditions également acceptables pour les deux armées. » Et il envoie Lebrun porter ce papier à Wimpffen pour qu'il le signe.

Un seul parmi les chefs n'a pas fléchi : Wimpffen. A-t-il encore conservé l'ombre d'une illusion ? On a peine à le croire. Mais il ne veut pas capituler. Depuis le matin, les Bava- rois ont avancé : pas beaucoup. Ils sont à Balan, village situé sur la route, entre Bazeilles et Sedan : c'est Balan que Wimpffen veut attaquer. Avec quelles troupes ? Avec les derniers débris de ce qui fut l'armée



Lithographie Coulbeur.

française ; avec des fractions de régiments, de bataillons et de compagnies qui sont encore là ; avec la foule des dispersés, ou plutôt avec ceux qui ont encore un peu de cœur. Wimpffen a résolu de marcher avec eux, après avoir attendu en vain la réponse de Napoléon à sa lettre. Il la reçoit enfin ; il sait ce qu'elle est, et refuse de la lire. Vers 4 heures, il rencontre Lebrun, qui lui apporte, de la part de l'Empereur, la lettre de capitulation qu'on a vue ; Lebrun est suivi d'un homme qui porte un fanion blanc. Wimpffen, indigné, fait disparaître le fanion, et refuse de prendre connaissance du papier qu'on lui apporte. Puis il court à Sedan. Pour voir Napoléon ? A quoi bon ? Il va chercher des forces pour son attaque.

Il court les rues, adjurant la foule des fuyards. Une fausse nouvelle, que répandent des officiers, peut en décider quelques-uns. Ils vont racontant que Bazaine arrive. Bref, il entraîne 2.000 hommes et 2 canons. Près de Balan, il retrouve Lebrun qui, sans espoir, se joint à lui. D'autres se joignent à eux, dont le général Pellé, avec des isolés des premiers corps et le 16^e chasseurs. C'est un pêle-mêle d'hommes armés ramassés de tous côtés, une foule plus qu'une troupe ; Wimpffen l'entraîne :

à sa tête il se rue sur Balan et en chasse les Bava- rois surpris. Quelques-uns continuent à se défendre dans une grande maison. Le capitaine Demazières amène quatre canons, les charge à l'abri et les place devant le bâtiment, d'où les Bava- rois sont forcés de sortir.

Succès inutile. A peine est-il remporté que Wimpffen n'a plus de soldats. Pendant que l'en- nemi concentre ses forces pour réparer son échec, la troupe qu'il a réunie se disperse comme elle a été assemblée. Wimpffen désespère et se décide à abandonner la partie.

120.000 Français, avec 413 canons, ont lutté contre 150.000 Allemands avec 695 pièces. Les vainqueurs ont eu 470 officiers, 8.461 hommes tués ou blessés ; les Français, 199 officiers, 9.000 hommes. Mais, en outre, 21.000 ont été faits prisonniers dans la journée, et 3.000 désarmés en Bel- gique.

Dès 4^h 30, le roi de Prusse avait envoyé à Sedan le lieutenant-colonel Bronsart von Schellen- dorff et un autre officier pour sommer le général en chef de capituler. Stupeur de Bronsart, quand

il fut introduit près de Napoléon. On se refusait à croire chez les Allemands que l'Empereur fût là. Ce furent des explosions de joie, quand dans le camp allemand on sut qu'il était pris. Napoléon, en réponse, envoya le général Reille, avec ce mot de lui : « Monsieur mon frère, n'ayant pu mourir au milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à rendre mon épée entre les mains de Votre Majesté! Je suis de Votre Majesté le bon frère. Napoléon. » — En réponse, il fut invité à envoyer un général pour négocier avec de Moltke, désigné pour cela par le roi de Prusse. Napoléon en chargea Wimpffen; celui-ci se débattit, et commença par refuser deux fois. Il avait été si peu général en chef! Personne ne lui avait obéi. Ducrot l'apostropha, violent, injurieux, l'accusant de « folle présomption », d'une « ambition » qui l'avait empêché, lui, Ducrot, de sauver l'armée, de façon si brutale qu'on dut s'interposer. Wimpffen avait déjà cédé et accepté d'aller négocier.

Il était à Donchery à 11 heures du soir, avec Faure et Castelnau. De Moltke et Bismarck



Napoléon III prisonnier.

(Photo Lianant.)

lui firent connaître les impitoyables exigences du vainqueur : toute l'armée prisonnière avec armes et bagages. En vain il se récria et engagea une longue discussion où de Moltke, pour prouver la présomption des Français, cita ce curieux détail, qu'au départ pour la guerre on avait distribué à nos officiers des cartes d'Allemagne, aucune de France. Wimpffen représenta qu'il ne pouvait signer une telle capitulation sans en référer, et la trêve fut prolongée jusqu'à 9 heures. Dans le salon où le vainqueur dictait ces conditions, on entrevoyait un grand portrait de Napoléon I^{er}.

En rentrant, Wimpffen dit à Napoléon qu'on n'avait plus d'espoir que dans son intervention près du roi de Prusse. A 6 heures du matin, Napoléon partait en calèche. On eût dit un cadavre, à voir sa blême figure de cire. Il fallut réveiller Bismarck, qui accourut de Donchery. Il refusa net à l'Empereur toute entrevue avec le Roi avant la signature de la capitulation. On conduisit Napoléon au château de Bellevue, où on le logeait provisoirement.

Le Conseil, réuni le matin à Sedan, résolut de céder à la nécessité. Seuls Bellemare et Pellé se récrièrent d'abord, puis, sous le poids de l'évidence, se rallièrent. Wimpffen revint signer la capitulation au château de Bellevue. Il eut là l'idée fort blâmable de faire introduire dans les conditions la faculté, pour les officiers, d'éviter la captivité en donnant leur parole d'honneur de

ne plus servir. A son retour, le Conseil de guerre français fit rayer cette détestable clause : les officiers devaient partager le sort de leurs soldats.

Au château de Bellevue, Napoléon vit enfin Guillaume. Entrevue désormais inutile. Napoléon accepta la somptueuse résidence qui devait lui servir de prison, et obtint de se faire accompagner de Reille, de La Moskoude et de Murat. Au château, il avait retrouvé, avec une satisfaction bien puérile, tout son train : voitures de gala, valetaille galonnée et dorée, postillons poudrés, officiers de bouche, énorme batterie de cuisine. Le luxe impérial du vaincu faisait un étrange contraste avec la simplicité du vainqueur. Le lendemain matin, Napoléon partait pour le lieu assigné à sa captivité. Il y a, à côté de Cassel, un magnifique château, comme un autre Versailles, copié sur le nôtre par un petit souverain de la Hesse. On vante son parc, ses magnifiques avenues, ses eaux, son peuple de statues, les admirables paysages qui l'entourent. C'était la prison destinée à l'homme du 2 Décembre.

Dans Sedan, la nouvelle de la capitulation provoquait une crise de désespoir. On voyait fondre en larmes de vieux soldats d'Afrique. Les hommes, furieux, brisaient leurs fusils, mettaient hors de service leurs canons et leurs mitrailleuses, jetaient dans la rivière leurs casques, leurs cuirasses, leurs sabres. Ils allaient traverser de cruelles épreuves. J'ai parlé de la boucle de la Meuse fermée de trois côtés par le fleuve : un canal complète la clôture du quatrième côté. C'est dans cet étroit espace que jusqu'à nouvel ordre, les Allemands parquèrent ce qui restait de l'armée française : 85.000 hommes d'après le grand État-major allemand, les officiers avec la troupe. Toutes les souffrances s'abattirent sur le « camp de la Misère », comme l'appelèrent les nôtres. Il fallut vivre, dormir, pour beaucoup sans abri, sur le sol détrempé. Au début, on n'eut même pas de vivres : les plus heureux, la faim au ventre, dévoraient les chevaux crevés. Pour boire, on n'avait que l'eau de la Meuse, charriant les cadavres de la bataille, quand les sentinelles laissaient les prisonniers s'approcher. Nul service médical, pas de remèdes. Une fièvre pouvait devenir mortelle. Ce n'est qu'à partir du 5 septembre qu'on commença à faire sortir les malheureux de cet enfer, par convois de 2.000 hommes. L'évacuation ne fut terminée que le 14.



Sabretache du second Empire.

Collection R. Desvarreux.



La Troisième République

par

Camille Pelletan



Jules Ferry. Picard. Jules Simon. Glais-Bizoin. Garnier-Pagès. Thiers. Jules Favre. Pelletan. Gambetta.

Le Gouvernement de la Défense nationale.

Photographie directe.

LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

I. — Le 4 Septembre et le siège de Paris.

Une dizaine de jours avant la capitulation de Sedan, Napoléon avait signé à Châlons, en même temps que la nomination de Mac-Mahon comme général en chef de l'armée, la nomination de Trochu comme gouverneur de Paris.

On a vu que Trochu fut un brillant officier en Crimée et en Italie. Il venait d'écrire sur les choses de l'armée un livre très remarquable où il ne ménageait pas les vices de notre organisation et de nos mœurs militaires. De là, sa courte popularité. On le savait assez libéral pour qu'il fût considéré comme un médiocre bonapartiste. Aussi, quand il était revenu, aussitôt après sa nomination, pour prendre possession de son gouvernement, avait-il été fort mal reçu par l'Impératrice régente, qui le traitait presque en ennemi. Raison de plus pour qu'il fût bien vu de l'opinion.

Le désastre de Sedan était du 2 septembre; Paris l'ignorait encore dans la journée du 3. Le Gouvernement le dissimulait et donnait aux Chambres les nouvelles les plus fausses. L'Impératrice avait secrètement envoyé son ami Mérimée à Thiers, pour lui faire accepter de prendre le pouvoir au nom de la Régence, c'est-à-dire essayer de sauver l'Empire : naturellement, Thiers avait refusé.

Il fallait bien finir par avouer la vérité. Le Corps législatif fut convoqué pour une séance de nuit. Je l'ai vue; et le souvenir qu'elle a laissé est inoubliable. Les grilles du Palais étaient fermées, les tribunes à peu près vides. Une tristesse inexprimable s'appesantissait sur la grande salle violemment éclairée. Un silence de mort, comme si l'on y étouffait jusqu'au bruit de ses

pas. Pas un murmure, un accablement muet. Jules Favre, grave, implacable, monta à la tribune, et, dans ce terrible silence, fit retentir de sa voix vibrante l'arrêt de mort de l'Empire : « Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie sont déchus des pouvoirs que leur a conférés la Constitution ». Les bonapartistes étaient si écrasés, qu'il n'y eut pas un cri, pas une protestation. Le Gouvernement impérial et sa majorité, atterrés, se taisaient.

On renvoya la séance à 11 heures du matin. Déjà la fatale nouvelle avait transpiré dans la soirée. Une grande vague de cent mille têtes roulait sur les boulevards. Le lendemain matin, à la Chambre, on devait délibérer sur la proposition de Jules Favre. Thiers en faisait une autre, plus modérée, qui commençait par ces mots : « Vu la vacance du pouvoir » ; mais il consentit à y substituer les mots plus vagues : « Vu les

circonstances ». Elle aboutissait aussi à faire nommer un gouvernement par le Corps législatif ; des membres de la majorité l'avaient signée ; Palikao apportait un troisième projet qui, en fait, maintenait la régence, mais sans oser la nommer. Les bureaux examinaient les trois.

Tout Paris était en mouvement. La police impériale avait exercé ses dernières brutalités et donné ses derniers coups de casse-tête. La place de la Concorde était noire de foule. Un puissant flot humain traversa le pont. Les forces qui le barraient, garde municipale et police, renoncèrent à arrêter ces masses. Quelques instants après, le Palais-Bourbon était envahi, les députés se dispersaient. Puis la foule, avec les représentants de la gauche, allait à l'Hôtel de Ville proclamer et installer un gouvernement de Défense nationale : le général Trochu comme président ; avec lui les députés de Paris, Jules Favre, Gambetta, Jules Simon, Ernest Picard, Eugène Pelletan, Jules Ferry, Garnier-Pagès, Crémieux, Glais-Bizoin, Rochefort. Thiers ne voulait pas s'y associer. En même temps, le peuple rentrait aux Tuileries pour la dernière fois, et cette fois sans lutte : les portes étaient ou-

CITOYENS DE PARIS,

La République est proclamée.

Un Gouvernement a été nommé d'acclamation.

Il se compose des Citoyens

EMMANUEL ARAGO,	GLAIS-BIZOIN.
CRÉMIEUX,	PELLETAN,
JULES FAVRE,	PICARD,
JULES FERRY,	ROCHEFORT.
GAMBETTA,	JULES SIMON.
GARNIER-PAGÈS,	

représentants de Paris.

Le général TROCHU est chargé des pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale.

Il est appelé à la Présidence du Gouvernement.

Le Gouvernement invite les Citoyens au calme ; le Peuple n'oubliera pas qu'il est en face de l'ennemi.

Le Gouvernement est, avant tout, un Gouvernement de défense nationale.

Le Gouvernement de la défense nationale.

ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FAVRE, FERRY,
GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN,
PELLETAN, PICARD, ROCHEFORT, SIMON,
Général TROCHU

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

vertes, les habitants envolés. On connaît la dépêche envoyée par Augustin Filon, le précepteur du prince impérial : « Filons sur Belgique, Filon. » L'Impératrice avec tout son monde avait pris le train de Bruxelles.

Restait le Sénat ; mais personne ne s'était rappelé son existence. Il devait tenir séance, et les pères conscrits de l'Empire avaient héroïquement résolu de mourir sur leurs chaises curules ; après quoi, se voyant oubliés, ils étaient rentrés chez eux. Ce n'est que le lendemain qu'on se rappela qu'il y avait un Sénat. On envoya fermer le Luxembourg, précaution superflue : les Sénateurs ne reparurent plus. La Chambre dispersée fit mine de résister. On se réunit à l'Hôtel de la Présidence : Thiers fit comprendre sans peine que toute tentative de lutte serait hors de propos.

Le soir, tout Paris se pressait sur les boulevards. Sous le coup d'effroyables malheurs, sous la menace d'affreux périls, le seul sentiment de tous, c'était une radieuse impression de soula-

gement et de délivrance. On respirait à pleins poumons l'air des libertés reconquises : il semblait que la République reparût telle que Rude l'a sculptée, les ailes déployées, la bouche large ouverte par l'hymne de la *Marseillaise*, pour nous conduire encore à la victoire. Ce peuple résolu à combattre jusqu'au bout avait le cœur gonflé d'espérances : comme si la fatalité des désastres était emportée avec l'Empire.

On n'avait pas attendu, sur plus d'un point, la révolution de Paris. Bordeaux, Lyon, Versailles, avaient renversé le régime de décembre en même temps que la capitale et même avant elle. Aussitôt après, les proscrits rentraient : Hugo, Louis Blanc, Edgar Quinet, et leurs grands compagnons d'exil débarquaient à Paris. Hugo eut une rentrée triomphale.

Le Gouvernement avait constitué son ministère : Jules Favre aux Affaires étrangères; Gambetta à l'Intérieur, dont il s'était emparé malgré Jules Simon; celui-ci à l'Instruction publique; Picard aux Finances; Crémieux à la Justice. Ils s'adjoignirent aux Travaux publics, Dorian, député de la Loire; à l'Agriculture et au Commerce, Mangin, député de la Côte-d'Or; à la Guerre, un ancien proscrit, le général Le Flô; à la Marine, l'amiral Fourichon. Mais le Gouvernement ne pouvait pas se laisser tout entier enfermer dans Paris par les Allemands. Il envoya à Tours, pour le représenter en province, Crémieux et Glais-Bizoin. L'un avait soixante-quatorze ans, l'autre soixante et onze.

L'invasion avançait à grands pas; Paris venait de recevoir le corps d'armée de Vinoy, qui se trouvait à Mézières, à quelques lieues de Sedan, lors du grand désastre, et qui, à la nouvelle de notre défaite, était rentré précipitamment à Paris.

Dès le 15, l'ennemi était tout près. Le 19, le général d'Exéa essayait de lui disputer les hauteurs de Châtillon. Une honteuse panique, dont les zouaves donnèrent le signal, ramena les troupes en désordre dans Paris. On fit des exemples et les fuyards furent promenés dans les rues, le képi à l'envers, la capote retournée, avec cet écriteau : « Lâche », ou « Déserteur ».

Jules Favre voulut donner pour préface à la défense de Paris une dernière tentative auprès de Bismarck : moins, sans doute, dans l'illusion d'arriver à une entente, que pour faire connaître les exigences du vainqueur. Le 18, il lui demandait une entrevue qui était aussitôt accordée. Le 19, il allait le chercher à Meaux, pendant que Bismarck partait pour Ferrière. Une première conversation eut lieu le 19 en route, au château de la Haute Maison; une seconde le 20, à Ferrière, dans le magnifique château de M. de Rothschild. L'homme d'État berlinois lui fit connaître les conditions implacables qu'il voulait imposer à la France : il lui fallait toute l'Alsace, le meilleur de la Lorraine avec Metz. On a prétendu que la résistance du 4 septembre avait augmenté les exigences du vainqueur : elles n'ont pas changé depuis le lendemain de Sedan. Jules Favre demandait qu'on laissât le Gouvernement faire élire et convoquer à Paris une assemblée nationale; Bismarck mettait comme condition à l'armistice nécessaire pour les élections qu'on lui livrerait Strasbourg et le mont Valérien. Il voulait bien renoncer à ce dernier si l'Assemblée était convo-

A LA GARDE NATIONALE.

Ceux auxquels votre patriotisme vient d'imposer la mission redoutable de défendre le Pays vous remercient du fond du cœur de votre courageux dévouement

C'est à votre résolution qu'est due la victoire civique rendant la liberté à la France.

Grâce à vous, cette victoire n'a pas coûté une goutte de sang.

Le pouvoir personnel n'est plus

La nation tout entière reprend ses droits et ses armes. Elle se lève prête à mourir pour la défense du sol. Vous lui avez rendu son âme, que le despotisme étouffait.

Vous maintiendrez avec fermeté l'exécution des lois, et, rivalisant avec notre noble armée, vous nous montrerez ensemble le chemin de la victoire.

Le Gouvernement de la défense nationale,

EMMANUEL ARAGO,
CREMIEUX,
JULES FAVRE,
JULÈS FERRY,
GAMBETTA,
GARNIER-PAGÈS,

GLAIS-BIZOIN,
PELLETAN,
PICARD,
ROCHEFORT,
JULES SIMON,
Général TROCHU.

9 IMPRIMERIE NATIONALE — Septembre 1870

quée à Tours; il ne cédait pas sur Strasbourg, dont il fallait que le Gouvernement français désarmât lui-même la défense. Jules Favre, devant l'insolence d'un tel défi, ne put retenir ses larmes d'indignation. On les lui a reprochées, comme si la douleur patriotique était une faiblesse et s'il était honteux d'avoir du cœur en politique. Il publia aussitôt le récit de son entrevue : elle contribua à rendre inflexible la résolution de lutter jusqu'au bout.

L'ennemi achevait d'investir Paris. Le 30 septembre, les Français l'attaquèrent à L'Hay, Thiais et Chevilly, avec des forces insuffisantes. Cette fois, les nôtres combattirent vaillamment. Ils avaient enlevé L'Hay et Chevilly quand ils furent refoulés par des forces très supérieures. Le général Guilheim était mort dans le combat. Les Allemands enveloppaient la ville d'une ligne de tranchées.

Le spectacle de Paris assiégé fut admirable. Jamais une population tout entière n'eût une telle unanimité. Il n'y avait plus dans tous les cœurs qu'une seule passion, celle de la défense : passion unanimement républicaine. Riches et pauvres, bourgeois et ouvriers, n'avaient qu'une seule âme. Les révolutionnaires les plus violents, les socialistes les plus intraitables, les ennemis irréconciliables de tout militarisme, prêchaient l'union pour la guerre; Blanqui, dans son journal *La Patrie en danger*, donnait l'exemple avec une magnifique ardeur, et l'*Internationale* se prononçait avec éclat. A l'autre extrémité des opinions, au moins en apparence, il n'y avait plus de réactionnaires, les plus apeurés se montraient les plus belliqueux; le banquier, le noble, se sentaient de cœur avec le prolétaire; on eût dit toutes les classes réunies dans une même pensée, tous les fossés qui séparent les situations sociales et les partis comblés subitement comme par un miracle. Un même costume avait effacé les distinctions ordinaires. Tous avaient endossé le sombre uniforme de garde nationale. Tous partageaient les mêmes privations, le pain et la viande du siège. On eût dit ce peuple immense désormais uni, confondu en une seule masse, brûlé de la même flamme de combat.

Paris ne respirait plus que la guerre. La ville de toutes les élégances, du rire léger, du luxe étincelant, la grande hôtellerie où le monde entier vient chercher la gaieté et l'éclat des plaisirs les plus brillants, s'était soudainement transformée. Sous les arbres de ses magnifiques promenades rougis et jaunés par l'automne, et bientôt dépouillés, sur ses places, sur ses larges boulevards, on apprenait le métier des armes. Ce n'étaient que gardes nationaux s'exerçant à marcher en rangs, à manœuvrer, à manier le fusil. Les commandements militaires, le bruit sec des armes qu'on chargeait ou qu'on laissait retomber sur le sol, remplaçaient les bruits ordinaires des rues, le roulement des voitures s'éteignant à mesure que les chevaux dételés allaient à l'abattoir. La nuit, le gaz manquant, des ténèbres épaisses s'abattaient sur la ville, si brillamment illuminée naguère; ténèbres à peine trouées par les lueurs fumeuses du pétrole.

On vivait dans un cercle de fer. Paris était emprisonné dans ses fortifications. A peine dans les derniers dimanches d'automne, les habitudes invétérées des promenades populaires pouvaient-elles conduire les familles, avec le père portant l'enfant, jusqu'à nos dernières redoutes où déjà tombaient les projectiles prussiens qui n'effrayaient pas nos intrépides badauds. Impossible d'atteindre Meudon et Saint-Cloud. On était isolé comme par un abîme du reste de la France. Nul rapport possible qu'en plein ciel. Les ballons emportaient les lettres des Parisiens à la province, livrés au caprice des vents, tombant où les souffles de l'air les égaraient, parfois hors de France. Des pigeons voyageurs apportaient les réponses, photographiées en lettres microscopiques et attachées sous leurs plumes; tout ce que la grande ville pouvait savoir de ses familles éloignées, du reste du monde, des destinées du pays, tenait sous l'aile d'un oiseau battant l'air dans les nuées.

Dans les gares des chemins de fer, l'existence coutumière était éteinte : on en avait fait des remises de ballons; leur sphère colossale, en attendant l'heure où elle s'envolait, se balançait sous les nefs aériennes de fer et de verre. Les ateliers des chemins de fer fabriquaient des canons, rabotaient, foraient le cuivre, y enroulaient en spirale le ruban des rayures. Autour de la ville, au loin, on entendait le canon des forts. Leur grondement berçait le sommeil des nuits parisiennes. C'était devenu une telle habitude que, quand ils se turent, on se réveillait, étonné de leur silence. Victor Hugo, dans l'*Année Terrible*, n'a pas oublié ces voix lointaines de l'artillerie qui nous gardait :

Comme c'est beau, ces forts, qui dans la nuit aboient !

Ce Paris guerrier avait ses spectacles. On y donnait de temps à autre une représentation au profit des blessés ou pour doter la défense d'un canon de plus. Les poèmes des *Châtiments*, dits par les acteurs les plus illustres, formaient une bonne partie du programme. La muse géante de Jersey soufflait ses inspirations à la défense. Les clubs s'étaient rouverts, et, de tous côtés, tous les soirs, on discutait passionnément les terribles problèmes du jour. Les plans de campagne les plus hasardeux, quelquefois les plus fantaisistes, trouvaient là un public favorable.

La vie parisienne avait déserté les boulevards; elle était allée au loin, dans les larges voies circulaires qui longent l'intérieur de l'enceinte. Tout Paris montait sa faction aux fortifications avec le fusil de la garde nationale; écrivains, artistes, savants, sous l'uniforme, y gardaient les remparts et y couchaient sous les baraquements. Les plus jolies actrices servaient de cantinières. Parfois, l'officier qui faisait sa ronde, la nuit, était étonné d'entendre la voix tragique de Macbeth ou le ricanement de Scapin lui crier le cri sacramentel : « Halte, au falot ! » La sentinelle était un acteur renommé qui avait incarné, pour le public parisien, les créations de Molière et de Shakespeare. Quand la neige ensevelit sous ses blancs flocons les remparts et leurs abords, on lui trouva un emploi. Deux maîtres sculpteurs, Falguière, Moulin, montaient en même temps la garde aux fortifications. Deux belles statues de neige symbolisant la défense républicaine de la grande cité se dressèrent au bastion : chefs-d'œuvre que le dégel détruisit.

Toutes les épreuves s'abattaient sur la ville : d'abord un hiver digne de la campagne de Russie. Il avait été annoncé longtemps à l'avance par une énorme aurore boréale, étalant sur le ciel inaccoutumé de Paris sa rose lueur d'incendie. Dès le dernier jour de novembre, il gelait à 10°. Jusqu'au milieu de janvier, un épais tapis de neige couvrit le sol; les fossés où nous gardions nos lignes étaient glacés; on était transi et, dans les rues, on démolissait, pour se chauffer, les clôtures de planches des maisons en construction. Puis c'était la faim : Paris était rationné; le fond presque unique des repas, c'était le maigre cheval de fiacre, à la chair durcie de coups de fouet : nourriture si nauséabonde que tous finissaient par en prendre horreur. On croyait que le siège habituerait Paris à l'hippophagie qu'on essayait déjà de répandre : il l'en dégoûta pour longtemps. Chacun avait sa part quotidienne rigoureusement fixée; il fallait attendre à la porte des boucheries pour l'obtenir. Il y avait là de longues queues de ménagères, patientes, résignées, sous les morsures du froid, sans qu'il en sortît un



La chasse aux rats dans les rues de Paris pendant les jours de famine du siège (hiver 1870-1871).

Caricature de Cham (Amédée de Noé) parue dans le *Charivari*.

murmure ou une plainte. Le pain, également rationné, était extraordinaire. La dent y heurtait des fragments d'os mêlés aux farines de toutes sortes. A la fin, un morceau de beurre rance était un luxe de millionnaire; un gigot d'âne, un régal. Des privilégiés avaient dévoré les bêtes exotiques du Jardin des Plantes et du Jardin d'acclimatation. On mangeait d'affreux pâtés de rats. On devenait féroce pour les compagnons de l'existence humaine, chats et chiens. Les moineaux des promenades, si familiers, si amis, fuyaient l'homme devenu meurtrier et les jardins où on les pourchassait; ils avaient pris leur vol, et on ne voyait plus sur la neige, comme dit le poète,

... les pas étoilés des oiseaux.

La mort fauchait largement dans les foules gelées et mal nourries. Le siège était plus meurtrier que les batailles, et, quand on conduisait le cercueil d'un ami au cimetière, on était effrayé



Queue à la porte d'une boucherie municipale.

de voir, sur le sol labouré par le nombre des deuils récents, les croix noires provisoires pousser dru en forêt. Le siège fit périr quarante mille êtres humains de plus qu'il n'en avait péri dans la même période des années antérieures.

Puis ce fut le bombardement de la rive gauche : quand l'ombre du soir était venue, les Prussiens faisaient pleuvoir, des hauteurs de Châtillon, des obus énormes pour le temps. On entendait, la nuit, en rentrant chez soi, voler au-dessus de sa tête comme avec un tumultueux battement d'ailes, ces monstrueux papillons de nuit. On eût dit que le ciel, à leur passage, se fendait avec un bruit sifflant comme un tissu de soie qu'on déchire. Puis, c'était la détonation d'une explosion formidable. On voyait des trous profonds dans le sol, aux endroits où ils s'étaient abattus. Il y avait d'incroyables jeux du hasard dans leur puissance meurtrière. Là, dans une école, un seul obus tuait cinq ou six enfants; à côté, un autre éclatait auprès d'un berceau sans même effleurer les petits êtres qui y dormaient. Bismarck avait tenu, malgré la reine de Prusse, malgré sa belle-fille, malgré Moltke lui-même, à cette sauvagerie du bombardement : il comptait produire un grand effet moral et terroriser les assiégés. Il se trompait. Gavroche se moquait des

obus et l'on s'amusait à en ramasser les morceaux. Le bombardement exaspéra et ne raidit que plus la grande ville dans sa résolution de défense à outrance.

Ah! s'il y eût eu là un homme de guerre pour tirer parti de l'armée que lui offrait, que lui donnait passionnément le million de têtes humaines qui peuplait la capitale! On ne demandait qu'à aller au feu; on aurait accepté toute la rigueur du service militaire, jusqu'au casernement. On n'avait qu'un rêve, se battre. Il est aisé de faire du Parisien un soldat; il est débrouillard, il apprend vite; quelques semaines lui suffisent là où il faut des mois au conscrit des campagnes. On a besoin de l'expérience du feu pour faire des troupes résistantes : l'expérience eût été vite acquise. Avec cela, Paris avait la brûlante passion, la résolution de vaincre qui fait l'élan irrésistible des troupes. Le cours des destinées eût pu être changé, si l'on eût voulu utiliser toutes ces forces décisives. On ne le voulut pas.

Trochu était un homme fort remarquable, et sa valeur fut le malheur du siège. Il apportait à la défense plus de préjugés militaires qu'on ne l'eût cru à lire ses livres; un découragement profond et une résignation dévote aux rigueurs de la Providence. Une parole d'une rare puissance de séduction lui servait à paralyser les énergies autour de lui. Presque tous subirent son ascendant; entre tous, Rochefort lui-même, le plus docile entre ses mains. Il parlait de son plan : il n'en avait aucun, que d'attendre passivement l'heure fatale. Gambetta comprit qu'il n'y avait rien à faire dans la ville qu'il dominait et qu'il endormait; que, s'il avait un rôle utile à prendre, c'était en province, et il partit aventureusement, en ballon. De tous ceux qui dans Paris tinrent tête à Trochu, le meilleur fut Dorian. C'était un modeste, qui s'était fait lui-même. Petit ingénieur, il avait épousé la fille d'un grand industriel chez lequel il était employé et avait admirablement dirigé, près de Saint-Étienne, une grande usine métallurgique. Mais, sous sa simplicité, qui cachait sa valeur aux regards superficiels, il y avait, avec un cœur chaud, une âme héroïque, une inflexible droiture et de brûlantes convictions républicaines, un organisateur de premier ordre. C'est lui, on peut le dire, qui avait armé le siège; avec son activité, sa fermeté, ses connaissances techniques, il avait mis en train et vigoureusement poussé la fabrication des canons. Il voyait nettement et il jugeait sévèrement, avec sa clairvoyance, l'inertie de Trochu, les défaillances des chefs militaires, la trahison possible d'un d'entre eux. Bien qu'il ne se mît jamais en avant et ne fût pas homme à se faire valoir, Paris, avec son instinct pénétrant, avait deviné et senti en lui l'âme de la défense, comme Paris sentait en Trochu la force d'inaction qui l'immobilisait.



Trochu.

On vit, dans ce siège, l'armée pacifique et la population belliqueuse. Les soldats appelaient ironiquement les gardes nationaux les « guerre à outrance ». Ils ne demandaient qu'à ne point aller au feu. Leur chef et nombre de leurs officiers ne pouvaient assurément pas les arracher à cet état d'esprit, car presque tous étaient profondément découragés, il leur semblait, avec leurs préjugés professionnels, que ce serait le monde retourné si des civils armés de fusils réussissaient là où des troupes de métier avaient échoué. On comprend sans peine que tel fût notamment l'état d'esprit de Ducrot. Emmené avec les prisonniers de Sedan, il avait pu s'échapper et était entré dans Paris, à la grande joie de Trochu, qui le tenait en haute estime.

Cet état d'esprit, chez les officiers, était si puissant, qu'il arracha à l'un d'eux un mot incroyable. A la fin du siège, le Gouvernement, les maires de Paris, s'étant réunis pour décider les hommes de l'armée à tenter un dernier effort, on chercha un chef de bonne volonté, ne serait-ce qu'un colonel, pour lui donner le commandement. Un se décida, un seul, sur les objurgations éperdues de tout ce qui n'était pas militaire, mais en ajoutant : « Eh bien! oui, je veux bien y aller, mais pas en uniforme. »

Deux petites attaques, le 12 et le 21 octobre, montrèrent deux choses : l'une, que nos soldats, maintenant, se battaient bien; l'autre, que Trochu ne voulait pas entreprendre de sortie sérieuse.

Tout d'abord, on préparait ces sorties avec une incroyable absurdité. On commençait par arborer un drapeau spécial au mont Valérien, comme pour prévenir obligeamment les Allemands. Le major prussien Blum, dans un livre semi-officiel, constate que l'armée ennemie, dont il était, connaissait toujours nos mouvements d'avance. Bismarck devait comparer plaisamment la façon dont nous les annoncions aux gloussements de la poule quand elle va pondre. Était-ce sottise ou trahison? J'ai entendu Dorian donner très affirmativement la seconde explication.

Le 12 octobre, Vinoy dirigeait l'opération. On attaquait Châtillon et Bagneux. Les mobiles de la Côte-d'Or et de l'Aube chassèrent les Bavares de Bagneux. Châtillon, attaqué par le 114^e, résista plus vigoureusement. Il fallait y faire le siège de chaque maison. Vinoy télégraphia à Trochu, pour savoir ce qu'il fallait faire. Trochu commanda la retraite. A 2^h 30, tout était fini. Nous avions perdu 200 hommes pour rien. Il est vrai que nous en avions fait perdre plus de 300



Sortie de Châtillon.

aux ennemis. Le 21, Ducrot commandait. On mettait en mouvement près de 11.000 hommes et 94 canons. On attaquait toujours la rive gauche, mais, cette fois de l'autre côté, par La Malmaison et Buzenval. Les nôtres luttèrent à merveille, notamment les zouaves, qu'on a vus, au début, se débander honteusement à Châtillon, et qui avaient leur honneur à venger. Mais les Allemands amenaient des forces considérables et l'on ne soutenait pas les nôtres. Ducrot donna l'ordre de rentrer à Rueil. C'était fini à 5 heures.

On devine si ces tentatives, presque aussitôt abandonnées qu'entreprises, irritaient Paris.

II. — Les capitulations et le 31 octobre.

Nos places fortes tombaient une à une.

Toul, d'abord. La bonne ville lorraine n'était guère en état de se défendre, elle avait un peu plus de 2.000 hommes de troupe, et c'étaient des conscrits, sauf une poignée de gendarmes et d'hommes du génie. Mais elle résista bien peu. Le 23, les batteries de siège ouvraient le feu. Le 23, à 4 heures, la place arborait le drapeau blanc. Elle avait eu 114 soldats et 28 habitants tués ou blessés.

Soissons avait une garnison un peu plus forte et résista quatre jours et demi au bombardement. Elle ouvrit ses portes le 15 octobre. La ville avait reçu près de 9.000 projectiles.

Strasbourg connut de plus dures épreuves. Aussitôt après Froeschwiller, les Allemands étaient venus la sommer, au galop, dès le 8 août.

Elle n'était protégée que par des fortifications surannées, du temps de Vauban. Il n'y était resté qu'un régiment, le 87^e, avec un bataillon du 21^e, des détachements du 74^e et du 78^e. Si elle avait reçu quelques soldats de plus, ce n'était pas que Mac-Mahon se fût souvenu de la capitale

alsacienne, c'est que, dans la confusion de la déroute, un flot de fuyards s'était égaré jusqu'aux portes de Strasbourg.

Le général Uhrich avait demandé et obtenu le commandement de la place. Elle avait été bientôt enveloppée par 55.000 Allemands, surtout par les voisins de l'autre bord du Rhin, séparés de l'Alsace, non seulement par le fleuve, mais par une de ces antipathies traditionnelles si fréquentes entre populations limitrophes. Aussitôt on amena de Rastadt une meurtrière artillerie de siège. Ce fut, à dater du 23 août, un bombardement sauvage.

Ce n'était pas seulement la citadelle qui était écrasée de projectiles : la bibliothèque était détruite, la glorieuse cathédrale avait sa nef trouée d'obus ; les Allemands n'épargnaient même pas les monuments qu'ils revendiquent comme le meilleur titre de leur architecture nationale. Le feu prenait partout, plus de quatre cents maisons étaient ruinées.

Cependant l'Empire était tombé, et, quelques jours après, un homme entra dans Strasbourg en passant le fossé à la nage, sous les balles, après avoir traversé, de nuit, les lignes prussiennes. C'était le nouveau préfet, le préfet de la République, Valentin, un ancien officier de chasseurs, qui venait prendre héroïquement possession de son poste dans la ville assiégée.

Le 27 septembre, le général Uhrich capitulait. La garnison avait perdu 661 hommes tués, 2.100 blessés. Dans la population civile il y avait eu 1.100 blessés et 261 morts. Le conseil d'enquête réuni plus tard pour juger les capitulations, sous la présidence du maréchal Baraguay d'Hilliers, a blâmé Uhrich de n'avoir pas accompli tout son devoir et de s'être rendu avant que l'ennemi eût réussi à faire, dans l'enceinte, la brèche qui oblige une place à ouvrir ses portes.

On a voulu, depuis, faire revenir l'opinion sur ce sévère jugement. On n'y a point réussi et la discussion des faits a, hélas ! confirmé le verdict du conseil d'enquête.

Près d'un demi-siècle s'est écoulé depuis sans que Strasbourg cessât de pleurer la patrie française et sans que la patrie française cessât de couronner tous les ans sa statue d'immortelles.

Bazaine dans Metz consommait sa trahison. Il avait atteint son but : il s'était fait enfermer ; les lignes ennemies s'étaient bouclées autour de la place. Pourtant, il trompait encore Napoléon et Mac-Mahon par des dépêches où il affirmait sa résolution de sortir en perçant les lignes d'investissement. L'histoire des dépêches échangées entre les deux maréchaux est restée couverte d'une obscurité suspecte. Bazaine a nié en avoir reçu une, que, d'après un témoignage décisif, il a reçue certainement ; Mac-Mahon a soutenu n'en point avoir reçu une, qui lui fut peut-être soustraite par un colonel dévoué aux Tuileries. Quoi qu'il en soit, probablement à la suite de la dépêche que Bazaine prétend n'avoir pas connue, et dont il se garda de faire part au Conseil, il feignit de vouloir tenter une vigoureuse sortie sur Thionville. Les ordres étaient lancés le 25 au soir. On partit le matin du 26, il pleuvait à verse. Bazaine réunit les chefs de corps le matin, à la ferme de Grimont. Les généraux de l'artillerie et du génie tirèrent le maréchal d'embarras, peut-être par des suggestions. L'un affirma que l'on n'avait pas de munitions, ce qui n'était pas exact ; l'autre, que la place ne pourrait pas se défendre sans l'armée, ce qui n'était pas plus vrai, et l'on renonça à la sortie.

Le 29, autre dépêche de Mac-Mahon, qui, celle-là, fut connue. Il fallait bien marcher. Le combat était fixé au 30 août. On devait sortir par l'est, d'abord sur Nouilly, Noisseville et Servigny. Mais Bazaine s'était ménagé toutes les conditions d'insuccès. Il ne commençait l'affaire qu'à 4 heures du soir. C'était d'avance en remettre la suite au lendemain et, par conséquent, laisser toute la nuit à l'ennemi pour concentrer ses forces sur le point attaqué.

Le corps du maréchal Lebœuf enleva brillamment Nouilly, Montoy et Flanville. Mais ce



Uhrich.

n'est qu'à 6^h 30 du soir qu'on put prendre Noisseville. La nuit tomba vite, on continua à se battre dans l'obscurité. Le corps de Ladmirault finit par s'emparer de Servigny. Mais, dans les ténèbres, il fut impossible de rétablir l'ordre dans les troupes et de mettre le village conquis en état de défense. L'ennemi reprit Servigny.

Bazaine, selon son habitude, était rentré de bonne heure. A 4 heures du matin, le 1^{er} septembre, il envoyait aux chefs de corps un ordre équivoque disant que « selon les dispositions de l'ennemi » on attaquerait Sainte-Barbe pour marcher sur Bettlainville où l'on battrait en retraite sous les forts de Metz. A 6 heures du matin, le brouillard se levait, et la bataille recommençait. L'ennemi avait amené sur le terrain de la lutte une artillerie formidable; la dernière résistance eut



Bombardement de Strasbourg.
D'après une gravure contemporaine.

lieu à Noisseville, écrasé par tout un demi-cercle de canons, puis assailli par quatre brigades allemandes. Le général Manège y fut tué à côté de Lebœuf. A 11 heures, on battait en retraite.

Bazaine annonça une velléité de dernière et puissante tentative, avec dix régiments de cavalerie, soutenus par cette Garde impériale, que, jusque-là, il avait semblé ne vouloir jamais engager. Bien entendu, il renonça aussitôt à son projet, et l'armée rentra à l'abri des forts.

A dater de ce moment, il n'allait plus essayer de sortie véritable; comme trompe-l'œil, et pour paraître faire quelque chose, il tente encore une série de petites opérations pour s'emparer passagèrement de points où l'on comptait trouver des approvisionnements. Le 21 septembre, Lebœuf recevait l'ordre de tenter un coup de main sur la ferme de Lauvallière. Puis c'étaient des attaques sur Nouilly et La Grange-aux-Bois, sur Vany et sur Chieulles. Le 27, on marchait sur Peltre : on devait essayer de faire passer un train de chemin de fer; mais l'ennemi avait été prévenu. Le 1^{er} octobre, deux divisions du corps Ladmirault s'emparaient de Lessy. Le 2, deux bataillons du corps Canrobert attaquèrent Ladonchamp, puis étaient repoussés. Le 4 octobre,

Bazaine feignait encore de vouloir sortir sur Thionville. Puis, le 6, il avait changé : on allait percer sur Courcelles. Le 7, enfin, il ne s'agissait plus que d'aller encore aux provisions qu'on devait trouver aux Grandes et Petites-Tapes.

Bazaine avait d'autres préoccupations. Le 10 septembre, il avait appris les événements de dehors : le désastre de Sedan et la Révolution à Paris. La Révolution renversait tous ses calculs. Mais Bismarck avait flairé le personnage et deviné ses arrière-pensées. Il allait en jouer avec une habileté diabolique. Bazaine avait commencé par trahir l'Empire : il ne lui restait plus qu'à trahir la République pour le Gouvernement impérial. C'était la dernière carte pour son ambition. Bismarck le prit par là.

Il n'eut pas besoin d'un agent bien sérieux. Régnier était un aventurier très médiocre, qui avait fait un peu de droit, un peu de médecine, un peu de magnétisme. Le 14 septembre, il avait été voir l'ex-Impératrice à Hastings, n'avait pas été reçu, mais avait obtenu de Filon, précepteur du prince impérial, une photographie d'Hastings avec quelques mots insignifiants signés par l'ex-Impératrice ou par son fils. Avait-il, à Londres, vu des bonapartistes émigrés et militants, et s'était-il associé à leur projet ? On l'a supposé sans preuves. Tel était l'homme de hasard que Bismarck envoyait au prince Frédéric-Charles, devant Metz, et que Frédéric-Charles envoyait à Bazaine le 23 septembre. Il faut croire que ces projets répondaient aux arrière-pensées du maréchal, car celui-ci, dès les premiers mots, se livra tout entier à cet inconnu, et lui confia les secrets de la défense, par exemple, le manque de vivres, qui ne permettait de tenir que jusqu'au 18 octobre : ce que l'agent de Bismarck ne manqua pas de rapporter. Bazaine entrevit pour lui un grand rôle, à la tête de l'armée de Metz relâchée et conservée par l'ennemi pour relever le trône impérial. Il tomba du premier coup dans le panneau. Quelquefois le crime rend naïf.

Détail significatif : cette idée monstrueuse d'entente et d'alliance avec l'ennemi contre la France républicaine ne souleva aucune indignation chez les chefs de l'armée auxquels elle fut communiquée : au contraire. Régnier voulait emmener Canrobert et Bourbaki pour s'entendre avec l'ex-Impératrice. Canrobert refusa de quitter Metz, sans protester : Bourbaki accepta. Arrivé à Hastings, il vit qu'il avait été trompé et voulut rentrer dans la ville assiégée. Mais l'ennemi lui en ferma l'accès. Il alla à Tours offrir son épée au Gouvernement républicain, qui eut la faiblesse de l'accepter, malgré sa trahison avortée.

Bazaine n'avait pas cessé de décourager la Défense. Le 10 octobre, il faisait décider par un grand conseil de guerre qu'il ne fallait plus tenter ni grande sortie ni petites opérations. De sa part, cela se conçoit. Il ne pouvait plus attaquer l'Allemagne au service de laquelle il essayait de se mettre. Mais qu'étaient donc les chefs militaires qui prenaient la résolution d'aller jusqu'à l'heure fatale sans rien faire ?

Le maréchal attendait la réalisation de ses détestables projets ; il attendait en vain : pas de nouvelles. Le 12 octobre, il se décida à envoyer le général Boyer à Bismarck. Le général était porteur d'une note où le traître révélait toute sa pensée. La question militaire, y disait-il, était tranchée par les victoires de l'Allemagne. Mais « la société est menacée par l'attitude qu'a prise un parti violent ». Il faut maîtriser l'anarchie et « sauver le pays de ses propres excès », c'est l'intérêt de toute l'Europe. Or, cette tâche ne peut pas être accomplie par « une armée étrangère », cela blesserait l'amour-propre national. L'armée de Metz est toute désignée pour devenir « le palladium de la société menacée ». Il ne restait aux Allemands qu'à la laisser sortir pour remplir ce beau rôle.



(Photo Champagnon.)

De Moltke.

Bismarck n'avait garde de prendre de telles idées au sérieux. Il jouait des projets de restauration impériale. Il les savait impossibles. Il ne croyait pas qu'on ferait marcher l'armée de Metz contre la France, mais il entraînait dans son jeu de faire durer encore un peu les illusions de Bazaine et il répondit à Boyer en indiquant pour conditions que l'armée de Metz affirmerait sa fidélité à la Régence, que l'ex-Impératrice adresserait un manifeste à la nation et que, préalablement, un délégué, autorisé par elle, aurait accepté les bases du traité, c'est-à-dire la perte de l'Alsace et de la Lorraine.

Boyer était de retour le 17 à Metz, et, le 18, le maréchal convoquait en conseil ses chefs de corps, pour délibérer des propositions qu'il apportait. Pas un n'en fut révolté. Au contraire, le Conseil affirma sa fidélité au régime déchu. Tous se proclamèrent les soldats, non de la France, mais de l'Empire. Seulement, ils doutaient que l'armée les suivît. Sur le manifeste de l'ex-Impératrice, ils se refusèrent, disant que cela ne regardait qu'elle; ils estimaient enfin que Bazaine ne pouvait pas accepter de délégation pour signer un traité qui mutilait le territoire. Là se bornaient leurs réserves. Ils n'avaient pas une étincelle de colère, pas même une velléité de refus, à la pensée de la trahison à laquelle on voulait les associer.

Boyer partit pour Hastings. L'ex-Impératrice eut assez de bon sens pour repousser un projet qui déshonorait doublement le nom de Napoléon, sans lui assurer une restauration impossible.

Alors Bismarck mit fin à la comédie et fit savoir à Bazaine que, les conditions qu'il avait fixées n'étant pas remplies, il ne lui restait plus qu'à se rendre. On envoya en vain au vainqueur d'abord le général Changarnier, puis le général de Cissey. Les exigences allemandes étaient impitoyables : il fallait rendre la ville, l'armée, le matériel de guerre. Le général Jarras alla signer la capitulation. On laissait aux officiers la faculté de rester libres en donnant leur parole d'honneur de ne plus servir contre l'Allemagne. C'est la clause que nous avons vu repousser à Sedan. Il ne se trouva pas un officier pour en profiter.

La nouvelle de la capitulation, connue le 28 à Metz, y souleva une explosion de désespoir et de colères. Beaucoup, dont des officiers, allèrent jusqu'à des projets de révolte. L'un des plus résolus était un officier tout jeune, d'une haute intelligence et d'une énergie rare, un sévère huguenot brûlé par la flamme du patriotisme. Il s'appelait Rossel. Nous le verrons bientôt jouer un grand rôle et mourir tragiquement. Le général Deligny était, dit-on, disposé à s'associer à ces révoltes. On fit de vains appels à Changarnier. Le vieillard restait, jusqu'au bout, l'homme lige de Bazaine. Sa brutale réponse fut : « Je n'aime pas les braillards. »

Bazaine, joué, n'en restait pas moins asservi à l'Allemagne par ses complicités récentes. Qui sait même si nous les connaissons toutes, et s'il n'est pas resté, entre lui et Bismarck, des secrets qui le mettaient à sa merci. Il ne négligea rien pour livrer à l'ennemi un matériel intact : 1.665 canons, près de 300.000 fusils dont 124.000 chassepots, plus de 3 millions de projectiles, 23 millions de cartouches; et il alléguait sans cesse le manque de munitions pour ne pas combattre! Il employa jusqu'aux plus bas mensonges pour donner comme trophées au vainqueur tous les drapeaux et tous les aigles, promettant de les détruire, renouvelant les ordres pour se les faire remettre, puis les livrant à l'ennemi : comme s'il tenait à alourdir encore la honte de la capitulation.

Après quoi, 120.000 Français partirent, les larmes aux yeux, pour leurs prisons d'Allemagne, qui furent plus meurtrières que les batailles : 11.000 devaient y périr.

Quand Paris apprit la capitulation de Metz, il avait contre le Gouvernement un grave motif de colère.

Dans la nuit du 27 au 28 octobre, on avait obtenu sur l'ennemi un petit, mais sérieux succès. Il est vrai que Trochu n'y était pour rien. On avait eu la pensée d'enlever, dans la plaine Saint-Denis, Le Bourget placé sur la route du nord. Le général de Bellemare, qui commandait à Saint-Denis, avait autorisé l'attaque, qui avait pleinement réussi. Les francs-tireurs de la presse s'étaient emparés du village sans difficultés. Si l'on avait eu six morts à déplorer, les Prussiens n'y étaient pour rien. C'était un obus français, maladroitement lancé d'un de nos forts, qui les avait frappés.

Le 29, Bellemare allait demander des renforts à Trochu. Il fut froidement accueilli. La prise du Bourget ne rentrait pas, à ce moment, dans le fameux « plan » du président du Gouvernement, ce plan, qui ne se révéla jamais par une action vigoureuse; Trochu ne fit rien que de consentir à

envoyer de l'artillerie, très lentement. Quand elle partit de Paris, le lendemain, dans l'après-midi, Le Bourget était déjà perdu.

Dès le 29, les Allemands canonnaient Le Bourget. Le 30, le village était écrasé d'obus. Bellemare, manquant d'artillerie, n'avait pu y envoyer que deux pièces de 4 et une mitrailleuse, qui avaient dû renoncer à riposter à de si formidables adversaires. Les troupes françaises n'avaient pas été relevées. Nous n'avions là que 2.500 hommes. L'ennemi les assaillit le 30 avec huit ou neuf bataillons répartis en trois colonnes. Les nôtres firent une très belle résistance; mais le moyen de tenir contre des forces aussi supérieures! Un commandant de mobiles, Baroche, fut tué. Les nôtres, outre les morts et les blessés, laissèrent un millier de prisonniers entre les mains des Allemands.

Ainsi l'on ne tentait rien que pour échouer! Aucune tentative n'était soutenue! Toutes finis-



Le Bourget (30 octobre 1870).

Tableau de A. de Neuville.

saient par un échec. Là, ceux qu'on avait abandonnés au retour offensif de l'ennemi étaient des Parisiens. La douleur des familles aggravait les colères.

En même temps, on apprenait des projets d'armistice.

Thiers s'était offert au Gouvernement pour chercher à la France des concours à l'étranger. Malgré son grand âge, il avait bravé toutes les fatigues et couru toute l'Europe. Il avait été à Londres, puis à Vienne, puis à Saint-Petersbourg, puis à Rome. Dans toutes les cours, il avait trouvé des bienveillances, mais stériles, doublées d'un parti pris de ne point intervenir. Le meilleur était encore Victor-Emmanuel, qui aurait voulu que l'Italie fit quelque chose pour la France, mais s'était heurté au refus de son ministère. Pourtant l'Europe semblait disposée à nous appuyer, pour obtenir un armistice qui permettrait l'élection d'une Assemblée nationale.

Les Allemands, sous les pressions du dehors, avaient laissé Thiers rentrer dans Paris, pour s'entendre avec le Gouvernement de la Défense nationale avant de négocier avec Bismarck.

C'est au milieu de ces événements que l'on apprit que Metz s'était rendue. Triste nouvelle,

qu'aggravait une contradiction récente. Le 27, le journal de Félix Pyat avait annoncé la capitulation de Bazaine, déjà résolue, publique le lendemain. Comment avait-il été informé ? Il disait tenir le fait d'un membre du Gouvernement. Trochu avait répondu par un démenti absolu, bien imprudent dans de telles conditions. Et le 31, des affiches officielles apprenaient à tout Paris que la nouvelle démentie était vraie, Bazaine ayant capitulé, et que Le Bourget était perdu.

L'annonce d'une négociation d'armistice arrivait en même temps par surcroît. Comment n'aurait-elle pas apparu à tous comme le prélude de la capitulation de Paris, après celle de Metz, la fin de la Défense nationale ?

Paris était résolu à lutter jusqu'au bout. Il fut exaspéré. Dès 10 heures du matin, les maires des vingt arrondissements, qui voyaient la colère publique, se réunissaient dans le cabinet d'Étienne Arago, maire de Paris, et décidaient de demander au Gouvernement l'élection de la municipalité au suffrage universel, une enquête suivie de sanctions sévères sur la perte du Bourget, et la formation de bataillons de guerre pris dans la garde nationale.

Mais déjà l'Hôtel de Ville était envahi.

Il faisait un triste ciel, gris et pluvieux. Dès le matin, la foule se pressait sur la place. On n'avait déjà plus l'unanimité des premiers jours. L'irritation contre le Gouvernement avait gagné les masses avancées. Déjà, un parti extrême s'était constitué.

Il avait à sa tête Blanqui l'éternel conspirateur, l'éternel proscrit de l'Empire, Delescluze, Félix Pyat, un des plus avancés de 1848, à la fois violent et peureux, qui apportait au mouvement la force d'un style ultra-romantique, bien fait pour répandre sa passion dans les foules. Avec eux se trouvait le fils du célèbre Flourens, savant illustre, mais plat courtisan de l'Empire : jamais fils ne ressembla moins à son père. Gustave Flourens était un héros, fanatiquement républicain, intrépide devant la mort, ignorant les réalités pratiques. Il avait été risquer sa vie pour l'indépendance de la Crète et en avait rapporté une grande popularité. Le parti avait dans la main nombre de bataillons de garde nationale, dont les chefs avaient été élus commandants. C'étaient ceux-là qui avaient naturellement pris la tête du mouvement.

Le 31 octobre, où l'on a voulu, contre toute vérité, voir de ténébreuses conspirations et des desseins profonds, fut en réalité comme un flux et un reflux des flots parisiens. La marée montante y apporta une révolution ; la marée descendante la remporta. Jusque vers la tombée de la nuit, les bataillons d'opinion avancée furent les maîtres. On battait en vain le rappel pour réunir les bataillons d'opinion plus modérée. Ils ne voulaient peut-être pas renverser le Gouvernement ; mais ils ne voulaient pas non plus le défendre. Si l'on avait pu le remplacer par un pouvoir nouveau acceptable pour l'opinion, c'en était probablement fait de l'ennemi.

Les éléments de ce pouvoir nouveau étaient tout indiqués : le Gouvernement ne s'était pas adjoint les proscrits les plus illustres : Victor Hugo, Louis Blanc, Schœlcher. J'ai dit le grand rôle de Dorian. On le savait l'ennemi des états-majors qui immobilisaient la défense. Voilà les principaux parmi ceux qu'on attendait. Tous refusèrent, et, le soir, Paris apprit que les hommes qui prétendaient être ses nouveaux maîtres s'appelaient Blanqui, Flourens et Pyat. A dater de ce moment, l'élan fut brisé d'un côté. Une impulsion irrésistible fut donnée de l'autre. C'étaient les bataillons modérés qui arrivaient en masse. Les autres s'étaient en majeure partie dispersés. Et le flot nouveau souleva ceux que le flot d'avant avait jetés à l'Hôtel de Ville.

Dans la journée, le palais municipal envahi offrait le spectacle d'une cohue, d'une confusion, d'un désordre inénarrable. La foule s'entassait, tournoyait, s'étouffait dans tous les détours du vaste édifice, dans ses escaliers, dans la complication de ses couloirs, dans ses vastes salles. En vain on avait voulu la haranguer : elle ne voulait rien entendre. Arago, Floquet, Trochu, Jules Simon, y perdirent leurs efforts dans le tumulte. On croyait encore pouvoir compter sur la popularité de Rochefort. Grimpé sur une énorme table, il essaya de se faire entendre : il fut hué. Sa popularité avait croulé : on le savait docile à Trochu. Pris dans une masse compacte d'êtres humains, il eut peine à sortir de là, il fallut l'en extraire à la force du poignet. Je l'ai vu errer encore dans le Palais, blême, atterré de se sentir détesté de la foule. Les membres du Gouvernement étaient prisonniers et gardés à vue. Un bataillon modéré, le 106^e, entra à l'Hôtel de Ville et en délivra quelques-uns, notamment Trochu et Ferry. A cela se borna son intervention. Picard



Le siège de Paris.

Tableau allégorique d'Ernest Meissonier.

avait pu échapper. Jules Favre, Jules Simon, Garnier-Pagès, le grand Tamisier, général de la Garde nationale, restaient aux mains de la révolte, menacés.

Cependant, tout n'était que chaos. On avait voulu faire acclamer un gouvernement nouveau, mais il était mort avant de naître. J'ai dit que Victor Hugo, Louis Blanc, Schœlcher, n'en voulaient pas. Dorian avait refusé de se séparer de ses collègues. N'ayant pu le mettre au pouvoir, on le gardait à vue, lui aussi. Deux ou trois gouvernements rivaux s'étaient installés dans des salons différents. Dans l'un, Blanqui écrivait ordres sur ordres, décrets sur décrets, il paperassait. Cependant, la nuit tombait, nombre des envahisseurs du jour rentraient chez eux; tandis que le parti opposé se ressaisissait, reformait ses rangs, et que, dans l'ombre de la nuit, d'heure en heure, les bataillons ennemis du mouvement enveloppaient l'Hôtel de Ville, et qu'on apercevait confusément dans les ténèbres leurs masses profondes de têtes et de baïonnettes couvrir la place de Grève.

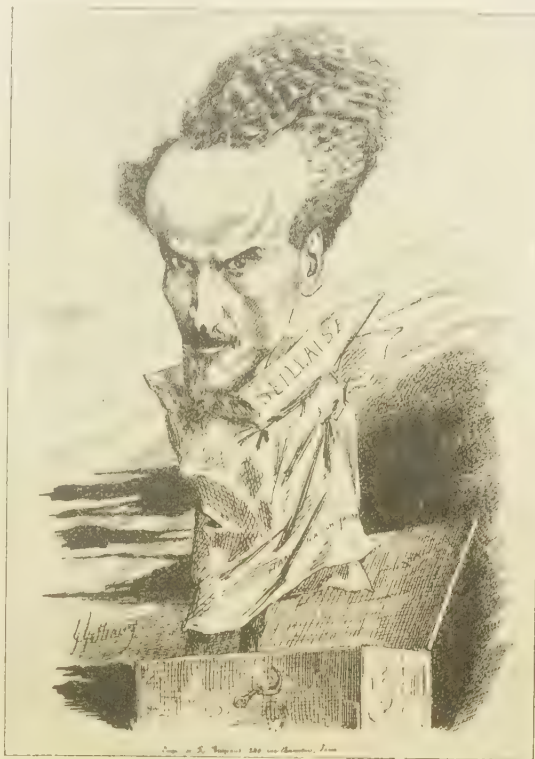
Ferry trancha la situation. Il avait appris qu'un passage souterrain secret, partant de la caserne Lobau, aboutissait dans l'Hôtel de Ville; il y pénétra à la tête de mobiles bretons. Il n'y eut même pas de tentative de résistance; les hommes du mouvement se sentaient abandonnés et pliaient sous le poids d'un irrémédiable découragement. Ils évacuèrent l'Hôtel de Ville, conduits à travers les bataillons hostiles par des hommes non suspects, qui les firent échapper : Blanqui était au bras de Tamisier. Le Gouvernement du 4 septembre reprenait possession du pouvoir.

Il était impossible qu'un peu de réaction ne suivît pas la défaite des éléments révolutionnaires : Ernest Picard, qui représentait dans le Gouvernement l'esprit bourgeois le plus conservateur, y eut plus d'influence et mit bientôt un de ses hommes, Cresson, à la préfecture de police. Rochefort, sentant qu'il perdait sa popularité, donna sa démission. D'autres, fermes radicaux, firent de même : Edmond Adam et deux jeunes adjoints de Paris, Floquet et Brisson.

Le 3 novembre, le Gouvernement restauré consulta Paris par une sorte de plébiscite. Il eut une de ces majorités formidables qui suivent les victoires : 558.000 voix contre 62.600. Triomphe plus apparent que réel. Ce que Paris repoussait, c'était la révolte et le gouvernement de quelques révolutionnaires. Trochu restait aussi déconsidéré. Il lui fallait reconquérir la confiance, il en était incapable.

Le même jour, on donnait le commandement des gardes nationales à l'ancien proscrit Clément Thomas, républicain énergique, mais que les souvenirs de guerre civile de 1848 faisaient regarder comme un ennemi par les éléments avancés.

Puis, on accomplissait deux des mesures promises le 31 octobre. Le 4 novembre, Paris nommait les maires et les adjoints des vingt arrondissements. Le parti vaincu remportait quelques victoires dans les quartiers les plus rouges; Mottu, Delescluze, Milliès, Flourens, étaient nommés.



Henri Rochefort.

Le 9, on décidait enfin de former dans la garde nationale une armée de combat, pour laquelle on prenait quatre compagnies par bataillon.

Dès le 6, la tentative d'armistice avait échoué. La Prusse se refusait à tout ravitaillement de Paris, en sorte que l'armistice lui avait servi à faire user les vivres du siège et elle n'admettait qu'avec des réserves inacceptables de laisser participer aux élections l'Alsace et la Lorraine.

On avait destitué une quinzaine de chefs de bataillon pris dans les partis avancés, et arrêté trois des hommes du 31 octobre : Tibaldi, Vésinier, Vermorel. Félix Pyat s'était terré, suivant son habitude : il était introuvable. On verra qu'il excellait dans ce genre de disparitions.

III. La province. Gambetta à Tours. Coulmiers. — Champigny.

En province comme à Paris, la République avait rendu à l'esprit de combat l'élan, le courage et l'espérance. Mais la fraction du Gouvernement de la Défense nationale envoyée à Tours n'était guère capable de grouper et de mettre en œuvre les énergies. Ses membres tombaient de vieillesse. Ils se disputaient d'ailleurs la haute main sur les choses militaires, qu'ils étaient incapables de bien mener. Sous leur direction, le général Lefort, secrétaire général de la Guerre, réunit quelques troupes; mais le commandement était à peu près aussi sénile que le Gouvernement. Pour conduire au combat l'armée qui défendait Orléans, on rappela de sa retraite un vieillard de soixante-huit ans, le général de La Motte-Rouge.

Cet officier tranquille avait tous les préjugés des hommes de son temps. Il ne croyait qu'aux soldats de métier, et méprisait les troupes improvisées qu'on lui confiait. Il les fit battre à Toury, d'abord, puis à Artenay (10 octobre). Après quoi, trouvant qu'il « avait assez fait pour l'honneur du 15^e corps », comme il disait, il ordonna la retraite en Sologne. Il abandonnait Orléans aux Prussiens.

Les troupes pour lesquelles il avait tant de dédain furent plus guerrières que lui. Elles défendirent admirablement Cercottes, Les Aubrais, les rues d'Orléans, pour couvrir la retraite. La légion étrangère, les mobiles de la Nièvre firent preuve d'une étonnante vaillance. La Motte-Rouge avait déjà passé la Loire et, dans son rapport, ne daigna même pas vanter leur très belle résistance. Elle avait duré sept heures : il parlait de trois heures de combat, comme s'il était gêné d'avoir reçu de ces soldats une leçon d'énergie.

Il y avait aussi une petite armée des Vosges, sous les ordres de Cambriels. Dans cette région, des corps de francs-tireurs marchant, combattant en irréguliers avec une bravoure audacieuse, gênaient les mouvements de l'ennemi. Mais l'armée de Cambriels, qui n'avait d'ailleurs que des forces dérisoires, ne fit pas grand'chose. Pourtant, à un combat sur l'Oignon, à la fin d'octobre, elle tint tête au général Degenfeld avec une grande énergie. Mais Cambriels battu évacua les Vosges et se retira sur Besançon où il arriva le 24. Après la capitulation de Strasbourg, le général Werder avait été mis à la tête d'un corps d'armée allemand auquel les nôtres n'étaient pas en état de résister.

Mais déjà la République réveillait çà et là les passions patriotiques. Ce n'était plus la passivité inerte et résignée avec laquelle, sous l'Empire, on subissait la conquête, au temps où l'on voyait une grande ville se rendre à quelques uhlands. Au mois de septembre, les Allemands avaient occupé la petite ville de L'Isle-Adam. Dans son faubourg de Fairmain, une poignée de patriotes se réunissait au fond d'une carrière et, dans son indignation, se décidait à une résistance condamnée d'avance à être noyée dans le sang. Ils mirent l'ennemi en fuite; puis, à son retour, défendirent le pont de telle sorte qu'ils l'obligèrent à battre en retraite. Les Allemands revinrent en force et se vengèrent cruellement selon leur habitude. Un vieillard de soixante et onze ans, un ancien magistrat, Desmortier, pris les armes à la main et fusillé, cria en mourant : « Je meurs content, je meurs pour la Patrie. » A Saint-Quentin, on fut plus heureux. Le Gouvernement de la Défense nationale avait envoyé dans l'Aisne, comme préfet, mon vieil ami, Anatole de La Forge, écrivain républicain de grande valeur, caractère héroïque. Il avait dû abandonner le chef-lieu, Laon, qui avait ouvert ses portes aux Allemands. Dans sa rage et dans son désespoir, un garde d'artillerie, Henriot, avait fait sauter la citadelle, s'ensevelissant sous ses décombres,

avec plus de cinq cents victimes, Français ou Allemands. La préfecture avait été transportée à Saint-Quentin.

Le préfet trouva une population résolue, comme lui, à ne pas subir l'occupation étrangère. Quand les Prussiens arrivèrent, le 8 octobre, ils se heurtèrent à une barricade intrépidement défendue. Anatole de La Forge dirigeait le combat, il y fut blessé. A 2 heures, les ennemis, chassés, battaient en retraite. Ils ne sont revenus que le 21, naturellement pour faire payer cher en lourdes réquisitions, à la vaillante cité, sa glorieuse résistance.

Mais c'était à la petite ville de Châteaudun qu'était réservé le cruel honneur de donner le plus magnifique exemple. Châteaudun, hors d'état de soutenir l'attaque de l'ennemi, devait être évacuée. La population ne le voulut pas et fit révoquer l'ordre déjà donné. La ville n'avait qu'un chiffre infime de défenseurs. 1.200 hommes allaient y tenir tête à 12.000. Mais dans le



Défense héroïque de Châteaudun.

nombre se trouvaient des francs-tireurs intrépides. Un de leurs chefs, Lepowski, un héros, était à la tête de la résistance. D'autres, des Parisiens, avaient un chef non moins énergique, La Cecilia. La petite garde nationale (300 hommes) et les pompiers de la ville et des environs n'avaient pas moins de résolution.

Les Allemands arrivèrent le 18 octobre à midi. Le combat devait durer tout le jour et toute la nuit. Il fallut assiéger des barricades défendues avec rage. Les femmes s'en mêlaient : une jeune fille apportait les cartouches aux combattants. Chaque maison était une forteresse. Ne pouvant venir à bout de la résistance, l'ennemi écrasait la ville d'obus. Après des heures d'un combat furieux dans les rues semées de cadavres, arrosées de sang, au milieu des premiers incendies, les défenseurs de Châteaudun, dans les ombres de la nuit, s'étaient concentrés sur la grande place et, au milieu des crépitements de la fusillade, se mirent à y chanter la *Marseillaise* dans un chœur formidable, aux lueurs des flammes qui, çà et là, commençaient à dévorer la ville. L'ennemi finit par les en repousser. Ils y rentrèrent à la baïonnette. Enfin, il fallut reculer et sortir de la ville par la dernière issue, le faubourg Saint-Jean. Les Allemands étaient fous d'exaspération. Comme

à Bazeilles, dans leur fureur sauvage, ils incendièrent ce qui restait de Châteaudun, avec les habitants dans les maisons. Dix créatures humaines furent étouffées dans une seule cave, un paralytique fut brûlé vif sur sa paille, à laquelle des brutes féroces mirent le feu. Châteaudun fut anéanti. On avait peine à y trouver ensuite une chambre pour le prince Albrecht. Ce n'est que le lendemain matin qu'on permit aux habitants d'essayer d'éteindre les incendies : les flammes, portées par le vent, avaient pris la ville entière et, le lendemain encore, éclairaient la nuit comme en plein jour.

Cela ne suffit pas encore aux revanches tudesques. Les survivants, sans abri sur les ruines de leur demeure, furent encore saignés à blanc par d'impitoyables réquisitions. Voilà ce qu'avait pu une petite ville sans un homme de troupe régulière. Quel enseignement pour les défaillances militaires !

Gambetta arrivait à Tours le 8 octobre. Les choses allaient changer. Il avait audacieusement franchi les lignes ennemies en ballon. Le ballon *Armand-Barbès*, qui le portait, faillit deux fois tomber sur des campements ennemis et essuya à plusieurs reprises le feu des fusils. La fortune le sauva. Gambetta vint prendre, à Tours, la direction du mouvement.

Ce furent là les plus belles pages de sa courte et éclatante carrière : il apportait à la France la flamme sublime de 93 dont il était embrasé. Esprit changeant, mais électrisé par les tempêtes, magnifique dans les grandes inspirations des heures tragiques, prodigieusement doué pour incarner l'âme de tout un peuple, nourri d'ailleurs des grandes traditions révolutionnaires, il allait jeter dans le combat la résolution farouche de lutter jusqu'au dernier tronçon de la dernière âme.

L'enthousiasme patriotique, la passion des efforts désespérés qui transforment les paysans en soldats, fait sortir les armées de terre et avait, jadis, dans la France envahie, fait surgir les essaims de victoires qui avaient stupéfait et traversé l'Europe. Tout le pays frémit et fut secoué par un soudain frisson d'espérance aux magnifiques proclamations qu'il adressa, dès le début, aux « Français » et à « l'armée ». La création hâtive de nos armées de province arracha aux Allemands des cris d'étonnement et d'admiration. Les dures épreuves de la guerre, alors qu'ils croyaient la France à leur merci, furent pour eux une cruelle surprise, et le roi Guillaume avançait que, si l'Allemagne subissait de pareils malheurs, ce serait bienheureux qu'on pût y accomplir une œuvre pareille.

Gambetta s'était doublé d'un collaborateur de haute valeur. Charles de Freycinet était un jeune ingénieur de quarante-deux ans, d'apparence débile, à la voix grêle et aux précoces cheveux blancs qui, dès lors, lui donnaient l'air d'un petit vieillard. Mais avec sa voix faible, éteinte et douce, il avait une parole si limpide et si substantielle, un talent si pénétrant et si lumineux pour exposer les questions, qu'il séduisit du premier coup la confiance du jeune et ardent homme d'État. Ajoutez une rare puissance de travail, un don d'organisation très remarquable, beaucoup de clarté et de méthode dans l'esprit, une activité infatigable ; avec cela c'était un homme fort souple et fort habile.

On s'était mis à l'œuvre en toute hâte. On formait corps d'armée sur corps d'armée. On n'avait plus guère de troupes régulières. Les gardes mobiles, les gardes nationaux mobilisés, les francs-tireurs, composaient le fond des nouveaux corps. On s'affranchissait des routines ; les grades pouvaient être conférés, par-dessus les règlements, pour services de guerre. On pouvait en donner même à des civils.

Pour commencer, on organisait en Sologne un 15^e corps et un 16^e à Blois et à Bourges. D'autres devaient suivre sans répit. On n'avait pas de cartes. On retrouva un exemplaire de celle de l'État-major. On le reproduisit par la photographie à 150.000 exemplaires. Un service de « reconnaissance » centralisa les renseignements donnés par les maires, les cantonniers, les gardes forestiers, etc., et chaque soir une circulaire aux chefs de corps leur donna les dernières informations. Un bureau d'ingénieurs suivait sur la carte la marche des armées ; une commission spéciale examina les inventions, souvent chimériques, offertes à la défense. Surtout, on se procurait, on faisait fabriquer des armes et des munitions. On achetait des fusils partout, en Angleterre, en Amérique, etc. Tous les modèles d'armes perfectionnées étaient représentés dans nos troupes : Remington et Snyders. En trois mois, la Commission d'armement livra 1.200.000 fusils ; n'était-ce pas un admirable résultat ? Nantes, Saint-Étienne, Le Creusot, fabriquaient des canons.

Chaque département dut en faire autant qu'il comptait de fois 100.000 habitants. A la fin de la guerre, le ministère avait fourni 1.400 pièces d'artillerie aux armées. La fabrication des munitions était poussée avec autant d'activité. Le 3 novembre, Gambetta décrétait la levée en masse, la mobilisation de tous les hommes valides jusqu'à quarante ans, mais son décret ne fut pas appliqué à la lettre.

La cause de la France était devenue celle du droit des peuples. On le comprenait dans le monde entier. En même temps que Gambetta arrivait à Tours, Garibaldi venait y offrir son épée à notre pays. L'arrivée du héros qui avait combattu pour la liberté dans les autres parties du monde et si puissamment contribué à affranchir la patrie italienne, était, devant la conscience de toutes les nations, une condamnation de plus de l'œuvre de force brutale poursuivie par les Allemands. En même temps, des républicains espagnols, une légion américaine venaient combattre pour nous. Le 15^e et le 16^e corps étaient prêts à entrer en campagne vers la fin d'octobre; Gambetta en fit la première armée de la Loire et en donna le commandement au général d'Aurelle de Paladines, un vieil officier en retraite, de la même école que La Motte-Rouge et à peu près du même âge. Mais, sous ses ordres, le 15^e corps était commandé par un général beaucoup plus jeune, de la plus grande valeur, Chanzy, quelque peu en disgrâce près des états-majors impériaux, qui l'avaient laissé en Algérie. Il y avait aussi à la tête d'un autre corps de troupe un amiral, Jauréguiberry. Dans la démoralisation lamentable et l'espèce d'affaissement d'un trop grand nombre d'officiers de l'armée, les marins avaient conservé toute leur énergie. Les Saisset, les Pothuau, à Paris, les Jauréguiberry, les Jaurès, les Gougeard en province, furent admirables.

Dès le 23 octobre, dans une conférence tenue à Salbris, entre d'Aurelle de Paladines et Freycinet, tout le plan de l'action avait été arrêté. D'Aurelle de Paladines commença par le faire ajourner, probablement à cause des négociations engagées par Thiers, qui venait de traverser nos lignes et avait vu le général. Faute lourde. L'armée allemande de Metz allait arriver à marche forcée. Ce n'est que le 9 novembre qu'eut lieu la bataille. Ce fut une victoire complète.

Les deux armées se rencontraient au nord d'Orléans, sur les routes du Mans et de Châteaudun, à 15 ou 20 kilomètres de la ville. Von der Thann n'avait laissé à Orléans qu'un bataillon et mar-



(Photo Braun.)

Départ de Gambetta dans l'Armand-Barbès.

Tableau de Maigret.

chait au-devant des Français avec toutes ses forces. Il avait des troupes infiniment plus exercées, mais inférieures en nombre; il avait crénelé les villages et les châteaux.

Au sud, les Bavaois étaient retranchés dans le village de Bacon, et, en arrière, dans le château de La Renardière. Après qu'on a canonné le village, le général Peytavin s'en empare à la tête du 33^e de ligne, puis le château est enlevé, avec le parc et les maisons qui l'entourent, par nos chasseurs et deux bataillons du 16^e et du 33^e de ligne. De là, il envoie au nord ses tirailleurs sur Coulmiers, pendant que les Bavaois se réfugient, en arrière, dans le petit bois de Montpipeau. Nous sommes vainqueurs à la droite du champ de bataille. Au centre, sur la route du Mans, l'ennemi occupe Coulmiers. En avant, Jauréguiberry a pris les villages de Saintry et d'Épieds. Vers midi, le général Barry lance ses forces sur Coulmiers où s'engage une lutte violente. Chanzy, La Motte-Rouge font appuyer les nôtres par deux brigades. Barry enlève les mobiles de la Dordogne au cri de « Vive la France! » et, à 4 heures, Coulmiers est à nous. L'ennemi ne se maintient



Bataille de Champigny (1870).
Tableau de Neuville (Musée de Versailles).

plus qu'au nord, entre les routes du Mans et de Châteaudun. Mais c'est là qu'est Jauréguiberry; il communique à ses hommes sa passion et sa résolution de vaincre: avec le 37^e de ligne et les mobiles de la Sarthe, il enlève les villages et les hameaux d'Ormetheau, de Cheminiers et de Champ. Il ne reste plus aux Allemands que Saint-Sigismond à l'extrémité nord du champ de bataille. Chanzy s'en empare à la tête de la brigade [Baudrillon.

• L'ennemi est vaincu partout. Dès 3 heures, Von der Thann a ordonné la retraite. On pouvait transformer cette défaite en désastre. Nos troupes étaient trop épuisées par un jour de combat pour poursuivre

l'ennemi, mais nous avions tout un corps de cavalerie fort de 30 escadrons, sous le général Reyau, dont la mission était de tomber sur les débris démoralisés des Bavaois; seulement ce corps de cavalerie n'était plus là; son général, à la suite d'une fausse manœuvre contraire à ses instructions, avait abandonné le champ de bataille. Le premier soin de d'Aurelle fut d'excuser de son mieux cette lourde faute, ce qui n'empêcha pas le coupable d'être frappé par le Gouvernement. Nous avons perdu 1.500 hommes, les Allemands 1.112 et 54 officiers. Mais nous avons fait, en outre, un grand nombre de prisonniers. C'était le début des armées improvisées par Gambetta. Il était éclatant. La victoire nous rendait Orléans, où les éclaireurs de Cathelineau entraient le soir même. Il ne restait qu'à poursuivre le succès en marchant sur Paris. D'Aurelle s'y refusa absolument. Vainqueur par l'élan de ses troupes, il s'obstinait à s'en méfier. Peut-être ne voulait-il pas compromettre une première réussite. Pressé par Freycinet, par Gambetta, il s'entêtait à rester sous les murs d'Orléans, à y faire de longs travaux de défense. L'armée victorieuse y resta inutile dans la boue, jusqu'au 22 novembre, laissant à l'ennemi le temps de renforcer ses troupes contre elle, alors que les corps qui avaient investi Metz venaient en toute hâte. On avait fait de d'Aurelle un vainqueur, on hésitait à l'écarter. Le Gouvernement, ne pouvant

venir à bout de son mauvais vouloir, se décida à lui retirer une partie de l'armée pour la placer sous les ordres du ministre. Mais il était bien tard ! La victoire de Coulmiers eut son contre-coup à Paris : elle décida, ou plutôt elle contraignit moralement Trochu à tenter une sortie : il fallait bien essayer d'aller au-devant des vainqueurs. C'est par l'est qu'on résolut d'attaquer. Derrière les détours que la Marne décrit et dont le dernier forme la boucle chère aux canotiers parisiens, se dresse un plateau qui domine la rivière d'une soixantaine de mètres au moins, au bord duquel s'espacent Chennevières, Champigny, Bry, Noisy-le-Grand et sur lequel se dressent Villiers et Cœuilly, chacun des deux avec son château et son parc qui devaient offrir de solides points d'appui à la défense. Il fallait gravir le plateau et s'en emparer, pour continuer ensuite, en remontant la rive droite de la Seine, son chemin sur Fontainebleau.

C'est seulement le 18 que Trochu apprenait la victoire de Coulmiers, qui lui faisait reporter du côté opposé le mouvement qu'il avait projeté à l'ouest. Des diversions sur la rive gauche et au nord devaient distraire l'attention et l'effort de l'ennemi. Ducrot, dans une proclamation superbe qui inspira à tout Français un transport d'enthousiasme, promettait un effort désespéré. Je dis encore trop peu. « Puisse cette pensée, écrivait-il, vous faire partager la soif de vengeance, la sourde rage qui m'animent ! J'en fais le serment devant vous, devant la Nation tout entière : je ne rentrerai à Paris que mort ou victorieux. Vous pouvez me voir tomber, vous ne me verrez pas reculer ! »

Un premier contre-temps fit ajourner l'affaire : il fallait traverser la Marne pour gagner le champ de bataille. Une crue subite de la Marne empêcha de construire les ponts. Il

fallut remettre l'attaque. Mais ce qui semble incroyable, c'est qu'on n'en prévint pas les chefs de troupes qui devaient faire sur d'autres points des diversions pour tromper l'ennemi. Vinoy, qui commandait la rive gauche, ne savait rien, et lança la brigade Valentin sur L'Hay ; l'amiral Pothuau sur la gare aux bœufs. Déjà quelques maisons de L'Hay étaient prises après une lutte meurtrière et on avait chassé de la gare aux bœufs les Prussiens qui se retiraient sur Choisy, quand on apprit qu'on se battait pour rien, et qu'il y avait méprise. La retraite fut ordonnée.

Enfin, le 30 novembre, ce fut la véritable bataille. Il faisait froid, l'hiver s'abattait brusquement sur la France, avant l'heure, un hiver moscovite. Il allait geler à 10° et un blanc soleil polaire allait faire étinceler des micas de givre sur les campagnes dépouillées comme au cœur de janvier. Dès le matin, deux divisions du 2^e corps, sous le général Renault, passaient la Marne en avant de Nogent, s'emparaient du bois du Plant, du chemin de fer de Mulhouse, et marchaient sur Villiers. Mais, là, on se heurtait à un obstacle formidable ; le parc, le bois, le cimetière, avec des murs crénelés, de solides épaulements, de longues tranchées, formaient une véritable place forte. L'artillerie accourt pour la démolir à coups d'obus. Mais l'artillerie allemande, bien postée sur des crêtes, a l'avantage de la situation. Tous les efforts se brisent contre les positions terriblement fortifiées. En vain Ducrot les fait assaillir. Les nôtres sont criblés par les ennemis bien abrités. Le chef du 2^e corps, le général Renault, tombe frappé à mort ; voyant nos troupes



L'appel suprême (Champigny, 1870).

Par Dujardin-Beaumetz.

décimées, la 48^e brigade ennemie marche sur elles; les Français se couchent, les attendent, les arrêtent par un feu meurtrier, puis les poursuivent, mais les balles grèlent; des murs crénelés part un feu terrible, on fléchit et un commencement de panique ramène les nôtres vers la Marne. Tout à côté, au sud, c'est le 1^{er} corps qui attaque, la division Faron sur Champigny, la division Malroy sur le Four-à-Chaux. Même succès au début, Champigny, le Four-à-Chaux sont à nous, mais sur le plateau on se heurte au parc de Cœuilly. Mais l'obstacle n'est pas moins redoutable. Le 35^e et le 42^e de ligne d'un côté, le 114^e et les mobiles de la Vendée, de l'autre, renouvellent en vain leurs efforts. Les murs croulés, les vignes et les vergers où se cachent les



Épisode du combat d'Épiuay.
Par Sergent.

(Photo Braun.)

chasseurs vendéens les arrêtent et les détruisent. L'ennemi, bien abrité, attend que les nôtres soient à bonne portée, puis il les fusille à coup sûr. Il y a 1.200 mètres à parcourir pour arriver sur le parc de Cœuilly. Dix fois on essaie de les franchir, dix fois on est ramené, laissant le sol jonché de morts et de blessés. C'eût été folie d'envoyer les nôtres devant des positions qu'on savait très redoutables, si l'on n'avait songé à un moyen d'en venir à bout. Tandis que les deux premiers corps attaquaient de front, le 3^e corps, sous le général d'Exéa, devait attaquer de flanc. Passant la Marne plus à l'est, à Neuilly, il devait gravir le plateau, assaillir le parc de Villiers par le nord, pendant que le 2^e l'assaillait par l'ouest; puis, une fois maître de Villiers, en faire autant pour Cœuilly. Seulement d'Exéa ne fit rien.

Il avait bien pris Neuilly à 8 heures du matin, mais il s'était arrêté

là; craignant sottement, dit-il, que l'ennemi ne fît jouer une écluse pour emporter ses ponts, il avait voulu s'en emparer avant de passer la Marne. Surtout il avait des habitudes de retard, des armées mal conduites. Tandis que les deux autres corps se faisaient écharper, il attendait. C'est seulement vers 3 heures que la division Bellemare passa la Marne, mais une fois la rivière franchie, d'Exéa, au lieu d'exécuter le mouvement prescrit, sans espoir de réussite, vint avec le gros de ses forces se joindre à l'attaque de front du parc de Villiers et y faire tuer ses hommes sans plus de chance de succès. La nuit suspendit le combat. Nous n'avions pas entamé les positions ennemies. Il faut, pour compléter l'histoire de la journée, mentionner quelques petites actions latérales. La division Susbielle avait été distraite du 2^e corps et envoyée sur Montmesly, entre la Marne et la Seine, surtout, à ce qu'il semble, pour y occuper une partie des forces

ennemies. Elle s'en empara d'abord, puis fut repoussée par un retour offensif de l'ennemi. Au nord et sur la rive gauche, on recommençait bien tardivement les tentatives pour distraire les Allemands de la véritable bataille. Vinoy renvoyait l'amiral Pothuau sur la gare aux bœufs. L'amiral La Roncière, près de Saint-Denis, attaquait Épinay. On avait réussi sur les deux points : Épinay et la gare aux bœufs étaient au pouvoir des nôtres, mais, selon l'habitude, on les évacuait aussitôt après, comme pour bien établir que les opérations n'avaient rien de sérieux.

Le 1^{er} décembre, on ne fit rien. On donna aux troupes un jour de repos. C'était renoncer à la grande opération entreprise : on donnait à l'ennemi le temps de concentrer ses forces sur le point menacé. Le 2, on reprit le combat. Le froid avait redoublé ; une température sibérienne mordait les hommes au visage : le sang gelaît sur les blessures. Cette fois, les Allemands prenaient l'offensive pour nous chasser des positions que nous occupions encore sur le bord du plateau, comme Bry et Champigny. Vers midi, la division Bellemare vint au secours des nôtres ; Bry et, sauf les dernières maisons, Champigny, furent repris. A quoi bon, puisqu'on allait les abandonner ?

Le lendemain, toutes nos troupes reentraient sur l'autre bord de la Marne.

Nous perdions 387 officiers. Nous avions 7.884 hommes tués, blessés et disparus. Les Allemands 5.142. De tout ce sang versé, que restait-il ? Une preuve de plus pour les Parisiens que les tentatives du commandement finissaient toutes par des fautes et des défaillances. Et les sobriquets de mort et victorieux, attachés au général Ducrot, qui revenait de la défaite sans une égratignure !

IV. — La province. — L'armée de la Loire.

Il fallut du temps pour qu'on se décidât à donner à l'armée de la Loire un autre chef que d'Aurelle de Paladines. L'ennemi avait mis son inaction à profit. Il avait maintenant à sa disposition les troupes de Metz ; il avait pu réunir, contre notre nouvelle armée de province, des forces considérables ; le prince Frédéric-Charles était venu les commander.

Devant l'inertie obstinée de d'Aurelle on lui avait retiré, et on avait placé directement sous les ordres du ministre le 17^e, le 18^e et le 20^e corps, mais pour rendre au général le commandement en chef au début de décembre. Dans l'intervalle, le 28 novembre, après quelques rencontres de moindre importance, avait eu lieu, à l'ouest d'Orléans, le combat disputé de Beaune-la-Rolande.

Le 18^e et le 20^e corps y attaquaient l'ennemi dans ses positions, et purent, presque toute la journée, y espérer la victoire. De bon matin, le 18^e corps, qui arrivait par le sud, prenait Ladon, puis Maizières, Lorcy, et enfin Juranville, le plus près de la position de Beaune-la-Rolande. Mais les Allemands revenaient à la charge, et nous disputaient nos avantages. Un retour offensif les rendait maîtres de Juranville, repris sur notre 44^e régiment de marche. Pour peu de temps, la brigade Robert, soutenue par quelques autres bataillons, les chassait du village : mais déjà la journée était avancée ; puis on marchait sur Cotelles ; on arrivait sur Beaune.

D'un autre côté, plus au nord, le 20^e corps, sous le général Crouzat, l'assaillait aussi après avoir pris les villages de Nancray, de Batilly et de Saint-Michel. C'est à Beaune-la-Rolande que le combat devait être rude. Le village même n'était défendu que par un régiment, mais qui s'y était fortement retranché. Les ennemis occupaient en forces, à côté, une hauteur d'où ils fusillaient les nôtres. La lutte fut acharnée : un écrivain allemand a reconnu que les Français montrèrent là « leur courage des meilleurs jours » ; on canonna Beaune-la-Rolande à plusieurs reprises : on y fit plus de vingt attaques, mais au plus fort de la lutte, l'ennemi reçut des renforts.

Le général Martin des Pallières avait ses troupes à Chilleurs-aux-Bois. Il ne s'était pas dérangé. Le prince Frédéric-Charles était venu en personne de Pithiviers, à peu près aussi éloigné que Chilleurs-aux-Bois, prendre la direction du combat.

Cet accroissement des forces ennemies décida du sort de la bataille. En vain, Crouzat, vers 5 heures, tenta un suprême effort, et, faisant sonner la charge, entraîna sur Beaune les zouaves

et les mobiles de la Dordogne. La nuit tombait, éclairée par les maisons en feu. Il ne restait qu'à battre en retraite.

Aussitôt après, on recevait une dépêche de Trochu qui annonçait sa tentative de sortie (celle de Champigny). Il fallait bien aller au-devant de lui. Un conseil, auquel Freycinet assistait, fut tenu le 30 novembre à Saint-Jean-de-la-Ruelle, au quartier général de d'Aurelle de Paladines. On résolut de marcher sur Pithiviers.

Le 1^{er} décembre, Jauréguiberry, envoyé en avant, enlevait aux Bavares, après un combat acharné, les villages de Gommiers et de Villepion. L'ennemi était contraint à battre en retraite après avoir perdu près d'un millier d'hommes. Nous débutions par une victoire.

Le 2, le 15^e et le 16^e corps livraient bataille à tout le corps du duc de Mecklembourg (bataille de Loigny), la lutte s'engageait sur la route de Paris et un peu à l'ouest à une grosse vingtaine de kilomètres au nord d'Orléans. Le 16^e corps, sous Chanzy, attaquait en avant des positions



Beaune-la-Rolande (décembre 1870).

Tableau de Beauquesne.

conquises la veille par sa première division, sous l'intrépide Jauréguiberry. La 1^{re} division (Barry) s'empare de Loigny; mais, devant le château de Goury, tous ses efforts échouent : elle est accablée par le feu des ennemis; elle bat précipitamment en retraite. La 3^e division (sous Maurandy) n'a pas encore vu le feu. Une de ses brigades, la brigade Bourdillon, s'est vigoureusement battue contre ce terrible château de Goury. Mais, découverte par la retraite de la 2^e division, et encore peu solide, elle recule à son tour sur Terminiers, laissant deux canons à l'ennemi. Il ne reste plus que Jauréguiberry avec sa division; mais, lui, il est inébranlable. Il a déjà repoussé une attaque des Bavares, après la défaite de Barry; maintenant, il lutte désespérément. Ah! s'il était soutenu! Le général Michel, à la tête de sa cavalerie, pourrait rendre ses efforts décisifs. Mais Michel, sur le rapport de quelques fuyards, a abandonné le champ de bataille, comme Reyau à Coulmiers.

A 4 heures, de ce côté, la bataille est perdue. Jauréguiberry se maintient avec acharnement à Villepion, qu'il a pris la veille. Mais le général de Sonis arrive avec quelques troupes, dont les hommes du zouave pontifical Charette. Il va faire un effort désespéré à la tombée de la nuit. La plus grande partie de ses troupes se débande; Sonis va de l'avant, avec ceux de Charette. Les deux tiers tombent; le reste s'enrage au combat. Sonis est tué; Charette veut encore pousser

sur Loigny ses zouaves et des francs-tireurs. Bavaïrois et Prussiens arrivent en masse : il faut reculer. Les zouaves pontificaux ont perdu dix officiers sur quatorze.

Deux bataillons du 37^e de marche, envoyés à Loigny par Jauréguiberry, défendent le village avec fureur jusqu'à 7 heures du soir; mais à la fin, ils sont écrasés sous le nombre : les survivants sont prisonniers.

Malgré ses défaillances, le 16^e corps a combattu; le 15^e, que d'Aurelle de Paladines est venu diriger, a, dans la bataille, une histoire moindre. Il a combattu à Artenay, et essayé de prendre Pourpry. Le 34^e de ligne et les mobiles de l'Ariège ont un instant fait éprouver de grosses pertes à l'ennemi, quand il attaquait Artenay. Mais le 15^e corps n'a pas toutes ses forces : sa 2^e division, sous Martineau Deschesnez, n'est pas là. Il est vrai que d'Aurelle l'a envoyé chercher à 1 heure et qu'une de ses brigades n'a que 8 ou 10 kilomètres à franchir pour déboucher sur le champ de bataille. Mais elle n'arrive qu'à la nuit, trop tard.



Bataille de Loigny (5 décembre 1870).

D'après un tableau de M. Pecher.

Nous étions battus. Nous avons perdu 6.000 ou 7.000 hommes. Les Allemands peuvent en avoir perdu 5.000.

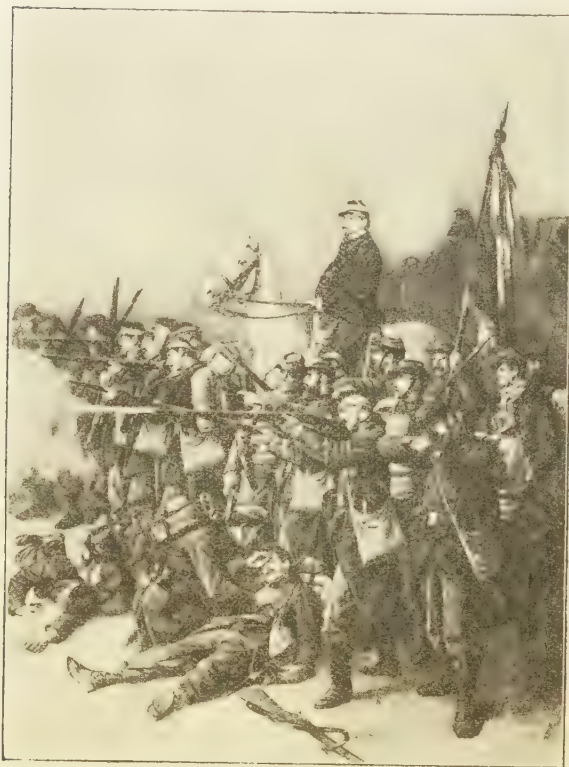
Le corps de Chanzy était hors d'état d'affronter une nouvelle lutte. Chanzy le fit savoir à d'Aurelle, qui ordonna la retraite. Les Allemands marchèrent sur Orléans avec toutes leurs forces; les nôtres étaient désorganisés et démoralisés par la défaite. L'ennemi eut à soutenir de petits combats, à Troigny, à Artenay, à Chevilly, à Chilly-aux-Bois. Nulle part, on n'était en état de lui résister sérieusement. D'ailleurs, les nôtres, livrés au hasard, n'avaient plus de direction générale à leur tête. Le 4, d'Aurelle télégraphiait qu'il abandonnait Orléans; le lendemain, il se ravisa. Finalement, il passe sur l'autre rive de la Loire, laissant à Martin des Pallières le soin de défendre la ville. Après une courte résistance, sur la menace d'un bombardement, Martin des Pallières capitula.

Cette fois, on se débarrassa de d'Aurelle (6 décembre). L'armée de la Loire était divisée en deux : trois corps formant la première armée sous Bourbaki; deux la seconde, sous Chanzy.

Enfin, les armées de Gambetta allaient avoir un chef : Chanzy était un véritable homme de guerre. Mis à la tête de soldats improvisés et abattus par leurs premiers échecs, il ne croyait pas, comme tant d'autres, qu'un officier de métier dût, avant de lutter, s'abandonner au mépris

de ses troupes et à un inerte découragement : il savait que son devoir était de former ses hommes, de les soutenir, de relever leur courage dans la défaite, de leur demander sans relâche tous les efforts qu'ils pouvaient donner, et de les ramener infatigablement au combat. Ses forces devaient être accrues d'un corps d'armée nouveau, conduit aussi par un magnifique homme de guerre, l'amiral Jaurès. Corps formé surtout de marins, de mobiles, de gardes nationaux mobilisés, de francs-tireurs de toute provenance. Une de ces divisions s'appelait le corps de Bretagne, parce que les mobiles et les mobilisés d'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure, du Morbihan, formaient une grande partie de ses soldats. A leur tête marchait le capitaine de vaisseau Gougéard, d'une énergie farouche.

Dès le 8 décembre, le général en chef livre sa première bataille à côté de Beaugency : bataille



Chanzy à l'armée de la Loire.

conduite avec une rare énergie, et qui dura trois jours. Le premier, on pouvait croire à un succès; à gauche, l'ennemi, qui attaquait Cravant, avait été repoussé. Au centre, une lutte très âpre s'était engagée entre Français d'un côté, Bavares et Prussiens de l'autre; notamment pour la possession de Villechaumont, qu'on nous avait pris, que nous reprenions à la fin de la journée. Nous étions vainqueurs, quand la nuit tomba, si les troupes du général Camô, ayant été entraînées par la déroute, n'avaient laissé aux Prussiens Messas et Vernon qu'elles occupaient, et n'avaient fui ensuite de Beaugency. A 4 heures du matin, le général Barry télégraphiait qu'il n'avait plus un homme et était contraint de se retirer sur Blois. Tout était à recommencer.

On se battit encore toute la journée du lendemain, sans résultat décisif; on se battit encore le surlendemain sans que les nôtres fussent entamés. Des deux côtés, les troupes étaient harassées. Les ennemis avaient perdu plus de 3.000 hommes (bataille de Villorceau-Josnes, 8, 9 et 10 décembre).

Mais l'ennemi allait recevoir des renforts qui rendraient sa supériorité

écrasante et la lutte impossible. La II^e armée allemande arrivait à marches forcées. Elle serait là le lendemain. Bourbaki, n'ayant pas confiance en ses troupes, n'avait pas soutenu Chanzy.

Chanzy, abandonné à ses forces, n'eut plus qu'à battre en retraite sur Vendôme. Il ne fut pas inquiété par l'ennemi. Puis, de Vendôme, il recule jusqu'au Mans. Le général allemand Voigts-Retz marchait sur Tours, et occupait la ville le 21 décembre après y avoir jeté quelques obus. Le Gouvernement s'était réfugié à Bordeaux.

Cependant le général en chef ne se résignait pas à l'inaction : il brûlait de reprendre l'offensive. Il savait que, d'après les déclarations de Trochu, Paris n'avait de vivres que jusqu'au 20 janvier : il voulait une tentative suprême, une tentative désespérée, pour sauver la capitale. On y associerait toutes nos forces; jusqu'à l'armée du Nord commandée par Faidherbe. Gambetta résista à son impatience : il constituait deux corps d'armée nouveaux. Puis il se méfiait un peu des échéances indiquées par Trochu pour l'épuisement des vivres à Paris : elles avaient déjà changé plus d'une fois.

Arrêté dans ses projets trop hasardeux, Chanzy voulut au moins contenir, harceler et fatiguer l'ennemi par de petites opérations, en lançant sur lui de tous côtés des colonnes mobiles qui ne lui laisseraient pas de repos : les francs-tireurs Lipowski sur Nogent-le-Rotrou, Cathelineau sur Vibraye, le général Rousseau sur La Ferté-Bernard, le général de Jouffroy vers Vendôme. Il réussit ainsi à inquiéter et à harasser les Allemands.

Moltke avait ordonné à Frédéric-Charles de marcher sur Le Mans avec les forces réunies des deux armées allemandes, 80.000 hommes, plus de 300 canons. Le 11 janvier, elles nous attaquèrent autour de la ville. Chanzy était décidé à une résistance acharnée : il avait donné l'ordre d'être, au besoin, impitoyable pour les fuyards, fallut-il les ramener au feu en tirant sur eux.

Le champ de bataille, à l'est de la ville, était séparé en deux par les sinuosités que trace la rivière l'Huisne, avant d'aller au Mans se jeter dans la Sarthe : l'ennemi attaquait au nord et au sud. Par le nord, le grand-duc de Mecklembourg devait tourner la ville. Les Français, essayant de prendre Savigné-l'Évêque, étaient repoussés par une division du XXI^e corps. À côté, le général Colin reculait sur les hauteurs de Lambron, et Jaurès essayait vainement de reprendre les positions abandonnées; mais l'ennemi n'allait pas plus loin. Le 73^e régiment allemand s'avancait jusqu'au chemin de fer, mais il était repoussé. Le soir, le mouvement du duc de Mecklembourg avait échoué.

Le succès était plus disputé sur l'autre rive de l'Huisne. On s'arrachait Champigné, le château des Arches. Un moment, le général Manstein nous enleva la hauteur située entre Champigné et Yvré-l'Évêque, qui domine l'Huisne à quelques kilomètres de la porte du Mans. C'était notre armée coupée en deux : elle était perdue. Une cohue désordonnée des nôtres fuyait en déroute. Gougéard fait braquer sur eux deux canons chargés à mitraille. Quelques-uns essaient de se sauver en se jetant dans la rivière et s'y noient. Mais le danger arrête la masse des fuyards. Gougéard les entraîne, avec les zouaves pontificaux, les mobilisés de Rennes et de Nantes; il fait sonner la charge, se rue avec eux sur l'ennemi et, fendant à la baïonnette, les chasse de la plus grande partie du plateau; l'armée est sauvée.

Au sud, le III^e corps allemand, arrêté par le général de Colomb, n'a pu avancer.

En somme, à la nuit, l'attaque des ennemis semblait avoir échoué. À la dernière minute, une position d'une importance vitale était livrée aux Allemands par une panique. La Tuilerie était gardée par des Bretons. Un lieutenant ennemi, avec un nombre d'hommes infime, une seule compagnie, fut amené là par les hasards de la bataille. Voilà les défenseurs de la Tuilerie qui détalent dans un inexplicable sauve-qui-peut, laissant le lieutenant étonné de sa facile victoire.

Pourtant, d'habitude, les Bretons se battaient bien. Mais ceux-ci venaient du camp de Conlie. On avait chargé Kératry de choisir l'emplacement et de diriger l'organisation de ce camp. Violent, cassant, âpre, mais incapable, il avait fait du camp de Conlie un cloaque où les hommes, pourrissant inutilement dans la boue, apprenaient à détester le service militaire. Ceux de la Tuilerie n'avaient de fusils que depuis la veille.



Les mobiles d'Ille-et-Vilaine.

Tableau de Beauquesne.

La Tuilerie perdue, il fallait se résigner à la retraite : heureusement l'ennemi mit du temps à comprendre l'importance de l'avantage qu'il avait remporté. C'est seulement à 5^h 30 du matin que Chanzy donna l'ordre de faire partir les wagons de l'armée. Il y en avait près de 1.500 sur les rails, pris dans 30 centimètres de neige; presque tous partirent : les Allemands n'en saisirent que 200. Les fuyards envahissaient les trains : il y en avait sur les toits des voitures, sur les marchepieds, jusque sur les tampons. Cependant, les troupes s'éloignaient du Mans.

La retraite était couverte par le corps de Jaurès. Il fut admirable : ce n'est pas trop de dire qu'il sauva notre armée. Pendant la plus grande partie de la journée, il tint, avec ses seules forces, toutes celles du grand-duc de Mecklembourg. Il avait envoyé ses bagages au Mans, déjà envahi par l'ennemi; mais ils furent sauvés par les braves du 3^e chasseurs à pied. Lui, il tenait tête à toute la masse des Allemands. Ce fut une lutte superbe, où les siens se couvrirent de gloire. A 6 heures du soir, le général de Villeneuve, envoyé par lui, occupait encore contre toutes les attaques la fourche des deux chemins de Bonnetable et de Sillé-le-Guillaume, nécessaires à notre retraite. Quand le reste de l'armée fut en sûreté, Jaurès, à son tour, s'en alla par Savigné-le-

Vicomte.

L'armée française se retirait sur Laval. Les ennemis la rattrapèrent et l'attaquèrent le 15 sur deux points : à Sillé-le-Guillaume, à Saint-Jean-sur-Erve. A Sillé-le-Guillaume, ils avaient affaire à l'amiral Jaurès. Leur surprise fut grande de voir que ce qu'ils croyaient une troupe de fuyards, tenait tête et se retournait sur l'assaillant. Reçus à coups de mitrailleuse, ils allaient probablement essayer un échec, quand Jaurès apprit que le 17^e corps, qui couvrait sa droite, n'avait pas tenu.



La défense du sol.
Par R. Desvareaux.

A Saint-Jean-sur-Erve, les Allemands se heurtaient à Jauréguiberry; on sait sa vigueur. Il croyait tenir le succès, quand il sut que le régiment qui devait garder l'entrée du village l'avait abandonné.

Bientôt notre armée allait pouvoir se réorganiser. Moltke rappelait une partie des troupes allemandes sur Orléans. Ce qui restait devant Chanzy ne suffisait plus à une attaque sérieuse.

Il faut, pour avoir une idée de cette campagne, l'imaginer sur le théâtre où elle se déroulait, dans des campagnes glacées par un des hivers les plus rigoureux qui se soient abattus sur la France. La neige couvrait les champs et les routes : on glissait sur les chemins polis et miroités par le verglas; on grelottait sous ses vêtements, parfois mouillés pour se glacer sur les hommes; dans les nuits de bivouac, on était mordu par une température digne de la Russie. Les Allemands, pourtant plus aguerris, n'en pouvaient plus. Des marches épuisantes, tandis que Chanzy les faisait assaillir de toutes parts. Des alertes continuelles. Le jour, après la marche, le combat. Les nôtres, repoussés, se dérobaient. Après des journées éreintantes, pas de repos, la nuit sur le qui-vive, dans la neige. Les vêtements étaient usés; on s'habillait de nos dépouilles. Les uniformes des envahisseurs étaient un pêle-mêle de tous les costumes de l'armée française. Aux pieds, toutes les chaussures, depuis les sabots jusqu'aux bottes à l'écyère. Mais on n'osait pas mettre le pantalon rouge, qui aurait risqué d'attirer des balles à qui l'eût porté. C'est en pantalon de toile qu'on affrontait des froids de nuit de 10 degrés. Les maladies, plus implacables

encore que les batailles, ravageaient impitoyablement ces masses exténuées. Les hôpitaux étaient bondés. Tel corps allemand, sur 504 officiers, n'en avait plus que 174; tel régiment que 15, pas même un quart du chiffre régulier! Les vainqueurs maudissaient cette guerre sans cesse renaissante : en un mois, ils en avaient fini avec ce qui semblait toutes les armées de la France; enfermé l'une à Metz, fait l'autre prisonnière à Sedan; et voilà que, plus de quatre mois après, les armées de la République leur faisaient encore subir les plus cruelles épreuves!

Chanzy réorganisait ses forces, pour reprendre l'offensive.

Conformément à ses propositions, on allait former deux armées. L'une, de 100.000 hommes, sous le général de Colomb, défendrait la Bretagne; l'autre, de 120.000, sous Chanzy, marcherait de l'avant.

Mais Paris capitulait, on négociait la paix : tout était fini.

V. — La guerre de province. — Le Nord, l'Est, Belfort.

Le colonel Farre avait, à Lille, été chargé de former une armée avec l'ancien proscrit Testelin, républicain ardent, homme énergique : armée assez faible, de deux divisions seulement, formées de bataillons de marche, de mobiles et d'un petit nombre de marins, à peu près sans cavalerie. Bourbaki, au début, avait été chargé de la commander, avant d'être rappelé, comme on l'a vu, à la campagne de la Loire. Il avait mécontenté les populations en ne s'entourant que de bonapartistes. On l'avait remplacé par un général qu'on faisait venir d'Algérie, Faïdherbe. En l'attendant, le colonel Farre commandait le corps.

C'est lui qui eut à soutenir la première bataille. Les Allemands, sous Manteuffel, avaient ordre de marcher sur Amiens, puis sur Rouen et la Normandie. Le 27, ils attaquaient Farre au sud-est d'Amiens; Bentheim avait remplacé Manteuffel. Les Français firent une vigoureuse défense; mais ils furent vaincus et contraints à la retraite (bataille de Villers-Bretonneux). Le 28, Amiens était occupé; le 29, la citadelle arborait le drapeau blanc; puis l'armée allemande marchait sur Rouen, où elle entra le 6 décembre. Elle voulait poursuivre sur Le Havre; il lui fallut bientôt revenir.

Le chef de l'armée du Nord était arrivé. Faïdherbe est, avec Chanzy, un des hommes de guerre que la défense de la province a fait surgir. Rien de moins belliqueux que la figure de ce vaillant, avec son aspect malingre, ses grosses lunettes et son air méditatif. On eut plutôt dit un savant, et il l'était en effet. Longtemps gouverneur du Sénégal, il y avait fait preuve de grandes qualités d'organisateur, en même temps qu'il y étudiait les problèmes scientifiques soulevés par les populations et le passé de cette terre lointaine. Il avait fait d'un point depuis longtemps occupé par la France sur la côte d'Afrique une véritable colonie, préparant le premier les énormes développements qu'elle a pris depuis. Calme, réfléchi, laborieux, solidement républicain dès l'Empire, il allait se révéler chef militaire éminent. Cela avec une armée en quelque sorte sacrifiée. Gambetta ne comptait sur nos forces du Nord que pour des diversions. Il craignait que, battues, elles ne fussent refoulées en Belgique. C'est sur les armées de la Loire, et plus tard de l'Est, qu'il fondait toutes ses espérances et portait toutes ses ressources. Faïdherbe allait avoir un rôle ingrat, à la tête de forces si insuffisantes et si peu solides, que chaque bataille les épuiserait, et qu'on le verrait obligé à la retraite pour refaire ses troupes, même après une victoire. Il faut ajouter qu'il eut dans le général Farre, devenu son chef d'état-major, un excellent collaborateur.

Faïdherbe était arrivé d'Algérie à Lille le 4 décembre : le 8, il se mettait en campagne. Son corps d'armée comprenait alors une troisième division, et comptait à peu près 30.000 hommes. Deux jours après, un de ses lieutenants, le général Lecointe, faisait capituler un détachement ennemi à Ham. Faïdherbe voulait sauver Le Havre, en obligeant les troupes qui devaient s'emparer de notre grand port à renoncer à leur entreprise pour venir le combattre. Ce qui est certain, c'est qu'on y renonça.

Il marchait sur Amiens, à côté duquel il allait livrer bataille le 27 décembre. Faïdherbe avait placé son armée à une dizaine de kilomètres d'Amiens, au nord de la Somme, le long d'un ruisseau, l'Hallue, depuis le village de Daours, situé au confluent, jusqu'à celui de Fréchencourt,

en passant par Bussy, Querrieux, Pont-Noyelles et Béhencourt. Tous ces villages étaient dominés par les hauteurs qui s'élèvent sur la rive gauche de l'Hallue, et que les nôtres occupaient.

L'ennemi attaqua vers 11 heures et s'empara des villages que baigne le ruisseau, de Querrieux d'abord, puis de Pont-Noyelles; mais nos obus l'incendièrent. Il eut plus de peine contre Daours; ce n'est qu'à 4 heures qu'il en fut le maître. Béhencourt fut un instant reconquis par les nôtres. Mais ce n'était rien d'avoir les villages, que Faidherbe, dit-on, n'avait pas ordonné de défendre à outrance, si l'on n'arrivait pas sur le plateau. C'est ce que les Allemands essayèrent pendant de longues heures : ils échouèrent sur toute la longueur du champ de bataille. Toutes les fois qu'ils voulurent dépasser les villages et le ruban de prairies du fond de la vallée pour gravir au delà les pentes du haut desquelles les nôtres les canonnaient et les fusillaient, ils durent reculer et renoncer. Nos véritables positions n'étaient pas entamées.

A 4^h30, Faidherbe ordonna un retour offensif général : mais déjà la nuit s'épaississait. Faidherbe a assuré cependant (contre un témoignage allemand) que les Français reprirent Pont-Noyelles et Daours, que fit repérer une surprise de nuit.

La journée coûtait un peu plus de 1.000 hommes aux Français, un peu moins aux Allemands. La bataille de Pont-Noyelles restait indécise. Le mouvement sur Amiens était manqué. Les Français couchèrent sur le champ de bataille; puis, le lendemain, se retirèrent tranquillement derrière la Scarpe, sans que l'ennemi essayât de les inquiéter.

Quelques jours après, Faidherbe revenait à la charge. Il allait au secours de Péronne, que les Allemands assiégeaient. Le 4 janvier, il livrait la bataille de Bapaume.

Là, c'étaient les Français qui attaquaient : ils eurent l'avantage sur toute la ligne. Le 23^e corps (ou plutôt son unique division), venant du Nord, occupait Sapignies, prenait Favreuil et marchait sur Avesnes, aux portes de Bapaume. Les deux divisions du 22^e corps s'emparaient de Gréville et de Biéville. Ce village avait, pour le combat, une importance particulière : de la hauteur, l'artillerie pouvait porter des coups décisifs. L'ennemi fit un effort furieux pour le reprendre et y réussit en effet, mais pour le repérer aussitôt après.

Le général allemand avait appelé des renforts. Le prince Albert lui amenait une forte colonne, mais la 1^{re} division du 23^e corps la repoussait et l'obligeait à reculer à l'est, à bonne distance de Bapaume.

Bientôt Avesnes tombait dans nos mains. L'attaque de Bapaume semblait trop difficile; on y renonçait. La ville, du reste, allait être évacuée bientôt après. Enfin la brigade Pittié, au sud, enlevait Tilloy. Le soir, les nôtres avaient partout chassé l'ennemi.

Nous perdions environ 1.300 hommes; les Allemands probablement un millier.

Après ce beau succès, tout le monde, dans les deux armées, fut étonné de voir Faidherbe battre en retraite sur Arras et sur Douai. On a vu que, dans sa pensée, il avait besoin de reconstituer et de réorganiser ses forces après chaque effort. Ce n'était pas pour longtemps. Il comptait, au bout de quelques jours, revenir délivrer Péronne, et se remit en effet en marche : trop tard. Péronne avait capitulé le 9.

Bientôt après, on se remettait en campagne. Le 15, Freycinet télégraphiait à Faidherbe qu'il fallait à tout prix aider du Nord la tentative de sortie que Trochu allait faire. Faidherbe n'hésita pas : il partit pour essayer désespérément de se diriger vers Paris. Il partait sans illusion, et le dit avant la bataille : il savait qu'il se ferait écraser et l'annonçait à quelques-uns. Il se sacrifiait pour attirer et retenir des forces ennemies.

Échapper au gros des ennemis par des marches forcées; aller droit à Saint-Quentin pour menacer la ligne La Fère—Noyon et Compiègne, tel fut son plan.

L'atroce hiver que nous traversions (plus rude encore dans nos régions du Nord) accumulait les obstacles, les neiges, le verglas, sur les routes que l'armée du Nord avait à parcourir hâtivement. Une première rencontre eut lieu à Vermand. Le général Paulze d'Ivoy s'y maintint toute la journée contre des forces très supérieures. Mais c'est devant Saint-Quentin que devait se livrer la bataille décisive.

Toute l'armée du Nord était là, à l'ouest, au sud et au nord de la ville. Ses positions étaient coupées en deux par l'Aisne et le canal qui longe la rivière : double fossé sans ponts pour communiquer d'un bord à l'autre, sinon dans la ville. Notre 22^e corps combattait d'un côté; le 23^e de



Bataille de Bapaume.

Lithographie conservée à la Bibliothèque nationale.

l'autre. Tous deux luttèrent avec une vigueur qui prouve que Faidherbe rendait à ses troupes la confiance et l'énergie.

Vers midi, sur la rive droite, le combat était engagé sur toute la ligne contre notre 23^e division. Les ennemis arrivaient en bataillons compacts par le nord et par l'ouest : la lutte fut dure et longue; au nord, ils étaient arrivés jusqu'à Fayet, dont ils étaient maîtres vers 2 heures, mais, sur l'ordre de Paulze d'Ivoy, sa 1^{re} brigade les en chassait. A 3^h 30, les nôtres tenaient encore bon, et Paulze d'Ivoy ordonnait un vigoureux retour offensif; mais on se brisait sur les renforts reçus par l'ennemi : on était repoussé, on perdait Fayet en feu.

Plus au sud, les Français purent avancer plus rapidement. Un combat acharné s'est livré en avant de Savy; mais les Allemands sont arrivés sur l'Épine de Dallon, au bord même du canal. De là, ils marchent sur Rocourt, d'où Faidherbe dirigeait le combat, et dont ils sont maîtres à 5 heures. Ils nous rejettent de ce côté sur le faubourg de Saint-Quentin.



Bataille de Saint-Quentin.

Tableau de L. Sergent.

La lutte a été peut-être plus âpre encore de l'autre côté du canal, à Gauchy, à Grugies, et sur la hauteur, d'importance décisive, qui se dresse entre les deux. Dès 8 ou 9 heures, notre 22^e division y était attaquée par le général de Barnokow. On commença par se canonner, puis deux brigades allemandes et la division du prince Albert assaillirent Grugies, sans réussir. De part et d'autre, on reçut des renforts : nouvelle attaque encore repoussée. A l'offensive ennemie, les nôtres répondent par l'offensive. La division de Bessol, la brigade Aynès défendent vaillamment nos positions. A midi, elles ne sont pas entamées.

A côté, on se dispute le village de Giffécourt, près duquel les nôtres ont évacué Contescourt. Après deux heures, on nous a pris la hauteur qui domine le village; mais nos soldats se défendent obstinément le long du chemin de fer; en vain, ils sont enveloppés par les ennemis : on ne peut les débusquer.

Cette belle résistance fut compromise, quand, à 3 kilomètres à l'est, les troupes du comte de Lippe, entrant en ligne, eurent occupé Neuville-Saint-Amand. Attaqués depuis le matin de front, nous allions l'être sur notre gauche, maintenant découverte. Il fallut évacuer Gauchy;

puis on perdit Grugies. L'ennemi pouvait pousser maintenant sur Saint-Quentin. Il était maître de la gare à 5 heures, puis du faubourg de l'Iste; à 6^h 30, il entra dans la ville par le pont du canal.

Faidherbe avait suivi le combat du 23^e corps : en rentrant dans Saint-Quentin, il fut surpris d'y trouver le 22^e qui se retirait encore en assez bon ordre. Faidherbe ordonna la retraite. Le 22^e corps s'en allait par la route du Cateau; le 23^e par celle de Cambrai. Les Allemands étaient si épuisés qu'ils n'essayèrent pas de poursuivre les nôtres.

Les Allemands avaient perdu 2.500 hommes; les Français 3.000, dans la bataille; mais, en outre, quelques milliers de fuyards, de soldats débandés, furent pris soit dans les faubourgs, soit dans la ville.

L'armée s'était retirée entre Cambrai, Douai, Valenciennes, Arras et Lille. Cambrai était sommée le 22 janvier, Landrecies bombardée le 23, les deux places sans succès. Puis les Allemands se repliaient derrière la Somme. Faidherbe reconstituait rapidement ses forces pour de nouveaux efforts quand la paix mit fin à la lutte.

Telle fut sa courte campagne : elle avait à peine duré plus d'un mois. La fortune ne lui avait accordé, pour déployer ses rares qualités, qu'une situation difficile entre toutes : le plus faible de nos corps de troupes improvisés, formé d'hommes de toute provenance, armés de fusils de tous modèles, et en bonne partie d'un modèle primitif et suranné, ne comptant qu'un chiffre infime de ces braves marins qui avaient fait la force de nos corps de la Loire. On peut dire qu'il tira de ces ressources si incertaines tout ce qu'il était possible d'en tirer. Trois batailles, dont une victoire, montrèrent ce dont il aurait été capable dans d'autres conditions. Il était de ceux qui ne désespéraient jamais, et que les échecs raidissaient à préparer de nouveaux efforts. Son nom républicain est resté cher aux bons Français.

Voyons maintenant les événements qui s'étaient déroulés dans l'Est.

Après l'échec et le départ de la 1^{re} armée des Vosges, sous Cambriels, les Allemands avaient essayé d'avancer sur la Bourgogne. Mais, bien qu'ils n'eussent pas d'armée véritable devant eux, leur situation restait difficile et menacée. Des corps de francs-tireurs battaient la campagne; quelques places fortes pouvaient les inquiéter; des troupes, çà et là, défendaient le pays; Cremer, dont Gambetta avait fait un général, conduisait un petit corps d'armée indépendant, formé d'une seule division; enfin Garibaldi arrivait, on lui avait donné le commandement de ce qu'on appelait pompeusement l'armée des Vosges : une dizaine de mille hommes, peut-être huit mille aux débuts, quinze à seize mille au plus au milieu de décembre; surtout des francs-tireurs avec peu de mobiles du Midi, à peine quelque cavalerie, moins d'artillerie encore : 42 canons, dont 24 de montagne. Cette petite armée, composée en grande partie des fidèles qui suivaient le héros partout, avait l'aspect étrange des troupes garibaldiennes : leur costume fantaisiste, leurs feutres mous, leurs grandes bottes; elle allait faire vaillamment son devoir. Ricciotti Garibaldi, l'un des fils du commandant en chef, débuta par un hardi coup de main sur Châtillon-sur-Seine, où il surprit un détachement de troupes d'étapes.

L'ennemi avait occupé Dijon : il voulut aller plus loin, sur Nuits et Beaune. Mais Garibaldi battit le général Degenfeld à Pasques et l'arrêta. Les forces ennemies étaient rappelées à Langres, où un détachement des leurs était bloqué par des bandes de paysans soulevés. Ils reprirent bientôt après leur marche offensive et occupèrent Nuits sans difficulté, mais pour en être chassés par des mobiles du Rhône et de la Gironde. Nouveau mouvement sur Autun arrêté par une dépêche de Werder, qu'on a vu commander dans l'Est les forces ennemies. Enfin, le 18 décembre, le général Glümer marchait sur Nuits. Cremer, avec un petit corps (une douzaine de mille hommes), défendait la ville dans un combat enragé. Il lui fallut, à la fin, abandonner la lutte faute de munitions. Mais l'ennemi n'osait pas rester à Nuits, qu'il évacuait peu après. En somme, grâce aux Garibaldiens, grâce à Cremer, les Allemands n'avaient pas pu pénétrer en Bourgogne. Notre grande usine, Le Creusot, avait été sauvée.

La lutte allait prendre une importance beaucoup plus considérable : Gambetta allait envoyer de ce côté des forces importantes. On a vu que l'armée de la Loire avait été divisée en deux : la 1^{re}, commandée par Bourbaki, dont nous avons dû noter l'inaction. On eut la pensée de porter rapidement cette force jusqu'aux Vosges : elle pouvait, par l'Est, prendre à revers les armées alle-

mandes et détruire leurs communications. Le projet était aventureux, mais il méritait d'être tenté. S'il avait réussi, il faisait courir de gros dangers aux Allemands. Bourbaki était l'homme qui fallait pour le mener à bien? Pour former son armée, on adjoignait aux 18^e et 20^e corps un 24^e corps formé à Lyon sous Bressoles, et la division Cremer. Le 15^e corps restait à Bourges.

Le transport des troupes prit plus de temps qu'on ne croyait : huit jours au lieu de quatre. Le 18^e corps était expédié sur Chagny, le 20^e sur Chalon. Le 1^{er} janvier, l'armée était réunie et marchait sur Vesoul. Les vices du vieux militarisme reparaissaient : l'intendance n'avait pas reçu d'instructions pour les vivres. Bien entendu, Bourbaki avait dédaigné d'entrer en rapports avec un homme tel que Garibaldi.

La rencontre eut lieu à Villersexel, le 9 janvier, dans la neige : ce fut une victoire pour les nôtres : il est vrai qu'ils avaient l'avantage du nombre : plus de 40.000 contre 28.000. Le succès n'en prouve pas moins une fois de plus que ces armées improvisées étaient sérieuses et pouvaient être redoutables. La rivière l'Oignon, qui baigne Villersexel, coule devant la ville dans une plaine étroite, entre des hauteurs et des bois. Nous attaquions les positions de Werder : elles furent toutes conquises.

Au sud de Villersexel, et sur l'autre rive de l'Oignon, à l'ouest de la rivière, notre 18^e corps attaquait les villages de Marast et de Moimay. Il occupait, à côté, le village d'Esprels, et canonnait l'ennemi de la hauteur qui le domine, tandis que notre 9^e chasseurs, plus près encore, occupait Autrey. Le général Billot accourt à Esprels, et fait battre par

l'artillerie les deux villages occupés par l'ennemi. Puis le 42^e de marche lui enlève Marast. Un retour offensif des ennemis est repoussé. Mais Werder ne veut à aucun prix nous laisser prendre Moimay, et quand Billot l'attaque, il dégarnit ses forces sur d'autres points pour le défendre. En vain, après deux heures de canonnade, le 44^e s'élance à l'assaut : il est repoussé ; ce n'est qu'au milieu de la nuit que les Allemands abandonneront Moimay.

Cependant le 20^e corps attaque Villersexel, et Billot se fait soutenir par ses autres divisions (Bonnet et Penhoat). Là, le combat est enragé. On combat dans la brume d'abord, dans la nuit ensuite. C'est d'abord, dans le brouillard, une lutte étrange, où l'on ne se voit, où l'on ne peut se fusiller que tout près. Puis les ténèbres tombent, et l'on se tue encore. On se dispute les maisons,



(Photo Braun.)

Arrière-garde (armée du Nord en 1870).

Tableau de Sergent.

l'église. Le plus dur, c'est de s'emparer du château. Notre 52^e, notre 92^e l'attaquent avec acharnement. Ce n'est qu'à 10 heures du soir qu'on s'en empare. Il est en feu, à minuit ses murs croulent. Reste un groupe de maisons, près du pont, où l'ennemi tient encore. L'amiral Penhoat fait venir des canons, et les arrache à leurs défenseurs à coups d'obus. La victoire n'est complète qu'à 4 heures du matin. On n'a pas le chiffre exact des morts et des blessés. Mais il paraît certain que le vaincu perdit moins d'hommes que notre armée.

Un des objectifs de la campagne de l'Est était de débloquer la place de Belfort. Bourbaki se dirigea aussitôt de ce côté, et, le 15, il attaquait de nouveau l'armée de Werder à Héricourt. Ses forces avaient été considérablement accrues par le reste du 15^e corps et le 24^e corps, par le corps de Cremer qui le rejoignit là. D'après son propre témoignage, il avait 90.000 hommes. Les forces des Allemands étaient moitié moindres.

Tout d'abord, il commettait la faute d'attaquer les Allemands, sur le terrain choisi par eux, dans des positions formidables. Ils occupaient, sur la rive gauche d'une petite rivière, la Lisaine, entre Chenebier et Montbéliard, une chaîne de hauteurs qui se défendait admirablement. Vers le centre, au dessus et au nord d'Héricourt, le mont Vaujois était à peu près inexpugnable. Ces positions déjà si fortes, les Allemands, qui y attendaient les Français, les avaient encore fortifiées. A les assaillir, on semblait se condamner à un échec.

Puis Bourbaki allait obstinément les assaillir de face. Après l'échec des premiers efforts, plus d'un l'avait pressé de tourner l'obstacle et de l'attaquer de côté. Il avait le nombre pour lui, ce qui lui facilitait une telle manœuvre. Il ne voulut pas.

Le premier jour, le 15, les nôtres vinrent se briser toute la journée sur les formidables positions allemandes. Ils eurent beau s'obstiner : tout fut vain. Nos troupes arrivaient bien jusqu'à la rivière, mais sans pouvoir la franchir. Une lutte violente avait eu lieu plus au sud, où notre 15^e corps attaquait. Nos tirailleurs avaient pu pénétrer dans Montbéliard. C'était le seul résultat que les Français eussent obtenu. Ils avaient pris quelques villages, de notre côté de la Lisaine. Mais ils n'avaient pas pu mordre sur les positions ennemies.

Le lendemain 16, à l'extrême nord du champ de bataille, l'amiral Penhoat et Cremer assaillaient le village de Chenebier. Le général allemand Degenfeld, après leur avoir résisté tant qu'il pouvait, télégraphiait à Werder pour avoir des renforts. Il recevait cette réponse : « Renforts impossibles », et, vers le soir, nous abandonnait Chenebier. Avantage inutile, si l'on ne s'en servait pas pour tourner les positions allemandes, et l'on ne songeait pas à s'en servir.

Ailleurs on attaquait de nouveau, surtout Bussurel, auquel les obus mettaient le feu. Naturellement on n'eut pas un meilleur succès. Les Français intrépidement arrivaient jusqu'à la Lisaine : ils y étaient écharpés. Ce fut le sort des mobiles de la Savoie, dont le commandant, Costa de Beauregard, tomba blessé. A Montbéliard, une de nos divisions avait pénétré et se fortifiait dans les rues. Mais elle n'arrivait pas à s'emparer du château qui domine la ville.

Quand la deuxième nuit enveloppa le combat de ses ombres, nous avions encore échoué.

Le troisième jour (18 décembre), les Allemands tentèrent un vigoureux effort pour nous reprendre Chenebier. Il y eut, autour du village, un combat furieux. Le général Degenfeld, plus tard soutenu par le général Goltz, assaillait les nôtres dans la nuit, bien avant le jour. L'amiral Penhoat, que Bellot vint appuyer, repoussa toutes les agressions. Les ennemis se firent tuer près de 600 hommes sans résultat. Mais la bataille était perdue. Bourbaki voulait encore ordonner un dernier assaut qui aurait eu le sort des autres : avant de s'y résoudre, il tint un conseil de guerre, et renonça.

Des paroles curieuses furent échangées dans ce conseil. Le général Billot voulait décider Bourbaki à persévérer. Non dans les mêmes conditions, en attaquant des positions imprenables : « Le mont Vaujois, disait-il, est formidable. » Il proposait de masquer le mouvement de l'armée, et de la porter sur Belfort. Dans la discussion, un jeune commandant d'artillerie, Brugère (qui devait plus tard devenir un de nos généraux les plus connus), insistait avec une grande vivacité pour l'action. « Vous êtes un fou », répondit Bourbaki (qui, dit-on, l'aimait fort). Puis il dit ces mots bien significatifs : « A votre âge, j'aurais peut-être pensé comme vous. Mais je suis général en chef : j'ai la responsabilité. »

On battit en retraite sur Besançon. C'était fini : il n'y avait plus d'armée de l'Est. Non à cause

des 6.000 hommes que nous coûtaient ces trois jours de bataille (qui n'en coûtaient pas 2.000 aux ennemis), mais ce qui restait n'avait plus ni confiance ni courage. C'était un troupeau pourchassé passivement par le malheur. Bourbaki, d'après un écrivain suisse, était plus brisé que ses troupes.

Guillaume fut si heureux de se voir délivré de la peur que lui avait fait l'armée de l'Est, que, dans son enthousiasme, il appelait le succès de Werder « un des plus grands faits d'armes de tous les temps », compliment un peu excessif qu'accompagnait la grand'croix de l'Aigle Rouge.

A Besançon, Bourbaki n'avait pas trouvé les vivres qu'il espérait : impossible d'y rester. Le ministre de la Guerre voulait qu'il se dirigeât sur Auxonne; Billot était du même avis. C'était le retour vers le Centre : l'armée était conservée à la France. Bourbaki, craignant un combat,



(Photo Braun.)

Prise d'un poste ennemi par les francs-tireurs.

Tableau de Ruel.

se décida pour Pontarlier, près de la frontière suisse; il acheminait ses troupes vers le désastre final. Puis, le 25, on apprit qu'il s'était suicidé à Besançon : il ne s'était que blessé et il fut vite rétabli. Clinchant prit le commandement de ce qui restait de l'armée de l'Est.

Aussitôt après sa victoire, l'ennemi avait voulu enfin s'emparer de Dijon. Le général Kettler vint attaquer la vieille capitale de la Bourgogne. On sait que Garibaldi était chargé de la défendre. Première agression le 21 janvier. Deux fortes colonnes allemandes marchaient sur Dijon. Elles furent refoulées avant d'arriver. Mais le vaillant général polonais Bosak-Hanke était mort pour la France dans la bataille.

Le 22, nouvelle tentative des Allemands encore repoussée. C'est le 23 qu'eut lieu la lutte décisive, conduite par Ricciotti Garibaldi. Le combat se livrait aux portes de Dijon, du côté de Fontaine. Le château de Pouilly y fut pris et repris trois fois. L'ennemi fut plus que repoussé, écrasé : il y perdit un drapeau, celui du 61^e.

Les ennemis renoncèrent depuis à entrer à Dijon.

L'histoire de la Défense nationale serait, hélas ! terminée, s'il ne restait à parler des places fortes. La France en comptait un nombre très excessif, la plupart sans valeur : restes du vieux temps, avec des fortifications archaïques et des garnisons dérisoires. Presque toutes tombèrent à la fin aux mains de l'ennemi ; beaucoup assez mal défendues. Deux firent une résistance héroïque.

La petite ville de Bitché ferme un des défilés des Vosges, au nord de l'Alsace. Son château haut perché est presque imprenable. Le maire (Bavarois d'origine) voulait rendre la ville dès la première sommation, le 7 août. La ville n'ouvrit ses portes que le 27 avril suivant, au bout de plus de huit mois, et quand la paix était conclue depuis longtemps. Elle avait été bombardée sans pitié : plus de la moitié des maisons avaient été réduites en cendres. On n'essayait pas d'attaquer le château. Le commandant, le colonel Tessier, était héroïque comme ses troupes : la population ne l'était pas

moins. Quand, au bout de longs mois, il fallut se soumettre, la France ayant déjà depuis de longues semaines livré Bitché à l'Allemagne, les vaillantes Alsaciennes brodèrent un drapeau pour les soldats qui les avaient si bien défendues. La garnison avait obtenu « les honneurs de la guerre ». Elle n'en voulut point, et sortit fièrement avec ses drapeaux, ses armes, ses bagages, ses voitures et quatorze canons. Les Bavarois ne se hasardèrent à y entrer que quand le dernier homme était parti.

La défense de Belfort était plus heureuse : elle nous avait conservé la vaillante cité qui, du haut de ses remparts, garde la frontière et la Porte de Bourgogne.

Là se révéla un des officiers les plus admirables que nos malheurs aient fait connaître. Nul homme plus simple, plus modeste, d'apparence plus douce, que notre grand Denfert-Rochereau. C'était un colonel du génie qu'on avait nommé commandant de la place de Belfort. Il devait laisser, dans l'art de la défense des places, un exemple devenu classique.



Ceux qui s'en f...

Caricature de l'époque (Bibliothèque nationale).

déjà vieux, qui ne semblait guère capable de résister aux modernes moyens d'attaque. La place était très insuffisamment approvisionnée en munitions d'artillerie. Je me trompe : elle possédait une grande quantité de projectiles, mais du temps de Louis XIV, « ce qui prouve, dit celui qui a rapporté le fait, qu'en ce temps-là on s'entendait à approvisionner largement les places ». L'Empire n'y avait point songé ; on sait qu'il ne faisait distribuer à nos officiers que des cartes d'Allemagne ; il ne lui était pas venu à l'idée qu'il pût être besoin de mettre nos villes fortes en état de défense. La garnison était assez faible : deux bataillons et un dépôt du 84^e et du 45^e de ligne ; des mobiles des départements environnants ; trois cents canons, dont moitié de vieux modèle, antérieurs à l'artillerie rayée ; en tout, cinq cents coups par pièce.

Les fortifications furent d'abord complétées par des travaux admirablement conçus. La construction des redoutes des Hautes et Basses Perches, à l'est de la ville, suffisait, dit un officier allemand, à donner « à Belfort le caractère d'une place moderne ». Les redoutes des Perches ont sauvé la ville. Ce n'est que dans les derniers jours que l'ennemi en est venu à bout.

Le 3 novembre, Belfort était investie par les Allemands. Denfert ne négligeait aucun moyen

de défense : avec sa petite garnison, il tentait sortie sur sortie; le 10 novembre, le 11, le 15. L'ennemi voulait avoir la ville à tout prix : il tenait passionnément à se la faire céder à la paix; pour cela, il fallait d'abord la prendre. Il se fut bientôt emparé de toutes nos positions avancées, bien que Denfert fit les derniers efforts pour les défendre; mais les forces infimes dont il disposait n'y suffisaient pas. Alors la ville fut écrasée de projectiles.

Qu'on juge ce que fut cet effroyable siège, où l'on vécut la période terrible de plus de cent jours sous les bombes ! Il y avait, dans le château, un mortier servi par un seul homme, le maréchal des logis L'Herron, et qui tirait cent coups chaque nuit. Des hommes bien abrités chargeaient le mortier, que mettaient ensuite en place des câbles manœuvrés du fond des casemates. L'Herron, seul sous le bombardement, tirait. Sous quelle pluie de projectiles, un détail en donne l'idée : en une seule nuit, il fut blessé trois fois. Il ne quitta pas son service.

Les négociations de paix étaient engagées et partout les hostilités avaient cessé. Mais Bismarck voulait avoir Belfort, et jusque dans la paix presque conclue le siège continuait. Bismarck n'eut pas Belfort. Denfert le défendait encore quand il fallut bien arrêter la lutte.



Guillaume à Versailles.
Photo directe.

Enfin, le 13 février, on fit parvenir à Denfert une dépêche signée de Bismarck pour le Gouvernement allemand, de Picard pour le Gouvernement français, l'invitant à évacuer la ville. Il se méfia de cette dépêche qui venait de l'ennemi. Il réclama un armistice qui lui permettrait d'envoyer un officier en Suisse, à Bâle, où il pourrait communiquer directement avec le Gouvernement de la France. L'ennemi y consentit, et Denfert, certain dorénavant des ordres qu'on lui donnait au nom de son pays, sortit avec les honneurs de la guerre, emportant ses drapeaux, ses aigles, ses armes, ses archives, après avoir garanti par la capitulation les intérêts de la population et de la garde nationale. L'ennemi, alors enfin, put entrer dans la ville (16 février), mais pour en sortir à l'évacuation du territoire. Denfert avait conservé Belfort à la France.

VI. — Paris. — La fin du siège. — La capitulation.

À Paris, la bataille de Champigny semblait avoir brisé les fragiles velléités d'action du commandement. Les semaines s'écoulaient sans qu'on tentât rien de nouveau. Enfin, le 21 décembre, on se décida à attaquer le village du Bourget, que nos soldats avaient pris, que Trochu n'avait

pas défendu, qu'il avait laissé reprendre; voilà qu'il s'apercevait, un peu tard, de l'intérêt qu'avait sa possession, avouant par là même la faute commise. Il se décidait à l'arracher aux ennemis.

On eut peu de difficultés à occuper Le Bourget, défendu par deux compagnies prussiennes. Mais aussitôt les renforts ennemis arrivèrent en masse, et les nôtres ne furent guère soutenus. Dès midi et demi, Trochu désespérait et renonçait à l'entreprise. Il rappelait nos troupes et décomandait les autres mouvements projetés. En manière de diversion, le général Carré de Bellemare avait occupé sans difficulté Drancy et la ferme de Grosley; Vinoy, La Ville-Évet, La Maison-Blanche. Le tout était évacué le lendemain.

C'était navrant, à force d'impuissance, et, à ce qu'il semblait, d'impuissance volontaire, de refus de tenter aucun effort sérieux, Trochu comprit le besoin de s'en expliquer à l'*Officiel*. Il rejeta assez ridiculement la responsabilité de l'échec sur « l'état de l'atmosphère ». Plus sérieusement, mais encore moins sincèrement, il annonçait que ce n'était pas fini; qu'il n'y avait là qu'un début : « La journée d'hier, dit-il, n'est que le commencement d'une série d'opérations. » Le mois qui suivit allait lui donner un éclatant démenti. Les mois s'écoulèrent sans qu'on fît



Les marins au Bourget.

mine de bouger, au moins jusqu'au 19 janvier où l'on devait sortir une dernière fois; mais le lecteur verra pourquoi et dans quelles conditions.

En même temps, on décidait un dernier abandon. On avait fait grand bruit à l'occupation du plateau d'Avron, entre nos forts du nord-est et les hauteurs occupées par l'ennemi. C'était, disait-on, une position de la plus haute importance. Puis, on découvrait qu'elle était dominée et sans valeur, et on l'évacuait.

Paris assistait, frémissant, à tant d'avortement.

Paris assistait, frémissant, à tant d'avortement. On a vu, sur la pression de l'opinion publique, le Gouvernement se décider enfin, bien tard, à prendre dans la garde nationale les éléments de troupes actives. Paris lui avait donné ainsi une armée de 200.000 hommes. Mais les chefs de la vieille école, sévèrement jugés par le public à la suite de nos désastres, n'espéraient guère une victoire à l'aide de ces forces improvisées; ils ne la désiraient pas non plus, car ils craignaient de voir se substituer aux états-majors militaires, les pouvoirs civils, — à l'armée de métier, l'armée nationale. L'amour-propre de l'esprit de corps est féroce; le grand rôle militaire assumé par le civil Dorian les révoltait. L'un de ces grands chefs, l'un des plus irrités contre le mauvais militarisme, me disait, avec un inexprimable accent d'amertume : « Eh bien! ton Dorian, il paraît qu'il sait mieux son métier que nous. » Et c'était un de ses amis!

Si tel était l'état d'esprit d'un tel homme, qu'on imagine celui d'un Ducrot ou d'un Vinoy! Trochu même ne s'en était pas défendu. Cependant, pour éviter la colère populaire, il comprit qu'il était indispensable de conduire une fois les gardes nationaux au feu, de leur faire verser leur sang pour dernière satisfaction.

Tentative sacrifiée d'avance, où il semble que les chefs ne virent guère que la préface inévitable de la capitulation. De là, la journée de Buzenval.

Sur la façon absurde dont elle fut organisée, il n'y a guère de contestation possible. Ce ne sont pas des civils, ce sont des officiers supérieurs de l'armée de Paris, qui, quelques jours après,

la jugeaient avec une sévérité impitoyable. L'un d'eux, le colonel Germa, résumait ainsi son opinion : « Jamais plus d'insouciance ne fut joint à plus d'incapacité. »

On avait résolu d'attaquer le massif de hauteurs et de plateaux qui ferme à l'entrée la boucle allongée que la Seine décrit entre Saint-Cloud et Bougival, massif où se trouvent La-Celle-Saint-Cloud, Buzenval, Garches, Vaucresson, que le parc de Saint-Cloud couronne à l'est de ses beaux arbres et qui couvre l'accès de Versailles au nord. Si les hauteurs que nous avions assaillies au delà de Champigny nous avaient opposé des obstacles redoutables devant lesquels on avait reculé, il fallait s'attendre à plus de difficultés de ce côté. Les villas, les châteaux, les parcs, les groupes d'habitations importants, y sont plus nombreux et plus serrés : on devait s'attendre à les trouver encore plus solidement défendus, puisque au delà se trouvait le palais qu'habitait alors le nouvel empereur d'Allemagne, assurément entouré de forces importantes et bien protégé contre nos attaques. On avait, il est vrai, l'avantage de combattre d'abord sous les feux du Mont-Valérien, le plus puissant de nos forts, dont les coups portaient au loin.

Le combat était décidé dès le 30 décembre et annoncé le 7 janvier. Il est donc étonnant que l'on n'eût arrêté le plan que dans la nuit du 15 au 16. A gauche, Vinoy devait attaquer Saint-Cloud et la redoute de Montretout; au centre, Bellemare, Buzenval et au delà la Bergerie; à droite, Ducrot marcherait par la porte de Longboyau sur le vallon de Saint-Cucufa, tout avait été calculé en dépit du bon sens. On allait avoir à porter des masses considérables de troupes sur l'autre rive de la Seine, au delà de Neuilly : on les accumulait sur la même artère, vers le même pont, d'où de terribles encombrements, des embarras et des retards mortels. Puis l'on allait manquer d'artillerie, dans un combat où l'on trouverait à chaque pas des murs à détruire. Les chemins étaient couverts de boues profondes, où il était impossible de faire gravir les pentes aux canons. Trochu avait prescrit de n'employer que des pièces de 7 et de 12, que leur poids enlisait dans la bourbe des routes : du 4 aurait peut-être passé, mais on n'en avait pas. Un homme éminent, l'illustre architecte Viollet le Duc, chef du génie auxiliaire, offrait de les faire transporter à bras d'homme par les siens. Mais ce n'était pas militaire. On refusa.

Dès le matin, à l'heure dite, Vinoy et Bellemare attaquaient. Le général Noël, commandant du Mont-Valérien, emportait avec le 139^e la redoute de Montretout, défendue par un faible deta-



Buzenval.

Tableau de Grolleron.

chement ennemi. Peu après, Bellemare, de son côté, jetait ses hommes dans Garches, où les zouaves et les gardes nationaux se battaient de leur mieux dans les rues. Mais, pour attaquer la Bergerie, il fallait du canon, et nos pièces embourbées ne pouvaient pas avancer. Ah ! si l'on eût pu armer la redoute prise par Vinoy ! Mais à 3 heures, après des efforts exaspérés, le général Guillemaut écrivait : « Impossible de monter les quatre pièces sur les parapets. »

Et Ducrot ? Il était en retard : c'était une vieille habitude dans les armées impériales. Puis il avait opiné contre la bataille, il y croyait peu. Il n'arrivait que quand les autres luttaient déjà depuis des heures. Enfin arrivé, il se heurtait, comme les autres, à des murs crénelés. Pas de canon pour les renverser, on envoyait des sapeurs pour les détruire. A Longboyau, ils partent dix avec un officier. On n'en a plus revu aucun. A la Bergerie, ils percent dans le mur une brèche étroite, tout juste suffisante pour deux ou trois hommes. Tout ce qui s'y hasarde est exterminé. Ailleurs, c'est encore un mur crénelé qui arrête les nôtres. Les gardes nationaux, couchés dans la boue, attendent cinq heures sous les balles l'artillerie qui renversera le mur, et qui ne vient pas.

A la nuit, Trochu ordonnait la retraite, comme on pouvait le prévoir avant le commencement de la bataille. Cette fois, c'était fini, et bien fini.

La garde nationale avait reçu le baptême du feu. Son sang avait coulé. On estima que, maintenant, on pouvait capituler. Un véritable homme de guerre aurait tiré du combat la conclusion contraire. La garde nationale avait montré, dès la première rencontre, quelle arme elle donnait à la défense. Elle avait été admirable. Je ne vois pas, pour elle, d'éloge plus significatif que le mot de l'aide de camp du général allemand Kauckke qui disait à Jules Claretie : « Nous avons admiré l'élan de *vos nouvelles troupes de ligne*. » Il prenait nos gardes nationaux pour des hommes de l'armée régulière. On n'en avait engagé qu'une portion. Le reste avait été laissé loin du combat, soi-disant en réserve, dans les maisons de Neuilly. J'en étais, avec mon bataillon. Ce qui avait été engagé fut superbe au feu. Il est douloureux de penser que Trochu, qui l'avait d'abord reconnu, essaya plus tard de dénigrer ces braves, que Vinoy en accusa une bonne partie, et que Ducrot, qui fit chorus, s'attira une pénible rectification de l'officier dont il invoquait le témoignage. Les chefs défaillants qui ne voulaient pas se servir de cette force, la calomniaient au lieu de l'employer.

Ces soldats improvisés s'étaient battus héroïquement et mouraient en braves. Séveste, l'acteur de la Comédie-Française, rapporté du combat la tête enveloppée de linges sanglants, disait en souriant avant de mourir : « Je joue encore une fois la dernière scène des *Fourberies de Scapin* » (celle où le rusé valet feint d'avoir été frappé à mort pour obtenir son pardon). Un de ces gardes nationaux, comme on battait en retraite, voulut tirer son dernier coup de fusil : il reçut le coup mortel. C'était l'espoir et l'honneur de notre jeune école de peinture, le grand Henri Regnault, illustre avant d'avoir quitté l'école de Rome, et dont les débuts étaient déjà d'un maître. Un autre avait quitté la garde nationale pour s'engager dans la ligne : Gustave Lambert, dès lors célèbre. Il préparait la découverte du pôle nord, et recueillait des ressources pour son expédition, que le monde attendait. Il trouva la mort, lui aussi, sur le champ de bataille de Buzenval. Avec eux périssaient le vieux marquis de Coriolis, volontaire à soixante-sept ans, et le colonel de Rochebrune, un héros des luttes pour l'indépendance de la Pologne.

Nous avons perdu 3.000 hommes, les Allemands seulement 694.

Depuis la veille, 18 janvier, l'empire d'Allemagne était rétabli : la victoire avait mis sur la tête du vieux roi de Prusse, Guillaume, la couronne impériale. Par une étrange ironie de la destinée, c'est dans le palais de l'orgueilleux Louis XIV, tout gonflé de ces ambitions de domination européenne, que l'antique monarchie de Charlemagne était rétablie. C'est dans son salon des glaces, que le nouvel Empereur était proclamé devant tous les souverains moindres d'Allemagne, qui acceptaient un maître.

Maintenant, Paris allait capituler. On comprit pourtant que, avant d'engager les négociations, il fallait donner une satisfaction à la colère publique : on demanda à Trochu sa démission : il la refusa ; il fut révoqué. Il préférait lui-même descendre ainsi du pouvoir. Mais on n'y gagnait rien ; il était remplacé par Vinoy, plus médiocre, aussi peu belliqueux. On ne voulait rien changer au fond des choses ; on écartait seulement un nom devenu impossible.

Puis on convoqua, avec les membres du Gouvernement et les maires de Paris, tous les chefs

militaires, non point seulement les commandants de corps, mais, sans distinction de grade, tous ceux qu'on croyait capables d'un effort vigoureux. On les adjura de prendre la direction d'une suprême tentative; en vain : l'on ne trouva personne. C'est là que fut prononcé le mot extraordinaire que j'ai déjà rappelé. Un officier général, vaincu par les objurgations dont étaient assaillis les officiers, s'écria en sortant : « Eh bien ! oui ! J'irai, mais pas en uniforme ! »

Le parti avancé avait compté sur l'exaspération de Paris et voulu attaquer le Gouvernement. Dans la nuit du 21 au 22 janvier, des gardes nationaux, drapeau rouge en tête, avaient envahi la prison de Mazas et forcé le directeur à mettre en liberté Flourens et ses amis. A leur tête, Flourens avait repris possession de la mairie du 20^e arrondissement, il expédia l'ordre au bataillon de Belleville de venir avec sa troupe. Il ne fut pas obéi, il quitta la mairie, mais dans la journée du 22, la place de l'Hôtel-de-Ville se remplissait d'une foule, fort excitée contre le Gouvernement :



Bataille de Montretout.

elle restait pourtant pacifique, quand 200 ou 300 hommes du 101^e envahirent la place. Un coup de feu partit, puis, dit-on, quelques autres. Les mobiles bretons, qui défendaient le mouvement, abaissèrent des fenêtres leurs chassepots sur la foule et tirèrent. Des cadavres tombèrent, sanglants.

C'est ce dont on tirera plus tard vengeance en fusillant Gustave Chaudey, accusé d'avoir commandé le feu meurtrier des Bretons : probablement à tort.

Puis le Gouvernement suspendit deux journaux : le *Réveil* de Delescluze, et le *Combat* de Félix Pyat; il fit arrêter les deux écrivains. Rigueurs peu faites pour ramener les esprits. Ce n'est pas au moment d'une capitulation qu'on a quelque autorité pour frapper.

Jules Favre partait pour Versailles le 23 janvier.

Quand on l'annonça, Bismarck ne put contenir sa joie. J'ai déjà dit que tous ses cruels instincts de chasseur se réveillèrent. Il criait : « La bête est morte », et sifflait l'hallali. Même dans ces tragiques circonstances, devant l'accablement de Jules Favre, ses vieilles habitudes de mystificateur le reprenaient. Il menaçait ridiculement les Français d'une restauration impériale.

Son machiavélisme obtint un succès redoutable. Il accordait bien un armistice pour les élec-

tions de l'Assemblée nationale, mais il n'y comprenait pas l'armée de l'Est et Belfort. Comment une si mortelle exclusion fut-elle possible ? Sur qui en retombe la faute ? Jules Favre eut-il en effet un oubli si criminel, ou une complaisance si inexpiable ? Il se fit accompagner par un général, dans les deux entrevues qui suivirent les premières, se déclarant incompetent pour les questions militaires. Il semble que c'est ce général qui aurait dû signaler et combattre cette monstrueuse exception. Mais on changea dans l'intervalle. Une fois, ce fut le général de Valdane qui accompagna le ministre des Affaires étrangères ; l'autre fois, le général de Beaufort, qui semble avoir mal su ce dont avait parlé son prédécesseur.

Le prétexte employé par Bismarck est qu'il manquait de renseignements suffisants pour fixer la ligne de démarcation entre les armées dans les départements du Doubs, du Jura, de la Côte-d'Or, et qu'il fallait attendre des informations plus précises pour l'établir. La vérité, c'est qu'il voulait accabler l'armée de l'Est et surprendre Belfort. On résolut donc d'attendre : on devait attendre éternellement.

Ce qui est inouï, c'est que Jules Favre se laissa dicter par Bismarck la dépêche à envoyer au Gouvernement de Bordeaux, et n'y parla pas de l'exception qui excluait les armées de l'Est ; en sorte que Bismarck allait pouvoir tomber sur elles, quand elles se croiraient garanties par l'armistice. L'égarement du désespoir explique probablement, sans l'excuser, une telle aberration.

D'ailleurs, Paris se rendait, les forts étaient livrés ; l'armée, prisonnière en principe, restait dans la capitale jusqu'à la paix. La grande ville payait 200 millions. Mais la garde nationale gardait ses armes : qui aurait osé les lui arracher ? Nos troupes ? C'était la guerre civile, où elles auraient eu le dessous : mais elles n'auraient pas voulu. Les Allemands ? C'était une hideuse guerre des rues.

Paris fut accablé d'une douleur inexprimable, mais impuissante ; il était désarmé par la famine prochaine. Au fort de Montrouge, un capitaine de frégate se suicida.

Que devenaient cependant les restes de notre malheureuse armée de l'Est ? On les a vus, de Besançon, s'acheminer sur Pontarlier, au pied des crêtes du Jura, poursuivis par l'ennemi vainqueur ; abattus par la défaite ; cruellement éprouvés par les froids de l'hiver dans les montagnes. Les Allemands les harcelaient ; le 29 janvier, ils avaient surpris un détachement français à Sombacour et avaient pris deux généraux, des milliers d'hommes et six canons. Le désespoir, le désarroi, les souffrances, faisaient fondre les débris de notre malheureuse armée. De jour, les bataillons se dispersaient en traînards. Ceux-là formaient un quart, puis un tiers, puis la moitié des troupes, et plus, et comme ils ne prenaient plus part aux distributions de vivres, la faim les mettait aux abois.

Enfin, on reçoit la nouvelle de l'armistice, et Clinchant fit partout cesser le combat. Mais l'ennemi le continuait. N'y comprenant rien, le commandant en chef français envoya un parlementaire à Manteuffel. L'Allemand traîna : ce n'est que le 31 janvier qu'il fit savoir que l'armée de l'Est ne bénéficiait pas de l'armistice. Dans l'intervalle, il avait assez déloyalement profité de l'erreur des nôtres pour occuper les positions menaçantes et nous couper la route.

La situation de la malheureuse armée était désespérée. Il ne restait qu'à se jeter en Suisse ; Clinchant conclut à Verrières une convention avec le commandement en chef de l'armée suisse. Celles de nos troupes qui, sous des chefs vigoureux, gardaient un peu de cohésion, couvrirent l'effroyable retraite. Le 18^e corps, sous Billot, contint les Allemands : la brigade Pallu de la Barrière, la brigade Robert résistèrent à une attaque du II^e corps prussien. Billot accourant avec le 44^e de ligne, les repoussa à la baïonnette. Le brave colonel Achilli se fit tuer.

D'un autre côté, à Verrières, l'amiral Penhoet résistait vigoureusement à l'ennemi avec le 52^e de ligne, avec les mobiles. Il rappelle de la frontière le 92^e qui allait la franchir, et se trouver en sûreté. Le 92^e revint, chargea l'ennemi, le repoussa, et garda le plateau jusqu'à 9 heures du soir. Sur la route d'Oye, le général Brémont d'Ars arrêta les Allemands.

Pendant ce temps, le reste de l'armée entra en Suisse par d'étroits chemins de montagne couverts de neige, avec ses longs convois qui n'avançaient qu'à grand-peine.

Nos malheureuses troupes allaient trouver en Suisse la plus cordiale, la plus touchante hospitalité. Les sympathies de la petite nation, si grande par sa liberté, étaient acquises à la nation qui venait de défendre son territoire si énergiquement. Et le souvenir de l'accueil que nos mal-

heureux soldats reçurent au delà de la frontière reste comme un nouveau gage d'amitié entre les deux peuples.

Revenons à Bordeaux où Gambetta avait été prévenu par dépêche de la capitulation, de l'armistice et des élections prochaines. Les défaites et les désastres de toutes nos armées, à l'ouest, au nord, à l'est, avaient brisé dans le pays presque entier toutes les espérances et toutes les énergies de combat. L'immense majorité détestait maintenant la guerre et voulait en finir à tout prix, quelles que fussent les exigences des vainqueurs. Presque seul, Gambetta, avec ses collègues auxquels il avait communiqué sa passion, avec les quelques généraux qui avaient lutté jusqu'au bout, ne fléchissait pas encore. Dans sa proclamation au peuple français, il disait encore que l'armistice ne devait être qu'une veillée des armes, après laquelle on reprendrait le combat.

Mais il prévoyait bien que ces résistances seraient emportées par le torrent. Pour avoir, malgré tout, des élections républicaines, il lança un décret où il proclamait inéligibles les ministres de l'Empire, ses hauts fonctionnaires, ses anciens candidats officiels. Il lui semblait nécessaire, avant tout, de réduire à l'impuissance le parti bonapartiste, le seul qui eût jusque-là des forces sérieuses avec le parti républicain. Il ne comprenait pas que ce parti n'existait plus, et que c'était sur d'autres hommes que la réaction, grossie de tout ce qui voulait la paix, allait porter ses suffrages. Bismarck mit le holà. Il avait de bonnes raisons pour ne laisser à Gambetta aucune chance de faire les élections. Il mit son veto au décret.

Le Gouvernement de Paris ne pouvait pas accepter non plus cette restriction aux droits du suffrage universel. Il annula les décisions de Gambetta; pour l'obliger à céder, il envoya à Bordeaux Jules Simon d'abord, puis Garnier-Pagès, Emmanuel Arago et mon père. Gambetta donna sa démission.

Ainsi finit cette longue guerre que la République avait prolongée du 4 septembre à la fin de janvier, pendant cinq mois. Hélas! la fatalité s'était acharnée jusqu'au bout sur notre malheureux pays : nous devions succomber à la fin. L'esprit de parti s'est armé de nos malheurs pour accuser le magnifique effort de défense accompli par la République : déjà la postérité, plus juste, a confondu ces accusations.

Les cris de colère et de douleur que la prolongation de la lutte arracha aux ennemis étonnés et exténués suffiraient seuls à la justifier. Mais si malheureuse qu'elle ait été, elle eut un résultat capital : elle ne sauva pas l'intégrité du territoire : on peut dire qu'elle sauva la France.



Route de Suisse (1871).

Par A. Hadamard.

La défense du territoire lui rendit l'honneur, c'est-à-dire l'existence. Le monde entier ne put se défendre d'admiration et de sympathie pour ce peuple qui, ses armées livrées, se défendait avec les énergies du désespoir, et se défendait non sans gloire. La défense de Paris, les armées de Gambetta, montrèrent à l'univers que le pays des grands combats d'autrefois vivait encore. Un Français put aller partout la tête haute. La France était malheureuse : elle était grande dans ses malheurs. Elle avait reconquis, sur les champs de bataille, son titre de grande nation.

Non, il n'a pas coulé en vain le sang des Français qui a rougi les neiges de ce cruel hiver, dans des combats inégaux. Il a relevé la Patrie accablée sous l'opprobre. Je dirais presque qu'il nous a rendu une patrie.

VII. — L'Assemblée Nationale à Bordeaux.

Les élections, dans Paris, furent une véhémence protestation contre le 4 Septembre. Le mode de vote, le scrutin de liste sans ballottage, faisant proclamer élus tous ceux qui avaient la majorité



Le fort d'Issy après la prise de Paris.
D'après nature, par N. Sellier.

relative, les candidats des partis les plus opposés étaient nommés pêle-mêle, la multiplicité infinie des listes dispersant les suffrages de même opinion. Mais l'énorme majorité des voix était acquise aux partis avancés : en tête les grands proscrits, Louis Blanc le premier, puis Victor Hugo, Edgar Quinet, puis Schœlcher, Ledru-Rollin, avec lesquels on inscrivait et dans les premiers : Gambetta, Garibaldi, Rochefort; les radicaux, l'étréscillant pamphlétaire Lockroy, Ranc, Brisson, Floquet, Edmond Adam, Peyrat, Clemenceau, le maire éner-

gique de Montmartre. Les hommes qui allaient faire l'insurrection communale, Félix Pyat, Malu, Cournet, Millière, Razoux, étaient nommés avec des chiffres de 146.000 à 73.000 voix; mais Blanqui et Gustave Flourens échouaient. Quelques soldats populaires étaient choisis : les amiraux Saisset et Pothuau, fort aimés des Parisiens pour leur vigoureuse attitude pendant la guerre; un seul général, Frébault, qu'on a vu admirablement commander l'artillerie à Champigny; un officier de marine, Parey, inventeur d'une canonnière. Dorian, bien entendu, arrivait en bon rang. Les modérés faisaient passer Thiers, Léon Say et Jules Favre, le seul membre du Gouvernement que Paris ait épargné. Encore n'obtenait-il que le quart des suffrages.

Mais le suffrage universel, dans l'ensemble de la France, se mettait en opposition violente avec le vote de la capitale. Il faut excepter l'Alsace-Lorraine qui, par horreur de la domination étrangère, voulait passionnément la guerre à outrance; puis quelques départements où la démocratie la plus ardente était en force et qui nommaient pêle-mêle, toujours par la confusion des listes, des républicains mêlés à des hommes d'opinion opposée.

Dans l'ensemble, ce furent d'étranges élections que celles de février, accomplies au milieu d'un désarroi lamentable, dans un pays en grande partie envahi, où l'on votait parmi les baïonnettes prussiennes. L'immense majorité n'avait qu'une idée : la paix; le clergé s'en était habilement emparé et menait les élections. Gambetta, voyant diminuer l'action des villes sur le scru-

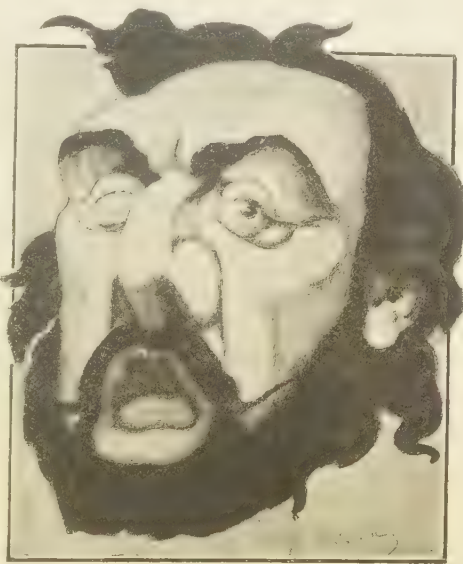
tin, avait, suivant les traditions de 1848, décidé qu'il faudrait aller voter au chef-lieu de canton : les ruraux des villages et des hameaux y arrivaient en troupeaux conduits par le curé.

Les deux partis qui, jusque-là, se partageaient à peu près toute la France, se trouvaient, par la force des choses, en grande partie écartés. Les bonapartistes restaient écrasés sous le poids de nos désastres. Il n'en rentrait guère à l'Assemblée qu'une demi-douzaine. Les républicains avaient contre eux le torrent qui emportait les foules vers la paix à tout prix. Ils firent passer tout au plus deux cents des leurs, un quart ou un tiers de la nouvelle Chambre. Il fallut prendre la majorité dans les autres partis, parmi des oubliés. Grâce à l'influence du clergé, le pays, se laissant imposer des hommes de sacristie, nomma, sans s'en douter, surtout des légitimistes. Ils n'avaient garde d'arborer leur drapeau. Nul n'avait l'imprudence de parler de restauration monarchique. Des orléanistes, des « libéraux » au fond fort réactionnaires, de nuance indécise, complétaient la majorité.

Dans le nombre se trouvaient beaucoup d'hommes considérables : l'élite du faubourg Saint-Germain, avec le petit monde de l'Académie; force ducs, les ducs de Broglie, d'Audiffret-Pasquier, Decazes, de La Rochefoucauld Bisaccia; les grands noms de la vieille royauté; puis les écrivains en majeure partie dévoués au régime de juillet, les Vitet, les Saint-Marc Girardin, Beulé, qui, plus jeune, s'en rapprochait; beaucoup d'hommes du vieux temps ou héritiers de leur nom; les survivants de la droite de l'ancienne Législative, disparus depuis le 2 Décembre, tout un monde de revenants. Mais la prodigieuse vague de fond qui avait bouleversé la France jetait aussi sur les bancs de l'Assemblée, comme des coquillages arrachés au fond de la mer, des inconnus, des obscurs, des excentriques, qu'on était étonné de voir jouer un rôle politique. Balzac a décrit, avec une verve comique, les salons de province où s'enfermaient, après 1830, les restes momifiés de la foi légitimiste, et qu'il appelait les « cabinets des antiques ». On voyait paraître au grand jour les figures étranges tirées de ces milieux ignorés : un baron, pareil à une figure ascétique, descendue d'une toile de Zurbaran, qui avait des extases mystiques à la tribune; un vicomte breton, poète ridicule, ventru et cramois comme un Silène, qui croassait des interruptions et des discours incroyablement saugrenus; un ancien magistrat qui avait toujours à la même heure (on l'attendait en tirant sa montre) une crise à peu près quotidienne de violence; les comiques habituels de la majorité.

Malgré ces personnages ridicules, l'Assemblée de 1871 fut une des plus remarquables que la France ait eues. Elle réunissait les hommes les plus éminents de tous les partis, même ceux de l'Empire, car Rouher y fut élu après coup, et Magne y siégeait. Aux hommes politiques se joignaient les écrivains les plus célèbres, les chefs militaires les plus éminents, des philosophes comme Littré et Vacherot. Et quel groupe de grands orateurs, les Thiers, les Gambetta, les Jules Simon, les Jules Favre, les Dufaure, les Louis Blanc, et tant d'autres! Rarement les luttes politiques eurent plus d'éclat. La grandeur tragique des circonstances fit que, tant que l'Assemblée vécut, ses séances furent la préoccupation maîtresse et comme la vie de la France. Mais les acteurs qui occupaient la scène étaient dignes du grand drame qui passionnait le pays entier, jusqu'au fond des campagnes.

Cependant, au début, on vit ce qu'elle contenait de mérites : elle ressemblait assez à une cohue d'énergumènes. Ceux qui y formaient la grande majorité étaient venus à Bordeaux avec des pas-



Gambetta.
Caricature de l'*Éclaireur*.

sions enragées. Leur haine contre la Défense nationale éclatait en accès de fureur continuels. Les partis ne s'étant pas encore encadrés et disciplinés, les plus obscurs se livraient sans contrainte à toutes les violences. C'étaient des explosions de cris et d'insultes sans nom. Gambetta, et tout ce qui avait travaillé avec lui, leur inspiraient des transports d'exaspération. On avait répandu contre lui les plus sottes légendes, comme celles qu'en 48 la réaction propageait contre Ledru-Rollin. Il avait recueilli dans ses bureaux un de nos vieux camarades, fruit sec de l'École Polytechnique, qui ayant mené la campagne des sifflets contre une pièce des de Goncourt, avait été ridiculisé par la presse sous son sobriquet de Pipe en bois. On avait fait croire, jusqu'au fond des campagnes, que Gambetta avait fait recevoir par Pipe en bois l'ambassadeur d'Angleterre. Les calomnies se nourrissaient d'absurdités de ce genre.

C'était un étrange spectacle que de voir bouillonner cette Assemblée, du haut des tribunes, au théâtre de Bordeaux.

L'Assemblée n'avait pas eu à chercher l'homme politique qu'elle mettrait à la tête du pouvoir. Il lui était désigné par la nation. Thiers avait été élu par vingt-huit départements. Son nom s'imposait à l'Assemblée, comme le fardeau du Gouvernement lui était imposé. Ce ne sont pas, hélas ! les plus belles pages de sa vie qui lui valaient cet honneur. Convaincu, dès le début, qu'il fallait subir les exigences du vainqueur, il n'avait pas cessé de paralyser la défense. Il traitait Gambetta de « fou furieux ». Il n'avait jamais été républicain ; ses préférences, comme son passé, le portaient plutôt vers une royauté libérale, et il restait attaché aux princes d'Orléans. Mais il avait trop de bon sens pour ne point comprendre le danger des impatiences qui portaient la majorité à une restauration monarchique, et, sans avoir peut-être dès lors pris son parti comme il allait le prendre bientôt, il travailla habilement à les enrayer.

Tout d'abord, il amena l'Assemblée à choisir comme président un républicain, Jules Grévy. Grévy avait aux sympathies de la droite les mêmes titres que Thiers. De sa prudente retraite, pendant le Gouvernement du 4 Septembre, il avait fait à Gambetta, qu'il ne cessa jamais de détester, une opposition aussi violente que sa solennelle gravité le permettait. Puis Thiers introduisit dans son ministère des hommes du 4 Septembre : Jules Favre, auquel il semblait naturel de faire continuer les négociations ; Ernest Picard, dont le modérantisme devait trouver grâce même devant la majorité réactionnaire ; Jules Simon, dont le radicalisme de 1869 n'effarouchait personne, était pourtant le plus dur à faire accepter. Mais il avait une parole si prestigieuse, il savait si bien manœuvrer à la tribune, il glissait si adroitement entre les oppositions les plus résolues, que toutes les attaques qu'on multipliait contre lui échouaient l'une après l'autre, et que la droite n'arrivait pas à s'en débarrasser. Il retombait toujours sur ses pieds.

Puis, fort habilement, Thiers fit accepter à la majorité ce qu'on appela le pacte de Bordeaux. Le rusé vieillard laissait aux royalistes l'illusion qu'au fond il était pour eux. Il avait mandé chez lui un duc, deux marquis et un comte de la droite légitimiste, et leur avait dit en confidence que, si l'on savait être sage, ce serait à la « monarchie unie » qu'on finirait par aboutir. La monarchie unie, c'était la fusion des deux royautés de 1815 et de 1830 réconciliées. Mais, ajoutait-il, il fallait être prudent et savoir attendre. Après quoi, le 10 mars, il demandait à la tribune qu'on ajournât toutes les querelles sur la forme définitive du Gouvernement jusqu'au moment où le pays serait « réorganisé », promettant jusque-là, sur sa parole d'honneur, de rester « loyal » envers tous les partis et de ne travailler secrètement pour aucun. La majorité de droite n'était pas prête ; elle était encore divisée en légitimistes et orléanistes ; elle sentait les périls d'une tentative prématurée ; elle croyait qu'au fond Thiers lui était acquis. Elle adhéra au pacte de Bordeaux : il devait tourner au profit de la République.

Un régime était pourtant condamné : l'Empire. Dix jours avant, le 1^{er} mars, comme on venait de délibérer sur le traité qui donnait l'Alsace-Lorraine au vainqueur et qu'un député de la Moselle, Bamberger, venait de s'écrier que seul Napoléon III aurait dû signer un pareil traité, un Corse, un ancien secrétaire de l'Empereur, Conti, un des rares bonapartistes entrés à l'Assemblée, eut l'audace de monter à la tribune pour essayer de défendre le régime détesté qui s'était écroulé dans la honte. Ce ne fut qu'un cri de colère poussé par sept cents poitrines, et l'on vota aussitôt cette formule de flétrissure :

« L'Assemblée nationale clôt l'incident et, dans les circonstances douloureuses que traverse

la patrie et en face de protestations et de réserves inattendues, confirme la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie, déjà prononcée par le suffrage universel, et le déclare responsable de la ruine et du démembrement de la France. »

Quatre ou cinq seulement se levèrent pour le vote contraire. La déchéance était prononcée, presque à l'unanimité, dans un formidable transport d'indignation.

J'ai anticipé sur les événements, pour réunir tout ce qui touchait à la forme du Gouvernement; revenons aux premiers jours de l'Assemblée. Thiers avait eu d'abord à remplir la partie la plus atrocement cruelle de sa tâche : aller à Versailles négocier la paix, ou plutôt apporter aux exigences du vainqueur la soumission de la France. Bismarck savait, hélas ! qu'il pouvait



Les Prussiens place de la Concorde.
Document original de l'époque.

parler en maître. La campagne menée par Thiers contre les efforts désespérés de Gambetta lui montrait assez que le négociateur français ne croyait plus la guerre possible : les élections ne disaient que trop haut que la France et l'immense majorité de l'Assemblée voulaient la paix à tout prix. L'homme d'État berlinois était d'ailleurs aiguillonné par d'impérieuses exigences. Personnellement, il hésitait fort à exiger Metz. Il croyait l'Alsace allemande, ce en quoi il se trompait fort, et espérait que l'Empire germanique se l'assimilerait. Il voyait, pour l'avenir, le danger d'imposer le joug de l'étranger à une ville et à une province françaises. Mais les éléments militaires, depuis longtemps en lutte avec lui, accusaient sa faiblesse comme au lendemain de Sadowa, et le nouvel Empereur voulait Metz. Bismarck l'exigea.

Thiers eut avec lui de longues et tragiques discussions, pendant quatre jours, du 21 au 24 février; le vieil homme d'État français, prolix, verbeux, souple encore et habile dans l'accablement de sa douleur, se débattant avec sa vivacité provençale mêlée de larmes, se brisait sur la ténacité et la sarcastique ironie de l'implacable Prussien. Un jour, le débat dura neuf heures.

Sur deux points seulement, Bismarck relâcha quelque chose de ses premières conditions : les Allemands n'avaient pas pris Belfort : Belfort resta à la France, qui le doit surtout à l'héroïque défense de Denfert. Puis le vainqueur exigeait d'abord, comme rançon, un chiffre de milliards insensé. L'Europe intervint, l'Angleterre en première ligne. L'indemnité fut réduite au chiffre encore formidable de 5 milliards. En échange, et comme condition de la concession consentie sur Belfort, Paris devait subir l'injure d'une occupation partielle jusqu'au jour où l'Assemblée aurait ratifié les clauses de la paix.

On avait doublé Thiers d'une commission parlementaire de quinze membres : mais c'étaient presque tous des hommes de droite, et tous des partisans de la paix à tout prix. Thiers eût pu, et peut-être désiré, trouver dans leur révolte contre de telles exigences une force pour les discuter : il ne la trouva pas.

Le 26, les signatures échangées, Thiers et Jules Favre rentraient à Paris en voiture.

Le 28, Thiers était à Bordeaux. Le 1^{er} mars, on discutait et on votait le traité. Edgar Quinet, Louis Blanc, Victor Hugo le combattirent, Louis Blanc avec des raisons substantielles, Hugo avec son éloquence lyrique; il eut une parole forte et juste : « Il y aura dorénavant, dit-il, en Europe deux nations redoutables, l'une parce qu'elle a été victorieuse, l'autre parce qu'elle a été vaincue. » Un orateur semblait désigné, au point de vue militaire, pour dire que la guerre était encore possible : le général Chanzy. Il se tut, mais manifesta son opinion en votant contre la paix, avec le général Billot.

C'est au cours de ce débat que fut prononcée la déchéance de l'Empire.

La paix fut votée par 427 voix contre 154. Aussitôt après se produisit une scène profondément émouvante. Au nom des élus d'Alsace-Lorraine, Grosjean apporta une protestation collective, où ils refusaient de reconnaître l'œuvre de la force brutale, et attestaient que les deux provinces voulaient rester françaises. Puis ils donnaient leur démission de députés. Gambetta était dans le nombre de ceux qui sortaient ainsi de l'Assemblée. Élu par un assez grand nombre de départements, il avait opté pour l'Alsace.

Toutes les poitrines étaient oppressées, tous les cœurs serrés, tous les yeux humides, en entendant cet adieu de la fraction de la patrie française livrée au sabre allemand. On ne put voir sans surprise que le président de l'Assemblée n'ait pas trouvé un mot de réponse à adresser aux Alsaciens-Lorrains.

Aussitôt après, le dernier maire français de Strasbourg, Kuss, mourait à Bordeaux, et ses obsèques donnaient lieu à une nouvelle et touchante manifestation de la douleur nationale.

Cependant les Allemands avaient, conformément à la clause du traité, fait leur entrée dans Paris : pauvre entrée, restreinte, inquiète, menacée. Jamais triomphe ne fut moins triomphal, et en somme plus piteux. L'espace où ils avaient accès était enveloppé par la grande ville indignée, frémissante, armée, les bataillons de garde nationale étant convoqués dans leurs quartiers, avec leurs fusils, et ne s'étant résignés qu'à grand'peine à laisser l'ennemi défiler dans une portion de l'enceinte. Un hasard, une étincelle, un rien pouvait mettre le feu aux poudres, amener un massacre, déchaîner toutes les horreurs d'une folle explosion de rage et de désespoir. De longues heures avant que le gros des troupes arrivât, des forces d'avant-garde avaient occupé le parcours. C'étaient les Champs-Élysées et la place de la Concorde, rien de plus. Tout du long, des rues barrées et, derrière le barrage, des curiosités haineuses et injurieuses. Au bout, les Tuileries désertes derrière leurs grilles hermétiquement closes. L'espèce de promenade militaire des vainqueurs était parquée et comme emprisonnée. Partout, visage de bois, portes fermées, boutiques masquées derrière leur clôture de planches. Pas un café où s'attabler. Je me trompe : il y en eut un, tenu, je crois, par un Allemand, qui donna à boire. Il fut saccagé aussitôt après : la foule châtia sans pitié des femmes accusées d'avoir souri à l'ennemi de leurs fenêtres. On voulait défiler sous l'arc de Triomphe : il était obstrué de telle sorte qu'il fallut tourner autour. On était curieux de voir le Louvre et les Invalides. La permission d'y pénétrer fut accordée aux hommes sans armes, puis retirée aussitôt, la vue d'uniformes allemands sous la colonnade de Perrault ayant exaspéré la foule. Le vote rapide, en un jour, des conditions de la paix, qui surprit l'ennemi (il croyait à une longue délibération), mit hâtivement fin à la triste promenade des Allemands dans Paris, avant le jour auquel le souverain avait fixé son entrée. On sait que la ratification du traité par l'Assemblée

était le terme convenu. Quelle différence avec l'entrée des vainqueurs, à la chute du premier Empire : entrée accueillie, fêtée ignoblement par les Français royalistes ! On était reçu autrement dans le Paris républicain de 1871 : de telle sorte qu'on se hâta d'en sortir.

L'Assemblée ne tardait pas à stupéfier, par ses transports de réaction, la France qui venait de la nommer. En quelques semaines, elle avait creusé un fossé infranchissable entre elle et le pays d'où elle sortait. Ce n'étaient pas seulement des mesures de défi à l'opinion qui la rendaient impopulaire, c'étaient des scènes de folles violences. Elle avait commencé par insulter Garibaldi avec une rage incroyable. Le héros qui avait apporté à la cause de la France, avec son épée, une si grande force d'opinion, avait été élu par plusieurs départements. Il voulait rester Italien, et était venu à Bordeaux donner sa démission qui fut reçue avec des outrages sans nom. On cria stupidement qu'il ne s'était jamais battu. Ducrot, traînant sa parole d'honneur violée de ne rentrer à Paris que « mort ou victorieux », était parmi les insulteurs les plus furieux. La garde nationale de Bordeaux vengea Garibaldi de ces indignités en l'acclamant à sa sortie de l'Assemblée.

Quelque temps après, Victor Hugo était traité de même façon : il est vrai qu'il se permettait de faire l'éloge du héros italien. On n'imagina pas le déchaînement de basses injures qui étouffa la voix du plus puissant génie dont la France pût se glorifier. On en aura quelque idée par l'inter interruption que lui lança le poète breton, le vicomte de Lorgerie : « M. Victor Hugo, cria-t-il, ne parle pas français. » Le grand poète donna sa démission. On put voir, à quelques jours de distance, ce que sont les haines de sacristie. Elles choisissaient, pour les accabler d'outrages, les deux noms resplendissants de Garibaldi et de Victor Hugo.

Puis c'est à Paris qu'on s'en prit. Tout ce monde de cléricaux détestait la grande cité républicaine qui venait de se défendre si magnifiquement. Il était résolu à la châtier et à lui arracher sa couronne de capitale. Il eut cette idée insensée de décider que Paris, malgré l'œuvre des siècles, ne serait plus le centre et le cœur de la France. La Commission poussait l'insanité jusqu'à vouloir lui substituer la petite ville de Fontainebleau. Thiers fit adopter Versailles : comme l'ancien régime, l'Assemblée s'isolait du peuple et cherchait un abri contre lui dans le palais de Louis XIV.

En vain Louis Blanc, dans un très beau discours, Millière, dans une langue habile et mesurée, montrèrent ce qu'il y avait d'absurdité et de témérité dans une telle idée, qui, par une provocation inouïe, livrait Paris, déjà exaspéré, aux partis de révolution. D'obscurs droitiers, avec une incroyable véhémence, se firent les porte-parole des jalousies et des haines rurales contre la ville resplendissante. On eût dit la sourde animosité des nomades d'Orient vivant sous la tente, quand, entrés dans les grandes cités, ils en contemplant les richesses et les splendeurs avec un étonnement jaloux et une méfiance farouche. « Mais ces gens-là sont fous ! » cria Floquet. La cause de Paris fut battue, au vote, par 427 voix contre 154. Puis, comme si l'on eût voulu pousser à bout les plus calmes, on vota une mesure qui mettait aux abois tout le commerce de la capitale. Le Gouvernement du 4 septembre avait prorogé les échéances des effets de commerce. Il était trop évident que le commerce, ruiné par le siège, ne pouvait plus payer les billets qu'il avait souscrits. L'Assemblée décida qu'ils seraient brusquement exigibles, et qu'on paierait des intérêts pour les mois de retard accordés. En quatre jours, il y eut, dit-on, 150.000 protêts. On poussait les petits commerçants au désespoir.

On quittait en foule les bancs de cette incroyable Assemblée. Nous avons vu Gambetta, les Alsaciens-Lorrains, Victor Hugo, donner leur démission. La plus grande partie des républicains avoués les suivaient : Ranc, Lockroy, Clemenceau, Floquet, Ledru-Rollin, et les hommes qui allaient faire la Commune, Pyat, Delescluze, Cournet, etc. Leur départ proclamait clairement qu'il n'y avait rien à faire dans l'Assemblée, rien à attendre d'elle. Plus d'un le disait dans sa lettre de démission, sans que beaucoup en eussent eu l'intention ni l'idée. C'était comme une suggestion de révolte.

VIII. — Le 18 mars. — Le Comité central. — Les débuts de la Commune.

A peine l'Assemblée s'était-elle séparée à Bordeaux, que la guerre civile éclatait à Paris. Il était à redouter que la capitale ne fît explosion, comme les chaudières brûlées par la flamme. L'isolement du siège avait rompu l'équilibre dont est fait l'état normal de la France. En temps ordinaire, le centre, avec l'intensité de son existence, répand sur le pays tout entier la chaleur et la vie. L'interruption des relations ordinaires aboutissait à la pléthore de vie d'un côté, à l'épuisement des énergies de l'autre. Les rapports rétablis, on se retrouvait dans une situation de violent contraste et d'antagonisme menaçant. D'ailleurs, il est fréquent que les sièges développent

chez les populations qu'ils investissent des surexcitations spéciales, et comme une contagion de passions exaspérées : c'est ce qu'on a appelé « la fièvre obsidionale », elle dévorait encore le sang de Paris au lendemain de la guerre et, jointe à tous les motifs de colère, pouvait faire craindre les plus terribles éclats.

Ajoutez que la majorité de l'Assemblée semblait avoir voulu pousser à bout la grande ville à laquelle elle prodiguait les marques de sa haine. Ce n'était pas assez de lui avoir arraché sa couronne de capitale : les mesures prises pour les échéances et les loyers poussaient au désespoir, la première tout le commerce, la seconde la masse immense des locataires, et jetaient dans des idées de révolte la population presque entière. Les dangers que courait la République avaient peut-être plus d'effet encore sur la ville ardemment républicaine. On voyait l'Assemblée résolue à relever un trône; on n'avait nulle confiance en Thiers, royaliste par son passé, par ses relations, et, probablement, encore à ce moment par ses préférences.



Thiers et la République.

Ajoutez à cela on ne sait quel instinct et comme une soif inassouvie de combat. Toute la population portait des fusils, et avait vécu pendant des mois dans un grand rêve de guerre : rêve trompé. Il était singulièrement dangereux de pousser à bout des masses qui en étaient encore confusément hantées.

C'est dans ces conditions que Thiers, harcelé par les exigences de la droite, provoqua l'explosion comme à plaisir.

Ce fut à l'occasion des canons de la garde nationale. On en avait laissé un bon nombre dans la partie de Paris où les Prussiens devaient faire leur promenade militaire. Avant leur entrée, les gardes nationaux les mirent à l'abri place des Vosges et en divers points de Paris; puis, en assez grand nombre, à Montmartre et à Belleville. Thiers voulait ravoir ces canons, dont la possession par les milices populaires lui semblait une menace pour l'ordre. Il avait dans Paris deux généraux impopulaires : Vinoy, qui avait succédé à Trochu, médiocre et violemment bonapartiste. Il avait mis à la tête de la garde nationale d'Aurelle de Paladines, justement impopulaire pour sa conduite pendant la guerre; lui-même fort réactionnaire, il avait offert son sabre au 2 Décembre, et demandé, en récompense, une place au Sénat de l'Empire : tous deux, avec

leurs préjugés impérialistes, cachait mal que les ministres comme Favre et même Picard leur semblaient un peu des insurgés; tous deux étaient suspects et antipathiques à leurs troupes.

Thiers résolut de brusquer les choses. L'Assemblée allait venir siéger à Versailles. Il voulait avoir repris les canons avant sa première séance. Il dressa le plan de l'opération avec Vinoy et d'Aurelle : on décida un vaste déploiement de troupes, qui donnait à l'affaire la physionomie d'un coup d'État. D'ailleurs, l'opération était préparée avec une incapacité aussi absurde que s'il s'était agi d'une bataille : on devait prendre les canons la nuit; après quoi on ferait venir, pour les emmener, les attelages de loin : des Champs-Élysées et de la place de la Concorde, d'où un retard qui devait être de plusieurs heures.

Le coup de main, tout d'abord, réussit sans peine. A 5 heures du matin, les canons étaient pris à Montmartre comme à Belleville; les attelages n'arrivaient pas; ils ne devaient arriver qu'à 8 heures et encore au bas des buttes.

Cependant, la population se réveillait, femmes, enfants, vieillards, mêlés aux gardes nationaux. On croyait à un nouveau 2 décembre. On adjurait les soldats. La foule allait se mêler aux troupes. Le général Le-

comte venait de faire arrêter quelques soldats qui fraternisaient avec le peuple. Par trois fois, il donna l'ordre barbare de tirer sur cette masse humaine : en vain, un seul fusil partit, celui d'un gardien de la paix. L'armée n'appartenait plus à ses chefs, qu'elle n'estimait ni n'aimait. Vivant avec la foule, elle en partageait les passions; le coup de force n'avait pas un bataillon, pas une compagnie, pas une escouade pour lui. Il en était des cavaliers comme des fantassins. Comme on voulait faire



Assassinat des généraux Clément Thomas et Lecomte.

charger un escadron sur une foule, surtout de femmes, il la refoula à reculons, au milieu des rires.

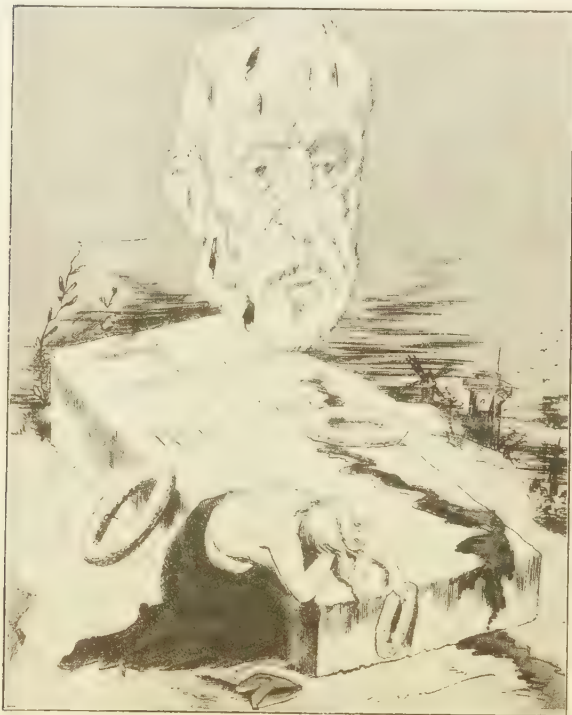
Ainsi finit la tentative, dans l'accord unanime de la population et de l'armée contre les chefs; Lecomte, fait prisonnier avec son état-major, était conduit au Château Rouge, et les soldats étaient plus ardents contre leurs officiers que les civils.

L'ordre avait été donné de convoquer la garde nationale : on comptait sur les bataillons modérés; incroyable illusion. Paris entier était exaspéré contre le pouvoir. Les modérés restaient chez eux; un colonel des quartiers conservateurs du centre, sur toute une légion, réunissait dix-sept hommes. Le colonel Langlois avait renoncé à faire battre le rappel. En revanche, la garde nationale des quartiers avancés remplissait les rues de barricades.

Un des fils de Victor Hugo, Charles, venait de mourir subitement à Bordeaux. Le grand poète, ce matin-là, conduisait son cercueil de la gare au Père-Lachaise. Toutes les rues qui conduisaient au cimetière étaient coupées de retranchements improvisés; mais les barricades s'ouvraient pour laisser passer le cortège funèbre. Toute la ville allait être aux insurgés.

La révolte fut bientôt éclaboussée et déshonorée par une large tache de sang. Un capitaine de la garde nationale, un vétéran de la Révolution de Juillet, vint au Château Rouge, prendre le général Lecomte, afin de le conduire à un endroit où, disait-il, on devait le juger. Il exhibait un ordre avec des signatures illisibles. On le laisse faire. Il amène les prisonniers à une petite maison de la rue des Rosiers avec un jardinet malingre, aux arbres souffreteux, aux clôtures en

treillages, comme il y en avait alors beaucoup sur les pentes de la butte Montmartre. Près de là se trouvaient des soldats passés à la cause du peuple, détestant leur général avant la révolte, craignant sa vengeance après, furieux de haine contre lui. On obligea des officiers de garde nationale à interroger Lecomte. Il avoua ses ordres de tirer sur le peuple. Puis, il y eut une grande clameur, une bousculade furieuse de foule sur la maison et le jardin. Les nouveaux venus venaient de reconnaître et d'arrêter Clément Thomas place Pigalle; le ferme républicain, qui avait joué un rôle très impopulaire dans les luttes de la seconde République, était haï du peuple, où il y avait encore nombre de survivants de 48. Les fantômes de l'affreuse guerre civile de Juin, de la féroce répression qui suivit, semblaient se dresser pour le maudire. La fatale pensée d'en faire, pendant le siège, le général de la garde nationale avait ravivé les rancunes vieilles de plus de vingt ans



Clément Thomas.

et y avait ajouté des rancunes plus récentes. On criait : « Tu nous as fait déporter en Juin ! Tu nous as trahis à Buzenval ! » Des furieux l'arrachent de la chambre où sont les prisonniers ; il reçoit un coup de fusil en descendant l'escalier ; dans une folle poussée de haine, on le colle au mur du jardin ; à coups de crosse on l'extermine. Mais les soldats n'oublient pas Lecomte : « Qu'on le fusille, ou il nous fusillera ! » Un d'eux crie : « Tu m'as donné trente jours de prison ; je te tirerai le premier coup. » Son cadavre est bien vite étendu près de celui de Clément Thomas : deux soldats déchargent encore leur fusil sur le mort.

Thiers, devant les événements, eut vite pris son parti et l'imposa obstinément. A la Révolution de février 1848, il avait conseillé à Louis-Philippe de sortir de Paris avec l'armée pour y rentrer ensuite les armes à la main ; un an après, lors de la Révolution autrichienne, Windischgrätz avait adopté la même pensée. Il avait abandonné Vienne à l'insurrection, puis il y était revenu victorieux. Thiers tenait à ces vieilles idées : il prit de suite la résolu-

tion irrévocable d'évacuer Paris à la hâte, malgré le Conseil des ministres. Peut-être, en effet, avait-il besoin d'arracher les troupes au milieu parisien. Les ordres furent aussitôt donnés et exécutés le 18 et le 19. Les soldats étaient tellement de cœur avec Paris que, dans la retraite, ils insultaient les gendarmes et les sergents de ville marchant à côté d'eux.

C'est ainsi qu'à 10 heures du soir, l'Hôtel de Ville étant évacué, le Comité central s'en empara.

Qu'était-ce que ce Comité ? Une des nombreuses associations ou fédérations qui s'étaient formées pour grouper les forces de la garde nationale. Quand on le vit prendre le pouvoir après le 18 mars, on crut qu'il avait organisé la révolte et fait fusiller les deux généraux ; on lui attribua de puissants complots et une action dominante. C'était singulièrement le grandir. Le Comité central était une réunion d'inconnus fort humbles et pour la plupart très nuls. Deux ou trois des noms qui le composaient seulement étaient connus : un des fondateurs de l'*Internationale*, l'ouvrier Varlier, d'une haute intelligence ; un ancien mécanicien du Creusot, Assi, sans valeur, mais connu pour son rôle dans les luttes des travailleurs ; un très bizarre officier de marine, Lullier, courage intrépide, avec un cerveau fort dérangé. Duelliste terrible, il touchait son adver-

saire à coup sûr et en abusait pour attirer des victimes sur le terrain par les provocations les plus absurdes. Follement téméraire, il s'était jeté à la nage devant la forteresse de Gibraltar pour en relever le plan; d'ailleurs suivant les zigzags de ses caprices; servant, puis détestant l'insurrection, sauvant ses plus folles provocations par son aplomb et par la mine tranquillement audacieuse de son visage balafré.

Le reste se composait de ceux que le hasard introduisait dans le Comité, et qui changeaient sans cesse. Ce soi-disant conseil de conspirateurs avait un personnel différent de semaine en semaine. Sous la promiscuité de l'uniforme noir, on ne distinguait guère. Le bon garçon, le sympathique, quel qu'il fût, était nommé membre du conseil de bataillon, et passait de là au Comité central. Il y avait dans le nombre un fou, Babick, un vigoureux gaillard qui faisait métier de servir de modèle aux peintres pour ses muscles, Billioray; dans tous ces inconnus, un seul manifesta du mérite, Jourde. On aurait tiré les autres au sort qu'on serait peut-être mieux tombé.

Paris, cependant, ne se résignait pas à subir un si étrange Gouvernement. Les éléments de résistance se groupaient et s'organisaient; les bataillons des quartiers modérés; à leur tête, les maires élus de Paris, ses députés radicaux, Schœlcher, Lockroy, Clemenceau, Edmond Adam, etc., puis les républicains avancés. Ce n'étaient assurément pas des amis de l'Assemblée de Versailles : il n'y en avait pour ainsi dire aucun dans Paris. Mais ils voulaient éviter la guerre civile et rétablir l'ordre légal; leur premier but était d'arriver à faire prononcer le suffrage universel de Paris et à faire élire un Conseil municipal. Ils se mirent à négocier pour cela avec l'Assemblée d'un côté, avec le Comité central de l'autre, trouvant de part et d'autre un égal mauvais vouloir. Le Gouvernement de hasard installé par le 18 mars, au fond, ne voulait pas abdiquer : quant à l'Assemblée, elle rêvait une répression impitoyable : les conciliateurs étaient, pour elle, des ennemis comme les insurgés. Thiers, entre les deux, s'en tirait comme il pouvait, surveillé, menacé par la droite; probablement désireux, au fond, de voir réussir les maires et les députés, mais n'osant pas les soutenir ouvertement.

Les maires et les députés disposaient de forces sérieuses; leur centre, la mairie du II^e arrondissement, était bien gardé, et le Comité central ne pouvait pas y entamer leurs positions. Ils avaient avec eux, d'un côté, des hommes du parti avancé, comme Cournet et Malon, qui plus tard devaient se rallier à la révolution communale; comme Millièrre, qui refusa longtemps d'y entrer. Ils avaient avec eux tous les éléments modérés, presque tous les éléments conservateurs de Paris; et Thiers était stupéfait de recevoir des délégations où figuraient les hommes les plus considérables de l'opinion la moins démocratique, les financiers de la haute banque, l'adjuvant de faire des concessions, d'éviter avant tout un conflit sanglant. Il traitait assez rudement, dans sa surprise, ces amis notoires de l'ordre, qui lui semblaient de connivence avec la révolte. Par deux fois, il essaya de donner pour chefs à la garde nationale des députés de Paris qui s'étaient acquis une grande popularité : d'abord Langlois, un ancien disciple de Proudhon, un excellent homme, fort modéré, sous les dehors orageux d'un diable dans un bénitier, qui avait conduit très vaillamment nos milices civiques à la gare aux bœufs et à Buzenval, et avait été blessé devant l'ennemi. Langlois, sur le refus du Comité de reconnaître sa nomination, donna aussitôt sa démission. Plus tard, Thiers nomma l'amiral Saisset, très aimé des Parisiens pendant le siège, et qui y avait perdu son fils, tué au feu. Saisset sembla perdre la tête, accablé par les événements, et fut, dans son nouveau commandement, comme paralysé et inerte.

La réaction déclarée tente deux manifestations sans armes à la place Vendôme; la première vite dispersée par les « fédérés » (c'était le nom donné aux troupes du Comité central); l'autre plus tragique. Un millier d'hommes environ s'étaient réunis place de l'Opéra, et marchaient sur la place Vendôme où était l'état-major de la garde nationale. D'où partit le premier coup de feu ? on l'a discuté, les manifestants non armés avaient des revolvers. Ce qui est certain, c'est que les fédérés firent un feu de file, et qu'il y eut de nombreux cadavres.

Les maires, cependant, négociaient avec le Comité, dans d'étranges conditions. A maintes reprises on semblait près de s'entendre. Mais aussitôt après, le Comité désavouait ces négociations et déchirait ses engagements. On était d'accord pour procéder à des élections. Le Comité comprenait qu'il devait remettre ses pouvoirs au suffrage universel. On discutait sur la date et sur

l'autorité qui ferait procéder au vote, les maires réclamant leur mairie. Chaque fois, le Comité éludait ses promesses, et l'entente qui semblait faite était rompue.

Il faut dire que l'Assemblée soufflait sur le feu. Elle avait repris ses séances à Versailles, le 20 mars. Elle avait aussitôt élu une commission de quinze membres, soi-disant pour « assurer l'accord de l'Assemblée et du Gouvernement », en réalité pour surveiller et ligoter Thiers. Quand les députés de Paris venaient réclamer les mesures propres à apaiser la capitale, ils étaient injuriés et hués. Jules Favre bientôt fit un discours d'une violence insensée. Son éloquence amère, trop souvent inspirée par la haine, ne fut jamais si furieuse. Rappelant les efforts qu'il avait faits en négociant l'armistice pour obtenir que la garde nationale conservât ses fusils (il eût été impuissant à les lui arracher) : « J'en demande pardon à Dieu et aux hommes », s'écria-t-il, et il ajoutait : « L'état de Paris, c'est le vol, le pillage, l'assassinat érigé en doctrine sociale. »

Ce fut pis quand les maires de Paris firent une démarche auprès de l'Assemblée. Elle refusa de les recevoir. Grévy leur fit donner une tribune. Quand ils y parurent, ceints de leurs écharpes, toute la gauche se leva en criant : Vive la République ! Ils répondirent par le même cri. La droite riposta par de telles clameurs et un tumulte si injurieux qu'il fallut lever la séance.

Une inconcevable absurdité de Saisset compromit encore les choses. Il s'avisait follement d'annoncer aux Parisiens par une affiche que l'Assemblée leur accordait tout, franchises municipales, élection de tous les officiers de la garde nationale, loi sur les loyers et sur les échéances. Tout le monde savait qu'il n'y avait pas là un mot de vrai. A Paris, on en rit : à Versailles, ce fut plus grave. La droite crut que Saisset se ralliait au Comité central, et que le président s'entendait avec lui. On voulait renverser Thiers, mettre le duc d'Aumale et le prince de Joinville à la tête de l'armée. Grévy crut tellement au danger, qu'il leva la séance au bout de dix minutes. On devine l'effet de ces nouvelles rapportées à Paris. Déjà on s'inquiétait de la rentrée des bonapartistes militants en France, à la suite d'un manifeste de l'ex-Empereur. Une dépêche maladroite de Thiers où il racontait avoir très bien reçu Canrobert, qui demandait un commandement, coïncidait avec les menées tapageuses des impérialistes. Et voilà, pour comble, qu'une tentative orléaniste éclatait dans les couloirs de l'Assemblée.

Ce fut le dernier coup aux tentatives des modérés à Paris. Ils acceptèrent, pour les élections, la date du Comité, le 26 mars. Celui-ci promettait de rendre les mairies : il ne tint pas sa promesse et constitua les bureaux de vote.

Il allait abdiquer ses pouvoirs, non sans l'arrière-pensée de les ressaisir. Il n'avait presque rien fait dans sa carrière de huit jours. Il avait un peu joué au Gouvernement, levé l'état de siège, (que l'insurrection levait en fait), décrété une amnistie pour les crimes et délits politiques et aboli (bien vainement) la conscription. Il avait fait arrêter le président Bonjean, le député Turquet, deux généraux, dont Chanzy, débarquant à Paris. Mais Turquet et les deux généraux avaient été relâchés. Il avait trouvé des fonds pour la solde de ses gardes nationaux. Le directeur de la Banque de France, Rouland, ancien ministre de l'Empire, lui avait donné un million et promis un autre million ; après quoi il avait quitté Paris. S'il n'eût pas obtenu ce subside, peut-être aurait-il eu de la peine à retenir les gardes nationaux qui, n'étant pas payés, seraient restés sans ressources. Les autorités prussiennes l'avaient assuré de leur neutralité : Bismarck ne voulait pas débarrasser la France de la guerre civile. Le général-major de Schlotheim avait écrit qu'il « prenait la liberté d'informer le commandant actuel de Paris que les troupes allemandes avaient ordre de garder une attitude pacifique et passive tant que les événements ne prendraient pas à leur égard de caractère hostile ». Le Comité eut le tort, en publiant cette dépêche, de substituer au mot : pacifique, le mot : amicale.

Les élections du 25 mars se faisaient sans l'aveu du Gouvernement, qui disait officiellement qu'il y était « resté étranger », mais qui, au fond, poussait à porter son bulletin aux urnes. Plus de 229.000 électeurs prirent part au scrutin.

Il y eut une énorme majorité pour le parti révolutionnaire : chose peu surprenante, après les dernières provocations de l'Assemblée. Le parti de la résistance légale proposait aux électeurs les maires et les adjoints nommés sous le siège. Sur quatre-vingts sièges environ, il n'en obtint que quinze, dont Ranc, Méline, Brelay, Marmottan. Le Comité central eut un succès fort médiocre : treize élus en tout. Le parti révolutionnaire reprenait ses chefs, les hommes de 1848, avec les

célébrités de la fin de l'Empire : les Delescluze, les Pyat, les Gambon, puis Gustave Flourens, Vermorel, Jules Vallès, Tridon, Raoul Rigault. Ajoutez dix-sept membres de l'*Internationale*, la grande association ouvrière et socialiste.

Examinons plus attentivement la composition de la nouvelle Assemblée. Et d'abord écartons les partisans de l'ordre légal. Ils vont sortir, dès le début, de la Commune, dont le caractère révolutionnaire leur montre qu'ils n'ont rien à y faire. Trois d'entre eux n'y siègent même pas. Dès le 2 mai, Tirard, Brelay, Méline, donnent leur démission; Ranc les suit quelques jours après. Aucune exception n'atténue plus le caractère insurrectionnel du Gouvernement communal.

Entre les vieux de 1848, deux surtout joueront un grand rôle : Delescluze, Félix Pyat.

Delescluze, écrivain de haute valeur, a derrière lui toute une vie de souffrance pour la République. Combattant de 1830, il a connu les cachots et les proscriptions de la royauté de Juillet, de la seconde République, du régime du 2 décembre, du Gouvernement de la Défense nationale. L'Empire l'a déporté dix ans à Cayenne. C'est un caractère d'acier dans un corps épuisé par les épreuves. Jacobin jusqu'aux moelles, il a dans ses convictions profondes, qui l'attachent à la République la plus avancée, une sorte de fanatisme tranquille, de passion ardente sous un étonnant sang-froid. Esprit net, vigoureux, d'une terrible sincérité, il se jette sans espoir dans le mouvement, pour y terminer par une mort courageuse une vie de fidélité à la cause du peuple.

Nul n'est plus différent que le vieux Pyat, à ses débuts compagnon de dandysme de Musset, jeté dans la politique par des drames à succès. Nul n'est à la fois plus audacieux et plus lâche. Sans conviction solide, sans loyauté, n'ayant de courage que pour le mensonge, il sera de ceux qui compromettent le plus la Commune, et qui en sortiront sains et saufs.

D'autres hommes de sérieuse valeur littéraire, encore jeunes, siègent à côté d'eux. Le plus vieux, Vallès, est un grand écrivain. Vermorel s'est fait connaître avant l'âge dans la grande presse. Arthur Arnould, Longuet, Tridon, ont fait leurs preuves dans le journalisme. J.-B. Clément est le romancier populaire, l'auteur des *Cerises*, qu'on chante encore.

Raoul Rigault jouera un rôle sinistre entre tous.

Tous les rôdeurs des brasseries et des trottoirs du quartier Latin à la fin de l'Empire ont connu ce bohème hérissé, squalide et gouailleur, affectant un cynisme à la fois provocant et facétieux. Il est policier de vocation; sous l'Empire, il a été, à lui seul, une façon de contre-police, connaissant, démasquant tous les mouchards, affectant, dès lors, le langage de 93. A ce moment, on ne voyait encore en lui qu'un mystificateur plutôt répugnant. On va voir à l'œuvre la bête féroce. Il a fait des disciples, notamment un autre membre de la Commune, Ferré, celui-là un fanatique sinistrement convaincu dans sa sanguinaire violence.

Les socialistes de l'*Internationale* seront parmi les plus modérés : ils apportent à la Commune des idées d'émancipation ouvrière, non des passions ou des idées de violence. Il y a, dans leurs rangs, des hommes d'une sérieuse valeur, des travailleurs qui se sont faits, l'outil en main, des éducations de lettré; en tête Varlin, le plus remarquable de tous; Malon, âme généreuse, éprise d'idéal; Camelinat, et d'autres encore.

De l'ancien Comité central, je ne puis guère retenir que Jourde, le délégué aux finances de la Commune; celui qui essaiera de remettre un peu d'ordre dans le budget de l'insurrection, et qui fera preuve d'une rare capacité. Quand il sera traduit plus tard devant le Conseil de guerre,



(Photo Nadar.)

Jules Vallès.

on découvrira en lui un orateur de grand talent. Cet homme qui manie des millions, au milieu d'un désordre où tous les abus seraient impunis, dîne à la crèmerie pour trente sous, et sa femme lave elle-même son linge dans la Seine.

Quelle étrange inspiration avait jeté Charles Beslay dans la Commune ? Ce vieillard de soixante-quinze ans, député sous Louis-Philippe, représentant du peuple en 1848, semblait, avec l'âge, avoir renoncé à la politique. Puis, pendant la guerre, il s'était engagé dans un régiment de ligne. Il eut l'idée bizarre de demander un siège dans l'Assemblée communale. Très honnête, assez chimérique, après de grands rêves sociaux, il était fort dépaycé dans le gouvernement insurrectionnel.

Avec ceux-là, la Commune comprenait les éléments les plus hétéroclites. Deux, dont un garçon de marchand de vin, s'y trouvèrent si déplacés qu'ils n'y siégèrent pas ; d'autres étaient à peu près tous, comme Babick, comme Allier, frère du médecin de Victor Hugo, pauvre détraqué, qui avait inventé un télégraphe de colimaçon, les « escargots sympathiques ». Un autre fut exclu, Pourille, dit Blanchet, quand on découvrit qu'il avait été tour à tour capucin, marchand et banqueroutier.

Deux partis ennemis se constituèrent vite dans la Commune : une minorité modérée, formée surtout des hommes de l'Internationale et des écrivains comme Vallès, Vermorel, Arthur Arnould, Longuet, Tridon ; Beslay et Jourde en faisaient partie ; une majorité violente dans laquelle on put être étonné de voir se ranger le journaliste Paschal-Grousset, l'élégant de la Commune, et Vaillant, honnête, convaincu, savant encyclopédique, plus tard l'un des noms les plus estimés du parti socialiste.

Il semblait que la première résolution du Gouvernement insurrectionnel devait être de marcher sur Versailles avant que Thiers eût pu commencer à reconstituer ses forces et à travailler l'esprit des soldats. Elle attendit jusqu'au 3 avril, non sans profit pour les troupes qu'elle combattait. Au premier moment, dans son intransigeance, Thiers avait fait évacuer en même temps que Paris tous les forts de la rive gauche, même le Mont-Valérien (ceux de la rive droite étant encore occupés par les Allemands). C'était une lourde faute : l'insurrection n'en profita pas ; elle tarda à occuper la redoutable forteresse, dont les feux balayaient la route de Versailles. On fit comprendre à Thiers la nécessité de corriger son erreur. Le Mont-Valérien était en possession du Gouvernement légal quand la garde nationale marcha sur l'Assemblée.

Le 3 avril, deux colonnes, sous Bergeret et Gustave Flourens, passaient la Seine aux ponts de Courbevoie et d'Asnières, pour se réunir à Rueil ; une autre, au centre, sous Duval, se dirigeant sur Issy, d'où elle devait gagner Chaville et Viroflay. Une dernière, commandée par Eudes, partait par Bagneux, Sceaux et Velizy ; toutes devant converger sur Versailles. Colonnes assez faibles, d'ailleurs : Bergeret n'avait que 10.000 hommes ; les autres, à peine autant ou guère plus. Cela ne ressemblait guère à la « sortie torrentielle » réclamée contre les Allemands. Tout, dès lors, était désorganisé : c'était déjà le chaos.

Le quadruple mouvement échoue misérablement. Les deux premières colonnes passaient sous les feux du Mont-Valérien : c'était folie de faire défiler des troupes sous les puissants canons d'un fort. Quelques obus tombant sur la colonne de Bergeret la dispersèrent. Il n'avait plus que 3.000 hommes en arrivant à Rueil. Flourens accourut à son secours ; mais dès qu'ils rencontrèrent les troupes de Versailles, l'un, Bergeret, fut repoussé et contraint à la retraite, en s'abritant cette fois contre les feux du Mont-Valérien, derrière le remblai du chemin de fer ; la troupe de Flourens fut coupée ; lui-même réduit à se cacher dans une maison de Chatou.

Duval, arrivé à 4 kilomètres de Versailles, se heurta à des forces postées dans des maisons, derrière des murs crénelés, et, à la nuit, fut repoussé sur le plateau de Châtillon. Eudes ne fut pas plus heureux contre la brigade la Mariouse, qui arriva en retard, mais, une fois arrivée, le força à rétrograder.

Le lendemain 4, le général Pellé attaquait les fédérés restés sur le plateau de Châtillon ; 1.500, cernés, se rendirent. L'armée de la Commune n'avait pas pesé lourd. Elle avait fait sa première et dernière tentative. Versailles était à l'abri de ses attaques.

Dès lors, la lutte, du côté de Versailles, avait pris un caractère sauvage. Ce n'était plus la guerre avec ses lois ordinaires, c'était la chasse au fédéré. On ne faisait pas de quartier.

Le général de Gallifet donna le premier exemple : on l'avait vu au Mexique, poursuivant les bandes de patriotes, mêlés de nombre de brigands, pendant gaïement ses prisonniers, avec une cruauté mêlée à la fois d'ostentation et de raillerie. Tel il était contre les Parisiens. Le matin du 3, il arrivait à Chatou avec deux escadrons de chasseurs. Il y trouvait, non une troupe à combattre, mais trois gardes nationaux qu'on venait d'arrêter, attablés, la fourchette en main, au restaurant Rieux. Il exigea qu'ils lui fussent livrés et les fit fusiller contre un mur. Un des malheureux criait en vain qu'il était père de quatre enfants. Les soldats avaient horreur de cette besogne de bourreaux. La plupart des balles furent tirées trop haut ou de côté. Une des victimes put se relever : il fallut qu'un officier l'égorgeât de son sabre. Puis Gallifet écrivit à la mairie une proclamation qu'il fit tambouriner dans la commune : « C'est une guerre sans pitié ni trêve, disait-il, que je déclare à ces assassins ; j'ai dû faire un exemple ce matin : qu'il soit salutaire. »

La colonne des prisonniers faite, le 4, au plateau de Châtillon, rencontrait Vinoy un peu plus loin. Il donna l'ordre de fusiller tous les officiers. On lui fit observer que le général Pellé avait promis la vie sauve à ceux qui se rendraient : ce qui l'obligea à renoncer à une telle hécatombe. Mais il cria : « Y a-t-il un chef ? — Moi, répondit Duval sortant des rangs. — Qu'on le fusille ! » Deux officiers de Duval vinrent volontairement partager son sort. « Ils sont morts comme de bons bougres », disait le général Le Flô, ministre de la Guerre.

A Lyon, aussitôt que l'insurrection parisienne avait éclaté, le parti révolutionnaire avait voulu suivre l'exemple de la capitale. Il s'était heurté à deux oppositions républicaines : celle du préfet, Valentin, celui dont on a vu la vaillance à Strasbourg ; celle du maire, Henon, l'un des cinq, sous l'Empire. Le soir du 22 mars, l'Hôtel de Ville était envahi ; le drapeau rouge arboré ; le préfet prisonnier ; Henon remplacé par le Dr Cristin ; une commission municipale nommée.

Mais le général Crouzat organisait solidement la défense. Il se retranchait dans Perrache et faisait de la gare une forteresse. D'ailleurs la révolte n'était soutenue que par une minorité. Sur vingt-quatre chefs de bataillon de la garde nationale, vingt et un la désavouaient. La commission municipale relâchait ses prisonniers et donnait sa démission. Les mobiles de Belfort, appelés à Lyon, y entraient acclamés. Le 24 mars, tout était fini.

Au Creusot, le 26 mars, un très petit nombre d'exaltés avaient voulu proclamer la Commune. Ils avaient pour eux le maire, un ancien ouvrier, Dumay, qui leur ouvrit l'Hôtel de Ville. Mais ce ne fut qu'une échauffourée. Le préfet, Charles Ferry, accourut, tint un langage conciliant et arrêta aussitôt le mouvement.

A Saint-Étienne, le sang coula. Il n'y avait là, à ce moment, qu'un préfet provisoire : Moullet. Le mouvement avait éclaté, et l'on avait dû promettre les élections d'un conseil communal, quand arriva un nouveau préfet, M. de l'Épée. Pendant les pourparlers, un coup de fusil, tiré



Gustave Flourens.
Caricature de l'époque.

d'une fenêtre, tua un garde national. Un peu après, un coup de pistolet tiré sur la foule en tua un autre; on accusa de l'Épée d'avoir ordonné de faire feu. On l'arrêta, puis il fut odieusement tué dans une poussée de fureur folle. Le 27, des troupes venues de Lyon reprirent l'Hôtel de Ville. L'insurrection était écrasée quand arriva le nouveau préfet, Ducros. Il n'eut plus qu'à organiser la répression, qu'il fit impitoyable.

A Toulouse, le mouvement se compliqua d'une autre question, qui paraît avoir joué le rôle principal. Le préfet était le vieux proscrit Duportal, un nom cher aux républicains. Un magistrat, le premier président, de Sainte-Gresse, se mit à la tête de la réaction, et obtint de Thiers que Duportal fût remplacé par un personnage que le lecteur connaît déjà, Kératry, l'ami de Bazaine. Toulouse ne voulut pas du nouveau venu; la population déclara qu'elle ne voulait connaître que Duportal. Kératry, impuissant, alla réunir des troupes à Agen. Puis les officiers de la garde nationale formaient une « commission exécutive », proclamaient que l'Assemblée nationale avait épuisé son mandat, et qu'on voulait mettre la République à l'abri d'un coup de main. Sainte-Gresse protestait, tout en affectant des sentiments très républicains. Le 27 mars, Kératry rentrait avec d'importantes forces militaires et occupait la ville.



Exécution sommaire d'insurgés.
(Bibliothèque nationale.)

Dans l'Aude, le proscrit Marcon et Digeon étaient les chefs du parti avancé. Digeon (sur l'avis de Marcon, qui voulait éloigner la révolte « carcassonne ») alla proclamer la Commune à Narbonne. Le 24 mars, au soir, l'Hôtel de Ville était pris; le lendemain, une compagnie du 52^e de ligne envoyée pour le reprendre, fraternisait avec le peuple, mettait la crosse en l'air et criait : « Vive la Commune ! » Le 26, le sous-préfet s'enfuyait. Mais, le

30, on apprenait l'échec des mouvements des autres villes, et, le 31, le procureur général par quelques paroles conciliantes et une promesse d'amnistie obtenait sans peine la soumission des insurgés. Digeon seul tenait bon et fut arrêté.

Le soulèvement de Marseille fut plus important. Dirigée par un jeune avocat, Gaston Crémieux, l'opposition se déclara d'abord par une manifestation hostile au Gouvernement de Versailles. La force armée, commandée par le général Espivent de la Villeboisnet, s'étant retirée, une commission municipale se constitua, présidée par Crémieux; mais cette Commission était désarmée et entravée par le Conseil municipal régulier. Un délégué du Comité central de Paris, Landeck, personnage médiocre et compromettant, déconsidéra la Commission par des arrestations arbitraires. Le général Espivent ayant, de sa propre autorité, décrété l'état de siège à Marseille et réuni à peu près 7.000 hommes, rentra dans la ville, ordonna des massacres et des fusillades, en même temps qu'il supprimait la liberté de la presse.

Le dernier mouvement, en province, fut celui de Limoges. On envoyait à Versailles un bataillon du 91^e de ligne. La foule entoure les soldats, les suppliant de ne pas aller combattre Paris. La plupart donnèrent leurs armes. On se mit à élever des barricades. Un colonel de cavalerie fut tué en chargeant la garde nationale. Puis tout s'apaisa : la population était divisée, les barricades ne furent pas défendues, et la troupe les occupa sans lutte.

Ajoutez quelques tentatives insignifiantes dans la Nièvre et dans le Cher : tels furent le

contre-coups du 18 mars en France. Le 4 avril, tout était soumis au Gouvernement légal. La Commune était livrée à elle-même, au moment où elle échouait contre Versailles. Il ne lui restait qu'à se défendre sans espoir.

IX. — La suite de la Commune.

C'était chose singulière que l'aspect des villes mêlées à la guerre civile, à cette étrange époque. Il y a, à vol d'oiseau, une dizaine de kilomètres de Paris à Versailles. C'étaient alors deux mondes ennemis séparés par un abîme.

Le Paris de la Commune avait une physionomie à part : physionomie fort militaire à sa façon. La noire tunique de la garde nationale y confondait encore toutes les classes sociales. Mais, à côté, les uniformes de fantaisie abondaient. On avait pour les galons, pour les costumes à effet, je pourrais dire, pour les accoutrements belliqueux d'opéra-comique, une passion singulière, que la Commune chercha en vain à refréner. Des francs-tireurs adoptaient des tenues plus que pittoresques. Les estafettes, les officiers d'ordonnance improvisés pullulaient et se chamaillaient de la plus bizarre façon. Les bottes de tous modèles, les feutres mous, les couleurs voyantes, les dorures, bigarraient les rues d'une sorte de carnaval soldatesque. Bien qu'elle eût vite renoncé aux attaques, toute la ville avait un aspect de guerre : des canonnières, entre deux sorties, dormaient sur la rivière, à la place des gros bateaux coutumiers.

Paris entier flamboyait du rouge éclat du nouveau drapeau. Partout, des étendards faisant claquer leur pourpre au vent ; des écharpes rouges parant les cantinières, le fusil en bandoulière ; des écharpes rouges comme insignes de toutes les fonctions ; de rouges draperies aux enterrements des morts.

La presse communarde semait par milliers ses feuilles dans Paris. Il semblait que le sinistre Hébert, le féroce dénonciateur de 93, fût sorti de son tombeau pour souffler encore la haine et la mort. Son journal meurtrier, le *Père Duchêne*, reparaissait avec « ses grandes colères », son langage ordurier, ses « b... » et ses « f... » pour envoyer des victimes, non plus à la guillotine, mais au peloton d'exécution. Un journaliste qui avait passé par la presse conservatrice, Vermersch, avait imaginé ce retour aux violences de la Terreur.

Des quartiers entiers étaient à peu près vides. Une grande partie des classes aisées avaient émigré. L'aspect général était tout populaire. D'ailleurs, c'était une confusion inexprimable. Les bataillons changeaient à chaque instant d'officiers et même de commandants. Les conspirateurs bonapartistes, les agents secrets de Versailles, se promenaient, travaillaient à leur aise, et, de jour en jour, les bataillons se vidaient.

Versailles était méconnaissable. La ville paisible et silencieuse, asile des retraités où s'allongent les avenues solitaires de la vieille monarchie, était envahie par un tourbillon tumultueux. Autour de l'Assemblée étaient accourus, avec les fonctionnaires et les journalistes, nombre d'aventuriers, les quémandeurs, les chercheurs de fortune ; puis le beau monde, force dames galantes. Les boulevards parisiens étaient transportés dans la ville de Louis XIV, à l'ombre de son palais.

Chacune des deux cités ennemies avait son atmosphère, dont on subissait presque fatalement l'ambiance. On n'était plus réactionnaire ou républicain avancé ; on était Versaillais ou Parisien, comme si, dans chacun des deux milieux, on eût respiré un microbe d'une puissance irrésistible. A Paris, les plus conservateurs avaient gardé, presque à leur insu, une sorte de sympathie pour les idées avancées, presque un radicalisme inconscient. On les a vus, au début, étonner et scandaliser Thiers par leur langage. Le *Journal des Débats*, l'organe de la grosse bourgeoisie orléaniste, semblait mettre sur le même pied l'Assemblée de Versailles et le Comité central, et dénonçait « autant d'arrière-pensées » dans l'une que dans l'autre. La Commune se fit vite détester de tous les modérés sans détruire cet état d'esprit.

Pour Versailles, Paris n'était plus Paris : c'était une caverne de brigands et d'assassins, un repaire de bêtes féroces ou venimeuses à détruire par le fer et le feu. Les prisonniers communards ramenés dans les avenues de Versailles, y subissaient tous les outrages et tous les sévices. Les femmes les frappaient de leurs ombrelles ; on leur crachait au visage. Un homme fort modéré,

rédacteur des *Débats*, le poète Ratisbonne, faillit être écharpé pour avoir protesté contre ces violences. Tous subissaient cette psychologie spéciale, même les révolutionnaires : jusqu'à Louis Blanc, le grand socialiste, qui, pendant cette période, stupéfia et désola ses amis. Il y avait à l'Assemblée un révolutionnaire passionné, un vétéran des barricades, l'inséparable de Barbès, le vieux Martin Bernard. Il disait en larmoyant : « Si Barbès vivait encore, il serait avec Versailles ! »

Maintenant, entrons dans Saint-Denis. Là, les casques à pointes, les baïonnettes des fusils à aiguille, le drapeau des vainqueurs, le *Wer da?* des sentinelles allemandes. On est en terre prussienne. Que de contrastes en quelques lieues !

La Commune accomplissait son œuvre, non sans embarras. Elle chargea de lui confectionner un manifeste Pierre Denis, ancien peintre en bâtiment, journaliste de quelque talent, mais



Saint-Denis à 10 heures du soir.

D'après le croquis de M. Kauffmann.

fort au-dessous de telles difficultés. Pierre Denis lui fit un manifeste un peu vague, mais qui, au fond, accordait à chaque commune une sorte de souveraineté dans ses étroites limites.

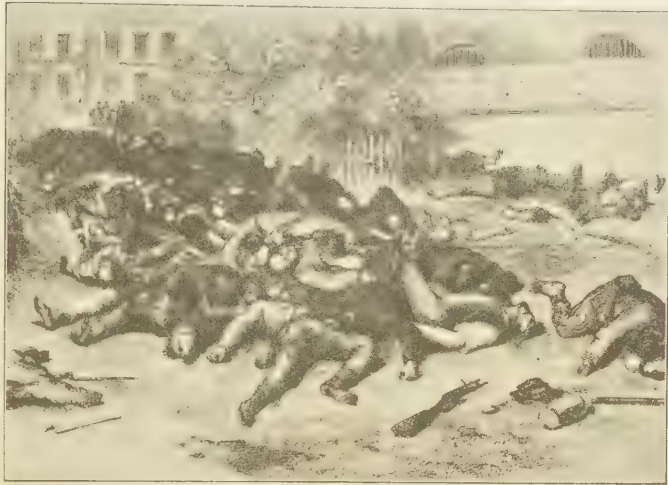
Cependant, la Commune poursuivait son rôle mal défini, semblant parfois s'ériger en gouvernement. Elle décrétait la séparation des Églises et de l'État ; elle proclamait l'enseignement laïque ; elle se prononçait pour l'éligibilité des juges ; elle abolissait les charges d'avoué, de notaire, d'agent de change, de commissaire-priseur, déjà abolies par la Révolution et rétablies assez hypocritement par la Royauté ; elle reprenait, en somme, le vieux programme radical, de façon toute platonique.

Ajoutons qu'elle abolit la conscription (déjà abolie par le Comité central), mais en décrétant le service obligatoire pour tous les hommes de dix-huit à quarante ans. Étrange façon d'abolir le vieux service militaire ! A la suite de son décret, on organisa partout la chasse aux réfractaires, avec beaucoup de vexations et sans résultat. Les bataillons comptaient de moins en moins d'hommes.

Une œuvre plus intéressante fut accomplie par les socialistes de l'Internationale. Œuvre,

en somme, peu audacieuse, et où il serait difficile de reconnaître l'application de théories nouvelles. Un décret sur les échéances du siège, à acquitter par fractions en trois ans; la suppression des bureaux de placement, des amendes et des retenues en usage dans les ateliers, dans lesquelles on voyait un moyen indirect d'abaisser les salaires; une réforme des monts-de-piété, que l'on voulait abolir plus tard, mais qu'on conservait jusqu'à ce qu'on les eût remplacés; la remise gratuite, expliquée par les misères du siège, des instruments de travail et des objets de première nécessité engagés pour de faibles sommes; la suppression du travail de nuit des boulangers, dénoncés par les hygiénistes; l'inscription, dans les commandes de l'État, d'un minimum de salaire (comme on le fait aujourd'hui dans les contrats de la Ville), ne dépassaient pas ce qu'eût pu accepter un Gouvernement très modéré. La mesure la plus hardie consista à faire dresser la liste des ateliers abandonnés par les patrons, et à les livrer aux associations coopératives pour qu'elles reprissent l'exploitation suspendue, sauf à donner une indemnité à l'industriel dépossédé. C'était, au fond, une loi d'expropriation. Une révolution sociale, qui n'allait pas au delà, ne menaçait guère la propriété et n'était pas bien effrayante. Encore cette dernière mesure ne fut-elle pas appliquée.

On sait que Jourde était chargé des finances. Tâche vitale : à quelles convulsions aurait-on livré Paris, si la solde de la garde nationale avait manqué? Comme sous le Comité central, c'est la Banque qui nourrit la capitale, avec plus de raison : il n'y avait plus dans Paris un parti de la légalité en face de l'insurrection : de Plane, qui avait remplacé Rouland, était autorisé à continuer ses avances. Il s'entendait à merveille avec le vieux Beslay, nommé délégué à la Banque et qui y avait un bureau. Beslay et Jourde, moyennant les versements nécessaires, préservèrent le grand établissement financier de toute attaque et de toute atteinte.



Intérieur de la prison de la Roquette.

(Bibliothèque nationale.)

Dès le lendemain de la sortie manquée sur Versailles, la Commune avait voté le décret des otages, si tristement fameux.

On était furieux, à Paris, des fusillades versaillaises. Les exécutions sommaires des prisonniers exaspéraient. On sommait la Commune d'user de représailles et, à défaut d'officiers ou de soldats pris par la garde nationale, de fusiller autant de réactionnaires restés dans Paris, que Versailles avait mis à mort de prisonniers. La Commune ne voulut pas aller si vite; elle décida de prendre des « otages » qui seraient qualifiés tels par un tribunal spécial, et qui seraient exécutés si, à Versailles, on exécutait encore contre les usages de la guerre les gardes nationaux tombés aux mains de la troupe.

Raoul Rigault, délégué à la police, accomplissait la sinistre besogne à laquelle semblaient le pousser ses instincts. Il était en chasse, il flairait ses ennemis. Ce n'étaient que perquisitions et arrestations. Il s'était fait un personnel à son humeur, entre autres un caricaturiste, Pilotell, triste personnage, fielleux, cynique, improbe, dont il fallut se débarrasser. Rigault avait ses haines et ses rancunes, qu'il assouvissait : notamment sur le proudhonien Chaudey, qu'il jetait à Mazas, qu'il devait plus tard assassiner; Chaudey, pourtant, dans son journal, était loin de se dres-

ser en adversaire de la Commune; mais le lecteur sait qu'on l'accusait (à tort) de la fusillade du 22 janvier. Rigault était hanté par la tradition des Hébertistes de 93, notamment par leur haine farouche de toute religion. Il jeta en prison l'archevêque de Paris, Darboy, non sans mêler des injures ricanantes à l'arrestation. Comme celui-ci, naturellement, parlait en prêtre du catholicisme : « Il y a dix-huit cents ans que vous nous le faites », riposta Rigault. Après l'archevêque, il fit incarcérer sa sœur; il avait arrêté le grand vicaire, puis les abbés Deguerry, Allard, Mauléon, l'évêque Surat, nombre d'autres des Jésuites de la rue Lhomond et de la rue de Sèvres.

Chose étrange! Cette haine de Rigault contre tout ce qui portait la soutane et le froc devait tourner au profit des ultramontains. Rigault et le peloton d'exécution allaient débarrasser la papauté des derniers représentants du gallicanisme.

Une négociation fut engagée pour délivrer l'archevêque. Le vieux Blanqui était prisonnier du Gouvernement. Un de ses amis, de Flotte, eut l'idée de l'échanger contre l'archevêque Darboy et le curé Deguerry. La Commune acceptait l'échange; il ne restait qu'à l'obtenir de Thiers. De son cachot, le prélat avait écrit une lettre pressante au président. Thiers ne voulut rien entendre, éluda, puis refusa la proposition. Il semble plus que probable que si l'Église, si la droite cléricale, avaient tenu à faire délivrer l'archevêque, Thiers aurait été obligé de céder et la proposition aurait été acceptée. J'ai entendu un membre de l'Assemblée, plus tard haut fonctionnaire de la République conservatrice, me raconter que, comme il parlait avec indignation de la fusillade de l'archevêque devant son neveu, séminariste, celui-ci lui répondit : « Mon oncle, M^{gr} Darboy a été châtié par le ciel, pour sa résistance à l'autorité du Pape. »

La plus grande partie de la Commune blâmait les procédés odieux de Raoul Rigault. On vota en son absence que tous les membres du Conseil pourraient visiter les prisonniers sans y être autorisés par lui : c'était le moyen de contrôler ses arrestations. Il accourut à la séance du lendemain, exigea en vain qu'on revînt sur le vote et donna sa démission. Il sortait par la porte, pour rentrer par la fenêtre. La mode était aux puériles imitations de 93. Il obtint le titre de « procureur syndic » pastiché de la vieille Commune de la Révolution; fonction vague, dont il fit une réalité. Puis, son successeur, Cournet, honnête et modéré, ayant paru insuffisant, il le fit remplacer dans les derniers jours par son ami Ferré. Il avait remis ainsi la main sur la police.

Thiers, sans perdre une minute, se refaisait une armée. Ce vieillard trouvait des forces prodigieuses d'activité pour faire face à une besogne écrasante. Il lui fallait mener de front la guerre civile, les négociations avec l'Allemagne, la lutte avec l'Assemblée où la droite ne cessait de l'assaillir; méfiante et irritée contre lui, impuissante à s'en passer, toujours grondante, toujours domptée. C'est à la fin qu'en réponse à une de ses attaques, il flagella la majorité réactionnaire de cette cruelle réponse : « Attendez huit jours; la tâche sera alors proportionnée à votre capacité et à votre courage », et la majorité se courba sous l'insulte. Visitant les batteries de Saint-Cloud dont il bombardait Paris, comme un officier lui disait que les explosions des canons devaient lui déchirer les oreilles : « Oh ! dit le petit vieillard, cela me repose du bruit de l'Assemblée. »

Pour comble, une insurrection avait éclaté en Algérie. C'était un bonheur contraire à toute prévision que le fanatisme musulman des populations africaines n'ait pas fait explosion, dès nos premiers désastres, contre notre domination. Le mouvement avait éclaté à la fin de février, soulevé par des chefs indigènes, Bou Ali Chérif, Bou Ali ben Haddad et ses fils. Puis el Mokrani s'y était jeté. Le général Saussier le comprima à la tête de 2.000 hommes. Mokrani était tué. Mais les Kabyles, sous Bou Azzis, assiégeaient encore Bougie, qui ne fut délivrée que le 25 juin. L'insurrection avait duré quatre mois.

Revenons au début d'avril et à Versailles, où Thiers se hâtait de reconstituer son armée. D'après les conditions de la paix, la France n'avait pas le droit d'avoir plus de 40.000 hommes sous les armes; mais, quand ce chiffre avait été fixé, on ne prévoyait pas la guerre civile. Thiers obtint sans peine du vieil empereur Guillaume, fort ennemi des révolutions, qu'on lui permît de réunir 80.000, puis 100.000 hommes. Ce nombre fut complété par quelques troupes tirées de province, et surtout par des prisonniers revenant d'Allemagne.

Ce n'était que peu de chose d'avoir des hommes; il fallait qu'ils fussent décidés à combattre sans pitié. On a vu l'état des esprits, dans les troupes ramenées de Paris. Il fallait les ressaisir. Thiers y travailla avec une merveilleuse habileté. Il s'occupait lui-même du soldat, de son bien-



A la salle Graffard : Vive la Commune !

Par Jean Béraud.

être, de ses habillements, de ses vivres; il améliora la nourriture, veilla à ce que rien ne manquât aux hommes. Il allait en personne voir les troupes, s'enquérir de leurs besoins, capter leur esprit. Les prisonniers revenant d'Allemagne étaient travaillés à Cherbourg et à Lille, où on les organisait. On les habituait à considérer Paris comme un repaire de bandits. On allait les préparer jusqu'en Allemagne. Jules Favre, se rendant à Francfort pour y négocier, visitait les prisonniers français à Mayence et leur soufflait sa haine de l'insurrection. Une fois arrivés, il était bien difficile qu'ils ne subissent pas l'action des colères versaillaises, et ne s'accoutumassent pas à voir dans les Parisiens des monstres à exterminer. Il semble d'ailleurs que Thiers, s'il ne les commanda pas, ne découragea pas les fusillades sommaires des gardes nationaux, calculant que, quand il aurait creusé un fossé de sang entre ses troupes et les insurgés, la lutte serait impitoyable. C'est ainsi que de cette armée qui, le 18 mars, était tout entière avec la révolte, il fit celle qui rentrant dans la ville assiégée allait l'ensanglanter du plus affreux massacre de notre histoire.



Une séance du Comité de salut public pendant la Commune.

D'après un document authentique.

Il fallait un chef à cette armée, et toutes les sympathies de Thiers, militaires et politiques, allaient à la vieille armée de l'Empire. On sait qu'il avait songé à Canrobert, un des chefs du 2 décembre; finalement, son choix s'arrêta sur Mac-Mahon.

Thiers poussait vigoureusement le siège : tous les moyens lui étaient bons, même la famine; il fermait aux vivres la route de la capitale; et si Paris assiégé vécut, il le dut, hélas! aux Allemands, qui, du côté occupé par eux, n'arrêtaient pas le ravitaillement. Il faisait écraser sous les obus les remparts et les forts occupés par les hommes de la Commune; bientôt ceux d'Issy et de Vanves ne furent plus tenables. Il disait, dans une proclamation : « Parisiens, le Gouvernement ne bombarde pas Paris : il ne tirera le canon que pour forcer une de vos portes. » Il ne disait pas la vérité : les obus tombaient, serrés, sur le quartier des Champs-Élysées et jusqu'à la place de la Concorde.

Tandis que, de jour en jour, sa situation était plus désespérée, la Commune se déchirait et multipliait les défis à l'opinion.

Elle était pourtant déjà bien abandonnée, même par ce qui avait été son parti. Le 26 avril, elle appelait le suffrage universel aux urnes pour se compléter : elle avait trente et un sièges laissés vacants par les élections multiples, les démissions et les morts; mais les électeurs ne se dérangeaient

plus : il n'en venait que 53.000 au scrutin : tel arrondissement, où il y avait eu 10.000 votants au mois de mars, n'en comptait plus que 1.800. Même dans la citadelle de l'idée communaliste, Batignolles, Montmartre et Belleville (XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e arrondissements), on tombait de 56.000 suffrages à 21.000. En d'autres circonstances, la Commune eût été balayée : on ne pouvait pas la chasser sans la livrer à Versailles et à ses revanches ; on ne l'attaquait pas, mais elle n'était plus soutenue que par une infime minorité. C'est le moment que le grand peintre Courbet choisissait pour s'y faire élire. C'était un maître, le pinceau à la main ; avec cela, un gros enfant barbu, amusant par l'énormité de ses vantardises rustiques, mais gonflé de vanité naïve, nul et perdu dans les choses politiques.

Quelques jours après, la Commune cherchait son salut dans un nouvel et absurde pastiche de 93 : elle créait un « Comité de salut public », à l'imitation de la Convention, comme si elle croyait se grandir, en copiant, en parodiant les mots et les dehors de cette époque héroïque. Ce n'est qu'à six voix de majorité, après deux jours de discussion, qu'elle décida cette sottise et cette abdication.



Rien de bon comme le bois vert pour vous tenir chaud... en marchant.
(Bibliothèque Nationale.)

Elle n'avait ni un Danton, ni un Saint-Just, ni un Carnot à mettre dans son comité : elle le forma de quatre obscures médiocrités et, ce qui était pis, de Félix Pyat. Neuf jours après, elle allait le changer.

Et quelles grandes résolutions, quels efforts sauveurs allait-elle adopter ? Elle allait démolir l'hôtel de Thiers et la colonne Vendôme, sévir contre des plâtras, tandis que Thiers démolissait ses forts et ses remparts.

Puis la Commune s'était coupée en deux partis ennemis. On sait qu'il s'y était formé une majorité acquise à toutes les vio-

lences, contre laquelle luttaien, avec les socialistes de l'Internationale, les écrivains de valeur qui gardaient quelque sens des choses, comme Vallès, Tridon, Vermont, Arthur Arnould, etc. Les exaltés étaient exaspérés de leur résistance. Un jour, un membre du Comité demandait l'arrestation de la minorité. Un autre jour, le 9 avril, la majorité quittait la séance et allait délibérer à part dans une salle spéciale, dont elle refusait l'entrée aux autres. A la fin, le 15 mai, ce fut la minorité qui se fâcha, déclara qu'elle n'assisterait plus aux séances, et publia dans les journaux son manifeste de scission. Vain et tardif désaveu : les remparts croulaient ; l'armée allait entrer dans Paris ; tous allaient être enveloppés dans la solidarité du même désastre ; la minorité rentra dans la Commune, humiliée ; ses adversaires ne lui ménagèrent ni les insultes ni les sarcasmes.

Que devenait cependant l'organisation de la lutte contre Versailles ? On a vu, au début, le Comité central en charger Lullier. Il s'était bientôt brouillé à mort avec les révolutionnaires et avait été jeté en prison. Il en était sorti, avec son prodigieux aplomb, en grand uniforme, la mine hautaine, non sans la connivence de ses gardiens ; puis il avait annoncé qu'il était entouré de deux cents amis sûrs, et brûlerait la cervelle à qui tenterait de l'arrêter de nouveau. Depuis, on n'osait plus y toucher, bien qu'il négociât avec Versailles, et le dît tout haut.

Cluseret avait été mis à la tête de l'armée de l'insurrection. C'était un ancien officier de l'armée française qui avait été servir dans l'armée des États-Unis du Nord, lors de la guerre de Séces-

sion, et en avait rapporté un titre de général américain. Personnage peu sûr, peu capable et très suspect. A la suite d'un premier abandon du fort d'Issy, il avait été destitué et emprisonné à Mazas.

L'insurrection eut alors son seul chef sérieux, Rossel. Le lecteur a vu à Metz ce jeune et brillant officier se révolter contre la capitulation et essayer un soulèvement contre Bazaine. Il était de ceux qui avaient pu s'évader, et avait servi la défense en province dans un poste fort effacé. Rossel était un homme. Ce huguenot rigide rappelait un peu la figure terrible de Saint-Just par ses convictions brûlantes doublées d'une énergie glacée, avec un caractère tranchant d'acier fortement trempé. Son patriotisme, exaspéré par le spectacle d'une monstrueuse trahison, avait tourné en haine violente, en haine aveugle d'une société où de telles infamies sont possibles : de désespoir, il s'était donné à la Commune.

On l'y avait vite remarqué : il avait d'abord été chargé de présider une cour martiale créée



Renversement de la colonne Vendôme.

(Bibliothèque nationale.)

pour rétablir un peu de discipline dans le désordre de la garde nationale. La rigueur de ses condamnations avait effrayé, mais montré quel homme il était : Delescluze le fit prendre comme délégué de la Commune à la Guerre.

Il se trouva bien vite en face d'un de ses camarades d'école, capitaine dans l'armée de Versailles, qui sommait le fort d'Issy de se rendre, menaçant, si l'on résistait, de passer la garnison par les armes. Rossel lui répondit ces quelques lignes : « Mon cher camarade, la première fois que vous vous permettrez d'envoyer une sommation aussi insolente que votre lettre autographe d'hier, je ferai fusiller votre parlementaire, conformément aux usages de la guerre. Signé : Votre dévoué camarade, Rossel. »

Puis il s'efforça de rétablir quelque autorité et quelque discipline dans l'armée de la Commune. Il tentait une tâche impossible. Tout le monde donnait à la fois des ordres, que personne n'exécutait. Pyat, au nom du Comité de salut public, prétendait commander directement les forts. Le Comité central, qui ne cessait de se dresser en face de la Commune, s'était installé au ministère de la Guerre, et Rossel devait composer avec lui et accepter ses immixtions. Les

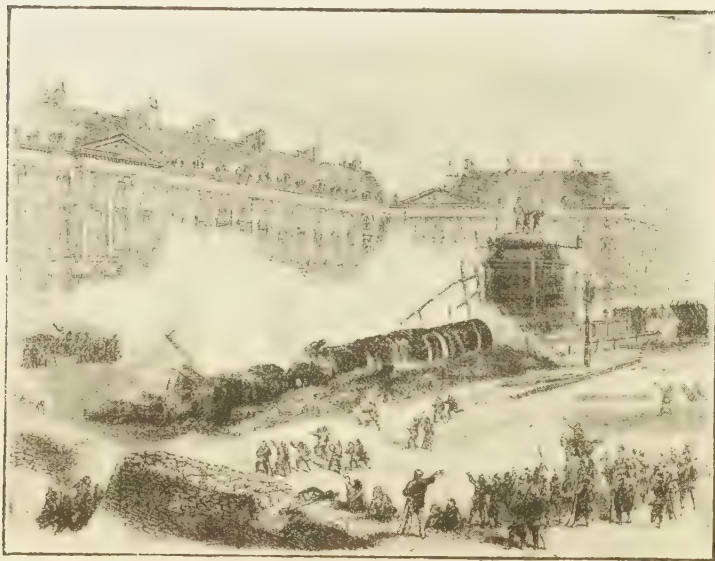
chefs de légion de la garde nationale repoussaient tout effort pour la réorganiser. Ils affirmèrent qu'ils pouvaient, en un jour, réunir 12.000 hommes : Rossel les prit au mot. Le rendez-vous était fixé place de la Concorde. Ils y amenèrent à grand'peine 6.000 à 7.000 hommes, et dans un tel état de désorganisation, qu'il ne fallait pas songer à les faire marcher.

Rossel reconnut alors qu'il n'y avait rien à faire et donna sa démission qu'il publia dans les journaux : « J'ai deux lignes à choisir, disait-il, briser l'obstacle, ou me retirer. Je ne briserai pas l'obstacle : car l'obstacle, c'est vous et votre faiblesse. Je me retire, et j'ai l'honneur de vous demander une cellule à Mazas. »

On le regrettait à Paris, et le Comité central vota une dictature militaire dont Rossel serait le chef, comptant, avec une idée fixe, ressaisir le pouvoir à l'ombre du dictateur. La Commune avait résolu l'arrestation de Rossel. Delescluze s'obstinait à le défendre; Piquet, enragé de haine, le poursuivait de son acharnement. A la fin, comme Rossel était venu attendre son sort à l'Hôtel de Ville, on décida, non plus seulement son arrestation, mais son renvoi devant la Cour martiale,

où il avait pour successeur son ennemi déclaré. Rossel, au bras du membre de la Commune Gérardin, sortit tranquillement de l'Hôtel de Ville, prit un fiacre et disparut.

Delescluze prit alors le titre de « délégué à la Guerre ». Il était du nouveau Comité de salut public que la Commune avait substitué à celui de Pyat. En réalité, les forces de la Commune étaient livrées au chaos. A la fin on eut l'idée désespérée de faire appel aux terribles puissances des explosions dont la chimie arme la science pour les plus hideuses destructions, de miner



La colonne Vendôme renversée.

Paris, de le faire sauter sous les pieds des vainqueurs; et la Commune nomma deux docteurs pour en préparer l'emploi. Les deux docteurs ne firent rien.

Versailles était déjà dans Paris par ses agents, qui y organisaient les trahisons. La Commune, avec ses violences et ses vexations, donnait un étrange exemple d'impuissance. On la voyait perdue : les uns acceptaient l'argent versaillais. Deux secteurs avaient été confiés à deux chefs polonais. On travaillait à grouper, dans les quartiers conservateurs, des gardes nationaux contraires à la Commune, qui, à l'entrée des troupes, prendraient parti pour elles. On introduisait en secret des brassards tricolores qui leur serviraient de signe distinctif; la police de la Commune en saisit 20.000. Parmi ces instruments secrets du Gouvernement, figurait un certain Barral de Montaut, qui devait jouer un rôle bien étrange et, par son affectation de zèle pour l'insurrection, s'était emparé de l'esprit violent et imbécile d'un membre de la Commune, Urbain. Nul ne devait plus tard être plus cruel pour les vaincus, et les accabler de calomnies plus absurdes et mieux démenties. Mais, en attendant, pour mieux cacher son rôle, il poussait Urbain à réclamer l'exécution des otages.

De bons républicains faisaient encore tous leurs efforts pour arrêter cette affreuse guerre civile. Une puissante association s'était formée pour s'interposer entre les combattants et amener une solution pacifique : la Ligue pour les Droits de Paris; elle avait à sa tête ceux qui, après le

18 mars, avaient tenté, en négociant avec l'Assemblée d'un côté, avec le Comité central de l'autre, de rétablir la légalité dans Paris : les Floquet, les Lockroy, les Clemenceau, qui à la fin de mars et au début d'avril avaient donné leur démission de membres de l'Assemblée. Des hommes fort modérés comme Henri Martin, l'illustre historien, s'associaient à leur œuvre sans renoncer à leur siège de représentant. Ils étaient secondés par l'Union nationale des Chambres syndicales, groupant 7.000 commerçants et industriels.

Les conciliateurs étaient pourchassés des deux côtés : par Thiers, par la Commune. Celle-ci voulait faire arrêter Floquet. Le Gouvernement légal allait à la fin jeter Lockroy en prison.

Si la Ligue échouait dans ses principales tentatives, elle réussissait au moins à obtenir une courte et utile suspension des hostilités. La malheureuse population de Neuilly éprouvait le sort le plus affreux. C'est sur elle que tombait le fort du bombardement. La Ligue obtint pour Neuilly un court armistice, le 25 avril, de 9 heures du matin à 5 heures du soir. La population put ainsi chercher refuge dans des séjours moins exposés.

La franc-maçonnerie voulut aussi protester contre les horreurs de la guerre civile et pour la cause de la pacification.

Après avoir vu ses délégués revenir de Versailles sans avoir rien obtenu, elle organisa, le 29 avril, une grande et imposante manifestation. Dix mille francs-maçons, revêtus de leurs insignes, allèrent, au milieu d'une immense foule de curieux, planter leurs soixante-deux bannières sur les remparts bombardés. On arrêta le feu pour eux : il y avait des francs-maçons dans les deux armées, et on laissa leurs délégués arriver jusqu'à Versailles. Ils n'obtinrent qu'un nouvel armistice, jusqu'au 30, 8 heures du soir. Le 2 mai,



Scène du bombardement.

les francs-maçons qui avaient organisé la manifestation déclaraient que, n'ayant pas eu satisfaction du côté du Gouvernement, ils se prononçaient pour la Commune. C'était changer le sens de leur action, et beaucoup de leurs frères les désavouèrent.

La province allait se prononcer à son tour. On espérait, à l'Assemblée, qu'elle partagerait les passions versaillaises contre Paris. On comptait voir se reproduire ce qui s'était passé pour les journées de juin 48. Grave illusion : en 1848 on voyait dans la révolte un soulèvement communiste menaçant le droit de propriété : on n'avait pas de crainte pareille en 1871.

De nombreuses municipalités avaient envoyé des délégations au président. On venait demander à Versailles la fin de la guerre civile, et surtout des garanties pour la République.

On allait appliquer la loi récente, loi assez libérale, votée par l'Assemblée pour les élections municipales. C'est le 30 avril que le suffrage universel eut la parole dans toute la France. Les élections municipales furent une victoire éclatante pour le parti républicain, même radical.

La Ligue pour les Droits de Paris recevait ainsi du pays des forces décisives : les nouveaux élus étaient d'avance acquis à ses idées et à ses efforts. Elle résolut d'en profiter et de convoquer en province un grand Congrès de maires qui jetterait dans la balance le poids des opinions et des volontés que la France venait d'exprimer. On choisit Bordeaux comme siège du Congrès. Le Gouvernement, sous la pression de la majorité de l'Assemblée, inquiète et furieuse, interdit vio-

lement tout congrès de cette nature en vertu d'une loi datée de la période la plus autocratique de l'Empire. C'est alors qu'il fit arrêter Lockroy et d'autres. Malgré l'interdiction, malgré le préfet, un congrès partiel eut lieu à Lyon. On y vota la dissolution de la Commune, la cessation des hostilités, des élections municipales à Paris, la nomination d'une Constituante à la place de l'Assemblée à Versailles. C'était le programme de la grande majorité du pays.

Tout devait échouer devant le parti pris du Gouvernement. Est-ce à dire que ce puissant mouvement n'avait pas eu de résultat ? Il semble probable qu'au fond de sa pensée, Thiers, jusque-là, restait irrésolu, tiraillé qu'il était entre ses sympathies orléanistes et les difficultés d'une restauration. Il fut, en quelque sorte, obligé de se décider pour la République, et il le dira aux délégués qui lui venaient de toutes parts, comprenant qu'à ce prix seulement il pouvait isoler l'insurrection parisienne, et que la France ne supporterait pas une restauration. Il prit ainsi des engagements qu'il tint ensuite.

Les fortifications n'étaient plus défendables : sous les obus qui les dévastaient, peut-être aussi par l'effet des trahisons qu'on avait achetées, une bonne partie des remparts n'avaient plus de défenseurs. Dès le 21, vers 3 heures, un certain Ducatel, piqueur du service municipal, faisait, du haut de l'enceinte, signe aux troupes avec son mouchoir, et leur annonçait que l'enceinte était abandonnée. Les troupes de Versailles occupaient la porte de Saint-Cloud.

La Commune venait de supprimer gravement les titres de noblesse. Elle s'occupait à juger Cluseret quand elle apprit que la ville était prise.

X. — La prise de Paris et la répression.

J'aborde le récit d'horreurs qui sont sans égales dans les annales de la France depuis le Moyen Age.

Il faut, en lisant ces pages affreuses, se rappeler qu'au milieu de certaines tempêtes, dans l'angoisse de certains désastres, les foules et les armées, emportées par des accès de fureur insensée, deviennent en quelque sorte inconscientes et irresponsables.

On a vu les troupes de Versailles entrer le 21 au soir dans Paris. Rien n'était prêt pour leur tenir tête. Elles n'eurent, en quelque sorte, qu'à aller devant elles. La Commune avait assez stupidement mis un vieux cordonnier, Gaillard, à la tête de l'organisation des barricades. Elle pouvait préparer, derrière les remparts, une guerre des rues formidable. Qu'on se rappelle les journées de juin 1848, et qu'on songe ce qu'eût été une lutte du même genre, contre un peuple armé de canons et ayant pu se retrancher à loisir ! Mais rien n'était prêt : il n'y avait guère de barricades ; là où il y en avait, elles n'étaient pas défendues ; les fédérés étaient surpris et dispersés ; c'est à peine si, au début, il y eut quelques faibles essais de résistance. Le 22 au matin, la troupe, presque sans combat, arrivait sur la rive droite jusqu'au Trocadéro et occupait Grenelle sur l'autre rive. Le soir, elle arrivait à la gare Saint-Lazare, d'un côté, à l'École militaire de l'autre. Il est probable que si l'armée avait profité de la surprise et de la désorganisation des communards pour pousser hardiment de l'avant, elle aurait vite occupé Paris et épargné d'affreux malheurs. C'est, dit-on, ce que demandait le général Clinchant : Mac-Mahon refusa obstinément.

Il voulait aller prudemment : s'avancer d'abord le long de l'enceinte, cerner l'insurrection en la refoulant et en la resserrant : bon moyen pour former, dans le domaine graduellement comprimé où on l'étoufferait peu à peu, un foyer de désespoir exaspéré et de démence furieuse.

Dès le début, la lutte prit, chez le vainqueur, le caractère d'une guerre d'extermination, non seulement contre la Commune, mais contre Paris. Les chefs, pour la plupart bonapartistes, avaient la haine de la capitale : ils y entraient en ennemis implacables. Même dans les quartiers en grande partie déserts d'Auteuil et de Passy, ils commençaient à fusiller tout ce qu'ils pouvaient. Soixante cadavres de malheureux passés par les armes au cimetière d'Auteuil, trente dans un jardin de la Muette, d'autres encore çà et là, montraient qu'il n'y avait, pour les prisonniers, pas de pitié à attendre. Du reste, tout habitant de Paris semblait mériter un coup de fusil, quel qu'il fût : témoin cet Anglais, Russel, qui, ouvrant aux Champs-Élysées son débit de « stout », le matin du 22, sans savoir que les troupes fussent entrées et qu'il y eût combat, fut aperçu, visé et tué par

nos soldats. Sa mort fit quelque bruit dans la presse anglaise, et l'on ouvrit pour sa veuve une souscription en tête de laquelle s'inscrivirent des membres de l'aristocratie britannique.

On ne se contentait pas du hasard des fusillades, et dès le début, on installa ce qu'on peut appeler des « abattoirs », c'est-à-dire des endroits où l'on amenait les prisonniers arrêtés ou dans les rues ou même dans les maisons, et où on en exécutait un grand nombre. Les premiers semblent avoir été au parc Monceau sur la rive droite, à l'École militaire sur la rive gauche. Au parc Monceau, le général Clinchant, averti par le bruit de la tuerie, allait se fâcher, quand on lui montra les ordres supérieurs en vertu desquels on fusillait. A l'École militaire, le capitaine Garcin, officier d'état-major de Cisse, interrogeait les prisonniers et désignait les victimes. Avant même qu'il y eût eu un combat sérieux, l'extermination était commencée et organisée.



La place Vendôme pendant la Commune.

D'après une photographie directe.

Le lendemain, 23 mai, la Commune reçut un coup mortel. A 1^h 30, Montmartre était aux mains de l'armée.

Comment cette facile conquête fut-elle possible ? On accusa Cluseret, qu'on avait relâché, qui devait défendre la Butte et qui disparut. La Cécilia, un des héros de Châteaudun passé à la Commune, n'avait que quelques centaines d'hommes pour défendre la position assaillie de tous les côtés. A 1 heure, la Butte était cernée ; à 1^h 30 l'armée en occupait le sommet et le drapeau tricolore flottait sur la tour de Solférino. L'un des chefs polonais, Dombrowski, avait été tué dans le combat. Il s'écriait en mourant : « Et ils disent que je les ai trahis ! »

A Montmartre le massacre fut effroyable. La Butte avait une terrible réputation révolutionnaire ; on noyait dans le sang ce foyer de désordre. Les maisons étaient fouillées, on tuait pêle-mêle ; le quartier était couvert de cadavres. Au reste, la fureur de destruction s'exaspérait. Le même jour on prenait la Madeleine ; on poursuivait les fédérés jusque dans les caves ; on y immolait à coups de fusil, à coups de haïonnette, trois cents gardes nationaux.

Aussitôt après des feux sinistres salissaient le ciel de leurs lourdes colonnes de fumée où flamboyait le jaune éclat des flammes.

On a comparé l'embrasement de Paris sous la Commune à celui de Rome par Néron comme si l'on pouvait y voir une sorte de dilettantisme de destruction analogue à celui du fameux César. Rien de plus faux : les incendies étaient des crimes; mais c'étaient les crimes du désespoir, les transports de rage d'hommes traqués dans une affreuse battue où ils n'avaient pas de merci à attendre, la revanche aveugle de victimes condamnées d'avance et libres encore de tirer de leur mort prochaine une précoce vengeance.

N'eurent-ils pas des excitateurs secrets qui exploitaient et dirigeaient leur fureur? Paris regorgeait d'agents bonapartistes en relation avec la Commune, et l'on a remarqué que les incendies, surtout les premiers, détruisaient tous les endroits où se trouvaient les pièces dont les hommes de l'Empire pouvaient redouter la publication : le ministère des Finances, la maison du sénateur Mérimée, la Cour des Comptes, la Préfecture de Police, les Tuileries, l'Hôtel de Ville. Ernest Picard, le ministre de Thiers, haïssait bien la Commune; il n'en accusait pas moins les bonapartistes d'avoir leur large part dans l'incendie du ministère des Finances; il citait des faits que nous ne pouvons plus connaître, parce qu'il demanda le huis clos pour les dévoiler à la Commission d'enquête de l'Assemblée. Il semble résulter aussi d'une enquête postérieure, qu'on fit disparaître, par une fusillade sommaire, un témoin gênant, pour l'incendie de la préfecture de police. Ce serait une coïncidence bien singulière que la colère aveugle des communards ait si opportunément choisi par hasard les édifices qu'elle faisait dévorer par le feu.

Bientôt on se mit à incendier de tous côtés. Toutes ces flammes n'étaient pas allumées par la passion. Certaines s'expliquent par des vues intéressées. Cinq ans plus tard, un personnage fort conservateur fut condamné aux travaux forcés pour avoir mis lui-même le feu à son appartement. On découvrit alors que sous la Commune, trois maisons avaient brûlé dans des quartiers très différents : celles où se trouvaient les pièces d'une faillite de deux millions qui allait peser sur lui. Il n'est pas douteux que certains incendies aient servi à régler des situations financières ou commerciales compromises.

Les troupes s'avançaient dans Paris; l'armée de l'insurrection, qui luttait contre elles, n'était plus nombreuse. Un historien impartial de la Commune l'évalue à une dizaine de mille hommes. 10.000 contre 100.000. Il n'y eut de lutte acharnée que sur un très petit nombre de points : la plupart des barricades, hâtivement improvisées, n'allaient pas à hauteur d'homme et n'avaient que quelques défenseurs. L'une d'elles, rue de Rennes, à côté de Saint-Germain-des-Prés, était défendue par vingt-sept hommes seulement, et tint trente-six heures; d'autres, par cinq ou six; une dernière par un seul, tirant avec six fusils; on attendit, pour la prendre, qu'il eut épuisé ses munitions. Telle barricade n'avait pour garnison que des femmes, rougissant de la défection des hommes; telle autre des enfants. On sait si les gamins de Paris ont eu, de tout temps, la passion des combats. L'armée avançait très prudemment. D'après Mac-Mahon lui-même, dans les cinq jours de la lutte, elle ne perdit que 800 hommes : un peu moins d'un homme pour mille.

Il y eut pourtant, dès les premiers jours, des luttes plus âpres contre des forces plus importantes : d'abord devant le ministère de la Marine et la place de la Concorde, où le feu des communards arrêta quelque temps la troupe; puis, sur la rive gauche, à la place Saint-Pierre-de-Mont-rouge, rue Vavin et à la Butte aux Cailles. Un combat acharné se livra aussi au pont d'Austerlitz. Il fallut tourner les fédérés pour en venir à bout.

Raoul Rigault n'oubliait pas ses haines au milieu du combat. Ses proies allaient lui échapper : il voulait leur sang. Le mercredi soir, avant que la prison de Sainte-Pélagie tombât aux mains de l'armée, il y courait. Le lecteur sait qu'il y avait fait enfermer Chaudey, loyal et solide républicain, disciple de Proudhon, qu'il accusait, contre la vérité, d'avoir fait tirer sur le peuple le 22 janvier. Il se faisait ouvrir la porte de la prison et le faisait fusiller sous ses yeux. Scène affreuse, dans les ténèbres, à la lueur d'une lanterne. Les fédérés avaient horreur de leur besogne de bourreaux et tiraient à côté ou trop haut. Il fallut s'y reprendre à deux fois. Chaudey criait : « Vive la République! »

Il avait un ami dévoué, Cernuschi, avec lequel il faisait le journal *Le Siècle*. Cernuschi, tout jeune en 1848, avait été un des chefs de la révolution italienne. Réfugié en France, il y

avait gagné, dans la finance, une énorme fortune. C'était un homme d'un grand talent, grand lecteur d'idées, avec une éloquence pittoresque à laquelle un violent accent italien donnait une curieuse physionomie. Ami intime de nos républicains sous l'Empire, il avait donné 200.000 francs pour la propagande contre le plébiscite. Puis il avait voulu adopter notre patrie à l'heure où elle était malheureuse, et s'était fait naturaliser Français après le 4 septembre. On sait qu'en mourant il a légué à notre pays son magnifique musée d'objets de l'Extrême-Orient.

Informé des périls de Chaudey, il était accouru à Sainte-Pélagie avec son ami Théodore Duret. Il trouva là les troupes de Versailles : tous deux furent arrêtés. On en avisa le général de Lacretelle, qui commandait là : « Cernuschi ! l'homme des 200.000 francs ! s'écria-t-il, qu'on le fusille ! » C'était l'Empire qu'on vengeait. L'officier chargé de l'exécution fut inquiet et demanda



La Rue Royale pendant la Commune.
D'après une photographie directe.

un ordre écrit. Le général n'osa pas le donner. On raconte aussi qu'un membre de la droite de l'Assemblée, Hervé de Saisy, intervint. Cernuschi et Duret furent sauvés.

A mesure que l'armée avançait, le massacre continuait et devenait plus atroce. Il serait douloureusement fastidieux de raconter toutes les scènes de boucherie qui ensanglantaient Paris. Deux exemples en donneront l'idée, l'un raconté par le Dr Robinet, l'éminent historien de Danton. Quand les troupes arrivèrent rue du Cherche-Midi, quelques hommes s'arrêtèrent dans un débit, au coin de la rue Saint-Placide. On jouait des tournées, à qui fusillerait une créature vivante dans la rue déserte. On visa et tua ainsi un chien, une servante sur le pas de sa porte, une porteuse de pain.

Un peu plus loin, on avait fait une ambulance du séminaire de Saint-Sulpice. La troupe arriva. Un capitaine et un lieutenant entrent, fous de rage froide, prétextent (sans vérité) qu'on a tiré des fenêtres, tuent le médecin, le Dr Fancu, puis deux infirmiers, et achèvent à coups de pistolet, ou font achever à coups de baïonnette, les blessés dans leur lit.

Il ne faut point oublier une des exécutions isolées, celle de Millièrre. Il n'avait pris aucune part à l'insurrection, s'était longtemps associé aux efforts des conciliateurs, et ce n'est qu'à la dernière minute qu'il avait accepté un commandement dans la garde nationale. Élu représentant, il n'avait jamais donné sa démission de membre de l'Assemblée de Versailles : il en faisait encore partie. Cela n'empêcha pas le capitaine Garcin, quand il fut pris, de le faire fusiller au Panthéon sans aucune forme de procès.

Les « abattoirs » se multipliaient dans la partie occupée par les troupes. Il y en avait partout : dans toutes les mairies, dans nombre de monuments publics, sur d'autres points encore. Ils devaient fonctionner encore après le combat. Les fusillades sommaires, après un simulacre de jugement, crépitaient sur quinze ou vingt points distincts. Un de ces centres d'exécution était établi rue des Rosiers, dans la maison où les généraux Lecomte et Thomas avaient été assassinés. On y obligeait les prisonniers ramassés au hasard, à rester à plat ventre dans la poussière, sous un dur soleil de mai, pendant des heures, demandant pardon au mur devant lequel ces deux assassinats avaient

été commis. Puis, au hasard, on en prenait un sur dix, qu'on allait fusiller : le reste était envoyé à Versailles.

Au Luxembourg, était établi un simulacre de cour martiale qui interrogeait à la hâte des gens par fournée, et en envoyait bon nombre à la mort. C'est au Luxembourg que fut condamné, si ce mot peut s'appliquer à cette organisation du meurtre, Tony Moilin, coupable d'avoir été délégué à la mairie de Saint-Sulpice, sans avoir pris d'autre part à l'insurrection. Des années après, le piédestal d'un des lions



Incendie des Buttes-Chaumont.
D'après une gravure contemporaine.

qui décorent le jardin, à l'entrée de l'avenue de l'Observatoire, était encore tacheté des éraflures des balles.

De ces « abattoirs », le plus meurtrier fut celui qui fut créé au théâtre du Châtelet. Là, on amenait les prisonniers par centaines : dirai-je qu'on les jugeait ? On décidait de leur sort, en quelque sorte, à la vapeur. Puis on acheminait de longs troupeaux de victimes à la caserne Lobau. On les faisait entrer dans la cour : des fenêtres, on tirait dans le tas, pêle-mêle, jusqu'à ce que tous fussent tombés. Je tiens de l'illustre écrivain Edmond de Goncourt, si conservateur, mais témoin oculaire, un détail saisissant. A l'exécution de chaque fournée, un rouge ruisseau de sang humain se déversait de la caserne et allait à la Seine voisine. L'aumônier envoyé pour confesser les condamnés pataugeait dans cette boue sanglante ; ses souliers et sa soutane en étaient teints. Un grand nombre de cadavres étaient portés à côté, au square Saint-Jacques, dont les grilles étaient fermées et où on les ensevelissait à la hâte, souvent à moitié. On était dans la splendeur du mois de mai ; sous la joyeuse explosion du printemps, sous ses verdure éclatantes, sous les lilas en fleurs, on voyait sortir du sol des pieds, des mains décomposés, des têtes hagardes de morts mal enterrés.

D'où venaient les prisonniers dirigés sur les « abattoirs » ? Ce n'étaient guère des combattants : les combattants n'allaient pas jusque-là. La plupart périssaient sur place. C'était la foule innombrable des gens arrêtés, ou dans les rues, ou dans les maisons. La troupe, en fouillant celles-ci,

s'emparait de tout ce qui lui semblait suspect, parfois même de tout le monde, si elle jugeait utile d'occuper l'immeuble. Ajoutez les dénonciations. Des milliers d'amis de Versailles, vrais ou faux, sortaient de leurs cachettes dans les quartiers occupés, se décoraient d'un brassard tricolore, s'arrogeaient le droit de police, pourchassaient, signalaient, arrêtaient à tort ou à raison ceux qui, peut-être quelques jours avant, faisaient de même en sens contraire. Le caricaturiste Grévin publiait un dessin où l'on voyait une concierge dire à son mari : « Tu sais, maintenant, c'est aux autres qu'il faut dénoncer les gens. » On devine que de bas intérêts, que de vengeances féroces, que de revanches contre des créanciers, que de rancunes contre des ennemis personnels profitaient de l'occasion. On jugera de la fureur de la délation par un chiffre : en deux mois, la préfecture de police reçut le chiffre fantastique de 380.000 dénonciations anonymes. Les malheureux pris de la sorte étaient envoyés à la mort, au galop, au petit bonheur, le plus souvent sans qu'on sût rien d'eux, sauf leur nom, s'ils le donnaient exact. Il est certain que beaucoup de réactionnaires périrent dans le pêle-mêle. Un Hollandais, fort avare, fut fusillé parce qu'il portait sur lui 150.000 francs. Sa femme réclama; le Gouvernement hollandais l'appuya. Mais les 150.000 francs avaient disparu. La France rendit moitié à la veuve. Ce furent les contribuables français qui payèrent.

Dante, dans son enfer, n'a rien imaginé qui atteigne l'horreur de ces affreuses journées : le pavé des rues bouleversées par les barricades, d'affreuses lueurs d'incendies dans des nuages de suie à tous les points de l'horizon, la terreur des délations, dans les rues des tas de cadavres

parfois à demi calcinés; tout autour, des groupes où quelques-uns les insultaient, s'amusaient, par dérision, à faire faire à leurs membres roidis des gestes ridicules; si quelqu'un protestait, on s'en éloignait en tremblant, par crainte que ce ne fût un agent provocateur. Soudain, une explosion, comme celle de la poudrière du Luxembourg, s'y ajoutait, faisant trembler le sol et éclater les vitres.

La mort était partout; on s'y habituaient comme à un accident tout simple. J'avais fui ma maison incendiée. Arrêté dans le combat par les communards comme réfractaire, je les suivais passivement, sans résistance, au cabaret où ils voulaient « me juger », quand on me fit échapper. Victor Hugo a raconté l'histoire (véritable) de l'enfant que la troupe allait fusiller. Il demanda à rapporter auparavant à ses parents la montre qu'ils lui avaient donnée. On en a pitié; on le laisse aller, sans croire à cette bizarre défaite. La montre rapportée, il revient s'offrir aux balles ! Les troupes l'ont épargné.

Le 25, la Commune était acculée au nord-est de Paris, sur les hauteurs des Buttes-Chaumont et de Belleville, et au-dessous, dans le XI^e arrondissement, jusqu'à la placé du Château-d'Eau. Ceux des combattants enrégés qui, après avoir soutenu la lutte dans le reste de Paris, vivaient encore, y avaient été refoulés, accumulés dans un état d'exaspération folle. L'Hôtel de Ville brûlait : les membres de la Commune siégeaient à la mairie du XI^e.

La férocité froide et narquoise de Rigault n'était plus là pour pousser à la tuerie. Il avait,



Exécution des otages.

Lithographie par Dubourg.

pour échapper, loué sous un nom supposé une chambre dans un petit hôtel de la rue Gay-Lussac. Comme il y rentrait, son uniforme de fédéré l'avait fait arrêter. Il avait dit son nom, et avait été abattu d'un coup de revolver. Mais sa pensée était toujours là, représentée par son sinistre disciple, Ferré. C'est Ferré qui envoya, le 24, à la Roquette l'ordre d'immoler six otages.

Il avait désigné l'archevêque, Bonjean, Jecker, le banquier du Mexique, et trois autres, au choix : comme si peu lui importaient les cadavres : il ne tenait qu'au chiffre. On lui demanda de préciser ; il ajouta à la liste deux pères jésuites et l'aumônier Allard. Le gardien chef, Guiton, de son autorité privée, substitua le curé Deguerry au banquier. On conduisit le groupe des victimes jusqu'au second chemin de ronde, qui domine l'angle des rues de la Folie-Regnault et de la Vacquerie. En route, on s'était arrêté dans un petit jardin : les six avaient cru qu'ils allaient mourir là. Cinq avaient reçu à genoux l'absolution de Darboy. Mais leurs bourreaux les menaient plus loin, à l'endroit que j'ai indiqué. Le peloton d'exécution était composé de ces sinistres enfants de Paris, chez qui les instincts du sang devançant les premiers poils de la lèvre et du menton. Tous tombèrent en croyants et en braves. On avait glorifié la foi chrétienne dans le sang de nouveaux martyrs.

Ferré apprit son hideux exploit aux membres de la Commune réunis à la mairie du XI^e. Ceux qui avaient encore conscience des choses en furent atterrés. Vermorel s'écria : « Il ne reste plus qu'à se faire tuer. »

Delescluze y était déjà résolu. Il avait écrit à sa sœur, la seule tendresse qui lui restât au monde : « Pardonne-moi de partir avant toi, qui m'as sacrifié ta vie. Mais je ne me sens plus le courage de souffrir une nouvelle défaite après tant d'autres. Ton souvenir sera le dernier qui visitera ma pensée avant d'aller au repos. Je te bénis, sœur bien-aimée, toi qui fus ma seule famille depuis la mort de notre pauvre mère. » Puis, calme, stoïque, d'un pas ferme, sa canne à la main, il gagna la barricade qui fermait l'entrée du boulevard Voltaire et en gravit les degrés, offrant sa poitrine. Il tomba, percé de trois balles.

Vermorel était près de lui. On lui offrait un fusil. Il le repoussa, disant : « Je ne suis pas venu pour combattre, mais pour mourir. » Il ne fut pas tué du coup : ce n'est qu'un peu après qu'il mourut de ses blessures.

La dernière citadelle de l'insurrection devait tenir encore deux jours, le 26 et le 27. Au milieu de quelles féroces passions, on le devine ! Déjà, le 25, les Dominicains, qu'on avait enfermés avenue d'Italie, avaient été massacrés. On avait épargné Jecker : Ferré envoya de nouveau l'ordre de le tuer. On ne sait pourquoi ses exécuteurs l'avaient promené une demi-heure, jusqu'à l'angle de la rue de la Chine et des Basses-Futaies, avant de le fusiller. Mais l'implacable Ferré n'était pas encore abreuvé de sang. Il renvoya prendre à la Roquette de nouvelles victimes, des policiers, trois Jésuites, quatre religieux, trois prêtres, un séminariste, trente-sept gardes de Paris. On les conduisit hors de la prison. Ils tombèrent sur une foule de furieux, exaspérés par le combat, repoussés jusqu'aux Buttes-Chaumont, qui cria : « Les otages ! A mort ! » En vain un membre de la Commune, Varlin, un membre du Comité central, Pyat, essayèrent de les sauver : on les menaçait, on les traitait de Versaillais. Les prisonniers, jetés dans un enclos, furent hideusement exterminés.

Ce n'était pas encore assez pour Ferré et, le lendemain 27, il retournait lui-même à la Grande Roquette. Mais, cette fois, on n'était plus disposé à se laisser faire. On se barricada dans les cellules. On ne sait qui cria : « Voilà les Versaillais ! » A ce cri, tout détalait : Ferré, le directeur, les gardiens nommés par la Commune. Par malheur, des prisonniers aussi voulurent fuir, et les Versaillais n'étaient pas là. Ils tombèrent dans une foule folle de rage, qui les massacra : dans le nombre, l'évêque de Sura.

La dernière heure de la Commune allait sonner. Elle n'avait plus que le cimetière Lachaise, assailli de tous côtés. La lutte suprême se livrait parmi les tombes, les fleurs et les cyprès du magnifique cimetière, d'où la vue domine tout Paris, ses palais, ses églises, ses toits, ses coupôles ; d'où elle pouvait alors embrasser tous les brasiers fumants qui avaient été des maisons et des édifices. On y échangea des coups de fusil jusque dans la nuit. Puis la dernière résistance fut écrasée. Un des murs du cimetière est resté fameux par le nombre énorme de prisonniers qu'on y adossa pour

les fusiller. On l'appelle encore le mur des Fédérés. On s'y est servi d'une mitrailleuse pour hâter les exécutions.

Paris était conquis; mais la guerre civile fut encore prolongée longtemps par les abattoirs, où l'on continuait à tirer, maintenant sans combat, sur des poitrines humaines. La Seine charriait des morts. Les rues étaient encombrées de tas de cadavres qui pourrissaient aux chaleurs précoces du printemps. On les emportait hâtivement par fourgons. On allait les brûler avec de la chaux et du goudron. D'affreuses exhalaisons empoisonnaient l'atmosphère. On craignait la peste. Jamais, depuis des siècles, l'histoire n'avait vu pareil charnier.

Quel a été le nombre des morts? Un seul en a eu une idée un peu exacte : l'entrepreneur chargé de l'enlèvement des corps. Il a dit le chiffre à un de mes amis, qui n'a jamais voulu me le révéler. J'ai autrefois, dans un livre qui fit quelque bruit, essayé de le calculer et, pour être modéré, je l'ai fixé à 30.000. Je savais que je restais au-dessous de la vérité. Le chiffre probable oscille entre 30.000 et 40.000. Mac-Mahon en a avoué 17.000, à peu près la moitié. Il rappelle que les pertes de l'armée étaient de 800 hommes. Ce fut la boucherie la plus démesurée de notre histoire. Deux comparaisons permettront d'en juger. D'après les évaluations les plus fortes, la Saint-Barthélemy, dans toute la France, a fait 10.000 victimes; à Paris, de 2.000 à 4.000. Que n'a-t-on pas dit de la Terreur de la Révolution! En prenant les chiffres les plus excessifs, pendant de longs mois (de septembre 1792 jusqu'au 9 thermidor 1794), elle a immolé 17.000 victimes. On en a tué deux fois plus à Paris, en quelques semaines, après la Commune.



Exécution d'otages.

Pendant le combat, et dans les deux mois qui suivirent, d'énormes colonnes de prisonniers étaient dirigées sur Versailles : ceux qu'on n'avait pas fusillés sur l'heure; peu de fédérés ayant pris part à la lutte; ce qui restait du pêle-mêle et du hasard des arrestations; dans le nombre, des vieillards, des enfants, des malades, force femmes, même enceintes : 26.000 jusqu'au 24 mai; 45.000 jusqu'à la fin de juillet.

Déjà, la traversée de Paris était atroce pour les malheureux : sous les huées, sous les coups des curieux, il leur fallait passer dans les quartiers riches des Champs-Élysées, abandonnés par leurs aristocratiques habitants, mais peuplés encore de leur aristocratique valetaille, aussi haineuse et plus violente. En route, ces colonnes rencontraient parfois le général marquis de Gallifet; le lecteur a déjà vu à l'œuvre ce curieux personnage : un condottiere du Moyen Âge doublé d'un homme de plaisir; intrépide, avec un cynisme spirituel et provocant; non seulement féroce, mais ayant la vanité et l'ostentation de sa férocité; posant pour le noble bourreau, avec des mots à effet. Il arrêta les colonnes, paraissait, se nommait, jouissait de voir trembler ses prisonniers à son nom, et faisait tirer parfois jusqu'à quatre-vingts victimes pour les fusiller tout de suite, à l'arc de Triomphe ou ailleurs. Cela au hasard, ou d'après des idées d'une fantaisie capricieuse. Des cheveux blancs, une barbe blanche étaient pour lui des crimes dignes de mort. « Toi, disait-il, tu as déjà vu une Révolution : tu es sans excuse d'avoir recommencé. »

Puis, après lui avoir payé son tribut, la colonne prenait la longue route de Versailles, par

Sèvres, à pied sous un soleil déjà brûlant. Comme cela a lieu souvent, à un hiver d'une rigueur exceptionnelle avaient succédé des chaleurs précoces. Les prisonniers étaient attachés de cordes qui leur déchiraient les poignets. La soif les dévorait. A Sévres, l'unique halte, ils se ruaient sur les seaux d'eau et y buvaient. Beaucoup ne pouvaient plus se traîner, même à coups de sabre et de baïonnette. On exécutait en route ceux qui étaient hors d'état de marcher et les vieux. Les officiers qui les conduisaient avaient un singulier état d'esprit. En grande partie monarchistes et dévots, ils voulaient non seulement les faire souffrir, mais les humilier, les contraindre à demander pardon, ou pour leur incrédulité, ou pour leurs idées républicaines, à des pierres, à des monuments. L'un, dans Paris, passant devant une église, arrêta la colonne, la força à se prosterner devant la porte, pour faire amende honorable à la religion. Un autre, à Versailles, après un petit discours où il glorifiait Louis XIV, les faisait agenouiller devant la grille de l'octroi, pour rendre hommage à sa despotique mémoire. Un troisième faisait de même devant le Palais.

La traversée de Versailles était terrible. Là, c'étaient les huées, les insultes, les coups de canne et d'ombrelle, les crachats au visage, sur le long parcours des énormes avenues.

Où trouver des prisons pour tout un peuple ? 45.000 êtres humains, c'est le chiffre d'habitants d'une ville déjà grande. On en évacua le plus qu'on put sur les pontons et les forts des ports de mer, aux îles d'Aix et d'Oléron, à Fort-Louis, à Belle-Isle, à Rochefort, à Cherbourg, à Brest, à Lorient. Entassés d'abord dans des wagons à bestiaux, puis dans des cachots malsains, dans les fétides entreponts des navires, les malheureux étaient ravagés par les maladies. A Lorient, une épidémie de fièvre typhoïde vida la frégate la *Pénélope*. Naturellement, sitôt qu'on examina qui l'on avait arrêté, on en relâcha la grande majorité : mais beaucoup ne revinrent, leur santé ruinée, que pour mourir chez eux.

Il fallut en garder à Versailles dix fois plus qu'on ne pouvait en enfermer. On les massa un peu partout, aux Grandes-Écuries, à l'Orangerie du Château, au Manège de Saint-Cyr. Satory reçut le plus grand nombre. Là, les malheureux étaient parqués dans une cour, en plein air. Aux chaleurs accablantes avaient succédé des pluies froides. Les prisonniers étaient entassés dans la boue, ou sur la paille détrempée, sans pouvoir se sécher après avoir reçu l'eau des averses. Des meurtrières, percées dans les murs, permettaient aux sentinelles de tirer dans le tas, du dehors. Une nuit surtout fut affreuse : nuit de tempête, de foudre, d'éclairs, de pluie torrentielle, où l'eau tombait du ciel à ruisseaux, où les prisonniers, éperdus, se dressaient tumultueusement sous le déluge ; où, de l'autre côté des murs, les chassepots tiraient ; où le bruit déchirant de la fusillade se mêlait aux éclats du tonnerre !

Une réaction implacable se perpétuait dans Paris couvert de ruines, traversé, de loin en loin, par des patrouilles de cavalerie. Les imaginations affolées inventaient partout de nouveaux crimes, dans la paix accablée et terrifiée de la capitale. On avait l'hallucination du pétrole ; on voyait partout des scélérats essayant encore d'en répandre ; toute humidité faisait arrêter, parfois fusiller, de prétendus incendiaires. Gambetta eut peine à faire relâcher une femme que la foule avait saisie près d'un coin de mur sali et mouillé de la façon fort vulgaire et fort habituelle que l'on devine. Il y avait comme une véritable démente de dénonciation dans la presse élégante, dans les feuilles boulevardières, non seulement contre les communards, mais contre tous les républicains. L'une d'elles visait spécialement les deux disciples favoris de Victor Hugo. Chaque jour, après avoir raconté les exécutions, vraies ou fausses, de communards connus, elle ajoutait : « De Vacquerie et de Meurice, pas de nouvelles. » On n'épargnait pas Victor Hugo, absent : il se trouva un obscur fabricant de vaudevilles pour proposer de le rayer, comme indigne, de la Société des Auteurs dramatiques. Rien ne donne mieux l'idée du vertige des fureurs réactionnaires que les lignes publiées par Alexandre Dumas fils, jusque-là étranger à toutes les luttes politiques : le spécialiste des histoires d'amour, de leurs psychologies voluptueuses et troubles, comme hanté, dans ses galantes obsessions, par l'« odor di femina ». Il éprouva le besoin de donner au public, au milieu du bruit des fusillades et de la chasse implacable aux Parisiens, une page d'insultes sans nom aux vaincus, aux accusés, dont les mots suivants donneront l'idée : « Nous ne dirons rien de leurs femmes, par respect pour les femmes à qui elles ressemblent quand elles sont mortes. »

Jules Favre eut le triste courage de signer une circulaire aux représentants de la France, à l'étranger, pour qu'on refusât partout, en Europe, le droit d'asile aux hommes de la Commune,

quels qu'ils fussent, ce droit d'asile respecté à la suite de toutes les guerres civiles et de toutes les répressions. Il n'eut pas de succès : non seulement l'Angleterre accueillit les fuyards, non seulement la Suisse refusa l'extradition qui lui fut demandée, mais la Hongrie même ne voulut pas livrer Frankel. Tout d'abord, le ministère clérical, en Belgique, annonça une intention contraire. Victor Hugo était alors à Bruxelles; sans crainte des outrages auxquels il exposait sa gloire, il la mit intrépidement en travers du formidable torrent de réaction qui se déchaînait de toutes parts. Il publia quelques lignes où il disait : « Cet asile que le Gouvernement belge refuse aux vaincus, je l'offre. » Où cela? Chez lui, 4, place des Barricades.

La nuit suivante, sa maison était assaillie par une bande de jeunes conservateurs, où se trouvait le fils d'un haut personnage. On la criblait de coups de pierre. La police, absente, semblait



Les communardes au camp de Satory.

Louise Michel.

Photographie directe.

laisser faire. Aussitôt après, l'« individu » nommé Victor Hugo était, une fois de plus, expulsé de Belgique. On l'accablait d'insultes, mais on lui obéissait : la Belgique n'osa livrer aucun réfugié.

La droite poussait Thiers à déporter des communards ou soi-disant tels en masse. Il s'y refusa, et voulut leur donner des tribunaux. Étranges tribunaux, d'ailleurs : c'étaient les conseils de guerre : les combattants jugeaient les vaincus : le combat des barricades se continuait sous forme judiciaire. Il fallut, à un tel procès, un nombre énorme de conseils de guerre : quatre à Versailles, puis vingt-deux dans des petites villes environnantes. Et ils ne devaient achever leur tâche que le 1^{er} janvier 1875 : trois ans et demi de jugements.

La justice militaire est hasardeuse. Elle est peu professionnelle, n'a guère de règles fixes et connaît mal les codes, en dehors du Code militaire. Tel conseil condamne en vertu d'une loi abrogée. Ajoutez que cette justice est fort impressionniste. Un avocat de mes amis fit acquitter par un conseil de guerre un accusé compromis dans les pires violences. Mon ami s'était engagé dans les chasseurs; il raconta, ce qui était faux, qu'il y avait eu l'accusé pour camarade, émut les juges par un récit sentimental, et sauva son client. Ce furent là de rares exceptions : le très honnête maire

de Puteaux, sans avoir pris part à l'insurrection voisine, était condamné aux travaux forcés à perpétuité pour avoir soldé un garde national avec l'argent reçu de Paris, livré aux fédérés des armes abandonnées par des soldats et refusé de placarder dans sa commune des affiches de Versailles.

La plupart des procès les plus importants vinrent devant un conseil de guerre présidé par un officier honnête et modéré, le colonel Merlin. Il est vrai que l'officier qui soutenait les accusations était un furieux que, peu après, il fallut enfermer dans une maison d'aliénés. Parmi les membres de la Commune, un seul fut relativement épargné avec l'obscur et insignifiant Descamps, le grand peintre Courbet, auquel Thiers s'intéressa fort. Il n'eut que cinq mois de prison, tandis que ses collègues étaient condamnés à mort ou à la déportation. C'est aussi à la déportation que fut condamné Rochefort, bien que, dans son journal, il n'eût guère ménagé la Commune.

Jamais, peut-être, en aucun temps et en aucun pays, la justice ne frappa un nombre si formidable de personnes : 110 condamnations à mort (après le massacre) ; 1.197 à la déportation dans une enceinte fortifiée ; 3.446 à la déportation simple ; 1.321 à la détention ; 333 au bannissement ;



Le troisième conseil de guerre à Versailles.

94 aux travaux forcés à perpétuité ; 179 aux travaux forcés à temps ; 2.569 à des peines moindres ; sans compter 3.751 par contumace : en tout 13.000. Il n'y eut que 2.450 acquittements. 24.000 ordonnances de non-lieu avaient mis en liberté les gens arrêtés par une erreur évidente.

Thiers n'avait pas osé conserver son droit de grâce, le plus beau que puisse exercer un chef de gouvernement. Il avait été doublé, par l'Assemblée, d'une commission de quinze membres, sans l'assentiment de laquelle il ne

pouvait plus prendre une mesure de clémence. Commission quelque peu féroce. Un membre de l'Assemblée la qualifia violemment de « commission d'assassins ». Thiers, plus spirituellement, l'appelait le « peloton d'exécution ».

Deux fusillades, dans l'automne qui suivit, eurent dans le pays un douloureux retentissement. D'abord celle de Rossel, le patriote du siège de Metz. On ne pouvait se défendre d'un sentiment de pitié profonde pour cette vaillante figure, pour ce caractère si solidement trempé, pour cette ferme et vaillante intelligence, pour cette jeunesse qui promettait un homme d'élite. C'était une passion exaspérée pour la France livrée et trahie qui l'avait jeté dans la révolte. L'un des chefs de l'armée de Versailles, le général Clinchant, avait témoigné pour lui à son procès. Des pétitions, pour qu'on l'épargnât, se couvraient de signatures dans la jeunesse des écoles. Le 28 novembre, Rossel était fusillé sur le plateau de Satory.

La mort de l'avocat Gaston Crémieux, le chef du mouvement de Marseille, était dix fois odieuse. Espivent de la Villeboisnet l'avait fait condamner au mépris des lois, par un conseil de guerre sans pouvoir régulier, au nom d'un état de siège illégal. Loin d'avoir ordonné aucune violence, Gaston Crémieux s'était opposé à toutes ; il avait, pour sa résistance, été poursuivi, arrêté par Landeck. Thiers faisait les derniers efforts pour le sauver : la Commission dite des grâces fut intraitable, poussée qu'elle était par Espivent. Gaston Crémieux fut fusillé, à Marseille, au Prado, le 30 novembre.

Laissons maintenant les condamnés partir pour la Nouvelle-Calédonie. Faut-il insister sur leurs atroces souffrances, durant une interminable traversée sur plus de la moitié du globe, dans les entrepôts sans air, où ils étaient traités en scélérats ? Et quand ils étaient arrivés là-bas, faut-il redire leurs longues années de torture, les brutalités des gardes-chiourmes, plus dures, plus insultantes peut-être pour eux que pour les voleurs et les assassins ? L'un d'eux, arrivé depuis à une vie d'honneurs et de plaisirs, me disait : « J'ai tant souffert, qu'encore aujourd'hui, j'aimerais mieux être mort avant de traverser des temps si atroces. »

L'un, fort décharné, arriva naturellement, après les épreuves de la traversée, n'ayant que la peau et les os. Il fut reçu par ce mot de son gardien : « Tu es bien maigre, mon gaillard ; eh bien ! je me charge de te faire maigrir encore. » Celui-là a survécu et fut, après l'amnistie, député de Saint-Étienne.

Un autre, condamné au bagne pour un article de journal, devait être, après la libération, président du Conseil municipal de Paris et député de la capitale : par un étrange revirement, il a passé aux idées militaristes, et a été l'un des écrivains les plus estimés des partis de droite. A la Nouvelle-Calédonie, le garde-chiourme l'attelait à un chariot de matériaux et le conduisait à coups de fouet.

L'histoire de cette affreuse répression a été longtemps étouffée. Il semblait presque que ce fût un crime d'en évoquer les souvenirs et d'en réveiller l'idée. Aujourd'hui, on peut dire toute la vérité, sans faiblesse et sans passion.

XI. — La III^e République. — De la Commune au 24 mai.

Avant de raconter les grandes luttes parlementaires qui allaient suivre la guerre civile, il n'est pas inutile de dire quelques mots du décor dans lequel allaient se dérouler les événements décisifs de notre histoire. L'Assemblée siégeait dans la merveilleuse salle de spectacle que nos rois s'étaient fait construire dans le palais de Versailles, commencée pour la Pompadour, continuée pour la Dubarry, inaugurée pour Marie-Antoinette. Celle de Bordeaux elle-même est moins somptueuse. L'art du dix-huitième siècle n'a rien produit de plus riche et de plus coquet à la fois. Aux grappes de feu des candélabres et du lustre, elle étincelle tout entière d'argent et d'or. Partout de joyeux trophées d'instruments de musique, des amours joufflus de tous les côtés, voletant sur leurs ailerons ; à une extrémité la svelte et haute colonnade qui abritait la loge royale ; en face, la scène, surmontée de deux anges agiles et sveltes comme des danseurs de ballet.

Le parterre avait été recouvert d'un plancher où s'alignaient les bancs sur lesquels siégeait l'Assemblée. Au milieu, un étroit passage permettait d'aller du fond de la salle à la scène sous laquelle se dressait la tribune. Ce passage n'avait l'air de rien : on eût dit un étroit ruban ou la raie tracée dans une chevelure, et c'était un abîme : il séparait deux mondes ennemis et presque des siècles irréconciliables. D'un côté les républicains, de l'autre les revenants de toutes les réactions et de toutes les royautés. Aux heures de tempête, on échangeait les clameurs, les apostrophes, les invectives, des deux bords de ce fossé politique, par-dessus lequel les deux armées tiraient passionnément l'une sur l'autre.

La majorité commença par voter quelques lois libérales ; les royalistes avaient encore quelques souvenirs de leurs doctrines d'opposition. M. de Broglie fit accepter le jury pour les procès de presse. Surtout, la droite tenait fort à la décentralisation et élabora, un peu malgré Thiers, des lois assez libérales sur les conseils municipaux et les conseils généraux. Thiers dut même intervenir pour faire retirer aux villes le droit, déjà voté, de voir choisir leurs maires par leurs élus. Les réactionnaires se croyaient encore les maîtres du suffrage universel.

L'écrasement de la Commune avait rendu confiance aux princes d'Orléans : deux d'entre eux avaient été élus : le duc d'Aumale et le prince de Joinville. Ils réclamaient la validation de leurs élections et l'abrogation des lois d'exil qui leur interdisaient le territoire. Thiers, si ami qu'il fût de leur famille, n'était nullement d'avis de les leur accorder. Il pensait et disait, avec son bon sens, que les lois qui avaient fermé le territoire aux familles déchues du trône, et dont aucune monarchie n'avait consenti à se désarmer, étaient « non des lois de proscription, mais des

lois de précaution », et qu'un prince conspirait forcément, qu'il le voulût ou non. Il dut pourtant céder à la majorité de droite, mais après avoir fait promettre aux deux princes, qu'une fois validés ils ne siègeraient pas. Ils n'eurent pas plutôt satisfaction qu'ils manquèrent à leur parole. Ils essayèrent de s'en faire délier par l'Assemblée : elle refusa. Une coalition de légitimistes et de républicains vota un ordre du jour disant que l'Assemblée n'avait « ni responsabilité à prendre, ni avis à donner, sur des engagements auxquels elle n'avait pas participé ». Le lendemain, les deux princes prenaient le parti de déchirer eux-mêmes leur promesse et de venir siéger à l'Assemblée.

La réaction attendait impatiemment l'heure où elle écraserait les débris du parti républicain et pourrait parler en souveraine. Cette heure ne pouvait tarder : en 1848, les journées de Juin lui avaient livré la France épouvantée; comment douter que la Commune vaincue n'eût répandu dans les provinces encore plus de terreur et plus de haine des partis avancés? Les élections de février lui avaient donné une majorité formidable, mais pour la paix : les élections suivantes lui en donneraient à coup sûr une plus forte, cette fois pour l'écrasement de la démocratie. Il restait cent onze députés à nommer, tant à cause des démissions et des morts que des options.

Les élections eurent lieu le 2 juillet, dans plus de quarante départements. Il me semble voir encore leur lendemain dans les longs et blancs couloirs du palais de Versailles, peuplés de bustes et de statues historiques, qui servaient de coulisses à l'Assemblée : les royalistes se cachaient; ceux qu'on rencontrait avaient la mort sur la figure. Les républicains remportaient la victoire dans les neuf dixièmes des élections : ils obtenaient cent sièges sur cent onze. A Paris, le scrutin avait été faussé par la terreur des proscriptions : on avait écarté le parti avancé du vote en annonçant qu'on placerait aux portes des salles du scrutin des policiers chargés de reconnaître les « communards » qui auraient échappé jusque-là. Mais les royalistes n'avaient pas osé présenter de liste : ils se comptaient sur des « modérés ». Cinq radicaux n'en passèrent pas moins, sur vingt et un : Gambetta, Scheurer-Kestner, Corbon, etc. En province, les nôtres l'emportaient même dans des départements conservateurs et cléricaux, comme le Finistère, la Mayenne et le Pas-de-Calais. Gambetta était élu trois fois, le général Faidherbe et le colonel Denfert deux fois. Tel était le résultat de la haine que, dès ses premières semaines, l'Assemblée avait inspirée au pays.

Désormais, la lumière était faite. Les élections de juillet (que devaient continuer ensuite les autres élections partielles) annulaient moralement celles de février. Le pays était républicain en immense majorité. L'Assemblée ne pouvait plus prétendre le représenter; elle s'imposait à lui; elle était en conflit avec la France; sa majorité devait la violenter ou céder. Elle n'était pas disposée à céder : la lutte durera plus de quatre ans.

Thiers allait la conduire encore pendant près de deux années, avec sa prestigieuse habileté. La jeunesse elle-même n'est pas plus jeune que ne l'étaient ses soixante-quatorze ans. Souple, rusé, infatigable, menant de front un travail écrasant, les négociations pour libérer le territoire, la réorganisation des finances et de l'armée, la liquidation d'une indemnité de 5 milliards, avec un combat parlementaire suite d'escarmouches incessantes et d'engagements acharnés; tour à tour caressant, assaillant l'adversaire comme un dompteur, qui tantôt flatte et tantôt maîtrise un fauve irrité et grondant. La droite monarchiste n'avait plus d'illusion sur lui. Il avait pris son parti : il travaillait pour la République et ne s'en cachait plus. Il alléguait qu'il s'était lié par les promesses que, pendant la Commune, il avait dû faire aux délégués des grandes villes pour qu'elles ne prissent pas part à la révolte de Paris : ce qui montre que l'insurrection communale ne fut pas inutile à la conservation de la République. Et il ajoutait que s'il avait cru la monarchie possible, il se serait retiré pour la laisser faire. Un autre jour, il allait plus loin et disait à l'Assemblée qu'elle avait voulu faire l'« essai loyal de la République », et que tout entière, elle avait voulu que cet essai fût « loyal » effectivement : ce qui était audacieusement faux. Un autre jour, comme on lui reprochait de ne pas gouverner avec la majorité : « Je la cherche, dit-il, cette majorité et je ne trouve que des conspirations. » Mais il était en même temps si adroit, il mêlait à ces affirmations républicaines tant de concessions à l'esprit de réaction, qu'il se tirait de toutes les attaques.

Ce n'était pas qu'il ne s'exposât à des crises, et souvent à des crises inutiles, par son entêtement dans les idées les plus arriérées. C'est ainsi qu'après avoir fait échouer l'impôt sur le revenu, que des hommes très conservateurs voulaient alors introduire, et avoir fait décider le maintien

de notre système d'impôts si suranné, comme il fallait trouver un très gros chiffre d'impôts nouveaux, il proposa, dans sa fureur de protectionnisme, un impôt absurde et désastreux sur les matières premières, qui aurait ruiné notre industrie. Battu, il donna sa démission : et il fallut un vote de confiance presque unanime de l'Assemblée pour le faire revenir sur ce coup de tête. Dans ses idées sur les questions spéciales, financières, militaires, etc., il n'avait pas bronché de ses conceptions du temps de Louis-Philippe.

Il ne trouvait guère d'appui dans ses ministres. Il avait dû « lâcher du lest » et se séparer de la plupart de ceux qu'il avait pris dans le Gouvernement du 4 Septembre. Picard, Le Flô étaient partis pour des ambassades. Jules Favre était cruellement frappé par un scandale privé. Il était comme marié avec une femme dont il avait plaidé le procès en séparation. Mais le divorce n'existait pas. Légalement, la femme avait encore un autre mari. Pour que ses enfants puissent être ses enfants devant la loi, Jules Favre avait réussi à faire altérer des actes de l'état civil. Les gens de l'Empire le savaient et n'avaient pas voulu se servir d'une telle arme contre lui. Un de ses anciens amis intimes, brouillé avec lui, le dénonça. Il dut sortir du Gouvernement. Quand on le rencontrait, assis, dans les avenues de Versailles, on était frappé à la vue de cet homme illustre en ruines, portant sur ses épaules courbées, sur son masque dévasté, l'accablement et les ravages d'un malheur irréparable. Il faisait penser à ces chênes foudroyés qu'on voit se survivre dans les forêts.

Jules Simon restait ; c'était le favori de Thiers : mais il avait assez à faire de se défendre lui-même. C'était par des miracles d'habileté et d'éloquence qu'il échappait aux attaques de la droite. Pendant quelque temps, Thiers eut un ministre des Finances auquel il était uni par l'ardeur passionnée de ses opinions protectionnistes. Pouyer Quartier, bonapartiste sous l'Empire, était un grand industriel rouennais : bon vivant, taillé en



Le Président de Rhodes.

hercule, haut en couleurs, buveur intrépide : il lampait à la tribune de grands verres de vin. Avec cela, une force d'éloquence décousue et fantaisiste, mais si jovial, si bon enfant, d'une verve si entraînante et doublée d'une telle connaissance des affaires, que dans les questions de finances il retournait tous les auditoires. Il avait joué un grand rôle dans les dernières négociations avec l'Allemagne. On racontait des merveilles sur ses duels de verre et de fourchette avec Bismarck, l'ogre prussien, lui-même mangeur et buveur formidable. On a même dit que Pouyer-Quartier avait battu l'ennemi en bataille rangée, par le nombre de bouteilles qu'il pouvait absorber, et avait arraché ainsi à l'homme d'État, étourdi par la boisson, des concessions très graves au profit de la France ; mais c'est probablement une légende : Bismarck n'était pas homme à se laisser jouer de la sorte. Thiers était inquiet du réveil des menées bonapartistes ; Rouher venait d'entrer à l'Assemblée, élu par la Corse, et avait aussitôt travaillé à organiser et reconstituer son parti, presque annihilé. Thiers avait riposté en traduisant en justice, avec un ancien préfet de Napoléon, Janvier de La Motte, les détestables pratiques financières du régime impérial. Pouyer-Quartier, appelé en témoignage, fit, devant le tribunal, lui, ministre de la Répu-

blique, l'apologie des pires abus, les « virements » et les « mandats fictifs », moyens employés sous l'Empire, par l'Administration, pour engager des dépenses sans droit. Ce fut un gros scandale, et Pouyer-Quertier dut quitter le ministère.

Thiers avait à côté de lui son ami Dufaure, ancien ministre de Louis-Philippe et de la République réactionnaire sous la présidence de Louis-Bonaparte, orateur de premier ordre, lui aussi, mais d'un genre bien étrange. Nul ne payait moins de mine; il était d'une laideur ingrate, avec un air revêché et bourru, comme son caractère qu'accroissait encore sa tenue de paysan. Ajoutez une voix nasillarde, au chantonement monotone, comme une ritournelle de vieille reproduite à satiété et agrémentée d'un mouvement du bras sans cesse répété. On aurait cru que ces défauts physiques auraient desservi le plus grand talent de tribune, et, chose bizarre, ils faisaient presque valoir cette parole sobre, vigoureuse, étonnamment substantielle, qui, à défaut d'éclat, se serrait dans une forme d'une rigueur et d'une précision toujours irréprochables. On n'enfonça jamais dans la discussion avec plus de force une argumentation plus condensée. En quelques mots, Dufaure débrouillait les questions les plus obscures; c'était le plus redoutable des logiciens, se bornant aux raisons essentielles et les enchaînant avec une rare puissance. La seule parure de son éloquence sèche et nue était une âpre ironie, dont sa voix nasillarde faisait mieux mordre les cruelles railleries. D'ailleurs, il ne savait ni émouvoir ni s'élever aux idées un peu hautes. La passion, le sentiment lui étaient étrangers comme les larges conceptions. Mais, quand il tenait l'adversaire dans ses terribles mâchoires, il le mettait en morceaux.

C'était, avec cela, un libéral très ferme, avec des tendances très réactionnaires. Ses convictions l'attachaient à la République, ses sympathies allaient comme malgré lui à la cause contraire, et il ne pouvait se refuser le plaisir de déchirer à l'occasion les hommes de son parti. Thiers le définissait plaisamment « un chien de garde qui ne mord que les gens de la maison ».

Au cours de ses remaniements ministériels, il avait introduit des ennemis dans la place, notamment un certain de Goulard, fort médiocre et fort oublié, mais qui avait pris alors quelque importance; ami personnel du président, mais trop violemment réactionnaire pour n'être pas, au moins de cœur, dans tous les complots montés contre lui.

A l'Assemblée, entre les droites et les républicains, il s'était formé un groupe de conservateurs pour la plupart liés à M. Thiers par des relations personnelles et attachés à sa politique; dans le nombre, un homme fort sympathique venu des rangs des Orléanistes, le fils de l'impérial ministre de Louis-Philippe, Casimir Périer. Par l'organe de son président, le général Chanzy, ce groupe, le centre gauche, en vain tâté par la droite, se prononça très nettement pour la République. Avec les républicains de principe, considérablement accrus par les élections partielles, l'appoint du centre gauche contribuait à constituer un groupe de forces considérables, qui contrebalançait à peu de chose près les forces des droites.

Dès le mois d'août (1871), Thiers essayait de se faire donner le titre de « président » de la République. Un de ses amis, Rivet, proposait d'étendre sous ce nom ses pouvoirs à trois ans, si l'Assemblée durait jusque-là. La majorité, sans refuser, modifia le texte pour bien établir qu'il ne s'agissait que d'une République provisoire, et pour affirmer le pouvoir constituant de l'Assemblée. On ne gagnait rien à cette première tentative.

Au mois de janvier suivant, Thiers cherchait à montrer qu'il pouvait mettre en échec le parti avancé, dans l'espoir de ramener l'Assemblée à Paris. La capitale avait à élire un membre de l'Assemblée le 7. Victor Hugo avait accepté la candidature. Thiers lui opposa un certain Vautrain, l'un des maires de Paris sous le siège, depuis président du Conseil municipal, d'ailleurs fort médiocre et médiocrement républicain. Ce fut l'occasion d'un nouveau déchaînement d'injures contre Victor Hugo. On lut dans un journal : « Il nous faut un homme sérieux : nommons M. Vautrain. » On leurrait Paris de l'espoir de redevenir capitale, s'il se montrait bien sage, et nommait le candidat du Gouvernement. Cela n'aurait probablement pas suffi à faire faire à la grande ville une lourde sottise, si le vote avait été sincère. Mais on reprit, pour ce scrutin, les listes du lendemain de la Commune, alors que tout ce qui redoutait une dénonciation, même absurde, n'avait garde de réclamer son droit au bulletin : étendant ainsi à de longs mois, les conséquences de la première Terreur, Vautrain l'emporta : fatale victoire, que Thiers devait payer cher.

L'Assemblée votait bientôt après de violentes lois de réaction : l'une pour proscrire l'Asso-

ciation internationale des travailleurs; les républicains les plus modérés, les plus conservateurs durent faire remarquer qu'elle violait tous les principes juridiques; elle allait jusqu'à créer un vague délit de « propagande ». La loi sur la déportation était aussi une loi de haine aveugle. Mais elle avait encore horreur de l'Empire; Rouher l'apprit à ses dépens. Il crut pouvoir utiliser l'aversion de la majorité pour le Gouvernement de Gambetta au profit de sa cause, et attaqua les marchés du 4 septembre : il attira la foudre sur sa tête. Le duc d'Audiffred-Pasquier, un des chefs de l'orléanisme, lui fit une réponse terrible, toute brûlante d'indignation. Bien qu'il montât peu à la tribune, il avait une éloquence impétueuse et éclatante. Il accabla Rouher sous les souvenirs du Mexique, sous les désastres de la guerre. Il fit vibrer toute l'Assemblée en reprenant le mot d'Auguste après le massacre des Romains par les barbares de Germanie : « Varus, rends-moi mes légions. » Majorité, minorité, tous, debout, transportés, l'acclamaient dans un même élan.

Cependant, le conflit continuait sourdement entre Thiers et la droite. Celle-ci voulut essayer de peser sur le président, et lui envoya une délégation pour le faire rentrer au bercail royaliste. Le duc de Broglie, le fils du ministre de Louis-Philippe, académicien par droit de naissance, avait renoncé à l'ambassade de Londres pour se mêler aux complots réactionnaires, où il joua vite un rôle dirigeant. Il faisait partie de la délégation, avec le vieux Changarnier, retour de Metz. Thiers, naturellement, les éconduisit.

D'ailleurs, il allait brûler ses vaisseaux. Le 13 novembre 1873, à la rentrée de l'Assemblée, il lui lisait un long message de deux heures, où il se prononçait définitivement pour la République, et qui eut, en France et dans le monde, un retentissement extraordinaire. « La République existe, disait le président. Vouloir autre chose, ce serait une révolution nouvelle, et la plus dangereuse de toutes. » La droite était révoltée. « Nous protestons », criaient des légitimistes exaspérés. Plus habilement, de Kerdrel fit voter la nomination d'une commission de trente membres pour répondre au message. Son rapporteur fut un professeur de droit nommé Batbie, jadis libéral, maintenant droitier fort ardent : une façon de géant obèse et difforme. Dans son rapport, il réclamait un « gouvernement de combat » contre le parti avancé, et la presse lui rappelait, en riant, que candidat dans le Gers en 1848, il s'était fait fort de livrer les riches « en pâture » au lion populaire. La commission proposait bizarrement de museler le président. On l'exclut des débats de l'Assemblée. Il ne pourrait prendre la parole qu'après l'avoir demandée par un message. La séance serait aussitôt suspendue, pour l'entendre dans une séance spéciale, levée elle-même après son discours. Grotesque chinoiserie qui donnait à l'attaque des droites une conclusion bien ridicule; Thiers accepta cette absurdité sans résistance. Pour se donner l'apparence d'une victoire, il demanda que le Gouvernement fût chargé de présenter des projets de loi sur l'organisation des pouvoirs publics, sur les élections, sur l'établissement d'une seconde Chambre, et obtint ainsi une majorité. Mais il ne pouvait guère se faire d'illusion : c'était une guerre à mort.

Gambetta, depuis deux ans, faisait dans toute la France une campagne active de réunions publiques contre le pouvoir constituant de l'Assemblée et pour sa dissolution. Il provoquait un mouvement redoutable, qui grandissait rapidement et allait aboutir à un vaste pétitionnement



M. Thiers paie la contribution de guerre.

Caricature de Amand.

Nouveau péril, nouveau motif d'exaspération pour la droite. Changarnier avait interpellé à ce sujet et, toujours brutal, avait traité Gambetta de « factieux » et accusé Thiers d'« ambition sénile ». Mais Thiers l'avait pris de haut, et l'Assemblée s'était bornée à condamner les idées de Gambetta : ce qui n'arrêtait pas leurs progrès.

On était donc en lutte ouverte à la fin de 1872. Il faut revenir un peu en arrière pour compléter l'histoire de l'année.

L'Assemblée avait voté la loi militaire et introduit en France le service obligatoire. Thiers, lui-même, obstinément figé dans ses vieilles conceptions d'armée de métier, avait dû céder au mouvement unanime des esprits et aux terribles leçons de la guerre. Mais il avait exigé que le service fût de cinq ans, et l'on avait créé, avec de nombreuses dispenses pour les fils de famille, un privilège pour les classes bourgeoises, le volontariat d'un an.

Déjà, depuis longtemps, Thiers travaillait à la libération du territoire. Tâche écrasante : il fallait trouver 5 milliards. C'est là que le vieil homme d'État allait rendre les plus éclatants services à son pays par sa profonde connaissance des choses financières, par la confiance qu'il inspirait au monde des affaires en France et hors de France. Dès le 6 juin 1871, il proposait un emprunt de 2 milliards, qu'il faisait souscrire le 26. Emprunt à 5 %, émis à 82^f 50, ce qui donnait un taux effectif de plus de 6 %. Il eût été facile d'obtenir de l'argent à des conditions moins onéreuses ; mais, avant tout, il fallait pour le renom de la France, pour le relèvement de sa situation dans le monde, s'assurer un succès même au prix de quelques sacrifices. Ce succès, on l'eut : l'emprunt fut couvert plus de deux fois. On souscrivit du premier coup près de 5 milliards. Les 3 milliards restants ou plutôt 3 milliards et demi furent émis l'année suivante, le 28 juillet 1872, à 84^f 50, avec un succès plus éclatant encore : on offrit la somme formidable de 44 milliards, dont plus de moitié souscrit par l'étranger. Le crédit de la France apparaissait singulièrement puissant après ces deux imposantes manifestations.

Le paiement de l'indemnité était une opération d'une étendue et d'une difficulté démesurées. Il fallait verser presque intégralement en espèces d'or et d'argent cette somme fantastique de 5 milliards. L'entreprise fut menée admirablement. Thiers y avait associé des banques de tous les pays.

Dans des pourparlers couverts du plus grand secret, Thiers négociait en Allemagne, avec la faculté de payer avant les échéances, la libération anticipée du territoire français. Ce fut une rude opération : le mauvais vouloir de Bismarck s'armait de tous les prétextes. Enfin, le 17 mars 1873, Thiers pouvait annoncer à l'Assemblée que les derniers départements seraient libérés de l'occupation étrangère deux ans plus tôt que le traité de paix ne le comportait. Rien n'avait transpiré des négociations : ce fut un beau coup de théâtre. On devine l'explosion de joie de toute la France. L'Assemblée se donna le ridicule de se remercier elle-même d'un résultat où elle n'était pour rien, et qu'elle n'avait même pas pressenti. C'est de mauvaise humeur que, sur la proposition de Wallon, elle déclara que Thiers « avait bien mérité de la patrie ». Elle était décidée à le renverser ; elle se sentait gênée pour reconnaître le service éclatant qu'il rendait à la France.

Après un tel service, le président semblait inébranlable : il était perdu. Le paiement de l'indemnité assuré, la libération du territoire acquise, les conspirateurs pouvaient se passer de Thiers.

A ce moment où l'on rapprochait la date de l'évacuation du territoire par l'ennemi, il y avait près de six mois que les Alsaciens-Lorrains qui voulaient rester Français avaient dû quitter leur pays. Le délai d'option avait expiré le 5 octobre 1872. Dans le dernier mois, une foule de bons Français, pour n'être point séparés de leur patrie, avaient dit adieu à la terre natale, à leur foyer domestique et brisé leur existence : beaucoup sans ressources ; 200.000 dans le mois de septembre. Metz n'avait plus que 20.000 habitants ; Nancy s'accrut de 10.000 en une semaine.

Le mois de janvier 1873 fut marqué, à l'Assemblée, par deux débats mémorables. Les princes d'Orléans profitaient de leur majorité pour réclamer leurs biens, confisqués par l'Empire. J'ai dit l'origine, au moins contestable, de la plus grande partie de ces biens : la donation plus que suspecte, signée par Louis-Philippe, à la veille de son avènement, pour les soustraire à la nation ; le testament et la mort mystérieuse du prince de Condé. Les orateurs de la gauche, Lepère,

Brisson, Pascal Duprat, orateur littéraire et mordant, remuèrent à ce sujet tout ce vilain passé. Les d'Orléans eurent leur argent, mais on fut blessé de les voir réclamer 40 millions à la France ruinée.

Un peu après, on essayait d'exécuter, au nom de la commission des marchés, un des nouveaux élus républicains, Challemel-Lacour, ancien proscrit, ami intime de Gambetta, préfet de Lyon sous le Quatre-Septembre. L'opération semblait un jeu; on en avait chargé un petit jeune homme de l'aristocratie, pour lui préparer un joli début. On était venu voir l'exécution comme un spectacle : le comte de Paris avait voulu se donner ce divertissement. On ne connaissait pas l'homme à qui on avait affaire : un orateur que quelques-uns ont voulu ériger en rival de Gambetta. Peu d'éloquence fut à la fois plus châtiée et plus terrible. Imaginez une forme éclatante et élevée, d'une perfection classique, une diction énergique et vibrante, un caractère d'une puissance rare, avec un éclair d'acier dans le regard. Le malheureux débutant sortit accablé et déchiqueté du débat. Comme toute l'Assemblée était encore sous le coup de cette révélation oratoire, un droitier vint essayer de donner, par derrière, un coup de poignard au vainqueur. Il l'accusa d'avoir écrit, comme préfet, en marge d'un rapport où on lui dénonçait je ne sais quels désordres : « Fusillez-moi tous ces gens-là. » Mais sommé de montrer le papier, il ne put que se dérober. Le coup de poignard était manqué.

Dans le même mois, l'ex-Napoléon III mourait à Chislehurst.

Cependant on s'organisait pour en finir avec Thiers. Maintenant, la droite caressait les bonapartistes pour se les associer. Un des principaux orateurs légitimistes, Ernoul, avait, à la tribune, qualifié Napoléon III de « César de rencontre ». Sur l'exigence des amis de l'Empire, il raya le mot de son discours, et comme à gauche on dénonçait cette suppression : « Vous n'empêcherez pas, s'écria le bonapartiste Haentjens, l'union des conservateurs de se faire. »

Ils préparaient, dans des conciliabules secrets, le coup décisif contre Thiers. Par qui le remplacerait-on ? Il y avait, dans leurs rangs, un parti puissant et actif qui voulait porter le duc d'Aumale à la présidence de la République. Le parti se heurta à la résistance du comte de Chambord, le prétendant légitimiste. Malgré une longue série d'efforts, la fusion n'était pas accomplie. Le comte de Chambord, que ses fidèles appelaient Henri V, ne voulait pas abandonner le drapeau blanc et subir le drapeau tricolore. Les princes d'Orléans, surtout d'Aumale, hésitaient à renier 1830. D'Aumale avait même, à la tribune de l'Assemblée, répondu indirectement au prétendant en parlant des trois couleurs comme du seul drapeau de la France. Ni les légitimistes ni leur Roi ne voulaient entendre parler de sa candidature. Il fallut y renoncer sous peine de rompre.

On se rabattit sur celle d'un sabre. Quoi qu'il eût prétendu n'avoir pas d'ambition sénile, Changarnier caressait l'espoir d'être choisi. Il était dans sa destinée d'être toujours dupe. Il eut un mécompte de plus. Il était trop décrépité. De Broglie, qui était de plus en plus le grand meneur, fit préférer Mac-Mahon. Tout semblait interdire au maréchal de se faire l'instrument d'un complot contre Thiers. Il devait tout au président, qui l'avait tiré de la honte de Sedan pour en faire le chef de l'armée. La reconnaissance la plus élémentaire l'attachait au vieil homme d'État. Un jour que Jules Simon parlait à Thiers du complot qui allait éclater, celui-ci répondit : « Ils n'ont personne. — Et Mac-Mahon ? — Oh ! pour celui-là, reprit vivement le petit vieillard, j'en réponds, il n'acceptera jamais ! »

Le « loyal soldat », comme on l'appelait, accepta après une faible défense. Il était mené par les conseils de sa femme, qui appartenait au faubourg Saint-Germain le plus orthodoxe, légiti-



Comte de Chambord.

miste et dévot, et peut-être grâce à cette direction, sous ses dehors de balourdise désintéressée, avait toujours su très habilement mener sa barque.

Pour assurer la réussite du coup, il fallait s'emparer de la présidence de l'Assemblée, et remplacer Grévy par un homme du complot. On prit, pour cela, un prétexte assez dérisoire. On discutait un projet de loi qui supprimait la mairie de Lyon, mesure de réaction violente contre la grande ville républicaine à laquelle le Gouvernement s'associait. Un député de Lyon fort modéré, Le Royer, combattait la proposition : « Tel est, dit-il en parlant des arguments qu'on lui opposait, « le bagage de la commission ». Il était absurde de voir une injure dans le mot « bagage ». Mais la droite n'attendait qu'un prétexte. La voilà qui éclate en clameurs furieuses et somme Grévy de prononcer le rappel à l'ordre. Grévy, naturellement, refuse. Les clameurs redoublent : on l'oblige ou à obéir ou à donner sa démission. Il la donne. Il est réélu par 110 voix de majorité; mais il refuse, et Buffet le remplace. C'était un homme de sérieuse valeur : parole nette, vigoureuse, mais talent plutôt antipathique, caractère anguleux et osseux comme sa personne, réactionnaire sans doctrine arrêtée, cassant, volontaire, obstiné, avec un fonds de violence contenue : l'homme de combat dont le complot avait besoin au fauteuil.



Comte de Paris.

Les élections du 27 avril et du 11 mai mirent le comble à la colère des droites. Il y en avait une à Paris : Thiers voulut encore y obtenir la victoire. Son candidat, cette fois, valait mieux que M. Vautrain. Son vieil ami de Rémusat, dont il avait fait son ministre des Affaires étrangères, était un écrivain du plus grand mérite, très estimé, sympathique et fort libéral. Gambetta lui opposait le maire de Lyon dont on venait de supprimer la mairie, Barodet. Le candidat de Thiers fut battu, à plus de 50.000 voix. Thiers était affaibli par sa défaite, et l'Assemblée se sentait provoquée par un vote de protestation contre une de ses décisions récentes.

Toutes les élections étaient républicaines sauf une : celle du bonapartiste Bottinton dans la Charente-Inférieure. Les royalistes étaient battus partout. Et ce n'était pas la « République conservatrice » qui l'emportait. La plupart des élus étaient des républicains résolus : plus d'un, avec Barodet,

du parti le plus avancé, notamment Ranc à Lyon, Lockroy à Marseille, Georges Périn dans la Haute-Vienne. Le spectre rouge se dressait devant l'Assemblée.

Thiers avait formé un nouveau ministère pour l'engagement décisif. De Goulard l'avait quitté pour passer dans les rangs des assaillants. Jules Simon avait exaspéré la majorité en prononçant, durant les vacances, un discours où il attribuait, non sans raison, au président tout l'honneur de la libération : il fallut le sacrifier. Casimir Périer prenait le portefeuille de l'Intérieur, Waddington celui de l'Instruction publique. En somme, le Cabinet était centre gauche. Un seul droitier, aux Cultes, Fourtou, faisait exception.

Quand l'Assemblée rentra après les vacances de Pâques, en mai, le coup était préparé. Les ennemis de Thiers avaient réuni, pour leur interpellation, trois cent vingt signatures.

C'est le duc de Broglie qui menait l'attaque; il était sans égal dans les intrigues de couloir. Comme orateur, il répétait à la tribune des discours académiques, patiemment corrigés et polis à l'avance. Des tics, des soubresauts nerveux, une sorte de glossement dans la voix, une façon d'avaler ses phrases, comme s'il s'en étranglait, ôtaient son prestige à cette littérature trop travaillée. De raisons, il n'avait pas à en donner, si ce n'est que la France avait l'impertinence de nommer des républicains, même des républicains avancés, et que Thiers (qui n'y pouvait rien) ne l'en empêchait pas. Il n'avait pour arguments que les victoires électorales de la gauche d'un côté, et de l'autre le chiffre des trois cent vingt membres de l'Assemblée au nom desquels il parlait. Le président assurait en France l'ordre matériel, mais pas l'« ordre moral » : formule

jésuitique, dont on allait faire le sobriquet de son Gouvernement. Des projets de restauration monarchique qui se cachaient derrière l'attaque, il n'avait garde de souffler mot.

Dufaure répondit, et fut médiocre. Ce n'était pas l'orateur d'une telle situation. Alors on vit se dérouler la procédure grotesque instituée par la Commission des Trente. Thiers était là, mais condamné à se taire, même pour réclamer la parole. Il fallut qu'il envoyât pour cela un billet au président de l'Assemblée. Quand il fut question de savoir quand on l'entendrait : « Je demande », osa-t-il dire... Une clameur furieuse étouffa sa voix : il n'avait pas encore le droit d'ouvrir les lèvres. La séance fut renvoyée à 9 heures du matin, le lendemain.

Son long discours, de près de deux heures, ne soulevait à droite ni protestations ni clameurs : on était résolu à rester impassible, mais toute l'éloquence du vieillard se brisait sur un bloc de glace.



Dufaure. Cissey. Léon Say. J. Simon. A. Thiers. Pothuan. Teisserenc. Fourtou. Rémusat. De Coulard.

Ministère de 1872 présidé par M. Thiers à Versailles.

Photographie directe.

La séance fut renvoyée ensuite à 2 heures. Personne ne répondit à Thiers pas plus qu'à Dufaure.

Casimir Périer tenta un dernier effort. C'était un cœur loyal, estimé de tous. Il appartenait au grand monde orléaniste par ses origines, par sa vie, par ses relations. Il adjura ses anciens amis en termes touchants : fort en vain. On ne lui répondit pas plus qu'à Dufaure et à Thiers.

Puis le légitimiste Ernoul apporta à la tribune l'ordre du jour de renversement qui débutait par un mensonge : « Considérant que la forme du Gouvernement n'est pas en question... ».

On allait voter. La victoire tenait à quelques voix. Thiers avait confiance. Un homme à la voix retentissante demanda à lire une déclaration : c'était ce Target qui avait été un des auteurs du vote de déchéance. Il venait faire la manœuvre de la dernière heure. Dans les quelques lignes qu'il lut, au nom de onze membres de l'Assemblée, il se déclarait républicain ; mais il déclarait aussi qu'il voterait l'ordre du jour Ernoul. On appela son petit groupe « les Saxons », en souvenir du corps de troupes qui, à la bataille de Leipzig, avait déserté l'armée de Napoléon et tourné ses canons contre elle à l'improviste.

L'ordre du jour pur et simple, demandé par Thiers, n'obtint que 348 voix contre 362 : c'était la défaite, et elle était décidée par les Saxons.

Puis on s'ajourna à 9 heures du soir, pour attendre la démission de Thiers. On était résolu à le pousser l'épée dans les reins. Un gros et violent légitimiste nîmois, nommé Baragnon, avait proposé de ne lui donner que jusqu'à 8 heures.

A la séance du soir, Buffet lisait la démission; puis, aussitôt après, sans même la faire accepter, voulait faire procéder au choix du successeur. On lui fit comprendre l'énormité de ce procédé. Pour réparer sans doute plus complètement la faute commise, il se leva et s'apprêta à prononcer quelques mots de regret et d'éloge de l'illustre homme d'État.

On le comprit, et cette hypocrisie souleva à gauche une explosion d'indignations. Ce ne fut qu'une clameur poussée par trois cents poitrines. On montait sur les bancs pour l'apostropher; un pasteur évangélique fort modéré, M. de Pressensé, était parmi les plus révoltés.

Par trois fois, Buffet, pâle, voulut recommencer : par trois fois, on lui renfonça ses paroles dans la gorge.

Mac-Mahon était élu par 390 voix, et la séance était encore suspendue, jusqu'à ce qu'on eût reçu son acceptation, qu'on eut un peu avant minuit.



Mac-Mahon.

D'après une photographie.

XII. — La tentative de Restauration et le Septennat.

La majorité de l'Assemblée, une majorité de quelques voix, avait déclaré la guerre à la France républicaine, et elle avait mis à sa tête un sabre. Jamais, à aucune autre époque, les événements parlementaires n'absorbèrent à ce point la vie de la France. Ce qui était en jeu dans ce grand combat, c'était la République, et avec elle toutes les libertés conquises en 1789. L'Église conduisait la lutte contre le pays de la Révolution. C'était contre la domination cléricale qu'on se débattait de nouveau. Mais la France n'était plus celle de la Restauration : elle avait conquis le suffrage universel. La vie politique n'était plus restreinte à une petite oligarchie de riches : dans le dernier village comme dans la ville, des millions de déshérités, en possession du bulletin de vote, suivaient passionnément le conflit qui devait décider de leur sort. Jusqu'au fond des campagnes, tous les regards étaient fiévreusement attachés à la tribune. Le bruit qu'elle faisait dominait tous les autres bruits, les émotions qu'elle soulevait étouffaient toutes les autres préoccupations.

La minorité républicaine avait incontestablement la supériorité de l'éloquence.

Mais c'est à Gambetta que le grand rôle était réservé : il n'avait pu que commencer à donner sa mesure dans la dernière année du Corps législatif sous l'Empire, et une fois rentré à l'Assemblée qui le détestait, il lui avait fallu longtemps pour reconquérir, en quelque sorte, le droit à la parole. D'ailleurs, il était gêné devant le Gouvernement de Thiers; il reprenait toute sa liberté d'action dans la lutte contre Mac-Mahon et ses hommes.

Nul peut-être ne fut jamais plus orateur que Gambetta; mais il n'a laissé à la postérité que les débris et comme le squelette de son éloquence. Il ne prenait guère la plume à la main; ses lettres mêmes sont relativement peu nombreuses; il n'a laissé, que je sache, aucune œuvre écrite; c'est dans son cerveau seulement qu'il préparait ses discours, parfois (pour les plus importants) les essayant par morceaux pendant longtemps sur ses amis, n'en fixant jamais une phrase sur le papier. De là, les incorrections, les bavures, les hachages d'improvisation, qui en défigurent les comptes rendus sténographiés. Il faut les avoir entendus pour en avoir l'idée. Il les vivait en quelque sorte à la tribune. Il n'en reste que l'enveloppe desséchée dans les reproductions que nous en avons sous les yeux.

C'était pourtant l'orateur complet, par le mouvement impétueux des idées et de la période; par le don de tirer son éloquence des situations, et d'en faire de l'action autant que de la pa-

role; par l'art de relever son argumentation de mots saisissants, colorés, pittoresques, qu'on n'oubliait plus; par la souplesse avec laquelle il passait de la plaisanterie aux élans les plus pathétiques et les plus puissants; par la maîtrise avec laquelle il jouait, en quelque sorte de ses adversaires, tantôt paraissant s'amuser à les tourner et à les retourner de sa poigne athlétique, tantôt les assommant d'un coup terrible; nouant, au besoin, des raisonnements très serrés, mais procédant plutôt par larges et rapides aperçus, ou par attaques foudroyantes.

Je viens de dire qu'il vivait ses discours à la tribune, et son paroxysme de vie oratoire décuplait sa force. Ce n'était déjà plus le Gambetta des premières années; son masque, grisonnant avant l'âge, s'était épaissi; il avait pris de la corpulence; elle ne l'empêchait pas de combattre à la tribune comme le lutteur dans l'arène, se démenant, arpentant la scène oratoire, se penchant, se renversant en arrière, avec des gestes superbement violents. Il descendait de la tribune si ruisselant qu'il fallait l'éponger. Il n'avait plus dans la poitrine le clairon retentissant d'autrefois; sa



Buffet. Léon Say. Wallon. De Meaux. Decazes. Mac-Mahon. Cissey. Caillaux. Montaignac. Dufaure.

Ministère de 1875 présidé par Mac-Mahon à Versailles.

Photographie directe.

voix s'était assourdie; elle avait comme des grondements de tonnerre, que coupaient de soudains éclats, et n'en était que plus prenante. Nul n'excellait, plus que lui, à s'emparer de son auditoire. Dans la vie ordinaire, on ne résistait guère au rayonnement de cette nature débordante : il envahissait, autour de lui, les sympathies et les antipathies. C'était un conquérant d'hommes; et ses amis passionnés, sans pouvoir s'arracher à sa maîtrise, avaient pour lui, à travers leur fanatisme, des heures de rancune, comme pour une maîtresse. L'espèce de domination qu'il exerçait sur les hommes, il l'exerçait sur les foules. A le voir lutter, s'agiter à la tribune, à entendre les accents profonds de sa voix, il s'établissait entre lui et l'auditoire cette sorte de communication d'effluves humains, cet échange d'électricité nerveuse, dont, comme de très grands acteurs, de très grands orateurs font vibrer les masses qui subissent directement leur influence. On l'acclamait ou on le huait : c'était de l'enthousiasme ou de l'exaspération, mais tous étaient pris.

Et cette impétuosité, cette fougue, cette sorte de trombe oratoire, manœuvrait avec une habileté consommée, avec une politique toute génoise, se disciplinant sous ses dehors tempétueux, pour tourner tous les obstacles et toucher toujours le point juste.

De Broglie était devenu président du Conseil, dès que Mac-Mahon avait été élu président de la République. On écartait du pouvoir d'Audiffred-Pasquier, qui était plutôt l'homme des princes d'Orléans. Le ministère était fait à l'image de la coalition : un légitimiste, Ernoul, y représentait plus particulièrement l'influence de l'Église. Les bonapartistes eurent leur part avec Magne, ministre des Finances.

Le Gouvernement nouveau avait à peine plus d'un mois, qu'il subissait un premier échec. Beulé, ministre de l'Intérieur, était interpellé, le 20 juin, sur la suppression d'un journal républicain, *Le Corsaire*. Beulé avait été jusque-là un homme heureux, fort prisé par les académies et le beau monde. Il allait expier ses chances passées. D'abord, en répondant à Lepère, l'interpellateur, il lâcha une de ces maladresses de langage qu'on ne répare pas. Il parla de « l'Assemblée que la France a nommée dans un jour de malheur ». Le lecteur devine quel fut, à ces mots, l'éclat de rire des républicains. Déjà, à droite, on était fort piteux, quand Gambetta vint à la tribune révéler le document secret pour lequel il avait fait faire l'interpellation. C'était une circulaire honteuse du sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, Pascal, ordonnant aux préfets de corrompre à prix d'argent les journaux de province. Le Gouvernement fut assommé du coup : Pascal fut mis à la porte; Beulé traîna un peu, mais il était fini.

Aussitôt après, le Gouvernement donna des échantillons de ses deux caractères dominants.

D'abord de sa violence contre les républicains. Il demandait une autorisation de poursuite contre Ranc, qu'il allait faire condamner à mort par un conseil de guerre. On sait que Ranc était parmi les hommes politiques qui avaient été nommés membres de la Commune par le parti de la légalité, et qui étaient sortis de l'Assemblée parisienne au bout de quelques jours, dès qu'elle avait affirmé son caractère insurrectionnel. Ranc, bien entendu, s'était mis à l'abri en Belgique, dès la demande de poursuites. Il n'y avait là qu'une marque de haine dirigée contre Gambetta dont on le savait l'ami intime.

Deux provocations cléricales venaient bientôt après. On avait nommé à Lyon, comme préfet, un énergumène, Ducros, que nous avons vu à Saint-Étienne. Il avait imaginé de frapper d'indignité les enterrements civils. Si l'on ne voulait pas porter le corps à l'église, on était condamné à le porter au cimetière à 6 heures du matin en été, à 7 heures en hiver, et par le plus court chemin; et l'Assemblée approuva cette violente mesure.

Un peu après, les dévots de la droite voulaient vouer la France au « Sacré-Cœur ».

Élever au sommet de Montmartre, la colline révolutionnaire, en signe d'expiation, une église au Sacré-Cœur, pour appeler « sur la France et en particulier sur la capitale la miséricorde et la protection divines » : voilà ce que les dévots de la droite demandaient textuellement à l'Assemblée.

Ils révoltèrent même une partie de leurs alliés orléanistes, comme Baze, président de la commission qui examina le projet. Il fallut y supprimer toute mention du Sacré-Cœur, tout appel à la « miséricorde » et à la « protection divines », et se contenter de déclarer « d'utilité publique » l'église que l'archevêque de Paris voulait construire à Montmartre, sans autre précision. Un légitimiste intrépide, un familier du comte de Chambord, Cazenove de Pradines, tint bon et déposa un amendement pour « associer l'Assemblée à l'élan de patriotisme et de foi dont l'église de Montmartre est l'expression ». Il n'obtint que cent trois voix.

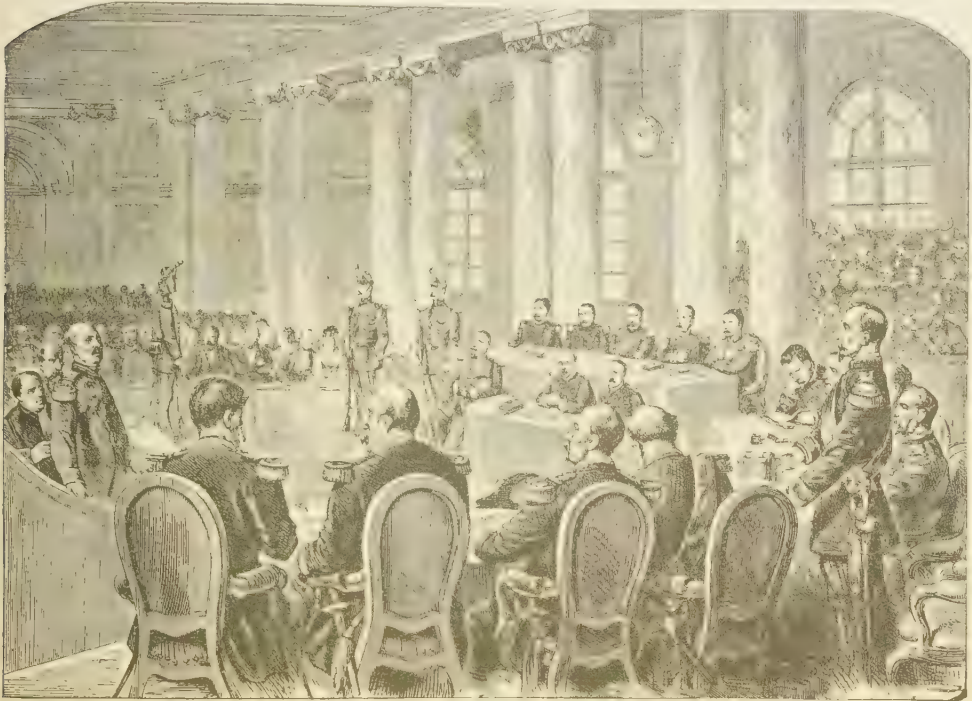
Mais la tentative restait et montrait à la France où on voulait la conduire.

Puis l'Assemblée se sépara à la fin de juillet. On n'attendait que son départ pour commencer la grande entreprise monarchique. Il était, en effet, entendu d'avance que la chute de Thiers n'était qu'un commencement. Aussitôt après, l'Assemblée devait relever le trône et rétablir la royauté.

Mais, auparavant, il fallait réconcilier les deux branches des Bourbons, effacer la Révolution de 1830, et faire du petit-fils de Louis-Philippe l'héritier présomptif de Henri V. On avait travaillé à la fameuse « fusion » maintes fois, et depuis longtemps; les premières tentatives dataient de la seconde République : toutes, jusque-là, avaient échoué. Le représentant de la légitimité, le comte de Chambord, celui dont on voulait faire le roi Henri V, était aussi intraitable, aussi fermé aux idées modernes que Charles X. Honnête, convaincu, sans souplesse, sans habileté politique, sans impatience, on pourrait presque dire sans désir de régner, il mettait son honneur à vivre et à

mourir sous les plis de son drapeau blanc. Il attendait, avec une foi inébranlable, l'hommage dû à son principe, résolu à ne le laisser, ni diminuer, ni atteindre, ni violer d'aucune façon.

Un tel caractère ne rendait pas l'entente facile. Il fallait, pour aboutir, faire amende honorable à un passé inadmissible pour la France contemporaine, et en grande partie, oublié par elle. On savait Henri V très dévot, très soumis à l'Église, trop jaloux de l'autorité royale pour la laisser, plus que Charles X, entamer par un régime parlementaire; attaché à toutes les idées d'ancien régime vaincues par les barricades de Juillet. De là, des craintes graves pour les « libéraux » de la royauté bourgeoise si réactionnaires qu'ils fussent. Mais la question la plus redoutable était celle du drapeau. Le comte de Chambord tenait au drapeau blanc : comment arracher à la France le drapeau tricolore ?



Le procès Bazaine devant le conseil de guerre, au Trianon de Versailles (6 octobre 1873).

D'après une gravure du temps.

Des négociateurs officieux de toute sorte avaient essayé de préparer les choses. Maintenant, le temps pressait : il fallait mettre à profit les vacances de l'Assemblée et être prêt pour la rentrée. Le comte de Paris, qui comme fils du duc d'Orléans était l'héritier de Louis-Philippe, se décida, d'accord avec ses oncles, à aller faire sa soumission à Frohsdorf, où habitait le prétendant. Il y était le 5 août et déclarait qu'il venait, non seulement « saluer le chef de la maison de Bourbon », mais « reconnaître le principe dont le comte de Chambord est le représentant », et qu'il « souhaitait que la France cherchât son salut dans le retour à ce principe ». Impossible de renier plus complètement la révolution et la monarchie de 1830. D'ailleurs, pas un mot des questions difficiles. On se réservait de les aborder plus tard. Sauf le duc d'Aumale, retenu à Versailles, les autres princes d'Orléans venaient ensuite s'associer à cet acte de soumission.

On devine l'émotion de la France, dont on disposait ainsi, comme d'un troupeau, dans des arrangements de famille. La nouvelle de l'entrevue de Frohsdorf avait éclaté comme une bombe

en Europe. Le maréchal ou, comme on l'appelait, le « loyal soldat », se montrait naturellement tout acquis à la tentative de restauration.

On semblait retarder de part et d'autre les conversations gênantes sur le programme de la monarchie nouvelle et sur son drapeau, comme si l'on redoutait l'heure où il faudrait s'expliquer. C'est seulement le 3 octobre que les quatre groupes de la droite se réunirent, en plénières vacances, pour constituer, sous la présidence du général Changarnier, le Comité de neuf membres qui devait prendre la direction de l'entreprise monarchique. Bien qu'on n'eût encore rien obtenu du comte de Chambord sur les points essentiels, on marchait à la nouvelle Restauration avec une ardeur incroyable.

Déjà on avait arrêté tout le programme de l'entrée de Henri V dans son royaume et dans sa bonne ville de Paris. Les carrosses étaient commandés pour la cérémonie : le carrossier y travaillait à la hâte. C'était à une autre préparation qu'on se consacrait du côté des nôtres ; on s'organisait, surtout dans les départements du Midi, pour ne point laisser égorger la République. Gambetta avait la haute direction de ces organisations secrètes, qui jetaient leur réseau sur le pays, et dont des traces, retrouvées plus tard, quand elles n'existaient déjà plus, par la police de M. Buffet, devaient faire commettre d'étranges méprises.

Le promeneur qui traversait Versailles à la fin de l'été et au début de l'automne, ne se serait guère douté du drame qui s'y préparait. Dans le parc, à travers le merveilleux décor de Watteau que lui faisaient ses pelouses, ses pins, ses grands arbres que l'automne habillait de la splendeur de ses ors et de ses pourpres, on rencontrait un autre drame, qui n'était guère moins poignant. Dans l'élégant palais du Grand Trianon, se déroulait le procès de Bazaine.

Il avait fallu le traduire en conseil de guerre, et le duc d'Aumale avait accepté de présider le tribunal devant lequel il comparaisait. Tout jeune, sous Louis-Philippe, le duc d'Aumale avait pris une part brillante aux expéditions d'Algérie ; depuis, dans l'exil, il n'avait pas cessé d'étudier l'histoire et la science des guerres : il en savait assurément beaucoup plus que la plupart de nos grands chefs, et il était résolu à faire justice sans complaisance.

L'accusé ne brillait guère devant un tel président : non que le Prince le rudoyât ; au contraire, il l'interrogeait avec de grandes démonstrations de courtoisie mais il le serrait de près. L'autre ne savait que dire. On voyait à nu l'officier des guerres civiles espagnoles, des bureaux arabes et des guérillas mexicaines, « débrouillard » émérite, fort habile à pousser sa fortune, mais nul dans ce qu'a de sérieux la science des combats. On eût dit qu'on lui parlait une langue étrangère, et qu'il ne comprenait même pas les questions qu'on lui posait. Fort gros, avec une tête toute ronde, et une moustache en croissant au-dessus d'un triple menton, il s'empêtrait de son mieux, perdu dans une telle épreuve. L'évidence de sa trahison était accablante : mais, dans des questions toutes spéciales, obscures pour le grand public, il aurait pu s'en tirer plus adroitement. Il y eut des heures pathétiques dans le procès, surtout pour une dépêche de Bazaine que Mac-Mahon affirmait n'avoir jamais reçue, et qui lui fut, sans doute, supprimée par son entourage. C'était chose saisissante de voir la confrontation d'un brillant et aristocratique officier avec deux misérables mouchards qui avaient porté la dépêche : gens puant la police secrète, d'aspect ignoble, l'un d'eux à demi ventriloque, et qui laissaient pourtant l'impression que c'étaient eux qui disaient vrai.

On sait comment cela finit : Bazaine fut condamné à mort. Mais Mac-Mahon le gracia et l'envoya vivre sur la Côte d'Azur, à l'île Sainte-Marguerite, dans une prétendue prison dont la porte était si mal fermée qu'il en sortit comme il voulut, un an après, et alla à l'étranger publier d'audacieuses et cyniques apologies, injurieuses pour tout le monde, à commencer par Mac-Mahon.

Revenons à l'entreprise monarchique qu'on poursuivait sans avoir encore de solution sur sa condition essentielle : viendrait-on à bout des répugnances du comte de Chambord pour le drapeau tricolore ? On comprenait qu'on serait perdu avec le drapeau blanc. Mac-Mahon avait dit que, si l'on voulait ôter les trois couleurs à l'armée, « les chassapots partiraient tout seuls ». Bien que le ministère, par l'intermédiaire du Garde des sceaux, Morel, eût envoyé deux ambassadeurs au prétendant sans obtenir de réponse décisive, la Commission des Neuf députa près de lui un de ses membres, Chesnelong, que le comte de Chambord reçut à Salzbourg.

Que se passa-t-il dans cet entretien ? Ce qui est certain, c'est que Chesnelong, à l'égard des déclarations satisfaisantes dont on lui fit état, ne regarda pas le plus au démenti. Il est probable que les paroles échangées ne répondaient ni au compte rendu de Chesnelong, ni au démenti qui suivit. Le comte de Chambord n'accepta jamais d'abandonner le drapeau blanc ; mais il comptait l'imposer au dernier moment, une fois qu'il serait roi et voulait jusque-là user de ménagements. De l'autre côté, on comptait qu'au dernier moment le prétendant se laisserait faire violence, et on se contentait de paroles évasives. Chesnelong, en rapportant aux Neuf son entretien, ne rapporta pas tout, et tourna dans un sens favorable aux désirs de ses mandants le langage qui lui avait été tenu. Les députés de droite, croyant qu'une fois les choses en train le prétendant ne voudrait pas tout rompre et se laisserait un peu forcer la main, dépassèrent encore, dans leur manifeste, les déclarations déjà altérées de Chesnelong, et, le 22 octobre au soir, le groupe du centre droit publiait un procès-verbal où l'on disait : « L'accord est complet, absolu entre les idées de M. le comte de Chambord et celles de la France libérale » et qui se terminait par ces mots : « Le drapeau tricolore est maintenu. »

Le comte de Chambord fut exaspéré ; il fit publier, dans le journal *L'Union* du 27 octobre, une lettre où, en réponse à ceux qui « lui demandaient », selon ses propres expressions, « le sacrifice de son honneur », il déclarait bien haut qu'il ne renoncerait jamais au drapeau blanc.

Ce fut un effroyable coup de tonnerre dans le ciel politique. Toute l'entreprise royaliste était par terre, en débris. Nul ne songeait à en ramasser les morceaux. Le général des Jésuites disait du prétendant : « Il ne lui reste plus qu'à mourir » ; un autre : « Il n'a pas su ouvrir les yeux : il ne lui reste plus qu'à les fermer. » Il y eut, dit-on, dans les salons du faubourg Saint-Germain, des crises de désespoir et de larmes. Le monde de la noblesse et de l'Église croyait déjà tenir son rêve, et voilà que ce rêve s'évanouissait !

De Broglie, au fond consolé d'avance, ne perdit pas de temps et au projet de restauration monarchique fit substituer un projet de prorogation, pendant dix ans, des pouvoirs de Mac-Mahon : projet qui était déjà adopté par les droites avant la rentrée de l'Assemblée, et que Chagnier déposa en leur nom dès sa première séance, le 5 novembre.

On était sûr de réunir, sur un tel expédient, la majorité réactionnaire, dont c'était la dernière chance de salut. Cependant les auteurs du projet avaient fait quelques concessions : ils avaient réduit de dix à sept ans la durée des pouvoirs demandés pour le maréchal ; ils avaient accepté qu'il portât le titre de « président de la République » qui ne figurait pas dans la première rédaction ; enfin, ils avaient fixé à trois jours au plus, après le vote de la prorogation, la nomination d'une commission de trente membres pour préparer des lois constitutionnelles.

La discussion eut un grand éclat ; Jules Simon y prononça peut-être son plus beau discours. Il y traçait un magnifique tableau des angoisses de la France, pendant qu'on disposait d'elle, dans des entrevues de famille ; il y perçait à jour le caractère insoutenable du singulier expédient auquel on avait recours ; surtout, il y accablait Mac-Mahon, de façon détournée, avec un art incomparable. Après avoir montré qu'on voulait faire, chose monstrueuse, une institution non pour le pays, mais pour un homme, il rappelait qu'on ne connaissait qu'un précédent à une telle énormité : c'était le Consulat ; mais l'homme était Bonaparte. Et le voilà qui, sous prétexte de faire à la tribune un portrait superbe de Bonaparte, y fait, en quelque sorte, et sans le nommer, comme un portrait en creux de Mac-Mahon : peignant le victorieux, l'intelligence universelle, auquel il laisse à l'auditoire le soin de comparer l'homme de Wœrth et de Sedan, le cerveau embarrassé dont les bévues devenaient légendaires. La droite était exaspérée, elle voulait éclater en cris, en invectives, et elle n'en avait même pas la ressource. Le moyen de se fâcher contre un très beau portrait de Bonaparte !

Grévy fit un discours surtout théorique, où il démontrait que le projet n'avait ni forme ni nom dans la langue du droit, et qu'on pourrait lui refuser l'obéissance. Sa parole grave et sentencieuse, d'une solidité et d'une vigueur singulières de pensée juridique, se doublait de la force que donnaient à l'orateur sa prestance imposante et l'autorité qu'il avait conservée sur l'Assemblée si longtemps présidée par lui. A entendre sa parole, en quelque sorte lapidaire, il semblait qu'on eût parlé la loi des Douze Tables.

Tout cela fut vain, bien entendu.

Pendant ces débats solennels, quelqu'un en attendait l'issue, caché chez un ami dans Versailles : le comte de Chambord lui-même, qui croyait pouvoir espérer quelque chose si le septennat échouait. Il avait demandé secrètement au maréchal de Mac-Mahon de venir causer avec lui. Tout légitimiste qu'il se soit dit jusque-là, le maréchal refusa. La loi adoptée, le prétendant reprit tristement, et cette fois pour toujours, le chemin de l'exil. Il avait eu, avant de partir, la douleur de voir à peu près tous ses amis nommer pour sept ans Mac-Mahon président de la République.

XIII. — La Constitution républicaine. — La fin de l'Assemblée nationale.

La majorité avait échoué dans la tâche principale qu'elle s'était assignée : la restauration; elle restait pour accomplir une œuvre de réaction.

La commission dite des Trente, nommée aussitôt après le septennat, et que présidait le professeur de droit Batbie, avait élaboré des projets hypocritement violents, pour arracher le droit de vote des à milliers d'électeurs : l'un sur les élections politiques, et reculant jusqu'à vingt-cinq ans l'âge du droit de vote, pour en exclure les jeunes générations, et en exigeant trois ans de domicile, ce qui écartait la plus grande partie des masses ouvrières; l'autre sur les élections municipales, en ajoutant aux dispositions de même nature une disposition qui, dans les conseils locaux, adjoignait aux membres élus les contribuables les plus imposés; on doublait les représentants du pays d'une oligarchie censitaire.

Cette machine de guerre élaborée contre la démocratie fut brisée dès qu'elle parut au grand jour. Ce n'est que le 2 juin 1874 que le projet sur les élections politiques fut discuté à l'Assemblée; deux orateurs le mirent en morceaux. Louis Blanc l'accabla d'abord, dans un très beau discours, d'une forme littéraire achevée, où le bon sens était condensé en formules saisissantes; puis, Batbie ayant essayé de répondre, Gambetta, dans une admirable réplique, le malmena avec une merveilleuse puissance d'éloquence et de gaieté, jouant en quelque sorte avec l'énorme jurisconsulte, aux formes d'éléphant, comme le chat avec la souris. Cette téméraire entreprise sortit condamnée du débat. Les délibérations suivantes, tant sur la loi municipale que sur la loi des élections générales, n'en laissèrent guère rien subsister.

Il en devait être autrement de la loi sur l'instruction supérieure. Il faut dire que, là, l'Église avait le concours de certains républicains, pour les beaux yeux d'une liberté nouvelle, inconnue à nos pères de la Révolution et à la Déclaration des droits de l'homme, la liberté d'enseignement. Un des membres les plus remarquables du centre gauche, Laboulaye, avait accepté d'être le rapporteur du projet, et le soutenait au nom de la commission.

Son véritable auteur était le membre le plus célèbre de l'épiscopat français, le vieil évêque d'Orléans, Dupanloup. Il ne cachait pas son but : rendre la suprématie sur l'enseignement à l'Église catholique. C'était une figure intéressante que celle de l'illustre évêque, qui jouait dans notre clergé et dans le monde politique un des rôles dirigeants; conseiller, dit-on, très écouté de Mac-Mahon. L'abbé Dupanloup avait fait sa fortune religieuse en confessant Talleyrand à sa mort. Il était devenu évêque d'Orléans, il y était resté, fort lettré, faisant jouer en grec les tragédies de Sophocle par ses séminaristes; le savant prélat n'avait rien d'évangélique : c'était, jusque dans sa vieillesse avancée, un furieux batailleur politique et religieux, s'épanchant sans répit en ouvrages, en brochures de combat, secoué sans relâche par la passion de la lutte. Il semblait en proie à une perpétuelle crise nerveuse : son sang brûlait, bouillonnait sans cesse et colorait d'un masque cramoisi sa physionomie, d'ailleurs noble et frappante. C'était chose étrange de le voir en hiver, dans les énormes avenues de Versailles, sur cette place du Palais, vaste comme une steppe, où en cette saison les vents glacés font rage, marcher son chapeau à la main, rafraîchissant à la bise son crâne surchauffé. Une tristesse le rongait : il ne put jamais désarmer la malveillance du Vatican; Pie IX ne lui pardonnait pas son opposition à l'évolution de l'Église vers les doctrines et la domination des Jésuites. On ne put jamais en faire un cardinal, malgré des efforts répétés. Vénéré dans son diocèse, dans le monde clérical, dans le parti réactionnaire, tout-puissant à l'Élysée, il restait, pour Rome, un suspect.

A la tribune, il parut fort au-dessous de sa réputation. Justement, dans cette discussion, il



Monument élevé à la mémoire de Victor Hugo, à Paris.
Par Barrias.

se heurtait à un terrible adversaire. Chal d'enseignement », chère à M. Labou la mainmise de l'Eglise sur la Aussi maître de sa parole que le forme impeccable de son langage, s'abandonnait à son flux inta lement amer dans la correction eut un succès éclatant, et dans répliques. Il s'imposa même à ses d'empêcher l'Assemblée du jour de à l'Eglise. La réaction, à l'Assem sition républicaine : au dehors, elle sans pitié. Dès le mois de janvier vote d'une loi qui livrait au Gouver mer tous les maires dans toutes les en dehors du conseil municipal. Des longues listes à l'*Officiel*, vinrent aus modérés étaient frappés, même un Dans les villages, on ne trouvait guère l'on releva ainsi le parti impérialiste. dans chaque département, de pour des furieux et des originaux d'é de combat, nommés pour vio cause de la démocratie, et violences burlesques. Rien d'ab de convertir les populations répu détester le gouvernement de Mac politique générale.

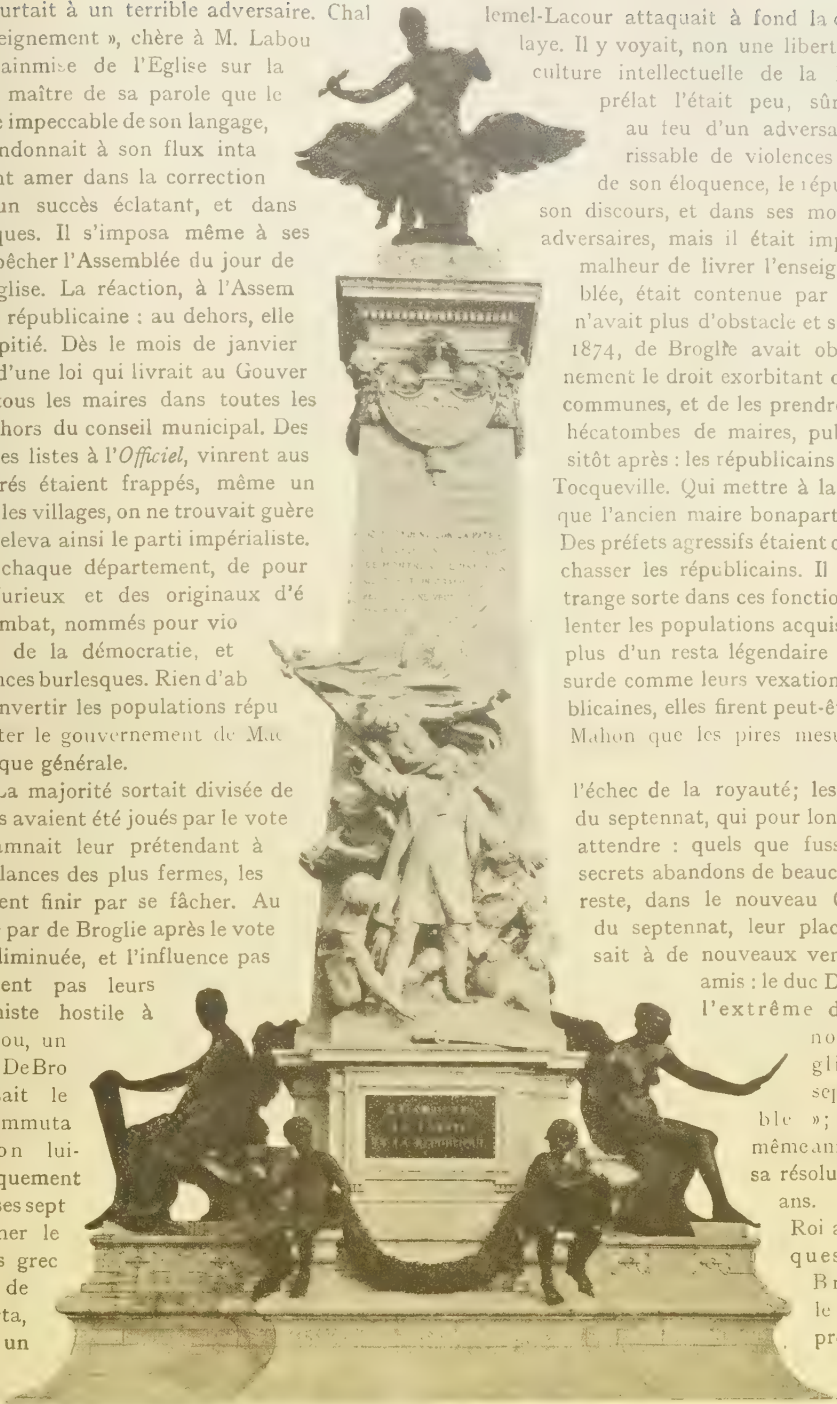
La majorité sortait divisée de mistes avaient été joués par le vote condamnait leur prétendant à défaillances des plus fermes, les devaient finir par se fâcher. Au formé par de Broglie après le vote fort diminuée, et l'influence pas n'étaient pas leurs orléaniste hostile à Fourtou, un venu. De Bro opposait le « incommuta Mahon lui-publiquement faire ses sept ajourner le lendes grec vain de apporta, 1874, un

leml-Lacour attaquait à fond la « liberté laye. Il y voyait, non une liberté, mais culture intellectuelle de la France.

prélat l'était peu, sûr de la au teu d'un adversaire qui rissable de violences ; cruel- de son éloquence, le républicain son discours, et dans ses mordantes adversaires, mais il était impossible malheur de livrer l'enseignement blée, était contenue par l'oppo n'avait plus d'obstacle et sévissait 1874, de Broglie avait obtenu le nement le droit exorbitant de nom- communes, et de les prendre même hécatombes de maires, publiés en sitôt après : les républicains les plus Tocqueville. Qui mettre à la place ? que l'ancien maire bonapartiste ; et Des préfets agressifs étaient chargés, chasser les républicains. Il y avait trange sorte dans ces fonctionnaires lenter les populations acquises à la plus d'un resta légendaire par ses surde comme leurs vexations : loin blicaines, elles firent peut-être plus Mahon que les pires mesures de

l'échec de la royauté ; les légiti- du septennat, qui pour longtemps attendre : quels que fussent les secrets abandons de beaucoup, ils reste, dans le nouveau Cabinet du septennat, leur place était sait à de nouveaux venus qui amis : le duc Decazes, l'extrême droite,

nouveau glie leur septennat ble » ; Mac- mêmeannonçait sa résolution de ans. C'était Roi aux ca- ques. En Broglie le 15 mai projet de



Monument érigé à la gloire de Gambetta, à Paris, place du Carrousel.
Par Aubé et Boileau.

seconde Chambre incroyablement rétrograde : un Sénat appelé Grand Conseil, où les cardinaux siègeraient de droit, et qui aurait pour électeurs, avec les députés et les conseillers généraux, le clergé, les officiers en retraite, etc. Il reçut un accueil glacial. Et quelques jours après, il était renversé misérablement sur un infime détail d'ordre du jour, l'Assemblée décidant de discuter la loi municipale avant celle des élections politiques. A la voix de l'orateur légitimiste Lucien Brun, quarante-cinq suffrages d'extrême droite s'étaient associés aux suffrages républicains pour le jeter à bas.

Mac-Mahon eut grand-peine à le remplacer. Après l'avortement d'une première combinaison, il s'y prit militairement et donna au général de Cissey la présidence du Conseil. Cissey était un soldat : il n'entendait rien à la politique. Pour les choses du Gouvernement, il pouvait exécuter des consignes plutôt qu'avoir des idées. Le Cabinet était assez faible : le nouveau ministre de l'Instruction publique, Cumont, n'avait jamais pu être bachelier; et l'on racontait en riant que, visitant le Collège de France, il avait demandé à voir les dortoirs. La véritable tête du ministère était Fourtou, qui passait de l'Instruction publique à l'Intérieur. Jusqu'ici, il semblait de nuance réactionnaire assez indécise : on disait seulement de lui que c'était un « bleu ». Le lecteur sait que c'est ainsi que dans l'Ouest, on désignait, par opposition aux « blancs », c'est-à-dire aux légitimistes et aux dévots, tout ce qui était du parti de 89, républicain, bonapartiste, orléaniste. Une fois là, on put voir que c'était vers le bonapartisme qu'il penchait; agressif, âpre, provocant, il avait le tempérament d'un homme du 2 Décembre. Aidé par Magne, qui restait ministre des Finances et qui, sans être fort entreprenant dans les choses politiques, était demeuré attaché au souvenir du règne déchu, il allait donner sans l'avouer à la réaction gouvernementale une physionomie impérialiste.

Justement le bonapartisme, qui naguère semblait écrasé et à jamais impuissant, reprenait de l'activité et des forces. Il venait de faire passer dans la Nièvre son candidat, M. de Bourgoing, quand, peu de temps avant, un candidat républicain, de nuance accentuée, avait obtenu dans le département une grosse majorité. Il était impossible de ne pas attribuer ce brusque changement dans les suffrages obtenus par les partis en lutte aux mœurs imposés par M. de Broglie, et qui, dans les campagnes, avec les mœurs de l'Empire encore récentes, pouvaient exercer une pression redoutable. Avant le 4 Septembre, l'orléanisme n'avait nulle part de force propre dans le suffrage universel; le parti légitimiste n'en avait que sur des portions restreintes du Midi et de l'Ouest; il n'y avait de gros bataillons électoraux que pour l'Empire et pour la République. L'Assemblée avait soulevé trop de haines et amassé sur elle trop d'impopularité, pour créer aux partis royalistes qui y dominaient des clientèles électorales dans les masses. Seuls, les bonapartistes y avaient des forces propres et pouvaient profiter de ce qu'on ferait contre les républicains.

Le 9 juin, un député ami de Gambetta, Girard, apportait à la tribune un document trouvé, d'après lui, dans un wagon, et émanant d'un « Comité de l'appel au peuple » (c'était le nom que prenaient les bonapartistes), engageant ses affiliés à rallier à leur cause, dans l'élection de la Nièvre, les officiers retraités dont le ministre des Finances, c'est-à-dire Magne, lui avait fourni la liste.

Ce fut une grosse émotion. Qu'était-ce que ce Comité constitué au mépris des lois pour la cause de l'Empire et en relations avec un ministre? Rouher, audacieusement, jura qu'il en ignorait l'existence : on devait découvrir plus tard qu'il l'avait créé et le présidait. Puis, cherchant une diversion et essayant d'exploiter les vieilles haines de la majorité contre Gambetta, il le prit brutalement à partie. Celui-ci lui riposte qu'il n'avait pas à répondre « aux misérables qui avaient perdu la France ». Et comme le président relevait cette parole injurieuse : « C'est plus qu'un outrage, répliqua-t-il, c'est une flétrissure, et je la maintiens. »

Les bonapartistes, pour se venger, attendirent les députés républicains, au retour des trains parlementaires de Versailles, dans la gare Saint-Lazare : Gambetta fut frappé, d'autres menacés; la police, qui était avec celle de l'Empire, ne cachait pas sa connivence avec les insulteurs; et Fourtou, interpellé, se refusa à la blâmer.

Cette violente réapparition du parti de l'Empire donnait fort à réfléchir aux orléanistes et à leurs princes. Ils détestaient bien la République : mais elle les laissait en France, et ils redou-

taient avant tout l'Empire, qui les aurait chassés. En voyant se dresser, derrière Fourtou, le fantôme du régime détesté qu'on croyait à jamais disparu, plus d'un, la royauté étant impossible, se sentit ébranlé dans son parti pris contre les institutions républicaines, et quand, quelques jours après, Casimir Périer, au nom du centre gauche, proposa de prendre pour bases de sa constitution future, avec le septennat et le droit de revision, l'ancien projet du ministère de Thiers, disant que « le Gouvernement de la République se compose de deux Chambres et d'un président », l'urgence de sa proposition l'emporta à une majorité de quatre voix.

Un peu après Fourtou se brouillait à mort avec l'extrême droite. Il frappait le journal légitimiste *L'Union* pour avoir publié un manifeste du comte de Chambord, atteignant ainsi directement le prétendant. Il fut mis en minorité et assez piteusement repêché ensuite. Mais il était devenu impossible; et Magne ayant été renversé sept jours après, sur ses projets d'impôts, il se retira avec le ministre des Finances : le bonapartisme ministériel avait vécu. Le maréchal forma un nouveau ministère où il confia l'Intérieur au général de Chabaud-Latour : c'était un intérim des princes d'Orléans.

Cependant, le succès inattendu de Casimir Périer donnait à réfléchir aux ennemis intraitables de la République et à leur chef, de Broglie. Ils sentaient qu'une partie de leurs amis leur échappaient : ils firent un effort désespéré. La fameuse Commission des Trente fabriqua à la hâte un bizarre projet de constitution, qui n'était pas un projet de constitution, qui en était même la négation. On avait chargé de le présenter à l'Assemblée un personnage obscur, de Ventavon. Nulle figure plus bizarre que celle de ce petit homme, de la taille des gnomes des contes fantastiques, contourné et contrefait comme eux, avec un pied bot et un énorme menton, galant, burlesquement coquet dans son ton et dans son style. On eût dit le vivant portrait de son projet, difforme comme lui, et qui n'était ni la République, ni la monarchie, ni le stathoudérat, ni rien qui eût un nom dans la langue des institutions politiques; il consistait au fond à faire attendre à la France, pour qu'elle eût le droit d'avoir une forme de gouvernement définie et définitive, que le maréchal eût achevé ses sept ans. On ne put donner qu'un titre à une conception si saugrenue : on la baptisa le « Ventavonat ». Ajoutez que le rapporteur, par ses maladresses de langage, en mettait en relief toutes les absurdités. Mais, quand vint la discussion, de Broglie, dans un grand discours, sonna le ralliement à toutes les réactions, éreinta la République, exalta la monarchie et fit repousser la proposition Casimir Périer par 41 voix de majorité. Succès fragile et peut-être passager. Il était temps d'envoyer l'Assemblée loin de Versailles. Le vieux Changarnier, devenu bucolique, vanta le repos des campagnes, le charme de leurs ombrages et obtint qu'on partît en vacances.

On revint à la fin de novembre : mais on ajourna encore. C'est à ce moment qu'on discuta la loi sur l'enseignement supérieur. À la fin de décembre, la gauche fit décider une enquête sur l'élection de la Nièvre et le fameux Comité bonapartiste. Puis, après ce repos des vacances et les attermoissements de l'automne, vint la « trêve des confiseurs ». On gagnait ainsi des semaines, des jours; et ce n'est que le 2 janvier qu'on ne put plus éluder la question vitale de la Constitution.

Les journées décisives furent celles du 28, du 29 et du 30. Les républicains avaient mis leur espoir dans une proposition du centre gauche, que Laboulaye était chargé de défendre à la tribune. Il fut excellent : très fort dans le fonds des idées, très mesuré, très habile dans la forme. On ne pouvait mieux démontrer cette évidence de bon sens, qu'il fallait que l'Assemblée se résignât à organiser la République ou à se dissoudre. Mais voilà qu'un groupe de républicains intraitables sur les principes, petit par le nombre, grand par l'autorité, s'obstinait à nier les pouvoirs constituants de l'Assemblée et se refusait à voter le projet du centre gauche : l'illustre Louis Blanc, l'illustre Edgard Quinet, le maître écrivain Peyrat, le vieux proscrit Madier de Montjau, à l'éloquence un peu démodée, mais puissante, un autre proscrit de l'Empire, Marcou; et en leur nom Louis Blanc vint déclarer à la tribune qu'ils ne prendraient pas part au vote.

Ils étaient cinq; on comptait que la victoire serait disputée à quelques voix : leurs suffrages pouvaient la décider, leur abstention faire tout échouer. Le lendemain, au moment du scrutin, on les entourait, on les adjurait, on les assaillait, on les suppliait, on les traînerait au vote : ils finirent pas se laisser faire; en vain : le contre-projet Laboulaye était battu à 26 voix d'écart.

C'était le désastre pour les espérances républicaines. Cela se passait le 29 janvier. Le 30,

Wallon montait à la tribune. C'était un érudit, membre de l'Institut, auteur de gros ouvrages peu lus, assez conservateur et assez dévot. Il avait, lui aussi, un contre-projet, qu'il s'entêtait à présenter après l'échec de ceux des gauches, le retouchant, le remaniant à chaque fois. C'était la troisième fois qu'il l'offrait à l'Assemblée. Une fois, on avait voté : il avait obtenu 31 voix. Il suffisait de voir l'homme, pour ne point croire qu'un grand événement sortirait de son intervention. Imaginez un bon bourgeois du Marais, à la face toute ronde, au gros nez, aux grosses lunettes, à la figure placide. On ne l'écoutait pas : il continuait imperturbablement, avec une douce obstination, dans un grand brouhaha de conversations. Enfin, on passa au vote. Coup de théâtre : son contre-projet l'emportait à une voix de majorité, par 353 voix contre 352.

Voix disputée : au début de la séance suivante, les rectifications du vote la faisaient disparaître, reparaitre. Il semblait qu'elle voletait comme un papillon capricieux, sans résultat, d'ailleurs : réglementairement, le vote était acquis.

Alors, ce fut la débâcle des droites : le 1^{er} février, la voix unique avait fait d'innombrables petits ; et le second article du projet Wallon était voté à une majorité de 182 suffrages, par 425 contre 263. Tout le parti orléaniste se ralliait, même de Broglie.

Ainsi fut établie notre République, par une Assemblée qui avait juré de la détruire.

Rien pourtant n'était encore définitivement acquis. Il avait été décidé que la loi relative aux pouvoirs publics était inséparable de celle qui organiserait une seconde Chambre, et n'aurait de force qu'une fois la seconde votée. Restait maintenant à créer un Sénat : si l'on n'y réussissait pas, tout tombait ; et c'était là qu'on allait trouver les grosses difficultés.

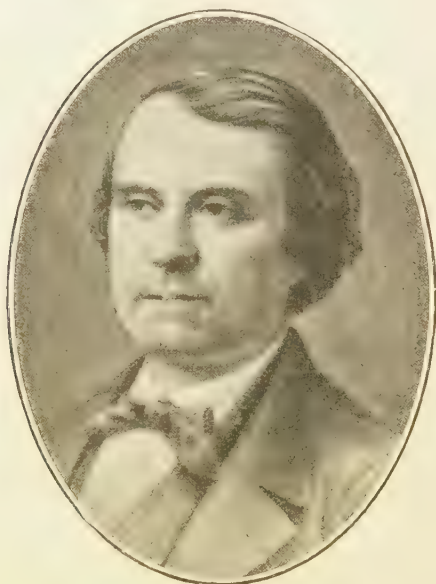
Par une nouvelle surprise, quelques jours plus tard, elles semblaient résolues. Pascal Duprat, par un excellent discours, faisait décider que le Sénat serait élu au suffrage universel. Comme la Chambre, les bonapartistes avaient été obligés, sur cette question où ils ne pouvaient pas se démentir, d'apporter leurs suffrages aux républicains ; et les légitimistes, ennemis irréconciliables du projet de constitution par principe, s'étaient abstenus.

Cette fois, Mac-Mahon se fâcha et jeta dans la balance le poids de son sabre. Cissej vint lire un message du maréchal, déclarant qu'il ne pouvait plus s'associer à l'œuvre de l'Assemblée. A sa voix, toute l'armée des droites se rallia ; et la loi qui organisait la seconde Chambre fut repoussée tout entière à l'ensemble. La Constitution était par terre, il n'en restait que des débris : la réaction triomphait.

Gambetta bondit à la tribune : il y fut superbe. Dans une courte et véhémement improvisation, il accabla le ministère, six fois renversé, toujours debout, qui, pour faire échouer la Constitution, se cachait derrière l'épée du maréchal ; il accabla ces conservateurs, auxquels les républicains avaient multiplié les concessions, et qui, détruisant tout, rejetaient l'Assemblée dans le néant. Il leur montra la dissolution, cette fois inévitable. Ils restaient pliés sous le coup de sa puissante et ardente parole. Ils réfléchirent et ils eurent peur.

Leur impuissance à donner à la France une constitution n'avait que deux lendemains possibles : la parole rendue au suffrage universel, sans loi de précaution, dans leur écrasement, ou les terribles hasards d'une tentative de coup d'État, peut-être au profit des bonapartistes, si forts dans l'armée, peut-être pour aboutir à un soulèvement populaire. Ils reculèrent et se décidèrent à essayer une autre loi pour l'établissement d'une seconde Chambre.

Quand on remonte l'avenue des Champs-Élysées, on y voit à gauche, aussitôt après le



(N. D. Photo.)
Louis Blanc.

Rond-Point, deux somptueux hôtels qui n'en font qu'un, et qui appartenait à la famille de Casimir Périer, l'impérieux ministre de Louis-Philippe. Ils étaient habités par les deux beaux-frères : le fils de l'ancien ministre, qui, on l'a vu, s'était attaché à la politique républicaine de Thiers et était devenu l'un des chefs du centre gauche, et le duc d'Audifret-Pasquier, l'un des grands meneurs du 24 mai, resté tout dévoué aux princes d'Orléans, mais dans la nuance la plus libérale. C'est là que le centre gauche et le centre droit, passant d'un hôtel à l'autre, négocièrent un accord pour sauver la Constitution.

Les hommes de la droite y imposèrent de dures exigences. Le Sénat devait se composer de 225 membres : 225 élus par un système baroque, l'énorme majorité du corps électoral étant formée de « délégués » des conseils municipaux : un par commune. Paris, avec ses trois millions d'habitants, pesait autant, dans le scrutin, qu'un hameau de cinquante paysans. Soixante-quinze autres sénateurs, ceux-là à vie, affranchis de tout contrôle, devaient être élus par l'Assemblée,



Gresley, Tirard, Leroyer,
Waddington, Jauréguiberry.

Grévy.

Lepère.

Ferry.

Cochery, Freycinet.

Léon Say.

Ministère républicain de 1879.

qui se survivrait ainsi à elle-même. A mesure qu'ils mouraient, le Sénat nommerait leurs successeurs.

Plus d'un, même parmi les plus modérés, bondit à l'annonce de telles exigences. L'absurdité de mesures si exorbitantes révoltait, et l'on ne voyait que trop quelle machine de guerre un pareil Sénat dressait contre la souveraineté nationale.

Le 25 février, la Constitution républicaine était définitivement votée.

Elle impliquait, forcément, un changement complet dans la majorité du Gouvernement et dans la politique ministérielle : le pouvoir devait s'appuyer évidemment sur les partis qui avaient voté la loi fondamentale du pays, et, avec eux, s'inspirer des idées républicaines : l'axe de la politique était transporté à gauche.

Buffet descendait du fauteuil présidentiel pour être placé à la tête du Cabinet. Quelle était au fond sa pensée ? On n'en savait rien. Mais comme président, il avait semblé plutôt favorable au vote de la Constitution ; on n'avait donc, *a priori*, aucune objection à son arrivée au pouvoir : qui aurait pu soupçonner l'attitude qu'il allait y prendre ?

On n'eut bientôt plus d'illusion : de Broglie n'était pas un ennemi plus acharné.

Il lui avait bien fallu se doubler de deux ministres républicains pris dans le centre gauche, mais il ne se gênait pas pour eux. L'un d'eux, Dufaure, faisait dans le ministère une assez piètre figure; avec son passé gouvernemental, commencé sous Louis-Philippe, sa haute éloquence, son incontestable supériorité de situation, il consentait à rester un fort petit garçon sous la férule de Buffet, à ne plus se souvenir que de ses vieux instincts de réaction pour se mettre à l'unisson de son obstiné collègue, et à combattre à peu près en toute occasion les gauches dont il était la garantie dans le Gouvernement. Sur les mesures les plus illibérales prises contre la presse, sur le maintien partiel de l'état de siège, sur les deux dernières lois constitutionnelles forgées par lui, sur le mode électoral pour le choix des députés, il se fit l'instrument de Buffet contre les républicains, sans oser ni l'arrêter ni le contredire pour le reste. L'autre représentant du centre gauche dans le Cabinet, Léon Say, était moins effacé et moins docile, et osa braver parfois les colères de Buffet : mais ses attributions étaient limitées à l'administration des Finances, et il ne pouvait guère prendre d'influence sur la politique générale.

Avec Buffet, au moment où le pays soulagé s'imaginait enfin être en possession de la République, on vit reparaître la politique de combat et de vexations comme sous un de Broglie et sous un Fourtou, mais d'autant plus intolérable qu'on s'en était cru délivré. Les préfets, plus que jamais, eurent l'ordre de faire la chasse aux républicains. Les journaux continuèrent à être persécutés, et Dufaure, pour nombre de délits, leur ôta la garantie du jury et les renvoya à la police correctionnelle. C'était chose révoltante que, tant d'années après la paix, une grande partie de la France fût encore soumise à l'état de siège, proclamé au moment de l'invasion et pour elle. Le régime militaire, avec la toute-puissance du sabre, suspendant toutes les lois, pesait encore sur un nombre considérable de départements. Buffet le fit maintenir, pour les élections prochaines, à Paris, à Marseille et en Seine-et-Oise. Il couvrait de sa protection les bonapartistes, alors sous le coup de l'enquête ordonnée par l'Assemblée, et faisait entendre que les radicaux étaient des conspirateurs plus dangereux.

Un grand débat eut lieu, dans les derniers mois de l'Assemblée, en novembre, sur la loi électorale : Buffet voulant obstinément le scrutin d'arrondissement, sur lequel il comptait pour exercer une pression officielle; Gambetta demandant le maintien du scrutin de liste. Celui-ci prononça à ce sujet deux de ses plus magnifiques discours, qui dépassaient singulièrement la question du mode de scrutin. Dans l'un, il accabla le parti orléaniste; dans l'autre, il se fit plus conciliant. C'est dans ce dernier que, pour expliquer la raison qui avait fait accepter aux républicains de principe une transaction contraire à leurs doctrines, il poussa ce cri superbe : « Regardez la trouée des Vosges !... » Bismarck, en effet, n'avait point cessé de menacer la France d'une guerre nouvelle, soit qu'il voulût réellement achever, avant qu'elle eût pu guérir ses blessures, la France, dont le relèvement l'inquiétait, soit qu'il crût habile d'y entretenir les inquiétudes et d'y perpétuer les alarmes. Pour comprendre comment les républicains voulurent à tout prix aboutir sans crise et sans convulsions, si douloureuses que fussent les concessions qu'on leur imposait, il faut se rappeler qu'un coup d'État, même manqué, un soulèvement, même triomphant, auraient pu ramener sur le territoire les baïonnettes étrangères et perdre la patrie. « Regardez la trouée des Vosges ! »

Dufaure avait fait adopter les dernières lois constitutionnelles, qui aggravaient encore les premières. Dans la loi sur les rapports des pouvoirs publics, il avait armé Mac-Mahon de pouvoirs exorbitants, et tracé en quelque sorte le scénario de sa prochaine entreprise contre la République. Avant de partir, l'Assemblée devait nommer les 75 sénateurs inamovibles : c'était, on le sait, sur cette élection que la droite comptait pour se survivre dans le Sénat et y assurer sa majorité.

Elle allait être cruellement déçue : les bonapartistes voyaient le danger de livrer une telle forteresse au parti des princes qu'ils regardaient comme leur pire ennemi; un groupe important de légitimistes ultra détestait les d'Orléans, qui avaient abandonné Henri V. On fit savoir aux républicains qu'on pouvait négocier. Une liste fut élaborée, où les candidats des gauches figuraient avec des noms d'extrême droite; les bonapartistes ne demandaient rien : il leur suffisait de mettre l'orléanisme en échec.

C'est cette liste qui l'emporta. Sur les 75, les républicains avaient près de 60 élus, l'extrême droite une dizaine. Buffet, de Broglie, Bocher, tout l'état-major de la droite royaliste échouait.

Le 31 décembre, l'Assemblée du jour de malheur tenait sa dernière séance. Elle avait pesé près de quatre ans sur la France. Elle ne devait plus revenir que le 8 mars 1876, pour assister à la transmission de ses pouvoirs à ses successeurs.

Puis eurent lieu, dans tout le pays, les élections des sénateurs et des députés. Buffet recueillit les fruits de sa politique : aux élections sénatoriales, il fut battu dans son département, les Vosges ; aux élections des députés, il fut battu dans les Vosges, la Meuse, le Cher et le Tarn-et-Garonne. Il l'avait déjà été à l'élection des 75. Cela lui faisait six défaites. Il était jeté hors des Assemblées.

Dans le Sénat, les forces des républicains et de la réaction se balançaient à peu près. On n'allait pas tarder à voir la balance pencher du côté de la réaction. A la Chambre, le triomphe des républicains était complet : la minorité de droite dépassait à peine 150 voix sur 533.

La politique de Buffet était aussi battue qu'il l'était lui-même.

XIV. — Le Seize Mai. — La chute de Mac-Mahon.

Le maréchal n'avait jamais eu la pensée d'accepter sincèrement la République : il ne songeait donc pas à supporter la nouvelle Chambre. Le duc de Broglie n'avait jamais cessé d'être dans la coulisse son directeur politique. Il avait fallu subir la Constitution : mais on a vu la fraction de la droite, qui s'y était ralliée, y construire pièce à pièce une machine de guerre contre les institutions populaires qu'elle consacrait. Mac-Mahon, soufflé par de Broglie, était résolu au conflit : une seule question se posait : à quel moment l'engagerait-on ? Quelques-uns voulaient renvoyer la Chambre dès le lendemain des élections. Les chefs de la réaction en délibérèrent à la présidence même. Buffet était pour le combat immédiat ; de Broglie était d'avis d'attendre que la Chambre se fût discréditée par « ses excès », c'est-à-dire par ses idées républicaines. Mac-Mahon eut une entrevue avec les deux, et, naturellement, suivit l'avis du duc. La tentative fut ajournée, et un nouveau Cabinet fut formé sous la présidence de Dufaure. Il comprenait quelques membres du centre gauche : Ricard à l'intérieur, Léon Say aux Finances, Waddington à l'Instruction publique, Christophle aux Travaux publics, Teyssier de Bort au Commerce. Le maréchal gardait ses hommes à lui aux Affaires étrangères, à la Guerre et à la Marine. Le duc Decazes, orléaniste militant, restait.

Il était difficile que Dufaure s'entendît avec la nouvelle majorité de la Chambre. Elle était républicaine ; Dufaure, au fond, l'était bien peu. Très solidement fidèle aux institutions qui excluaient la monarchie, il n'avait que ce point de commun avec les gauches. Sur tout le reste, ses vieux instincts de réaction le mettaient aux prises avec elle.

Entre Dufaure et les élus du pays l'accord n'était pas possible : on n'avait pas le cerveau fait de même ; on ne parlait pas la même langue. Les représentants de la démocratie arrivaient, impatients de prendre leur revanche d'une longue et exaspérante réaction : ils voulaient en finir avec le scandale de l'état de siège, rendre aux pays le droit de nommer ses maires, le débarrasser des préfets de combat ; ils voulaient tout au moins corriger la loi qui livrait l'enseignement à l'Église ; ils voulaient arrêter et réparer la répression féroce qui avait suivi la Commune et qui continuait. Les plus hardis demandaient déjà l'amnistie ; tout au moins fallait-il, après cinq ans et plus, mettre un terme aux poursuites et en finir avec la juridiction des tribunaux militaires. On songeait aux réformes démocratiques, et Gambetta, qui s'était fait nommer président de la Commission du budget, lui avait fait adopter dès lors un projet d'impôt sur le revenu. Ce n'était plus la « République conservatrice », celle des esprits timides réconciliés par Thiers avec la forme républicaine, gardant d'ailleurs sur tous les autres points leurs conceptions antérieures : c'était la République véritable, démocratique et passionnément anticléricale. On supprima l'état de siège, là où il était scandaleusement continué ; les préfets les plus violents furent sacrifiés ! Sur le reste, c'étaient des heurts continuels.

D'autre part, le Sénat n'avait pas tardé à se dresser, devant le mouvement populaire, en ennemi déclaré. Il avait eu à remplacer des inamovibles : il avait nommé, à quelques voix d'écart, Buffet, puis Chesnelong. Il ramassait les vaincus de la réaction. Bientôt, mais en sens contraire, Dufaure y était aussi battu qu'à la Chambre. Waddington, ministre de l'Instruction publique, ne

réussissait pas à faire rendre à l'État la « collation des grades ». Que l'Église pût, en concurrence avec l'État, créer son haut enseignement, c'était déjà beaucoup. Encore fallait-il que celui-ci restât juge de la capacité des élèves et pût seul, après les avoir examinés, leur accorder les diplômes de droit, de médecine, etc., qui ouvraient les carrières libérales. C'est ce que la Chambre avait voté; c'est ce que le Sénat repoussa. Puis il rejetait tout entière la loi qui, pour les faits de la Commune, arrêtaient les poursuites et dessaisissait les conseils de guerre.

Ce fut le dernier coup pour Dufaure. Trop incliné à droite pour la Chambre et à gauche pour le Sénat, impuissant au Palais-Bourbon et au Luxembourg, hors d'état d'assurer, entre les deux Assemblées, les compromis nécessaires, d'ailleurs vieux et las, il donna sa démission le 2 décembre 1876 et se refusa obstinément à la reprendre.

Qu'allait faire le maréchal? Dufaure semblait représenter la nuance la plus avancée qu'il fût disposé à accepter. On tomba de son haut quand on apprit que son choix s'était porté sur Jules Simon.



Jules Grévy.

Rien, en apparence, de plus incompréhensible. Un tel choix indiquait un pas décisif à gauche. Jules Simon n'était plus un conservateur rallié à la République, c'était un républicain résolu depuis qu'il avait l'âge d'homme. Avec lui finissait le pouvoir du centre gauche. Le nouveau président du Conseil avait même été, au Corps législatif de l'Empire, jusqu'à se dire radical et à publier un volume dont la préface était comme le programme du radicalisme. Ajoutez qu'il devait être personnellement odieux au maréchal. On sait s'il l'avait attaqué et humilié dans ses discours sur le septennat. Est-ce que Mac-Mahon avait changé du tout au tout? Est-ce qu'il ne subissait plus l'influence de de Broglie?

Il la subissait toujours, et l'on put, au moment même, attribuer à de Broglie ce choix si imprévu. Ce que l'Élysée appelait au pouvoir, dans Jules Simon, c'était le rival et l'adversaire de Gambetta. Leur antipathie datait de loin : du Corps législatif, où Jules Simon n'avait pas vu sans froissement le rapide essor politique du jeune tribun; du 4 Septembre, où Gambetta lui avait pris sans façon le ministère de l'Intérieur; des derniers jours du Gouvernement de Bordeaux, où Jules Simon avait été soumettre

aux décisions de Paris le représentant de la guerre à outrance. Seul, Jules Simon, par sa situation, par son éloquence, pouvait disputer à l'ancien élu de Belleville la direction de la majorité républicaine. S'en servir pour réduire Gambetta à l'impuissance, tel était le calcul de l'Élysée. On le sut bien vite, et Jules Simon ne l'ignora certainement pas. Il semble même plus que probable, d'après les événements qui suivirent, qu'il s'était lié, à cet égard, par de véritables promesses.

Était-ce tout? Sans nul doute, on avait d'autres visées. Le lecteur a vu que, dès le début, le maréchal était résolu à dissoudre la Chambre : il attendait pour cela qu'elle se fût compromise par ce qu'il appelait « ses excès » : il était donc peu probable qu'il tint beaucoup à la maintenir dans une politique relativement modérée par l'influence de Jules Simon. Mais il comptait certainement la partager entre deux influences rivales, susciter un conflit entre Jules Simon et Gambetta, et trouver les forces républicaines divisées le jour où il les attaquerait; peut-être même se faire un instrument du premier, abriter derrière lui la politique de l'Élysée et, le jour où Gambetta le renverserait, sembler venger le parti républicain raisonnable, en engageant le combat pour la réaction.

Une question capitale se posait : quels étaient, en matière de budget, les droits du Sénat? Pouvait-il rétablir une dépense que la Chambre avait repoussée? La Constitution ne tranchait



La Danse.
Par J.-B. Carpeaux.

pas formellement la question : mais, dans les régimes parlementaires, il y a des règles, ou qui ne sont point écrites, ou qui le sont fort indirectement, et qui n'en font pas moins partie du droit commun incontesté des pays libres : il était admis, sous les royautés d'autrefois, il est admis dans tous les gouvernements véritablement parlementaires d'Europe, que seuls les élus directs du pays peuvent consentir une dépense ou un impôt, et que les secondes Chambres n'ont aucun droit d'en prendre l'initiative. La Constitution de 1875 elle-même contenait une formule peu précise, dont tel est le véritable sens. Aussi Gambetta proposait-il de repousser par principe, comme illégitimes, quelles qu'elles fussent, toutes les dépenses que la Chambre n'avait pas consenties et que le Sénat avait votées dans la loi de budget.

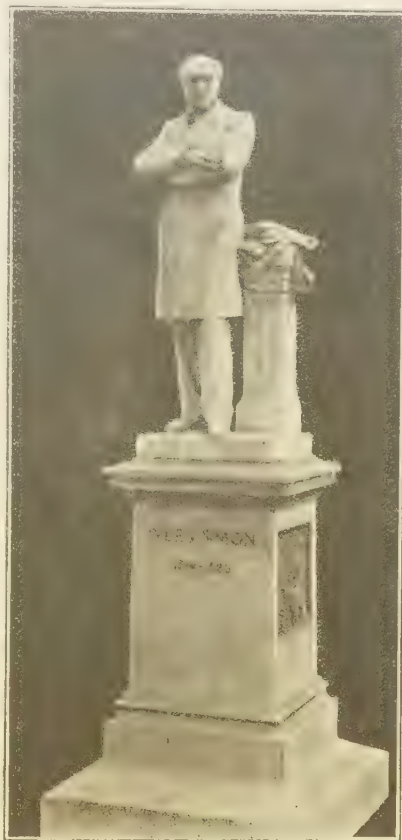
Il prononça à ce sujet, non son discours le plus éclatant (le sujet n'y prêtait pas), mais le plus solide par la force, l'enchaînement et la clarté du raisonnement : aucun ne prouve mieux sa miraculeuse facilité d'assimilation. Il avait chargé Floquet d'étudier et de présenter à la Chambre la démonstration technique, se réservant pour la réplique. Dans la nuit de la veille, comme ils revenaient ensemble de soirée, Floquet, en causant, lui développa toute sa thèse, les faits, les exemples, les arguments qui en prouvaient l'évidence. Voilà le discours à faire qui se construisait aussitôt, avec toute son ampleur, toute sa force et tous ses détails, dans le cerveau de Gambetta. Le lendemain, il demanda à Floquet de lui céder son tour de parole et fait une démonstration incomparable.

Jules Simon fut beaucoup moins probant, mais il obtint une majorité écrasante. Il put, en rentrant à l'Élysée, se vanter d'avoir maté Gambetta.

Il allait se heurter à de plus grosses difficultés.

Le pape Pie IX, dans un consistoire tenu le 12 mars, s'était plaint violemment du Gouvernement italien, à l'occasion d'une loi que la Chambre romaine venait de voter. Une agitation redoutable avait été soulevée dans tout le monde catholique à la suite de ses paroles. En France, les évêques s'emportaient contre la royauté qui avait pris Rome au Pape. Au début d'avril, un congrès catholique, tenu sous la présidence de Chesnelong, faisait chorus. On mettait en demeure le Gouvernement français d'aller au secours du Saint-Père. On ne lui demandait pas expressément de déclarer la guerre à l'Italie pour restaurer le pouvoir temporel, mais c'est ainsi que toute l'Europe interprétait la campagne cléricale. Le 3 mai, les groupes républicains interpellaient Jules Simon sur cette question passionnante.

Nul débat ne pouvait être plus gênant pour lui. Jules Simon avait toute sa vie ménagé et même caressé l'Église. L'évêque d'Oléans, Dupanloup, disait plaisamment de lui : « Il sera cardinal avant moi. » Il avait, pour le clergé, des complaisances infinies; on devine si, sentant Mac-Mahon derrière lui, il était embarrassé pour tenir tête aux violentes agressions épiscopales. Dans sa réponse à l'interpellation, il mit en œuvre toute sa souplesse et toutes ses habiletés d'équilibriste de tribune, sans contenter personne. A gauche, on attendait en vain un mot qui répondît aux passions républicaines, et il semblait qu'on ne sait quelle ombre d'équivoque passât sur son langage. Chez les dévots, on ne lui pardonna pas de constater qu'il était faux que Pie IX fût prisonnier. On voyait là un démenti sacrilège au Pape.



(N. D. Photo.)

Jules Simon.

En réponse à Jules Simon, Gambetta prononça le discours foudroyant qui se résumait et se terminait par ces mots acclamés avec enthousiasme par la majorité : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! »

Jules Simon dut accepter un ordre du jour où l'on s'était refusé à insérer pour le ministère le mot de confiance, et où on l'invitait à user des moyens légaux dont il disposait pour réprimer l'« agitation antipatriotique » des ultramontains.

Au cours du débat un incident grave s'était produit. L'évêque d'Orléans, qu'on savait un des intimes de l'Élysée, avait un journal qu'il inspirait. Ce journal, au moment de l'interpellation, publiait un article où l'on disait que si M. Jules Simon essayait de « reculer », on avait les moyens de l'« obliger à venir enfin à la politique de protection religieuse et sociale à laquelle il avait fait défaut jusqu'ici ». C'était dire qu'à droite ou à l'Élysée, on le tenait. Par quoi ? On ne le disait pas, on insinuait qu'il s'était lié et qu'on pouvait le contraindre à marcher.

Jules Simon, indigné, protesta avec des accents de révolte pathétique et, à la tribune, froissa, déchira, piétina le journal, au milieu des bravos : c'était un beau geste, mais qui allait recevoir un terrible et rapide démenti.

Cela se passait le 4 mai. Le 16 mai Mac-Mahon mettait Jules Simon à la porte.

Il avait attendu quelques jours, pour avoir un prétexte qui ne fût pas l'affaire des évêques. Le 15, malgré Jules Simon, c'est-à-dire malgré Mac-Mahon, la Chambre votait l'abrogation de la loi fort illibérale de 1875 sur la presse, œuvre de Buffet et de Dufaure. Le 16, de grand matin, le maréchal écrivait au président du Conseil qu'on se « demandait s'il avait conservé sur la Chambre l'influence nécessaire », et qu'« une explication était indispensable ». « Si je ne suis pas, comme vous, responsable envers le Parlement, ajoutait le maréchal, j'ai une responsabilité envers la France, dont, aujourd'hui plus que jamais, je dois me préoccuper. »

C'était le mettre en demeure de s'en aller. Le Président de la République en avait-il le droit ? Non assurément. Le Président nomme les ministres, il ne les révoque pas. La Constitution est formelle sur ce point : elle dit que les ministres sont responsables « devant les Chambres » et non devant le Président. C'est ce qui sépare un régime parlementaire d'un régime de pouvoir personnel. Jules Simon pouvait et, à ce qu'il semble, devait se défendre, ou plutôt défendre en sa personne les droits de la Chambre et les règles du régime représentatif. Il se soumit immédiatement et donna sa démission à Mac-Mahon.

Mac-Mahon livrait son dernier combat à la France républicaine : dans les plus mauvaises conditions. Pour s'aventurer dans un tel conflit, il n'avait aucun prestige. Son sabre n'était connu que par de désastreuses défaites ; son intelligence était sans éclat ; on lui avait même fait une légende de ridicule ; il traînait à sa suite l'irréparable impopularité de l'Assemblée du jour de malheur. Personnellement, il n'avait ni parti, ni force devant l'opinion : il ne se réclamait d'aucun principe. Il avait ouvert une crise qui bouleversait le pays sans aucun prétexte sérieux. La majorité républicaine de 1876 n'avait rien fait qui pût épouvanter ou irriter même les esprits timides. C'était gratuitement, par un parti pris injustifiable, qu'il jetait le pays dans une terrible aventure. La composition du ministère qu'il forma dès le soir du 17, comme pour mieux prouver que le coup était monté d'avance, semblait un nouveau défi. De Broglie, l'homme le plus détesté des foules avec Buffet, en était le chef. Il était doublé du violent Fourtou, chargé, comme ministre de l'Intérieur, de la besogne électorale. C'était une déclaration de guerre au suffrage universel. On n'avait qu'une ressource : celle de le soumettre par la terreur ; mais on n'en avait pas les moyens.

Dès le début, la Chambre avait riposté au coup de force du maréchal. Gambetta prononça le discours éclatant où il dénonçait aux masses rurales le « gouvernement des curés ». Puis, tout le scénario de conflit préparé dans la Constitution se déroulait : ajournement de la Chambre jusqu'au 16 juin ; dissolution votée par le Sénat le 22 ; délai de trois mois pour la convocation des électeurs jusqu'au 22 septembre ; fixation des élections au 14 octobre. On avait eu cinq mois pour violenter le pays.

On les mit à profit. Impossible d'imaginer une dictature plus brutale, plus vexatoire, que celle qui sévit sur la France. A la place des préfets destitués, des préfets de combat organisaient la persécution des républicains ; des maires imposés tyrannisaient les communes ; la police était mise

aux troussees des récalcitrants : on multipliait les vexations; on emprisonnait; on fermait les débits dont les propriétaires étaient mal pensants. Provocations absurdes, puisque tout le pays savait que les persécuteurs n'avaient pas de lendemain assuré, qu'il pouvait à bref délai s'en débarrasser avec le bulletin de vote, et qu'ainsi le Gouvernement exaspérait sans épouvanter.

Mac-Mahon s'engageait à fond. Il donnait de sa personne, menaçant à mots couverts de son sabre. Dans un ordre du jour à l'armée (1^{er} juillet), il jurait qu'il remplirait ce qu'il appelait sa mission « jusqu'au bout ». Dans son manifeste aux électeurs, en septembre, il affirmait qu'il ne pouvait ni devenir l'« instrument du radicalisme », ni « abandonner le poste où la Constitution l'avait placé », comme pour dire au suffrage universel qu'il resterait le maître malgré le vote du pays. Il avait désigné dans chaque circonscription son candidat officiel, pourvu du privilège d'apposer sur les murs des affiches blanches.



Le Libérateur du territoire.

Par Ulmann (Musée de Versailles).

Les républicains concentraient leurs forces contre lui. Gambetta dirigeait la lutte. Il fut merueilleux dans cette organisation. Il avait créé une sorte de contre-gouvernement, en face du gouvernement de Mac-Mahon. Les bureaux de son journal, la *République Française*, étaient le centre de ce pouvoir dressé contre le pouvoir officiel; les préfets destitués, ses premiers fonctionnaires. En même temps, il faisait une campagne de réunions et allait réchauffer les courages de son ardente éloquence. C'est dans un discours fait à Lille, qu'en réponse à Mac-Mahon, il prononça le mot fameux : « Quand la France aura exprimé sa volonté, il faudra se soumettre ou se démettre. » On fit la sottise de le poursuivre et il se trouva un tribunal assez servile pour le priver de ses droits politiques.

Le pays tout entier, jusque dans les hameaux, prenait passionnément part à la lutte. Les moissonneurs, au milieu de leur travail accablant, sous le soleil de la canicule, employaient leurs moments de repos à lire à haute voix les discours républicains.

Au milieu du combat, l'armée de la démocratie perdait le plus illustre de ses chefs, le successeur désigné de Mac-Mahon : Thiers mourait le 3 septembre. On lui fit de magnifiques obsèques.

Les 363 députés des gauches, qui avaient voté la condamnation du 16 mai, se représentaient

en bloc, sans que leur parti permît à aucun concurrent de gauche de poser de candidature rivale : c'était comme les 221 de la fin de la Restauration ; une situation semblable faisait reprendre des procédés de lutte pareils. Dans les 363 se trouvait le prince Napoléon, qui se proclamait républicain peu de temps avant le moment où la mort du prince impérial allait en faire l'héritier des prétentions des Bonaparte au trône.

Enfin, le 14 octobre arriva : Mac-Mahon était effroyablement battu : une majorité de 335 républicains rentrait à la Chambre.

Mac-Mahon allait maintenant se trouver en présence du dilemme de Gambetta : il allait falloir « se soumettre ou se démettre ». Il fit les deux : il se soumit d'abord, il se démit ensuite.

Non sans résistance : tout espoir perdu, il s'obstina longtemps. Tout d'abord, le ministère de Broglie s'entêta à rester jusqu'au 20 novembre, après même que la Chambre eut nommé une commission pour rechercher ses culpabilités et préparer sa mise en accusation. Puis on décida assez irrégulièrement Mac-Mahon à former un prétendu ministère d'affaires, composé d'hommes pris en dehors du Parlement, le ministère de Rochebouet. La Chambre se refusa à le connaître et à entrer en rapports avec lui. Ce ridicule expédient ne dura que quelques jours. Alors le maréchal sembla avoir des velléités de coup d'État. L'inquiétude se répandit dans les casernes, et le major Labor-dère fut frappé pour avoir déclaré qu'il ne marcherait pas, si l'on voulait tourner l'armée contre la loi. L'énorme Batbie était chargé de former le ministère qui tenterait le coup de force. Tâche étrange pour ce lourd sceptique. Il ne put réussir à trouver des collaborateurs pour une telle aventure. Il se heurtait surtout à une difficulté insoluble : le budget n'était pas voté ; dans quelques semaines, on ne pourrait plus lever légalement les impôts. Il eût été bien hasardeux de vouloir les lever autrement.

Enfin Mac-Mahon, à bout de ressources, se résigna à se soumettre. Le 14 décembre, il appelait Dufaure. Le centre gauche revenait au pouvoir. Le maréchal faisait, dans un message, une sorte d'amende honorable. « L'exercice du droit de dissolution, disait-il, n'est qu'un mode de consultation suprême auprès d'un juge sans appel. » Il aurait mieux fait de s'en aviser plus tôt.

L'année suivante (1878) fut une année de repos et d'immobilité. On ne voulait plus risquer d'aventure tant que Mac-Mahon serait là. Il y eut une exposition universelle assez brillante : la première depuis l'Empire. La Chambre, cependant, invalidait les députés élus comme candidats officiels. Le maréchal n'était pas au bout de ses peines : on le tenait par les poursuites qu'on préparait contre les ministres du 16 mai. A la fin de janvier 1879, il se décida à s'en aller pour les sauver. C'était la condition qu'on lui posait confidentiellement. La Chambre renonça aux poursuites quand il se fut exécuté. Le septennat n'avait guère duré plus de cinq ans.

A ce moment, le Sénat de conflit n'existait déjà plus. Les élections partielles du tiers à renouveler en janvier 1879 avaient introduit au Luxembourg une majorité républicaine.

Maintenant la République était hors de péril.

XV. — De la chute de Mac-Mahon aux élections de 1885. — Le ministère Gambetta. L'enseignement primaire. — Le Tonkin.

J'ai dû raconter longuement la période qui s'est écoulée jusqu'au départ de Mac-Mahon. Une guerre colossale ; des malheurs tragiques ; un combat acharné entre la démocratie et toutes les forces réactionnaires, font de cette période une de celles dont l'histoire offre une suite d'événements énormes, d'émotions terribles et de mouvements prodigieusement passionnés. Avec la chute de Mac-Mahon, cette série de convulsions est close. Pour la première fois, depuis l'ancien régime, la France a eu un gouvernement qui, au moment où j'écris ces lignes, a duré plus de quarante ans.

On a dit que les peuples heureux n'ont pas d'histoire. C'est fort contestable, et il serait excessif d'attribuer à notre nation un bonheur parfait. Mais il est certain qu'à dater de la défaite du 16 mai, elle a une histoire moindre par la grandeur et le caractère dramatique des événements.

Nous la parcourrons donc beaucoup plus rapidement, nous bornant à indiquer, avec les incidents principaux, la formation et l'évolution des partis politiques.

Le successeur de Mac-Mahon était désigné d'avance : c'était le président de la Chambre, Jules Grévy. Il avait une prestance présidentielle par la majestueuse gravité de son allure; il s'était donné l'attitude de l'homme des principes; il était hautement respecté, bien que, durant la guerre, il eût plutôt aidé la réaction contre la Défense nationale, et qu'on ne l'eût guère vu se mettre en avant aux heures de péril de la République. Doublé, avec sa figure imposante, d'habileté franc-comtoise, ayant l'art de se ménager, et, avec ses dehors de sévère vertu, aimant l'argent, les affaires de palais qui rapportaient gros, il devait finir tristement déconsidéré : mais rien alors n'avait atteint son crédit.

On fut étonné, quand il eut quitté le fauteuil présidentiel de la Chambre pour passer à



Paris recevant les nations.

Tableau de Benner.

l'Élysée, de voir Gambetta prendre la place vide. Il avait été le chef du parti républicain dans les épreuves; il était désigné pour devenir son chef au pouvoir; on s'y attendait, et il semblait que la grande œuvre de réformes, promise dès l'Empire par tous les républicains dans l'opposition, affirmée encore pendant toute la durée des conflits contre la réaction, fût le couronnement naturel de sa glorieuse carrière. Cet homme d'action était peu fait pour l'impartialité présidentielle. En montant au fauteuil il s'isolait de la politique active. Et comme nul ne pouvait croire qu'il renonçât effectivement à exercer sur le Gouvernement l'influence décisive que lui assurait sa situation prépondérante, il avait l'air de vouloir gouverner sous main, sans paraître, sans accepter de responsabilité, à l'abri d'une position neutre par essence. Il allait, lui aussi, ruiner son crédit dans ce rôle équivoque.

Comme il fallait inaugurer la République avec quelque ampleur, avec Freycinet et Léon Say, il conçut ce qu'on appela le plan Freycinet.

L'idée n'en était pas dénuée de motifs : la France, épuisée par la guerre, avait besoin de renouveler tous ses outillages. Commencer un vaste ensemble de travaux publics, routes, ports, etc.; doter notre pays des écoles que l'enseignement républicain rendait nécessaires; en même temps

compléter nos armements de guerre et refaire une flotte : tel fut le projet démesuré qu'on se mit à réaliser. Pour le mener à bonne fin on ne trouvait pas de ressources dans les recettes normales du budget. On se jeta systématiquement dans les emprunts. Chose périlleuse, avec l'énorme fardeau de dettes que nos désastres nous avaient laissé. Le passif de la France était déjà effroyable : tous les régimes, depuis 1815, l'avaient alourdi.

Le plan de travaux publics était conçu sans idée générale : il ne comportait ni les principales entreprises de canalisation, qui auraient inquiété et mécontenté les grandes compagnies de chemins de fer, ni l'artillerie nécessaire à nos grands ports pour les mettre au niveau d'Anvers, de Hambourg et de Gênes : c'était surtout une poussière de petits travaux pour satisfaire les intérêts de clocher. En même temps, on construisait des écoles, travail nécessaire, mais conduit sans esprit d'économie. On obéra non seulement l'État, mais les départements et les communes. Il semblait que les centaines de millions ne coûtassent rien, puisqu'on en rejetait les charges sur l'avenir ; et, en pleine paix, l'on s'endetta annuellement d'une somme qui finit par monter à un chiffre fantastique. La prospérité publique masquait les périls de cette course à l'abîme : de magnifiques excédents dans le rendement des impôts aidaient à supporter, et au delà, les charges croissantes du budget. Mais l'heure vint où un gros « krach » financier fit succéder les déficits aux excédents, tandis que les charges des dettes nouvelles montaient à un total énorme.

On s'était enfin résolu à effacer par une amnistie, après un interminable espace de neuf ans, la répression féroce de l'insurrection communale. On eût dit que le monde gouvernemental ne pouvait songer, de sang-froid, au souvenir de cette immense tache de sang. Des écrivains avaient expié, pendant neuf ans, dans l'ignoble promiscuité du bagne, des articles de journaux. Depuis longtemps, les radicaux Lockroy, Clemenceau, réclamaient l'amnistie plénière. Victor Hugo l'avait demandée en termes magnifiques au Sénat. Des mesures partielles avaient été prises. La presse radicale avait commencé à raconter le hideux massacre de Paris. Gambetta comprit qu'il fallait en finir et descendit du fauteuil présidentiel pour prononcer, à la tribune, un de ses plus beaux discours en faveur de l'amnistie. Le Sénat lui-même se décida à la voter. Tous les proscrits rentraient de l'étranger. Tous les transportés à la Nouvelle-Calédonie allaient revenir.

On avait rétabli la fête nationale du 14 juillet : sa première célébration suivit de près l'amnistie. Les passions du grand combat politique n'étaient pas éteintes. On voulut fêter avec enthousiasme la République reconquise. Celui qui, aujourd'hui, voit l'aspect des rues le jour de la fête nationale, dans notre pays blasé par une longue pratique de nos institutions populaires, ne se doute guère de l'éclat qu'elle eut à ses débuts.

La Chambre élaborait deux lois de pleine liberté, pour la presse, pour les réunions. Vingt années devaient s'écouler avant qu'on les complétât par la liberté des associations. Mais c'étaient les questions d'enseignement qui soulevaient les discussions les plus graves. Jules Ferry, qui allait jouer un si grand rôle, avait été chargé du ministère de l'Instruction publique dans le Cabinet Freycinet, qui avait remplacé un dernier cabinet du centre gauche, le Cabinet Waddington, le 28 décembre 1878. Il obtint du Sénat le vote de deux lois, l'une excluant du Conseil supérieur de l'enseignement les membres du clergé que Dupanloup y avait fait introduire ; l'autre rendant à l'État le droit exclusif de conférer les grades. Mais le Sénat raya de cette dernière le fameux article 7, qui excluait de l'enseignement les membres des congrégations non autorisées, c'est-à-dire les moines de toutes couleurs.

C'était bien de la complaisance de se borner à interdire cette fonction à des ordres religieux constitués au mépris des lois, et qui n'avaient pas droit à l'existence. La Chambre releva le défi du Sénat et mit le Gouvernement en demeure de leur appliquer la législation qu'ils bravaient, c'est-à-dire de les chasser. Leur expulsion se fit à grand tapage, non sans quelque ostentation de brutalité. A Paris, la police arrêta et fit partir les Jésuites, au milieu des dévots et des dévotes agenouillés sur leur passage, dans le violent tumulte des manifestations cléricales. En province, la troupe fut mobilisée contre tel couvent, comme celui de Frigolet. Exécution bruyante et vaine. Au bout de quelque temps, les religieux sortis par la porte étaient rentrés par la fenêtre. Il ne restait de leur expulsion que le souvenir d'une nouvelle duperie. A l'imitation de Guizot, Freycinet voulut substituer, à l'exécution des lois, des négociations avec le Pape. Il agissait à l'insu de

ses collègues. On découvrit ce qu'il faisait et il dut sortir du ministère. Mais la prétendue expulsion des congrégations n'en restait pas moins une démonstration stérile.

Ferry complétait son œuvre : il créait les lycées de jeunes filles et faisait enfin voter, en juin 1881 l'instruction primaire gratuite, obligatoire et laïque. Ce fut là une des grandes œuvres de la République, et on a pu dire que l'école était sa pierre angulaire. La France avait été bien lente à créer son enseignement populaire; nombre d'autres États l'avaient devancée; on sait que, dès l'Empire, Duruy, ministre, se prononçait déjà pour la gratuité et pour l'obligation : mais on rattrapait le temps perdu; la République organisait, dans toute son ampleur, l'éducation de l'enfance. Il faut rendre à Ferry la justice qui lui est due : la loi votée, il organisa l'enseignement primaire avec une énergie, une activité étonnantes. Avec le concours du collaborateur qu'il s'était choisi, F. Buisson, il créa des écoles, arrêta les programmes et donna à la démocratie son armée d'instituteurs et d'institutrices, semant les idées laïques dans les jeunes générations qui font l'avenir de la patrie.

Déjà, dans un autre ordre de faits, on avait travaillé à donner à une des questions qui se posaient une solution conforme aux doctrines républicaines.

Un certain nombre de lignes de chemins de fer dans l'Ouest, entre la Loire et la Gironde, appartenaient encore à de petites compagnies indépendantes des grands réseaux : lignes pauvres, dont les propriétaires étaient en déconfiture et hors d'état de continuer l'exploitation. Il fallait pourvoir à la situation de ces chemins de fer, nécessaires aux populations. La Chambre résolut d'en faire un premier réseau d'État. Ce fut un radical, grand ami de Gambetta, Alain Targé, qui fit surtout triompher cette idée. Triste réseau pour une telle expérience; c'étaient des lignes confinées dans un coin de la France, dans une région sans industrie, ne donnant que de maigres recettes, ne faisant guère leurs frais, et sans accès à Paris. Très attaquée par tous les partisans des grandes compagnies, cette tentative du réseau d'État, risquée dans les circonstances les plus défavorables, n'en réussit pas moins. Elle donna l'exemple de nombre de réformes, notamment dans les tarifs, et les populations desservies en témoignèrent constamment leur satisfaction.

Tel fut, avec le retour des Chambres et des pouvoirs publics à Paris, décidé par une revision partielle de la Constitution, tout le bilan des réformes au début de la République devenue maîtresse d'elle-même. On pouvait d'autant mieux trouver que c'était peu, que les hommes politiques dirigeants laissaient voir l'intention de s'arrêter là. Il n'était plus question ni de la séparation des Églises et de l'État, ni de refonte démocratique de nos impôts, ni de réforme de la magistrature. Il n'était même pas question de toucher aux dispositions de la Constitution imposées aux gauches par la réaction pour tenir en échec la souveraineté du suffrage universel. On a dit que Louis XVIII s'était couché dans le lit de Napoléon tant il en avait conservé toutes les institutions ! La République semblait un peu se coucher dans le lit de l'Empire et de l'ordre moral, après en avoir fait changer les draps.

La fraction avancée du parti républicain ne pouvait pas se résigner silencieusement à une telle déception. Un de ses membres prit résolument l'initiative du mouvement. Georges Clemenceau, médecin, avait été sous le 4 Septembre maire de Montmartre. Élu à l'Assemblée nationale, démissionnaire après l'échec des pourparlers entre Paris et Versailles à l'origine de la Commune, plus tard président du Conseil municipal de Paris, c'était un des plus avancés dans l'état-major de Gambetta, pendant la lutte contre le 16 mai. Il se révéla bien vite comme orateur, et on allait le voir jouter sans infériorité contre le maître de la tribune. C'était une éloquence d'un genre bien



(Photo Chalot.)

Georges Clemenceau.

personnel que la sienne, sans parure et sans coquetterie littéraires, nue et aiguisée comme l'acier d'une épée, toute faite de coups droits portés avec une force et une justesse extraordinaires. Nul mieux que lui ne maîtrisait, d'une poigne de fer, une nature secouée par des nerfs violents. Nul ne dominait plus impérieusement un auditoire. Toute la puissance de sa parole était faite de pensée, d'action et de volonté. Et cette puissance était singulièrement redoutable.

Il rompit publiquement avec Gambetta, fonda un journal et commença la lutte. Cette lutte répondait au sentiment d'une grande partie de la démocratie et éveilla dès le début des sympathies passionnées. La principale revendication du parti radical (c'est le nom que prit le parti rallié autour de Clemenceau) était la revision de la Constitution. On avait beau jeu à attaquer un Sénat qui arrêta à chaque instant les volontés du suffrage universel, sans autre titre qu'un mode électoral insoutenable, imposé par les conspirations orléanistes pour les besoins de leurs agressions contre la République. On fonda une « ligue pour la revision » et elle commença une propagande active.

Au printemps de 1881, Jules Ferry inaugurait la politique des « expéditions lointaines », comme s'il voulait étourdir la France par le bruit des clairons et la distraire de la politique intérieure avec de faciles victoires remportées au loin sur des barbares. Derrière notre frontière ouverte, et en présence des menaces incessantes de nos vainqueurs, de telles entreprises étaient impossibles sans leur consentement. Mais Bismarck ne consentait pas seulement, il nous encourageait. Il prisait peu les conquêtes coloniales; il n'en voulait pas pour l'Allemagne; il disait qu'il ne connaissait pas de colonie qui « valût les os d'un grenadier poméranien ». Mais il estimait qu'il avait tout bénéfice à nous lancer dans de telles aventures. Il attendait un grand profit de la première de nos entreprises : celle de Tunisie. Elle nous brouillait mortellement avec l'Italie, qui avait là beaucoup de ses nationaux, qui convoitait, pour elle-même, la partie de l'Afrique que nous allions prendre : elle jetait contre nous, dans les bras de l'Allemagne, le Gouvernement et le peuple italiens. Et, en effet, une étroite alliance fut aussitôt conclue entre les deux monarchies, alliance où éclataient contre nous, sous le coup de la première exaspération, plus de colère et de haine encore au delà des Alpes qu'au delà du Rhin, et qui était nouée dans une pensée ardente de guerre prochaine contre la France. Peut-être avons-nous été plus heureux que sages; nous avons conservé, dans la Tunisie, un utile et précieux prolongement de notre domaine algérien, et finalement la guerre n'a pas éclaté!

Quoi qu'il en soit, l'expédition une fois résolue, on prit prétexte d'une violation de notre territoire algérien par la tribu des Kroumirs, pour faire entrer trois divisions françaises sur le territoire tunisien et pour débarquer d'autres troupes à Bizerte, le 24 avril 1881. Le 12 mai, le général Bréart dictait au Bey, dans son palais du Bardo, un traité par lequel il se soumettait à notre protectorat. Les tribus tunisiennes n'avaient pas le caractère belliqueux des populations d'Algérie. S'il y eut quelques soulèvements, on n'eut pas à livrer un combat sérieux. Sfax, qui s'insurgeait, fut bombardé par l'amiral Gamoult; 6.000 hommes débarqués eurent vite soumis la ville. Tout la côte du sud, Sousse, Gabès, l'île de Djerba, fut conquise sans effort. On redoutait plus de difficulté à Kairouan, l'ancienne capitale arabe, perdue au milieu de vastes plaines arides, et où, disait-on, le fanatisme musulman avait gardé toute sa passion, à l'ombre de son antique et fameuse mosquée. Kairouan se livra sans résistance, dès l'arrivée de nos troupes, à la fin de septembre.

Les élections avaient eu lieu le 21 août. Gambetta avait en vain essayé de les faire faire au scrutin de liste. Il était de nouveau descendu pour cela de son siège présidentiel, et avait prononcé un très beau discours. Il avait eu gain de cause à la Chambre, mais le Sénat avait maintenu le scrutin d'arrondissement.

Les élections eurent deux caractères : d'abord l'écrasement des droites. Elles avaient fait pendant toute la législature une guerre violente et injurieuse aux républicains. Elles avaient sans cesse l'insulte à la bouche, jetaient à la majorité provocation sur provocation, soulevaient d'incessantes scènes de désordre, comme si elles s'amusaient à faire tapage et à abaisser les débats de la Chambre. Paul de Cassagnac conduisait la campagne; arrogant, impassible, multipliant les défis et les outrages à froid. A chaque instant des rencontres, l'épée ou le pistolet à la main, suivaient les altercations des séances. Rien de maladroit comme ce parti pris de violences : il irrite

l'opinion et déconsidère les partis. Le suffrage universel ne renvoya à la Chambre que 90 réactionnaires : c'était une chute lamentable.

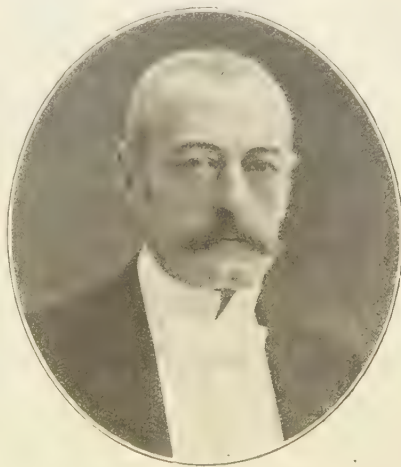
L'autre caractère des élections fut l'entrée en scène du nouveau parti radical. Pour son début il obtenait presque une cinquantaine de sièges. Ce succès était souligné par la difficulté que Gambetta avait trouvée à se faire réélire. Belleville, son berceau parlementaire, ayant été divisé en deux circonscriptions, il posa sa candidature dans les deux, comme son adversaire, Clemenceau, à Montmartre. Mais Belleville commençait à trouver qu'il avait donné bien des coups de canif dans le contrat. Dans une réunion politique, il ne put même pas parler. Il traita ses anciens électeurs d'« esclaves ivres », ce qui n'était pas de nature à le réconcilier avec eux. Dans une des circonscriptions, il l'emporta, à une majorité assez faible, sur Sigismond Lacroix; dans l'autre, il fut en ballottage avec Tony Revillon et abandonna la lutte. En même temps, Clemenceau triomphait dans les deux circonscriptions de Montmartre et à Arles, dans les Bouches-du-Rhône.

Gambetta comprit alors qu'il lui fallait se décider à prendre le pouvoir; et, dès la rentrée, constitua son ministère.

Ce n'était pas un gouvernement radical qu'il voulait former : il avait rompu avec le parti avancé, dont il avait été si longtemps la force et l'honneur; il était en lutte avec les radicaux : il voulait introduire dans son ministère les éléments les plus modérés : Léon Say, du plus pâle centre gauche; Freycinet, qui lui devait sa fortune politique, mais qui l'avait vite abandonné; un nouveau venu à la Chambre, Ribot, longtemps élève de Dufaure, et qui avait révélé, dès ses débuts, une haute valeur oratoire. Il se heurta à autant de refus. Les éléments conservateurs du parti républicain ne voulaient point se compromettre avec lui.

Il se décida alors à former un ministère avec ses amis personnels. On a raillé le nom de « grand ministère » qui lui fut donné. Il y avait pourtant des hommes de premier ordre parmi ceux dont il s'entourait, comme un jeune avocat breton, dont l'éloquence, d'une impeccable élégance et d'une force singulière, avait déjà conquis la Chambre précédente, et qui s'appelait Waldeck-Rousseau; comme le grand savant Paul Bert, orateur très remarquable. Ce qui faisait l'incurable faiblesse du grand ministère, c'était la politique nouvelle de Gambetta, conséquence de la situation fautive qu'il avait prise, contrairement à son passé et à sa vocation. Il repoussait toutes les réformes radicales, mais il inquiétait toutes les idées conservatrices. Il combattait énergiquement la séparation des Églises et de l'État, mais, violemment anticlérical, il voulait tirer du Concordat tout un arsenal de vexations presque quotidiennes pour le clergé. Il ne parlait plus d'impôt sur le revenu, mais il tournait contre lui les gros intérêts financiers, dont son ministre, Alain Targé, était l'ennemi notoire. Il n'annonçait pas l'intention d'en finir avec le pouvoir exorbitant des grandes compagnies de chemins de fer, mais son ministre des Travaux publics, Raynal, qui avait soutenu contre elles des luttes acharnées, les menaçait du rachat si elles n'accordaient pas à l'État les dernières concessions. Il ne pouvait pas s'appuyer sur la démocratie avancée, il se brouillait même à mort avec elle, mais il ne faisait rien pour se concilier le parti contraire.

Son programme fut une déception extraordinaire. Quoi ! c'était là tout ce que le grand Gambetta apportait au pouvoir ! Aucune des réformes populaires n'y figurait. Rien que des moyens termes, des mesures à côté de celles qu'on attendait. Le petit groupe radical l'attaquait, si c'est attaquer que de se défendre contre un adversaire déclaré. M. Ribot, auquel il avait offert un portefeuille, le mettait en échec pour une vétille. Le président Grévy, qui avait de tout temps détesté Gambetta, travaillait sourdement à le renverser. Il tomba sur un projet de revision limitée, si



(Photo Nadar.)

Waldeck-Rousseau.

limitée qu'elle atténuait à peine les vices de l'état de choses légué par Mac-Mahon, mais où il proposait à la Chambre d'inscrire le scrutin de liste dans la Constitution pour le jour où elle disparaîtrait, c'est-à-dire de condamner dès ses débuts ses titres électoraux et le mode de scrutin qu'elle conservait pour la durée de son existence (30 janvier 1882).

Le « grand ministère » n'avait duré que trois mois; il tomba sans que sa chute soulevât dans le pays aucune manifestation importante de protestation. Maintenant, la carrière de Gambetta était terminée : au jour de l'an de 1883, la France apprit avec stupeur qu'il venait de mourir dans sa petite maison de Ville-d'Avray : il avait à peine dépassé la quarantaine. Il s'était fait une blessure assez légère en essayant un revolver : on voulut le guérir trop vite et, en l'immobilisant au lit, on exaspéra un mal d'entrailles auquel il succomba.

Devant cette mort tragique, on ne pensa plus qu'à sa gloire, à la puissance de son éloquence, à l'éclat de ses services, à ses luttes pour la République, à l'énergie avec laquelle il avait, au milieu des pires désastres, incarné l'idée de la patrie française, à ce qu'avait de cruellement douloureux la mort prématurée d'un tel homme, promis encore à de hautes destinées. Ses funérailles eurent l'imposante grandeur d'un deuil national : tout un peuple accompagna son cercueil. Il fut ensuite, selon ses dernières volontés, transporté à Nice. Son tombeau, fort modeste, domine la mer bleue, la ville des plaisirs, les campagnes couvertes de fleurs, l'Éden de la Côte d'Azur, du haut de la colline abrupte qui fut la citadelle de la cité antique.

Freycinet lui avait d'abord succédé : puis un ministère Duclerc Fallières; quand Gambetta fut mort, les républicains, résolus à résister à la poussée radicale et qui s'intitulaient les « opportunistes », cherchèrent un chef politique pour remplacer celui qu'ils avaient perdu. Ils choisirent Jules Ferry, qui reprit le pouvoir pour un temps assez long, durant plus de deux ans : du mois de février 1883 au 30 mars 1885.

Cette fois, c'est une politique de combat qu'il apportait au Gouvernement : il était résolu à la lutte contre l'influence grandissante des radicaux.

Tout d'abord, il abandonna la lutte entreprise contre les grandes compagnies de chemins de fer. Le mouvement soulevé contre leur monopole et qui avait amené la constitution d'un réseau d'État se continuait et grandissait. Gambetta lui-même, pendant son ministère, avait agité la question du « rachat ». L'État, en concédant les chemins de fer à des compagnies financières, s'était réservé le droit de les reprendre, moyennant un prix fixé par les contrats. La haute banque craignait fort qu'on ne se décidât à user de cette faculté et à lui arracher le pouvoir économique que lui assurait la possession de nos voies ferrées. Raynal, ministre des Travaux publics dans le Cabinet Ferry comme il l'avait été dans le Cabinet Gambetta, négocia avec les grandes compagnies des contrats nouveaux qui leur donnaient toutes les lignes nouvelles à construire, rendaient tout rachat impossible pour un certain temps et assuraient leur domination sur nos chemins de fer.

Les conventions donnèrent lieu à un long et grand combat de tribune dans la Chambre : combat difficile; les compagnies avaient gagné à prix d'argent presque toute la presse. Madier de Montjau prononça contre elles son plus beau discours; c'est avec un puissant mélange d'indignation et de raillerie qu'il dénonça, et l'atteinte portée aux doctrines républicaines, et le changement d'opinion de Raynal. Alain Targé et d'autres discutèrent le projet au point de vue technique. Il fut voté, pourtant, mais, malgré le silence de la presse, il laissa une fâcheuse impression dans l'opinion.

L'année suivante, Ferry se débarrassa de la question de revision constitutionnelle par un projet qui laissait à peu près subsister tous les abus existants. On sait que, pour procéder à la revision, il fallait réunir les députés et les sénateurs en une « Assemblée unique », où les membres des deux Chambres siégeaient pêle-mêle. Le Gouvernement avait imaginé une théorie assez singulière, en vertu de laquelle les délibérations de l'Assemblée seraient limitées aux points indiqués dans les résolutions des deux Chambres qui ordonnaient sa convocation. Cette réunion de tous les élus du pays, la plus haute représentation de la souveraineté nationale, puisque seule elle avait compétence pour toucher à la loi fondamentale, était ainsi comme muselée d'avance. Le parti radical protestait, bien entendu, contre cette prétention, mais toutes ses propositions tombaient sous le couperet de la question préalable, sans que l'Assemblée consentît à les discuter.

En somme, on allait se borner à deux modifications : on supprima les sénateurs inamovibles ; je dis trop : ils continuèrent à siéger, une fois l'institution abolie ; on décida seulement qu'à leur mort, leur siège serait attribué à un de nos départements et leurs successeurs nommés par les électeurs sénatoriaux ordinaires. Puis on résolut que les communes ne nommeraient plus uniformément un délégué, mais un chiffre de délégués variable d'après le nombre des membres de leurs conseils municipaux. En apparence, on se rapprochait d'une proportionnalité équitable ; en réalité on s'en éloignait encore. Un hameau ne pesait plus sur l'élection du même poids qu'un chef-lieu. Mais les gros villages et les bourgades noyaient encore plus les suffrages des grandes villes, auxquels le nombre de leurs députés et de leurs conseillers généraux accordait quelque compensation dans le système antérieur : Paris, Lyon, Marseille eurent encore moins d'influence sur les élections sénatoriales.

Une réforme à peu près aussi dérisoire avait été accomplie pour la magistrature. Les juges étaient encore ceux que l'Empire et l'ordre moral avaient imposés à la France. Couverts par l'inamovibilité, ils étaient, en majeure partie, ennemis déclarés de la démocratie, leur justice était une justice de combat contre la République. La situation était intolérable ; on réclamait une reconstitution de notre système judiciaire sur des principes nouveaux. Le Gouvernement fit voter un expédient, une suspension de l'inamovibilité, qui permettait d'expulser des tribunaux les magistrats les plus violents contre la démocratie. Mesure de circonstance, qui fut mal appliquée. On fut indulgent pour ceux qui se montrèrent disposés à rendre des services au pouvoir nouveau comme ils en avaient rendu aux réactions passées.

Une réforme plus sérieuse fut accomplie en 1884. La Révolution avait introduit le divorce dans nos lois : l'Église, sous la Restauration, en 1815, l'en avait fait rayer, n'admettant pas qu'on pût briser les mariages qu'elle avait consacrés au nom du ciel. Un député radical, Naquet, savant de mérite et très ardent républicain, prit en main la cause du divorce, en proposa infatigablement le rétablissement à la Chambre, fit une campagne très active de conférences dans toute la France, créa un puissant mouvement d'opinion, et finit par avoir gain de cause. Le divorce figura de nouveau dans nos codes, et c'est à Naquet que revient tout entier l'honneur de la réforme. Le Gouvernement n'y eut pour ainsi dire aucune part.

Une politique aussi peu populaire avait, plus que jamais, besoin de distraire la France par des aventures guerrières et de flatter son amour-propre par des conquêtes lointaines. Jules Ferry en entreprit deux à la fois : à Madagascar, au Tonkin.

A Madagascar, on ne fit qu'amorcer une prise de possession future. La France, sous l'ancien régime, avait tenté d'y créer des établissements. Plus récemment, elle y avait lutté d'influence avec l'Angleterre. Il en restait de vagues prétentions sur la grande île africaine. L'équipage d'un petit navire français y avait été massacré par des sauvages en 1881. Ferry y envoya des navires de guerre, fit bombarder quelques points de la côte, occuper Majunga, puis Diego Suarez. Les hostilités continuaient quand Ferry tomba.

C'est à la conquête du Tonkin qu'il consacrait toutes ses forces. Nous avions, sous l'Empire, pris la Cochinchine, devenue une de nos colonies. Une autre partie de l'Indo-Chine, le Tonkin, était beaucoup plus vaste, plus peuplée et plus importante. Elle est parcourue du nord au sud par un fleuve, le fleuve Rouge, ou Song-Koi, qui ouvre, à travers les montagnes, une route vers les provinces méridionales de l'Empire chinois. En 1873, un négociant français, Dupuis, avait



(N. D. Photo.)

Jules Ferry.

essayé de se servir de cette route pour fournir des armes aux révoltés chinois. C'était fort hasardeux : l'amiral qui commandait en Cochinchine avait envoyé à son secours le lieutenant de vaisseau Francis Garnier, avec cent cinquante sept hommes. Francis Garnier était un héros prodigieux d'audace. Son histoire réelle au Tonkin semble une de ces légendes dont on berçait les imaginations au Moyen Age, une de ces épopées fantastiques où l'on voit un chevalier vaincre des armées et conquérir des peuples. Avec sa poignée de marins, grossie de quelques centaines d'aventuriers chinois, il prit la capitale, Hanoï, et conquiert un pays de 10 millions d'habitants. Il faut ajouter que le pays détestait ses maîtres et ne résistait que faiblement au conquérant. Cela ne dura guère : à la fin de 1873, Garnier tombait dans une embuscade et était tué.

A la suite de ces événements, la France obtenait un vague traité de protectorat, qui, neuf ans après, ramenait à Hanoï un autre officier de marine, encore un héros doublé d'un écrivain curieux et remarquable, Rivière. Comme Garnier, il prenait Hanoï d'assaut avec une poignée d'hommes et, comme lui, était tué (19 mai 1883).

Ces glorieuses aventures avaient donné l'idée que le Tonkin serait facile à prendre, sitôt qu'on



Général Négrier.

y enverrait plus que quelques centaines de soldats. On ne réfléchissait pas que derrière l'empire d'Annam il y avait son suzerain nominal, l'immense Empire chinois, trop désorganisé pour nous opposer une armée, mais qui pouvait jeter sur la vallée du fleuve Rouge des bandes innombrables de combattants à demi brigands, débris de ses colossales guerres civiles. 6.000 hommes furent envoyés sous le général Bouet, puis 16.000 sous le général Millot. C'était moins une guerre qu'une lutte contre des insurgés et des bandes. Bientôt on crut avoir la paix : on ne voulait pas s'adresser au Gouvernement chinois; mais le capitaine de frégate Fournier offrait de négocier avec le vice-Roi de la province chinoise de Pé-tchi-li, Li Hong Chang, fort puissant et qui usurpait volontiers, comme plus d'un haut fonctionnaire, dans le désordre d'une monarchie colossale tombant de sénilité, une sorte de souveraine indépendance. Li Hong Chang traita avec la France et lui accorda le Tonkin. Mais quand on voulut profiter du traité et qu'on envoya deux bataillons prendre possession de Langson, ils furent atta-

qués et repoussés en route. On cria au guet-apens : la vérité est qu'au lieu d'un traité, on n'avait qu'une feuille de papier sans valeur.

Nos opérations à terre étaient assez mal conduites; mais on avait envoyé là-bas pour commander nos forces de mer un homme de guerre de premier ordre, l'amiral Courbet, merveilleux par son énergie calme et raisonnée, par son audace doublée de sang-froid. Il fit merveille et porta à la Chine des coups terribles. Il bombarda Fou Tcheou, détruisit son arsenal, coula une partie de la flotte chinoise. Un de ses officiers, Duboc, alla détruire à la main deux navires ennemis. On ne lançait guère alors la torpille de loin. Il fallait la porter contre les flancs du vaisseau qu'on voulait couler, au bout d'une longue hampe. Quelle audace d'aller dans la nuit, sur une mauvaise coquille de noix, frapper à bout portant, d'un engin dont l'explosion était formidable, un tout-puissant et vaste navire de guerre! Courbet avait aussi abordé à l'île de Formose et commencé à l'occuper. Mais, à moins de le frapper au cœur et au centre à Pékin, que pouvaient les opérations les mieux conduites contre un Empire démesuré, qui comprenait une portion colossale de la colossale Asie, qui comptait une population d'un demi-milliard d'êtres humains, et qui se défendait par son inertie! C'étaient des piqûres sur les membres d'un éléphant. Ferry pourtant essayait de la prendre par la famine : il déclarait contrebande de guerre le commerce du riz, la nourriture principale du peuple chinois, dont il demande à l'étranger de grandes quantités.

Millot avait été remplacé à la tête de nos troupes du Tonkin par le médiocre Brière de l'Isle.

Celui-ci envoya le général Négrier s'emparer de la ville de Langson, à l'extrémité orientale du pays. Négrier, blessé, avait remis le commandement au colonel Herbinger, quand Langson, occupé par les nôtres, fut attaqué par des masses de bandes chinoises. Quel affolement de terreur communiqua son vertige aux chefs de nos troupes et aux troupes elles-mêmes ? Herbinger ordonna absurdement la retraite, et ce fut une déroute éperdue, à travers de longues étendues de rizières, dans un pays de marécages et de canaux, par les sentiers à peine praticables qui longeaient les eaux. Langson était abandonné de tous. Les bandes chinoises qui avaient épouvanté les nôtres n'étaient pas plus rassurées, et avaient évacué la ville presque en même temps que les Français.

Ce qui juge les chefs du Tonkin, c'est que cette absurde panique se prolongea au loin jusqu'à la capitale ; que la peur insensée qui avait fait évacuer Langson fit perdre la tête au commandement ; qu'il se demanda s'il ne fallait pas évacuer le pays pour éviter d'être jeté à la mer, et que des dépêches dictées par la terreur la plus absurde furent aussitôt expédiées à Paris.

On devine l'effet qu'y produisait ce que Ferry se crut obligé d'en faire connaître. L'expédition impopulaire du Tonkin, que l'opposition ne cessait d'attaquer, semblait finir par un désastre. La déroute de Langson, après avoir atteint Hanoï, se continua au Palais-Bourbon. Ferry fut renversé sur quelques mots impitoyables de Clemenceau, par 306 voix contre 149. Le plus grand nombre de ses partisans l'avaient abandonné comme emportés par la panique.

Brisson le remplaça et fit voter le scrutin de liste, que Gambetta n'avait pas réussi à faire rétablir.

Le long ministère de Ferry avait ruiné le crédit de l'opportunisme. Deux questions surtout soulevaient un mécontentement profond : d'abord la situation de nos finances, mises en péril par la politique d'emprunts. Les aventures lointaines, qui coûtaient fort cher, aggravaient encore la détresse du Trésor, bien qu'on en dissimulât de son mieux les charges en les rejetant sur la dette flottante, très dangereusement alourdie. Ces aventures elles-mêmes étaient détestées. On ne comprenait pas que la France allât au loin, par delà les mers, dépenser les ressources du pays et verser le sang de ses enfants pour des entreprises de conquête qu'aucune nécessité ne justifiait.

Les élections traduisirent fidèlement l'état des esprits. Les droites y obtinrent un succès alarmant. Elles enlevèrent 202 sièges. Au premier tour, même, leur succès épouvanta. Elles avaient presque toutes les élections qui donnaient un résultat définitif avant les ballottages. Il y avait un peu, dans cette écrasante victoire, une illusion d'optique. Les républicains étaient presque partout divisés en opportunistes et en radicaux ; toutes les fractions de la droite s'unissaient sur des listes communes. Il était naturel qu'elles eussent à peu près tous leurs succès au premier tour, et que les gauches n'en pussent obtenir qu'au second.

Mais les radicaux avaient leur large part de la victoire : d'une cinquantaine de sièges ils passaient à 180 ; les opportunistes, maîtres incontestés de la Chambre précédente, tombèrent à 200 voix. La Chambre nouvelle était partagée entre trois partis sensiblement égaux : opportunistes, radicaux et réactionnaires.

On accusa le scrutin de liste de ce résultat : bien à tort. De quelque façon qu'on eût consulté le pays, le mécontentement général aurait donné les mêmes résultats.

XVI. — Des élections de 1885 jusqu'aux élections de 1893.

Le Boulangerisme. — Le Panama.

Le ministère Brisson survécut peu de temps aux élections. Il avait terminé les deux aventures coloniales, traité avec la Chine qui nous cédait le Tonkin, détrôné l'empereur d'Annam, et à Madagascar fait accepter par la Reine un traité de protectorat assez illusoire, qui ne devait guère être exécuté. Les sept ans du président Grévy expiraient au mois de décembre 1885 : il sollicita le renouvellement de ses pouvoirs, et fut réélu sans concurrent : pour son malheur, comme on le verra bientôt.

Une période de trouble et d'équivoque s'ouvrit ensuite. Le parti opportuniste, réduit au

tiers des voix dans la Chambre, ne pouvait plus fournir à lui seul une majorité de Gouvernement : il lui fallait compter avec les radicaux, à peu près égaux en forces. Alors s'ouvrit, pour quelque temps, une série d'expédients ministériels. On introduisait dans les ministères certains hommes politiques de nuance intermédiaire, qui acceptaient de subir l'influence de Clemenceau. Ainsi fut créée une situation équivoque, qui irritait encore le mécontentement public et usait le parti radical, compromis dans la politique gouvernementale sans exercer sur elle une influence sérieuse.

Freycinet succéda à Brisson : il avait déjà été mis plus d'une fois à la tête du pouvoir, et devait y revenir encore. Nul politique plus souple et plus habile que ce petit homme pâle et fluet, aux cheveux blancs, à l'aspect conciliant, chez qui un regard aigu et dur trahissait seul la volonté cachée sous ses dehors doux et doux. Il avait un talent de parole prestigieux, un don merveilleux de séduction oratoire. On avait peine à entendre sa voix éteinte, presque un murmure plus qu'une voix : et il fallait un silence religieux pour en distinguer les accents à peine sensibles. Mais il tirait de cette faiblesse même une force de plus : on était obligé de l'écouter avec un respect absolu, sans interruption et sans rumeurs. Nul n'eut à un plus haut degré l'art de caresser un auditoire. Il semblait croire que la parole était donnée à l'homme, non pour lutter pour ses idées ni pour combattre les idées opposées, mais pour exprimer à l'auditoire celles qu'il désirait entendre.

On comprend qu'avec cela il ne pouvait guère avoir de politique arrêtée; il se conformait aux circonstances et réglait en conséquence son langage, auquel il ne tenait guère à conformer sa conduite. Car personne ne mit plus de désinvolture à esquiver tous ses engagements. Il finit par s'user à ces excès d'habileté. Comme il s'en plaignait et qu'on lui répondait crânement : « Vous avez trompé tout le monde. » — « Dites déçu », répondit-il avec un fin sourire.

Il allait pourtant être obligé de faire quelque chose. La République se décidait enfin à prendre le parti qu'avaient pris avant elle tous les gouvernements : à expulser du territoire les membres des familles ayant régné sur la France. On a vu ce que Thiers disait : que c'était là une loi non de proscription, mais de précaution. Une fatalité inéluctable oblige les prétendants à conspirer contre le régime qui leur rouvre les portes du pays : ils ne le voudraient pas, que leur parti et en quelque sorte les faux devoirs inséparables de leur nom les y obligeraient. La troisième République avait rouvert les portes de notre pays aux d'Orléans. Ils avaient feint, pour cela, d'accepter nos institutions populaires, et leur premier soin avait été de se réconcilier avec le comte de Chambord pour préparer une restauration monarchique, qui n'avait peut-être échoué qu'à cause de l'obstination de l'héritier de Charles X. De telles leçons de choses parlaient trop haut, pour qu'on ne finît pas par fermer le territoire aux prétendants.

Freycinet tomba au bout de l'année, et fut remplacé par Goblet, républicain loyal et droit, d'un grand talent de parole, assez sympathique aux radicaux sans s'être fait inscrire dans leurs rangs. Il montra une grande force de caractère dans l'« incident Schnœbelé », très petit incident de frontière dont Bismarck profitait pour faire la grosse voix et nous menacer d'une guerre nouvelle. De telles menaces étaient alors incessantes : comme si l'homme d'État berlinois se faisait un jeu d'entretenir en Europe des alarmes continuelles. Goblet ne se laissa pas intimider. Tandis qu'on le poussait à des faiblesses peu honorables, il prit une attitude à la fois modérée et fière, et écarta les dangers de guerre sans humilier notre pays.

Il avait le tort de se fier aveuglément, pour les questions budgétaires, à un sénateur de son pays, son ami personnel, Dauphin, dont il avait fait le ministre des Finances. On n'avait encore rien fait pour apporter des remèdes sérieux à la désastreuse situation financière qui avait figuré, aux élections précédentes, parmi les causes principales du mécontentement public. Dauphin proposait des expédients singuliers et un peu équivoques. La commission du budget le mit en demeure de prendre l'initiative de la politique d'économies qu'une Chambre ne peut guère réaliser à elle seule, et qui était indispensable. Goblet refusa d'abandonner son ministre des Finances et tomba avec lui (17 mai 1887).

Il y avait déjà, à ce moment, une question Boulanger. Il n'y a peut-être pas, dans notre histoire, d'aventure plus étrange et plus difficile à expliquer que celle dont ce général allait être le bruyant héros. On n'eût jamais deviné, à le voir, ses prétentions dictatoriales : Sa carrière militaire avait été assez obscure, et on y eût vainement cherché un fait d'armes de quelque éclat. Il n'avait rien de brillant, parlait peu, écoutait docilement dans la conversation, sans y pro-

noncer un mot qui pût le faire remarquer, n'arrivait jamais à occuper la tribune avec quelques succès, et était si incapable, la plume à la main, qu'on lui rédigeait tous les documents qu'il signait. Ses seules forces étaient un désir illimité de parvenir, longtemps caché sous des dehors assez modestes, et une attention extrême, une habileté infinie à caresser et à séduire les gens.

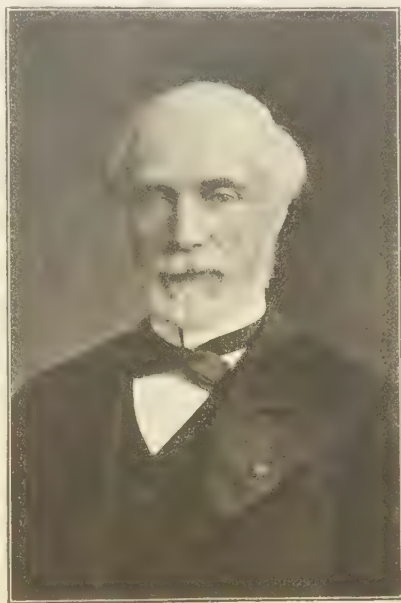
Il avait passé par bien des opinions avant de se donner aux radicaux. Clemenceau en avait fait un ministre de la Guerre, certain de n'en pas trouver un plus docile. J'ai vu Boulanger, ministre, venir à l'ordre dans les bureaux de notre journal pour recevoir ses instructions. Clemenceau l'avait entouré d'officiers républicains, le général Yung, Peigné; ils lui préparaient et lui firent signer quelques réformes qui le rendirent très populaire parmi les soldats. Il en fit une de lui-même : celle de permettre le port de la barbe aux officiers, et il fut le premier à en profiter : rasé, il avait une physionomie fort insignifiante; barbu, ce fut le bel homme dont la figure ne servit pas médiocrement son prestige, surtout pour le sexe féminin.

Ministre radical, il avait pris ardemment parti pour l'expulsion des princes, en même temps qu'il se montrait sévère contre les officiers qui affichaient des sentiments peu républicains. Il n'y avait pas longtemps qu'il avait été placé sous les ordres d'un prince d'Orléans, le duc d'Aumale, que la République avait nommé chef de corps à Besançon, et qu'il lui prodiguait les adulations les plus outrées. Le duc d'Aumale se vengea de sa nouvelle attitude en publiant ses lettres, où Boulanger « bénissait le jour » où il avait eu le bonheur et l'honneur de servir sous un tel chef.

Le coup était terrible : les amis de Boulanger le crurent perdu et osaient à peine le défendre. Une telle palinodie, un tel contraste entre les hostilités du jour et les platitudes de la veille, devaient le ruiner dans l'opinion. On se trompait bien : peu de temps après, Boulanger passant les troupes en revue, à la fête du 14 juillet, était frénétiquement acclamé par la foule, et rentrait triomphalement du bois de Boulogne au ministère, au milieu d'une prodigieuse ovation.

Cela semblait inexplicable; tout le reste de ses aventures devait l'être aussi. La publication de ses anciennes lettres avait produit un effet directement contraire à celui que tout le monde en attendait; on peut comprendre pourquoi. Avant lui, un général fermement républicain, Thibaudin, avait été ministre de la Guerre dans le Cabinet Jules Ferry. Il était trop avancé au gré des opportunistes. On s'en était débarrassé en publiant des papiers qui le compromettaient : l'opinion publique l'avait laissé tomber. Et voilà qu'on recommençait à poignarder par derrière un autre chef républicain de l'armée par la publication de documents privés! Les armes empoisonnées qu'un parti peut trouver dans ce qu'on appelle les « petits papiers », dans les pièces secrètes divulguées pour ruiner une réputation, ont toujours inspiré une profonde répugnance à la droiture de la conscience populaire. Elle avait été silencieusement révoltée, et par l'emploi de tels moyens, et par le parti pris d'exécuter tous les généraux dévoués à la démocratie. On ne vit plus l'incroyable platitude des lettres; on ne vit que l'odieux de leur publication; et au lieu de huer Boulanger, elles le firent acclamer.

Ce qui est moins explicable encore, c'est que sa soudaine popularité était aussi formidable dans les populations des provinces réactionnaires que dans les foules des grandes villes. Il semble que les partis conservateurs auraient dû détester dans Boulanger, et le général radical, et l'ancien



(Photo Nadar.)

De Freycinet.

courtisan des princes qui les avait trahis; et voilà qu'on l'adorait dans tous les villages, même et surtout dans les villages dévots de l'Ouest! Ce serait incompréhensible, s'il n'avait pas, dès lors, donné secrètement des gages au clergé. Il a fallu le concours des curés, qui ne lui a pas manqué, pour lui concilier les populations des campagnes les plus croyantes. Même au temps de son radicalisme le plus prononcé, il se ménageait sous main des amitiés dans la droite; il flattait les bonapartistes les plus fougueux : ce qui l'avait fait un jour traiter fort durement par son futur ami Rochefort. On n'a jamais su positivement, mais on peut tenir pour certain, d'après les résultats, qu'il avait dû dès lors faire croire à l'Église qu'elle pouvait trouver en lui un instrument.

Ainsi des deux côtés, du côté des masses avancées, du côté des masses encore tenues par la réaction dévote, tout conspirait à la popularité de Boulanger. Elle grandit soudain, prodigieusement, de toutes les forces du désenchantement, de la lassitude et du dégoût que la politique opportuniste avait répandus dans les esprits. Il se produisit alors, dans le pays, une crise nerveuse sans précédents. On avait passionnément lutté pour fonder la République : on en avait attendu le salut, et une ère nouvelle. On était écœuré de sa stérilité. Tout manquait à la fois : le radicalisme, auquel on avait cru, dans lequel on avait espéré, et qui se traînait sans résultat dans de misérables compromis; du côté opposé, les partis monarchiques lamentablement impuissants, abandonnant leur foi, tantôt éclatant en répugnantes violences, tantôt défaillants et feignant de se rallier. Aux deux pôles contraires, la foi chancelait, les passions se fatiguaient, désillusionnées. On éprouvait le besoin de se rattacher à quelque chose de nouveau et d'inconnu. On se prit d'un engouement insensé pour un panache et pour un sabre.

Cet engouement extraordinaire était propagé par des moyens assez vulgaires. Des refrains de café-concert, lancés par le chanteur en vogue, le répandaient de toutes parts. On braillait partout : « En revenant de la Revue... », « C'est Boulange qu'il nous faut... » Pour lui, il se laissait faire, sans paraître étonné de la prodigieuse popularité qui lui tombait du ciel.

Le nouveau ministère n'était pas fait pour relever le crédit du Gouvernement. A la chute de Goblet, Grévy avait appelé au pouvoir Rouvier, homme fort intelligent, sachant à merveille les questions budgétaires, mais suspect à l'opinion. Sorti des rangs du peuple et s'étant fait lui-même, il avait passé des opinions les plus avancées au modérantisme, et était devenu l'ami des gros manieurs d'argent. On lui reprochait son rôle dans les conventions qui avait fortement contribué à le faire repousser par les électeurs des Bouches-du-Rhône, et on l'accusait d'avoir amassé trop vite trop de richesses. Au pouvoir, il s'était hâté d'engager, avec la droite, des négociations secrètes qu'il niait, mais qui transpirèrent. Il fut le premier à chercher, du côté des ennemis de la République, une alliance inavouée.

Il voulut se débarrasser de Boulanger, qu'il ne reprit pas au ministère de la Guerre, et qu'il envoya loin de Paris, commander le corps d'armée de Clermont. On vit là un exil : le jour de son départ, la gare de Lyon fut envahie par une foule innombrable qui lui fit une ovation retentissante.

Bientôt après, la République officielle subit un grave discrédit. On découvrit qu'à côté de l'Élysée, le gendre du président Grévy, le député Wilson, tenait boutique ouverte de faveurs administratives qu'il vendait à prix d'argent. Le ministère Rouvier disparut dans la bagarre; Grévy se cramponna en vain à la présidence : il ne trouva nulle part un homme politique qui consentit à accepter un portefeuille d'un président aussi compromis. De grosses manifestations populaires le sommaient de s'exécuter : la Chambre et le Sénat le mirent formellement en demeure; après une longue résistance qui dura des semaines, il dut céder et donner sa démission au commencement de décembre (1887).

Ferry voulait prendre sa place. Les radicaux, résolus à empêcher son élection à tout prix, songèrent d'abord à lui opposer le président de la Chambre, Floquet, éloquent et loyal républicain; puis, comme il semblait avoir peu de chances, ils se rabattirent sur Freycinet; mais ils s'aperçurent que Freycinet serait aussi battu. Ils imaginèrent alors de proposer Sadi Carnot, personnage assez effacé, mais qui avait pour lui son modérantisme et son grand nom (c'était le petit-fils du grand Carnot, et le fils du membre du Gouvernement provisoire en 1848); il était fort estimé pour sa parfaite honnêteté, parce que, comme ministre des Finances, il avait fait

voter des mesures de loyauté et de régularité budgétaires dont on lui savait gré. Carnot, au premier tour, eut 303 voix contre 212 à Jules Ferry, et fut élu au second.

L'aventure boulangiste se continuait. Les partisans du général, aux élections complémentaires, l'avaient fait élire dans quatre départements, bien que, étant encore en activité de service, il n'eût pas le droit d'être candidat. Le Gouvernement le frappa et lui retira son emploi : dorénavant il était éligible, et posa sa candidature aux élections qui se produisaient successivement dans tous les départements : presque partout il eut des majorités écrasantes. Ses succès semblaient des défis au bon sens; il traînait à sa suite, derrière son fameux cheval noir, l'armée la plus bigarrée qu'on pût imaginer. Tout un groupe de radicaux s'était associé à sa fortune : en tête, Rochefort, le terrible pamphlétaire, qu'il avait soin de maintenir dans sa plus intime amitié; Naquet, qui avait fait voter le divorce; intelligence remarquable dans les sciences comme dans la politique, mais incertain, fantaisiste et capable des zigzags les plus imprévus; Laguerre, jeune arriviste, parvenu de bonne heure à une grande situation dans le parti radical, par son talent de parole facile, élégant, glacé, étonnant pour l'art d'insulter à froid avec une correction absolue; d'ailleurs sans convictions et sans scrupule. Ajoutez tous ceux qui couraient au succès, et avec eux, quelques républicains convaincus et honnêtes comme Laisant, égarés par une inexplicable aberration.

Tel était l'état-major qui conservait à Boulanger sa clientèle avancée, et même la grande majorité des ouvriers socialistes, sourds à la voix de leurs chefs. A cette aile gauche de son parti, il ajoutait tous les réactionnaires, royalistes et bonapartistes. Il était traité au faubourg Saint-Germain comme un prétendant, et on le recevait dans les salons de la noblesse cléricale avec l'étiquette monarchique. C'est ce côté qui fournissait le budget de l'entreprise pour laquelle telle duchesse millionnaire épuisait son coffre-fort. Boulanger s'entendait secrètement avec tous les prétendants à la fois, chacun comptant qu'il travaillait pour lui. Malgré leur terrible esprit d'économie, les d'Orléans lui prodiguaient leur énorme fortune, et le comte de Paris ne lui marchandait pas les sacrifices : ce qui n'empêchait pas le général d'aller secrètement en Suisse s'aboucher avec le prince Napoléon.

Il est inexplicable que tant d'éléments ennemis aient pu marcher ensemble : les uns républicains, allant jusqu'aux révolutionnaires, les autres représentant des monarchies rivales. Chacun d'eux savait quels alliés il avait, et n'en restait pas moins dans l'entreprise; chacun, sans doute, comptant que ce seraient les autres qui seraient dupés; tous éblouis de la fortune miraculeuse de l'aventurier et voulant en profiter. Comment s'en serait-il tiré s'il était arrivé au pouvoir? Sa situation aurait été inextricable. Mais y songeait-il? Il allait de l'avant, poussé par sa destinée, et se fiant d'autant plus aveuglément à son étoile que sa chance avait, jusque-là, dépassé toute vraisemblance.

C'était chose curieuse de voir ses entrées triomphales dans les villes de province, au milieu des acclamations, avec son état-major et l'interminable cortège de voitures où s'entassaient ses partisans locaux, parfois fort mélangés et assez compromettants. L'engouement était poussé à un tel point de démente, qu'on devait voir, aux élections qui mirent fin à l'aventure, telle ville pudibonde de province nommer un bohème investi par le général et qui, ne se croyant aucune chance, mangeait l'argent de sa candidature à faire scandale dans les rues et dans les mauvais lieux par le tapage de ses débauches; et que le noble faubourg Saint-Germain préféra à un des chefs les plus estimés du parti royaliste et dévot, à l'un de ses orateurs les plus remarquables,



Sadi Carnot dans son cabinet de travail.
Par Chartran.

un être inqualifiable, connu pour avoir été stipendié, comme secrétaire, par une ignoble courtisane, dont il tenait la correspondance d'affaires amoureuses.

Le ministère Tirard avait été renversé au mois d'avril 1888; Floquet avait pris le pouvoir, c'était une politique plus populaire qu'on opposait au boulangisme; un moment, on crut ramener l'esprit public. Après un duel, où il avait blessé le général, Floquet avait été fort applaudi par la foule à l'inauguration du monument de Gambetta. Une élection à Paris, le 27 janvier 1889, détruisit les illusions. Boulanger l'emporta par 242.000 voix contre 165.000. Le soir, la foule se pressait sur les boulevards, dans un état d'émotion surexcitée. On a dit que Boulanger n'avait qu'à l'entraîner sur l'Élysée pour s'y installer : c'est plus que douteux. Les masses mélangées qui le nommaient n'étaient nullement prêtes à faire une révolution.

Les républicains effrayés cherchèrent des moyens de défense au détriment de la pleine expression des volontés du suffrage universel. Ils sacrifièrent d'abord le scrutin de liste : nombre de radicaux, contre leurs doctrines, se résignèrent à rétablir le scrutin d'arrondissement. C'est par Floquet que les modérés firent accomplir cette mesure de recul. Puis ils le renversèrent trois jours après, et Tirard revint au pouvoir. On ajouta ensuite à cette première précaution une loi interdisant les candidatures multiples, c'est-à-dire empêchant l'élection du même député par plus d'une circonscription : non sans une grave atteinte à la liberté du corps électoral. On a prétendu que ces lois avaient contribué à sauver la République. Il est probable que si le suffrage universel avait voulu, elles ne l'auraient pas empêché d'envoyer au Palais-Bourbon une majorité résolue à voter la dictature du général.

Mais, soudain, l'aventure boulangiste tomba comme elle était née, comme elle s'était déroulée, de la façon la plus incroyablement invraisemblable. On apprit avec stupeur, un beau matin, que le général, apeuré, s'était enfui à Bruxelles avec Rochefort. Tout d'abord, on n'en voulut rien croire : c'était vrai; c'était certain; en vain ses amis cherchèrent à le faire rentrer en France, il s'y refusa.

Il avait été effrayé par les projets d'arrestation dont le ministre de l'Intérieur, Constans, avait eu soin de le faire prévenir. Peur absurde! Qui eût osé

l'emprisonner? C'eût été doubler et exaspérer sa popularité. Le Gouvernement allait ouvrir à Paris une magnifique exposition universelle pour célébrer le centenaire de 1789 : la présence de Boulanger serait devenue, pour la foule des étrangers, la grande curiosité de la capitale. Il redoutait, dit-on, qu'une fois qu'on le tiendrait, on ne le fît disparaître à jamais, par des moyens tragiques que les Borgia pouvaient employer au seizième siècle, mais auxquels nul ne pouvait songer dans la France du dix-neuvième.

Un homme qui se jette dans une telle aventure doit savoir y risquer sa vie et affronter des dangers qu'il ne connaît même pas. Une fuite aussi prudente aurait tué dans l'opinion tout autre candidat à la dictature; à plus forte raison un soldat dont on attendait au moins le courage professionnel. Quels conseils insensés l'avaient décidé à cette désertion, qui fut pour lui comme un premier suicide? C'est un point encore obscur. Mais cette terrible aventure creva misérablement, dès qu'on vit en déroute, au delà de la frontière, le panache et le sabre du fuyard.

Le Sénat put lui faire son procès et le condamner par défaut. Procès et condamnation qui eussent été singulièrement dangereux, Boulanger présent. On voulait essayer encore de le faire « plébisciter » et les élections multiples étant devenues impossibles pour les élections de députés, on posa sa candidature dans 80 cantons soigneusement choisis aux élections des conseillers généraux. Elle ne l'emporta que dans 16. Le 22 septembre, le suffrage universel nommait



Macbeth et les sorcières.

Caricature sur le général Boulanger et la presse politique.

la Chambre nouvelle : 38 boulangistes seulement furent élus. Boulanger survécut un an encore : tombé de son grand rêve, trop médiocre pour songer à le recommencer ; puis, las de traîner une existence misérable, sans espoir, dans l'accablement d'une défaite irrémédiable, il alla se tuer sur la tombe de l'amie qui l'avait suivi dans sa fuite.

Pour ne pas interrompre les péripéties de l'entreprise qui succombait aux élections, j'ai laissé de côté une loi importante. A l'énorme service militaire de cinq ans, établi par l'Assemblée nationale, les deux Chambres avaient enfin substitué le service de trois ans, qui se rapprochait plus de l'organisation naturelle d'une armée nationale, bien qu'il fût encore long pour elle ; il était tempéré par le « volontariat d'un an » pour les jeunes gens pourvus de certains diplômes, c'est-à-dire pour la bourgeoisie.

La tempête boulangiste avait profondément désorganisé le mouvement radical. On a vu qu'une fraction importante du parti l'avait abandonné pour se jeter dans la coalition groupée autour du général. Après les élections le radicalisme revenait à la Chambre avec des forces numériques diminuées et un crédit fort ébranlé. L'opportunisme était maître de la situation.

Un seul changement notable fut introduit dans la législation : la France relevait autour d'elle les barrières douanières ouvertes par l'Empire et devenait « protectionniste », c'est-à-dire qu'on frappait de lourds droits d'entrée les marchandises étrangères pour permettre de vendre à un prix plus élevé les produits nationaux, non sans enchérir la vie dans l'ensemble du pays. Méline, qui s'était fait une spécialité des intérêts agricoles, avait eu l'initiative de cette transformation, qui relevait le prix auquel le paysan pouvait vendre ses récoltes, en même temps que celui auquel l'ouvrier payait son pain. Il s'acquit ainsi, pour quelque temps, dans les populations rurales, une popularité énorme.

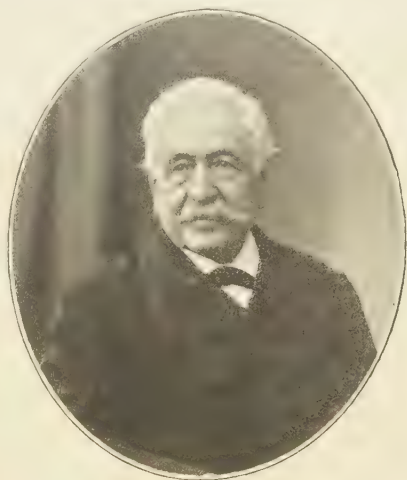
Un terrible orage allait nous assaillir : l'affaire de Panama.

Le percement de l'isthme de Suez avait fait du nom de Ferdinand de Lesseps un des grands noms d'Europe. Il avait organisé l'entreprise, puis l'avait menée à bonne fin, avec une activité, une énergie, une persévérance infatigables. Ceux qui, bravant les pronostics sinistres, avaient eu foi dans l'œuvre de Lesseps et lui avaient donné leurs épargnes pour son entreprise, en étaient récompensés, voyaient leurs capitaux considérablement accrus, et faisaient une petite fortune.

Heureux l'homme qui était couronné de gloire pour avoir ouvert l'isthme de Suez, s'il avait su s'arrêter là ! On le décida à entreprendre le percement d'un autre isthme, qui barrait de façon aussi funeste la route à la navigation : celui qui rattache l'une à l'autre les deux Amériques du Nord et du Sud. Œuvre cent fois plus difficile. Il fallait, sur un espace infiniment plus considérable, creuser un canal, non pas dans des marécages, des sables et des rochers bas avec des lacs naturels, où la moitié de la besogne était faite d'avance, mais à travers un seuil de la chaîne de montagnes qui se prolonge, comme une colossale épine dorsale, dans la longueur des deux Amériques ; et cela dans une atmosphère empestée, mortelle pour les travailleurs.

Les capitaux affluèrent : on avait foi dans Lesseps ; on était grisé par son premier succès. Les petits actionnaires du Suez, enrichis par leur confiance d'autrefois, vidèrent leur bourse dans l'espoir de nouveaux gains : les autres, heureux d'avoir à leur tour l'occasion d'une aubaine pareille, apportèrent à l'envi leurs économies. Les déboires ne tardèrent pas à éclater : le Panama dévorait les millions et résistait au travail humain. Bientôt, on eut plus de peine à trouver de nouveaux fonds. Puis il fallut avouer le désastre et abandonner l'entreprise.

Tout un peuple d'actionnaires petits et gros étaient ruinés. Est-ce à dire que personne ne



(Photo Gerschel.)

F. de Lesseps.

profita de leur ruine ? Les entrepreneurs avaient empoché des gains énormes dans ces travaux manqués. Dans plus d'une petite ville, les actionnaires réduits à la misère regardaient avec colère le château construit à son retour par tel aventurier parti sans le sou et revenu après fortune faite. On soupçonnait la presse et le Gouvernement d'avoir aussi réalisé de gros bénéfices. Il avait fallu cacher, aussi longtemps que possible, la ruine de l'entreprise déjà à peu près certaine ; il avait fallu pour cela acheter la presse et se procurer le concours du Gouvernement, et de nouveaux appels à l'épargne avaient ainsi été faits, quand l'entreprise était déjà perdue.

L'affaire éclata par une circonstance tragique. Menacé de chantage par un audacieux écumeur d'argent, Cornelius Herz, un banquier, Reinach, mourut subitement, et probablement se suicida. Une commission d'enquête fut nommée par la Chambre, et les révélations firent explosion.

Les dénonciations succédaient aux dénonciations ; il y avait des soupçons dans l'air. Non seulement le triste mélange des pouvoirs politiques et de la presse avec la finance crevait affreusement au grand jour ; mais l'imagination publique, en proie à une surexcitation intense, avait perdu toute mesure et ne rêvait que fantômes de corruption. Vous auriez dit un de ces pays où éclatent des volcans de boue, à voir le sol soulevé de tous côtés s'ouvrir pour déverser de brûlants torrents de fange. On se sentait entouré de mystères malpropres et obscurs, qui obsédaient l'esprit national de hideux cauchemars. On essayait de pénétrer ces secrets répugnants. A un moment, l'obsession qui hantait la France fut l'arrestation d'un obscur agent de corruption, Arton, qui échappait à toutes les recherches, et dont les listes, disait-on, feraient connaître les coupables.

Les partis de droite avaient pleine confiance dans le profit qu'ils espéraient tirer des scandales du Panama qui mettaient en suspicion tout le personnel gouvernemental de la République, et sur lesquels on comptait pour déshonorer le régime. Ce n'était pas un secret que des membres fort connus du parti monarchiste étaient compromis dans l'affaire, et l'on connaissait leurs noms. Mais ils n'étaient pas prononcés par les directeurs de l'entreprise. C'étaient les républicains que l'on mettait en cause, et non seulement ceux qui, comme Rouvier, étaient connus pour leurs relations financières, mais des hommes aussi notoirement étrangers aux choses d'argent que Floquet. On alla jusqu'à accuser le poète Clovis Hugues, homme de cœur, d'idéal et d'enthousiasme, qui resta pauvre toute sa vie, et qui semblait le dernier à soupçonner. Des poursuites furent intentées : elles furent presque toutes suivies d'ordonnances de non-lieu qui ne dissipèrent pas les soupçons, et que la méfiance publique accusa de complaisance. Un ancien ministre des Travaux publics, Baihaut, avoua avoir reçu une très grosse somme pour faciliter les opérations de l'entreprise, et fut sévèrement condamné.

Le ministère étant tombé, un homme nouveau, un professeur élu dans la Haute-Loire, Charles Dupuy, fut chargé de former un nouveau Cabinet. Il semblait assez favorable au radicalisme : il fut rejeté violemment du côté opposé par les brutalités de sa police contre les ouvriers et contre les étudiants ; brutalités qu'il ne voulut pas désavouer, et qui en firent un « opportuniste » de combat. Il allait le rester dans toute sa carrière ministérielle.

A la longue, la manie des dénonciations et l'exploitation des scandales finirent par excéder et retourner l'opinion. Elle prit en dégoût la fureur avec laquelle la presse réactionnaire essayait d'empoisonner la vie publique de soupçons et de déshonorer les républicains. Elle savait que, du côté conservateur, des coupables avaient échappé même aux accusations ; elle n'avait aucune confiance dans les procès dirigés contre quelques-uns, et avait le sentiment obscur que les plus compromis avaient échappé. Cette impression était si forte que si le ministre condamné après avoir été contraint à l'aveu le plus redoutable avait pu se représenter devant ses électeurs, il aurait été réélu à une grosse majorité. On apercevait surtout, à travers la fureur des accusations, la machine de guerre montée contre la démocratie et ses libres institutions. La tempête qui avait semblé devoir tout emporter dans son impétueux tourbillon se dissipa en quelques mois. La droite, qui s'était crue sûre d'en profiter, fut battue aux élections d'août et septembre 1893. Elle perdait près de 80 membres, presque la moitié de ses forces. Les radicaux reprenaient les leurs : on revenait à eux ; ils retrouvaient près de 150 sièges. Un parti, nouveau dans la Chambre, se formait encore à leur gauche. On voyait paraître un bataillon de plus de 50 socialistes.

XVII. — Les lettres, les arts et les sciences.

Il faut maintenant jeter un coup d'œil sur le mouvement de la littérature, des arts et des sciences dans les dernières années du dix-neuvième siècle. La vie politique avait d'abord accaparé l'attention et les passions de l'esprit français; mais la crise vitale avait reçu une solution; le pays était revenu à une situation normale; les survivants de notre pléiade d'écrivains avaient continué leur œuvre.

Nombre des plus grands avaient disparu ou allaient disparaître. Michelet était mort : il avait gardé la plume à la main jusqu'à ses derniers jours. Victor Hugo avait continué son œuvre colossale : le recueil que lui avaient inspiré nos tragiques malheurs, l'*Année terrible*, des vers charmants, l'*Art d'être grand-père*, une nouvelle série de la *Légende des siècles*, des visions grandioses comme la *Fin de Satan*, affirmaient la puissance de sa vieillesse. L'inspiration était moins originale : mais les mots et les rythmes obéissaient au vieux magicien, comme aux meilleures époques de la maîtrise, et venaient encore en foule, comme d'eux-mêmes, se grouper en poèmes énormes. Il était en pleine et paisible possession de sa gloire incomparable; il tenait dans son salon une sorte de cour plénière où l'on venait lui rendre hommage du monde entier, et où de fougueux révolutionnaires se rencontraient avec tel souverain comme l'empereur du Brésil.

En 1885, il rendit le dernier soupir après une agonie où les puissances naturelles de destruction avaient semblé avoir peine à le terrasser. La France lui fit un triomphe funéraire incomparable. Hugo tombait après avoir pleinement achevé sa carrière et dépassé les années accordées normalement à la vie humaine; ses obsèques semblaient moins un deuil qu'une glorification.

Son cercueil avait été porté sous l'Arc de Triomphe de l'Étoile, pour y passer la nuit qui précédait le jour des funérailles et il y était veillé par un groupe de poètes. Il devait aller de là au Panthéon, rendu pour lui à la destination que la Révolution lui avait donnée, et redevenu le Temple des gloires nationales. Ce n'était pas seulement Paris entier, avec ses millions de têtes, qui assistait à ses obsèques. On y était venu en foule de toute la France, de toute l'Europe, et même d'Amérique. De sombres flots de foule, couvrant comme un mur les Champs-Élysées, la place de la Concorde, les terrasses des Tuileries, les bords et tous les débouchés des vastes avenues que devait suivre le cercueil, noyaient toute cette partie de Paris sous un immense, sous un indéfini papillotement de têtes humaines. Le cortège avec ses délégations et ses bannières multicolores était si long, que la queue était encore à l'Arc de Triomphe, quand la tête atteignait déjà le Panthéon. Le magnifique printemps parisien, si éclatant dans les beaux jardins, dans les arbres des avenues qui décoraient la capitale, tapissait superbement cette fête mortuaire de la verdure encore fraîche de ses feuillages. A mesure que les délégations arrivaient, elles déposaient sur les marches du Panthéon leurs couronnes, leurs bouquets, leurs palmes; les degrés qui conduisent à la colonnade de l'imposant édifice étaient comme ensevelis sous les roses, les lilas, toutes les éblouissantes floraisons du renouveau. Nul, peut-être, n'eut jamais au monde une telle pompe triomphale.

Il ne se produisit guère de poète nouveau, dans cette période. Presque tous avaient débuté sous l'Empire. Gautier, Baudelaire étaient morts. Leconte de Lisle et Banville survivaient, et le premier devenait le maître de notre école poétique. Parmi les jeunes, Sully-Prud'homme donnait



(Photo Pirou)
José-Maria de Heredia.

encore quelques poèmes exquis, mais, bientôt, il se jetait et se perdait dans la métaphysique. François Coppée, fort habile artisan dans la facture des vers, y affectant une simplicité familière voisine de la prose, flattant d'ailleurs les opinions dévotes et conservatrices, devenait le poète favori de la bourgeoisie. José-Maria de Heredia continuait la série de ses sonnets d'allure magistrale. Catulle Mendès déployait dans les œuvres les plus diverses, avec une extraordinaire fécondité, son étonnant savoir-faire littéraire. Plus personnel, et mêlant singulièrement à des contes rabelaisiens remplis d'esprit, mais fort crus, des poésies d'un idéalisme effréné, Armand Sylvestre trouvait parfois des accents d'une véritable puissance. Le plus grand, de beaucoup, était Paul Verlaine, nature malheureuse que des nerfs démontés jetaient dans les plus tristes aventures, et qui trouvait, dans ses malheurs mêmes, des inspirations, des sanglots d'une indicible émotion. Brisant, dans sa forme heurtée, les moules ordinaires des vers et de la langue, il a trouvé des ressources nouvelles en dehors des formes communes, pour traduire la douleur dans ce qu'elle a de plus profond. Le pauvre Lelio, comme il s'appelait, a pu être comparé au grand Villon, comme lui touché dans les pires hasards de l'existence; comme lui, poète aux cris de souffrance incomparablement humains. Les derniers venus dans le petit groupe du Parnasse se faisaient leur place : Richepin, le chantre des gueux, très original et très puissant; Jean Aicard, qui célébrait dans des poèmes ensoleillés les charmes de la Provence.

La fin du dix-neuvième siècle fut une grande époque pour le roman français. Il est vrai que les dernières productions de George Sand, qui mourait bientôt, n'ajoutaient pas grand'chose à sa gloire. Mais Flaubert donnait encore deux de ses grandes œuvres, patiemment méditées, construites, retouchées pendant des années, et dont chacune était un monument. La première était, comme *Madame Bovary*, une peinture de la vie moderne, mais cette fois, de la vie de Paris : l'*Éducation sentimentale*, où il montrait cruellement comment se flétrissent les rêves d'amour et d'idéal, et sur lequel plane tristement un sombre esprit de désenchantement, mais où se manifeste tout son génie d'observation impitoyable et de peinture intense de la vie. Puis, reprenant et étendant une idée qu'il avait conçue et commencé à réaliser dans sa jeunesse, et fuyant de nouveau nos trivialités coutumières dans le monde éblouissant de l'antiquité orientale, il achevait son énorme *Tentation de saint Antoine*, colossal poème en prose, mêlé de tableaux de l'Égypte au temps des premiers solitaires chrétiens, et de visions fantastiques de toutes les religions. Il devait laisser, pour être publiée après sa mort, une œuvre plus bizarre, où il met en scène la plus épaisse sottise bourgeoise : *Bouvard et Pécuchet*. Il avait déjà donné au public trois contes très frappants, dont l'un est un tour de force de style.

Les frères de Goncourt étaient unis par une amitié si étroite, qu'ils semblaient ne former qu'un même écrivain et n'avoir qu'une pensée en deux personnes. Mais la mort allait frapper le plus jeune, et laisser l'aîné dans une triste solitude. Beaucoup moins puissants que Flaubert, dont ils subissaient l'influence, ils allaient cependant prendre une action peut-être plus grande encore sur toute la jeune école des romanciers. Ils avaient créé un style composite, compliqué, expressif, à l'allure brisée, aux nuances chatoyantes, bigarrées et indécises, qui fut peut-être trop imité. Ils allaient donner de grandes études de la vie moderne très fouillées, et d'un haut intérêt. Le dernier survivant eut l'idée, en mourant, de fonder, en contradiction avec notre vieille Académie Française, une autre académie ouverte aux talents libres qu'elle excluait et repoussait. A sa mort, il légua des fonds pour doter sa création. Ainsi naquit « l'Académie des Goncourt ».

Alphonse Daudet suivait leurs traces. Aux inspirations toutes gracieuses qui avaient fait sa réputation, succédaient de grands romans dans le genre de ceux des de Goncourt, et un peu dans leur style. Il semble qu'en même temps il avait emprunté au grand romancier anglais Dickens, le procédé qui consiste à faire du récit une série de petits tableaux détachés, pleins de détails minutieux. Mais le plus grand et le plus puissant de beaucoup était Émile Zola.

Comme Balzac il avait voulu mettre une sorte d'unité dans l'ensemble de ses créations. Zola eut la pensée de suivre, d'œuvre en œuvre, l'histoire d'une même famille, et d'y rattacher toute la vie et tous les événements de la France contemporaine : d'abord le coup d'État de 1851, dans son pays natal; puis la conquête d'une petite ville de province par les influences cléricales; puis le Paris du second Empire; enfin les malheurs épiques de l'année terrible. Chemin faisant, il étudiait à fond, et peignait dans de vastes tableaux, tous les aspects de la vie

moderne; les débauches des courtisanes, les ouvriers dont il ne ménageait pas les vices, surtout l'alcoolisme qui, dès lors, prenait d'inquiétantes proportions; les paysans, qu'il dépouillait de la poésie sentimentale que leur prêtait George Sand, et montrait dans leur seul prosaïsme, non sans le charger un peu. Toutes nos grandes organisations économiques avaient leur tare : le centre des Halles, occupé à fournir la mangeaille du colosse qu'est Paris, nos grands magasins, les chemins de fer. C'était toute l'existence d'une grande nation, résumée dans de vastes fresques aux couleurs intenses, et vivantes comme la réalité.

Il avait élargi singulièrement les cadres du roman, que ses illustres prédécesseurs avaient fait si grand. Ils avaient peint les hommes avec une force de vérité incomparable : aux personnages isolés, il a joint les foules. Nul, comme lui, n'eut l'art d'évoquer et de faire mouvoir de profondes et innombrables masses humaines : tantôt nos malheureuses armées en 1870, conduites aux désastres par des chefs incapables; tantôt les fanatiques pèlerins de Lourdes. Dans ses fresques magistrales, on voit, à perte de vue, au fond, derrière les figures principales, les flots pressés de tout un peuple : le roman, ainsi agrandi, prend les proportions de l'histoire.

L'œuvre de Zola eut un retentissement extraordinaire dans toute l'Europe, dans le monde entier. Comme Balzac, il eut une véritable force d'initiation par delà nos frontières. En France, Zola fut entouré d'une école de jeunes écrivains. Un nouveau venu, neveu de Flaubert, Guy de Maupassant, se fit une réputation de premier ordre par des tableaux de la vie réelle voisins de la perfection.

Anatole France avait débuté, parmi les Parnassiens, par de très beaux vers. Il trouva bientôt sa véritable vocation; c'est un des grands prosateurs qu'ait eus notre pays. Quoique bien moderne, et sachant rehausser ses œuvres des couleurs les plus vives de notre palette littéraire, au milieu d'une génération où la mode était de désosser, de désarticuler la vieille phrase française et de la surcharger d'expressions singulières pour la rendre plus expressive, il reste presque classique par la solidité du style, par les qualités de la langue : et quelle richesse, quelle variété

d'inspiration soit que dans le *Crime de Sylvestre Bonnard*, il peigne une figure inoubliable de vieux savant; soit que dans le *Lys Rouge*, il donne une magistrale analyse de l'amour le plus passionné; soit que dans *Thaïs*, il ressuscite, au brûlant soleil de l'Égypte, les mœurs fanatiques de l'antique Thébaidé; soit que dans *Les Dieux ont soif*, il fasse revivre les heures les plus tragiques de 1793, avec une netteté, une puissance qu'on n'a peut-être pas égalées ! Parfois, il se laisse aller aux caprices d'une fantaisie exquise, et il semble qu'on entrevoit un peu le lumineux sourire de Voltaire, sous ses imaginations les plus imprévues doublées d'une mordante satire. Mais ce virtuose du beau style n'est ni un impassible, ni, comme tant d'autres, un flatteur des sentiments de plus en plus réactionnaires du public élégant. Comme Zola, il est de la lignée des grands écrivains de notre pays, passionnément dévoués à la cause de l'avenir et du libre esprit de la France. Il a un profond amour, une profonde pitié pour les misères des déshérités. Il est révolté des iniquités de notre société actuelle.

Rien de si différent que l'officier Viaud, connu du public sous le nom de Pierre Loti. Notre civilisation moderne semble lui inspirer tout entière un profond dégoût, une invincible aversion.



(Photo Braun.)

Zola.

On dirait qu'il ne respire à l'aise que dans les milieux où la nature a d'autres aspects, où d'autres races humaines ont gardé les costumes, les mœurs et les idées des siècles passés. Voyageur infatigable, les pays d'Europe les plus admirés, comme l'Italie et l'Espagne, ne suffisent pas à sa passion d'exotisme. Il lui faut tout au moins les brouillards de l'Islande; et plutôt l'Extrême-Orient ou les solitudes du Sahara. L'amour de ces mondes lointains l'a fait écrivain, et écrivain prestigieux. Il a inventé des procédés tout à lui, non seulement pour décrire ces natures étranges, mais pour les évoquer aux yeux et à l'esprit avec une intensité prodigieuse, pour en donner l'impression, la sensation toute vivante dans ce qu'elle a de plus intime, et à ce qu'il semble, de plus fugitif, de plus impossible à saisir sur le papier avec des phrases et des mots. Il a fait vivre ses lecteurs dans les brumes des mers septentrionales, dans les kiosques de laque et de papier du Japon, parmi les cyprès du Bosphore, dans les immensités brûlées de l'Arabie et de la Perse, parmi les architectures fantastiques de l'Inde. Ils ont voyagé, avec lui, dans les régions les plus reculées du globe, voyant avec ses yeux et sentant avec ses nerfs.



Anatole France.

Par Carrière.

Paul Bourget, réagissant contre la passion des descriptions colorées, qui, depuis 1830, était celle de presque toute notre littérature, avait de grands succès avec des romans remplis d'une analyse psychologique très ténue, très subtile. Écrivain aristocratique, il affectait le culte des préjugés nobiliaires et la haine de la démocratie. Plus jeune, Maurice Barrès, parfois un peu singulier, écrivait de très belles pages, et se faisait une grande place dans la littérature de cette fin de siècle.

Dans l'histoire, deux hommes illustres continuaient à donner des œuvres considérables. Renan poursuivait le récit des premiers temps du christianisme; son don merveilleux pour faire revivre l'âme des générations disparues se retrouvait, plus pénétrant que jamais, dans son beau tableau de l'empire des Césars, depuis Néron jusqu'à Titus; dans sa peinture de l'Orient, du temps des premiers apôtres, avec ses grandes villes dissolues, son éclosion d'idées religieuses. Puis, ayant achevé sa grande œuvre, ce merveilleux esprit donnait de curieux ouvrages de fantaisie comme *l'Abbesse de Jouarre*.

Taine avait été épouvanté, dans son repos de travailleur tranquille, par les convulsions révolutionnaires de l'année terrible; elles avaient rejeté dans les idées conservatrices les plus obstinées l'homme que la jeunesse regardait, sous l'Empire, comme un des champions de la libre pensée. Il avait entrepris un travail colossal sur la philosophie de l'histoire de France, depuis les derniers temps de la vieille monarchie jusqu'aux temps les plus récents. En trois volumes, il décrivait et jugeait, sans s'astreindre à les raconter, l'ancien Régime, la Révolution et l'Age moderne. Chacun avait été préparé par un travail acharné qui avait duré de longues années. C'étaient des œuvres consciencieuses, très étudiées, et qui, avec cela, donnent une idée bien fautive des temps décrits par elles. Taine a cherché passionnément à comprendre et à ressusciter les états d'esprit des temps passés; mais il n'a pour cela rien de la divination d'un Michelet ou d'un Renan; son esprit sceptique et méthodique, qu'à aucun moment aucune foi n'a réchauffé, ne lui permet guère de comprendre aucune des passions, aucun des enthousiasmes qui ont électrisé les hommes et les masses. Ce devait être l'œuvre capitale de sa vie : elle produisit une grande impression; elle reste puissante, mais manquée.

Une profonde et décisive évolution s'opérait, à la fin du siècle, dans la situation psychologique des classes en France : à mesure que la démocratie grandissait, les portions plus fortunées de la société s'en écartaient et s'en isolaient; la bourgeoisie voltairienne et libérale disparaissait : une bourgeoisie, sinon croyante, au moins affectant la dévotion; par hostilité contre les progrès et les revendications des éléments populaires, prenait rapidement sa place. Or, comme c'était la bour-



Un entr'acte à la Comédie-Française, à Paris, vers 1883.

Tableau d'Édouard Dantan.

(Explication de la gravure ci-contre.)

- | | | |
|--|--|--|
| <p>1. P.-H. de Lapommeraye, critique théâtral du journal <i>La France</i>.
 2. Émile Zola, romancier.
 3. Albert Wolff, critique d'art du <i>Figaro</i>.
 4. Alphonse Daudet, romancier.
 5. Henri de Bornier, auteur dramatique.
 6. Charles Gounod, compositeur de musique (1818-1893).
 7. Abr. Dreyfus, journaliste et auteur dramatique.
 8. Armand Silvestre, auteur lyrique et dramatique.
 9. Henri Fouquier, directeur du <i>Petit Parisien</i> et du <i>Siècle</i>.
 10. H.-O. Halanzier, directeur du Grand-Opéra.
 11. Ernest Meissonnier, peintre (1815-1891).
 12. Georges Ohnet, romancier.</p> | <p>13. Francisque Sarcey, critique théâtral du <i>Temps</i> et du <i>Siècle</i>.
 14. Edmond de Goncourt, romancier.
 15. Jean Aicard, poète provençal.
 16. Jean Richpin, auteur lyrique.
 17. Ernest Renan, philosophe et historien.
 18. Victor Cherbuliez, publiciste et romancier.
 19. André Theuriet, romancier et auteur dramatique.
 20. A. Antoine, directeur du Théâtre Libre.
 21. Amédée Duquesnel, critique littéraire.
 22. Paul Bourget, romancier.
 23. Octave Feuillet, romancier et auteur dramatique.
 24. Ludovic Halévy, auteur d'opérettes et de comédies.
 25. Alexandre Dumas, auteur dramatique.
 26. Émile Augier, auteur dramatique (1820-1889).</p> | <p>27. François Coppée, auteur lyrique et dramatique.
 28. Arsène Houssaye, romancier (1815-1896).
 29. Jules Lemaitre, critique littéraire et auteur dramatique.
 30. Théodore de Banville, auteur lyrique et romancier.
 31. Édouard Thierry, ancien directeur de la Comédie-Française.
 32. Jules Claretie, romancier, critique théâtral du <i>Sap</i> et de <i>l'Illustration</i> (directeur de la Comédie-Française en 1885).
 33. Victorien Sardou, auteur dramatique.
 34. Charles Garnier, architecte du Grand-Opéra de Paris.
 35. Édouard Pailleron, auteur comique et dramatique.
 36. Camille Doucet, auteur dramatique (1812-1895).</p> |
|--|--|--|



(Photo Braun.)

Un épisode de la bataille d'Alger (1830).
D'après le tableau d'Edouard Dautan (Musée de la Comédie-Française).

geoisie qui formait la plus grande partie du public lettré, nombre d'écrivains flattaient ses nouvelles tendances. La littérature, sous le régime de Juillet et sous l'Empire, quand elle n'affichait pas l'indifférence en politique, avait le plus souvent des tendances populaires : maintenant, plus d'un tenait à déclarer la guerre à la libre pensée, à la démocratie, à l'esprit et à l'œuvre de la Révolution tout entière. C'était la mode, et le moyen d'être bien vu du monde des Salons et de l'Académie.

J'ai déjà montré que des poètes comme Coppée, des romanciers comme Bourget et Barrès, avaient suivi ce mouvement; des critiques qui avaient conquis une grande réputation marchaient dans le même sens : notamment Jules Lemaître et Brunetière, fort savant dans l'histoire littéraire de la France, et qui allait proclamer, non sans audace, la faillite de la science.

Notre école de peinture ne comptait guère de nouveaux venus qui pussent rivaliser avec leurs aînés. Puvis de Chavannes continuait son œuvre de décorations magistrales, d'une simplicité et d'une harmonie merveilleuses, avec un sentiment poétique de plus en plus pénétrant, et la suite de grandes compositions ayant pour sujet la vie de sainte Geneviève, qui couvre le Panthéon, est peut-être son chef-d'œuvre. Bonnat était toujours le maître portraitiste. Il avait pour rival en ce genre le grand coloriste Henner, qui excellait aussi à baigner, dans les lueurs confuses d'un ciel crépusculaire, les blanches nudités de ses nymphes. Ribot, descendant attardé de l'Espagnol Ribera, obtenait encore des effets saisissants avec l'opposition de ses modelés frappés de lumières vigoureuses, et des fonds noirs sur lesquels ils se détachaient. Fantin-Latour, si harmonieux, si sincère, donnait encore un de ces tableaux où il groupait les hommes de talent qui avaient ses sympathies; puis c'étaient des fantaisies, des figures symboliques traitées en ébauches, aux couleurs douces et chantantes, inspirées souvent par les opéras de Wagner. Déjà d'autres talents grandissaient. Roll, à la facture si large et si forte; Besnard, un disciple des Vénitiens sorti de l'École de Rome, qui devaient devenir rapidement l'un et l'autre deux des maîtres de notre peinture. Jean-Paul Laurens se plaçait à l'un des premiers rangs par de très belles pages d'histoire : sa pathétique *Mort du duc d'Enghien* et les scènes qu'il empruntait à la féroce persécution des Albigeois au Moyen Age. Un talent d'une originalité singulière, Carrière, conquérait lentement l'admiration du public avec des œuvres d'un parti pris tout spécial : des groupes de figures à moitié perdus dans la pénombre d'un demi-jour, qui enveloppait et estompait leur modelé sans rien lui ôter de sa force, et prêtait une vie étrange au regard vivant de ses personnages. Dans notre admirable école de paysage, Harpignies, arrivé tard à la réputation, prenait rang parmi les maîtres de premier ordre.

L'école impressionniste, avec son initiateur, Manet, en tête, avait fini par triompher des résistances du public. Maintenant, à la suite du maître se pressait toute une pléiade de disciples, Raynaud, Pissarro, M^{lle} Gouzatey, etc., etc. Le plus remarquable, Monet, donnait des paysages d'une étonnante impression. Le temps n'était pas encore venu où la mode allait adopter ces peintures d'une hardiesse singulière, et où, à la suite des Américains, on allait les payer des sommes fantastiques. Mais les impressionnistes avaient conquis droit de cité dans l'art admis de tous. Il est difficile de savoir pourquoi on rattachait à cette école un maître dessinateur et un maître peintre, Degas, qui s'était fait une spécialité de traduire en petits chefs-d'œuvre des scènes des coulisses de l'Opéra.

Deux peintres, morts jeunes, disparurent hâtivement, après avoir donné plus que de grandes espérances : Bastien Lepage, dont les scènes paysannes avaient, avec un profond accent de nature,



(Photo Braun.)

Harpignies.



(Photo Braun.)
Falguière.

une véritable grandeur de style; Cazin, qui donnait aux aspects de la nature une douceur pénétrante, une poésie intime et mélancolique.

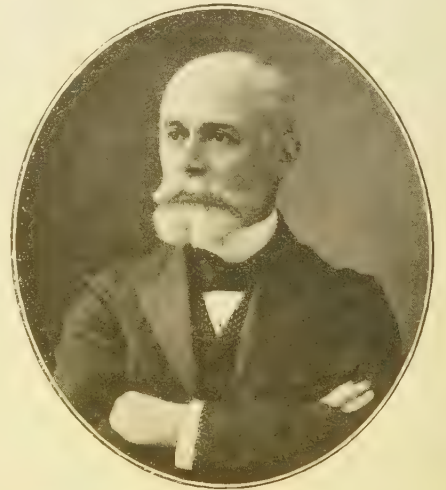
Nous avons toujours la très remarquable école de sculpture qui s'était révélée à la fin de l'Empire, avec Falguière, Chapu, etc. L'amnistie avait rouvert à Dalou les portes de la France : il donnait son beau *Mirabeau* du Palais-Bourbon et son imposant *Triomphe de la République* de la place de la Nation. Frémiet, élève de Rude, sculptait sa *Jeanne d'Arc* de la rue de Rivoli, où, pour la première fois, on a osé donner son véritable caractère à la robuste paysanne lorraine. Un maître d'une originalité et d'une puissance incomparables se révélait avec le grand Rodin, qui sait si fortement donner à la pierre et au marbre la palpitation de la vie, tout en n'en dégageant ses figures qu'à moitié, comme si le rocher détaché de l'écorce du globe s'animait et prenait vie sous les doigts du sculpteur.

En musique, les deux noms glorieux de Saint-Saëns et de Massenet dominant toute cette période; le premier, plus puissant, d'une profonde science musicale, d'une inspiration plus variée; le second, exquis par la délicatesse du sentiment, celui qui a su le mieux rendre les tendresses et les souffrances de l'amour, et qui devait traduire dans le langage de la musique, de façon définitive, la figure troublante de *Manon Lescaut*, cette incarnation de l'Éternel féminin. Un nouveau venu, Bizet, atrocement frappé par la mort au moment de son premier succès, laissait en expirant, à notre époque, le merveilleux chef-d'œuvre qui s'appelle *Carmen*.

Le progrès scientifique et technique qui a marqué la fin du dix-neuvième siècle et le commencement du vingtième ne diffère pas, dans ses caractères fondamentaux, de l'œuvre accomplie pendant les trois premiers quarts du dix-neuvième. Il n'en est que l'épanouissement, marqué par une évolution de plus en plus rapide et des résultats croissant en fécondité. Suivre ce progrès pas à pas dans toutes ses branches dépasserait singulièrement les limites assignées à cet ouvrage et il nous suffira d'en retracer les lignes essentielles. Il nous faut noter aussi que le caractère international de la science s'est développé de jour en jour et qu'il n'est plus possible d'assigner une part précise à chaque nation. On verra toutefois, par les quelques noms que nous citerons, que les savants français n'ont pas médiocrement contribué à l'œuvre générale.

La chimie a continué à se développer avec une ampleur merveilleuse et, dans ce domaine, à travers toutes les découvertes de détail, un nom domine la science, celui de Marcelin Berthelot.

L'organisation définitive de la chimie organique et la synthèse chimique ont, en effet, ouvert un champ illimité aux ambitions des savants. La découverte du radium par Curie, qui avait tout d'abord semblé ébranler toute la conception scientifique moderne, l'a au contraire élargie et a commencé à donner un corps au rêve puissant des alchimistes : l'unité fondamentale de la substance. Les rayons X, si puissamment révélateurs de faits insoupçonnés, n'ont frappé l'imagination du public qu'après les



(Photo Braun.)
Becquerel.

travaux de Röntgen; mais il ne faut pas oublier que ces travaux avaient été précédés par ceux du Français Becquerel.

Il est remarquable d'ailleurs qu'après une période de réparation des domaines scientifiques succédant au chaos ancien, — réparation qui a permis les études les plus fécondes, — ces divers domaines tendent de plus en plus à se pénétrer de nouveau dans une synthèse harmonique et qu'il devient de plus en plus difficile de distinguer des frontières entre la mécanique, la physique, la chimie. C'est par une conception hardie de la chimie que Pasteur est arrivé aux résultats si féconds de la fin de sa carrière, aux théories microbiennes, à la thérapeutique par les sérums. Les sciences médicales en ont été totalement renouvelées et, comme l'avait prévu Claude Bernard, ont été placées de plus en plus sous la dépendance de la physiologie.

S'il nous est permis de sauter brusquement du domaine de la substance vivante à celui de la matière en apparence la plus inerte, nous constatons la révolution profonde apportée dans la mécanique par l'invention des moteurs à explosion. La puissance de ces moteurs s'est révélée telle qu'on commence à entrevoir l'utilisation industrielle des explosifs eux-mêmes, ces matières terribles qui n'ont guère servi jusqu'ici qu'à faire peser sur l'humanité le fléau de la guerre. En attendant, nous devons à ces moteurs la réalisation de deux moyens de transport que les imaginations les plus fantaisistes n'auraient jamais osé concevoir qu'en rêve : l'automobile d'abord, et surtout l'avion, dont l'utilisation pratique ne saurait guère se faire attendre. Ce sont là encore des inventions françaises, et c'est aux Ader et aux Voisin qu'il faut attribuer les

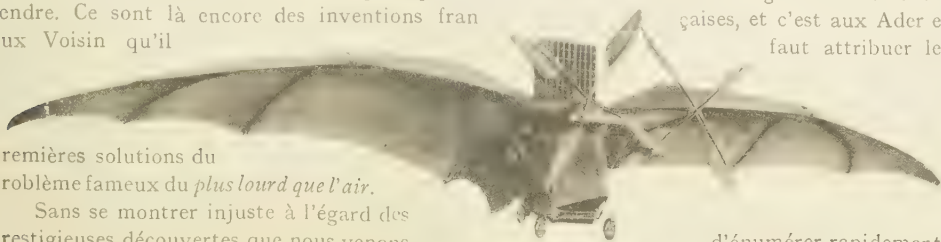
premières solutions du problème fameux du *plus lourd que l'air*.

Sans se montrer injuste à l'égard des prestigieuses découvertes que nous venons l'imagination populaire a peut-être été encore par les progrès de l'électricité. La cette variété d'énergie n'avait encore pro

1889, que des jouets scientifiques : onze ans après, elle était en pleine apothéose à l'Exposition de 1900. Puis ce fut le téléphone, invention américaine, qui s'installa rapidement partout, apportant dans les conversations humaines de toutes sortes une simplification et une commodité inouïes. Ce fut enfin la télégraphie sans fil, inventée par le Français Branly, qui permit à la pensée de se transmettre à des distances prodigieuses, sans autre intermédiaire que les vibrations de l'éther.

La transmission de l'énergie électrique à distance avait déjà été réalisée par des procédés en apparence moins mystérieux. La machine de Gramme n'était pas seulement un générateur puissant de force : en partant de son principe, les travaux de Marcel Desprez permirent d'utiliser les courants à des distances énormes du point où ils étaient produits. Dès lors, chemins de fer et tramways purent courir sur leurs rails sans bruit, sans fumée, sans pouvoir moteur apparent. Dès lors aussi, on put commencer à ne plus redouter l'épuisement des houillères, l'humanité se trouvant désormais maîtresse de cette force inépuisable, constamment renouvelée par la chaleur solaire, que constituent la *houille blanche* et la *houille verte* des eaux courantes.

En résumé, l'œuvre scientifique des quarante dernières années a eu des résultats prodigieusement féconds. Elle a rapproché les philosophes de la science; ils ont pu préciser leur conception grandiose de l'unité essentielle de l'énergie. Dans ce domaine économique, une technique de plus en plus maîtresse de ses moyens d'action permettra sans doute enfin une organisation rationnelle des forces productrices. Les relations sociales, multipliées par la facilité des transports et les communications rapides de la pensée, ne peuvent plus désormais laisser les individus isolés au sein des nations, ni les nations isolées dans l'univers. Enfin, — et c'est malheureusement ici que les améliorations sont le plus lentes, — il n'est plus interdit d'espérer quelque adoucissement à la souffrance des hommes.



Avion Ader.

(Musée national des Arts et Métiers.)

d'énumérer rapidement, séduite plus vivement lumière nouvelle due à duit, à l'Exposition de

XVIII. — Des élections de 1893 au ministère Waldeck-Rousseau. — L'alliance russe. L'expédition de Madagascar. — L'affaire Dreyfus.

Le personnel de la politique parlementaire s'était quelque peu renouvelé depuis le temps des grands combats pour la fondation de la République. Gambetta, Ferry étaient morts; Clemenceau avait été battu dans le Var, à la suite d'une bataille acharnée pour laquelle le directeur du *Petit Journal* avait semé l'or à pleines mains. La plupart des hommes de l'ancien centre gauche avaient disparu. Le plus remarquable, parmi ceux qui représentaient ce parti fort affaibli, était Ribot, estimé pour la loyauté de son caractère et pour son grand talent de parole. Dans le groupe de Gambetta, un orateur puissant avait pris la première place : Waldeck-Rousseau, nature sèche et énergique, dont l'éloquence, à défaut de chaleur et de passion, excellait à enfermer une pensée vigoureuse dans une forme littéraire achevée. Le comte de Mun était l'honneur et l'une des forces du parti de droite. Sa parole académique où l'improvisation n'avait aucune part, mais que servait un rare talent de diction, exerçait une grande action par la sobre et limpide beauté du style. On estimait en lui des convictions solides et sincères, la fidélité inébranlable à une cause perdue.

Un des traits caractéristiques de la politique était l'entrée en scène d'un parti nouveau dans les luttes parlementaires. Les radicaux ne formaient plus l'extrême gauche de la Chambre. Ils avaient à côté d'eux un parti socialiste. Le même fait se produisait à peu près dans toute l'Europe : en Allemagne, le parti socialiste, sous la direction de Bebel et de Liebknecht, avait pris une importance d'autant plus considérable qu'il apparaissait de plus en plus comme le seul représentant des revendications populaires, à mesure que les autres partis avancés se montraient plus défaillants. Dans la dernière partie du dix-neuvième siècle des partis socialistes puissants s'étaient constitués en Belgique, en Suisse, en Angleterre et jusqu'en Autriche. Il fallait y voir dorénavant un des facteurs importants de la politique dans tous les parlements.

En France, le parti socialiste devait une grande partie de sa force à l'homme politique qui lui apportait la puissance de sa parole. Jaurès était le neveu du vaillant amiral que le lecteur a vu à l'œuvre dans les combats de l'armée de la Loire. Nommé dans le Tarn aux élections de 1885, sur l'unique liste républicaine composée surtout de modérés, il avait révélé à la Chambre son grand talent de tribune; mais il n'avait pas pu aller jusqu'au bout des idées qui dès lors s'étaient formées dans son esprit. Il n'avait pas été réélu, était rentré pendant quelques années dans l'enseignement; puis avait repris sa place au Palais-Bourbon, cette fois avec une entière liberté d'action et un programme résolument socialiste. Comme Gambetta, il était orateur de vocation, on pourrait presque dire de naissance. Il l'était par l'abondance et le retentissement de la parole, par l'ampleur et le mouvement impétueux de la période, par la sonorité de l'expression. On répète souvent que la mode a changé; que l'éloquence telle que la comprenaient les hommes de la Révolution, et plus récemment un Berryer, serait trop pompeuse pour nos assemblées actuelles : comme si l'éloquence pouvait jamais se passer des grandes idées, des grandes passions et des grands mots. Jaurès était la preuve du contraire : il avait à la tribune le puissant et large coup d'aile de l'éloquence classique, et n'en produisait que plus d'effet.

La majorité opportuniste était incertaine dans la nouvelle Chambre. Elle allait pourtant s'y affirmer au début. Brisson était battu comme président par Casimir-Périer, le petit-fils du ministre violemment réactionnaire de Louis-Philippe. Pendant quelque temps Casimir-Périer et Dupuy allaient passer alternativement au fauteuil présidentiel et à la tête du Gouvernement par un mouvement de va-et-vient régulier : tous deux sans grand prestige politique. Les titres de l'un étaient surtout héréditaires; il est assez difficile d'analyser les raisons de l'importance prise par l'autre pendant une courte période. Tous deux, ennemis déclarés des idées radicales, perpétuaient la politique d'opposition à toutes les réformes et de stérile immobilité; elle n'était possible qu'en cherchant des appuis, plus ou moins avoués, à droite. Un des amis intimes de Gambetta, Spuller, naguère violemment anticlérical, allait, dès 1894, parler à la tribune, comme ministre de l'Instruction publique, de l'« esprit nouveau », esprit de ménagement pour l'Église,

où il était difficile de ne pas voir le prélude d'une réconciliation gouvernementale avec elle. Bientôt le ministère Méline allait consommer l'union.

Le commencement de la législature fut troublé par les tentatives anarchistes. Il est difficile de considérer comme appartenant à une politique quelconque les actes sauvages de destruction et de tuerie qui se produisirent alors coup sur coup, et de rattacher à un parti les scélérats que, comme Ravachol, une affreuse perversité poussait aux crimes les plus odieux. Mais, à l'imitation des révolutionnaires russes, chez qui le combat désespéré contre un despotisme écrasant a entraîné parfois l'emploi des moyens les plus barbares, on se mit à couvrir chez nous ces actes monstrueux d'une idée de lutte à mort contre l'organisation sociale. Cela s'appela la « propagande par le fait ».

Déjà des explosions de bombes et les hideux exploits de Ravachol avaient semé l'épouvante



Funérailles du Président Carnot.

Tableau de Bertrand (Musée de Versailles).

quand, le 9 décembre 1893, pendant une séance de la Chambre, l'anarchiste Vaillant jeta, du haut d'une tribune, une bombe sur les élus du pays. Par bonheur, personne ne fut tué.

Six mois après, à Lyon, pendant un voyage du Président, l'anarchiste italien Caserio assassinait Sadi Carnot d'un coup de couteau (24 juin 1894).

Une législation terrible, qui violait tous les principes de droit et qui, si on avait osé l'appliquer, aurait permis d'atteindre les gens les moins anarchistes, fut votée à la Chambre, malgré les socialistes et radicaux les plus modérés. Il semble surtout que la police fut plus vigilante; les attentats anarchistes disparurent après le crime de Caserio.

Il fallut nommer un nouveau Président de la République. Casimir-Périer fut élu contre Henri Brisson. Il ne devait pas rester longtemps à l'Élysée : six mois après (15 janvier 1895), il donnait sa démission sans qu'on ait jamais su au juste pourquoi. Le ministre des Travaux publics venait d'être battu sur une question de chemins de fer. Tout le ministère quitta le pouvoir avec lui. On apprit aussitôt après avec stupeur que le Président de la République s'en allait aussi.

Trois candidats se disputaient sa succession; l'intègre Brisson, le nom républicain par excel-

lence, semblait cette fois avoir toutes les chances. Les opportunistes avaient deux candidats : Waldeck-Rousseau, le chef du parti, et le ministre de la Marine, Félix Faure, qui n'avait jamais joué un grand rôle ni à la Chambre ni au Gouvernement, et qu'on ne s'attendait guère à voir prétendre à une si haute situation. Ce fut une étrange surprise de voir qu'au premier tour il avait vingt voix de plus que Waldeck-Rousseau; et une surprise plus grande quand, au second tour, il l'emporta sur Brisson et entra à l'Élysée avec plus de quatre cents voix.

On n'eut que plus tard l'explication de son succès, quand la presse royaliste apprit à la France que le prétendant, le comte de Paris, avait envoyé aux membres de la droite l'ordre de voter pour lui. Félix Faure avait à la Marine pour chef d'état-major un amiral orléaniste qui lui avait négocié l'appui du prince.

Le premier ministère formé par Félix Faure fut naturellement un ministère du centre, présidé par Ribot. Quand il tomba, il fut remplacé par un cabinet franchement et entièrement radical. Léon Bourgeois, qui l'avait formé, était un radical modéré, mais ferme : très sympathique par son caractère conciliant, par son talent de parole, aimable et séduisant. Son ministre des



Arrivée de l'escadre russe à Toulon.
Tableau de Gobert (Musée de Versailles).

Finances, Paul Doumer, se chargea de présenter la réforme qui devait être l'œuvre du Cabinet : un projet d'impôt sur le revenu. C'était la première fois que cette grande mesure démocratique, à laquelle Gambetta avait songé un moment, entraînait dans nos discussions politiques avec toutes les passions que soulève, chez les intérêts alarmés, la suppression des privilèges et des abus de notre vieux système fiscal. Même à la Chambre où le ministère avait une forte majorité, ce ne fut pas sans peine

qu'on fit adopter le principe du projet, en le dégagant de celles de ses dispositions qui étaient le plus violemment combattues. Mais le parti opportuniste et le Sénat où il dominait étaient exaspérés contre le Cabinet Bourgeois et résolus à le renverser coûte que coûte.

Il paraît certain que le Président de la République n'était pas moins décidé à s'en débarrasser. Ce n'était assurément pas pour installer le parti radical au Gouvernement et faire réaliser des réformes radicales que les conservateurs l'avaient introduit à l'Élysée. Ils le lui firent sentir en publiant de graves révélations sur sa famille. Félix Faure comprit qu'il ne pouvait pas échapper aux origines conservatrices de sa présidence.

L'Assemblée du Luxembourg était impuissante à faire tomber un ministre sous un vote de défiance. Il était établi par tous les précédents que, conformément aux règles de tous les régimes parlementaires, ce droit n'appartenait qu'à la Chambre. Le Sénat, soutenu en dessous par le Président, eut recours à un moyen qu'il eût été aisé de faire trouver odieux. Il fallut à ce moment rapatrier nos troupes de Madagascar qu'elles venaient de conquérir et où elles étaient affreusement décimées par le climat. Le Sénat refusa obstinément au ministère les crédits nécessaires pour les ramener en France. Il était aisé, en lui résistant, de soulever contre une telle violence un formidable mouvement d'opinion. Bourgeois céda, et le Cabinet disparut.

Il fut remplacé par un ministère Méline, soutenu par tous les opportunistes, par tout le centre gauche et par toutes les droites. Cette fois l'alliance était complète et indéniable entre les fractions modérées des républicains et les ennemis connus de la République. Cette alliance fit vivre

le ministère plus de deux ans, jusqu'aux élections. Mais elle souleva dans l'opinion une véhémence protestation. J'ai dit que Méline s'était acquis, dans les populations rurales, par les services qu'il avait rendus aux intérêts agricoles, une très grosse popularité. Il la ruina complètement dans ses deux ans de gouvernement. Les élections de 1898 se firent sous son gouvernement. Il ne recula devant aucun moyen pour y obtenir une majorité. Son ministre de l'Intérieur, Barthou, eut peine à se faire pardonner plus tard des républicains, après de longues années, la pression qu'il avait fait exercer contre eux par ses préfets. Le ministère n'en fut pas moins battu, et la Chambre nouvelle, dès qu'elle fut réunie, exigea, à cinquante voix de majorité, un gouvernement appuyé sur « une majorité exclusivement républicaine ». Méline se tint pour exclu par cette formule.

Un grand événement s'était produit en Europe : l'alliance franco-russe. La Russie se sentait menacée par les ambitions de l'Allemagne : celle-ci, alliée de l'Autriche, puis de l'Italie, pesait sur la politique européenne d'un poids redoutable pour les autres puissances ; elle avait fort maltraité les intérêts russes au Congrès de Berlin ; il semblait naturel que l'Empire des tsars et la République Française, menacés par la politique berlinoise, fussent rapprochés par leur péril commun.

C'est ce que comprit le tsar Alexandre III. Ce fut un mémorable coup de théâtre quand, aux fêtes de Cronstadt (1891), sans que personne s'y attendît, il exprima soudain sa vive amitié pour la France. Des deux côtés, les populations accueillirent avec des explosions de joie l'union nouvelle. Des manifestations retentissantes lors d'une visite des marins russes, en 1893, firent éclater les sentiments de notre pays. En 1895, l'héritier d'Alexandre III, mort prématurément, Nicolas II, fit chez nous, avec l'Impératrice, un voyage où il fut reçu avec un enthousiasme entraînant. L'année suivante, le Président de la République, Félix Faure, était accueilli aussi chaleureusement en Russie. Notre petite épargne fournit des milliards au Gouvernement et à l'industrie russes.

Pour suivre les événements de la politique intérieure, j'ai laissé de côté l'expédition de Madagascar en 1895. On a vu, dix ans plus tôt, la France, à la suite d'opérations militaires à peu près limitées aux rivages de l'île, s'y faire accorder un protectorat plus nominal qu'effectif. Depuis, nous avons trouvé là-bas, dans les populations et dans le Gouvernement, d'autant plus d'inimitié que nous nous prétendions les maîtres. Des Français avaient été assassinés ; leurs fermes, leurs établissements dévastés. On se résolut à rendre notre domination effective et à envoyer à Madagascar des forces importantes : 15.000 hommes et 56 canons.

L'expédition fut déplorablement organisée et déplorablement conduite. Pour arriver à la capitale située au centre de l'île, sur des plateaux élevés, on débarque d'ordinaire au port de la côte orientale, Tamatave, d'où la route de Tananarive gravit, pour s'élever à la région des plateaux, des montagnes difficiles. On recula devant leurs difficultés, et l'on eut l'idée funeste de débarquer à Majunga, au nord de l'île, d'où un autre chemin, beaucoup plus long, monte lentement jusqu'à la capitale en suivant le cours d'un petit fleuve, la Betsiboka, dont on comptait se servir pour les transports.

Rien à Majunga n'était disposé pour un débarquement de cette importance : on avait fait façonner en France un wharf, sorte de jetée en charpente qu'on devait monter sur place, pour recevoir le matériel au sortir des navires ; on n'avait pas fait les sondages nécessaires : on trouva un fond de roc sur lequel il fut impossible de planter les charpentes du wharf, auquel il fallut renoncer. Ce fut un travail surhumain et interminable de transporter à terre les provisions, les munitions, les outillages de toutes sortes destinés à l'armée. Tout cela s'amoncelait pêle-mêle sur un rivage sans abri et s'y détériorait aux pluies diluviennes du ciel tropical.

Une fois dans l'île on s'aperçut que la Betsiboka n'était pas navigable. Il fallut faire construire par nos hommes une route de 250 kilomètres. Travail redoutable : on était loin des plateaux salubres du centre de l'île. Dans les régions basses qu'il fallait traverser, le climat des tropiques faisait sévir toutes ses fièvres et toutes ses épidémies. L'expédition fut affreusement meurtrière, bien qu'une centaine d'hommes seulement aient été frappés dans les combats par les armes des ennemis. Dès qu'on fut arrivé à la capitale, la guerre fut terminée ; il y eut à peine un peu de résistance, aussitôt écrasée : la reine Ranavaloa se soumit ; on n'eut qu'à lui

dictier les conditions de la paix qu'on lui imposait. Rien pourtant n'était encore terminé; il fallut ensuite conquérir une grande partie du territoire sur les insurrections.

Après la chute de Méline, Brisson fut chargé de former un ministère : le pouvoir revenait aux radicaux. Mais à ce moment, une crise terrible s'abattit sur la France, y surexcita les esprits jusqu'à la fureur, et lui fit, pendant de longs mois, traverser comme un nouvel accès de fièvre chaude, aussi brûlante que les accès du boulangisme et du Panama.

La police avait pu saisir une pièce d'espionnage adressée à l'ambassade d'Allemagne. On a su depuis que cette pièce était écrite par un officier d'origine hongroise, une sorte d'aventurier nommé Esterhazy. Ce n'est pas sur lui que les soupçons tombèrent : une de ces extraordinaires ressemblances d'écritures que le hasard produit quelquefois, fit attribuer le document criminel à un officier israélite, le capitaine Dreyfus. Malgré ses dénégations, et quoiqu'il fût difficile de comprendre ce qui avait pu conduire un officier riche à faire le honteux métier d'espion, Dreyfus fut condamné après une incroyable violation de toutes les garanties d'une justice régulière. Le ministre de la Guerre, le général Mercier, avait confidentiellement communiqué aux juges un document qui, d'après lui, prouvait la culpabilité, et qu'on laissait ignorer à la défense.

Le châtiment fut atroce : Dreyfus subit la cruelle cérémonie de la dégradation, pire peut-être que la mort, puis on l'envoya au bagne, en Guyane.

Un sénateur républicain, Scheurer-Kestner, un Alsacien-Lorrain, eut de fortes raisons de croire que Dreyfus était innocent. Aussitôt il se dévoua, avec une passion, une activité infatigables, à faire réparer la monstrueuse injustice commise. Il amena vite quelques personnes considérables à sa conviction. Jusqu'ici, il n'y avait qu'une erreur judiciaire à corriger, et il semble que devant les fortes raisons invoquées par Scheurer-Kestner, on n'avait qu'à examiner l'affaire à nouveau et à chercher impartialement où était la vérité. Mais, peu à peu, cette question judiciaire se doubla d'un conflit enragé. Le haut État-major de l'armée faisait de l'affaire son affaire; du jugement contesté, sa cause et comme son honneur : comme si c'eût été le frapper tout entier et frapper l'armée avec lui, que d'établir qu'un conseil de guerre s'était trompé.



(Photo Gerschel.)

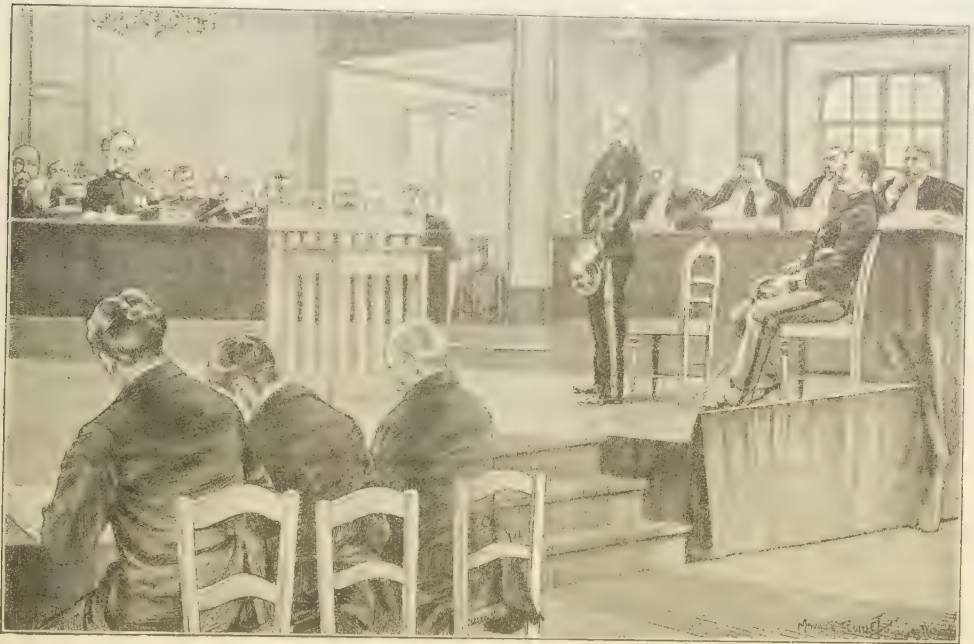
Dreyfus.

Bientôt derrière l'Affaire (car, dans le langage courant, la question de la culpabilité de Dreyfus était devenue l'Affaire par excellence, l'Affaire tout court), on découvrit d'étranges et menaçants horizons. A la faveur de ministères conservateurs, l'Église avait mis la main sur la haute direction de nos forces militaires. Deux ordres monastiques élevaient un grand nombre de nos officiers, ne les perdaient plus de vue et continuaient à exercer sur eux leur influence dans les rangs de l'armée : les deux ordres qui avaient joué dans l'histoire le plus grand rôle de domination politique : les Jésuites, les Dominicains. Le jésuite qui dirigeait le grand établissement d'enseignement de son ordre, le père Dulac, était mêlé très activement aux choses militaires; il avait sans cesse l'*Annuaire militaire* sur sa table, et le chef d'État-major général Boisdeffre allait prendre à genoux ses instructions dans sa cellule. Quant aux Dominicains, on allait entendre bientôt, à une distribution des prix de leur école d'Arcueil, devant le généralissime qui la présidait, leur plus illustre prédicateur expliquer, dans un grand discours, que le moine et le soldat devaient être les ouvriers solidaires d'une même tâche et que la mission du second était de faire prévaloir, même dans des flots de sang, les saines doctrines et la politique de l'Église.

De telles paroles ne montraient que trop quels dangers pouvait faire courir à la République la mainmise des influences cléricales sur l'État-major de l'armée. Or, la condamnation de Dreyfus par ces états-majors était leur chose : elles ne souffraient pas qu'on y touchât. Elles y voyaient

l'autorité des conseils militaires et aussi la honte de la race juive. Les vieilles haines aveugles et féroces du Moyen Age contre le peuple d'Israël se réveillaient; on eût dit un recul de plusieurs siècles. L'antisémitisme, puissant en Russie et en Autriche, vivace en Algérie, pour des raisons locales, envahissait la France, le pays où les préjugés de race et de couleur ont toujours eu le moins de force.

Le grand écrivain Zola se jeta intrépidement dans la lutte, et dans un article intitulé : « J'accuse », dénonça avec un éclat retentissant la condamnation de Dreyfus. On avait dû faire auparavant le procès d'Esterhazy, qu'on avait acquitté dans l'ombre et le silence du huis clos. L'article de Zola fit un tapage effroyable. Il fut traduit en cour d'assises et le vaillant romancier fut condamné après un procès dans lequel les chefs militaires avaient jeté brutalement le poids



Le capitaine Alfred Dreyfus devant le conseil de guerre de Rennes.

D'après une gravure de l'époque.

de leur sabre dans la balance de la Justice : déclarant que les jurés frapperaient l'armée dans son honneur s'ils acquittaient Zola.

Ceux qui n'ont point vu ces temps troublés auront peine à imaginer la façon dont « l'Affaire » bouleversa notre pays. Toute la France prenait passionnément parti dans un sens ou dans l'autre. Tous les Juifs, voyant quelles colères on ameutait contre eux, quelles menaces on faisait peser sur leur tête, se défendaient naturellement avec acharnement. Les protestants, prévoyant qu'ils auraient leur tour dans les proscriptions cléricales, faisaient cause commune avec les Israélites. Le monde de la richesse, de la haute bourgeoisie, qui à ce moment glissait tout entier à la réaction, se trouva déchiré en deux camps ennemis; une portion fut rejetée à gauche, au moins pour quelque temps. Dans le monde des intellectuels, on ne se divisait pas moins; à l'Académie, dans le professorat, parmi les écrivains, on se tourna les uns contre les autres en actions acharnées au combat. Dans nombre de familles le conflit venait troubler le foyer domestique : les amis intimes, les parents les plus proches se querellaient et s'invectivaient sur l'affaire Dreyfus.

Déjà l'officier successeur de Henry à l'État-major, lieutenant-colonel Piquart, avait prouvé que la pièce capitale qu'on reprochait à Dreyfus ne pouvait émaner que d'Esterhazy. C'est une

curieuse figure que celle de cet officier, qui semblait destiné par ses origines à partager les préjugés de l'État-major et qui fut amené, par la droiture et la fermeté de son caractère, à soutenir vaillamment la cause de la vérité qu'il avait contribué à faire jaillir.

D'abord en butte à toutes les attaques de la réaction, jeté en prison, privé de son commandement, il devait sortir singulièrement grandi de cette lutte. Quelques années après, il était ministre de la Guerre dans le Cabinet Clemenceau.

Un incident tragique eut sur l'affaire une influence décisive. Brisson, le président du Conseil, penchait plutôt du côté de l'innocence de Dreyfus. Son ministre de la Guerre, Cavaignac, croyait à la culpabilité, et voulant en convaincre la Chambre lui lut deux documents accablants pour l'officier israélite. On était encore sous le coup de cette pathétique révélation quand l'officier qui avait procuré ces documents, Henry, avoua à Cavaignac que c'étaient des faux fabriqués par lui. Cavaignac le fit arrêter : on trouva dans sa prison son cadavre baigné dans son sang.



Paul Déroulède.
Par Cormon (Musée de Versailles).

Une cause pour laquelle on est réduit à fabriquer des faux n'est guère soutenable. Brisson résolut de faire reviser le procès de Dreyfus. Le parti des états-majors cléricaux n'en continua que plus âprement la lutte. La passion avait tellement obscurci les consciences que l'on se mit à glorifier impudemment la fabrication des faux et leur auteur. On ne trouvait plus de ministres de la Guerre : ils acceptaient la révision du procès avec le portefeuille, puis se démentaient et jetaient leur démission à la tête du Gouvernement dès qu'ils étaient devant la Chambre. La Cour de cassation était saisie de l'affaire. Elle l'étudia à fond et cassa le jugement. Les dossiers publiés par le *Figaro* étaient accablants pour le parti qui soutenait la culpabilité de Dreyfus et dissipèrent les doutes de la plupart des hommes de bonne foi.

Mais les états-majors cléricaux préparaient leur revanche, Brisson avait été renversé ; Dreyfus était revenu en prison. Avec Dupuy, avec Félix Faure à la présidence, ils s'organisèrent bien à l'aise. Nul ne peut dire ce qui serait arrivé, si Félix Faure n'était pas mort subitement.

L'élection d'un ferme et loyal républicain, Loubet, président du Sénat, déjouait tous les projets militaristes. Elle révéla aussi qu'ils étaient prêts à éclater. Le jour de l'élection, à Versailles, l'escorte de cavalerie désignée pour accompagner la voiture du futur président à l'Élysée, rencontrant le député Paul Déroulède, connu dès lors comme le chef du coup de force déjà préparé, lui faisait le salut militaire ; et comme je sortais de l'Assemblée, j'ai vu de mes yeux l'officier qui commandait la troupe chargée de barrer à la foule la rue qui débouche de la salle des séances sur la grande place, faire rire ses hommes sous les armes en tournant en dérision le nouveau Président de la République : tant on se sentait dans l'armée près de l'acte de violence militaire qui allait délivrer des autorités républicaines les ennemis de nos institutions.

Le lendemain, aux obsèques de Félix Faure, deux généraux affectaient de ne pas saluer son successeur, et comme les troupes rentraient à la caserne, Déroulède, avec son ami Marcel Habert, essayait de les entraîner contre l'Élysée.

Il croyait pouvoir compter sur la complicité du général qui les commandait. Celui-ci se refusa à marcher. Déroulède et Marcel Habert expièrent par quelques années d'exil leur tenta-



La Marseillaise de Rude.
Bas-relief de l'Arc de Triomphe de Paris.

tive manquée. Pourquoi avorta-t-elle? C'était resté le secret de ceux qui y furent mêlés. On a dit que le refus de Déroulède de faire profiter certain prétendant du coup d'État fit renoncer à l'entreprise au dernier moment.

Peu après, aux courses d'Auteuil, un conservateur bien connu se jetait sur Loubet la canne à la main, et lui défonçait brutalement son chapeau.

C'en était trop. Dupuy tomba et Waldeck-Rousseau forma le ministère de défense républicaine.

XIX. — Le ministère Waldeck-Rousseau. — Le ministère Combes. — La séparation des Églises et de l'État. — Les élections de 1906.

Waldeck-Rousseau, par la façon dont il organisa son ministère, surprit à la fois ses anciens adversaires et bon nombre de ses anciens amis. Il avait, jusque-là, combattu les éléments avancés avec toute l'énergie très combative que son caractère entier apportait dans toutes ses résolutions. Cette fois, frappé des périls que venaient de faire courir à la France le cléricalisme et le militarisme coalisés, il ne se souvint plus que d'une chose : c'est qu'il était républicain; il résolut, avec une décision non moins entière, non moins vigoureuse, de se mettre à la tête de toutes les fractions du parti contre l'ennemi commun; il ne craignit pas de faire appel aux socialistes eux-mêmes, et donna un portefeuille à un collectiviste déclaré, M. Millerand. Il fondait ainsi le fameux « bloc de gauche ». Il fallait toute son autorité et toute sa fermeté pour faire accepter une politique si hardie à la majorité hésitante de la Chambre.

Il réservait, dans le choix de ses collaborateurs, une autre surprise, par une pensée plus contestable. Au moment où le fort de la lutte allait porter contre les états-majors militaires, il confiait le ministère de la Guerre à un des plus compromis parmi les soldats de l'Empire, à ce général marquis de Gallifet que sa cruauté dans la répression de la Commune avait fait haïr des républicains. Gallifet, s'étant brouillé avec Mac-Mahon pour des questions d'ordre privé, avait fait des avances à Gambetta. Profondément sceptique, il mettait une certaine coquetterie et comme une affectation de désinvolture à se tourner contre le grand monde aristocratique dont il était, et à brimer ses anciens amis. Cela semblait l'amuser : on eût dit qu'il prenait plaisir à se montrer, contre eux, brutalement autoritaire. Il aimait à défier l'opinion, et n'hésita pas à accepter le rôle qu'on lui offrait. On crut sans doute que c'était un calcul habile d'opposer un des siens à la réaction militaire. Quelque audace provocante que le nouveau ministre apportât dans une tâche dont tout l'éloignait, sa situation fut bien vite impossible. Il donna sa démission au bout de quelques mois. Il fallut le remplacer par le général André, que l'ardeur et la solidité de ses convictions républicaines désignaient pour une telle tâche, et auquel on avait songé dès le début.

Le ministère avait dû, d'abord, donner une solution à l'affaire Dreyfus. Le premier jugement étant cassé, on recommença à Rennes un nouveau procès devant un nouveau conseil de guerre. La décision qui intervint fut de nature à remplir le public de stupeur. Le Conseil ne voulut pas désavouer la Justice militaire : il condamna Dreyfus, mais en lui accordant les circonstances



(Photo Manuel.)
Labori.

atténuantes. On ne peut croire sérieusement que des officiers, des Français aient trouvé des circonstances atténuantes à la trahison d'un officier qui se livre à l'espionnage; d'autant moins que pour Dreyfus, on n'en alléguait aucune. La seule circonstance atténuante, dans son cas, c'est qu'il était manifestement innocent, et que ses juges le savaient.

D'ailleurs, toutes les passions furieuses soulevées par l'Affaire avaient fait rage au procès et autour du procès. Il y avait eu une tentative d'assassinat contre Labori, l'avocat de l'accusé.

Le Gouvernement voulut éteindre complètement cette terrible « Affaire ». Dreyfus fut gracié; et on vota une amnistie pour tous les crimes et délits se rattachant au procès : non sans protestation de la part de nombre de républicains, qui voulaient faire châtier les culpabilités encourues par certains auteurs de la condamnation : fabrication de faux, altérations de pièces, etc..



Fête du centenaire des États généraux, le 5 mai 1889.

Tableau de Roll (Musée de Versailles).

D'ailleurs, la lutte engagée continua longtemps à avoir l'aspect et la violence d'une véritable guerre civile. A Paris, les plus violents militaristes soutinrent contre le Gouvernement un véritable siège dans une maison qu'on appela le « fort Chabrol ». Il fallut des journées pour en venir à bout.

Au milieu de ces passions ardentes, la France célébrait l'entrée dans le siècle nouveau par une de ces magnifiques expositions universelles qui, depuis l'Empire, se succédaient chez nous tous les onze ans. On avait voulu célébrer l'année mémorable qui ouvrait un siècle nouveau, par un de ces magnifiques rendez-vous donnés aux arts et aux productions de l'humanité entière dans notre grand Paris : ce devait être le dernier.

Le 22 septembre, un banquet monstre, offert à tous les maires de France et d'Algérie, par le Président de la République, réunissait autour des tables d'une salle construite dans le jardin des Tuileries le chiffre fantastique de plus de 22.000 convives.

La France avait eu, pendant ces fêtes de la paix, une expédition de guerre à mener à bonne

fin. Une révolte terrible avait éclaté en Chine, non sans la connivence du Gouvernement chinois, avec de sauvages violences contre les Européens, même contre les ambassadeurs. L'un d'eux, celui d'Allemagne, avait été massacré. La France dut, avec les autres puissances européennes insultées, et le Japon qui se joignit à elle, envoyer des troupes pour mettre ses nationaux et son ambassadeur en sûreté. Ce ne fut pas sans un sentiment douloureux qu'on vit le Gouvernement accepter qu'un général allemand, le maréchal de Waldersee, qui avait eu son rôle dans nos désastres, fût désigné pour commander en chef les troupes de l'expédition. Les légations européennes, y compris la nôtre, étaient assiégées dans Pékin, quand les forces des alliés y entrèrent le 14 août, et mirent un terme à leurs périls.

C'est l'année suivante, en 1901, que Waldeck-Rousseau fit voter la loi qui devait être la grande œuvre de son ministère; à un double point de vue : elle complétait nos libertés républi-



Réception des maires à l'Élysée.

Par Cormon (Musée de Versailles).

caines en proclamant et en organisant la liberté d'association; elle détruisait, cette fois de façon définitive, les congrégations religieuses.

On allait accuser cette loi d'être contradictoire, parce qu'en même temps qu'elle accordait la liberté à toutes les associations, elle la supprimait pour ce qu'on appelle les « associations religieuses ». Est-il besoin de répéter ce que j'ai déjà dit à propos de l'œuvre de la Constituante qui, elle aussi, avait aboli les ordres monastiques et interdit d'en former de nouveaux? Les « congrégations religieuses » ne sont pas des associations et n'ont aucun rapport avec elles.

La loi nouvelle obligeait les congrégations à demander à l'État une autorisation faute de laquelle elles seraient dissoutes. On devine sans peine les discussions ardentes qu'elle souleva. Il fallut toute l'éloquence, toute l'énergie, toute l'autorité de Waldeck-Rousseau pour mener à bonne fin cette grande œuvre législative. A la Chambre, elle avait une majorité résolue. Elle fut acceptée par le Sénat, avec de légères modifications, et fut votée finalement le 28 juin, telle que le Sénat l'avait admise.

Un an à peine devait s'écouler avant que le suffrage universel prononçât de nouveau. Les

adversaires de la politique de défense républicaine firent un effort considérable pour conquérir la majorité. Les littérateurs chers au monde des salons crurent qu'ils pèseraient d'un poids décisif en se jetant dans la lutte politique. Un spirituel critique théâtral, Jules Lemaître, fonda une « Ligue des patriotes » où entrèrent des poètes, des romanciers à la mode, et qui organisa une campagne de conférences dans Paris et dans toute la France. Ils n'eurent aucun succès; ils savaient à merveille comment il faut parler au public élégant, et point du tout comment il faut parler au suffrage universel. Le parti de la « Défense républicaine » eut une grosse majorité aux élections de 1902 : majorité d'autant plus résolue et d'autant plus ardente, que la lutte avait été plus âpre et que les partis en sortaient mieux tranchés.

Waldeck-Rousseau était tout désigné pour continuer à exercer le pouvoir après des élections dans lesquelles le pays avait pleinement approuvé sa politique. Le Président de la République, qui l'estimait beaucoup, désirait le lui conserver. Il se refusa obstinément à le reprendre.

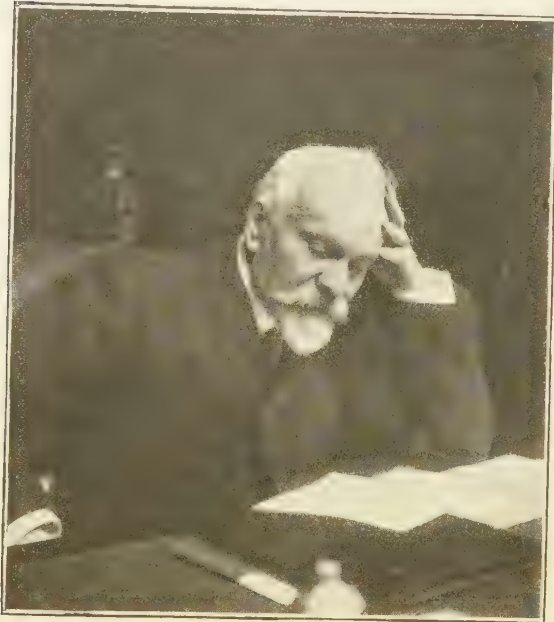
Il était fatigué par des années de luttes acharnées, et sa santé était gravement atteinte. Il fallut lui donner un successeur.

Émile Combes, qui fut choisi, était un sénateur de la Charente-Inférieure, qui avait beaucoup d'autorité au Luxembourg. Il avait été ministre de l'Instruction publique dans le ministère Bourgeois, mais il était encore peu connu dans le grand public. Nul ne soupçonnait que cet homme simple, jusque-là peu mêlé aux luttes de parti, allait donner avec sa tranquille fermeté, sa rectitude d'esprit et de conduite, l'exemple du ministère le plus résolument, le plus hardiment, le plus solidement radical qu'ait eu la France : un ministère gouvernant entièrement pour la démocratie contre tous ses adversaires. Celui de Waldeck-Rousseau s'était appelé la « Défense républicaine ». Le sien allait être appelé l'« Action républicaine ».

Il avait à appliquer la loi nouvelle aux congrégations. Il l'appliqua avec une

rigueur qui dépassait quelque peu la pensée de Waldeck-Rousseau. Celui-ci ne voulait pas abolir absolument les ordres religieux. Conformément aux propositions de Combes, la Chambre et le Sénat refusèrent l'autorisation à toutes les congrégations d'hommes sans aucune exception. On revenait au programme de la Constituante : l'abolition des ordres religieux. Cette fois, elle était réellement et entièrement effectuée; aux mesures vaines et illusoire essayées sous Louis-Philippe, et plus tard par Jules Ferry, succédait une mesure décisive, comme celle de la Révolution.

Elle l'était parce que, comme du temps de nos pères, elle était accompagnée de la reprise des biens de mainmorte par l'État. On eut là une grosse déconvenue; on avait beaucoup parlé au pays du « milliard » des congrégations qui allait revenir à la nation. Le milliard fondit en majeure partie quand on essaya de le saisir. Il fallait le prévoir. Quand la Révolution s'empara des biens de mainmorte, elle était assurée de les trouver tous. Elle mettait la main sur des propriétés notoires et authentiques, consistant à peu près exclusivement en terres et en constructions, toutes officiellement constatées par des actes connus. Cette fois, le milliard des congrégations, amassé et possédé au mépris des lois, était dissimulé derrière des prête-noms et des ruses de procédure qui permettaient de le faire échapper. Une bonne partie consistait ou avait été



Jules Lemaître.

convertie en titres financiers qu'il était aisé de faire disparaître. Pour les immeubles eux-mêmes, on avait eu la ressource de les hypothéquer. Il est certain, en outre, que les « liquidateurs » chargés de l'opération méritèrent de lourdes accusations, et qu'il y eut, dans leurs opérations, des abus scandaleux.

Le ministère Combes allait avoir à compléter l'abolition des ordres religieux par une mesure encore plus considérable : la séparation des Églises et de l'État.

Elle n'avait pas figuré dans le programme du ministère, et quoique Combes en fût partisan, il n'avait pas osé tout d'abord aller jusque-là. Ce fut, on peut le dire, le Vatican lui-même qui l'y poussa. A Pie IX avait succédé un pape d'esprit libéral, Léon XIII. Il mourut, et sa politique disparut avec lui. Le Sacré-Collège nomma, pour le remplacer, le cardinal Sarto (Pie X), qui avait commencé par être curé de campagne, qui en avait gardé l'esprit et qui était l'ennemi obstiné de toutes les idées modernes. Il ne tarda pas à pratiquer le régime concordataire à sa façon, tout à fait inadmissible pour le Gouvernement français. Il y avait à Dijon et à Saint-Brieuc deux évêques trop peu hostiles à la République pour lui. Il prétendit les contraindre, sous des prétextes divers, à donner leur démission, et, comme ceux-ci résistaient, il les menaça de toutes les sévérités de l'Église. D'après le Concordat, c'est le Gouvernement qui choisit les évêques : le Pape n'a que le droit de leur refuser son investiture. Qu'après la leur avoir accordée, il pût à lui seul, sans entente avec le Gouvernement, les chasser de leur siège, c'était manifestement la ruine du contrat concordataire.

Le Gouvernement français protesta en vain; devant l'obstination du Pape, il rompit les relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Notre ambassadeur près du Vatican fut rappelé et le nonce quitta Paris (juillet 1904). C'était manifestement la rupture du Concordat. Le 10 novembre, Combes déposait à la Chambre un projet de séparation des Églises et de l'État.

Une réforme très populaire avait déjà été accomplie; le service militaire, en France, avait été fixé à trois ans; en Allemagne, sauf pour certaines armes, il n'était que de deux ans. La gauche demandait qu'à l'exemple de l'Allemagne, il fût réduit d'un an. Le ministre de la Guerre était partisan de cette modification pour laquelle la Chambre s'était prononcée en principe, dès le mois de février 1902, sur une proposition d'un député radical du Tarn, Gouzy. Le Sénat l'adoptait le 12 juin 1903, en grande partie grâce à l'influence du président de sa Commission de l'armée, de Freycinet. En même temps, on supprimait toutes les dispenses : l'égalité absolue devant le service obligatoire était réalisée.

Nul ministère, peut-être, n'eut à subir des attaques plus exaspérées, des assauts plus incessants, que le ministère Combes. Je puis en témoigner puisque j'avais l'honneur d'en faire partie. C'était une lutte de tous les jours; lutte où les accusations personnelles les plus envenimées s'ajoutaient aux querelles politiques. Entre tous, le ministre de la Guerre, le général André, avait à soutenir des combats acharnés. Il avait la tâche la plus rude et était résolu à l'accomplir avec la dernière énergie. On a vu que pendant le conflit furieux dont l'affaire Dreyfus était l'occasion, les influences militaristes et cléricales s'étaient emparées de l'armée, y avaient pris toutes les situations maîtresses, y avaient disgracié, pourchassé tous les éléments républicains, jusqu'au jour où l'organisation du coup de force avait failli éclater au moment de l'élection Loubet. Le coup de force avait échoué : son organisation restait. La première mission d'un ministère de défense républicaine était de la détruire et de rendre à la République l'armée de la République. C'est ce que le général André avait entrepris.

Dès le début, sous le ministère Waldeck-Rousseau, il s'était heurté à des difficultés incessantes. Il ne pouvait pas remplacer dans un poste important un général ou un officier; il ne pouvait même pas toucher à ceux qui, au mépris de la discipline, lui résistaient ouvertement, sans que la presse et, dans le Parlement, l'opposition ne prissent violemment, contre le ministre, le parti de son subordonné. Bientôt, l'affaire des fiches éclata. Pour détruire la menaçante organisation longuement préparée à la faveur de l'« Affaire » et rendre impossible la tentative de violence militaire qui avait failli en être la conséquence, il fallait avoir des renseignements sur tout le personnel d'officiers. Ces renseignements, en temps normal, le ministre les prend par voie hiérarchique. Ici, c'était un sûr moyen d'aggraver le péril. Les chefs auxquels on se serait adressé étaient ceux qui avaient été placés par les états-majors dont il fallait réduire les entreprises

à l'impuissance : les renseignements qu'ils auraient donnés auraient été donnés contre les officiers fidèles à nos institutions, au profit de l'esprit de révolte qu'il fallait briser. Dans le cabinet du général André, on demanda des renseignements aux républicains, étrangers à l'armée, qui avaient vu sur place, dans les villes de province, les officiers à l'œuvre. Des députés, des fonctionnaires en donnèrent. La franc-maçonnerie en fournit. C'est ce qu'on appela « les fiches ». Qu'un pareil procédé puisse être employé en temps normal, nul n'a jamais songé à le soutenir. Mais le complot qui avait été si près d'aboutir avait étendu ses réseaux sur l'armée entière. C'était folie en pareil cas, que de chercher auprès de ses organisateurs et de ses chefs des informations pour en venir à bout.

Cependant, quand les fiches furent connues, elles soulevèrent une explosion de colères



Loubet.

(Photo Pierre Petit.)

indignées. On avait acheté, en provoquant des trahisons à prix d'argent, celles qui provenaient de la franc-maçonnerie. La bourrasque fut si violente que le général André fut sacrifié. Combes lui demanda sa démission qu'il donna. Il fut remplacé par Berteaux, ferme radical, très justement estimé. Ce sacrifice ne sauva pas le ministère. Au contraire, il précéda sa chute de peu de semaines. Depuis longtemps, pendant que le Gouvernement d'action républicaine était assailli par tous les partis de droite, réactionnaires déclarés et républicains du centre, avec une passion croissante, on travaillait activement à diviser la majorité de gauche, et à y provoquer des défaillances et des désertions. Un des membres du cabinet Waldeck-Rousseau, celui qui y avait représenté le socialisme, Millerand, multipliait les attaques contre ses successeurs, et ne négligeait aucune manœuvre parlementaire pour les renverser. Le ministère avait un ennemi plus actif. On a vu Doumer, dans le cabinet Bourgeois, proposer l'impôt sur le revenu. Après sa chute, il avait entrepris, avec Bourgeois, de soulever dans toute la France, à coups de conférences, un grand mouvement contre le Cabinet Méline. Au fort

de cette agitation, il avait accepté du ministère qu'il combattait une position fort importante, le Gouvernement de l'Indo-Chine. Il était rentré en France au bout de quelques années, avec de hautes ambitions. Il avait eu l'art de se faire représenter comme capable de viser aux situations les plus élevées. Il était passé maître dans les intrigues de couloirs. Son entregent, son activité infatigable l'y rendaient très redoutable. Il sut se faire, dans la majorité, un petit parti qu'il jetait peu à peu dans la lutte contre le Cabinet Combes.

Un jour vint où le Cabinet passionnément attaqué n'obtint qu'une majorité de quelques voix, due à ceux de ses membres qui avaient pris part au vote. Il se retira volontairement.

Combes fut remplacé par un de ses ministres, Rouvier, chargé du portefeuille des Finances. Son introduction dans le ministère avait été la seule concession au centre républicain de la Chambre. En le plaçant à la présidence du Conseil, on ménageait les deux partis opposés.

Une grosse question se posait : que deviendrait, avec lui, la séparation des Églises et de



l'État, qui n'était pas encore réalisée? On savait que personnellement Rouvier y était fort opposé. Mais il était trop tard pour amener le parti républicain à y renoncer.

La Commission de la Chambre chargée d'examiner le projet avait choisi pour rapporteur un homme qui allait bientôt jouer un grand rôle dans la politique. Aristide Briand appartenait au parti socialiste : il y avait même soutenu les idées et les passions les plus violentes et l'on n'avait pas oublié, dans les masses populaires, ses apologies de la grève générale. Mais on se serait trompé si l'on avait vu en lui l'homme de ses débuts. Nul ne savait mieux s'adapter aux circonstances. Il avait un prestigieux talent de parole et excellait à s'emparer de son auditoire, quel qu'il fût, en se faisant modéré et conciliant. A la tribune, c'était surtout un séducteur; il était merveilleux de tact et de souplesse, et il avait du premier coup désarmé la Chambre où sa réputation de révolutionnaire l'avait précédé.

Il fut très remarquable dans la longue discussion de la séparation des Églises et de l'État et s'y fit une très forte situation. Et la loi, après des délibérations approfondies, l'emporta dans les deux Chambres.

Le septennat du président Loubet expirait au mois de février 1906. Une candidature quelque peu inquiétante pour les républicains avait surgi. Doumer visait la plus haute magistrature de la République, qu'il comptait obtenir avec l'appui des droites. Il recrutait des partisans parmi les parlementaires peu solides et impatientes d'arriver; à défaut de qualités éclatantes qui lui permissent de jouer un grand rôle politique, il avait un art très redoutable pour envelopper et pour séduire individuellement les gens. Il avait su faire croire à sa fortune et avait multiplié les promesses de portefeuille ou de hautes situations avec une telle habileté et une telle profusion, qu'outre ses amis avoués, on lui savait des partisans secrets dont on ignorait le nombre. On n'était pas rassuré sur les chances de son succès.

On lui opposa le président du Sénat, Fallières, et Doumer fut battu à une grosse majorité.

Le ministère Rouvier ne vécut pas jusqu'aux élections. On chargea Sarrien, radical modéré de Saône-et-Loire, de former un nouveau Cabinet où Clemenceau eut le portefeuille de l'Intérieur. C'est la première fois que l'homme politique qui avait, on peut le dire, créé le parti radical, il y avait plus de dix ans, entré au Gouvernement où il aurait dû arriver beaucoup plus tôt, si l'on avait pratiqué dans leur esprit les règles du régime parlementaire.

Le Cabinet Sarrien allait présider aux élections de 1906. Comme toujours, les partis de droite s'y croyaient sûrs de leur revanche. Il n'était pas question, dans la lutte électorale, des deux derniers ministères Rouvier et Sarrien. Le combat se livrait tout entier sur la politique du Cabinet Combes. Les réactionnaires comptaient fort sur l'indignation que les fiches avaient dû inspirer au pays.

Ils eurent une désillusion de plus : les élections furent un triomphe pour la politique du ministère Combes. La démocratie applaudissait cette politique, qui avait réalisé une réforme capitale, la rupture du Concordat réclamée depuis si longtemps; qui avait dissous les congrégations religieuses; qui avait donné au pays le service de deux ans. Jamais Chambre n'était revenue devant le suffrage universel avec une œuvre aussi considérable.

XX. — Des élections de 1906 aux élections de 1914.

Il était évident que le ministère Sarrien ne répondait pas aux nécessités de la situation et qu'il ne pouvait pas durer. Dans ce ministère, l'homme politique qu'on attendait à l'œuvre était le ministre de l'Intérieur, Clemenceau. On prévoyait qu'il prendrait la direction du Gouvernement. Cela ne tarda guère. Le 25 octobre, il était chargé de former un Cabinet nouveau. Clemenceau avait été le chef incontesté du parti radical, jusqu'à l'heure où il avait été passagèrement écarté du Parlement par son échec dans le Var. Depuis, il s'était fait écrivain et avait publié des livres remarquables, où il semblait avoir accentué encore ses tendances socialistes. On allait avoir la surprise de le trouver au pouvoir, très différent de ce qu'il avait été jusque-là. Il avait, notamment, avant même d'être président du Conseil, déclaré la guerre au socialisme avec une résolution passionnée.

Il eut une lutte violente à soutenir contre le parti clérical, lutte assez extraordinaire. La législation nouvelle ordonnait de faire les inventaires des biens de l'Église, notamment des objets de toutes sortes qui se trouvaient dans les édifices consacrés aux cultes. Le clergé et les cléricaux les plus violents s'insurgèrent contre ces formalités. Il y eut des scènes de désordre et de lutte furieuse, dans un grand nombre d'églises, même à Paris. Les monuments qui semblaient les asiles de la foi devinrent les théâtres tumultueux de combats livrés par les dévots aux représentants de la loi. Il fallut défoncer les portes, prendre de vive force des barricades de chaises. En province, la résistance fut plus acharnée encore dans nombre de villes, et surtout dans les villages cléricaux de l'Ouest. Elle se compliqua de l'insubordination de bon nombre d'officiers, qui, chargés de rétablir l'ordre et d'assurer l'exécution des lois, refusèrent avec éclat, obéissant plutôt à leurs opinions religieuses qu'à l'autorité régulière. De là, une sorte de petite guerre civile qui dura longtemps, et dont on ne vint à bout qu'avec beaucoup de peine.



(Photo Nadar.)

Fallières.

Deux réformes républicaines furent, l'une accomplie, l'autre commencée sous ce ministère. La France avait repris, contre les grandes compagnies de chemin de fer, la politique traditionnelle de la démocratie, et avait résolu de racheter le réseau de l'Ouest pour l'adjoindre au réseau d'État. Ce ne fut pas sans peine qu'on rallia le Sénat à l'idée du rachat, qui fut, d'ailleurs, par la suite, beaucoup plus coûteux qu'on ne l'avait cru.

Le contrôle de l'État, toujours fort complaisant pour les hautes puissances financières qui détiennent nos voies ferrées, avait permis à la Compagnie, qui s'attendait à être déposée, de ne plus entretenir ses lignes de façon satisfaisante. On livra à l'État des voies et un matériel dans une situation si lamentablement déplorable, qu'il fallut les refaire à grands frais pour arriver à une bonne exploitation. On traversa une période de retards et d'accidents continuels, et il fallut dépenser un chiffre considérable de millions.

On annonçait, en même temps, une très grande réforme républicaine : celle de nos vieux impôts directs, si injustes, si inégaux, si surannés, auxquels la démocratie demandait depuis longtemps de substituer l'impôt sur le revenu.

Caillaux, revenu au ministère des Finances dans le Cabinet Clemenceau, proposa le premier impôt sur le revenu, dont les dispositions répondissent à son nom. Il s'attira les colères très âpres de tous les privilégiés de la richesse, qui lui pardonnaient d'autant moins qu'il était un des leurs, par sa situation, par ses origines et par son passé. La Commission de la Chambre, saisie de son projet, le modifia considérablement et le compléta d'accord avec lui. La discussion au Palais-Bourbon fut longue et passionnée. La réforme fut combattue avec acharnement. Presque toute la presse l'attaqua violemment comme cela arrive souvent aux réformes qui exaspèrent le monde de la richesse. Des caisses, dotées de gros capitaux, furent créées pour payer la campagne furieuse organisée contre la réforme. Le projet présenté à la Chambre n'en fut pas moins voté le 9 mars 1909. Il passa du Palais-Bourbon au Luxembourg, où il allait dormir pendant de longues années, accident auquel sont exposés les projets que le Sénat n'aime pas.

Deux autres mesures avaient abouti dans des conditions que les partis de gauche trouvaient encore fort incomplètes. Après l'affaire Dreyfus, il semblait impossible de défendre la sorte de

justice rendue par les conseils de guerre. On avait proposé ou de les supprimer ou tout au moins d'y introduire de profondes réformes. Le projet déposé à cet effet fut voté le 11 juin 1909. On ne tarda pas à voir qu'il était loin de rendre impossibles les abus qu'on avait voulu supprimer.

Une des principales revendications de la démocratie était la création des retraites ouvrières et paysannes. Nulle loi sociale, bien faite, ne pouvait avoir plus d'efficacité contre les iniques fatalités de la misère. La France, ici encore, se laissa devancer par l'Angleterre. Le projet voté par la Chambre dès le 2 février 1906 était déjà imparfait. Il revint du Sénat en 1910, déplorablement mutilé. Les élus du suffrage universel, pour ne point revenir les mains vides devant leurs électeurs, l'acceptèrent tel que le Sénat l'avait fait ou plutôt défait. Ils n'allaient pas tarder à s'en repentir.

Les difficultés de l'entreprise marocaine se continuaient sous le ministère Clemenceau. Il faut remonter au Cabinet Combes pour en retrouver l'origine. A ce moment, Delcassé, ministre des Affaires étrangères, avait négocié et conclu, à l'insu des Chambres et du pays, avec l'Espagne un accord secret d'où devait résulter, presque forcément, la conquête en commun de l'Empire du Maroc. Il s'était assuré, par un autre accord, le consentement de l'Angleterre. Il n'avait rien fait pour s'assurer le consentement de l'Allemagne : négligence d'autant plus imprudente que la Russie, accaparée par sa funeste guerre avec le Japon, ne pouvait à ce moment gêner en rien notre puissant voisin.

Les résultats de cette témérité ne tardèrent guère. L'empereur d'Allemagne fit à Tanger (août 1905) un voyage gros de menaces pour la France. Rouvier, alors président du Conseil, justement effrayé des périls qu'une telle aventure pouvait nous faire courir, résolut de convoquer, avant d'aller plus loin, à Algésiras (janvier 1906), une conférence où toutes les grandes puissances seraient représentées, ce qui avait amené la démission de Delcassé. La Conférence avait réglé, par un acte solennel, les conditions de notre intervention au Maroc, accordant à la France et à l'Espagne un droit de police, au moyen d'officiers et de sous-officiers instructeurs que les deux pays fourniraient aux troupes marocaines, mais garantissant à toutes les nations une égalité absolue pour le commerce et l'exploitation des richesses naturelles et le régime économique du Maroc.

Biéntôt, l'assassinat d'un Français, le Dr Mauchamp, à Marrakech (1907), puis de deux Européens à Casablanca, nous obligèrent à engager dans le grand Empire de l'Ouest africain des opérations militaires qui ne devaient point cesser de s'étendre. On alla bombarder et prendre Casablanca. Sur ces entrefaites, le sultan Abd el Aziz, qui avait traité avec nous, vit son frère, Moulay Hafid, se révolter contre lui et se faire proclamer sultan à sa place. La France ne défendit pas Abd el Aziz, et Moulay Hafid, pour faire reconnaître son autorité par l'Europe, accepta les traités conclus, y compris l'acte d'Algésiras. Mais Fez, la capitale de l'Empire, était en pleine insurrection. Le général Moinier marcha sur la ville avec des forces importantes et y entra sans coup férir. Mais la colonne de ravitaillement qui le suivait avec le colonel Gouraud fut attaquée et eut à soutenir de furieux combats.

L'Allemagne se mit à nous susciter incident sur incident, chicane sur chicane, pour nos opérations au Maroc. C'étaient, en septembre 1908, les incidents de Casablanca, à propos de l'ar-



Casablanca. — Un fort arabe.

restation, par nos gendarmes, de déserteurs de notre légion étrangère qu'un agent subalterne de l'ambassadeur d'Allemagne accompagnait et essayait de protéger. Il fallut recourir à un arbitrage que l'Allemagne n'accepta pas sans difficultés. L'affaire se termina en novembre par un compromis signé à Berlin. Aussitôt après, ce fut l'affaire d'Agadir, où l'on nous cherchait querelle parce qu'un de nos croiseurs s'était arrêté devant un port du Maroc non ouvert aux Européens. L'incident fut clos au bout de peu de temps. Mais il était manifeste que notre pénétration au Maroc nous exposait sans cesse en Europe à un conflit avec l'Empire allemand.

Cependant, se succédaient en France les incidents qui allaient rendre le ministère tout à fait antipathique aux masses populaires. Des grèves, des troubles se succédaient; et autant Clemenceau avait autrefois soutenu les mouvements populaires, autant il semblait mettre d'amour-propre à les réprimer avec une ostentation de rigueur.

Ce fut d'abord la grève de Draveil, dans Seine-et-Oise, près de Corbeil (juin 1908). Dès le début, la gendarmerie avait envahi une salle de réunion avec une brutalité difficile à justifier :



Réunion de grévistes à Draveil.

dix ouvriers avaient été blessés avec quatre gendarmes. La grève avait été plus tard l'occasion d'une grande et violente manifestation, où il y eut trois morts et quatre blessés.

Aussitôt après éclatait dans quatre départements du Midi (Aude, Hérault, Gard, Pyrénées-Orientales) une révolte d'un genre nouveau, exclusivement viticole. C'était dans la région où la culture intensive de la vigne est la vie de tous. Les Chambres avaient tardé à voter les lois qui devaient préserver les vignerons de fraudes ruineuses pour eux (contre le mouillage et le sucrage des vins). La détresse les jeta dans un mouvement de protestation à peu près unanime. On résolut de briser toute relation avec le Gouvernement. Toutes les municipalités donnèrent leur démission. Les partis ennemis de la République poussaient naturellement au soulèvement; mais il avait tout le monde pour lui : un de ses chefs était le socialiste Ferroul, maire et longtemps député de Narbonne. Le plus influent peut-être était un inconnu, Marcelin Albert, qui avait pris, sur les foules exaspérées, une autorité inexplicable, poussée en un jour, oubliée le lendemain.

La Chambre votait à la hâte les lois réclamées, et les élus des quatre départements se préparaient à partir pour apaiser les choses, quand le Gouvernement mit le feu aux poudres en faisant arrêter Ferroul et trois autres meneurs : Albert avait échappé. Ce fut l'explosion : elle fut déplorablement meurtrière. A Narbonne, la troupe fut sans pitié et le sang coula abondamment.

Au printemps de l'année suivante (mars 1909) survenait la grève des Postes. Les agents de

l'État ont-ils le droit de se mettre en grève? En théorie, on a plaidé le pour et le contre. Ce qui est certain, c'est qu'en fait, il y a dans une nation un certain nombre de services nécessaires à sa vie quotidienne, dont l'interruption est désastreuse et inacceptable pour elle. Le service des Postes est de ce nombre. Le Gouvernement fut d'abord très conciliant, et obtint assez rapidement une reprise du service. On lui reprocha de n'avoir pas été assez sévère. Est-ce ce qui le poussa à des actes de représailles? Toujours est-il que la grève une fois apaisée, il prit des mesures de rigueur qui la firent recommencer. Cette fois, la répression fut très dure; des centaines de postiers furent chassés et condamnés à la misère. Le Gouvernement refusa de les faire bénéficier d'une amnistie qui fut votée.

Les répressions sanglantes de Draveil et du Midi, la répression très dure de la grève des Postes, avaient fait détester Clemenceau par les partis avancés, qui avaient si longtemps eu pour lui les plus ardentes sympathies. Les socialistes étaient devenus ses ennemis passionnés. Presque tous les radicaux de la Chambre avaient continué à lui obéir, bien qu'il les menât fort rudement, et ne ménageât guère leurs doctrines. Mais tels n'étaient pas, dans le pays, les sentiments des masses radicales, dont il blessait les idées et les sympathies. L'armée radicale se désaffectionnait de ses élus et se dispersait. Un bon nombre passait aux candidatures socialistes. Les quelques élections partielles qui se firent à la fin du ministère Clemenceau révélèrent une effrayante débandade des forces radicales et firent entrer au Palais-Bourbon huit socialistes de plus.

Clemenceau fut renversé le 20 juillet 1909. On peut dire qu'il se renversa lui-même par une violence de langage inacceptable chez un président du Conseil. Prenant à partie Delcassé, il lui reprocha d'avoir jeté la France dans l'aventure marocaine, au moment où n'ayant pas de forces de défense suffisante, elle avait dû subir une humiliation. La Chambre fut exaspérée, et de la brutalité de cette attaque personnelle, et du spectacle d'un chef de pouvoir proclamant et dénonçant l'humiliation de son pays. Clemenceau fut immédiatement mis en minorité, ce fut Briand qui le remplaça.

Il y avait longtemps que ses anciens camarades socialistes suivaient avec inquiétude son évolution politique. Il était devenu un des orateurs les plus sympathiques à la droite cléricale, qu'il flattait et caressait de son mieux. Ce fut plus fort, quand arrivé à la présidence du Conseil, il exposa son programme de gouvernement dans un discours prononcé à Périgueux, et proclama son dessein de substituer à la lutte du parti républicain contre la réaction un « apaisement » qui ressemblait terriblement à l'esprit nouveau de Spuller et qui impliquait un désarmement de la démocratie devant ses ennemis. Ceux-ci ne s'apaisaient pas, au contraire : la séparation des Églises et de l'État avait naturellement rendu la lutte plus acharnée, tant parce qu'elle avait exaspéré les cléricaux que parce qu'elle avait rendu au clergé, sous les ordres plus agressifs du Vatican, toute sa liberté d'action. La résistance aux inventaires venait d'avoir des violences de guerre civile; la lutte contre nos écoles laïques s'organisait. Tendre la main aux adversaires dans un tel moment, n'était-ce pas leur livrer la place? Le conflit le plus passionné n'était pas seulement ouvert dans les Chambres, il n'était guère de village où il ne fût engagé entre le parti du curé et du château d'un côté et la démocratie rurale de l'autre.

D'ailleurs, les conséquences de la politique « d'apaisement » ne tardèrent pas à se faire sentir dans ces mille détails d'administration quotidienne et de vie locale, trop menus pour que l'histoire les connaisse, mais qui prennent pour l'opinion publique une importance décisive. On eut bien vite l'impression que les influences de droite n'étaient plus pour le Gouvernement des influences ennemies.

Briand inquiétait l'esprit républicain par d'autres actes. Le pape Pie X, dans son intransigeance, avait repoussé les moyens laissés par la loi à l'Église de se constituer des ressources et de conserver pour elle les revenus considérables qui lui étaient acquis dans le régime antérieur, sous la forme des biens de fabriques. Briand s'obstinait à remanier la loi pour offrir au Pape un système qu'il consentît à accepter. Il en était venu de la sorte à des concessions qui auraient été fort dangereuses, au point de vue de la reconstitution des biens de mainmorte, si la cour de Rome n'était restée intraitable et ne s'était obstinée à tout repousser.

Quant aux réformes, Briand n'avait guère fait d'efforts que pour une seule, plus que contestée par les partis de gauche : le scrutin proportionnel. La droite tenait fort à l'introduction

de ce mode de scrutin, pratiqué en Belgique, et dont elle attendait de grands avantages. Les socialistes le réclamaient aussi, et si les autres républicains le repoussaient en grande majorité, quelques-uns l'avaient adopté avec passion.

On arrivait à l'heure des élections (1910). Elles se firent à un moment de mécontentement général et de trouble dans les esprits. La politique des derniers ministères n'était faite pour inspirer ni enthousiasme ni confiance à la démocratie. Le parti radical était encore sous le coup de la déconsidération qu'avait jetée sur lui le ministère Clemenceau. Une seule réforme importante avait été accomplie : la création des retraites ouvrières. Mais le projet, déformé par le Sénat, avait irrité les travailleurs qui refusaient d'en profiter. Loin de paraître un titre pour ceux qui l'avaient voté, c'était un grief qu'on invoquait contre eux. Dans ce courant de désaffection, une mesure très légitime devint un violent motif de reproche. L'indemnité des élus du peuple, députés et sénateurs, était restée la même, alors que tous les salaires augmentaient et qu'on avait élevé le chiffre de la plupart des traitements pour le mettre en rapport avec l'enchérissement continu de la vie. Les deux Chambres venaient de la porter à 15.000 francs, ce qui n'avait rien d'excessif. Il faut qu'un représentant du pays puisse vivre honorablement de son mandat. Cette augmentation fut le signal d'une formidable huée contre les députés sortants et mit le comble à leur impopularité.

Nombreux furent ceux qui voulurent profiter de cet état des esprits, pour prendre la place des représentants qui revenaient devant leurs électeurs. Beaucoup pour y réussir ne rougirent pas de former des coalitions inavouables avec les ennemis de la République. Ceux-ci s'y prétaient de fort bonne grâce. On les appela les mal élus.

Les résultats des élections se ressentirent du désarroi moral au milieu duquel elles s'étaient effectuées; le parti radical y fut surtout atteint et par la diminution du chiffre de ses représentants, et plus encore par le mélange des mal élus qui grossissaient nominalement ses rangs, sans lui appartenir sincèrement. Les partis de droite étaient si usés et si déconsidérés qu'ils profitèrent à peine du discrédit des républicains avancés. Les socialistes revinrent plus nombreux, en partie, à la faveur des coalitions dont je viens de parler.

Tous les ans, peu avant la rentrée des Chambres, se tenait dans une ville de province, un grand congrès de délégués des comités radicaux de toute la France. En général, ces congrès, dont la tâche principale était de délibérer sur le programme du parti, évitaient de se prononcer sur les questions ministérielles. Cette fois, les délégués réunis à Rouen, arrivaient de tous les côtés du territoire, exaspérés de l'apaisement de Briand, résolus à condamner sa politique et son ministère, fort irrités contre la faiblesse de ceux de leurs élus qui le soutenaient de leurs votes. On put prévoir dès lors la chute prochaine de l'ancien socialiste.

Elle fut retardée de quelques mois par un grave événement : la grève des employés des chemins de fer. Celle-ci menaçait la vie économique du pays, plus encore peut-être que la grève des postes. Elle suspendait les rapports nécessaires entre les diverses parties du territoire. Le Gouvernement fut accusé de n'avoir rien fait pour éviter le conflit. Il se servit même, pour contraindre les grévistes, d'un expédient plus que contestable : il les appelait sous les drapeaux et les obligeait, comme soldats, à continuer l'exploitation qu'ils avaient abandonnée comme grévistes, dénaturant ainsi la haute conception du service militaire. Les grévistes durent enfin se soumettre. La répression fut impitoyable. On en chassa un nombre énorme et surtout ceux qui avaient fait preuve d'énergie et d'activité dans les syndicats. Le personnel vécut ensuite sous un régime de terreur; les compagnies les poussèrent par la peur à entrer dans les associations cléricales, cherchant leur garantie dans l'embrigadement de leurs salariés sous la direction de l'Église.

Le 4 novembre, à l'étonnement de tous, Briand donna sa démission. Ce n'était qu'une comédie : il savait qu'il allait être chargé de former un nouveau cabinet. Il se débarrassait ainsi des trois collègues qui pouvaient lui porter ombrage : Millerand, Barthou et Viviani. Cette manœuvre ne le consolida pas, au contraire. On a vu qu'il ne pouvait pas compter sur l'appui des radicaux. A la fin de février 1911, Malvy l'interpellait sur la réouverture des écoles congréganistes. L'une d'elles avait été réouverte par lui, après promesse faite à un membre de la droite. Briand n'obtint qu'une majorité très faible, due à l'appoint des voix de droite, et il avait pris

auparavant à la tribune l'engagement de quitter le pouvoir le jour où il n'aurait plus la majorité des voix de gauche : il s'exécuta.

Le pouvoir revint au parti radical avec un ministère présidé par le sénateur Monis où étaient réunis trois des chefs du parti à la Chambre : Berteaux à la Guerre, Caillaux aux Finances, Cruppi aux Affaires étrangères, et où Malvy obtenait un sous-secrétariat d'État. Ce ministère allait être bientôt frappé par un affreux malheur. Le 21 mai, comme le président et le ministre de la Guerre assistaient à une expérience d'aviation, un aéroplane s'abattit sur les deux ministres : on ne releva que le cadavre de Berteaux, hideusement mutilé. Monis survécut, mais grièvement atteint : il lui fallut longtemps pour retrouver l'usage de ses jambes.

La mort de Berteaux fut une perte très douloureuse pour le parti radical. Son intelligence, sa droiture, l'avaient fait hautement estimer ; il était aimé de tous, et malgré l'ardeur et l'énergie de ses convictions républicaines, il avait su conquérir l'affection de toutes les fractions de l'armée. Il semblait devoir jouer un très grand rôle quand la mort le frappa, encore plein de force et d'avenir. On lui fit de pompeuses et douloureuses funérailles, et plus d'un, dans les épreuves que son parti traversa ensuite, se dit plus d'une fois : « Ah ! s'il était encore là ! »

Le ministère avait toute la confiance du parti radical. On avait acclamé Dumont, son ministre des Travaux publics, quand il avait annoncé sa ferme résolution d'employer tous les moyens, dût-il demander aux Chambres de nouvelles armes législatives, pour contraindre les grandes compagnies à réintégrer les malheureux qu'elles avaient privés de leur gagne-pain. Mais le Gouvernement sortait singulièrement mutilé et impotent de l'affreux accident qui avait tué un de ses principaux membres et réduit son président à garder la chambre pour longtemps. Un mois après, il tombait pour un mot malheureux du nouveau ministre de la Guerre, le général Goiran. On fut étonné du résultat du scrutin et non sans raison. Après les rectifications du vote, la minorité du ministère se changeait en majorité. Il avait été battu par des bulletins de députés absents dont ses adversaires avaient abusé. Monis resta démissionnaire. Il était trop atteint pour reprendre le pouvoir.

Ce fut Caillaux qui lui succéda. Il eut à obtenir notre liberté d'action au Maroc pour lequel l'Allemagne nous cherchait chicane sur chicane. On avait dû un moment y suspendre les opérations pour éviter les querelles qu'elle nous cherchait. Nous ne pouvions plus y poursuivre nos entreprises, sans craindre de nous exposer aux affreux périls et aux affreux malheurs d'un conflit européen. Il fallait s'entendre avec elle et désarmer son opposition ou se condamner à des crises et à des menaces incessantes.

On négocia avec elle. Elle convoitait ardemment une partie de nos possessions du Congo africain. Elle n'avait aucun prétexte pour y réclamer un pouce de notre territoire. Mais elle profitait de la question marocaine pour exercer sur nous une sorte de chantage par des alertes continuelles. La France se résigna à se dépouiller pour elle d'une de ses provinces de l'Afrique Équatoriale, pour obtenir à ce prix, sa liberté d'action au Maroc. Ce fut l'objet de l'accord franco-allemand de novembre 1911. Cet accord fut violemment attaqué, et il est évident que la façon dont la France se laissait déposer d'une fraction de son domaine colonial avait quelque chose de choquant. Mais, si l'on n'y consentait pas, il fallait ou renoncer au Maroc, ou s'exposer à une suite de crises terriblement périlleuses.

Le ministère Caillaux ne vécut pas six mois. Il tomba au mois de janvier 1912, dans des circonstances assez bizarres. On avait su que le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères, de Selves, ne s'entendaient pas du tout. A la suite de leurs explications devant une commission du Sénat, tous deux donnèrent leur démission.

Ce fut Raymond Poincaré qui fut appelé à lui succéder. Son arrivée au pouvoir marquait une orientation nouvelle dans la politique gouvernementale. Poincaré était un des hommes politiques les plus considérables et un des meilleurs orateurs du centre républicain. Jusqu'ici, depuis de longues années, le pouvoir était resté aux radicaux ; sauf Briand, qui avait révélé au Gouvernement des tendances fort conservatrices, mais avant qu'il les eût manifestées, ses origines socialistes le rattachaient encore aux partis avancés. Sarrien, Clemenceau, Monis, Caillaux, étaient des hommes de gauche ; avec Poincaré, le centre reprenait le pouvoir, d'où le nom du radicalisme était nettement exclu pour la première fois. Cependant Bourgeois avait consenti

à atténuer cette exclusion en acceptant dans le ministère une place modeste, le ministère du Travail.

De graves événements allaient se dérouler au Maroc. Au moment où l'accord avec l'Allemagne nous permettait d'affirmer notre protectorat, les troupes indigènes se révoltaient dans la capitale, massacraient les officiers et les sous-officiers français qu'on leur avait donnés comme instructeurs, se répandaient dans la ville pour la soulever et pillaient le quartier juif. On mettait alors à la tête du protectorat un chef militaire, et le général Lyautey remplaçait le diplomate Regnault. Le général Moynier, qui venait de partir en expédition, revenait à marches forcées. Naturellement, ces graves événements avaient leur contre-coup dans tout le Maroc. Le pré-tendant El Hiba s'emparait de Marrakech, et y retenait un certain nombre de Français comme



Les troupes françaises débarquent à Casablanca.

prisonniers. Le colonel Mangin marcha sur la ville et, le 12 septembre, écrasa les forces d'El Hiba dans une bataille très brillante et très bien conduite. Le soir, les Français reprenaient Marrakech, et les prisonniers étaient délivrés. Puis nos troupes allaient de côté et d'autre soumettre le pays à notre autorité.

On arrivait au moment où expiraient les pouvoirs du président Fallières. Par qui serait-il remplacé? On offrait sa succession à Bourgeois, qui aurait été nommé sans concurrent, mais qui refusa obstinément à cause de son état de santé. Poincaré, président du Conseil, posa sa candidature. Suivant l'usage, les députés et sénateurs républicains furent convoqués dans le palais du Sénat, pour désigner le candidat du parti avant le scrutin de Versailles, afin que l'élection ne dépendît pas des suffrages de droite. Ce fut Pams qui obtint la majorité. Poincaré maintint sa candidature. Il fut élu.

Il forma aussitôt un ministère composé des hommes de son parti. Barthou en était le chef. Ce ministère, pour répondre aux mesures par lesquelles l'Allemagne augmentait l'effectif de ses

armées, obtint des Chambres qu'elles revinssent sur la réforme qui avait chez nous réduit de trois à deux ans la durée du service militaire : non sans de vives discussions.

Au mois d'octobre suivant, le congrès radical annuel se réunissait à Pau. Il se prononça vigoureusement contre le gouvernement du centre, somma les députés du parti qui avaient accepté d'en être, de s'en retirer immédiatement, sous peine d'être rayés du nombre des radicaux, et formula un programme où trois articles avaient surtout une importance décisive : le vote d'un véritable impôt sur le revenu avec déclaration contrôlée; le retour au service de deux ans, après l'adoption de mesures propres à donner plus de force à notre organisation militaire; et la défense énergique de nos écoles laïques furieusement assaillies par les cléricaux. Ils ne reculaient devant aucun moyen pour leur ôter leurs élèves. Maîtres des classes riches, ils faisaient imposer par le grand propriétaire à ses fermiers et à ses travailleurs ruraux, par le gros industriel à ses ouvriers, par la clientèle aisée aux petits commerçants, l'obligation de retirer leurs enfants de l'école de l'État pour l'envoyer à l'école cléricale : organisant ainsi sur les petits, menacés de perdre leur gagne-pain, une sorte de monstrueux despotisme des gros porte-monnaie. Ils essayaient, au nom des pères de famille, une mainmise du clergé sur l'enseignement populaire. Dans certains villages de l'Ouest où ils étaient tout-puissants, ils allaient jusqu'à pourchasser l'instituteur et l'institutrice, en leur faisant refuser même les vivres.

Les décisions du Congrès de Pau étaient au moins aussi menaçantes pour le ministère Barthou que celles du Congrès de Rouen l'avaient été pour le ministère Briand; et, en effet, peu après la rentrée des Chambres, le Cabinet fut renversé par Caillaux : le Gouvernement voulait soustraire la rente à l'impôt sur le revenu : c'était une grave atteinte à la réforme fiscale que la Chambre précédente avait votée. Il fut battu.

Le pouvoir revint alors aux radicaux; le sénateur Doumergue, ancien membre du Cabinet Combes, forma le ministère nouveau où Caillaux reçut le portefeuille des Finances. C'était lui qui semblait désigné par les règles parlementaires pour être placé à la tête du pouvoir, et l'opinion le considérait comme le personnage principal du Cabinet. Il y eut, d'ailleurs, la tâche la plus importante. Le Sénat abordait enfin la discussion de la réforme fiscale : sa Commission, au bout de longues années, l'avait enfin saisi d'un projet d'où elle avait exclu les dispositions fondamentales du projet de la Chambre, et qui, de l'impôt sur le revenu, ne gardait guère que le nom. Caillaux soutint, pour la réforme, une lutte très remarquable : infatigable, toujours sur la brèche, étonnant ses auditeurs par sa merveilleuse connaissance des questions financières, par la solidité de sa discussion, par la force de son argumentation. La question fiscale était alors le grand champ de bataille : Caillaux portait tout le poids de la lutte politique; il concentrait aussi sur sa tête toutes les haines et toutes les colères. On se mit à l'assaillir avec une rage aveugle dans son passé et dans sa personne.

Pour l'accuser d'avoir autrefois soutenu de son influence de ministre, par une pression illégitime sur la justice, un banquier condamné par les tribunaux, Barthou porta à la tribune et divulgua un document fort bizarre, une sorte de confession du procureur général d'un caractère fort insolite, détournée sans droit des dossiers du ministère de la Justice. Le rédacteur en chef du journal le *Figaro*, Calmette, allait plus loin. Il publiait une lettre intime de Caillaux, qu'il s'était procurée à prix d'argent, adressée à la femme qu'il venait d'épouser, et menaçait de poursuivre ces attaques.

Soudain, une nouvelle tragique stupéfia la France et le monde. M^{me} Caillaux, avertie que



(Photo Pirou.)
Poincaré.

d'autres lettres remplies des épanchements les plus secrets de l'intimité, allaient être publiées, avait tué le directeur du *Figaro*, Calmette, à coups de revolver.

Caillaux dut donner sa démission de ministre, tandis que sa femme, que d'ailleurs le jury de la Seine devait plus tard acquitter, entraînait dans une prison.

Le parti chassé du pouvoir s'organisait activement pour prendre sa revanche aux élections prochaines. Il avait créé un vaste groupement où il essayait de réunir des hommes de tous les groupes républicains : surtout des radicaux qu'il espérait tourner contre la politique radicale et dont il embaucha, en effet, un petit nombre. Briand était le chef de ce nouveau groupement ; il avait avec lui Barthou et Millerand. Une grande campagne de réunions publiques devait entraîner toute la France ; elle s'ouvrait par de grands discours de Briand et de Barthou. La presse des partis du centre saluait avec enthousiasme ce qu'elle appelait leur œuvre de salut national ; et ne semblait pas douter que les hautes influences réunies dans le groupement nouveau ne fussent suivies par la grande majorité du suffrage universel.

Il fallut déchanter : les partis avancés remportèrent une victoire éclatante ; surtout les socialistes qui, pour la première fois, eurent à la Chambre plus de cent voix. Au second tour de scrutin, l'ancien bloc était reconstitué sur nombre de points ; beaucoup de radicaux devaient aux socialistes, beaucoup de socialistes devaient aux radicaux l'appoint qui leur assurait la victoire. Le pays avait répondu à ceux qui voulaient le pousser à droite en opérant vers la gauche un mouvement décisif.

Nous sommes parvenus au terme de notre longue carrière : elle a embrassé, depuis 1789, cent vingt-cinq ans, et quelles années ! Remplies par quelques-uns des plus grands événements de l'Histoire. Pour la suite, la parole est à l'avenir. Au moment où nous terminons ce récit, la guerre éclate.



Le triomphe de la République.

Par Dalou.

TABLE DES GRAVURES HORS TEXTE

Ouverture des États généraux le 5 mai 1789	7
Mirabeau arrive aux Champs-Élysées	7
Journée mémorable du 20 juin 1792	7
Types des principaux assignats et mandats territoriaux émis pendant la Révolution	8
Les grands conventionnels	112
Les dernières victimes de la Terreur	115
Madame Tallien	114
Lettre du général Bonaparte à Joséphine du 23 mai 1796	160
Bataille de Rivoli (14 janvier 1797)	168
Halte de l'armée française en Égypte	171
Le sacre. — Napoléon couronne Joséphine, impératrice des Français, le 2 décembre 1804	208
Napoléon au tombeau du Grand Frédéric	210
Le Pape et l'Empereur	232
Naissance de Napoléon II, roi de Rome	240
Napoléon I ^{er} , au Kremlin, assiste à l'incendie de Moscou	248
Napoléon à Fontainebleau (1814)	250
Napoléon à Waterloo	280
La Barrière de Clichy	280
Charles X au Salon de 1823	328
La Révolution de Juillet 1830	352
Calendrier satirique publié en 1833	370
La fin d'une conspiration sous Louis XVIII	384
Une rixe en 1814 au café de la Rotonde	393
Sortie de Fontainebleau	410
Napoléon III, empereur des Français	404
Prise de la Tour Malakoff (8 septembre 1855)	472
Le Congrès de Paris en 1856	480
Bataille de Solferino	488
Soleil couchant, par Corot	504
Réception de l'ambassade siamoise par Napoléon III et l'impératrice Eugénie au palais de Fontainebleau	512
Le cimetière de Saint-Privat	530
Bazeilles	552
Le siège de Paris	570
Bataille de Bapaume	592
A la salle Graffard : « Vive la Commune! »	624
Monument élevé à la mémoire de Victor Hugo, à Paris	650
La Danse	665
Un entr'acte à la Comédie-Française vers 1883	688
La Marseillaise de Rude	698
Une séance à la Chambre des Députés. — Jaurès à la tribune	704

CARTE

Carte de la France en provinces et en départements pendant la Révolution (1789-1795)	128
--	-----

TABLE DES MATIÈRES

TOME QUATRIÈME

	Pages
La Révolution.	1
Le Déclin de la Monarchie.	3
I. La philosophie du dix-huitième siècle.	3
II. Les débuts de Louis XVI.	8
III. La convocation des États généraux.	15
La Constituante.	22
I. Le commencement de la Constituante.	22
II. La prise de la Bastille.	30
III. De la prise de la Bastille à la journée du 6 octobre.	30
IV. L'Assemblée constituante à Paris.	43
V. L'œuvre de la Constituante.	46
VI. La Constituante. — Conflits et défections.	52
VII. La fin de l'Assemblée nationale.	58
La Législative.	62
I. Les débuts de la Législative.	62
II. La Patrie en danger. — Le dix août.	68
III. La fin de la Législative.	75
La Convention.	82
I. La Convention. — Ses débuts.	82
II. Les premières conquêtes.	90
III. La mort de Louis XVI.	93
IV. Échecs et périls.	97
V. La Convention jusqu'au 2 juin.	102
VI. Guerre civile et guerre étrangère.	107
VII. La fin de Quatre-vingt-treize.	110
VIII. Les victoires de la Défense nationale.	119
IX. Proscription des Hébertistes et des Dantonistes.	125
X. La guerre. — Bataille de Fleurus. — <i>Le Vengeur</i> .	130
XI. Mort de Robespierre.	132
XII. L'œuvre législative de la Convention.	139
XIII. La fin de la Convention. — Les traités de Bâle.	143
XIV. La guerre de Vendée.	153
Du Directoire à l'Empire.	157
Le Directoire.	159
I. Le Directoire. — Les guerres de 1796.	159
II. La guerre en 1797.	169

	Page
III. Le gouvernement du Directoire. — Le coup d'État de Fructidor	173
IV. L'expédition d'Égypte	178
V. La campagne de 1799.	182
VI. La fin du Directoire. — Le 18 brumaire	185
Le Consulat	189
I. Le commencement du Consulat	189
II. Suite du Consulat. — La paix d'Amiens. — Le Consulat à vie	193
III. La fin du Consulat.	200
L'Empire	204
I. Les débuts de l'Empire	204
II. La France sous l'Empire	206
III. La guerre de 1805. — Trafalgar. — Ulm. — Austerlitz	212
IV. Iéna. — Auerstedt. — Eylau. — Friedland. — Tilsit.	218
V. Le blocus continental. — L'Espagne. — Entrevue d'Erfurt. — Brouille avec le Pape	226
VI. La campagne de 1809. — Eckmühl. — Essling. — Wagram. — Paix de Vienne. — Le Pape à Savone	235
VII. 1811-1812. — Mariage de Napoléon. — Querelles avec l'Église. — Guerre d'Espagne	241
VIII. La campagne de Russie	246
IX. La campagne d'Allemagne. — Lützen. — Bautzen. — Leipzig	259
X. La campagne de France. — L'abdication.	266
XI. La première Restauration. — Le retour de l'île d'Elbe	273
XII. Les Cent-Jours. — Waterloo.	278
<i>De la Restauration au second Empire</i>	<i>285</i>
La Restauration	287
I. Restauration	287
II. La Terreur blanche.	290
III. La Chambre introuvable.	297
IV. La Restauration libérale.	302
V. Nouvelle réaction	305
VI. Les carbonari. — L'opinion publique	316
VII. Charles X	324
VIII. — (Suite.)	332
IX. Le mouvement intellectuel.	335
X. — (Suite.)	337
XI. Les Trois glorieuses.	342
XII. Le lendemain de la Révolution. — Proclamation de Louis-Philippe et départ de Charles X	350
Le règne de Louis-Philippe.	366
I. Les débuts de Louis-Philippe.	366
II. De 1832 à 1840	376
III. Le Romantisme	387
IV. Progrès scientifiques et techniques. — Questions économiques et sociales.	402
V. Le ministère Guizot	410
VI. La conquête de l'Algérie.	414
VII. Les journées de Février	419
La seconde République.	426
I. Le Gouvernement provisoire	426
II. L'Assemblée constituante de 1848	432
III. La présidence de Louis-Napoléon	442
IV. Le Deux-Décembre.	449

TABLE DES MATIÈRES

Le second Empire . . .

- I. L'Empire après le 2 décembre
- II. L'expédition de Crimée
- III. De la guerre de Crimée à la guerre d'Italie
- IV. La guerre d'Italie
- V. De l'expédition d'Italie à 1863
- VI. Les lettres, les arts et les sciences
- VII. Les élections de 1863 et la guerre du Mexique
- VIII. Le commencement de la fin
- IX. L'Empire libéral
- X. Les grands désastres
- XI. Les batailles sous Metz
- XII. Sedan

La troisième République

La troisième République

- I. Le 4 septembre et le siège de Paris
- II. Les capitulations et le 31 octobre
- III. La province. — Gambetta à Tours. — Coulmiers. — Champigny
- IV. La province. — L'armée de la Loire
- V. La guerre de province. — Le Nord, l'Est, Belfort
- VI. Paris. — La fin du siège. — La capitulation
- VII. L'Assemblée nationale à Bordeaux
- VIII. Le 18 mars. — Le Comité central. — Les débuts de la Commune
- IX. La suite de la Commune
- X. La prise de Paris et la répression
- XI. La troisième République. — De la Commune au 24 mai
- XII. La tentative de Restauration et le Septennat
- XIII. La Constitution républicaine. — La fin de l'Assemblée nationale
- XIV. Le Seize-Mai. — La chute de Mac-Mahon
- XV. De la chute de Mac-Mahon aux élections de 1885. — Le ministère Gambetta — L'enseignement primaire. — Le Tonkin
- XVI. Des élections de 1885 jusqu'aux élections de 1893. — Le Boulangerisme. — Le Panama
- XVII. Les lettres, les arts et les sciences
- XVIII. Des élections de 1893 au ministère Waldeck-Rousseau. — L'alliance russe. — L'expédition de Madagascar. — L'affaire Dreyfus
- XIX. Le ministère Waldeck-Rousseau. — Le ministère Combes. — La séparation des Églises et de l'État. — Les élections de 1906
- XX. Des élections de 1906 aux élections de 1914

TABLE DES GRAVURES HORS TEXTE

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT, NANCY-PARIS-STRASBOURG

LIBRARY OF THE



